TUFTS COLLEGE LIBRARY

Purchased

Bound Sept. 1916

71520

15

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXIX. — 1er SEPTEMBRE 1915.

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-NEUVIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1915

71520

LE SENS DE LA MORT[1]

DERNIÈRE PARTIE (2)

XXI

Une infirmière rencontrée sur l'escalier me dit qu'elle venait de croiser l'aumônier dans la cour. Je me hâtai. Il avait déjà passé la porte. Je ne l'atteignis qu'à l'angle de la rue Saint-Guillaume et de la rue de Grenelle. Le pauvre abbé eut un geste de consternation en me voyant arriver vers lui, la tête nue et dans ma blouse d'hôpital.

— « Le lieutenant est plus mal? » interrogea-t-il, me prouvant ainsi combien il s'intéressait à son « Centurion. »

— « Non, » lui dis-je, « mais il veut vous voir. » Et j'appuyai sur l'insistance presque anxieuse du blessé, sans raconter, bien entendu, le fâcheux épisode qui l'avait précédée, et, je le comprenais, provoquée.

— « J'y vais, » dit simplement le prêtre. Il opposait maintenant à ma curiosité ce visage atone, que je connais si bien, celui que nous prenons, nous autres, dans les consultations. Comme je l'accompagnais, il me demanda sans préparation :

— « Croyez-vous, docteur, que le lieutenant pourrait être transporté, sans danger, dans un autre hôpital? Je veux dire à la campagne, par exemple? »

— « Mais non, monsieur l'abbé. Jamais le Professeur ne le permettrait. Et pourquoi, d'ailleurs? »

(1) *Copyright by* Paul Bourget, 1915.
(2) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 août.

— « Parce qu'avec des convictions si différentes, et nerveux comme est M. Ortègue, j'appréhende un conflit entre eux. M. Le Gallic est un grand soldat. Malgré cela, ou à cause de cela, peut-être, c'est un cœur si sensible! »

Il me quitta sur ce mot, dont la signification était bien vague. J'y vis l'indice, comme aussi dans cette suggestion d'un transfert, que le séjour à la Clinique n'était pas envisagé sans inquiétude par le confesseur du jeune homme, ni par lui-même sans doute. La perspective d'un conflit d'idées avec le mari de sa cousine justifiait-elle cette appréhension chez l'officier, et surtout qu'il l'eût communiquée au prêtre? Pourquoi le faisait-il appeler maintenant, aussitôt après l'offre d'Ortègue? Sa fervente piété devait le rendre accessible à tous les scrupules. Je revis soudain l'expression si grave de sa physionomie en écoutant cette offre. J'entendis l'accent, presque implorateur, avec lequel il avait parlé du calme nécessaire à ses derniers jours. Non, le croyant ne redoutait pas un conflit d'idées avec l'athée. Il redoutait son propre cœur. Je me rappelai aussi le « certain discours sur la montagne, » comme disait Ortègue. J'avais lu trop souvent moi-même ces chapitres V, VI et VII de l'Évangile de Matthieu, le morceau classique de cet « immense succès de librairie, » pour parler de nouveau comme l'ironique Ortègue. Un verset me revint, dont j'avais toujours admiré la psychologie profonde, le trait de lumière projeté sur les rapports de la pensée et de l'action : « Et moi je vous dis que quiconque regarde une femme avec convoitise a déjà commis l'adultère avec elle dans son cœur. »

— « Mais le voilà, le vrai motif. Il l'aime. »

Cette phrase ne se fut pas plutôt prononcée dans mon esprit qu'elle fit certitude, et tandis que j'allais de chambre en chambre, — c'était l'après-midi, — pour vérifier l'exécution des ordonnances du matin, mon imagination vagabondait bien loin des tristesses de la Clinique. Elle me transportait à Tréguier, la vieille cité pieuse, ennoblie par sa cathédrale, et dans cette campagne bretonne où Ernest Le Gallic et Catherine Malfan-Trévis avaient erré ensemble, à quinze ans. Mes anciennes hypothèses sur le passé des deux cousins reprenaient corps. Elles se précisaient. J'entrevoyais une innocente et lointaine idylle, transformée chez elle en un vague souvenir, devenue une passion chez lui. A quinze ans, un adolescent et une jeune

fille sont vraiment du même âge. Ils s'aiment ou ils croient s'aimer. A vingt ans, cette parité d'âge n'est plus que dans les dates. La jeune fille qui peut se marier, fonder un foyer, être mère, atteint déjà une étape de la vie plus avancée que celle où s'attarde le jeune homme à peine sorti de ses études, et dont la carrière n'est pas commencée. L'idylle esquissée apparaît à la jeune fille comme un enfantillage. Elle est attirée maintenant vers l'homme qui peut lui servir d'appui, vers le prestige de la force en pleine maturité. Elle oublie le naïf roman où tout était rêve, où n'a été prononcé aucun mot d'amour et dont les seuls épisodes furent des battemens de cœur trop précipités, des promenades trop prolongées, des bouquets acceptés, une robe plus souvent mise, parce qu'elle seyait. Quand elle pense à ces ébauches d'émotions, la jeune femme sourit, sans s'y reconnaître. Le jeune homme, lui, n'oublie pas si vite, et s'il est un Le Gallic, un de ces Bretons constans et songeurs, timides et repliés, chez qui le temps creuse les impressions, au lieu de les effacer, il continue d'aimer la petite fiancée de sa quinzième année, avec une passion endolorie et grandissante. C'est une plaie qui saigne en lui et qu'il cache, surtout à celle qui l'a causée. Il s'en voudrait d'un reproche, d'une plainte, et il goûte une douloureuse volupté à rester d'autant plus fidèle qu'il a été plus méconnu. Si elle et lui n'étaient pas de la même famille, l'absence le guérirait, mais il la voit sans cesse. S'il se prêtait, comme ses camarades, aux dérivations du plaisir sensuel, cette fleur de romanesque se flétrirait chez lui comme chez eux, mais c'est un Le Gallic et c'est un dévot. Sa pureté nourrit sa ferveur d'amour. Celle qu'il aime est mariée. Il ne se pardonne de continuer à la chérir qu'en s'interdisant même les privautés les plus insignifiantes. Comme tout s'éclairait ainsi dans la conduite de Le Gallic, et tout, pareillement, dans l'attitude d'Ortègue! Quand on aime une femme aussi ardemment qu'il aimait la sienne, on a comme une divination des sentimens qu'elle inspire. Ortègue savait d'intuition le secret de Le Gallic, que Mme Ortègue ignorait jusqu'ici. Je comprenais cela encore, que cette femme avait toujours considéré Le Gallic un peu comme un enfant et beaucoup comme un simple d'esprit. Épouse et fille de savans, elle n'avait jamais aperçu ce que j'avais entrevu lors de la première visite de l'officier à la Clinique, ce que je venais de constater au chevet de son lit de blessé, l'amplitude

extraordinaire de vie intérieure que lui donnait sa foi religieuse. Commençait-elle de faire cette découverte devant tant d'héroïsme, tant de résignation, tant de charité, tant de certitude? Évidemment, Ortègue le craignait. Son accès de jalousie s'expliquait alors, et aussi le désir exprimé par le blessé que cette épreuve suprême lui fût épargnée. Quelle tentation, et combien forte, que de se sentir enfin connu, compris, peut-être aimé!

XXII

C'était là une de ces constructions psychologiques comme j'en ai tant bâties dans mon existence. Sans doute, cette misérable infirmité de ma claudication, en me mettant un peu en marge des autres, m'a rendu plutôt spectateur qu'acteur dans la tragi-comédie de la vie. J'ai beaucoup regardé. J'ai imaginé beaucoup. Je me suis beaucoup et souvent trompé. Pas cette fois. Ma terreur de voir s'accomplir le forfait, — je continuais d'appeler ainsi le suicide à deux, — tendait toutes mes facultés d'observation; et que j'y visse juste dans l'intérêt intellectuel soudain provoqué chez Mme Ortègue par l'attitude morale de son cousin, j'en acquis la preuve presque aussitôt.

Comment l'abbé Courmont s'y était-il pris pour dissiper les scrupules de Le Gallic? Les jugeait-il de simples imaginations? Ou bien considérait-il la présence de Mme Ortègue au chevet du blessé comme une possibilité de conversion pour elle, et qui sait, pour le Professeur? Toujours est-il qu'un tacite accord s'établit, et la jeune femme commença de rendre à son cousin quelques services d'infirmière. Elle aidait à son pansement. Elle veillait à ses repas. Quoiqu'il s'interdît visiblement d'avoir avec elle de longues causeries, les quelques mots qui lui échappaient de temps en temps sur son interprétation de l'existence, les jugemens qu'il portait sur les choses et les gens, les livres qu'elle lui voyait lire, toutes les révélations aussi de sa richesse d'âme la préoccupaient. Assez déjà pour qu'après quarante-huit heures de ces soins, elle me demandât :

— « Marsal, avez-vous connu beaucoup de dévots dans votre vie? »

— « Personne d'autre que ma mère. Je veux dire : vraiment connu. Mais le propre du dévot sincère, c'est qu'il se cache.

Encore une règle de l'Évangile et toujours dans le « certain discours » : — « *Pour toi, quand tu veux prier, entre dans ta chambre et prie dans le secret.* »

— « Mais ceux que vous avez sus des dévots sincères, même sans bien les connaître, avez-vous observé que leur croyance leur donnât de la force? »

— « Je ne vous comprends pas bien. Croire est une force par soi. »

— « Je vous pose mal la question. Je voudrais savoir ceci : pensez-vous que la force déployée par mon cousin, aujourd'hui devant ses souffrances qui sont très grandes, hier devant la mort qu'il a bravée si froidement, que cette force, je répète, lui vient de ses idées ou de son caractère ? »

— « Des deux, » répondis-je, « car les deux sont liés. »

— « C'est pourtant bien étonnant, » insista-t-elle, « que l'on puisse trouver de la force dans des erreurs complètes. »

Elle n'en était qu'à l'étonnement. Quelques jours plus tard, je l'entendis, bien étonné moi-même, soutenir avec son mari une discussion qui dénonçait trop clairement l'évolution en train de s'accomplir dans son esprit.

— « Vous savez ce que Le Gallic m'a dit tout à l'heure? » avait commencé Ortègue. « Je vous le donne en mille, lui, un officier et qui était là! que la bataille de la Marne est un miracle... Pourquoi? Parce qu'elle ne s'expliquera jamais stratégiquement, paraît-il. — Hé bien ! lui ai-je répondu, dites qu'elle ne s'explique pas, que nous n'en connaissons pas les conditions suffisantes et nécessaires, mais il y en a eu. — Oui, a-t-il dit, de surnaturelles. — Avouez, Marsal, que penser ainsi en 1914, c'est étonnant. Mais les stéréotypies séculaires!... »

— « Il y a pourtant de l'inconnu dans le monde, » fit Mme Ortègue.

— « Il n'y a que de ça, » répondit-il.

— « Mais alors... »

Elle hésitait. Il insista :

— « Mais alors, quoi? »

— « Alors, l'hypothèse de Le Gallic pourrait être vraie aussi bien qu'une autre? »

— « Raisonne un peu, » reprit-il. « Tu ignores ce qu'il y a en ce moment dans la chambre à côté? S'ensuit-il que tu aies le

droit de penser qu'il y a dans cette chambre un centaure ou une licorne, animaux fabuleux? Nous ne savons pas ce qui est l'inconnu. Nous savons parfaitement ce qu'il ne peut pas être. »

— « Tout de même, » dit-elle, « les ondes hertziennes, le Radium, avant qu'on ne les eût découverts... »

— « Où veux-tu en venir? » interrompit Ortègue.

— « A ceci : que des énergies peuvent travailler l'univers dont nous ne soupçonnons même pas l'existence. Quand il parle de surnaturel, Le Gallic n'affirme pas autre chose. »

— « Pardon, il ne dit pas que ces énergies sont possibles, il les pose comme réelles. »

— « Mais, » répliqua-t-elle, « s'il n'y avait pas une part de réalité, quelle qu'elle soit, dans ses croyances, comment y puiserait-il de la force? Ce qui agit sur le réel est nécessairement réel. »

— « Ce qui agit sur lui, ce sont ses idées, et une idée fausse détermine une volonté autant et plus quelquefois qu'une idée vraie. »

Ici, je ne pus m'empêcher d'intervenir. Les objections soulevées par Mme Ortègue offraient trop d'analogie avec celles qui hantaient mon esprit, depuis ces dernières semaines. La discussion m'intéressait maintenant pour mon propre compte :

— « Est-ce bien exact, mon cher maître? Certes, une idée fausse peut nous faire agir, mais très vite notre action se heurte au réel qui nous inflige un démenti. »

— « Et vous trouvez que le réel n'inflige pas un démenti aux fantasmagories mystiques de Le Gallic? Quand ce ne serait que cette affreuse guerre... »

— « Je ne trouve pas, mon cher maître. Il l'interprète et il s'y adapte. »

— « Avais-je assez raison? » s'écria-t-il. « *Primo purgare.* Le virus reparaît chez vous aussi. J'en appelle à votre intelligence à tous deux, non pas à votre sensibilité ou à votre imagination. Ni nos désirs ni nos rêves ne comptent, dans la recherche de la vérité. Il s'agit de nous faire une conception du monde en accord avec les données de l'expérience scientifique, données que nous devons avoir le courage de considérer comme intangibles. Or, de toutes les conceptions, une seule ne contredit pas ces données : une matière éternelle, infinie, toujours identique en ses élémens et en ses lois, qui crée, détruit,

renouvelle inépuisablement, sans commencement, sans terme, et, par conséquent, sans but. Tout ce qui existe, individu, espèce, planète, surgit de cet abîme indistinct et y retombe. Nous ne connaissons pas de limite à la puissance de cette matière. Ses lois sont constantes, mais nous ne les connaissons pas toutes. De là, des obscurités que nous appelons des mystères et qui ne sont que des interférences. Nous y logeons des désirs et des songes. Voilà le Surnaturel. Il est vrai que si l'on parlait à Le Gallic d'interférences?... Après tout, il sait peut-être qu'il y a des rayons lumineux, et que leur rencontre produit une diminution de lumière. Il a dû faire un peu de physique pour entrer à Saint-Cyr. Pour ce que ça lui sert!... »

XXIII

Il avait proféré cette dernière petite phrase avec tant d'âcreté que la conversation tourna court. La jalousie lui mordait de nouveau le cœur. Sa femme s'en était certainement rendu compte comme moi. J'observai que, pendant les jours qui suivirent cet entretien, ses visites à la chambre du blessé commencèrent de se faire moins fréquentes. Elle envoyait une infirmière la remplacer, une fois sur deux. En revanche, son assiduité auprès de son mari augmentait encore. Sans cesse elle revenait dans son bureau, quand il s'y reposait. Était-il là? Elle ne le quittait pas des yeux, inquiète à sa moindre impatience, empressée à le désarmer en prévenant ses moindres fantaisies. J'observai aussi que ce redoublement d'attentions semblait accroître l'irritabilité d'Ortègue, au lieu de l'adoucir. Il devenait le malade ingrat qui en veut de sa maladie à ceux qui la soignent. « Quelle est la personne qu'Œdipe déteste le plus? » me disait un jour un tabétique de mes cliens, auquel je reprochais sa dureté pour une parente qui lui prodiguait son dévouement. « C'est Antigone, parce qu'elle lui prouve à chaque minute qu'il est aveugle. » Malgré moi, devant l'injustice grandissante d'Ortègue pour sa femme, je me rappelais cette cynique déclaration, et je sentais que cette boutade cachait, hélas! une triste vérité humaine!

Mais n'y avait-il chez Ortègue que de l'injustice? Oui, pour quiconque eût regardé aux actes seuls. Quand on connaît un ménage, comme je connaissais celui-là maintenant, dans

ses dessous profonds, les actes ne sont rien. Les sentimens sont tout. Mme Ortègue aurait fui la Clinique par incapacité de supporter la déchéance de son mari, le malade lui en aurait gardé moins de rancune. Il aurait pu se dire : « Elle souffre trop de me voir ainsi. Elle m'aime encore. » Mais pour lui, comme pour moi, cette multiplication de petits soins matériels trahissait un constant effort volontaire. Surtout cette fuite systématique, cet évitement de son cousin, démontrait qu'elle se débattait. Contre quoi ? Contre l'invasion en elle, non pas d'un nouvel amour peut-être, mais d'un nouvel intérêt. Une autre personnalité d'homme devenait vivante pour elle. Le langage est une algèbre si grossière, quand il s'agit de traduire des nuances de sentimens, les formules y flottent dans un tel à peu près, que je ne trouve pas de mots précis pour traduire une situation morale dont j'ai si bien distingué les cruelles étapes, le drame d'une âme arrivée vis-à-vis d'une autre à une espèce de saturation, et découvrant avec un affreux remords cet aboutissement des tendresses d'autrefois. Il est bien technique, ce terme de saturation, bien brutal. Il exprime avec tant d'exactitude cette impossibilité où se trouvait Mme Ortègue d'éprouver par son mari une émotion neuve. Tout était neuf, au contraire, dans les sensations que lui donnait la poésie soudain révélée chez son camarade d'enfance. Elle l'avait connu un enfant sage, un bon jeune homme, un saint-cyrien bien noté, un officier appliqué. Elle retrouvait un Croisé, et cela dans un moment où sa passion pour son mari, toujours plus imaginative que réelle, n'existait plus que dans sa volonté. Quand elle m'avait dit, dans notre entretien tragique, son horreur, son dégoût pour les femmes qui aiment après avoir aimé, qui se renient elles-mêmes à leur passé, ce cri lui avait échappé : « Le plus affreux, c'est qu'en vivant, et malgré soi, on change ! » Elle se défendait déjà contre les tarissemens de sa sensibilité. La folie de son offre de mort n'avait pas eu seulement pour motif l'irrésistible besoin de consoler une effroyable détresse. Elle avait voulu se donner, à elle-même, une preuve qu'elle demeurait absolument, aveuglément fidèle à son amour. Comment se faire encore cette illusion, maintenant qu'un sentiment grandissait à côté, d'autant plus fort qu'il s'accompagnait d'une reviviscence ? La jeune fille pieuse qu'elle était, avant que l'hypnotisme de la pensée paternelle n'en fît une incrédule, renaissait obscuré-

ment dans son cœur. Elle y retrouvait, en même temps, les traces de troubles moins ressentis que rêvés, le souvenir, jadis aboli, avivé soudain, du roman silencieux de sa quinzième année. Dans les propos que l'infirmière et le blessé échangeaient devant moi, devant Ortègue, au hasard des circonstances, ces mots : « Te rappelles-tu ? » passaient, repassaient, sans cesse. Les anciens compagnons de jeu se reportaient à des scènes insignifiantes pour tous, excepté pour eux. Ortègue en était absent, mais n'était-ce pas, pour sa femme, un des attraits de ces évocations ? Elle s'y détendait du cauchemar actuel.

Peut-être aussi, — je ne transcris cette idée qu'à titre d'hypothèse, — y avait-il là un effet de cette ambiance psychique, à laquelle je reviens toujours. A quels signes reconnaissons-nous la présence d'une énergie, l'électricité par exemple ? A ceci qu'elle nous impressionne directement, ou bien qu'elle se transforme en une autre énergie qui nous impressionne à son tour. La lumière et la chaleur appartiennent au premier groupe, l'électricité au second. Nous ne la percevons pas directement, et ainsi s'explique qu'elle ait été ignorée si longtemps. L'existence d'un milieu psychique, indépendant des centres nerveux, et où ceux-ci puiseraient leur force, est donc possible. La formule de Blainville, que le cerveau est le *substratum* et non l'*organe* de la pensée, n'enveloppe-t-elle pas une hypothèse analogue à la mienne ? Je m'égare. Je voulais seulement rattacher à une loi plus générale, un phénomène, auquel j'ai assisté, de *télépathie* ou plus justement de *télesthésie*. Myers la définissait : « La transmission d'impressions d'un genre quelconque entre un cerveau et l'autre, indépendamment de toute voie sensorielle connue. » Gœthe, qui fut un grand esprit scientifique, disait aussi : « Une âme peut, par sa seule présence, agir fortement sur une autre âme. » Cette prise morale que Le Gallic commençait d'exercer sur Mme Ortègue, n'était-elle pas une action de cet ordre ? Il l'avait aimée et il l'aimait passionnément, je l'ai su depuis, sans se le permettre. Aucun doute qu'il ne l'associât au continuel dialogue avec Dieu, que ses prières et ses méditations prolongeaient indéfiniment. Tout se passait comme si des radiations émanées de ce foyer d'amour secret enveloppaient, influençaient la jeune femme. Tels deux pôles reliés par un courant magnétique, mais qui dit courant, dit milieu conducteur. Peut-être enfin, — je passe au

point de vue où se serait mis Le Gallic lui-même, — assistais-je simplement à l'un de ces miracles invisibles à l'incroyant, et qui, pour la foi, sont quotidiens. Oui, peut-être l'ardente prière du blessé obtenait-elle l'exorcisme de l'ensorcellement qui pesait sur la malheureuse depuis des semaines. Qui sait?

Ces hypothèses sollicitaient ma pensée dès cette époque. Elles l'intéressent encore. Mais qu'importaient au mari agonisant, les causes de cette évolution de sa femme et le principe de cette influence, à cet Ortègue impérieux et passionné, que la maladie faisait irritable et que la jalousie devait rendre cruel? Les troubles de ce cœur, si longtemps à lui, et leur origine, ne pouvaient échapper à sa perspicacité, d'autant plus aiguë que l'émulation sentimentale entre Le Gallic et lui se doublait d'une autre. Ortègue était aussi passionné dans son irréligion que dans son amour. Avoir un croyant de cette ferveur comme rival redoublait son supplice. Quand j'y songe aujourd'hui, et à distance, je frémis à l'idée du martyre que furent ses derniers jours, passés à se taire. J'ai su depuis que sa femme n'arrivait pas à lui arracher un mot, durant des heures et des heures. Comme, dans un château écroulé, le donjon reste debout, attestant par sa hauteur la magnificence de l'édifice détruit, du triomphant Ortègue que j'avais connu et tant admiré, la fierté seule demeurait. A travers ces confidences de Mme Ortègue, j'ai compris que la scène de violence dont elle avait été la victime devant moi, au chevet de Le Gallic, ne s'était pas renouvelée. Jamais non plus pendant cette période, qui dura près d'une quinzaine, il ne lui parla de leur pacte de suicide, quoique son amaigrissement toujours progressif et l'intensité de plus en plus marquée de l'ictère, annonçassent la marche implacable du mal. Il ne se levait plus que quelques heures, mais il refusait toujours de quitter la Clinique, malgré les objurgations de ceux de ses confrères qui venaient le voir et qui osaient le conseiller. Visiblement, il souffrait de plus en plus, et les piqûres de morphine se multipliaient. Un pareil état ne pouvait plus se prolonger, ni physiquement, ni moralement. Je le comprenais. Mes observations convergeaient pour m'avertir qu'une crise était voisine. Le malade était à bout de force, mais l'homme n'était pas à bout de jalousie. Il allait le prouver.

XXIV

Un matin, comme je me rendais dans sa chambre à coucher, suivant l'habitude, pour lui communiquer les rapports des infirmières de nuit, on me dit qu'il était levé et dans son cabinet. Je l'y trouvai assis à son bureau, en train de vérifier une pile de lettres, déchirant celles-ci, classant celles-là, jetant les autres dans un grand feu. Je m'en rendis compte aussitôt, averti comme j'étais, ces rangemens étaient des préparatifs. Je reconnus un long coffret d'acajou massif qui figurait d'ordinaire sur sa table de travail, Place des États-Unis. Je savais qu'il y serrait sa correspondance. A peine s'il jeta un regard sur les feuilles que je lui tendais. Il les épluchait de très près, à l'ordinaire.

— « A propos, » me demanda-t-il, « où en êtes-vous de vos notes? »

Il m'avait prié, en effet, de tenir un journal des cas les plus intéressans rencontrés dans notre Clinique. Il insista :

— « J'y tiens beaucoup, je vous l'ai dit, mon travail ici n'a pas été ce que je voulais, matériellement, s'entend. J'ai tout de même, » il rectifia, « nous avons fait de bonne besogne. Il faut qu'elle serve à la Science. Combien d'observations le tout représente-t-il? »

— « Une cinquantaine. »

— « Et il vous en reste à rédiger? »

— « Onze ou douze. »

— « Parfait! » dit-il. « Vous m'aurez été d'un bien grand secours dans des momens bien durs, mon cher Marsal. Voulez-vous être tout à fait gentil pour votre pauvre maître? Ces onze ou douze dernières observations, mettez-les-moi au net d'ici à demain matin... »

— « C'est que le service... »

— « Quénaut et Renard suffiront à tout. Je leur donnerai des ordres. »

Quénaut était le chirurgien qu'il s'était adjoint depuis sa défaillance, très bon opérateur et qui, d'ailleurs, ne cessait de me tourmenter pour que je parlasse à Ortègue d'une intervention. Devant le Maître, il devenait aussi petit garçon que moi-

même. Renard était l'étudiant insuffisant qui nous servait et nous sert encore d'interne.

— « Mais oui, d'ici à demain, je pense, » répondis-je.

— « Merci. Je désire que ces notes soient communiquées à la plus prochaine séance de l'Académie de médecine, et j'ai besoin de les revoir. On ne sait ni qui vit ni qui meurt, et dans mon état... »

Il avait eu, pour prononcer ces mots, un sourire qui acheva de me convaincre, tant il y tenait d'amertume et d'impatience! En le quittant, j'avais froid, et mes jambes tremblaient. Je venais d'avoir l'évidence qu'il était *décidé*. Je l'eus davantage encore, en rencontrant Mme Ortègue. Elle était très pâle, avec une expression comme figée, et un battement presque convulsif de ses paupières sur ses yeux, qui semblaient ne plus rien voir qu'une image d'horreur interposée entre elle et les objets. S'il en était ainsi et que l'échéance fût arrivée, l'hésitation ne m'était plus possible; et que cette échéance fût arrivée, j'en eus une troisième et irréfutable preuve dans un incident très simple. Sa coïncidence avec la demande d'Ortègue sur la rédaction de mes notes ne me permettait plus le doute. Vers dix heures et demie, le professeur me faisait appeler de nouveau. Il était avec un personnage de mine solennelle, que j'avais déjà rencontré chez lui, et qui n'était autre que son notaire.

— « J'avais oublié de vous dire, mon cher Marsal, » commença-t-il, « que maître Métivier venait aujourd'hui pour la signature de l'acte qui réglera votre situation ici, quand je n'y serai plus. »

— « Encore vos idées! » protesta le gros notaire, dont l'aspect étoffé, surnourri, de sexagénaire solidement établi faisait un contraste extraordinaire avec l'agonisant qu'il prétendait réconforter. « Vous avez une mine bien meilleure, » insistait-il. « D'ailleurs, nous avons toujours observé à l'étude, mes clercs et moi, que cela ressuscite, de faire son testament, et vous n'en aviez pas besoin... »

— « Voulez-vous donner connaissance de l'acte au docteur Marsal, » dit Ortègue sans relever ces propos consolateurs, d'une ironie cruellement involontaire dans leur banalité. Maître Métivier me remit la feuille de papier timbré sur laquelle je jetai les yeux pour la forme. « Il a fait venir son notaire pour revoir son testament, » pensai-je, « l'autre l'a déclaré. Qu'est-ce

que j'attends encore? » Et, ma signature à peine apposée au bas du dernier article, je pris hâtivement congé. J'allai droit à la chambre de Mme Ortègue. Celle-ci n'était pas chez elle. Je la cherchai à travers tout l'hôpital, sans la trouver nulle part. De guerre lasse, je m'adressai au secrétaire chargé du registre de la porte. Il m'apprit qu'elle était sortie. Dans un raisonnement instinctif et immédiat, je me dis : — « Si le suicide est décidé, elle a dû aller Place des États-Unis mettre en ordre ses papiers intimes, comme Ortègue les siens tout à l'heure. Comment le savoir? Téléphoner? Pour qu'elle ne me reçoive pas, si elle est là? Y aller? La surprendre? Essayons... »

Le temps de dépouiller ma blouse de service, de passer ma jaquette, de héler un taxi-auto, et je roulais par le boulevard Saint-Germain, les quais, l'avenue Marceau et la rue Bizet, vers cet hôtel où j'avais si souvent rendu visite au chirurgien à la mode, dans des jours plus heureux. Quel tumulte de mes pensées durant ce trajet, puis quel saisissement quand le concierge eut répondu à ma question :

— « Madame est là, depuis une heure. Je vais annoncer Monsieur. »

— « Ce n'est pas la peine, » dis-je, pour écarter cet homme. « Elle m'attend. »

Je m'élançai dans l'escalier, certain, si elle était occupée à des rangemens intimes, de la trouver dans son petit salon du second étage. Ceux du premier étaient réservés à la clientèle et aux réceptions. L'aspect des choses autour de moi me rappelait, tandis que je gravissais les marches, l'Ortègue d'avant la maladie. Il avait disputé au feu des enchères, dans une vente retentissante, la statue de la Renaissance italienne qui gardait le vestibule. Les tapisseries espagnoles, tendues le long des murs, avaient figuré sous son nom de collectionneur dans une grande exposition rétrospective. La gratitude d'un millionnaire américain, sauvé par lui, se manifestait par un vase de faïence, spécimen colossal d'art nouveau, que supportait un socle de bois sculpté, non moins colossal, dans l'angle du palier. Des vitraux anciens baignaient d'une lumière chaude et douce le silence de cette demeure, abandonnée pour toujours par celui dont elle racontait les orgueils. Cette cage d'escalier, vide et muette, augmentait encore ma tristesse. J'avais comme la sensation physique d'entrer dans un tombeau, et qu'Ortègue était

déjà mort!... Mais quelqu'un vivait et devait vivre, la malheureuse femme qui, elle aussi, avait monté ces deux étages parmi les fantômes des heures triomphales. J'étais devant la porte du petit salon. Je frappai, en proie à une indicible émotion. Une voix me répondit : « Entrez. » La sienne!

Comme son mari tout à l'heure, preuve évidente que je ne m'étais pas trompé, elle était assise à son bureau, entourée de lettres qu'elle avait commencé de ranger. Puis elle avait interrompu ce travail pour écrire. Croyant parler au concierge, elle dit simplement : « C'est vous, Joseph?... » et sa plume continuait de courir. Elle se retourna, me vit, et se redressant dans un cri :

— « Vous, Marsal? Que se passe-t-il? Mon mari m'appelle? Il est plus mal? »

C'était la première fois, depuis des jours, que je la voyais vêtue autrement qu'en costume d'infirmière. Elle était toujours la belle Madame Ortègue d'autrefois, mais combien changée! Ces semaines d'angoisse avaient donné à ses traits si nobles un dessin plus fin, plus serré, plus creusé, comme une ciselure cruelle.

— « Non, madame, » lui répondis-je, « et il ne sait pas que vous êtes sortie. Je l'ai laissé avec maître Métivier, son notaire. »

— « Et alors vous avez compris? » dit-elle. De ses mains placées derrière son dos, elle s'appuyait contre la table, la tête retombée et ballante. Le sursaut de surprise une fois passé, ma présence ne l'étonnait plus. Comment et pourquoi j'étais venu place des États-Unis, attiré par quel pressentiment, elle ne se le demandait pas. J'étais là. Je faisais partie du rêve éveillé où elle se débattait, et les yeux fixes, la bouche entr'ouverte, elle disait :

— « Oui, c'est pour demain. J'ai promis, et le courage me manque... »

Elle avait prononcé ces mots, à voix basse, pour elle seule, et, me regardant :

— « Marsal, je ne peux pas parler à mon mari. Je ne peux pas affronter son mépris! Tenez... » Elle se retourna, et, de sa main vacillante, elle montre la page interrompue à mon entrée : « J'écrivais là ce que je n'ai pas la force de lui dire. Prenez cette feuille, Marsal, prenez-la... »

Elle s'affaissa sur la chaise, et comme accablée, elle laissa lentement aller ses bras sur la table, sa tête sur ses bras, et elle

se mit à pleurer sans plus prononcer une parole. Je pris la feuille de papier et je lus :

« J'ai sincèrement cru que l'aimer, c'était toute ma vie, tout mon être. Je le lui ai dit, et ce n'est pas vrai.

« J'ai cru que, s'il mourait, c'était pour moi la chose naturelle, la chose inévitable, que de mourir avec lui. Il me semblait que, s'il m'était enlevé, je n'existais plus. C'était mon âme arrachée à mon corps. Je n'imaginais pas la douleur de le perdre. Elle était trop atroce, je ne pouvais pas; mais j'imaginais le vide, l'inanité de mon être séparé du sien, des yeux privés de lumière, un cœur vidé de sang. Il m'avait tellement pénétrée, tellement dominée! Sa voix, son regard, son esprit s'étaient infusés en moi, avaient fait de moi une créature nouvelle. Ce regard si chaud, si tressaillant, plein de lueurs, — cette voix un peu amère qui me semblait la voix même de l'intelligence et de la passion, — cet esprit infatigable dont l'audace m'emportait, enivrée de confiance, — mais il n'y avait rien d'autre en moi que cela! Je n'étais qu'empreinte et reflet de toi! Jamais je ne pensais, comme tant d'autres femmes, à mon visage, que tu aimais tant. Quand je fermais mes yeux, tes yeux brillaient encore sous mes paupières et me possédaient. Michel, Michel, est-ce que notre amour se défait? J'ai peur de toi maintenant. Je souffre d'une honte et d'une angoisse indicibles. De jour en jour, d'heure en heure, il me semble que tu m'échappes, que tu te retires de moi, que mon existence séparée se reforme. Je désire des choses qui ne sont pas toi. Je désire l'air et la lumière et l'espace, où c'est si bon de marcher. Je désire communier à l'ardeur de ce peuple qui se bat. Je désire le merci des blessés à qui je fais du bien. Oh! Michel! Tout cela, même sans toi, je le désire.

« Michel!... Mais jamais je n'oserai lui parler. Comme il me mépriserait! M'aurait-il jamais abandonnée, lui, dans un danger, dans une souffrance?

« Et si je vis, moi, je l'abandonne... L'horrible chemin où je défaille, il y avance d'heure en heure. Il faut qu'il avance. Il ne peut pas s'arrêter, le malheureux! Il n'y a que moi au monde qui puisse le secourir, en marchant avec lui, en me couchant près de lui dans le tombeau.

« Ah! Michel, je ne peux pas! J'ai trop promis, délivre-moi! Si tu l'exiges, nos corps seront liés dans le cercueil, mais nos âmes se seront déliées avant de mourir. L'épreuve est trop effrayante. Elle me brise. Elle brise mon amour. Laisse-moi vivre. Même déchirée, même meurtrie, je voudrais vivre. Je sais bien que je serai toujours misérable après les années splendides que j'ai connues par toi. Ah! si je pouvais espérer franchir, avec toi, le seuil d'un autre monde, si nous pouvions continuer notre amour dans un ciel ou dans un enfer! Mais la mort, c'est la fin de tout. Je t'en supplie, Michel, la fleur que tu aimais laisse-la... »

Un trait spasmodique achevait cette phrase brusquement interrompue, où l'encre fraîche encore n'était pas tout à fait séchée. Je n'aurai pas deux fois, dans mon existence, une telle sensation d'avoir regardé, d'avoir touché une âme au plus saignant de son intime blessure.

XXV

Je n'avais pas le temps de m'attarder à cet attendrissement. Je le tenais, cet unique moyen d'agir sur Ortègue, cherché depuis des semaines. Cet appel d'agonie, il l'entendrait, et tout de suite. Si altérée que fût sa personnalité, si diminuée par la maladie, le poison et le désespoir, les touches en restaient trop grandes pour qu'il passât outre à cette imploration d'une âme en détresse. Je regardais Mme Ortègue. Elle continuait de pleurer, les bras, la tête, le buste comme écrasés contre la table, où elle avait écrit cette lamentable confession. Elle ne me voyait plus. Elle ne savait plus, ni que j'étais là, ni où elle était elle-même. Essayer de la consoler, à quoi bon? C'était la sauver qu'il fallait. Je sortis du petit salon, en étouffant mon pas. Puis, aussi vite que ma misérable jambe me le permettait, je me précipitai dans l'escalier, hors de la maison, dans le taxi. Je criai au chauffeur l'adresse de la rue Saint-Guillaume. Je tremblais que Mme Ortègue, revenue à elle, ne me suivît pour me reprendre cette feuille de papier, son salut! — J'en relisais les phrases déchirantes, m'interrompant sans cesse pour épier, par le carreau de la capote, si aucune voiture

ne courait après la mienne. Mais non. Une fois arrivé à la Clinique et tandis que je payais le chauffeur, je constatai que la rue Saint-Guillaume restait déserte. Mme Ortègue ne m'avait pas suivi, du moins pas aussitôt. J'avais tout la pleine liberté d'agir.

Je me heurtai dans la cour à maître Métivier. Le cérémonieux notaire, qui, tout à l'heure encore, dans le bureau, m'accueillait avec une affabilité distante, m'aborda le premier. Il avait été si étonné par sa conversation avec son célèbre client qu'il m'en parla, au risque de manquer à la discrétion professionnelle :

— « Je suis heureux de vous rencontrer, docteur Marsal. Je sais combien M. Ortègue vous aime. Je viens d'en avoir la preuve. » J'ai compris depuis cette allusion au testament de mon pauvre maître, qui, dans sa généreuse affection, m'avait légué sa Clinique, en cas de mort de sa femme. « Et vous aussi, » continua Métivier, « vous l'aimez beaucoup, n'est-ce pas ? »

— « Certes. »

— « Eh bien ! surveillez-le. Je ne serais pas étonné qu'il méditât une résolution fatale. J'ai même cru devoir prévenir M. l'aumônier. Car vous savez, moi, je ne suis pas un esprit fort. J'ai la foi du charbonnier, et j'aimerais bien retrouver là-haut mes fidèles cliens, surtout ceux qui font la gloire d'une étude, comme M. Ortègue. »

Tout dévoré que je fusse d'anxiété, j'admirai comment les mêmes idées, réfractées dans des esprits différens, revêtent des aspects contradictoires. Au regard du digne notaire parisien, l'autre monde, c'était pour les gens de bien, — qu'il confondait avec les gens bien, — la grosse fortune continuée. Ce rêve paradisiaque d'un confortable posthume ne ressemblait pas plus à la religion de la douleur professée par le Breton Le Gallic que ce bourgeois considérable ne ressemblait lui-même à l'officier. Pourtant, par cet optimisme assez plat, Métivier reconnaissait l'existence d'un monde spirituel. Ortègue aussi, malgré lui, par son pessimisme révolté. Sa frénésie, ses spasmes de passion, la fièvre de son nihilisme, son désespoir devant la mort considérée comme une chute dans le néant, ses fureurs, c'était le sang qui dégoutte des membres coupés sur le lit de Procuste. Sa doctrine mutilait son âme. Toutes ces pensées me viennent à distance. Sur le moment, je n'eus

qu'une idée : « Maître Métivier a parlé à l'abbé Courmont. Pourvu que l'abbé n'ait pas déjà parlé à Ortègue et que je ne trouve pas celui-ci trop irrité ! Si c'est possible, devançons-le. » Et je me hâtais vers le bureau, quand, presque à la porte et au détour d'un corridor, je rencontrai précisément le prêtre.

— « Vous cherchez le Professeur ? » me dit-il aussitôt. « Il est chez M. Le Gallic. Moi, je cherche Mme Ortègue. »

— « Je la quitte. Le Professeur s'inquiète d'elle ? »

— « S'il s'en inquiète ! » répondit l'abbé Courmont. « Il vient d'entrer chez M. Le Gallic dans un état ! Il ne se possédait plus. Il nous a fait une véritable scène. Pour un peu, il nous rendait responsables de l'absence de Mme Ortègue. Alors, j'ai dit que j'allais m'enquérir. Je l'ai laissé écroulé sur un fauteuil. Ah ! il est bien malade. Dieu a quelquefois la main si dure, après l'avoir eue si indulgente, si ouverte. Et le corps, ça n'est rien. Mais l'âme !... »

— « Une question, monsieur l'abbé. Le notaire vous a parlé de ses craintes à l'endroit du Professeur, je le sais. Il tremble que mon pauvre maître n'ait des projets de suicide. Vous n'avez pas abordé ce sujet avec M. Ortègue ? »

— « Non, » dit le prêtre. « Mais cette conversation m'a tellement impressionné que j'étais monté en parler avec M. Le Gallic, comme à un parent très proche. »

— « Vous avez communiqué à M. Le Gallic l'idée de Métivier ? » demandai-je.

— « Il avait la même déjà. »

— « Ils en parlent peut-être en ce moment, » m'écriai-je, « et que se disent-ils ? Laissez-moi aller auprès d'eux, monsieur l'abbé... mais seul. Ce sera plus sage. Je rassurerai le Professeur sur l'absence de sa femme. Elle est sortie de la Clinique pour une course, et s'il y a une discussion entre son cousin et lui, j'interviendrai avec plus d'autorité. Rien que votre habit risquerait d'exaspérer M. Ortègue. »

« — Je vous laisse, docteur Marsal, » répondit M. Courmont. « Du moment que M. Le Gallic est là, je suis bien inutile, religieusement parlant. Je prêche l'Évangile, moi. Lui fait mieux : il le vit, il le souffre. Si M. Ortègue ne voit pas la vérité religieuse à travers cette grande âme, c'est qu'il ne peut pas la voir, c'est qu'il a, comme nous disons, nous autres théologiens, l'ignorance invincible. La parabole des talens nous l'enseigne :

Dieu ne réclame qu'à ceux auxquels il a donné... Et puis, les pauvres que le Professeur a soignés par charité prieront pour lui. Je l'ai dit à maître Métivier. Devinez ce qu'il m'a répondu : « Ce sont les plus sûrs honoraires. » Oh! ce n'est pas du François de Sales. Tout de même, pour un bourgeois, ce n'est pas trop mal. Mais je vous retiens... Allez... allez... »

XXVI

Je trouvai Ortègue au chevet du lit de l'officier. Les paupières de Le Gallic étaient baissées sur ses yeux, comme s'il dormait, tandis que les prunelles inquiètes de l'autre dardaient la colère. Tous deux restaient silencieux. Le Gallic ne se permettait pas d'exprimer, et sans doute se reprochait-il de sentir, la révolte que soulevait en lui l'évidente et injustifiable jalousie du mari de sa cousine. Ortègue étouffait de se taire. Mais il ne pouvait pas découvrir au jeune homme, qu'il considérait comme son rival dans le cœur de sa femme, son martyre intime. La fierté lui commandait de cacher l'effroyable crise qu'il traversait et qui l'avait décidé tout d'un coup à fixer au lendemain l'échéance fatale. Torturé de voir celle qu'il aimait, jusqu'au délire, lui échapper moralement, supplicié par cette fièvre d'un soupçon d'autant plus impossible à calmer qu'il portait, non sur des faits, mais sur des sentimens, qu'il avait voulu tenter un pari de désespoir : ou bien sa femme l'aimait toujours et le pacte tiendrait, ou bien, ne l'aimant plus, elle reculerait, et alors il saurait. Elle n'avait pas reculé, et il ne savait pas. Un autre doute avait surgi de cette acceptation, du « oui » prononcé par Mme Ortègue sans une hésitation et qu'elle exécuterait de même, mais poussée par quoi? Allait-elle mourir avec lui, par amour ou par point d'honneur? Cette douloureuse question se dressait devant Ortègue. Elle lui était insupportable. L'absence inexpliquée de sa femme achevait, en redoublant l'énigme, d'exaspérer sa fureur, peut-être son remords. Quelle férocité dans cette mise en demeure imposée ainsi à une créature dont il avait tant éprouvé le dévouement! L'ancien Ortègue, si noble, si généreux, reprochait cette cruauté à l'Ortègue égaré d'aujourd'hui. Et puis, quel contraste entre ce déchaînement presque bestial de passion et la maîtrise de soi dont Le Gallic donnait en ce moment même au forcené un

sévère, un humiliant exemple! Cette supériorité de caractère était un outrage, et qu'Ortègue ne pouvait pas supporter non plus, avec les sentimens qu'il nourrissait maintenant pour l'officier. Que sa femme aimât Le Gallic, il l'appréhendait avec épouvante, avec horreur. Il en doutait encore. Il ne doutait pas que Le Gallic n'aimât sa femme. Au fond, je l'ai marqué déjà, il l'avait toujours su. La sympathie indulgemment railleuse qu'il avait si longtemps montrée au cousin de Mme Ortègue était une forme de la complaisance qu'éprouve un homme, avancé dans la vie, pour un homme plus jeune auquel il est préféré, — irrésistible caresse au plus vif de notre amour-propre. Une réaction en sens inverse s'était produite, dès qu'Ortègue n'avait plus cru absolument à cette préférence. La passion contenue de Le Gallic pour sa cousine avait flatté l'époux triomphant. Le moribond s'en irritait, s'en offensait. J'ai marqué cela encore : il le haïssait.

Ces réflexions s'étalent aujourd'hui dans ma pensée. Sur le moment, je les perçus toutes, dans un éclair, par un phénomène de simultanéité mentale, analogue à cette première ivresse de l'anesthésie que tant de mes malades m'ont décrite. On voit tout le détail de sa vie surgir devant soi, et d'un coup d'œil on embrasse des séries d'années; et l'inhalation de l'éther ou du chloroforme n'a duré qu'un instant.

— « Mon lieutenant, » dis-je à Le Gallic, du seuil de la porte, « vous m'excuserez. J'aurais à parler au Professeur, en particulier. »

Je me rendis compte moi-même que ma voix tremblait un peu. Sans doute aussi mon visage était-il altéré. Ces signes d'émotion n'échappèrent pas à Ortègue, qui m'interrogea brusquement :

— « Il s'agit de ma femme? Qu'y a-t-il? Que se passe-t-il? »

Sa voix s'étouffait, à lui aussi. Je lus distinctement dans ses yeux l'horrible vision qui surgissait : sa victime affolée devançant l'heure et se tuant la première.

— « Tranquillisez-vous, mon cher maître, » répondis-je, « il ne se passe rien. Je quitte Mme Ortègue. »

— « Elle est donc rentrée? Elle doit savoir que je la cherche. Pourquoi n'est-elle pas avec vous? »

— « Mais parce qu'elle n'est pas rentrée. »

— « Vous dites que vous la quittez. Où l'avez-vous laissée? »

— « Chez elle, Place des États-Unis. »

— « Elle est Place des États-Unis? Elle vous y a fait venir? »

— « Elle ne m'y a pas fait venir, mon cher maître. J'y suis allé de moi-même. »

— « Comment saviez-vous qu'elle y était? »

— « Je l'ai supposé. »

— « Sur quel indice? Pourquoi la cherchiez-vous? »

— « Parce que le docteur Marsal était inquiet d'elle, mon cousin. Il n'ose pas vous le dire, mais je le devine. »

C'était Le Gallic qui intervenait maintenant. Pour la première fois depuis son arrivée dans la Clinique, un accent d'autorité vibrait dans sa voix, d'ordinaire si résignée, si détachée.

— « Oui, » ajouta-t-il, « et moi aussi j'étais inquiet d'elle, après sa visite de ce matin. »

— « Elle vous a donc parlé? » fit Ortègue, en se penchant en avant, et me regardant et regardant Le Gallic : « Que signifie cette conjuration autour de moi? » Puis à Le Gallic seul, avec violence : « Qu'est-ce qu'elle vous a dit? »

— « Rien. Mais je l'ai vue si troublée, si anxieuse, comme une personne qui se débat dans l'étreinte d'une angoisse accablante. Le motif de son angoisse, j'ai peur de le savoir.

— « Mais dites... dites donc! » insista Ortègue plus violemment encore.

— « C'est bien grave, » répondit Le Gallic avec un visible effort, « et pourtant... Mon cousin, si la mère de Catherine était ici ou, à son défaut, notre tante qui est, après sa mère, sa plus proche parente, je les adjurerais de vous poser une question. Dans leur absence et me trouvant le seul représentant de la famille, vous ne vous offenserez pas si je vous la pose, moi, cette question. Il s'agit en effet, si ma crainte est vraie, — et je ne suis pas seul à l'avoir, — du plus cruel chagrin que Catherine puisse éprouver par vous. Mon cousin, donnez-moi votre parole d'honneur que vous ne pensez pas à vous tuer. »

En l'écoutant adresser une pareille demande à un pareil homme dans un pareil moment, je frémis, et plus encore en regardant Ortègue l'écouter, les mâchoires serrées, les yeux étincelans, les mains crispées sur les bras du fauteuil. J'ai souvent pensé que le malheureux, sous la double influence de

la jalousie et de la morphine, avait eu là, devant nous, l'ébauche d'un véritable accès de délire. Sans quoi, aurait-il jamais répondu à cette question, évidemment inacceptable, par une autre, plus inacceptable encore, et qui risquait de provoquer une émotion fatale chez un blessé confié à ses soins? Surtout, aurait-il continué par un aveu qui achevait de le mettre vis-à-vis du jeune homme dans un tel état d'infériorité morale?

— « Puisque nous en sommes à nous demander des paroles d'honneur, » commença-t-il, « je répondrai à votre question, mon cher Ernest, après que vous aurez vous-même répondu à ma question, à moi. Ah! c'est comme représentant de la famille de Mme Ortègue que vous prétendez contrôler mon ménage? Hé bien! donnez-moi votre parole d'honneur, à votre tour, que vous n'êtes pas amoureux de ma femme. »

— « Mon cousin! » s'écria Le Gallic que la surprise et l'indignation avaient fait se dresser. Il insista : « Mon cousin! »

— « Ha! ha! » continua Ortègue, dans un éclat de rire farouche, et avec un accent de cruel triomphe. « Vous ne me la donnez pas, cette parole! Vous ne pouvez pas!... Alors, vous l'aimez! »

— « Mon cousin! » dit Le Gallic pour la troisième fois, et sur quel ton!

— « Vous l'aimez! » reprit l'autre, complètement hors de lui. « Ce n'est pas d'aujourd'hui que je le sais, allez. C'est depuis toujours. Il y a une différence. Autrefois, vous n'espériez rien. Vous vous sentiez un petit garçon à côté de l'homme que j'étais... que j'étais! » répéta-t-il. « C'est il y a deux mois, à votre visite, ici, que vous avez commencé de vous dire, — j'ai lu cette honte dans votre pensée : « Si elle devenait libre! » Et puis vous avez été blessé, vous vous êtes fait envoyer chez moi, pour la revoir. Je vous ai dit ce que je crois, que vous pouvez vivre, vous, au lieu que moi... Moi, vous n'aviez pas besoin d'être médecin pour savoir que je vais mourir, et alors... Alors, vous m'entendez, cela ne sera pas. Ma femme ne vous aime pas. C'est moi qu'elle aime, et elle va partir avec moi pour toujours. Elle me l'a offert. J'ai accepté. Vous ne me la prendrez pas. Je la garde... Ah! vraiment! vous prétendez la défendre contre moi? Quand elle rentrera, demandez-lui de venir. Racontez-lui que je vais me tuer, que je vous l'ai dit, que je vous ai dit aussi qu'elle voulait mourir avec moi, que nous

avons passé ce pacte ensemble. Faites-la changer d'idée. Essayez. Je vous y autorise. Je ne sais pas où j'avais la tête tout à l'heure, quand je m'étonnais qu'elle ne fût pas là. Elle est allée Place des États-Unis, faire ce que j'ai fait ici, ce matin, tout mettre en ordre comme pour un voyage... C'en est un, mais sans retour... Seulement, puisque vous l'aimiez et que j'avais toujours été bon pour vous, Ernest, vous auriez bien pu ne pas venir ici nous gâter nos dernières heures. »

— « Je ne suis pas venu ici, mon cousin, » répondit Le Gallic, « on m'y a envoyé sans que je l'aie demandé. Je l'avais regretté, je peux vous le dire, jusqu'à maintenant. »

Et, se tournant vers moi : « Docteur Marsal, voulez-vous me donner ce crucifix? »

Il me montrait un Christ d'ivoire, de travail moderne et très simple, qu'il avait fait accrocher au mur, en face de son lit, afin de l'avoir toujours devant les yeux. Je le lui donnai. Ses mains prirent le bois noir de la petite croix en se joignant. Il la porta lentement jusqu'à ses lèvres, baisa le clou qui transperçait les pieds et me dit :

— « Merci, docteur. Je suis content de vous avoir là et que vous assistiez au serment que je vais faire... Michel. » Il s'adressait à Ortègue maintenant avec une appellation fraternelle dont la douceur inattendue étonna le furieux, qui releva la tête. « Michel, sur cette image du Sauveur, je vous jure que je n'ai, de ma vie, dit à Catherine une parole, une seule que vous n'eussiez pu entendre. Si la pensée a jamais traversé mon esprit qu'elle pût être libre un jour et devenir ma femme, je jure que cette pensée a été involontaire, et que je l'ai chassée comme une tentation criminelle, vous vivant. Ce Christ de ma première Communion m'est témoin que je lui ai demandé la force d'y résister, et qu'il me l'a donnée. Auparavant, je lui avais demandé la force d'être heureux du bonheur de Catherine, alors que ce bonheur lui venait de vous, et que je l'aimais passionnément. Car c'est vrai, je l'ai aimée passionnément, uniquement. Oui, j'ai prié pour qu'elle fût heureuse par vous dans ce monde, et en mourant, j'offrirai mon sacrifice pour qu'elle soit heureuse dans l'autre, auquel je crois. Voilà comment je l'ai aimée, comment je l'aime. Et vous, Michel, regardez maintenant comment vous l'aimez, vous, et l'acte que vous allez lui faire commettre. Vous dites qu'elle vous a offert de se tuer avec vous. Cette offre, vous

ne deviez pas l'accepter. Nous n'en sommes plus à ménager les mots. C'est à un abominable égoïsme que vous la sacrifiez. Vous ne croyez pas à cette vie, et vous lui enlevez les joies qu'elle peut encore y avoir, parce qu'elle ne les aurait pas avec vous!... Et puis, cette vie!... Quand il n'y aurait qu'une chance sur mille, sur dix mille, sur un million, qu'il y en ait une autre, vous avez le droit, pour vous, de braver cette unique chance, mais pour vous seul. Vous pouvez vous dire : « Je me tue, je « cours le risque. Je crois que la mort, c'est le néant. S'il y a « un Dieu et qu'il me punisse, c'est mon affaire. » Soit. Tout de même, que la mort soit le néant, vous n'en êtes pas sûr. Ce n'est qu'une idée de votre esprit. Ce n'est pas une expérience, vous qui n'admettez que l'expérience. Je vous dis, moi, que vous allez au-devant d'un châtiment terrible. Allez-y, mais n'y menez pas quelqu'un d'autre. Si vous êtes résolu à vous tuer, Michel, n'emportez pas, avec vous et sur vous, dans ce mystère, le poids du suicide de celle que vous prétendez aimer. Ne perdez pas cette belle âme. »

Il s'étendit de nouveau dans son lit, brisé par l'effort de ce long et passionné discours, et il dit à mi-voix :

— « Toutes les choses tournent, oui. Comme c'est pénible! »

Cette plainte animale de malade succédant soudain à la haute mysticité de cette déclaration et de ce serment, me rendit, à moi, la conscience de la situation matérielle, et, comme il ajoutait : « Ce n'est rien. Le vertige passe, » je dis à Ortègue :

— « Mon cher maître, allons-nous-en, et laissons M. Le Gallic reposer. »

Ortègue se leva, fit un pas vers la porte, puis, se retournant :

— « Je m'en vais, mais pas avant d'avoir affirmé sur l'honneur, devant lui et devant vous, Marsal, que j'ai laissé, laisse et laisserai ma femme parfaitement libre de me suivre ou de ne pas me suivre, le jour où je déciderai d'en finir. Vous êtes un honnête homme, Ernest, mais j'ai la conscience d'en être un aussi. »

XXVII

— « Allez chercher Renard, » me dit Ortègue à peine hors de la chambre et la porte refermée. « Qu'il s'installe auprès de Le Gallic. J'espère que ce vertige n'est rien, mais avec ces bles-

sures dans la tête, on a quelquefois de vilaines surprises, des infections latentes qui se portent sur la base. Et quand le bulbe est pris!... Enfin, c'est plus prudent de le mettre en observation. Faites vite et rejoignez-moi dans mon bureau. »

Le temps de trouver l'étudiant, de le conduire auprès du blessé avec les instructions nécessaires, et je frappais de nouveau à la porte du cabinet. Le délire de jalousie n'était pas entièrement passé. Ortègue allait reprendre son enquête. En m'attendant, il s'était remis à ranger ses papiers. J'ai remarqué souvent que l'automatisme fonctionne ainsi dans les crises, d'autant plus machinal qu'elles sont plus violentes. Ne serait-ce pas une défense de la nature qui maintient un équilibre dans notre psychisme inférieur, pour compenser le désarroi du psychisme supérieur? Un bouleversement total aboutirait aussitôt à la mort ou à l'aliénation. Ses mains gantées continuaient le classement, tandis qu'il m'interrogeait :

— « Marsal, pourquoi êtes-vous allé Place des États-Unis? »

— « Parce que je savais tout, mon cher maître... »

Je lui fis alors ma confession complète : l'entretien avec sa femme entendu derrière la porte ; — le silence exigé par Mme Ortègue ; — mes sentimens depuis lors ; — comment j'avais espéré qu'il renoncerait de lui-même à l'horrible projet ; — mon éveil quand il m'avait pressé de rédiger en quelques heures ses dernières notes de clinique ; — mon soupçon grandissant, avec la visite du notaire et devant l'absence de Mme Ortègue... Et je conclus :

— « Je me suis dit : Si la chose est vraie, elle est chez elle. J'y suis allé, tout simplement. Je ne me suis entendu avec personne. Je n'ai consulté personne. Il n'y pas de conjuration autour de vous! il n'y en a jamais eu. »

— « Pas de conjuration ? » exclama-t-il. « Et ce silence, exigé par elle? Vous l'avez dit. » Puis, avec une amertume infinie : « Comme on est seul! »

Il arrêta ma protestation, et de nouveau inquisiteur :

— « Alors, » demanda-t-il, « quand vous êtes arrivé Place des États-Unis, elle y était? »

— « Oui, dans le petit salon d'en haut. Elle écrivait. »

— « Elle vous a remis une lettre pour moi? Donnez, mais donnez... »

— « Mon cher maître, ce n'est pas une lettre qu'elle écrivait. Elle ne m'a rien remis pour vous. »

— « Mais enfin, vous avez causé. Vous l'avez questionnée. Elle vous a répondu. Vous l'avez quittée. Vous êtes revenu ici, et vous m'avez cherché. Oui, ou non, vous a-t-elle chargé d'un message pour moi ? Lequel ? Je veux le savoir. »

— « Elle ne m'a chargé de rien. A peine si elle m'a dit deux ou trois mots. Elle était dans l'accablement. Elle avait, comme il arrive dans ces momens de grande détresse, jeté sur le papier quelques phrases. Elle me les a montrées, parce qu'elle ne pouvait pas parler. J'ai lu ce papier. Je me suis sauvé avec. Je vous l'apporte. Mais, encore une fois, ce n'est pas elle qui vous l'envoie. Elle me l'aurait redemandé, si elle en avait eu la force. Elle ne l'avait pas. Il y a là un cri, son cri, et il faut que vous l'ayez entendu. »

J'avais tiré de ma poche la feuille de papier. Ortègue me l'arracha des mains, et il commença de la lire en disant sauvagement :

— « Enfin, je vais savoir. »

Il m'est arrivé, dans ma vie, d'avoir l'affreuse curiosité d'une exécution capitale. Je m'y suis rendu. Je n'y ai pas assisté. Je n'ai vu ni le couteau descendre, ni la tête tomber. Je n'ai pas pu. Mes yeux se sont fermés à cette seconde-là. Une horreur semblable me saisit devant Ortègue lisant ces pages de désespoir écrites par sa femme, et je détournais mon regard. Lui porter ce coup, je l'avais dû. Le regarder, pendant qu'il le recevait, je ne le pouvais pas. J'avais tort. Rien n'était à perdre de cette dernière leçon que me donnait, après tant d'autres, cet homme extraordinaire : celle d'un cœur magnanime, se jugeant, se condamnant, et affirmant ainsi, par sa noble réaction, tout un ordre de réalités niées par son intelligence. Oui. C'était vraiment un pathétique commentaire au mot célèbre : « le cœur a ses raisons que la raison ne connaît point. » Ce déterministe absolu, en se blâmant de certains actes, reconnaissait, — et il ne s'en rendait pas compte, — l'obligation et la liberté. Ce phénoméniste, pour qui la pensée et le sentiment n'étaient que des accidens, proclamait, — et il ne comprenait pas, — le respect dû par la personne à la personne. Ce négateur de l'univers spirituel s'y mouvait uniquement, à cette minute, malgré le poids de sa chair douloureuse, malgré l'esclavage de sa longue intoxication.

Je m'attendais, de sa part, à une révolte, à une colère, à

des violences comme celle dont il venait de donner, au chevet de Le Gallic, le déplorable spectacle. Je l'écoutais avec stupeur me parler avec un calme extraordinaire et d'une voix où le souvenir de sa femme ne mettait plus que de la tendresse, une tendresse désintéressée, j'allais dire désincarnée. Car c'était bien une voix d'outre-tombe et qui m'émeut tant à me la rappeler ! Sur le point de rapporter ces *novissima verba*, son vrai testament et qu'il a voulu que je recueille, j'ai dû m'arrêter. Ma plume tremblait dans ma main.

— « Marsal, » commença-t-il sur le même ton d'intellectualisme stoïque, qu'il avait eu pour m'établir, dans ce même cabinet, le diagnostic de son cancer. « Ai-je eu assez raison toute ma vie, de ne croire qu'au fait ? Comme ça vous remet les pieds par terre, le fait ! Depuis des semaines, je me démenais dans l'incertain, dans l'imagination. Je ne savais pas. Je sais. Je suis délivré. Puisque vous avez entendu ma conversation avec ma pauvre femme, vous comprenez tout : j'ai douté de son amour, elle a voulu m'en donner une preuve, et moi, j'ai voulu voir là un fait. C'en était un, mais pas celui que je voyais. C'était, de la part de ce généreux cœur, l'élan d'une admirable pitié. Ce n'était pas l'amour. Et puis j'ai douté encore, et, à cause de ce doute, j'ai commis un crime, oui, un crime. Pas en acceptant l'offre du suicide à deux. Cela, je ne me le reproche pas. Une offre d'amour, j'avais le droit de l'accepter. Pour nous, êtres éphémères, il faudrait presque dire illusoires, le mal, c'est la souffrance ; le bien, c'est le bonheur, et surtout c'est l'amour, — l'amour, par où chacun de nous peut franchir sa limite, se confondre avec un autre être, et, par lui, avec l'universel. Voyez-vous, Marsal, l'intelligence, elle, se fait d'âge à âge, elle est à peine ébauchée. L'amour, lui, c'est une possession instantanée, mais pleine, mais surabondante, de tout ce qui nous dépasse. C'est notre minute d'éternité. L'être qui nous donne cela, on ne peut se séparer de lui. Il est la prunelle de nos yeux, la moelle de nos os, notre bien inépuisable et suffisant. Et qu'il veuille, s'il nous aime aussi, mourir quand nous mourons, c'est si naturel, c'est si légitime ! Non. Je ne me reproche pas d'avoir dit : « merci, » à ma femme et d'avoir accepté son offre. Mon crime, c'est d'avoir, pressentant qu'elle ne m'aimait plus d'amour, réclamé l'exécution de cette promesse. Pourquoi ? Pour l'éprouver. Et ça, voyez-vous, c'était hideux, c'était abomi-

nable. Accepter sa mort, y aider même, pour nous en aller ensemble, en nous aimant, c'était la suprême extase de notre bonheur. Risquer ce que j'ai risqué, Marsal, qu'elle se tuât par pitié pour moi, dans un mensonge que ma défiance lui aurait imposé, c'était de l'assassinat. »

— « Alors, mon cher maître, » insinuai-je, « soyez logique. Vous n'admettez plus l'idée qu'elle meure avec vous?... »

— « Vous ne m'avez donc pas compris? » interrompit-il.

— « Si, mon cher maître, et justement parce que je vous ai compris, je viens vous dire : Faites mieux qne de la délier d'une promesse insensée. Aidez-la, vous le pouvez, à rentrer dans la santé morale, en y rentrant vous-même. »

— « Vous pensez à cette scène de jalousie que j'ai faite à Le Gallic, à lui, mon blessé, moi son médecin? Croyez que je la regrette amèrement. J'étais fou... »

— « Il ne s'agit pas de Le Gallic. Il s'agit de vous seul. Avouez qu'un malade comme vous, malade de corps, mais à l'état de santé morale, aurait cherché depuis longtemps un remède à sa maladie? »

— « Il n'y en a pas. Vous le savez bien. »

— « Il y a un palliatif. Vous l'auriez conseillé, ordonné aussitôt à un client sur qui vous auriez porté le diagnostic que vous avez porté sur vous-même.»

— « L'intervention? » interrogea-t-il, en haussant les épaules.

— « Oui, l'intervention. Vous m'en avez parlé, une fois, pour la rejeter et dans des termes tels que je n'ai plus osé aborder ce sujet. Aujourd'hui, j'ose tout. Elle est efficace, cette intervention, quoi que vous prétendiez. Rappelez-vous les deux belles leçons de Dieulafoy sur le cancer du pancréas et l'histoire de son Portugais, qui a dû à l'opération des mois et des mois de parfaite santé. Promettez-moi que vous consulterez, et si nos confrères, — vous les choisirez vous-même, — sont d'avis qu'il faut opérer, vous vous laisserez opérer? »

— « Je ne dis plus non, » répondit-il. « Pourquoi pas, en effet?... Mais il y a une opération plus pressée, Marsal, c'est de rassurer ma pauvre femme. Je pense à l'agonie qu'elle traverse en ce moment. Elle ne revient pas. Il faut que vous alliez la chercher. D'ailleurs, il est préférable que vous la voyiez avant moi, que vous lui parliez. Moi, tout de suite et sous le coup de

tant d'émotions, je ne pourrais pas... Marsal, où avons-nous la tête? Sachons d'abord si elle est encore là-bas. »

Déjà, il avait pris en main le téléphone mobile posé sur son bureau, et il demandait au concierge de la Place des États-Unis si Mme Ortègue était encore là.

— « Elle n'est pas partie, » dit-il. « Mettez-vous à l'appareil, Marsal, » et il me tendait l'un des récepteurs. « Demandez-la. Elle a un appareil dans son petit salon. Vous la rassurerez tout de suite. Vous lui épargnerez un surcroît d'angoisse. Dites-lui que vous m'avez remis sa lettre, car c'était bien une lettre qu'elle n'avait pas le courage d'envoyer. Dites-lui que je suis très calme, que je l'attends, et que vous allez la chercher pour lui raconter tout, sur ma demande. »

— « Pourrai-je lui dire ainsi que vous vous décidez à l'intervention, si elle est reconnue possible? »

— « Oui, si vous voulez. Mais rassurez-la. »

Pendant que nous échangions ces quelques mots, le concierge avait transmis la communication à l'intérieur de l'hôtel. Une voix me répondait, que je reconnus, celle de Mme Ortègue. « La voilà, » allai-je dire à Ortègue, quand je vis qu'il avait saisi l'autre récepteur. « Pourvu qu'elle ne réponde rien qui lui fasse du mal, » pensai-je, « et je ne peux pas l'arrêter. » Et, tout haut :

— « C'est vous, madame? J'ai parlé au Professeur. Je lui ai donné ce que vous avez écrit. Il l'a lu et il vous demande d'être calme... Il m'envoie vous chercher. J'arrive tout de suite. Je vous dirai notre conversation. Elle vous fera du bien... D'ici là, encore une fois, soyez tranquille... »

— « Mais lui, comment est-il ? » demanda la voix, étouffée d'émotion.

— « Il est mieux. Cette lecture l'a délivré. C'est son mot. Il sera si heureux de vous voir! »

— « Faites-la parler une autre fois, » me dit tout bas Ortègue, « pour que j'entende encore sa voix. Expliquez-lui pourquoi je ne lui parle pas moi-même. Trouvez une raison. »

— « Vous êtes toujours là, madame? Le Professeur demande si vous êtes plus tranquille ? »

— « Oui, oui. Mais lui ? »

— « Lui voudrait vous parler dans l'appareil. Il me charge de vous dire qu'il n'en a pas la force. Il est trop ému. Il

demande que vous ne vous tourmentiez pas, ni de cela, ni du reste. »

— « Ah ! remerciez-le, et venez vite. »

— « Que de fois, Marsal, » me dit Ortègue en raccrochant le récepteur, « je suis venu ici, à ce téléphone, entre deux opérations, l'appeler, écouter sa voix comme à l'instant, sentir qu'elle était chez nous, heureuse, et qu'elle m'espérait ! Deux mots de sa bouche, quel rafraîchissement ! Mais allez, Marsal. Quand on attend, les secondes sont des années, et quand on se souvient, les années sont des secondes. Allez vite, comme elle le demande. »

XXVIII

Vingt minutes plus tard, j'étais Place des États-Unis. Devant la porte de l'hôtel, Mme Ortègue épiait mon arrivée. Quant ma voiture tourna le square, elle me reconnut, à travers la vitre, et vint à moi. C'était une autre femme. Rien qu'à son regard, je dus me rendre compte que toute son énergie vitale s'était concentrée pendant quelques heures en un sentiment humble et profond, une peur animale de la mort. De ses yeux, affolés d'anxiété tout à l'heure encore, émanait maintenant un chaud et mystérieux rayonnement. Elle allait vivre. Sa bouche à demi ouverte semblait respirer avidement l'air de la délivrance. A peine avais-je crié au chauffeur de s'arrêter, qu'elle était déjà montée dans la voiture, en donnant elle-même l'adresse de la rue Saint-Guillaume. Elle resta un peu de temps sans parler, puis, d'un accent craintif où frémissait une dernière inquiétude :

— « Alors, il veut me voir ? »

— « Oui, pour vous tranquilliser, pour vous soutenir, pour vous dire qu'il vous comprend. Ah ! si vous aviez été là, pendant qu'il lisait ces pages ! »

— « Je n'aurais pas pu. J'aurais eu trop honte. »

— « Mais non. En les écrivant, vous étiez dans la vérité, et vous l'avez remis dans la vérité. »

— « Parce qu'il accepte que je manque à ma parole ? Vous appelez ma lâcheté la vérité ! Il doit tant me mépriser, Marsal. »

— « Il ne vous a jamais tant aimée, et la preuve, c'est qu'il veut essayer de vivre. Vous savez qu'il n'acceptait même pas l'idée d'une opération. »

— « Il s'y décide ? »

— « Oui. Vous voyez bien que vous l'avez changé. »

— « Une opération ! C'est vrai. Pourquoi n'y ai-je pas pensé plus tôt ?... » dit-elle en joignant les mains. « Pourquoi ne lui en ai-je pas parlé ? Que de temps perdu ! Nous vivions dans un cauchemar, dans une folie. Qui sait maintenant si ce n'est pas trop tard ? Mais non, n'est-ce pas ? Ah ! comment n'est-ce pas déjà fait ? Quand il m'a tout dit, le jour de l'affaire de Dufour, il avait encore tant de force ! Il en aurait toujours sans la morphine. C'est ce poison qui le détruit. On l'en guérira aussi. On me le rendra, pour quelque temps, pour un long temps peut-être, et je lui montrerai bien que je n'ai pas cessé de l'aimer. Seulement, je ne suis qu'une femme. Je n'ai pas sa grandeur d'âme. Il a trop attendu de moi. C'est ma faute. J'en ai trop attendu moi-même. C'est comme pour les idées. Vous vous souvenez quand j'ai pleuré. Je ne sais plus ce que je pense, ce que je crois. Il y a des momens où l'on se sent roulé par quelque chose de plus puissant que soi. On est comme sous une grande vague. On n'a qu'à fermer les yeux et à se laisser aller. »

Elle parlait ainsi, et j'avais l'impression de n'avoir plus auprès de moi qu'une petite enfant, et j'aimais cela, cette faiblesse, ce désarroi d'une volonté que j'avais connue si tendue, cet abandon à l'instinct. J'étais si sûr que cette présence d'un pauvre être incertain et désemparé serait souverain sur Ortègue ! Il en aurait pitié, et cette pitié achèverait de dissiper le mauvais rêve de son orgueil et de son désespoir. Hélas ! la double vue de sa victime avait raison. C'était trop tard.

Nous arrivions rue Saint-Guillaume. Comme je poussais le battant de la grande porte cochère, pour introduire Mme Ortègue, trois infirmières, qui discutaient vivement dans la cour de l'hôtel, s'arrêtèrent tout d'un coup de parler, en nous voyant. Elles s'écartèrent et suivirent ma compagne d'un regard qui me fit peur. Je ne pouvais pas les interroger, ne voulant pas quitter d'une seconde la pauvre femme, qui courait presque, sans prendre garde à ce petit incident. Le spectacle qu'offrait le corridor d'entrée était trop extraordinaire pour qu'elle ne demandât

pas aussitôt : « Mais qu'est-il arrivé? » Des blessés, des infirmières, des visiteurs étaient là, causant entre eux, avec cette espèce d'animation consternée qui s'émeut autour des catastrophes subites. Eux aussi s'écartèrent sans répondre. Elle continua de courir, et elle arriva dans la petite chambre qui précédait le cabinet d'Ortègue. Elle se heurta au docteur Quénaut, qui sortait de cette pièce, et qui l'arrêta, en lui disant :

— « N'entrez pas, madame. Le Professeur vient d'avoir un évanouissement. Renard le soigne. Il va revenir à lui. Mais n'entrez pas. Marsal, empêchez Madame d'entrer. »

Elle jeta un cri perçant : « Il est mort! » Et, nous écartant, Quénaut et moi, avec une force irrésistible, elle se précipita dans le cabinet.

Ortègue était étendu sur le divan, où je me rappelais l'avoir ausculté deux mois auparavant, — la bouche entr'ouverte, et plus un souffle n'y passait, — les paupières à demi fermées, et aucun regard n'éclairait plus ses prunelles vitreuses. Mme Ortègue poussa un second cri, plus déchirant encore, et, se jetant sur son mari, elle commença de l'étreindre, en couvrant de baisers et de larmes ce visage immobile et ravagé dont ses caresses ne pouvaient plus dissiper l'infinie tristesse!

— « Il vaut mieux la laisser seule, » dis-je à Quénaut et à Renard, qui restaient là, hésitans. Les autres personnes s'étaient toutes retirées. Je les poussai tous deux dans l'antichambre et demandai à voix basse :

— « Comment la chose s'est-elle produite? »

— « Nous n'en savons pas beaucoup plus que vous, » dit Quénaut. « Nous étions là-haut, Renard et moi, auprès du lieutenant Le Gallic, qui, entre parenthèses, file un mauvais coton. Il faut même que vous y montiez tout de suite, Renard. Je vous rejoins. Un garçon se précipite, affolé, nous dire qu'en passant sous la fenêtre d'Ortègue, il a entendu des gémissemens, qu'il est entré, qu'il a trouvé le Professeur sans connaissance. Nous descendons. Le malheureux homme était déjà dans le coma. Il est mort presque tout de suite. Vous savez qu'il abusait de la morphine. Il se sera fait une piqûre trop forte. Ça arrive, ces choses-là... Mais, la pauvre femme! »

Un sanglot nous arrivait de la chambre voisine, si violent que je m'en inquiétai :

— « Retournez aussi auprès du lieutenant, mon cher confrère, » dis-je à Quénaut. « Je vais essayer de la calmer. »

J'avais mon motif pour éloigner ce témoin. Je tremblais que Mme Ortègue, dans le délire de la douleur, ne laissât échapper quelque parole révélatrice. Ce douloureux drame conjugal était dénoué par cette mort. Pour l'honneur de la mémoire d'Ortègue, il fallait qu'un secret éternel en enveloppât les cruelles péripéties. Heureusement, le sens du devoir professionnel l'emporta chez Quénaut sur la curiosité :

— « Je vous quitte donc, » dit-il. « D'autant que la situation est grave là-haut : ralentissement du pouls, anxiété, vertiges, pâleur, respiration de Cheyne-Stokes, enfin le syndrome bulbaire dans toute sa netteté. Ortègue le redoutait, d'ailleurs. Vous savez, moi, je l'aurais opéré, et dès l'arrivée. Les projectiles bien tolérés, dans le cerveau, c'est théorique. Ortègue aussi, je l'aurais opéré. Je vous l'ai dit souvent, et j'avais raison. Je lui aurais abouché sa vésicule biliaire avec une anse intestinale. Son ictère se serait nettoyé. Ses souffrances auraient disparu au moins pour des mois. C'est inouï qu'un maître comme lui ait préféré l'abrutissement de la morphine, et ses dangers!... Mais écoutez-la gémir. Ah! comme elle l'aimait! »

Il avait à peine passé la porte que je courus dans le bureau. Mme Ortègue étreignait toujours le cadavre. Je la pris par les bras et j'essayai de l'en arracher. Elle se laissa faire, comme si la crise nerveuse du premier moment se résolvait dans une passivité, plus effrayante encore par la détresse et l'égarement. Tandis que je l'éloignais, en lui tenant les mains, du divan où gisait Ortègue, elle tournait la tête vers lui, le visage convulsé, les yeux hagards et elle ne cessait de répéter :

— « Il s'est tué. Il s'est tué à cause de moi. Il est mort dans le désespoir, à cause de moi. C'est ma faute. C'est de mon horrible lâcheté qu'il est mort. Ah! Marsal, pourquoi lui avez-vous montré cette feuille? Je ne vous avais rien demandé. »

— « Mais non, madame, il ne s'est pas tué, » répondis-je, — en lui mentant. Je comprenais si bien maintenant pourquoi Ortègue m'avait écarté, et sa tragique résolution d'un suicide solitaire, silencieux et qui pût passer pour une mort naturelle, même à mes yeux, même et surtout aux yeux de sa femme. Elle ne l'aimait plus comme il voulait être aimé. Il en avait

tenu la preuve. Du coup, il avait décidé d'en finir tout de suite, sans la revoir. Le geste par lequel il avait pris le récepteur du téléphone, pour entendre encore une fois cette voix adorée, me revenait à la mémoire, et me navrait le cœur, tandis que je continuais mon inutile imposture :

— « Raisonnez, madame. S'il s'était tué, il vous aurait laissé un mot, là, en évidence... » Je lui montrais la table, et, déplaçant les papiers : « Vous voyez qu'il n'y a rien. »

— « Pourquoi m'aurait-il écrit? Qu'est-ce qu'il avait à me dire? »

— « Mais il aurait voulu vous revoir, » insistais-je.

— « Il n'a pas pu le supporter. Je l'avais trop blessé. Ah! pourquoi lui avez-vous montré ces pages? »

— « Trop blessé? Mais si vous l'aviez entendu parler de vous après cette lecture, avec quelle tendresse, avec quelle impatience de vous avoir là, de vous rassurer! » En rappelant cette attitude d'indulgente douceur qu'avait eue en effet Ortègue, combien j'en sentais l'héroïsme et le martyre! Je sentais aussi que je ne trompais pas cette femme qui m'écoutait les yeux toujours fixés sur le mort. Pourtant j'insistais : « Non. Il ne s'est pas tué. Ni Quénaut ni moi ne savons encore comment il est mort. Mais que ce soit un épisode de sa maladie, c'est évident. Embolie, congestion cérébrale, arrêt du cœur, il y a vingt explications possibles... »

— « Je vais bien le savoir, » dit-elle, et, m'échappant, elle alla vers un des tiroirs du bureau sur la serrure duquel était une clef attachée à un trousseau. « Vous voyez, » s'écria-t-elle, « il a ouvert ce tiroir. Notre poison était là. »

Violemment, elle tira sur la clef. Dans un des casiers, elle avisa un petit flacon qu'elle saisit et qui contenait une poudre blanche. Elle l'éleva contre la lumière qui venait de la fenêtre. Je pus lire sur l'étiquette la redoutable formule C Az K. C'était du cyanure de potassium. Le flacon était plein jusqu'au bord, et le bouchon fermé d'un cachet. Mme Ortègue murmura :

— « Notre poison! Il n'y a pas touché! »

Par bonheur, dans sa fièvre de vérifier ce premier soupçon, elle n'avait pas remarqué ce que j'observai, moi, avec épouvante : une seringue à injections de grande dimension restait dans le casier. Un peu de liquide s'y voyait encore. Ce liquide, je l'ai constaté depuis, était de la morphine. Quénaut avait vu

juste sur le fait, sans en comprendre le sens. Ortègue avait employé le procédé de suicide le plus simple, mais aussi le plus malaisé à dépister. Il s'était injecté une dose foudroyante de son poison habituel. Il avait eu la force de remettre à sa place l'instrument de mort, de se rhabiller et d'aller s'étendre sur son divan. Tout ce détail se reconstitua dans ma pensée avec une netteté d'évocation qui m'aurait fait crier, moi aussi. Je dominai mon saisissement, et, repoussant le tiroir, comme machinalement, je dis à Mme Ortègue :

— « Vous voyez que le flacon est intact, madame, c'est la preuve. »

— « Il s'est tué autrement. Il a espéré que je ne comprendrais pas, que je croirais à un accident. Il a été généreux, comme toujours. Mais il n'a pas voulu me revoir. »

Elle s'était affaissée sur un fauteuil. Ses deux mains pressaient la petite fiole, et je l'entendis qui gémissait :

— « Ou bien il n'a pas voulu du poison qu'il avait préparé pour nous deux. »

Je me rapprochai, et je lui dis très doucement :

— « Vous allez me remettre ce flacon, madame. »

Elle ne répondit pas, et, secouant la tête, elle appuya contre sa poitrine ses deux mains toujours fermées sur la fiole. J'insistai :

— « Madame, il faut me remettre ce flacon. Je vous le demande au nom de votre mari, dont la dernière volonté, exprimée devant moi, ici même, il y a une heure, a été que vous viviez. »

Elle se leva d'un bond, mit le fauteuil entre elle et moi, et, serrant le flacon plus fortement encore, elle me dit :

— « Vous ne me le prendrez pas de force, je pense. »

XXIX

Cette scène si courte, et pour moi terrible, fut interrompue par l'arrivée du seul personnage devant qui elle pût continuer, étant donné son caractère de prêtre, l'abbé Courmont, envoyé, ses premiers mots me l'apprirent, par Le Gallic mourant qu'il venait d'assister. Il entra, et vit tout de suite ce tableau, trop significatif après les révélations que lui avait certainement faites son pénitent : le mort sur le divan ; moi, éperdu, dans

une attitude implorante ; Mme Ortègue, réfugiée derrière le fauteuil et serrant contre elle le flacon de poison, dans une attitude sauvage de défense.

— « Puisque vous êtes là, monsieur l'abbé, » m'écriai-je, « aidez-moi... »

Le geste de mes mains tendues indiquait assez la nature du secours que je réclamais. C'était le flacon que je voulais reprendre et tout de suite, dans mon épouvante que la malheureuse ne brisât le cachet et ne se tuât devant nous : — une pincée de cette poudre mangée à même la main, et c'était fini. J'employais, — j'en frissonne encore à distance, — le plus sûr moyen de précipiter la catastrophe que je voulais à tout prix empêcher. Dans une âme en frénésie, la violence n'a jamais suscité que la violence. Le prêtre, lui, n'avait pas perdu son sang-froid. Il comprit tout et vit le péril. Comme je répétais : « Aidez-moi.... » il dit, s'adressant à Mme Ortègue, et sans me répondre :

— « Madame, j'ai appris l'affreux malheur. Je suis venu faire une prière auprès de votre cher mort. Vous me le permettez, n'est-ce pas? » Elle fit un signe d'assentiment. Il demanda : « Est-ce que vous ne voulez pas prier aussi, avec moi? »

Elle refusa, en secouant farouchement la tête. L'abbé Courmont n'insista point. Il alla s'agenouiller au pied du divan, esquissa le signe de croix et commença de prier. Je continuais d'observer Mme Ortègue. Les phrases du *Pater*, récitées par le prêtre, lui arrivaient, comme à moi, par fragmens : « ... *Que votre volonté soit faite... — Pardonnez-nous nos offenses... — Ne nous laissez pas succomber à la tentation...* » Je vis que ses mains desserraient un peu leur étreinte, et que deux grosses larmes roulaient le long de ses joues. Quelle force agissait sur elle? Je n'en sais rien. Une énergie émanée d'un foyer spirituel, extérieur à elle? Peut-être. J'admets cette influence comme possible. Une suggestion venue du prêtre? Je l'admets aussi. Un nouveau et puissant rappel de ses lointaines impressions d'enfance devant cet agenouillement et ce murmure d'oraison auprès du mort? Je l'admets encore. Une fois de plus, je constate le fait sans l'expliquer. Ce fait me prouve en outre qu'une intelligence formée par la discipline religieuse peut se montrer singulièrement apte à la connaissance et au maniement premier du réel. L'abbé Courmont avait trouvé le seul moyen de

briser l'élan de la malheureuse femme vers le suicide. Pour combien de temps?

Il se releva de sa prière, et, de sa voix doucement grave :

— « J'ai demandé pour lui la paix, madame. Il a tant travaillé, tant souffert, tant aimé! Dieu est bon. Il voit ce que nous ne voyons pas. Il lui donnera la paix. Pourvu que... » Il s'arrêta, et, d'un ton plus doux encore, presque suppliant : « Madame, j'étais venu pour autre chose. Faites appel à votre courage. Votre cousin Ernest est bien mal, bien mal... Ses heures sont comptées, peut-être ses minutes. Il voudrait vous voir... »

Elle secoua la tête, comme tout à l'heure, dans le même mouvement de refus sauvage.

— « Ne dites pas non, madame, » interjeta le prêtre, et montrant le mort : « Quand ce ne serait qu'à cause de lui. C'est de lui, je le sais, que M. Le Gallic veut vous parler. »

Elle répéta : « De lui? » puis, se tournant vers moi :

— « Marsal, ils se sont vus aujourd'hui? »

Ce fut le prêtre qui répondit :

— « Oui, madame. »

— « Longtemps? »

— « Longtemps. Allez là-haut, madame. Je resterai, moi, à veiller ici. »

— « J'y vais, » dit-elle après un silence.

Elle avait pris son mouchoir pour essuyer ses larmes. Je remarquai, continuant à ne pas la perdre des yeux, qu'elle y roulait le flacon de cyanure. Ce geste fit que je la suivis dans l'escalier. Elle entra dans la chambre, et je me préparais à rester dans le corridor, pour respecter le secret de cette dernière entrevue : « Elle ne se tuera pas devant Le Gallic, » pensais-je. Ce fut lui qui, m'ayant aperçu derrière Mme Ortègue, me rappela d'un signe. Déjà sa respiration irrégulière ne lui permettait plus un discours suivi. Elle s'accélérait, puis se ralentissait jusqu'à s'arrêter presque à de certains momens. Dans l'intervalle, il pouvait articuler :

— « Messieurs, » dit-il à Quénaut et à Renard, qui se tenaient auprès de lui. « J'aurais à causer avec ma cousine. Je voudrais garder aussi le docteur Marsal... »

Le secret motif de cette volonté, je le compris aussitôt. J'en savais assez pour qu'il pût dire certains mots à Mme Ortègue,

sans rien m'apprendre, et ma présence suffisait pour qu'il ne fût pas tenté d'en prononcer d'autres.

Renard et Quénaut sortirent, non sans que celui-ci n'eût dit tout haut :

— « Nous restons là, dans le couloir, mon lieutenant. Ne vous fatiguez pas trop. »

Et à moi, tout bas, près de la porte :

— « Rien à faire. Le bulbe se prend. C'est jugé. »

— « Catherine, » commença le mourant, et ses alternatives de souffle donnaient à son élocution entrecoupée un caractère plus angoissant encore que les phrases qu'il prononçait. C'était vraiment une agonie qui parlait. « Catherine, je me suis expliqué avec Michel devant le docteur Marsal. Il m'a dit ce que vous aviez voulu faire... Je sais que pour lui, c'est fini. J'ai peur que ce ne soit encore ta volonté de ne pas lui survivre... Catherine, il faut que tu vives. Il le faut pour lui. Moi qui vais mourir, je t'affirme qu'il y a un autre monde. Je le sens de plus en plus proche. Je le vois. Je le touche... Je sais que dans cet autre monde, on peut souffrir. On souffre pour ses fautes, pour celles qu'on a fait commettre. On peut aussi être soulagé par la bonne volonté, par les bonnes actions des vivans... Tu ne sais pas que cela est vrai. Tu ne peux pas être sûre que c'est faux. C'est ce que je disais aujourd'hui à ton mari... Pense que, si c'est vrai, ton suicide charge ton pauvre Michel d'un poids terrible là-bas. Si c'est vrai, pense aussi que ta vie peut lui être utile, bienfaisante. Tu vois bien que tu dois vivre... Si c'est vrai, pas une des minutes que tu vivras dans la patience, l'humilité, la charité, ne sera perdue pour ton mari. Rien n'est perdu quand on l'offre. Ce que je souffre en ce moment, ce que je vais souffrir n'est pas perdu, parce que je l'offre. J'offre ma mort pour toi, pour que tu sois éclairée et purifiée, pour que tu vives... »

Il dit encore :

— « Pauvre Catherine ! Moi qui m'en vais, je comprends que ton devoir est plus lourd et plus difficile que le mien. C'est si simple de tout donner d'un seul coup... Mais, vois-tu, j'ai souffert beaucoup avant d'arriver à cette heure. Je sais qu'il y a une grande consolation cachée au plus intime d'une souffrance qu'on accepte... Adieu, Catherine, je ne te demande pas de promesse. Tu ne voudrais pas que mon sacrifice ait été inutile pour

toi. Adieu, laisse-moi avec Lui, avec l'Homme de douleur...

Il serra le crucifix sur sa poitrine, du même geste de suprême recours qu'elle avait eu, elle, tout à l'heure, pour serrer le poison.

— « Adieu, » dit-elle, et, se penchant sur le front du blessé, elle y posa un baiser. Il la regarda d'un regard de reconnaissance et de supplication. Ses lèvres balbutièrent un « merci » qui n'était plus qu'un souffle. Devant l'imminence d'une syncope, je courus à la porte, appeler Quénaut et Renard :

— « Occupez-vous de lui, » leur dis-je. « Il faut tenter une ponction lombaire. Je remonte tout de suite la faire avec vous. Renard, préparez les instrumens. »

Tout en parlant, j'entraînais Mme Ortègue, qui me suivait d'un pas quasi automatique. Arrivés dans le cabinet de son mari, où l'abbé Courmont était toujours en prière auprès du mort, je pris sa main, qui continuait de serrer le flacon enveloppé dans le mouchoir. Ses doigts cédèrent. Je tenais le poison

— « Vous vivrez? » lui demandai-je.

— « Oui, » répondit-elle.

XXX

Elle vit. Des semaines et des semaines ont passé : six longs mois, depuis le jour où, toute frémissante encore de l'adjuration de l'agonisant, je lui ai arraché le flacon de poison. J'ai compris qu'elle tiendrait sa promesse de vivre, quand elle a voulu assister jusqu'au bout à l'ensevelissement d'Ortègue. Trois jours après, elle assistait au service funèbre de Le Gallic. Ces deux cérémonies ne se ressemblèrent que par sa présence. Ortègue, dans un dernier codicille de son testament, qui m'expliqua la consternation du notaire dévot, avait exigé des obsèques civiles. Son aversion pour Le Gallic ne fut sans doute pas étrangère à cette volonté. Oh! la triste après-midi du commencement de novembre où nous le conduisîmes au cimetière de Passy! Il s'y était fait construire autrefois, fastueux même par delà la mort, un monument en marbre et en mosaïques. La foule se pressait derrière la dépouille du chirurgien illustre. Quel contraste, et de toutes manières, avec l'humble convoi du lieutenant obscur! Après une messe basse, dite à huit heures à Saint-Thomas-d'Aquin, nous avons mené

le corps à la gare Montparnasse, d'où il est parti pour Tréguier. Le soldat breton est allé dormir là-bas, dans le sol natal, celui où sont couchés son père, sa mère, tous les aïeux qui se sont répétés en lui et dont il a partagé la foi. En comparant ces deux enterremens, j'y vois un symbole. L'officier a vécu dans la communion. Il est mort dans la communion. Il repose dans la communion. Mon pauvre maître reste solitaire dans la mort, comme il l'a été dans la tragique dernière heure de sa vie. J'entends encore sa voix me disant, si près de sa fin et d'un accent si poignant : « Comme on est seul ! » Quand je passe devant ce cimetière de Passy, avec quelle émotion je contemple l'énorme mur de soutènement qui surplombe l'avenue Henri-Martin ! Je perce le haut remblai par la pensée, je vais, je vais, et je rencontre le caveau où achève de se dissoudre, dans le froid, dans le silence, dans la mort, cet homme consumé de génie et de passion qui fut Ortègue. J'ai pitié de lui. Je voudrais l'aider, et puis je me dis que, s'il souffre encore, ce n'est pas là.

Une autre personne se le dit comme moi. C'est sa femme. En ce moment même, je regarde, par la fenêtre, la pelouse qui verdoie sous les beaux vieux arbres du jardin de la Clinique. Sur une chaise longue de malade, un soldat est étendu. Il a auprès de lui deux béquilles. Un bandeau lui couvre les yeux. Il nous est arrivé aveugle et la cuisse fracassée. Nous avons sauvé sa jambe. Nous ne pouvons pas lui rendre la vue. Auprès de lui, Mme Ortègue est assise, qui lui fait la lecture. Qu'elle est amaigrie et défaite ! Son existence, depuis ces six mois, explique trop ce dépérissement. Elle a vécu, oui. Et elle vit, mais dans l'usure quotidienne d'une activité dépensée sans mesure au service de nos blessés. Avec la guerre qui se prolonge, nos salles, hélas ! ne désemplissent pas. Beaucoup d'entre nous se lassent. Mme Ortègue, non. Son dévouement des premières semaines, faisait déjà notre étonnement et notre admiration. Il fait, depuis la mort de son mari, notre admiration et notre effroi. Nous la voyons passer les nuits après les nuits, s'offrir pour les besognes les plus dures, les plus répugnantes, les plus dangereuses. Au moindre soupçon d'une maladie contagieuse, elle est là. Elle donne ses jours. Elle donne ses veilles. Elle donne sa vie. Pour moi qui connais son secret, j'ai souvent l'impression qu'il y a du suicide dans sa charité. On dirait qu'elle s'efforce de satisfaire à la fois la volonté contradictoire

des deux hommes qui l'ont tant aimée : de vivre comme le lui a demandé Le Gallic, de mourir comme elle l'avait promis à Ortègue. Pour obtenir d'elle un peu de repos, je l'ai priée de s'occuper en particulier de nos aveugles. Humble tâche ! « Mais, » comme lui a dit l'abbé Courmont qui s'inquiète, lui aussi, de cette santé menacée par un tel abus de ses forces, « il n'y a pas d'humble tâche de consolation. » C'est le prêtre qui a décidé son consentement. Le fait qu'il ait eu cette influence prouve qu'un travail s'accomplit en elle. La nostalgie religieuse la tourmente. C'est la personnalité de Le Gallic qui continue d'agir sur la sienne et cette belle âme, — comme il la désignait, — demeure si fidèle, si loyale, qu'Ortègue même, subitement rappelé à la vie, ne pourrait pas être jaloux de cette action. La noble femme ne désire si passionnément croire que pour lui. Encore hier, — car elle cause avec moi à cœur plus ouvert, — elle m'avouait :

— « Vous me reprochez de trop travailler dans l'hôpital, mon ami. Je n'ai pas d'autre apaisement. Quand je suis trop accablée de fatigue, après avoir fait la journée et la nuit, je me dis : « Si la croyance de Le Gallic est vraie, s'il existe un autre « monde, si l'âme de mon mari n'est pas éteinte, si elle est « quelque part où elle souffre, peut-être un peu du secours que « j'ai donné aux autres retombe-t-il sur lui. » Ce n'est qu'un souhait, et rempli de doute. Quand je m'y abandonne, il se fait en moi un calme inexprimable, comme si un merci m'était venu de quelque part... Mais d'où ? »

Cette simple question de femme ne vise à rien de moins qu'à poser l'angoissant et inévitable problème de la mort. Que se demande la veuve du malheureux Ortègue, en effet ? S'il y a une rupture éternelle ou un rapport mystérieux entre les morts et les vivans ; si notre activité présente s'épuise en elle-même, ou bien si elle a un prolongement ailleurs dans un univers spirituel, principe premier et suprême explication de l'univers visible ? Que ce prolongement existe, et la mort prend un autre sens, ou plutôt elle n'a de sens que si ce prolongement existe. Sinon, elle n'est qu'une fin, et quelle différence y a-t-il, en dehors de la douleur, entre une mort et une autre ? Toutes se valent pour celui qui meurt, puisqu'elles l'anéantissent également. Ce problème, pourtant essen-

tiel et que nous devrions tous avoir résolu, ou, du moins, médité, nous l'oublions dans le train ordinaire de la vie. Aujourd'hui, comment ne pas en être obsédé, quand une catastrophe universelle, comme cette terrible guerre, le pose tous les jours, toutes les heures, et pour combien de temps, d'un bout à l'autre de l'Europe à des millions d'êtres, à ceux qui se battent et à ceux qui restent, à ceux qui succombent et à ceux qui survivent, aux individus, aux familles, aux pays, à notre humanité tout entière? Tant de sang, tant de pleurs versés ont-ils une signification ailleurs? Ou bien cet immense conflit n'est-il qu'un monstrueux accès de délire collectif, dont l'unique résultat serait la rentrée prématurée d'innombrables organismes humains dans le cycle des décompositions et des recompositions physico-chimiques? Au terme de ce long récit, c'est le problème aussi qui surgit. C'est à son étude que j'ai voulu apporter une contribution. Elle est apportée, que vaut-elle?

J'ai dit, en commençant ces pages, que je les rédigerais comme un « mémoire, » comme une « observation. » La qualité maîtresse d'un mémoire est d'être exact. Ces pages la possèdent. Je peux me rendre cette justice. Mais je n'ai pu m'empêcher de les écrire dans un trouble grandissant, à mesure que les épisodes ressuscitaient devant mon souvenir, et le trouble n'est pas une attitude scientifique. Pleurer dans un microscope n'a jamais été une bonne condition pour y voir clair. Sur le point de conclure, je m'essaierai à reprendre cette froideur intellectuelle, condition de toute objectivité.

Résumons donc les faits dont le constat résulte de cette observation. Ils se groupent sous deux chefs : Je vois, d'un côté, un homme supérieur, Ortègue, muni de toutes les armes intellectuelles, comblé de toutes les faveurs de la destinée. La mort se dresse soudain devant lui. Il l'affronte avec une certaine doctrine. Il ne peut pas s'y adapter. La mort lui représente l'annulation de tout son psychisme sentimental, et les profondes énergies de sa vie affective se révoltent là contre. Elle lui représente l'annulation de son psychisme intellectuel. Ses élèves sans doute continueront son activité. Les malades qu'il a opérés lui survivront. Sa mémoire ne périra pas, mais la plus précieuse acquisition de son travail, sa pensée, avec le trésor accumulé de ses réflexions, cette puissance d'associer sa personne, par la connaissance, aux lois éternelles, tout cela va s'abîmer dans le

néant. Cet écroulement total de son être, il finit par l'accepter avec une grandeur pathétique, mais c'est la grandeur d'une résignation foudroyée. C'est l'esprit se courbant, dans un geste d'impuissance désespérée, sous la pression de forces irrésistibles, souveraines, pour lui monstrueuses, puisqu'elles ne l'ont produit qu'afin de l'écraser. Tel est le premier des deux cas considérés ici. Je vois, de l'autre côté, — c'est le second cas, — un homme très simple, Le Gallic, homme d'action, mais d'une action si modeste. Sa représentation intellectuelle du monde semble bien modeste également. Il ne s'est pas formé sa doctrine, il l'a reçue. Un Ortègue l'en méprise. A-t-il raison? Un Le Gallic n'apporte-il pas, sans le savoir, à l'interprétation de la vie, le résidu d'un long empirisme séculaire? Devant lui aussi, la mort se dresse. Cette doctrine traditionnelle lui permet de l'accepter aussitôt, d'en faire la matière de son effort, une occasion d'enrichissement pour lui-même et pour les autres. Son psychisme sentimental s'y adapte, puisqu'il peut, d'après cette doctrine, offrir sa souffrance, offrir son agonie, avec la conviction d'une réversibilité de son holocauste sur ceux qu'il aime. Son psychisme intellectuel s'y adapte pareillement. Lui-même l'affirme, quand il parle de « son salut. » Le salut, c'est de garder vivant le meilleur de son être. Sa résignation est un enthousiasme, une joie, un amour. Où l'autre défaille, il triomphe. Où l'autre se renonce, il s'affirme. Pour un Ortègue, la mort est un phénomène catastrophique, qui tient du guet-apens et de l'absurdité. Pour un Le Gallic, c'est une consommation, un accomplissement. Que conclure? Que des deux hypothèses sur la mort dont j'ai pu contempler la mise en œuvre chez ces deux hommes, l'une est *utilisable*, l'autre non. Je m'en rends bien compte : cette formule est simple jusqu'à sembler puérile. Pour moi, avec mon tour d'intelligence particulier, j'en conviens, elle est chargée de telles conséquences! Mon éducation clinique veut que l'application soit, à mes yeux, l'épreuve définitive des théories. En médecine, je n'admets que la vérité vérifiée, c'est à-dire agissante, donc expérimentale. De ce point de vue, si étrange que soit ce déplacement de position, un Le Gallic me paraît plus scientifique qu'un Ortègue, plus près d'un Magendie montrant une expérience à Tiedemann, et comme celui-ci lui objectait : « Et la loi de Bichat? » — « Je n'ai pas à me préoccuper de cette loi, »

répondait Magendie. « C'est elle qui a tort, si mon expérience la contredit. »

Je reprends, pour préciser encore, l'analyse des résultats de mon expérience, et j'en dégage cette autre formule : la mort n'a pas de sens, si elle n'est qu'une fin ; elle en a un, si elle est un sacrifice. — Entre parenthèses, que le langage a de richesses cachées, et que ce mot *sens* est profond, avec sa double valeur de *signification* et de *direction !* — Mais le sacrifice lui-même doit avoir un sens. Nous croyons saisir ce sens très clairement dans certains cas : un Delanoë, un Dufour, offrent leur vie dans la tranchée, pour leur pays. La somme de ces dévouemens constitue l'armée. Elle sauve notre pays. Rien à dire, sinon que c'est le présent s'immolant à l'avenir, et l'on ne voit pas de quel droit l'avenir, qui n'est pas encore, réclamerait ce privilège, s'il n'y avait pas un ordre impératif donné par la conscience, laquelle en reçoit la révélation d'ailleurs. Et nous voici de nouveau à la question de Mme Ortègue : « Mais d'où ? » Et puis, quand le sacrifice n'a pas de résultat immédiat ? Quand l'être pour qui le dévoué l'accomplit n'en reçoit pas le bienfait, ne le soupçonne même pas ? Mme Ortègue s'est trouvée au chevet de Le Gallic à temps pour l'entendre offrir sa vie à son intention. Elle pouvait ne pas y être. Tous les jours, des soldats sont portés « disparus, » qui se sont fait tuer pour des camarades, et ceux-ci ne l'ont pas su, ont été perdus peut-être malgré ce sacrifice. Le sacrifice n'en a pas moins existé. Pour qu'il ait un sens, il faut donc qu'il y ait en l'absence de témoins humains *quelqu'un* pour le recevoir, un esprit capable d'enregistrer l'acte que l'homme fait pour l'homme, quand aucun homme ne connaît cet acte. Si ce témoin des dévouemens inconnus et inefficaces n'existe pas, ces dévouemens sont comme s'ils n'avaient pas été. Tout en nous se révolte là contre. D'autre part, ce témoin, cette conscience, juge et conservation de la nôtre, ne se rencontre pas dans le monde que l'expérience physique nous découvre. N'est-ce pas la preuve que cette expérience physique n'épuise pas la réalité, et je me souviens d'une phrase que prononça un jour devant moi, au terme d'une longue discussion sur l'expérience religieuse avec un de nos confrères, le physiologiste américain William James, un des savans les plus sincères que j'aie ren-

contrés, les plus soumis à la discipline du fait : « Je crois que par la communion avec l'Idéal, une nouvelle énergie entre dans le monde, et donne naissance à des phénomènes nouveaux. » Qu'entendait-il par l'Idéal ? Une force, puisqu'il est force. Source d'intelligence, il doit être une intelligence. Source d'amour, il doit être un amour. Il ne peut pas y avoir dans le conséquent ce qui n'était pas virtuellement dans l'antécédent. William James disait encore de notre psychisme supérieur « qu'il fait partie de quelque chose de *plus grand* que lui, mais de même nature, quelque chose qui agit dans l'univers en dehors de lui, qui peut lui venir en aide... »

— « C'est le commencement du *Credo* rédigé en d'autres termes, » m'a répondu l'abbé Courmont, l'autre jour, comme je lui citais ces deux textes. « Notre : *Je crois en Dieu le Père tout-puissant*, mais c'est ce *quelque chose de plus grand, et de même nature*... c'est ce : *qui peut lui venir en aide*... William James parle d'*une nouvelle énergie qui entre dans le monde*. Que disons-nous d'autre : *descendu des cieux pour nous autres hommes ?*... »

Je l'écoute. Et depuis que j'ai vu mourir Le Gallic et Ortègue, la plénitude morale d'une de ces agonies et la détresse stoïque, mais si dénuée de l'autre, il ne m'est plus possible de donner tort à ce prêtre, expérimentalement, et pas davantage quand il ajoute, faisant allusion aux troubles de Mme Ortègue et aux miens, j'imagine, car il est si fin :

— « Avec quelle douleur les pauvres âmes tourmentées d'aujourd'hui auront cherché la vérité, qui était là, toute simple, à leur portée ! Mais cette douleur dans la recherche n'est-elle pas une prière ? Quand nous sentons que Dieu nous manque, c'est qu'il est tout près. »

PAUL BOURGET.

LE
PROBLÈME DE LA HOUILLE

Il est des richesses inépuisables que la terre voit se renouveler chaque printemps et fructifier chaque été. Ce sont celles pour la production desquelles son rôle réel est simplement celui d'un intermédiaire et d'un support, et que la plante d'abord, puis l'animal par le moyen de la plante, empruntent aux réserves illimitées de l'atmosphère. La terre, quand elle possède à un degré supérieur une telle fécondité, fixe, nourrit et développe une population nombreuse et durable. Elle ne l'attire que lentement; car elle ne lui distribue chaque année qu'une portion renouvelable de sa fortune. La richesse minérale est, au contraire, un trésor dans lequel l'homme peut puiser à pleines mains, sauf à l'épuiser très vite. Au lieu de recueillir à chaque moisson l'intérêt d'un capital enfoui, on dépense là, presque à volonté, le capital lui-même; mais cette faculté d'épuiser le capital et d'en jouir à son gré prête à la richesse minérale une force d'attraction supérieure et en fait un merveilleux instrument de peuplement, grâce auquel les villes se créent, les moyens de communication se développent, la population s'entasse surabondante, en quelques mois, en quelques semaines parfois, jusque dans les pays les plus déshérités et les plus déserts du globe.

Cette vertu vivifiante appartient à des minéraux très divers. Nous avons pu en observer les effets de nos jours pour l'or de l'Australie Occidentale, du Transvaal et du Klondyke Canadien, pour le cuivre de l'Arizona ou de la Sonora, pour

les nitrates chiliens du désert d'Atacama, pour les phosphates d'Algérie ou de Tunisie. Souvent le peuplement qui en résulte est rapide; avec la plupart des minerais, il est éphémère : une fois le gisement épuisé, le camp minier disparaît presque aussi vite qu'il s'est construit. Pendant une courte période d'abondance, la substance extraite de terre rassemble seulement des mineurs ou des métallurgistes; bientôt exportée au loin, elle ne suscite sur la mine que l'industrie restreinte destinée à séparer un métal de sa gangue et à l'élaborer sommairement. La prospérité ainsi créée par un coup de baguette n'acquiert donc un caractère relativement durable que dans la mesure où l'établissement de voies ferrées, de ports, de centres commerciaux qui en est résulté, a pu susciter d'autres industries, a permis la mise en valeur du sol, a préparé une colonisation agricole, destinée elle-même à se perpétuer d'une façon indépendante. Le cas de la houille seul est différent : d'abord, parce que la mine de houille renferme très généralement un tonnage de matière utile incomparablement supérieur à celui d'une mine métallique; ensuite et surtout, parce que la houille, au lieu d'être le but définitif de l'effort accompli comme l'or, l'argent ou le cuivre, ou de n'exercer du moins son action efficace qu'à longue distance, est elle-même un instrument, un agent de travail, une énergie prête à revivre.

Dans le pays privilégié où la présence de la houille se trouve révélée, tendent aussitôt à se développer avec elle et par elle toutes les industries d'élaboration, de fabrication, de transport, qui vivent de la houille et qui, dans les conditions industrielles modernes, ne peuvent pour ainsi dire pas vivre sans elle, malgré l'appoint fourni dans ces dernières années par d'autres énergies, la houille blanche ou le pétrole. L'une après l'autre et l'une par l'autre, les industries bourgeonnent alors en se multipliant comme peuvent le faire les cellules dans la vie d'un être organisé. Comparer un pays qui possède la houille à un autre qui en est privé, c'est faire une expérience analogue à celle de Franklin répandant du plâtre sur certains points d'un champ de trèfle : on voit immédiatement la croissance se produire là où est tombée cette rosée fécondante.

La houille est notre pierre philosophale, elle est le magique talisman des temps modernes, grâce auquel nos héros de légendes pénètrent dans les châteaux féeriques où des trésors

brillent amoncelés. Par sa vertu mystérieuse, par cette énergie condensée dans toute sa substance à une époque préhistorique, les palais endormis se réveillent, et l'éclosion qui se produit n'est pas seulement un symbole : il semble qu'au sens littéral la vie soit créée, entretenue, développée par ces fragmens noirâtres où les chimistes ne voient que du carbone, de l'hydrogène et de l'azote. Ainsi naissent des villes qui peuvent, comme la mine de houille elle-même, durer des centaines d'années et qui, le jour où celle-ci disparaîtra par épuisement, trouveront encore souvent, dans les facilités commerciales longtemps perpétuées et enracinées, des raisons de survivance. L'humanité a connu peut-être, en des temps très lointains, un âge d'or; son âge de fer dure toujours; mais cet âge de fer s'associe aujourd'hui avec un âge de la houille.

Car le charbon n'est pas seulement un instrument de paix; il est aussi, nous le constatons chaque jour, une formidable machine de guerre. C'est lui, c'est lui seul qui permet la fabrication intensive des canons et des obus. Dans le gueulard des hauts fourneaux, sur la grille des fours Martin, il alimente la production de l'acier; par ses goudrons, il donne les phénols et les benzines, les acides picriques et les toluènes; par sa puissance appliquée aux dynamos, il aide à transformer l'air pacifique en nitrates meurtriers. Associé avec le fer, il fournit, sous mille formes, la force belliqueuse qui, trop longtemps sans doute, si elle ne réussit plus à primer le droit, sera du moins nécessaire au droit pour triompher.

Il y a là, remarquons-le bien, un état de choses qui n'est nullement nécessaire en lui-même, malgré le caractère presque fatal qu'il affecte aujourd'hui. Les hommes ont vécu de longs siècles sans que cette tyrannie moderne de la houille s'imposât le moins du monde à eux. Le temps où l'on ignorait pratiquement le « charbon de pierre » est à peine éloigné de deux ou trois siècles; l'époque où il est devenu l'agent indispensable de l'industrie remonte à quelques générations seulement. Son intervention toute-puissante dans une guerre devenue elle-même industrielle date d'hier. C'est encore un jeune souverain que ce maître actuel du monde. Et quand, dans un millier d'années, tout le charbon emmagasiné sous la terre pendant la longue durée des âges géologiques aura été dissipé en fumée, quand cette énorme réserve de force empruntée jadis au soleil pendant

des millénaires évanouis se sera évaporée dans l'atmosphère, il faudra que l'homme s'adresse, comme le faisaient le monde antique et le Moyen Age, à des sources d'énergie différentes : sources anciennes ou sources nouvelles révélées par sa physique et sa chimie; il faudra que son outillage se transforme; après s'être concentrés démesurément, il faudra que ses ateliers se déplacent et se dispersent. Alors les pays industriels seront sans doute ceux qui pourront utiliser plus directement l'activité présente du soleil par le mouvement des eaux courantes, par la chaleur équatoriale, par les forces radio-actives essaimées en d'invisibles rayons dans l'espace. Longtemps avant ce délai fatal, mais encore bien lointain, une évolution analogue, à laquelle il faudra bientôt songer, ruinera l'un après l'autre les pays européens dont s'épuiseront les champs houillers. A notre époque, un pays ne peut pas plus vivre sans houille qu'un corps vivant ne peut se passer de sang.

Ce pouvoir fécondant de la houille dans la forme provisoire de notre civilisation est connu de tous, et l'on me reprochera peut-être de l'avoir célébré avec moins de nouveauté que d'emphase ; mais il est des momens où certaines banalités sont bonnes à redire. Je voudrais, après bien d'autres, essayer d'analyser cette force qui n'a plus rien de mystérieux, en rappeler brièvement l'évolution historique, d'abord d'une façon générale, puis sur quelques exemples particuliers. C'est une analyse nécessaire pour mettre en évidence toute la portée du phénomène. Mon but est de faire ensuite l'application de ces lois économiques à notre pays qui manque et manquera de plus en plus de charbon, comme il manque d'hommes, tandis que nos ennemis en regorgent. Hier déjà, nous ne produisions pas les deux tiers de notre consommation; c'est la moitié à peine de ce qu'il nous faudrait pour devenir, comme nous le pourrions, comme le développement de nos côtes, comme l'habileté de nos marins, comme notre richesse en minerais de fer nous le permettraient, résolument exportateurs. En comparaison, l'Allemagne, qui avait depuis longtemps à cet égard une richesse surabondante, l'a encore doublée dans les vingt dernières années par d'heureuses découvertes géologiques sans contrepartie chez nous. Il n'y a pas de culture ou de Kultur capable de tenir devant une telle infériorité. Mais, dans la terrible guerre imposée à notre pacifisme, nous pouvons rencontrer

une occasion unique de guérir un mal qui nous envahissait comme une progressive paralysie. Demain, si notre volonté de vaincre est assez tenace jusqu'au bout ; si, après la victoire, les diplomates qui rédigeront le traité de paix comprennent la gravité primordiale du problème posé ici, nous aurons conquis le moyen de développer nos industries, d'ouvrir un large champ à nos initiatives et, disons-le, la possibilité aussi de provoquer par là cet essor de notre population qui nous sera indispensable, non pas seulement pour prospérer, mais pour vivre.

*
* *

Quelques mots d'histoire d'abord pour bien montrer, et l'ampleur du sujet et la généralité des conclusions que nous voulons appliquer au cas de l'Allemagne et de la France. Nul besoin de rechercher dans le passé quel emploi restreint l'antiquité ou le Moyen Age ont pu faire de la houille comme combustible. Ce ne sont pas ces débuts médiocres qui nous intéressent. En brûlant du charbon au lieu de bois, les foyers domestiques ou industriels ne changeaient pas de caractère. Le pouvoir réel de ce minéral n'a commencé que le jour où l'on imagina d'utiliser la vapeur d'eau comme force motrice, substituant pour la première fois cette énergie souple, remuante et toujours renouvelable aux immobiles forces hydrauliques, aux agens animés trop vite las. Quand on eut inventé ce levier nouveau, la force élastique de l'eau amenée à l'état de vapeur, on fut conduit, pendant un siècle, à l'employer de plus en plus exclusivement, et la petite expérience physique de Denis Papin devint, pour quelque temps, le principal, presque l'unique moyen d'obtenir de la force en dépensant de la chaleur par une transmutation dont on fut longtemps à soupçonner la généralité et, par conséquent, la loi. Le retour partiel à la houille blanche est bien jeune, l'électricité n'est guère qu'un intermédiaire, l'activité des réactions chimiques garde des emplois très restreints. Depuis cent ans, nous empruntons à peu près toute notre puissance mécanique à des rayons de soleil fossilisés qui nous redisent la chaleur des étés carbonifères, comme résonnaient aux oreilles de Panurge, en se dégelant, les paroles des Arimaspiens et des Néphélibates.

La découverte de Papin date de 1687 et la première machine à vapeur de 1705; mais le premier bateau à vapeur de Fulton

ne remonte qu'à 1803 et l'application de la chaudière tubulaire Seguin à la locomotive par Stephenson qu'à 1827. C'est de l'histoire presque contemporaine. Puis, déjà tout-puissant par la vapeur, le charbon de pierre a étendu ses conquêtes. Il est devenu l'élément essentiel de la métallurgie, où il a refoulé peu à peu le bois. Avec la fabrication du gaz, il a conquis l'éclairage. Par tous les sous-produits que donne sa distillation, il s'est emparé de l'industrie chimique et il a remplacé le règne végétal dans la fabrication des matières colorantes, des produits pharmaceutiques, des explosifs. Demain, il nous fournira du caoutchouc, du coton et de la laine. Quand les tablettes d'azote de Berthelot figureront sur nos menus, il nous donnera peut-être aussi notre nourriture de carbone. En dehors de ses vertus propres, il exerce une action de présence qui vivifie. Dans le monde matériel comme dans le monde moral, un système de connexions et d'engrenages attire la force vers la force, l'industrie vers l'industrie, le succès vers le succès.

Ce qu'a été, pendant le XIXe siècle, cette prise de possession du monde industriel par la houille, chacun le sait dans l'ensemble. Mais les proportions précises de ce grand phénomène sont-elles bien connues? Au début du XIXe siècle, le monde employait quelque dix millions de tonnes de houille à se chauffer; il en absorbe aujourd'hui, en chiffres ronds, un milliard. En cent ans on a centuplé. La France seule utilise aujourd'hui six fois plus de houille que le monde entier n'en employait en 1800, et cet accroissement continue à subir de jour en jour une accélération comparable à celle qui précipite la chute des corps. En millions de tonnes, la production de 1800 étant représentée par 10, celle de 1875 par 280, on a atteint 770 en 1900, 1 052 en 1908, 1 186 en 1912. Ces chiffres mêmes font voir comment une question qui pouvait paraître insignifiante il y a un siècle, secondaire il y a cinquante ans, tend à devenir prépondérante aujourd'hui. Il semble toujours que cette progression va se ralentir; elle trompe, au contraire, les prévisions d'avenir, en apparence les plus exagérées, par un nouveau bond en avant. Tous les continens y contribuent, et même ceux qui ont été le plus récemment mis en valeur interviennent l'un après l'autre: la Chine, la Sibérie, l'Afrique Australe. Mais, dans les vieux pays, c'est une fièvre. L'Allemagne, pour prendre l'exemple le plus typique sur lequel je vais bientôt

revenir, a passé, dans les cinq dernières années qui ont précédé la guerre actuelle (1908 à 1913), de 215 à 256 millions de tonnes. La juxtaposition de ces deux chiffres représente une formidable victoire qui fut remportée sur les alliés actuels en pleine paix.

Comment une industrie houillère naît, se développe et devient à son tour source de vie, nous le verrons bientôt dans quelques cas particuliers. Cet enseignement que nous allons acquérir, tirons-en tout de suite des conclusions, sans oublier la comparaison des deux ou trois pays voisins à laquelle va être consacrée notre étude.

Les villes industrielles, qui représentent la principale force agissante et le grand élément enrichissant d'un pays moderne, peuvent être divisées en deux groupes principaux. Les unes sont anciennes, depuis longtemps fameuses, fières de leur passé, fortes de leur richesse acquise, parfois un peu endormies. Des conditions favorables (qui, pour certaines, ont cessé de l'être autant) y ont provoqué jadis un développement, entretenu depuis par la vitesse acquise, par la tradition, par les capitaux accumulés. Elles ont au moins possédé autrefois, si elles ne possèdent plus maintenant, des combustibles, des minerais, un accès rapide et sûr, le plus souvent par eau, vers la source de leurs matières premières et vers le débouché de leurs fabrications. Les autres, dont le nom même est souvent à peine connu, tant elles sont jeunes, se sont développées d'hier, logiquement, systématiquement, par l'application spontanée ou factice d'une nécessité économique : presque toujours sur un bassin houiller ou, parfois, à proximité simultanée de la mine et de la mer ou des voies navigables qui y conduisent. Les vieux pays, tels que la France et l'Angleterre, ont beaucoup de villes appartenant au premier groupe ; l'Allemagne d'autrefois en avait aussi qui subsistent ; mais l'Allemagne moderne, qui vise à prendre une allure américaine, tend à se conformer de plus en plus au second type, et c'est sa force.

Il est facile de comprendre pourquoi les deux systèmes peuvent subsister côte à côte, pourquoi, suivant les cas, on peut défendre l'une ou l'autre des deux solutions. C'est un peu l'éternel conflit que l'on retrouve dans tous les domaines entre les conservateurs et les avancés, entre les anciens et les modernes, entre le capital et le travail.

Toute ville industrielle du passé a eu sa raison d'être

logique autrefois. Mieux fournie ou mieux située pour vendre, quelquefois mieux défendue, elle est née de circonstances naturelles favorables qu'ont su mettre à profit des initiatives laborieuses, intelligentes et persévérantes. Si les mêmes circonstances se sont perpétuées, son avantage reste immense. De par sa fortune même, les moyens de communication y abondent ; les maisons d'affaires y ont l'autorité d'une réputation bien établie ; la population nombreuse y fournit, avec les producteurs, une partie des consommateurs également nécessaires. Un faisceau d'industries et de commerces s'y est créé qui se prêtent un mutuel appui. Même si les circonstances premières se sont modifiées, pourvu qu'elles ne se soient pas retournées en faveur d'un concurrent trop proche, une ancienne ville profite encore quelque temps de survivances facilitées par les traditions de famille, par un milieu favorable à l'apprentissage des enfans. Elle peut se survivre en raffinant des produits de plus en plus perfectionnés, où la part de la matière première s'affaiblit de jour en jour.

Les autres villes, les villes d'hier ont, pour l'abondance et le bon marché de la production, des facilités singulières. Où ont-elles grandi? On pourrait presque, sans les connaître, l'établir d'avance par le calcul. Toute industrie d'élaboration ou de fabrication consomme de la houille, utilise des matières premières, expédie des produits. S'il ne lui faut que de la main-d'œuvre courante et commune, on peut admettre que la dépense en est partout analogue. Additionnons les trois prix de transport calculés pour ces trois groupes de matières en raison de leurs poids respectifs et de la distance à franchir, nous obtenons une dépense totale qu'il s'agit de réduire à son minimum, en laissant au besoin s'accroître un des trois élémens, s'il en résulte une réduction plus forte pour les deux autres. Le plus souvent l'avantage restera à la houille parce qu'il en faut beaucoup, parce qu'elle est lourde, parce qu'elle donne des sous-produits dont l'utilisation complète n'est possible que dans un centre d'activité, parce que son gisement est localisé, tandis que les autres matériaux arrivent parfois de tous les coins du monde, comme les produits manufacturés s'y dispersent. La ville industrielle moderne est donc presque toujours une ville houillère, surtout si cette ville houillère a pu, comme un Newcastle, un Liverpool. un Cardiff, bénéficier de la mer, ou

du moins si elle est facilement reliée avec elle comme le sont les cités prospères de Belgique, du Nord français, de la Westphalie.

Et cette nécessité de la houille s'impose même aux villes anciennes dont je parlais tout à l'heure. On voit de grandes usines métallurgiques garder leur valeur en se transformant après avoir perdu les minerais qui les ont provoquées. Sheffield n'utilise plus guère les minerais du Hallamshire, le Creusot ceux de Saône-et-Loire, Montluçon ceux du Berry, Liége ceux des Ardennes, Essen ceux de la Ruhr ou de Siegen, pas plus que la Vieille-Montagne ne fabrique aujourd'hui son zinc avec ses gisemens épuisés d'Altenberg ou de Welkenraedt; mais elles ont toutes du charbon sur place et, de même, le vieux Manchester, le vieux Birmingham, le vieux Saint-Étienne ne se survivraient pas, si la campagne n'y était pas souillée de noir par le terrain carbonifère. Des industries métallurgiques viennent de se créer dans tout le Nord français en concurrence avec celles de Meurthe-et-Moselle, sachant dès le premier jour que les minerais de fer leur feraient défaut, mais pouvant néanmoins engager la lutte, parce qu'elles bénéficieront de leur situation sur la houille.

Il serait oiseux d'insister sur ces généralités. Mieux vaut montrer maintenant, par l'exemple comparé de la France et de ses voisins immédiats, quel rôle essentiel doit être attribué à cette question de la houille dans l'histoire économique, financière et, par conséquent, — car tout s'enchaîne, — politique de ces derniers temps. Je pourrais également parler des États-Unis, et j'y trouverais des exemples particulièrement typiques en faveur de ma thèse. Ceux que je citerais ne nous touchent pas encore bien directement; leur poids se fera sentir demain sur l'Europe, quand les Américains mettront à profit les résultats fatals d'une guerre exterminatrice entre Européens qui leur apparaît de loin fratricide. Mais les trois cas de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de la France me suffiront amplement pour montrer comment les grandes prospérités récentes, — et les décadences qui leur font contraste, — ont eu pour raison d'être principale l'existence ou l'absence purement fortuites de vastes champs houillers. La grandeur croissante de l'Angleterre jusque vers le dernier quart du XIXe siècle n'a pas tenu seulement à sa position insulaire, à son splendide isole-

ment qui la libérait de nos charges, ou à certaines qualités morales très réelles de ses habitans. La Belgique n'avait pas atteint sa richesse d'hier par la seule sagesse laborieuse des Flamands. Félicitons les hommes d'avoir mis à profit les armes qui leur étaient données pour combattre ; mais commençons par regarder sur une carte géologique le passage de ce vaste sillon houiller qui traverse toute l'Europe du pays de Galles au Donetz. Partout où il passe souterrainement, il amène la richesse à la surface comme ces invisibles cours d'eau atteints par les puits artésiens, le long desquels une vaste traînée d'oasis jalonne le désert. C'est le Nord français, le Bassin Belge de Charleroi, Namur et Liége, la région rhénane, la Westphalie et, après une longue interruption, la Silésie. Je dirai bientôt comment, depuis vingt ans, la puissance houillère, déjà énorme, de l'Allemagne, s'est trouvée doublée depuis la Westphalie jusqu'au Rhin. Cherchons dans cet accroissement, bien plus que dans le prestige dû à ses victoires et à son organisation militaire, plus même que dans sa souplesse et son esprit de méthode commercial, le secret de ce prodigieux essor, sous lequel le monde allait succomber écrasé, quand cette loi paléontologique qui a toujours fait disparaître les races arrivées à une taille démesurée, lui a suscité un dernier accès désastreux de mégalomanie morbide. On prouverait aisément par des exemples inverses que si, dans le monde contemporain, les nations latines, autrefois privilégiées, n'occupent pas toute la place à laquelle leur supériorité intellectuelle et une longue antériorité de civilisation leur donnent droit, c'est parce que l'Italie manque totalement de charbon, parce que l'Espagne en est presque dépourvue, parce que la France en a trop peu.

En examinant ce côté unique de problèmes très complexes, je pourrai sembler parfois en exagérer l'importance. Ce n'est pas que je méconnaisse en aucune façon la valeur des facteurs humains, l'initiative, le travail, la science, l'esprit d'organisation, la patience même et l'endurance devant les échecs. L'homme peut beaucoup pour utiliser ou pour laisser perdre les forces de la nature. Le nier contre toute évidence serait décourager bien à tort ceux que la nature a déshérités et dont la volonté n'en est pas moins ferme. Il y sera fait d'ailleurs plus d'une allusion dans les pages qui vont suivre. Mais le soldat le plus brave reste impuissant, s'il n'a un fusil ou un

sabre, le général le plus habile, s'il manque de canons, de munitions et de voies ferrées. Le machinisme moderne accroît chaque jour, au lieu de le diminuer, le poids des fatalités qui pesèrent sur l'homme primitif, et dont un Lucrèce pouvait croire la civilisation bientôt affranchie. La science qui devait nous libérer n'a fait que nous remettre sous le joug. Elle a beau multiplier nos forces, transformer les élémens que la terre lui jette en pâture, entrer même timidement dans la voie des transmutations rêvées par les alchimistes. Notre ambition croît encore plus vite que notre ingéniosité. L'esprit, qui se joue à travers les transformations, ne parvient encore, ne parviendra sans doute jamais à créer ni force, ni matière; et la part de la valeur humaine ne grandit pas aussi vite que les poètes l'avaient rêvé, dans un monde de plus en plus soumis aux concurrences vitales, aux avidités et aux faims.

*
* *

La première application que nous allons faire de ces idées portera sur la Grande-Bretagne. L'exemple est instructif, parce que c'est assurément le pays où le rôle de la houille et du machinisme amené par la houille est le plus ancien, en sorte que son évolution y est particulièrement avancée et que l'essor industriel a semblé même, depuis quelques années, dépasser son point culminant. Un autre enseignement très frappant nous viendra ici de ce que la géologie a nettement divisé l'Angleterre en un pays charbonnier et un pays sans charbon : d'où une coupure correspondante non moins nette pour la politique et pour l'industrie, qui montre la relation de cause à effet comme dans une expérience systématique.

La richesse moderne de la Grande-Bretagne est avant tout fondée, chacun le sait, sur deux privilèges naturels : sa position insulaire et sa richesse en houille. Le jour où Fulton combina ces deux forces en utilisant le charbon anglais à la propulsion d'un navire anglais, a marqué l'essor définitif de cette merveilleuse fortune (1). De ce jour, la Grande-Bretagne a eu tendance à devenir, ce qu'elle était récemment encore, le transporteur

(1) C'est à Birmingham que Watt a asservi la vapeur, que Murdock a inventé le gaz et la locomotive. C'est à Glasgow que fonctionna le premier bateau à vapeur, à Liverpool qu'un de ces bateaux se hasarda pour la première fois à traverser la mer.

général pour les pays d'outre-mer : exportant, non seulement le charbon, mais les produits élaborés grâce à ce charbon et rapportant en échange, comme fret de retour, les matières premières nécessaires à son industrie. L'île tout entière n'a pas participé à ce mouvement ; et c'est ici que commence à éclater le phénomène dont nous poursuivons la démonstration facile. Je viens de faire allusion à la division que marquent à la fois les cartes géologique, industrielle, agricole et politique d'Angleterre. La limite des deux pays forme une ligne à peu près Nord-Sud allant de Newcastle à Birmingham, Bristol et Dartmouth. A l'Est, nous avons l'Angleterre verte, la contrée agricole, le pays conservateur, le domaine des lords ; à l'Ouest, l'Angleterre noire, le pays des syndicats ouvriers et du socialisme. La carte géologique nous l'explique. L'Angleterre verte s'étend jusqu'à la limite des sédimens secondaires et tertiaires aux alternances régulières de blancs calcaires, de sables et d'argiles, où suintent les sources, où poussent les pâturages, où croissent les moissons. L'Angleterre noire, qui lui succède à partir de la chaîne pennine et de la Severn, c'est la région des terrains primaires plus durs et plus foncés, des schistes et grès mêlés de granits, au milieu desquels s'étendent les taches noires des bassins houillers. Longtemps l'Est, où s'étaient établis les vainqueurs, a dominé l'Ouest plus pauvre, où s'étaient réfugiées les races vaincues. L'Angleterre était alors un pays agricole, où la richesse et, avec la richesse, le pouvoir, appartenaient aux conquérans, aux lords qui tenaient la terre. Les pays plats et fertiles de la Tamise et du Trent, l'Angleterre normande de Durham, d'York, de Salisbury, dominaient en ce temps-là. Mais, il y a environ un siècle, l'usage du charbon fit jaillir, dans tous les pays déshérités de l'Ouest, des cités ouvrières où les populations entassées décuplèrent et centuplèrent. A partir de ce moment, on a vu, de plus en plus, en dépit de quelques retours momentanés, l'Ouest élever la voix ; puis, à partir de 1832, imposer sa volonté, la volonté de la foule, aux pays de l'Est. Les avantages et aussi les défauts du système anglais, que les événemens récens ont mis avec quelque cruauté en évidence, sont nés de là. L'Angleterre est gouvernée par les hommes du charbon, du fer et de la toile : tantôt par le nombre, toujours aveugle, quand il faut voir au delà de ses intérêts immédiats ; tantôt par les fils ou petits-fils de ceux

qu'ont enrichis leur travail ou leur initiative, trop souvent disposés à profiter sans peine des résultats acquis et à s'endormir sur les lauriers de leurs parens. Et cette transformation, qui domine l'histoire politique anglaise, est bien liée directement à la présence du charbon dans le sol ; car, là où ce charbon n'apparaît pas, à l'Ouest, dans ces îlots du Pays de Galles et du Cornwall que contourne, sans les recouvrir, la marée industrielle, les vieilles races ont conservé leurs idées et leur caractère ancien.

Si nous laissons de côté ces régions celtiques, les villes de l'Ouest sont, ou simplement des villes minières, ou des villes du fer, ou des villes qui se sont spécialisées dans telle ou telle branche d'industrie favorisée par la proximité des champs houillers et plus spécialement déterminée par quelque vieille circonstance locale. Les bassins de Newcastle, du Lancashire et du Yorkshire ont fait Newcastle-on-Tyne, Liverpool, Manchester et Sheffield. Au Centre est Birmingham ; au Sud, Swansea et Cardiff. L'association des minerais de fer du Cumberland a produit Barrow-in-Furness ; celle des minerais du Cleveland, Middlesborough. Les deux grands ports de Newcastle et de Liverpool, l'un regardant vers l'Est, l'autre vers l'Ouest, sont aux deux extrémités du principal champ houiller, sur des embouchures de rivières qui en font d'immenses ports. Swansea et Cardiff, sur le canal de Bristol, se sont édifiées, l'une pour traiter les minerais de cuivre et de plomb arrivant de toutes les parties du monde, l'autre pour exporter ses charbons à tous les continens. Manchester, Sheffield et Birmingham, moins favorablement situées pour l'exportation, plus centrales, ont gardé chacune leur spécialité qui remonte à leur passé : Manchester, le coton, grâce à sa liaison avec Liverpool par canal et par voies ferrées ; Sheffield, l'acier ; Birmingham, les petits objets, plumes, armes, chaudières, les machines et les rails.

Sans faire un cours de géographie, nous n'avons qu'à parcourir quelques grandes villes, du Nord au Sud ; nous y retrouverons partout l'influence vivifiante de la houille.

Voici, en Écosse, Glascow. La seconde ville des Iles-Britanniques doit sa prospérité à sa position sur le bassin houiller écossais et sur la Clyde, près des anciens minerais de fer du Lanarkshire. D'où les chantiers de construction et les manufactures de tous genres qui présentent ici une diversité par-

ticulière. Glascow avait 80 000 âmes en 1801 ; elle en a près de 800 000.

Au Sud-Est, Newcastle fut des premières à exploiter la houille dès le XIIe siècle. En 1739, elle dirige déjà une grande exportation de charbon qui s'étend jusqu'à Paris et Marseille. Bientôt, toute la Tyne, sur 19 kilomètres de long, devient un immense port, le long duquel se succèdent les usines : un vaste quai d'embarquement pour les charbons et pour les fers. Dans les dix dernières années encore, de 1901 à 1911, le nombre des habitans a grandi de 215 000 à 267 000.

Manchester est une très vieille ville ; mais, si l'industrie cotonnière introduite au XIVe siècle par des ouvriers flamands y a pris le développement que l'on sait, c'est parce que la vapeur, produite économiquement par les charbons du voisinage, a pu y être appliquée aux filatures. De 454 000 âmes en 1901, elle a passé à 715 000 en 1911.

Sheffield était un bourg féodal qui se livrait à l'industrie du fer. Sa suprématie dans le domaine de l'acier tient une fois de plus au voisinage des mines de houille. De 1801 à 1871, sa population avait sextuplé. Elle a atteint 380 000 âmes en 1901, 455 000 en 1911.

De Sheffield à Birmingham, dans les Midlands, c'est partout le royaume du charbon. Sur 25 000 kilomètres carrés, plus de 40 000 manufactures et ateliers déversent leurs torrens de fumée.

Liverpool enfin n'est pas seulement une ville de la houille, mais aussi un centre de gravité pour les îles sœurs de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, un point de départ pour les échanges internationaux. Néanmoins, ces avantages naturels n'ont fructifié que parce qu'elle a pu se relier directement aux villes industrielles, nées elles-mêmes des bassins houillers. Elle était tout indiquée pour connaître le premier chemin de fer et le premier bateau à vapeur. De 5 000 âmes en 1700, elle est montée à plus de 750 000.

J'ai peut-être trop multiplié ces exemples. Ils se résument en quelques chiffres d'ensemble. Au début du XIXe siècle, l'Angleterre, qui avait pris les devans dans l'industrie charbonnière, produisait plus de la moitié de la consommation mondiale : 7,5 millions de tonnes sur 13, les États-Unis n'intervenant pas alors. En 1911, la proportion sur la production

européenne est restée presque la même : 264 millions de tonnes sur 666. Comme on le verra bientôt, les chiffres eussent même été plus favorables, il y a une dizaine d'années. Cela suffit pour expliquer le rôle mondial qui est échu à ce pays. S'il a paru décliner depuis quelque temps, la politique intérieure y a sans doute contribué ; mais l'extension des exploitations houillères en Allemagne, outre ses effets directs sur le commerce anglais, a été pour beaucoup dans certaines innovations malheureuses de cette politique.

C'est parce que l'Allemagne a rudement engagé la concurrence, grâce à sa richesse en houille, brusquement accrue, que les Anglais, un peu endormis jusqu'alors sur les avantages de leur fortune, ont commencé à trouver la vie moins facile, à perdre leurs forces en luttes intestines propres à aggraver le mal et se sont enfin lancés dans un impérialisme qui, pour quelques politiciens, sembla le remède. L'impérialisme cher à Manchester, le protectionnisme connexe si contraire aux vieilles traditions anglaises avaient pour but d'assurer à l'industrie anglaise les immenses débouchés sur lesquels elle s'était habituée à compter, grâce au bon marché de son charbon entraînant celui de ses frets et que l'Allemagne, industriellement plus jeune, donc plus entreprenante et techniquement mieux armée, commençait à lui disputer. Ces temps nous apparaissent déjà dans un recul si lointain qu'on peut bien se hasarder à en rappeler l'histoire. Avouons donc la vérité. Quand, après avoir failli réconcilier la France avec l'Allemagne à Fachoda, Joë Chamberlain engagea cette entreprise du Transvaal qui nous semble aujourd'hui marquer un tournant fatal de l'Angleterre, il obéissait au sentiment de malaise causé par l'entrée en jeu du concurrent germanique, alors que tant de débouchés se fermaient déjà par l'émancipation progressive des pays neufs. L'Angleterre a été, depuis ce moment, comme un malade qui s'agite et se retourne dans son lit. L'enchaînement des événemens a pu être dissimulé par leur complexité, mais on a le droit de les énoncer dans l'ordre suivant : développement des charbonnages allemands; tendance allemande à utiliser ce charbon pour étendre ses exportations ; visées coloniales et maritimes de l'Allemagne ; bénéfices moindres des manufacturiers anglais concurrencés ; conception impérialiste où le faisceau des colonies britanniques monopolisées devait former une coopérative

générale de production et de consommation ; guerre de conquête au Transvaal dépensant des milliards pour y meurtrir la poule aux œufs d'or ; augmentation des impôts, exigences et désordres des syndicats ouvriers ; accroissement du prix de revient et, par conséquent, de la gêne industrielle ; enfin, tension telle, sur les deux rives de la Mer du Nord, que l'éternelle question d'Orient a pu déclencher une guerre sans précédens, d'où l'Angleterre, n'en doutons pas, sortira pleinement régénérée.

S'il est encore des mineurs anglais qui ne comprennent pas l'intérêt vital de cette guerre et qui attendent, pour y participer, d'entendre éclater les bombes des zeppelins sur leur maison, c'est qu'ils n'ont pas lu les statistiques. Je rappelais, en commençant ce paragraphe, que la Grande-Bretagne a, pendant tout le XIXe siècle, produit à peu près la moitié de la houille européenne : ce qui comporte un accroissement considérable d'année en année. Or, depuis 1908, cet accroissement a cessé. Dans l'espace de cinq ans, entre 1908 et 1913, tandis que les États-Unis passaient de 370 à 557 millions de tonnes et l'Allemagne de 215 à 256, la Grande-Bretagne restait stationnaire. L'année 1914, restée normale, aurait été marquée par cet événement industriel, qui est à lui seul tout un symbole : la production germanique de charbon (en y comprenant, il est vrai, les lignites) dépassant pour la première fois la production britannique. Voilà l'expansion qui a fait éclater automatiquement les obus, plus que tous les picrates et les chlorates inventés par la chimie.

*
* *

En étudiant l'Angleterre, je viens de me trouver amené à parler de l'Allemagne. C'est que le lien entre les deux sujets est, on l'a déjà vu, très direct. La rivalité commerciale et, par contre-coup, l'hostilité politique de l'Allemagne et de l'Angleterre tiennent une place capitale dans les événemens contemporains.

Le grand développement de l'Allemagne a commencé peu après 1871 : non pas immédiatement après la victoire, car il y eut, en 1875, une crise violente qu'il est permis d'appeler une crise de croissance, mais pourtant en rapport de date presque direct avec la formation de l'Empire allemand. Ce développement a été énorme. Sans doute, les Allemands l'ont encore exagéré dans leurs publications et leurs discours, d'après leur

méthode de vantardise habituelle et en vertu du proverbe que la fortune vient aux riches. Le fait est néanmoins indéniable, et la guerre actuelle en aura donné la sensation trop nette à ceux qui l'ignoraient ou qui le niaient obstinément. D'où l'idée très répandue que cette fortune est due au prestige de la victoire et à la forte organisation militaire de l'empire allemand. C'est ce que l'on a beaucoup dit, et les Allemands, tout les premiers, se sont prêtés à le laisser croire. Il était naturel, à leur sens, que le peuple élu fût aussi le peuple dominateur et exploiteur de l'univers. Je ne tomberai pas dans l'excès inverse et je n'essaierai pas de faire croire que l'Allemagne moderne est sortie automatiquement et fatalement, sans aucune intervention humaine, des profondeurs noires où ses kobolds extraient patiemment un Or du Rhin, moins brillant, mais plus utile que celui de la légende. Il est certain tout au moins que la victoire a donné aux Allemands cette foi en eux-mêmes et cet esprit entreprenant qui sont un élément essentiel du succès. Elle les a débarrassés de toutes les luttes inutiles, destinées auparavant à constituer leur unité. Depuis ce moment, ils ont vu grand en toute chose, parfois jusqu'à l'excès, et ils ont eu confiance dans un gouvernement qui avait préparé leur triomphe : gouvernement disposé à encourager puissamment, méthodiquement, par tous les moyens, les développemens de l'industrie. Ce ne sont pas là des facteurs négligeables. Néanmoins, rien de ce que nous avons vu n'aurait pu se réaliser sans l'abondance extrême et le bon marché de la houille. Ici encore, il suffit de laisser parler les chiffres. Sans remonter plus loin, en 1880, l'ensemble de l'Allemagne produisait 50 millions de tonnes ; en 1890, 90 ; en 1900, 150. En 1908, elle a atteint 215 millions ; en 1912, 255 millions ; en 1913, près de 279 millions. Ces chiffres comprennent, il est vrai, les lignites, qui sont des combustibles inférieurs. Mais, en les laissant même de côté, nous avons, pour la période 1901-1905, une moyenne annuelle de 113 millions ; de 1906 à 1910, 142 ; en 1911, 156 ; en 1912, 172 ; en 1913, 191. Et ce n'était là que le point de départ d'un essor interrompu par la guerre, l'effet des dernières découvertes houillères ayant à peine commencé à se faire sentir.

L'intervention directe de l'industrie houillère sur le développement de tout le pays apparaît aussitôt quand on regarde

d'où sort la houille et où s'est produit l'afflux de la population. Les deux tiers de la production houillère allemande (lignites exclus) viennent de la Westphalie (102 millions de tonnes en 1913); l'autre tiers, de la Silésie (environ 50 millions) et de la Sarre (13 millions). Les charbons de la Silésie et de la Sarre donnent peu de coke. Presque tout le coke consommé par la métallurgie provient donc de la Westphalie. Or, où s'est opéré le surpeuplement? Beaucoup sans doute dans les anciennes villes déjà importantes qui continuent à exercer l'attraction de leur masse, à Berlin, Leipzig, Munich, Dresde, etc.; mais, avant tout, dans ce bassin houiller westphalien, ou, à son voisinage, dans les villes industrielles et maritimes qui bénéficiaient directement du mouvement houiller. Rien nulle part de comparable à ces 1 500 kilomètres carrés de la Ruhr, où s'entassent déjà plus de onze millions d'âmes et où chaque année en amène près d'un demi-million. Dans cet étroit espace, il tient douze villes de plus de 100 000 habitans, qui sont, par ordre d'importance décroissante : Cologne, Dusseldorf, Essen, Dortmund, Duisburg, Elberfeld, Barmen, Gelsenkirchen, Aix-la-Chapelle, Crefeld, Mulheim, Hamborn. Et tout cela résulte de la houille dont la production a décuplé depuis 1870. C'est donc sur ce coin de la Westphalie qu'il convient de porter une attention particulière : d'abord, parce que son importance domine depuis longtemps tout le reste; ensuite, parce que cette importance a, comme possibilités d'avenir, au moins doublé dans ces dernières années ; enfin, parce que la position géographique de la Westphalie, comme le caractère fiscal de nombreuses mines, en font un gage tout indiqué pour nos exigences futures.

J'ai déjà donné les chiffres de l'extraction houillère westphalienne. Les graphiques qui la représentent sont effrayans quand on les regarde en concurrent, suggestifs si l'on espère en prendre sa part. Tout s'y enchaîne. Aux 111 millions de tonnes de houille correspondent, en 1912, 22 millions de tonnes de coke, 550 000 tonnes de goudron, 244 000 tonnes de sulfate d'ammoniaque, 14 millions de tonnes de fonte. Quatre sociétés ont un capital de plus de 200 millions de francs; cinq sont comprises entre 100 et 200 millions de capital, et le bilan de ces entreprises fait ressortir des dividendes supérieurs en moyenne à 10 pour 100 des capitaux-actions engagés. La connexion des diverses entreprises a pour point de départ la

houille, mais entraîne les industries les plus diverses. La plupart des sociétés minières possèdent, en même temps, des hauts fourneaux et des aciéries ; des ateliers de grosse mécanique et de chaudronnerie se sont établis au voisinage. Parmi les sous-produits, le sulfate d'ammoniaque fournit les engrais ; les goudrons donnent les matières colorantes ; les gaz hydrocarburés servent, dans des centrales, à produire la force, qui, transformée en énergie électrique, alimente tout le pays. Et toute cette puissance économique est monopolisée entre les mains de syndicats qui, pour la houille, pour l'acier, pour les goudrons et les benzols, pour les sels ammoniacaux, dominent le marché, en agissant sur des valeurs de marchandises atteignant des milliards.

A cette industrie colossale, le Rhin et les canaux qui y aboutissent fournissent des artères vivantes apportant la nourriture et les moyens de vivre aux ouvriers, emportant les produits bruts ou fabriqués au dehors. La moitié du charbon, par exemple, est consommée sur place, l'autre exportée. Tout le Rhin en aval de Mannheim est un immense port, presque continu, dont les aboutissans naturels sont moins encore Hambourg que Rotterdam et Anvers.

Rotterdam, relié au Rhin et à la Meuse navigable par le Dordksche Kanal, a passé de 1 900 000 tonnes en 1883 à 18 millions en 1913 et de 72 000 habitans en 1830 à 450 000 aujourd'hui. Anvers a atteint 302 000 âmes. C'est pourquoi Anvers et Rotterdam sont apparus à tout esprit allemand comme devant être nécessairement des ports allemands.

Que l'on ne s'y trompe pas, en effet, la puissance de la Westphalie est énorme et nourrit l'Allemagne. Je vais montrer tout à l'heure à quel point elle s'est encore accrue récemment. Mais il lui manque pourtant deux élémens de prospérité indispensables : l'accès à la mer en territoire national et les minerais de fer que nous avons le tort de posséder en Lorraine. Si l'invasion a suivi le chemin que l'on connaît, si les Allemands ont déchiré le chiffon de papier qui garantissait la neutralité belge, au risque de tourner contre eux l'Angleterre, c'est assurément surtout pour nous surprendre sur une frontière où nous étions moins défendus ; mais c'était aussi, on ne s'en cache plus guère aujourd'hui, pour réaliser l'annexion de la Belgique, qui devait fatalement entraîner celle de la Hollande.

Ce n'est pas par hasard que les Allemands ont occupé, et gardent encore, avec toutes les usines belges, les deux tiers de nos charbonnages du Nord et de nos gisemens de fer lorrains. Si le malheur nous eût fait succomber, la première « rectification de frontière » qu'on nous eût imposée nous eût dépouillés de nos minerais de fer lorrains, qu'ils regrettent si amèrement d'avoir méconnus en 1871. Ayant tant de charbon, il leur faut du fer pour l'utiliser. Ne serons-nous pas en droit, les événemens ayant tourné autrement, de rétorquer l'argument et de dire qu'à tout notre minerai de fer il faut une partie de leur houille ?

Car de la houille, ils en ont maintenant à foison, démesurément et pour des siècles. Ils en ont trop ! Les récentes campagnes de sondages, fondées sur les derniers progrès de la géologie, qui n'ont à peu près rien donné en France, ont sérieusement enrichi l'Angleterre, la Belgique et la Hollande ; elles ont, je l'ai dit déjà, doublé ce que possède l'Allemagne. C'est ce que l'on ne sait pas assez en dehors des spécialistes ; c'est ce qu'il faut dire très haut, parce que, si rien n'est changé à notre avantage dans la situation actuelle, la France, qui pliait déjà sous le faix, va être accablée.

Le bassin westphalien est le prolongement du bassin français et du bassin belge ; mais, en France, le sillon houiller est limité entre deux murs distans au maximum de 12 à 15 kilomètres, et l'on a eu beau chercher, aucune intelligence humaine ne pouvait découvrir ce qui n'existait pas : il a fallu se contenter de glaner entre ces murs. Quand on arrive aux limites de la Belgique et de l'Allemagne, quand on dépasse Aix-la-Chapelle et Maestricht, on entre au contraire dans un immense carrefour souterrain. Les bassins houillers s'étalent ou se branchent en divers sens sur près de 180 kilomètres de long et 100 kilomètres de large. Là se trouvent les nouveaux bassins belges du Limbourg et de la Campine, les bassins hollandais du Limbourg et du Brabant, les bassins allemands de Wurm-Inde, de Bruggen et de la rive gauche du Rhin. A partir de ce moment, au lieu de couches très redressées et rapidement approfondies, on a des couches à pente plus douce, qui s'étendent très loin vers le Nord. Cet état de choses s'accentue encore en Westphalie. Les recherches par des sondages dans le sens du Nord s'y imposaient donc. On ne s'y heurtait qu'à des diffi-

cultés purement techniques toujours surmontables : l'approfondissement progressif atteignant une limite d'exploitabilité qui s'élargit d'année en année et la traversée de nappes aquifères qui entraîne quelques difficultés dans le fonçage des puits. Le résultat obtenu de ce côté peut s'expliquer aisément.

L'ancienne zone, depuis longtemps reconnue, allait du Rhin à Hamm, englobant la région classique de Duisburg, Essen, Bochum, Dortmund, etc. Les sondages au Nord et à l'Est ont plus que doublé la superficie houillère sans atteindre encore sa limite Nord qui peut dépasser Munster. C'est, dès à présent, un rectangle de 35 à 40 kilomètres de large sur environ 100 kilomètres de long sans compter les annexes dont nous avons parlé. Et, en même temps, on a accru le nombre des faisceaux houillers; car, ceux-ci plongeant du Sud au Nord, on rencontre, en allant, dans ce même sens du Sud au Nord, leurs affleuremens successifs : en sorte que, plus un puits est placé dans une zone septentrionale, plus le nombre des couches qu'il peut rencontrer se multiplie. Avant ces travaux, on estimait les réserves probables de la Westphalie à 33 milliards de tonnes. Actuellement, sans descendre à plus de 1 500 mètres de profondeur, ce qui est parfaitement accessible, la Westphalie peut fournir 76 milliards de tonnes et l'Ouest du Rhin, 10; auxquelles il faut ajouter 4 milliards reconnus en Hollande et 8 milliards dans la Campine Belge : ce qui démontre immédiatement, pour un pangermaniste, la nécessité d'annexer la Campine belge et la Hollande. Et cependant, les 76 milliards de tonnes représentent, au taux actuel de l'exploitation, près de huit siècles assurés. Comme comparaison, j'ajoute de suite, ce que nous verrons tout à l'heure, que le total des réserves françaises a été estimé, lignite inclus et en poussant jusqu'à 1 800 mètres, à un maximum de 17,6 milliards de tonnes D'après les derniers calculs, l'Allemagne pourrait maintenant compter sur deux fois plus de houille que l'Angleterre.

Mais la quantité n'est pas le seul avantage des charbonnages germaniques. Il faut aussi compter sur le bas prix de l'extraction.

Avec la facilité de travailler en grand sur des couches régulières et étendues, il n'est pas étonnant que les Allemands aient pu d'abord installer les belles machineries admirées de tous les visiteurs et ensuite obtenir néanmoins un prix de revient très bas. Une mine de houille française est, par rapport à une

mine allemande, anglaise ou américaine, un peu comme le pré d'un montagnard péniblement accroché sur sa pente pierreuse auprès d'une large plaine labourée à la vapeur. Pour tout un ensemble de raisons qui ne sont pas seulement techniques, un mineur allemand fournit en moyenne 268 tonnes de houille par an et un Anglais 244, tandis qu'un Français en donne seulement 200 et un Belge 155. Depuis 1901, la production du mineur allemand a monté de 240 à 269, celle du Français est restée stationnaire (200 contre 196). La houille prise sur le carreau de la mine coûte donc en moyenne (1912) 7 fr. 50 aux États-Unis, 11 fr. 25 en Angleterre, 13 francs en Allemagne, 16 francs en France. Il est tout naturel, dans ces conditions, que l'industriel français doive réduire sa consommation de houille par rapport à l'Allemand. Cette consommation par tête et par an a grandi en Allemagne, entre 1901 et 1913, de 1,69 à 2,12. Celle des Français n'a pu s'accroître que de 1,15 à 1,48. Et, pour une production globale quatre fois moindre dans notre pays, ces chiffres sont en faveur de nos efforts.

*
* *

J'en ai assez dit sur nos concurrens pour pouvoir maintenant aborder le cas de la France. Ce ne sera malheureusement pas long, et les constatations actuelles seront peu encourageantes. La France, si grandement favorisée à d'autres égards par la nature, est tout à fait pauvre en houille. C'est ce qui ne lui permet pas d'utiliser, comme elle le devrait, son énorme stock de minerais de fer. Que peut-elle faire de ces minerais, faute de charbon national pour les traiter? Les fondre avec du coke venu du dehors, opération précaire et coûteuse; ou vendre elle-même ses minerais, solution également peu avantageuse et qui, même avant la guerre, suscitait déjà de légitimes susceptibilités, destinées à s'accroître dans l'avenir après une telle floraison de haines. Faute de charbon, elle est de même paralysée pour toutes les industries à rendement intensif, comme pour sa marine marchande qui devrait cependant, d'après le développement de ses côtes, l'abondance de ses ports, l'étendue de son domaine colonial, être considérable. Mais comment songer à la grosse production et à l'exportation dans un pays, où l'on produit péniblement 40 millions de tonnes pour une consommation qui, — même réduite au minimum, comme elle l'est par

le haut prix du combustible, — monte déjà à 60 millions? Il nous faudrait, pour atteindre un chiffre convenable, doubler au moins notre production.

Pouvons-nous y arriver sur notre propre sol? Certainement non. Dans un champ limité, avec des sièges d'extraction très coûteux en nombre restreint, les limites pratiques de la productivité sont presque mathématiquement déterminées. Nos mineurs ont beau être comptés parmi les plus habiles du monde : ils sont arrêtés en tous sens par des bornes inéluctables. On arriverait, d'ailleurs, si on voulait augmenter le rendement global de nos mines en multipliant les sièges d'extraction, à un épuisement très rapide. Voici, en effet, quelques chiffres suggestifs donnant, non les certitudes, non les probabilités, mais simplement les « possibilités » auxquelles peuvent atteindre nos réserves de houille jusqu'à 1 200 mètres de profondeur : Bassin du Nord et du Pas-de-Calais : 9,5 milliards de tonnes; Bassin de Saint-Étienne : 685 millions de tonnes; Bassin d'Alais : 958 millions de tonnes; Fuveau : 1,3 milliards de tonnes de lignite; au total, avec tous les petits gisemens du Centre : 13 milliards de tonnes, ou 17,6 milliards en poussant jusqu'à 1 800 mètres. Si la France élevait seulement sa production à 100 millions de tonnes qu'elle consommerait bien aisément, avant un siècle et demi il ne lui resterait plus une tonne de charbon dans des conditions utilisables.

Mais, si l'on ne saurait, pour cette double raison, augmenter notablement la production de nos mines actuelles, n'est-il donc pas possible de découvrir, sur l'étendue de notre sol, des gisemens nouveaux, comme viennent de le faire précisément les Belges, les Hollandais et les Allemands? On entend souvent, à cet égard, des affirmations un peu hardies que justifie seule une grande confiance de joueur dans quelque entreprise aléatoire. La vérité est que l'on a déjà beaucoup cherché, à peu près partout où des sondages paraissaient offrir des chances sérieuses, et même souvent là où ces chances pouvaient paraître bien minimes. De tout ce grand effort courageusement et coûteusement poursuivi pendant plusieurs années, il a pu sortir et il sortira encore des résultats ayant une valeur industrielle; aucun n'a présenté des proportions susceptibles de lui faire attribuer une valeur nationale. Et, là même où on a obtenu quelques demi-succès comme en Lorraine, l'effet productif en a

été, il faut bien le dire, réduit à néant pour longtemps par l'inertie et le mauvais vouloir de ministères successifs incapables d'oser donner les concessions à leurs inventeurs. Peut-être y aurait-il encore quelques recherches à entreprendre : beaucoup plus, disons-le, dans un intérêt général que dans un intérêt particulier. Il n'est aucunement impossible, par exemple, que la houille existe en profondeur sous le Bassin de Paris. Qui voudrait se lancer dans une telle exploration après de semblables précédens?

Ainsi donc, loin que la situation soit destinée à s'améliorer pour nous, elle doit fatalement empirer d'année en année : parce que notre consommation va croître et parce que notre production restera stationnaire ou décroîtra. Nos bassins de Saint-Étienne et du Centre se meurent tout doucement. Dans un temps qui peut être considéré comme bien court pour la vie d'un peuple, nous serons réduits à notre bassin de Valenciennes, où l'effet des dernières lois ouvrières tend à réduire la productivité.

Alors, que peut faire la France sans houille? Il est inutile de rappeler que le pétrole nous fait totalement défaut. Recourir davantage à la houille blanche : remède indiqué et nécessaire, mais très insuffisant; car l'expérience montre bientôt que la houille blanche est incapable de se suffire et que, là où son emploi développe une industrie, les besoins de houille noire connexe augmentent au lieu de diminuer. D'ailleurs, la métallurgie électrique du fer n'est pas mûre en dehors de quelques emplois spéciaux ; et l'on n'actionne pas un navire avec des accumulateurs ou des piles. Acheter du charbon? Il faudrait au moins que les traités, — et c'est sur quoi je vais revenir, — nous permissent de le faire avantageusement... Sinon, il reste seulement la voie où l'on s'est engagé de plus en plus depuis quelques années; il faut prendre le parti auquel se résignent toutes les vieilles usines ou les vieilles villes et qui convient aussi aux vieux pays : concentrer de plus en plus ses efforts sur les produits de luxe, les produits très finis, où la matière première joue un rôle insignifiant par rapport à l'invention du fabricant et à l'adresse de l'ouvrier.

De telles résolutions, l'emploi de tels remèdes ne font-ils pas songer à ces injections de sérum ou de caféine, à ces inhalations d'oxygène, au moyen desquelles on s'efforce de prolonger

des moribonds? La France ne doit pas et ne veut pas mourir encore. Elle le montre avec assez d'énergie depuis un an! Et il faut bien croire que le résultat d'un si immense effort nous permettra tout au moins de rectifier dans une certaine mesure les injustices du sort à notre égard. On a vu le peu que nous possédions. Il me reste, pour conclure, à examiner ce que nous pouvons obtenir dans l'avenir. Je tâcherai de le faire avec toute la réserve que doit imposer à ses espoirs les mieux justifiés une conscience scientifique, et je n'imiterai pas nos adversaires en rêvant de conquérir toute la Westphalie. Mais, sans présomption excessive, il reste permis de supposer que l'Alsace-Lorraine, terre française, reviendra à la France avec ses annexes naturelles et que, dans la rédaction du traité de paix, nous pourrons faire insérer des conditions économiques avantageuses.

Notre situation, telle que nous venons de l'exposer, s'énonce en deux mots. Nous manquons de charbon, et nous avons beaucoup trop de fer. Chez les Allemands, c'est l'inverse. Ils ont commencé la guerre avec l'intention avouée de nous enlever nos minerais de fer lorrains. Mettons, si nous le pouvons, la main sur quelques-uns de leurs gisemens houillers. On va voir que cela ne suppose en aucune façon l'écrasement absolu de l'Allemagne. Les plus pessimistes ne sauraient donc voir là une chimère. Il suffit que nos diplomates, le jour où ils traiteront pour nous, se montrent renseignés sur nos besoins industriels les plus urgens, comme l'ont été en d'autres temps les négociateurs allemands, et qu'ils comprennent la nécessité d'un effort énergique dans un sens où ces besoins sont absolus.

Ne craignons pas de devancer les événemens pour attirer l'attention publique sur ce point; car, à la dernière heure, nous devons logiquement prévoir l'intervention possible de certains intérêts privés en contradiction naturelle avec l'intérêt général. Sans mettre en doute aucun patriotisme, chacun comprendra que la disette du charbon, nuisible à la communauté, profite, en revanche, momentanément à quelques-uns, patrons et ouvriers, par la hausse de prix qui en résulte et qui accroît les bénéfices de nos mines. On peut donc s'attendre à l'antagonisme plus ou moins ouvert d'individus fortement agissans parce que directement intéressés, tandis que les intérêts trop vastes de la géné-

ralité seront, comme toujours, défendus par les seuls théoriciens, peu disposés à l'action. S'il arrive qu'il faille annexer quelques kilomètres carrés, ne se heurtera-t-on pas aussi à l'intervention de ces incorrigibles sentimentaux, pour lesquels une lutte à mort contre une bête enragée demeure, jusqu'au bout, un duel correct entre gens du monde ? Et, comme une solution négative tente toujours les indécis, ne risque-t-on pas, si l'on n'y prend garde, de voir, après quelques discussions, la force d'inertie imposer ses lamentables arrêts à des esprits non avertis ?

*
* *

Au point où nous en sommes arrivés, il faut donc regarder, au delà de frontières trop étroites, dans la direction des bassins houillers allemands qui, sous une forme ou sous une autre, peuvent, dans l'avenir, comme ils l'ont déjà fait à prix d'or dans le passé, remédier à notre manque de charbon et de coke. L'un d'eux a déjà été étudié, c'est celui de Westphalie ; l'autre a été volontairement laissé de côté, c'est celui de la Sarre. Je parlerai d'abord du second pour lequel la solution qui s'impose est relativement simple ; nous passerons ensuite au premier.

La question de la Sarre est simple parce que ce bassin est une ancienne terre française qui nous a été enlevée seulement en 1815 et pour la reconquête de laquelle aucune objection de sentiment ne peut se poser, du moment que le sort des armes nous aura été favorable. La Sarre forme une annexe naturelle de l'Alsace-Lorraine, à laquelle elle est contiguë. Et, comme une grande partie de ses mines ou de ses terrains concessibles sont des propriétés domaniales, leur retour à l'État français ne présentera, dans la même hypothèse, aucune difficulté. Bornons-nous donc à examiner ces deux points de fait.

Le rattachement du bassin de la Sarre à la France remonte presque à la même époque que celui de l'Alsace. Dès le traité de Ryswick, en 1697, la partie méridionale du bassin nous était attribuée et, quand fut constitué le département de la Moselle, en 1790, les exploitations en activité dans la région de Sarrelouis y furent comprises. En 1793, on y ajouta toute la région située plus au Nord, sur laquelle les princes de Nassau-Sarrebruck avaient organisé des exploitations plus importantes, qui furent alors

incorporées dans notre domaine national et travaillées, pour ce domaine, pendant vingt ans, jusqu'en 1814. Le traité de Paris de 1814 nous laissa, en grande partie, la région septentrionale, riche et utile, où le terrain houiller affleure au jour, et c'est seulement en 1815 que nous en avons été dépossédés. Mais, encore en 1870, nous possédions plus au Sud, onze concessions qui produisent aujourd'hui 4 millions de tonnes.

Quant à l'étendue du domaine fiscal dans ce bassin, elle est considérable et comprend, notamment, toutes les mines de la Prusse rhénane qui, en 1913, ont donné au fisc prussien 12,5 millions de tonnes, beaucoup d'autres dépendant du fisc Bavarois et une autre région, non encore concédée, qu'une loi spéciale a réservée à l'État.

La valeur de ce bassin pour la France doit s'évaluer, non seulement par le tonnage qu'il donne déjà, mais par celui qu'il est susceptible de fournir. Son extraction de 1913 a été de 17,1 millions de tonnes. Il serait sans doute facile d'augmenter ce chiffre. Car cette extraction relativement faible provient d'une superficie utile de 220 000 hectares, alors que notre bassin de Valenciennes, pour 28 millions de tonnes, a seulement une superficie utile de 105 000 hectares. Le bassin possède, comme réserves certaines, jusqu'à 1 500 mètres, 12,5 milliards de tonnes, dont 8 au-dessus de 1 000 mètres. C'est, il est vrai, du charbon assez médiocre, par rapport aux beaux charbons de Westphalie ou du Nord et qui fournit du coke encore plus médiocre. Mais il est néanmoins parfaitement utilisable et, comme quantité, sinon comme qualité, ce bassin suffirait presque à remplacer nos importations actuelles.

Le problème de la Westphalie, auquel j'arrive, est plus complexe; car il ne saurait être question d'annexer ce bassin, quoiqu'il puisse y avoir lieu de l'occuper provisoirement, si l'Allemagne est contrainte à nous payer par annuités une indemnité de guerre. Là, c'est le traité de commerce futur qui doit surtout intervenir, dans des conditions difficiles à indiquer d'avance, parce qu'elles dépendent trop complètement des événemens militaires, mais pour lesquelles des combinaisons multiples, destinées à être discutées plus tard, se présentent néanmoins à l'esprit. Fût-ce même à titre d'échange contre des minerais de fer, on pourrait stipuler des livraisons annuelles de houille et de coke qui seraient facturées à la frontière sui-

vant un tarif destiné à mettre nos usines au moins sur un pied d'égalité avec les usines allemandes. On peut également concevoir la cession à l'État français ou à des Compagnies françaises des mines domaniales ou des terrains encore concessibles. A cet égard, l'organisation de Syndicats puissans et le rôle directeur que s'est attribué le gouvernement allemand sont de nature à donner toutes facilités. Le socialisme d'État a tout au moins cet avantage, en cas de guerre, qu'il supprime bien des inquiétudes et des embarras, auxquels pourraient donner lieu des atteintes à la propriété privée. L'Allemagne s'est, par la richesse de son domaine public en mines, chemins de fer, etc., placée dans des conditions particulièrement favorables pour être rançonnée le jour où elle sera vaincue.

Dans l'extraction totale du bassin rhénan-westphalien, en particulier, le fisc prussien intervient pour 4,13 pour 100 (1913), soit près de 5 millions de tonnes dans ses mines Ibbenbüren, Ver. Gladbeck, Bergmannsglück, Waltrop, Zweckel et Scholven. Les privilèges qu'il s'est réservés en outre pour l'avenir accroissent considérablement la valeur de ce domaine.

Ainsi donc, ce grand conflit qui va appauvrir l'Europe pour un quart de siècle peut du moins, si nous montrons une volonté assez ferme, assurer à la France quelques compensations partielles de ses pertes, avec un peu plus de sécurité pour l'avenir. Ce n'est pas seulement en nous réservant des positions stratégiques sur la frontière que les négociateurs nous prémuniront contre le retour trop prochain de semblables surprises, c'est aussi en nous fournissant cette force militaire que constitue la houille et que les Allemands ont possédée surabondamment dans la guerre actuelle. Par là, nous ferons mieux que de nous enrichir : nous tendrons vers ce résultat désiré de tous qu'une telle convulsion reste longtemps sans se renouveler. Il serait vain de fonder un tel espoir sur les illusions d'un socialisme international. Car, si paradoxale que puisse sembler cette assertion, le socialisme, qui se croit un instrument de paix, est peut-être aujourd'hui, sans le vouloir, le principal agent de la guerre. Né du machinisme qui lui-même a été provoqué par le charbon, il synthétise, sous le masque de doctrines inapplicables, une lutte pour la vie qui s'est engagée, avec une acuité croissante, entre les ouvriers et les patrons, entre les patrons concurrens, entre les nations. On tournera

longtemps encore dans ce cercle vicieux que les efforts les plus légitimes pour améliorer les conditions de la vie ouvrière augmenteront les prix de revient, nécessiteront, par suite, pour y remédier, l'extension extrême des débouchés et rendront, en définitive, les rivalités économiques de plus en plus âpres. J'ai rappelé comment la puissance croissante des charbonnages allemands avait, en suscitant le pangermanisme et, par contre-coup, l'impérialisme anglais, contribué à ce choc qui nous épuise. C'est la nécessité de développer démesurément leur industrie pour mettre à profit leurs richesses en houille, c'est le besoin d'étendre leurs exportations pour produire à bon marché, qui ont conduit les Germains à tout voir « colossal. » L'équilibre du monde a été rompu par cette mégalomanie dont eux-mêmes pouvaient à peine réprimer les effets : d'abord dans l'ordre économique, puis dans l'ordre politique et militaire, auquel les nécessités économiques imposent de plus en plus leur suprématie. Le problème du charbon est un de ceux que nous devons résoudre si nous voulons assurer à nos petits-enfans les avantages durables de la paix.

L. DE LAUNAY.

L'ÉTERNEL CHAMP DE BATAILLE

II[1]

I. — IMPRESSIONS D'ENFANCE

Pendant les années qui suivirent la guerre, je découvris peu à peu, comme font tous les enfans, mon petit monde natal. J'eus pour compagnon de découverte un bambin de mon âge, que je ne puis désigner autrement que par son nom, tant ce nom est vivant pour moi : il s'appelait Louis Génin.

C'était le fils d'un cultivateur, dont la famille, fortement enracinée dans le pays, offrait un beau caractère clérical. Jamais je n'ai rencontré depuis un être plus étrange, ni plus fantasque. Il y avait en lui de l'*innocent*, comme on dit dans notre Lorraine, pour signifier les gens un peu simples d'esprit, et, avec cela, de l'exalté et même du poète. Pour autochtone, il l'était autant qu'on peut l'être, et cependant il semblait venir d'ailleurs. A de certains momens, il avait l'air de tomber de la lune. Ce qui nous rapprochait, outre notre âge, notre voisinage et aussi notre prénom, c'était un goût commun pour les choses d'église, les chants liturgiques, les cérémonies, les ornemens du culte. J'avais d'ailleurs conscience de le dominer, de lui faire faire à peu près tout ce que je voulais, et ainsi j'attachais du prix à son amitié. Mais il arrivait que, pendant des journées entières, les rôles étaient intervertis. Soudain une flamme sin-

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

gulière passait dans ses prunelles couleur de chanvre, il bredouillait des paroles incohérentes, évoquait devant mes yeux je ne sais quels mirages de choses inconnues, et aussitôt, d'un air fou, il prenait sa course. Sa folie me gagnait. Je le suivais, comme on suit un voyant, et nous courions, nous courions de toute la vitesse de nos petites jambes, sans savoir où, ni pourquoi, — pour rien, pour la beauté de l'aventure...

Nous poussions des reconnaissances dans tous les quartiers du village. Dès qu'un recoin nous plaisait, nous en prenions possession, nous n'en voulions plus bouger pendant des jours et des semaines. Et puis brusquement une lubie surgissait dans nos cervelles : nous déménagions, comme un tribu nomade, et, après une nouvelle course d'exploration, nous allions nous installer ailleurs. A la manière des jeunes chats qui s'éprennent des perchoirs les plus extravagans, nous élisions domicile dans des endroits absolument quelconques dont le charme était une énigme, même pour nous. Sans doute, les lieux illustres, comme l'église ou la mairie, ne laissaient pas que de nous attirer. Mais on y était moins tranquilles et moins à l'aise qu'au fond d'une ruelle ou sous une arche de pont. C'est ainsi que nous n'approchâmes de l'église qu'assez tardivement. Les fourrés d'orties, qui en défendaient les abords, nous tenaient en respect, et peut-être aussi le cimetière, qui entourait la nef, et où l'on célébrait d'inquiétans mystères, aux jours d'enterremens.

Nous préférions jouer sur les marches de la chapelle, qui s'élevait tout en haut du village, après les dernières maisons. C'était un édicule, en forme de kiosque de jardin, qui ne recevait le jour que par le judas grillagé d'une lourde porte hérissée de clous et toujours close : on ne l'ouvrait que pour les solennités de la Fête-Dieu et de l'Assomption. Notre grande joie consistait à nous écraser le nez contre le grillage, pour contempler, dans la pénombre du réduit, la figure rubiconde d'une Vierge campagnarde, qui tenait sur son bras un Enfant Jésus aux joues rondes et poupines. La Mère et le Fils devinrent bientôt nos amis. Nous leur apportions en offrande des cornouilles et des fleurs champêtres. Nous disposions les fleurs et les petites baies rouges sur la pierre du seuil, de manière à former des dessins, qui ressemblaient à des colliers de corail, ou aux arabesques d'une tapisserie. Et ce jeu nous passionnait tellement que la volupté nous en paraissait inépuisable. Plus

rien au monde n'existait pour nous : nous en avions, pensions-nous, pour toute notre vie...

Et puis un beau soir, comme un hâle accablant pesait sur la campagne et que le village était désert, tout à coup Louis Génin ramassa ses cornouilles sur la marche disjointe de la chapelle, les glissa dans sa poche, et, avec cet air inspiré, qui, pour moi, était irrésistible, il s'élança, en me criant : — « Je m'en vas à la Rue-haut! » comme on chante : « Le jour de gloire est arrivé! » Quel accent fit-il passer dans ces simples mots? J'avais vu la flamme de la découverte briller dans ses yeux gris. Tête baissée, je le suivis, et, tout en galopant derrière lui, je me répétais : « la Rue-haut, la Rue-haut! » trouvant, pour la première fois, dans ces syllabes, un son étrange, et, tandis que je les prononçais, je voyais je ne sais quoi resplendir devant nous...

Pourtant, elle était bien prosaïque, cette Rue-haut, et même d'une malpropreté repoussante, avec ses fumiers entassés devant les portes des maisons comme des écuries, ses mares de purin, son abreuvoir pleurant au milieu des bouses et des flaques boueuses. Mais je courais derrière Louis Génin, sans rien apercevoir de tout cela. Enfin, il s'arrêta au bout de la rue, devant un autel de pierre, adossé au mur d'une grange et surmonté d'une colonne ronde, que terminait un crucifix entre deux personnages agenouillés. Tout autour de la croix, des crottes blanchâtres maculaient le sol, souillaient même la pierre de l'autel et le banc aménagé contre le mur du logis. De gros pigeons ventrus roucoulaient sous le toit de la maison, dont tous les volets étaient tirés.

A cause de ces oiseaux, on appelait les propriétaires du logis : les Collin-des-Pigeons. C'était une famille de cultivateurs cossus et dévots. Pour les processions, la mère Collin-des-Pigeons dressait un reposoir dans l'angle de sa grange, sur la table de pierre surmontée de la croix, et le fils Collin, qui avait de belles moustaches rousses et qui était grand chasseur, tirait, avec son fusil, des salves en l'honneur du Saint-Sacrement.

Ce soir-là, tout le monde devait être aux champs pour les « regains » d'automne. Aucun bruit dans la maison, ni dans les écuries. Alors nous prîmes possession de l'autel et de ses dépendances, et chacun de nous se mit à arranger, sur la table

de pierre, les cornouilles et les fleurs fanées que nous avions apportées de la chapelle. Quand la décoration fut achevée, on se recula pour juger de l'effet. Et, soudain, Louis Génin, mû par ses voix intérieures, commença à entonner de vagues *oremus*. L'émulation m'entraîna. Dans le silence lourd de la sieste, nous nous grisions de nos psalmodies discordantes. Bientôt, tout le pieux répertoire y passa, tout ce que nous avions entendu chanter au lutrin, les *gloria patri*, les *sicut erat in principio*, estropiés par nos mémoires enfantines. Cependant, quelqu'un bougonnait derrière les volets clos : une voix irritée nous enjoignit de nous taire. Mais, emportés par l'inspiration, nous continuâmes à brailler de plus belle. La clenche d'une porte sonna furieusement, et, des profondeurs du corridor, nous vîmes surgir la mère Collin-des-Pigeons, qui brandissait un balai, en criant :

— Auront-ils bientôt fini de me faire *endêver* comme ça!...

Telles des volailles apeurées, nous nous dispersâmes au plus vite, oubliant sur l'autel nos cornouilles et nos fleurs. Nous dévalions éperdument les pentes pierreuses de la Rue-haut. Quand nous fûmes hors de portée du balai et que la terrible vieille fut rentrée dans son corridor, nous nous arrêtâmes tout palpitans, comme pour tenir conseil. Aussitôt, Louis Génin, sur le ton des résolutions désespérées, me déclara, sans même me regarder :

— Je m'en vas au Faubourg!

Pour moi, j'avais horreur du Faubourg, comme du quartier le plus crotté du village, d'ailleurs plein de surprises et de dangers. Mais, lui, il avait dans le Faubourg des cousines et des tantes donneuses de tartines et même, les jours où l'on cuisait le pain, de galettes au lard. C'est à cause de cela, sans doute, qu'il me quittait, au lieu de rester avec moi, pour maudire la cruauté de la mère Collin-des-Pigeons et nous consoler ensemble de nos désastres. Rien ne put l'attendrir. Il me répéta, d'un air inflexible :

— Je m'en vas au Faubourg!

La mort dans l'âme, je le regardai partir vers cette région redoutable, et, songeant à l'autel et à nos bouquets abandonnés, à nos chants interrompus, à notre amitié si fragile, je sentis toute mon exaltation tomber, et je restai là, le cœur bien gros, comme devant l'effondrement d'un rêve.

*
* *

Je n'aimais pas le Faubourg, parce qu'il résumait pour moi toutes les laideurs et toutes les brutalités de la vie campagnarde. Les fumiers s'y épanouissaient. Les fientes, les ordures de toute sorte envahissaient la chaussée. Il fallait enjamber, sur des planches branlantes, de véritables gouffres de purin. Les fumiers surtout atteignaient à une importance que je ne leur ai vue nulle part ailleurs. Hauts et talutés comme des forteresses, les valets d'écurie avaient besoin d'une échelle pour y grimper. Au sommet, sous les yeux ronds des coqs rengorgés, les poules stupides et voraces se pouillaient la tête d'un furieux et comique mouvement de patte. Et partout alentour, sans cesse diluée par la pluie, la boue tenace, où les semelles s'engluaient, le fleuve boueux de la Woëvre, qui stagnait dans les rues, pendant la majeure partie de l'année.

Il est certain que nos villages lorrains sont plus malpropres que de raison. Si c'est la faute du climat, c'est aussi celle des habitans. Dans la partie annexée du pays, les Allemands sont arrivés à leur imposer la propreté à coups d'amendes et de procès-verbaux. Mais les fumiers sont particulièrement réfractaires. Aux environs de Metz, à Woippy et à Saulny, j'en ai encore aperçu quelques-uns, qui narguaient les arrêtés préfectoraux. Là, du moins, cette obstination dans les vieux usages pouvait passer pour de la résistance patriotique. A Spincourt, ils étaient sans excuse.

Outre sa malpropreté, le Faubourg avait, à mes yeux, un autre inconvénient : c'était un lieu plein de bêtes, — des bêtes dangereuses et méchantes. Les poulains, lâchés des écuries, vagabondaient dans la rue, et, dès qu'on les approchait, ils bondissaient au galop, en détachant des ruades. Plus directe et plus acharnée était l'agression des oies, qui, sous la conduite du jars, assaillaient les pauvres bambins et leur pinçaient cruellement les mollets. Quand on longeait leurs mares d'eau trouble, instantanément elles jetaient leur cri d'alarme : vingt becs siffleurs se dressaient menaçans, et c'était un long ramage imbécile, on aurait dit automatique, qui, parmi les embuscades sournoises des bêtes et des choses, exprimait pour moi la tristesse morne, l'épaisse et obscure matérialité de tout ce qui m'environnait. Le passage des troupeaux de vaches, taureaux

en tête, était une autre calamité. Leurs gros yeux injectés de sang, leurs cornes baissées et fouillant le sol hantaient mes cauchemars. Et puis enfin il y avait le bouc, — le bouc qui, dans nos imaginations d'enfans, était un personnage à la fois légendaire et réel, comme la mère La Gelée et le loup-garou, en tout cas un être presque humain, avec sa barbiche diabolique et ses prunelles phosphorescentes où rougeoyait un étrange regard. On nous disait :

— Si tu n'es pas sage, tu seras *siqué* par le bouc !

Être *siqué*, c'était recevoir un coup de tête de cette hideuse bête velue et malodorante. Le mot, qui est certainement d'origine germanique, devrait sans doute s'écrire et se prononcer *ziqué* (comme *ziege*, en allemand), mais le fait est que nous disions : « siqué. »

Nous prenions toute espèce de précautions pour éviter la rencontre du répugnant animal. Or, en dépit de nos ruses, il arriva, un jour, que Louis Génin fut *siqué* par le bouc. Du haut du terre-plein de l'église, j'assistai à cette catastrophe. Je vis mon petit ami tomber à la renverse au milieu de la rue, les deux bras étendus en croix, dans son sarrau bleu. Ce spectacle m'émut extrêmement, et, plus tard, lorsque je lus, dans mes livres de prix, des histoires de martyrs livrés aux bêtes, je voyais toujours Louis Génin *siqué* par le bouc et gisant, les bras en croix, au milieu de l'arène...

Cette promiscuité avec les bêtes, où l'on est forcé de vivre dans les villages, c'est peut-être ce dont je souffrais le plus, dès que je m'aventurais hors du logis paternel. Toute cette animalité bruyante, caquetante, barbotante, ruminante et ruante nous envahissait, nous débordait. Le souffle chaud et l'odeur fade de l'étable se répandaient dans les cuisines toutes proches et jusque dans les chambres, où le lait caillé s'aigrissait derrière les volets des *taques*. La basse-cour lâchée régnait en maîtresse à travers les jardins, les cours, et même les maisons. Si les oies m'inspiraient une sorte de crainte respectueuse, je n'avais qu'un mépris dégoûté pour les poules. Ces odieuses bestioles se faufilaient partout, salissaient les corridors et les rebords des fenêtres. D'ailleurs, j'avais remarqué qu'elles ressemblaient, en général, aux personnes que je détestais. Les poules sévissaient toute la journée. Matin et soir, à l'heure de la rentrée des champs, les autres bêtes, en troupeaux, s'empa-

raient de la rue. Il n'y a en avait plus que pour elles. Tout juste haut comme la botte du vacher, je m'indignais d'être obligé de céder le pas au cortège somnolent des vaches, qui s'avançaient en balançant leurs gros ventres ballonnés, ou de me réfugier dans une embrasure de porte, pour esquiver le coup de pied d'un étalon qui s'ébrouait.

A vrai dire, je ne constatais pas, chez mon ami, Louis Génin, cette répugnance pour les bêtes. Il en avait plus l'habitude que moi. Et même, chez ses parens, il était déjà capable d'attacher un cheval à l'écurie, tout comme un homme, ou de pousser vers l'étable, en faisant de grands gestes des bras, les vaches récalcitrantes. Mais il accomplissait tout cela sans gaîté ni entrain, comme une besogne ennuyeuse, à laquelle on ne peut pas se soustraire. Il savait bien que, lui aussi, un jour ou l'autre, il tiendrait la charrue comme son père, ses oncles et ses cousins, et il n'était nullement pressé d'en tâter. Bêtes et gens de la campagne lui apparaissaient comme les figurans nécessaires et inévitables de la scène qu'il aurait sous les yeux jusqu'à son dernier souffle : il serait toujours temps de s'en occuper et de s'y mêler !

C'est que la vie des champs, — surtout dans ces durs pays du Nord et de l'Est, — est beaucoup plus rude que les gens des villes ne peuvent se l'imaginer. Lors de mon dernier voyage à Spincourt, je disais, en riant, à un camarade d'enfance, propriétaire et agriculteur, que j'enviais son existence, que je voudrais être à sa place. Je parlais en déraciné et en homme de lettres, qui a perdu la notion de son milieu originel et qui voit les choses du dehors, par le côté pittoresque. Il me répondit, avec un accent de commisération, qui me fit rentrer en moi-même :

— Mon pauvre ami ! Tu ne sais pas ce que c'est qu'un train de culture !

Dans ces mots « train de culture, » j'avais entendu le roulement de toute la charretterie campagnarde, le piétinement de toutes les écuries et de toutes les étables, le traînement lent et lourd de toutes les galoches ferrées. La succession monotone et harassante des travaux et des jours s'était évoquée devant mon esprit. A nos yeux d'enfans, cette vie paysanne ne représentait que de la peine, et encore de la peine. Il faut qu'elle soit bien pénible, en effet, pour que la plupart des gars de chez nous lui préfèrent celle des usines. Quelle différence avec la vie rustique

dans les pays du Midi ! Chaque année, en Languedoc et en Roussillon, j'assiste au départ des vendangeurs. Les charrettes sont pavoisées. Les colliers des chevaux sont tout éclatans de pompons et de guirlandes. Dans chaque groupe, il y a au moins un joueur de mandoline. On part dans un grand tapage de claquemens de fouet, de rires et de chansons. Jamais rien de pareil dans notre pays. Là, vraiment, le travail est une punition céleste, inexorable, sous laquelle l'homme sue et ahane jusqu'à l'épuisement de la vieillesse ou de la maladie. Jamais il ne viendrait à l'idée de personne d'en faire un jeu. Souvent, dans ses momens de répit, l'ouvrier ou le paysan du Midi se regarde vivre : il se sent en parade, presque en beauté. Il n'y a qu'à transcrire ses gestes ou ses paroles, pour obtenir une ébauche, qui est déjà de la poésie. Nous sommes à mille lieues d'une telle tournure d'esprit. Quand nos bonnes femmes en *hâlettes* vont porter la soupe aux faucheurs et aux moissonneurs, on voit trop, à leur mine, que c'est une chose sérieuse et que, là-bas, au pied des meules, nul chemineau troubadour ne leur chantera sa chanson.

*
* *

Les émotions de cette prosaïque existence étaient rares. Cependant, il y avait des heures où, comme une vague de fond, toute la tristesse accumulée et stagnante sous la médiocrité de notre vie, remontait au choc d'une impression, et, d'un brusque flot noir, nous noyait le cœur.

C'était dans ce Faubourg, que je n'aimais pas, — ce Faubourg, patrie des bêtes, où je ne m'aventurais que de loin en loin. A l'endroit où la rue fait un coude, se trouvait un lavoir, où je pénétrais quelquefois derrière les laveuses, à l'époque des lessives. J'y avais remarqué une fontaine, dont l'eau se déversait par une rigole dans le bassin du lavoir. Cette fontaine devait être peu profonde, et je pensais que je pourrais y pêcher à la main quelque beau poisson, comme faisaient, dans les trous de la rivière, les garçons du village : c'est ce qu'on appelle *boler*. L'heure était propice pour une expédition de ce genre. La nuit tombait, les bêtes venaient de rentrer dans les étables. Par les portes ouvertes des logis, on voyait flamber l'âtre où les femmes préparaient la soupe du soir. Personne, j'en étais sûr, ne viendrait me déranger.

En entrant dans le lavoir, je m'arrêtai d'abord, saisi par le silence et par l'aspect désert du lieu, puis par l'apparence spectrale du ciel crépusculaire qui se découpait dans les hautes baies des murs ouverts à tous les vents. Encadrée par la margelle savonneuse, l'eau morne luisait comme une face lunaire. On n'entendait que le murmure monotone de la rigole. J'avais un peu peur. Mais quoi ? j'étais venu pour *boler :* il me fallait le poisson convoité.

Avec précaution, je me penchai sur le bord de la fontaine, un trou carré pratiqué sous la muraille aveugle du fond. Elle était ténébreuse comme de l'encre, et son glouglou ininterrompu faisait un bruit de hoquet, qui semblait venir des profondeurs de la terre. J'hésitais à y plonger ma main, et puis, soudain, je rassemblai mon courage, et, la paume étendue comme une serre, je l'abattis sur la proie invisible : une sensation de froid tranchant à me couper le poignet, et, aussitôt, l'horrible contact d'un corps mou, visqueux et glacé : un crapaud sans doute !... Je retirai ma main précipitamment, et, tout frémissant de dégoût, je l'essuyai à mon sarrau. La fenêtre, qui était en face de moi, s'ouvrait sur l'espace incolore, et, par toutes les baies de ses murailles, la masure humide et grelottante semblait béer sur le vide... Une carriole attardée passa dans la désolation de la campagne. Au bruit des roues, un troupeau d'oies, qui somnolait derrière le lavoir, se mit à battre des ailes et à pousser une longue clameur. Elle baissait, pour reprendre avec je ne sais quel accent désespéré. Ce cri des bêtes m'acheva : c'était toute la détresse de la terre, toute l'horreur de l'animalité et toute l'opression confuse des choses, qui s'exhalaient dans la nuit tombante...

*
* *

D'autres fois, à la moindre caresse du climat, les plus humbles choses prenaient une grâce souffreteuse. De petits bouquets de sensations doucement nuancées s'ouvraient en vous, et, au premier coup de soleil heureux, qui épanouissait et chauffait tout cela, c'était une soudaine et brève explosion lyrique.

Chez nous, il y a de l'eau partout, l'eau stagnante des étangs, l'eau paresseuse des rivières, l'eau ruisselante et boueuse des pluies. Partout, une humidité glaciale, qui vous transperce

jusqu'à l'âme. Mais, pour peu que la grande p'aine lugubre se ressuie sous les rafales du vent d'Est, ou sous le soleil éphémère et trop chaud de l'été, le paysage aquatique emprunte une pâle beauté, qui ne laisse pas que d'être touchante. Cela est dénué de ligne ou de couleur, cela manque non pas précisément de caractère, mais de ce je ne sais quoi, qui individualise tout de suite un coin de terre. Beauté plutôt intérieure, qui ne satisfait guère les yeux, mais qui réalise, pendant quelques instans, une sorte de plénitude sentimentale, toujours un peu douloureuse et mélancolique, au fond.

Parmi tous les ruisselets et toutes les lentilles d'eau, qui dorment sous l'herbe des terres marécageuses, nous avons notre rivière, l'Othain, petite rivière rustique, qui n'arrosait jusqu'ici que des lieux sans gloire et à qui la Grande guerre va donner, comme à mon Spincourt et à la plupart des villages de cette région, un lustre sanglant. Pendant la mauvaise saison, l'Othain débordé inonde les prairies, submerge les baquets des lessiveuses au bas des jardins. Un brouillard glacé s'en exhale, rampe très bas sur les cultures. Dès le printemps, la rivière baissée reprend son aspect paisible et modeste de cours d'eau campagnard, qui dessine de sages méandres géographiques dans le vert tendre des prés. Le ruban brillant s'élargit, par endroits, en trous vaseux aimés des écrevisses, et de loin en loin, comme tous ses pareils, disparaît sous un rideau de saules et de peupliers...

A cheval sur l'Othain, à l'entrée du Faubourg, il y avait, de mon temps, un vieux moulin, qui continuait à moudre, sans doute par habitude, pour obliger d'anciennes pratiques. Ce moulin et ses entours étaient, pour nous, des lieux d'enchantement. On ne nous y chassait point à coups de « ramon, » comme dans les quartiers cossus de la Chapelle et de la Rue-haut. Le meunier et la meunière étaient les vieilles gens les plus accueillantes et les plus joviales du monde. Tous deux portaient des boucles d'oreilles ; lui, de minces anneaux, où l'on n'aurait pas pu passer le bout du petit doigt, — elle, de grands cercles, larges comme des écus de cinq francs, et auxquels était enfilée une mignonne boule d'or. Quelquefois, aux fêtes carillonnées, la meunière montrait, dans l'échancrure de son fichu, un *jazeron*, — la croix d'or suspendue à une chaînette, que les garçons de l'ancien temps avaient coutume d'offrir à leurs

fiancées. Sous le bonnet tuyauté, ou le feutre gris saupoudré de farine, ils avaient le même teint vif et frais, des yeux rieurs où flambait de la malice, deux bouches luisantes et sensuelles toujours pleines de gouailleries et de gaudrioles. Ils étaient les survivans d'une époque où les moulins abritaient les buveurs villageois et les réunions galantes. De fait, on entrait encore chez eux comme au cabaret, et la meunière ne rechignait pas trop à cuisiner des fritures et des omelettes, qu'on arrosait du petit vin des côtes.

En face de chez eux, de l'autre côté de la route, se tassait une masure, qui, pour moi, était le type de la chaumière des livres d'images, bien qu'elle fût couverte non pas de chaume, mais de tuiles rouges bien moussues. Dans un recoin de cette masure, les pêcheurs déposaient leurs engins, balances, nasses et verveux, qui étaient confiés à la garde de la propriétaire, une vieille femme édentée et d'humeur folâtre, qu'on appelait toujours Jeannette, comme à quinze ans. Elle avait dû connaître, celle-là, les beaux jours du moulin, et sans doute aussi, en son jeune temps, elle n'avait pas boudé le plaisir. Un reste de suspicion planait toujours sur sa maisonnette écartée et un peu mystérieuse. Il lui en était demeuré beaucoup de gaîté et d'indulgence. Elle aimait les enfans, surveillait nos ébats, supportait nos sottises avec une patience quasi maternelle. Nous nous plaisions chez elle. Pour ma part, j'admirais fort, dans sa cuisine, une antique crédence, où s'alignaient des assiettes toutes peinturlurées de roses et d'œillets rouges et surtout une horloge au cadran historié, dont nous nous amusions à détraquer les poids.

On faisait une foule de découvertes dans cette cuisine, au sol recouvert de terre battue, aux recoins pleins d'ombre, et d'ailleurs mal éclairée par une fenêtre en guillotine. Le long des solives pendaient toujours quelques têtes de maïs, dont les petits grains jaunes nous intriguaient beaucoup. Le maïs est rare en Lorraine, où on l'appelle *blé de Turquie*. Ce nom seul m'émerveillait. Dans le fond, enveloppé d'une pénombre majestueuse, s'élevait un lit de parade, où l'on ne couchait jamais, et dont les « plumons » entassés montaient jusqu'aux poutres du grenier. Enfin, près du seuil, dans un angle de la pierre à évier, il y avait un seau de bois verdi de moisissures, où l'on puisait, avec un gobelet, une eau glacée, délicieuse à boire, en été.

Au dehors, derrière la maison, s'étendait un jardinet, entouré d'une haie toujours vibrante d'abeilles, et où je ne voyais que les ostensoirs jaunes des tournesols au milieu des carrés de fèves, ou la foison des violettes à demi dissimulées sous l'herbe drue. Cette maison de la vieille Jeannette, c'était un coin de poésie perdue parmi les trivialités du village.

*
* *

Le moulin, trépidant du grondement des meules, éclaboussé d'eau jaillissante, faisait une autre figure. Dominant la cascade de la rivière, il se reflétait coquettement, avec ses deux arches de maçonnerie et sa double roue ruisselante, dans le bassin naturel formé, en contre-bas, par la chute de l'Othain. Des flottilles de canards cinglaient sous les saules, dont l'ombre épaisse rendait l'eau des berges noire comme l'ébène. En été, cet endroit imposant et gai nous attirait dans son cercle de fraîcheur, d'eaux sonores et toutes crépitantes de reflets.

Outre les mystères qui s'accomplissaient dans la chambre des meules et dans le demi-jour du blutoir, le moulin était alors le théâtre de solennités qui nous mettaient en joie et qui révolutionnaient les alentours. C'était, par exemble, le curage du bief, opération considérable, à propos de quoi les pêcheurs étaient convoqués par le meunier. On levait les vannes, l'eau bourbeuse baissait peu à peu, découvrant un fond de vase et d'herbes aquatiques, où se tordaient des anguilles, où frétillait une quantité prodigieuse de poissons. Cela devenait une véritable pêche miraculeuse. On empilait cette provende dans des « charpagnes » et dans tous les paniers disponibles du moulin. Devant la table de la cuisine, la vieille Jeannette, qui était de la fête, vidait, écaillait les carpes et les brochets, leur remplissait le ventre et les ouïes avec de la poudre de charbon, pour les empêcher de se corrompre. On mettait de côté les plus belles pièces, qu'on disposait soigneusement dans des corbeilles d'osier, sur un lit de roseaux, et qu'on expédiait ensuite aux amis et aux parens du voisinage. La meunière elle-même, la face enflammée entre ses boucles d'oreilles rutilantes, présidait aux fritures. Rieuse et loquace, elle faisait sauter les perches et les chevênes dans une poêle à longue queue, qu'elle replaçait sur un trépied, au milieu de l'âtre embrasé de tous ses feux.

D'autres fois, c'étaient de grandes parties de pêche,

auxquelles on conviait des cousins et des cousines, qui arrivaient de Metz ou de Briey et dont les façons citadines nous pénétraient d'une respectueuse admiration. Avec de petits airs dégoûtés, les jeunes filles regardaient tendre les balances, où l'on introduisait des parcelles de viande crue pour les voraces écrevisses, ou bien on suspendait, au bout d'une ficelle, un morceau de pain de chènevis dans les poches compliquées des « verveux. » Et soudain, au milieu des rires et des cris, la bande folle s'égrenait à travers la prairie. Les taches claires des toilettes et des ombrelles papillotaient au soleil ; les effilés et les ceintures flottantes de ce temps-là s'accrochaient aux chardons, ou s'envolaient par-dessus les barrières des pâturages...

Un peu à l'écart de ces ébats qui m'intimidaient, je préférais rester couché dans l'herbe, au bord de la rivière sinueuse, moins occupé à considérer les pêcheurs en train d'immerger leurs lourdes nasses, qu'à cueillir des bouquets d'herbes folles que je déchiquetais ensuite, avec une curiosité passionnée. Il y en avait de bien jolies, qui portaient de plus jolis noms : des *amourettes*, des *cheveux du bon Dieu*. Et il y avait enfin des *Plus je vous vois*, dont les petites corolles d'un bleu tendre me semblaient la chose la plus gracieuse et la plus délicate qu'on pût contempler. Ainsi nommait-on les myosotis, la fleur sentimentale : « Plus je vous vois, plus je vous aime. » Avec quel battement de cœur je les cherchais, ces petites fleurs bleues, dont les touffes rares se blottissaient, au bord de l'Othain, sous des fourrés de roseaux, — des roseaux qu'on appelait des *glâs*, et dont les feuilles tranchantes comme des couteaux me mettaient les mains en sang.

Quelquefois, — pas souvent, hélas ! — à la fin de ces après-midi d'été, des minutes merveilleuses passaient, que je ne sais comment exprimer, tant le charme en était fugitif, insaisissable, composé de mille influences secrètes qui m'échappaient. Devant moi, la rivière s'arrondissait comme un lac. A travers les hautes herbes, où j'étais étendu, je n'apercevais que la surface de l'eau, tantôt unie, tantôt crêpelée de vaguelettes, qui, parfois, devenaient écailleuses comme des ardoises. Le vent froid de la Woëvre soufflait dans les peupliers des berges, et les feuilles pâles se mettaient à frissonner longuement. Puis, tout s'apaisait. Le ciel du couchant était rose et bleu. Il se reflétait déli-

cieusement dans le miroir de l'eau morte. Tout mon cœur bondissait vers la splendeur trop brève. Je ne sais quelle nostalgie s'emparait de moi, je ne sais quel pressentiment de ciels plus heureux, plus prodigues. C'était vraiment une minute divine. Et puis mes yeux se perdaient dans les profondeurs de l'espace sans horizon. Déjà la féerie s'éteignait. A perte de vue, c'était la désolation des terres mornes et du ciel bas, le vide à l'infini...

*
* *

Parmi ces émotions extrêmes, celles qui accompagnaient nos retours de Briey étaient peut-être les plus désolantes dont je me souvienne.

On partait dans la joie. Pour nous autres, petits paysans de Spincourt, Briey, c'était la ville avec toutes ses grandeurs et tous ses raffinemens : le pavé, dont parlaient fastueusement mes tantes, la libération de la boue, les pompes religieuses et mondaines. Et puis, enfin, cela nous donnait l'illusion d'un long voyage, un voyage qui prenait une bonne matinée, bien qu'il n'y ait guère plus de sept lieues entre les deux localités. Nous avions beau savoir par cœur les moindres accidens du trajet, les villages, les fermes, les arbres du chemin, et jusqu'aux bornes kilométriques, — à chaque départ, tout nous paraissait neuf, d'un intérêt passionnant et inépuisable.

Le départ était toujours fixé à huit heures, de manière à arriver commodément, et sans trop se presser, pour se mettre à table. Mais le chargement des impedimenta et la mise en route s'éternisaient si bien, que notre patache ne démarrait pas avant neuf heures, et même neuf heures et demie. Par les temps froids, on y entassait des manteaux, des châles et des couvertures : on fourrait sous les banquettes des cruchons d'eau chaude et des chaufferettes portatives. C'était une espèce d'omnibus de famille, au coffre peinturluré d'un vert acide, et dont les portières étaient si étroites que les gens de Briey, esprits caustiques et mordans, l'avaient surnommé « la voiture cellulaire. » Mais, dans le ravissement du voyage, nous fendions les groupes des mauvais plaisans, sans aucun souci du ridicule.

Fermes crottées, aux vieux portails branlans, bourgades lamentables perdues dans la platitude uniforme des terres labourées, pauvres hameaux, qui aviez l'air de pourrir et de vous diluer sur place, comme vous étiez vivans pour nous,

quand nous vous apercevions à travers les petits carreaux de la « voiture cellulaire! » Nous avions un tel désir de trouver en vous quelque chose qui eût l'air de répondre à notre besoin d'émotions, besoin toujours contrarié, mais tendu jusqu'à la souffrance!

A peine sortis du village, nous quittions la grande route blanche, empierrée de cailloux de la Meuse, et, tout de suite, sur notre gauche, nous voyions se dresser, telle une poutre mal équarrie, le gros clocher trapu d'Houdelaucourt, au milieu des prairies au sol mou et ruisselant comme une éponge, où, dès les premiers jours d'automne, nous allions cueillir les *veilleuses*. Encore quelques tours de roue, et, bien qu'on s'y attendît, on s'écriait, avec l'accent de la surprise :

— Ah! voici la petite église d'Haucourt!

C'était, en effet, une petite église lilliputienne, qui semblait tombée d'une boîte de Nuremberg et posée là par le caprice d'un enfant : église pour rire, où l'on ne disait la messe qu'une fois l'an, le jour de la fête. Tandis que nous la contemplions de loin, mélancoliquement, comme un joujou trop cher, et que nous ne pourrions jamais acheter, la voiture dévalait vers un bas-fond, où se terrait un pauvre village plein de fumiers et de mares croupissantes : Avillers, que signalait tout de suite son clocher pointu. Celui d'Haucourt était renflé comme une courge, celui d'Avillers, élancé et mince comme un parapluie sorti de sa gaine. Les ai-je contemplés, les ai-je aimés, ces clochers de mon pays, baroques et débonnaires, et qui semblaient faire vraiment tout ce qu'ils pouvaient pour avoir une tenue convenable sous leur vêtement d'ardoise aux couleurs sombres, comme les redingotes de deuil et de mariage de nos paysans! Ces humbles clochers, c'était presque toute notre poésie visible!

On arrivait devant le presbytère, et, par la fenêtre sans rideaux, on apercevait, penché sur son établi, le curé, grand amateur de tournage et de découpage, — un ami de notre famille. Nous descendions de voiture pour lui faire nos politesses. Première station : ces pauses se répétaient fréquemment et allongeaient beaucoup la durée du trajet. Tout le long du chemin, foisonnaient les parens et les connaissances. Il fallait bien s'arrêter, et, comme on disait, « leur donner le bonjour, » sous peine de passer pour « des gens fières. » D'autres arrêts forcés étaient à prévoir : il y avait presque toujours un trait

qui se cassait, un cheval qui perdait son fer, ou bien, pendant les années qui suivirent la guerre, alors que la région était encore occupée par l'ennemi, une sentinelle ou un douanier qui réclamait le laissez-passer.

A une faible distance d'Avillers, sur le bord d'une côte dénudée, apparaissait un ramassis de vagues masures : cela s'appelait Domprix. Autant que je me rappelle, ce triste hameau n'avait pas de clocher. C'était quelque chose de si bas, de si quelconque, qui se distinguait si peu de la terre, qu'on le traversait dans une sorte d'éclipse de la mémoire. Et, tout de suite après, au bas de la descente, s'égaillait un autre hameau lamentable, qui se dénommait Bertrameix, — on prononçait Bertramé. Nous y avions des cousins au quarantième degré, les cousins Pochon, gros propriétaires campagnards, faisant valoir eux-mêmes leurs terres, gens avaricieuses et d'une ourserie peu commune. Les convenances exigeaient qu'on s'arrêtât chez eux. Mais quoi ? On était très en retard : on n'arriverait jamais à Briey pour déjeuner ! Alors, on décidait de leur brûler la politesse. Au grand trot, la voiture filait devant leur maison, bâtiment cossu et couvert en ardoises comme les clochers des églises. Cependant le cousin Pochon, appuyé sur une fourche, nous regardait, du seuil de l'écurie. On lui criait :

— Excusez-nous, cousin Pochon ! Nous sommes trop pressés aujourd'hui !... Quand on repassera !

Le conducteur fouettait ses bêtes, tandis que le gros homme en culotte bleue et en manches de chemise nous soulevait fort poliment sa casquette, et criait, lui aussi, avec une jovialité de commande :

— Bonjour, cousin ! Bonjour, cousine !... et la compagnie !

Bientôt, nous arrivions à Landres, où l'on rejoignait la grande route nationale. Au sortir des monotones ondulations de la Woëvre, après cette série de bas-fonds et de côtes médiocres, la vue de la grande route apportait comme un soulagement. Il semblait que, là, on eût plus d'air et plus d'espace. Le Haut-Pays commençait. Au bord de la chaussée, les poteaux indicateurs accusaient des distances imposantes et portaient des noms de localités lointaines : Longuyon, Longwy, Arlon. L'imagination s'exaltait. D'ailleurs Briey, lieu d'enchantemens, était proche.

Aujourd'hui, Landres est devenu la capitale ou tout au

moins le centre de cette région minière, alors complètement agricole. En ce temps-là, c'était une misérable bourgade de quelques feux, éparpillés à une certaine distance de la route. On disait : « Voici Landres ! » et l'on passait, sans que ce nom éveillât le moindre écho dans nos souvenirs. Mais, l'instant d'après, ma mère se penchait à la portière, et, comme devant une surprise charmante et toujours nouvelle, elle s'exclamait :

— Ah ! voici le château des demoiselles de Bécary !

C'était une simple maison bourgeoise, qui n'était même pas couverte en ardoises (chez nous, l'ardoise anoblit) et qui avait une apparence assez délabrée. Néanmoins, on disait : « le château des demoiselles de Bécary, » sans doute à cause de la particule de ces dames. On ne les voyait jamais. Nul rideau ne se tirait à notre passage, derrière leurs fenêtres presque toujours closes. Mais le mystère qui enveloppait ces deux vieilles filles invisibles et énigmatiques ajoutait au prestige de leur « château » et me faisait longuement rêver.

A partir de ce moment, les surprises se multipliaient, dans la joie de l'arrivée. Nous ne quittions plus les petits carreaux de la voiture :

— Ah ! voici la chapelle d'Anoux !

On se signait dévotement, et l'on coulait un rapide regard vers l'Image enluminée, qui transparaissait confusément entre les barreaux du grillage, où achevaient de se dessécher quelques bouquets rustiques. Anoux s'ébauchait dans le lointain, sur la droite de la route. A gauche, au fond d'un grand creux envahi par toute une végétation forestière, émergeaient des clochers et des toits rouges. On s'émerveillait :

— Voici Mancieulles ! Voici Mance !...

Enfin, sur sa hauteur, parmi les hautes cimes de ses bois, le clocher de Briey surgissait, puis la gloriette de la sous-préfecture, au sommet de la grosse tour et des vieux remparts qui dominent la ville basse et la vallée du Wagot. La route commençait à s'animer. On croisait des carrioles, des camions où s'entre-choquaient des tonneaux. Ma mère disait :

— Ah ! voici les laveuses, qui remontent du Pont-Rouge !

Et, comme notre conducteur craignait d'être en retard, il interpellait les bonnes femmes pliées sous leurs hottes, pour savoir l'heure :

— Midi *vont* sonner! criaient les laveuses, en relevant la tête sous leur charge ruisselante.

Cela ne tardait point. Nous entrions dans Briey au branle de la cloche qui sonnait l'*Angelus* et qui, pour moi, prenait des sonorités de grande fête. C'était bien autre chose, vraiment, que notre chaudron de Spincourt. L'air de la ville me grisait. On sentait l'odeur chaude des brasseries, l'odeur des drèches et du houblon. Sur la place des Tilleuls, les panonceaux du notaire reluisaient tels deux soleils d'or. Tout me paraissait si beau que je n'entendais même pas le sarcasme habituel du pharmacien, qui se promenait sur la place, en bonnet grec et en pantoufles comme M. Homais, et qui ne manquait jamais de ricaner, à la vue de notre équipage :

— Tiens! voici la voiture cellulaire!

*
* *

Mais il y avait le retour.

Été comme hiver, il était navrant, surtout aux environs de Noël ou de la Saint-Nicolas. Une pluie glaciale cinglait les petits carreaux de la voiture, ruisselait à l'intérieur par les interstices des châssis mal joints. Ou bien la neige durcie couvrait la route, comme un immense pavé de marbre blanc. Les chevaux étaient ferrés à glace. On allait au pas presque tout le temps. Sous le ciel opaque et bas des après-midi de décembre, le trajet devenait un supplice sans fin. De loin en loin, entre les branches des peupliers, des corbeaux s'envolaient, en jetant tout à coup un croassement sauvage qui se perdait dans les grands espaces mornes. Une tristesse, pénétrante comme le froid noir de ces lugubres soirs, me contractait le cœur. Pour moi, c'était la fin du rêve, l'emprisonnement, pour de longs jours, dans les laideurs et les trivialités coutumières. Il me semblait que des couches d'ennui morne s'épaississaient sur ma tête, avec les nuages pluvieux, ou lourds de neige, qui rampaient à perte de vue sur les labours dénudés. Mais surtout j'avais froid. En dépit des briques chaudes, des cruchons et des chaufferettes, nous grelottions dans la voiture cellulaire. Nos haleines formaient une buée devant nos bouches, et, sous l'épaisseur de nos moufles fourrées, nous sentions la brûlure cuisante des engelures picotées par le gel. Et, pendant des lieues, au pas traînant de notre véhicule, nous allions, transis

et livides, entre la double rangée des peupliers, qui se déroulaient, en un mouvement monotone et perpétuel, comme les cierges d'un interminable enterrement.

Alors, pour nous réchauffer, pour secouer l'ennui opprimant, et aussi parce que c'était une chose due, nous décidions de nous arrêter chez les cousins Pochon. Notre arrivée à l'improviste causait dans leur logis un véritable branle-bas. La vieille cousine, flanquée de sa bru et de son mari, apparaissait sur le perron : le fils était toujours aux champs, ou dans les écuries. Dès le seuil, on se faisait mille politesses, accompagnées, chez les dames, de révérences cérémonieuses, mais tout cela sans entrain : pour les uns comme pour les autres, cette visite était trop évidemment une corvée.

Tout de suite, on affectait de nous conduire dans « le poêle, » la belle chambre au parquet ciré, où l'on n'entrait jamais. Mais les chaises alignées semblaient vissées au mur, indérangeables, et la pièce sans feu était une glacière. On se rabattait sur la cuisine, qui était moins froide, bien que très grande, et où maîtres et domestiques se tenaient du matin au soir. Deux tisons achevaient de brûler dans l'âtre. En notre honneur, on faisait flamber une bourrée de fagots, et on y jetait quelques éclats de hêtre, qu'on appelle chez nous des *ételles*. La flamme ravivée projetait des reflets intermittens sur les cuivres des chaudrons et des casseroles, et la pénombre de la cuisine en paraissait plus navrante et plus froide. Frileusement, on se rapprochait du manteau de la cheminée. On échangeait des phrases quelconques qui n'intéressaient personne. Mon père et le cousin Pochon, les pieds appuyés aux chenets, parlaient culture ou politique. Les pipes s'allumaient, on crachait dans les cendres. De l'autre côté, la vieille cousine, en caraco et bonnet tuyauté, occupait une chaise basse près de celle de ma mère, et, d'un ton bonnasse, s'informait de l'âge et de la santé des enfans, tandis que la bru, personne effacée, continuait à vaquer aux choses du ménage.

Cela sentait le laitage et les vieilles pommes. De temps en temps, la porte, qui communiquait avec les écuries, s'ouvrait, livrant passage à une servante ou à des gens de journée, et l'odeur fade des étables se répandait dans la cuisine.

L'inhospitalité des paroles, des choses et des gens devait être perçue bien vivement par moi. Car je ne bougeais pas du

petit banc de bois où j'étais assis. Devant ce feu lointain, parcimonieux, et qui ne me réchauffait pas, j'étais plus perdu que sur la route déserte, au milieu de la neige et des rafales de pluie. Je ne sais comment m'expliquer cela. C'était sans doute l'insignifiance ou l'opacité des propos, le manque de chaleur et d'élan dans les âmes, la platitude désolante de tout, qui en était cause : mais nulle part au monde, je ne me suis senti plus dépaysé, plus étranger que dans ce triste hameau, parmi ces gens qui se disaient mes consanguins. Dans les plus misérables gourbis du Sud algérien ou du désert de Syrie, devant des Bédouins tatoués, couverts d'oripeaux et d'amulettes, je n'ai pas éprouvé cette impression d'isolement complet, cette sensation de l'abîme infranchissable entre deux espèces d'êtres qui n'ont rien, absolument rien, de commun.

Cependant, la vieille cousine se retournait vers moi, qui grelottais sur mon petit banc, et, pour avoir l'air d'offrir quelque chose, elle me disait d'une voix papelarde, avec le plus bel accent du terroir :

— N'eume donc (1), mon fi, vous prendrez ben un peu d'eau de suc ?

Ma mère protestait que je n'avais besoin de rien, et moi je frémissais à l'idée de la mixture douceâtre. Mais la bonne femme hélait sa bru à l'autre bout de la cuisine :

— *Leiontine!* Apportez voir un peu d'eau de suc' pour le petit cousin.

Par politesse, il fallait boire le breuvage glacial, pendant que les paroles gelées continuaient à tomber autour de l'âtre. Dehors, on entendait le balancier d'une pompe, puis un piétinement de sabots. A travers la fenêtre, où déferlaient toutes les noirceurs du crépuscule, j'apercevais la silhouette d'un valet d'écurie qui ramenait de l'abreuvoir une couplée de chevaux.

Enfin on se levait. Les politesses recommençaient. De part et d'autre, on poussait comme un soupir de soulagement :

— Allons, au revoir, cousins!

Cela voulait dire : « Allons, c'est bien ! Vous êtes entrés en passant, comme vous le deviez. Maintenant, c'est fini ! On ne vous revèrra plus avant trois mois! C'est très bien!... Au revoir, cousins ! »

(1) N'est-ce pas donc?

Et, quand ma mère les engageait à venir, eux aussi, à Spincourt :

— Merci bien, cousine! Vous êtes bien honnête! Mais c'est trop de dérangement.

Mon père insistait cordialement auprès du cousin Pochon :

— Mais non, mais non! disait le bonhomme. Nous ne voulons pas vous donner de l'embarras!

Et, après ces froids adieux, nous nous empilions de nouveau dans notre voiture cellulaire.

Quatre heures du soir, en décembre, sur la Woëvre! Le ciel était plus bas et plus fermé, la bise plus pénétrante. En face de nous, sur sa butte terreuse, le lamentable Domprix barrait l'horizon, avec ses masures aplaties et ses mares croupissantes, où le crépuscule d'hiver mettait des rougeurs lugubres d'incendie. Pour moi, c'était la désolation suprême. Ma pensée enfantine abdiquait, s'enfonçait désespérément dans un grand pays noir, plein de froidure et de ténèbre, où tout venait s'éteindre, où il n'y avait plus rien à attendre, — plus rien que la certitude de vivre ainsi toujours, sans chaleur et sans joie.

*
* *

Pourtant, ce Spincourt, où je rentrais à regret, je lui ai dû les premières joies de ma vie, — toutes les joies que je pouvais avoir alors : des exaltations de tête ou de cœur.

Si, dans ces confuses années d'enfance, j'ai eu quelque pressentiment de la beauté, c'est la pauvre église de mon village qui me le donna. Vraiment, je sentais que là, sur cette petite terrasse hérissée d'orties, derrière ces murs tout nus, sévères jusqu'à la rudesse, s'abritait le refuge des âmes. C'était comme une barrière dressée contre les brutalités de la vie campagnarde. De quelle hauteur ma chère église de Spincourt s'élevait, pour moi, au-dessus des fumiers, des étables, et même des logis les plus cossus d'alentour!

Néanmoins, je ne me familiarisai avec elle qu'assez tard, et, en dehors des offices, nous n'osions guère y pénétrer. Une appréhension à demi consciente, que je ne sais comment formuler, une sorte de crainte de Dieu, au sens biblique du mot, nous en écartait. La piété solide et même austère de nos parens nous entretenait dans ce sentiment. Pour eux, la religion

n'était ni un jouet, ni une affaire de mode, ou de convenance : c'était une chose extrêmement sérieuse. On entrait dans une église sans aucun dilettantisme, mais uniquement par devoir.

Chez nous, à Spincourt, rien, assurément, n'y flattait les yeux ou les oreilles. Notre église ressemblait à toutes les églises campagnardes, sauf qu'elle avait un clocher d'une forme singulière, comme quelques autres des environs. Ce clocher était coiffé d'un dôme bulbeux et surmonté d'une lanterne. (Depuis mon enfance, on l'a reconstruit, sans nul égard aux proportions, de sorte qu'il a l'air d'une casquette étriquée posée au sommet d'une poutre.) Je n'ai retrouvé ce modèle qu'en Espagne, et je crois m'expliquer le fait de manière assez plausible. J'ai ouï dire par mon père qu'avant la Révolution, Spincourt était un prieuré dépendant de l'abbaye d'Orval, en Belgique. Il est probable que, sous la domination espagnole, l'influence de cette abbaye se faisait sentir, par les vallées de l'Othain et de la Chiers, sur tout le pays montmédien, et quelque peu au delà. Montmédy, Senon, Amel, Gouraincourt, Étain, ont des clochers espagnols comme Spincourt.

En tout cas, notre église possédait un vieux mobilier, qui datait, en majeure partie, du XVIIIe siècle et qui trahissait le goût sûr et le luxe discret des moines. Le chœur était revêtu de boiseries d'un assez bon travail, et, autant que je me souvienne, décoré de deux grands tableaux de l'École italienne, lesquels flanquaient un envoi du gouvernement, une laide machine représentant un miracle de saint Pierre, patron de la paroisse. Des autels de style rocaille, avec des colonnes torses, des triangles, des pots à feu, des attributs et des monogrammes dorés sur fond blanc, rehaussaient la nudité des murs. L'ignorance du curé lui a fait troquer ces authentiques valeurs contre une affreuse camelote genre troubadour et toute une statuaire de la rue Saint-Sulpice. Cette statuaire en carton-pâte finit par détrôner de la place d'honneur qu'elles occupaient deux antiques et naïves images de saint Pierre et de saint Paul. Lors de mon dernier passage, après les avoir bien cherchées, je les ai découvertes enfin, au bas de l'église, reléguées dans un coin, près du bénitier.

Cette fois-là, lorsque je l'ai revue, ma pauvre église était déjà fort délabrée. Il n'y restait presque plus rien des humbles choses qui émerveillèrent mes yeux d'enfant. Les effets de la

loi de séparation se faisaient partout sentir. Les planches vermoulues du plafond se détachaient par places, découvrant de grands trous noirs dans la charpente. Puissent les bombes allemandes n'avoir pas achevé l'œuvre abominable des sectaires de France !

*
* *

Autour de l'église se pressait le cimetière, le petit troupeau des tombes serré autour de son berger.

Nous n'en approchâmes aussi qu'assez tard, contenus par la même crainte religieuse qui nous éloignait de l'église. Ce n'était pas précisément les morts, — auxquels nous ne pensions guère, — mais le mystère, la solitude et le silence du lieu, dont nous avions peur.

D'abord, les fleurs des tombes nous apprivoisèrent : il n'y en avait pas beaucoup dans nos jardins campagnards, où les légumes prenaient presque toute la place. On les réservait pour le cimetière. Cependant, je ne me rappelle pas que nous ayons jamais cueilli ces fleurs des morts. Louis Génin et moi, nous nous bornions à les admirer, à contempler leurs belles couleurs. De même, nous admirions, sans y toucher, les couronnes de fausses perles suspendues aux croix de bois ou aux stèles de pierre. Petits sauvages que nous étions, cette verroterie nous enthousiasmait. Une de ces couronnes funéraires est restée dans mon souvenir. Toute en perles bleues, elle se détachait sur le marbre blanc d'une stèle neuve, qui marquait la sépulture encore fraîche d'une cousine de mon petit ami. Je vois encore son nom sculpté en relief sur le marbre : *Mélanie Érard, 18 ans.* Cette jeune fille, qui appartenait à la famille la plus pieuse du village, était morte en odeur de sainteté. Une de ses parentes venait d'être miraculée à Lourdes. Cela formait autour de sa tombe un modeste rayonnement de piété et de poésie, qui nous touchait obscurément. La stèle immaculée, avec sa couronne de perles bleues, était d'ailleurs unique dans le cimetière. Plus tard, lorsque la Vierge de Lourdes fut intronisée dans notre église, nous n'en éprouvâmes point une très grande surprise : cette blanche figure virginale, à l'écharpe d'azur, nous l'avions vue flotter sur la tombe de Mélanie Érard.

Cependant, la poussée des ossemens, qui, tout autour de nous, perçaient la terre, ne laissait pas que de nous intriguer.

A chaque instant, nos souliers heurtaient un tibia, ou un débris de mâchoire qui traînait parmi les herbes. Tout ce petit cimetière, étroit comme les terrasses des temples, à Delphes, ou à l'acropole d'Athènes, était gorgé de cercueils et de débris humains. Les nouveaux morts délogeaient les plus anciens. On rouvrait les vieilles fosses pour faire de la place aux derniers cadavres, et les ossemens exhumés étaient entassés dans le charnier.

Ce charnier nous fascinait et nous épouvantait en même temps. C'était une misérable chapelle sans clôture, adossée au flanc droit de l'église. Au fond, sur un autel à moitié pourri par l'humidité, il y avait une antique statue de sainte Anne guidant la Sainte-Vierge, des chandeliers de bois, des vases peints de couleurs vives, où étaient plantés des bouquets de fleurs artificielles. Mais, par les soins des personnes dévotes aux âmes du purgatoire, un reposoir permanent encombrait les marches et la table de l'autel. On y apportait toutes les fleurs qu'on pouvait trouver et on utilisait pour elles tous les récipiens imaginables. De grosses touffes de bluets et de coquelicots trempaient dans des pots de grès, rehaussés de bariolages bleuâtres, — ces pots où l'on conserve, en Lorraine, le beurre et les marmelades de fruits.

Le reposoir nous attirait, comme un buisson odorant attire les guêpes. Mais nous n'osions pas tourner la tête vers le côté gauche du charnier. Car on y distinguait, dans la pénombre, d'abord le brancard qui servait à porter les cercueils, et, au-dessus du brancard, des rangées de planches, où s'alignaient des têtes de morts, dont les grands yeux vides nous regardaient. Et pourtant, malgré ces funèbres témoins, nout continuions à fréquenter le charnier. C'était un de nos lieux d'élection. Les belles fleurs des reposoirs nous cachaient les crânes grimaçans.

Tout le cimetière, d'ailleurs, était, pour nous, comme une forêt vierge, où nous nous lancions à la découverte, Au fond, derrière le chœur, il y avait de vieilles tombes profondément enfouies sous les orties. Çà et là, des débris de sculptures jonchaient le sol. Pour les ramasser, il fallait se frayer un chemin à travers les orties maudites qui, là aussi, pullulaient. Des poules caquetaient entre les hautes tiges velues et les feuilles hérissées de piquans. Nous avancions bravement... Mais, soudain, une apparition horrifique nous médusait : un dindon

colossal hérissait ses plumes à notre approche, secouait son jabot sanglant, en nous dardant un regard furibond sous les écailles rouges de sa crête, et, avec un bruit d'explosion, il déployait ses ailes.

Dans le silence des après-midi d'été et la solitude du cimetière, ce petit incident prenait, pour nous, une importance énorme. Les nerfs secoués désagréablement, nous nous sauvions sur le parvis de l'église ; mais, là, le cœur battant, nous percevions un bruit étrange : le râle continu de l'horloge dans la tour. Des ressorts se déclenchaient brusquement comme des muscles qui se détendent ; et c'était là-haut, dans les profondeurs du noir escalier, où, pour rien au monde, nous n'eussions voulu monter, un bruit de respiration haletante, — la respiration d'un monstre mystérieux et redoutable, accroupi dans les ténèbres du clocher.

*
* *

Je serais un ingrat, si, après l'église et le cimetière, je ne dédiais une pensée pieuse aux jardins de mon village, pour toutes les joies qu'ils m'ont données.

Ces fleurs, que nous cherchions si avidement autour de l'église, il y en avait bien quelques-unes, même dans nos « mails » les plus misérables, en bordure des carrés de salades, des planches de fèves ou de petits pois. Il y avait aussi les violettes et les « coucous » des prés, — les coucous jaunes, au cœur rouge ou amarante, dont nous faisions des pelotes, que l'on se lançait en guise de balles. Jouer à la balle se disait, chez nous, « jouer à la pelote. » On jouait à la pelote avec les coucous des prés. Mais rien ne valait, à mes yeux, les rares fleurs de nos jardins. Pauvres fleurs ménagères de l'espèce la plus commune ! C'étaient des flox, des fuchsias, des bégonias, des gueules-de-lion, bonnes pour faire des tisanes, et surtout des pivoines et des œillets d'Inde, — les pivoines et les œillets d'Inde de nos Fête-Dieu.

Une rose était une apparition royale et magnifique. Je me souviens particulièrement de nos roses rouges et de nos roses-mousses, aux calices si largement épanouis. Dilatées, chauffées tout le jour par le soleil de juin, quel parfum pénétrant et fort elles exhalaient ! A côté de nos roses de Lorraine, si précieuses, si aristocratiques, celles de Provence et d'Afrique, dans

leur foisonnement printanier, ne sont pour moi qu'un vain amas de beautés vulgaires : elles n'ont pas d'odeur. Dans tous les bazars d'Orient, j'ai vainement cherché des essences de roses, dont le bouquet rappelât, même de loin, l'arome suave des nôtres.

Au temps des roses, à Spincourt, lorsque je longeais la maison de la repasseuse, j'apercevais toujours, par la fenêtre ouverte, devant la belle fille aux joues fraîches et encore avivées par le feu des fers, une rose-mousse qui trempait dans un verre à pied plein d'eau, sur le bord de la planche à repasser, près du pot d'amidon.

Toujours ce besoin contrarié d'orner un peu la nudité des choses autour de nous, de tirer du moindre brin d'herbe une petite poésie à notre usage ! Pour moi, chaque printemps, les lilas de notre jardin me jetaient dans des extases. J'ai passé des heures de contemplation devant les groseilliers. Avec leurs minuscules grappes rouges ou ambrées, ils m'apparaissaient, dans le grand soleil des après-midi d'été, comme des lustres chargés de rubis et de perles blondes. C'était trop beau pour ne pas y goûter. Je picorais avidement ces friandes merveilles, tout en caressant, d'un œil enchanté et contrit, l'arbrisseau que je dépouillais. Ces groseilles, à la saveur acide et aux couleurs crues, c'est le fruit symbolique de notre Lorraine.

Il y avait aussi, le long d'un mur humide, velouté d'une mousse épaisse, des framboisiers, dont le seul parfum me faisait défaillir de convoitise. Et il y avait, enfin, tout au fond de notre jardin, un arbre d'or, — un cytise géant, — aux branches échevelées, qui recouvrait presque un lavoir creusé en contre-bas et revêtu de hauts murs en pierres sèches. C'était comme une fosse de verdure et de fraîcheur, où s'éparpillaient les fleurs jaunes du grand arbre, où luisait mystérieusement l'eau morte du lavoir. A genoux dans la paille du baquet, au bord de la planche glissante, je me penchais sur les profondeurs ténébreuses du bassin, et, à travers les mousses verdâtres, qui flottaient à la surface, je voyais se réfléchir, dans un lointain hallucinant, les grappes d'or du cytise, comme un fourmillement d'étoiles dans un ciel nocturne.

Tout le long de la margelle, des prunes, tombées de l'arbre et encore luisantes de gommes, se fendillaient, et cela me rappelait soudain l'heure du goûter. C'était l'époque triomphale

des tartes. De mon temps, il s'en mangeait de succulentes en Lorraine. On en faisait de toute espèce, — aux quetsches, aux reines-Claude, aux groseilles vertes, aux cerises, à l'angélique, — depuis les grosses pâtes de ménage cuites au four du boulanger jusqu'aux feuilletés croustillans et délicats, qui réclament la chaleur égale d'un four de pâtissier. Enfin, la reine des tartes, — la tarte aux mirabelles, — la plus savoureuse et la plus juteuse de toutes. A Spincourt, les mirabelles étaient rarissimes; mais nous nous dédommagions à Briey, où elles n'étaient pas non plus très communes, et où les meilleures nous arrivaient de la vallée de la Moselle. Celles de Rombas et de Rosselange avaient une grande réputation. Néanmoins, on les désignait toutes indistinctement sous le nom de mirabelles de Metz.

Une année, paraît-il, la récolte en fut si abondante que, dans les goûters et les sauteries de nos familles bourgeoises, on se bombardait, d'un étage à l'autre, avec des mirabelles. Cent fois, j'ai entendu ma mère rappeler le souvenir de cette récolte miraculeuse, qui, pour elle, est liée à l'apparition sensationnelle de deux jeunes filles extraordinaires dans notre petit monde de Briey. On les appelait, avec une nuance de considération toute spéciale : « Ces demoiselles Launoy d'Arrancy ». L'une d'elles fut la mère d'Henri Poincaré, le mathématicien, et la tante de Raymond, le Président. Tandis que les mirabelles de Metz pleuvaient jusque sur le plancher du salon, les deux demoiselles Launoy d'Arrancy exécutaient, au piano, un morceau à quatre mains, qui les couvrit de gloire et qui révolutionna toute la ville. Ce morceau s'appelait *le Tintamarre parisien*, et cette histoire lointaine se passait aux environs de 1850...

***

C'est la destinée de notre pays que des images de guerre se mêlent à tous ses plaisirs. Ceux de ma première enfance furent parcimonieux et mélangés, et c'est encore sur des images de guerre que se clôt, pour moi, cette période de demi-inconscience.

En 1873, nous assistâmes à la retraite des Allemands victorieux, après le paiement intégral des cinq milliards. Nous les avions presque oubliés. Je me souviens qu'à la fin de l'hiver de

1871, un major saxon, lourd colosse à la barbe en éventail, salua ma mère sur le pas de notre porte, et, avec une emphase un peu grotesque, lui déclara :

— Madame, je vous annonce la paix!

La paix! C'était un mot inconnu, qui entrait dans mon petit vocabulaire puéril. Je n'en comprenais guère le sens, mais, rien qu'à la mine du major, je devinai qu'il s'agissait d'un événement d'importance. C'est pourquoi j'en fus extrêmement frappé. Quelle amère ironie! Ce mot de paix, c'est par une bouche allemande que je l'ai entendu prononcer pour la première fois. La paix qu'elle nous annonçait, n'était aussi, hélas! qu'une paix allemande.

Et puis, le village se remit à vivre de sa vie monotone. Les travaux reprirent leur cours avec les saisons. On éprouvait une telle hâte de réparer les maux de la guerrre, qu'on ne pensait, pour ainsi dire, plus aux envahisseurs. Pourtant, ils étaient tout près de nous. Ils occupaient encore Verdun. A Étain, à douze kilomètres de Spincourt, ils campaient dans des baraquemens, qui ne disparurent que longtemps après leur départ. Un beau jour, on signala leur approche, avec un peu de l'angoisse trépidante, qui nous avait secoués, lors de leur premier passage. Le branle-bas des réquisitions, et des billets de logement recommença. Le défilé de l'évacuation dura longtemps. Mais, cette fois encore, — il faut le dire bien haut, à la honte de leurs fils et de leurs petits-fils, — ils se montrèrent, somme toute, fort débonnaires.

Entre deux étapes, ils faisaient l'exercice sur la place de l'église, spectacle passionnant pour les gamins de mon âge. Jusqu'à cette époque, nous n'avions jamais vu de soldats français, — pas même pendant la guerre. Je fais exception pour les pantalons rouges, qui m'avaient tant émerveillé, en 1869, sur l'Esplanade de Metz. Mais ce souvenir était alors bien confus dans mon esprit. En réalité, nous ne connaissions d'autre uniforme que celui des Allemands. Pour les enfans de ma génération, être Prussien et être soldat, c'était tout un. Nous disions : « faire le Prussien, » au lieu de : « faire l'exercice. » Durant quelques années, l'usage se maintint. Quand un garçon du pays partait pour son service militaire, nous disions en toute naïveté : « Il est Prussien à Reims, à Charleville. » Et, quand il revenait en permission, avec son bel uniforme de cuirassier

ou d'artilleur français, on le saluait de cette phrase admirative : « Ah! te voilà Prussien! » Il est vrai qu'on disait aussi : « Il a tombé sur son prussien! » lorsqu'un de nous tombait sur son derrière. Mais c'était à l'imitation des grandes personnes. Enfans, nous n'avions pas de haine contre nos ennemis parce que nous n'étions point maltraités par eux. Avec nos fusils et nos sabres de bois, nous nous amusions à les singer, lorsqu'ils faisaient l'exercice. Nous leur lancions des obus de sable, que l'on confectionnait avec un mouchoir de poche, ou un morceau de journal. Un jour, nous braquâmes un petit canon à capsule, contre deux Bavarois qui passaient et nous les couchâmes en joue. Nous ne fûmes point fusillés pour cela. Les deux gros garçons se contentèrent de rire niaisement.

J'ignore comment ils se comportèrent ailleurs, pendant cette retraite de 1873, mais le fait est que, chez nous, aucune plainte ne s'éleva contre eux. Nous n'eussions jamais rien su de cette guerre, que nous avions traversée sans la voir, si nos parens et nos maîtres ne nous eussent enseigné, plus tard, les atrocités commises par l'envahisseur dans les autres parties de la France, et dans notre pays même, à deux pas de chez nous. Cela encore, nous ne l'eussions peut-être jamais su non plus, sans l'annexion brutale de nos frères les plus proches, sans cette grande injustice, dont nous allions souffrir pendant toute une adolescence humiliée et tenue continuellement sur le qui-vive.

*
* *

Si, maintenant, j'essaie de réduire toute ces impressions menues, et souvent contradictoires, de notre enfance à quelques impressions dominantes, je trouve ceci.

Il y avait, tout au fond de nous, alimentées par la tristesse de notre sol et par la grandeur informe de nos plaines, de profondes sources lyriques, ignorées de nous-mêmes. Mais, sans issues, elles restaient secrètes et stagnantes, comme les étangs de notre pays et les trous d'eau cachés, dans nos prés, sous les nénuphars et les *glâs* aux tiges coupantes.

Manque de pente et manque d'horizon, pauvreté et médiocrité de la vie, toutes ces circonstances contraires nous comprimaient. On se sentait un anneau dans une chaîne, et rien que cela. Rappelés sans cesse au sentiment de notre dépendance,

nous subissions, résignés, le niveau commun. La moindre velléité d'affirmation, en dehors des formes et des règles séculaires, nous semblait un acte de démesure.

Et puis, des coups de détresse nous soulevaient, âpres et violens comme les grands vents froids qui labourent nos terres. Un souffle de révolte passait : oh ! s'en aller ailleurs, briser le cercle de médiocrité où nous étouffions !

Mais le bon sens prosaïque de la race dissipait bien vite ces vaines tempêtes. Imaginations, chimères que tout cela ! On n'était pas au monde pour écouter les caprices de sa tête, ou de son cœur. Il fallait se discipliner, prendre sa place dans le rang, faire comme les autres, lutter contre toutes les hostilités permanentes de notre terre, la dureté du climat, l'indigence de la terre, la menace obscure de l'ennemi si proche. La vie était chose sérieuse et triste. Ah ! non, certes, on n'était pas là pour s'amuser. Travailler, se battre, prier, voilà la vie ! Dans mon enfance, je n'ai guère connu, chez nous, que des laboureurs, des soldats et des prêtres.

Discipline rigoureuse, impitoyable à toute fantaisie qui risquait d'étouffer les parties délicates et tendres de nos âmes, pour n'en laisser subsister que les vertus combatives ! Mais, au demeurant, cela était bon et salubre. Cette discipline nous fouettait le sang, comme un air de gel, le matin, sur nos grandes routes, — ces grandes routes blanches de la Meuse, où planait toujours le vol sinistre des corbeaux, et où nous entendions sonner, dans la rumeur du vent, le pas cadencé des cavaliers ennemis.

LOUIS BERTRAND

LA
FRANCE A L'EXPOSITION DE SAN FRANCISCO

I

Bâtie sur les fortes ondulations de sable des dunes qui prolongent, en les accentuant, les faibles ondulations de la mer dans la coupe profonde de la baie, San Francisco élève, puis abaisse, en pentes raides, sous un ciel terne, ses maisons, — ses basses maisons de cinq étages, — ses villas fleuries, blanches, roses ou brunes, au style indécis; puis, de colline en colline, ses faubourgs espacés vers l'Ouest et le Sud. Par les jardins du Presidio, nom que l'Espagne laisse en souvenir aux postes occupés par les troupes américaines, accourent deux haies de verdure. La route s'enfonce en creux de vague, se relève, tourne, recommence. Et, brusquement, la vue s'élargit. Au-dessus de la falaise, au pied de laquelle les phoques s'ébattent librement, le Pacifique apparaît; plus grand que toute autre mer, et cependant réduit, comme toute autre mer, au cadre de l'horizon. La large échancrure d'une anse courbe entre deux caps, son rivage de sable blanc, tandis qu'au large, sur un moutonnement jaune et vert, strié de blanc d'écume, de petites voiles s'approchent. La fumée d'un vapeur s'éloigne, Plus près, entre la mer et la baie, s'entr'ouvre la « Golden Gate. » Décevant les promesses de lumière enfermées dans la splendeur de son nom, cette « Porte d'Or, » aujourd'hui, se voile de brume. Tapis dans les hautes herbes, pour en garder l'accès, les canons veillent. Un tir réel répercuté de proche en proche dans toutes les profondeurs du rivage, ébranle lentement le majestueux silence de

l'Océan, dont les vagues courtes s'immobilisent sous le ciel gris. Des soldats, en tenue de corvée, passent. Bientôt, plus d'Océan, mais de multiples vallonnemens. Voici des oasis de verdure gardées par des eucalyptus, au fût svelte, couronné de panaches feuillus. Le genêt de Californie alterne avec le mimosa. Des palmes apparaissent. Sans être aussi ardente qu'à la frontière du Mexique, dans la baie de San Diego, sous l'intensité bleue d'un ciel éclatant, ni aussi chaude, aussi caressante que sur la rive parfumée de Los Angeles, la terre est semi-tropicale. Mais la mer qui la prolonge, le ciel qui la domine, ne lui répondent pas sur le même ton. Entre cette terre et ce ciel, pas d'entente; entre cette terre et cette mer, pas d'harmonie, La terre vibre de joie, le ciel et la mer sont pénétrés de mélancolie : ciel et mer de Bretagne. Comment les regarder sans penser à la France?

Entre les hauteurs de la ville, étagée de colline en colline, et la surface égale de la baie, c'est maintenant la surprise d'une cité de fantaisie, improvisation délicate et fragile de coupoles, de minarets, de rotondes et de tours. L'essor des victoires s'ouvre au sommet des colonnes. Des bassins offrent au front des palais leur miroir liquide. Des jardins les enserrent, des avenues s'ouvrent, et les palmiers, qui les jalonnent, se gainent de fleurs. Près de la ville, l'Exposition devient exhibition. C'est la gaieté frivole de la « zone des attractions, » des villages mexicains, hawaiens, japonais. Mais cette concession faite aux amateurs de plaisirs bruyans, l'Exposition, discrète, cherche avec tact une note élégante et simple. Pas d'exagération architecturale. Nul audacieux défi au sens de la ligne et de la couleur. Plus de gratte-ciel peints, comme à New-York, ou sculptés, comme à Chicago. Ni géans de pierre, ni monstres de couleur; mais une harmonieuse combinaison des proportions, des tonalités et des formes. Ni blanc, ni noir, mais un indéfinissable mélange de jaune, de bleu, de rose, broyés, pulvérisés, dans la pâte dorée qui, pétrifiée, recouvre le bois des façades; puis du jaune, du bleu, du rose, du vert, des couleurs tendres; enfin, au soir, la douceur des clartés artificielles, versées de loin par des astres cachés. Jamais l'architecture américaine ne s'était montrée, sous une inspiration plus classique, plus habile dans la combinaison des lignes, plus discrète dans celle des couleurs. L'Exposition n'occupe pas une grande surface. Ni colossale, ni grandiose, ni vaste, — ce qu'elle ne peut ou ne veut, — elle se

contente d'être belle. Sans chercher à étonner ni à surprendre, elle se propose de plaire, de charmer. Et elle y réussit.

Le caprice de l'art a-t-il seul disposé pour la joie des yeux ces jardins et ces palais, ces fontaines et ces dômes? L'architecte le dit, mais le rêveur proteste. Dans la combinaison des eaux, des jardins et des pierres, il veut que les États-Unis adressent un message au monde. Dans cette Exposition, qui ne célèbre pas quelque grande date, une Indépendance, comme, en 1878, à Philadelphie, une expansion territoriale, comme en 1904, à Saint-Louis, mais un fait contemporain, la jonction transcontinentale de deux Océans, l'esprit imagine que les États-Unis cherchent, par l'ampleur de leur pensée dans l'espace, à en racheter l'insuffisance de perspective, dans le temps. Des deux Océans rapprochés, ils élèvent leur regard sur les deux grandes terres qui, des deux côtés, leur font face, et, demandant à l'avenir, pour multiplier la minute présente, le prolongement qui d'habitude se demande à l'évocation du passé, ils célèbrent la jonction des Océans, en rêvant à l'Union des Peuples du Monde.

Centre de l'Exposition, la Cour de l'Univers en explique la pensée. Dominant l'eau chantante des fontaines, deux colonnes reçoivent, l'une, la lassitude éteinte du soleil couchant, l'autre, la fierté svelte du jeune Dieu, maître du jour. Deux arcs élevés à la gloire des races de l'Occident et de l'Orient soulignent et prolongent d'une opposition de monde à monde le contraste du soir au matin. Sur leur socle géant, les nations s'avancent. A l'Occident, sur le timon d'un char tiré par deux grands bœufs placides, une paysanne exprime, debout, la joie de la moisson finie, tandis qu'au sommet de l'amoncellement des épis, deux enfans jouent près du génie de l'Entreprise, divinité supérieure et protectrice qui, le genou ployé pour un dernier effort, lève, en se redressant, le pacifique trophée d'une gerbe victorieuse. Houe sur l'épaule ou branche à la main, deux laboureurs accompagnent le char que précèdent deux cavaliers, l'un Indien, l'autre Européen, maîtres successifs de la prairie vierge, peu à peu soumise à la culture occidentale, dans l'avance américaine vers l'Ouest.

Face au groupe occidental, un éléphant, trompe baissée, défenses inclinées, porte une tour symbolique, d'où, sous le turban de l'Inde, sort l'esprit de l'Orient contemplatif et mys-

tique. Chamelier et cavalier l'escortent sous le double signe du triangle et du croissant, entre des esclaves noirs à la tête crépue, chargée de corbeilles. L'ancienne civilisation, dont les paroles de sagesse, — chinoises, hindoues, japonaises, — s'inscrivent sous le groupe de l'esprit, de l'éléphant, des animaux et des esclaves, est-elle à sa place à la suite de l'élan jeune et fier d'un soleil levant? Indiscrète question. L'essentiel est que les nations de l'Ouest et de l'Est comprennent qu'elles sont ici conviées par une nouvelle République, qui se donne pour mission de rapprocher les peuples, dont son jeune sang fusionne les vieilles races. Pourquoi les convier, sinon pour un message de paix, d'union, de bonheur?

Ce message de prospérité, l'Exposition le délivre au monde. Des deux côtés des arcs de triomphe, elle ouvre de cour en cour la promesse des fécondités : à l'Occident, la Cour d'Abondance ; puis la Cour des Saisons ; enfin, le palais de l'Horticulture, au dôme vitré, treillagé de verdure, dans le style des jardins français du XVIIe siècle ; à l'Orient, après le flamboiement, à la Gustave Doré, d'un gothique espagnol, hommage rendu au passé hispanique de la Californie, la Cour des Palmes. Après avoir dressé sur la berge marine la colonne du Succès, figuré par un archer qui tend vers un but invisible sa flèche rigide sur la corde ployée, les États-Unis élèvent, à l'autre extrémité de l'avenue du Progrès, le signe éblouissant et dominateur de la Richesse, but suprême de l'effort, aspect sensibilisé de la joie. De degré en degré, la Tour des Pierreries élève la succession de ses plates-formes, appuyées sur l'élégant et ferme soutien de colonnes dont le jet hardi exprime l'Idéal. Cette tour des trésors et du bonheur, au pied de laquelle veille, à cheval, le conquistador, Pizarro ou Cortez, aventurier de la grande époque des découvertes, ne saurait, pour l'opinion américaine, être espagnole qu'au début et le caballero reste à la base. Pour aider l'ascension plus haut, vers les sommets, des aigles de pierre apparaissent. A l'extrémité de la tour qui, par sept fois, s'élève, et six fois s'amincit, la Fortune passe une étincelante écharpe autour du Globe. Ici, les États-Unis ont, sous le signe visible de la richesse, tenté de matérialiser le bonheur. Par la sagesse de ses aigles, pacifiquement assis près des colonnes qui montent d'étage en étage, la grande République dont le jeune sang fusionne les vieilles races offre à ses citoyens la promesse

scintillante d'un avenir doré. Mais en l'élevant entre les arcs de triomphe de l'Est et de l'Ouest, à l'extrémité de la Cour de l'Univers, elle se garde bien de faire pour elle seule, égoïstement, le rêve splendide. Ce n'est pas pour les États-Unis, c'est pour toutes les nations qu'elle noue la ceinture de pierreries autour du Globe du monde, couronne et sommet de la Tour des Joyaux.

II

Pour qu'une pareille pensée pût s'exprimer dans toute sa force, ce n'était pas assez qu'une République fédérale réunît ici, de palais en palais, ses quarante-huit États, et d'État en État les résultats de son effort pacifique : il convenait qu'à son appel amical, les autres nations répondissent : celles, surtout, qui, par leurs découvertes, leur civilisation et leur sang, avaient aidé puissamment les États-Unis dans leur marche vers l'indépendance nationale, l'expansion territoriale, le développement économique et moral. Aussi, dès qu'à la fin de 1911, un Comité local composé de notabilités américaines et présidé par un grand ami de la France, le banquier Crocker, eut lancé l'idée de célébrer, à San Francisco, l'achèvement du canal par une Exposition, et qu'une loi du 15 février 1911 eut donné à ce grand projet la sanction fédérale, le gouvernement des États-Unis ouvrit des négociations en vue de la coopération à l'Exposition des différentes nations. Mais, ici, de multiples obstacles se présentèrent.

De nombreuses Puissances industrielles, l'Angleterre, l'Allemagne, d'autres encore, se plaignaient que, dans les Expositions américaines, si les dessins et modèles ne pouvaient être reproduits, les objets fabriqués, d'après ces dessins et ces modèles, pouvaient être directement copiés. De plus, la sévérité des taxes américaines, les procédés vexatoires de la Douane aux États-Unis, ses indiscrètes enquêtes en pays étranger inquiétaient le commerce, mécontentaient l'industrie, bref les détournaient l'un et l'autre de toute participation à une exposition que boudait la mauvaise humeur des intérêts particuliers. L'Italie, le Japon donnaient assez promptement leur adhésion ; l'Allemagne, l'Angleterre, examinaient plus lentement la question. La France, dont le gouvernement avait accueilli avec

empressement l'invitation américaine, semblait dans les milieux commerciaux, un peu hésitante. Cependant le gouvernement persista dans son dessein : le 10 mai 1912, il avait accepté l'invitation fédérale; le 29 novembre 1913, M. Tirman est nommé commissaire général; le 31 janvier 1914, le gouvernement dépose un projet de crédit de deux millions de francs. Le 10 mars 1914, le président du Conseil confirme les intentions du gouvernement et, dans les séances du 13 juillet 1914, M. Gaston Thomson, ministre du Commerce, de l'Industrie et des P. T. T., soutient devant la Chambre et le Sénat le projet de l'ouverture des crédits de l'Exposition.

Mais les protestations, qui gagnaient de proche en proche les groupemens industriels ou commerciaux, recevaient, à la Chambre de Commerce de Paris, un grave écho. Le nouveau régime douanier des États-Unis était, dit-on, particulièrement dur pour la France; il ne comportait aucun dégrèvement pour les produits de luxe exportés par elle. Les commerçans français se plaignaient des indiscrétions, en France, de la douane américaine. Les porcelainiers de Limoges avaient des démêlés avec le Trésor américain. Ils reprochaient à la douane américaine d'avoir, en dépit d'accords d'août 1908 et de septembre 1912, entre la Chambre de Commerce de Limoges et le département des Finances des États-Unis, réclamé un arriéré de taxes, dont le total n'était pas inférieur à vingt-cinq millions de francs. Les fabricans de plumes critiquaient la prohibition absolue qui atteignait, à l'exclusion des plumes d'autruche et d'oiseaux domestiques, les plumes brutes ou travaillées. D'une façon générale, le commerce se plaignait que les exposans n'eussent pas, pour l'Exposition, les facilités douanières indispensables et la garantie de leur propriété industrielle. La loi, qui avait été votée pour l'Exposition de Saint-Louis, ne conférait de protection, en termes explicites, qu'aux œuvres littéraires, artistiques et musicales. Au fond, le commerce, en s'abstenant, gardait obstinément l'espoir d'amener le gouvernement fédéral à des concessions, législatives ou douanières.

Prétentions inopportunes et protestations exagérées.

Si le nouveau tarif était sévère pour la France, c'est que, dans sa nouvelle loi douanière, issue de préoccupations sociales, le gouvernement fédéral avait entendu dégrever les objets de première nécessité et maintenir les charges qui grevaient les

objets de luxe : or, les importations françaises aux États-Unis consistant en produits de luxe, notre commerce était ainsi frappé, à raison, non de sa nationalité, mais de sa nature, par l'effet indirect d'une disposition conçue contre la richesse, non contre la France. D'ailleurs, aux États-Unis, une charge douanière qui frappe une industrie de luxe n'exerce aucune influence sur la vente; l'objet de luxe est désiré pour lui-même, indépendamment de sa cherté, et même, parfois, plus il est cher, plus, à raison de la psychologie de l'acheteur, il est, aux États-Unis, recherché. Entre le Trésor américain et la Chambre de Commerce de Limoges, l'ambassadeur de France multipliait à Washington des tentatives de conciliation qui devaient bientôt donner aux porcelainiers toute satisfaction. Sur les observations du gouvernement français, l'examen inquisitorial des livres de l'industriel français par les agens secrets de la douane avait cessé. Pour assurer la protection de la propriété industrielle, une loi du 18 septembre 1913 avait accordé, non-seulement aux inventions brevetables, aux dessins, aux modèles et aux marques de fabrique, mais encore aux objets manufacturés une protection efficace pendant la durée de l'Exposition et pour une période de trois ans, à compter de sa clôture. Cette même loi prescrivait l'admission en franchise de tous les objets destinés à l'Exposition. Enfin une décision du ministre américain des Finances, du 16 mars 1914 devait bientôt autoriser l'emploi d'un fil scellé pour identifier les modèles de toilettes de femmes et déclarer que les échantillons, sans valeur commerciale, entreraient en franchise sans être assujettis à caution.

Non seulement les objections, exagérées, du commerce et de l'industrie, s'atténuaient ou tombaient, mais, de plus en plus, l'âpreté de la question révélait que de nombreuses raisons appelaient la France à San Francisco.

Raisons économiques. La France est un des principaux cliens et des plus grands fournisseurs des États-Unis. Recevant des États-Unis les matières premières nécessaires à l'industrie, notamment le coton, le cuivre, les huiles, le bois, les graisses et, pour une faible part, les objets fabriqués, machines, automobiles et cycles, elle leur envoie des objets manufacturés et de luxe, sans parler de ceux, que, voyageant en Europe, l'Amérique achète en France et rapporte dans ses malles.

Or, le commerce français avec les États-Unis était, sous le

double rapport de l'importation et de l'exportation, en progrès constant. Les importations américaines s'étaient élevées de 484 millions de francs en 1902, à 874 millions de francs en 1912. D'autre part, les exportations françaises aux États-Unis avaient passé de 248 millions en 1902 à 424 millions en 1912. La France, seule parmi les grands États européens, avait eu ce privilège de doubler en une dizaine d'années le montant de ses transactions commerciales avec les États-Unis. D'ailleurs, les nations de l'Amérique du Sud ne devaient-elles pas se rendre à San Francisco ? Or, l'Amérique du Sud est le seul marché du monde où la France, partout ailleurs dépassée par ses rivaux, les distance à son tour depuis quelques années : son commerce, de un milliard 800 millions en 1905, s'avançait à 3 milliards 46 millions en 1912.

Plus encore que les motifs économiques, les raisons politiques invitaient la France à venir à San Francisco. La gloire commune de l'Indépendance, la participation américaine au Centenaire de 1789, le rôle, dans l'avance vers l'Ouest, des pionniers de l'ancienne France et des ingénieurs de la France moderne en qui les États-Unis, constructeurs du canal, en saluent l'architecte, la perspective de navigation ouverte par l'achèvement d'une telle œuvre aux lignes françaises, la présence, fidèle, à San Francisco, de 10 000 Français, tout ici conviait notre gouvernement à répondre à l'appel américain, sans plus permettre à son commerce de bouder ses intérêts qu'à la politique française, étonnée de la non-adhésion des États-Unis au protectorat marocain, de bouder son histoire.

Après avoir laissé vaguement annoncer l'envoi à San Francisco d'une flotte de guerre, commandée par le Kronprinz, l'Allemagne finissait, dans l'attente d'autres événemens, par s'abstenir définitivement ; l'Angleterre, représentée par ses colonies, décidait, comme métropole, de ne point paraître. Mais, suivant l'exemple de l'Amérique du Sud, du Danemark, de la Grèce, de la Norvège, de l'Italie, la France s'apprêtait à venir à San Francisco, laissant ainsi clairement voir à la République sœur qu'au-dessus de menues chicanes de commerce ou de politique, planait, conciliante et cordiale, une historique et durable amitié.

Puis la France attaquée dut se défendre. Debout, en armes pour la sauvegarde de sa substance patrimoniale et morale, elle

avait tant de soucis, de douleurs et d'épreuves que les Américains se demandèrent si le dessein heureux qu'elle avait conçu dans la paix pouvait encore s'exécuter dans la guerre, si le déploiement à l'étranger des ressources fécondes de son génie pacifique pouvait encore se manifester, quand tout l'effort de la nation ne devait plus avoir qu'un seul but : rendre au pays ses frontières. Un instant les Américains craignirent que la France ne s'abstînt de prendre part à l'exposition de San Francisco. Et déjà ils s'en désolaient. Ils avaient trop compté sur la venue de la France pour ne pas s'émouvoir à la seule pensée qu'elle pût leur manquer. Ils l'aimaient trop pour ne pas souhaiter qu'elle leur offrît l'occasion de lui témoigner, en marge de la politique, dans le domaine des arts, du commerce et de l'industrie, des sympathies qui, après avoir accueilli l'éclatante manifestation de son génie pacifique, s'étendraient, discrètement, jusqu'aux justes fiertés et aux légitimes espérances de son activité militaire. L'Amérique souhaitait que la France de la guerre tînt la parole donnée par la France de la paix. Et la France, émue d'une si délicate pensée, n'hésita pas à répondre à l'appel de l'Amérique, d'un même esprit et d'un même cœur.

Dans la guerre moderne, les nations qui, tour à tour, y pénètrent pour la provocation ou pour la défense, ne combattent pas seulement avec les forces de leur préparation militaire, mais avec la patience, l'endurance et la fermeté d'une race, l'appui financier d'un crédit économique et l'appui historique d'un crédit moral. Dans ces guerres où le neutre ne saurait demeurer longtemps spectateur impassible, les belligérans sont d'autant plus forts que, fermes et résolus, en paix avec leur conscience devant eux-mêmes, ils sont en règle avec le jugement de l'histoire. Même quand elle est armée pour la défense de son intégrité territoriale et morale, la France ne saurait s'abstenir de continuer à paraître devant les nations du monde comme rayonnante de génie pacifique et d'idéal humain. Dans le combat pour la défense de sa substance vitale, elle ne pouvait, sans contradiction, s'interrompre d'élever, au loin, le flambeau qu'elle n'avait historiquement cessé de garder comme idéal dans le monde. S'abstenir de laisser, même pendant la plus terrible épreuve, rayonner jusqu'au delà de ses frontières les puissances généreuses de son esprit et de son cœur, c'eût été de sa part se défigurer, quand, au contraire, cette guerre, exaltant

toutes ses forces, la transfigurait. Les commerçans le comprirent; secondant l'action du gouvernement, ils décidèrent avec un patriotisme éclairé de participer à l'Exposition de San Francisco, sous l'égide du Comité français des expositions à l'étranger.

La France, déjà fière des premières victoires, pouvait venir à San Francisco, sinon encore dans l'allégresse de la paix, du moins dans la gravité mélancolique et confiante de l'épreuve noblement supportée.

III

Dans cette Exposition qui, par la gaieté lumineuse de la Tour scintillante de bijoux, exprime, sous le signe brillant de la richesse, l'intraduisible allégresse d'une ascension vers la prospérité, une nation satisfaite de son œuvre célèbre de pacifiques triomphes. Mais, à l'extrémité, vers le Presidio, la note de joie s'atténue; l'harmonie générale des couleurs et des lumières, sans jamais cesser, diminue. Des constructions de types variés joignent, aux limites du terrain, sur la frontière de l'Exposition, des styles différens et des pensées étrangères. C'est le quartier des Nations, le carrefour où, après s'être rencontrées symboliquement aux sommets des arcs de triomphe, elles se retrouvent dans la libre émulation de leur goût et de leur art, sous l'abri de pierre que chacune s'est construit à l'image des demeures, châteaux ou palais, de son pays. Ici, des drapeaux flottent, qui s'élèvent au loin dans l'ardente mêlée des armes. Et, parmi tant d'autres couleurs, entre celles d'Italie et du Japon, s'animent et palpitent, au mouvement pressé d'une brise rapide, celles de France.

Là, plus de place pour le scintillement des brillans, la fantaisie des lignes ou la joie des couleurs. Fidèle à la grande tradition nationale de l'Art classique, la France qui, à Saint-Louis, en 1904, évoquait la grâce tendre et frivole du Trianon, garde la même harmonie des lignes, la même élégance de décors, la même pureté de style. Mais elle passe de Louis XV à Napoléon, des Coquilles aux Aigles, des Nymphes aux Victoires, du Palais de l'Amour au Temple de la Gloire. Car, sous le drapeau d'étoffe qui dresse fièrement les trois couleurs, s'étend, comme un drapeau de pierre, la fidèle reproduction du délicat Palais de la Légion d'honneur. Les Parisiens n'en

connaissent guère que la façade extérieure sur le quai d'Orsay. Ici, la façade principale de la cour intérieure, dissimulée dans l'étroitesse de la rue de Lille, prend dans le recul du terrain, à l'extrémité de la pente montante d'un classique parterre français, sa véritable valeur. Honneur et Patrie, ces deux mots qui brillent sur les drapeaux, s'inscrivent dans la cour intérieure, au fronton des deux ailes, tandis qu'au centre, dans la perspective de l'Arc de Triomphe, le nom « France » se détache au-dessous du drapeau dans l'encadrement d'une voûte symbolique où planent déjà des victoires. Au centre de la cour médite le *Penseur* de Rodin. Le perron franchi, voici la *Gallia* d'Alfred Boucher. Celle qui ne veut, pour l'annoncer au monde, d'autre héraut que l'effort nu de sa pensée, garde assise, sous la cuirasse, le casque et le cimier, l'épée calme sur les genoux fermes, l'attitude grave et résolue d'une Force confiante dans son droit : force à laquelle des fleurs amies, pieux hommage d'Américaines, promettent doucement la victoire. En quatre tapisseries, passe, aux murailles, avec la vérité de l'Histoire et la poésie de la légende, la quadruple apparition d'une simple fille de France : « Fille au grand cœur, il le faut, » disent les voix à Jeanne qui, la quenouille aux mains, près des roses trémières, s'épouvante des horreurs de la guerre. « Il y a des ennemis sur mon chemin ; mais j'ai Dieu, mon Seigneur, qui saura m'ouvrir une voie pour aller jusqu'au Dauphin, car je suis née pour le sauver. » Sainte Catherine, victorieuse du dragon, montre le chemin à l'enfant dont le visage est déjà résolu, ferme, presque dur. Et maintenant la voilà sous les murs d'Orléans. Des hommes d'armes l'entourent. A cheval, face à la ville, légèrement renversée dans le geste d'épée qui la désigne, Jeanne s'avance sans laisser voir son visage, car elle ne regarde même pas si sa troupe la suit : « S'ils étaient pendus aux nues, nous les aurions... Je suis sûre de la victoire, » dit-elle avec une confiance qui devient en ce moment, par l'allusion, un doux présage auquel, près d'elle, saint Georges acquiesce. Pas de victoire sans sacrifice, et Jeanne offre le sien : plus amère que dans l'active mêlée, la glorieuse fin des combats, l'ingrate mort des injustices à forme légale attend la courageuse jeune fille, qui, tenant, accablée, son frêle visage dans ses mains, n'ose lever sur l'hostilité des juges la muette accusation d'un regard d'innocence. Simplicité dans l'héroïsme,

indestructible confiance dans l'avenir, dévouement poussé jusqu'à l'immolation, ces traits de la vie de Jeanne disent comment s'est faite, se fait et se fera l'Histoire de la Nation qui ne se dresse, l'épée haute, que pour reprendre, assise et le glaive au repos, la fierté calme de la Gallia.

L'ancienne France n'était pas seulement guerrière, mais savante et lettrée. Une autre tapisserie s'inspire du livre d'Heures du duc de Berry, frère de Charles V, dont on a le portrait par Holbein au Musée de Bâle, et représente sa cour : en dehors de la ville, son fou près de lui, le duc accueille une caravane du Levant, qui, amenée par des soldats, lui porte des livres d'Orient, des tapis, des autruches, des paons.

L'Amérique était encore inconnue que l'ancienne France était déjà riche, savante, lettrée : discrètement, ce panneau le rappelle. Si la France moderne garde, à cet égard, les traditions de celle d'autrefois, elle n'a plus le dédain funeste des colonies, mais cherche à remplir son devoir d'éducation vis-à-vis des races inférieures. La France africaine du Maroc, du Sénégal et du Congo, ne saurait être oubliée. Une tapisserie, charmante fantaisie de Rochegrosse, ne permet pas cette injustice. Dans l'encadrement d'une amusante bordure de singes qui gambadent au contact de la lumière électrique, dont les lampes forment un agréable motif, des noirs dressent, avec plus d'étonnement que de frayeur, sous l'éclat d'ornemens bizarres, leurs faces promptement rassurées. Vers eux s'avance, la robe ornée de broderies curieusement faites de poteaux télégraphiques et de roues dentées, une femme qui, la branche d'olivier et le livre de la loi à la main, symbolise, savante et pacifique, la civilisation : image énorme que traduisent en un plus clair langage les hommes vêtus de blanc qui, débarqués entre les cactus et les palmiers nains, s'approchent, cependant que, de l'autre côté, sous les lianes, l'éléphant et le buffle profilent leur front et leur mufle.

La Vérité et la Justice entourent les armes de la Ville de Paris dans une allégorie plus classique. L'histoire d'autrefois illustre les contes de Perrault sous le point lent et sûr d'un de ces ouvriers d'art auxquels il faut un an pour achever un mètre carré d'une de ces tapisseries qui sont au mur : fantaisie du créateur et patience de l'exécutant s'unissent dans ces Gobelins où l'interprète de la pensée des maîtres élève jusqu'aux sommets

l'effort d'un artisan qui sait être un artiste, rappelant qu'en France, à tous les degrés, c'est le même sentiment du beau, le même goût délicat et pur. Ceux qui trouveraient un peu crues les tonalités ardentes des tapisseries neuves goûteront la douceur fanée des quatre tapis de la série d'Alexandre, d'après les cartons de Lebrun et des quatre tapis de la Savonnerie du temps de Louis XIV.

Une heureuse idée fut celle de l'Exposition rétrospective, de 1870 à 1900. Les années de grandes guerres sont des dates mémorables, non seulement dans l'histoire des armes, des institutions et des mœurs, mais dans celle des arts. 1870, date de défaites, marque le point de départ d'étapes de progrès et de victoires : progrès politique du régime républicain, victoire sociale de l'idéal démocratique, retour artistique à l'expression de la vie contemporaine, non seulement dans ses apparences extérieures, mais dans ses aspirations propres, qui constituent l'idéal du temps. Dans la ruche artistique qui, dès la première heure, se remet au travail, le magnifique labeur des trois premiers quarts du siècle se fond et se condense en expressions nouvelles hautement significatives : l'imagination aboutit, avec Paul Baudry, Puvis de Chavannes, à la grande peinture monumentale ; l'observation, devenue plus affinée, plus attentive, s'aiguise dans l'impressionnisme de Manet et de Degas, de Claude Monet, de Renoir. En 1830, avait commencé le romantisme, en 1848, le réalisme, en 1870 débute l'impressionnisme. Un professeur d'outre-Rhin, il y a quelques années, à propos d'une exposition de peintures patronnée par *leur* Empereur, à Chicago, s'évertuait à prouver que l'École française, quel qu'eût pu être son passé de vieille culture, avait fini son rôle d'éducatrice et que cette mission revenait à la nouvelle École germanique, plus saine, vigoureuse, d'une vitalité plus énergique. Comme l'a bien vu, et montré, le Commissaire des Beaux-Arts, M. Guiffrey, les héritiers et continuateurs des Puvis de Chavannes et des Rodin relèvent le défi. Maîtres et disciples sont ici : les maîtres dans l'Exposition rétrospective, au Palais de la France, les disciples près d'un de ces miroirs liquides où se reflètent les délicates couleurs et les sobres lignes d'une architecture romaine ou grecque, entre les Japonais et les Italiens, au Palais des Beaux-Arts.

A l'Exposition rétrospective, l'allusion artistique a pieuse-

ment groupé d'illustres toiles : dans la série des réalistes en voie de transformation, Monet, dont l'impressionnisme, traitant les paysages par série de sujets, de motif identique, mais différens de lumière et d'atmosphère, offre, dans la série des cathédrales, la basilique de Rouen. L'observation réaliste des peintres militaires ramène ici, du Salon de 1881, le *Cimetière de Saint-Privat* et la *Défense du Bourget* d'Alfred de Neuville, tandis qu'Édouard Detaille, après avoir, comme son maître Meissonier, peint des soldats d'autrefois, et, comme son ami de Neuville, des sujets contemporains, unit les deux genres dans le *Rêve*. L'ayant vu, au Salon, en 1885, le revoir à San Francisco, en 1915 : quelle émotion ! Couchés dans la vaste plaine au pied des fusils en faisceaux, des fantassins suivent, dans leur sommeil, que visite l'Aurore, l'apothéose des armées d'autrefois : elles passent, étendards claquant, devant les jeunes troupes, dont le drapeau roulé s'apprête à se déployer en victoires. Mais l'idéalisme de Puvis de Chavannes dépasse, par la simplicité du moyen et la puissance de l'effet, la poésie militaire du *Rêve*

Entre deux cimetières, près de décombres, vient s'asseoir l'Espérance, jeune enfant aux yeux bleus, innocente et frêle, appuyée sur la terre fraîchement remuée d'une tombe, un brin d'herbe à la main. Que de temps passé depuis qu'en 1872, Puvis de Chavannes espérait, qu'en 1885, Édouard Detaille rêvait. La gracile Espérance de Puvis de Chavannes peut voir fleurir enfin le timide brin d'herbe qui verdoyait entre ses doigts. Les fantassins, étendus près du drapeau roulé sur les fusils, ont maintenant réalisé leur rêve. Ils sont, suivant le juste mot d'un de leurs capitaines, historien des guerres de l'Empire, actuellement au front, redevenus, comme leurs ancêtres, « les soldats de la Grande Armée. »

Après les maîtres, leurs disciples et continuateurs. Ils ne sont pas au Palais de la France, mais au Palais des Beaux-Arts, où, sauf les architectes (pour l'Américain, l'architecture, ramenée à l'industrie, n'est-elle donc pas un art?), les artistes contemporains de toute nationalité se trouvent uniformément rassemblés. Ici ne flotte plus le drapeau tricolore. Ici, l'art de la France pourrait être plus détaché de toute préoccupation patriotique ou guerrière. Et cependant, la vraie pensée, la pensée fière, forte, grave, résolue, humaine de la France, se traduit ici sous les formes les plus diverses par maintes allusions à l'épreuve pré-

sente, en même temps que par la plénitude et la variété du tempérament artistique.

Sur un siège drapé de rouge, gravement vêtue de noir, une épée mince et droite à plat sur les genoux serrés, cette femme qui s'érige, droite et fière, sur la toile d'Agache, ne procède-t-elle pas de la même pensée que la Gallia d'Alfred Boucher? *Pro justitia tantum.* Que de crimes attendent en ce moment l'heure de la justice! De son crayon léger, trop frivole pour de telles tristesses, Willette en traçait, dès 1908, l'évocation allégorique : une voiture de misère; sous la bâche à demi défoncée, un coffre de métal, aux gros clous, ouvert et vide; entre les brancards abattus, à demi renversée, la symbolique victime du suprême outrage; un guerrier, farouche, casqué, la lance au poing, près d'un arbre, dont les basses branches laissent passer les jambes d'un pendu, regarde, stupide, ses crimes, tandis qu'au bord d'un fossé, un enfant épargné, une fleur à la main, sourit, sans comprendre, au barbare. Et ces mots : « C'est la guerre, » la guerre telle du moins qu'on l'imaginait en 1908, imagination bien inférieure, hélas! à la réalité. Témoin ce dessin de Belgique, où, sous une forme discrètement imprécise, passe l'accent tragique, direct, des réalités vues avec une telle violence, une telle intensité, que, pour les ramener à l'art, il faut les laisser entrevoir, deviner, plutôt que les montrer clairement : deux formes grises, indiquées par Roll dans la rapidité d'une exécution qui se voile d'horreur : une femme morte serrant dans ses bras un enfant, et au-dessous : 1914.

Avec ces touches, s'accentue douloureusement, de place en place, une note de gravité, d'émotion, indispensable, pour rappeler que, fût-ce dans la féerie de ces palais et de ces jardins. sous le signe doré du bonheur de la Tour des Joyaux, à douze mille kilomètres de Paris, la France n'oublie pas. Son esprit est venu jusqu'ici, mais son cœur est resté là-bas. Les Américaines qui passent ont promptement saisi cette nuance. C'est de tout l'élan de leur cœur qu'elles accueillent ces manifestations de notre esprit. Devant « l'Effet de neige » de Bonneton, dont elles savent qu'il vient d'être tué, elles pensent que peut-être c'est dans un décor semblable à celui de son tableau qu'il fit à la Patrie le double sacrifice de sa vie et de son art. Devant ces Bigoudens, assises au bord d'une mer non aperçue, mais que le vent, rapide et brusque, indique prochaine, d'autres pensent

que Le Mordant est grièvement blessé. Combien d'artistes, actuellement au front, exposent ici, qui peut-être en ce moment l'ignorent! C'est des mains de leurs amis venus en pèlerinage à l'atelier désert, que les commissaires de l'Exposition ont le plus souvent reçu ces toiles, œuvres de jeunes hommes qui auront réalisé tous les rêves : celui de l'esprit et celui de l'action.

La France nouvelle, la France mystique, de l'Idéal, du dévouement et de l'effort, s'exprime ici dans tout l'élan de sa pensée. S'inspirant des primitifs italiens, de Puvis de Chavannes, de Corot, le délicieux illustrateur des *Fioretti* de saint François d'Assise, Maurice Denis, évoque doucement les communiantes, innocentes figures laissées par la délicatesse de son pinceau à la pureté de leur rêve d'enfant, puis dans une teinte plus crue aux couleurs plus vives, si ce n'est trop vives, un paysage florentin, inspiré de Benozzo Gozzoli.

Après les impressionnistes, qui n'ont pas de composition ni de perspective, qui ouvrent simplement une fenêtre pour peindre sans relief, sans plans successifs, ce qu'ils voient, une figure, une cathédrale, un bord de l'eau, voici des peintres qui reprennent la grande tradition française de la composition, avec une nuance de poésie, mythologique chez les uns, chrétienne chez les autres. Des soldats à l'artiste, de l'action au rêve, la France retourne en ce moment aux grandes époques.

Venant en Amérique avec la fierté de ses œuvres et la mélancolie de ses douleurs, l'invitée, pour faire honneur à l'hôte, s'efforce de sourire.

Sachant combien les États-Unis ont le culte de leur indépendance et des souvenirs qui s'y rattachent, elle leur porte des reliques de Rochambeau et de La Fayette : les meubles de la chambre de la marquise de La Fayette à la naissance du héros ; un portrait du général en civil, calme et railleur, un peu gros: son jeu de dames; son grand portefeuille rouge ; un drapeau qui lui a été donné à son retour en Amérique, un simple drapeau fixé avec trois clous de tapissier à une hampe de bois, alors qu'au ciel constellé de l'Union ne brillaient encore qu'une vingtaine d'étoiles. Voici, très authentiques, des souvenirs de Rochambeau, un fauteuil du maréchal, un portrait du fils de La Fayette, le grand cordon de l'ordre de Saint-Louis ; enfin un mortier donné au Royal-Auvergne dont Rochambeau était

le colonel. Entre cette pièce démodée, rude et primitive aboyeuse de mitraille, et l'élégance de notre 75, dont le Creusot expose, aux Manufactures, le dernier modèle à l'usage des nations étrangères, la défense militaire a perfectionné ses moyens ; mais les soldats de Joffre ont, comme ceux de La Fayette et de Rochambeau, dans les plis de leur drapeau, — astres ou couleur, étoiles ou ciel, — des reflets d'Idéal. Même lorsqu'elle lutte pour la reconstruction de son intégrité territoriale, la France tire l'épée pour d'autres que pour elle. Son « soixante-quinze » est, à San Francisco, au pied d'un pylône où se lisent les mots : *Pax. Jus. Labor.* Combattant pour la Justice et pour l'Humanité, pour le respect du Droit et pour la Liberté des peuples, son génie peut, sans rien abdiquer du devoir présent, rejoindre la pensée américaine. Unies par tant de souvenirs communs, les deux républiques le sont aujourd'hui, plus que jamais, par leur dévouement aux principes d'honneur, de morale internationale et d'altruisme d'État à État, qu'un orgueilleux défi n'aura pu qu'outrager, sans l'ébranler. Dans la petite médaille où le jeune maître Ovide Yencesse commente la parole de Michelet « au XXe siècle, la France déclarera la paix au monde, » s'affirme, à l'Exposition, le même vœu de bonheur universel, généreusement ouvert à tous les peuples, que dans la Tour des Joyaux. Mais la neutralité des États-Unis le sert par les négociations et le promet par la richesse, tandis que la France attaquée, obligée de se défendre, le cherche par les armes, dans l'épreuve, et, comme la mère antique, ne veut d'autre parure, d'autres « joyaux, » que l'héroïsme de ses enfans, libérateur du monde.

A. DE LAPRADELLE.

LES DERNIÈRES ANNÉES

DE

LA DICTATURE DE BISMARCK

(NOTES ET SOUVENIRS)

1887-1890

Les quatre années que représentent les millésimes inscrits ci-dessus ont été remplies en Allemagne par une succession de péripéties qui ont eu deux aboutissans décisifs pour ses destinées : l'avènement de Guillaume II et la fin de la dictature bismarckienne. Indépendamment de ces deux grands faits historiques, la même période a été encore caractérisée par divers incidens qui ont alors agité le monde. L'année 1887, notamment, a été fertile en spectacles mémorables.

C'est au début de cette année que, dans le Reichstag, l'opposition du parti du Centre est brisée, que le Septennat militaire auquel ce parti a refusé son approbation est voté malgré lui, grâce à l'énergie de Bismarck et grâce aussi à l'intervention du pape Léon XIII.

C'est l'année où, pour obtenir du corps électoral allemand une majorité propice à ses vues, le chancelier propage dans tout l'Empire des craintes de guerre, calomnie tour à tour la France et la Russie en leur attribuant des intentions belliqueuses et, à force de mensonges, déchaîne contre les gouvernemens qu'il accuse à tort, les sentimens haineux du peuple germanique, que ses successeurs attiseront et dont, à vingt-cinq ans

de là, les tragiques événemens de 1914 seront la conséquence.

C'est l'année où se manifestent, à travers les incidens de la politique continentale, les germes et les symptômes de l'alliance franco-russe et où l'Italie, sous l'influence néfaste du ministre Crispi, signe le traité heureusement fragile et purement défensif, — du moins c'est ainsi qu'elle l'interprète, — qui confirme en le développant celui de 1882 et la fait d'une manière définitive l'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche à la place de la Russie volontairement libérée des engagemens par lesquels elle s'était attachée à ces deux Puissances.

C'est enfin l'année de l'affaire Schnæbelé au cours de laquelle la France, confiante en son bon droit, témoigne unanimement d'un sang-froid, d'un calme et d'une résolution qui, pour la première fois depuis 1870, font comprendre à ses ennemis que leurs menaces ne l'épouvantent plus.

La conviction qu'elle leur avait imposée par son attitude ne fut pas étrangère, sans doute, à la détente momentanée qu'on voit alors se produire entre les nations rivales et dont toute l'Europe ne tarda pas à ressentir pour un temps les heureux effets. Mais cette détente eut d'autres causes. Le grand âge de Guillaume Ier, la maladie incurable de son fils le futur Frédéric III et l'inexpérience prétentieuse du prince appelé à leur succéder en constituent la principale origine. L'Allemagne pouvait-elle songer à se jeter dans la guerre lorsqu'elle était exposée à voir en quelques mois ou en quelques semaines, peut-être même en quelques jours, trois changemens de règne et le pouvoir impérial passer dans les mains d'un jeune homme de vingt-huit ans qui, jusqu'à ce moment, ne s'était pas révélé à son avantage? Une telle perspective commandait de ne pas troubler la paix. Contrairement aux craintes qu'inspirait le prince Guillaume, elle se consolida après qu'il fut monté sur le trône en juin 1888, et durant l'année 1889, où l'Exposition Universelle tenue à Paris avait amené une trêve entre les rivalités européennes.

A cette époque, la puissance du prince de Bismarck est à son apogée. Depuis la création de l'empire d'Allemagne et le traité de Francfort, il est monté si haut, sa volonté, au dedans comme au dehors, s'est si souverainement exercée qu'on a pu dire de lui et qu'il avoue lui-même qu'il a été véritablement un dictateur. La chute imprévue qui, en 1890, met fin à sa dictature

et couronne avec tant de soudaine brutalité une carrière si brillante, n'en a que plus de retentissement. Dans le recul de l'Histoire, elle va revêtir peu à peu un caractère émouvant, quasi shakspearien.

A ce titre, et bien que la période que clôt cet événement ait été déjà l'objet d'études partielles, elle mérite qu'on y regarde de plus près et qu'on la reconstitue dans son ensemble et dans ses grandes lignes, ne serait-ce que pour en rappeler les circonstances à ceux qui, au bout d'un quart de siècle, peuvent les avoir oubliées ou pour l'instruction de ceux qui, n'étant pas nés ou étant encore enfans lorsqu'elles se déroulèrent, les ont ignorées.

Tel est l'objet des pages qui suivent.

Elles se recommandent, à défaut de mieux, du souci de vérité dont l'auteur n'a pas cessé d'être animé en les écrivant et de l'utilisation de documens diplomatiques, de notes et de souvenirs qu'il doit à des communications bienveillantes et qui aux détails déjà connus en ajoutent d'autres qui les éclairent en même temps qu'ils nous ouvrent l'âme des personnages, qui ont évolué sur le théâtre du drame au dénouement duquel nous assistons aujourd'hui.

LA CRISE DE 1887

I

Le 24 octobre 1886, M. Jules Herbette, que le ministère Freycinet venait de nommer ambassadeur de France à Berlin, était reçu officiellement par l'empereur d'Allemagne et lui présentait ses lettres de créance. En répondant à son discours, Guillaume Ier lui disait : « Vous avez exprimé ma pensée en disant que l'Allemagne et la France ont de nombreux intérêts communs et qu'elles pourraient y trouver un terrain d'entente profitable aux deux nations voisines. » Ce langage était de nature à produire et produisit en effet la plus heureuse impression par toute l'Europe. En témoignant de la volonté du souverain de ne pas laisser porter atteinte à la paix, il confirmait d'autres propos qu'il avait tenus précédemment, desquels il résultait qu'il se sentait trop vieux pour recommencer la guerre et qu'il ne s'y laisserait pas entraîner.

On se les expliquera sans peine et l'on ne doutera pas de sa

sincérité, si l'on veut se rappeler qu'il venait d'entrer dans sa quatre-vingt-dixième année. Après l'avoir longtemps épargné, la vieillesse maintenant pesait lourdement sur lui. Les coups qu'elle lui portait étaient visibles dans toute sa personne, et jusque dans ses paroles qui trahissaient parfois l'affaiblissement de ses facultés. Un diplomate écrivait, après avoir causé avec lui : « Au cours de notre conversation, il a été debout à plusieurs reprises, et j'ai pu constater qu'il faisait effort pour ne pas vaciller. » Il est aisé de comprendre qu'en un tel état, il eût conçu pour la guerre une vraie répugnance. Lorsqu'il le laissait entendre, il était aussi sincère que rassurant. On ne pouvait lui demander davantage, et le gouvernement français n'avait qu'à se féliciter de trouver dans ce vieillard un partisan résolu de la paix.

Mais, justement parce que l'Empereur courbé par l'âge laissait voir de plus en plus des marques de sénilité, il y avait lieu de se demander s'il serait longtemps encore en état de résister aux excitations belliqueuses du parti militaire qui appelait de ses vœux une prise d'armes contre la France et se plaisait à dire qu'il fallait isoler la République, l'empêcher de poursuivre ses armemens et la mettre ainsi dans l'impossibilité de se défendre quand on jugerait que l'heure était opportune pour essayer de l'écraser. Assurément, ce parti qui n'était pas encore devenu le maître de l'Allemagne eût été alors impuissant à forcer la volonté de l'Empereur. Mais en serait-il toujours ainsi ? On se le demandait anxieusement à Paris comme à Berlin, aussi bien que dans toutes les capitales, car partout régnait la crainte que, si la guerre éclatait entre les deux pays, elle ne restât pas localisée comme celle de 1870, et que d'autres Puissances ne fussent amenées à y prendre part, ce qui déterminerait une conflagration générale.

On reconnaissait en même temps que la solution de questions si graves dépendait uniquement du prince de Bismarck. S'il jugeait la guerre contraire à l'intérêt de l'Allemagne, il résisterait victorieusement à tous les efforts du parti militaire. Mais s'il la considérait comme une nécessité, il saurait y contraindre l'Empereur. On constatait cependant que si, en 1875, il l'avait voulue ou avait feint de la vouloir, ses dispositions s'étaient modifiées depuis. On en trouvait la preuve dans les attentions qu'au Congrès de Berlin il avait prodiguées aux représentans de la France, MM. Waddington et le comte de

Saint-Vallier, dans l'initiative qu'il avait prise de désigner la Tunisie aux ambitions françaises comme une conquête facile qu'il ne nous disputerait pas et dans la persistance avec laquelle il se plaisait depuis à encourager nos entreprises coloniales.

Sans doute, le mobile de ses conseils n'était que trop facile à discerner. Il se flattait de nous détourner de toute pensée de revanche et d'éveiller contre nous les susceptibilités et les défiances de l'Angleterre et de l'Italie.

— C'est notre intérêt qu'elles se brouillent avec la France, disait-il ; et puis pendant que les Français seront occupés à Tunis, ils ne regarderont pas du côté de la frontière du Rhin.

D'autre part, il ne faut pas oublier que, dans la conduite de sa politique, il s'était montré maintes fois dépourvu de scrupules. Il était dans ses habitudes de subordonner aux circonstances l'exécution de ses promesses les plus formelles et de ses engagemens les plus sacrés. Peut-être, lorsqu'il poussait la France à prendre pied en Tunisie et même au Maroc, se réservait-il intérieurement de la dépouiller plus tard de son empire colonial. La question n'a jamais été éclaircie de savoir si en 1887, au moment où l'Italie remplaçait la Russie dans la Triple-Alliance et y entrait uniquement, nous le savons aujourd'hui, dans l'intérêt de la paix et pour maintenir, de concert avec l'Autriche, l'équilibre dans l'Adriatique, le chancelier lui avait ouvert des perspectives sur l'empire chérifien. Ce qui est plus vrai, c'est qu'on le disait à Constantinople et que le gouvernement ottoman commençait à s'inquiéter des périls auxquels il croyait exposée sa puissance en Afrique.

Mais quelles que fussent les arrière-pensées et les illusions du prince de Bismarck, l'aide amicale qu'il affectait de porter au développement de nos possessions d'outre-mer n'en contribuait pas moins à maintenir l'Europe dans l'atmosphère relativement rassérénée où Guillaume Ier semblait avoir puisé son inspiration lorsque, en répondant à M. Jules Herbette, il reconnaissait la possibilité pour les « nations voisines » de trouver, dans les intérêts qui leur étaient communs, le terrain d'une entente féconde et durable.

Cependant, en dépit des assurances pacifiques qui saluaient l'ambassadeur de France à son arrivée à Berlin, il suffisait d'un peu de clairvoyance et de prévoyance pour se rendre compte de leur caractère accidentel et passager. Il n'était que trop certain

que le bon vouloir qu'elles exprimaient restait à la merci d'un changement d'humeur du chancelier et d'incidens imprévus :

— Nous voulons la paix, avouait-il à son confident Maurice Busch, mais la paix après avoir ceint notre armure et chargé notre revolver.

Ces incidens n'allaient pas tarder à se produire et à ébranler l'espoir qu'avait conçu le gouvernement français de voir durer et s'accentuer l'amélioration déjà constatée de ses rapports avec le Cabinet de Berlin.

Dans un ouvrage magistral, dont les lecteurs de la *Revue* ont eu la primeur, M. Georges Goyau a dressé le tableau des difficultés intérieures au milieu desquelles se débattait à cette époque le prince de Bismarck, ce qui nous autorise à ne pas nous étendre sur les causes de la crise parlementaire qui, à la fin de l'année 1886, eut brusquement sa répercussion sur les relations de l'Allemagne avec la France et fit succéder une période d'orages à une période de calme et d'apaisement. Nous n'en retiendrons que ce qui est nécessaire à l'intelligence et à l'intérêt de cette étude.

Le 25 novembre, le chancelier avait soumis à l'approbation du Reichstag une loi militaire qui n'était que la reproduction de celles qui avaient été votées relativement au même objet, en 1874 et en 1880. Elle maintenait pour une nouvelle durée de sept ans les dispositions des deux précédentes. Celles-ci avaient été votées, malgré l'opposition du parti du Centre, autrement dit, le parti catholique qui ne pardonnait pas à Bismarck sa politique persécutrice, bien qu'il fût en train d'en réparer les effets, et qui saisissait toutes les occasions pour faire obstacle à ses desseins. A deux reprises le chancelier avait eu raison de cette résistance, et la loi militaire dont il demandait le renouvellement fonctionnait depuis quatorze ans. Mais, cette fois, l'opposition était plus forte qu'antérieurement. Le pointage des voix fait par avance dans les bureaux de la chancellerie impériale démontrait que la majorité était acquise au rejet de la proposition gouvernementale. Un amendement déposé par les membres du Centre prétendait ne l'accepter que pour trois ans au lieu de sept. Le Reichstag s'était divisé en deux camps : d'un côté les partisans du septennat, de l'autre ceux du triennat, et c'est à ceux-ci que semblait réservée la victoire.

Après s'être vainement efforcé de gagner assez de suffrages

pour se constituer une majorité, le chancelier avait résolu d'en finir avec l'opposition qui, depuis si longtemps, contrecarrait ses plans et de dissoudre ce parlement où la rébellion faisait de jour en jour de nouveaux progrès. En demandant aux électeurs de trancher le différend, il espérait retrouver, grâce à eux, cette majorité qui menaçait de lui faire défaut dans une circonstance si importante à ses yeux.

Ce n'était pas la première fois qu'il se trouvait en présence d'une crise de cette nature. Quand il s'en était produit une, il l'avait dénouée à l'aide de moyens d'une loyauté douteuse. Mais il les considérait comme légitimes en vertu de l'axiome : « Nécessité n'a pas de loi, » que, trente ans plus tard, devait utiliser un de ses successeurs sans craindre d'infliger à l'honneur allemand une tache ineffaçable. Ce moyen, on le connaît. Il consistait à dresser devant le Reichstag le spectre de la guerre et à faire croire que la France se préparait à attaquer l'Allemagne. Mais encore fallait-il, pour qu'un tel prétexte pût être allégué efficacement, que la situation internationale le rendît vraisemblable. Ce n'était pas le cas en 1886. L'attitude pacifique du ministère Freycinet, celle du parlement français, le langage des journaux, l'état d'âme du pays, ne permettaient pas de suspecter leurs intentions ni de les soupçonner de se préparer à la guerre. Aussi l'embarras du prince de Bismarck était-il grand, faute d'une raison valable pour justifier un retour à la politique comminatoire dont en d'autres temps il avait abusé.

A l'improviste, le prétexte qu'il cherchait s'offrit à lui et c'est par la France qu'il lui fut fourni. Le ministère Freycinet était renversé le 3 décembre par un vote de la Chambre des Députés et remplacé, huit jours plus tard, par un Cabinet ayant à sa tête M. René Goblet. Au point de vue de la politique extérieure, le nouveau Cabinet ne différait pas de l'ancien, dont plusieurs membres y étaient maintenus, notamment le général Boulanger, qui, depuis le 7 janvier, détenait le portefeuille de la Guerre. C'est le maintien du général qui fournit au prince de Bismarck le motif qu'il cherchait pour provoquer en Allemagne, et particulièrement dans le Reichstag, une levée de boucliers contre la France. Pendant près d'une année, il ne s'était pas alarmé de la présence de Boulanger dans le gouvernement français. Mais tout à coup, il y voyait un péril grave pour la paix.

Vainement se multipliaient autour de lui les preuves des dispositions pacifiques de M. René Goblet, président du Conseil, de M. Flourens, devenu ministre des Affaires étrangères et de tous leurs collègues, il feignait de rester incrédule ou tout au moins de douter de leur autorité qui était exposée, prétendait-il, à être affaiblie et compromise par la popularité bruyante et encombrante du général.

Tel est le thème des nombreux discours qu'il va prononcer maintenant dans le Reichstag afin de le convaincre de la nécessité de voter le Septennat et de donner à l'Empire la sécurité dont il a besoin pour conjurer les dangers qui le menacent. Il apportera dans cette campagne une ardeur juvénile et irritée, brouillonne et venimeuse. Constamment sur la brèche, il ne laisse sans réponse aucun des argumens invoqués contre sa politique. En même temps qu'il s'évertue à déclarer qu'il ne nourrit pas de mauvais desseins contre la France, on dirait qu'il a pris à tâche de la provoquer. Quand il parle de la paix c'est avec une voix de guerre.

« La pensée de faire une guerre parce que peut-être elle est inévitable dans l'avenir, déclare-t-il, et que dans l'avenir elle pourrait avoir lieu dans des circonstances moins favorables, a toujours circulé loin de mon esprit et je l'ai toujours combattue. Nous n'attaquerons jamais la France, si les Français veulent maintenir avec nous la paix aussi longtemps que nous ne les attaquerons pas. Si nous étions sûrs de ce fait, alors la paix serait assurée. Mais quelles que soient les intentions pacifiques du ministère actuel, il n'est pas douteux que le feu sacré de la revanche est toujours entretenu par une minorité qui veut la guerre et pourrait entraîner le reste du pays en lui donnant l'assurance que la victoire est certaine parce que la France est plus forte que l'Allemagne. »

Ce qu'il y avait de plus grave et de plus irritant pour la France dans ces propos, c'est que le chancelier ne croyait pas à la réalité du péril qu'il dénonçait et ne se demandait même pas si ses manœuvres n'auraient pas pour effet de déchaîner, en deçà et au delà des frontières, des passions patriotiques qu'il ne serait plus possible de contenir. Laissant entendre que, si la guerre devait éclater, ce serait à deux ou trois ans de là, il disait encore pour assombrir l'horizon : « La guerre de 1870 n'aurait été qu'un jeu d'enfant à côté de celle de 1890. Ce serait,

d'un côté comme de l'autre, le même effort : chacun s'efforcerait de saigner à blanc. »

Tandis qu'il laissait tomber du haut de la tribune ces paroles ardentes, où l'on sent passer tour à tour la ruse, le mensonge et même des hypothèses sinistres, qui deviendront plus tard des réalités, il fait ouvrir dans la presse germanique, sur toute l'étendue de l'empire, une campagne animée du même esprit que celle qu'il poursuit dans le parlement. Il fait répandre, contrairement à la vérité, que le ministre de la Guerre français a procédé à d'énormes achats de bois de construction et que ces bois doivent être employés à des baraquemens qui vont être élevés sur la frontière. A quoi ces baraquemens peuvent-ils servir, si ce n'est à abriter des troupes, et à quoi ces troupes sont-elles destinées, si ce n'est à marcher contre l'Allemagne? Voilà le refrain que, sur des airs plus ou moins variés, il ne cessera de chanter.

A l'effet de corroborer les suppositions qui les inspirent et de leur donner plus d'autorité, il incrimine les mesures que prend le gouvernement français pour compléter sa puissance militaire. Il sait bien cependant qu'elles ne sont pas nouvelles et ne sont que la conséquence du plan général de réorganisation dont l'exécution a commencé en France après la signature du traité de Francfort. Mais peu lui importe. Bien que la vieillesse de l'Empereur, la santé déplorable du kronprinz Frédéric, la jeunesse du prince Guillaume condamnent l'Allemagne à l'impuissance de faire la guerre, il feint d'y être résolu et s'y prépare comme si elle devait avoir lieu. Il montre au Reichstag une France menaçante et une Europe alarmée par les prétendus préparatifs qu'on fait à Paris pour prendre l'offensive.

La presse germanique asservie à ses ordres répand que l'Autriche convoque d'urgence les Délégations, leur demande des crédits extraordinaires et vient d'acheter cent vingt mille chevaux. A l'en croire, l'Italie arme à tour de bras, et doucement, sans bruit et par lettres individuelles, assure sa mobilisation, tandis que la Belgique, la Suisse, les États scandinaves, en proie à la panique, se mettent en garde contre des éventualités redoutables. Pour comble de perfidie, c'est à la France que le chancelier impute la responsabilité du trouble continental dont il est le seul auteur. D'accord avec le maréchal de Moltke, et sous prétexte de grandes manœuvres, il fait procéder à

d'énormes concentrations de troupes sur la frontière. Soixante-treize mille réservistes sont appelés sous les drapeaux et mobilisés en Alsace. L'exportation des chevaux est interdite; on annonce un grand emprunt de guerre; les officiers sont invités à compléter leur équipement. Enfin, le bruit est répandu qu'en cas de conflit entre la France et l'Allemagne, les empires du Nord marcheront ensemble contre l'ennemi commun.

En ce qui touche la Russie, l'affirmation était mensongère, et le comte Schouvalof, ambassadeur russe à Berlin, la démentait auprès de son collègue français.

— Pourquoi, lui disait-il, nous unirions-nous à l'Allemagne contre la France, avec qui nous avons tant d'affinités?

L'Angleterre faisait entendre des déclarations analogues. Mais ce n'étaient là que des mots et les gouvernemens européens s'abstenaient d'intervenir officiellement. Dans leur silence, Bismarck trouvait un encouragement à poursuivre la propagation de tant de rumeurs malveillantes, à l'aide desquelles il faisait croire à l'imminence de la guerre, afin de détruire dans le Reichstag l'opposition fomentée contre lui par le parti du Centre. Mais la majorité de cette assemblée ne se laissait pas intimider par ces moyens déloyaux ni par les prédictions pessimistes du chancelier. Elle y opposait une incrédulité arrogante et railleuse. Loin d'être ébranlée par l'agitation du parti militaire, par le désarroi du monde commercial et industriel, par la baisse des fonds publics, sa résistance y puisait une énergie nouvelle. Il était trop clair que ces manifestations périodiques, révélatrices de l'acuité de la crise, faisaient partie de la comédie jouée par le chancelier et que l'inquiétude générale cesserait au jour et à l'heure où il la jugerait inutile à ses desseins.

Décidée à repousser le Septennat, l'opposition se déclarait prête, en revanche, à voter le Triennat. Mais c'est précisément du Triennat que le chancelier ne voulait à aucun prix, pas plus d'ailleurs que de toute autre proposition transactionnelle. Ses exigences se résumaient en trois mots : tout ou rien. Leur caractère intransigeant le maintenait en minorité dans le Reichstag, bien que, pour y triompher, il eût recouru à l'intervention du pape Léon XIII.

II

Depuis l'avènement de l'illustre pontife, un rapprochement s'était opéré entre Bismarck et la Papauté. Renonçant à la politique du Kulturkampf, le chancelier avait pris l'engagement de reviser les lois arbitraires votées en 1872, et appliquées ensuite avec la plus impitoyable rigueur. Cette revision était commencée, et dans l'incertitude où il se trouvait quant à l'issue de son conflit avec le Centre, il était naturel qu'il eût pensé à faire appel au Saint-Siège, qu'il devait croire tout-puissant sur ce parti. En provoquant cette démarche, il avait fait valoir que le rejet du Septennat aurait pour effet de rendre inévitable une guerre entre l'Allemagne et la France.

On sait avec quel empressement Léon XIII s'était rendu au désir du chancelier, sans poser d'ailleurs aucune condition. Le nonce papal résidant en Bavière avait été invité à employer son influence sur les chefs du Centre pour les convaincre au nom du Souverain Pontife qu'il était de l'intérêt de l'Église et de la paix du monde que les projets militaires soumis au Reichstag fussent votés, et qu'en conséquence le parti devait renoncer à les combattre, s'ils n'étaient pas absolument incompatibles avec ce qu'exigeait la cause religieuse en Allemagne. Mais, soit que ce conseil donné aux chefs n'eût pas été communiqué par eux à leurs collègues, soit que ceux-ci se fussent refusés à en tenir compte, il ne fut pas suivi. Le 14 janvier 1887, le Reichstag ayant à se prononcer sur l'amendement qui substituait le Triennat au Septennat, l'adoptait malgré les efforts de Bismarck, par 183 voix contre 134. Ce n'était, de la part de la majorité, la preuve ni de son libéralisme, ni de ses sentimens pacifiques, mais tout simplement une protestation éclatante contre le système autoritaire que le chancelier entendait opposer de plus en plus au parlementarisme. Néanmoins, et quel qu'en fût le caractère, le vote du Reichstag infligeait au gouvernement une défaite. Mais Bismarck l'avait prévue, il s'y était préparé. Lorsque le résultat du scrutin eut été proclamé, il se leva et donna lecture d'un décret impérial qui prononçait la dissolution de l'assemblée. Bien qu'on s'y fût attendu, cette mesure provoqua de toutes parts la plus vive émotion. Les amis du chancelier s'inquiétaient des

suites de son coup d'audace. Qu'adviendrait-il si les électeurs maintenaient leur confiance aux députés opposans et si un changement de règne survenait en pleine crise constitutionnelle? Le parti de la Cour était en proie aux mêmes anxiétés, et là, comme dans le parti militaire, on s'irritait contre l'opposition qui venait de triompher.

— Il faut en finir avec elle, disait-on; l'amour du peuple pour l'Empereur la fera rentrer dans l'ombre.

On le disait; mais, dans ce propos, il y avait plus de fanfaronnade que de franchise. Un peu partout, on était excédé de cette campagne de fausses nouvelles, d'accusations imméritées et d'alarmes jouées, qui avait son contre-coup sur les affaires, dépréciait les fonds publics et obligeait les grands établissemens de crédit à venir en aide à l'industrie, au commerce, à l'agriculture. Il n'est pas téméraire de supposer qu'à ce moment, plus qu'à aucun autre de sa carrière ministérielle, le prince de Bismarck a senti peser sur lui la lassitude que faisaient éprouver au pays les excès de son pouvoir dictatorial. Mais ce n'est là qu'une supposition, et on est plus sûr de ne pas se tromper en rappelant avec quelle fermeté et quelle audace il a bravé la tempête que lui-même avait déchaînée.

Il voit coalisées contre lui des oppositions et des influences, qui dans un autre pays suffiraient à renverser le plus puissant ministre. Il est combattu non seulement par ce parti du Centre qui vient de lui faire échec, mais encore par l'impératrice Augusta, par la princesse impériale Victoria et par leur entourage. Le kronprinz Frédéric lui-même désapprouve sa politique qu'il trouve dangereuse pour l'avenir de la dynastie. Mais, assuré de l'appui de l'Empereur qu'il tient dans sa main et de l'approbation du prince Guillaume dont il a conquis la confiance et l'amitié, Bismarck oppose, au groupement des forces hostiles, la vigueur et la résolution d'un homme qui sait ce qu'il veut et où il va et, pour atteindre son but, combattra jusqu'à la dernière extrémité. Tous les moyens qu'il a employés pour détruire l'influence du Centre dans le Reichstag, il les emploiera avec plus de violence pour la détruire dans les collèges électoraux et pour y conquérir la majorité dont il a besoin.

Ce sera toujours la même argumentation. Si le Septennat est voté, l'Allemagne continuera à inspirer tant de craintes à ses ennemis qu'aucun d'eux n'osera l'attaquer et que la paix

sera assurée. S'il est rejeté, elle sera affaiblie dans sa force militaire et exposée aux attaques de la Francè. Alors il sera nécessaire de devancer ces attaques et de porter à l'ennemi des coups mortels avant qu'il ne soit en mesure de se défendre. C'est ainsi que, du résultat du scrutin qui va s'ouvrir, dépendra la paix où la guerre.

Telle est l'idée que développent pour les électeurs les journaux aux gages du chancelier. Elle s'aggrave d'insinuations et de menaces que formulent les organes officieux et qu'on retrouve dans les entretiens de Bismarck avec les membres du corps diplomatique étranger lorsqu'il leur fait l'honneur de les recevoir, ce qui n'est pas fréquent, et dans les propos que leur tient son fils le comte Herbert de Bismarck, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères. La personnalité du général Boulanger, ministre de la Guerre en France, est de plus en plus représentée comme une menace pour l'Allemagne, et ce jeu est poussé si loin qu'il trahit la prétention du gouvernement germanique de réduire au silence l'opinion publique française.

— Nous n'attaquerons pas la France, promet le chancelier, à moins qu'un militaire ne devienne président du Conseil ou président de la République.

Son fils précise cette condition.

— Sans doute, dit-il à notre ambassadeur, le ministère actuel fait de son mieux pour retenir le général Boulanger. Mais y parviendra-t-il indéfiniment? C'est la seule question qui nous préoccupe.

Naturellement, l'ambassadeur proteste. Il établit, preuves en mains, que ni le général Boulanger ni aucun de ses collègues ne songent à faire la guerre, que son gouvernement ne procède pas à des armemens extraordinaires, que ceux de l'Allemagne en Alsace sont bien autrement inquiétans et qu'en France tout est à la paix. Ses déclarations sont accueillies courtoisement, mais avec défiance; on affecte de continuer à suspecter les intentions du général Boulanger, comme pour justifier le caractère agressif de la campagne entreprise contre la France. Cependant les protestations de l'ambassadeur obligent Herbert de Bismarck à promettre de modérer la polémique électorale. Mais on peut douter de sa sincérité, lorsqu'il ajoute à cette promesse et comme s'il faisait une concession « que son père ne demande pas la démission du général, pour ne pas augmenter sa popularité. »

La situation de l'ambassadeur de France en ces circonstances ne laissait pas d'être délicate et souvent douloureuse. Sans doute, il avait discerné ce qu'il y avait de factice et de joué dans les colères menaçantes dont il recueillait les témoignages et les échos. Un de ses collègues était venu lui répéter un mot d'Herbert de Bismarck propre à l'éclairer et à le rassurer.

— Tout cela, c'est de la stratégie électorale, avait dit le jeune ministre qui ne savait pas toujours retenir sa langue et parlait souvent comme un enfant terrible.

Une révélation analogue avait été faite au représentant de la France par un riche banquier berlinois, le baron de Bleichrœder, familier des Bismarck et qui se flattait à tort ou à raison de recevoir fréquemment les confidences du chancelier.

— Il est pacifique, croyez-le, avait affirmé ce personnage. Mais la crainte de voir les élections tourner contre lui, l'oblige à entretenir les craintes de guerre. Après les élections, ce sera différent.

Aveu singulier auquel l'ambassadeur objectait qu'il était au moins fâcheux que les bons rapports de l'Allemagne avec la France fussent à la merci d'une crise électorale. Néanmoins, il transmettait à Paris les paroles et les informations qu'il récoltait et en tirait, en les transmettant, des conclusions rassurantes sans méconnaître cependant que la comédie jouée par le chancelier était grosse de périls, que peut-être, après les avoir cyniquement déchaînés, il ne pourrait plus conjurer.

Pour les mêmes raisons, le gouvernement français en avait conçu de justes alarmes. L'ambassadeur d'Allemagne à Paris, le comte Munster, était dans un état d'esprit favorable à la France. Nul mieux que lui ne pouvait constater ce qu'il y avait de mal fondé dans les attaques dont elle était l'objet à Berlin, à la chancellerie et dans la presse. Mais les devoirs de sa fonction lui commandaient beaucoup de discrétion et de réserve et ce n'est que dans la plus stricte intimité qu'il déplorait l'attitude de son gouvernement. Cependant, le peu qu'il en pouvait dire confirmait ce qu'en disait M. Jules Herbette et aurait contribué à calmer les esprits et à rassurer le ministère français, s'il n'eût été trop certain que la paix de l'Europe restait toujours à la merci d'un caprice ou d'une boutade du prince de Bismarck.

Au fur et à mesure que la crise se prolongeait, elle s'aggravait et de toutes parts on souhaitait de la voir se dénouer. Du

reste, quiconque suivait de près la lutte électorale engagée en Allemagne pouvait déjà se convaincre qu'elle se dénouerait à l'avantage du gouvernement impérial. De nouveau, Léon XIII avait parlé et exprimé avec plus de force que la première fois son désir de voir le parti catholique renoncer à son opposition. Ce parti se désagrégeait; les masses refusaient de se soumettre aux exhortations de la minorité qui résistait encore et témoignaient de leur volonté d'obéir à la voix de Rome. Plusieurs jours avant les élections, le résultat final ne faisait plus doute pour personne.

Elles eurent lieu le 21 février. La victoire était assurée à la politique du prince de Bismarck; à quelques semaines de là, la loi du Septennat allait être votée. Mais, avant même que ce résultat fût acquis, la crise perdait brusquement de son acuité; l'opinion se rassurait et jusque dans son entourage on commençait à rire, comme d'un bon tour joué au gouvernement français, des griefs que le chancelier lui avait imputés, pour éveiller partout dans l'empire des craintes de guerre. On reconnaissait que les prétendus armemens de la France, les fameux baraquemens dont on avait fait tant de bruit, les intentions belliqueuses attribuées au général Boulanger n'avaient été que des prétextes, plus ou moins ingénieux, pour répandre la panique en Allemagne et faire croire au corps électoral que la patrie allemande était en danger. Les journaux affectaient une allure plus modérée; ils n'attaquaient plus systématiquement la France, et si quelques-uns tiraillaient encore, c'était pour couvrir la retraite, avec des armes chargées à blanc. Les milliers de réservistes rassemblés en Alsace étaient renvoyés dans leurs foyers. C'était en un mot la détente générale qui se produisait en des conditions propres à démontrer à tous les yeux que la campagne bruyante et dangereuse qui prenait fin avait été organisée par le chancelier dans l'unique intention de servir ses desseins politiques.

S'il en fallait une preuve plus décisive encore que celles qui précèdent, nous la trouverions dans diverses correspondances contemporaines de l'événement, où toute cette intrigue est démasquée, mise à jour et jugée dans ses causes comme dans ses résultats et qui, pour être vieilles de près de trente ans, n'en restent pas moins accablantes pour la mémoire du prince de Bismarck.

« La dissolution du Reichstag sous le coup d'un changement de règne, était une grosse partie, est-il dit dans une de ces lettres : Bismarck l'a gagnée. Par quels moyens? A l'intérieur par des violences, à l'extérieur par d'audacieuses accusations contre les prétendues intentions agressives de la France ; tout cela pour avoir un parlement docile, comme base de sa propre influence sur l'Empereur. Mais il est probable qu'il y regardera à deux fois avant de recommencer, car si les gouvernemens étrangers sont restés muets, ils s'inquiètent maintenant de cette politique égoïste et hypocrite qui fait litière des intérêts de tous. Elle est jugée sévèrement, même en Allemagne, où le sang-froid des Français a été considéré comme la preuve qu'ils étaient prêts et résolus à un duel à mort. »

Dans une autre lettre, on lit :

« Le nouveau Reichstag ne sera pas le Reichstag asservi qu'eût voulu le chancelier ; mais il évite une défaite sur le terrain militaire que le vieil empereur ne lui eût peut-être pas pardonnée. Il trouvera dans son génie inventif le moyen de résoudre d'autres difficultés. N'oublions pas, d'ailleurs, que l'alternative des coups et des caresses est un des caractères de la méthode de dressage appliquée par lui aux gouvernemens qu'il veut atteler à sa politique. »

Pour compléter ces appréciations, citons encore celle-ci, peut-être plus juste encore que les précédentes :

« L'orage est écarté, mais il n'est pas dissipé. Le chancelier a tellement tendu la situation qu'il ne dépend plus de lui de la ramener à l'état normal. En France, on est ulcéré, et les idées de rapprochement ont perdu en un mois plus de terrain qu'elles n'en avaient gagné en dix ans. En Allemagne, plus on aura conscience de notre légitime ressentiment et plus on nous détestera. » Tel était en effet le résultat le plus clair de la conduite déloyale que Bismarck venait de tenir. Lorsque se dénouait la crise que nous racontons, le fossé qui depuis la guerre existait entre les deux pays s'était élargi et creusé plus profondément. Renonçons à rechercher si c'est là ce que le chancelier avait voulu, et constatons qu'autant il eût été diminué, si la majorité électorale s'était prononcée contre lui, autant son succès le grandissait et augmentait son prestige. Ses amis et ses adversaires étaient d'accord pour reconnaître que, quel que fût le successeur du vieux souverain dont les forces décli-

naient de jour en jour, il resterait le maître du pouvoir et l'arbitre de la situation.

Au cours de ces péripéties, Guillaume Ier, qui les suivait d'un œil anxieux, avait ajouté foi à toutes les inventions imaginées par son chancelier pour le rendre favorable à son entreprise. Comme un homme qui ne demande qu'à être convaincu, il s'était abstenu d'en vérifier l'exactitude, poussant si loin la crédulité qu'il avait fermé l'oreille aux avertissemens que multipliaient autour de lui l'Impératrice et les personnages de sa Cour, afin de lui prouver l'exagération des griefs imputés à la France par son tout-puissant ministre. Il avait cru aux intentions belliqueuses du général Boulanger, aux armemens auxquels, d'après les alarmistes, on procédait de l'autre côté du Rhin. On lui avait dit que l'Allemagne devait s'attendre à être attaquée et il ne doutait pas qu'elle le serait. A quel point il avait été trompé, on peut le voir en se reportant à un entretien qu'il eut avec un Français de marque au moment où la crise prenait fin.

Ce Français était le général d'Abzac. Ayant fait dans l'armée une grande carrière, aide de camp du maréchal de Mac Mahon pendant la guerre de 1870, et plus tard chef de sa maison militaire à la présidence de la République, ce brillant soldat était depuis plusieurs années personnellement connu de Guillaume Ier. Il venait souvent à Berlin où l'appelaient des relations de famille et, chaque fois, il allait présenter ses hommages au souverain qui se montrait heureux de le recevoir. Lorsque, au lendemain du succès électoral que venait de remporter le gouvernement, il se présenta chez l'Empereur, il y fut accueilli comme toujours avec cordialité. Mais il eut vite fait de comprendre que les calomnies dont la France avait été l'objet auprès de Guillaume Ier laissaient dans son esprit des préventions et de la rancune.

— Votre pays voulait donc nous faire la guerre ? demanda-t-il au général. Et comme celui-ci protestait, il reprit : — Si, si, je sais ce que je dis ; je suis bien informé.

Et d'une haleine, il reconstituait le tableau des griefs formulés par Bismarck, armemens, baraquemens, achats de chevaux, concentration de troupes sur la frontière... N'était-ce pas la preuve des mauvais desseins du gouvernement français, ou tout au moins de celui de ses membres qui le dominait

et menaçait de l'entraîner dans une politique d'aventures ?

— Mais ce sont là de véritables bourdes, Sire, s'écria le général d'Abzac. On a trompé Votre Majesté. Mon pays, comme c'était son droit, a continué à travailler à la reconstitution de sa puissance militaire. Mais à aucun moment il ne s'est livré à des préparatifs en vue d'une campagne offensive et les projets qu'on attribue au général Boulanger sont de pure invention. Nos effectifs ont été et sont toujours ce qu'ils doivent être en temps de paix, et si Votre Majesté veut les comparer à ceux de l'armée allemande, elle verra qu'ils sont bien moins élevés.

Le général parla longtemps sur ce thème, répondant à toutes les questions que lui posait l'Empereur et s'efforçant de détruire dans son esprit les effets des informations calomnieuses à l'aide desquelles on l'avait trompé. Lorsqu'il eut achevé sa démonstration à laquelle son patriotisme imprimait une éloquence persuasive, le général d'Abzac eut la joie de constater que l'Empereur ne doutait pas de sa parole. Il s'abstint cependant d'exprimer devant son interlocuteur le regret qu'il devait éprouver en touchant du doigt la preuve des efforts qui avaient été faits pour l'exciter contre le gouvernement français.

— Je suis bien heureux de vous entendre, dit-il au général, et je ne doute pas des assurances que vous me donnez. — Après un court silence, et comme s'il laissait échapper de sa bouche un aveu qu'il ne pouvait plus retenir, il continua : — Je n'ai aucune confiance dans la sagesse du général Boulanger. Mais, malgré la pression exercée sur moi par le parti militaire, je ne consentirai jamais, si la France ne m'attaque pas, à lui déclarer la guerre. Je suis trop vieux pour recommencer la partie de 1870 et risquer des résultats obtenus par des victoires qui ont dépassé mes espérances. Ce serait une imprudence d'autant plus grande que la Russie est dans des dispositions douteuses vis-à-vis de l'Allemagne. Le Tsar est toujours le même vis-à-vis de la Cour de Berlin. Mais il n'est plus, comme ses prédécesseurs, maître de l'opinion du peuple russe, et il est à craindre que celui-ci ne se rue un jour ou l'autre sur les Allemands. Cette lutte pourrait être néfaste pour eux et pour l'empire germanique dont les armées, même victorieuses dans plusieurs grandes batailles, seraient hors d'état d'imposer la paix aux vaincus et laisseraient le territoire ouvert à une invasion fran-

çaise. Voilà pourquoi je ne m'engagerai pas dans une guerre contre la France sans y être contraint et forcé.

On doit supposer qu'en se livrant à ces confidences vis-à-vis d'un Français, l'Empereur avait voulu le rassurer, et comme sa sincérité ne pouvait être mise en doute, ce but fut atteint. Mais le général d'Abzac recueillait en même temps la preuve que le vieux souverain n'était pas moins impressionné par l'attitude de la Russie que par celle de la France, et qu'à ses yeux le péril n'était pas moins menaçant du côté de Saint-Pétersbourg que du côté de Paris. Ce n'était pas une révélation, mais la confirmation d'un état de choses dont se préoccupaient déjà les chancelleries européennes, bien que le prince de Bismarck n'y eût pas fait allusion au cours de sa campagne électorale, dont la France seule avait fait les frais. En tout cas, le langage de l'Empereur, en même temps qu'il dévoilait implicitement la perfidie du chancelier au cours de la crise, coupait court aux accusations formulées par lui et démontrait leur fausseté.

Bien que le général n'approuvât pas l'orientation imprimée par le gouvernement français à la politique intérieure du pays, il était trop bon patriote pour ne pas se hâter de lui faire part des paroles rassurantes qu'il avait entendues et dans lesquelles il voyait une garantie du maintien de la paix. Au sortir de l'audience impériale, il en transmettait le compte rendu à l'ambassadeur de France ; puis, avant de quitter Berlin et après un dîner chez le prince impérial, il écrivait à notre attaché militaire, le colonel de Sancy, une lettre dont voici un extrait :

« Nous n'avons point pour le moment à nous préoccuper de tous ces bruits de guerre. C'est surtout de la Russie que l'on a peur ici, et c'est en vue de toute éventualité pouvant se produire de ce côté-là que l'on tient à s'armer davantage encore. »

Le signataire de ces lignes aurait pu ajouter qu'à Berlin, on commençait à prévoir le rapprochement qui devait s'opérer ultérieurement entre la Russie et la France. Divers symptômes l'annonçaient : le prince de Bismarck, en causant avec ses familiers, admettait comme probable que, si la guerre éclatait entre l'Empire russe et l'Empire allemand, la France en profiterait pour prendre les armes, afin d'essayer de reconquérir ses provinces de l'Est et, encore qu'il ne crût pas que cette guerre fût imminente, il ne cessait de dire qu'il fallait s'y préparer. Il

n'exprimait ses prévisions et ses craintes que dans l'intimité. En apparence, il restait fidèle à la Russie parce que tel était le désir de l'empereur Guillaume et surtout parce qu'il ne jugeait pas que l'heure fût venue pour lui de jeter le masque. Mais il ne croyait pas à la durée de l'alliance. Il savait que le Tsar lui gardait rancune de ce qui s'était passé au Congrès de Berlin, où la Russie avait été contrainte, à l'instigation de l'Allemagne, de renoncer aux avantages qu'à la suite de ses victoires sur la Turquie, elle s'était assurés par le traité de San Stefano.

C'est donc dans une situation pleine d'obscurité que se dénouait, au mois de mars, la crise qui, depuis le mois de décembre, tenait l'Europe en alarme. Néanmoins, son dénouement, même avec ses aléas, ouvrait au moins pour un temps une période de paix ; en outre, il consacrait la victoire de Bismarck. Le Septennat voté, Bismarck triomphant, le parti militaire renonçant à ses rotomontades, la presse muselée, il semblait qu'on fût entré dans une ère d'apaisement. On va voir que c'était là une illusion et que, si le chancelier ne voulait pas ou ne pouvait pas faire la guerre à la France, il continuerait à en agiter le spectre devant elle, comme s'il s'était donné pour tâche de la terroriser et de troubler sa sécurité par des alertes continuelles. En persévérant dans cette voie, il restait fidèle à lui-même et au système qu'il pratiquait contre nous depuis le traité de Francfort. Jusqu'à sa chute, il ne cessera de se conduire en défiance de nous ; il ne nous sera bienveillant qu'au delà des mers ; partout ailleurs, il s'efforcera de nous diminuer et de nous affaiblir, en nous présentant à l'Europe comme les ennemis de son repos, et même en ne perdant aucune occasion de nous provoquer. En un mot, s'il ne menace plus, il restera malveillant et professera, sincère ou non, « que la disparition de la France comme grande Puissance est le gage de longues années de paix pour l'Europe. » C'est en ces termes que, le 1er octobre 1887, il révèle son état d'âme au ministre Crispi, en le recevant à Friedrichsruhe, où il l'a mandé pour discuter avec lui de l'entrée définitive de l'Italie dans l'alliance austro-allemande. Nous ne saurions donc nous étonner des pièges qu'il va nous tendre encore et qui prouveront que sa haine ne désarme pas.

III

Elle ne désarmait pas ; mais à Paris on était disposé à croire le contraire. Lorsque avait éclaté la crise, on s'en était justement alarmé. Elle survenait à l'improviste, et l'attitude inattendue du Cabinet de Berlin était d'autant plus déconcertante que, depuis l'avènement du ministère Jules Ferry, et même après sa chute, les relations entre les deux gouvernemens s'étaient améliorées au point de faire croire à un rapprochement sur ce terrain des intérêts communs où ils pouvaient se rencontrer et s'entendre. Mais, maintenant que le calme était revenu, le gouvernement français se plaisait à penser que la campagne déchaînée contre la France n'avait été qu'un stratagème destiné à ne plus se reproduire, et que désormais on recommencerait à vivre sur le pied d'un complet accord. Il est donc aisé de comprendre combien fut vive à Paris l'émotion du monde officiel lorsque, le 21 avril, on apprit qu'un télégramme adressé au ministre de l'Intérieur venait de lui apporter la nouvelle d'un incident de frontière assez grave pour qu'on pût craindre que les rapports de Paris avec Berlin ne s'envenimassent de nouveau. Lorsque antérieurement s'étaient produits des incidens analogues, ils avaient été presque toujours réglés à l'amiable. Mais celui-ci se présentait dans des conditions telles qu'il était difficile de n'y pas voir une provocation. Laconique et sobre de détails, la dépêche portait que le sieur Schnæbelé, commissaire spécial de police à Pagny-sur-Moselle, venait d'être arrêté par la police allemande, en territoire français, d'après une première version, en territoire allemand, d'après une seconde. Mais s'il y avait contradiction sur ce point, il n'était pas douteux qu'un piège avait été tendu à l'agent français.

Le ministre de l'Intérieur transmettait aussitôt la nouvelle à son collègue des Affaires étrangères, M. Flourens, et celui-ci s'empressait de charger télégraphiquement l'ambassadeur de France à Berlin de demander des explications à la chancellerie impériale. Le chancelier étant en ce moment en villégiature à Friedrichsruhe, c'est par son fils, secrétaire d'État, que l'ambassadeur fut reçu. Au récit qui lui fut fait, le comte Herbert de Bismarck affecta la plus vive surprise ; il affirma qu'il ignorait

l'événement, mais il émit l'idée que l'arrestation avait été opérée en vertu d'une décision judiciaire.

— La Justice, ajouta-t-il, fait ses coups sans avertir, et, une fois qu'elle est partie, il est difficile de l'arrêter. Du reste, je ne suis pas au courant de l'affaire et je ne pourrai vous répondre qu'après enquête.

L'ambassadeur ne fut pas dupe de ce mensonge. Depuis qu'il était en rapport avec le ministre, il avait appris à le connaître. Il le savait non moins dissimulé que son père, à qui il ressemblait par divers côtés, mais non par les meilleurs. Au surplus, un acte aussi arbitraire ne pouvait avoir été accompli sans un ordre supérieur. L'ambassadeur ne croyait pas que cet ordre eût été donné par le chancelier, mais il soupçonnait son fils d'en être l'auteur et d'avoir pris sur lui, sans consulter personne, de faire cette insulte à la France. Disons, pour n'y pas revenir, qu'il ne se trompait pas. En Allemagne, dans les régions officielles, c'est au comte Herbert de Bismarck que fut imputée la responsabilité de l'événement. Plusieurs mois plus tard, on en parlait encore, et, le 9 octobre, le prince de Hohenlohe mentionnait dans son journal « l'indignation impériale soulevée par la conduite d'Herbert de Bismarck dans l'affaire Schnæbelé. » Indignation qui se comprend d'autant mieux que, dans cette affaire, le ministre allemand avait été aussi maladroit que perfide. M. Jules Herbette, bien qu'il fût convaincu de sa duplicité, n'en tenait pas la preuve, et il dut se résigner à attendre le résultat de l'enquête à laquelle son interlocuteur lui promettait de se livrer.

Dès le lendemain, l'incident était connu à Berlin par une communication de l'agence Wolf, qui le racontait d'après une dépêche de l'agence Havas qu'elle reproduisait en la complétant. Le même jour, la chancellerie impériale faisait savoir au gouvernement français par son ambassade de Paris que le commissaire de police avait été arrêté sur un mandat de la Cour de Leipzig et qu'il était accusé de complicité dans des crimes de haute trahison, dans des faits d'espionnage et de provocation à la désertion. M. Flourens eut la sagesse de ne pas aborder le point de savoir dans quelle mesure l'arrestation était justifiée et de se maintenir sur le terrain de la légalité. L'enquête faite par les autorités françaises établissait « qu'objet sur territoire allemand d'une première agression à laquelle il

s'était dérobé, Schnæbelé avait repassé sur territoire français. De là, il avait montré le poteau frontière sans essayer de s'enfuir. C'est alors que les agens allemands, après s'être consultés, avaient franchi la frontière et l'avaient appréhendé, bien qu'il se débattît au point que son chapeau était tombé. » Ces faits étaient attestés par témoins. A cette version, le Cabinet de Berlin en opposait une autre, de laquelle il résultait que Schnæbelé était sur le territoire allemand lorsque les agens chargés de l'arrêter s'étaient jetés sur lui et l'avaient enlevé.

C'est sur ce point qu'il fallait d'abord faire la lumière, et des deux côtés on s'y disposait, lorsqu'un secours inattendu arriva au gouvernement de la République. A Pagny-sur-Moselle, une recherche opérée au domicile de Schnæbelé et l'examen de ses papiers avaient fait découvrir deux lettres qui constituaient la preuve qu'il était la victime d'un guet-apens. Elles étaient signées du commissaire de police allemand Gautch, résidant à Ars-sur-Moselle, spécialement chargé de régler au nom de la police alsacienne, comme l'était Schnæbelé au nom de la France, les incidens de frontière, fort nombreux à cette époque.

La première, en date du 13 avril, était ainsi conçue :

« Mon cher collègue, je désirerais vous causer *(sic)* et vous transmettre des renseignemens de la plus haute importance que je ne puis confier au papier. Je voudrais éviter d'être vu par nos employés et par les employés français. Je suis du reste très connu dans les environs. Pouvez-vous me donner un rendez-vous? Veuillez ne causer à personne.

« Dans l'attente de vous lire, je suis votre tout dévoué. — GAUTCH.

« *P.-S.* — N'envoyez pas la réponse par le Schaffner; cela serait imprudent. Écrivez-moi par la poste et recommandez la lettre. »

Vingt-quatre heures plus tard, Schnæbelé en avait reçu une seconde :

« Mon cher collègue, je suis empêché de me rendre demain à Pont-à-Mousson. Comme j'aurais à vous causer au sujet du poteau qui a été détruit, pourriez-vous venir un de ces jours à l'endroit où le poteau a été détruit. J'espère qu'avec les ren-

seignemens que j'ai, vous pourrez me mettre sur la trace des individus.

« Dans l'attente de vous serrer la main, recevez, mon cher collègue, mes bien cordiales salutations. — GAUTCH. »

Grâce à ces documens, il semblait prouvé qu'en réponse à la première lettre, Schnæbelé avait désigné à Gautch la ville de Pont-à-Mousson comme lieu de rendez-vous; mais que celui-ci avait allégué un prétexte pour ne pas s'y rendre et pour l'attirer aux abords de la frontière, où il serait plus facile de l'arrêter. Schnæbelé s'était rendu sans défiance à cet appel.

La découverte de ces témoignages simplifiait la question engagée entre Paris et Berlin. M. Flourens se hâtait donc de les envoyer à M. Jules Herbette. Celui-ci, armé des deux lettres qu'à Paris on avait eu soin de faire photographier avant de lui en transmettre les originaux, se présentait le 25 avril chez le comte Herbert de Bismarck et lui en donnait lecture. Il faut croire que le ministre ne les connaissait pas, car sa surprise fut égale au dépit qu'il ne put dissimuler en les voyant dans les mains de son contradicteur.

— C'est un piège regrettable, avoua-t-il. Mais aussitôt, comme s'il regrettait cet aveu et cherchait à excuser et même à justifier le procédé de ses policiers, il reprit en élevant la voix : — Mais c'est de mise entre gens de police, et Schnæbelé aurait dû se méfier. D'ailleurs, lui-même n'a-t-il pas été incité à commettre des actes plus répréhensibles ? N'a-t-il pas cherché à suborner à prix d'argent des Alsaciens-Lorrains, sujets allemands ?

L'ambassadeur le voyait venir et se redressa. Changeant de ton, lui aussi, il s'écria :

— Ne mêlez pas à vos griefs mon gouvernement !

Le comte Herbert ne se contenait plus.

— Pour qui donc travaillait Schnæbelé ? fit-il. Est-ce que Boulanger s'est fait scrupule, il y a quelques mois, de tirer parti d'une note officieuse de notre attaché militaire qu'il n'avait eue qu'une minute dans ses mains ?

Le visage du ministre, son accent, son geste, tout révélait qu'il se laissait emporter. Sans perdre son sang-froid, l'ambassadeur le ramena au calme en disant :

— Nous sommes en dehors de la question, mon cher ministre ; revenons-y. Cette arrestation est entachée de ruse et

d'irrégularité. Au nom de mon gouvernement, je vous demande de ne pas la maintenir.

Mis au pied du mur, le comte Herbert allégua qu'il ne pouvait prendre une résolution sans consulter le chancelier et s'engagea à faire connaître sa réponse à quelques jours de là. L'ambassadeur insista sur la nécessité, dans l'intérêt des deux gouvernemens, de ne pas la faire attendre. En France, où déjà se manifestait un certain émoi, elle était impatiemment attendue, et il convenait de couper court aux commentaires irritans. Dès le lendemain, il revenait à la charge. Il en fut de même durant toute une semaine, et sans doute ses entretiens avec le ministre allemand se ressentirent parfois de l'irritabilité de celui-ci, car, trois ans plus tard, au moment de la chute des Bismarck, M. Jules Herbette en conservait le souvenir et, faisant allusion aux violences de langage du comte Herbert, les rappelait en ces termes :

« Espérant m'intimider, il le prit un jour de très haut à propos de l'espionnage pratiqué en Allemagne par des fonctionnaires français. J'élevai aussitôt le ton au même diapason et je répondis que le gouvernement allemand, se servant plus que tout autre de moyens occultes, ne devait s'étonner que d'une chose : c'est qu'on usât aussi timidement à son égard des mêmes moyens. Je repris ensuite :

« — Mais pourquoi nous emportons-nous? Parlons tranquillement ; nous n'en serons que plus facilement d'accord. »

Tandis que la négociation se poursuivait à Berlin dans une atmosphère orageuse, à Paris on en attendait anxieusement l'issue, mais sans se départir du calme avec lequel, dès le premier moment, le gouvernement et l'opinion avaient envisagé toutes les conséquences possibles d'un conflit. Sous ce calme se dissimulait à peine la ferme volonté dont étaient animés tous les cœurs de défendre jusqu'au bout une cause juste et d'obtenir de l'Allemagne une réparation.

Lorsqu'on lit aujourd'hui les journaux de cette époque et lorsqu'on se rappelle les propos qui s'échangeaient dans les salons, dans la rue, dans les lieux publics, on ne peut qu'admirer la belle patience et la noble attitude de la France au cours de ces péripéties. Il est fâcheux pour l'Allemagne qu'au mois de juillet 1914 elle ne se soit pas rappelé les sentimens manifestés en 1887 par le peuple français. Peut-être se serait-

elle moins flattée de remporter sur lui de rapides et foudroyantes victoires et se serait-elle épargné ainsi les cruels déboires et les amères désillusions qui, malgré le furieux déchaînement de toutes ses forces, sont aujourd'hui le présage de sa défaite finale.

Nous ignorons ce qui a pu se passer au moment de l'affaire Schnæbelé entre le prince de Bismarck et son fils. Il paraît positif qu'encore que, pour faire son coup, le comte Herbert se fût inspiré des sentimens de son père, il avait négligé de le consulter, et que l'événement était accompli lorsque le chancelier en eut connaissance. Mais il n'était pas homme à désavouer l'auteur de la faute, alors que cet auteur le touchait de si près. Il avait toujours eu pour ce fils beaucoup d'indulgence ; il l'avait placé à l'un des postes les plus éminens de l'État et il se plaisait à voir en lui son successeur. On peut croire cependant qu'en cette circonstance, il l'a morigéné et lui a fait sentir l'étendue de sa maladresse. Mais, ceci fait, il s'est surtout préoccupé des moyens de la réparer, et c'est son habileté coutumière qu'on devine dans la décision qui dénoua le conflit. Le 1er mai, le *Journal officiel* allemand la faisait connaître par une note ainsi conçue :

« Nous apprenons que Sa Majesté l'Empereur a décidé la mise en liberté du commissaire de police Schnæbelé, parce qu'il a été établi que Schnæbelé s'est rendu aux lieu et place où son arrestation a eu lieu à la suite d'un rendez-vous pour affaires personnelles avec son collègue appartenant à la police allemande. On doit considérer des rendez-vous de service de cette nature comme comportant une promesse de sauf-conduit, car, s'ils ne préjugeaient pas cette garantie, le service officiel courant de la frontière ne saurait être expédié. »

C'était s'en tirer à bon compte et honorablement ; mais les raisons alléguées n'en laissaient pas moins voir que le Cabinet de Berlin avait été obligé de mettre les pouces et de reconnaître ses torts. Il est vrai qu'il faisait dire par ses journaux qu'en cette affaire il s'était montré magnanime. Mais, bien qu'il eût couvert ainsi sa retraite, le résultat n'était pas pour plaire à l'irascible Bismarck. Il eut pour effet d'accroître la malveillance dont il ne cessait de faire preuve vis-à-vis des Français. Renonçant maintenant à les provoquer directement, c'est en passant par l'Alsace-Lorraine qu'il les provoquera. De

cette époque date le projet, qu'on le verra réaliser l'année suivante, d'introduire le passeport obligatoire à la frontière franco-alsacienne. Vainement le prince de Hohenlohe, gouverneur des provinces annexées, lui démontrera que les entraves déjà mises aux libres communications ont fort indisposé les Alsaciens, et que, si l'on y ajoute une entrave nouvelle, en rendant le passeport obligatoire, le mécontentement risque de grandir au point qu'il ne restera plus finalement qu'à déclarer l'état de siège ; il ne s'entête pas moins dans son projet et avec tant d'énergie que, l'année suivante, le gouverneur, de guerre lasse, adopte une mesure qu'il juge dangereuse autant qu'inutile.

Du reste, partout ailleurs, à tout propos, pour des riens, sous le moindre prétexte, le chancelier nous cherche querelle, avec moins de vivacité sans doute qu'au cours de ses dissentimens avec la majorité du Reichstag, mais avec une persistance sous laquelle il est impossible de ne pas voir la volonté d'empêcher en France la manifestation des sentimens qui sont l'honneur des peuples libres et l'exercice des droits les plus sacrés. C'est ainsi, par exemple, qu'il récrimine par l'organe de la presse contre la loi que le gouvernement français propose aux Chambres et qui a pour objet de frapper d'une taxe, en de certaines conditions, les étrangers qui résident sur son territoire. C'est la guerre à coups d'épingles : mais elle est plus irritante qu'une guerre à coups d'épée. Elle oblige l'ambassadeur de France à être toujours sur la brèche pour défendre son gouvernement dont les intentions sont systématiquement dénaturées. Il en est ainsi jusqu'au moment où, sous la poussée de circonstances plus pressantes, l'attention du chancelier semble, au moins en apparence, se détourner de nous.

Les questions extérieures s'aggravent de plus en plus. L'Angleterre a pris possession de l'Égypte, malgré le mécontentement des grandes Puissances. En Bulgarie, le prince régnant, Alexandre de Battenberg, a été contraint d'abdiquer et Ferdinand de Cobourg occupe sa place, malgré les protestations de la Russie, que semblent seconder les autres États. Mais le tsar Alexandre III soupçonne l'Allemagne de n'être pas sincère dans les protestations qu'elle fait entendre. Il a brisé le lien qui l'attachait à elle et à l'Autriche : la Triple Alliance n'existe plus et les rapports de Saint-Pétersbourg avec Berlin se ressentent

des défiances réciproques des deux gouvernemens. Ils se refroidissent encore davantage lorsque, au mois d'octobre, le ministre Crispi, invité par Bismarck à Friedrichsruhe, y arrive pour signer le traité qui reconstituera la Triple Alliance par l'accession de l'Italie.

Loin de faire mystère de la visite de l'homme d'État italien, le prince de Bismarck l'a fait annoncer de toutes parts. Ses journaux en font ressortir l'importance et célèbrent sur tous les tons ce qu'ils appellent son caractère pacifique. A les en croire, elle est destinée à maintenir la paix d'accord avec l'Autriche-Hongrie. « Elle a pour but, disent-ils, d'empêcher autant que possible une guerre européenne, et en cas de nécessité de s'en préserver en commun. Les voix étrangères qui font connaître leur mécontentement de cette visite montrent, par là, qu'elles n'appartiennent pas à la grande majorité de la population européenne qui veut la paix, mais au petit nombre de ceux qui cherchent à appeler sur l'Europe la calamité des grandes guerres. »

Le Tsar ne se laisse pas tromper par ces explications contradictoires, il y voit la preuve que le chancelier allemand veut tenir la Russie sous la menace de la Triple Alliance maintenant reconstituée. Malgré les liens affectueux qui existent entre lui, et son oncle l'empereur Guillaume, il reste défiant et sur le qui-vive, froissé par ce que présente de malveillant et d'énigmatique cette politique souterraine qui s'exerce contre lui sous les formes les plus diverses et les plus inattendues. Bismarck ne s'est-il pas avisé de jeter le discrédit sur les finances de la Russie, par des attaques de presse ? Obéissant à un mot d'ordre, les journaux allemands peignent la situation financière de l'empire moscovite sous les couleurs les plus sombres. D'après eux, elle est gravement compromise et doit aboutir fatalement à la banqueroute. Ils conseillent aux porteurs de fonds russes de s'en débarrasser au plus vite. Pour seconder cette campagne, la Banque Impériale de Berlin refuse de prêter sur ces valeurs.

Telle était la situation pendant l'automne de 1887, lorsqu'une circonstance, dont le mystère n'est pas encore aujourd'hui entièrement éclairci, vint à l'improviste aggraver l'irritation du Tsar. Il se préparait à partir pour Berlin, où l'attendait son oncle l'empereur Guillaume, lorsqu'il reçut communication d'une lettre du prince Ferdinand de Bulgarie adressée à la com-

tesse de Flandre, belle-sœur du roi des Belges. Ferdinand confiait à cette princesse, sous le sceau du secret, que Bismarck, tandis qu'officiellement il s'était prononcé contre lui, l'encourageait sous main à résister à la Russie. A cette lettre était jointe une note sans signature que le prince Ferdinand affirmait avoir été rédigée et expédiée par l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne et qu'il faisait tenir à la comtesse de Flandre pour lui prouver que, lorsqu'il exprimait l'espoir d'être soutenu par Berlin, il ne s'illusionnait pas.

L'idée ne vint pas à l'empereur de Russie que ces documens pouvaient être l'œuvre d'un faussaire et, malgré leur origine suspecte, il crut à leur authenticité. Si vive fut son indignation que d'abord il renonça à son voyage. Mais, bien vite, il se ravisa, soit qu'il jugeât plus habile de feindre l'ignorance, soit qu'au contraire il eût conçu le désir de provoquer une explication. Dans les derniers jours du mois de novembre, il était à Berlin. Affectueusement reçu par l'Empereur, il évita de lui faire part de son ressentiment contre le chancelier. Mais celui-ci manifestait de la nervosité. Ce n'est pas qu'il redoutât de s'entretenir avec l'impérial visiteur. Mais il se sentait en défiance auprès de lui et craignait presque de ne pas avoir d'audience particulière. Contrairement à ses craintes, elle lui fut accordée aussitôt qu'il se fut mis aux ordres du Tsar. Il s'y présenta résolu à répondre à toutes les questions qui lui seraient posées, considérant comme nécessaire de dissiper les soupçons dont il était l'objet, ce qui ne veut pas dire qu'ils fussent sans fondement.

Malgré la courtoisie de l'accueil qui lui était fait, il sentit qu'Alexandre croyait avoir à se plaindre de lui et, courant au-devant d'une explication, il lui demanda ce qu'il avait à lui reprocher.

— Votre attitude dans la question bulgare, répliqua l'Empereur.

Bismarck se récria. N'avait-il pas donné maintes fois à la Russie des preuves de son bon vouloir pour elle? Ne s'était-il pas efforcé de seconder son action en Bulgarie? N'avait-il pas protesté avec les grandes Puissances contre l'avènement de Ferdinand de Cobourg? Il parlait avec une chaleur pénétrante et communicative, Alexandre l'interrompit :

— Et si je vous disais que j'ai en mains un document éta-

blissant qu'en ayant l'air de le combattre, vous le favorisez!

Le chancelier bondit.

— Si ce document existe, c'est un faux. Je prie Votre Majesté de me le communiquer, afin que j'en poursuive l'auteur.

— Il vous sera communiqué, promit l'Empereur d'un accent radouci, et je serai heureux d'avoir la preuve qu'il est apocryphe.

Puis il continua :

— Il y a aussi l'Autriche avec qui vous êtes d'accord. Je ne puis cependant accepter qu'elle contrecarre mes légitimes revendications en Bulgarie.

— Je suis sûr de la sagesse du Cabinet de Vienne, répondit Bismarck, il ne déclarera pas la guerre à la Russie. Mais Votre Majesté n'ignore pas que, si l'Autriche était attaquée, nous sommes engagés par traité à la soutenir.

Le Tsar garda le silence comme s'il voulait laisser tomber la colère dont il n'avait pas été maître et qui faisait dire au chancelier au sortir de l'audience :

— Il était si animé qu'il a allumé successivement six cigarettes et les a brisées sur la table.

L'entretien se continua sur un ton plus calme. Alexandre III était un homme tout de premier mouvement, incapable de garder longuement rancune et d'ailleurs, le chancelier ayant affirmé que les documens bulgares étaient faux, l'Empereur lui eût fait injure en affectant de mettre en doute sa parole. Il convient d'ajouter que leur authenticité n'a pas plus été prouvée que leur fausseté. Il fut alors question de poursuivre le falsificateur, mais il semble bien que tout se soit borné à la protestation du prince de Bismarck, Si des recherches furent faites, elles n'aboutirent pas. Lorsque, par la suite, le chancelier parlait de cette affaire, il laissait entendre que c'était un véritable complot ourdi contre lui par les ennemis qu'il comptait à la Cour de Berlin dans l'entourage de l'Empereur. Si ce n'était pas vrai, c'était du moins vraisemblable.

Entre temps, l'état de l'empereur Guillaume devenait de plus en plus inquiétant. Chaque matin on se demandait s'il serait encore vivant le soir. Indépendamment du danger de mort que faisait planer sur lui sa vieillesse, il souffrait de la vessie; la morphine dont usaient les médecins pour le soulager lui enlevait l'appétit; il s'assoupissait fréquemment et ne recou-

vrait la volonté que lorsqu'un incident l'obligeait à faire acte de souverain. Il disait alors qu'il était responsable du maintien de la paix et qu'il devait en toutes choses jouer un rôle de modérateur; il y tenait parce qu'il voulait mourir tranquille.

D'autre part, il résistait aux conseils qui lui étaient donnés pour le déterminer à changer ses habitudes. Autant qu'il le pouvait, il voyageait, chassait, se montrait dans les rues de Berlin. Malgré tout cependant, il semblait vivre d'une vie mécanique et végétative; on eût dit à certaines heures que l'âge et la maladie avaient émoussé ses sentimens. Peut-être son existence se prolongerait-elle encore; mais la mort le menaçait incessamment, et sa fin pouvait être subite. Il serait regretté par les divers personnages dont il s'était entouré et qu'il honorait de son amitié. Mais tous ou presque tous avaient à se plaindre du despotisme de Bismarck et ils se résignaient par avance à la disparition de leur vieux maître dans l'espoir que sa mort mettrait fin au pouvoir du dictateur.

Leurs espérances ne se manifestaient encore qu'avec timidité, d'abord parce que Bismarck régnait toujours et aussi parce que l'incertitude était grande quant au point de savoir quel serait le successeur de Guillaume Ier. Sans doute, la couronne devait passer sur la tête de son fils. Mais ce malheureux prince était physiquement tombé si bas que les médecins, convaincus de l'imminence de sa mort, l'avaient envoyé à San Remo d'où sans doute il ne reviendrait pas vivant. La question qui se posait était donc celle-ci : le père succomberait-il avant le fils ou le fils avant le père? Dans le premier cas, le nouvel Empereur se nommerait Frédéric III; mais son règne serait trop court pour être utile à l'Allemagne et, comme le disait Bismarck, ce ne serait qu'un interrègne. Dans le second cas, l'Empereur se nommerait Guillaume II. Mais l'Allemagne aurait-elle à se louer de son avènement prématuré? Quelle était sa valeur morale? Jusque là il ne s'était révélé que par beaucoup d'agitation, un besoin impérieux de jouer un rôle, des démarches bruyantes et souvent imprudentes qui trahissaient le désir de se rendre populaire dans le pays et dans l'armée. Sa grand'mère l'impératrice Augusta lui reprochait de se mettre toujours en avant comme si son grand-père et son père étaient morts, ce qui trahissait un excès d'ambition.

Il est vrai que la sienne recevait des encouragemens de la part de l'Empereur et surtout du prince de Bismarck, duquel il s'était rapproché depuis quelques années et qui le tenait véritablement sous sa domination. Son grand-père l'avait associé au gouvernement en lui accordant les moyens d'y participer sous une forme encore modeste, mais susceptible de se développer. Il souhaitait davantage. Au moment où les événemens que nous rappelons lui ouvraient l'accès du pouvoir, il venait de partir pour San Remo à l'instigation du chancelier. Il allait tenter d'obtenir de son père qu'il renonçât à la couronne et la fît passer sur sa tête. Cette démarche abominable, qui devait échouer piteusement, était le fruit des mauvais conseils auxquels il avait prêté l'oreille, la suite logique d'actes antérieurs non moins répréhensibles qui déjà faisaient dire de lui dans toutes les Cours qu'il se conduisait en mauvais fils.

Ainsi l'année 1887, déjà si fertile en péripéties, s'achevait sur une situation quasi tragique. Nous raconterons dans un prochain article quelles en furent les suites et comment fut trompé l'espoir de ceux qui souhaitaient la fin de la dictature bismarckienne.

Ernest Daudet.

LE SOUDAN ÉGYPTIEN

Le Soudan Égyptien ou Soudan oriental est la vaste contrée quatre fois et demie plus étendue que la France, qui s'allonge au Sud de l'Égypte, du 22e au 5e degré de latitude boréale et du 20e au 35e degré de longitude, entre le Congo Français, le Congo Belge, l'Ouganda, l'Abyssinie, l'Érythrée, la Mer-Rouge. Il embrasse la presque totalité du bassin supérieur du Nil; sur son territoire le Nil Blanc, le Sobat et ses autres affluens, le Nil Bleu et l'Atbara unissent leurs eaux en un lit dont la seconde moitié est l'Égypte elle-même et dont le Delta égyptien fut longtemps, il y a de cela très longtemps, l'estuaire.

Ce pays eut une étrange destinée. Ouvert à la civilisation presque au même moment que la vallée du Nil, c'est-à-dire quelques milliers d'années avant l'ère chrétienne, puis envahi par une demi-barbarie et, de 1885 à 1896, entièrement retranché et isolé du monde civilisé, il fut, il y a quinze ans, rattaché de nouveau, cette fois semble-t-il solidement, à l'Égypte. Il n'offrait alors que ruines, misère et désordre. Ces quelques années ont suffi à le transformer. L'œuvre accomplie est déjà très remarquable et digne d'être étudiée. Celle qui se prépare annonce devoir être encore plus intéressante. De vastes projets viennent d'être entrepris qui semblent sérieux et dont l'exécution fera entrer cette colonie si pleine d'avenir dans une période d'élaboration active et sans doute d'amélioration et d'enrichissement rapides.

I

Toute l'économie du Soudan dépend étroitement de son hydrographie. Les énormes masses liquides accumulées par les pluies équatoriales dans le centre oriental de l'Afrique se sont frayé un chemin vers la Méditerranée à travers des marécages, puis à travers les sables de la zone tropicale. Elles se réunissent en un grand fleuve, le Nil Blanc que rejoint, en aval de Khartoum, à près de 4000 kilomètres du lac Victoria, le Nil Bleu, sorti du lac abyssin Tsana. A partir de ce point, le fleuve ne reçoit plus qu'un seul affluent digne de mention, l'Atbara, rivière torrentielle qui joue un rôle important dans la formation de la crue, et dont la source jaillit en Abyssinie. Longtemps considérée comme un phénomène inexplicable, la fameuse crue, qui subitement, à époque fixe, enfle les deux Nils et leurs tributaires, est simplement la manifestation de la saison des pluies (1).

Dans les régions du Haut Nil et de l'Atbara, jusqu'en Abyssinie, dans celles du Bahr el Ghazal et du Bahr el Zaraf, cette saison dure du printemps à l'automne. Les pluies, qui tombent vers cette époque en Abyssinie, grossissent le Sobat dès le milieu d'avril. La crue du Nil Bleu commence en mai, elle est bientôt suivie de celle de l'Atbara. Le Bahr el Zaraf, le Bahr el Ghazal, le Nil Blanc et leurs tributaires grossissent légèrement en mai et battent leur plein en juillet et en août.

Les divisions naturelles du Soudan répondent aux divers régimes de ses eaux pluviales ou fluviales. Aussi son territoire est-il loin d'être homogène. Somme toute, la majeure partie des deux millions et demi de kilomètres carrés dont il est formé se compose de déserts stériles qui contiennent des filons et des minerais, de surfaces liquides et de marais, pour le moment inutilisables. Le surplus, — terres cultivables, bois, pâturages, — semble fertile ou riche en produits naturels. Sur les points arrosés par la pluie et sur ceux que recouvrent les crues du fleuve et des rivières, on trouve des terres susceptibles d'un bon rendement, là toutefois où les eaux peuvent s'écouler.

(1) Voyez P. Arminjon et B. Michel : *Les irrigations en Égypte et les projets récens du gouvernement égyptien*, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 septembre 1906.

Dans toutes ces régions, « le paysage naturel typique est celui de la savane. Celle qui couvre le Nord du Bahr el Ghazal, jusqu'au Kir et la rive droite du Nil, entre Doufilé et le Sobat, se présente sous l'aspect de nappes continues de très hautes herbes avec des bouquets d'acacias, de tamarins, de sycomores, de palmiers éventails, des baobabs isolés, parfois des forêts, sur les protubérances granitiques de la plaine et, loin des rivières, des brousses, presque toujours sèches (1). »

Ce paysage offre un aspect peu attrayant. Monotone et sans perspective, il donne une impression d'ennui et de tristesse. Les agglomérations urbaines sont encore moins dignes d'être vues. Intéressant pour les archéologues, le Soudan Égyptien, ce paradis des chasseurs, n'est point à recommander aux touristes simplement amateurs de pittoresque.

Ceci est particulièrement vrai de sa meilleure partie, celle du moins qui est le plus apte à récompenser immédiatement les efforts réalisés en vue de son amélioration, la longue péninsule formée par le Nil Blanc et le Nil Bleu et qui est connue sous le nom de Ghezireh (l'Ile). Quelque peu sablonneuse dans les environs de Khartoum. cette plaine, formée par les alluvions des deux fleuves, devient de plus en plus fertile à mesure que l'on avance vers le Sud. C'est sur l'aire de ce triangle que se limiteront vraisemblablement, pendant de longues années, les efforts des ingénieurs qui entreprennent en ce moment les grands travaux d'irrigation, conçus suivant les méthodes qui ont été expérimentées en Égypte avec tant de succès.

La faune de ces régions, tout au moins à l'Est et au Sud, est plus riche qu'en aucune autre partie de l'Afrique. On y rencontre des troupeaux d'éléphans et d'hippopotames, des buffles, des zèbres, des bouquins, des antilopes, des gazelles, des lions, des léopards, etc. Le bétail est la principale et même la seule richesse d'un grand nombre de tribus. Très nombreuses à l'état sauvage, surtout dans le Kordofan occidental et dans le Darfour septentrional, les autruches sont domestiquées par les indigènes, et leurs plumes font l'objet d'un commerce important.

En vue d'assurer la conservation du gibier, le gouvernement, non content d'imposer aux chasseurs un droit de licence très élevé et de taxer plus ou moins lourdement, suivant l'es-

(1) J. Machat, *Les conditions géographiques du Soudan égyptien. Revue générale des sciences*, 15 juillet 1899, p. 516.

pèce, chaque pièce abattue, interdit la chasse, totalement ou partiellement, dans de vastes régions. A ce point de vue, le Soudan est divisé en trois zones : « le sanctuaire, » dans les limites duquel nul n'a le droit de toucher à un animal sauvage, la « réserve des officiers, » et le reste du pays où le commun des mortels est autorisé à chasser à la condition d'observer les règlemens.

Très clairsemées et semi-nomades, les populations soudanaises, où l'élément urbain occupe une place proportionnellement très grande, offrent, par l'effet des invasions et des immigrations, une juxtaposition et un mélange presque inextricable de races, de langues, de mœurs, et de croyances. Elle peut être divisée *grosso modo* en quatre groupes : les nègres qui diffèrent prodigieusement les uns des autres par la taille, la couleur, l'aspect physique, le genre de vie, la religion; les Nubiens musulmans qui sont connus sous le nom de *Barabra*, entre la première et la quatrième cataracte; les *Begas*, d'un beau type physique, et enfin les Arabes (1).

Quel que soit leur type, ces hommes sont en règle générale remarquablement robustes, intelligens, industrieux, aptes à s'assimiler les méthodes occidentales. Chez presque tous, les besoins, et par conséquent l'activité, sont à cet étiage au-dessous duquel nul ne saurait descendre, même dans la zone tropicale. Ils vivent pour la plupart presque sans vêtemens; une sorte de millet, appelé *doura* et, dans certaines régions, les fruits et le laitage forment, à peu de choses près, leur alimentation. Aussi, depuis que l'esclavage a cessé d'être maintenu, ne fournissent-ils qu'un minimum de travail, à des conditions fort onéreuses pour les employeurs. Autant que cette absence de besoins, le défaut de sens commun et d'esprit critique est un obstacle à leur ascension à la civilisation. « Comment est-il possible, écrit M. Currie, directeur du Département de l'Éducation, que des hommes doués d'une intelligence alerte et claire soient capables de croire que le premier imposteur venu peut faire jaillir l'eau

(1) On trouvera l'énumération et la description, illustrée au moyen d'une carte en couleurs, des principaux peuples du Soudan, dans l'ouvrage de H. Frobenius, *Die Heiden-Neger des Aegyptischen Sudan*. Cet auteur distingue les Soudanais en musulmans et païens; il divise les premiers en quatre et les seconds en six classes. Cf. A. H. Keane, Ethnology of the Egyptian Soudan, *Journal of the anthropological Institute;* — A. Wallis Budge, *The Egyptian Sudan*, vol. II, p. 412-447; — F. R. Wingate, *Mahdism and the Egyptian Sudan*, p. 8-12; — L. S. Symes, *Notes on the Anglo Egyptian Sudan;* — Artin Pacha, *England in the Sudan.*

du fond d'un puits desséché, descendre des escadrons du ciel et rendre ses partisans invulnérables? » Pour que ces dispositions héréditaires fassent place à une idiosyncrasie nouvelle, il faudra sans doute que la jeune génération, née après la conquête à peine achevée du pays à la civilisation, se soit imbue de quelques-unes des idées et ait acquis les besoins élémentaires qui caractérisent les sociétés occidentales. L'influence et le prestige des fonctionnaires, des missionnaires, des immigrans européens et égyptiens, les efforts des marchands, les habitudes acquises par les soldats indigènes pendant la durée de leur service militaire, les progrès de l'instruction sous toutes ses formes, dont la plus imprévue est le film cinématographique qui se déroule maintenant dans plusieurs villes soudanaises, réaliseront cette transformation dans le Soudan beaucoup plus rapidement, on peut l'espérer, que dans l'Ouganda, la Nigeria et nos possessions de l'Afrique occidentale.

Si, — et tout permet de le croire, — les naturels du Soudan oriental appartiennent à la même race que les anciens habitans de cette région, leur aptitude à une vie policée n'est en effet pas douteuse. Pour en être convaincu, il suffit de contempler les vestiges laissés par leurs ancêtres à l'époque de notre préhistoire.

II

L'histoire du Soudan a une origine très lointaine. Dès l'ancien Empire et peut-être antérieurement, cette région fut colonisée par les Égyptiens, et une civilisation analogue à celle des Pharaons, c'est-à-dire fort élevée et même brillante à certains égards, s'y développa. Les relations de Waddington et Hanbury, surtout celles de Caillaud puis de Lepsius (1), ont, dès le premier quart du XIXe siècle, décrit de nombreux et grandioses monumens, vestiges surprenans des civilisations disparues dont les géographes de l'antiquité avaient signalé l'existence à ces explorateurs. A partir de Wady-Halfa, on traverse de nombreuses localités que signalent d'antiques monumens en ruines. Les archéologues ont dû faire un choix. Depuis quelques années les travaux qu'ils exécutent sur cinq ou six points diffé-

(1) Waddington and Hanbury, *Journal of a visit to some parts of Ethiopia*, in London, 1822; — F. Caillaud, *Voyage à Meroé, au fleuve Blanc*, etc. Paris, 1826; — Lepsius, *Lettres*.

rens permettent déjà de caractériser cette civilisation, proche parente de celle dont elle est apparemment issue et pourtant originale. Une mission envoyée par le Muséum de l'Université de Pennsylvanie a fait des fouilles à quelque distance au Sud de Wady-Halfa, près de la deuxième cataracte, dans des nécropoles de diverses époques au milieu des ruines d'une ville et d'un château fort et dans les enceintes de deux temples de la XVIIIe dynastie. Elle a encore travaillé plus au Nord, sur deux autres sites. Au-dessus de la troisième cataracte M. J. H. Breasted a exécuté en 1905-1906 des fouilles pour le compte de l'Université de Chicago dans les ruines du temple de Sesebi jusqu'ici attribué à Seti Ier et en réalité édifié vers 1370 par le roi hérétique Ikhnaton (Amenhotep IV), puis, à quelque distance du précédent, sur l'autre rive du Nil, dans le temple de Soleb, œuvre d'Amenhotep III, l'un des plus importans monumens de la vallée du Nil, digne d'être mis en parallèle avec le temple de Louqsor (1) et deux autres monumens mal définis. Elle a mis au jour quantité d'inscriptions et une masse d'objets d'un haut intérêt dont la description et la reproduction remplissent plusieurs volumes (2). Plus au Sud, à Kerma, non loin de Dongola, des tombes de la sixième dynastie ont été découvertes. On travaille également, près de la quatrième cataracte, à Gebel Barkal, sur l'emplacement de la ville de Napata, la capitale primitive du Soudan, où sont groupées les ruines de plusieurs tombes et pyramides.

Entre Sennar et le Nil, un riche industriel, M. Welcome, fondateur et bienfaiteur du laboratoire désigné par son nom, qui fonctionne à Khartoum comme une annexe du Gordon College, dirige lui-même l'excavation de sépultures préhistoriques que ses collaborateurs font remonter au XVe ou au XVIe siècle avant Jésus-Christ.

Enfin le gouvernement du Soudan, aux frais d'un comité de donateurs, d'une part, l'Université de Liverpool de l'autre, exécutent d'importans travaux déjà très fructueux, dans l'île de Meroé (3), cette région circonscrite par l'Atbara, le Nil Blanc,

(1) J. H. Breasted, *Monuments of sudanese Nubia*, II, 1908.

(2) D. Randall-Maciver and Leonard Woolley (1909), *Areika, Karanog, the Romano-nubian cemetery* (1910) *Karanog the town* (1911), *Buhen* (1911); — F. L. Griffith, *Karanog, the meroitic inscriptions of Shabul and Karanog* (1911).

(3) J. W. Crowfoot, *The Island of Meroe and meroitic inscriptions* (1911); — J. Garstang, H. Sayce and F. L. Griffith, *Meroé* (1911); — J. Garstang and

le Nil Bleu, qu'ont décrite Hérodote, Strabon, Diodore de Sicile, Pline, et qui fut le principal centre politique, social et artistique du Soudan au temps de sa splendeur. On trouve, dans l'enceinte de la ville de Meroé ou dans ses environs, les vestiges du grand temple d'Ammon, ceux des temples d'Isis, du Soleil, du Lion, la cité royale, le palais royal, tous monumens qui datent, semble-t-il, au moins partiellement, du VIIIe ou du VIIe siècle avant Jésus-Christ, d'autres temples, une nécropole, des pyramides. On vient d'y découvrir, il y a très peu de temps, un observatoire contenant des restes d'instrumens astronomiques. On trouve également des monumens importans : temples, réservoirs, inscriptions, très avant dans l'intérieur du territoire de Meroé, à Basa, à Um Loda, Naga, Mousaouarat, etc.

Il est difficile encore d'apprécier exactement les résultats donnés par des travaux commencés à une époque si récente qu'on a publié seulement une petite partie, et non la plus importante, des découvertes qu'ils ont permis de réaliser, et cela d'autant plus que, si l'on possède déjà l'alphabet des inscriptions en langue nubienne, on n'est pas encore à même de les lire (1) Ce qui est certain, c'est que ces contrées, actuellement incultes, pauvres et dépeuplées, étaient, à une époque très ancienne, habitées par une population nombreuse, riche, industrieuse, dont les chefs avaient des besoins raffinés. Ce que les archéologues découvrent de cette civilisation ne consiste pas seulement en temples et en nécropoles. Les Nubiens d'alors n'ont pas bâti seulement des tombeaux monumentaux, des temples grandioses ornés de statues, couverts de peintures et d'inscriptions et dignes d'être comparés aux plus beaux de la Haute-Égypte ; leur richesse et leur goût artistique se sont manifestés par d'autres vestiges relatifs à la vie sociale et qui permettent d'induire qu'ils étaient pourvus d'un bon gouvernement.

Le long des deux Nils, les villages, les bourgades et les villes formaient une chaîne ininterrompue. Les ruines de cités considérables se rencontrent dans les régions de Wady-Halfa, de Soba, de Dungeil, de Ghezireh et jusque sur les rivages de la Mer-Rouge. Leurs habitans possédaient, même aux temps les

W. George, *Fourth interim report on the excavations at Meroé;* — J. Garstang *Annals of Archeology*, vol. III, p. 57, IV, p. 45 et V, p. 73.

(1) F. L. Griffith, *The meroitic inscriptions of Shabul and Karanog* et *The meroitic inscriptions of Karanog* dans *Areika* de R. Maciver.

plus reculés, des poteries finement modelées, de riches bijoux d'une grande valeur artistique. Des traces de culture peuvent être relevées dans plusieurs vallées situées très loin du fleuve et où s'élevaient des maisons et des temples bâtis de pierres et de briques, ornés de peintures et de bas-reliefs. De vastes réservoirs rendaient l'irrigation possible en toute saison. Des routes avaient été tracées dans les forêts les plus épaisses. On jouissait à cette époque d'une sécurité qui n'était pas moins remarquable. Si l'on relève des vestiges de fortifications dans la province de Wady-Halfa, de Dongola et sur l'emplacement de Meroé et de Dungeil, les autres localités n'étaient pas défendues (1).

Le pays entretenait des relations commerciales et politiques suivies avec ses voisins de l'Est et du Nord. Du milieu du VIIIe, au milieu du VIIe siècle, l'Égypte fut conquise, puis gouvernée par une dynastie nubienne dont la capitale était Napata et qui a laissé, dans la province de Dongola, des inscriptions dont la principale nous a été conservée grâce à la fameuse stèle de Piankhi, découverte en 1862 près de Gebel Barkat, au-dessous de la quatrième cataracte, et qui relate la conquête de la vallée inférieure du Nil, accomplie vers 721 avant Jésus-Christ par le roi de ce nom. A l'époque où Pline écrivit son *Histoire Naturelle* (2), le pays était retombé dans la barbarie et dans la misère. C'est ce que déclarèrent les deux centurions partis sur l'ordre de Néron à la recherche des sources du Nil. Après avoir énuméré, d'après les écrivains grecs antérieurs, une longue liste de villes situées sur le rivage des fleuves, Pline observe que, de son temps, un très petit nombre d'entre elles existaient encore. Les monumens gréco-romains qu'on étudie en ce moment dans l'île de Meroé, et dont les principaux sont le palais de Mousaouarat et le temple de Nagaa, les joyaux et les poteries qu'on y a découverts établissent toutefois que, sous les empereurs flaviens et antonins, ce territoire jouissait d'une assez grande prospérité, tout au moins que de riches colonies s'y étaient fixées.

Durant les six premiers siècles de l'ère chrétienne, la Nubie,

(1) J. W. Crowfoot, The Island of Meroe, chap. II (*Archeological survey of Egypt*, edited by F. L. Griffith, 19e mémoire); — J. Garstang, A. H. Sayce, F. L. Griffith, *Meroe, the city of the Ethiopians;* — A. Wallis Budge, *Annals of nubian kings*, 1912.

(2) L. VI, chap. 35.

— ses inscriptions et ses monumens l'attestent, — conserva les traditions helléniques dont elle était redevable à l'Égypte des Ptolémées.

Le christianisme semble s'être répandu assez tardivement dans le Soudan. Quelques principautés chrétiennes y florissaient au moment de la conquête arabe de l'Égypte qui eut lieu un siècle plus tard, parfois battues en brèche par les tribus païennes qui les entouraient, et des ruines intéressantes d'édifices religieux nous en transmettent le souvenir (1). Elles conservèrent leur foi, leur langue et leurs mœurs durant plus de sept siècles, grâce à la résistance que le royaume de Nubie, maître du territoire compris entre Assouan et la jonction des deux Nils, opposa aux efforts répétés des musulmans d'Égypte. C'est seulement au xve siècle que tomba ce royaume. Les marchands arabes ne cessèrent, par la suite, de propager leur langue et leur religion et convertirent les indigènes à l'Islam, ceux des territoires du Sud et de l'Est exceptés. Après avoir conquis l'Égypte en 1517, Selim, sultan de Constantinople, envahit l'Abyssinie et reçut la soumission du roi nègre de Sennar, depuis quelques années en possession du Soudan occidental et qui professait l'islamisme. La souveraineté des maîtres de l'Égypte sur les territoires au Sud de la seconde cataracte fut d'ailleurs nominale et ne devint effective qu'en 1820 (2).

III

Cette année-là, Mohamed Ali envoya son fils Ismail et son gendre Mohamed conquérir le Soudan.

Cette guerre dura deux ans. Le pacha semble l'avoir entreprise pour occuper son armée, exterminer chemin faisant les derniers Mameluks réfugiés en Nubie et surtout trouver dans cette région riche en ivoire, en plumes d'autruches, en ébène, en or, en esclaves, les ressources financières que nécessitaient ses vastes projets de réforme intérieure et d'extension territoriale. Elle fut extrêmement cruelle et eut pour fruit la soumis-

(1) A. J. Butler, *Ancient coptic churches of Egypt*, 2 vol. (1884); — Somers Clarke, *Christian antiquities in the Nile Valley*. Oxford, 1912. La mission déléguée par l'Université de Pennsylvanie a déblayé plusieurs églises en Basse-Nubie et y a découvert des inscriptions, des peintures murales, des lampes, des calices et autres objets religieux; — G. S. Mileham, *Churches in Lower Nubia*, vol. 2, 1910.

(2) F. A. Wallis Budge, *The Egyptian Sudan*, part II, chap. 1 à 12.

sion du Sennar et du Kordofan. L'occupation égyptienne ne tarda pas à gagner graduellement du terrain vers l'Orient entre le Nil Bleu et la Mer-Rouge. En 1874, le Darfour fut englobé dans les possessions khédiviales.

Les Égyptiens introduisirent au Soudan une administration régulière et efficace. Les territoires conquis furent placés sous l'autorité administrative et militaire d'un gouverneur général et divisés en cinq provinces, pourvues chacune d'un moudir (préfet). Dans ce cadre, les chefs indigènes restèrent en fonctions et servirent d'instrument aux fonctionnaires venus du Caire. Grâce à cette organisation, le pays jouit d'une sécurité dont il avait depuis longtemps perdu le souvenir, et ses habitans connurent une civilisation occidentale rudimentaire.

« Les étrangers comme les indigènes purent circuler en toute sécurité... dans la vallée du Nil jusqu'aux frontières les plus reculées du Soudan, grâce à la justice rigoureuse de Mehemet Ali qui n'admettait aucun tempérament (1). » Des voies de communication furent ouvertes, des industries et des cultures nouvelles organisées par le gouvernement. Les indigènes eurent en revanche à subir une réglementation et des charges fiscales qui leur parurent plus insupportables que le désordre, l'anarchie, les avanies intermittentes, auxquels la tyrannie moins minutieuse, moins tracassière et moins continue de leurs chefs nationaux les avait depuis longtemps accoutumés.

A cette époque, Mehemet Ali s'était attribué le monopole de l'industrie, du commerce et même de l'agriculture sur tout le territoire de l'Égypte. Il imposa le même régime à ses nouveaux sujets, qui, pour satisfaire aux exigences du grand pacha, se virent accablés d'impôts et de corvées. Impôts personnels de 20 à 30 piastres, impôts fonciers, impôts sur les dattiers, le bétail, les barques, les marchés, les transactions, etc., monopole de la gomme, du café, de l'ivoire, et de nombreuses autres denrées. A toutes ces charges s'ajoutait le poids des exactions des administrateurs et des chefs militaires égyptiens qui, pour la plupart, étaient venus au Soudan avec le dessein arrêté de s'y enrichir rapidement.

« A l'expiration des soixante années de l'occupation égyptienne, le Soudan se trouvait ruiné par une mauvaise admi-

(1) Comte Benedetti, *Mehemet Ali durant ses dernières années*, *Revue des Deux Mondes*, 1er juin 1895, p. 517; — H. Dehérain : *Le Soudan Egyptien sous Mehemet-Ali.*

nistration, des impôts excessifs, l'injustice, la corruption, et surtout par la traite des esclaves que le gouvernement tolérait et même encourageait. Des milliers et des milliers de kilomètres carrés de terres cultivées de temps immémorial, retombées en friches, les norias brisées ou détruites, la majeure partie de la population, découragée de travailler et oisive (1). » L'impopularité de ce régime fut la cause déterminante de l'insurrection fomentée en 1881 par le soi-disant mahdi Mohammed Ahmed, elle en explique le succès que l'insuffisance des forces militaires égyptiennes et l'incapacité de leurs chefs rendirent foudroyant. Ce mouvement eut pour cause occasionnelle l'interdiction de la traite des esclaves (2). La prise de El Obeid, le 17 janvier 1883, l'anéantissement le 5 novembre 1883 de l'armée venue d'Égypte sous le commandement de Hicks pacha, la capitulation survenue un mois plus tard de Slatin pacha, gouverneur du Darfour, la prise de Khartoum et le meurtre de Gordon pacha, son héroïque défenseur en 1885, enfin la capitulation de Kassala en juin de la même année, suivie quelques jours plus tard de la mort du Madhi, tels sont les principaux événemens qui amenèrent en 1885 l'évacuation du Soudan, puis son abandon, notifié à ses habitans par une proclamation du khédive, et qui livrèrent le pays à la domination d'Abdallah el Taachi, le khalife (vicaire) du Mahdi.

Le régime mahdiste ne fut point la tyrannie atroce, aveugle et désordonnée qu'on a voulu en faire. Abdallah sut organiser une armée permanente convenablement équipée et encadrée, une administration et une justice régulières, un système financier fructueux et assez équitable. C'est ce qui résulte des récits que plusieurs prisonniers européens ont écrits sur leur captivité (3). Le pays n'en fut pas moins dévasté et dépeuplé. Ses habitans souffrirent affreusement, surtout après la crue exceptionnellement basse de 1888, des famines que l'interruption de toutes relations avec l'Égypte et l'Europe laissaient sans remède,

(1) E. A. Wallis Budge, *The Egyptian Sudan*, II, p. 240.

(2) « Venality and oppression of the officials, the suppression of the slave trade, military weakness, these are the three causes of what has been called the rebellion. » — F. R. Wingate, *Mahdism and the Egyptian Sudan*, p. 52.

(3) *Aufstand und Reich des Madhi im Sudan und meine Zehnjarige Gefangenschaft dortselbst*, 1902 ; — Slatin Pacha, *Fer et feu au Soudan*, traduction française 1898 ; — F. R. Wingate, *Mahdism and the Egyptian Sudan*, 1891. Cf. Dujarric, *L'État mahdiste au Soudan*, 1901 ; — H. Dehérain, *Études sur l'Afrique*.

des guerres que le Madhi, puis le khalife, ne cessèrent de soutenir contre les Égyptiens, les Abyssins, les Italiens, et contre les tribus indigènes, des luttes entre ces tribus, enfin des épidémies qui furent apparemment propagées par ces hostilités continuelles.

D'après une enquête soigneusement faite par sir R. Wingate, le gouverneur général actuel, et dont les résultats sont donnés en détail par lord Cromer dans son rapport pour 1903 au *Foreign Office* (1), le Soudan égyptien aurait compté 8 525 000 habitans avant le soulèvement du Mahdi et seulement 1 875 000, vingt-cinq ans plus tard, 3 451 000 ayant été tués et le reste étant mort de maladie.

« On sera moins surpris de ces chiffres invraisemblables, ajoute lord Cromer, lorsqu'on saura qu'avant 1883, le district situé sur les bords des rivières Rahad et Dindar contenait plus de 800 villages qui tous avaient disparu en 1911. Et ce fait n'est pas exceptionnel. En voyageant dans ce malheureux pays, on rencontre à chaque pas des villes et des villages ruinés et abandonnés, d'immenses surfaces de terres naguère cultivées et actuellement couvertes de ronces et de mauvaises herbes et parsemées de ruines. Peu après la bataille d'Omdurman, Metema, ville longtemps importante, entre Berber et Khartoum, ne comptait plus que 1 300 habitans dont 150 hommes seulement. Ailleurs, sur 500 hommes en âge de porter les armes, il en reste à peine une cinquantaine. »

IV

En mars 1896, le gouvernement égyptien, encouragé par le gouvernement britannique, qui subventionna l'expédition à laquelle ses troupes participèrent, décida brusquement la reconquête du Soudan. La défaite des Italiens à Adoua, grâce à laquelle le Negus reprenait toute sa liberté d'action et sans doute aussi la présence dans le Haut-Oubanghi de la mission Liotard qui avait, en février 1896, occupé la ville de Tambourah sur le Soueh, affluent du Bahr el Gazal, furent les causes de cette décision inattendue. Afin de pouvoir l'exécuter, le gouvernement khédivial demanda à la Commission internationale de la Dette publique et en obtint 500 000 livres à prélever sur le fonds de

(1) *Report on the finance, administration and condition of Egypt and the Sudan*, 1903, p. 79-80.

réserve dont elle était dépositaire. Cette décision ayant été annulée par la Cour d'appel mixte d'Alexandrie, le gouvernement britannique versa en 1897, 798 000 livres au trésor khédivial et, l'année suivante, le parlement britanniqne approuva la déclaration de M. Balfour que le remboursement de cette avance ne serait jamais réclamé. Nous allons voir que ce don n'était nullement gratuit.

Le Soudan fut reconquis par étapes, en trois années, sous le commandement du général Kitchener. Le 2 septembre 1908, les Anglo-Égyptiens entraient dans Omdurman, après avoir exterminé l'armée soudanaise ; le 24 novembre 1909, le khalife et ses derniers partisans tombaient sous les balles d'une colonne dont le chef était le major Wingate, actuellement gouverneur du Soudan et sirdar (généralissime) et qui s'était déjà fait un nom en écrivant un remarquable ouvrage sur le mahdisme.

Dans l'intervalle, la mission Marchand, partie de Brazzaville le 1er mars 1897, avait remonté l'Oubanghi, le M' Boniou et son affluent le Bokou et de là, dans le courant de novembre, transporté sa flotte sur le Soueh, sous-affluent du Nil, puis installé des postes et, des centres de ravitaillement dans le Bahr el Gazal, enfin, le 10 juillet 1898, occupé Fachoda (1) où, le 19 novembre, son chef recevait la visite du sirdar Kitchener en personne, qui venait le sommer courtoisement d'avoir à décamper.

Cette malheureuse aventure ne comportait pas d'autre dénouement. Le capitaine Marchand ne pouvait prétendre sérieusement occuper d'une façon effective le Bahr el Ghazal avec ses deux cents tirailleurs sénégalais, dont l'armée anglo-égyptienne n'aurait fait qu'une bouchée. Au surplus, le gouvernement britannique avait déclaré qu'il considérait « comme un acte inamical (*unfriendly*)... la marche d'une expédition française munie d'instructions secrètes et se dirigeant de l'Afrique occidentale vers un territoire sur lequel nos droits sont connus depuis si longtemps, » ce qui revenait à assimiler cette tentative à un *casus belli*.

C'est pourquoi, le 11 décembre 1908, la mission Marchand évacuait Fachoda pour rentrer en France en passant par l'Abyssinie.

(1) Robert de Caix, *Fachoda, la France et l'Angleterre;* — G. Blanchard, *L'affaire de Fachoda et le droit international*, Revue de droit international public, 1899, p. 380 et G. Hanotaux, *Le partage de l'Afrique, Fachoda*.

Cet événement avait été préparé par des négociations au cours desquelles lord Salisbury et l'ambassadeur anglais à Paris avaient présenté à l'appui de leur thèse des argumens peu cohérens, invoquant à la fois d'une part « le droit des conquérans, » de l'autre le droit du sultan ou du khédive sur des possessions que le gouvernement du Caire avait pourtant abandonnées, d'abord en fait, puis en droit par sa déclaration solennelle de 1883, renouvelée en 1885 et dont le gouvernement britannique avait lui-même distrait, en 1890, 1891, 1894, divers territoires au profit de l'Allemagne, de l'Italie, de la Belgique et à son propre profit. Ces deux considérations, assez mal conciliables, ont inspiré l'accord anglo-égyptien du 19 janvier 1899 qui forme comme la charte du Soudan oriental. Elles se trouvent nettement exprimées dans son préambule :

« Attendu que certaines provinces du Soudan, révoltées contre l'autorité de S. A. le Khédive, ont été reconquises grâce aux efforts militaires et financiers joints du gouvernement de S. M. Britannique et de celui de S. A. le Khédive ; attendu qu'il est devenu nécessaire d'organiser un système administratif et législatif pour les provinces reconquises susdites en tenant compte des titres (*claims*) que le gouvernement de S. M. Britannique a acquis par droit de conquête à participer au présent ajustement de ce système administratif et législatif, à sa mise en œuvre et à son développement... »

Des prémisses ainsi posées, les clauses du traité déduisent diverses conséquences : « Les drapeaux britannique et égyptien flotteront l'un et l'autre sur terre et sur eau. L'autorité suprême civile et militaire sera exercée par un gouverneur général nommé par décret khédivial, sur la recommandation du gouvernement britannique et déchargé de ses fonctions également par décret khédivial avec le consentement du même gouvernement. Le gouverneur général exerce le pouvoir législatif en toutes matières par des proclamations qui doivent au préalable être notifiées à l'agent britannique au Caire et au président du Conseil des ministres d'Égypte. Nul consul, vice-consul ou agent consulaire ne sera accrédité, ni même autorisé à résider au Soudan sans le consentement préalable du gouvernement britannique (1). »

(1) Articles 2, 3, 4, 10.

V

Ce régime est non seulement exceptionnel mais unique. On essayerait en vain de définir et de classer juridiquement cette sorte de co-souveraineté (1) indivise, exercée par l'entremise d'un mandataire commun au profit de deux pays, dont l'un ne jouit pas lui-même de la souveraineté, puisqu'il est seulement une province autonome et non un État.

L'indivision est d'ordinaire une source abondante de difficultés, de brouilles, de conflits. L'observation est vraie en droit international aussi bien qu'en droit privé. C'est ce que démontrent, pour ne parler que des temps modernes, toutes les tentatives de gouvernement en commun qui furent faites jusqu'ici comme dans le Sleswig-Holstein par la Prusse et l'Autriche, aux îles Samoa par l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis, et dont on peut rapprocher le contrôle anglo-français qui fonctionna en Égypte de 1877 à 1883, sous le nom inexact de condominium.

Rien de pareil n'est à craindre au Soudan. Il ne peut y avoir désaccord, lorsqu'une des volontés prédomine. Tel était le cas, dans ce pays comme en Égypte avant la proclamation, en décembre 1914, du protectorat. L'agent britannique y exerçait déjà une influence irrésistible. Cette mesure a simplement consacré une situation de fait en la régularisant et en la rendant définitive.

Le gouverneur général du Soudan, qui exerce dans sa plénitude le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, est naturellement un Anglais. Il en est de même de tous les fonctionnaires de quelque importance et de plusieurs autres encore ; les chefs de services, les gouverneurs des provinces, les juges, les inspecteurs, les ingénieurs, etc. L'Égypte n'est intervenue jusqu'ici que pour fournir des candidats aux postes subalternes et verser non seulement les avances grâce auxquelles les travaux publics ont été exécutés, mais encore les subventions annuelles qui ont couvert le déficit des douze premiers budgets. Dans l'association qu'elle a formée avec l'Égypte au Soudan, l'Angleterre joue donc

(1) Ce travail a été fait avec talent dans la *Revue de droit international public*, de 1903 ; — Blanchard, *Le problème de la souveraineté au Soudan nilotique*, p. 169 et suiv.

le rôle du mari, seigneur et maître des biens conjugaux communs, ou encore celui du commandité qui gère seul les capitaux apportés par le commanditaire.

Les subventions de l'Égypte ont alimenté, de 1899 à 1913, le budget soudanais dans une proportion qui, au début, dépassait de 200 à 300 pour 100 le montant des recettes. A ces subsides normaux, réguliers et non remboursables, il faut ajouter les sommes productives d'intérêts, avancées sans fixation de terme par le trésor khédivial sur son fonds de réserve, afin de pourvoir à des travaux publics exécutés au Soudan, soit un total de plus de 200 millions. C'est grâce à ces libéralités que le pays s'est si rapidement muni des capitaux fixes nécessaires à son développement, que les bâtimens publics ont été construits, les lignes ferrées et télégraphiques posées, les flottilles de bateaux à vapeur affrétées, les routes ouvertes, les ports creusés et, nous l'avons déjà observé, les déficits comblés.

Cette charge, qui ne sera vraisemblablement plus augmentée, a jusqu'ici été supportée par l'opinion publique égyptienne avec une répugnance dont la presse indigène et naguère, à diverses reprises, le Conseil législatif, se sont souvent faits l'écho. Pour les Égyptiens, le Soudan, suivant le mot de Gordon, « est, a toujours été, sera toujours une possession inutile. » Nuisible même, ont-ils ajouté. Port-Soudan et le chemin de fer de Berber à la Mer-Rouge vont détourner à jamais de la vallée inférieure du Nil le commerce de l'Afrique centrale, le coton soudanais menace de concurrencer un jour le coton égyptien, et l'eau nécessaire à sa culture sera obtenue aux dépens de l'irrigation du Saïd et du Delta.

Le conseiller financier égyptien et l'agent britannique au Caire se sont, à diverses reprises, efforcés de réfuter cette opinion en observant, le premier : « Que la prospérité de l'Égypte dépend essentiellement de l'eau du Nil ; que celle-ci peut facilement être détournée par les maîtres du Soudan et que le maintien du débit du fleuve ne saurait donc être payé trop cher ; » le second : « Que sans la reconquête, il aurait été nécessaire de maintenir des forces importantes sur la frontière méridionale en prévision d'une invasion des derviches ; » que d'autre part, le budget égyptien réalise, grâce au Soudan, des profits tels que les droits d'importation perçus (jusqu'à l'année dernière) par les douanes khédiviales, sur les marchandises à destination de ce

pays, le coût du transport de ces marchandises, sur les chemins de fer de l'État égyptien, etc. »

Le subside annuel de l'Égypte a été supprimé à partir de 1913. Le Soudan reste encore redevable aux finances égyptiennes d'une dette fort considérable, plus de 150 millions, y compris les intérêts stipulés et non encore payés. Ce total est celui des avances extraordinaires remboursables dont la dernière a été versée par le trésor égyptien en 1910. Il s'en faut que le pays soit en état d'entreprendre ce remboursement. Il vient au contraire d'emprunter 75 millions sous la garantie du gouvernement britannique, 40 millions devant être employés à l'extension du réseau des chemins de fer et le surplus à des travaux d'irrigation qui ont commencé en janvier 1914 et sont destinés à développer la culture du coton.

Suivant toute probabilité, ce n'est là qu'une mise en train.

Les capitaux considérables qui ont déjà été dépensés au Soudan semblent avoir eu un emploi fructueux qui justifie cet emprunt. L'œuvre considérable déjà réalisée demande un complément et un développement. Les conquérans ne se sont pas bornés à doter le pays, qu'ils ont pacifié, de voies et de moyens d'accès et de communication, mais encore d'un système financier, judiciaire et d'une législation d'ailleurs très rudimentaire. L'instruction et la santé publique, voire la recherche scientifique, n'ont pas été négligées par eux. Il leur reste toutefois encore beaucoup à faire. Nous voudrions indiquer sur quels objets devrait porter leur effort après avoir décrit le travail qu'ils ont déjà fait.

VI

Tout était à refaire au Soudan après la conquête et les Anglo-Égyptiens durent tout y entreprendre à la fois.

Nous savons déjà que la condition essentielle au succès de leur œuvre fut réalisée sans peine grâce au concours de l'Égypte. En 1899, le total des recettes budgétaires atteint seulement 3 265 920 francs (1), et la subvention nette à fonds

(1) Combien la progression des revenus a été rapide depuis la conquête, c'est ce qui ressort du tableau suivant :

Année.	Revenu. francs.	Année.	Revenu. francs.
1898	907 322	1911	33 991 151
1908	24 301 336	1912	37 128 000
1910	30 356 418	1913 (estimation).	42 406 000

perdus du trésor khédivial, calculée après diverses ristournes, se chiffre par 9 344 160 francs.

Dès l'année suivante, la subvention étant d'ailleurs augmentée, commencent les « avances pour travaux de développement » qui ont continué jusqu'en 1913 et grâce auxquelles le gouvernement avait, à cette date, sans recourir à des compagnies concessionnaires, achevé 1 500 kilomètres de chemin de fer, quelque 20 000 kilomètres de routes (ou mieux de larges pistes) flanquées de puits et un réseau télégraphique de 8 000 kilomètres, creusé et outillé deux excellens ports, l'un à Khartoum, à la jonction de deux Nils, l'autre à Port-Soudan, assuré la navigation à vapeur sur tous les cours d'eau qui la comportent, dotant ainsi son budget, sans bourse délier, de recettes relativement très considérables. Dans les prévisions pour 1913, sur un total d'environ 43 millions, les chemins de fer, les bateaux à vapeur, les postes et télégraphes, les terres et forêts de l'État, ses établissemens industriels et d'enseignement, etc., fournissent plus du 50 pour 100 des recettes brutes. Il faut y ajouter les droits sur la chasse, sur le gibier et sur les fruits de la cueillette (gomme, ivoire, plumes d'autruche) qu'on peut assimiler aux impôts précédens et qui, certaines années, ont rendu plus que les droits de douane (1). Actuellement toutes les parties du Soudan égyptien, susceptibles d'une mise en valeur immédiate ou prochaine, sont reliées par la voie ferrée. Le chemin de fer part de Wady Halfa à la frontière Nord, remonte en ligne droite jusqu'à la jonction du Nil et de l'Atbara. De là il longe la rive droite du Nil jusqu'à Khartoum après avoir émis deux embranchemens, le premier au Nord, de Abou Hammed à Kareima, le second au Sud de Berber non loin de l'Atbara, de façon à desservir Port-Soudan et Souakim, le nouveau et l'ancien port sur la Mer-Rouge. De Khartoum, la ligne file parallèlement à la rive gauche du Nil Bleu, décrit un angle droit à Sennar et se termine dans le Kordofan à El Obeid, principal marché de la gomme.

Deux autres lignes sont projetées : l'une qui serait tracée du Sennar à Kassala tout autour de l'Abyssinie puis de Kassala à Thamiane, sur la ligne de Berber à Souakim ; l'autre qui rattacherait la fertile vallée de Tokar, célèbre déjà par son coton, à Port-Soudan et à Souakim.

(1) Les impôts fonciers ont fourni en 1912 seulement le 11 pour 100 et les autres impôts directs le 6 pour 100 des recettes brutes.

Ce réseau s'enrichira-t-il du tronçon de belle longueur nécessaire au succès du fameux projet du chemin de fer du Cap au Caire (le souci de l'allitération n'a pas permis de prolonger le chemin de fer en question jusqu'à Alexandrie) ? On peut en douter ou tout au moins penser que cette grande conception restera d'ici très longtemps une coûteuse chimère. On se demande en effet quelle raison, autre que celle qui se tire d'un titre sonore, impose l'établissement d'une voie ferrée à travers les marais du Haut-Nil et les déserts de Wadi-Halfa à Assouan, alors que le fleuve, lorsque son lit sera nettoyé, offrira un admirable chemin mobile.

VII

L'œuvre la plus urgente était le développement des voies de communication et d'accès. Des moyens de transport puissans et réguliers sont indispensables au maintien de l'ordre et de la tranquillité, à l'accroissement de la production, qui ne saurait être obtenu sans débouchés, enfin au succès des travaux d'irrigation qui sont destinés à transformer l'agriculture du Soudan et qui demandent des matériaux et une main-d'œuvre qu'on trouve là-bas rarement sur place.

Encouragé par les représentans des filateurs anglais de coton et assuré de l'appui du trésor britannique, le gouvernement soudanais a jugé en 1913 que le moment était venu de doter les parties les mieux situées du pays d'un système d'irrigation imité de celui qui donne des résultats, somme toute satisfaisans, dans la vallée inférieure du Nil.

Des deux millions et demi de kilomètres carrés qui forment la superficie du Soudan égyptien, quelques centaines de milliers d'hectares sont cultivés. Cette aire incroyablement exiguë varie chaque année suivant l'abondance et la fréquence des pluies, la hauteur et la durée de la crue des cours d'eau. Les dernières années se sont caractérisées par une sécheresse anormale et il en est résulté une disette. Pour que la production agricole du Soudan soit assurée, pour qu'elle se développe quantitativement et qualitativement, il faut que l'irrigation y soit organisée dans toutes les régions où elle est possible.

Il y a deux procédés d'irrigation. Le plus simple, qui a été exclusivement pratiqué en Égypte, jusque vers le milieu du

XIXe siècle, consiste à diviser, au moyen de digues, les plaines à irriguer en bassins dans lesquels l'eau séjourne tout le temps nécessaire à l'humectation du sol. Il n'admet qu'une seule récolte annuelle, consécutive à la crue, et, s'il n'exclut pas complètement le cotonnier et la canne à sucre, il ne permet de tirer qu'un parti médiocre de leur culture.

Le procédé dit de l'irrigation pérenne préserve les terres de l'inondation pendant la crue et donne le moyen de les arroser lorsque le fleuve est à l'étiage, grâce à des canaux, réglés par des réservoirs, des barrages, des vannes, des pompes, puis d'évacuer, au moyen de drains, les eaux devenues inutiles et même nuisibles (1).

Les deux systèmes devront être pratiqués au Soudan en même temps, suivant les régions, la situation, la nature des cultures. Il ne saurait être question en effet de transformer en quelques années, suivant un plan d'ensemble, les immenses superficies susceptibles d'être irriguées. Le budget soudanais dispose de ressources si exiguës que les travaux doivent pour le moment se restreindre à quelques points privilégiés. Ce plan a toutefois été établi. Ce qui a rendu son élaboration plus malaisée, c'est la considération que la quantité de liquide dont dispose l'Égypte doit rester intacte.

Voilà pourquoi le Soudan anglo-égyptien ne dispose pas d'un service spécial d'irrigation, mais dépend à ce point de vue du ministère des Travaux publics égyptien. Ceux qui ont la charge des irrigations égyptiennes doivent en effet veiller eux-mêmes à ce que les eaux soudanaises ne soient pas augmentées au détriment des pays situés en aval. Les lourds sacrifices que l'occupation et la mise en valeur du Soudan imposent à l'Égypte ne se justifient que par la nécessité de défendre le bassin d'où la vallée inférieure du Nil tire sa fertilité. Faut-il donc sacrifier l'un à l'autre et interdire au gouvernement de Khartoum de tirer parti du fleuve et de ses affluens? Nullement, semble-t-il. D'une part, des quantités énormes de liquide se perdent dans les marais des régions méridionales, de telle sorte que le Nil Blanc ne contribue pratiquement en rien à la crue, celle-ci dérivant entièrement du Nil Bleu et de l'Atbara. En revanche, l'eau qui traverse le Caire au printemps et au début de l'été est due

(1) Voyez notre article précité sur *les Irrigations en Égypte.*

presque entièrement aux grands lacs déchargés par le Nil Blanc (1). Élever dans le Soudan le niveau du fleuve par des barrages, emmagasiner ses eaux dans des réservoirs, dégager son courant en le draguant, en l'endiguant et en le canalisant, serait permettre à l'Egypte d'en tirer abondamment parti toute l'année et plus particulièrement à l'époque de la crue. D'autre part, la crue annuelle et, par conséquent, les travaux agricoles qui la suivent, se manifestent, au Soudan, puis en Égypte, à quelques mois d'intervalle, de telle sorte que l'eau cesse d'être utile au premier de ces pays un peu avant la date où le second commence à en avoir besoin. On pourrait donc, à la condition, bien entendu, d'accroître le débit utilement disponible de tout le liquide consommé dans les champs du Soudan, les irriguer sans rien distraire de ce qui est nécessaire à la région en aval.

« Il convient d'observer, écrivait à ce sujet en 1910 l'inspecteur général des irrigations, que, dans la majeure partie du pays, l'eau n'est pas nécessaire durant les mois de l'année où le fleuve est à l'étiage et où l'Égypte a besoin d'eau ; que d'autre part, sauf dans le voisinage de Khartoum et plus au Nord, les récoltes du Soudan sont obtenues pendant la crue et les mois d'hiver, c'est-à-dire du 15 juillet au 1er mars, dates entre lesquelles l'eau est inutile à l'Égypte. »

Tenant compte de ces données, sir W. Garstin, ingénieur éminent, conseiller du ministère des Travaux publics d'Égypte, a ébauché en 1904 un vaste projet qui comporte, entre autres, l'établissement de régulateurs aux chutes Ripon sur le lac Victoria et à quelques kilomètres en aval du lac Albert sur le Bahr el Gebel, le creusement d'un canal rectiligne long de 210 kilomètres, muni de régulateurs aux deux extrémités, qui couperait la boucle formée par le Bahr el Gebel, de Bor à son confluent avec le Sobat, la construction d'un grand réservoir au Sud de Roseires près de la frontière d'Abyssinie et d'un autre réservoir sur le Nil Bleu, etc.

Inutile d'ajouter que cette œuvre gigantesque, dont l'achèvement exigerait une dépense de plus de 550 millions suivant le devis de sir W. Garstin, n'est pas près d'être achevée. Son auteur déclare que « le temps n'est pas encore venu d'exécuter la majeure partie d'un aussi vaste programme et que, même si

(1) Sir W. Garstin, conseiller aux Travaux publics en Égypte, *Report upon the Basin of the Upper Nile*, 1904, p. 171.

l'on disposait des capitaux nécessaires, une période de dix à quinze ans suffirait à peine, en supposant les circonstances les plus favorables. »

Beaucoup plus modestes, les travaux qui ont commencé, en janvier 1914, comprendront un barrage jeté sur le Nil Bleu près de Sennar en vue de régler un canal long de 160 kilomètres qui sera creusé parallèlement à la rive gauche du fleuve et qui permettra d'irriguer 500 000 feddans (210 000 hectares) dans la plaine de Ghezireh, superficie qui sera doublée lorsqu'un réseau de canaux secondaires aura été achevé.

D'après l'estimation des techniciens du gouvernement, la valeur d'un feddan (4 200 mq.) qui est actuellement d'une vingtaine de piastres (5 fr. 20) dans la région qui va bénéficier de ce projet, s'élèvera vraisemblablement à 250 francs, peut-être même davantage, après l'exécution des travaux. Le produit des impôts supportés par ces terres devra naturellement s'accroître dans la même proportion.

Un troisième barrage dont le coût est évalué à une vingtaine de millions serait jeté sur le Nil Blanc à quelque soixante-dix kilomètres au Sud de Khartoum. L'œuvre serait réalisée aux frais de l'Égypte, car elle ne profiterait au Soudan que très indirectement. Ce barrage protégerait l'Égypte contre le danger d'inondation dans l'hypothèse d'une crue excessive, et il augmenterait la quantité de liquide dont dispose actuellement la vallée inférieure du Nil, ce qui compenserait et au delà toute diminution susceptible de résulter, contrairement aux prévisions des experts, des travaux exécutés en amont de Khartoum,

VIII

Un bon système d'irrigation permettra de cultiver le cotonnier sur une grande échelle, ce qui enrichira le Soudan en réalisant le vœu des filateurs. La demande de cette matière première s'élève chaque année, et la production n'y répond qu'incomplètement. Le nombre des broches qui filent cette fibre dans le monde est passé de 96 000 000 en 1897 à plus de 140 000 000 en 1912, et la force productive de chaque broche n'a, pendant ce temps, cessé d'augmenter. Or la production mondiale moyenne qui était de 12 380 000 balles dans la période de 1904-1909 ne s'élève qu'à 13 320 000 balles dans la période suivante. En

présence de ces chiffres, on comprend l'intérêt que portent les manufacturiers anglais aux résultats des plantations de cotonniers qui ont été faites depuis quelques années au Soudan oriental.

Ces résultats sont très encourageans. Les indigènes connaissent cette culture depuis fort longtemps et la pratiquent, pour la majeure partie de la récolte, sans aucune assistance européenne, généralement sur des terrains arrosés par la pluie. Grâce aux débouchés que la conquête anglo-égyptienne a ouverts, grâce aussi aux efforts des exportateurs et à ceux des agens du gouvernement, la production cotonnière du Soudan a beaucoup augmenté, passant d'une moyenne de 68 000 quintaux (de 45 kilogrammes) en 1905-1909 à 98 000 en 1908-1909 et à 150 000 en 1909-1910, contribuant en 1911 pour près de 7 millions de francs à l'exportation, et sa qualité s'est améliorée à tel point qu'elle est maintenant presque égale à celle des qualités égyptiennes ordinaires. Le coton de la vallée de Tokar près de la Mer-Rouge peut même, dit-on, être assimilé, dans une certaine mesure, aux qualités supérieures.

Si réellement, comme l'a prétendu dans un rapport paru en 1912, M. Tottenham, inspecteur général des irrigations, « aussitôt que la population se sera développée suffisamment dans les vastes plaines qui s'étendent sur la rive Est du Nil et que traverse l'Atbara, l'irrigation artificielle de 5 millions d'hectares dans le Soudan central et oriental sur toute l'étendue desquels le coton peut fort bien pousser, sera réalisable, le Soudan égyptien deviendrait une des plus riches colonies africaines. » Pour en être convaincu, il suffit de considérer, d'une part, que le territoire cultivable de l'Égypte mesure seulement environ 2 millions et demi d'hectares dont près du quart est chaque année cultivé en coton, et que, d'autre part, le coton alimente, bon ou mal an, près de 90 pour 100 de l'exportation égyptienne. L'extension de la culture cotonnière est donc pour le Soudan une question vitale.

IX

Le gouvernement soudanais ne s'est pas contenté d'exécuter, puis d'exploiter lui-même tous les travaux publics, il s'est souvent inspiré de cette idée que son intervention active, éner-

gique, minutieuse est indispensable, non seulement au maintien de l'ordre, mais au progrès du pays sous toutes ses formes, spécialement à son développement économique. Une telle politique est la condition essentielle du succès de la colonisation dans les pays habités par des populations primitives. Coloniser, c'est faire adopter, tout au moins partiellement et incomplètement, l'ensemble de besoins, d'habitudes, de sentimens, d'idées, de connaissances et de notions que l'on dénomme civilisation, c'est donner une discipline, une organisation, des règles, des méthodes, toutes acquisitions qui impliquent abandon des usages nuisibles et des faux préjugés.

Cette transformation ne saurait s'opérer seulement par l'exemple, l'influence ou l'autorité des colons et des fonctionnaires agissant en tant que particuliers et s'offrant comme modèle à leurs voisins ou à leurs serviteurs indigènes, tout au moins là où, comme dans le Soudan oriental, les étrangers, — Égyptiens, Anglais, Grecs ou Syriens, — pour la plupart de condition très modeste, sont peu nombreux et n'habitent que les villes. L'État colonisateur doit pourvoir lui-même à la conservation des produits naturels, à l'amélioration de l'agriculture, à la réglementation tant de l'industrie que des transactions commerciales. Ceci est particulièrement nécessaire dans un pays dont les habitans ont été dégradés par une longue tyrannie et ont gardé, de l'époque encore récente où le travail était exécuté par des esclaves, l'idée que le travail est indigne d'un homme libre.

La protection des forêts et du gibier qu'elles abritent, l'utilisation des immenses pâturages dont la presque totalité reste déserte, la prospection et l'exploitation des mines et gisemens, l'extension de la superficie cultivable, tant par l'aménagement et la distribution des eaux que par la vulgarisation des bonnes méthodes de culture, sans oublier l'accroissement des populations encore à demi sauvages éparses sur le territoire et que les troubles qui précédèrent la conquête anglo-égyptienne ont réduites dans une proportion à peine croyable, leur formation, leur éducation, leur élévation progressive à la civilisation, voilà l'œuvre qui a déjà été entreprise par le gouvernement soudanais et dont la majeure partie reste à faire.

Le gouvernement a tout d'abord envisagé le problème du travail qui s'est posé à Madagascar au début de la conquête,

qui se pose encore dans presque toutes les régions de l'Afrique tropicale, mais qui, au Soudan égyptien, est peut-être plus difficile à résoudre qu'ailleurs. La rareté de la main-d'œuvre et ses mauvaises dispositions ont haussé les salaires à un tel taux qu'en travaillant quinze jours l'ouvrier urbain gagne assez pour vivre, lui et sa famille, pendant un mois, alors que, dans les districts agricoles, à une faible distance des centres urbains, les propriétaires sont incapables, même au prix de salaires prohibitifs, d'obtenir la main-d'œuvre nécessaire à la culture de leurs terres.

Une ordonnance de 1905 du gouverneur général punit le vagabondage et vise entre autres « quiconque néglige ou refuse sans raison de subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille. » L'année suivante, un Bureau de travail *(Labour bureau)* fut organisé à Khartoum « en vue de dresser des statistiques, d'ouvrir des débouchés à la main-d'œuvre, de prévenir la hausse exagérée des salaires causée par la concurrence que se font les divers départemens de l'administration publique, les entrepreneurs et les propriétaires, en un mot d'organiser l'offre et la demande du travail. » Une ordonnance de 1908 règle les conditions de l'apprentissage, en fixe la durée à cinq ans, édicte des peines en cas d'infraction aux clauses et conditions légales de ce contrat. Enfin, les écoles techniques et les ateliers de l'État forment plusieurs centaines de jeunes gens, à Khartoum, à Omdurman et à Kassala, aux métiers de forgeron, d'ajusteur, de tailleur de pierres, de charpentier, de constructeur de bateaux. Ces palliatifs ne sauraient remédier sérieusement au mal qui menace même de s'aggraver, car, par l'effet des travaux publics projetés, la demande de travail semble devoir s'élever bien avant qu'aient eu le temps de grandir les enfans qui remplissent toutes les maisons. C'est là un gros point noir.

L'institution, en juin 1906, d'un Comité économique, présidé par le secrétaire financier et composé des chefs de services qu'intéresse le progrès économique du pays s'est révélée une initiative heureuse qui devrait être imitée dans toutes les colonies. Le secrétaire de ce comité joue le rôle de conseiller économique et statisticien du gouvernement ; ses rapports mensuels et annuels sont des documens précieux tant par la justesse et l'exactitude des observations de détail que par l'élévation et l'ampleur des vues d'ensemble.

L'action du gouvernement s'est en diverses circonstances exercée plus directement. En voici quelques exemples que nous empruntons aux rapports du Comité économique : « Le commerce du bétail a été créé entièrement grâce aux efforts du directeur des services vétérinaires. N'était cette action, il serait inexistant. En 1907, l'exportation des bovidés et des peaux atteignait une valeur de 822 000 francs qui s'est élevée à près de 7 millions en 1912. » Le coton est cultivé depuis longtemps dans la plaine fertile de Tokar; dans la région de Souakim, il jouissait d'une très mauvaise réputation, et son prix était inférieur d'au moins une livre par quintal à celui du coton égyptien. Heureusement la totalité des terres sur lesquelles pousse le coton est la propriété de l'État. C'est pourquoi les autorités locales ont pu exercer une pression qui a rendu leurs conseils efficaces. Les inspecteurs et les mamours (sorte de sous-préfets) ont surveillé l'emploi des bonnes semences qu'ils fournissaient, obligé à expurger le sol des vieilles racines de cotonnier avant les ensemencemens, à nettoyer et à empaqueter soigneusement la fibre. Ils ont également encouragé l'exportation directe des produits en Europe. Le résultat de leur action a été qu'une forte proportion du coton de Tokar se vend actuellement aussi cher que le coton égyptien, et quelquefois même plus. Le revenu des producteurs s'est, en conséquence, accru de 30 à 40 pour 100. Les revenus publics ont également progressé, de telle sorte que le budget de la province se solde maintenant en excédent. Tout ceci a été obtenu sans dépense additionnelle appréciable à la charge du trésor.

L'heureux effet de ces mesures a décidé le gouverneur à en généraliser l'application en leur donnant force légale. Aux termes de la loi de 1912, tout ce qui concerne l'ensemencement, la culture, l'égrenage du coton, l'emballage de la fibre et des graines peut être déterminé par voie de règlemens. On ne saurait toutefois les étendre sans précaution à toutes les branches de production. Il y a quelques années, des dispositions furent prises dans un district du Kordofan par les fonctionnaires locaux en vue d'obtenir un rendement de gomme meilleur et plus abondant. L'échec fut complet et les indigènes n'obéirent pas aux ordres qu'ils reçurent, probablement parce que ces ordres furent mal donnés et que l'exécution en fut mal assurée, mais plus encore, semble-t-il, parce qu'il est presque impossible

de faire adopter par des paysans même civilisés, *a fortiori* à demi sauvages, des idées nouvelles, sans fournir la preuve expérimentale de leur justesse et en recourant seulement à une contrainte qui est, le plus souvent, inefficace. De 1906 à 1909, les villageois de la région désignée, habitués jusque là à recueillir la gomme qui découle d'arbres poussés naturellement, reçurent l'ordre de labourer des champs et d'y semer de la graine de gommier. Ceux d'entre eux qui obéirent, travaillèrent avec mauvaise volonté, sans être soumis à une surveillance sérieuse. Le gouvernement aurait dû faire lui-même, dans des champs d'expérience, le travail qu'il a voulu imposer.

Que les indigènes soient aptes à se laisser convaincre par l'éloquence des faits, c'est ce qu'ont démontré les résultats obtenus dans la ferme modèle de Tayiba sur le Nil Bleu à Ghezireh. La culture commença en 1911, rapporte le gouverneur de la province. La première année, les habitans montrèrent peu de confiance, se réservant de juger l'entreprise à ses fruits; 1912 fut marquée par une sécheresse anormale. La récolte fut pourtant si remarquable, comme quantité et comme qualité, que ce fut à qui solliciterait les lots offerts en location. Pour chaque lot dix postulans se présentèrent. Comme chacun de ces petits fermiers emploie trois ou quatre ouvriers, on peut espérer que les nouvelles méthodes de culture (nouvelles par le procédé d'irrigation) se vulgariseront rapidement dans la région voisine.

Le rôle de providence doit donc être joué avec prudence et discernement. Nous croyons toutefois que la transformation agricole qui résultera des travaux d'irrigation sur le point d'être entrepris entraînera le gouvernement à régenter de plus en plus l'activité des indigènes, tout ou moins dans les régions qui vont bénéficier de ces travaux.

La valeur des terres actuellement arrosées par la pluie sera décuplée, voire centuplée le jour où, susceptibles d'être irriguées chaque fois que besoin en sera, donnant bon ou mal an des récoltes régulières et abondantes, elles pourront être cultivées en cotonniers et en cannes. Cet énorme accroissement de revenu sera comme un don de l'État qui sans doute ne manquera pas de subordonner sa libéralité à des conditions et de prescrire les méthodes de culture et d'assolement qui lui paraîtront les meilleures.

Le gouvernement sera encouragé dans cette politique par une autre considération que les intéressans rapports du Comité économique développent avec insistance : tout l'avenir économique, financier et par conséquent moral du Soudan dépend du développement de son commerce extérieur. Jusqu'ici, la valeur des importations a toujours excédé de beaucoup, de 3 à 400 pour 100 au début, et, en 1911, de près de 50 pour 100 (1), celle des exportations. Cet écart est normal, il s'explique par les subsides et les avances que le budget égyptien consentait, il y a un an encore, à celui du Soudan et qui, grossies dans une certaine mesure par les placemens réalisés de l'étranger dans ce pays, prennent nécessairement la forme d'importations de marchandises ou de numéraire. Les marchandises importées sont d'ailleurs loin d'être toutes *productives*, c'est-à-dire aptes à faciliter la création des richesses en fournissant à la production locale, soit les houilles, soit les machines, les bêtes de trait ou de labour, soit les matières premières : matériaux de constructions, fils à tisser, etc. Une forte proportion de ces articles consistent en denrées alimentaires qui pourraient très bien être fournies par le pays. Quant aux exportations, elles reposent au Soudan sur une base étroite et assez incertaine et consistent en une demi-douzaine d'articles, dont plusieurs sont sujets à de violentes fluctuations par l'effet d'accidens tels que la pluie ou l'état des crues, mais en revanche permettent d'espérer un accroissement indéfini : gomme, coton, doura (sorte de millet), bétail, plumes d'autruche, ivoire. Il est nécessaire que leur valeur augmente et, aussitôt la période des emprunts extérieurs écoulée, que cette valeur dépasse, dans une proportion considérable, celle des importations. Le gouvernement devra assumer cette tâche. Jusqu'ici il ne s'est intéressé à l'industrie indigène qu'en formant dans ses écoles professionnelles des charpentiers, des forgerons et des maçons; il devra sans doute se résigner à la soutenir et à l'encourager, non sans doute en imitant l'œuvre éphémère de Méhémet Ali et en prétendant fabriquer sur place tout

(1)

	Exportations. francs.	Importations. francs.
1907	11 646 607	31 489 145
1908	13 374 761	49 069 948
1909	17 469 897	46 039 020
1910	25 343 356	50 069 170
1911	39 695 570	58 948 715

ce dont les indigènes ont besoin, comme si les manufactures d'Europe n'existaient pas, mais tout au moins en élaborant, par des procédés perfectionnés, des matières premières telles que la canne à sucre, non susceptibles d'une exportation lucrative en raison soit de leur défaut de conservation, soit du prix excessif du transport et en préparant les produits bruts avant leur exportation afin d'augmenter leur valeur marchande et d'en rendre le transport moins coûteux. C'est ainsi que l'installation d'appareils frigorifiques dans les trains et dans les bateaux augmenterait la valeur du bétail en permettant de transporter sa viande en Égypte et en Europe.

De même l'épuration des gommes, l'égrenage et le pressage du coton, le tannage des peaux, etc., faciliteraient beaucoup le commerce extérieur de ces marchandises.

La question du crédit ne manquera pas de se poser à mesure que les terres recevront de nouvelles cultures, que l'élève du bétail sera pratiquée avec méthode et que les industries indigènes se développeront. Pour réaliser ces améliorations, agriculteurs et artisans auront besoin d'avances, et il importe qu'ils les trouvent à des conditions qui ne soient pas usuraires. Le gouvernement égyptien a cru résoudre le problème en provoquant la constitution, avec des capitaux anglais (plus de 200 millions), d'une Banque Agricole dont l'objet était de faire aux fellahs égyptiens de petits prêts qui furent consentis sans demander aucune garantie quant à l'emploi des sommes avancées. Le résultat a été que les prêteurs ont gaspillé ces avances en dépenses improductives et se sont, pour la plupart, trouvés appauvris de leur montant. A l'heure actuelle, on fait en Égypte ce par quoi on aurait dû commencer, en y organisant des sociétés coopératives rurales de crédit. Cette expérience devra profiter au Soudan. Une tentative très intéressante y a été entreprise il y a six ans. Le Trésor prête, aux indigènes possesseurs de terres, les sommes nécessaires à l'amélioration de leur fonds. Ces avances ont lieu par l'entremise des gouverneurs sur la garantie des terres du débiteur ou d'une caution en cas d'insuffisance de celles-ci. Elles se réalisent en nature, c'est-à-dire sous la forme des fournitures ou animaux désirés par l'emprunteur, à moins qu'il ne prouve avoir déjà acquis les unes ou les autres. Les résultats de cette combinaison semblent heureux, et on peut souhaiter qu'elle soit pratiquée sur une plus large échelle.

X

Si une œuvre considérable a déjà été accomplie au Soudan égyptien, beaucoup y reste encore à faire. Les Anglo-Égyptiens sont allés, comme de juste, au plus pressé, ils se sont appliqués surtout au maintien de l'ordre matériel, à l'administration des finances, à l'établissement des voies d'accès, des moyens de communication et de transport ; la justice, la législation, l'instruction publique et, nous l'avons vu, l'organisation économique, ne les ont pas beaucoup occupés.

Le pays est gouverné, administré et même jugé par des militaires. On sait que le gouvernement anglais transforme volontiers les officiers de l'armée en agens coloniaux. Il y manque d'autant moins au Soudan que la pacification de ce vaste territoire est très récente. Sous les ordres du général Wingate, qui cumule les fonctions de généralissime de l'armée égyptienne et de gouverneur, des majors et des capitaines remplissent les fonctions de préfet, de secrétaire financier, de directeur des chemins de fer, des postes et télégraphes, de la navigation, des douanes, etc., voire celles de juge. Naturellement, ces militaires se soucient assez peu de la loi, soit qu'il s'agisse de l'édicter, soit même qu'il s'agisse de l'appliquer. Ils rendent la justice en vertu d'une ordonnance de la justice civile promulguée en 1899, la première année de la conquête et dont la principale disposition s'en remet « à la justice, à l'équité et à la bonne conscience du juge. » Ils le font avec beaucoup de bonne volonté, mais parfois de façon à déconcerter les prévisions des plaideurs. Appréciant, dans son rapport pour 1911, la justice pénale, le chef du *Legal Department* s'exprime ainsi : « Les procès sont jugés avec négligence et incurie et donnent un résultat évidemment très inférieur à ce qui était obtenu dans le passé. Les juges sont trop disposés à admettre qu'ils connaissent le Code pénal et le Code de procédure criminelle sans les avoir ouverts et quelquefois même, je le crains, à penser que le législateur s'est trompé et qu'ils peuvent légiférer eux-mêmes. »

Le service sanitaire des principales villes fonctionne de façon remarquable. La propreté de Khartoum fait l'admiration des touristes. La lutte contre les moustiques est poursuivie avec

méthode et persévérance, et les maladies locales sont scientifiquement étudiées.

Le facteur principal de l'avenir du Soudan est évidemment la formation intellectuelle et morale de sa population, son élévation à la vie civilisée. Le nombre des enfans qui sont inscrits aux kouttabs (petites écoles élémentaires) était seulement de 1 280 en 1907, il s'est élevé à 2 123 en 1909 et à 3 226 en 1912. Durant cette dernière année, les écoles primaires ouvertes dans les six villes principales en vue surtout de fournir à l'administration les employés subalternes qui lui font défaut et dont le recrutement en Égypte est très difficile, comptaient 958 élèves. 178 apprentis fréquentaient les quatre écoles industrielles. Réparties en zones d'influence bien délimitées, les missions catholiques, anglicanes, baptistes, dispensent également l'enseignement dans leurs écoles en même temps que les principes de la morale et de la religion. Elles le font en toute liberté au profit des populations païennes des régions méridionales. Ailleurs l'ouverture de leurs écoles est subordonnée à une autorisation qui n'est accordée que sous certaines conditions destinées à prévenir le prosélytisme dont pourraient être l'objet les musulmans. Précaution peut-être superflue. Bien qu'ils soient autorisés à convertir les païens, les missionnaires baptisent rarement, en revanche ils répandent sans réserve autour d'eux les principes de la morale, du sens commun, de l'hygiène, les élémens de l'agriculture et de la tenue du ménage. Les inspecteurs du service agricole visent le même but.

L'exemple des Européens, Grecs et Syriens venus au Soudan dans l'espoir, que l'événement a le plus souvent déçu, de s'enrichir dans les affaires, agirait efficacement en vue de donner aux indigènes de nouveaux besoins et de nouvelles idées. Actifs, entreprenans, expérimentés, munis parfois d'un capital liquide, pourvus en tout cas des connaissances et des dispositions qui manquent aux indigènes, ces hommes, avec leurs qualités et leurs défauts, agissent comme un levain dans les pays que la civilisation moderne n'a pas encore pénétrés. C'est ce qu'avaient bien compris Mehemet Ali et ses successeurs. Sans le concours des Européens attirés sur les bords du Nil par les faveurs que les khédives leur prodiguèrent, jamais l'Égypte ne serait devenue le pays le plus riche et le plus civilisé de l'Orient.

C'est justement l'exemple de l'Égypte et des inconvéniens produits dans ce pays par les privilèges dont jouissent les étrangers qui a inspiré au gouvernement soudanais la méfiance qu'il manifeste aux émigrans. A tort ou à raison, ceux-ci se sont plaints parfois de la partialité des autorités, trop dominées, disent-ils, par le souci d'ailleurs louable de protéger les indigènes. Quoi qu'il en soit, le Soudan égyptien est, à notre connaissance, la seule colonie où aucun consul n'est accrédité.

Vraisemblablement, cette période de régime militaire est transitoire, et l'on peut d'ores et déjà envisager le moment où le pays sera doté d'une administration civile et d'une législation moins rudimentaire.

« Somme toute, écrivions-nous, il y a deux ou trois ans (1), ce qui a été réalisé en dépit des obstacles et des difficultés dans les immenses régions du bassin supérieur du Nil est remarquable autant par ce qui est déjà acquis que par ce qu'il est permis d'attendre. Il reste évidemment beaucoup à faire, et l'on ne saurait raisonnablement espérer que la transformation si rapide dont ce pays a bénéficié dans une période si courte va se poursuivre avec la même vitesse et la même continuité. Le progrès sera sans doute comparativement lent. » Depuis que ces lignes ont été écrites, les chemins de fer se sont allongés de plusieurs centaines de kilomètres, de grands projets d'irrigation et de culture cotonnière ont été adoptés, et les ressources financières nécessaires à leur exécution obtenues. On peut donc espérer que l'œuvre de transformation va se poursuivre presque aussi rapidement que durant lès quinze premières années. Cependant la nature providentielle comble chaque jour les vides creusés par la barbarie des fanatiques dont le règne éphémère a dépeuplé le pays. Suivant les rapports du gouverneur général, le nombre des habitans se serait élevé de 1 875 000 en 1899 à trois millions en 1911. Les enfans qui pullulent joyeusement dans toutes les maisons ne demandent qu'à vivre d'une vie meilleure que celle de leurs parens. En même temps qu'eux grandira la civilisation implantée au milieu de leurs berceaux.

PIERRE ARMINJON.

(1) *Bulletin de la Colonisation comparée*, mars 1912.

LES ÎLES DE LA CÔTE ALLEMANDE

Quand tous les Français, au moins deux fois par jour, se penchent anxieusement sur les cartes de l'Europe, le moment serait mal choisi de rappeler le mot de Gœthe. Me sera-t-il permis de dire, cependant, que, si nous avons fait depuis un an de grands progrès en géographie, il est encore certaines parties ou certains détails des théâtres d'opérations de cette grande guerre qui ne sont pas suffisamment connus ? Telles sont, il me semble, les îles qui bordent, sur la Mer du Nord et sur la Baltique, le littoral de l'Empire allemand. Tâchons, dans une brève étude où je m'efforcerai de me tenir également éloigné d'une sèche nomenclature et de l'exposé de plans de campagne qui n'auraient rien à faire ici (1) ; tâchons, dis-je, de combler cette lacune de nos connaissances, en ce qui touche d'intéressantes parties du territoire de nos adversaires. On verra, j'espère, que le sujet en vaut la peine.

Je disais tout à l'heure : « les *îles qui bordent* le littoral de l'Empire allemand... » Il convient de prendre l'expression au pied de la lettre. C'est en effet l'une des plus essentielles caractéristiques de ces îles qu'elles sont toutes, — à l'exception du seul îlot d'Helgoland, — très voisines de la côte ferme et que quelques-unes, celles de la Baltique, en particulier, y sont comme collées, n'étant séparées de la frange littorale que par

(1) On trouvera d'ailleurs quelques utiles complémens à l'étude actuelle dans celle qui a paru dans la *Revue des Deux Mondes*, le 1er août 1913, sur *les progrès de la défense des côtes de l'Allemagne.*

des bras de mer d'une largeur inférieure, souvent, à celle des grands fleuves de l'Allemagne dans la dernière partie de leur cours. L'intérêt militaire de cette considération ne saurait échapper aux lecteurs de la *Revue*.

D'autre part, dans chacune des deux mers, — et ceci résulte naturellement du fait précédent, — les îles allemandes présentent à l'observateur les mêmes traits extérieurs que les portions les plus voisines du continent dont elles sont détachées. Le chapelet régulier des îles de la Frise orientale *(Ost Friesische Inseln)* ne se distingue de l'Harrlingerland, sablonneux, bas, humide, bordé de digues, que par les chenaux maritimes qui séparent ces îles l'une de l'autre. C'est peut-être l'ancien ourlet de dunes qui a été déchiré par un violent assaut de la mer, celui qui, au XIIIe siècle, forma le Zuyderzée.

Moins régulier dans son tracé d'ensemble, le groupe des îles de la Frise septentrionale *(Nord Friesische Inseln)* offre aussi les mêmes caractères que la lisière maritime du Slesvig dont il couvre l'abord occidental : derrière le cordon de dunes ou de digues, on y voit des polders déjà très raffermis et utilisés par la culture.

Dans la mer Baltique, Alsen ne se distingue pas du Sundewitt, ni Fehmarn du Wagrien, qui va de Kiel à Lübeck; et si la grande île de Rügen montre, dans sa péninsule septentrionale de Wittow-Jasmund seulement, des falaises crayeuses qui rappellent un peu prématurément celles des promontoires de la Prusse orientale, Usedom et Wollin, les deux îles du delta de l'Oder ont, toutes deux, la même physionomie que la côte poméranienne dont elles forment l'exact prolongement.

Venons-en maintenant à quelques détails et, tout d'abord, examinons les longues îles sablonneuses de la Frise orientale.

La première, en partant de l'Ouest, est l'île de Borkum, qui partage en deux branches l'embouchure de l'Ems. De ces deux branches, une seule, l'Ems occidental, compris entre Borkum et l'île hollandaise de Rottum, puis entre la province néerlandaise de Groningue et le cercle hanovrien d'Emden, est utilisée par la navigation. Le mouillage de Borkum, qui s'étend du Sud-Ouest au Sud de l'île, est excellent et fréquenté par les escadres allemandes. La défense de cet ancrage, en même temps que du fleuve et de l'important port d'Emden, est assurée depuis quelques années par des batteries dressées sur la face

Ouest de Borkum, à peu de distance d'une ancienne redoute française, — la *Franzosische Schanze*, — qui nous rappelle qu'il y a cent cinq ans Borkum faisait partie de l'Empire napoléonien (département des Bouches-de-l'Ems). D'ailleurs on les retrouve partout, ces redoutes françaises, sur le littoral allemand, aussi bien dans la Baltique que dans la Mer du Nord. Leur construction et leur armement firent partie de l'ensemble des mesures prises par Napoléon pour interdire aux Anglais l'accès de cette longue bande de côtes derrière laquelle se pressaient des peuples irrités contre le blocus continental qui les privait des sucres, des épices, des lainages, des cotonnades que leur offrait la Grande-Bretagne. Tout est renversé aujourd'hui, et on a pu lire dans un grand journal français la poignante lettre dans laquelle sir William Ramsay, le célèbre chimiste, adjure pour la seconde fois le gouvernement britannique de déclarer contrebande de guerre ce coton avec lequel les Allemands fabriquent les explosifs qui tuent les soldats alliés (1).

Je parlais tout à l'heure de l'importance du port d'Emden, qui s'est complètement transformé depuis une vingtaine d'années. Cette importance n'est pas seulement commerciale. Dans sa poussée vers l'Ouest, vers l'Angleterre ennemie, la politique militaire de l'Empereur allemand ne pouvait négliger un point aussi bien placé et un havre aussi sûr. Le secret fut d'ailleurs mal gardé, — à dessein, peut-être, et dans des vues d'intimidation, — des travaux entrepris pour faire d'Emden le commode port d'embarquement de l'avant-garde de l'armée d'invasion. Ce n'était pas seulement la Grande-Bretagne que l'on visait. Emden n'est qu'à 19 kilomètres de Delfzijl, le port hollandais de l'Ems. Dans le cas d'un conflit où la Hollande prendrait parti contre l'Empire, la prise de possession des provinces septentrionales de la Néerlande pouvait être singulièrement facilitée par une descente, au moyen de laquelle on tournait les nombreuses lignes d'eau qui coupent la voie ferrée de Leer à Groningue et à Leeuwarden. En attendant, tout fut disposé, à Emden et à Borkum, pour le ravitaillement et les réparations courantes des sous-marins. La précaution s'est trouvée inutile après la prise d'Anvers et de Zéebrügge. La position de ce dernier port et son excellent

(1) La mesure vient enfin d'être prise ces jours-ci.

outillage donnent, toute satisfaction aux envahisseurs de la Belgique.

Borkum est donc le point d'appui de la flotte allemande le plus rapproché de l'Angleterre. On se rappelle que c'est aux atterrages de cette île que s'est arrêtée la poursuite de l'escadre des croiseurs de bataille anglais, à la fin du brillant combat du Doggerbank (25 janvier 1915) où succomba le grand croiseur cuirassé *Blücher*. On peut considérer d'ailleurs l'île comme le pivot de l'aile gauche du dispositif général de la flotte allemande, l'aile droite s'appuyant à Sylt, île du groupe de la Nord-Friesland, tandis que le centre est soutenu par Helgoland avec, pour ligne de retraite et noyau de défense, la position de Cüxhaven-Brunsbüttel, dans l'estuaire de l'Elbe.

. . . . . .

. . . . . .

*
* *

Je passe rapidement sur les îles qui forment, entre Borkum et Wangeroog, les grains du chapelet de la Frise orientale, les unes, comme Juist, Baltrum, Langeoog et Spikeroog, habitées par de simples pêcheurs, tandis qu'une autre, Norderney (qui s'insère entre Juist et Baltrum), adoptée par la mode, est devenue une très brillante station de baigneurs.

C'est la dernière île du groupe, celle de Wangeroog, qui, bordant exactement la passe extérieure la plus profonde de la Jade (1), est chargée de défendre les abords de Wilhelm's haven, le grand arsenal allemand de la mer du Nord.

Nos adversaires ont longtemps hésité avant de fortifier cette île. La question était délicate. Wangeroog, éloignée de 8 kilomètres environ de la côte ferme, est à 28 kilomètres du fort le plus avancé de Wilhelm's haven, celui de Rüstersiel. Il y a bien, à la pointe de Schillig-Horn, qui forme le mouillage extérieur de la Jade et qui reste à quelque douze kilomètres de

(1) Ce qu'on appelle *la Jade* est un golfe, affectant grossièrement la forme d'une gourde, profond de 36 kilomètres environ et où se jette, vers la petite ville de Varel, le pauvre ruisseau qui lui donne son nom.

l'île, une batterie nouvelle ; mais cet ouvrage ne semble avoir pour objet que d'interdire le mouillage en question aux bâtimens légers et ne saurait constituer un appui sérieux pour les batteries de Wangeroog. Celles-ci sont donc tout à fait « en l'air » et elles résisteraient difficilement à des feux convergens, que favoriseraient les circonstances géographiques, l'île présentant au large une face convexe qu'enveloppe la passe principale dont je parlais tout à l'heure.

C'est un principe admis, et d'ailleurs de bon sens, que si, dans un tel cas, on n'est pas certain de pouvoir donner à des ouvrages isolés la force et l'armement nécessaires pour résister à toutes les attaques, il vaut mieux s'abstenir et ne compter que sur la défense mobile maritime pour disputer à l'assaillant les avancées lointaines de la place.

Quelle est, en réalité, la valeur de l'organisation défensive de Wangeroog ? On n'est pas et l'on ne peut pas être exactement fixé là-dessus, puisque cette organisation a probablement été renforcée depuis un an. . . . . .

Notons seulement que l'altitude de la partie la plus élevée de Wangeroog ne dépasse pas 10 mètres. . . . . .

Il n'y a point d'armes qui ne puissent être retournées contre qui les emploie. Les mines au moyen desquelles on prétend arrêter l'assaillant arrêteront aussi bien le défenseur lorsqu'il voudra se porter au secours d'un point menacé. Les mines automatiques furent même, tout d'abord, créées en vue de ces « embouteillages » de circonstance, et on les appelait « mines de blocus. »

Laissons au Sud l'embouchure de la Weser, dont les bancs, qui se confondent avec ceux de la Jade, sont dominés par le curieux phare du Rother Sand, et, avant de parler de la petite île de Neuwerk, qui jalonne l'entrée de l'Elbe, disons un mot d'Helgoland.

Cet îlot a un caractère géologique très particulier. C'est un bloc d'argile assez dure, mais qui pourtant ne résiste pas aux assauts de la mer. Au moyen âge, Helgoland était une assez grande île, siège d'un évêché. Ce qu'il en reste suffit à peine (1 770 mètres sur 550) à porter les quatre coupoles de canons de 305 millimètres, la batterie de mortiers enterrés et la batterie

de pièces légères qui constituent l'armement de cette importante « avancée » de la défense allemande.

J'ai expliqué dans l'étude citée plus haut quel était le rôle assez complexe d'Helgoland, à la fois poste d'observation, station de bâtimens légers (sous-marins compris) et place forte maritime battant de près un très bon mouillage qui s'étend à l'Est du Sand Insel (1) et, de loin, jusqu'à 25 kilomètres peut-être, les approches des embouchures de la Jade Weser, de l'Elbe et de l'Eyder.

Je viens de dire : jusqu'à 25 kilomètres peut-être. Ceci veut être commenté.

Au cours de cette guerre, les Allemands ont opéré des bombardemens « sensationnels » avec des canons de marine, — un des 281 millimètres, destinés à un cuirassé en construction, a tiré sur Dunkerque, — dont la portée atteignait 38 kilomètres. Mais on ne peut guère obtenir l'angle de projection nécessaire qu'à la condition de donner à la bouche à feu un affût, un châssis, une plate-forme dont les dispositions ne se concilient pas aisément avec l'organisation intérieure d'une grande coupole battant tous les points de l'horizon et qui a la charge d'assurer à la pièce une protection à peu près complète. Dans ces dernières conditions, qui se rapprochent singulièrement de celles qui s'imposent pour les canons de bord, et même en tenant compte de l'altitude (50 mètres en moyenne) du plan de site des bouches à feu d'Helgoland, je ne pense pas que leur portée puisse dépasser les 25 kilomètres dont je parlais tout à l'heure. Encore est-ce beaucoup, et convient-il d'observer que ce n'est pas là une portée pratique, quand il s'agit d'atteindre des bâtimens, buts très mobiles et de très faible étendue. A peine, d'ailleurs, les verrait-on avec les meilleures lunettes de pointage, obligées de percer une atmosphère chargée d'humidité.

Or, entre Helgoland et Cüxhaven, il y a 56 kilomètres. Si, par conséquent, les Allemands ont prétendu que les feux de la côte ferme pouvaient se croiser avec ceux des coupoles d'Helgoland, ils ont, dans une intention facile à comprendre, joué sur les mots. Les portées extrêmes des canons mis en jeu ne « mordraient » les unes sur les autres que dans des conditions qui sont rarement réalisables.

(1) C'était justement le mouillage de l'escadre française pendant le blocus de 1870-71.

. . . . . .

. . . . . .

Notons, pour mémoire, qu'il y a sur le plateau d'Helgoland de grands hangars de dirigeables, ainsi qu'un parc d'aéroplanes

Quand on va d'Helgoland à Cüxhaven, on rencontre, après avoir fait les deux tiers du trajet, la tête, le plus souvent découverte, du banc de sable de Scharhorn, puis la petite île basse de Neuwerk, qui n'est plus qu'à 9 ou 10 kilomètres de la côte ferme. Il ne saurait être question, là, que d'une batterie de circonstance qui aurait surtout pour objet de battre les bâtimens légers. Neuwerk n'est que le piédestal d'une énorme et ancienne tour carrée servant de phare, que les Allemands n'ont certainement pas détruite.

. . . . . .

. . . . . .

Arrivons au groupe des « Nord Friesische Inseln, » pelotonnées sur la côte occidentale du Slesvig, entre l'embouchure de l'Eyder et celle du Varde-Aa (Jutland Sud). Les chenaux qui séparent ces îles sont plus profonds que ceux qui s'insèrent entre les îles de la Frise orientale. Il y a là des « fosses » profondes et bien abritées, qui forment d'excellentes rades pour les bâtimens que leur tirant d'eau n'a pas retenus sur les seuils, où l'on ne trouve guère que quatre ou cinq mètres à basse mer et 6 mètres au plein de l'eau. Tels l'Heverström, qui conduit au port d'Husum, en terre ferme; les Norder et Süder Auë; le Vortrapp tief, et enfin le Lister tief, le plus intéressant de tous, parce qu'il est le plus accessible et qu'il forme une grande rade entre la côte du Slesvig et la longue île de Sylt.

J'ai déjà dit quelle était, au point de vue de la défense maritime du grand golfe allemand, l'importance de cette île.

. . . . . .

. . . . . .

Les conditions géographiques générales et les circonstances locales pouvaient faire de Sylt une remarquable station d'appareils aériens. La petite ville de Sylt, au centre de l'île et bien abritée des vues du large par un assez haut cordon de dunes, est, à vol d'oiseau, à 85 kilomètres d'Helgoland, 115 de Cüxhaven,

105 du canal maritime allemand (1), 130 de Kiel, 90 de Sonderburg-Düppel, 105 du Petit Belt, 170 environ du Grand Belt et du Fehmarn Belt, 185 enfin de Hambourg. Il serait difficile de trouver une position plus avantageusement placée, et je n'ai pas besoin de signaler au lecteur les perspectives qui s'ouvriraient dans un tel cas au commandant d'une nombreuse escadrille d'avions puissans, comme on les construit en ce moment.

*
* *

L'intérêt qui peut s'attacher aux îles germaines de la Baltique n'apparaît pas comme immédiat, en ce moment où la maîtrise de la partie méridionale de l'*Ost sée* appartient sans conteste aux Allemands. Les événemens qui se déroulent depuis trois mois sur le théâtre oriental de la guerre se sont chargés de montrer combien il eût été utile que des communications continues pussent s'établir par la mer Baltique entre Anglo-Français d'une part, Russes de l'autre. Des circonstances politiques défavorables, qui sont, dans leur ensemble, suffisamment connues du lecteur, ont privé les Alliés de ce que j'appellerai « l'organe de liaison nécessaire » et leur ont interdit jusqu'ici de réaliser un *desideratum* dont l'évidente valeur ne pouvait être méconnue par leurs chefs.

Mais cette guerre n'est pas finie. D'aucuns, rapprochant le conflit actuel de celui d'il y a cent vingt ans, tiennent la campagne de 1914-1915 pour une préparation à celle de 1915-1916, comme le fut la campagne de 1792-93 pour celle de 1794-95. Quoi qu'il en soit de ces spéculations, il serait bien téméraire de considérer comme définitif l'équilibre qui règne actuellement dans le Nord d'une Europe si profondément convulsée. Sous le bénéfice de ces simples observations et sans nous préoccuper le moins du monde d'établir des plans d'opérations sur des bases qui seraient à l'heure présente si fragiles, nous pouvons examiner ce que j'appellerai les propriétés stratégiques des cinq grandes îles allemandes de la Baltique : Alsen, Fehmarn, Rügen, Wollin et Usedom.

(1) A Rendsbourg, centre d'exploitation et nœud de voies ferrées et à Grünthal, où il existe un magnifique pont métallique dominant de très haut le canal.

La première de ces îles, qui affecte grossièrement la forme d'une écrevisse, — d'où son nom, — se colle exactement au flanc de la presqu'île slesvigeoise du Sundewitt, dont les collines verdoyantes portent encore les talus affaissés des redoutes de Düppel. Sonderbourg, la toute petite capitale d'Alsen, n'est séparée de l'ouvrage qui formait le réduit de la défense (en même temps que la tête de pont, en cas de retraite des défenseurs dans l'île) que par le Sund d'Alsen, qui n'a là que 150 mètres de largeur. Il y a quelque vingt-quatre ans, alors que l'équilibre des forces navales entre la France et l'Allemagne n'était pas encore rompu à notre détriment, l'État-major de Berlin éprouva quelques préoccupations au sujet de la possibilité d'un débarquement français dans le Slesvig, par la voie de l'île d'Alsen. Les grandes manœuvres de septembre 1891, combinées entre la flotte allemande et le IXe corps (Slesvig-Holstein), prirent pour thème cette descente qui fut, expérience faite, jugée possible. Le soir de la rencontre finale entre les deux partis, un officier français, que les circonstances avaient conduit par là, entrait dans un hôtel de Sonderbourg pour s'y restaurer, au moment où un groupe d'officiers allemands, fort bruyant d'ailleurs, célébrait, le verre en main, le succès de l'attaque. La maîtresse de la maison, reconnaissant l'étranger à son accent, lui dit aussitôt : « Vous êtes Français, je suis Danoise... je l'étais, du moins!... je ne veux pas que vous preniez votre repas avec ces gens-là. Venez dans ma salle à manger particulière... Tenez! regardez ce portrait : c'est celui de mon frère qui était sergent-major dans notre armée et qui a été tué à Düppel, en 1864, là, presque sous mes yeux... » Des larmes coulaient sur son visage. L'officier français était profondément ému. Et maintenant, au milieu de cette guerre si longtemps attendue et si différente, à beaucoup d'égards, de ce qu'il imaginait alors, le mélancolique souvenir le poursuit de ce bref entretien avec l'honnête et vaillante Danoise qui, sous la domination du vainqueur détesté, n'avait rien oublié, rien pardonné...

Ne quittons pas l'ancienne île danoise sans noter que la longue et profonde baie de Hörup, au Sud-Est de Sonderbourg, reçoit fréquemment la visite des escadres impériales. Toute cette région abonde d'ailleurs en excellens mouillages, et il est rare, en quelque saison que ce soit, que le golfe de

Kiel, parfaitement couvert par l'archipel danois, connaisse des mers inclémentes.

Quand on a franchi du Nord au Sud le Grand Belt, puis le Langeland Belt, qui débouche justement dans le golfe de Kiel, on n'est pas encore à plein dans la mer Baltique. Il faut, pour y pénétrer et courir vers l'Est, passer par le Belt de Fehmarn, détroit de 17 kilomètres de largeur, qui sépare l'île danoise de Laaland de l'île allemande dont il emprunte le nom.

Cette île de Fehmarn, bloc trapézoïdal de 13 kilomètres sur 20, est une des belles positions militaires de la côte allemande. Outre qu'elle garde aisément, — lignes de mines probablement soutenues de batteries à Marienleucht, — ce dernier vestibule de la Baltique dont je viens de parler, elle commande, d'un côté le golfe de Kiel, de l'autre celui de Lübeck (ou de Neustadt) que borde, au fond, une magnifique plage de sable de 8 kilomètres de longueur. C'est cette plage que le général Fay, en 1868, signalait à l'État-major français comme la plus favorable de cette région à un grand débarquement, en même temps que la mieux située au point de vue stratégique. N'insistons pas sur une constatation dont l'intérêt s'est fort atténué, les opérations dont il s'agit ne pouvant plus être exécutées sur le continent allemand de la même manière qu'il y a cinquante ans, et revenons à l'île de Fehmarn.

Séparée du continent par un canal d'eau salée, le Fehmarn Sund, dont la largeur n'excède par 400 mètres, Fehmarn a en face d'elle une sorte de presqu'île à large pédoncule coupée elle-même, à 18 kilomètres du Fehmarn Sund, par une ligne d'eau très marquée qu'élargissent des marécages ou de petits lacs. Cette presqu'île a, en moyenne, une quinzaine de kilomètres de largeur; elle est, comme Fehmarn, absolument plate. Les feux des vaisseaux se croiseraient donc avec la plus grande facilité au-dessus d'elle, soit pour en chasser le défenseur, soit pour lui en interdire, plus tard, l'accès. On peut noter que le point central de la ligne d'eau qui barre la presqu'île est exactement à la même distance (45 kilomètres) de Kiel et de Lübeck. Neumünster, le remarquable nœud de voies ferrées du Holstein, en reste à 65 kilomètres; Oldesloë, sur la Trave, autre point de jonction important, est à la même distance un peu plus au Sud, sur le chemin de Hambourg, qui est éloigné de 95 kilomètres. Un bon aéroplane « couvre »

ce trajet en moins de deux heures. C'est l'affaire de 12 heures pour un détachement à cheval et de trois étapes pour des fantassins. A la plage de Neustadt on n'est plus qu'à 62 kilomètres de Hambourg.

Une particularité de ce pays du Wagrien, que prolonge vers Hambourg le Störmarn, c'est que les routes y sont pavées avec des briques cuites, posées de champ. Les chars de campagne y sont légers, longs, assez bas et portés sur quatre roues.

La position centrale de la Baltique Allemande est occupée par la grande île de Rügen (976 kilomètres carrés), qui fait saillie très sensible vers le Nord et dont le beau promontoire d'Arkona constitue, pour le navigateur, le point de reconnaissance le plus précieux de ces parages. Ce promotoire élevé (50 mètres) est naturellement aussi un observatoire de premier ordre, largement utilisé par la marine allemande qui y possède des établissemens de tous genres, depuis le simple sémaphore, jusqu'au hangar de dirigeables et parc d'avions.

Rien de plus capricieusement découpé que cette île de Rügen, depuis certaine inondation du moyen âge qui en emporta les terres basses. Un long golfe tourmenté, le Jasmunder Bodden, la divise en deux parties inégales : au Nord c'est une sorte de presqu'île irrégulière qui comprend les deux massifs d'Arkona, et de Jasmund avec les deux golfes à grandes plages de sable, de Tromperwiek et Prorerwiek; au Sud, c'est le gros de l'île, avec, au Sud-Est, la petite péninsule de Thiessow, qui offre, elle aussi, des plages aisément abordables.

La capitale, Bergen, est au centre de l'île. Elle est reliée par une voie ferrée à Altefähr, qui communique avec Stralsund par des bacs à vapeur ; cette voie se prolonge au Nord-Est jusqu'aux deux petits ports de Krampas et de Sassnitz et détache un embranchement, au Sud, jusqu'à la vieille ville slave de Puttbus. On achève d'ailleurs les voies secondaires d'un réseau plus étendu dont la prospérité de Rügen justifie le développement.

Le détroit qui sépare l'île du continent, — la *Poméramie suédoise* d'il y a cent ans, — est commandé par Stralsund et par l'îlot de Danholm, qui dépend de cette ancienne et célèbre place forte. Ce canal a de 1 200 à 1 500 mètres dans sa partie la plus étroite devant Danholm et, là, le passage est couvert, sur la rive de Rügen, par le fort relativement moderne de Grahlhof.

. . . . . .

. . . . . .

Le port de Sassnitz, qui a pris dans ces dernières années de l'importance en raison des exploitations voisines de gypse, est une des stations des flottilles de torpilleurs allemands.

C'est d'ailleurs à quelque 43 milles marins dans le Sud-Est de Sassnitz que ces flottilles et aussi les groupes de sous-marins de la Baltique trouvent une de leurs bases secondaires les mieux outillées, le port de Swinemünde, qui est à peu près à Stettin, le grand *emporium* de la Prusse centrale, ce que Cüxhaven est à Hambourg.

L'Oder qui, grâce aux canaux du Havel (Finow-Kanal) et de la Sprée (Fr. Wilhelm-Kanal) est le fleuve de Berlin, plus encore que l'Elbe, rencontre, après son débouché dans le Stettiner Haff, grande lagune où il se décante, la barrière des îles d'Usedom et de Wollin, qu'il perce en trois endroits. Les branches latérales de ce delta sont la Peene à l'Ouest, la Dievenow à l'Est. La Peene débouche d'ailleurs dans la Baltique, ou plutôt dans le Greifswalder Bodden, ou golfe de Rügen, juste au Sud et à 11 kilomètres de la pointe de la presqu'île de Thiessow. La branche centrale de l'Oder, la Swine, de beaucoup la plus importante et qui est creusée à $6^{m},50$, au minimum, continue le long chenal de Stettin et débouche dans la mer à Swinemünde. Ce port d'escale, qui se trouve ainsi à cheval sur les deux îles, mais dont les principaux établissemens sont plutôt du côté d'Usedom, est pourvu du côté de la mer d'ouvrages anciens qui ne pourraient servir que de point d'appui assez précaire à une force navale acculée à la côte.

Au Nord-Ouest de Swinemünde et en bordure de la côte, les bourgs d'Ahlbeck et de Heringsdorf, autrefois pauvres ports de pêche, aujourd'hui opulentes stations de bains de mer, présentent à qui vient du large d'admirables plages de sable blanc, que dominent des villas, des hôtels, des parcs découpés dans la forêt de pins qui ourle la dune littorale. Encore plus au Nord et sur une longueur d'une trentaine de kilomètres au delà de ces agglomérations artificielles, la plage continue, toujours parfaitement abordable, tandis que la dune s'abaisse et disparaît, ainsi que les sombres massifs de pins.

. . . . . .

Sur la côte de Wollin, mêmes plages de sable en pente douce, mais presque partout bordées de forêts de pins qui faciliteraient la défense immédiate.

Swinemünde est à 160 kilomètres, à vol d'oiseau, de Berlin. C'est la distance de Paris au Havre.

Une dernière remarque : les îles qui bordent la côte allemande ont une superficie totale qui équivaut à peu près à celle d'un grand département français. On pourrait donc dire qu'elles auraient, le cas échéant, une réelle valeur d'échange. Mais ce serait faire, à notre détriment, un bien faux calcul. Quelques-unes de ces îles ont, en effet, au point de vue stratégique et politique, une importance qui dépasse de beaucoup celle que l'on peut mesurer avec le compas ou évaluer avec des statistiques. Quand on connaît exactement l'orgueil des Allemands, — et ce n'est point si aisé, — quand on sait quelle est leur foi dans l'intangibilité de leur territoire, surtout de ce côté-là, on se sent assuré que, si les circonstances avaient permis aux Alliés d'opérer librement dans la Baltique, par exemple, et d'occuper Rügen avec des forces suffisantes pour s'y maintenir et menacer sérieusement la Poméranie, bien des choses eussent été et seraient encore changées.

Le cours des événemens a été tout autre. Disons encore, avec une entière confiance, que ce n'est pas une raison pour que l'issue finale n'en soit pas favorable à la bonne cause. Tout système rationnel de guerre est bon, que l'on suit avec énergie, avec suite, avec ténacité... avec, aussi, la claire notion de tout ce qu'il est nécessaire de faire pour le pousser jusqu'au succès final.

CHARLES ROPE.

REVUE LITTÉRAIRE

RÉCITS DE COMBATTANS (1)

Cette guerre, qui prenait tout, emmena ses annalistes : tant d'écrivains, dont elle fit des soldats. Beaucoup sont morts. Ceux qui survivent ont commencé le récit de la formidable aventure et le continueront. C'est toute une littérature nouvelle qui se montre, qui va s'épanouir et peut-être foisonner.

Littérature pathétique et à laquelle suffit, pour nous émouvoir, le sujet, notre unique pensée : littérature qui pourrait se passer de littérature. Mais elle ne s'en passe point. On le constate bientôt avec surprise, avec enchantement, si je ne me trompe : ces récits de combattans, pour la plupart, sont écrits avec autant d'art et d'habileté que de cœur et d'entrain. Et l'on se demande où ces soldats de la plus grande guerre ont trouvé le temps d'écrire ainsi. L'un, ce fut à l'hôpital, pendant les courtes semaines de la convalescence ; un autre, dans la tranchée, entre deux alertes ; et tous, au hasard des journées violentes ou mornes. Oui ! mais, avant d'écrire, où ont-ils trouvé, en pleine action, le loisir et la tranquillité de regarder, de savoir ce qu'ils avaient vu et de transformer en tableaux les divers aspects de la menace et de la mort ? — Dans leur courage, simple et lucide. Ainsi la finesse de leur talent témoigne de leur vertu militaire ; leur élégance d'écrivains a une grâce d'héroïsme. En outre, ils défendaient et ils

(1). *Étapes et batailles d'un hussard*, par René de Planhol (Attinger, éditeur) ; — *En campagne*, « impressions d'un officier de légère, » par Marcel Dupont (Plon) ; — *La marche à la victoire*, « tableaux du front, » par Maurice Gandolphe. (Perrin) ; — *Six mois de guerre en Belgique*, par F.-H. Grimauty (Perrin) ; — *La Vie de guerre contée par les soldats*, lettres recueillies et publiées par Charles Foley (Berger-Levrault).

défendent la France : un sol et une âme. Je crois qu'aux plus terribles momens, lorsqu'on ne parvenait pas à préserver le sol, il leur a été doux d'affirmer l'intégrité de l'âme ; et, quand la victoire de la Marne leur eut donné toute certitude, l'âme intacte se plut à célébrer la prochaine libération du sol.

Leurs petits volumes sont de l'ouvrage bien français. Que de délicatesse et de gentillesse ! que d'aisance et d'alacrité ! Dans le ton, que de naturel ; souvent, que de grandeur ; et toujours, que de sensibilité, mais pudique, si l'on peut dire, et qui laisse deviner ses alarmes plutôt que d'y insister ; que de raison ! Ni déclamation dans les mots, ni emphase dans la pensée ; point de sauvagerie, et ni rien qui ressemble à cet orgueil morbide des Germains : de la pitié, de la bonté, comme en ont les forts et les braves.

Maréchal des logis de hussards, M. René de Planhol eut à rejoindre son régiment, dès le premier jour de la mobilisation, dans une petite ville de l'Ouest, une bonne petite ville qui, en temps ordinaire, s'anime seulement pour les foires et qui soudain tressaille : « Artisans et rentiers, blouses bleues et vestons, forment des groupes mêlés où les voix retentissent et les cannes se lèvent. Les portes des maisons s'ouvrent et montrent des hommes porteurs de valises ou de baluchons. Épouses et mères escortent jusqu'à la gare les maris ou les fils qui s'en vont. Des cortèges défilent, drapeaux déployés, et clament *la Marseillaise...* » Voilà le début de la guerre et des *Étapes et batailles d'un hussard.* Le hussard a de bons yeux. Il note précisément ce qu'il a vu. Il a vu le curé cheminer en compagnie de l'instituteur ; et il a vu qu'au seuil des boutiques les gens ne s'étonnaient pas de cette réunion. Puis, de toute la France, les journaux apportent l'assurance « d'une même bonne volonté... » Les hussards s'en vont de nuit. Les bâtimens du quartier sont éclairés par des lanternes. Sous la voûte, une petite fille tend au colonel un large bouquet tricolore. Le régiment s'ébranle et, avec le vacarme de ses trompettes, défile au milieu des ovations. Il part, il ne sait pas où il va. Il est en Lorraine au bout de quelques jours et se tient sur les coteaux qui, au Nord-Est, protègent Nancy. « En face de nos soldats s'étendait, ondulée de vallonnemens, la plaine où, là-bas, le ruisseau de la Seille séparait les deux patries. Ils couchaient sous les arbres, et la lune éventait de tiédeur les nuits brèves. Au cours des journées torrides, ils sommeillaient encore, se déshabillaient à demi, séchaient leur linge au soleil Des bombardemens lointains, vers Pont-à-Mousson et Nomény, expiraient sourdement dans l'air léger. Suscitant de vaines fusillades, des

avions allemands voguaient dans l'espace. Et puis, des nuages s'amassèrent, voilèrent le ciel, crevèrent en torrens. Tapis sous leurs capotes et transis, les soldats ne bougeaient plus, immuables comme le bruissement sempiternel de la pluie. Les eaux s'épuisèrent et le soleil darda quelques rayons. Les oiseaux, à l'envi jasèrent. Les parfums des foins et des forêts embaumèrent les vents... » Ni Raffet, ni Alphonse de Neuville ou Édouard Detaille n'ont peint de cette manière les soldats, les bivouacs et le paysage des batailles ; ceci est plus rare : un tableautin militaire, par Corot.

De Lorraine, les hussards sont envoyés en Belgique. Les affaires n'allaient pas bien ; les barbares avançaient. Un vieil échevin, militaire émérite et qui avait travaillé au Congo, donnait de mauvaises nouvelles : deux millions d'Allemands n'étaient pas loin, leur masse écraserait tous les obstacles et autant valait jeter des pierres sous un rouleau... « Mais, rebutant ce prophète de malheur, nous n'inventions que motifs d'espérer. » Quelle spontanéité de confiance ! Or, cette vive aptitude à éluder les motifs de chagrin, c'est elle aussi qui permet à l'auteur d'*Étapes et batailles* de peindre si joliment la guerre et ses horreurs. Il ne dissimule pas les horreurs ; et il n'a point affadi la peinture. Mais sa vision n'est pas sombre : il voit en clair ; les ombres même, il les colore.

Pourtant, voici les jours de la retraite : « Bah ! ce n'est pas pour longtemps ; une simple anicroche... » Les régimens descendent vers le Sud-Ouest. Les hussards passent la Semoy sans encombre. L'ennui, c'est pour eux de traverser les villages où les bonnes gens leur demandent avec angoisse : « Êtes-vous vaincus ? » Mais eux de hausser les épaules et de rencontrer ou d'inventer, à chaque étape, un regain d'espoir. Une fois, c'est un bataillon de turcos superbes qu'on a croisé sur le chemin ; ces gaillards rient sur le bel ivoire des dents, caressent leurs baïonnettes et annoncent : « Li, bientôt, tout rouge, sang boche, cochon ! » Et les hussards : « Un tel renfort changera les événemens ! » Une autre fois, c'est une halte chez des paysans qui vous font rôtir un poulet, qui vous débouchent un sauterne valeureux, qui vous mettent en liesse. Et, à chaque instant, c'est le général qui, avec son officier d'ordonnance, part et s'avance bien au delà des avant-postes, pourquoi ? pour que tout le monde voie qu'il n'y a pas de danger. Principalement, ce qui fait rebondir ces garçons, c'est leur jeunesse élastique. Dernier réconfort des cavaliers, la charge longtemps promise, accordée enfin. Certes, on a cherché la bonne occasion, depuis des semaines ; mais, quoi ! les uhlans se refusent.

Alors, faute d'une occasion très bonne, on saisit celle qu'on trouve. « Émoi suprême, de bondir, chasser le sol, s'unir au vent ! Les hussards, sabres tendus, volent. Les mitrailleuses se pointent contre eux : trop tard. Déjà un escadron a franchi la zone du danger. Mais, abrupt, un talus casse l'élan. Les chevaux tentent en vain de grimper la côte, quelques secondes d'hésitation gaspillent le bénéfice de la promptitude... » Aussitôt les obusiers, avertis, accablent ce coin de bataille. Les cavaliers se replient, pressant leurs bêtes ; ils ont laissé sur le terrain la moitié de leur effectif et les deux capitaines. Découragés, ceux qui reviennent ? « Une telle hécatombe n'était pas inutile : l'infanterie, grâce à cette diversion, a dégagé son aile qui ne sera plus débordée. » Puis le commandant du corps d'armée les interpelle et leur déclare qu'ils ont honoré la cavalerie française.

Ils sont ainsi amenés jusqu'au samedi mémorable, 5 septembre, où une fanfare leur sonne aux oreilles : l'appel du généralissime à ses armées ; l'ordre d'avancer. Il ne s'agit plus que d'avancer : joie immense. Victoire de la Marne, et la poursuite, et les premières batailles de l'Aisne ; ensuite, la course à la mer, la remontée, en obliquant vers l'Ouest, par delà Calais et Dunkerque, en attrapant un coin de Belgique, jusqu'à Nieuport et plus haut. Après cela, le mur vivant de nos armées barre toute la route à l'invasion. Mais l'automne arrive, l'automne aux deux visages : « tantôt pluvieuse et morne, lorsqu'elle regarde vers le sombre avenir ; tantôt, si elle se remémore le passé radieux, douce, mélancolique et somptueuse, sous sa robe de rouille, de pourpre et d'or... » Vers le 15 novembre, la bataille parut s'épuiser. Il sembla qu'on devait, pour en finir, attendre le printemps. On prépara les longues patiences de l'hiver. Nos troupes, après quatre jours de tranchées, avaient tour à tour le soin de se bâtir, à quelque distance du front, des campemens, des baraques de bois ou de chaume... « Parfois, le soleil dissipait les nuages et dorait les arbres nus ; mais bientôt il se renfrognait derrière les averses et le brouillard... Il y eut aussi de la neige. Pendant une semaine, le sol gelé craquait. Les arbres, les buissons se découpaient sur l'étendue blanche, que les contours trop précis faisaient pareille à un jouet puéril. Les étangs se vêtaient de glace que les soldats cassaient pour dénicher dans les pierres les anguilles... » Les hussards sont à Ypres. La population de la pauvre belle ville ne s'est pas sauvée : « Elle couchait dans les caves et, si le bombardement diminuait d'intensité, passait les journées à la surface de la terre. Dans les cabarets, les vieux fumaient les pipes, tandis que les filles raccommodaient les

hardes et que sur les dalles les sabots des bambins claquaient. Pour économiser le pétrole, on n'allumait les lampes que fort tard, et la mélancolie crépusculaire enveloppait ce tableau de Téniers. »

Les hussards sont à Ypres; et puis notre hussard n'y est plus. La tête lourde, la fièvre au corps et l'esprit délirant à demi, il a senti qu'on l'emportait, qu'on le plaçait dans une automobile; le vent le fouettait ; et il apercevait les halles d'Ypres qui flambaient. On l'a mis dans un train. Plus tard, on l'a mis dans un lit, dans du linge blanc et dans du silence. Il a entendu, près de lui, une voix merveilleusement douce et qui venait d'une cornette de bonne sœur. Il s'est apaisé ; il s'est guéri et, faible encore, tout languissant de corps, non de pensée, et même avec une acuité singulière, il a discerné le subtil détail de ses souvenirs qui lui apparaissaient comme à la flamme d'un éclair. Il les a fixés sur le papier en phrases nettes, en phrases ingénieuses et pimpantes, et en phrases qui font la nique à toute peine, à toute crainte et à tout marasme, et la nique aux Boches.

Je disais que la guerre avait emmené avec elle ses annalistes, les écrivains dont elle fit des soldats. Mais, prodigue, elle en tua beaucoup. Et, comme elle improvisait des soldats, elle improvisa aussi des écrivains : l'un d'eux, pour son coup d'essai, donne un chef-d'œuvre. M. René de Planhol, lui, partit pour la guerre avec son talent : on connaissait le charmant recueil de ses contes emblématiques, *L'Esclave et les ombres*, où la rêverie et l'idéologie composent de précieux rébus de pensée, ornent de poésie les mystères de l'âme et offrent au vieux chagrin du monde un nouveau divertissement. Mais on ne connaissait pas M. Marcel Dupont : lui-même se connaissait-il ? Officier de légère, il aimait son métier. Un jour, pendant que l'ennemi bombarde Reims, il a quelques heures pour entrer dans cette ville où naguère il était en garnison ; et il revoit son logement d'officier, sa chambre, son cabinet de travail, le livre qu'il lisait à la dernière minute : — un Baudelaire ; et, adorant Baudelaire, il n'est aucunement baudelairien ; — ses paperasses, les feuillets sur lesquels il se promettait « d'écrire de belles choses » et n'écrivait rien. La guerre l'a séparé de tout ça : et, en pleine guerre, il combat certes, et il écrit *En campagne*, qui est le chef-d'œuvre que je disais.

Dans son avant-propos, il annonce que son volume ne contient ni études tactiques, ni considérations critiques sur l'ensemble de la guerre : lieutenant de chasseurs, il ne prétend pas à dominer les

opérations qui se déroulent sur un front de neuf cents kilomètres ; il ne songe qu'à raconter ce qu'il a eu sous les yeux dans le petit coin du champ de bataille où son régiment se trouvait placé. Des épisodes? Sans doute. Mais, avec une heureuse lucidité d'intelligence, il les rattache si bien à l'immense conflit que la guerre tout entière est là, dans les trois cents pages de ses souvenirs. Il voit aussi juste que Fabrice Del Dongo : il voit plus large.

Au mois d'août, jusqu'au 27, n'étant que le sixième lieutenant par ordre d'ancienneté, il a dû rester au dépôt, recevoir, équiper, former les escadrons de réserve que son régiment constitue. Enfin, le 28, sa cantine faite, ses paquetages bouclés, ses chevaux embarqués, il part : il va remplacer un sous-lieutenant blessé au cours d'une reconnaissance. Il est content. On l'envoie dans le Nord. Puis, à mesure qu'il approche des armées, des bruits inquiétans lui arrivent; dans les gares, la nuit, les gens ne disent rien de bon : « Charleroi? Ne me parlez pas de Charleroi! Nos hommes? Magnifiques!... Une hécatombe... La retraite... jour et nuit... Les Allemands n'osent pas... Ah! nous sommes propres... On recule... » Il cherche son régiment : les renseignemens qu'il obtient sont vagues, sont déroutans, sont terribles... « Eh bien! que voulez-vous? Je marcherai au canon. Bonsoir. » L'angoisse d'une solitude éperdue augmente d'heure en heure, jusqu'à la minute où ses efforts, aidés de hasard, le conduisent à ses camarades : alors, tout s'arrange ; et il est prêt, pour toute éventualité. Il débute péniblement et, comme on l'en avertissait, par la retraite. Depuis plusieurs jours, l'armée descend de la frontière et ne manœuvre qu'en vue de n'être pas coupée, désarticulée. Lui, avec ses chasseurs, est à l'arrière-garde, avec mission de repousser les patrouilles que l'ennemi lance aux flancs de nos colonnes d'infanterie. Sous le beau soleil, une désolation mortelle. Pendant une journée et sa nuit, le corps d'armée fait cinquante kilomètres. Il y a des trainards. On aperçoit sur les routes des fantassins fourbus, éclopés. En voici un, qui passe un pont, tout seul, son fusil à la bretelle, ses cartouchières au ceinturon, plus de sac. Il s'appuie sur un bâton, n'avance guère, à chaque pas s'arrête et, pour faire un pas de plus, rassemble toutes ses forces, dernières forces. Il est pâle et en sueur : un homme perdu. Il parvient jusqu'au poste volant des chasseurs et là entend une estafette dire que les Boches sont à deux cents mètres et vont déboucher. Subitement, il se redresse. Son visage se contracte; il a l'air stupéfait et furieux, crie : « Ils sont là?... Ah! les s...! » et, profitant d'un

regain d'énergie étrange, miraculeuse, il met baïonnette au canon, boitant, sautant à cloche-pied, repasse le pont, se campe au milieu de la route, le fusil croisé dans la position réglementaire, tout seul contre l'armée allemande. Il est fou, il est sublime. Une salve; et il est tué...

Mais la retraite continue : la retraite que Joffre a ordonnée, la retraite incomparable, et salutaire, et atroce... « Ceux qui n'ont pas connu ces heures ne sauront jamais le degré de souffrance morale et d'abattement physique que peut endurer un soldat. Il faut les avoir vécues pour être certain que l'on peut subir une telle épreuve sans en mourir. Plus tard, nous avons compris. Mais, à ce moment-là, nous autres, simples officiers de troupe, nous étions emportés dans le flot tumultueux de cette armée et nous ne comprenions pas pourquoi nous reculions ainsi. Songez à ce que ce mot contient d'affreux : nous ne comprenions pas ! » Je ne sais ce qu'il y a dans ces phrases, pour leur donner un tel accent de douleur, et l'accent même de cette douleur sans pareille : à la vérité, les phrases ne sont ici presque rien ; la forme, et non l'habit, du sentiment tout nu, sans voile, le sentiment plus fort que nuls mots... Les soirs, au commencement de septembre, furent chauds et lourds. Un soir, le 4 septembre, sur les six heures, le long de la route de Vauchamps à Montmirail, le régiment se forme en colonnes de demi-régiment. Les hommes descendent de cheval, poudreux, la poussière collée au visage ; sur le sol et dans un champ de blé fauché, ils se couchent et ils dorment. Les officiers, par petits groupes, causent afin de ne pas s'endormir. A minuit, le bivouac était installé ; à trois heures du matin, en selle : l'ennemi vient d'accrocher l'arrière-garde et il faut faire face. Pareillement, chaque nuit, courte nuit de repos inachevé. L'on se battait, et l'on faisait de bon ouvrage : après quoi, l'on se repliait... « Soldats, mes frères, oublierez-vous l'angoisse qui vous étreignait quand vous deviez, au moment où le jour déclinait, après avoir vu tomber tant des vôtres, abandonner une nouvelle parcelle de notre douce France, livrer aux barbares quelques-uns de nos jolis hameaux, de nos champs, de nos vergers, de nos jardins, quelques-unes de nos vignes ? C'était l'ordre. Nous avons compris, depuis, combien tant de sacrifices avaient été utiles. Mais alors nous ne savions pas. Et le doute venait. Nous avons connu des jours atroces et rien ne pourra arracher de ma mémoire l'impression d'anéantissement physique et moral dont nous étions alors frappés, mes camarades et moi. » M. Marcel Dupont donne la plus saisissante formule de cette retraite : « Chaque jour, nous avons dû nous battre.

Chaque jour, l'ennemi était repoussé. Chaque jour, il fallait reculer. » Ce témoignage est important. Il caractérise la volonté du général en chef, sa méthode, la rigueur avec laquelle fut exécutée de point en point la difficile manœuvre du renoncement provisoire et de la brusque représaille ; et il glorifie les armées qui, ayant subi le long supplice quotidien de se croire vaincues, perdues, abandonnées, réagirent tout de go pour la victoire, saintement patientes dans la défensive et si soudaines dans l'offensive que l'ennemi détala devant elles, déconcerté, comme frappé par la détente d'un ressort qu'il croyait mol sous sa pesée.

L'offensive ! Ordre du général en chef. La joie est partout.

« Un officier au colonel... » C'est au lieutenant Dupont de marcher... « Direction Courgivault. Reconnaissez si le village est occupé. La brigade vous suivra dans une heure, par le même chemin... » Le lieutenant a choisi quatre solides garçons, parmi ses chasseurs, et le brigadier Madelaine, qui est sûr. Un temps splendide. On respire bien. Les luzernes et les chaumes brillent encore de rosée. L'horizon, net. La route est silencieuse; et rien n'y bouge. Il s'agit d'avancer avec prudence : on ne sait pas ce que cachent les buissons, les fossés, les taillis. C'est la première reconnaissance offensive de la campagne de France : sur les indications qu'elle fournira, les régimens vont s'élancer à leur perte ou à la victoire. La petite troupe chemine, craint de se risquer, à droite et à gauche examine les boqueteaux, passe et bientôt aperçoit, au milieu des prairies et des pommiers, le village, fermes et maisons paysannes tassées autour d'un clocher. Le lieutenant braque sa jumelle et, à l'horloge du clocher, lit : six heures quinze. Cette horloge, c'est tout ce qui paraît vivant, au village. Tout le reste dort, ou est mort. On ne distingue nuls travaux de défense, rien qui indique l'ennemi. Vercherin, l'un des chasseurs, est détaché pour aller voir d'un peu plus près. Et il suit une ligne de peupliers · un arbre après l'autre lui servira d'abri ; et il se glissera d'un arbre à l'autre. Il s'arrête, se dresse sur ses étriers : il a cru que, dans une meule, quelque chose remuait, qu'une tête se levait hors de l'herbe... « Je regarde; je ne vois rien que le village silencieux et paisible. Toujours la même impression de vide, odieuse et déprimante... » Les chevaux ont peur et font demi-tour : un coup d'éperon les ramène. Alors, à quelque cent mètres des chasseurs, sur la lisière du village, une ligne de tirailleurs, vêtus de gris, se développe, s'allonge derrière les meules, se défile adroitement, tire et, par bonheur, tire mal. Les chasseurs savent ce qu'ils avaient à savoir, l'occupation de Courgi-

vault par l'ennemi. Les balles leur bourdonnent aux oreilles, leur sifflent aux oreilles. Il faut gagner du champ, sauver sa vie et s'acquitter de sa mission jusqu'au bout. Un cheval tombe. Le cavalier se relève, un peu étourdi. Le brigadier Madelaine, le visage éraflé d'une balle, saigne : et ce n'est rien. Les tirailleurs de Courgivault continuent leur musique. Prestement, assembler la petite troupe, consoler Lemaître qui pleure son cheval, et achever la bête qui geint, faire trotter les deux cavaliers démontés, lourd-bottés, examiner encore le mouvement des tirailleurs gris devant le village, évaluer leur nombre, esquiver leur tir... L'un des chasseurs, Wattrelot, file et porte au colonel un billet du lieutenant : le renseignement. Les minutes passent. Le lieutenant, son renseignement parti, ne se ménage guère ; les balles qui bourdonnent et sifflent ne le dérangent pas de sa besogne. Il donne le coup de grâce au cheval qui souffre, même, il lui accorde quelques mots d'oraison funèbre et lui promet le paradis des braves chevaux. Et ensuite, les tirailleurs du village se taisent. Puis un peloton de chasseurs d'Afrique se montre. Au même instant, une détonation retentit. Un obus éclate au pied des meules où les fantassins prussiens se cachent : c'est une de nos batteries qui déjà règle son tir sur Courgivault... « Mon renseignement est arrivé. La bataille de la Marne est commencée. »

Courgivault fut pris, enlevé très vite, perdu, repris à la baïonnette. Et, le soir, quel soir, après cette journée, la première journée victorieuse !...

L'art de M. Marcel Dupont, — je crains que mon résumé ne le gâte, — le voici justement : on ne peut résumer l'un de ses chapitres, tant il est habile à dessiner en peu de traits toute la scène, à raconter vite et serré, à ne laisser entre les détails principaux que l'espace qu'il faut pour que l'air y circule. Cette concision si parfaite, et qui n'entasse rien, ne néglige rien non plus. Et l'on n'y sent pas l'effort. Tant d'art, et avec tant de naturel ! délicieuse réussite. Et l'art n'empêche pas l'émotion ; je ne dis pas qu'il la seconde : il lui est docile. Cet officier de légère est avec son art comme un cavalier avec son cheval. La bête est vive ; le cavalier la mène où il veut. D'ailleurs, il ne lui fait point exécuter des tours singuliers, accomplir des exploits de manège : il la menait à la guerre. Elle l'a bien porté, docile et alerte, par tous les chemins, et fût-ce par les sentiers difficiles, forte dans la fatigue et allègre, gaie aux matins radieux, toujours prompte.

Dès la victoire de la Marne, commence la poursuite. Nos soldats,

aux trousses de l'ennemi, repassent par les routes de malheur devenues des routes de bonheur. Ils ne savent pas jusqu'où ils iront, chassant devant eux l'envahisseur. Ils comptent le pousser hors de France. Mais, à l'Aisne, il faut s'arrêter.

Cette péripétie, M. Maurice Gandolphe l'a très bien marquée dans son livre, *La marche à la victoire*, beau livre encore, d'un style adroitement rude et qui parfois, souvent même, obtient des effets de grande poésie.

En quittant la ligne extrême où la marée allemande a jeté son flot, on a cru qu'épuisée elle se retirait. On se lança derrière elle, on traversa l'immense plage, souillée de ses détritus : « litres vides, où s'étiquettent tous les alcools, sacs velus d'où s'échappent des dentelles et des soies, mausers fracassés, capotes, selles, hideuse défroque de l'armée d'invasion qui, avant de fuir, a bu, » — a bu et a pillé. L'on galope dans tout cela, et dans une horrible odeur mêlée de cadavre et d'alcool, l'odeur de la Teutonie en alarme. Et, premièrement, c'est presque facile. Peu à peu la résistance, pour ainsi parler, s'épaissit... « On sent que d'heure en heure un flot nouveau déferle, s'étale, monte. Nous nous raidissons contre l'évidence d'un obstacle fort et durable, dressé contre notre poursuite. Très vite, nous apercevons que c'est toute une offensive qui recommence, avec des moyens abondamment renforcés. Des corps inconnus, une artillerie gigogne descend de ce Nord où gagnait notre chasse allègre. Dans un méthodique et puissant déploiement, nos divisions s'ordonnent et s'approfondissent : après la guérilla des coups de force et de surprise, nous nous alignons à la bataille rangée. » En peu de jours, le « barrage » se constitue, solide sur les deux versans.

Toutes les sortes de guerre, notre armée extraordinaire eut à les accepter, durant les premiers mois de la campagne ; et telle fut sa souplesse intelligente qu'elle passa de l'une à l'autre quand il le fallut, prête à exceller dans l'offensive hardie, trop hardie, dans la défensive savante et patiente, puis dans la brusque reprise d'offensive, et dans la guerre de siège. Celle-là, qui n'est pas finie, abonde en coups d'audace et d'ingéniosité, en brèves anecdotes que M. Maurice Gandolphe conte à merveille. Des deux côtés, on tâche de mordre sur le front de l'adversaire. Les opérations de grande envergure sont impossibles : on cherche de menus résultats qui se coordonneront avec d'autres et au moins rattraperont des bouts de sol. Tel village dont on sait à peine le nom devient un objectif de réelle importance : en quelques heures, il est quatre fois pris, perdu, repris par

nous. Ce village, « un beau soir d'avance, » on en chasse les dragons de Wurtemberg. Nos cavaliers le tiennent toute la nuit, toute la matinée suivante. Mais, autour de ce saillant, la bataille augmente d'intensité : sur trois faces, les bataillons bavarois resserrent leur menace d'encerclement. Donc, les cavaliers reçoivent l'ordre de retourner en arrière. « Et voici, le lendemain, qu'une longue file d'évacués croise la colonne ; les misères habituelles passent, avec des airs familiers. Une femme, menant un lot d'enfans, s'arrête : — *Tiens, tu vois, ceux-là étaient chez nous...* Puis elle explique : — *Vous savez, notre maison, où vous avez mangé, ils sont revenus derrière vous et ils ont mis le feu partout...* Nous nous taisons. La femme regarde les chevaux, les carabines, les hommes et, sans colère, avec une résignation un peu surprise, demande seulement : — *Pourquoi est-ce que vous êtes partis ?...* Pour oublier cela, il faut aller vite et loin chez les autres ! » M. Maurice Gandolphe insiste sur l'atroce difficulté de faire la guerre chez soi, d'avoir cette tâche : reprendre, avec les instrumens dévastateurs de la guerre moderne et contre un ennemi sauvage, des villages et des villes que nos frères, citadins et paysans, n'ont pas tous évacués. « Tant que nous allons par-dessus ce qui est nôtre, l'attaque, la belle attaque qui est la joie des combats s'alourdit d'angoisse et de détresse. » Il avertit les « gens de l'arrière, » qui s'étonnent de la lenteur et des retards...

Abominable guerre, et cependant sainte. La dernière impression que laisse le livre de M. Gandolphe est celle-là. Le sol, plus âprement disputé, reconquis lopin par lopin, une motte de terre après une autre, est consacré à jamais. Cette vérité, un mot sublime l'interprète. Après un échec local, je ne sais où, le général réunit son état-major ; et, sur la carte, on examine la situation. C'est dommage, dit un capitaine, que nous ne tenions plus ce village. Et le général, très simplement : « Ne dites pas que nous ne tenons plus ce village ; nous avons là douze cents tués de chez nous : ils tiennent la position, en nous attendant. » Au crépuscule, le village fut repris et la « garnison des morts » relevée.

Les historiens, plus tard, feront leur profit de *Six mois de guerre en Belgique*, par un soldat belge, Fernand-Hubert Grimauty, artilleur cycliste à la 101e compagnie. C'est un récit très original, d'une évidente vérité, d'une spontanéité presque naïve. Le sentiment qui domine dans ces pages, c'est la colère d'un pays loyal et dupé, la haine de la fourberie allemande, la rancune. L'artilleur cycliste a rendu avec beaucoup de justesse l'effroi et le désir de vengeance dont frissonne aux premiers jours la Belgique trahie par les Boches : elle

flaire partout la trahison, la cherche et la trouve ; elle déniche des espions et, plus d'une fois, quand les armées sont aux prises, démasque des troupes de Prussiens qui ont revêtu l'uniforme belge. « Quelle rage ! » Et cette rage, aidée du mépris, tourne à une sorte d'humeur narquoise, qui résiste bien contre la désolation, qui excite les énergies gaiement batailleuses. M. Grimauty, dans les plus tragiques momens, trouve des mots bizarres, cocasses, charmans. A la bataille de l'Yser, les Belges tirent éperdument, vite et comme pour profiter des minutes suprêmes. La formidable artillerie allemande les accable ; ils ne cessent pas de tirer cependant, de tous leurs fusils : « Nous avons l'air de chasseurs qui tirent sur des lapins, avec des lions dans le dos ! » D'ailleurs, ils font bien de s'entêter, contre tout espoir : l'infanterie française arrive. « Nous la reconnaissions dans l'ombre au martellement nerveux de sa marche. Quand les pioupious nous aperçoivent, ils n'ont qu'une petite phrase courte, qui scande leur marche et qu'ils répètent en défilant devant nous : — *Où qu'ils sont, les Boches,? Où qu'ils sont, les Boches ?...* » Nos fantassins viennent de Lombaertzyde... « Ah ! les braves petits gars ! s'écrie leur camarade Grimauty ; sortis d'un enfer pour venir dans un autre, et tricoter de ce train-là entre les deux !... »

Lisez enfin *La vie de guerre contée par les soldats.* M. Charles Foley a recueilli sous ce titre quelques dizaines de lettres écrites de tous les points du front par des maris, des fils, des frères, gens de toute condition naguère et d'une seule condition devant l'ennemi, des héros. Le caractère de chacun d'eux subsiste, et le tempérament de chacun d'eux ; mais toutes les différences sont groupées en un faisceau de volonté unique : volonté de vaincre et, à cette fin, même abnégation, le sacrifice universellement consenti. L'un de ces épistoliers, un artilleur, blessé, cité à l'ordre du jour, appelle ses prouesses un « petit succès. » Il écrit : « J'ai fait simplement mon devoir. » Sa récompense l'étonne : « et alors, dit-il, ce n'est pas moi seul, c'est toute l'armée qu'il faudrait citer ! » Une telle modestie n'est pas l'usage ancien de la littérature. Cet artilleur nous avertit de ne pas confondre plus longtemps le jeu littéraire avec les vertus auxquelles de beaux livres ont apporté leur témoignage, et qui valent qu'on soit à genoux devant elles, en toute humilité de gratitude.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA POUDRE

On peut montrer, comme nous l'avons vu, en partant de considérations toutes théoriques et d'ailleurs fort simples, que les substances explosives doivent être composées par l'association de corps combustibles (charbon, soufre ou hydrogène) donnant des produits gazeux, et d'un corps comburant, l'oxygène, celui-ci étant utilisé sous la forme de composés où il entre sous un volume réduit, c'est-à-dire de composés solides. Nous avons vu aussi qu'*a priori* ceux de ces composés qui sont à rendement oxygéné maximum, et que la nature fournit le plus facilement, sont ceux du chlore et surtout de l'azote.

Telles sont bien les conditions remplies par le plus ancien et le plus longtemps employé des corps explosifs connus, la poudre noire. Mais comme il arrive souvent et même généralement dans l'histoire des découvertes, ce sont uniquement l'empirisme et les tâtonnemens qui ont fait inventer cette poudre, et nullement des considérations spéculatives. C'est un jeu facile après coup de refaire par la théorie toutes les découvertes et de dire : on pouvait les prévoir. En fait, on ne les prévoit guère, car du choc hasardeux des faits et des phénomènes jaillissent plus d'étincelles que de toutes les ratiocinations du monde, et même dans le domaine qui semble le plus soumis à la spéculation, — je parle de la spéculation qui a son siège dans les méninges et non de celle qui trône à la Bourse, — même dans le domaine de la science, le fait est souverain, et la pensée, si vive qu'elle soit, ne peut généralement que se traîner dans son sillage impérieux.

C'est ainsi que la découverte de la poudre n'a résulté que de longs

tâtonnemens purement empiriques. Aujourd'hui encore, comme il y a quelques siècles, la poudre noire est composée de soufre, de charbon (corps comburans) et de salpêtre ou azotate de potasse (composé oxygéné de l'azote); les proportions que l'expérience a montrées les plus favorables sont : 75 pour 100 de salpêtre, et le reste constitué de parties à peu près égales de soufre et de charbon de bois.

On sait que ces messieurs boches, toujours en mal de conquêtes et d'annexions plus ou moins légitimes, ont depuis longtemps répandu dans le monde la légende que la poudre a été inventée par un des leurs, le moine Barthold Schwartz. Et ma foi, si nous nous étonnions un peu de les voir raconter l'histoire de la chimie sans parler de Lavoisier, exclure Niepce et Daguerre de celle de la photographie, et Pasteur de celle de la microbiologie, beaucoup de gens s'en vont encore répétant sur la foi des in-folio teutons que la poudre a été inventé par Schwartz. C'est si loin de nous, et nous sommes tous portés à croire à l'honnêteté d'un cuistre, pourvu qu'il porte un bonnet de docteur et se réclame de la véracité germanique !

La vérité, c'est que, comme l'a lumineusement montré Berthelot, on rencontre pour la première fois en 1354 le nom de Barthold Schwartz, et qu'à cette époque la poudre était connue depuis un siècle au moins, qu'elle avait été employée antérieurement à cette date, notamment à la défense de Cambrai en 1334 et à Crécy en 1346, et que Pétrarque en parle dans un de ses traités en 1344.

Donc les Boches ne sont point fondés à prétendre qu'ils ont inventé la poudre, et rien ne permet d'attribuer à tel ou tel la découverte de cette substance que de longues générations d'alchimistes ont peu à peu extraite des cornues médiévales.

***

Jusque vers la fin du XIXe siècle la poudre noire fut maîtresse des champs de bataille. Pendant cinq siècles, c'est elle qui eut l'honneur d'être la principale pourvoyeuse de Thanatos, et c'est à peine si ses succédanés actuels dépassent un peu ses qualités homicides.

C'est d'ailleurs uniquement comme agent propulseur, servant à chasser les projectiles hors des armes à feu que la poudre a été employée d'abord et pendant plusieurs siècles. L'idée de charger les projectiles eux-mêmes de matières explosives est toute moderne. C'est seulement en tant qu'agent propulseur que nous étudierons d'abord la poudre.

A ce point de vue, et si excellente que fût la poudre noire, certains faits prouvaient *a priori* qu'elle ne réalisait pas la perfection : d'une

part en effet elle produisait de la fumée, preuve que sa combustion était incomplète et son rendement imparfait; d'autre part, certains produits de cette combustion étaient nécessairement solides et non pas gazeux, comme le sulfure de potassium, produit de l'union du soufre avec le potassium du salpêtre et cette substance solide encrassait les bouches à feu et contribuait à diminuer le rendement, On avait remarqué dans le courant du XIXe siècle qu'on atténuait cet inconvénient en diminuant la quantité de soufre, mais cette diminution rendait beaucoup plus difficile l'inflammation de la poudre, et les progrès dans ce sens avaient été forcément limités, malgré l'emploi, au lieu de charbon ordinaire, de charbons roux, résultant de la calcination incomplète de certains bois et qui avaient permis de réaliser des poudres brunes, pauvres en soufre.

Mais tous ces progrès furent éclipsés complètement par l'introduction du coton dans la fabrication des poudres, ou du moins le jour ou les découvertes de Vieille permirent de régulariser son usage en toute sécurité.

Le coton représente à l'état pur la substance que les chimistes appellent cellulose parce qu'elle constitue le vêtement des cellules végétales et qu'on retrouve dans le bois, d'une manière générale dans les plantes et dans les principaux produits qui en dérivent : les étoffes et les papiers. La cellulose est un hydrate de carbone, c'est à-dire un carbure d'hydrogène légèrement oxygéné ; elle constitue, comme chacun l'a pu remarquer en enflammant un morceau de coton, un combustible excellent et léger.

Le chimiste bâlois Schönbein avait découvert dès 1846, qu'en traitant le coton par l'acide azotique ou nitrique (auquel on ajoutait de l'acide sulfurique pour absorber l'eau formée dans la réaction, car on sait que l'acide sulfurique est un avide buveur d'eau) on obtenait une substance qu'on appela pyroxyle, fulmicoton, coton poudre, coton nitré ou nitro-cellulose. Cette substance dans laquelle le combustible cellulose et le comburant acide nitrique étaient associés sous une forme extraordinairement instable avait, comme Schönbein le signala dès le début, la propriété de détoner avec violence sous les influences les plus minimes.

Dès le milieu du XIXe siècle Schönbein lui-même et ses émules songèrent à appliquer le coton-poudre au chargement des armes à feu afin de remplacer la vieille poudre noire. On reconnut en effet bien vite que la puissance dégagée par celle-ci était très inférieure à celle du coton-poudre. Tandis en effet, et pour prendre un exemple, que la

pression développée par la poudre noire est, sous une densité de chargement égale à 0,5, d'environ 2 100 kilos, elle est d'environ 1 200 kilos pour le coton-poudre ; sous une densité de chargement égale à 0,9 (c'est-à-dire 9 décigrammes de substance par centimètre cube) la pression développée par la poudre noire est, de 5 100 kilos et de 38 000 kilos (plus de sept fois supérieure) pour le coton-poudre. Malheureusement, la pression développée par celui-ci l'est dans un temps très court ; il s'ensuit que ses effets brisans sont énormes, ce qui en ferait, d'après ce que nous avons vu, une poudre propulsive et fusante très imparfaite et de nature à détériorer rapidement les armes à feu. En outre, le coton-poudre, — à l'encontre de la poudre noire qui a une parfaite stabilité, — est déplorablement instable et capricieux ; sous les influences les plus diverses et les plus légères, il se décompose, le frisson de l'onde explosive l'ébranle soudain, et ce sont alors des accidens terribles et contre lesquels aucune précaution n'est vraiment efficace avec cette terrible et fantasque substance.

Aussi, lors des essais poursuivis dans presque tous les pays civilisés afin de substituer le coton-poudre à la poudre noire, les catastrophes furent, pendant de longues années, si répétées et si terribles (la plus affreuse en France détruisit complètement en 1848 la poudrerie du Bouchet) que la plupart des gouvernemens renoncèrent complètement à son emploi. Dès lors, le coton-poudre ne fut plus destiné qu'à être employé, après avoir été légèrement humidifié, comme explosif brisant dans le chargement des mines marines et des torpilles, et il rend encore dans ce domaine les plus grands services.

La poudre noire paraissait définitivement triompher de sa cotonneuse concurrente lorsque les travaux de l'illustre chimiste français Vieille donnèrent à la question un tour nouveau que rien ne laissait prévoir.

*
* *

Lorsqu'on traite le coton par l'acide nitrique suivant l'exemple de Schönbein, on n'obtient pas en réalité un seul type parfaitement défini de coton-poudre, mais un produit plus ou moins nitré, suivant que le traitement a été poussé plus ou moins loin. Le coton-poudre le moins nitré, le moins pénétré d'acide azotique peut être dissous dans un mélange d'alcool et d'éther en formant le *collodion*, si cher aux photographes et aux médecins (1). Le coton-poudre le plus nitré et

(1) Rappelons que le celluloïd, ce dangereux parvenu de l'industrie moderne, n'est lui-même qu'une association de collodion et de camphre

qui est aussi le plus puissant, au point de vue des effets balistiques, est au contraire insoluble dans le mélange alcool-éther. Si pourtant on fait macérer dans du collodion le coton-poudre le plus azoté, celui-ci sans se dissoudre s'émulsionnera en quelque sorte dans la liqueur, s'y désagrégera en parcelles impalpables, formera avec le collodion une sorte de masse gélatineuse, en un mot un colloïde (je renvoie mes lecteurs à la définition que j'ai donnée naguère de ce mot ou plutôt de cette chose). Si on laisse alors évaporer l'excédent d'alcool et d'éther de cette solution colloïdale, on obtient une sorte de pâte consistante et plastique que l'on peut triturer, comprimer, tréfiler et qu'on amène dans une sorte de filière d'où elle sort sous forme de ruban qu'on met à sécher et qui est constitué par une sorte de corne élastique, homogène et flexible. C'est la matière première de la poudre sans fumée.

Le mérite éminent de M. Vieille, — qui nous a donné pendant plusieurs années une supériorité dans la balistique, bientôt imitée comme il arrive toujours en ces matières par les autres nations, — son titre impérissable est d'avoir précisé cette gélatinisation du coton-poudre et d'avoir aperçu et montré scientifiquement tous les avantages qu'on en pouvait tirer et que nous allons examiner maintenant.

Bien que la matière gélatinée obtenue par la dissolution du coton-poudre ultra-nitré dans le collodion dérive essentiellement et en quelque sorte doublement du coton-poudre lui-même, elle en diffère pourtant du tout au tout. Pour simplifier, nous appellerons cette substance la *poudre B* du nom qui lui fut donné d'abord en l'honneur, dit-on, de l'initiale du général Boulanger, qui était ministre de la Guerre lorsque M. Vieille fit ses célèbres expériences. Tout d'abord, et ceci est fondamental, la *poudre B*, à l'encontre du coton-poudre, est incapable de détoner sous quelque influence que ce soit. Qu'on l'enflamme, qu'on la frappe, qu'on lui fasse subir le choc extraordinairement brusque du fulminate de mercure, elle brûle, elle fuse, mais ne détone jamais. Elle n'est jamais brisante comme le coton-poudre et peut donc, à cet égard, être employée sans crainte d'accidens comme poudre propulsive ; et sa fabrication ne risque pas de voir se produire les explosions soudaines que déchaîna trop souvent celle du coton-poudre.

Si nous comparons maintenant la poudre B à la vieille poudre noire, deux points retiennent notre attention : d'une part la poudre B est, comme le coton-poudre lui-même, très inférieure à la poudre noire au point de vue de la stabilité. Au bout d'un certain temps, et

sous des influences encore imparfaitement définies, la poudre B s'altère, une sorte de maladie l'envahit et sa température s'élève donc peu à peu jusqu'à ce qu'elle fuse. Mais jamais même alors, — et cela ne se produit guère que plusieurs années après la fabrication, — elle ne détone et n'explose. Si des catastrophes atroces, comme celle du *Liberté*, ont été causées naguère par la décomposition de la poudre B, ce n'est pas cette poudre elle-même qui en a été l'agent efficient, car elle avait causé seulement un incendie ; malheureusement, lorsque la température due à cet incendie a atteint la limite où la mélinite explose spontanément, celle qui remplissait les obus couchés dans les soutes du navire a explosé inévitablement.

A l'heure qu'il est, aujourd'hui que, par la force même des choses, tous nos stocks anciens de poudre sont depuis longtemps consommés, et que les champs de bataille ne consomment chaque jour et au fur et à mesure de leur sortie, que des poudres fraîchement préparées, nous n'avons plus à craindre d'accidens de ce genre, et la guerre a fait disparaître tous les inconvéniens qui résultaient, en temps de paix, de la longue conservation de nos poudres modernes.

Dans une poudre formée, comme la poudre noire, de grains irréguliers séparés par des solutions de continuité, la combustion est apportée dans toute la masse par les gaz chauds provenant des premières parties brûlés. La pression des gaz produits élève elle-même d'abord la vitesse de cette combustion ; mais il est certain que cette pression et cette vitesse baissent rapidement parce que les grains de poudre ne brûlent que par leur surface et que cette surface diminue au fur et à mesure de la combustion. En conséquence, et comme les expériences de sir Andrew Noble l'ont effectivement démontré, la combustion de la poudre noire est complètement achevée avant que le projectile se soit déplacé beaucoup dans l'âme de la bouche à feu, et de plus la pression produite est d'abord extrêmement élevée, puis tombe rapidement à zéro. C'est cette pression maxima, laquelle ne doit pas dépasser une certaine valeur sous peine de détériorer l'arme et de la faire éclater, qui limite la charge de poudre noire utilisable.

La poudre B est au contraire découpée en longs rubans très plats et elle brûle uniquement par la surface de ces rubans. La valeur de cette surface reste sensiblement la même à mesure que les rubans brûlent (l'épaisseur de leur tranche étant négligeable par rapport à leur largeur et à leur longueur qui restent constantes). *Il s'ensuit que la pression des gaz dégagés par la combustion de cette poudre reste sensiblement constante tant qu'elle brûle et qu'on peut régler à volonté, par*

la seule dimension des rubans employés, la durée, la vitesse et la pression du dégagement gazeux suivant le calibre utilisé (1). Dans ces conditions, avec une pression maxima moins grande que celle d'une charge de poudre noire, c'est-à-dire avec une usure moindre de l'arme, on arrive, grâce à une durée beaucoup plus grande de cette pression maxima, à obtenir un effet balistique supérieur.

Par exemple, dans notre ancienne pièce de campagne de 90, — qui fait encore aujourd'hui de la terrible et bonne besogne, — on lançait un projectile de 8 kilos avec une charge de poudre noire de $1^{kg},900$ qui produisait une pression maxima de 2360 kilos par centimètre carré. Aujourd'hui on lance le projectile à la même vitesse avec une charge de poudre B de $0^{kg},720$ seulement et une pression maxima de 1 600 kilos seulement. Si on utilisait des charges de poudre B produisant des pressions maxima égales à l'ancienne charge de poudre noire, on aurait des vitesses initiales, c'est-à-dire une justesse, une portée et une efficacité de tir bien plus considérables.

C'est ainsi que, dès 1885, la poudre B nous a permis d'accroître de plusieurs centaines de mètres la vitesse initiale de tous nos projectiles, sans rien changer à notre armement.

Tous ces progrès ont été dus surtout aux travaux de M. Vieille, dont le principal spécialiste allemand en la matière, M. Gutmon, disait, résumant un historique des poudres pyroxylées : « Toutes ces tentatives furent éclipsées par l'invention de Vieille qui en 1886 gélatinisa très soigneusement de la nitrocellulose et en fit des feuilles qu'il découpa en rubans ou en petits losanges. »

Aussi devons-nous souscrire entièrement au jugement si vrai dans sa concision qu'un éminent chimiste français, M. L.-J. Simon, à qui nous avons emprunté plusieurs élémens de cette étude, portait naguère sur « l'ingénieur qui, à peine âgé de trente ans, sans le secours d'aucun hasard ni d'aucune collaboration, par l'effet d'une méthode parfaite au service d'une haute intelligence, dotait son pays d'une découverte qui le rendit maître de l'heure pendant deux ans... Il serait d'une monstrueuse ingratitude d'oublier le tribut de reconnaissance dû à ce grand savant et à ce grand Français. »

En outre des propriétés précédentes, les nouvelles poudres propulsives avaient ce caractère important d'être *à combustion complète*,

(1) Il est évident qu'avec les grands calibres la combustion de la poudre devra durer plus longtemps, puisque la durée du trajet du projectile dans l'arme est plus grande. C'est ainsi que l'épaisseur des lames employées dans la poudre pour fusils n'est que d'environ 7 dixièmes de millimètre, tandis qu'elle est dix fois plus grande dans la poudre destinée aux grosses pièces de marine.

de ne fournir que des produits gazeux sans nulle fumée, ce qui n'est pas étranger à leur puissance balistique, et avaient l'avantage nouveau et important de ne plus déceler à l'ennemi l'origine des coups de fusil ou de canon par aucune fumée révélatrice.

C'est cette particularité qui a par-dessus tout frappé le public. De là vient le nom de *poudre sans fumée* qu'il a donné à la poudre de M. Vieille.

Il convient d'ailleurs de remarquer que le mot *poudre* est devenu lui-même tout à fait impropre pour désigner les substances propulsives des armes à feu. Ces substances qui se présentent en longs et larges rubans réunis en fagots n'ont plus rien de la forme pulvérulente. Il faudrait donc commencer ainsi, si on voulait définir exactement les poudres modernes : « Poudres : substances qui ne sont pas des poudres, etc. »

Ainsi le veulent les étranges vicissitudes de la vie des mots. Le peuple dénomme les choses par une qualité qui le frappe; un beau jour cette qualité qui n'était qu'accessoire et non essentielle disparaît; mais le nom subsiste, sans lien apparent avec l'objet. Mais pourquoi, après tout, la logique régnerait-elle dans le langage des hommes, quand elle existe si peu dans les pensées que ce langage prétend ambitieusement exprimer?

*
* *

Toutes les nations civilisées... si on ose encore employer ce qualificatif, ont imité de très près dans leurs poudres de guerre la poudre B de M. Vieille. Elles proviennent toutes du fulmicoton gélatinisé. La cordite par exemple, qui est la poudre propulsive employée par la marine et l'armée britannique, provient d'une mixture colloïdale du coton-poudre dans la nitroglycérine. Elle a un pouvoir propulsif peut-être un peu plus considérable que la poudre française, mais la température qu'elle développe est plus élevée et, partant, l'usure des armes plus rapide: en outre, sa décomposition est plus dangereuse. Les autres poudres étrangères, qui toutes relèvent des mêmes idées générales, donneraient lieu à des remarques analogues.

Les formes qu'on a données aux poudres pyroxylées varient d'un pays à l'autre. Tandis que chez nous les filamens sont larges et plats, ce qui assure une surface de combustion constante et légèrement décroissante, c'est-à-dire que la poudre est à peu prèscon stante, en Angleterre les brins de poudre ont la forme de cylindres et de filamens pleins, ce qui diminue peu à peu leur surface au fur et à mesure de la

combustion, et constitue une poudre dégressive ; en Allemagne, on l'emploie en lames et cylindres creux de sorte que la surface interne augmente à mesure que la surface externe diminue, ce qui assure une combustion sensiblement constante. Enfin, dans certaines poudres américaines, les brins ont la forme de blocs prismatiques perforés de trous comme les briquettes de charbon du commerce: les trous s'élargissent par la combustion et, au total, plus vite que la surface extérieure ne diminue ; la surface d'émission des gaz s'accroît donc et on a ainsi une poudre progressive.

Progressives, constantes ou dégressives, toutes ces poudres sont proches parentes et leurs qualités comme leurs défauts voisinent beaucoup.

*
* *

Ce qui nous importe surtout, c'est de considérer que toutes ces poudres dérivent d'un certain nombre de matières premières qui leur sont communes et qui sont indispensables à leur fabrication.

De l'exposé précédent il résulte que ces matières premières sont : *l'alcool* et *l'éther*, dissolvant le coton-poudre peu nitré pour former le collodion où l'on enrobera le coton-poudre très nitré, *l'acide nitrique* et *l'acide sulfurique* destinés à la production du coton-poudre, et enfin et surtout le *coton*.

Il est du plus haut intérêt de se demander si le blocus de l'Allemagne par les flottes et les armées alliées est de nature à la priver dans un délai quelconque de quelqu'une de ces matières premières qui, toutes ensemble et *chacune indépendamment*, sont indispensables à la fabrication de ses poudres. Cette fabrication pût-elle être non pas même complètement arrêtée, mais seulement entravée, que la chose aurait une importance considérable pour l'issue de la guerre. C'est un côté de la question dont on ne s'est pendant longtemps pas préoccupé, et on peut se demander si même aujourd'hui l'attention des gouvernemens alliés est suffisamment aiguillée dans cette voie.

L'alcool est un des produits dont l'Austro-Allemagne ne manque et ne manquera certainement pas : les mélasses, les pommes de terre, qui alimentent les distilleries sont des produits agricoles extrêmement abondans en Allemagne et en Autriche. L'éther sulfurique résulte de l'union de l'alcool et de l'acide sulfurique. Celui-ci est l'aliment essentiel de toutes les industries, et il est certain que l'Allemagne en fait normalement une consommation énorme dans la plupart de ses usines. Il provient surtout du grillage des pyrites (minerais sulfurés du fer),

grillage qui produit de l'acide sulfureux, lequel par combinaison avec l'oxygène de l'air et la vapeur d'eau, donne l'acide sulfurique. Dans le temps de paix, l'Allemagne importait des pyrites et des sulfures de zinc, ceux qu'elle possède ne suffisant pas à son énorme consommation de vitriol... c'est l'acide sulfurique que je veux dire. On peut supposer qu'une grande partie de l'acide que ses industries pacifiques consommaient a été dirigée vers ses usines de guerre. D'autre part, rien n'empêche la Suède d'exporter les pyrites de ses gisemens en Allemagne. Il n'en reste pas moins que l'Allemagne a dû être à un moment donné, ou craindre d'être à court de produits sulfurés, puisqu'elle a fait venir des soufrières italiennes de grandes quantités de soufre que nos nouveaux alliés ont laissées, fort imprudemment et pendant longtemps, pénétrer chez nos ennemis.

L'acide nitrique est habituellement et depuis longtemps, fabriqué en traitant par l'acide sulfurique le salpêtre du Chili ou nitrate de soude dont les gisemens chiliens exportent chaque année près de 3 millions de tonnes, employées, soit comme engrais, soit comme matière première des industries chimiques. Cette source doit être à l'heure actuelle, du moins nous l'espérons, fermée aux Allemands. Mais on peut aussi fabriquer l'acide nitrique, soit à partir de l'azote de l'air, qui se combine directement à l'oxygène, dans l'arc électrique, soit à partir des produits ammoniacaux. Ceux-ci sont eux-mêmes des résidus de la distillation de la houille, si abondante en Allemagne; d'autre part, on peut aussi produire l'ammoniaque physiquement, directement à partir de l'azote de l'air et de l'hydrogène. Pour passer de l'ammoniaque à l'acide nitrique, le trop célèbre chimiste Ostwald, apôtre de l'organisation germanique par les pastilles incendiaires, a réalisé un procédé ingénieux qui consiste simplement à faire passer un courant d'air, d'abord dans une solution ammoniacale, puis dans un tube légèrement chauffé et contenant de la mousse de platine. On peut se demander si les Boches ont, à l'heure actuelle, suffisamment industrialisé ces procédés pour suffire à leurs énormes besoins d'acide nitrique. La question est, en tout cas, de savoir si leur rendement à cet égard, qui n'est pas illimité, ne sera pas nécessairement et, pourvu qu'on le veuille fermement, dépassé par celui des Alliés, qui, eux, ne redoutent aucune pénurie de nitrates et de pyrites.

Reste enfin la plus importante des matières premières des poudres colloïdales : *le coton*.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les gouvernemens français et anglais viennent de déclarer le coton contrebande de guerre abso-

lue. Avant que les mesures qui découlent de cette décision n'entrent en application, — et leur efficacité dépendra de l'énergie qu'on apportera à les réaliser, — il ne sera peut-être pas inutile de rappeler en quelques mots les causes des mouvemens passionnés d'opinion qui ont abouti, — mieux vaut tard que jamais, — à cette décision tant attendue.

Les principaux pays producteurs de coton sont l'Égypte, l'Inde, l'Afrique occidentale, et surtout les États-Unis, les trois premiers marchés sont sous le contrôle des Alliés. Restaient les États-Unis qui, depuis le début de la guerre, et par l'intermédiaire de neutres complaisans, ont importé en Allemagne des quantités considérables de coton.

Les chiffres suivans, qui indiquent les importations de coton brut dans quatre pays neutres voisins de l'Allemagne, respectivement du 1er août 1914 au 30 février 1915, et dans la période correspondante un an auparavant, sont édifians à cet égard :

	1914-1915.	1913-1914.
Hollande	121 705 tonnes.	8 532 tonnes.
Danemark	8 965 —	1 025 —
Norvège.	25 275 —	3 270 —
Suède.	177 500 —	7 272 —
	333 445 —	20 099 —

De nombreux intérêts privés, où le lucre entrait peut-être autant que l'amour de la liberté, ont lutté longtemps pour empêcher la déclaration du coton comme contrebande de guerre, tant parmi les grands manufacturiers de Manchester que parmi les producteurs des États du Sud et des États-Unis. Non contens d'invoquer leurs intérêts assurément fort respectables, ils se prétendaient assurés que les Allemands pouvaient fort bien se passer du coton brut et le remplaceraient facilement, si besoin était, par la cellulose extraite des vieux chiffons, du papier, ou de la pulpe de bois. La statistique précédente allait évidemment un peu à l'encontre de cette prétention ; de même le fait que le prix du coton brut était, il y a deux mois, six fois plus élevé à Brême qu'à Liverpool. D'ailleurs, nous avons des raisons de croire que, depuis une quinzaine de jours, aucune quantité de coton, si minime soit-elle, ne peut plus en Allemagne être employée pour des travaux non militaires. Enfin, l'illustre chimiste anglais, sir William Ramsay, le Christophe Colomb des nouveaux gaz de l'atmosphère, n'a cessé d'affirmer dans toute la campagne retentissante dont il a pris la

tête et qui vient d'aboutir si heureusement, que rien ne peut, pour les Allemands, remplacer le coton brut comme producteur des obus et des balles, car l'utilisation à cet effet de vieux chiffons ou de bois ne pourrait se faire qu'en modifiant tout leur outillage d'usine et leur armement, sous peine des plus terribles... je devrais écrire des plus joyeuses... catastrophes.

Sir William Ramsay, calculant que la consommation quotidienne du coton brut en Allemagne est actuellement de 1 000 tonnes environ par jour, n'a cessé de prétendre que le stock disponible chez nos ennemis ne lui aurait permis de faire la guerre que, jusqu'au mois d'avril dernier seulement, si le coton avait été dès l'abord déclaré contrebande de guerre. Espérons du moins qu'on y tiendra la main et que, malgré les cris intéressés des gens lésés dans leurs gros sous, tant en Angleterre qu'en Amérique... l'heure n'est plus de mettre les gens dans du coton... on saura à bref délai sevrer dame Germania de tout celui dont nous l'avons laissée trop longtemps gonfler son insolent corsage.

L'enfant grec voulait jadis de la poudre et des balles. Aujourd'hui l'enfant grec est un peu changé. Mais nous du moins, qui les voulons à sa place, qui luttons maintenant sur l'âpre route montant vers la liberté, n'ayons point la sottise d'hésiter un instant, puisque nous le pouvons, à arracher des mains brutales de nos ennemis, la poudre, à défaut des balles, qui alors ne leur serviront plus de rien.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

« Il serait puéril, a dit M. le président du Conseil en montant à la tribune au commencement de la séance du 26 août, d'essayer de nous cacher à nous-mêmes les incidens qui se sont succédé dans ce palais depuis quelques jours. » Ces incidens, tout le monde en parlait hors de l'enceinte du Palais-Bourbon ; tout le monde les connaissait et les commentait ; ils commençaient même à inquiéter le pays. C'est dire qu'il était temps d'y mettre fin d'une manière ou d'une autre, soit par la chute du ministère, soit par une manifestation de confiance qui le consoliderait définitivement. M. Viviani l'a senti, et il a mis la Chambre en demeure de se prononcer d'une manière assez nette pour que l'atmosphère de malaise où on respirait difficilement depuis quelques semaines fût enfin dissipée. « A l'heure où nous sommes, a-t-il affirmé, il faut que la Chambre donne sa confiance au gouvernement, non pas par un ordre du jour qui passe, mais par l'adhésion permanente des cœurs et des esprits. C'est au parlement à nous donner la force nécessaire. Il faut nous garder ou nous renverser : pas de demi-mesure. » Il n'est rien de tel qu'une question bien posée, surtout quand elle l'est avec un accent de fermeté qui fait impression. On se demandait la veille si le gouvernement serait renversé ; il a été couvert d'applaudissemens enthousiastes, et la Chambre s'est ajournée au 16 septembre, ce qui est la marque de confiance la plus significative qu'elle pouvait lui donner. Elle va enfin lui laisser un peu de repos ; elle va en prendre elle-même ; tout le monde en a besoin. Elle trouvera le pays aussi calme qu'elle a été elle-même agitée, et ce sera pour elle d'un bon exemple.

Il nous reste à raconter d'où est venue cette crise, ou plutôt cette menace de crise qui a si heureusement avorté. Lorsque la Chambre s'est réunie, après les premiers mois de la guerre, elle a donné un

spectacle réconfortant ; elle s'est montrée animée du plus ardent et, en même temps, du plus sage patriotisme, et quelques-unes de ses séances seront parmi les plus belles pages de notre histoire parlementaire. Depuis, le parlement a rendu des services qu'il serait injuste de ne pas reconnaître. Ses Commissions ont fait beaucoup de besogne et plus d'une fois cette besogne a été bonne. Il y a là des hommes instruits, compétens, actifs, qui se sont donné pour tâche de rechercher, de constater ce qu'il y a eu d'insuffisant dans le rendement de nos administrations militaires et, comme on dit aujourd'hui, d'en intensifier la production. La Commission de la Guerre de la Chambre, et encore plus celle du Sénat, ont certainement fait œuvre utile et, puisqu'on parle de contrôle, il nous semble qu'elles ont trouvé le moyen d'exercer le leur. Enfermée dans ces limites, leur action a été salutaire. Mais la Chambre, mise peu à peu au courant de ce qui s'était passé dans les Commissions, a été prise d'impatience ; elle s'est demandé si elle n'avait pas à intervenir tout entière, non seulement pour contrôler le gouvernement, mais au besoin pour le remplacer. La multiplication des sous-secrétaires d'État a été la manifestation de cette tendance dont il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'étonner, car tous les pouvoirs tendent naturellement à empiéter les uns sur les autres, et une partie de la politique a pour objet d'en défendre les limites respectives. Le gouvernement a eu bientôt quelque peine à défendre les siennes. La question du contrôle parlementaire a été passionnément discutée, et le groupe socialiste unifié s'est efforcé de la faire trancher radicalement en donnant d'une manière absolue aux Commissions le droit d'enquête sur tout ce qui concerne les armées, à l'exception toutefois des opérations militaires. Les autres groupes, chacun dans des proportions différentes, ont senti ce qu'il y avait là d'excessif ; leur bon sens y a opposé des résistances ; plusieurs solutions transactionnelles ont été proposées. Finalement, on s'est mis, ou on a paru se mettre d'accord, et il a été convenu entre les délégués de tous les groupes et le gouvernement que le contrôle des Chambres s'exercerait par l'intermédiaire de leurs Commissions, qui délégueraient à cet effet certains de leurs membres pour des missions temporaires et pour un objet déterminé. Chaque mission devait donner lieu à un rapport écrit et signé par le rapporteur, sous sa responsabilité. Le gouvernement a accepté cette transaction, étant bien entendu que, pour la mise en pratique, il y aurait entente entre les Commissions et lui. Les délégués des groupes ont, à l'unanimité, pris acte de « l'entente établie, » et on a

pu croire que la paix était faite. Mais si on l'a cru, on s'est trompé.

L'agitation a continué sous une forme nouvelle, celle qui est le plus conforme aux traditions et aux habitudes parlementaires : un ministre a été mis en cause et menacé d'être renversé. Il y a longtemps que les partis les plus avancés de la Chambre en veulent à M. Millerand et ont juré de se débarrasser de lui. Sous prétexte que tout n'a pas été pour le mieux au Ministère de la Guerre ; qu'il y a eu des erreurs, des négligences commises ; que, dans l'improvisation formidable à laquelle il a fallu se livrer, certains détails d'exécution ont été critiquables, M. Millerand a été mis en cause avec une véhémence ou, pour mieux dire, une violence dont on nous avait depuis un an épargné la manifestation dans un débat public. On discutait les crédits relatifs à la création de deux sous-secrétariats d'État. A propos de crédits, on peut parler de tout : le débat a porté tout de suite sur le service de santé, un de ceux, il faut bien l'avouer, dont le fonctionnement a le plus laissé à désirer au commencement de la guerre. Aussitôt les colères se sont allumées, les passions se sont déchaînées et M. le président Deschanel s'est vu forcé de lever une séance qui ne pouvait plus continuer ainsi. La suite du débat a été remise à huitaine, dans l'espoir que la température surchauffée de la Chambre se refroidirait un peu d'ici là. Cet espoir n'a pas été complètement déçu. Les colères et les passions sont restées les mêmes, mais elles se sont mieux contenues. Toutefois, si la nouvelle séance a pu atteindre son terme, il n'en a pas été de même du débat qui est une fois de plus resté en suspens. Qu'était-il arrivé ? M. Millerand avait parlé. Il l'a fait simplement, fortement, solidement, uniquement soucieux de défendre son administration plus que lui-même et s'adressant peut être plus au pays qu'à la Chambre dont il s'est médiocrement appliqué à ménager les susceptibilités spéciales. A mesure qu'il parlait, un air d'orage s'alourdissait sur l'assemblée. Un moment cependant, l'union s'est retrouvée parfaite : M. Millerand avait prononcé le nom du général Joffre ; la Chambre s'est levée presque entière et a éclaté en applaudissemens enthousiastes. Mais ce n'a été qu'un éclair, et lorsque M. Millerand est descendu de la tribune, il n'avait pas cause gagnée.

C'est alors que MM. Franklin-Bouillon et Alexandre Varenne ont annoncé qu'à la prochaine séance, — qu'on a encore renvoyée à huitaine, — ils demanderaient à M. le président du Conseil comment il concevait la possibilité de donner à la Chambre entière le moyen de connaître la vérité sur toutes les questions relatives à la défense natio-

nale. On était loin de la transaction sur laquelle les délégués des groupes s'étaient mis d'accord avec le gouvernement! Il ne s'agissait plus d'autoriser les Commissions à faire des enquêtes, sur certains points déterminés et limités ; ce château de cartes, péniblement édifié, était déjà renversé : il s'agissait maintenant de tout dire à la Chambre entière, ce qui ne pouvait se faire qu'à huis clos. Il y aurait donc une séance secrète ; M. Varenne voulait bien consentir à ce qu'elle ne se terminât pas par un vote ; mais une fois qu'on saurait tout, on reprendrait, s'il y avait lieu, l'affaire en séance publique et alors on voterait. Qu'est-ce à dire? La Chambre, en séance secrète, opérerait comme un juge d'instruction qui prépare le jugement sans le prononcer, après quoi elle se transmettrait à elle-même le dossier et s'érigerait en tribunal, avec la différence que, devant un tribunal ordinaire, on dit tout, tandis que, devant celui-ci, on ne dirait rien, on se contenterait de conclure sur des renseignemens qui resteraient confidentiels. Mais qu'en penserait le pays? Qu'y comprendrait-il? On se l'est demandé et nous avons assisté alors à un spectacle singulier. La séance secrète paraissait certaine quand elle a été proposée; le gouvernement lui-même avait eu, disons la condescendance d'en accepter le principe; mais presque aussitôt des oppositions se sont produites, des doutes sont venus aux esprits, les groupes ont commencé à se désagréger devant une question qui avait d'abord semblé toute simple, mais qui, à la réflexion, devenait délicate, inquiétante, menaçante, et chaque jour des défections se produisaient. Les partisans de la proposition lâchaient pied les uns après les autres. On se demandait si un secret confié à six cents personnes ne courait pas quelque risque de transpirer. Le bon sens reprenait ses droits, et quand M. Viviani est monté à la tribune, le 26 août, il n'y avait vraiment plus qu'à souffler sur la proposition de comité secret pour la faire s'évanouir. Au fond, personne n'en voulait plus. Les derniers coups lui ont été portés par MM. Paul Beauregard et Denys Cochin, et elle a été enterrée par M. Varenne lui-même dans des termes qu'on n'attendait pas de lui. Après avoir pris la défense du parlement qu'on a, disait-il, beaucoup calomnié; après avoir assuré qu'il n'y avait dans son sein ni partis, ni intrigues, il a conclu ainsi, sans se soucier de la contradiction : « La Chambre n'a le choix qu'entre le secret ou le silence, car il n'y a pas moyen de porter à la tribune les questions relatives à la défense nationale. Si vous choisissez le silence, cela ne me déplaît pas, mais il faut qu'il soit bien entendu que nous cessons la guerre de couloirs et que nous ne pensons plus qu'à

l'autre. » Il y avait donc une guerre de couloirs et on la poursuivait en même temps que l'autre? Espérons que c'est fini.

Quant à M. Viviani, il n'avait jamais été mieux inspiré. Chaque phrase de son discours a été applaudie et méritait de l'être. Il a protesté une fois de plus contre toute paix prématurée et affirmé que nous ne pourrions songer à en faire une qu'après avoir assuré le triomphe du droit, brisé l'instrument du crime, restauré dans son intégrité territoriale l'héroïque Belgique et repris l'Alsace-Lorraine. C'est aussi la volonté de la Chambre et celle du pays. Tout est bien qui finit bien. Cette séance qui venait après deux autres mal engagées et mal conduites, était l'objet d'appréhensions légitimes : elle a assaini l'atmosphère et montré que si les couloirs parlementaires sont ce qu'a dit M. Varenne, la Chambre elle-même, prise dans son ensemble, a le sentiment des effrayantes responsabilités qui pèsent sur elle et s'arrête à temps au bord des fautes irréparables. Il vaudrait mieux, tout de même, s'arrêter un peu plus tôt.

Le Reichstag s'est ouvert, le 20 août, et sa première séance a été remplie par un grand discours de M. de Bethmann-Hollweg. Qui donc a dit que la répétition est la meilleure figure de rhétorique, la plus propre à entraîner la conviction ? Nul ne le croit plus fermement que le chancelier de l'Empire, et il rabâche à satiété les mêmes choses, ce qui est d'ailleurs une manière d'avouer qu'il a peu de confiance dans l'effet qu'elles ont produit jusqu'ici. Le remords chez lui devient volontiers agressif. On sent dans sa parole une impatience, un énervement, une irritation, une colère même de n'être pas cru; peu à peu le ton s'en élève et devient de plus en plus violent. Cela plait à son auditoire allemand et laisse le reste du monde tout à fait indifférent. M. de Bethmann-Hollweg perd son temps à raconter de nouveau à sa manière, qui est toujours la même, une histoire que tout le monde connaît : à notre tour, ce serait perdre le nôtre que de le suivre dans ces sentiers battus et rebattus. Qui ne sait aujourd'hui à quoi s'en tenir sur les origines de la guerre? L'opinion est définitivement faite. Il faudrait, pour la changer, découvrir quelque fait nouveau qui changerait complètement la face des choses, et si ce fait existait, ce serait miracle qu'il fût encore ignoré.

M. de Bethmann-Hollweg a cru pourtant le trouver, il y a déjà quelques mois, lorsqu'il a lu, dans les papiers laissés à Bruxelles par le gouvernement, la mention d'une conversation sans autorité et sans portée qu'un colonel anglais aurait eue avec un général belge : il

s'agissait de la neutralité de la Belgique et de l'utilité de prévoir d'avance ce qu'il y aurait lieu de faire pour la défendre, si elle était violée. Quoi de plus naturel, de plus légitime que cette suggestion où M. de Bethmann-Hollweg a voulu voir à tout prix la preuve que la Belgique avait manqué la première aux obligations d'une neutralité qui, dès lors, n'existait plus ? Un pareil sophisme n'a vraiment pas besoin d'être réfuté, mais puisque M. de Bethmann-Hollweg s'y acharne, il est peut-être bon de le caractériser, et c'est ce que sir Edward Grey vient de faire dans une lettre à la presse où il dit qu'« il n'y a rien de plus méprisable et de plus abject. » Mais enfin, puisque c'est la thèse du gouvernement allemand, il devrait s'efforcer de la rendre un peu moins invraisemblable : aussi est-on tout surpris de constater que, dans une autre partie de son discours, M. de Bethmann-Hollweg a fait précisément le contraire. Il y a parlé, en effet, d'une correspondance très abondante, trouvée, elle aussi, dans les papiers du gouvernement belge et que le gouvernement impérial a livrée à la publicité de la *Gazette de l'Allemagne du Nord:* c'est celle des ministres de Belgique dans plusieurs capitales de l'Europe pendant les dix années qui ont précédé la guerre. Elle est très uniforme dans le fond et dans la forme. Nous n'en citerons rien pour ne pas contrister des amis malheureux et qui n'ont pas mérité de l'être ; mais, certes, les ministres belges étaient aussi éloignés que possible d'être les adversaires de l'Allemagne. Tout au contraire, ils l'admiraient ; ils voyaient en elle un pays d'ordre, un pays conservateur, dont la politique assurait le maintien de la paix générale, tandis que cette paix menaçait constamment d'être troublée, on ne devinerait pas par qui : par l'Angleterre et par nous. Le gouvernement impérial a sans doute cru piquant de publier aujourd'hui ces dépêches : que prouvent-elles, sinon que la Belgique évoluait dans l'orbite de l'Allemagne et était à cent lieues de s'entendre contre elle avec l'Angleterre. Si M. de Bethmann-Hollweg a cru que, par cette publication, il ferait naître quelque gêne entre les alliés d'aujourd'hui, il a commis encore une de ces graves erreurs de psychologie qui sont si fréquentes chez ses compatriotes et chez lui. Que nous importe ce passé ? La Belgique sait maintenant à quoi s'en tenir sur les projets de domination universelle que l'Allemagne roulait depuis longtemps dans sa tête et dont Liége, Namur, Louvain, Anvers devaient être les premières victimes. Et qu'en ressort-il à notre sujet, de cette correspondance ? Hélas ! qu'on s'était tellement habitué partout à voir en nous des vaincus résignés, ou qui devaient l'être, que toutes les fois que nous relevions

la tête, que nous formions un projet, nous défendions un droit, c'était un scandale en Europe, et que les meilleurs nous en voulaient de compromettre une paix où ils se trouvaient bien. La foudre, en tombant sur eux, ne les a que trop éclairés : elle leur a montré la solidarité qui existe entre toutes les nations libres, qui veulent continuer de l'être, et qui aiment mieux mourir que de manquer à l'honneur.

Toute cette première et longue partie du discours de M. de Bethmann-Hollweg nous laisse indifférens, mais il n'en est pas de même de la dernière, non plus que du récit sophistiqué fait par le chancelier des négociations qui ont eu lieu en 1912, entre l'Angleterre et l'Allemagne, sous prétexte d'assurer le maintien de la paix. Ces négociations avaient été précédées et préparées par un voyage de lord Haldane à Berlin. Germanophile avoué, nul ne pouvait être mieux choisi que lui pour ouvrir les voies et il les a ouvertes en effet; mais les négociations ont été ensuite poursuivies à Londres et, là, on s'est aperçu vite que la prétention de l'Allemagne était d'engager l'Angleterre, sans s'engager elle-même, ce qui est d'ailleurs l'objet habituel de sa politique. Les deux pays essayèrent plusieurs formules d'entente sans parvenir à se mettre d'accord. L'Angleterre offrait de ne prendre part à aucune agression contre l'Allemagne. Celle-ci voulait davantage et, par exemple, que, « si on imposait la guerre, » l'Angleterre s'engageât à observer une neutralité bienveillante. Quoi de plus obscur qu'un pareil mot ? L'Allemagne ne soutient-elle pas encore aujourd'hui qu'on lui a imposé la guerre actuelle? Dès lors, dans sa pensée, l'Angleterre n'aurait pas pu y prendre part. A Londres, où on ne regarde pas les traités comme des chiffons de papier et où on ne s'engage qu'à bon escient, on refusa de s'associer à une équivoque. C'est ce que sir Edward Grey explique aujourd'hui en disant dans sa lettre à la presse que, pour que les négociations eussent abouti, il aurait fallu que la Grande-Bretagne s'engageât à observer une neutralité absolue, tandis que l'Allemagne, aux termes de ses alliances, serait restée libre de participer à n'importe quelle guerre européenne. Ces négociations nous reportent à trois ans en arrière, elles appartiennent au passé : le présent, il faut le chercher dans les intentions que révèle le discours de M. de Bethmann-Hollweg. Sir Ed. Grey le résume en ces termes qui sont, dit-il, textuellement reproduits : « L'Allemagne devra avoir la haute main sur les destinées de toutes les autres nations, être le bouclier de la paix et de la liberté pour les grandes et pour les petites. » Celles-ci n'auront que les libertés que l'Allemagne voudra bien leur accorder. Et le ministre des Finances allemand,

venant après M. de Bethmann-Hollweg, a conclu à son tour « qu'un lourd fardeau de milliards devra être supporté, pendant plusieurs décades, non par l'Allemagne, mais par ceux qu'il lui plaît de qualifier les instigateurs de la guerre. En d'autres termes, la prétention de l'Allemagne est que, pendant plusieurs décades, toutes les nations qui lui auront résisté, devront peiner pour lui payer tribut sous forme d'indemnités de guerre. » Tel est le double programme allemand, politique et financier.

Le jugement porté sur le discours du chancelier par sir Edward Grey est-il inexact ? est-il exagéré ? On peut en juger par cette ligne que nous en détachons : « La politique anglaise de l'équilibre des Puissances doit disparaître ; » et cette autre : « L'Europe ne peut obtenir la paix qu'avec une Allemagne forte et inviolable. » Pourquoi M. de Bethmann-Hollweg attribue-t-il à la seule Angleterre la politique d'équilibre, alors que c'est celle de l'Europe civilisée, comme toute son histoire en témoigne, et que c'est notamment celle de la France qui, en dépit de quelques courts momens d'aberration, y est constamment restée fidèle ? La politique d'équilibre a pour objet, comme son nom même l'indique, d'empêcher une seule nation de devenir si puissante que, s'emparant de l'hégémonie du monde, elle prétende le soumettre à sa domination. Il n'y a pas de politique plus respectueuse de la dignité autant que de la liberté humaines et il faut avoir une singulière imprudence pour en afficher une autre en ce moment. Mais rendons grâce à l'Allemagne de le faire : c'est une des rares preuves de sincérité ingénue qu'elle nous ait données depuis le commencement de la guerre et comme un jet lumineux au milieu de son habituelle hypocrisie. Si nous n'avions pas été fixés par avance sur ses ambitions, nous le serions maintenant.

Ces ambitions n'ont pas de limites. On aurait compris que l'Allemagne, fière de la puissance qu'elle avait acquise avant de la compromettre aussi gravement, se refusât à déchoir et annonçât la résolution de lutter jusqu'au bout pour maintenir sa grande situation dans le monde. Mais ce n'est plus assez pour elle ; la situation d'hier a cessé de lui suffire ; elle ne veut plus d'équilibre entre elle et les autres ; elle veut être maîtresse de tout. Les continens ne sont pas assez vastes pour la satisfaire, il lui faut aussi la mer dont elle demande la liberté, avec le sens particulier qu'elle a toujours donné à ce mot : liberté pour elle, asservissement pour autrui. Dans ce nouveau champ d'activité, elle rencontre la barrière que lui oppose l'Angleterre : de là vient la haine de plus en plus féroce qu'elle éprouve pour ce noble

pays et qui ne s'était pas encore manifestée avec autant de fureur et de rage que dans le discours du chancelier. Tous les voiles y sont déchirés et, si l'Angleterre a pu en douter jusqu'à ces derniers temps, elle sait aujourd'hui que, de tous les pays de l'Europe, elle est le plus directement visé par le déchaînement des appétits teutons. La guerre contre l'Angleterre a été préparée lentement, sournoisement, avec une méthode inflexible et, si elle avait éclaté dans quelques années au lieu de l'avoir fait maintenant, cette préparation aurait été portée si loin que tout aurait été à craindre. La puissance des armes modernes a changé les anciennes conditions de la guerre, et le détroit n'assure plus, pour l'avenir, une protection suffisante à l'Angleterre : elle le sait, elle est avertie. La liberté des mers ne saurait être plus grande qu'elle ne l'a été depuis un siècle en temps de paix : en temps de guerre, il faut demander aux survivans du *Lusitania* et de l'*Arabic* ce qu'elle est déjà devenue depuis que l'Allemagne s'en mêle. L'*Arabic* est ce navire marchand qui, parti de Liverpool pour New-York, où il ne transportait certainement pas des armes de guerre, a été torpillé sans avertissement préalable par un sous-marin allemand. Le désastre a été moins grand que celui du *Lusitania*, mais les intentions de l'agresseur, de l'assassin, étaient les mêmes, et deux Américains ont péri. C'est jusqu'ici la seule réponse que l'Allemagne ait faite à la dernière note par laquelle M. Wilson lui notifiait qu'il prendrait pour un « acte inamical » toute violation des principes du droit des gens qui coûterait la vie à un citoyen de la libre Amérique. Nous ne parlerons pas davantage de l'incident aujourd'hui : le patient M. Wilson a demandé des explications et on assure au moment où nous écrivons que le comte Bernstorf lui en a donné ou promis d'excellentes. C'est ce qu'il faudra voir de près. En attendant, M. de Bethmann-Hollweg continue le plus sérieusement du monde de présenter l'Allemagne comme le champion de la liberté des grandes et des petites nations. Les grandes nations savent ce qu'il en faut penser, et il semble que les petites commencent à se le demander avec quelque anxiété. Nous recommandons aux neutres la lecture et la méditation du discours de M. de Bethmann-Hollweg.

Les neutres sur lesquels se porte aujourd'hui l'attention principale sont toujours ceux des pays balkaniques : peut-être la déclaration de guerre de l'Italie à la Porte leur apportera-t-elle aussi des sujets de réflexion. Toute son attitude prouve que l'Italie aurait désiré n'avoir qu'un ennemi, l'Autriche-Hongrie, qui détient des terres irrédentes ; on sait avec quelle résolution hardie, ses précautions une fois prises,

elle lui a déclaré la guerre; mais elle ne l'a déclarée ni à l'Allemagne, ni à la Porte, bien qu'elles soient les alliées de l'Autriche, et l'Allemagne et la Porte ne la lui ont pas déclarée davantage; elles se contentent de la lui faire. La différence est que l'Allemagne y met quelque discrétion, tandis que la Turquie n'y en a mis aucune. Elle a ostensiblement soutenu l'insurrection arabe en Libye, elle y a envoyé des officiers, elle a fomenté le dangereux fanatisme des Senoussis. C'était déjà beaucoup, mais elle a fait davantage : elle a empêché les Italiens qui sont sur certaines parties de son territoire d'en sortir pour regagner leur pays. Vainement le Cabinet de Rome a protesté, puis menacé : rien n'y a fait. Il y avait évidemment un parti pris de la part de la Porte, et il est difficile, il est même impossible de croire qu'elle l'ait pris sans y avoir été encouragée. Quoi qu'il en soit, l'hostilité ottomane s'est manifestée avec une telle évidence de provocation que l'Italie n'a pas pu la supporter plus longtemps; son honneur même y était engagé; elle a donc déclaré la guerre. Nous ne savons rien encore de la manière dont elle la fera, ni des points sur lesquels elle portera son effort, soit sur terre, soit sur mer; ses intentions, qu'elle a eu le temps de mûrir, sont sûrement arrêtées, mais ne sont pas encore connues; elles le seront sans doute bientôt et quand l'exécution commencera, l'ébranlement se fera sentir dans tout l'Orient méditerranéen où l'Italie a aussi des terres à recouvrer. Collaborant avec les Alliés auxquels elle apportera sa force, elle profitera de la leur et donnera par là aux pays balkaniques un exemple de nature à les frapper. Quelques-uns pourront même y prendre un intérêt particulier. Mais n'anticipons pas sur un avenir dont les modalités restent incertaines : pour le moment, c'est sur les Balkans mêmes que nos yeux doivent se tourner.

Nous n'avons pu faire, il y a quelques jours, qu'une allusion rapide à une récente démarche des Alliés auprès de toutes les Puissances balkaniques. C'est le 6 août, si nous ne nous trompons, que des notes ont été remises à Nich, à Sofia, à Athènes et à Bucarest, avec l'intention avouée de reformer l'entente si malencontreusement rompue, en 1913, entre les pays chrétiens de la péninsule. Il est bien inutile aujourd'hui de relever les fautes commises et d'attribuer les torts principaux à ceux-ci ou à ceux-là. L'histoire débrouillera cet écheveau comme elle le pourra : quant à nous, c'est de la politique, et non de l'histoire que nous avons à faire. Qu'ils le veuillent ou non, qu'ils le croient ou non, les pays balkaniques sont solidaires les uns des autres : ils seront forts et respectés quand ils seront unis,

ils seront faibles et traités comme tels quand ils ne le seront pas. Certaines Puissances ont toujours travaillé à les mettre en opposition les uns contre les autres, afin de les dominer tous. Elles y avaient peut-être intérêt; mais ni la France, ni l'Angleterre n'en ont un semblable, et la Russie ne l'a eu que par accident, lorsqu'elle a dû lutter contre les intrigues de l'Autriche, passée maîtresse dans l'art de diviser pour régner. Aujourd'hui, la politique des Alliés n'est et ne peut être qu'une politique d'union dans les Balkans ; mais quelque utile et même nécessaire qu'elle soit pour les Balkaniques eux-mêmes, des souvenirs récens et cuisans en rendent la réalisation difficile et, pour qu'elle aboutisse, il faut beaucoup oublier et beaucoup réparer. Les Alliés n'ont pas été découragés par les difficultés de la tâche : ils l'ont entreprise courageusement, dans l'espoir que la raison finirait par avoir raison.

Que l'intérêt des Balkaniques soit de faire corps avec les Alliés, rien n'est moins douteux et ils le sentent eux-mêmes. Ils ne croient pas, même après avoir lu le discours de M. de Bethmann-Hollweg, que l'Allemagne soit le bouclier qui protège leur liberté ; ils savent à quoi s'en tenir sur la théorie qu'elle professe ou plutôt qu'elle applique en vue du bien des petits pays, et c'est une raison de plus pour qu'ils en forment un grand, grâce à leur union ; mais ils ont besoin qu'on les y aide par des conseils et des exhortations dans lesquels ils reconnaissent de la bienveillance et de l'autorité. Les suggestions des Alliés ont certainement ce caractère : néanmoins, pour qu'elles soient suivies, il reste encore beaucoup à faire. La Roumanie se trouve à cet égard dans la situation la plus facile : on lui a accordé tout ce qu'elle demandait. Puisqu'on devait finir par là, comment ne pas exprimer le regret qu'on ne l'ait pas fait plus tôt ? Si la Roumanie était intervenue lorsque les Russes étaient sur les Carpathes, la situation générale aurait été profondément modifiée et la durée de la guerre sensiblement abrégée. L'occasion a été perdue : nous ne le rappelons pas pour exprimer des récriminations qui seraient bien vaines, mais pour que la leçon profite et que la faute ne se renouvelle pas. Il y a dans toutes les choses humaines un moment précis et fugitif qu'il faut saisir, car c'est celui où l'effort qu'on fait obtient le plus facilement et rapidement la plénitude de ses résultats. Que la Serbie, la Bulgarie et la Grèce profitent de l'expérience d'autrui et qu'elles fassent aujourd'hui ce qu'elles seront amenées à faire demain : tout le monde en profitera, elles en profiteront les premières.

La Serbie semble l'avoir compris, en quoi elle a montré un esprit

politique au moins égal à son héroïsme militaire et peut-être plus méritoire. Cette nation, qui naguère encore ne faisait qu'une modeste figure dans le monde, s'est révélée grande par l'intelligence autant que par le cœur. Ce qu'on lui demande, il lui est infiniment pénible et douloureux de l'accorder, car c'est la plus grande partie de la Macédoine qui lui a été attribuée par le traité de Bucarest et elle y tient comme à un morceau de sa chair. Aucun sacrifice ne peut lui être plus sensible : cependant, elle s'est résignée à le faire à l'intérêt général dont elle n'a pas voulu séparer le sien. Ce sera l'honneur de M. Pachitch d'avoir fait comprendre à la Skoupchtina cette nécessité politique et ce sera celui de la Skoupchtina d'y avoir accédé. L'ordre du jour qu'elle a voté le 24 août, par 103 voix contre 22, est ainsi conçu : « Après les renseignemens que le gouvernement a donnés à huis clos, la Skoupchtina, rendant hommage aux héros tombés, affirmant sa résolution de soutenir, aux côtés des Alliés, la lutte pour la libération et l'unité serbe-croate-slovène au prix des sacrifices indispensables, pour garantir ses intérêts vitaux, approuve la politique du gouvernement et passe à l'ordre du jour. » Avant de consulter l'assemblée, M. Pachitch était allé sur le front causer avec le prince héritier : l'unanimité s'est donc faite dans tous les pouvoirs publics, grâce à une confiance réciproque dont ils sont tous également dignes. Sans doute, la Serbie discutera encore et n'accordera que le moins possible, mais elle accepte de faire les « sacrifices indispensables, » et ce mot dit tout. La partie de l'Europe qui lutte en ce moment pour son indépendance, ou plutôt pour celle de tous, avait déjà une forte dette de reconnaissance envers la Serbie : cette dette est encore accrue.

Qu'adviendra-t-il de la Grèce ? Ses sympathies pour la cause des Alliés ne sont pas douteuses, mais on sait par suite de quelles circonstances elles n'ont pas encore pu s'exprimer complètement. Les nôtres sont restées les mêmes pour la Grèce, et nous ne demandons, quand l'heure en sera venue, qu'à pouvoir les lui témoigner pratiquement. Mais aucun pays ne peut espérer qu'en vertu de principes absolus, qui sembleraient se réclamer d'une sorte de droit divin, les choses tourneront pour lui de la même manière, quoi qu'il fasse ou qu'il ne fasse pas. Cette vérité est trop évidente pour qu'on y insiste. Nous avons salué avec confiance et espérance le retour au pouvoir de M. Venizelos. Il y a été porté par le vote du pays, et le roi Constantin est trop respectueux des règles constitutionnelles pour n'avoir pas donné à ce vote la sanction qu'elle com-

portait. Certes, les circonstances sont difficiles, mais M. Venizelos ne les regarde pas comme au-dessus de son intelligence et de son courage, puisqu'il n'a accepté la charge de constituer le ministère qu'après une enquête de plusieurs jours sur une situation politique et internationale dont il a voulu d'abord connaître tous les secrets. Son enquête terminée, il s'est mis à l'œuvre sans plus tarder avec une autorité qui était déjà grande lorsqu'il était au pouvoir et qui a encore grandi par la manière dont il l'a quitté. Mais que fera-t-il? Quelle décision prendra-t-il au sujet de la démarche que les Alliés ont faite à Athènes comme à Nisch? Quelle solution donnera-t-il au problème délicat qui lui est posé? Si nous nous en tenions aux deux admirables lettres qu'il a adressées au Roi en janvier dernier et qui ont déterminé sa retraite, nous n'aurions aucun doute à ce sujet; mais nous ne pouvons pas oublier qu'en quittant le ministère, M. Venizelos a dit que, même s'il y revenait, il ne pourrait plus réparer le mal qui avait été fait, et on a pu constater depuis qu'au cours de sa campagne électorale, il a exposé aux électeurs une politique assez sensiblement différente de celle d'autrefois. Il y a donc pour nous une part d'inconnu dans ce qu'il fera demain. Et pourtant, si nous regardons seulement la situation générale, elle est peu changée. La démarche que les Alliés viennent de faire à Athènes ressemble presque trait pour trait à celle dont M. Venizelos avait été l'objet lorsqu'il a écrit ses lettres au Roi. Il s'agit toujours de désintéresser la Bulgarie de manière à obtenir son concours et à assurer l'avenir de l'hellénisme en Asie-Mineure, à côté des autres peuples appelés à régénérer ces pays qui ont été autrefois si florissans et où le génie de la Grèce et de Rome s'est manifesté avec tant d'éclat, sans parler de celui des Puissances qui, à des époques plus récentes, y ont laissé une marque non moins profonde de leur action civilisatrice. La lice est déjà ouverte à la concurrence.

Quant à la Bulgarie elle, est en tout cela la partie prenante. On ne lui demande rien en fait de territoires; c'est elle qui demande, et on lui offre beaucoup. Son attitude est toujours la même, attentive, expectante, énigmatique, peut-être simplement indécise. Cependant M. Radoslavof a dit à diverses reprises que la neutralité ne pouvait être le dernier mot de sa politique et qu'elle en sortirait un jour prochain.

Nous ne faisons pas ici une étude militaire sur les opérations qui viennent de se produire et qui continuent en Pologne, en Courlande, en

Lithuanie, en Esthonie : bien qu'elles n'aient pas tourné dans leur ensemble à l'avantage des Russes, elles n'ont diminué en rien l'admiration que mérite leur armée, soldats et officiers. Il est impossible de se battre mieux qu'ils ne l'ont fait avec les moyens dont ils disposent. Rarement l'héroïsme a été poussé aussi loin. Le grand-duc Nicolas, dans la situation difficile où il se trouve, continue de montrer les qualités d'un véritable homme de guerre, et la retraite qu'il dirige avec une remarquable maîtrise sera certainement une belle page dans l'histoire militaire de la Russie. Des villes importantes sont, à la suite de Varsovie, tombées entre les mains de l'ennemi, et ce sont là des sacrifices cruels, bien qu'on les sente provisoires. Les journaux allemands et les journaux autrichiens sont entrés en polémique pour savoir auquel de leurs pays appartiendra la Pologne et auquel on empruntera le Roi qui sera chargé de faire son bonheur? On n'en sait encore rien. Cela rappelle les discussions d'autrefois sur les duchés de l'Elbe, bien que les analogies ne nous cachent pas les différences des situations. En attendant, on est forcé de s'en tenir au discours de M. de Bethmann Hollweg. « Nous avons maintenant, nos alliés et nous, a-t-il dit, la tâche de gouverner la Pologne : nous la gouvernerons, autant que possible, avec le concours du peuple. » On sait déjà par maint exemple ce que l'Allemagne entend par la réserve comprise dans le mot : « autant que possible. » Le peuple polonais doit s'attendre à ce qu'aucun concours ne lui soit demandé : mais il lui reste l'espérance. Déjà un retour de fortune a porté au pavillon allemand l'atteinte qui devait peut-être lui être le plus sensible : la flotte qui opérait dans le golfe de Riga, et qui avait commencé un débarquement sur la côte orientale, a éprouvé un échec sérieux et a dû se retirer. Elle reviendra vraisemblablement à la charge, mais l'échec n'en est pas moins un fait acquis. Sait-on le parti auquel s'est arrêtée à ce sujet la presse allemande, ou qu'on lui a imposé? Elle n'a pas soufflé mot de l'affaire de Riga. Elle énumère les succès en les exagérant, elle dissimule et cache les revers. L'amour-propre germanique s'en trouve mieux, et on n'a pas trouvé à Berlin un autre moyen de maintenir la confiance.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

JEUNE FILLE[1]

PREMIÈRE PARTIE

I

Aujourd'hui, 2 avril, j'ai dix-sept ans... Oui; en farce, en surprise, il y a dix-sept ans, je suis née, pour faire la nique à ma pauvre jolie maman, qui désirait tant un fils! Alors, pour se consoler elle m'appelle souvent « mon cher garçon, » ou me parle au masculin.

Par exemple, elle me dit : « Tu es fou!... » « Tu es charmant ce soir, » et, à la campagne quand j'étais petite, elle m'habillait comme un boy. O ces culottes! que je les aimais! Mais je les ai portées trop jeune; je les regrette encore.

— Dites, maman? je suis née dans un poisson d'avril? — ai-je souvent demandé avec la roublarde naïveté des petites, qui ne savent rien, mais espèrent toujours que, dans la réponse, elles devineront quelque chose. Mais maman, avec son joli sourire à la fois narquois et lassé, me répondait en penchant la tête sur son épaule : « Oui, mon vieux! dans un gros poisson en chocolat. »

Maintenant, je suis grande, hélas! bientôt vieille! et je sais qu'avoir des enfans c'est très ennuyeux, ça fait très mal, ça vous rend laide pendant quelques mois. Toutes choses qu'on aurait bien dû me cacher encore plus longtemps, car j'aimais beaucoup l'idée que j'étais née dans une rose et que ma bonne habitait un chou. Je regrette parfois aussi d'avoir enlaidi à un

(1) *Copyright by* Gérard d'Houville.

moment de sa vie ma maman si jeune et si mince et si belle. Et souvent je lui prends les mains et je les baise, quand elle a l'air souffrant et rêveur et qu'elle est allongée sur son divan, et je lui demande pardon dans mon cœur. Elle m'interroge alors et je réponds en rougissant : « J'ai des remords, figurez-vous, quand je songe à ma préhistoire... j'ai dû vous être si lourde, si lourde... » Alors elle rit, elle rougit un peu, elle me lance un de ses beaux regards si pleins de jeunesse, de grâce, de franchise, et elle dit fièrement :

— Tu étais une enfant magnifique, tu pesais neuf livres! On te disait laide à faire peur, mais quel mensonge! Je t'ai tout de suite pardonné de n'être pas un fils à cause de ta drôle de frimousse; tu possédais des cheveux, des yeux, des ongles... enfin tu me paraissais extraordinaire.

Et elle rit.

Elle est si jeune, maman!

Chose singulière, moi qui me trouve déjà très vieille et qui pense qu'à vingt-cinq ans ma vie sera finie dans la décrépitude, les trente-six ans de maman m'apparaissent charmans et frais. Je n'arrive pas à éclaircir en moi cette contradiction bizarre. Est-ce un effet de mon âge? ou de mon caractère? Il est bien évident que la plus sérieuse de nous deux, c'est moi. Et pourtant, elle est la plus triste. Moi, j'ai beau songer profondément aux choses sombres, à la maladie, à la vieillesse, à la peine, à la mort, malgré tout, je suis gaie. J'ai des amies qui ne pensent à rien de tout cela, et qui ne sont pas gaies. Moi, j'aime à vivre, voyez-vous!

Quelquefois maman fait une moue et murmure : « C'est ennuyeux, la vie! » et puis elle soupire, et ses yeux suivent au delà des jours je ne sais quoi de sombre et d'ailé.

Et je songe : « Chère maman, la connaissez-vous, la vie? Vivait-on autant dans votre jeunesse, qu'à présent où, moi, je vis? Vous avez changé d'âge; mais cela ne veut pas dire que vous ayez vécu.

Moi, j'ai déjà mes idées sur la vie. Si ce n'était pas si long d'écrire, je les écrirais. J'aime écrire, mais pas longtemps. Cela viendra peut-être. Grand'mère, à laquelle, dit-on, je ressemble, fut un écrivain célèbre. Je ne dis pas *femme de lettres*, parce qu'elle avait horreur de ce qualificatif-là. Elle n'était que femme, et délicieusement, dit-on. Notre vieil ami l'abbé Flipon et

maman me parlent toujours d'elle. J'étais bien enfant encore lorsqu'elle mourut, mais son souvenir sourit toujours en moi, vigilant. Donc, elle n'était que femme, et le « de lettres, » elle s'en excusait par sa simplicité, sa bonté, sa modestie.

Ses yeux gardaient la couleur des fleurs bleues séchées dans un livre d'amour. Elle sentait si bon! Et ses mains toutes petites dans de longues dentelles me furent si douces! Elle me disait toujours : « Sois sage, Liette, et fais bien attention à ta maman! Tu as une toute petite maman et tu es une grosse petite fille d'esprit sérieux. Protège ta maman. »

Me voilà loin de mes idées sur la vie. Maman sans doute eut peur de la vie, moi, je n'ai pas peur. Je la veux toute : délicieuse ou terrible; je veux, à l'âge de maman, ne pas avoir cet air à la fois ignorant et découragé, qui pourtant lui va si bien.

Car il n'y a pas sur la terre une plus jolie maman.

A six ans, j'ai soutenu un grand combat contre Ninon, — six ans et demi; — elle ne voulait pas admettre que sans conteste ma mère était plus jolie que la sienne. Je vainquis comme un chevalier pour sa dame. Avec sauvagerie, ayant renversé ma victime, assise sur sa tête et l'étouffant à moitié, je criais dans un paroxysme de colère : « Dis-le encore qu'elle n'est pas plus jolie? Non, mais dis-le! dis-le! dis-le! »

Depuis ce temps lointain, maman me paraît toujours de plus en plus jolie.

Est-ce d'avoir été veuve si jeune qui lui a laissé cet air de grande jeune fille rêveuse? Elle ne se remaria jamais à cause de moi. Elle a bien fait. J'aurais été joliment jalouse de mon beau-père!

Et il me semble que je la rends si heureuse! Je l'admire tellement! Certains jours, elle ne se distingue pas de moi, ni de mes amies; des jours d'été surtout, où vêtue de blanc, grande et simple, elle noue d'un ruban châtain ses beaux cheveux mordorés.

Et moi (c'est stupide de parler de soi, mais quand même il n'y a pas à dire, on « se préoccupe ») et moi, suis-je jolie?

Maman le trouve, mes amies le disent; mes amis me l'affirment. Tout cela, c'est de l'affection, de la tendresse, de l'habitude, mais pas du tout une opinion.

Jolie... Ah! quel mot doux, brillant, pimpant, soyeux! Jolie? j'aimerais tant l'être!

Dans la rue, depuis deux ou trois ans, je sens bien que l'on me regarde, et même l'autre jour, un vieux monsieur m'a suivie, au grand scandale de miss Bonbon qui m'accompagnait.

Il n'était pas idéal, ce vieux monsieur, mais j'avais envie de lui sauter au cou et de lui dire :

« Alors? vrai? vous me trouvez jolie? quelle chance, mon vieux papa! »

Mais il faut toujours réprimer les élans de son naturel expansif et de sa damnable fantaisie.

Cela, personne ne me l'a dit, ni appris. Mais les femmes sont instruites de ces préceptes avant de savoir se regarder au miroir.

Comme dans le Cantique des Cantiques, j'aimerais beaucoup pouvoir dire :

« Je suis noire, mais je suis belle... »

Je dis seulement : « Je suis brune..., avec de très grands yeux, un teint rose et mat. »

Eh bien! oui, je l'ai lu, le Cantique des Cantiques, et dans la Bible de miss Bonbon, encore, miss Bonbon, l'imprudente Anglaise ainsi surnommée, qui contribue, paraît-il, à faire mon éducation.

« Quand tu auras fini ton éducation... »

Vous la connaissez, cette phrase, mesdemoiselles mes amies! vous la connaissez! Quand nous aurons fini notre éducation, nous irons « dans le monde, » comme si tout le « monde » ne vivait pas « dans le monde, » et nous voyagerons, nous sortirons seules, même si nous ne sommes pas mariées. Mais nos familles espèrent avec ferveur qu'elles ne congédieront pas nos institutrices sans les remplacer préalablement par un mari.

Avec tout cela, j'oublie mes dix-sept ans.

C'est un chiffre! Hier, sachant que je l'allais atteindre, j'ai pleuré.

Effet d'anniversaire : d'abord je pleure, je songe à la vieillesse, à la mort, au peu de temps que j'ai à passer sur la terre, à être jeune, à être aimée. Dans quatre-vingts ans, j'espère, habituée à tout cela, ne plus pleurer le 2 avril.

Et puis, quand j'atteins le chiffre fatidique, je suis heureuse, comme aujourd'hui..., et je songe à célébrer dignement ce jour dont l'attente nocturne causa ma peine.

Ah! comme je voudrais vivre! sentir mon cœur battre à grands coups! Vivre!

Bondissement, élan, obstacle vaincu, désir atteint, victoire! Quand je joue au tennis et que je réussis un coup très difficile, quand je déchiffre une partition ardue, quand je cours, quand je lis de beaux vers, j'éprouve une parcelle de cette émotion-là sans doute. Vivre... aimer... être aimée. Ah! c'est cela, nous le sentons bien toutes, la « grande affaire, » comme dit Ninon, la grande réussite ou défaite de nos vies de femmes.

Jamine, ma plus chère amie, qui est un poète délicieux, écrit sur tous ses cahiers, en épigraphe, ces deux vers de Victor Hugo :

> Je veux bien mourir, ô déesse,
> Mais pas avant d'avoir aimé.

Jamine écrit son journal, c'est pourquoi je commence le mien. — Ninette et Ninon en font un à elles deux. Le plus drôle, c'est que l'une y raconte ce que fait l'autre; l'une vit, l'autre écrit.

Donc, mettons de l'ordre dans nos pensées, grâce à cette vieille coutume très « jeune fille » et très roman démodé. J'ai parié avec Jamine que j'inaugurerais ma dix-septième année par un acte d'indépendance. D'abord, j'ai gribouillé une partie de la nuit, ce qui est très romantique, et je vais sortir seule à l'aube pour aller au-devant de ma destinée. Je ne sors jamais seule, c'est-à-dire sans accompagnatrice, sauf en voiture, et la plupart du temps alors, je suis avec une amie. Sortir seule! je veux faire cela et à une heure qui me ressemble. Il fait si beau! Le ciel est pâle et bleu. Je veux aller au Pré-Catelan prendre mon petit déjeuner. Sept heures. Je suis prête. Maman dort...

J'ai bien un peu sommeil après cette nuit studieuse. Mon lit me tente. Mais attendre à demain! Demain, le second jour de mes dix-sept ans, ce sera déjà presque vieux.

Je vais sortir... Mais il faut déjouer la surveillance du valet de chambre et de Victorienne. Je vais me glisser dans le salon comme un rat... Oh! sotte que je suis! on doit être en train de le balayer, ce salon. Je vais sortir par la fenêtre... toujours très romantique!... — seulement, j'habite au rez-de-chaussée... — par la fenêtre et le jardin. Car nous habitons Auteuil, madame, et notre jardin pas bien grand, mais délicieux,

c'est ce que maman je crois, après moi, aime le mieux sur terre. Oh ! le joli parterre en brume bleue de myosotis impalpables s'azurera bientôt sous les marronniers touffus ! En ce moment, ce sont des jacinthes tout en belle cire peinte que le printemps consume et les premières pousses de mon lilas, de mon bien-aimé lilas.

Allons, sautons ! J'écraserai peut-être une ou deux jacinthes... De l'adresse, de la légèreté... Si c'était Nijinsky, ce serait mieux.

En me sauvant, allègre et fanfaronne, j'enverrai un baiser fort galant à vos fenêtres closes, maman jolie qui me gronderez un peu tout à l'heure, mais pas beaucoup ; j'ai dix-sept ans !

II

Toute seule dans la rue matinale, avec ce goût de brume froide, de fumée neuve, d'aigre soleil qui est le goût de Paris à cette heure vraiment indue ! Un temps ni gris ni bleu, ni froid ni chaud et, de petites feuilles d'un vert si pâle qu'une écharpe verte semble déroulée, transparente et flottante aux faîtes des arbres, comme le voile déchiré du printemps. Je me sens fière et un tout petit peu intimidée. En sautant dans le jardin, mes talons ont enfoncé dans la terre et j'ai brisé dans ce saut une belle jacinthe bleue, du bleu des soirs d'à présent ; pour me consoler, je l'ai cueillie et je la tiens à la main, juteuse, froissée, lourde, odorante ; heureusement, elle va très bien avec ma robe. J'ai vu que mon lilas dépliait plus largement ses petites feuilles vertes, pointues comme des langues minuscules ; je lui ai tiré ma langue à moi pour fêter mes dix-sept ans. Cher vieux lilas ! je l'aime depuis que je suis enfant ; j'égrenais dans les plats de ma dînette ses thyrses à peine en boutons, et c'était pour mes poupées du riz teinté de violet. Et cela suffisait tout à fait à mon bonheur et à mon illusion, puisqu'il aurait pu être blanc ; et voilà comment l'imagination des petits, à la fois logique et saugrenue, se contente.

J'ai hélé un taxi-auto et j'ai traversé, dans la voiture chaude et qui me secouait, des avenues encore solitaires.

... Au Lac, je fais arrêter, je paye, et le chauffeur, joli garçon sous sa casquette et familier parce que j'ai l'air gosse me dit, — ce qui me fait rougir : « Vous donnez donc vos rendez-vous dès patron-minette ? »

Je balbutie je ne sais pas quoi, ne trouvant vraiment rien du tout à répondre. Il fallait dire quelque chose de très drôle, ou de très digne, ou de très fâché... Mais voilà! je n'ai pas l'habitude; je suis trop jeune et on se moque de moi parce que tout de suite je me trouble et je rougis. Et quand je me sens rougir, je suis perdue. Je ne pense plus qu'à cela. Je constate que la chaleur brûlante et colorée gagne mes joues. mon front, mes oreilles, mon cou..., j'enrage : je me sens rougir jusqu'au cœur... et je ne trouve plus une seule phrase un peu comique, ou utile, ou sérieuse à répondre. Et j'ai presque envie de pleurer. Voyons, Juliette, à dix-sept ans! Et puis, que lui aurais-tu répondu, à ce joli chauffeur insolent? Aurait-il compris, si tu lui avais dit naïvement, indécemment, la vérité : « Indiscret chauffeur, j'ai rendez-vous avec le printemps; je suis encore assez enfant pour jouer avec lui à cache-cache et pour découvrir son nez rose entre les premiers bourgeons et les premières fleurs; indiscret chauffeur, j'ai rendez-vous avec la jeunesse; je retrouverai l'empreinte de ses pas le long de ma route et mes pieds rempliront exactement cette empreinte; j'ai rendez-vous avec moi-même, avec une gentille Liette toute neuve de dix-sept ans bien sonnés; j'ai rendez-vous avec le matin frissonnant, peureux, ingénu, le charmant matin qui me ressemble... »

Une vapeur d'argent vert flotte sur le lac et sur ses rives... Déjà les canards barbotent et un grand cygne noir suit un grand cygne blanc, comme son ombre, et je voudrais que ce cygne noir disparût de cette heure claire, fraîche et comme trempée de je ne sais quelle fluidité à peine lumineuse. Les troupes de tout petits canards jaunes annoncent l'heure du soleil en s'agitant gaiement. On ne sait pas s'il fera beau, il y a du gris dans l'atmosphère et très haut, là-haut, des promesses bleues; mais un soleil pâle et déjà chaud, un soleil qui ne se montre pas, par malice, traverse le gris et le bleu, et la brume légère, et les arbres ranimés, et le vent froid, et les herbes courtes, et l'eau plate, dont il avive l'étain endormi... Personne..., un bicycliste file à toute allure, deux officiers s'éloignent au trot de leurs chevaux frais..., un vieux sergent de ville me regarde avec défiance... Me prendrait-il pour un voleur déguisé? Cette pensée me fait songer aux apaches, aux crimes et aux exclamations de miss Bonbon lisant les jour-

naux : « Encore oune satyre ! » Je crus longtemps qu'elle parlait des satires de Boileau, qui m'ennuyèrent tellement, ne pouvant m'imaginer des allusions à la mythologie. Et puis, j'ai compris que les satyres en question sont de détestables personnages qu'il ne faut pas rencontrer... Mais moi, je n'ai peur de rien. Daphné échappa bien au jeune Apollon qui devait pourtant savoir courir... à moins que l'habitude de conduire un char brûlant ne lui ait engourdi les jambes. Je vaincrai bien à la course un vieux satyre déjà fourbu. J'ai des jambes et une âme de nymphe comme toutes les jeunes filles de mon âge, et les dryades, mes parentes proches, — j'aime tant les arbres ! — me secourront.

L'allée qui mène au Pré-Catelan est solitaire et charmante, presque champêtre; la croix qui s'élève là m'évoque encore des meurtres, des choses terribles, dont je chasse bien vite les fantômes... et une fois dans le joli jardin dont les jardiniers bêchent et arrangent les parterres, je me sens tout à coup en sûreté. Au fond, c'est très imprudent ce que j'ai fait là! Se promener toute seule ainsi, dans un bois aussi mal fréquenté, en tenant d'une main une jacinthe bleue et en balançant de l'autre un petit sac doré... Ma jolie maman ne sera pas contente. Mais, ma foi, tant pis! c'est fait!

Les jardiniers me regardent avec curiosité et bienveillance; personne encore dans le jardin; et, dédaignant le somptueux restaurant, je me dirige vers la laiterie. J'ai, hélas! car je voudrais être autrement, un genre de beauté très laitière. La crème, les fraises, les décors rustiques, les assiettes à fleurs et les fermes et tout ce qui est sain, frais, robuste, pain noir et fruits ronds, etc., c'est moi, c'est tout à fait moi! Moi qui aurais tant voulu ressembler à une héroïne de Maeterlinck et me réveiller verte ainsi que la princesse Maleine! Je m'installe à une petite table de la laiterie et je demande une tasse de lait frais, de lait « bourru, » de ce bon lait qu'on vient de traire, mousseux et tiède encore de vie animale, et qui est à la fois un peu répugnant et presque sacré; du lait au goût de noisette et d'étable; du lait d'une épaisse blancheur, savoureux au regard, au nez et à la bouche.

Pendant que j'attends mon bol de lait, un grand jeune homme entre à son tour dans la laiterie. Il s'assied presque en face de moi, avec la surprise de voir une femme levée si tôt et

l'ayant précédé dans cette fausse ferme. Il a l'air « flapi » et doit quitter le restaurant voisin peut-être et ses derniers tsiganes, car son manteau entr'ouvert laisse voir son habit de soirée. Il semble las et un peu ennuyé. Accoudé sur la petite table qui branle, il me regarde curieusement pendant que je bois mon lait. Je l'espérais si bon, ce lait : il n'est que buvable. Enfin! J'ai le visage plongé dans le grand bol; mes lèvres trempent dans l'écume bleuâtre et, à petites gorgées je bois lentement, avec une gourmandise avisée et déçue; sagement, longuement, je savoure ma désillusion, les yeux mi-clos, la tête en arrière; et pendant que j'avale ce déjeuner que je m'étais promis si bon, une odeur de pain chaud, de fumier (et de fumier parisien) flotte dans l'air avec celle de la terre humide et remuée des parterres frais, des feuillages neufs à peine éclos, et de l'herbe drue et mouillée.

Je repose sur la table mon bol vide et je cherche dans mon petit sac mon mouchoir dont je m'essuie la bouche. Le jeune homme en face de moi me regarde toujours. A mon tour, avec malice et timidité, je jette un lent coup d'œil sur lui. Joli garçon? oui en somme : grand, bien habillé, un assez beau visage, — mais il paraît qu'à mon âge on n'a pas de goût, — une moustache rousse très étroite et courte; un nez assez droit, des yeux impérieux dont je ne distingue pas la nuance, mais dont le regard me plaît et me poursuit. Pourquoi n'est-ce pas permis de parler aux gens que l'on ne connaît pas? Je le regrette; je soupire en songeant à tout ce qui est « mal élevé » et qui serait pourtant si amusant! Les gens qui savent votre nom, que l'on rencontre, que l'on salue, auxquels on demande de leurs nouvelles, est-ce qu'on les connaît, pourtant? Sait-on leurs pensées, leurs goûts, leurs misères, leurs plaisirs? Leur bêtise, leur nullité ou leur intelligence, peut-on la juger? A part très peu d'amis que l'on croit à bon droit pouvoir connaître (et encore on a des surprises!) on ne sait rien sur les êtres parmi lesquels on vit, on agit, on va, on vient. On ignore tout d'eux et ils ignorent tout de nous. Alors? alors, pourquoi est-il inadmissible qu'une jeune fille, buvant du lait à huit heures du matin à la laiterie du Pré-Catelan, puisse s'approcher d'un grand monsieur qui boit aussi du lait dans le même lieu, à la même heure et lui dire...

Mais après tout, qu'est-ce que je lui dirai? « Bonjour! Com-

ment allez-vous, depuis dix-sept ans que je ne vous connais pas?... » Et puis, je rougirais, je balbutierais, je m'enfuirais honteuse, désolée, et il se dirait très certainement : « Cette jeune personne est tout à fait folle. »

Et, ayant songé à ces choses insensées, je me mis à rire toute seule, sournoisement.

Je faisais tourner entre mes doigts nus la jacinthe bleue penchante et brisée; de sa tige molle, suintait un suc embaumé dont mes doigts se poissaient; et les petites clochettes charnues et pâles diminuaient, se rétrécissaient, se fanaient; de temps en temps je les portais à mon nez, à mes lèvres... L'odeur des jacinthes! ah! c'est si bon! je comprends que Mme de Montbazon (vous savez, les poèmes en prose de Gaspard de la Nuit...) soit morte dans le parfum d'une jacinthe! Je me renversais un peu sur ma chaise inconfortable et je mordillais les clochettes bleues. Le monsieur inconnu me regardait toujours en souriant d'un air indulgent et amusé. Ah! je sais très bien maintenant ce que je lui dirais : « Monsieur, me trouvez-vous jolie? plus jolie et surtout plus fraîche que les belles soupeuses ou que les joueurs vannés que vous venez de quitter à peine?... » On croirait qu'il me comprend et me répond *oui* avec ses yeux. Que dirait maman si elle était là! Elle dirait : « Ma petite fille se tient très mal... » Pourtant non, je ne bouge pas. Seulement, ce n'est pas ma faute si tout m'intéresse, moi : un vieil arbre ou un jeune inconnu.

Allons, je m'en vais tout de même. Adieu, monsieur. Au revoir, peut-être. Je voudrais lui dire aussi : « C'est ma fête, vous savez; venez donc tantôt rue Louise-Labé; j'ai des amies à goûter... charmantes... vous verrez une très jolie maman, de bons gâteaux, et dans le tout petit jardin un énorme lilas... »

A quoi penses-tu, misérable! Est-ce que cela se fait, ces choses-là!

Hélas! non!

Pourtant, lorsque, à Paris, un matin, à la même heure, deux êtres, entre tous, ont eu cette même idée rafraîchissante et saugrenue, de venir ici, pour des motifs différens sans doute, moi pour faire acte d'indépendance, lui pour se reposer probablement de la sienne, ces deux êtres-là, réunis par le hasard, devraient bien avoir le droit d'échanger quelques mots, quelques pensées... Il y a des chances peut-être pour qu'ils puissent s'entendre.

Si la mère de mes amies Ninon et Ninette (Ninon a le diable au corps, c'est vrai) pouvait lire dans ma petite tête, elle ne manquerait pas de s'écrier comme elle en a la mauvaise habitude : « Est-ce assez bête, une jeune fille! » Ce à quoi j'ai trop envie de répondre : « Ah! chère madame! vous avez seize ans! » Mais elle mourrait d'indignation, et je ne veux la mort de personne.

Adieu, monsieur!

Il faut partir; il faut être rentrée pour le réveil de maman, sans quoi elle s'inquiétera trop.

Je paye, je me lève, je pars. Il paye, il se lève, il part aussi, il me suit sans en avoir l'air. Un petit moment, l'un derrière l'autre, nous errons lentement dans les jolies allées de l'enclos, où maintenant s'épanouissent de grosses nounous multicolores et où des enfans jouent...

Et puis, un peu angoissée, je presse le pas; il s'arrête, indécis, et se remet à faire le tour d'une pelouse; j'ose incliner la tête, et le regarder de côté; il ne s'occupe pas plus de moi que si je n'avais jamais existé et s'amuse à faire rouler avec son pied un petit caillou...

Est-ce assez bête, un jeune homme!

III

Pourtant, le soleil était si doux, les fleurs si gaies... je n'ai pu me résoudre à m'en aller encore si tôt, et j'ai fait quelques pas dans les allées...

Je contournais le grand diable de Palace tout démesuré dans ce joli jardin et pensais à toutes sortes de choses; j'étais subitement triste sans savoir pourquoi, mais triste d'une façon que je trouvais agréable et chère et mes pensées me fuyaient comme les petits nuages blancs là-haut, dans l'air bleu. Je ne pouvais penser à rien et je ne voulais pas me dire qu'il fallait rentrer... Je poussais un caillou, moi aussi, du bout du pied, et j'écoutais avec plaisir les cris joyeux d'un petit enfant que sa nourrice amusait en lui chatouillant le nez avec une herbe. Et j'aurais voulu devenir un jeune arbre et prendre racine là, dans ce jardin... Oh! pas pour toujours...

Et tout à coup, des pas derrière moi... puis tout près de moi une voix, une voix que j'ai reconnue tout de suite sans l'avoir

jamais entendue, celle sûrement du buveur de lait... Était-ce cela que j'attendais? O Juliette! Et, tout à coup gaie, mais si confuse, je l'ai regardé par-dessus mon épaule en m'efforçant de prendre un air hautain, un peu offensé. Que c'était drôle!

Il disait, ce buveur de lait :

— J'espère vous revoir, mademoiselle...

Et je ne répondis rien.

Pourtant, je n'avais pas peur du tout, et cela me semblait tout simple ; et puis il paraissait très bien élevé, ce monsieur, et nous n'étions pas seuls dans le jardin. De loin, les garçons du restaurant, inoccupés et curieux, nous surveillaient aux seuils des portes, et des enfans jouaient autour de nous. Et le buveur de lait continua :

— Mademoiselle, votre silence m'intimide... Cependant ce serait bien ingrat de ma part de ne pas vous remercier d'avoir été là, par hasard, en face de moi, dans cette fraîcheur, avec un aussi joli visage matinal ; cela ne se fait pas, mais je le fais tout de même et je m'en excuse en même temps. Mais comment êtes-vous levée si tôt et comment vous promenez-vous toute seule à votre âge et à cette heure-ci ?

Le chauffeur m'avait déjà demandé cela! Je répondis en rougissant, car je ne pouvais pas vraiment ne plus répondre sans impolitesse :

— Mais, monsieur, cela ne vous regarde en aucune façon! Vous êtes bien venu boire du lait, vous aussi, et je ne vous demande pas pourquoi...

— Ah! voilà, — et il semblait amusé, — moi, je suis venu parce que je ne me suis pas couché.

— Monsieur, moi non plus.

Je ne mentais pas ; mais j'ai veillé pour écrire, pour faire en quelque sorte le testament de mon enfance, — cela il ne le saura pas. Et de fait, il fut intrigué.

Nous avions cessé de tourner autour de la pelouse et nous causions, immobiles; et je sentais que j'aurais dû tout de suite m'en aller dignement, sans répondre; que faisais-je là? Ce jeune homme ne courrait sûrement pas derrière moi comme l'Apollon auquel je songeais tout à l'heure, et je ne subirais pas le sort de Daphné. Mais je semblais plutôt, au contraire, l'avoir déjà subi, ce sort, et je sentais mes pieds prendre délicieusement racine dans l'herbe parmi les petites fleurs. Oui, je

ne bougeais pas, à peine si j'ondulais un peu comme un rameau.

En moi des pensées tournoyantes, confuses.

Raconterai-je cette rencontre à maman ? Non, mais peut-être à Jamine. Est-ce plus mal de parler à ce monsieur que de laisser dans un bal un jeune homme, dont on n'entend même pas le nom, vous prendre par la taille et danser avec vous ? Voilà qui est inconvenant !

— Mademoiselle, c'est très imprudent à vous de vous promener seule au Bois de si bonne heure, et de si bonne heure doublement.

Je vis que ses yeux étaient orangés ou bruns selon les instans, et ces yeux me plurent.

— Monsieur, dis-je d'un air triste, il n'est prudent que l'imprudence.

Il rit :

— Dangereuse transformation des proverbes...

— Imprudent, dangereux... tous ces mots ne sont plus pour moi. Je suis revenue de toutes choses, étant veuve depuis plusieurs années et partant fort libre de mes actions.

... Mais qu'est-ce qui me prend de lui faire une farce, à ce passant ! On ne joue des tours qu'aux gens que l'on connaît un peu... Aux autres on n'a pas le droit !

Il a souri, cette fois fort impertinemment.

— Quel dommage que cela ne soit pas tout à fait vrai ! Vous êtes bien jolie, madame, vous êtes ravissante, et ce deuil bleu que vous portez si correctement vous sied à ravir...

Je me sentis devenir toute rouge.

— Je ne veux pas qu'on se moque de moi, même quand on ne sait pas qui je suis... Et puis cet entretien est fort déplacé. Veuillez me laisser tranquille. Adieu, monsieur.

Il me rattrapa, car je le fuyais

— Ne partez pas fâchée, vieille et respectable madame. Vous êtes délicieuse et je ne peux déjà plus supporter l'idée de ne pas vous revoir. C'est drôle, n'est-ce pas ? Vous m'êtes désormais très chère, petite inconnue. Dites-moi votre nom, voulez-vous ?

— Vous plaisantez, monsieur.

— Mais pas du tout ! Vous paraissez une jeune personne fort bien élevée, je le vois bien, et je n'ai aucunement l'idée de vous offenser. Mais, toute bien élevée que vous êtes, vous devez avoir

des idées indépendantes, fantaisistes... Donc, que je vous parle ainsi et fort respectueusement, ne peut vous choquer.

Je fis « non » en secouant mon chapeau.

— Voilà. — Je suis aussi un jeune homme très bien, mais j'ai mes mauvaises heures, je suis loin d'être parfait. J'ai des ennuis; j'ai passé ma nuit au jeu et n'ayant pas réussi à y oublier mes soucis, j'ai songé à les noyer dans un bol de lait. J'étais, il y a une heure, fort morne et découragé. Eh bien! en votre petite personne couleur de la belle saison, la fraîcheur du matin, le plaisir de vivre, la beauté de la jeunesse, tout cela m'est apparu pour me faire honte de ma tristesse injuste...

Je ne disais plus rien ; j'écoutais, j'écoutais. Oh! c'est donc vrai que je suis jolie!

Et il continua :

— Je ne pouvais pas ne pas vous remercier, voyons? Il y a des heures où l'on a besoin d'un petit miracle. Et ce petit miracle, vous l'avez été. Voilà tout. Dites-moi votre nom.

Alors avec soumission, et tout bas, et très timide, ma foi comme si j'avais neuf ans :

— Juliette, monsieur...

— Eh bien! fit-il gaiement, après tout, ça se voit. Je l'aurais parié. Et toute veuve que vous vous prétendiez, vous l'avez, « l'âge de Juliette. »

J'inclinai la tête, très cérémonieuse, très « dame, » et je me remis en route.

Il s'écria :

— Pensez à moi, Juliette! Je ne suis pas Roméo, hélas! Mais je sens que nous nous reverrons...

Une seule fois j'ai détourné la tête; il ne songeait pas à me suivre; immobile, il me regardait; il me salua...

Qu'ai-je fait? Qu'as-tu fait, tête folle? Est-ce qu'on parle avec des inconnus dans des jardins lorsqu'on est une jeune fille bien élevée, du meilleur monde, une jeune fille convenable, une jeune fille, enfin? Bah! existe-t-il, ce monsieur? C'est peut-être une apparence, une ombre, un rêve envoyé au-devant de moi par le printemps, afin de me saluer en son nom et me souhaiter ma fête...

Que c'était charmant, cette matinée! Qu'il est gentil, cet inconnu! Mais j'ai perdu ma jacinthe bleue... Pourvu qu'*Il l'ait ramassée!...*

IV

Ma jolie maman ne m'a pas grondée. Je crois qu'elle dormait encore à moitié à mon retour et qu'elle a confondu le récit de mon escapade avec ses rêves.

C'est Victorienne qui m'a ouvert la porte ; très âgée et ancienne femme de chambre de bonne-maman, elle m'adore, mais est farcie de préjugés et de principes... tout à fait une vieille bonne des temps révolus. C'est encore un de mes désirs inaccomplis, celui d'avoir une femme de chambre à moi, presque de mon âge, une soubrette de comédie, avec un tablier brodé, et qui entre toujours d'un air secret et avisé, en présentant sur un petit plateau une lettre officielle, cependant qu'elle vous indique d'un geste et d'un clignement d'œil que la poche de son tablier de linon contient un billet doux.

C'est comme cela que je me représente la femme de chambre accomplie, et je ne sais pourquoi, parce que je ne reçois pas de billets doux et que, si j'en voulais recevoir, ils pourraient arriver bien paisiblement par la poste ; ce n'est pas maman qui se permettrait de mettre le bout de son joli nez dans la correspondance de sa terrible fille.

Victorienne m'a donc ouvert la porte d'un air plus que désapprobateur ; elle a murmuré d'un ton pincé : « Mademoiselle en a de bonnes ! Quand je suis entrée avec le chocolat... » Mais moi, dans l'entre-bâillement du vantail, la taille cambrée, le nez en l'air, la langue en avant, je l'interrompis par un : « Et puis après, Victorienne ? » si impertinent, qu'elle fut forcée de comprendre que cet « après » devait être silencieux.

Elle se tut, et prestement je gravis le petit étage, et je frappai à une porte : « Entrez, entrez, » dit une voix qui dort, et qui rêve, la voix matinale de maman.

La fenêtre est ouverte... Le déjeuner refroidit ; un peignoir traîne ; les journaux sont tombés sur le tapis, deux petites mules paraissent venir à ma rencontre...

— Maman, maman, dormez-vous ?

— Non... non, soupire une voix de plus en plus découragée. Enfin, du lit où elle pèse à peine, au creux duquel elle disparaît presque, le buste de maman surgit...

Maman! Quelle folie! elle a quatorze ans ce matin!

Sa tresse lourde s'est défaite, et tous ses cheveux couvrent ses épaules et son visage enfantin. Que ses yeux sont tendres! que sa bouche est ronde! Et j'ai peur de la sévérité de ce petit être faible, attendrissant, puéril!

— D'où viens-tu? dit-elle.

— Du Pré-Catelan, maman! Je viens d'y boire un lait mousseux à ma santé, parce que c'est ma fête...

Et j'attends sans crainte l'effet de cet aveu dépourvu d'artifice.

Maman rejette ses cheveux épais en arrière, et ses yeux dorés s'ouvrent tout grands, tout grands, et s'emplissent d'une surprise incrédule.

— Du Pré-Catelan? Toute seule? Dès l'aube? Quel fou tu fais, mon pauvre garçon!

Alors je ne lui laisse plus le temps de débrouiller ses idées aussi emmêlées que ses beaux cheveux épars; je jette mon chapeau, ma veste, mon renard, enfin tout, sur la chaise longue, et je me précipite sur le lit.

— Maman! ma jolie maman! Que d'excuses à vous faire! Je vous demande dix-sept fois pardon, car j'ai eu dix-sept ans ce matin, vous souvenez-vous? C'est impardonnable, maman bien-aimée! Comment pouvez-vous me pardonner d'avoir cet âge-là, alors que vous ressemblez à une petite fille émerveillée qui a vu grandir sa poupée? Maman, jolie maman, ne m'aimez pas moins! Je vous adore; vous êtes la plus belle, la plus jolie, la plus jeune, la plus exquise maman du monde. Ne me grondez pas! Je serai bien sage; je ne le ferai plus! plus jamais je n'aurai dix-sept ans!

. . . . . .

Étourdie par mon bavardage véhément et les baisers dont je couvre son petit visage effaré, que le sommeil baigne encore, étouffée à demi par mes bras qui la pressent et l'entourent, elle rit, elle se secoue, elle se renverse, elle dit : « Juliette, voyons! Voyons, Juliette! »

Enfin elle se dégage; elle s'assied gravement, défripe le tour de gorge de sa chemise plissée à la grecque.

— Donne-moi mon miroir, ordonne-t-elle avec autorité.

Maman n'a vraiment l'air grave, je vous l'avoue, qu'en interrogeant le mystère redoutable, angoissant et sincère du miroir;

le miroir, éternel joujou, si précieux; le miroir, au fond duquel dorment nos péchés et nos châtimens; le miroir, tellement uni à la femme qui le possède, qu'on le retrouve au fond des féminins tombeaux; le miroir, le plus humain, le plus triste symbole de la fragilité, du changement, et des apparences qui passent...

Alors, presque avec dévotion, je le lui tends à deux mains, pour qu'elle s'y mire.

Elle dit :

— Je suis laide, je suis vieille... M'aimes-tu, Liette?

Je réponds :

— Je ne t'aime pas, tu es laide, tu es vieille.

Elle rit; elle arrange ses cheveux; elle caresse son visage; elle mouille son doigt pointu et le passe avec un geste de chatte sur ses sourcils arqués et ses cils longs...

— Chérie...

Elle soupire... Elle retombe sur l'oreiller; elle murmure :

— Tu sais, je n'ai jamais assez dormi.

— Vous dormez, maman, au lieu de vivre.

— Tu crois? Pourtant, je sens très bien que je vis, que je suis une respectable dame et que j'ai une petite fille plus grande que moi...

— Plus vieille que toi...

— Qui a eu dix-sept ans ce matin; je ne l'ai pas oublié, mon petit.

Elle passe sa main sous son oreiller et en retire un étroit écrin qu'elle ouvre. Une grosse turquoise, montée en pendentif, s'arrondit sur le velours pâle, dure, opaque, azurée. Maman saisit la chaînette, presque invisible, l'élève entre ses doigts, et le bijou suspendu oscille devant mes yeux ravis, comme le balancier charmant d'une horloge printanière faite pour marquer des heures de jeunesse et de joie.

— Maman! que je suis contente! Que vous êtes gentille!

Avec maladresse et câlinerie, elle rive à mon cou la petite chaîne... et puis me regarde.

— Que tu es jolie! Cette turquoise te va bien. Mon Dieu, Liette, que tu es fraîche! Que tu es rose! que tu es belle!

Moi, je me suis emparée du miroir et assise sur le lit, pour mon reflet je fais des mines.

— Maman, as-tu commandé le goûter? car enfin toutes mes

amies vont venir et elles ne se contenteront pas de sucer chacune à leur tour ma belle turquoise...

— Oh! avoue-t-elle ingénument, le goûter! j'ai oublié.

— Ne vous désolez pas ; voyez-vous, j'en étais sûre ; c'est pour cela que je vous le demandais. Je vais téléphoner à Rebattet. Que pensez-vous d'un Saint-Germain aux fraises?

— Ce que tu voudras.

— Des sandwiches; des galettes au fromage, des tartes; maman, y a t-il encore de la confiture de framboises pour Jamine qui l'aime tant?

Maman s'effare, se tourmente.

— Mais je ne sais pas! Comment saurais-je? Je n'en sais rien! Il faut demander à Victorienne.

— On goûtera dans mon salon à moi et dans ma chambre; c'est plus « petite jeune fille, » plus anniversaire; vous comprenez? pas un seul garçon n'est invité. On est plus tranquilles quelquefois sans eux, n'est-ce pas, maman?

— Oui... oui... fais tout ce que tu voudras... et maintenant sonne Victorienne qu'on prépare mon bain... laisse-moi m'habiller.

Je m'en vais sans insister davantage. J'ai beau être gâtée et avoir chez maman mes petites et mes grandes entrées, je sais par expérience que lorsque elle a dit : « Laisse-moi m'habiller, » c'est une parole aussi irrévocablement prononcée qu'une phrase historique. Avant de m'en aller, je ramasse les journaux sur le tapis.

— Vous les avez lus?

— Non, chérie, il est trop tard pour que je puisse lire les feuilletons... et le reste!...

Geste éloquent... plein de mépris; d'un mépris enfantin, attendrissant, délicieux.

— Alors, je les prends, maman; je vous les garderai pour vos romans; moi, je veux jeter un coup d'œil sur le compte rendu de la séance de la Chambre et aussi lire celui de la pièce de X..., afin de savoir si c'est convenable et si vous pouvez m'y conduire.

— Oui, dit maman sans m'écouter tout à fait, et avec une naïveté désarmante.

— Ah! ma jolie maman, que vous me plaisez!

V

Elles sont toutes venues, mes amies, mes charmantes amies, mes amies aimées, et nous avons mangé tellement de gâteaux que nous nous sommes quittées avec un léger écœurement dû « peut-être à des excès d'amitié, » a dit cette rosse de Perrette qui n'en pense pas un mot, mais en réalité à des abus de petits fours, d'orangeade, de chocolat et de thé.

Elles sont charmantes, oui, mes amies... Saurai-je faire leur portrait avec clairvoyance sans les enlaidir ou sans trop les « flatter? » J'essaierai. Je veux qu'elles ornent les feuillets de mon Journal si, lorsque je serai vieille, je relis ces pages, comme de délicates fleurs séchées, comme de brillans papillons épinglés et fixés dans une de leurs palpitations printanières. Elles sont cinq, mais ma *seule amie*, c'est Jamine. Les autres sont « mes amies » en bloc, et ce n'est pas du tout la même chose, bien que je les aime et qu'elles me plaisent : Perrette, Angèle, Ninette et Ninon... Mes amies aux doux noms, mes amies aux clairs visages jolis de jeunesse, mes amies chéries, il me semble que, ce soir, je les aime davantage. Dans le crépuscule où j'écris devant la fenêtre ouverte, tout près du cher vieux lilas prêt à fleurir, je sens je ne sais quoi de grave et d'attendri, qui, hier encore, n'était pas en moi, que je n'aurais pas non plus pressenti chez vous. Je souffre un peu de savoir mon cœur incertain comme ce matin d'avril, comme ce matin même où je suis sortie seule, avec un secret désir charmé d'aventure et de nouveauté heureuse. « Il n'y a pas encore d'hirondelles, » a dit Jamine d'un air pensif en levant vers le soir son doigt d'enfant. Et à ces mots si simples, nous nous sommes regardées, anxieusement. Ah! c'est que nous les attendons, les hirondelles! et nous espérons dans leur cri percevoir l'assurance des choses futures; nous croyons qu'elles vont arriver cette année, pareilles à de petits pages noirs et blancs, et que, posées au bord de notre fenêtre, elles piailleront cérémonieusement pour nous annoncer : « L'amour, mesdemoiselles! » Et, toutes alors, nous ferons une belle révérence et nous dirons comme la Belle au bois au prince Charmant, bien que nous ayons dix-sept ans à peine : « Bonjour, prince; soyez le bienvenu... Mais vous vous êtes bien fait attendre... »

Voilà! c'est que nous pensons beaucoup à lui... Oh! nous avons nos petits flirts, nos camarades; mais rien de sérieux, rien du tout; ce sont des gosses! en comparaison des femmes que nous sommes déjà, ce sont des enfans, ces petits jeunes! Gentils pourtant, bien gentils, et quelquefois nous croyons que l'un ou l'autre va devenir tout à coup très important, à nos seuls yeux... Et puis cela ne dure pas; c'était l'illusion d'un joli soir ou d'un matin gai, ou d'un après-midi agréable... Et puis nous les connaissons trop, et l'amour est un étranger... Du moins, c'est mon idée à moi, ma romanesque idée...

Mais, je veux essayer d'écrire vos portraits, mes petites amies, et je commence naturellement par toi, ma Jamine.

PORTRAIT DE JAMINE

Voilà que tout à coup décrire Jamine me paraît aussi difficile que d'emprisonner dans mes mains un de ces jolis rayons de soleil pâle, à la fois si doux, si atténués et cependant si lumineux, que l'on ne sait s'ils sont d'or ou d'argent.

Jamine a seize ans; elle a grandi trop vite, elle est trop grande et mince; elle se penche un peu comme un grand lys à la fois lourd et élancé. Elle a grandi trop vite; elle a trop pensé, trop réfléchi, elle a trop lu, elle a joué passionnément trop de musique, rêvé trop de rêves, et trop intensément goûté à toutes les heures de sa jeune vie. Elle aime si fort la vie; et l'idée de la mort la hante et parfois la rend dolente et triste. Jamine aime trop toutes choses.

Et cependant, Jamine a tout oublié pour être la plus naturelle, la plus délicieuse, la plus spontanée Jamine du monde; elle a trop de parfums, voilà tout; mais avec autant d'ingénuité qu'un brin de jasmin ou qu'une jeune grappe de tubéreuse; ce n'est pas sa faute; elle est adorable. Son teint est frais et lumineux comme un ciel rose. Ses cheveux sont d'un blond d'argent, si doux, si frisés, si mousseux qu'elle paraît coiffée d'une cendre légère, animée d'un dernier reflet; ses yeux sont d'un vert profond; vert sombre et luisant des feuillages du laurier, du magnolia ou du citron; ils paraissent noirs et il faut bien la connaître pour savoir leur nuance réelle; ils semblent plutôt ronds que longs, mais cela tient à ce qu'ils sont naïfs et perpétuellement étonnés, ce qui est si attendrissant; un nez de

gosse à peine modelé, des joues rondes et si douces, une petite bouche entr'ouverte où l'on voit toujours briller les deux dents du haut, courtes et mouillées, le plus joli cou et une grâce indescriptible imprégnant toute sa longue personne encore mal proportionnée, mais qui sera sans doute ravissante; et des impatiences de jeune animal et des lassitudes de femme qui croit connaître tout de la vie, et des innocences et des candeurs de toute petite fille, — Jamine, en réalité Benjamine, est gâtée autant qu'on peut l'être par sa vieille mère qui l'a eue, inespéré petit présent, après avoir déploré successivement la naissance de cinq fils, — lesquels sont dispersés à travers le monde et qu'on aperçoit, les uns mariés, les autres non, de temps en temps au jour de l'an, — l'un seulement, le plus jeune, Yvon, n'a pas fini ses études, est encore là, est mon ami. Jamine habite une grande partie de l'année à la campagne dans une vieille maison où j'ai passé avec elle bien des heures de mon enfance. Jamine, — j'oublie de le dire, mais elle est si modeste que cela lui est bien égal, — annonce le plus grand et le plus original talent de poète; Jamine est une sorte de fée; elle rappelle ces gracieuses figures presque effacées qui flottent dans une atmosphère de songe, sur les fresques de Pompéi.

Parfois, je ne suis pas bien sûre qu'elle ne soit pas une ombre... une ombre déjà prête à me quitter, à s'éloigner, à disparaître. Et puis elle rit... et il y a tant d'enfantillage, de gaieté, de gentillesse dans son joli rire!

Et une teinte pourprée envahit son visage blanc et le colore merveilleusement comme si elle conservait au secret d'elle-même un feu mystérieux, sans doute la lampe de Psyché?...

NINETTE ET NINON

Ninette et Ninon sont jumelles et se nomment Antoinette toutes les deux; d'autres noms différens suivent ce nom pareil. C'était bien long d'appeler ces petites gosses Antoinette-Julie et Marie-Antoinette... et puis leur mère, leur jolie mère romantique (qui maintenant trouve les jeunes filles si bêtes), ayant une admiration passionnée pour Alfred de Musset, les a bien vite appelées Ninette et Ninon, leur donnant pour marraines les deux sœurs de *A quoi rêvent les jeunes filles*. D'ailleurs, Mme de Léris avait arrangé son mariage, en jouant cette comédie,

il y a quelque dix-neuf ans; voilà les origines de Ninon et de Ninette. Dix-sept ans et demi; aussi pareilles physiquement que deux sœurs peuvent être pareilles. Plus jeunes, elles avaient ce jeu un peu déconcertant : elles arrivaient, habillées de même, coiffées de même, et tournaient en se tenant les mains, follement, en riant du même rire, et en criant de la même voix aiguë : « Brouillons-nous, ma sœur! brouillons-nous! » Et, après quelques minutes de tournoiemens confondus, elles s'arrêtaient, roses, essoufflées, ayant encore le cœur battant et leur petite robe soulevée, et, toujours ensemble, demandaient avec une pareille malice : « Laquelle est Ninette? Laquelle est Ninon? » et c'était joliment difficile de leur répondre!

Moi, je sais que Ninon a, presque à la pointe du lobe rose de son oreille gauche, un grain de beauté posé là comme un bijou de jais, et que Ninette ne le possède point. Et puis je les reconnais, — je ne sais pas à quoi ni pourquoi, mais je les reconnais, — et il en est naturellement ainsi pour leurs parens, leurs amis, leurs familiers; mais tous les autres gens se trompent inévitablement, une fois sur deux; et elles ont renoncé à les détromper, c'est trop fastidieux; Ninette répond très bien pour Ninon, et Ninon pour Ninette.

Elles sont de taille moyenne et très potelées avec des fossettes dans les joues et sur le dessus des mains : elles ont des yeux gris, des yeux de velours gris dans de petits visages de soie rose, des visages d'un dessin incertain, mais charmans à regarder, de petits nez insolens et tendres, et des cheveux châtains, abondans et lisses, qu'elles portent séparés en deux tresses roulées en coquillages sur les oreilles. Tout à fait le genre de personnes dites : à croquer.

Au moral, impossible d'avoir deux caractères plus opposés, des goûts plus différens. Ninette est la jeune fille modèle : décidée à obéir en tous points à ses parens, à épouser qui on voudra et quand on voudra; pas de volonté, pas de goûts, pas de dégoûts; elle serait très ennuyeuse, si un certain esprit naturel et l'entrain de sa jeunesse ne venaient corriger cette douceur et cette obéissance trop grandes, dues en réalité à sa paresse de chatte... — à laquelle d'ailleurs elle ressemble.

Ninon, elle, a sans doute dans l'âme ce petit grain noir qui pointe indiscrètement à son oreille. Ninon est d'une indépendance farouche; a des idées bien à elles et qualifiées par sa

famille de saugrenues, ce qui est faux; elle n'a simplement pas les mêmes idées que sa famille; originale. très intelligente, peu communicative, m'honore de sa confiance et de son amitié! adore et bouscule sa sœur dont elle diffère si absolument tout en ayant absolument le même regard et la même expression de visage... ce qui me trouble extrêmement et me paraît inexplicable. Croyez donc au reflet des âmes! Elles ne se quittent jamais; Ninon subit les bals qui l'ennuient et Ninette les conférences qui l'assomment, n'ont jamais songé qu'elles pourraient séparer leurs plaisirs ou leurs ennuis; en réalité, s'aiment-elles tant que ça? Je crois que la plupart du temps elles sont si habituées à être ensemble depuis avant leur naissance, que l'une ne s'aperçoit pas de la présence de l'autre, pas plus que l'on ne songe à vérifier si l'on a bien son bras gauche ou son pied droit.

ANGÈLE

Louise-Angèle de Limeuil... et souvent Angelise. Ce serait ridicule pour tout le monde de s'appeler Angèle... eh bien! elle, cela lui va, en ne lui allant pas du tout; oui, par contraste; on ne lui en voudrait pas un autre et pourtant ce nom doux, sucré, séraphique, ne convient aucunement au caractère cavalier de cette jeune fille qui n'a jamais porté d'ailes ailleurs que sur son chapeau... Et d'ailleurs, elle aime mieux les plumes.

Il y a des gens qui la trouvent laide. Ils ont bien tort. Elle affectionne les grands feutres empanachés relevés sur son profil fier, coiffé garçonnièrement de boucles brunes. Car Angèle, dix-huit ans, a été fort malade l'an dernier et on a dû couper sa belle chevelure dont elle s'enorgueillissait à bon droit. Elle la regrette moins, maintenant que ses boucles abondantes et drues repoussent en désordre, épaisses et lustrées et font d'elle le plus ravissant des travestis. Elle fait songer à ces héroïnes de Shakspeare qui portent des habits d'homme avec grâce et sont à la fois faibles, tendres et hardies. Angèle a des airs de Rosalinde et je ne sais quoi de romanesque répandu sur toute sa personne. Elle est grande et dégagée; elle porte des vestes ouvertes, des jabots, des manchettes jusqu'au bout des doigts; sa main adroite semble devoir manier habilement l'épée autant qu'une ombrelle et mieux qu'une aiguille, ses mains sont grandes

pour une jeune fille, mais belles; ses pieds sont assurés. Elle me paraît avoir aussi quelques rapports avec cette Mademoiselle de Maupin dont on me défend de lire l'histoire (mais oui! on nous défend encore des choses) et dont une délicieuse gravure de Beardsley, ornant un des coins de la chambre de maman, précise la silhouette d'Artagnesque et pourtant féminine, le déguisement fantaisiste. Angèle met beaucoup ses gants comme cette Maupin-là : elle a ce regard de côté sous le feutre à plumes, et ce je ne sais quoi de nocturne baignant son visage avec l'ombre de ses boucles noires. Angèle a une voix admirable et est fort bonne musicienne : — *Schola Cantorum* et leçons de chant, — voilà le plus clair de ses journées. — Quand elle a un instant de liberté, elle vient me voir et c'est encore pour chanter. Elle chante admirablement le *Jet d'eau* de Debussy; son visage impérieux n'est expressif que lorsqu'elle chante; il s'adoucit, s'attendrit, s'imprègne de passion ou de lassitude, et une autre Angèle naît de la sorcellerie de la musique et de l'enchantement de sa propre voix.

Oh! ce *Jet d'eau!* Moi, je ne trouve pas cela très convenable... Mais du moment que c'est en musique, les mères s'inclinent. Si *Mademoiselle de Maupin* était un opéra, on nous permettrait de l'entendre. On nous mène à *Faust*, *Roméo et Juliette*, à *Carmen*, à *Pelléas et Mélisande*. Pourtant, toutes les choses que l'on ne comprend pas bien peuvent échapper à une lecture parce que, au fond, ce que nous ne savons pas nettement ne nous intéresse pas tant que ça; mais la musique les commente, en suggère une explication obscure et délicieuse, qu'on ressent au plus ténébreux de soi, alors même qu'on ne comprend pas très bien encore; et on finit, grâce à la magie des sons, par deviner et par souhaiter ce que l'on ignore. Cependant la musique, qui agit tant sur nos nerfs, sur l'imagination de nos corps et de nos cœurs, la musique est un art « jeune fille » par excellence. J'ai souvent dit cela à maman, qui rit et qui ajoute nonchalamment : « Tu sais bien, chérie, que moi, au fond, je trouve tout convenable... Je te donnerai *Mademoiselle de Maupin* l'année prochaine... Si tu comprends, cela n'aura pas d'importance, puisque tu n'y auras rien appris; si tu ne comprends pas, cela n'aura pas d'importance non plus. » Elle dit cela, mais n'en fera rien; au fond, elle a un tas de petits préjugés, ma jolie maman, sans s'en rendre compte... Que voulez-vous, on

n'y échappe pas complètement à ces « idées de parens. » D'ailleurs, elle adore aussi le *Jet d'eau*, ma jolie maman, et il semble que ce soit pour elle que Baudelaire en ait écrit le premier vers :

Tes beaux yeux sont las.

. . . . . .

Angèle chante aussi fort bien la musique sacrée; elle ne devient pas ange à ces momens-là, mais archange, jeune archange sans ailes dont on cherche l'armure et le nimbe et le glaive flamboyant. Elle laisse quelquefois éclater sa voix puissante dans un « Inflammato » tellement éblouissant, que la sonorité en devient brûlante, prodigieuse, irrésistible et que l'on recule comme devant un incendie. A ces momens-là, elle n'est plus l'indifférente et hautaine Angèle qui parle peu, ne se confie jamais, rit rarement, et passe à travers la vie, silencieuse et ennuyée; à ces momens-là, elle devient un être énigmatique et véhément, dont la voix module les violences secrètes, trahit l'émotion réservée de ses silences; à ces momens-là, audacieuse et transfigurée, pathétique, tendre, ardente, elle me fait presque un peu peur, en même temps qu'elle m'enthousiasme. Puis le chant finit; la voix s'éteint et la belle folie, et toute Angèle paraît rentrer dans une nuit calme, dans une paix jamais troublée, et d'un air distrait, presque un peu bête, elle demande : « Vous aimez ça? » Et ses grands yeux noirs sont pleins d'ombre...

Que deviendrez-vous, Angelise!

PERRETTE

Perrette a dix-sept ans comme moi, et depuis peu de jours. Perrette n'a rien du pot au lait, ni même du pot-au-feu; Perrette est une diabolique petite personne en laquelle flambe sans répit un perpétuel feu de joie. Perrette a été élevée la bride sur le cou; sa mère Américaine était l'amie d'une sœur très aînée de maman, mariée là-bas en Amérique. Cette mère est morte et Perrette vit depuis longtemps à Paris avec son père qui lui laisse faire tout ce qu'elle veut et son frère aîné, mon camarade Jimmy. Tout en elle est rétif, impatient, fringant; elle porte la tête de côté ainsi qu'une ombrageuse pouliche; elle est petite,

tassée, nerveuse, musclée, solide, et cependant assez « racée; » elle est alezane de cheveux, d'yeux, de peau, car elle est dorée à la sauvageonne; elle a un bel œil chevalin qu'emplit un grand rêve de liberté, de course et d'espace, et un nez légèrement busqué aux narines largement découpées et toujours palpitantes. Ellle est toujours prête à bondir, à s'élancer; elle a des détentes inattendues et en visite ronge vraiment son frein, assise sur un fauteuil. Plus que sport : tennis, golf, patinage, etc., gagne les matches, remporte les prix; le dernier obtenu au tennis, contre je ne sais quel champion à la mode, l'a couverte d'une gloire incontestée. Cet hiver elle patinait éblouissamment. Monte à cheval, tous les matins au Bois et entre deux et trois heures patine toujours un peu à roulettes. Enfin, Perrette est le mouvement personnifié; le soir, elle danse et tourbillonne dans les bals blancs depuis quelques semaines, depuis qu'elle a dix-sept ans. Mais elle préfère les sorties matinales, l'odeur de l'herbe fraîche, les déjeuners à La Boulie et les bons coups de raquette ou de maillet. Elle n'épousera qu'un aviateur. Elle trouve déjà un peu bourgeois de se promener en automobile et de ne pas fendre les airs comme une des balles qu'elle lance si bien. Très riche, généreuse, gentille, amusante, sans une idée dans la tête, mais drôlement imprévue. Viderait sa bourse dans la main d'un vieux pauvre et lui demanderait très bien en même temps :

« Pourquoi donc ne jouez-vous pas au golf? »

VI

Mes amies sont venues... et mon petit goûter, d'abord très gai, a fini un peu mélancoliquement, je ne sais pourquoi, et ce soir je me sens triste. J'ai tellement vieilli depuis ce matin! Impression étrange... il me semble que de longs mois me séparent d'hier; c'est éprouvant d'avoir dix-sept ans! Décidément, c'est un grand âge!

Mes petites amies étaient gaies pourtant. La chère Jamine vint de bonne heure; elle me porta de grands lys et un livre dont elle me savait très grande envie. Nous avons bavardé toutes les deux, ou plutôt j'ai bavardé. Je lui ai raconté mon équipée matinale : elle a bien ri et me demandait pour la septième fois de lui décrire « mon » inconnu, lorsque Ninon et Ninette sont

arrivées; elles me firent présent de dentelles et de muguets, « les premiers, ceux qui doivent porter bonheur, » mais cueillis dans des serres et non dans les « bois jolis, » et de grosses violettes noires que Ninette jetait à mon nez en répétant sur tous les tons : « Bonne fête, Juliette, Liette! Bonne fête! Bonne fête! Bonne fête!... » heureuse de parler, contente de trouver quelque chose à dire sans fatiguer son imagination. Perrette, ensuite, m'a violemment pressée dans ses bras et offert une touffe ronde de roses très serrées, arrangées comme pour orner l'oreille d'un grand cheval et dont un ravissant bracelet retenait les tiges. Puis, Angèle m'apporta une bourse de soie « pour la poudre » et de grands lilas aux thyrses mauves. Et elles m'ont souhaité, toutes à la fois, l'amour, la richesse, la joie, le plaisir, le bonheur, la vie... Quel dommage qu'elles ne soient pas fées!

Et puis Ninon soupira d'un air grave : « Mon vieux Jules! va! dix-sept ans! c'en est fait de notre jeunesse! »

Elle m'embrassa, émue vraiment, et il y eut un tout petit silence pendant lequel le tic tac de la pendule parut menaçant et redoutable. Et durant quelques secondes, je crois que toutes, en silence, nous avons prié le temps rapide de nous être indulgent.

Mais le thé, les petites tables couvertes de tasses et d'objets d'argent, les assiettes pleines de sandwiches et de gâteaux, nous rendirent vite le sens agréable de la vie. Dans une grande jatte de Chine où fondaient des morceaux de glace, les premières cerises, rares primeurs, rougissaient de froid; dans une corbeille tressée, une grosse grappe de raisins noirs ressemblait aux lourdes boucles d'Angèle. Nous avions très faim et toutes à la fois nous nous sommes goulûment servies. Jamine avait détaché quelques grains du raisin sombre et les tenait suspendus, en transparence, devant la première lampe allumée. Ninette s'était jetée sur les cerises et s'amusait à faire danser les noyaux dans sa petite soucoupe fragile. Ninon buvait d'un air réfléchi son thé fumant, cependant qu'Angèle savourait amoureusement un gâteau plein d'une crème de fraises et que Perrette broyait les sandwiches et sablait le porto. Puis, notre gloutonnerie une fois apaisée, nous avons parlé de mille choses : de modes, de nos nouveaux chapeaux, d'un point de filet, des conférences de la semaine, des dernières pièces et, en particulier,

de celles « pas pour jeunes filles » dont nous connaissions à fond les sujets et que nous discutions fort; du dernier match de tennis, de la dame inconnue qui était si indécemment tombée l'autre jour au skating, de la prochaine saison russe, des expositions de tableaux, de notre premier, vrai et grand bal qui est proche, de nos amis, de l'aviation qui nous passionne. Perrette ne veut épouser qu'un aviateur.

Ninon pérore debout auprès du piano. Jamine est assise par terre sur un coussin. Angèle fume une cigarette. Perrette et moi goûtons le confort du grand divan et, devant la glace, Ninette, attentive et rassasiée, essaie à son oreille une cerise double, qui danse sur sa joue et y laisse des gouttes glacées.

C'est alors que nous en sommes venues à parler du bonheur. Perrette s'enthousiasme déjà pour son aviateur futur; pour un peu, elle demanderait à son père à devenir le prix, le joli prix vivant d'une nouvelle « coupe. » Ce qu'elle juge le plus beau destin, c'est l'amour dans l'angoisse, l'admiration, c'est le courage de toujours trembler pour l'homme qu'on aime; ces transes perpétuelles augmentent la valeur de la joie, le goût d'exister; tandis que se contenter d'un très plat bonheur, d'une vie quiète et médiocre!... Et alors Ninon nous a demandé ce qu'était, après tout, le bonheur. Et nous sommes d'abord restées muettes... et cependant, toutes nous nous croyons, et nous nous sentons heureuses. C'est singulier; mais nous nous comprenions... Nous savions bien que nous parlions d'un bonheur secret, sans lequel la vie d'une femme est manquée, et que ce bonheur-là doit ressembler très probablement à l'amour... Cependant, Ninon osa parler la première : pour elle, le bonheur, c'est la liberté, et le travail qui met l'âme en paix et la défend des rêves; Ninette soupira : « Je n'ai jamais assez de mots... » ce qui nous fit bien rire. Perrette a redit en s'élançant du divan comme une balle : « Arriver au but le cœur battant, c'est cela le bonheur. » Ninette, trouvant enfin en elle-même de quoi s'exprimer, avoue que le bonheur pour elle, ce sont de belles robes et un mari très riche. — Fi! l'impudique! s'écrie Angèle, n'avez-vous pas honte? le bonheur, c'est l'exaltation, la passion... N'est-ce pas, Jamine?

Mais Jamine dit, si bas, que seule je l'ai, je crois, entendue :

— Vivre assez et l'attendre...

— Voyons, Liette, et Perrette me secouait d'une main rude.

— Mais je ne sais pas, moi... je ne sais pas. Le bonheur, c'est être heureux...

— Grande bête! a crié Ninette joyeuse; j'en aurais bien trouvé autant. Mais le bonheur vient en dormant, m'a-t-on dit, et, comme je suis paresseuse, c'est chez moi qu'il viendra...

— Vraiment, mesdemoiselles, s'exclama Ninon scandalisée, vous me décevez toutes! Comment! voilà tout ce que vous trouvez à dire? N'oseriez-vous donc révéler votre pensée secrète? Avouez-la! Allons, avouez-la! Sottes que vous êtes! Pour vous toutes, l'idée du bonheur se confond avec celle de l'amour! Et moi qui croyais que nous n'étions plus romanesques, moi qui jugeais notre génération sensée, saine et forte, enfin débarrassée des sentimentalités inutiles, des rêvasseries néfastes, de tout ce qui alanguissait les femmes d'autrefois et empêchait les révélations de leur intelligence et de leur énergie, moi qui...

Mais de tous les coins nous poussions des cris perçans, pour couvrir sa voix et l'étouffer sous nos huées.

— Veux-tu de l'eau sucrée? — Un sermon? Une conférence? — Monseigneur... cher Maître... Parle pour toi... Tu es bien démodée, Ninon... La passion est de nouveau très à la mode... Zut! pour les vierges fortes... Assez, assez! — Et tant d'autres interruptions qu'elle dut se taire; elle haussait les épaules et riait, désapprobatrice et charmante.

— Ninon, lui dis-je, vois-tu, les jeunes filles rêvent toujours à la même chose.

— Et elles ont bien tort, dit-elle; il y a tant d'autres choses intéressantes, belles, utiles. Tenez, vous avez blâmé Ninette... et cependant elle, elle comprend qu'il n'y a pas que l'amour dans la vie, elle est moins chimérique que vous. Vous ne vous apprêtez que des chagrins; vos sentimentalités vous détournent de l'action et de l'étude... Mesdemoiselles, vous m'attristez...

Et c'était presque sérieux, son petit discours; mais nous voulions rire et ne pas l'entendre.

— Et tout cela, dit Angèle, ne nous apprend pas ce qu'est le bonheur...

— Mais nous l'avons, le bonheur! Nous l'avons, voyons! Ou alors quand l'aurons-nous? N'oubliez pas que, d'après nos parens, nous vivons le plus beau temps de notre vie. Nous sommes très heureuses toutes; avouons-le; ce n'est pas mal.

Et Perrette piaffait parmi les tables.

— Oui, reprit alors Angèle mystérieusement, nous sommes heureuses, mais pas du plus profond bonheur, pas de celui qui rend triste.

Et Ninette, qui boudait, car tout cela l'ennuyait beaucoup, a murmuré :

— Je ne comprends plus; être triste pour être heureuse! Voyez-vous! j'aime mieux autre chose...

— Tu l'auras... — Et je lui ai lancé une petite meringue à l'ananas qu'elle attrapa prestement ainsi qu'une gentille chatte. A ce moment, la porte s'ouvrit et maman entra; maman jolie, délicieuse, dans une robe d'intérieur orange et citron, une maman sorbet, vraiment comestible.

— Entrez, Germaine, entrez, Louise, a-t-elle dit à mesdames de Léris et de Gimeuil; vos filles sont là; admirez cette petite chambre pleine de bouquets et de jeunesse... elle contient vraiment le printemps.

— Qu'est-ce que le bonheur, mesdames? Et Ninon hardie et curieuse dévisage les trois femmes encore si gracieuses et si jolies, mais qui connaissent la vie mieux que nous, qui savent peut-être ce que nous n'avons même pas pressenti.

— Oh! vous parliez de cela? Déjà? et Mme de Gimeuil soupire; Mme de Léris détourne la tête avec une expression moitié triste, moitié passionnée; elle se tait. Sans doute ne veut-elle pas nous dire : Vous saurez cela plus tard, petites filles... quand vous ne l'aurez plus, le bonheur... et puis il y a des questions que les enfans bien élevées ne posent pas à leurs parens.

— Le bonheur? ma jolie maman...

Maman nous regarde avec tendresse, avec lassitude, avec douceur, avec regret et, involontairement, elle répond :

— Le bonheur? Mais je ne sais pas, moi... Et tout de suite elle s'interrompt et je sens qu'elle voudrait n'avoir pas parlé.

— Vrai, dit Perrette avec son drôle de petit accent; vous n'êtes pas avancée pour votre âge.

On rit gentiment; et je prends maman par la main, je la leur présente.

— Son âge! mais regardez-la! Elle ne sait rien! Elle est bien plus jeune que nous toutes... vous voyez bien.

Mais maman, déjà tout agitée de remords, m'embrasse.

— Mais si, mais si, je sais, je sais, chérie; je plaisantais, je sais très bien. Le bonheur, c'est toi.

Mais moi, je sais aussi maintenant que la maternité ne peut pas contenir tout le bonheur d'une femme; je sais que ma jolie maman ne fut pas vraiment heureuse. Elle n'a pas eu ce que, presque toutes, nous souhaitions tout à l'heure. Et pourtant on a dû l'aimer... mais elle n'a pas dû aimer... qui sait? Elle ne connaît pas la vie.

Je comprends brusquement mille choses et en particulier que ce doit être très compliqué, l'amour. Aimer, être aimée... Réunir cela! Voilà, sans doute, pourquoi le bonheur est si difficile à conquérir et à garder.

Mais Ninon a ouvert le piano et, debout dans un coin plein d'ombre, Angèle chante un lied de Schumann.

VII

Le même soir, maman dîne en ville; elle s'habille. Je suis seule. Une torpeur charmante descend sur mes yeux en même temps que sur le jardin. Oh! que j'ai sommeil! Je m'aperçois que je n'ai pas dormi, ou presque pas. Je m'aperçois que, sortie dès l'aube, ma journée fut longue et ponctuée par beaucoup de gâteaux. Alors, puisque je dois dîner seule, je songe au délice de me coucher dans un lit à couverture rose et de me faire apporter bien paresseusement un petit repas ultra-léger, sur un plateau.

Mais il est écrit qu'aujourd'hui je ne serai pas tranquille.

Dans un grand bâillement, je m'étire devant la fenêtre ouverte, et j'aspire jusqu'au fond de moi la bonne odeur froide et déjà verte de la nuit de printemps.

Un courant d'air. La porte bat. Un rire familier et fort me fait tressaillir et je me retourne.

— Jimmy!

C'est le frère de Perrette, notre ami.

— C'est bien fait! — et il me serre la main gaiement. — Je vous y prends! Voilà comme finissent vos goûters de petites filles : par des bâillemens! Savez-vous que nous sommes tous furieux de ne pas avoir été conviés à ces agapes?

— Non? Vrai! Quel succès alors pour nos goûters de petites filles!

— Sans blague, bonne fête, Juliette. Voici des « boules à la

cerise » que vous aimez, et ce soir on vous apportera les roses les plus noires que j'ai pu trouver dans tout Paris.

— Quel cher garçon vous êtes! Je suis si contente! Vous voyez que j'ai bien fait de ne pas vous inviter; vous n'auriez pu être plus gentil. Songer à mes roses de prédilection!...

— Vous savez que Maurice vous brodait un coussin? — Nous rions, car ce camarade de Jimmy, philosophe et déjà enlaidi de lunettes, brode à ravir. — Mais, furieux de ne pas venir, il a déclaré qu'il donnerait ce merveilleux travail...

— A M. Boutroux?

— Non. A Ninon.

— Nous verrons cela. Mais il n'avait qu'à vous imiter et à venir quand même...

— Heureusement, il ne l'a pas fait! Je suis si content de pouvoir causer un peu tranquillement avec vous.

— C'est vrai que d'habitude on n'est jamais tranquille. Prenez un bonbon... Ah! décidément, c'est exquis, ces boules à la cerise... Toute ma vie je serai fidèle aux boules à la cerise de chez Boissier!

— Heureuses boules à la cerise! Elles en ont une chance... Savez-vous que je voudrais toujours pouvoir vous donner tout ce que vous aimez le plus, et aussi tout ce que vous ne savez pas encore vous-même que vous préférerez un jour...

— Obscur, Jimmy! Obscur!

— Vrai? Je trouve cela si clair!

Et il rit, tout à coup timide.

— Voyons, Juliette, vous devenez une grande fille, et j'ai fort souvent remarqué que vous possédiez une raison, un discernement au-dessus de votre âge. Très intelligente, en somme, malgré vos petits airs naïfs...

— Merci du bon point.

— Insupportable! Ne m'interrompez plus. J'ai déjà assez de mal à trouver mes phrases.

— Je ne m'en aperçois guère...

— Je veux vous épouser, Juliette; de cela non plus vous ne vous apercevez pas?

— Mais non! Je n'ai pas l'habitude... Alors, c'est cela que vous disiez « si clair? »

— Mais oui... Seulement, en vous je ne vois pas si clair qu'en moi-même... et j'ai peur.

Nous sommes assis tous les deux sur le divan, où les coussins sont en désordre. Sur l'un d'entre eux, tombé à mes pieds, Jimmy se glisse et s'assied et pose tendrement la main sur mon petit soulier.

Une seule lampe, dans l'auréole orangée de son abat-jour, baigne de clarté le clavier blanc du piano resté ouvert, les grands bouquets, les cahiers de musique, les livres épars; nous, nous sommes dans une demi-ombre. Il fait doux; il fait tiède, incertain; il fait bon.

Il fait si bon dans les pièces redevenues solitaires, après qu'elles ont enfermé du bruit, des paroles, de la joie, de l'élégance, des fleurs, des pâtisseries et des parfums. L'atmosphère en est toute particulière et délectable. J'allais toujours furtivement humer l'arome du salon, le soir des jours où maman avait reçu, avant que l'on n'ait « rangé, » ouvert les fenêtres, dispersé les secrets restés là.

Pourquoi est-ce que je songe à cela tout d'un coup, au lieu d'écouter sérieusement Jimmy? Je ne me sens pas sérieuse. Je goûte une douceur et non un attendrissement. Le feu, le feu printanier que j'adore, peu à peu s'éteint ; une dernière étincelle rayonne dans la boucle de strass de mon soulier, auprès de la main de Jimmy.

— Vous ne répondez pas, méchante?

Un peu d'angoisse dans sa voix.

— Voyons, Jimmy, — et, pour lui faire moins de peine, je tâche de rendre ma voix aussi douce, aussi caressante que possible; — voyons, vous devez partir pour l'Amérique. Pensez-vous donc que je puisse laisser ainsi toute seule ma pauvre maman?

— Ce n'est pas cela que je vous demande, Juliette. Dites-moi *oui*, et je saurai vous attendre. J'irai là-bas accomplir ce voyage d'affaires que je dois mener à bien, et à mon retour, nous nous marierons. Je serai déjà tellement heureux de partir avec une promesse.

— Comme vous êtes sage, Jimmy!

Il se leva avec un peu de dépit et marcha, les mains dans ses poches, de la fenêtre au divan, du divan à la fenêtre.

— Sage? Mais que voulez-vous que je fasse? Dois-je vous enlever sans me préoccuper de ce que vous pensez? Dois-je suspendre une échelle de corde à cette fenêtre que l'on peut fran-

chir d'un bond? Ne déraisonnez pas, petite Juliette. Réfléchissez. Vous ne vous sentez pas encore d'amour pour moi. Mais qui sait? Il viendrait, peut-être! Je vous gâterais tant! Et... admettons le pire : vous ne m'aimerez pas à la folie. Soit. Je m'y résigne. Vous n'avez tout de même pas de répulsion pour moi? Eh bien! la camaraderie, l'amitié, la bonne entente, tout cela, n'est-ce rien? Je me contenterai de vous inspirer tout cela. Je serai quand même heureux. J'aurai et je gagnerai pour vous beaucoup d'argent, pour que vous vous amusiez comme une reine! Et cela me suffira pour être heureux, chérie. J'aurai tant d'amour, moi, pour vous!...

D'un bond, levée du divan, avec une colère subite, je l'ai bourré de coups de poing.

— Égoïste! sale égoïste!

Les grands yeux honnêtes, à la fois étonnés et amusés, me regardaient fixement.

— Oui, oui! égoïste! Vous, vous ressentirez le plus beau, le plus splendide sentiment du monde, vous serez habité par l'amour, et moi... moi! je devrai me contenter d'amitié, de camaraderie, de bonne entente... Et l'amour, la seule chose qui vaille la peine d'exister, vous admettez parfaitement que je ne le ressente pas pour vous, donc que je ne le connaisse jamais! Car enfin, vous ne souhaiterez pas, dites? que je l'éprouve pour un autre que vous?

Jimmy se laissa tomber sur le divan, à la fois comique et accablé.

— Je ne pensais pas à cela, Juliette, je vous le jure. Je vous fais mes plus humbles excuses. Pardonnez-moi. Eh bien! oui, je suis un égoïste. C'est un côté de la question que je n'avais jamais envisagé. Les hommes pensent tellement aux femmes quand ils les aiment, qu'en se croyant dévoués, ils n'ont au fond songé qu'à eux et à leur propre cœur. J'admets tout cela. Oui, j'admets tout ce que vous voudrez. Mais... essayez de m'aimer; voilà qui simplifierait cette situation! Essayez... Vous sera-ce donc impossible?

J'étais debout, et mon regard abaissé sur lui détaillait cette figure honnête et rasée; la lumière jouait dans ses cheveux aplatis par le cosmétique à la mode qui, je ne sais pourquoi, laque la coiffure sur les têtes masculines et ne permet plus de discerner la couleur naturelle de la chevelure. La peau mate et

pâle, les yeux gris me plaisaient; et l'éblouissant et jeune sourire et même l'énergie du menton carré, des épaules carrées, des mains puissantes et carrées. Oui; elle me plaisait, sa stature forte, et non sans élégance, son air sain et vraiment viril! Pourquoi, alors, lui en vouloir au fond de moi? Oui, lui en vouloir subitement de m'aimer, d'éprouver pour moi ce que, moi, je n'éprouve pas pour lui. Au lieu de ce plaisir de tendre vanité que ressentent, paraît-il, les femmes à constater qu'elles sont aimées, je me sens lésée je ne sais pourquoi; je juge injuste, inconvenant, que l'on puisse m'aimer sans ma permission, penser à moi sans que j'en accorde l'autorisation. Car c'est un peu fort, n'est-ce pas ? On peut empêcher que l'on ne visite votre jardin? Mais vous, vous-même, un homme a le droit de vous voir en son cœur, de vous évoquer, d'imaginer avec vous des choses, une vie future... C'est insupportable! C'est affreux! Oui, affreux!

— Impossible, alors? dit sèchement Jimmy, très vexé de cet examen et de ce silence.

Je ris et me rassieds près de lui.

— En vérité, je n'en sais rien, mon ami; rien du tout. Je n'ai pas encore pensé à aimer qui que ce soit. Vous me bousculez avec vos questions, vos précisions. Et puis, je suis fatiguée.

— Donc, je dois vous quitter, soupire Jimmy. C'est bien, je m'en vais; je retiens néanmoins de cette conversation que, si vous ne m'aimez pas, vous n'aimez personne non plus, pour le moment; c'est toujours ça.

— Personne, Jimmy, vous pourrez « repasser. »

Il prit avec autorité mes deux mains dans les siennes et me regarda si honnêtement que je rougis.

Je rougis; je songeai : Pourquoi, cher petit Jimmy, ne buviez-vous pas ce matin du lait au Pré-Catelan? C'était l'heure... Ce matin, j'avais en moi de l'amour, j'avais dans le cœur un oiseau qui battait des ailes, un oiseau prêt à s'envoler et qui déjà cherchait en pépiant et voletant l'arbre où il suspendrait son nid. Moi, je crois que c'est cela, l'amour chez les jeunes filles. Elles ne sont pas responsables de leur choix, et c'est pourquoi elles commettent tant d'erreurs avec une si candide bêtise... C'est que l'heure venue, l'oiseau, las d'avoir palpité tout un jour, s'est posé sur le rameau qui s'offrait et qui l'a tenté parce que c'était l'heure. Oh! Jimmy, vous n'étiez pas là! Et je vous en

veux de ne pas avoir le regard, le sourire, la voix, les cheveux blonds de l'étranger de ce matin. Jimmy, j'ai tant d'affection pour vous! Quel dommage!

Mais je ne lui dis rien de tout cela! Allez donc expliquer ces choses à un homme, et même à un jeune homme! Il n'y comprendrait rien et serait furieux de ne pas comprendre, par-dessus le marché.

— Alors, Juliette? ce n'est pas oui. Mais ce n'est pas non tout à fait?

— Jimmy, c'est beaucoup de tendre amitié et pour l'avenir une douce incertitude.

— Je ne suis pas mécontent, mauvaise petite fille. Et je vais vous débarrasser de mon encombrante personne. Une seule chose encore : si vous vous mettiez à m'aimer, vous me préviendriez, au moins?

— Oui, mon vieux, par télégramme. Un mot convenu voulez-vous? Si vous êtes au fond des Amériques... Papillon... par exemple.

— Et elle choisit pour annoncer cette nouvelle l'emblème de l'infidélité... Mais encore : si vous aimez quelqu'un... vous me le direz aussi? J'aimerais mieux savoir tout de suite...

— Soit; alors je câble : « Éléphant... »

— Elle plaisante toujours! Et je suis si sérieux, moi, pauvre que je suis, c'est toute ma vie...

Et je vais m'émouvoir de ces derniers mots, de leur accent fervent et triste; mais la porte s'ouvre, et voici maman.

Un long manteau sombre jeté sur la robe nacrée, les épaules nacrées, un coin de gorge nacrée, un bouquet velouté de pensées violettes; la petite tête étroitement et simplement coiffée s'épanouit au-dessus de la fourrure entr'ouverte, un mince cercle de brillans presse les bandeaux et le front étroit pour se perdre dans l'épaisseur tordue du chignon abondant et sombre où luisent des reflets dorés. Quelle apparition charmante, à la fois obscure et claire, énigmatique, mystérieuse...

— Marianne, vous êtes ravissante! Et Jimmy baise les doigts qu'elle lui tend.

Oui; que voulez-vous, tout le monde l'appelle Marianne. Elle est trop simple et trop gentille. On l'adore et l'on ne songe pas auprès d'elle à ce que l'on nomme « les marques extérieures du respect. »

— Dînez-vous avec Juliette?

— Non, oh! non, hélas; elle est fatiguée; et d'ailleurs je ne suis pas libre. Je pars.

Il nous dit adieu... et très vite, il s'en va.

— Gentil ce Jimmy... dit maman distraite. Je suis en retard, Juliette.

— Mais non. Pas plus que d'habitude. La voiture est là?

— Oui. Écoute, ma chérie ; ce matin j'aurais dû te donner... une lettre; je n'y ai pas pensé... et ensuite, tout le jour tu fus occupée.

— Une lettre, maman?

— Oui. Une lettre. A la mort de ta grand'mère je l'ai trouvée dans ses papiers. Je te la remets ce soir comme je le dois. Elle porte encore son cachet. Ta chère grand'mère, qui t'aimait tant, voulut sans doute que, le jour où tu serais une femme, sa pensée fût auprès de toi, malgré la mort.

Sa douce voix tremble. Elle pose un pli carré sur le piano ouvert.

— Voilà. C'est pour toi toute seule. J'ai peur de t'avoir attristée peut-être ; embrasse-moi... Je ne rentrerai pas tard. Repose-toi. Dors bien.

— Mais vous entrerez m'embrasser?

Elle sourit; elle me quitte, et son parfum m'entoure encore. Une fois seule, je prends en tremblant un peu la lettre de bonne-maman...

Son écriture, son papier, sa cire... tout cela intact, presque frais.

Tout cela, un instant de sa vie, aussi fugitif que les autres, mais que pour moi elle a fixé... Et sa vie, la pensée qui anima la main, dicta la lettre, a disparu dans le temps...

Oh! les doux yeux bleus, les mains pâles dans les longues dentelles...

Je la revois.

Ma gorge est serrée. Je lis à travers des larmes.

Pour Juliette le jour de ses dix-sept ans.

Ma petite-fille chérie,

Je ne sais pas pourquoi, ce soir, je songe à celui où tu auras dix-sept ans et où tu songeras toi-même avec émotion, joie,

mélancolie, que tu commences ta vie de femme. J'y pense de tout mon cœur; c'est que, ma chérie, j'imagine que ce soir-là je ne serai pas auprès de toi; on a comme cela ses idées et même ses petits pressentimens. Tu es si bébé encore, ma chérie! neuf ans! tu as neuf ans!... et moi, dans huit années, je sens que je dormirai d'un doux et profond sommeil et que si mon âme rayonne encore autour de toi et de ta maman, tu ne sauras peut-être pas l'interroger dans la lumière. Il y a tant de choses qu'on ne sait pas!

Ma Juliette, si je suis là, si j'ai cette grande joie, si je me trompe en croyant que je n'ai plus à vivre beaucoup de mois, eh bien! cette lettre, je te la lirai moi-même et de toute façon elle te prouvera toute la douceur avec laquelle déjà je te croyais grande et toute prête à vraiment vivre.

Tant de choses en toi ressemblent à ce que je fus jeune, que je te parle avec plus d'abandon et plus de confiance encore qu'à ma fille pourtant si aimée. Que tu me ressembles, petite Juliette, que tu me ressembleras! Mes yeux sont bleus et les tiens sont sombres, mais ils contiennent la même clarté; avec ta naïveté spontanée d'enfant tu dis les paroles que j'ai pensées, je reconnais mes gestes dans tes gestes, mes emportemens dans tes emportemens, toute ma tendresse dans ta tendresse. Oh! chère petite-fille, j'éprouve à vous voir grandir près de moi un étonnement dont la sensation double celle de ma propre vie; je revois par toi toute mon enfance en la jugeant, l'appréciant, la connaissant enfin. En vérité, Juliette, je devais être une délicieuse petite fille, car tu es toute pareille à ce que je fus, et malgré cela, je te trouve admirable. Oh! viens m'embrasser, mon amour! Viens; mets ta petite joue sur la mienne. Sais-tu que tu es là? Sais-tu que tu poses ta petite patte sur ces pages, qui sont pour toi, et que tu me dis : « A qui écris-tu, grand'mère? est-ce un chapitre de ton nouveau roman? » Je baise tes beaux yeux et je te renvoie... Dans huit années, chérie, retrouve à cette page toute la douceur attendrie avec laquelle ta chère vieille bonne-maman te serra contre son cœur.

Quelle petite fille avertie et avancée vous êtes, mademoiselle! Très vite et très tôt, je vous ai fait lire, écrire, et vous vous exprimiez déjà comme un académicien (qui aurait du talent). Pas de parler bébé et bébête, des phrases nettes, justes, des mots parfois difficiles, bien prononcés et bien à leur place;

mais cette correction de langage n'empêchait pas la plus folle fantaisie... et cette fantaisie, tu l'as toujours, petite misérable! Don dangereux, rare et charmant! Peu d'êtres la comprennent et elle fait parfois juger bien mal et bien injustement ceux et celles-là auxquels elle est liée. Enfin... tant pis. Avec cela, indépendante, autant que peut le montrer une personne de neuf ans. Mais comment nous en étonner encore! Tu nous as « filé entre les doigts » dès l'âge où tu commençais à marcher, pour aller goûter dans une maison voisine à la campagne. Et nous t'avons cherchée!!! Et nous étions pourtant là, toutes les deux, ta mère et moi, qui te surveillions, malicieux lutin, gamine bien gardée! Et nous t'avons retrouvée riant et mangeant dans une famille aimable, réunie en extase devant ta frimousse rose et tes boucles noires. Je te rappelle cette anecdote pour te donner une idée de ton caractère. « Mais je le connais, mon caractère, » diras-tu? Bah! on se connaît parfois si mal! Donc indépendante et fantaisiste, originale et passionnée, généreuse à l'excès... tu seras encore la même dans huit années, n'est-ce pas, mon Lietto?

L'an dernier, tu voulus faire des présens à de petits bohémiens bien pauvres. Ils vinrent chez nous; tu les fis goûter et tu leur donnas tous tes sous, tous tes jouets, tes tabliers, tes souliers, tes bas, tes robes... Tu te dépouillais non seulement de tout ce que ta mère t'avait permis de donner, mais de bien davantage encore... Et puis, voilà que, lorsque tu n'avais plus rien, il arrive un mendiant supplémentaire, un garçon de dix ans qui vient chercher toute la marmaille, frère aîné grave et pieds nus... Et tu n'avais plus rien à lui donner, sinon quelques restes de sucreries; dame, plus de joujoux! et pas de vêtemens d'hommes dans ta petite armoire. Alors, prompte et décidée, tu prends mes ciseaux, tu tranches une de tes plus belles boucles, — celle qui est toute courte encore à présent sur ton oreille, — et tu la lui tends : « Je te donne cela, mon ami... » J'entends encore ta voix si timide et si tendre. Comme il a rougi, le garçon! Mais pourtant, il a su glisser ce premier souvenir de femme entre sa blouse et son cœur. Et moi, Lietto, très attendrie par ton geste, j'en étais néanmoins un peu épouvantée tout au fond de moi.

Maintenant, tu as neuf ans. A ce propos, quand tu en eus sept, tu soupiras : « Il paraît que j'ai l'âge de raison. Heureu-

sement que, l'année prochaine, ce sera fini! » Donc, tu as neuf ans et tu n'as plus l'âge de raison, mais déjà tant de réflexion et de si étonnantes pensées pour une petite fille : des idées à toi sur la vie, les êtres, les choses, et même sur la mort; des tristesses, des angoisses, des terreurs, des mysticismes et, avec cela, des joies robustes, des gaietés saines, et de bons gros éclats de rire interrompant des questions subtiles.

Enfin, tu es déjà un petit personnage; tu as une personnalité.

On ne peut te voir sans t'aimer; tu attires, tu charmes, tu amuses; tu es tellement vivante! Don précieux, et que tous ceux qui vivent n'ont pas! Beaucoup d'êtres seront attirés par cette lumière qui déjà t'habite, dont tes yeux rayonnent, dont tes mouvemens sont nimbés. Tu seras très convoitée et sans doute, Juliette, très aimée. Mais ce n'est pas là ce qui décide de notre bonheur...

J'ai l'air d'une fée grognon qui déprécie ses propres dons magiques. C'est que les plus beaux dons apportent autour d'eux-mêmes je ne sais quels rayonnans dangers.

Mais pour l'instant, il me faut bien ajouter que tu es aussi une petite fille très sage et très avisée. Tu sais une quantité de choses que personne ne t'a jamais dites. Déjà ménagère, je t'ai confié un jour les clefs des armoires à linge. Tout fut très bien rangé, mais, en récompense, tu voulus t'endormir, pompeusement coiffée d'un de mes plus élégans bonnets de nuit... te souviens-tu, Chaperon rouge? Et comme tu alignes bien les pots de confiture, avec ceux que tu préfères toujours en avant; et comme tu combines savamment les menus, gourmande! La vieille cuisinière qui t'a vue naître t'a dit un soir : « Oui, il y aura encore demain de la crème au chocolat, mais seulement si vous êtes sage... » Toute rebiffée et majestueuse, tu répondis : « Vous n'êtes pas ici pour vous occuper de ma conscience... »

Indépendante, va!

Et ta première coquetterie! la sais-tu, ta première coquetterie? Un soir où l'abbé Flipon venait dîner, tu as pris du rouge dans ma toilette et tu t'en es mis sur les lèvres, « pour lui faire honneur... » Oui, Juliette, ta première coquetterie, elle fut pour un vieux curé!

L'abbé Flipon t'apprend ton catéchisme et te rend la religion aimable. Mais que d'affaires pour ta première confession!

« Bonne-maman, je me confesserai demain; je n'ai rien à dire... Quel péché me conseillez-vous de commettre? » Comme tu vois, mon chéri, les enfans vous font bien souvent des questions plutôt embarrassantes!

Avec cela, pieuse, mais à ta manière, toute ta tendresse réservée pour la Sainte-Vierge, à laquelle tu offres bouquet sur bouquet. Mais un soir où tu ne te sens pas envie de faire ta prière, tu murmures avec décision : « Le bon Dieu a très sommeil ce soir; ne l'ennuyons pas... »

Seras-tu pieuse, Juliette? Plutôt un peu mystique... Plus tard, la religion de l'Évangile t'attirera plus que la règle de l'Église, — comme moi, — et c'est, vois-tu, peut-être dommage pour des natures comme les nôtres; car l'Église ordonne et conduit, dirige, mène, dit-on, par une voie plus droite et plus prompte, à la même clarté...

Mais qu'importe, pourvu qu'on puisse l'atteindre, cette clarté!

Si tu aimes tant la Sainte-Vierge, c'est qu'elle est une maman; et ta passion, ta joie, n'est-ce pas ta chère, ta jeune, ta jolie maman?

Tu l'aimes avec véhémence et aussi tu la protèges. Oh! tes petits souliers rouges glissant sans bruit dans les couloirs. « Elle dort! Ne l'éveillons pas... » Oh! ta chère petite voix, à la fois respectueuse et sévère : « Maman, prenez garde aux voitures... donnez-moi la main, mettez votre manteau... ne reprenez pas de glace... maman! N'allez pas au soleil. » Ta maman! Marianne... ma fille chérie!... Vois-tu, toi, mon amour, je te reconnais, tu es moi-même. Mais ma fille, ma fille que j'admire pour sa beauté, sa douceur, sa grâce, je ne la comprends qu'un peu, c'est un être délicieux et mystérieux qui n'a pas eu de grandes joies, — sinon toi, petit soleil, — un doux cœur, résigné, secret et ne montrant point ses battemens, un doux cœur qui n'a pas été heureux. Ma Juliette chérie, toi qui es et qui seras ce que je fus, vivante avec ardeur, sachant prendre et goûter toutes choses, et qui, dans la force de tes élans ou la passion de tes préférences, n'oublieras pas cependant, tout au fond de toi, de consulter cette raison qui, malgré nos apparentes hardiesses, équilibre heureusement nos trop véhémentes natures, Juliette, à toi qui es forte et vaillante et joyeuse, je confie ta mère qui est faible, douce et déçue.

Elle fut veuve si tôt! Et du brusque accident qui causa la

mort de ton père, elle garda de la crainte devant l'hostilité des choses. Et pourtant ton père, si séduisant, et très jeune, elle crut l'aimer plus encore qu'elle ne l'aima; elle se laissa choisir, emporter; il lui imposait l'amour, peut-être ne le ressentait-elle pas.

Elle n'a pas été vraiment jeune, heureuse, aimée... Elle est dolente et blessée. Elle n'a eu, elle n'a que toi; tu es sa joie et sa vie. Protège-la bien, elle est si douce! Ne lui fais pas de peine, elle ne dirait pas qu'elle a mal.

Tu me jures, ma Juliette chérie? Prends bien soin d'elle! Si longtemps elle fut malade, délicate, souffrante! Soigne-la bien. Fais-lui du bonheur. Je n'étais plus jeune quand elle est née. Je l'ai gâtée tellement! Mais toujours elle fut étonnée, naïve et mélancolique, à la fois frivole et détachée des plaisirs, coquette et indifférente aux hommages, semblant heureuse, et pourtant triste, et refusant l'amour. Son seul amour, ce fut toi.

Elle vit vraiment pour ta vie. Sa jeunesse te fut, t'est toute consacrée. N'oublie pas cela, ma petite enfant. Sa beauté ne fut qu'à toi; sa tendresse ne fut que tienne, ses bras si beaux ne se sont refermés que sur toi.

Aime-la bien... pour toi et aussi pour moi, puisque je m'en vais.

Maintenant je voudrais t'expliquer, ma chérie, ce que je t'ai dit plus haut, tu sais : les dons dangereux...

Et puis voilà que je ne sais plus, que je n'ose plus.

Je voulais te confier des choses de ma vie passée, et cela tout d'un coup me paraît absurde, impossible. C'est dans les livres, — je le vois bien, — que les grand'mères font des confessions à leurs petites-filles et leur racontent leurs expériences et leur expérience au singulier.

C'est dans les livres...

Et cette lettre où je voulais glisser des conseils, — des conseils inspirés par mes souvenirs pour ta vie de jeune fille et de jeune femme, — cette lettre n'est qu'un rabâchage de vieille grand'-mère qui prend tant de plaisir à parler des grâces de sa petite-fille et à écrire quelques-uns de ses « mots d'enfant, » qu'elle s'y délecte, s'y attarde, s'y attendrit, et n'a plus le courage d'ajouter à ces quelques pages ce que tu appelles irrespectueusement un « prêchi-prêcha. »

Chère petite fantaisiste, je voudrais tellement que tu puisses avoir un jour la sage fantaisie d'être heureuse!

Ta nature est si tendre mais si ardente, qu'elle m'effraie un peu, — et pour cause ; — hier encore, tu m'as dit, à propos de je ne sais plus quel petit méfait : « Qu'est-ce que tu veux, ma grand'mère, ce n'est pas ma faute ! Je ne sais pas me résister... » Tu ne sais pas te résister... mais heureusement, que tu es aussi profondément sincère, sincère jusqu'à la hardiesse et loyale comme un garçon.

Juliette au doux nom, quand tu liras ces lignes, tu seras déjà peut-être entrée dans le cercle de l'enchantement, dans la magie des premiers espoirs et des premières incertitudes. Plaire... trop plaire, se plaire à plaire, aimer à aimer et à être aimée, ne pas bien savoir si l'on aime, et qui l'on aime, et dans cette valse douce, entraînante, enivrante, vas-tu laisser tournoyer ta jeunesse jusqu'au moment où, t'arrêtant tout essoufflée, tu mettras la main sur ton cœur, ton cœur battant trop fort, trop vite, et tu te sentiras souffrir ?

L'an dernier, l'été dernier, ma Juliette, dans le grand salon, sur la console, il y avait un grand bouquet, un immense bouquet de roses rouges, incarnates et très épineuses ; leur arome est délicieux. Ce bouquet t'inspirait une admiration violente, et pendant les deux jours qu'il vécut, tu ne cessais de grimper sur une petite chaise pour fourrer ton nez dans les roses. Et puis, le soir du deuxième jour, j'entre dans ce salon, tout alangui de pénombre, et qu'y vois-je ? Une petite Juliette qui avait renversé le grand vase et qui, près de ses débris et de l'eau répandue, serrait passionnément dans ses bras le trop grand bouquet de roses ; les épines dures et drues blessaient tes bras nus, la chair de ta poitrine ; mais tu serrais les tiges d'autant plus fort, et tu respirais les roses avec une petite figure avide et torturée :

— Qu'as-tu fait, Juliette ?

— Elles étaient trop belles ! J'ai voulu les tenir contre moi, les sentir toutes, avant qu'elles ne s'effeuillent...

Ce fut ta réponse.

Et si c'était le symbole de la jeunesse, ce grand bouquet enivrant, meurtrissant ?

Mais pourquoi vouloir, en vieille peureuse que je suis pour toi, t'épargner les épines ?

Il y a des douleurs plus belles et plus fécondes que des joies.

Ma chérie, c'est vrai.

Et, de ces douleurs, il faut, on doit, s'élancer plus forte et

plus belle: le grand mot de la vie, vois-tu, c'est cela : savoir renaître.

Si jamais tu as un grand, un gros chagrin, puisque je ne serai pas là pour que tu me le confies, vois-tu, ne reste pas à pleurer dans le petit coin sombre d'une chambre.

Ouvre ta fenêtre toute grande, regarde le ciel libre, les beaux nuages qui passent, se transforment et se renouvellent; le ciel, si vaste, que les ailes de l'espoir finissent toujours par y palpiter.

Chérie! chérie! chérie! relis cette lettre, si jamais tu as de la peine; qu'elle soit comme un grand baiser, une caresse confiante, apaisante; relis-la; dis-toi : « Ma bonne grand'mère m'a bien aimée; elle m'aurait comprise, elle aurait su me conseiller, me consoler. » Et pense à moi.

Pense à moi, chérie, à moi qui, après ma longue vie, tout imprégnée de ces bonheurs et de ces larmes dont la vie des femmes se compose; à moi qui, malgré l'âge, la maladie, les tristesses passées, les joies perdues, peux prendre encore pour devise : « N'écoute que ton cœur. »

Qu'elle soit la tienne aussi, Juliette. N'écoute que ton cœur... Mais écoute-le bien et sache comprendre ce qu'il te dira; quand on est très jeune et un peu inattentive, on ne sait pas toujours comprendre.

Et maintenant, mon enfant, la plus aimée parmi tous les enfans que j'aimais, il faut bien terminer cette lettre, sans quoi tu ne la lirais pas jusqu'au bout. Je ne veux pas m'assombrir à l'idée que je ne verrai pas toujours ton doux, ton lumineux, ton espiègle visage. Je veux croire, au contraire, que, malgré la mort et ses apparentes ténèbres, je ne cesserai pas de te contempler et d'être avec Marianne et avec toi. Souviens-toi de moi, et de même que, d'avance, mon amour imagine ta vie future, fais-moi vivre dans ta pensée et mêle le souvenir de ce que je fus à ton existence présente. Les premiers vers que je t'appris furent ceux d'André Chénier, *Mnaïs*, tu te rappelles? Ton enfantine voix hésitante m'enivrait jusqu'aux larmes lorsqu'elle achevait les mots du divin poème :

> Morts et vivans, il est encor pour nous unir
> Un commerce d'amour et de doux souvenir...

Que ce commerce ne cesse point entre ton âme et mon âme.

Dans la mienne, il y eut beaucoup d'amour. Et, je le crois, rien de ce qui fut amour, ici-bas, ne se perd.

Je te souhaite, ma Juliette aimée, d'heureux dix-sept ans.

Et je t'embrasse, ma bien-aimée, de tout ce vieux cœur plein de toi.

. . . . . .

***

Pendant que je lisais cette lettre, Victorienne est entrée avec un léger dîner sur un plateau; mais je n'ai pas encore touché à ce repas. Les feuillets réunis dans ma main, je songe... Ah! que c'est étrange la vie, la familière vie!

Je ne savais pas que bonne-maman, si bonne et si gaie, et qui me gâtait tant, pensait tellement à moi...

Et tout d'un coup, ce soir, j'ai compris vraiment son amour, je me suis sentie vraiment dans ses bras, mieux que lorsqu'elle était vivante.

Je relirai souvent cette lettre.

. . . . . .

Vers minuit, maman a entr'ouvert ma porte. Je lui ai dit à moitié endormie :

— Viens m'embrasser.

Elle s'est penchée sur mon lit, odorante et fantomatique dans l'ombre.

— Dis, Liette, cette lettre de bonne-maman? Elle ne t'a pas attristée?

— Non, chérie. Elle me dit de veiller sur vous, toujours, toujours. Vous entendez, madame? Il vous faut m'obéir en toute chose.

Je la tiens par le cou; malgré l'ombre, je vois l'émotion des larmes proches briller dans ses yeux si doux.

Elle se dégage de mes bras; elle sourit et soupire et, pendant que je me rendors, elle disparaît dans la nuit avec les premiers de mes rêves.

GÉRARD D'HOUVILLE

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LA BATAILLE DE L'YSER[1]

I

Les journées qui suivirent le 7 octobre 1914 compteront parmi les plus tragiques de l'histoire de Belgique. L'évacuation d'Anvers avait commencé dans la nuit. Silencieusement et en bon ordre, l'armée avait franchi l'Escaut sur le pont de bateaux de Sainte-Anne, et cheminait, par le Nord de la Flandre, vers la côte. Le Gouvernement était parti pour Ostende. Le Roi marchait avec ses troupes, cantonnant dans les villages au milieu d'elles. A l'arrière grondait, en un fracas ininterrompu, le bombardement de la forteresse. Au Sud, les canons allemands forçaient le passage de l'Escaut, et d'épais régimens montaient déjà vers Lokeren. Il fallait les contenir énergiquement pour ne pas être coupés ou rejetés en Hollande. On allait, entre leurs masses grandissantes et la frontière, hommes, chevaux, canons, matériel, équipages, serrés comme en un couloir, sans cesse menacés sur la gauche, ne disposant que d'une ligne de chemin de fer à voie unique. Le 9, à midi, le bombardement cessa. On sut qu'Anvers allait tomber. La 2e division d'armée restée dans la ville et les marins anglais arrivés le 5 pour renforcer la garnison avaient pris, à leur tour, à travers les périls croissans, le chemin de la retraite. Heureusement, la 7e division britannique et la brigade française des fusiliers marins inquiétaient-elles devant Gand le

(1) J'ai utilisé pour écrire ces pages, outre des documens officiels inédits, le Rapport du commandement de l'armée belge publié récemment, des souvenirs personnels, des lettres d'officiers et de soldats, des récits qui m'ont été faits dans les tranchées. J'ai recouru souvent à la documentation sûre et substantielle de l'auteur anonyme d'éloquentes *Pages de Gloire* parues naguère dans le *Courrier de l'armée belge* et réunies ces jours-ci en brochures par l'éditeur Berger-Levrault.

flanc de la 4e division d'Ersatz et de la 37e brigade de landwehr qui, continuant à s'avancer vers la frontière hollandaise, risquaient de barrer la route à nos dernières unités. Celles-ci passèrent sans grandes pertes. Le 9, au soir, le gros de l'armée se trouvait derrière le canal de Terneuzen, le 10 à l'Ouest du canal de Schipdonck. Nous aurions pu nous y retrancher, mais l'aile gauche française, poursuivant son mouvement vers le Nord, n'avait pas encore dépassé Arras : il y aurait eu entre elle et nous un espace vide par lequel auraient pu faire irruption vers Calais l'armée de siège d'Anvers et quatre corps allemands de nouvelle formation, — les XXIIe, XXIIIe, XXVIe et XXVIIe, — qui venaient d'arriver en Belgique.

Aussi bien, allions-nous encore lutter? Le repos ne nous était-il pas nécessaire? Depuis le début d'août notre armée se battait sans répit. Certains régimens n'avaient plus eu, depuis cinq semaines, un jour ou une nuit de repos. La défense héroïque de Liége, sitôt suivie d'une longue retraite sur Anvers, de glorieuses et utiles sorties, toutes terminées par un dur mouvement de recul vers la protection des forts, l'énervement d'un long siège, ce départ dramatique par le dernier chemin qui fût libre, la fatigue, la faim, le déchirement d'abandonner à chacun de ses pas un peu du sol natal, tout cela avait fait, semblait-il, des fantômes de nos soldats. Le mot de repos que l'on prononçait désolait ces intrépides, mais consolait ces épuisés. Encore deux jours de marche, puis le repos! Déjà, à Anvers et à Melle, l'Angleterre et la France nous avaient ôté, par d'héroïques combats à nos côtés, la sensation désespérante d'être seuls. Elles allaient maintenant nous remplacer quelques semaines sur les derniers carrés de notre terre, — si on ne portait pas plus au Sud la ligne de la résistance.

Routes de Flandre dans l'automne rouge. Anvers tombée, c'est une digue qui se rompt : une marée d'hommes déferle de l'Est et du Nord. Déjà, l'une de nos deux provinces restées libres est submergée. Devant la houle qui descend, refluent vers Ostende, Dunkerque et Ypres les derniers défenseurs de l'Escaut. D'un pas élastique et alerte, les fusiliers marins gagnent le pays maritime. Leur bonne humeur enchante, comme un espoir nouveau, les placides bourgs qu'ils traversent. Longues colonnes couleur de terre, les régimens anglais, qui semblent avoir peu souffert, scandent de leur marche régulière le silence des soirs

mouillés. Et d'Eecloo à Ostende, et d'Ostende à Nieuport, se poursuit, monotone et poignante, la procession des fantômes.

J'ai vu. J'ai vu le défilé qui recommençait toujours. J'ai vu les fantassins, raidis au passage des chefs et à la traversée des villages, tomber au bord des routes, aux courts instans d'arrêt, comme des masses sans pensée. « Nous sommes des morts vivans, » disaient-ils volontiers. J'ai vu les cyclistes têtus, vêtus de tuniques disparates et rapiécées, les joues noircies par la poussière, continuer de pédaler sur les gros pavés inégaux, comme jadis dans les patrouilles et les surprises. Et les canons déjà usés, patinés par la poudre et la gloire, et les caissons rebondissans, — et souvent vides, — et les cavaliers, galvanisés dans leur lassitude par les alertes d'arrière-garde. J'ai vu Ostende contractée se vider peu à peu, les foules encombrer les quais, les bateaux partir au milieu des pleurs et des cris. J'ai vu désarmer nos soldats territoriaux, les gardes civiques, qu'on licenciait brusquement, ne pouvant les employer hors frontières, et qui pleuraient en rendant leurs fusils. J'ai vu le Roi quitter la ville au petit jour, à cheval, par la route qui suit la plage, entouré de quelques officiers, et saluant, à droite et à gauche avec un sourire forcé, plus triste que les larmes. J'eus le sentiment que c'était fini.

Le lendemain, — 14 octobre, — à Nieuport, je le croisai sur la digue. Il causait, un peu penché, avec un aide de camp. Je lui vis le regard résolu, le visage calme, le geste décidé. Un *Taube* venait vers la mer, des profondeurs de la Flandre, suivant la ligne de l'Yser. La marée, remontant le petit chenal entre les estacades, semblait vouloir, impatiente, au delà du petit port tranquille, envahir la plaine. Des fumées mystérieuses montaient à l'horizon des eaux. On sentait que quelque chose, depuis la veille, avait changé.

Les régimens pourtant continuaient leur retraite. Il n'y a pas de route dans les grandes dunes du rivage : ils longeaient le chemin des grèves. Sur les bancs de sable, entre les flaques, sac au dos, fusil à l'épaule, bien rangés, mais un peu lents, ils avançaient, bataillons par bataillons, précédés des majors à cheval, en un cortège incessant. Un nuage tomba au ras du sable. On les voyait l'un après l'autre sortir de la brume, rentrer dans la brume, comme une armée de légende. Au loin, le phare de Dunkerque, prématurément allumé dès le crépuscule à cause

du brouillard, dévoilait régulièrement son feu tournant : Dunkerque, un peu de paille, la trêve, la fin provisoire de tant de misères, — le repos... C'est alors...

C'est alors que, d'un bout à l'autre de la colonne, un ordre courut. On s'arrêta. Devant La Panne, assis sur les sacs, un régiment de ligne attendait. Je causais avec des soldats. J'entendis un officier auprès de moi dire à ses hommes : « Mes enfans, ce n'est pas encore le repos, il y a encore un petit effort à donner sur l'Yser... Un petit effort, » répétait-il. Il avait pitié d'eux, tout en étant sûr d'eux; il leur parlait avec cette douceur si émouvante chez ceux qui doivent être durs d'habitude, et qui ont souffert. — « Nous avons déjà fait tant de choses, mon commandant, dit un sergent, nous ne pouvons plus... » Mais tout aussitôt ils s'en retournèrent.

Seules continuèrent vers la France nos troupes dites de forteresse, miliciens des vieilles classes, employés, pendant la première partie de la campagne, à occuper à Anvers l'arrière et les intervalles des forts. Braves, mais n'ayant pas la cohésion de l'armée active, la retraite les avait désorientés et un peu débandés. On les vit pendant plusieurs jours, mêlés aux paysans en fuite, encombrer les chemins de la frontière, les routes de Calais, où on les rallia. Ils étaient quelques milliers que l'épreuve avait rendus lamentables, dont le ressort, semblait-il, avait été momentanément cassé. Ils se ressaisirent d'ailleurs sans tarder. Mais, pendant une semaine, ils donnèrent aux populations du Nord l'impression, — on ne voyait qu'eux, — que l'armée belge était au front remplacée par des troupes fraîches des nations alliées, — et que l'armée belge était finie.

II

Le 15 octobre, l'armée de campagne était installée sur l'Yser. Le Roi venait de lui adresser sa proclamation fameuse : « Soldats, voilà deux mois et davantage que vous combattez pour la plus juste des causes, pour vos foyers, pour l'indépendance nationale. Vous avez contenu les armées ennemies, subi trois sièges, effectué plusieurs sorties, opéré sans pertes une longue retraite par un couloir étroit. Jusqu'ici vous étiez isolés dans cette lutte immense. Vous vous trouvez maintenant aux côtés des

vaillantes armées françaises et anglaises. Il vous appartient, par la ténacité et la bravoure dont vous avez donné tant de preuves, de soutenir la réputation de nos armes. Notre honneur national est engagé. Soldats, envisagez l'avenir avec confiance, luttez avec courage. Que dans les positions où je vous placerai vos regards se portent uniquement en avant, et considérez comme traître à la patrie celui qui prononcera le mot de retraite sans que l'ordre formel en soit donné. Le moment est venu, avec l'aide de nos puissans Alliés, de chasser du sol de notre chère patrie l'ennemi qui l'a envahie au mépris de ses engagemens et des droits sacrés d'un peuple libre ! »

La lecture, dans les tranchées fraîchement creusées, de ces paroles simples et chaudes avait relevé les courages. Comme au début de la guerre, ces régimens récemment réorganisés, insuffisamment encadrés, mélangés, depuis quelques jours à peine, d'élémens nouveaux hâtivement formés, se sentaient prêts à tous les sacrifices. Ils s'étaient crus abattus : l'appel du Roi les ressuscitait. Au sursaut d'indignation qui les avait dressés naguère devant l'insolente prétention du colosse s'ajoutaient, pour exalter leurs énergies, leur confiance renouvelée et le sentiment de leur gloire. On s'arrêtait enfin après tant de jours, on tenait tête, on faisait face ! On allait, après la victoire, marcher de l'avant. Des renforts puissans, dans un jour, dans deux jours tout au plus, allaient arriver. On était une aile de l'immense front, on était un coin de la grande bataille. Et l'on se battait sur le sol sacré, on gardait libre, tout au moins, une parcelle de la Patrie, qu'il fallait à tout prix conserver vivante. Enfin la position de l'Yser semblait sûre.

Les yeux fixés vers le Nord, les soldats voyaient déjà la menace apparaître ; l'oreille tendue vers le Sud, il leur semblait entendre la victoire monter. S'allongeant d'Arras à la Bassée, de la Bassée à la Lys, l'armée française approchait chaque jour, tendant à se souder à la nôtre. Sa cavalerie opérait autour de Lille. Deux divisions territoriales tenaient les abords d'Ypres ; quatre corps anglais, récemment débarqués à Hazebrouck et Saint-Omer, s'intercalaient entre les Français et nous. On percevait, sur les chemins qui vont de Kemmel et de l'Yperlée vers Staden et Roulers, le galop de la cavalerie britannique. La petite armée, jusque-là, toujours livrée à elle-même, n'était plus seule : elle donnait la main aux plus belles

armées du monde! Affaiblie par des combats incessans, elle ne comptait plus que quarante-huit mille fusils. Avec la brigade Ronarch qui avait été placée sous les ordres du Quartier général belge, cela faisait cinquante-quatre mille combattans. Ils étaient échelonnés sur trente-six kilomètres. De Boesinghe à la mer leur ligne suivait du Sud au Nord le canal d'Ypres à l'Yser, jusqu'à l'ancien fort de Knocke, et prenait ensuite jusqu'à son embouchure le tracé du fleuve lui-même. Quoique la densité des troupes fût bien faible pour l'étendue à défendre, elles se sentaient bien appuyées à la côte, bien accrochées au cours d'eau, sûres d'elles-mêmes comme des autres.

En réalité, le front des Alliés n'était guère solide. On n'avait eu le temps ni de le renforcer, ni de le retrancher. Nul ne sut d'abord quelle serait, devant cette barrière si vite dressée, la direction que prendraient les masses allemandes chargées de la percer. Elles hésitèrent un peu. La route de Calais passerait-elle par Ypres ou par Furnes? En enfonçant le saillant qui déjà se dessinait autour d'Ypres, les Allemands avaient l'avantage d'écraser du même coup, entre la côte et leur trouée, l'armée belge tout entière, prisonnière sur son dernier carré. Mais, en bousculant ce reste d'armée cramponnée aux berges d'un filet d'eau, le résultat n'était-il pas plus rapidement et plus facilement atteint? Si l'offensive hardie que prirent bientôt les Alliés sur notre droite força l'ennemi à commencer la bataille d'Ypres plus tôt qu'il n'eût voulu, celle-ci ne prit son caractère violent et décisif qu'après la défaite subie par l'armée allemande sur le point de sa première ruée.

De Nieuport à Dixmude il y a dix-huit kilomètres. Le duc de Wurtemberg estima tout de suite que c'était contre ces deux villes, et entre ces deux villes, qu'il fallait agir, vite et fort. C'est sur ces dix-huit kilomètres qu'allaient s'engager et se poursuivre, quinze jours durant, les plus glorieux combats de notre histoire.

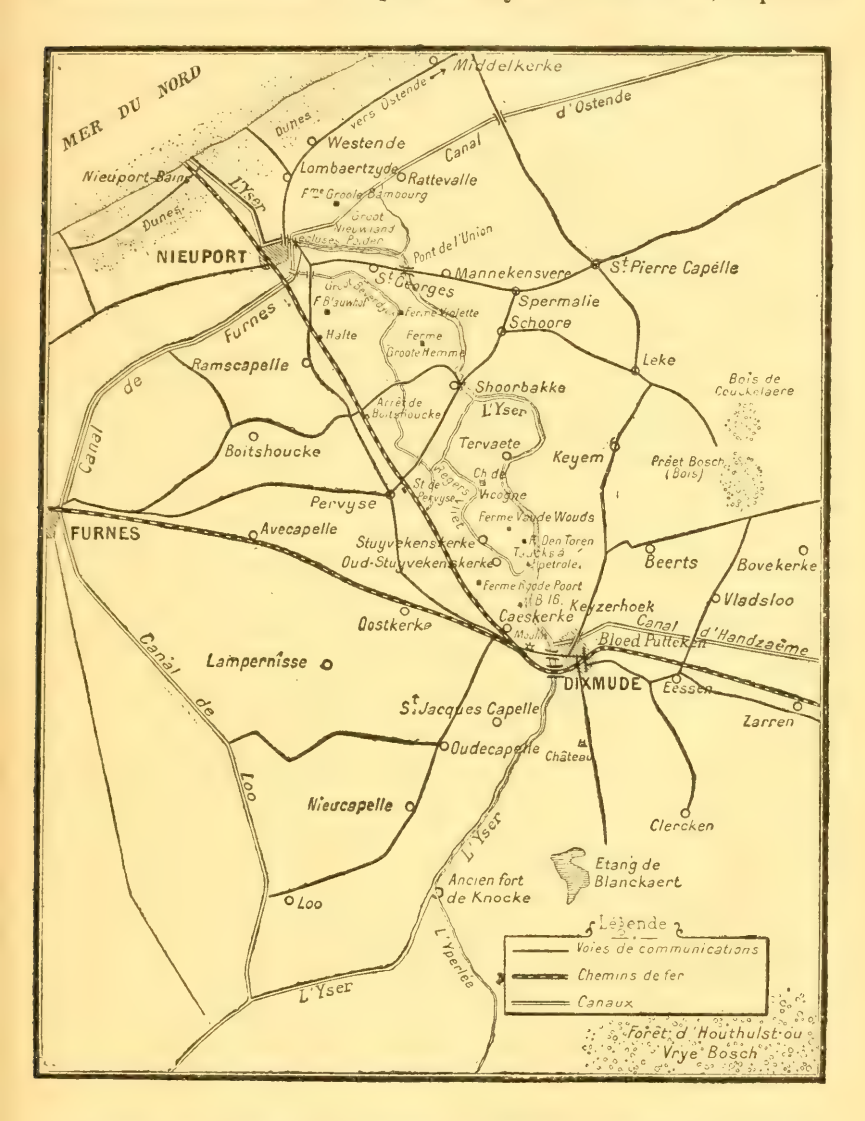
L'Yser y fait une lente courbe. Il n'a pas vingt mètres de largeur. Il coulait paresseusement à travers un paysage idyllique, monotone et tendre. Ses digues vertes, invisibles de loin, formaient facilement un premier retranchement. Prêts à toute surprise, les soldats contemplaient longuement ce paysage nouveau. Devant eux, des prairies s'approfondissaient, bordées de saules ou de peupliers. Des villages aux tours carrées, blancs et

rouges, se suivaient, en une ligne courbe aussi, à quelque mille mètres du bord. Mannekensvère, Schoore, Spermalie, Keyem, Beerst, Vladsloo. De grosses fermes aux larges auvens s'entouraient de fossés. Au Nord-Ouest, ils voyaient fuir vers Ostende le moutonnement vert et or des grandes dunes sous le soleil. Quand ils se retournaient, ils dominaient la dernière réserve de la patrie, ce beau pays du *Veurne Ambacht*, si paisible et si doux dans l'embrassement des eaux. Dixmude fermait l'horizon. Caeskerke avait un petit clocher pointu, tout neuf, tout blanc, qui riait au-dessus des toits écarlates. La tour de Lampernisse était comme un bastion, celle de Loo comme un beffroi. Celles d'Oostkerke et de Pervyse se penchaient en avant, contre le vent de mer. Et, par-dessus le talus du chemin de fer qui va tout droit de Dixmude à Nieuport, formant la corde de l'arc dont les soldats occupaient la courbe, ils pouvaient voir Furnes, capitale provisoire d'un roi héroïque, jeter au ciel l'élan modeste et surnaturel de ses trois tours.

Entre l'Yser et la ligne du chemin de fer (la distance entre ces deux lignes est, au centre de la courbe, de deux kilomètres), la terre est basse, très humide, coupée de canaux. Le plus important est le Beverdyck qui coule vers Nieuport, parallèlement à l'Yser, sa ligne se prolongeant au Sud-Est par le Regersvliet qui baigne deux villages aux noms doux et barbares : Stuyvekenskerke et Oudstuyvekenskerke. De grandes pâtures s'étendent autour de fermes riches et isolées qui vont devenir célèbres. La Roode Poort, la *Ferme Maudite*, la ferme Den Toren, la *Ferme sans nom*, la ferme Van de Woude, la ferme-château de Vicogne. Le remblai du chemin de fer cache un peu, au centre, les agglomérations serrées de Ramscapelle, de Pervyse, et, un peu en retrait, celle de Boitshoucke.

Deux petites villes ferment le champ de bataille : Nieuport au Nord Ouest, Dixmude au Sud-Est. A Dixmude, qui est tout entière sur la rive droite de l'Yser, les fusiliers marins de l'amiral Ronarch viennent d'arriver avec l'artillerie belge du major Pontus. Ils ont, en avant des jolis faubourgs, creusé un mince réseau de tranchées. Ils sont décidés à se battre héroïquement comme ils l'ont fait à Melle. La tête de pont qu'ils défendent est de la plus grande importance. La défense de Nieuport importe plus encore : la vieille ville est séparée de la rive droite par six cours d'eau qui se jettent au fond de son très ancien

port : le canal de Furnes, le Beverdyck, l'Yser, le canal de Nieuwendamme, le canal de Passchendaele et un canal d'évacuation pour l'eau des bassins. Un puissant système d'écluses, disposées



en éventail, est doublé d'une série de ponts, nécessaires au passage vers Lombaertzyde, où nous avons établi un poste avancé. Il apparaît tout de suite que ces deux têtes de pont seront les points sensibles de nos lignes. Il en est deux autres, le pont de

l'Union qui franchit l'Yser à trois kilomètres de Nieuport, reliant Saint-Georges à Mannekensvère, et surtout, au centre de la grande courbe dessinée par le fleuve, la partie du cours d'eau comprise entre le pont de Schoorbakke et celui de Tervaete et qui forme une boucle très prononcée vers l'Ouest : les tranchées qui en garnissent les digues pourront être facilement prises d'enfilade, et même à revers, par des troupes allemandes parvenues sur l'autre rive. L'ennemi s'apercevra bien vite de cet avantage possible. Ce sera sur Dixmude, sur Nieuport et surtout sur le pont de Tervaete et la tête de pont de Schoorbakke qu'il frappera les plus grands coups.

III

Le haut commandement français avait demandé à l'armée belge de tenir sur l'Yser pendant quarante-huit heures. L'armée s'organisa aussitôt défensivement. La 2e division se déploya le long du chenal de l'Yser jusqu'au village de Saint-Georges. Elle occupait, au delà du fleuve, Lombaertzyde, la ferme de Groote-Bamburg et Mannekensvère. La 1re division s'installa depuis le pont de l'Union, devant Saint-Georges, jusqu'au point culminant de la boucle de Tervaete, marqué par la borne 10 de l'Yser. Elle fortifia la petite tête de pont de Schoorbakke et cantonna ses avant-gardes à Schoore. La 4e division défendait le pont de Tervaete, et continuait la ligne jusqu'à la borne 14 de l'Yser, à la ferme Den Toren, avec postes avancés à Keyem et à Beerst. Elle se soudait à la brigade des fusiliers marins chargés de défendre Dixmude et les abords de Dixmude. Les 5e et 6e divisions et une brigade de la 3e prolongeaient le front au Sud de la ville et sur l'Yperlée... En somme, dès le premier jour, la situation se caractérise par l'absence presque totale de réserves. Seules sont à la disposition de l'état-major deux brigades, fort éprouvées, de la 3e division qui attendent, l'arme au pied, à Lampernisse, et une petite division de cavalerie campée en arrière de Nieuport. L'autre division de cavalerie, couvrant notre flanc droit, manœuvrait avec la cavalerie française aux abords de la forêt d'Houthulst.

D'autre part, d'après les dispositions prises, il s'était formé en avant de l'Yser une ligne avancée semi-circulaire, fragile à la

vérité, mais suffisante à contenir un premier choc. C'étaient des brise-lames. Des cavaliers et des cyclistes, plus en avant encore, observaient les mouvemens de l'ennemi. Dès le 16, un combat de cavalerie s'engagea devant Schoore, à Saint-Pierre-Capelle, où se croisent les deux grandes routes de Bruges et d'Ostende, et un premier assaut en force fut lancé sur Dixmude. Il fut splendidement repoussé par les marins. Le lendemain, les Allemands qui descendaient par les deux grandes routes virent à nouveau leurs patrouilles chassées de Saint-Pierre-Capelle. Ils se vengèrent en bombardant le bourg, et en incendiant le hameau de Rattevalle. Des cyclistes ayant poussé jusqu'à Mannekensvère y furent massacrés par les nôtres. Le 18, la lutte s'engagea sur toute la position avancée. La 4e division d'Ersatz s'étant approchée, en épaisse formation, de Lombaertzyde, rencontra une résistance aussi acharnée que son attaque. Sur la plage, dans les dunes, sur la route, devant les maisons, les assauts répétés furent repoussés par nos minces cordons d'hommes. Soudain un bombardement inattendu éclata sur le flanc de l'ennemi : les monitors de l'amiral Hood, rangés à l'horizon, prêtaient aux Belges un miraculeux secours. Après de nouveaux assauts, les Allemands se retirèrent, emportant des blessés par centaines. Ils réussissaient mieux à Mannekensvère, où un bataillon du 7e de ligne, débordé par le nombre, était obligé de leur céder la place. Mais à peine cette grand'garde avait-elle rejoint le gros du régiment, que le major Évrard s'élançait pour reprendre le village. Il fallait traverser, sous le bombardement, des prairies découvertes : il n'hésita pas un instant. Pour protéger son mouvement, on vit ce spectacle, qui allait se renouveler vingt fois au cours de la bataille, d'une batterie, — la 26e, — s'avançant à découvert, au milieu de la pluie d'obus, jusqu'à quelques centaines de mètres de l'ennemi... Le major Évrard et ses hommes couchèrent le soir à Mannekensvère...

Le poste voisin, Schoore, fut pris par un bataillon du 3e corps après une canonnade de quatre heures. Keyem, plus au Sud, tombait en même temps au pouvoir de la 6e division de réserve. Mais, tandis qu'une contre-attaque échouait devant Schoore, le 10e de ligne ne tardait pas à reprendre les lisières de Keyem. Beerst ne céda point... En résumé, à la fin du jour, sauf sur un point, et malgré la violence des attaques, la ligne avancée tenait toujours. Bien plus, cette ligne était prolongée, vers le

Sud-Est, les fusiliers marins, précédés d'auto-mitrailleuses belges et soutenus par notre 50e batterie, ayant poussé une reconnaissance hardie jusque dans Eessen. Des goumiers marocains les accompagnaient. Nos soldats, dont ils traversèrent les lignes, voyaient pour la première fois ces beaux frères de bronze et de feu, qui allaient, dans tant de rencontres, mêler leur sang au leur, et qui répondaient à leurs acclamations par un large sourire blanc.

L'aube du lendemain se leva sur un nouvel orage. Aux claquemens du 77 allemand se mêlait maintenant un grondement plus sourd et plus lourd. La grosse artillerie de Krupp était arrivée. De Westende-Lombaertzyde, où trois nouveaux assauts ne réussissaient pas mieux que la veille, elle bombardait Nieuport avec acharnement. Dans Mannekensvère reconquis elle rendait intenable la position de l'intrépide major Évrard. Celui-ci demanda du secours. La compagnie du commandant Dungelhoef fut désignée pour aller lui prêter main-forte. A peine était-elle sortie des tranchées et avait-elle franchi, au pas de course, le pont de l'Union, que le commandant, frappé d'une balle au front, tourna sur lui-même et tomba mort. Un flottement tout au plus. La compagnie, tout de suite ressaisie, continua sa marche sous un ouragan de feu. Au milieu de la plaine, pourtant, elle dut s'arrêter et se terrer. Le major Évrard désespéré, à bout de forces, ne pouvait plus tenir seul. Il se résigna à reculer. Bientôt blessé, il refusa de quitter ses hommes. De fossé en fossé, résistant pied à pied, ne cessant de tirer, son bataillon mit une heure et demie à traverser les huit cents mètres qui le séparaient des tranchées. Il venait de rentrer sous la protection de celles-ci quand, dans une gerbe de pierres et de fumées, le pont de l'Union sauta. Dès lors, pendant six jours, c'était sur les tranchées mêmes et le bourg voisin de Saint-Georges que devait se déchaîner l'orage.

La ligne avancée fléchissait donc. Si nos petits 75, dans la tête de pont de Schoorbakke, ripostaient victorieusement à la grosse artillerie allemande, nous étions définitivement chassés du village de Keyem devant lequel s'acharnait vainement une contre attaque du 13e de ligne. Nous avions perdu Beerst à l'aube, et si les fusiliers marins l'avaient reconquis à midi, les ennemis en forces les en avaient bientôt rejetés. La ligne des

villages de la rive droite avait beau ne présenter qu'une importance secondaire, il fallait essayer de rétablir une situation avantageuse, bien que fragile. Déjà l'amiral Ronarch avait, dans ce dessein, envoyé sur le flanc allemand un de ses vaillans bataillons : le Grand Quartier général belge voulut donner plus d'ampleur à cette opération et joignit aux fusiliers marins notre 17e brigade, leur ordonnant une vigoureuse attaque qui, poussée sur le front Beerst-Vladsloo, dans la direction du Nord-Est, avec comme objectif un bois d'une importance stratégique considérable, le Praet-Bosch, au bord de la route de Tourhout, devait paralyser l'avance des Allemands et forcer même ceux-ci à abandonner leur marche sur le fleuve. Cette offensive commença brillamment. Soutenue par six batteries du 3e régiment d'artillerie qui se portèrent à Kapelhoek au Nord de Dixmude, le 3e chasseurs s'avança sur Vladsloo qu'il occupa, les fusiliers marins à leur gauche reprirent une seconde fois Beerst à la baïonnette; à droite, le 1er de ligne se dirigea sur Bovekerke. L'ennemi, surpris et désemparé, s'enfuit précipitamment vers le Praet-Bosch et les bois de Couckelaere. Un vent de victoire passait. On bondissait en avant. A gauche, on entendait crépiter l'offensive de la 1re division de cavalerie et du 2e grenadiers qui montaient vers Staden; on savait qu'un corps de cavalerie française et la 6e brigade anglaise, poussant plus loin encore leurs progrès, venaient d'attaquer Roulers. Les courages s'exaltaient. « Le moment est venu de chasser de notre chère patrie..., » avait dit le Roi. Le moment était venu!... Hélas! il fallut bientôt déchanter. Les cavaleries alliées, surprises en pleine avance, se retiraient déjà devant le XXIIIe corps débouchant de Roulers; à notre tour, nous étions menacés par lui. L'ordre fut donné de nous replier, abandonnant à elle-même la 4e division que nous étions allés secourir. La retraite se fit en silence, dans le soir. Il se mit à pleuvoir longuement, finement, tristement. Une boue glissante couvrit les chemins. Dixmude était, au terme du retour, une pauvre silhouette longue et noire. Les fusiliers marins voulurent, en rentrant, reprendre leurs positions abandonnées le matin, ils les trouvèrent occupées par deux de nos régimens de ligne, le 11e et le 12e, envoyés pour les relayer, sous les ordres du colonel Meiser. Quand les vainqueurs de Beerst, mouillés et fâchés, passèrent au milieu des Belges, ils furent accueillis par

une longue acclamation fraternelle. Et ce fut une belle flambée chaude dans cette nuit pluvieuse d'automne.

IV

Après quatre jours de combat, l'Yser est devenu la ligne de bataille. Nous l'avons repassé partout, sauf à Dixmude, à Nieuport, à Schoorbakke, où nous possédons de solides têtes de pont. Nos soldats ne pensent plus aux renforts qui doivent arriver. Exaltés par la lutte, ils ne songent plus qu'à se battre. Ils savent que le plus grand poids de la bataille du Nord va peser sur eux — ils en sont fiers... Cependant, comme de la terre qui se meut, les masses grises à l'horizon, sous la protection du canon, avancent, avancent.

Tandis que le XXIIe corps et le XXIIIe corps du duc de Wurtemberg se déploient le long du fleuve, les Allemands vont tâcher de forcer les points extrêmes de notre demi-cercle. Ils voudraient, dès cette journée du 20, emporter Nieuport et Dixmude, converger sur Furnes par les deux routes, écraser notre petite armée dans des tenailles gigantesques. Pendant qu'ils bombardent sans répit notre centre, ils attaquent Lombaertzyde dès l'aube; ils attaqueront Dixmude à midi.

Lombaertzyde, coin des Lombards, ancienne ville de marchands et de banquiers, bourg assoupi au bord des sables. Une grosse église où viennent s'agenouiller en été des pèlerinages dévots, des rues proprettes, des maisons cossues. Des dunes qui montent des rives du bas Yser bordé de peupliers obliques, et que parsèment des bosquets d'aunelles. Quelques villas isolées dans les *pannes*. Une grande plage coupée de lignes d'eaux. A droite, des prairies. Si des cavaliers caracolant remplaçaient ici les lignes grises des fantassins, si l'on se cachait moins dans des trous, le combat devant Nieuport évoquerait exactement la bataille des Dunes qui se déroula à peu de kilomètres en arrière. Comme alors, le choc, perpendiculaire à la grève, commence au bord de l'eau, s'intensifie sur les coteaux croulans, se prolonge dans la plaine flamande jusqu'à l'horizon. Comme alors, les crêtes recèlent des surprises; comme alors, des vaisseaux anglais rangés au loin, parallèlement au rivage, bombardent l'ennemi de tous leurs canons. Ou bien cette bataille

de Nieuport même dont les vieux tableaux troués de l'hôtel de ville nous montraient le plan animé, et où l'on voit aussi, en face d'une troupe de reîtres massacrés, un beau rang de vaisseaux de ligne crachant leurs bordées de mitraille, de flammes et de fumées.

Comme le 18, les forces qui défendent les abords de la ville ne sont pas considérables. Le 6e de ligne échelonne ses compagnies, — et ses compagnies sont loin d'être au complet, — de la mer à Lombaertzyde et de Lombaertzyde à Saint-Georges, en passant par la ferme de Groote-Bamburg. Il se soude à Saint-Georges à la ligne du 7e. Un assaut puissant dirigé sur un seul point de ce front ne peut manquer de réussir. Le jour n'est point encore levé que, par une attaque violente, la 4e division d'Ersatz s'empare de Groote-Bamburg. La situation est grave. A neuf heures du matin, un bataillon du 9e de ligne franchit en courant les écluses de Nieuport, se jette immédiatement au combat, reprend la ferme, bouche la trouée. Pendant plusieurs heures, la bataille s'immobilise de dune à dune, de tranchée à tranchée, de fossé à fossé. Peu après midi, un assaut général se déclenche contre nous : il est repoussé avec d'énormes pertes. A trois heures, une nouvelle poussée locale perce à nouveau notre ligne au Sud du village. Le 9e régiment, qui contre-attaque avec le même entrain que le matin, ne peut, cette fois, rétablir les choses. Les Belges sont forcés de se retirer de Lombaertzyde, que les Allemands occupent après treize heures de combat. Ils s'installent, sans quitter la rive droite, sur des positions préparées d'avance, à six cents mètres en arrière du village, et suffisantes encore pour protéger les ponts de Nieuport. Jamais ils n'en seront délogés. Au contraire, les jours suivans, ils rebondiront en avant.

A peine la fusillade diminue-t-elle à Lombaertzyde qu'elle éclate à Dixmude avec une violence inouïe. Dixmude, qui s'est réveillée sous un bombardement terrible, se tient prête. Elle va vivre aujourd'hui l'une des journées les plus tragiques de son épopée.

Plus rien ne sépare la petite ville des masses ennemies. L'armée allemande tient sous son feu la forêt d'Houthulst, qu'elle occupera demain. La cavalerie française recule de Zarren, où elle campait encore pendant la nuit ; les corps de cavalerie franco-anglais qui opéraient plus à l'Est se replient sous la

pression allemande. Dixmude, poste avancé de la défense, presqu'île jetée audacieusement au delà du rempart vers la marée montante, frémit et craque comme un navire au branle-bas. On ne reconnaîtrait plus la ville morte, la ville blanche qui sentait bon l'encens et les roses. Les habitans sont presque tous partis. Ce béguinage est une place de guerre.

Celui qui en commande l'enceinte est un héros. Les régimens qui l'occupent sont parmi les plus beaux du monde. En envoyant les 11e et 12e de ligne renforcer les fusiliers marins, le Roi savait qu'il donnait à ceux-ci des compagnons dignes d'eux. Ils font partie de la « Division de fer, » — la 3e, — on les appelle les Soldats de Liége. Ils ont subi le premier choc : ils ont déjà connu la victoire. Partout où le péril a surgi, on les a envoyés au feu. Le chef de leur brigade, le colonel Meiser, les connaît. Il peut dire à l'amiral Ronarch, sous les ordres duquel on le place, ce que valent ses régimens. Aussi l'amiral ne doute-t-il pas d'eux : « A vous la rive Est, à moi la rive Ouest, » prescrit-il aux Belges. Et, rangeant ses fusiliers dans les tranchées de la digue de l'Yser, il nous cède la tête de pont; le colonel Meiser confie le commandement de celle-ci au colonel Jacques, du 12e de ligne, un vieux de la vieille, qui s'est battu pendant des années au Congo, et qu'illustra naguère la glorieuse campagne arabe.

Le 20 au matin, la défense de Dixmude est donc organisée comme suit : le 12e de ligne, six compagnies du 11e, cinq sections de mitrailleuses de fusiliers marins. Elles sont placées au cimetière, à la route d'Eessen, au canal d'Handzaeme, à la route de Beerst. Sur la rive gauche se tiennent les autres compagnies françaises, prêtes à accourir au premier appel, six compagnies du 11e et un régiment d'artillerie, — 12 batteries de 75, — que commande un dur-à-cuire aussi, le colonel de Vleeschouwer.

Dixmude est mal fortifiée. Les tranchées qui l'entourent ont été faites à la hâte, restent imparfaites, sans pare-dos, sans défenses accessoires. Les grand'routes qui rayonnent vers la ville ne sont pas barrées. A certains endroits, on n'a guère eu le temps que d'ébaucher de petites levées de terre : à *Kaiserhoek*, — le coin de l'Empereur, — et à *Bloed Putteken*, — le puits de sang, — lieux aux noms rouges et prophétiques.

On attend, sous le bombardement, l'assaut que le bombardement prépare. A dix heures, le 1er bataillon du 12e, disposé

au Nord-Est de la ville, voit des masses grises descendre de Beerst et de Vladsloo, par les routes où, hier, courait notre offensive. D'autres troupes débouchent d'Eessen, en face du 2e bataillon. Arrivées à portée de fusil, elles se jettent à terre dans la poussière et dans la boue. Elles n'avancent plus qu'en rampant. Ce sont alors les crispantes heures de l'attente, pendant que les canons travaillent. De la route de Caeskerke à Oudecapelle, nos batteries ne cessent d'arroser les voies d'accès de l'ennemi. Celui-ci répond en pulvérisant nos tranchées. Quand il juge les défenseurs démoralisés, il s'arrête brusquement, et brusquement c'est l'assaut qui monte.

Il est trois heures. Par milliers, des hommes sortent de terre. Tout de suite debout, pressés, coude à coude, ils accourent, le fusil au bras, la bouche ouverte, chantant éperdument un chant d'ivresse et de mort. Une rangée tombe, les autres enjambent les cadavres et les blessés, s'avancent, suivis d'autres et d'autres. Des hommes arrivent jusqu'au parapet, où s'engagent, à la baïonnette et au couteau, des corps à corps sanglans. Partout, les Belges tiennent bon. La ville est entourée d'une ceinture de cris, de râles et de feu. Debout au milieu de la grand'place, le colonel Jacques est devenu l'âme ardente du combat. Tout à coup, un obus éclate et le renverse. Blessé au pied, il se relève, demande une canne, continue à donner ses ordres. Prévenu du danger, l'amiral lui envoie une estafette : « Il faut tenir à outrance. — C'est évident ! » répond le colonel Jacques. Au même instant, un cycliste accourt, noir de poudre, et annonce qu'une tranchée, à l'Ouest de la route de Beerst, va être enfoncée : la fraction du 12e, qui la défend, a perdu tous ses officiers; elle sent qu'elle ne peut plus tenir, elle demande du secours. Une compagnie de réserve attend sur la grand'place : le colonel Jacques l'envoie à la rescousse. Mais le bombardement est tel que, parmi les éclatemens d'obus et les maisons qui s'écroulent, elle ne peut sortir de la ville. Livrée à elle-même, la compagnie, qui agonise à la route de Beerst, finit par lâcher pied, se replie à deux cents mètres. Une bande prussienne se jette sur ses traces avec un cri de victoire. Les troupes voisines de la trouée, exposées à être prises à revers, se retirent en ordre parfait. La situation est angoissante. Elle l'est soudain plus encore, le lieutenant-colonel Collyns, qui tient l'Est de la ville, faisant dire que son bataillon écrasé va céder

aussi. Le colonel Jacques sait que sa demande pressante de renforts n'a pu encore atteindre l'amiral. Il ne montre aucune émotion, fait annoncer à l'Est et au Nord qu'il envoie des renforts à la contre-attaque, et ordonne qu'on reprenne tout de suite ce qu'on a perdu... A ce moment débouchent providentiellement sur la place cent cyclistes de la 3e division qui viennent se mettre à la disposition du colonel. Celui-ci ne les laisse pas descendre de leurs machines, les lance aux points menacés, les chargeant avant tout de crier en arrivant que « les autres sont là ! »

Les autres étaient encore loin. L'amiral Ronarch, ayant reçu l'appel du colonel Jacques, avait tout de suite chargé le lieutenant-colonel Leestmans de courir au feu avec les six compagnies du 11e qu'il tenait en réserve. Celles-ci s'avançaient par la route de Caeskerke, lorsque, à la hauteur de la gare, l'artillerie allemande, qui les avait repérées, les arrêta par une véritable rideau de fer. Des hommes se jetèrent dans les fossés. Leestmans ne se fâcha point, mais il se fit soudain plus brave, plus haut, plus noble encore. Il cria : « Vive le 11e ! En avant ! » Et tous ses soldats le suivirent sous l'averse de feu.

Il y eut alors une chose sublime. Le colonel Meiser, chef de la brigade, qui se tenait dans une maison de la route, entre la gare et le pont de l'Yser, s'avança devant la porte pour voir passer ses enfans. Combien de fois avaient-ils lutté ensemble? Combien de fois avaient-ils ensemble offert leurs âmes et leur sang? Les deux bataillons, électrisés, défilent devant Meiser, comme à la parade. A chaque pas en avant, il y a un homme qui tombe. On ne s'arrête point. Soudain, un jeune volontaire de dix-sept ans, qui jette un cri de joie, roule, frappé, aux pieds du vieux soldat, qu'il acclame. Son cri se change en un appel : « Maman ! maman ! » Et il meurt en baisant la terre.

Il était cinq heures quand, ayant franchi le pont au pas gymnastique, parmi les bravos des fusiliers marins, le colonel Leestmans rejoignit le colonel Jacques. On continuait à se battre avec rage, — mais aussi à demander du secours. Trois des compagnies fraîches furent envoyées au Nord sous les ordres de commandant Borms, les trois autres à l'Est avec le commandant Decamps. Une demi-heure après, les Allemands se retiraient de nos lignes en grand désordre. Dixmude était délivrée.

Le crépuscule tomba. Un crépuscule d'octobre, rouge et

mouvant comme un incendie. Sur sa pourpre sanglante que déchirait le vent, Dixmude, déjà découronnée de sa tour et de ses clochers, déchiquetait sa ligne noire de ville blessée. Alors sifflèrent, invisibles comètes, les obus incendiaires, et, peu d'instans plus tard, la ville brûla.

Dans cette tragique clarté, la nuit fut semblable à l'enfer. On voyait, dans l'immense reflet des flammes qui léchaient la voûte des ténèbres, les lignes minces et obstinées de la pluie. Deux bataillons du 2e chasseurs étant venus remplacer ce qui restait du 12e de ligne, la relève se fit avec difficulté. Les nouveaux arrivés n'eurent pas le temps de dormir. Déjà la lumière du brasier leur avait permis, dès leur arrivée, de disperser de loin une lourde attaque dessinée dans la nuit. Une aube sale et triste où tout reflet s'était éteint, et où la pluie tombait toujours, apporta jusqu'à leurs tranchées, hâtivement renforcées, l'épais piétinement des hommes de boue. Gris dans la lueur grise, ivres, précédés à vingt pas par une atroce haleine collective où se mêlaient des vapeurs fétides d'alcool et d'éther, insensibles au froid et à l'averse qui leur collait au corps des vêtemens transpercés, ils semblaient sortir d'un cauchemar. Une décharge, suivie d'une charge, y fit rentrer ces monstres. Le lieutenant Minsart, de la 3e compagnie du 11e, étant sorti brusquement de sa tranchée avec ses hommes, ceux-ci dissipèrent à coups de baïonnette cette hallucination. Reculant partout, mais poursuivis sur ce point jusqu'au Nord du canal d'Handzaeme, au cabaret des *Trois Moineaux*, ils laissaient entre nos mains de nombreux prisonniers, tout à coup désenivrés, fondus, et comme évanouis de peur.

Quatre assauts pareils à celui-là coupèrent la journée en sanglans quartiers. Après l'échec de chacun d'eux, l'incendie de la ville montait plus haut. Il n'avait pas atteint la veille le cœur même de Dixmude. Il embrasait aujourd'hui la tour déjà brisée de l'église. Il éclatait en une série d'explosions fantastiques dans l'hôtel de ville où, à l'étage, s'écrasaient aux murs, avec les morceaux de pierre et de verre, des cervelles projetées et des lambeaux de corps déchirés.

Sous la voûte au rez-de-chaussée où reposait, entouré d'un drapeau, le cercueil hâtif du commandant Pouplier, tué la veille, et où venait de descendre le colonel Jacques blessé pour la seconde fois, un aumônier procédait à la levée du corps. Une

humble procession s'en allait parmi les ruines et les coups. Au cimetière accompagné par l'orgue monotone des mitrailleuses proches, une bénédiction glissait dans l'air. L'aumônier disait au nom des assistans l'adieu qu'il fallait : « Ne pleurons pas, mais vengeons-le ! » Tout près, le bombardement qui avait suivi le cortège frappait les tombes et les croix, brisant au fond des caveaux défoncés les cercueils et les squelettes. Pas bien loin, les étroites maisons blanches du petit Béguinage, serrées l'une près de l'autre, et tordues, eût-on dit, par les flammes, brûlaient comme une poignée de lys desséchés.

Tout à coup de grands cris montèrent : les hôpitaux provisoires étaient atteints. Les blessés, dont le nombre croissait à chaque instant, se dressaient épouvantés, voulaient fuir. Le colonel Leestmans, blessé lui aussi et qu'on venait d'amener parmi eux, les calma par son sang-froid et son volontaire silence. Heureusement, une colonne d'ambulance approcha, entre deux murailles de feu. Elle ne suffisait pas. Les autos du ravitaillement et des états-majors se précipitèrent à sa suite dans la fournaise. Tous les bras, éperdument, se tendirent vers les sauveteurs. Après un va-et-vient rapide et hardi, on put emporter les blessés sans en perdre un seul. Le colonel Leestmans, tranquille et debout dans ses linges ensanglantés, resta le dernier.

Ce spectacle terrible, ces cris d'horreur, l'incendie dont ils sentaient jusque dans leurs tranchées la brûlure et la cuisson, ne purent décourager les nôtres. Battu, mais obstiné, l'ennemi, toujours repoussé, s'apprêtait à revenir en force. Instruit par les dures expériences du jour et de la veille, il ne s'avançait plus à découvert. On ne voyait plus, à quelque cent mètres, son avancée, qu'aux levées de terre qu'il poussait hâtivement devant lui en rampant sur le sol humide. A la fin du jour, par trois reprises, sortant de ses trous tout proches, en masses de plus en plus épaisses, poussant des *Hoch* et des *Gloria*, il voulut sauter dans nos tranchées. A la troisième fois, il réussit, au Sud, devant un bataillon de chasseurs, à percer nos lignes. Mais des fusiliers marins accourant au trot et deux compagnies du 11e venant à la rescousse, baïonnette au canon, clouèrent les assaillans sur le parapet même de la tranchée conquise.

Le premier acte, presque accompli, du drame de Dixmude, allait finir sur un épisode héroïque. Dans la nuit du 21 au 22, à peine minuit sonné, une colonne allemande surgissant tout

à coup de l'ombre se jettera brutalement sur le point faible de la route de Beerst où le 12e de ligue a cédé le 20 octobre. Débordés, les fusiliers marins qui l'occupent reculeront momentanément. A côté d'eux une compagnie du 11e, — celle du lieutenant Gervais Verhamme, — parvenant à s'accrocher à sa ligne, refusera de reculer. Bien que « en l'air » et prise d'enfilade, elle voudra mourir à son poste : « Je n'ai pas reçu l'ordre de reculer! » criera le lieutenant Verhamme. Et, du premier au dernier, lui et ses hommes seront massacrés, ou blessés, faits prisonniers, avant qu'un brillant retour offensif des marins n'ait rétabli, avec un grand cri de victoire, le front percé. Dernier spasme d'une attaque qui pendant quarante heures n'a cessé de se renouveler. Pour deux jours, un silence relatif se fera sur Dixmude. L'intérêt de la bataille, depuis le matin du 21, s'est porté sur le Centre. Le drame de Tervaete a commencé.

V

Sept divisions allemandes sont échelonnées en face de nous, sur dix-huit kilomètres, le long du fleuve. Elles ont commencé dans la journée du 20 octobre par se retrancher. Et quatre cents pièces, principalement d'artillerie lourde, entrant en action, ont canonné sans relâche la digue Ouest que nous occupons. Nons n'avons pour riposter que trois cents canons de 75, — qui avaient déjà tiré des milliers de coups, — et vingt-quatre obusiers de 150, apportés d'Anvers. Cette artillerie, pendant le combat gigantesque qui va s'engager, sera en tous points admirable d'adresse et d'audace. Affreusement éprouvée dans ses servans, ses officiers, son matériel, elle ne faillira pas un instant à son écrasante tâche. Et si un jour elle doit s'arrêter de tirer, épuisée, réduite de moitié, n'ayant plus que dix coups par pièce, — ce sera le jour de la victoire.

Avec quelle agilité, quel à-propos, quel sens de l'offensive, quelle conscience du pouvoir moral de sa voix qui ne doit pas s'éteindre, elle va inquiéter l'ennemi, briser ses passerelles, courir à sa rencontre, s'il le faut, et à sa poursuite, protéger et rassurer le fantassin lassé! Mais, contre les canons de fort calibre qui tirent de plusieurs lieues de distance, elle est quasi

impuissante. Les Allemands le savent, et, violemment, lourdement, pendant deux jours, ils vont, à l'aide de gros obus, et sans guère se montrer, déchiqueter, hacher, écraser nos tranchées.

Sur certains points surtout, ils s'acharnent. Vers notre petite tête de pont de Schoorbakke qui protège la très vulnérable boucle de l'Yser, ils ont fait converger le feu de l'artillerie de trois divisions et de celle d'un corps d'armée. Ils ont compté sans notre endurance, sans la calme intrépidité de nos soldats du génie qui, inlassablement, refont les parapets, bouchent les brèches, rétablissent les défenses. Les pertes que nous cause l'invisible ennemi sont énormes, mais une sorte d'exaspération croît chez nos soldats. Va-t-on recommencer, comme sur la Nèthe, à lutter, par le seul silence et la seule volonté de tenir, contre un adversaire qu'on ne peut atteindre? Non! jamais on n'en aura la force! Aussi, quand simultanément, sur quatre points du fleuve, dans la journée du 21, on verra s'esquisser une attaque, les fusils partiront tout seuls; il faudra, devant les ponts qu'on a laissés subsister çà et là, pour l'offensive possible, retenir les hommes déjà lancés.

C'est à Saint-Georges d'abord, où le 7e de ligne, en contact avec l'ennemi depuis la retraite de Mannekensvère, n'a pas bronché. Le 20, au soir, un bataillon logé dans une des sinuosités du cours d'eau a vu ses retranchemens pris d'enfilade par des mitrailleuses. Celles-ci ne peuvent être installées que dans une maison située tout près de nous, sur l'autre rive, en contre-bas de la digue que nous occupons. Comment les réduire au silence? — « Attendez! a dit le lieutenant auxiliaire Colson, je me charge de les faire taire! » La nuit, il a amené sur la digue même un canon; et, à l'aube, au premier coup, bien ajusté à bout portant, la maison suspecte s'est écroulée sur les mitrailleurs et leurs pièces. L'ennemi a répondu dans le jour par un bombardement intense. Quand il croit nos hommes anéantis, il lance sur la rive des compagnies avec des passerelles volantes. Ces compagnies sont aussitôt dispersées. Des mitrailleuses ayant réussi à se réinstaller dans les ruines de la maison écroulée le matin, le lieutenant Cambrelin reprend le rôle du lieutenant Colson gravement blessé et, hissant à nouveau le canon sur la digue, fait voler en l'air, du premier coup

encore, avec les briques et les tuiles, des fragmens d'armes et des débris humains.

C'est à la ferme Dupré, un peu plus au Sud, où deux tentatives de passage sont facilement enrayées. C'est à Schoorbakke même, où le 3e de ligne repousse deux attaques sur la tête de pont. C'est à Tervaete, enfin, où les fantassins du 8e défendent brillamment le pont que l'ennemi croyait emporter du premier coup.

De plus en plus pourtant, la pression s'accentue sur la rive droite de la boucle. Dans l'épaisse nuit du 21 au 22, des fusées éclairantes jaillissent et se cassent au fond du ciel. Le silence est profond, le danger couve, l'ombre se meut. Soudain, par un coup audacieux et rapide, une compagnie allemande s'empare d'une passerelle en aval de Tervaete. Ce sont des soldats du génie qui, en face d'eux, défendent la berge. Ils sont tôt bousculés, ayant peu de cartouches. La menace se propageant sur tous les points, les renforts ne peuvent accourir à leur aide. Ils reculent. Des bottes allemandes foulent notre rive. Mais l'ennemi ne profite pas de la surprise. Au lieu de s'avancer en force par la brèche qu'il s'est ouverte, il hésite, se défie, se retranche, tend l'oreille. Au moins a-t-il amené presque autant de mitrailleuses que d'hommes, de sorte qu'il paralyse tout retour offensif des compagnies frémissantes, et que, à l'abri de la tête de pont qu'il vient de constituer, il multiplie sur la rivière les passerelles. Nos batteries le canonnent de Stuyvekenskerke : il tient bon cependant, cramponné au sol conquis... Le jour marque le début d'un combat acharné contre les bataillons qui, peu à peu, se sont infiltrés dans toute la boucle. Nos contre-attaques se déploient, refoulant les Allemands à l'Yser, refoulées à leur tour, repartant encore dans un nouvel élan. Le bruit même de la bataille soutient leur vigueur. Au Nord, à la gauche de la 1re division, le claquement vif, furieux, mordant, ininterrompu de nos canons met dans l'air un grand vent d'attaque, Il semble que là c'est nous qui perçons. C'est tout simplement, devant Saint-Georges, le lieutenant Matagne qui, l'infanterie ennemie s'avançant à découvert dans la plaine et se déployant déjà à cinq cents mètres du fleuve, a sorti hardiment ses canons des abris et, au galop des petits chevaux courant à la rencontre des Allemands, a conduit toute sa batterie jusque sur la berge... Il s'agit ici aussi d'avoir du

nerf, du jarret, de l'allant ! Les deux villages qui commandent la boucle, Schoorbakke et Tervaete, nous sont furieusement disputés. De l'un et l'autre débouchent sur la rive droite nos intrépides lignards. Là, le 4e de ligne se maintient victorieusement ; ici, le 8e, dont les officiers tombent coup sur coup, ne soutient l'assaut ennemi qu'en se lançant lui-même à sa rencontre. C'est dans l'attitude de la charge que les hommes sont frappés. C'est en criant de toutes ses forces : *En avant!* que le capitaine van Laethem est tué d'une balle dans la bouche ouverte !

Impossible donc d'étouffer dans une étreinte complète, par la possession des deux clefs du champ de bataille, les Belges qui luttent dans la ronde presqu'île. Impossible de contenir leur flot mouvant. Aussi bien, voici pour les soutenir des renforts venus de partout, hâtivement mis en ligne, et qui s'élancent à la baïonnette.

Peu nombreux, mais nerveux, décidés, colériques, désespérés, ils bondissent plus qu'ils n'avancent. Ils font à leur tour, dans les lignes agressives des Allemands, leur trouée sanglante. Les carabiniers partent les premiers, franchissent les fossés au trot ; au cri de : *Vive le Roi!* aux cris de *Louvain!* et de *Termonde!* ils bousculent et dispersent d'épais bataillons bien rangés. Des hommes tombent frappés : *Continuez!* crient-ils à leurs camarades. Les carabiniers continuent, débordent les premières défenses ennemies ; ils toucheraient au fleuve, s'ils n'étaient arrêtés soudain par des retranchemens solides, sur lesquels leur élan se casse. Un bataillon du 9e, plus heureux, un peu plus loin, les franchit en trombe et atteint la digue Nord de l'Yser devant Schoore. Mais l'ennemi, après la surprise, se ressaisit. Il repasse l'Yser plus nombreux et plus fort ; il repousse graduellement nos colonnes avancées. Tant d'héroïsme aura-t-il été vain ? Soudain, au centre de nos lignes, retentit un bref commandement. Un bataillon de grenadiers reçoit l'ordre de contre-attaquer à outrance et de ne s'arrêter qu'au bord du fleuve. A la tête de ce bataillon s'élance un officier de haute stature, vêtu d'un grand mackintosch noir, et agitant, comme signe de ralliement, son képi au bout d'un bâton C'est le major Henri d'Oultremont, le même qui, à Werchter, debout aussi au milieu de la plaine nue, droit comme la hampe d'un drapeau, ralliait pendant des heures, sous la mitraille, ses

grenadiers épars. Il jette un adieu à son colonel, et le bataillon, enlevé par son grand geste, suit son chef sans hésiter. Les prairies sont balayées par les obus, barrées de tirailleurs prussiens, l'air coupé, à hauteur des poitrines, par l'éventail des mitrailleuses. En avant! Il n'y a plus d'obstacles, il n'y a plus de dangers, il n'y a plus de fatigues; il n'y a plus qu'une charge obstinée et sublime, qui s'enfonce là-bas, au delà des ruisseaux, des chemins, des arbustes, des tranchées, sur le terrain perdu; une charge qui bondira, — enthousiaste, mais volontaire et grave dans son emportement, — à douze cents mètres, à la digue de l'Yser où le major, soudain frappé, tombera mort parmi ses derniers soldats.

Reconquête sanglante, reconquête éphémère. Le soir, les Allemands, dont la foule semble inépuisable, avaient, une fois encore, repassé le fleuve; leurs 6e et 44e divisions prenaient pied définitivement sur notre rive et nous rejetaient à six cents mètres en arrière. La tête de la boucle était perdue.

Il nous restait des tranchées à droite et à gauche, appuyées au fleuve et aux villages. L'ennemi ayant atteint partout les berges de l'Yser, ayant moulé en quelque sorte, — à vingt mètres de distance, — sa ligne sur la nôtre, prenait ces tranchées d'enfilade et à revers. Les tranchées devinrent intenables. Ce fut le sort du poste avancé de Schoorbakke qui, attaqué de tous les côtés à la fois, mal relié à l'autre rive par un squelette de passerelle, fut, pendant toute la nuit du 22 au 23, comme un puits de soufre et de flamme. Le bataillon du 4e de ligne, qui désespérément s'y cramponnait, dut l'abandonner à l'aube. Du moins l'humble glacis de la tête de pont qu'il avait si héroïquement défendue était-il jonché d'un millier de cadavres et de mourans. Pour pénétrer dans le village, les Allemands durent littéralement piétiner leurs morts

Dans la boucle on se bat sans trêve. A cinq heures du matin, devant les Belges sommairement retranchés, des voix joyeuses précèdent un groupe qui accourt : « Ne tirez pas! Ne tirez pas! Nous sommes Anglais! » Est-ce un rêve? une vision qu'apporte l'aurore déjà blanchissante? Des blessés se dressent, des bras sont tendus, des bustes hissés. A l'instant même, les faux *Tommies*, à trente mètres, démasquent leurs mitrailleuses. Ah! les maudits! Le combat s'acharne, se mêle, se brouille. Le bombardement se précipite; notre force de résistance s'use et se

détend. Ce ne sont plus des compagnies, ce sont des hommes confondus qui tiennent, qui s'enfuient, qui se retournent; qui, hagards, ayant jeté leur sac, désarmés, rebroussent, l'étincelle s'étant réveillée, ramassent le fusil des morts. Devant eux Tervaete résiste toujours. Le 8e de ligne semble adhérer au sol : impossible de le décoller de sa place. Il se bat depuis trois jours, il a subi un bombardement de cent vingt heures, il a perdu la moitié de ses officiers, il ne compte plus un seul major : tant qu'il tiendra, les autres tiendront!... A midi, tout à coup, comme une barrière qui craque et se rompt, le 8e de ligne, débordé, cède brusquement.

Avec lui reculent tous ceux qui tenaient encore, isolés ou par petits groupes, pêle-mêle, — sans soutien désormais, sans point d'appui. Ils sont sales, ils sont lourds, ils sont las. Ils n'en peuvent plus. Ce ne sont pas des vaincus, ce sont presque des morts. « Il fallait voir, me dit un témoin, ces hommes qui n'avaient plus figure humaine, trempés d'eau sale, boueux, vêtus de glaise, statues de terre molle et mouillée. Ils ne fuyaient pas, ils revenaient. Leurs officiers, élargissant les bras, quand ils tournaient le dos au combat, leur disaient doucement: « Repartez! » Ils repartaient. Ils étaient comme des enfans dociles. Ils n'avaient presque plus de chefs. Leurs bonnets s'étaient envolés, leurs habits étaient déchirés, leurs semelles avaient été emportées par la boue élastique et dure : ils allaient pieds nus. Beaucoup n'avaient plus eu à boire depuis deux ou trois jours. » On les voyait se jeter à plat ventre au bord des trous déjà remplis d'eau brune et où s'enfonçaient des cadavres.

Il faut à tout prix qu'ils s'arrêtent, il faut qu'on les protège. Les batteries de la 3e brigade, au lieu de se retirer avec eux, envoient des pièces à la ferme Violette, à huit cents mètres de l'Yser, pour les couvrir. Rapides, légers, la gueule levée, les canons semblent animés d'une vie passionnée. Leur tir est si rageur, si continu, que, — l'effort étant trop grand, l'acier trop rouge, leur colère trop violente — deux pièces éclatent. Quatre autres, vite repérées, sont démolies par le tir allemand au milieu des cadavres déchiquetés de leurs servans. Celles qui restent, sans faiblir, tirent, tirent encore. Mieux, celles de la 3e division, après avoir pris position sous la mitraille, doivent changer de place, leur précaire abri étant visé et arrosé : pour que l'infanterie ne s'alarme pas de leur mouvement,

elles se déplacent de quatre cents mètres, — mais vers l'ennemi, dans une position si aventureuse que, le soir, il faudra que les artilleurs ramènent les canons, un par un, à bras, en se couchant à chaque rafale, tant leur chemin sera criblé d'obus, obstrué de shrapnells.

La ligne où l'on arrête les hommes, — Schoorbakke, Vicogne, Stuyvekenskerke, — n'est marquée par aucun tracé naturel, par aucune défense. Les soldats, bientôt retenus et ralliés, — beaucoup déjà se redressent, — n'ont plus de pelle pour se faire des abris, ils sont exposés de toutes parts, au milieu d'une plaine nue, au tir opiniâtre des Allemands. Le 4e de ligne, le 2e, les grenadiers, le 8e se reforment, se soudent tant bien que mal, se tâtent les coudes : barrière fragile, mais obstinée, cible tenace, mais encore un peu flottante. Le moment est terrible, car chacun, en voulant résister, sent son impuissance absolue. Chacun n'est plus, devant la mort, qu'une chose inerte, passive, dont l'héroïsme consiste à rester là. A peine le bruit d'une opportune contre-attaque menée vers Oudstuyvekenskerke par la 5e division d'armée et des bataillons des 11e et 12e de ligne momentanément dépêchés vers le centre par les défenseurs de Dixmude parvient-il à rendre un peu d'espoir à ces hommes, tout meurtris encore de leur recul. Ils voient la réalité dans sa tristesse : ils vont mourir parce qu'ils sont immobiles. Ils sont immobiles parce que l'honneur les empêche de reculer, parce que la fatigue et l'approche d'un ennemi compact les empêchent d'avancer! Ils se résignent tragiquement, ils sont passifs. Au milieu de la nuit on les fera reculer en silence. Derrière le mince canal sur lequel on les arrêtera, tandis que les plus vaillans prépareront, tant bien que mal, un semblant de tranchée, on en verra quelques-uns se coucher et dormir.

VI

A la même heure, devant Nieuport les Allemands, terrés depuis deux jours dans les replis des dunes, voyaient insensiblement se mêler aux troupes belges les uniformes français. La veille, le général Dossin avait ordonné à ses troupes la reprise de Lombaertzyde. Une colonne d'attaque formée du 1er chasseurs à pied et du 5e de ligne s'était lancée à l'assaut sous les ordres

du colonel Jacquet. En peu de temps, tout l'ancien front, sauf la ferme Bamburg, avait été réoccupé. Une violente contre-attaque, à l'aube du 23 avait été repoussée par les Belges. Maintenant, le long du canal de Furnes, les bataillons français défilaient, venant peu à peu relever, à la gauche de notre ligne, la 2e division d'armée. Les premiers élémens de la division Grossetti, — le 151e d'infanterie et un bataillon de chasseurs, — débarqués le jour même à Furnes, étaient à Nieuport dans la matinée. L'ennemi prévenu redoubla le bombardement de la ville qui, comme Dixmude, s'écroula. Les Halles s'effondrèrent, ne laissant debout que deux pignons à étages, l'église ne fut bientôt plus qu'une ruine calcinée; seule resta debout la vieille tour des Templiers, donjon massif et dur du Moyen Age. Mais les obus visèrent surtout les six ponts par où commençait la relève. Les Français devaient y passer un par un, au petit trot, sous le plus effroyable orage. Ce fut un spectacle admirable que celui de ces hommes, se lançant sur les passerelles comme vers une fête, et abordant les soldats de la tête de pont avec des mots drôles : « On va à Ostende, s'pa? » Il leur fallut toute la journée pour remplacer complètement les nôtres. Mais alors, tout de suite, par une martiale coquetterie, les nouveaux venus marquaient un petit progrès vers Westende. Nieuport fut ce soir-là le seul point du champ de bataille où l'on parlât de victoire.

La bataille cependant se poursuivait devant Saint-Georges où le 7e de ligne, du colonel Delobbe, qui venait de tenir une quatrième nuit, et qui, en même temps que l'ordre de mourir sur place, avait reçu la veille au soir, pour son drapeau, la croix de Léopold, se trouvait dans une situation critique. L'audace inouïe des batteries qui protégeaient ce régiment et qui, chaque fois que l'infanterie voulait forcer le passage, escaladaient les digues pour l'écraser à bout portant, avait, semblait-il, exaspéré l'ennemi qui, en même temps qu'à une lieue de là il fonçait tête baissée sur Schoorbakke encore résistante, essayait ici, après chaque tentative de ses fantassins, ses inventions infernales.

Vers midi, une énorme bombe éclata soudain en plein milieu d'une tranchée du pont de l'Union, dont les défenseurs furent anéantis. Une seconde tomba bientôt plus loin, faisant le même carnage. Ces engins mystérieux, dont le départ n'était marqué par aucune déflagration, dont aucun sifflement n'annonçait la direction et l'arrivée, tombaient silencieusement du ciel vide.

Aux hommes debout devant les créneaux, attentifs seulement aux mouvemens de la plaine, ils ne revélaient leur présence qu'en leur donnant la mort. Ceux qui avaient le loisir de lever la tête, les voyaient distinctement en l'air, formidables et allongés, achever leur courte parabole avant de choir verticalement dans un vertige invisible. Le major Houard ayant demandé qu'un officier d'artillerie vînt sur place tâcher de reconnaître d'où partaient ces projectiles nouveaux, le lieutenant Cambrelin accourut. Mais un *obus cigare*, — comme les appelaient déjà les hommes terrifiés, — au moment où ils levaient la tête, tua brusquement le major Houard et le lieutenant Cambrelin. Dès lors, tandis qu'au loin se dessinait une immense attaque toujours attendue, jamais déclenchée, les sinistres machines tombèrent, de plus en plus rapides et rapprochées, sur les soldats impuissans qui ne songeaient pas à fuir, qui restaient muets et stoïques sous ce déluge. Quand, à dix heures du soir, le 14e de ligne et le bataillon de chasseurs à pied du lieutenant-colonel Lambert vinrent les relever enfin, leur régiment avait perdu dix-huit officiers et six cents hommes.

L'ordre catégorique qui avait cloué sur place les soldats du 7e de ligne, les soldats du 14e, également épuisés par la bataille, l'apportaient aussi avec eux. La relève, éclairée par le jaillissement des fusées et par l'éclat mouvant des incendies, les exposa tout de suite à un bombardement frénétique. A l'aube, celui-ci semblait s'être localisé sur le bataillon du major Waslet qui faisait face aux restes du pont. Avec une atroce régularité, de cinq minutes en cinq minutes, éclataient sur lui les bombes foudroyantes. Et le tir des obusiers dissimulés tout près, semblait-il, derrière l'autre digue, était si précis que les hommes préféraient à la tranchée trop bien repérée le terrain découvert, un peu en arrière des lignes, où, dédaigneux d'autres périls, ils restaient dressés ou couchés, tirant toujours. Les pertes étaient si considérables qu'il fallut dès la matinée faire donner le bataillon de réserve. Mais sa marche vers la tranchée fut bien vite aperçue au milieu des champs : l'une des compagnies, en arrivant à la première ligne, n'avait plus que quinze hommes valides.

Il était midi, le passage était forcé à Schoorbakke; Tervaete venait d'être évacué par les nôtres. Le 23e de ligne qui, de la droite du 14e, s'étendait jusqu'à la boucle, pris par un tir d'en-

filade, décolla soudain. Aussitôt, les Allemands ayant occupé, sur notre rive, la ferme de Groote Hemme accablèrent d'un feu à revers les défenseurs de Saint-Georges. Le danger croissait, on était exposé par devant, par derrière, de flanc. Tandis qu'au centre du régiment, devant le pont, certaines compagnies étaient réduites à sept soldats et sous-officiers, et que l'ordre réitéré arrivait au major Waslet de tenir ferme avec ces débris, le bataillon de droite voyait distinctement les Allemands avancer vers lui, longeant les anciennes tranchées du 23e et le chemin de halage. Opiniâtres sous les coups répétés de notre fusillade, ils approchaient toujours, criblant de balles nos abris et nos couloirs ouverts à leur feu. On renforce comme on peut ce bataillon de droite qui, selon le mot d'un de ses chefs, est en agonie. Les hommes ne tiennent plus que par une volonté dure et presque surnaturelle. On entend des réponses comme celle du lieutenant Bastin qui songe aux hommes qu'il expose : — « Mon major, j'irai, je me ferai tuer! » le bruit de la fusillade étouffe le cri des mourans. Bientôt pourtant la pression est telle que toute résistance serait inutile folie : le bataillon se replie. Les hommes qui restent des autres unités canardent encore les ennemis qui, infiltrés sur notre rive, se trouvent serrés sur l'étroit chemin de halage entre la digue et le fleuve, et qui parfois se battent avec nous, — dramatique combat d'aveugles, — à coups de baïonnette à travers la mince épaisseur de gazon. Enfin, la densité des assaillans décuplant tout à coup devant nos tranchées démolies, le clairon sonne la retraite : la route de Saint-Georges est ouverte. Mais, en deux jours, le 14e de ligne, digne frère, par la souffrance et par la gloire, du 7e, était réduit à presque rien. Sur dix-sept cents hommes qu'il comptait encore hier matin, il ne lui en restait plus sept cents!

Derrière lui, c'est la ruée. C'est l'Yser franchi, les tranchées violées, les cadavres fouillés, les blessés massacrés. C'est le piétinement, sur le pavé sanglant, des régimens compacts et drus. C'est Saint-Georges, village de paix et de silence, qui pousse un grand cri, et meurt égorgé. C'est, sur les voies qui débouchent du bourg, les compagnies enivrées qui déjà s'aventurent en un trot massif. La plaine va-t-elle être envahie, l'armée belge tournée, Nieuport isolé ? Non, non! Deux batteries du major van Bever, la 28e et la 29e qui se retirent avec le 14e de ligne

s'arrêtent soudain. Les servans sont épuisés, ils ont tiré déjà depuis huit jours, sans une heure de repos, plus de treize mille obus. Qu'importe ! on les voit, sur un ordre bref, faire face, tirer à bras leurs canons vers Saint-Georges, s'établir à trois cents mètres des dernières maisons, au milieu d'un champ dénudé, et de là mitrailler les issues du village et le pont de l'Union, où les ennemis, qui nous croient définitivement vaincus, passent, passent toujours. Les voici contenus dans les rues, fauchés sur les routes. Ils reculent, ils hésitent, ils reviennent; finalement ils s'arrêtent. Pendant ce temps, protégés par le colonel Larmoyer et son 3e de ligne, les défenseurs du pont de l'Union ont rejoint les défenseurs de la boucle de Tervaete derrière la ligne toute proche du canal de Beverdyk, qui sinue entre l'Yser et le remblai du chemin de fer Nieuport-Dixmude,

VII

A Dixmude, l'amiral Ronarch, sûr de ses fusiliers, sûr de la brigade Meiser, et au surplus goûtant depuis un jour un repos relatif, n'aurait aucun sujet d'inquiétude, si le fléchissement du centre de la bataille ne le menaçait de flanc et d'arrière. Si la ligne molle du Beverdyk peut tenir, tant mieux, mais on peut en douter. La ligne du chemin de fer, dès longtemps préparée pour un recul prévu, et aménagée comme retranchement définitif, protégera certes puissamment la route de Calais, mais laissera Dixmude singulièrement exposée. Il faut absolument, pour que la péninsule formée par la petite ville dans les vagues adverses ne devienne pas un îlot mal défendable, que les deux rives de l'Yser restent à nous, tout au moins jusqu'au premier coude au Nord de Caeskerke, — celui que jalonnent la borne 16, la ferme Den Toren et deux cylindriques thanks à pétrole, immenses moutardiers de zinc posés drôlement sur la berge à l'Ouest d'Oudstuyvekenskerke. Le 23 au soir déjà, l'amiral a pris ses dispositions avec le colonel Meiser pour la surveillance et la protection des chemins d'accès de Dixmude. Et, dès le matin du 24, nos pelotons spéciaux et nos cyclistes ont quitté la tête de pont pour garder la bifurcation des routes de Stuyvekenskerke et de Pervyse. Les deux chefs ne tardent pas à s'apercevoir que cette protection ne suffira guère. Ils appren-

nent à la fois que Stuyvekenskerke vient d'être abandonné par les nôtres, que la 1re division d'armée a marqué un léger recul au Sud de Schoorbakke, enfin, — chose plus grave, danger plus proche, — que l'ennemi force le passage du fleuve à la borne 14 en face d'Oudstuyvekenskerke. Ce qu'ils voient ne tarde pas à confirmer la fatale nouvelle. De la gare de Caeskerke où se tient l'amiral, du moulin où le colonel a son poste de combat, ils assistent au spectacle de soldats affolés qui, jetant leurs sacs et leurs armes, refluent en grand nombre vers Oostkerke et Rousdamme. Les gendarmes, lancés au galop à leur rencontre, ne parviennent ni à les ramener au feu, ni à les arrêter. La panique gagne bientôt, à la borne 16, les fusiliers marins, qui protègent immédiatement Dixmude, dont les tranchées sont battues d'enfilade et qui, lâchant pied, fuient aussi en désordre vers le chemin de fer. Des fermes van de Woude et Den Toren débouchent les fantassins allemands en rangs pressés. Pour rendre plus difficile le ralliement des hommes désemparés, l'ennemi bombarde avec acharnement la plaine qui s'étend du clocher carré d'Oostkerke, qui brûle comme une grosse torche, au clocher pointu de Caeskerke, encore aminci par les flammes. Quoique, pour y retenir le plus de monde possible, le duc de Wurtemberg fasse mine de menacer Dixmude qui s'émiette sous l'action de l'artillerie lourde, l'amiral, se démunissant hardiment de toutes ses réserves, envoie encore au Nord-Ouest, vers Oudstuyvekenskerke, le 1er régiment de ligne, un détachement de fusiliers marins, deux bataillons du 2e chasseurs sous les ordres du colonel Sults, enfin le 1er bataillon du 11e de ligne que conduit l'intrépide commandant Decamps. L'arrivée au combat de ces réserves aguerries coïncide avec le début de la grande contre-attaque que tentent à l'Est de la boucle de Tervaete tous les contingens un peu mêlés dont le commandement belge dispose, et avec l'apparition, qui semble miraculeuse, au milieu d'eux, d'une éclatante brigade française, la 83e, qui renonce à l'offensive sur Ostende et se porte au centre, — il en est temps! Vers ces soldats frais et alertes, vers ces camarades, vers ces amis les mains se tendent. Point de cris, — on est trop las pour acclamer, — mais des regards émus et fraternels, qui nouent entre ces hommes qui vont lutter et mourir ensemble, une affection immortelle.

Deux bataillons du 9e de ligne, deux du 1er chasseurs

accompagnent la brigade française, débouchée comme eux de Pervyse, dans une charge générale vers Stuyvekenskerke. Les Allemands fléchissent un peu d'abord. Mais le combat devient bientôt dur et lent et, tragiquement, s'immobilise. Le 8e chasseurs français est héroïquement décimé. En face de cette première aile marchante, c'est vers le même village de Stuyvekenskerke que, venant de l'Ouest, convergent des grenadiers, des carabiniers et le 10e de ligne, qui, furieux d'avoir dû reculer, attaque maintenant avec une folle intrépidité. Mais là aussi la lutte sanglante et indécise piétine le sol, ne marque que lentement notre avance. Au Sud, le groupe venu de Dixmude se jette en avant, se déploie à hauteur d'Oudstuyvekenskerke aux maisons duquel il s'accroche solidement, attaque la ferme Den Toren, rétablit définitivement les nôtres dans les tranchées de la borne 16. De Saint-Georges où le 5e de ligne contre-attaque, jusqu'aux abords de Dixmude, la bataille fait rage dans toute la demi-lune que dessinent l'Yser et le chemin de fer. De temps à autre, un mouvement se produit, des bataillons reculent, d'autres avancent. Un témoin note le courage éclatant de quelques compagnies du 10e de ligne qu'on voit courir résolument en ligne de pelotons dans la zone battue par la grosse artillerie, « les obus arrivaient en rafales, les hommes se couchaient instantanément, puis se relevaient et continuaient à avancer. C'était quelque chose d'admirable. » Mais en somme, si l'un des buts de l'offensive est atteint : contenir l'ennemi, — on ne parvient pas, comme on l'avait espéré, à le rejeter dans le fleuve. Le village lui-même de Stuyvekenskerke et la ferme Den Toren ne seront repris, — et pour quelques heures, — que le lendemain. Du moins, Dixmude est préservée désormais par le Nord. De la ferme Roode-Poort où elle se soude au remblai du chemin de fer, une ligne solide se constitue jusqu'aux tranchées et à l'Yser. Pour éclairer les soldats qui, pendant la nuit, fortifieront ingénieusement ce front, l'un des réservoirs à pétrole, touché par un gros obus, se penchera brusquement, tandis qu'une flamme gigantesque jaillira jusqu'au sommet du ciel, en un subit et vertigineux saut.

Les Allemands, au moins, ne perdent pas de temps. Se voyant barrer sur la rive gauche la route de Dixmude, ils vont lâcher sur la ville par la rive droite toutes leurs troupes disponibles. Furieux d'être contenus au Nord, en ce jour qui devait

marquer leur victoire, ils ont juré du moins d'enfoncer la défense de l'Est. Déjà le matin, ayant vu sortir de la tête de pont les héroïques bataillons d'Oudstuyvekenskerke, ils avaient cru la ville dégarnie et avaient essayé, dans un assaut général, sa force de résistance. Malgré la furie de leur choc, ils n'avaient débordé nos tranchées que sur un point, où tout de suite le colonel Jacques avait en personne ramené ses hommes en leur disant ce simple mot : « Mes enfans, mes enfans! un Belge tient jusqu'à la mort! »

Ils s'étaient contentés alors, durant tout le jour, de préparer l'assaut du soir par un bombardement méthodique, régulier, scientifique. « Chacune de leurs batteries, raconte un officier, ayant fait choix d'un front à battre, l'arrosait d'abord par coups successifs de droite à gauche, puis de gauche à droite, ensuite les six coups partant simultanément venaient bouleverser l'ouvrage dans toute sa longueur. » Maintenant, l'artillerie se tait. Un silence affreux régnerait, si la tempête ne faisait la nuit plus affreuse encore. Il pleut obliquement. Quand les averses s'arrêtent, le vent, avec de brusques sautes, tourbillonne, siffle, bondit d'un bout à l'autre de l'horizon. Au fond du ciel sans lune, le galop des nuages noirs emporte des reflets de braise. Les élémens semblent voués à une colère infernale. Tout à coup, retentit un piétinement dans la boue gluante. Des régimens hurlans se précipitent au bord du canal d'Handzaeme, d'autres surgissent des prairies du Sud. Ce sont des troupes fraîches, hardies, décidées. Repoussées, elles reviennent. Elles reviennent, elles reviennent encore. Ruées sur ruées, tueries sur tueries. Parfois, de grands cris brefs précèdent l'assaillant aussitôt écrasé. Parfois, il se glisse en silence, se hisse sur les parapets, prend les nôtres à la gorge. Ce sont alors des corps à corps sans exemple. Pas un coup de feu. La baïonnette, le couteau, les crosses. Les torses s'étreignent, les doigts se nouent aux gorges. On voit luire des mâchoires. Les adversaires roulent à terre, se redressent, se lâchent, se reprennent. L'assaut s'achève par des pas en fuite dans les ténèbres. Ceux qui ont vu ces attaques sauvages dans l'ombre folle ont vu l'enfer. Ils ont triomphé de l'enfer : c'est vingt-six fois dans cette nuit du 24 au 25 que l'ennemi fut rejeté de Dixmude.

Le 25, toujours contenus au centre par la 83e brigade française, le 1er de ligne et le 2e chasseurs qui les attaquent de flanc

avec vigueur, les Allemands poursuivent leurs efforts désespérés sur la tête de pont. Les minces réserves sont toujours employées sur l'autre rive. Ce sont les mêmes troupes que la veille, sublimes dans leur épuisement, qui vont rejeter les mêmes assauts : n'en ont-elles pas pris l'habitude ? Au-dessus d'elles, la même tempête se mêle au même bombardement; mais celui-ci, négligeant aujourd'hui les tranchées, suffisamment démolies, s'acharne sur la halte de Caeskerke où se tient, impavide, l'amiral Ronarch, sur l'ancien moulin où travaille l'état-major de la brigade Meiser, sur la maison de Dixmude où s'est installé le colonel Jacques. Les murs s'écroulent, les toits se défoncent. Avec les éclats de briques et de tuiles, le vent et l'eau fouettent les visages. Il faut un courage surhumain pour rester sur place. Aux tranchées, les Allemands, comme effrités, viennent avec des effectifs de plus en plus réduits, à trois ou quatre, parfois seuls. Ils renouvellent les surprises d'hier. Comme hier, on les extermine à mesure. Soudain, un grand cri retentit du côté de la route d'Eessen : « *Les Boches! les Boches!* »

Il est minuit. Tout un bataillon allemand, profitant de l'ombre opaque, a pu se réunir sans donner l'éveil derrière les maisons qui bordent la chaussée, un peu en avant de notre position. Tout à coup, il se précipite, têtes en avant, saute par-dessus notre tranchée peu garnie, ne s'attarde pas à riposter aux coups de feu qui l'accueillent, bouscule le commandant Decamps revenu là depuis quelques heures et qui décharge sur eux toutes les balles de son revolver, s'engouffre dans les ruines de la ville, atteint la grand'place où il fait, en courant toujours, de quelques isolés, des prisonniers, pousse ceux-ci devant lui vers le pont de l'Yser, où leurs appels donnent l'alarme, et où le lieutenant Pollet, sautant sur une mitrailleuse, les arrête un moment. Le capitaine français Marcotte de Sainte-Marie fait de même donner ses mitrailleuses. Affolée, dans l'entre-choc des corps, la queue de la colonne, soudain coupée, se disloque, fait volte-face, s'enfonce à nouveau dans l'ombre et les décombres. Mais déjà le reste du bataillon, major en tête, a débordé la défense du pont. Une audace folle, une sorte d'héroïsme infernal les animent et les saoulent. Ils ne se dissimulent plus, leur clairon sonne la charge, leurs cris montent, rythmant sauvagement le refrain de *Gloria! Victoria!* Le colonel Jacques, dont

ils frôlent le poste de commandement, a heureusement éteint sa bougie : en face, un poste de secours français étant resté éclairé, le médecin et l'aumônier qui s'y trouvent debout devant la fenêtre sont renversés par dix coups de feu. Arrêté à Caeskerke par la barrière du passage à niveau, le bataillon sinistre s'engage au hasard dans les prairies. — « Où sont les batteries ? » demandent les Allemands à leurs prisonniers. Vingt fois, ils passent à quelques mètres des abris; les prisonniers, — parmi lesquels se trouve le commandant Jeanniot, des fusiliers marins, — ne répondent pas. Ils paieront leur silence : on les massacre. A peine ce crime commis, le bataillon sera cerné par des soldats accourus en hâte de tous côtés, marins sortis de leurs tranchées, cyclistes, délégués, plantons, estafettes, cuisiniers, chauffeurs. Un court combat s'engagera, où presque tous les Allemands seront tués à la baïonnette ; le reste sera fait prisonnier. Plus de cent autres Prussiens seront retirés dans la journée du 26 des caves de Dixmude. Lorsque, à deux heures, les Sénégalais et un bataillon du 1er de ligne seront venus relever dans Dixmude les troupes du colonel Jacques, et qu'un obus tombant sur la maison où l'état-major s'installe aura enseveli sous les décombres une dizaine d'officiers, le génie en retirera avec ceux-ci, — dont l'un, le major Hougardy, aura les deux jambes coupées, — quelques hommes gris, dernier résidu de l'équipée de la veille, tapis encore, épouvantés, dans les ténèbres des souterrains.

Cet extraordinaire épisode du bataillon fantôme qui eût pu, en provoquant une panique, ouvrir la ville aux Allemands, avait laissé les défenseurs dans un calme parfait. Il marquait la fin de la journée la plus chaude de la bataille de Dixmude, celle qui, enfin, fut suivie pour nos hommes d'un peu de demi-repos. Le soir, les régimens de la brigade Meiser allaient cantonner, sous les obus, à Lampernisse. Quelques jours après, le Roi les passait en revue sur la grand'place de Furnes, leur décernait l'ordre de Léopold et baisait en pleurant la frange de leurs drapeaux.

VIII

Sur le reste du front de bataille, les journées des 25, 26 et 27 octobre marquent un temps d'arrêt. Les Allemands, malgré leur immense supériorité numérique, n'ont pu enfoncer nulle part notre petite armée épuisée. Si celle-ci, sous la pression formidable de l'ennemi, a dû reculer, sa nouvelle ligne n'est éloignée des lignes primitives que de quelques centaines de mètres. Si nos pertes sont formidables, eu égard aux effectifs engagés, — rien que le 25, dix mille blessés sont évacués vers la France, — les meurtrissures des corps allemands sont si saignantes qu'hésitant tout à coup, ils s'avouent, par leur immobilité même, à moitié vaincus. A quoi leur sert d'avoir passé l'Yser, si le petit Beverdyck, parallèle au fleuve, les arrête comme l'Yser lui-même, et si, au delà du Beverdyck, ils peuvent voir le remblai du chemin de fer s'offrir aux Belges comme un sûr refuge ? Étonnés par la violence de nos coups, ils ignorent notre épuisement ; surpris de notre activité, ils nous croient plus nombreux que nous ne le sommes ; voyant nos uniformes mêlés, ils pensent que l'armée française, progressivement, nous relève. Ils ont entendu derrière nous les grondemens puissans d'une artillerie lourde toute neuve : les 120 français qui viennent renforcer notre centre. Ils ignorent que nos 75, qui ne s'arrêtent point pourtant, n'ont plus, à la 6e division, que cent soixante et un obus par pièce, à la 2e que cent obus, et quatre-vingt-dix à la 4e. Ils ignorent l'angoisse de nos artilleurs qu'aucun convoi ne vient ravitailler. Ils se demandent d'où viennent nos réserves, et quand ils voient déboucher des villages des régimens, tambours battans, qui accourent au feu, ils s'inquiètent de nous voir toujours des troupes fraîches. S'ils savaient d'où viennent ces renforts, quelle sorte de repos ils ont goûté, quelles fatigues ils ont endurées, ils ne voudraient point y croire. S'ils savaient comment on les a ressuscités, ils ne douteraient plus de notre victoire.

Un officier, témoin d'un de ces miracles, me l'a raconté bien souvent. Un soir, à Lampernisse, une brigade de chasseurs revient du combat. Elle a lutté depuis des jours. Elle est en loques et en sang. A peine arrivés au village, les hommes

tombent, assommés, sur la paille. Mais tout à coup un ordre arrive : on a besoin d'eux, là-bas. Il faut partir, partir avant la nuit! Le clairon les sort d'un sommeil de mort. Ils se lèvent hagards, insensibles, navrés. « Ce n'est rien, venez, c'est votre général, Bertrand, qui vient vous voir, vous passer en revue! » Bertrand, — depuis la captivité de Leman, — commande la 3e division d'armée. C'est un homme simple, énergique, sorti du rang, père de ses hommes. Devant Liége il chargeait à leur tête. Il s'est toujours exposé, sans compter, avec eux. Il a le secret de leur âme collective : il les aime. Et c'est lui qui, les voyant dormir, alors que le combat, de nouveau les appelle, vient d'avoir cette idée sublime : « En avant! Pour défiler! » Presque à tâtons, machinalement, les compagnies se sont formées. On a remis son sac au dos. On a ramassé le fusil encore tiède. On avance dans une ombre pâle où flotte une dernière clarté. Sur la grand'place du bourg, Bertrand est à cheval entouré de son état-major, lui aussi boueux, noir, déchiré. « Allons, mes enfans! » crie-t-il. La musique passe en tête, puis s'arrête au bord d'un champ. Elle joue, redouble, reprend encore l'air des chasseurs, si déchirant, si nostalgique, avec, par à-coups et pour finir, des élans d'ivresse et de gloire. C'est toute la vie de la brigade depuis trois mois qui pleure, qui chante et qui crie, avec les déceptions, les fatigues, les colères, les combats, les assauts, la retraite, — l'espoir quand même! Ce n'est pas seulement la lueur diffuse d'un crépuscule tardif qui auréole et pénètre les hommes, c'est aussi cette musique de cuivre qui les soulève et les transfigure. Ils défilent, bien rangés, pelotons par pelotons, tandis que, de sa voix paternelle et grave, leur général les interpelle : « Ah! qu'ils sont beaux, mes chasseurs! qu'ils sont beaux!... Vous êtes dignes de retourner au premier rang!... Ah! les bons soldats! la Patrie est fière de vous... Voyez, messieurs, ce sont les chasseurs, ce sont des braves!... Saluez-les!... Lieutenant, votre compagnie est superbe!... Venez ici, commandant, que je vous embrasse!... Bravo! mes enfans, bravo!... Vivent les chasseurs! » Et l'état-major et les assistans, avec des applaudissemens et des acclamations, reprennent, enthousiastes : « Vivent les chasseurs! » « Moment inoubliable, m'écrit un lieutenant, où l'on sent vibrer en tout son être le souffle du sublime et la splendeur éternelle de l'âme dans l'idéal et le sacrifice... J'ai pleuré, j'ai vu pleurer autour de moi les vieux colonels et

les jeunes recrues dans cette communion émouvante... » Et le défilé se poursuit. Les torses se redressent, les jarrets se tendent, les yeux mouillés s'allument d'une flamme nouvelle. Électrisée, transportée, *recréée*, comme si c'était vers sa première bataille, la brigade part... Voilà le secret de notre force.

Les Allemands l'ignoreront toujours. Chaque fois que nous ploierons, ils se croiront vainqueurs; chaque fois que nous rebondirons, ils nous jugeront renforcés. Le 25, quand, attaquant Nieuport par le Groote Nieuland Polder, ils subiront un sanglant échec, ils croiront nos forces doublées sur ce point et ne risqueront plus guère leur infanterie contre le mince rideau qui protège la ville. Le 26, quand, ayant amené leur artillerie lourde à Stuyvekenskerke ils auront pris d'enfilade la ligne provisoire du Beverdyck, nous voyant reculer lentement vers le chemin de fer, ils pousseront des cris de victoire ; quand, le 27, nous résisterons invinciblement sur nos nouvelles positions, ils arrêteront pour vingt-quatre heures leurs attaques, croyant devoir, pour nous égaler en force, amener sur nous toute leur armée.

Le remblai du chemin de fer a inspiré tout de suite aux Belges une inébranlable confiance. Il constitue une épaisse tranchée toute faite, où il a suffi de percer des abris. La ligne, venant de Lombaertzyde, le rejoint au Sud de Nieuport, le suit pendant une dizaine de kilomètres, jusqu'à la ferme Roode Poort, devant Oostkerke pour regagner l'Yser. Les troupes s'y appuient dans l'ordre suivant, du Nord au Midi : 2e, 1re, 4e divisions belges, 83e brigade française, 5e division belge, 9e bataillon de chasseurs français. Au matin du 27, les Allemands tâchent de deviner notre densité et nos résolutions. Ils poussent une colonne sur le passage à niveau de la gare de Boitshoucke : le 4e de ligne la rejette. Ils attaquent la station de Pervyse où les grenadiers les reçoivent avec vigueur; ils envoient des reconnaissances aux abords d'Oudstuyvekenskerke et vers les tranchées de Dixmude : elles sont chassées par notre feu. A dix heures du soir, une attaque générale qu'ils esquissent d'un bout à l'autre de notre front vient s'y briser. A Lombaertzyde, la flotte anglo-française, encore une fois, prend sa part brillante du combat. On pressent que sur la nouvelle ligne que nous avons choisie, va se disputer bientôt, en une journée décisive, non plus fragmentaire, mais livrée d'un seul tenant, la dernière partie de la grande

bataille. Un nouvel essai d'attaque générale échoue encore le matin du 28. Alors, pendant tout le jour, de Nieuport à Dixmude, l'infanterie disparaît, l'artillerie seule travaille. De la mer au Vrye Bosch, — la *Forêt libre* aujourd'hui violée et saccagée, — une formidable rangée de canons lourds aboie, rugit, gronde. Des tonnes de fer et de cuivre sont déversées sur notre front, où les soldats, accroupis dans la tranchée, ragent de ne pouvoir riposter, et rient, sous cette averse surhumaine, de vivre encore. Mais le remblai fait de billes de bois, de rails, de gazons et de cendres coagulées, résiste comme un rempart. Devant lui, derrière lui la terre bouleversée jaillit vers le ciel en mottes et en miettes, comme si le sol, secoué par une force trépidante, s'ouvrait à chaque instant en nouveaux cratères. Le champ de bataille est un vaste désert dont la terre tremble et se soulève. Pas un groupe humain, pas une ombre qui se meuve. Seuls, le long du canal de Furnes, quelques ouvriers, accompagnés d'un officier d'état-major, se glissent entre les obus vers les écluses de Nieuport.

Le jour où fut forcée la boucle de Tervaete, le commandant Nuytens a songé tout de suite au moyen suprême de salut : l'inondation. Défense classique dans nos pays de plaines basses et d'eaux lentes. Et sans tarder, il s'est mis au travail. En effet, si l'idée est simple, la réalisation n'en est pas facile. Il ne faut pas, sous prétexte de noyer l'armée allemande, noyer en même temps nos derniers cantons, Furnes et le pays des Moères. Il ne faut pas déchaîner un élément dont on ne serait plus le maître. D'autre part, notre système d'écoulement des eaux est si délicat, si compliqué, si parfait et si fragile qu'il ne faut pas témérairement y toucher. Pour parer au premier danger, il s'agit de boucher tous les caniveaux et toutes les brèches du remblai du chemin de fer, afin qu'il devienne, comme l'Yser lui-même, qui coule, en son cours inférieur, au-dessus des prairies dans de hautes berges de terre, une digue imperméable et solide. Pour éviter le second péril, il faut immédiatement réaliser ce prodige : changer le régime des canaux. Tous en effet convergent vers le Beverdyck situé dans la zone qu'il faut isoler et noyer, et, si on ne leur assure pas un débouché nouveau, ils vont insensiblement gonfler et inonder nos cantonnemens, nos lieux de repos, nos derniers villages. En trois jours, sans que l'ennemi ait pu le soupçonner, les travaux ont été faits, les dispositions

prises. Kogge, le vieux garde-wateringue, a donné les plus précieux conseils: grâce à lui, tout s'est fait sans encombre, chacun a bien manœuvré. Le 28 octobre dans l'après-midi, en quelques tours de levier, les vannes sont ouvertes. La mer va devenir notre alliée.

Ce n'est pas en effet l'Yser qui déborde; ce sont les bassins maritimes du vieux Nieuport qu'on va vider à marée haute sur la plaine et qu'insensiblement de petites vagues molles, avec une insinuante et terrible douceur vont amener dans l'espace que nous avons délimité. Précaution peut-être inutile, si notre victoire est prochaine ; protection nécessaire, aide désespérée, si la bataille doit durer plusieurs jours encore. L'armée est au bout de ses forces et de ses ressources. Seul l'enthousiasme des hommes les tient encore, mais il est si haut, si exaspéré, si peu alimenté de réalités exaltantes qu'il peut, tout d'un coup, casser. Les chefs le savent. Ils regardent avec angoisse l'eau qui approche, sûrement, — mais si lentement!

L'Allemand la voit aussi venir. Elle n'a encore franchi dans la première journée qu'une centaine de mètres que déjà il s'en affole. Vaincre! Vaincre tout de suite! avant que cette aide effroyable et silencieuse ne nous arrive. Il a d'autres raisons encore pour frapper le grand coup. L'offensive du général d'Urbal ne cesse de progresser au Sud-Est de Dixmude. Bientôt il menacera le flanc de l'agresseur, si celui-ci n'en finit pas vite. Et puis, l'Empereur est là!

Il est arrivé le 28, théâtral dans sa fausse simplicité, impératif, le front chargé comme s'il portait avec lui le secret de Dieu. Il a donné l'ordre d'ouvrir sous ses yeux la route de Calais, la route de Londres! Il faut en finir avec l'armée belge, avec la Belgique. Il faut déborder, en un formidable élan, la mince barrière de nos poitrines. Il faut terminer immédiatement cette bataille de l'Yser, — cette bataille à cinq contre un, au cours de laquelle la plus forte armée du monde a pris douze jours pour avancer, en moyenne, d'un kilomètre. Le 29 à l'aurore, avec la diane des canons, les clairons, les trompettes et les fifres déchirent l'air à l'horizon.

C'est la même tactique que les jours précédens : attaques locales sur les points jugés faibles, puis attaque générale destinée à emporter tout. La 1re division reçoit le premier choc entre les gares de Boitshoucke et de Pervyse; le 4e de ligne

repousse en une sanglante mêlée un furieux assaut d'infanterie. Celui-ci se renouvelle au milieu du jour, appuyé cette fois d'une attaque parallèle sur nos positions d'extrême droite. Au centre, il faut aux 3e et 4e de ligne trois heures d'un combat sans nom pour rejeter la terrible ruée, qui sans cesse se renouvelle, s'intensifie, pour se briser enfin. A droite, le 151e d'infanterie français, aidé d'une partie de la 2e division belge, se couvre de gloire et reste maître du terrain. Le soir, l'ordre du jour impérial est lu aux armées allemandes : le choc général va se produire d'Arras à la mer. Le canon ne se taira pas avant la victoire ou la défaite... L'inondation, qui, déjà, atteint presque la route de Saint-Georges à Ramscapelle, inquiète de plus en plus l'état-major allemand, dont les ordres se font fébriles et se multiplient.

Le jour n'est pas encore levé que l'infanterie ennemie apparaît. Elle se multiplie, se tasse, se serre. Sur des lieues et des lieues, elle s'avance, se couche, se relève, déferle enfin. Belges et Français, de leurs tranchées, ou sautant hors de leurs tranchées, tirent, tirent sans repos. Ils ne cèdent pas. Un craquement pourtant se produit. Devant Oudstuyvekenskerke, les Allemands arrivent au chemin de fer, ils s'acharnent, ils montent, ils vont passer. Une énergique secousse les renverse, une dure poursuite leur fait quelques centaines de prisonniers. Sur le front du 10e de ligne, les Prussiens, qui se sont tenus silencieux dans les fossés, — où déjà un peu d'eau saumâtre s'avance, — surgissent soudain dans un moment d'accalmie. Terrifiés et décimés, ils regagnent bientôt leur abri. A Ramscapelle, où la menace de l'eau est visible, pressante, sans rémission, la conscience du danger décuple la force des assaillans. Ils se précipitent, hurlans, avec des grenades à la main. Les soldats des 5e et 6e de ligne, au milieu des cris et des râles, résistent de leur mieux. Mais, à la faveur de la mêlée, des mitrailleuses ont pu arriver sur le talus même qui les protège, et prennent d'enfilade leurs couloirs. Des hommes tombent par dizaines. Les autres, dans un mouvement subit, évacuent leurs abris, ouvrant une brèche dans nos défenses. Des bataillons allemands, follement lancés, passent au-dessus du talus et entrent dans Ramscapelle !

Leur orgueil est sans mesure. Au delà du remblai qu'ils viennent de dépasser, il n'y a plus jusqu'à Dunkerque qu'une

plaine vide, sans obstacles sérieux, sans lignes préparées. Furnes, que cachait jusqu'ici la muraille de gazons, apparaît dans sa miraculeuse beauté comme une ville de la Terre Promise, légère et fine, presque divine, si claire qu'elle fait presque partie de l'air et de la lumière, si proche qu'il semble que, pour l'atteindre, il suffise de tendre les bras. Une avance d'un kilomètre d'ailleurs sur le chemin de Furnes, c'est Nieuport cerné, notre défense prise à revers, notre armée coupée, fuyante ou prisonnière, l'Yser définitivement conquis, Dixmude surprise, la bataille gagnée tout d'un coup. Et qu'importe l'eau qui monte, si, par cette écluse soudain percée à la pointe des baïonnettes, l'armée allemande tout entière se répand au galop dans la plaine convoitée, comme un flot qu'on n'arrêtera plus!... Voilà les compagnies, et puis les compagnies qui s'engagent vers l'église et les champs, avec des cris de victoire.

Mais les nôtres se sont ressaisis. L'ennemi n'a pas encore rempli tout le village de ses masses déferlantes qu'ils le cernent déjà. Et, par tous les chemins accourent les quelques renforts qu'on a pu alerter. C'est le 16e bataillon de chasseurs français, c'est un bataillon du 14e de ligne, un autre du 7e, ce sont deux bataillons de tirailleurs algériens. Et des zouaves, de beaux zouaves à la peau tannée, aux jarrets solides, au redoutable mordant. Un premier assaut qu'ils tentent tout de suite sur Ramscapelle échoue, sans diminuer leur ardeur. Un autre s'organise méthodiquement, et, dans l'après-midi, concentrique, il se déclenche. Du Nord, parallèlement à nos tranchées, avancent les débris du 6e de ligne ; du Sud, les soldats des 5e, 7e et 14e. De l'Ouest enfin, débouchant de la ferme Noordveld, petits, penchés, têtus, nerveux, les zouaves, les tirailleurs et les chasseurs.

Pour recevoir leur choc pressé, le village s'est déjà fermé comme un bastion, hérissé de fusils, de mitrailleuses, de casques à pointe. Ils ne s'arrêtent point : ils ont juré de passer, ils passeront! A quatre heures, ils ont déjà conquis, en de furieux corps à corps, une vingtaine de maisons à l'Ouest du bourg. Au milieu de la nuit, ils atteignent le cœur du village. Au matin, les Allemands, lâchant pied, perdent la longue rue qui de l'église va tout droit vers la gare. Les Français les poursuivent, le fer dans les reins. Le 31, à neuf heures, enfin, le 14e de ligne réoccupait les tranchées du chemin de fer, encombrées de morts : devant la poussée victorieuse des Franco-

Belges, la 5e division allemande, celle qui avait cru tenir la victoire, cédait sur toute sa longueur, avec de l'eau jusqu'aux chevilles. Les autres reculèrent comme elle. Si les Allemands avaient tenu un quart d'heure de plus, peut-être passaient-ils partout... Une fusillade les poursuivit, qui se propagea comme un éclat de joie farouche. Certaines de nos batteries, pour saluer leur départ, tirèrent sur leurs derrières leur dernier obus...

Cependant l'inondation montait, plus invincible encore et implacable dans sa toute-puissante lenteur. Elle s'étendait, en immense nappe doucement mouvante, de Nieuport à Saint-Georges, de Saint-Georges à Ramscapelle. Elle gagnait Pervyse. Elle venait sans bruit, remplissait les canaux bientôt débordés, nivelait les fossés, les chemins, les trous d'obus. Elle glissait, s'insinuait, s'infiltrait. Elle était la conquérante silencieuse et d'abord presque invisible. L'eau sourdait du sol pénétré ; de mystérieux caniveaux la dirigeaient par-dessous les routes et les digues. Elle entourait des îlots de terre, d'où des groupes surpris fuyaient, mouillés jusqu'aux genoux. Elle clapotait au long de la tranchée, patiente et narquoise. Elle venait de l'horizon, elle gagnait les horizons. Elle semblait monter du fond de la terre et du bout du monde. Elle était notre amie, notre protectrice, notre muette tranquillité. Elle ne nous donnait pas la victoire : elle assurait la permanence de notre victoire.

Par les chemins surélevés qui, dans ces pays humides, dominent toujours les prairies ; par ces chemins qui semblaient, au milieu des eaux, de mystérieuses jetées rectilignes, les Allemands en désordre regagnaient la rive gauche de l'Yser. Ils n'avaient eu le temps de relever ni leurs blessés, ni leurs morts ; ils abandonnaient des fusils, des batteries, des mitrailleuses, du matériel que l'eau recouvrait dédaigneusement, haussant à mesure son baiser lent et froid des lèvres des cadavres à la gueule des canons. Eau glacée, où le sang se dissolvait dans la boue, et qui accrochait aux troncs d'arbres, doucement étreints, de longs filets rouges et noirs ; eau muette, qui étendait sur les champs de carnage l'immobile majesté du silence ; eau saumâtre, grossie par les hautes marées, et unissant ainsi, contre les envahisseurs du sol sacré, tous les élémens et toutes les forces, l'onde et le feu, — la terre et la mer !

Le soir du 31 octobre, les ennemis ne tenaient plus sur notre rive que Saint-Georges, la ferme de Groote Hemme, en

face du pont de Schoorbakke, les fermes Den Toren et van de Woude et les carcasses cylindriques des thanks à pétrole. Ils avaient évacué tour à tour Stuyvekenskerke, Oudstuyvekenskerke et Vicogne. Dixmude restait au pouvoir des fusiliers marins et des Sénégalais; les ponts de Nieuport, clef de l'inondation, n'étaient plus menacés. Le Kaiser, dépité, avait quitté la Flandre maritime et était allé devant Ypres, — y porter sa chance!

Sur quarante-huit mille hommes qu'elle avait pu, dans un va-tout héroïque, opposer à l'envahisseur, l'armée belge en avait perdu, — tués, blessés, perdus, prisonniers, malades, — dix-huit mille. Certains de ses régimens étaient presque anéantis. Un nombre immense d'officiers étaient hors de combat. Mais la route de Dunkerque était fermée. Mais un coin de la Belgique était inviolé. Et la victoire belge, pour ne pas bondir en avant, pour être une victoire sur place, n'en était pas moins une victoire.

Le 1er novembre, en gagnant à l'arrière leur cantonnement de Loo, quelques régimens passèrent, sur la route de Caeskerke à Oudecapelle, devant la vieille chapelle votive de *Troost en Nood*, — Consolation dans le besoin, — dédiée à Notre-Dame de Bon-Secours, et respectée jusqu'alors par les obus. Ils remarquèrent pour la première fois un ancien bas-relief de pierre bleue, encadré dans l'humble fronton. Il représentait un bandit aux formes colossales, dont la Vierge retenait impérieusement le bras, au moment où il allait, par derrière, poignarder un jeune chevalier au repos.

PIERRE NOTHOMB.

L'HISTORIEN

DE

"L'EMPIRE LIBÉRAL"

Le dix-septième et dernier volume de *l'Empire libéral* paraît posthumément, et paraît dans des conjonctures qui rendent plus pathétique, terrible même, la lecture de cette grande œuvre. Avec quelle angoisse nous parcourons, guidés par le ministre de Napoléon III, la route ancienne de nos malheurs : âpre route, bordée de tombeaux et au bout de laquelle on aperçoit la fosse entr'ouverte où peu s'en est fallu que la France ne fût couchée! Route bordée aussi d'avertissemens et, si l'on peut ainsi parler, d'allusions à l'avenir. D'étape en étape, nous découvrons, entre les deux époques, des analogies dont nous frissonnons et, grâce à Dieu, des différences qui nous imposent un bel espoir. Vieille d'un demi-siècle bientôt, l'histoire que nous lisons, nulle prescription certes ne l'avait close : un prodigieux regain de vie la tire du passé. Je ne crois pas qu'il y a quinze mois nous fussions prêts à examiner les actes du second Empire avec une tranquille sérénité; mais aujourd'hui l'honnête impartialité nous demande un immense effort. Et pourtant, si les fautes qui ont été commises, — fautes de toute sorte et si nombreuses qu'elles forment une longue chaîne de méticuleuse fatalité, — ne manquent pas d'exciter, en même temps que notre chagrin, notre rancune; et si la malchance continue qui fut le surcroît des fautes nous abreuve d'une amertume insupportable; et si nous en venons (pourquoi le

dissimuler?) jusqu'à la haine de ces jours funestes et horriblement féconds, n'est-il pas vrai que nous voici, par l'influence des jours nouveaux, en disposition de ne pas méconnaître les bonnes volontés qui n'ont pas eu leur récompense, l'intelligence qui a fait de son mieux, le dévouement, l'abnégation, l'héroïsme et tout ce que la défaite a gaspillé de noble et de beau?... « Il n'y avait plus rien... » balbutiait Bazaine, au Conseil de guerre; « il y avait la France! » répliqua le duc d'Aumale. La pensée de la perpétuité française nous détourne de maudire une seule année française. Elle ne nous incline pas à la mansuétude ou à la futile indulgence, mais à la simple équité : or, c'est tout ce qu'a réclamé, pour lui et pour son temps, l'auteur de *l'Empire libéral.*

N'allons pas par quatre chemins : la présente guerre dépend de l'autre guerre; elle en est la suite et (veuillons-le!) la fin. Quiconque souffre de la présente guerre — et qui n'en souffre pas jusqu'au tréfonds de son être? — déteste les lointains commencemens de la calamité. Alors, nous raisonnons vite; nous cherchons la cause, nous la tenons dans notre main : nous hasardons le rêve de l'écraser, pour supprimer l'effet. Hélas! la cause était elle-même un effet; et il faudrait, de proche en proche, fouiller jusqu'aux origines qui nous échappent pour y saisir le germe : le premier germe? non. A lire certains polémistes, on dirait que la querelle de la France et des Allemagnes date de Napoléon III et précisément du ministère Ollivier. Cette querelle emplit tous nos siècles et la tâche de notre pays consiste, dans l'histoire, à contenir, et à réprimer ou à vaincre, la Germanie. Mais, quoi! nous l'avions vaincue, réprimée et contenue sans faiblesse jusqu'à l'autre guerre. Soudain, notre résistance fléchit. La Germanie est la plus forte; elle s'épanche par delà ses digues, qu'elle a rompues. Qui n'a pas su veiller sur les digues? qui est le coupable? La colère publique prononça la déchéance de l'Empire; et elle se déchaîna contre le ministre de l'Empereur, Émile Ollivier, lui quasi seul entre tous, lui comme s'il avait été le seul, le maître absolu; lui beaucoup plus que le ministre des Affaires étrangères, lui beaucoup plus que le ministre de la Guerre et les généraux, lui beaucoup plus que tout le Corps législatif, lui beaucoup plus que toute la nation, tandis que la responsabilité authentique est autrement vaste et que l'erreur a été universelle.

Émile Ollivier se défend. Et les coïncidences font que les derniers mots de son plaidoyer tombent au milieu des plus chaudes alarmes, lui mort et la tribulation recommencée. Il avait attendu vingt ans, après la guerre, pour entamer le dur débat; le verdict, c'est en pleine guerre que sa péroraison le sollicite. Eh bien! disons-le, sous réserve d'un autre examen : sur divers points, — et j'en veux signaler trois, — les événemens actuels ont apporté des clartés imprévues et favorables à la défense de l'Empire libéral ou d'Émile Ollivier.

Le principal grief qu'on ait contre l'Empire libéral et contre Émile Ollivier, le voici : le gouvernement ne pouvait-il pas, ne devait-il pas, au mois de juillet 1870, éviter la guerre? — Il le devait, puisque la guerre a été cette catastrophe que nous réparons, après un demi-siècle, au prix de toute une jeunesse admirable et sacrifiée. — Il ne savait pas?... — Il devait savoir! et, dans l'incertitude, éviter l'aventure où la France risquait sa vie. — Le pouvait-il?... A cette question : qui a voulu la guerre? l'auteur de *l'Empire libéral* a constamment répondu : Bismarck. La falsification de la dépêche d'Ems indique la volonté nette de ce fourbe. Cependant, c'est la France qui a déclaré la guerre, au mois de juillet 1870 : l'intrigue allemande avait ainsi machiné l'affaire, on ne l'ignore pas. A présent, ne le voyons-nous pas avec plus d'évidence, mieux informés, à notre dam, une deuxième fois, de la fourberie allemande? Si l'on soupçonne le régime impérial d'avoir agréé, pour des raisons dynastiques, l'idée d'une guerre, un pareil soupçon ne s'adresse point à la République : celle-ci, à coup sûr, ne désirait pas la guerre; et elle ne l'a pas éludée. La criminelle préméditation de nos ennemis est manifeste dans le Livre jaune. Les stratagèmes de la diplomatie allemande sont de la même sorte l'été de 1870 et l'été de 1914; Bismarck est plus fort que Bethmann-Hollweg, il n'est pas moins sournois et ne traite pas plus honnêtement les chiffons de papier; l'imbroglio du Hohenzollern qui prétend à la couronne d'Espagne vaut la machination des représailles contre les meurtriers de Serajevo; et le roi Guillaume, qui se fait scrupule de gêner par ses remontrances le père Antoine, a le digne héritier de ses feintises en la personne de Guillaume II, qui ne se permet point d'apaiser François-Joseph. L'Allemagne, une fois comme l'autre, a fomenté la guerre et a multiplié les subtils mensonges pour attribuer à la

France le tort de la perfidie et l'imprudence de l'agression. Prenons garde : et, en condamnant tout d'une pièce le ministère que l'Allemagne avait dupé, ne soyons pas dupes de l'effronterie allemande, célèbre désormais.

Deuxièmement, on ne cesse de dire que la politique française a, durant tout l'Empire, favorisé l'ambition germanique et, par le principe des nationalités, aidé à la constitution de l'Empire allemand. Peut-être. En conséquence, on a dénoncé comme la source de tous les maux ce principe des nationalités, si généreux et fol jusqu'à la niaiserie. L'on oppose à de si périlleuses chimères l'excellent positivisme de la diplomatie antérieure, laquelle entretenait le désordre dans les Allemagnes et, par ce moyen, sauvait la France et l'Europe. Il est certain que les hommes les plus distingués et les plus influens du second Empire ont eu, pour la Germanie, trop de bontés. D'ailleurs, ils continuaient une tradition qui remonte à nos philosophes et à leur idole, le roi Frédéric II. Dès sa jeunesse, Émile Ollivier, de même que ses amis, ne consent plus à regarder l'Allemagne comme un antre d'où sortent des reîtres « dépassant, selon notre du Bellay, tous les autres en barbarie, » ou, selon Machiavel, « d'énormes bêtes féroces n'ayant d'humain que la voix et le visage. » Il songe à Luther, à Frédéric, à Leibnitz, à Kant et à Gœthe. Beethoven est le consolateur de ses mélancolies adolescentes; il étudie le droit dans Savigny, la dialectique dans Hegel; il prend Niebuhr, Gervinus et Ranke pour d'intègres historiens; le dimanche, à la table d'Arago, les merveilleux propos de Humboldt le ravissent. Dès lors, il déclare odieuse une politique française qui entrave l'essor du génie allemand. Plus tard, à la tribune de la Chambre, il admonestera vivement ceux qui, négligeant l'affranchissement de tous les peuples, ne craignent pas de placer l'intérêt de la France dans « une grandeur égoïste : » il préconise « la grandeur de tous et la justice éternelle. » — « Soyons Français! » réplique Thiers. Ollivier se réclame de la Révolution, des idées largement humaines qu'elle a répandues par le monde, et affirme sa poétique passion « d'identifier les droits et la grandeur de la France avec les droits et la grandeur du genre humain. » Thiers, obstinément, proteste et revendique pour la France la permission de refuser le suicide. Il a raison : la politique de précaution qu'il recommande, c'est la constante politique de la

monarchie française, à laquelle la France a dû sa suprématie et sa sûreté. Foin du principe des nationalités qui sacrifie à l'orgueil et à la voracité de ses rivaux le plus beau royaume sous le ciel!... Et cependant, nous sommes revenus au principe des nationalités : c'est en vertu de ce principe qu'aujourd'hui l'Europe se soulève; et c'est pour la défense de ce principe que les nations lancent leurs armées; c'est en fonction de ce principe que la carte d'Europe se refait. Cette fois, aux dépens de l'Allemagne, châtiée d'offenser, quoi? le principe des nationalités. Thiers avait raison, oui; d'autre part, le principe des nationalités est valable. En définitive, nous n'avons que lui, pour associer à notre cause les peuples que dégoûte et inquiète la monstrueuse avidité de l'Allemagne. Et le principe des nationalités organise l'Europe souverainement, dès le jour qu'il exclut de ses bienfaits la « race de proie » qui l'a transgressé. Mais, il y a cinquante ans, savait-on, — même si Thiers le devinait, — savait-on que, sous ses dehors honorables, sous son déguisement de philosophie et de littérature, l'Allemagne fût toujours l'abominable Germanie et méritât cette exclusion? Somme toute, elle ne s'était pas encore mise au ban de l'Europe civilisée; aujourd'hui c'est le principe même des nationalités qui la condamne.

Enfin, si nous étudions la guerre franco-allemande, et non plus ses préambules, nous acquérons la certitude, et torturante, des bêtises (à quoi bon chercher un autre mot?) qui l'ont fait tourner au désastre. Même après les mauvaises journées d'août, même après les défaites et les victoires abandonnées, tout n'était pas perdu, si, au lieu d'aller au secours perdu de Bazaine, les armées de Châlons se repliaient sur Paris et, au mois de septembre 1870, tentaient la manœuvre qui glorifie le mois de septembre 1914. Tel fut l'avis des plus sages et, parmi eux, l'avis du prince Napoléon. L'avis contraire l'emporta et nous mena jusqu'à Sedan. Le ministère libéral n'existait plus; Émile Ollivier n'eut point à formuler de conseil. Mais tout son récit des opérations militaires tend à cette conclusion. Et il l'avait si bien adoptée qu'on peut dire qu'il a prédit notre victoire de la Marne. Le 17 novembre 1883, il écrivait au directeur du *Figaro* : « Non, mon cher monsieur Magnard, à aucun moment de ma vie je n'ai dit : *Finis Franciæ*... Voilà dix ans que j'étudie les détails techniques de la guerre de 1870. Eh

bien ! je l'affirme et je le démontrerai : pour perdre l'armée du Rhin, la plus héroïque, la plus disciplinée que nous ayons eue depuis celle du camp de Boulogne, il a fallu un tel entassement de fautes grossières que, le voulût-on, il est impossible de les recommencer deux fois... Soyons imperturbablement pacifiques ; mais ne devenons ni couards ni désespérés. Iéna a effacé Rosbach. *Il y a un petit village de Champagne qui donnera son nom à la victoire par laquelle Sedan sera effacé.* » Ne doit-on faire honneur de cette prophétie lumineuse à l'homme qu'on a tant, et souvent avec une rudesse injuste, accusé de n'avoir rien prévu dans le pressant mystère des lendemains ?...

Après avoir raconté la séance du 9 août 1870, où fut renversé son ministère, Émile Ollivier note : « Ainsi finit ma vie parlementaire, à l'âge de quarante-cinq ans. Je ne suis jamais remonté à cette tribune... » à cette tribune où il avait eu les plus glorieux et attrayans succès. La phrase n'est ni solennelle ni habilement arrangée ; elle marque, d'une façon rapide et presque évasive, son regret sur lequel sans doute il ne lui plaisait pas de s'étendre davantage et que les méchans trouveraient à dénigrer : le tourmentant regret d'une activité ardente, l'horreur du loisir qu'il ne voulait pas et, pour un tel orateur, l'ennui du silence. Dans les dernières années de sa vie, son éloquence lui restait, son geste élégant, sa voix qui était douce et forte, unie et variée, sa manière qui avait un charme persuasif et un prestige de singulière autorité. Il possédait encore son art, son entrain, cette fougue ingénieuse qui jadis lui avait valu des triomphes, le goût d'argumenter vite, de débrouiller en peu de mots la question, d'y saisir les thèmes lyriques et de s'évader avec eux très haut, comme d'un coup d'aile. Vous étiez son visiteur ; et il faisait de vous son auditoire : il vous enchantait de ses suprêmes discours, inutiles et beaux.

Se taire ! quand on a compté sur les sortilèges de la parole, quand on a connu ses délices !... Il les avait connus et il s'en souvenait avec une espèce de nostalgie douloureuse et exquise... En 1869, lors des élections, il donne, au théâtre du Châtelet, une conférence politique. Il arrive et se heurte à une foule surexcitée de partisans qui l'acclament, et d'ennemis qui le huent, le conspuent, l'insultent et hurlent assez pour qu'il ne puisse placer une syllabe. « Je m'avance sur le bord de la scène et,

d'un air souriant, comme si je m'adressais à des amis éprouvés, je dis... » Il leur débite une anecdote et, notamment, de Jupiter qui, un jour, rencontre un paysan... « C'est donc nous qui sommes Jupiter? » lance, du fond de la salle, un adversaire, mais flatté. « Alors, déployant dans toute son étendue et sa force ma voix, que jusque-là j'avais contenue, je m'écriai : Oui, c'est vous qui êtes Jupiter!... » Le vacarme diminue, et cesse; les gens écoutent : et ils entendent des vérités opportunes, avec docilité. L'orateur les a séduits; il les tient et il ne les lâche plus; voire, il les malmène : en tout cas, il les mène à sa guise, ou peu s'en faut. Puis, ayant fait acte de maîtrise : « Je touchais, dit-il, à ce moment si enivrant où l'orateur remue à son gré son auditoire et l'assujettit à ses sentimens... » Quelques protestations; elles ne gênent pas l'orateur : elles l'exaltent. Ces protestations, qu'est-ce? les sursauts de la bête qu'on tue; et, la bête qu'on tue, l'opinion d'autrui. L'on redouble de zèle... « J'approchais du terme et je pus prodiguer mes forces... » Le discours domine de mieux en mieux la multitude et la dompte. Soudain, le commissaire de police déclare : « Il est onze heures; mes ordres sont formels; il faut que je fasse fermer la salle. » Le commissaire est un spécialiste, et qui a su préserver son sang-froid des périls de l'enthousiasme. La séance fut levée. « Cette interruption idiote ou perfide m'arrêta juste au moment où j'allais porter les derniers coups... » Émile Ollivier déteste l'avanie que lui infligea le règlement des réunions électorales, vers la fin de l'Empire autoritaire. Que sera-ce, quand la catastrophe où sombre l'Empire libéral et d'où émerge la République le privera définitivement des voluptés de l'éloquence!... J'insiste un peu : c'est que, lisez l'histoire de l'Empire, autoritaire et libéral, vous serez étonné, ravi, scandalisé, que sais-je? de toute l'éloquence qui s'y dépensa. Thiers, Jules Favre, Rouher, et le jeune Gambetta qui prélude, et bien d'autres parmi lesquels Émile Ollivier, s'il a des émules, est au premier rang. Que de discours; les modèles dans tous les genres, et de tous les tempéramens, et de toutes les occasions; quels artistes, et avec une sincérité parfaite, avec du talent, du génie! A-t-on jamais plus étroitement confondu l'éloquence et la politique? Splendide confusion; mais dangereuse : nous l'ignorons de moins en moins et regrettons parfois le temps où la politique n'était que la pratique assez modeste des affaires de l'État.

Emile Ollivier dut se claquemurer dans le silence : imaginez Lamartine à qui l'on a ôté sa lyre, ou Liszt à qui l'on a coupé les mains. Ne plus parler, ne plus agir, — et c'est tout un, — précisément à l'heure où il semblait que toute l'énergie française fût requise ! Et le plus grand orateur pouvait se croire le sauveur. Le 9 août, sur le soir, Émile Ollivier se rend aux Tuileries, où il prendra congé de la Régente. L'Impératrice le reçut un peu froidement, ne le consulta guère. Il se leva ; l'Impératrice ne parut pas désirer de le retenir. Et lui, en partant, se rappelait une autre soirée, dans ce même salon des Tuileries. Tout à coup, la fenêtre s'étant ouverte, poussée par le vent de l'hiver, l'Impératrice avait essayé de la fermer. « Mais la tempête était trop forte, et je dus venir à son aide... » Ce 9 août, « la tempête était encore là, mais l'Impératrice se croyait de force à l'affronter sans mon aide. » Ce qu'il dit de l'Impératrice, Émile Ollivier l'eût dit de la France. Ses détracteurs n'ont qu'à sourire ; et des critiques plus mesurés constatent qu'on s'est passé de lui. Mais lui n'a jamais pu s'accoutumer à l'idée que la France n'eût pas besoin de son aide : c'est qu'il avait, au bout du compte, la passion de la servir.

Tragique destinée ! L'impopularité d'Émile Ollivier se manifesta dès nos premiers revers et lui dura jusqu'à sa mort : n'est-elle pas attachée encore à sa poignante renommée ? Ce fut, cette impopularité, un phénomène de qualité, en quelque sorte, légendaire. Il devint, dans l'esprit de ses contemporains, un personnage d'épopée malheureuse ; et, comme le poème attribue au neveu de Charlemagne tous les plus hardis exploits du règne, on lui attribua toute la défaite. Non qu'il y eût à son égard une malveillance préméditée : le hasard s'en mêla et, parmi d'autres, le choisit en particulier. Peut-être, au début, divers amis de la veille, amis de son pouvoir et qui cessaient de le jalouser, le désignèrent-ils et adroitement lui accordèrent-ils une prépondérance qu'ils lui avaient disputée : ils le montrèrent du doigt et, alertes, se blottirent derrière lui, jusqu'à l'instant de triompher ailleurs et sans lui. Mais, plus tard, dégagée de ses primes contingences, les colères que le nom d'Émile Ollivier suscitait prirent un autre caractère et (disons-le sans nul embarras) magnifique : puisqu'il était, aventureusement, l'emblème de la défaite, on ne lui pardonnait pas ; bref, on n'acceptait pas

la défaite. Ce n'est pas un médiocre sentiment qui perpétra cette implacable représaille. L'impopularité d'Émile Ollivier eut quelque chose de hasardeux et de sacré.

Elle lui a été un affreux supplice, et qu'il a enduré avec plus de fierté morale que de patience naturelle. Car il n'était pas, de nature, l'homme d'une tragique destinée. Vif, gai, merveilleusement doué pour la lutte, épris de ses idées, et de leur succès comme du sien, virtuose applaudi des grands jours parlementaires, content de réussites telles que le paradoxe de transformer en un régime de liberté l'Empire autoritaire et d'être, sans mortel accident de doctrines, le ministre de Napoléon III et l'un des rares républicains qu'on ait connus, il avait accompli des prouesses avec facilité. Sensible à toutes innovations et trouvailles de l'esprit, dans sa jeunesse; admirateur de Proudhon, socialiste, comme beaucoup de napoléoniens qui se cherchent; Provençal, et que la Provence fêtait de cette double aubade : « Vive Émile Ollivier! vive la République! » une sagesse attentive le prit de bonne heure et le conduisit par les meilleurs chemins. Sans heurt et sans secousse, il était allé à l'Empire : ou plutôt, il amena l'Empire à lui. Il avait l'intelligence agile et prime-sautière. En outre, il savait travailler, lire, méditer, et il portait allégrement l'érudition d'un grand lettré. Les arts le divertissaient et il employait la philosophie à l'ornement de ses convictions spiritualistes. Homme d'État, il eut des plaisirs de poète. Puis, il fut, dans son pays, comme un exilé.

Plus que le silence, lui coûta le motif du silence : l'hostilité qui ne désarmait pas, qu'il n'acceptait pas, contre laquelle il se débat dans les dix-sept volumes de son histoire. Il n'avait point une âme résignée. Au surplus, comment aurait-il consenti à passer pour l'homme qui a perdu la France? Il se révolte : et sa révolte commande le respect. D'ailleurs, dans son premier volume, à la date du 22 mars 1894, et quand depuis plus de vingt ans il subit son martyre, il se défend de discuter avec la calomnie : « Je ne viens pas présenter à l'histoire le plaidoyer personnel que je n'ai pas cru devoir à ceux au milieu desquels j'ai vécu. » Il sait que, si nos généraux avaient été vainqueurs, en 1870, la victoire ne serait pas la sienne : et pourtant il ferait figure de grand homme. Nos généraux n'ont pas été vainqueurs; il n'est pour rien dans leur déconvenue : on le honnit. *Ex eventu famam :* le succès! Partout et à toutes

les époques, ce fut ainsi. « Je n'ai pas la prétention d'échapper au sort commun et je ne m'élève pas contre la sentence. Un souci d'honneur eût seul pu me déterminer à des justifications personnelles : mais mon honneur n'est ni maintenant ni plus tard à la merci de qui que ce soit ; dès que je l'estime sauf, toute autre approbation m'est inutile. » L'orgueil blessé refuse l'offense et ne réussit point à cacher sa colère. Que veut-il donc ? « A la veille de disparaître de ce monde, je veux donner une dernière preuve de dévouement à la patrie bien-aimée à laquelle j'ai consacré toutes mes pensées. Je veux la laver devant la postérité d'avoir déchaîné parmi les hommes la misère, la défiance, la haine, la barbarie. Je veux démontrer qu'en 1870 elle n'a pas été plus agressive qu'elle ne l'avait été en 1792 et en 1806 ; qu'alors comme autrefois elle a défendu son indépendance, non attenté à celle d'autrui... » Ce n'est donc pas lui que l'auteur de *l'Empire libéral* entend justifier : c'est la France... Substitution de personne! dira-t-on; mais il s'agit de vous et justifiez-vous!... Émile Ollivier, s'il dédaigne l'accusation, n'accepte pas le procès. Tout de même, les dix-sept volumes de *l'Empire libéral* sont bel et bien sa réplique devant l'avenir. *L'Empire libéral* est son apologie. La vérité, c'est qu'il n'a pas répondu aux outrages par un pamphlet. S'il n'eût souhaité que de confondre ses accusateurs et d'en appeler contre eux au public, il fallait un petit volume où fussent alignées les critiques et, mieux, les réfutations : chicane contre chicane, et l'on se hâte d'avoir eu le dernier mot. Émile Ollivier ne se vante pas, quand il affirme son mépris de tels procédés; sa méthode a une autre allure, quand il s'avise d'opposer à une polémique tatillonne l'ample et hautaine histoire. Il substitue à sa cause la cause de la France? On a beau jeu (et facile) à le taquiner là-dessus et à lui lancer des apophtegmes de modestie : malgré qu'on en ait, le ministère Ollivier représentait la France. Mais la France a payé les fautes du ministère Ollivier?... C'est ici qu'à mon sincère avis l'auteur de *l'Empire libéral* a raison, pleinement, contre ses adversaires, Oui, le ministère Ollivier, s'il n'a pas voulu la guerre, ne l'a point évitée : l'eût-il évitée, s'il avait su ne pas la vouloir avec plus de résolution, plus de netteté ? ce n'est pas évident; c'est possible. Et admettons-le : constatons, d'autre part, que, si la France n'a pas voulu la guerre, elle ne l'a point redoutée ; certains soirs, ne l'a-t-elle pas réclamée? Quoi qu'il

en soit des imprudences que le ministère a commises, la France ne l'a-t-elle pas invité à des imprudences, par sa vivacité, par sa fine susceptibilité d'héroïsme. Il fallait résister à la France : et, gouverner, ce n'est pas suivre la fantaisie universelle. En 1792, puisque Émile Ollivier compare ces deux déclarations de guerre, celle de 1792 et celle de 1870, la monarchie presque moribonde met tout ce qui lui reste de force et tout son dernier zèle à détourner de la guerre la révolution déchaînée ; jusqu'au 20 avril, avec un acharnement méritoire, elle achève de se compromettre en conjurant les furieux de ne point s'aventurer contre l'Autriche. La monarchie faisait strictement son devoir et, à la veille de mourir, essayait de gouverner. Toujours est-il que l'injustice principale consiste à imputer au seul ministère libéral et, nommément, à son chef, une aberration (si c'en est une) qui a été celle de tout le monde. Émile Ollivier, sans doute, ne consent pas à reconnaître qu'il se soit trompé, fût-ce avec tout le monde. Du moins couvre-t-il sa politique de ce nom, « la politique que le peuple élaborait depuis 1815. » Il lui importait de montrer que si, après la défaite, tout le monde le délaissa, — et, plusieurs, vilainement, — avant la guerre et dans l'espérance de la victoire, tout le monde l'accompagnait. Il lui importait de montrer que la déclaration de guerre n'avait pas été, de sa part, un caprice de légèreté. Les origines de la guerre, c'est, plutôt que sous le ministère libéral, dans la fatale année 1866 qu'on les démêlera, et plus anciennement. Telles sont les raisons légitimes qu'a eues Émile Ollivier de ne pas écrire un pamphlet, mais une histoire, et de placer dans l'histoire la courte anecdote de son ministère, et de joindre sa cause individuelle à un procès formidable, celui de toute une époque française.

Il lui fallut conséquemment remonter, dans la série des événemens, jusqu'au début du siècle. Son premier chapitre est le portrait de Talleyrand. Le premier livre de *l'Empire libéral*, qui occupe tout le premier tome, traite « des idées et des sentimens de la France de 1815 à 1848. » Le tome II nous mène au coup d'État : le tome II achevé, il y a encore toute la durée de l'Empire autoritaire à exposer avant que nous n'arrivions au point vif du démêlé; difficultés intérieures, conflit du pouvoir énergique et des velléités révolutionnaires, diverses tentatives de gouvernement fort et manigances de l'opposition ; difficultés

extérieures et les audaces de la générosité internationale, audaces qui n'ont pas tout leur effet, de la gloire et des faiblesses, des théories et qui ne donnent pas tout leur résultat, la question de Pologne, la Crimée, l'Italie, le Mexique, et puis Sadowa. Au tome XIII, le guet-apens des Hohenzollern se dessine. A la fin de ce tome, un « petit nuage » se montre, un petit nuage précurseur de la tempête. Quelques jours plus tard, le ciel sera en feu. Or, quand il publiait les premières pages de *l'Empire libéral*, Émile Ollivier touchait à sa soixante-dixième année. Depuis la guerre, il différait le moment de sa suprême réclamation, laissant aux esprits de ses compatriotes le loisir de s'apaiser et, qui sait? prenant son temps pour s'assurer de son calme. Après ce long effort de stoïcisme et de secret, d'opiniâtre et de torturante mémoire, durement confinée, l'historien de son pays et de lui-même, qui s'était mis à à la besogne sans précipitation, travailla sans hâte. Si, comme il faut le croire, l'impatience de brûler les étapes le tourmenta, il ne céda point à la tentation de se dépêcher et garda son allure. Tandis qu'il composait, avec un soin qui domptait sa fièvre, ses treize premiers tomes, ajournant l'autre, le principal et décisif, résolu à le bien appuyer sur de solides fondemens, les années passaient, le siècle changeait, le vieillard se demandait s'il vivrait assez pour achever son œuvre, pour la conduire au terme en vue duquel il l'avait entreprise... « Je supplie Sa Majesté la Mort de m'en accorder le temps; je la suivrai ensuite docilement, sans plainte... » Il eut confiance en Dieu, et en lui-même; il ne dérangea point les lignes de son plan, n'économisa ni les matériaux ni la peine, bâtit sans relâche, n'écouta rien, n'écouta point les avertissemens de sa fatigue, devint aveugle et dicta ce qu'il ne pouvait plus écrire. Quand il imprima son quatorzième tome, *La Guerre*, il avait quatre-vingt-quatre ans. Son corps fléchissait; sa pensée, non.

Je l'ai vu à plusieurs reprises, cette année 1909, où il avait couronné du drapeau qui flotte sur la plus haute pierre l'édifice de sa justification. J'ai passé des heures près de lui, dans sa retraite de La Moutte, non loin de Saint-Tropez, au bord de la Méditerranée. Il était content et inquiet; il calculait que, pour les trois volumes qui le délivreraient de toute sa tâche, Sa Majesté la Vie avait encore à lui faire cadeau de quelques années : à défaut de quoi, l'essentiel était dit. Au bout de son

jardin, près des vagues, devant l'horizon de la mer latine, il avait désigné la place de sa sépulture. Il savait où reposerait sa dépouille mortelle ; et, quant à sa mémoire, s'il ne terminait pas le monument complet de son *Empire libéral*, il se persuadait de la croire en sûreté dans ses quatorze volumes, le quatorzième étant la clé de voûte qu'il jugeait robuste et indestructible. Et il vous interrogeait : « Vous avez vu ? vous avez lu ? C'est concluant ?... » Oui, sur beaucoup de points, il avait apporté une lumière d'évidence, écarté des nuées épaisses de mensonge, posé de claires vérités... « N'est-ce pas ? N'est-ce pas ?... » murmurait-il avec une âpre satisfaction. Sur d'autres points, je ne crois pas que ses argumens soient indiscutables. En particulier, l'indulgence qu'il a pour le ministre des Affaires étrangères contraste avec la sévérité qu'il a pour l'ambassadeur. Somme toute, Benedetti exécuta rigoureusement les ordres qu'il recevait du ministre... « Ce n'est pas là tout le rôle d'un ambassadeur : un commissionnaire y suffirait !... » Sans doute : l'ambassadeur, mieux informé que son gouvernement des conditions dans lesquelles il peut agir, doit avertir son gouvernement, signaler les rebuffades qu'on risque et, si l'on s'aventure, mettre le holà. Et Benedetti n'y a point manqué. L'insistance qu'il a eue auprès du roi Guillaume et qui aboutit à ce que l'audience ne lui fût pas accordée, — de là cette dépêche d'Ems, que dénatura Bismarck ; de là le « soufflet de Bismarck ; » et de là, finalement, la guerre, — cette insistance, dont il avait indiqué le péril, le duc de Gramont la lui commandait. Les dépêches de Benedetti attestent sa précaution. Peut-être un diplomate de génie eût-il tout sauvé : je n'en sais rien. Mais, avouons-le, si Benedetti fut un diplomate et sans reproche et sans génie, ne le distinguons pas de ses entours et craignons de l'inculper seul. Ce n'est pas lui, c'est la politique étrangère de la France qui, — incontestablement honnête, réfléchie, et non pas folle comme on l'a prétendu, — pécha par défaut de génie. Nous n'avons pas eu, dans cette crise, un Richelieu et son Père Joseph ; et nous n'avons pas eu, en adresse, en volonté forte, non plus qu'en perfidie, un égal de Bismarck : on ne le sait que trop. Je me rappelle que, ce même jour où les pressantes questions d'Émile Ollivier m'engageaient à ne pas dissimuler mon sentiment, il me montra son livre de chevet, disait-il, un Machiavel, lu et relu,

annoté de sa main : j'admirais sa bonne foi, sa franche humeur, et songeais qu'il n'était pas du tout machiavélique... Mes objections, qu'il accueillait avec bonne grâce, l'importunaient cependant ; et il se débattait. Sur la dépêche de Gramont, cette dépêche du 12 juillet, tardivement adressée à Benedetti sans l'agrément du Conseil, contraire aux décisions des ministres et qui, au dernier instant, fit tout le mal, je le pressai à mon tour et, à brûle-pourpoint, lui demandai pourquoi il n'avait pas là-dessus, dès le 13 au matin, donné sa démission. C'est la dépêche de Gramont, trop exigeante, qui incita Benedetti à froisser le roi Guillaume. Émile Ollivier n'y était pour rien ; la faute appartenait au ministre des Affaires étrangères, ou à l'Empereur : pourquoi l'avait-il endossée ?... Il se leva et, du même ton que s'il eût été à la tribune de la Chambre, il me dit : « La dépêche de Gramont partie, c'était la guerre à coup sûr. Si Gramont ne s'en aperçut pas, je le compris. Eh bien ! est-ce que j'allais, à la veille de la guerre et en pleine tourmente, déserter la France, qui comptait sur moi, et abandonner l'Empereur, qui était mon ami ? » Et il s'étendit, avec une superbe éloquence, sur la « lâcheté » qu'on lui offrait rétrospectivement. « Donner ma démission, reprit-il, je le pouvais : on ne m'avait pas consulté ; j'étais libre. En négligeant mon avis à la minute la plus grave, on me rendait ma liberté. Oui, je pouvais donner ma démission : mais je ne le devais pas. Si vous voulez savoir pourquoi je ne le devais pas, examinez où était mon avantage. La guerre éclatait sans moi ; elle éclatait malgré moi, condamnée par moi, condamnée du geste le plus insolent. Après le désastre, je profitais de ma circonspection, comme Thiers a profité de la sienne. Le discours de Thiers est du 15 ; j'aurais donné ma démission le 13, et ainsi je le devançais. Après la guerre, j'étais l'homme le plus populaire de France ; on m'acclamait. Ce n'est pas Thiers qui devenait président de la République : c'est moi ! » Il s'exaltait : « Au lieu qu'on m'a mis au pilori ! » Et il concluait : « Donc, j'ai agi contre mon intérêt. J'ai fait mon devoir ; et j'ai bien fait ! » Sa voix avait un accent de certitude passionnée. Les hypothèses qu'il soulevait, qu'il agitait avec véhémence, bouleversaient la réalité, créaient une autre réalité qu'il animait de sa ferveur et qu'il détruisait : sur les décombres du rêve auquel, une seconde, il accordait sa complaisance, il établissait la

suprématie de son abnégation. Moi, j'entendais l'écho des orages qui, depuis quarante ans, grondaient dans sa mélancolie. Il se tut; et je ne savais plus s'il avait tort ou s'il avait raison, parmi tant d'émoi, dans une telle évocation des possibilités qu'on suscite et du fait qui ne bouge pas.

L'Empire libéral est une œuvre de souffrance et, par instans, de désespoir. Mais la souffrance ne crie pas merci; au désespoir succèdent les prompts sursauts d'une ardeur farouche. Émile Ollivier s'adresse au lecteur : il s'adresse à un adversaire. Son lecteur n'est-il pas un adversaire, et non pas un ennemi particulier, mais l'un des innombrables ennemis que lui vaut sa légende? Cette légende, il ne cesse pas de la sentir autour de lui, — « la légende du mensonge avec laquelle je suis aux prises, » — et qu'il attaque d'un côté, qui revient de l'autre, qu'il tue et qui renaît, qui ne le lâche point, si tenace qu'il doute parfois de s'en débarrasser, et qu'il ne lâche point, lui non plus. Il discute les textes et le commentaire. Il voudrait discuter aussi les bruits qui courent; il s'efforce de les saisir et ne peut tous les attraper. Que faire?... « J'ai donc été plus d'une fois, avoue-t-il, tenté de m'arrêter. Je me suis souvent demandé si je ne ferais pas mieux de briser ma plume et de me livrer dans ma solitude aux graves méditations qui conviennent à mon âge. Cependant, une force invincible me contraint à continuer... » Pourquoi? et que se promet-il?... La gloire de son nom?... « Je me suis toute ma vie beaucoup préoccupé du devoir et fort peu de ce qu'on appelle la gloire; je m'en soucierai encore moins dans quelques jours, lorsque je reposerai entre quatre planches couvertes de terre, et encore beaucoup moins si, comme je l'espère, ce qu'il y a de meilleur en moi revit ailleurs. » Alors, pourquoi continue-t-il d'écrire? « J'écris par dilettantisme! » Il écrit pour « le plaisir délicieux de rendre témoignage à la vérité. » Par dilettantisme? Il y a là du défi. Non, Émile Ollivier n'écrit pas par dilettantisme : il écrit par esprit de bataille. Son *Empire libéral* n'est pas une histoire offerte à la paisible lecture des badauds et des amateurs; elle n'est pas contée, mais, pour ainsi parler, ripostée. Les critiques la jugeront, plus tard, en tant qu'histoire, quand un autre Boislisle aura eu le prodigieux talent de l'annoter comme le Saint-Simon.

Quorum pars magna fui... En deux mots, l'historien de *l'Empire libéral* est-il impartial ?... Si l'on demandait : — L'historien de *l'Empire libéral* est-il sincère ? — Assurément, oui : toute son œuvre a le persuasif entrain de la sincérité. Est-il véridique ? Il a prononcé la rude condamnation de l'histoire astucieuse et frelatée ; il a dénoncé comme un crime « la prostitution de l'histoire. » Est-il impartial ? Évidemment, non. Et il s'est expliqué là-dessus avec franchise. « Peut-on, dit-il, être impartial en racontant les événemens auxquels on a participé ? » Au surplus, qu'entendez-vous par cette impartialité ? Si vous exigez qu'on n'ait et qu'on n'exprime aucune opinion sur les événemens et les hommes, « je me déclare incapable d'être impartial, et je doute qu'il y ait beaucoup d'historiens, écrivant même sur les faits auxquels ils sont restés étrangers, qui puissent s'astreindre à cette neutralité sceptique... » Un chartiste qui étudie le règne de Merowig (ou Mérovée) pratique, sans se faire violence, les vertus de l'impartialité complète, ou indifférence morne, pourvu qu'il ait le moins du monde l'esprit dispos et le tempérament flegmatique : encore fera-t-il bien, cette année, d'interrompre ses travaux, s'il est au point de raconter la bataille des Champs catalauniques, où furent repoussées les hordes d'Attila. Mais Émile Ollivier racontait l'Empire libéral, le dialogue de son gouvernement avec Bismarck, l'invasion, la défaite ! En outre, il n'avait pas la mansuétude et la froideur méticuleuse d'un chartiste : je l'ai vu en colère contre Louis le Hutin. Comment son histoire de l'Empire ne serait-elle pas toute frémissante de ses souvenirs, de ses amitiés, de ses enthousiasmes, de ses chagrins, de ses rancunes et de son patriotisme blessé ? Car il pense à lui ; et il se défend. Mais il pense, avec une infinie douleur, à la France meurtrie, au sol souillé, dévasté, à l'Alsace perdue, à la Lorraine perdue, à la gloire perdue. Il vient de peindre la bataille de Gravelotte, si sanglante ; et il a indiqué nos pertes, soldats et officiers, par milliers et par centaines : « En dictant ces chiffres, je n'en puis plus, tout pleure en moi ! » Or, sa légende lui impute la responsabilité première du sang versé dans les combats que sa politique n'a pas su prévenir. On l'accuse d'avoir entrevu ces malheurs et d'en avoir accepté l'éventualité facilement, d'un cœur léger. Ce mot qu'il a dit, à la tribune de la Chambre, le 15 juillet 1870, quand la guerre était, sinon déclarée, inévi-

table; ce mot qu'il a lancé, avec plus de verve que de justesse exacte, pour affirmer sa confiance dans le bon droit du pays et dans l'excellence de l'armée; ce mot lui reste, comme un affront : ce mot qu'on détourne de sa claire signification, par malveillance et en signe de haine. Est-ce qu'une minute avant la phrase du « cœur léger, » il n'avait pas prononcé cette phrase, qu'on affecta d'oublier, la phrase de « l'âme désolée, » importante aussi? Le « cœur léger, » ne l'a-t-il point expliqué sans retard, et dès que se fut manifesté le faux étonnement de l'auditoire? Enfin, si l'on fait semblant de l'ignorer, lui le sait qu'il a le cœur lourd et atrocement lourd d'un fardeau de tristesse!... Le verset du psaume, traduit par Dante, lui conviendrait, non la trompeuse devise du « cœur léger : » « *Attendete et guardete s'egli e dolor alcun' si come il mio grave.* » On ne l'a pas compris? C'est qu'on tient à ne pas le comprendre. Et on l'outrage : il ne reçoit pas l'outrage d'un cœur soumis; et il n'écrira pas l'histoire d'un cœur tranquille. Mais, l'impartialité, ne la confondez pas avec l'indifférence. L'impartialité, la seule qui soit le devoir de l'historien, l'oblige « à ne pas travestir les opinions et les actes, à rapporter les opinions qu'on ne partage pas, les actes qu'on réprouve, avec un tel scrupule d'exactitude que ceux-là mêmes qui en sont les auteurs n'aient rien à y reprendre et à y ajouter. » Émile Ollivier cite comme un exemple et un modèle d'impartialité le cardinal Bellarmin, théologien de l'ordre des Jésuites : « On le mit à l'index parce que son exposition sincère des erreurs condamnées inspirait à plus d'un l'envie de les adopter. » L'auteur de *l'Empire libéral* n'est point allé jusqu'à un tel excès : les actes qu'il réprouve et les opinions qu'il ne partage pas, il n'engage pas son lecteur à les louer ou à les excuser.

Il faut, dit-il encore, que l'historien donne à son lecteur le moyen de juger les jugemens qu'il lui présente et de les reviser. Pour cela, qu'on n'hésite pas à publier les documens, les pièces du procès. Émile Ollivier suit son précepte : ses volumes sont riches de documens et de pièces; il avoue même qu'il a souvent sacrifié l'agrément littéraire de ses narrations à l'intègre souci de publier « les textes » authentiques. Cependant, l'histoire et la publication des textes sont deux choses. L'histoire est une opinion. Tout publier? elle choisit. Tout dire? elle n'en finirait pas. L'historien, loyal et patient,

s'informe ; et il n'omet rien de ce qui peut l'avertir. Ensuite, avec bonne foi, il n'a plus qu'à livrer au public ses conclusions et ses preuves.

Émile Ollivier n'a rien ménagé pour se procurer les bons matériaux de son ouvrage. Pendant plusieurs années, il a lu, compulsé, copié, aux Archives des Affaires étrangères, les dépêches et les divers papiers de l'Empire ; il a examiné les actes officiels de tous les pays, recueils diplomatiques, débats des assemblées ; il a interrogé ceux des « acteurs du drame » qui survivaient et qui voulaient bien lui communiquer leurs carnets et leurs notes ; et il avait, lui aussi, ses notes et ses carnets, son journal quotidien, destiné à lui seul et où, dès l'Empire, il consignait le détail de ses journées. Surtout, il avait à sa disposition ses souvenirs, et d'une acuité singulière. Son journal quotidien, le journal d'autrui, les actes officiels, les archives, lui permettaient de contrôler ses souvenirs ; mais aussi l'interprétation des documens lui était fournie par ses souvenirs ou, disons plus simplement, par son souvenir général de la vérité dont il possédait l'intangible certitude. Son histoire, sans cesse complétée, alimentée de nouvelles acquisitions, dépend moins du travail qu'il accomplit pour en élaborer les volumes que de son ancien contact avec les événemens et les hommes. Il a été, il continue d'être l'un des « acteurs du drame ; » il ne s'est pas détaché du drame dont il se fait l'historien. Son œuvre n'en est que plus émouvante. Dira-t-on qu'elle en a moins de valeur historique ? Non : cette vue des événemens et des hommes appartient à l'histoire ; elle a eu des conséquences réelles et elle est le testament d'une pensée qui fut active et, vaille que vaille, efficace. L'on se trompe, si l'on croit que l'histoire est jamais dans un livre : il n'appartient à personne de l'accaparer tout entière ; elle est dans la réunion des livres, de même qu'il y a plus de vérité dans la somme contradictoire des systèmes que dans une philosophie, de même qu'il y a plus de réalité dans la tumultueuse quantité des hommes que dans un héros.

L'Empire libéral est, à mon avis, l'un des témoignages qui composent l'histoire du second Empire. Et quel témoignage, d'une autorité impérieuse, d'une abondance extraordinaire, d'un prix inestimable ! « On pourra, dit Émile Ollivier, en regardant à la loupe ce que j'ai écrit, y relever quelques inexac-

titudes secondaires; » et il en donne l'échantillon de telle bévue momentanée que lui-même signale dans ses errata. Ce n'est pas tout; et admettons que, dans les dix-sept volumes de *l'Empire libéral*, on relève des inexactitudes plus graves, auxquelles ne suffise point l'erratum, mais qui appellent la discussion : qu'importe? Voilà, je ne dis pas, le portrait de l'Empire, mais l'un des portraits de l'Empire, et magnifique. Ressemblant? Certes, oui; même si, consultant leur mémoire et leurs sympathies, les uns hochent la tête et insinuent que le modèle y est flatté, les autres qu'il y est calomnié. Quand nous avons sous les yeux un portrait ancien, de Holbein, je suppose, ou de La Tour, celui-ci une preste physionomie, celui-là un visage qui a duré, nous sommes sûrs que tel a été une après-midi, le sourire de Camargo et, pendant de longues années, l'air de songe timide où Anne de Clèves eut quelque beauté. Qu'en savons-nous? L'une et l'autre, la belle fille et la princesse infortunée, sur les deux images, sont vivantes. Nous en avons la vision, l'assurance qui ne trompe pas. Eh bien! le portrait de l'Empire, par Émile Ollivier, est la vie même, la vie remuante et agissante, astreinte à des lois et à des fatalités qu'elle ignore, d'où elle semble s'échapper, la vie ardente et imprudente. Le peintre n'a épargné ni les vives couleurs, ni les lignes hardies. Il a reçu l'enseignement des maîtres classiques et leur discipline se voit jusque dans ses audaces; puis il a été l'ami des romantiques, et d'un Michelet. D'ailleurs, il avait le don, l'originalité naïve, la spontanéité que l'habileté ne remplace pas; il avait sa manière, qui est une grande manière, et sa désinvolture, qui impose. Il peint large, et cependant avec précision. Ses traits sont, du premier coup, justes, ou expressifs. Ses touches ont la teinte et la lumière.

Le personnage principal de l'Empire, est-ce l'Empereur? La figure de Napoléon III apparaît, dans *l'Empire libéral*, sous un jour neuf et qui l'éclaire favorablement. Cette figure énigmatique, a-t-on pris coutume de dire; et l'on en fait, ou à peu près, un prince Hamlet qui a vieilli. C'était un homme intelligent et bon qui, sans génie, avait à porter le nom même du génie; et puis, ce fut un homme qui, avec une étonnante sensibilité de l'esprit, s'émut de toutes les chimères de son temps, lorsque le rôle qu'il assuma le chargeait de résister à toutes les chimères. Nulle idée généreuse et qui ne l'ait touché. Or,

quelle idée n'est pas séduisante? Il faut, pour qu'une idée soit laide, qu'elle se réalise. Les théories sociales le tentaient et, en quelque façon, n'a-t-il pas été socialiste? Il aimait le peuple; et il aimait l'autorité, non pour le plaisir de l'exercer, pour le bien qu'elle permet d'accomplir. Il aimait la justice, et il aimait la France : il lui a rêvé une mission d'apostolat bienfaisant parmi les nations. Il aimait la République; et il était empereur : sa dernière espérance fut de fonder, avec Émile Ollivier, la République sous la tutelle de l'Empire. Il était le neveu de Napoléon et l'enfant d'un siècle déraisonnable. Quant à passer des intentions à la pratique, il le savait; il ne manquait pas d'initiative, de courage ou d'adresse. Les difficultés ne le rebutaient pas; il avait l'art de réussir, mais non pas l'art de se contenter. Cet avilissement d'une idée qui se réalise lui tournait en déceptions toutes ses entreprises. Il avait une tristesse résignée, d'un grand charme; et il avait ces façons d'amitié, si captivantes, des êtres les meilleurs et les plus tristes. Émile Ollivier eut pour lui de la tendresse : de l'amitié, ce n'est point assez dire. Ensuite, Napoléon III se trouva dans des calamités où il mérita plus de pitié que d'objections. Les pages où Émile Ollivier le conduit, à petites étapes, de Metz condamnée à Sedan, sont un évangile de la douleur et de l'abnégation, le martyre de la crédulité agonisante.

Le personnage principal de l'Empire, ce n'est pas l'Empereur; ni le prince Napoléon, si bien pourvu de qualités brillantes, et qui était né pour le premier rang, mais qui, au second, se gaspilla; ni Rouher, qui eut tant d'influence, et le plus beau talent, souvent pernicieux. Le personnage principal de l'Empire, dans les dernières années, c'est le Parlement. Quelle place il tient! immense et telle qu'en lisant *l'Empire libéral*, nous arrivons à croire que c'est lui, anonyme et paré des noms les plus illustres, qui règne : s'il ne règne pas, il empêche qu'on règne. Émile Ollivier ne le dénigre pas. Voire, il lui accorde une espèce de prédilection que les mauvais souvenirs n'ont pas atteinte. Le Parlement a renversé le ministère libéral : avant cela, le Parlement avait accueilli les débuts de ce jeune orateur, lui avait prodigué les plus « enivrantes » minutes de sa vie éloquente; plus tard, il lui avait été sévère, mais seulement quand l'orateur en fut à préférer la lutte violente au simple succès. Sous l'Empire autoritaire, Émile Olli-

vier, qui est de l'opposition, doit tout au Parlement : la célébrité, la joie de promulguer ses croyances. Sous l'Empire libéral, ce fut la mêlée, où la voix la plus éclatante domine toutes les opinions. L'auteur de *l'Empire libéral* traite le Parlement avec gratitude. Or, le Parlement, sous l'Empire, a-t-il été digne de bien des éloges ? Il a parlé ; il a énormément parlé : son langage n'était pas médiocre. Les honorables traditions de l'éloquence florissaient. Les orateurs, des lettrés pour la plupart, assez bien nourris de latinité, avaient en outre des passions politiques suffisantes pour animer leur saine rhétorique. Leurs thèmes, ce furent tous les problèmes du jour, sans compter les idées éternelles. Les occasions de se montrer ne manquèrent pas, avec les élections, les réformes, et enfin la juste quantité de désordre qu'il faut pour que l'art oratoire ne languisse guère. En fait de liberté, le nécessaire; et il n'est pas établi que la tribune ait besoin de beaucoup de liberté. Assez de contrainte aussi pour qu'on dût avoir du talent, plutôt que de s'abandonner à une exubérance inattentive. Point de grossièreté, point de bassesse, ni, à proprement parler, de vilenie. De la folie, certainement, à certains jours. Et les plus fous enveloppaient de généreux principes leur impertinence. Non, le Parlement, sous l'Empire, n'est pas méprisable. Émile Ollivier s'y plaisait à bon droit.

Cependant si, comme tout *l'Empire libéral* nous y invite, nous cherchons les responsabilités de la guerre, n'examinons pas seulement les actes d'Émile Ollivier, les actes de Gramont, les actes de Benedetti. Le Parlement a ses responsabilités, et lourdes.

Lorsque l'Empereur, avec le maréchal Niel, s'applique à réorganiser et à fortifier l'armée, le Parlement l'encourage-t-il dans cette œuvre de salut ? On a prêté à l'un des membres de l'opposition cette parole abominable : « Gardons-nous de fournir à l'Empereur les moyens d'une guerre heureuse ! » Admettons (souhaitons même) que cette abominable parole n'ait pas été prononcée : elle résume, sous la forme la plus cynique, un sentiment auquel ne furent pas étrangers tous les ennemis du régime; ne reprochait-on pas ouvertement à l'Empereur de « militariser la jeunesse française, » quand on reprochait aussi à l'Empire d'humilier la France devant l'Europe ?... Ensuite, le principal grief qu'on ait contre le gouvernement qui a

déclaré la guerre, c'est la faute qu'il a commise en harcelant de ses réclamations diplomatiques le roi Guillaume. Quoi! dit-on, Léopold de Hohenzollern renonçait à la couronne d'Espagne : le prince Antoine en donnait l'assurance; Olozaga montrait à Napoléon III, à Émile Ollivier, à Gramont, la dépêche indéniable. Il fallait s'en tenir là. Somme toute, l'ambition prussienne avait cédé; les orgueilleux Hohenzollern, bon gré mal gré, mettaient les pouces : et il fallait s'en tenir à cette précieuse victoire de notre diplomatie. C'est ce que n'a pas fait le gouvernement. Voilà le grief : il est judicieux. Mais, la précieuse victoire de notre diplomatie, comment le Parlement l'a-t-il accueillie ? Avec joie ? Non. L'opposition ne désirait pas une victoire diplomatique (ou autre), pour le gouvernement de l'Empire libéral : qui en doute ferme les yeux à l'évidence, Bismarck voulait la guerre : c'est lui, la cause de la guerre. Ses traquenards, le ministère libéral ne les a point esquivés : le Parlement non plus. Le gouvernement fut mal inspiré (l'événement le prouve assez), lorsqu'il ne se contenta point des assurances que lui donnait le prince Antoine et réclama les assurances du roi Guillaume. Mais l'inspiration mauvaise ne lui vint-elle pas du Parlement? du Parlement qui, sans relâche, l'accusa de faiblesse? Bien avant le désistement du Hohenzollern, et tandis que le gouvernement affirmait sa volonté de restreindre à la question de la couronne espagnole le démêlé de notre pays et de la Prusse, l'opposition flétrissait une politique si grêle et insistait pour qu'on ne différât point de réparer le désastre de Sadowa, d'exiger l'obéissance de la Prusse au traité de Prague et la démolition des forteresses qui menaçaient notre frontière. Parmi les partisans de cette politique, non pas grêle, citons Gambetta. Le Parlement ne s'est pas contenté plus volontiers que les ministres de la réponse fournie par le prince Antoine; et la demande de garanties, source de nos malheurs, le Parlement ne l'a pas seulement approuvée : il l'a sollicitée. Il eût écrasé de son mépris et il eût chassé un ministère qui se fût déclaré satisfait sans avoir obtenu du roi Guillaume un engagement sérieux. Il ne tolérait pas que la France parût timide et qu'elle ne sût pas revendiquer avec aplomb ses droits, notifier avec résolution ses caprices. Eh bien! le patriotisme l'exaltait? Sans doute; mais alors, les fautes des ministres sont les fautes des ministres et

du Parlement conjoints. En outre, le Parlement, — disons, si l'on veut, une large partie de l'assemblée, — se fit un jeu de multiplier les difficultés auxquelles le gouvernement avait à répondre et auxquelles il devait succomber. « Les fautes que commet l'Empire, c'est la République qui en profite : » ce terrible mot de Rochefort, beaucoup de députés l'auraient adopté pour devise. Et Paul Déroulède, qui n'était certainement pas bonapartiste, a écrit : « C'est l'ineffaçable opprobre de tous les partis d'opposition au régime impérial que d'avoir continué à se laisser dominer par leurs passions personnelles, à pareille heure. L'intérêt de la patrie avait disparu pour eux, par cela seul qu'ils le sentaient mêlé aux intérêts de l'Empereur. Il y eut chez la plupart une perte absolue du sens national : croule la France, pourvu que l'Empire tombe ! » Le comte de Chambord, lui, écrivait de l'exil le 1er septembre : « Il faut oublier tout dissentiment, mettre de côté toute arrière-pensée ; nous devons au salut de notre pays toute notre énergie. La vraie mère préférait abandonner son enfant plutôt que de le voir périr. J'éprouve ce même sentiment et je dis sans cesse : Mon Dieu, sauvez la France, dussé-je mourir sans la revoir ! » Ces augustes paroles, la situation les commandait. Hélas ! d'autres sentimens troublèrent d'autres âmes, et est-il dans notre histoire politique un jour plus affreux que celui où la chute de l'Empire consola de Sedan plusieurs doctrinaires ?...

Parmi les dépêches que notre ambassadeur à Berlin reçut de son gouvernement, il y en a une, — Émile Ollivier ne la cite pas, — qui me semble très significative. Elle porte la date du 10 juillet. Gramont, depuis quelque temps, pressait Benedetti de ne point laisser le roi de Prusse nous amuser par des faux-fuyans. Benedetti répondait qu'il avait conscience de sa tâche et qu'il agirait avec fermeté, oui, mais avec calme : « Vous m'approuverez, j'espère, de ne rien brusquer... » Il savait que le roi Guillaume s'impatientait ; il recommandait la modération. Gramont, néanmoins, montrait sa hâte d'en finir : « Employez tous vos efforts pour obtenir une réponse décisive. Nous ne pouvons attendre... » Pourquoi ? « sous peine d'être devancés par la Prusse dans nos préparatifs. » Bonne raison ? Peut-être ; et pourtant la mobilisation ne se fit pas avec tant de rapidité qu'on dût, afin de gagner quelques heures, perdre tout

ménagement : on pouvait occuper à des préparatifs indispensables les heures, ou même les jours, de la précaution diplomatique. Mais, dans la soirée du 10 juillet, Gramont télégraphie à Benedetti : « Vous ne pouvez vous imaginer à quel point l'opinion est exaltée. Elle nous déborde de tous côtés, et nous comptons les heures. Il faut absolument insister pour obtenir une réponse du Roi, affirmative ou négative. Il nous la faut pour demain : après-demain serait trop tard. » Trop tard, pour l'armée? Non : trop tard, pour l'opinion publique. Benedetti avait exposé nettement les motifs de sa prudence, ou, si l'on y tient, de sa lambinerie. Les ordres de Gramont ne l'autorisaient point à continuer de même sorte. Il vit le roi Guillaume, lequel regretta de n'avoir rien à lui apprendre, ne sachant pas où était le prince Léopold, ne sachant rien. Conformément aux ordres de Gramont, Benedetti insista et dit qu'on touchait « au moment où le gouvernement de l'Empereur ne pourrait plus ajourner les explications qu'il devait aux Chambres et au pays : » de quoi, certes, le roi Guillaume se moquait un peu. Benedetti insista encore : on accusait, en France, le gouvernement de se laisser berner; le silence auquel s'obstinait la cour de Berlin, comme aussi le pouvoir madrilène, l'opinion publique, en France, y voyait la preuve « d'une entente concertée contre nos intérêts. » Donc, le gouvernement de l'Empereur avait besoin d'une réponse catégorique et sans délais. La suite, personne ne l'ignore. Et il est patent que, si Gramont pousse Benedetti à faire vite, la politique intérieure l'y engage : il s'agit de ne point offenser, par des atermoiemens, le pays et les Chambres; en d'autres termes, l'opinion publique.

Si l'on prétend juger avec exactitude les préliminaires de nos désastres, il importe qu'on remarque ceci : la guerre de 1870 est, chez nous, la première (depuis les guerres de la révolution; mais, les guerres de la révolution, leurs circonstances les séparent de toutes les autres), la première à la déclaration de laquelle ait collaboré d'une façon déterminante cette puissance nouvelle, l'opinion publique. Là-dessus, les discussions iront leur train naturel. On félicitera l'ancien régime, qui gouverna et sut garder à l'écart des égaremens populaires la diplomatie et ses conséquences. On observera que, dans notre histoire, les meilleures initiatives, en telle matière, sont dues à des ministres qui n'avaient pas à consulter l'opinion publique;

et l'intervention de l'opinion publique, en telle matière, aboutit à de fâcheux résultats. On répliquera que l'ancien régime, tout seul et sans l'opinion publique, s'est trompé quelquefois. Principalement, on remarquera que l'ancien régime, impeccable ou non, n'a point supprimé l'opinion publique : il l'a si peu supprimée qu'il a succombé aux coups de cette puissance nouvelle, ou qui se manifestait nouvellement, et qui désormais prendra une extension redoutable. Toujours est-il que l'opinion publique a, elle aussi, elle autant que le ministère Ollivier, sa responsabilité dans les préludes de la détestable guerre. L'injustice, et messéante, consiste à ne s'en prendre qu'à Émile Ollivier, Benedetti ou Gramont. L'injustice consisterait surtout à oublier que la guerre est l'œuvre tortueuse et acharnée de Bismarck.

Seulement, il est vrai que le rôle du ministère était de maîtriser l'opinion publique : il eût gouverné, au sens précis du mot, s'il avait eu soin d'être assez fort pour que l'opinion publique ne lui fût pas menaçante et pour qu'il pût traiter les affaires du pays sans l'agrément furtif de l'opinion publique et, au besoin, contre elle. Or, Émile Ollivier, libéral et, je le disais, républicain, se fiait à l'opinion publique et ne se croyait pas en droit de la malmener. Quand il appartenait à l'opposition, ne proclamait-il pas la nécessité d'ôter à « la volonté solitaire et omnipotente de l'Empereur » la conduite de la diplomatie? Et l'un des vœux de son Empire libéral, ce fut d'assurer « au pays, » plus de contrôle sur la politique étrangère. Tout s'enchaîne : et Gramont, qui houspille Benedetti, cède à la considération parlementaire ; il est fidèle aux principes de l'Empire libéral.

Et puis, pour maîtriser l'opinion publique, il aurait fallu opposer à ses velléités étourdies une volonté fixe. Ne dénigrons pas la diplomatie du second Empire : « Elle a été beaucoup plus attentive, beaucoup plus avisée et beaucoup plus clairvoyante qu'on ne le croit à l'ordinaire... » Qui lui rend cet hommage? La Commission chargée en 1907 de publier les documens relatifs à l'histoire politique et diplomatique de la guerre, et composée de MM. Joseph Reinach, Aulard, Émile Bourgeois. Mais lisons le récit d'Émile Ollivier : nous sommes frappés de voir que, quant à la guerre, il n'y avait point, dans le gouvernement, de volonté fixe. L'Empereur était indécis; Gramont, suivant qu'il venait de causer avec tel ou tel, changeait, — non de préférence, — d'indécision. Personne n'a voulu la guerre : et

c'est Bismarck qui l'a voulue; mais, au gouvernement de l'Empereur, personne n'a exactement voulu qu'il n'y eût point de guerre et n'a soumis toute la politique à cette volonté.

De tous les hommes qui furent au pouvoir en 1870, celui qui a le moins voulu la guerre, c'est celui-là même à qui on l'impute généralement, l'auteur de *l'Empire libéral.* « Le gouvernement désire la paix, s'écriait-il, le 6 juillet, à la tribune de la Chambre. Il la désire avec passion... » Et la gauche proteste... « mais avec honneur! » Applaudissemens de toutes parts. Le désistement du prince Léopold combla de joie, le 10 juillet, Émile Ollivier qui, sans retard, annonça la paix et, dans les couloirs de la Chambre, sema cette bonne nouvelle. La demande de garanties n'émane pas de ses conseils. Il est partisan de la paix, « avec honneur, » jusqu'au « soufflet de Bismarck. » Dès lors, il n'hésite pas : c'est la guerre. A-t-il raison? La France avait reçu, de Bismarck, un soufflet!... Si l'on objecte à Émile Ollivier que c'était là trop de susceptibilité, la réponse lui est facile : la France a le droit d'être susceptible. Sans doute! et l'on se sent, je l'avoue, en position gênante pour n'être pas de cet avis : Bismarck avait provoqué la France. Et, la France n'eût-elle pas relevé le défi, Bismarck n'était pas au bout de ses manigances. Pourtant, on ne se délivre pas de cette idée que la terrible guerre a été résolue, un peu, comme un duel. Au bout du compte, avant de lancer le cartel où était risquée la France, où étaient aventurés les siècles de la France, il valait d'y regarder à deux fois.

La suprême réplique d'Émile Ollivier, la voici : nous étions prêts; la guerre devait réussir. Avec quelle ardeur combative et quelle superbe véhémence, avec quel angoisse, dans ses derniers volumes, il s'acharne à démontrer ces deux thèses! Nous étions prêts : l'étions-nous? et tout s'est passé comme si nous ne l'étions pas! Émile Ollivier cite des chiffres, discute les allégations des adversaires de la France et des adversaires de l'Empire; il accumule les argumens et les preuves. Combien de fusils, de canons, de souliers, de capotes, dolmans et tuniques, de sacs, de tentes, de couvertures? Combien de cartouches, d'obus? Tant. Et en fallait-il davantage? A Gravelotte, les Prussiens ont perdu 19 260 hommes, 899 officiers : « Notre belle armée! s'écriait le Prussien Kreischmann; encore beaucoup de victoires comme celle-là, elle n'existera plus! « Tous ces

Prussiens tués, cela suppose des munitions : nous étions prêts! Alors, la guerre devait réussir? Elle le devait!... Ah! démontrez qu'elle a réussi! Émile Ollivier le sent bien que, faute de cette impossible conclusion, toute sa dialectique chancelle. Mais que faire? Il ne lâche point sa dialectique et, si j'ose dire, il s'y accroche avec un admirable désespoir. Ses récits de batailles, Sarrebruck, Forbach, Borny, Rezonville, Gravelotte, Saint-Privat, sont des chefs-d'œuvre de clarté. Il nous dit : — c'est ici, tout juste à ce point, qu'on s'est trompé; — nous le voyons. Des chefs-d'œuvre d'émotion. Il nous indique : — c'est ici que nous tenions la victoire; — et la victoire a filé ailleurs. L'impression qu'il nous laisse et veut nous laisser, un mot la résume : fatalité. Plus il s'efforce de démêler, à la rigueur, les élémens de ces combats, mieux nous apercevons qu'un hasard perpétuel y détraque toutes probabilités. Un hasard qui a cette particularité singulière de ne point s'éparpiller : tous ses coups frappent uniformément nos armes. Un hasard qui a de la suite dans les idées, c'est ce qu'on nomme fatalité. Pourquoi, le 17 août, n'avons-nous pas saisi la victoire? Nous l'avions sous la main; nous l'avions entre les doigts, et il n'y avait plus qu'à fermer les doigts sur elle. Émile Ollivier tâche d'expliquer Bazaine; il n'y parvient pas : et Bazaine est incompréhensible. Bazaine appartient à la fatalité. Le 4 août, l'Empereur écrivait à son ministre : « Nous avons tout intérêt à traîner la guerre en longueur... » Il fallait se hâter, profiter de notre avance, frapper le premier coup : « nous étions perdus, » a dit Bismarck. Plus tard, quand l'armée de Mac Mahon, se repliant sur Paris, pouvait tout réparer : « C'est une honte de ne pas aller au secours de Bazaine! » s'écriait Jules Favre. Tout le monde s'est trompé : la victoire aussi.

La somme des malheurs accable les initiatives et, en quelque mesure, les fautes. En présence de telles catastrophes, on se prend à redouter les occultes manigances du Destin. L'on se signe et l'on s'éloigne; ou bien, comme les anciens, on ferme une clôture sacrée autour de ce lieu où est tombée la foudre.

Le dernier volume d'Émile Ollivier porte ce sous-titre : « La fin. » La fin provisoire! La véritable fin s'appellera bientôt la Revanche.

André Beaunier.

UN GLORIEUX CENTENAIRE

MARIGNAN

Il n'est sans doute guère d'écolier chez nous qui, récapitulant les grands événemens de notre histoire, n'ait observé, au moins comme moyen mnémotechnique, leur singulière fréquence au début, au milieu et vers la fin des grands siècles, et notamment vers leur quinzième, leur cinquantième et leur quatre-vingt-dixième année. Serait-ce que, par quelque rythme mal connu et pourtant logique, les événemens tendent à se grouper d'eux-mêmes suivant une certaine périodicité, concordant avec la durée moyenne d'une génération d'hommes? Il y a là des problèmes qui dépassent peut-être notre compétence. Bornons-nous donc à constater ici que les années 1914-1915 ont marqué dans l'histoire politique de la France, et notamment de son rôle dans l'équilibre général de l'Europe, toute une série de centenaires, diversement heureux, mais également importans.

Qui ne sait que, dès 814, la mort de Charlemagne, en laissant aux mains d'un prince incapable l'empire d'Occident, à la fois germanique et latin, reconstruit par son génie, avait été le point de départ de ce morcellement indéfini de l'Europe, qui devait, onze siècles durant, armer les unes contre les autres les civilisations rivales, respectivement nées de cette double inspiration? Quatre cents ans plus tard, les divers élémens constitutifs des nations européennes ont, en s'agglomérant çà et là, sous la forme féodale, retrouvé assez d'idéal commun et de

cohésion politique pour que leur conflit prélude à ceux dont saigne l'Europe d'aujourd'hui : à Bouvines, en 1214, la France, levée en masse, a vaincu et rejeté une bonne fois l'invasion germanique, et pourtant la Belgique opulente du comte de Flandre et l'Angleterre, où déjà s'élaborait la Grande Charte, s'étaient alliées à nos ennemis. La grande puissance capétienne est dès lors à l'abri, tant du côté de l'Allemagne, déçue par ses empereurs et livrée aux féodaux, que de l'Angleterre, dont les rois sont aux prises avec le parlementarisme naissant : paix féconde, où naquirent nos cathédrales, et où la splendeur de la civilisation française déborde sur le monde européen tout entier, semant jusqu'aux îles et aux montagnes de Syrie des monumens et des peuples chrétiens qui subsistent encore. Et cette époque glorieuse dura juste un siècle : 1314, en effet, marque à la fois, avec la chute des Templiers, la fin de l'âge héroïque inspiré par le grand souffle des Croisades et, avec la mort de Philippe le Bel, la véritable fin des grands Capétiens de la branche aînée, dont ses médiocres fils ne sauront perpétuer la lignée magnifique. Les deux siècles qui suivent sont remplis, sous les premiers Valois, par les douloureuses luttes intérieures où, sous les coups de l'invasion anglaise, se martèlera l'unité nationale, et c'est dans l'excès même des nouvelles dissensions féodales que fermenteront les germes d'où sortira l'État moderne. Azincourt en 1415 est le point le plus bas de cette courbe descendante, et vraiment, au lendemain de cette victoire anglaise, avec la révolte et la terreur dans Paris, la misère dans les campagnes, la querelle sanglante des seigneurs, la folie du roi et l'inconduite d'une reine allemande, pactisant avec l'ennemi, on pouvait se demander si ce n'en était pas fait de la France et si notre malheureux pays, entre l'anarchie et l'invasion, saurait éviter l'effritement et la déchéance et préserver sa nationalité.

On sait quelle merveilleuse œuvre de refonte de l'énergie nationale fut la tâche du siècle suivant et comment l'âme populaire, miraculeusement symbolisée par la virginale et sublime figure de Jeanne d'Arc, imposa aux gouvernans corrompus et blasés, aux généraux formalistes, au roi Charles VII lui-même, hésitant et timide, sa foi volontaire et tenace, qui put, dans l'union sacrée de cette époque, enfanter de nouveaux miracles. Les Anglais, aujourd'hui nos amis, ne voudront pas sans doute,

dans quelques semaines, fêter avec éclat le cinquième centenaire d'Azincourt, si douloureux à nos armes. Cette date doit néanmoins nous encourager à la confiance dans les destinées supérieures de la France ; car c'est au lendemain d'Azincourt, dans la plus effroyable sans doute de toutes les crises traversées par notre pays, qu'en une seule génération d'hommes il a su reconquérir son indépendance et sa gloire et, en moins d'un siècle, redevenir comme après Bouvines l'élément capital de la grande politique européenne. D'Azincourt, 24 octobre 1415, à Marignan, 13 septembre 1515, l'évolution est complète. La France, libérée de l'étranger, puis des dynasties seigneuriales, enrichie par la paix, stimulée par la Renaissance, unie et forte entre les mains d'un roi jeune, ambitieux et fier, est prête à toutes les expansions. Elle a fait à l'étranger ses premières armes dans ces campagnes d'Italie, où Charles VIII et Louis XII se sont lancés par survivance de traditions féodales ; elle doit maintenant liquider au plus vite et au mieux ce passé chevaleresque pour être prête aux grandes luttes d'idées et de puissance dont le XVIe siècle sera fait. Son entrée sur cette scène nouvelle est bien cette « bataille de géans, » toute frémissante d'héroïsme et dont certaines suites auront une portée si lointaine. La campagne de Marignan affrontait dans la vallée du Pô les troupes du Pape, de l'Empereur, de la France, de l'Espagne, de Venise, et la seule armée vraiment nationale qu'il y eût alors, celle des Suisses. Les Suisses vaincus, pour la première fois depuis des siècles, l'Empereur décontenancé, l'Espagnol tenu à la réserve, Venise délivrée de ses craintes, le Pape réduit à traiter : telle fut la solution que les armes françaises donnèrent à la crise, tirant de cette affaire italienne des conséquences séculaires pour la France, pour la Papauté, pour l'Europe même. Et c'est à ce triple titre qu'il convient à l'heure présente de n'en pas laisser passer sans le saluer le quatrième centenaire, si riche de souvenirs et d'espoirs.

Quand, au printemps de l'année 1515, le successeur du vieux roi Louis XII, le brillant duc d'Angoulême, devenu François Ier, s'était mis à préparer avec soin l'expédition militaire qu'il se proposait de mener en Italie, un pareil projet ne pouvait passer à aucun titre pour une innovation du nouveau règne. Depuis plus de vingt ans, l'Italie, anarchique et somp-

tueuse, était le domaine d'élection où les rois de France venaient déployer leur force militaire et leur faiblesse diplomatique, où nos gentilshommes allaient chercher des passes d'armes et des richesses et d'où notre civilisation recevait à la fois des idées renouvelées de l'antique, des formules d'art encore inconnues, des raffinemens de vie et des élémens de corruption. En avance de plusieurs siècles sur l'évolution morale, politique et technique du reste de l'Europe, l'Italie est alors par divers côtés comparable à la Grèce des beaux jours de l'hellénisme. Comme celle-ci, elle n'a d'unité que dans un commun idéal de beauté partout éparse et de vie intellectuelle intense; même effritement politique de cités jalouses, où la vie publique, dans des communautés trop restreintes pour leur richesse, aboutit au scepticisme politique et à l'oblitération du sens national; et, comme la Grèce de jadis devait périr politiquement sous les coups des grands voisins qu'elle méprisait comme barbares, mais qu'elle devait civiliser, de même l'Italie, devenue par la déchéance de ses mœurs la proie et le champ clos des peuples de l'Europe, fécondait des civilisations nouvelles en mettant en contact leurs jeunes énergies et ses trésors accumulés. La France de Charles VII et de Louis XII, encore brutale et fruste au sortir de la guerre de Cent Ans, avait connu, dans ce pays merveilleux, des ivresses de rêve. Mais déjà une génération nouvelle s'y élevait qui avait au donjon des ancêtres percé des fenêtres italiennes, appris, outre les jeux des armes, les joutes plus déliées de l'esprit et, trop intelligente pour ne pas sentir ce qui lui manque, trop fière pour consentir à rester inférieure, s'appliquera méthodiquement à comprendre ce qu'elle admire en Italie, pour l'imiter, ou mieux se l'assimiler.

Cette assimilation, cette adaptation consciente des qualités d'autrui à sa vie nationale ont été de tout temps une des forces maîtresses de la France, de celles qui, aux heures les plus critiques d'infériorité momentanée, lui ont assuré le plus de ressort et les plus vastes espoirs. N'avait-on pas vu la Gaule, abattue par l'admirable organisation romaine, adopter cette organisation, même au point de devenir le modèle des provinces de l'Empire? Et, plus récemment, n'est-ce pas aux Anglais leurs vainqueurs que les Français avaient emprunté, en les perfectionnant, les armes et les méthodes, dont ils n'avaient que trop senti l'efficacité? L'artillerie anglaise avait, à Crécy, soulevé

l'indignation générale, comme contraire au droit des gens, puisqu'elle effrayait les chevaux et ne permettait plus aux preux de combattre de près à armes égales. Un siècle plus tard, l'artillerie française des frères Bureau était la première du monde, écrasant à Castillon les prouesses du vieux Talbot, le dernier des paladins anglais. Et les leçons reçues des artificiers italiens, experts en procédés de toutes sortes pour l'attaque et la défense des places, allaient permettre aux Français de perfectionner encore leur outillage, d'adapter en grand ce qu'ils avaient vu faire en petit dans telle ou telle cité, par telle ou telle bande de la Péninsule, bref, de donner une fois de plus aux idées venues d'ailleurs la hardiesse et l'ampleur qui en feraient une chose bien française. Unifiée, affinée, outillée pour la guerre comme pour la paix, la France de François Ier est déjà donc, en 1515, un État moderne, non pas certes dans le sens démocratique que nous attribuons aujourd'hui à ce mot, mais dans celui de puissance cohérente et disciplinée, qui, de Machiavel à la Révolution française, dominera de son idéal la politique générale. Par son unité morale et politique, autant que par ses réserves financières et militaires, elle est alors la plus grande force qu'il y ait en Europe au service d'une volonté unique. Les plus belles destinées lui sont promises, pour peu qu'elle en ait conscience et qu'elle sache s'y préparer.

Pour s'opposer à cette puissance exubérante, aucun autre État ne possède alors en Europe ni les richesses qui autorisent les vastes desseins, ni l'idée directrice capable d'en assurer le succès. Sans doute, au delà des Pyrénées, l'Espagne a déjà constitué l'unité, qui, après des siècles de guerres obscures, va l'armer pour la conquête du monde; mais Ferdinand y règne encore, et son petit-fils, le jeune archiduc Charles, ose à peine rêver de pouvoir ceindre un jour la double couronne, impériale et royale, qui fera de lui, plus tard, l'arbitre de l'Europe, et, de sa maison, le plus redoutable danger qui menacera la France pendant un siècle. Tenue séculairement à l'écart de la grande politique européenne par ses luttes d'affranchissement et d'expulsion des Maures, l'Espagne est absorbée par la fondation de l'immense empire colonial qui lui est échu presque malgré elle et causera tour à tour sa splendeur et sa ruine. Sans doute la couronne d'Aragon a-t-elle en Italie des intérêts et une armée; mais ce sont des intérêts secondaires pour lesquels elle ne sau-

rait s'engager à fond. Il faut attendre que Charles-Quint empereur ait mis au service de ses projets d'hégémonie européenne « l'or du Pérou » et « la redoutable infanterie d'Espagne » pour voir sur les champs de bataille de l'Italie l'épée castillane trancher des conflits d'une portée singulièrement plus grande que ne l'ont été jusqu'alors tous ceux qui ont ensanglanté ce pays.

Le XVIe siècle verra cette mêlée, qui mettra aux prises les impérialismes rivaux des grandes puissances naissantes et les convictions opposées des masses populaires, bouleversées par les agitations de la Réforme. Mais, en 1515, aucun de ces conflits européens ne s'est posé déjà, bien qu'ils soient tous en puissance dans la constitution nouvelle des forces et des idées. Luther n'est qu'un moine hardi, en conflit avec quelques-uns de ses supérieurs ecclésiastiques ou laïques, et que d'autres ménagent par calcul politique plus encore que par conviction. Henri VIII, despotique et cruel, n'a pas davantage conçu l'ensemble de la politique qui mènera l'Angleterre au schisme. L'Europe, où fermentent déjà tant de germes d'évolutions diverses, est encore médiévale de tendances, comme de formules, qui se survivent à elles-mêmes; elle se trouve à l'un de ces momens d'histoire, où les hommes, vieillis dans les habitudes de penser et d'agir d'une époque que leur jeunesse avait remplie d'action féconde, se voient tout à coup supplantés par une génération nouvelle qui cherche des inspirations, non dans des traditions surannées, mais dans l'étude objective des réalités qui l'entourent. Il suffit alors d'un choc extérieur plus ou moins violent pour faire mesurer tout l'abîme qui sépare les réalités actuelles des formes d'autrefois : Marignan fut un de ces chocs, et trois au moins des élémens qui avaient dominé l'Italie des âges précédens ne s'en relevèrent pas : l'Empereur, le Pape et les Suisses.

Sans doute, il y avait longtemps que l'Empereur avait cessé d'être pour l'Italie le prétendant redoutable au légendaire trône d'Occident, et l'infortuné Maximilien, sans puissance, sans argent comme sans fixité politique, n'était guère plus qu'un élément d'intrigues, dont s'accommodait fort bien la complexité des rivalités italiennes. Sans doute aussi, un autre empereur allait surgir, qui réellement, celui-là, pourrait prétendre à l'hégémonie impériale. Mais précisément, de Maximilien à Charles-Quint, l'Empire devait évoluer de l'impuissance politique du

germanisme féodal à la conception plus moderne du souverain, tirant de ses ressources propres les moyens d'action nécessaires à son prestige. Si Charles est bien ainsi le premier des grands empereurs qui ont façonné l'Europe moderne, Maximilien est le dernier de ces fantômes de souveraineté nominale auxquels avait abouti le fractionnement indéfini de la puissance souveraine dans les conceptions allemandes du Moyen Age. Cette survivance d'un passé que le XVIe siècle allait bouleverser par des consolidations nouvelles ne pouvait, devant les armées d'une France monarchique et unie, que négocier ou disparaître.

Et tel était bien aussi le cas pour cette autre survivance politique du XVe siècle italien, la puissance du Pape, en tant que souverain belliqueux. Les Borgia n'étaient plus, Jules II était mort; dans l'effondrement général des forces morales et politiques de l'Italie, ces pontifes ambitieux s'étaient montrés également incapables de restaurer le prestige de leur autorité spirituelle et de créer autour de leur puissance temporelle un groupement durable des cités rivales, dédaigneuses de leur médiation trop intéressée. Ils étaient devenus des potentats comme les autres, et cette décadence, en leur fermant les yeux sur les problèmes généraux qui secouaient déjà l'Église universelle, avait abaissé leur politique aux conceptions mesquines des coalitions purement italiennes et des intrigues de cours. Les efforts mêmes de quelques réformateurs s'usaient et se perdaient dans cet inquiétant lacis de compromissions immorales, où ne semblait guère subsister d'universel que le goût des belles choses et de cette haute culture dont Rome était devenue l'asile magnifique et tolérant. Bonne tout au plus pour intervenir dans les conflits des petites républiques voisines, l'armée de tels souverains, formée de bandes d'aventure, ne pouvait plus prétendre à jouer un rôle dans le champ clos élargi des grandes luttes européennes. A Marignan, les troupes de l'humaniste Léon X resteront en réserve, et la défaite de ses alliés lui suffira pour comprendre que, désormais, la force des papes est d'ordre diplomatique et que leurs plus belles victoires seront, dans les temps modernes, des traités.

Mais, à côté de cette Italie divisée, où le Pape et l'Empereur achevaient d'user leur prestige médiéval en de mesquines intrigues, indignes de leur passé autant que des grandes luttes prochaines, une puissance militaire s'était depuis un siècle

développée à l'abri de ses montagnes inexpugnables et grâce à l'indomptable fierté de ses rudes et valeureuses milices. Alors que presque partout en Europe les petites républiques, nées çà et là des révoltes populaires contre l'oppression féodale, avaient peu à peu dû se soumettre à la puissance reconstituée des princes, les Suisses avaient su défendre contre toutes les emprises les libertés locales, que leurs petites communautés avaient une à une extorquées de leurs seigneurs. De haute taille, forts, énergiques, habitués par la rudesse même de leur vie rurale aux privations et aux fatigues et par l'isolement de leurs montagnes à l'indépendance individuelle et collective, ces hommes semblaient destinés par la nature à constituer la plus redoutable des infanteries pour l'attaque en masse, pourvu qu'une volonté commune les armât dans le même dessein. Et de fait, cette armée populaire était, au xve siècle, unique en son genre, car si les milices ouvrières des cités flamandes l'égalaient en patriotisme, elle possédait en propre des qualités physiques et militaires qui la rendaient invincible dans le corps à corps. Sa tactique était d'ailleurs fort simple et se réduisait à la charge en masse, sur seize rangs de profondeur, hérissés de piques si longues que les cavaliers les mieux bardés de fer ne pouvaient espérer atteindre de front les hommes du premier rang. Pour protéger les flancs de ces gros bataillons, lourds et massifs comme la phalange macédonienne, les joueurs d'épée maniaient à deux mains ces lames énormes dont le moulinet était fatal aux jarrets des chevaux. Sans doute, cet armement se rapprochait de celui des lansquenets allemands dont les princes germaniques et même les rois de France entretenaient ou soudoyaient des bandes ; mais il manquait à ces dernières le facteur moral qui avait assuré la victoire des Suisses, ce patriotisme qui, en mettant sous les armes tous les hommes valides du pays, leur assurait pour sa défense des effectifs supérieurs ou au moins égaux à ceux des armées féodales qui venaient les y attaquer. Les victoires remportées par cette jeune nation armée avaient eu dans l'Europe d'alors un retentissement et des conséquences considérables ; la puissance bourguignonne s'y était brisée, l'Empereur avait dû céder devant elle, et le Pape, utilisant habilement la foi simple et la pauvreté avide de ces braves montagnards, avait su se servir de leur force pour appuyer quelques-uns de ses desseins.

Car si les Suisses, unis et vainqueurs dans la défense de leurs libertés et l'affranchissement de leur territoire, avaient persévéré à la fois dans cette union nationale et dans une politique d'alliances et d'acquisitions collectives, leur force militaire leur eût assuré dans l'Europe d'alors un rôle important, qui aurait peut-être entraîné de lointaines conséquences. Les historiens n'ont pas manqué de déplorer le manque d'esprit politique qui laissait alors les Cantons besogneux, séduits par l'appât de gains immédiats en numéraire, gaspiller leurs forces au profit des étrangers, venus chez eux lever des troupes. Sans doute, ce service militaire étranger devait nuire à la fois à la moralité publique et aux destinées nationales de la Suisse ; mais il ne faut pas oublier qu'il était alors dans les mœurs : non seulement les cités italiennes, mais même les plus grands princes, comme le roi de France, ménageaient leurs propres hommes pour conduire de préférence en guerre des mercenaires de toute origine, lansquenets allemands, aventuriers gascons, cavaliers albanais ; et les conducteurs *(condottiere)* de ces troupes étaient des sortes d'entrepreneurs de victoire, auxquels tout sentiment national était étranger. Les Suisses, le plus militaire des peuples d'alors, n'avaient donc d'exceptionnel que leur patriotisme, qui les conduisait parfois à lutter sur les champs de bataille, non pour un gain promis par quelque haut seigneur, mais pour une cause nationale et le profit de leur communauté. A Marignan, leurs troupes concentrées à Milan participaient aux combinaisons complexes qui armaient, en cet été de 1515, l'Empereur, le Pape, Venise, le Français, l'Espagnol, autour du Milanais lui-même. Mais alors que des raisons de politique plus ou moins subtile poussaient les uns et les autres à ménager le Français, c'est une vraie rancune nationale qui surexcitait les Suisses contre l'héritier de Louis XII. Car ce roi, le dernier de nos grands féodaux, avait dédaigné de ménager l'alliance de ces héroïques paysans, qu'il trouvait trop rapaces. Froissés et lésés dans leurs intérêts, ceux-ci étaient redescendus en Italie pour régler une bonne fois ce vieux compte avec les Français et ils allaient, dans l'acharnement de la bataille, mettre toute la fougue de ce patriotisme qui les avait tant de fois rendus vainqueurs des rois.

On connaît le détail de cette magnifique épopée. A l'annonce

que le nouveau roi de France marchait avec une imposante armée vers les Alpes, pour tendre la main aux Vénitiens et restaurer son autorité sur le Milanais, les Suisses, entraînés par l'éloquence du cardinal Schinner, l'un des leurs, s'étaient enthousiasmés pour la cause qu'ils croyaient être en même temps celle du Pape et de la chrétienté. L'Empereur devait les rejoindre avec une armée; les troupes pontificales sous Laurent de Médicis accouraient de leur côté; on escomptait le concours des vaillans Espagnols de Raimon de Cardone, et certes, devant une coalition pareille, l'armée française pouvait s'attendre à de rudes combats! Aussi n'avait-on rien négligé pour la rendre redoutable. Aux célèbres « bandes noires » des lansquenets lorrains, corps régulier, entraîné, bien payé, de vieux soldats de carrière, se joignaient ces Gascons ou Biscaïns, dont la bravoure bien connue était la gloire militaire de la Navarre. Mais le roi de France avait, outre ces mercenaires, deux forces qui lui étaient propres et faisaient la terreur et l'envie de l'ennemi : son artillerie et ses gens d'armes. On sait que ces derniers possédaient depuis déjà plus d'un siècle l'organisation régulière, la discipline et les traditions des armées de métier, tout en étant recrutés exclusivement parmi la noblesse, c'est-à-dire les familles militaires du royaume. Leurs « compagnies d'ordonnance, » de cent lances ou six cents hommes chacune, étaient donc de véritables régimens de grosse cavalerie, au sens moderne du mot ; et c'étaient des troupes nationales, non seulement bien dans la main de leurs chefs, mais indéfectiblement fidèles à la cause de leur roi, qui se confondait à la fois avec leur devoir militaire et avec leur foi dans leur pays. Seule en Europe, cette cavalerie jouissait de pareilles forces morales et son armement par ailleurs ne laissait plus rien à désirer : bien montée, pourvue pour l'attaque de lances, épées et masses bien étudiées, protégée, hommes et chevaux, par des armures pratiquement impénétrables, tant que le cavalier restait en selle, cette force était, dans la charge, la plus formidable machine de guerre qu'on pût alors déchaîner sur des gens de pied.

Quant à l'artillerie française, encore perfectionnée, nous l'avons dit, depuis vingt ans, elle avait eu, dès le premier jour de son règne, l'attention particulière du roi. Celui-ci n'avait pas hésité à pourvoir des moyens d'action nécessaires ce gentil-

homme gascon, Jacques Galiot de Genouilhac, qui devait être pour l'artillerie française de son temps ce qu'avaient été les Bureau sous Charles VII, ce que serait plus tard un Montalembert à la veille de la Révolution. Grâce à lui, l'armée partant pour l'Italie disposait d'un nombre de pièces lourdes tout à fait inconnu pour l'époque, puisqu'elle n'emmenait pas moins de soixante-quatorze gros canons, sans compter les petits, et même des pièces d'un modèle nouveau, qui étaient sans doute des obusiers chargés à mitraille, si l'on en croit du moins la description, donnée par Fleuranges l'Aventureux, de cette « façon d'artillerie..., pas plus longue que deux pieds, qui tiroit cinquante boulets à ung coup et servit fort bien. » C'est cette supériorité d'artillerie, en effet, qui devait seule permettre à l'armée française de briser l'ordonnance des gros bataillons suisses, mal servis de quelques pièces insuffisantes, et frayer un chemin à la gendarmerie française pour achever la défaite de ces braves, que nul ennemi n'avait jamais enfoncés. Ainsi la France de 1515 présentait déjà comme en un raccourci les ressources qui lui assurèrent le succès aux grandes époques de son histoire. Riche et bien administrée par Louis XII, elle disposait d'une puissance financière qui lui avait permis d'acheter pour un million d'écus la neutralité anglaise, sans nuire à la préparation de la guerre projetée ; forte et unie, elle allait vaincre à la fois par sa supériorité technique dans son armement le plus moderne et par la fougue réfléchie de ses troupes, vraiment nationales.

Une stratégie adroite, mais simple, fit le reste. Tandis que 20000 Suisses l'attendaient au débouché du mont Cenis et du mont Genèvre, François Ier avait franchi, à 2000 mètres, le col de l'Enchastraye, rendu tant bien que mal praticable par 1 500 pionniers, sous l'habile Pedro Navarro. Déçus, les Suisses s'étaient repliés en toute hâte et, tout en les suivant de près, par Turin et Novare, le roi ne laissait pas de faire entamer avec eux d'actifs pourparlers en vue d'une entente. Son objectif était Milan, d'où il tenait à éliminer Sforza; les Suisses, le Pape n'étaient pour lui que d'occasionnels adversaires. Sa marche foudroyante avait si bien décontenancé tout le monde, que ni don Raimon de Cardone, malgré ses excellentes troupes espagnoles, ni Médicis, avec ses vieilles bandes, ne se montraient pressés d'intervenir. Ils restaient également en observation

vers Plaisance, et cela, dit du Bellay, « pour deux occasions : l'une que l'un ne se fioit de l'autre... et tous deux aussi en général craignoient d'entrer entre l'armée du Roy tant gaillarde et celle des Vénitiens. » Ces derniers effectivement s'approchaient vite pour se joindre sous Milan aux forces françaises. Les délégués des Suisses eux-mêmes acceptèrent donc les propositions du roi, et, le 8 septembre, un armistice était signé par eux présageant une paix prochaine, quand brusquement, en quelques heures, l'orage éclata. Mécontens de paraître s'enfuir sans combattre, n'admettant pas qu'ils pussent être vaincus, la plupart des Suisses rassemblés dans Milan refusaient d'accepter une solution pacifique. Plus papalin que le Pape lui-même, le cardinal Schinner saisit l'occasion. Il sut enflammer ses compatriotes par les mots qui leur allaient au cœur et, s'il ne put tous les convaincre, au moins eut-il la folle joie de lancer la plupart d'entre eux en une attaque brusquée, héroïquement téméraire, sur le camp de François Ier, posté sans défiance à Marignan.

C'était le 13 septembre au matin. Il n'est guère besoin de rappeler ici les hauts faits de ces deux jours de lutte épique, la rapide mise en garde des Français, avertis par la poussière que soulevait l'ennemi dans la plaine, les ruées folles des Suisses, jusque sous la gueule des canons, la mêlée si intense dans la poussière et jusqu'au crépuscule que personne ne s'y retrouvait plus, Français et Suisses ayant pour même uniforme la croix blanche, à laquelle ces derniers avaient seulement, avant la bataille, ajouté comme insigne une clé distribuée par Schinner. Qui ne connaît cette nuit passée à se rallier tant bien que mal, le roi François Ier lui-même ne reposant qu'un moment sur l'affût d'un canon, et ces beaux récits d'élégantes prouesses, comme ce geste du souverain, brave parmi les braves et voulant se faire adouber chevalier par Bayard; enfin dès le point du jour, ces charges réitérées de la gendarmerie française, rétablissant l'ordre compromis par la panique des lansquenets et achevant la défaite des Suisses, que l'artillerie avait décimés. Le 14 septembre, vers huit heures du matin, l'avant-garde vénitienne atteignait le champ de bataille, amenée à bride abattue par le vaillant Barthelemi d'Alviana lui-même. Trois heures plus tard, quand le gros de ce secours arriva, les Suisses étaient en pleine retraite. Ils avaient perdu plus des trois quarts de leur

effectif et laissaient plus de douze mille hommes sur le terrain. Mais le reste avait rallié ses canons, ses étendards, et, massé en bon ordre, s'en allait en faisant bonne contenance. Car le roi-chevalier, ému de cette noble infortune, avait défendu de poursuivre et d'inquiéter aucunement les débris glorieux de ce grand passé militaire. La victoire n'abaissait pas chez les Français la grandeur d'âme, et leur politique estimait aussi qu'il peut être loyal et sage de faire naître, par la déférence du vainqueur, l'estime et l'amitié des vaincus!

Là fut la sagesse profonde de cette attitude chevaleresque par où François Ier voulut inaugurer son règne. Fut-ce calcul de grand politique ou simple réflexe de gentilhomme, il n'importe; la France ne saurait oublier ce que lui valut l'heureuse générosité de ce roi. L'écrasement militaire des Suisses déblayait l'Italie du seul adversaire que pût redouter l'armée française. C'était pour la politique temporelle du Pape un coup fatal; c'était pour la Suisse elle-même une menace. Loin de pousser à bout les conséquences de sa victoire, François Ier sut respecter chez ses ennemis vaincus tout ce qui n'était pas strictement opposé à ses premiers desseins. Le canon de Marignan avait brisé les dernières structures politiques du Moyen Age. Le roi de France se comporta déjà suivant des conceptions modernes. Avec le Pape, qu'il affecta de combler d'égards comme souverain pontife, tout en semblant négliger la neutralité contrainte de sa petite armée, ce fut dans le domaine spirituel qu'il traita : le concordat de 1516 fut la première et non la moins directe conséquence du succès de nos armes. Pour les Suisses, qu'il savait pauvres autant que braves, et dont il estimait à son juste prix l'amitié, il fut d'une largeur qui surprit, non seulement les hommes de cette époque, mais même bien des historiens postérieurs. Mais, en feignant de les indemniser pour leurs campagnes malheureuses contre la France, le roi les attachait à nos destinées par cette communauté d'intérêts qui seule assure aux peuples des amitiés durables. En payant ainsi d'un million d'écus et du Tessin la « paix perpétuelle » et l'alliance défensive avec les Suisses, consacrée définitivement le 29 novembre 1516, par le traité de Fribourg, François Ier a fait œuvre plus durable que s'il eût, par quelque mesure violente, prétendu faire payer aux Suisses leur défaite.

Une entente équitable avec la puissance pontificale, sur le

terrain purement religieux, en dehors de toute politique, une collaboration franco-suisse, où l'assistance du trésor français à la vie économique des Cantons avait pour contre-partie notre sécurité vers les Alpes et le concours à nos armes des meilleurs élémens militaires d'Europe : tels furent les deux résultats séculaires que nous valut après Marignan la modération de la politique française. Le Milanais, repris alors par nous suivant une tradition déjà surannée, ne devait que trois siècles et demi plus tard être délivré, avec l'appui de nos forces, des serres de l'aigle autrichienne qui, sous Maximilien déjà, le convoitait. Mais l'indépendance helvétique, désormais assurée par l'alliance française, est un fait trop capital dans l'histoire de l'Europe pour que les gloires qui s'y rattachent ne méritent pas doublement d'être fêtées par nous en ce moment. Les Suisses, « nos bons et grands amis et alliés, » — comme dit le protocole officiel conservé entre nous depuis cette date, — nous pardonneront de célébrer, parmi les fastes de notre passé national, le quatrième centenaire d'une victoire que leur héroïsme nous rendit si particulièrement chère! Si Marignan marqua dans l'histoire de leur pays la fin d'une politique d'expansion, démesurée pour ses ressources économiques d'alors, le sang versé en commun par nos pères, dans une lutte sans haine, pour des causes extérieures, a en réalité cimenté entre nous une union de quatre siècles, où le respect mutuel d'une égale valeur s'est mué en une glorieuse fraternité d'armes et une amitié d'âge en âge renouvelée.

JACQUES DE DAMPIERRE.

IMPRESSIONS DE GUERRE ALLEMANDES

EN 1870

Au moment où toutes les forces de la France se tendent contre l'invasion pour la repousser, toutes ses pensées se tournent vers les envahisseurs pour tenter de les mieux connaître. On aimerait à savoir quel état d'esprit a inspiré leur conception de la guerre, à pénétrer le secret de leurs forces et de leurs faiblesses morales, à apprendre d'eux-mêmes les motifs de leur présomption du début et les raisons de leurs inexplicables cruautés. On interroge à cet effet les rares carnets de route que les hasards de la lutte ont fait passer de leurs mains dans les nôtres, et l'on voudrait dès maintenant pouvoir consulter et comparer les récits dans lesquels ils résumeront leurs impressions après la campagne.

S'il est vrai que l'histoire se répète toujours, il n'est pas impossible de tromper cette impatience et de préjuger les résultats de cette enquête. Il y a quarante-cinq ans déjà, la France a reçu la visite d'ennemis dont beaucoup nous ont laissé le témoignage écrit de ce qu'ils y ont vu et ressenti. D'une génération à l'autre, les traits distinctifs d'une race et d'une armée ne se modifient pas assez profondément pour qu'il soit inutile de chercher dans les souvenirs des pères l'explication des questions soulevées par l'œuvre des fils.

I

Cette étude est facilitée par l'extraordinaire développement qu'a pris au delà du Rhin la littérature de la guerre de 1870. De tous les Européens, l'Allemand est peut-être celui qui

éprouve le plus de peine à se tenir tranquille devant une feuille de papier blanc. Il suffit d'avoir habité son pays ou parcouru ses journaux pour constater combien est impérieux chez lui, à quelque classe sociale qu'il appartienne, le besoin de mettre le public dans la confidence de ses sentimens personnels ou de ses idées générales. Cette incoercible graphomanie devait s'exercer avec une intensité particulière quand il s'agissait d'évoquer d'inoubliables souvenirs patriotiques. Aussi les survivans de la « grande guerre » ont-ils mis un tel empressement à rédiger leurs mémoires, que la série en forme toute une bibliothèque, dont il a pu être dressé des catalogues spéciaux, et dans laquelle presque chaque corps de troupe est représenté.

Ces œuvres de circonstance présentent naturellement une valeur documentaire fort inégale selon leur développement, la date de leur composition et la personnalité de leurs auteurs. — On peut d'abord placer à part, en première ligne, celles des « grands chefs » mêlés aux affaires du haut commandement : le prince de Hohenlohe, dont les mémoires, si vivans et si souvent cités quand ils se rapportent à ses fonctions d'attaché militaire à Vienne, ont malheureusement un caractère un peu trop technique quand ils retracent son activité d'artilleur au siège de Paris (1) ; le général de Wilmowski, auquel sa situation de chef du Cabinet militaire du roi Guillaume a permis d'assister à bien des scènes intéressantes, un peu sèchement relatées dans les notes publiées par son fils (2) ; le lieutenant général de Müller, dont le livre embrasse les deux campagnes de 1866 et de 1870 (3). — On peut ranger au-dessous les ouvrages des officiers subalternes, moins importans peut-être pour la grande histoire, mais plus intéressans à coup sûr pour la petite, parce que leurs auteurs ont vu les choses de moins haut et par suite de plus près. Deux d'entre eux ont mérité d'être récemment traduits en français : celui de Kretschmann (4), qui présente l'inestimable avantage d'être formé de lettres intimes, écrites sous l'impression immédiate des événemens du jour, et celui de Tanera, qui a obtenu à son apparition le même succès de

(1) Hohenlohe-Ingelfingen, (Prinz zu), *Aus meinem Leben*, 4 vol. Berlin, 1897-1907

(2) Wilmowski (Karl von), *Feldbriefe* 1870-1871, Breslau, 1894. Voir sur ce volume l'étude publiée dans la *Revue* du 1er mars 1894.

(3) Müller (von), *Kriegerisches und friedliches aus den Feldzügen von 1864-1866 und 1870*, 1 vol. Berlin, 1909.

(4) Kretschmann (H. von), *Kriegsbriefe*, 2e édition, Stuttgart, 1904.

librairie qu'en France le *Journal d'un officier d'ordonnance* de d'Hérisson, auquel il peut être comparé, non seulement pour la similitude du titre, mais encore pour la vivacité des peintures et le mouvement du récit. On peut citer encore, comme représentant les divers contingens de l'armée d'invasion, les souvenirs de Koch-Breuberg, Bavarois comme Tanera, moins populaire que lui en Allemagne, mais moins entaché de complaisance envers les passions nationales; ceux des capitaines prussiens Krokisius et Ubisch, intéressans, l'un pour la campagne de l'Est, l'autre pour la campagne du Nord; les rapides esquisses du Wurtembergeois Fausel et le Journal de route du Hessois Bornemann (1).

Les mémoires des officiers de réserve ou des volontaires d'un an, qui sortent du même milieu social, doivent être mis à part, parce qu'ils représentent dans cet ensemble une note un peu particulière. Ils émanent en effet d'esprits moins uniformément marqués par le pli professionnel, plus sensibles au côté humain des choses, plus curieux des traits de mœurs significatifs, plus propres à nous donner une idée des sentimens de la nation dont ils sortaient. Le plus typique peut-être et le moins connu de ces ouvrages est celui du landwehrien bavarois Bauriedel, qui reflète assez exactement les inclinations dominantes dans les masses de l'armée d'invasion; celui du volontaire Zeitz, vulgarisé au contraire en Allemagne par une édition populaire illustrée, se recommande par une inspiration plus élevée, un récit constamment pittoresque et parfois même dramatique. On ne peut enfin citer que pour mémoire les relations, parfois anonymes, des innombrables soldats qui jouèrent le rôle d'humbles comparses dans cette grande tragédie. Il en est peu pourtant où l'on ne trouve à glaner quelques traits de mœurs intéressans (2).

L'invasion a eu enfin, sinon pour acteurs, au moins pour

(1) Tanera, *Ernste und heitere Erinnerungen eines Ordonnanz-Offiziers*, 2 vol. Nördlingen, 1887. — Koch-Breuberg, *Drei Jahre in Frankreich*, Nördlingen, 1891. — Krokisius, *Erinnerungen aus dem Feldzug 1870*, Berlin, 1907. — Ubisch (Edgar von), *Kriegserinnerungen eines preussischen Offiziers*, Berlin, 1896. — Fausel (Adolf), *Ein Ritt in's Franzosenland*, Stuttgart, 1909. — Bornemann, *Kriegstagebuch eines jungen Offiziers*, Giessen, 1895. Il faut ajouter à cette liste les intéressans souvenirs, parus plus tardivement, d'un officier de la Garde : Von Pfeil (Richard, Graf von), *Vor Vierzig Jahren*, Schweidnitz, 1910.

(2) Bauriedel, *Meine Erlebnisse während des Feldzugs 1870-1871*, Nuremberg, 1895.

témoins de simples civils, auxquels leurs fonctions ou leur fortune ont permis de la voir de près et qui l'ont racontée avec une liberté de jugement inconnue à des hommes dont l'esprit comme la volonté devait se plier aux règles de la discipline militaire. On connaît par leurs traductions françaises les récits autobiographiques du docteur Busch, le commensal de Bismarck, ou de Louis Schneider, ce comédien devenu secrétaire du roi Guillaume pendant la campagne (1). Celui du docteur Cahn, chancelier de la légation badoise, resté à Paris pour en garder les archives, nous donne les impressions d'un Allemand assiégé par ses compatriotes, et rapportant fidèlement celles qu'il recueille dans son entourage français (il reproduit entre autres une très curieuse conversation avec Renan (2). — L'odyssée de Théodore Fontane est plus singulière encore. Ce littérateur berlinois avait eu la malheureuse inspiration de choisir le mois d'août 1870 pour se promener en touriste dans la Lorraine à moitié envahie. Arrêté près de Domremy sous l'inculpation d'espionnage, conduit et interné à l'île d'Oléron, il fut ensuite relâché, dès que la méprise eut été reconnue. Cette mésaventure, dont il tira un premier volume de souvenirs (traduit en français), ne l'empêcha pas de chercher la matière de deux autres, moins connus mais plus curieux encore, dans un voyage qu'il accomplit, après l'armistice, à travers les régions occupées par les armées allemandes (3). Il s'y attache surtout à décrire l'état d'esprit des populations envahies, avec une philosophie surprenante pour un ancien prisonnier de guerre, une impartialité rare chez un vainqueur, un effort de sympathie méritoire chez un ennemi de la veille.

— Zeitz, *Erinnerungen eines Feldzugs freiwilligen.* — A signaler parmi les mémoires de soldats : Kayser, *Erlebnisse eines rheinischen Dragoners im Feldzuge 1870*, Nordlingen, 1889. — et deux ouvrages particulièrement curieux parce que leurs auteurs ont été faits prisonniers et internés en France : Mauerhof, *Kriegs-Erinnerungen aus dem Deutsch-Französischen Krieg*, Eilenburg, 1899 et : *Bis in die Kriegsgefangenschaft*, von einem 67en. On trouvera une analyse très vivante des plus récens et des plus marquans de ces souvenirs militaires dans les *Études d'histoire* de M. A. Chuquet.

(1) Voir sur ces deux ouvrages la *Revue* des 1er décembre 1878 et 1er juin 1880, La traduction du premier a paru en français sous ce titre : *Le comte de Bismarck et sa suite pendant la Guerre de France*, Paris, 1879.

(2) Cahn (Wilhelm), *Pariser Gedenkblätter*, 2 vol., Berlin, 1898.

(3) Fontane (Theodor), *Kriegsgefangen. Erlebtes*, Berlin, 1871 ; *Aus den Tagen der Occupation. Eine Osterreise durch Nord-Frankreich und Elsass-Lothringen*, 2 vol., Berlin, 1872.

En réunissant autour de quelques points de vue dominans les multiples remarques éparses dans les œuvres des témoins allemands de la guerre de 1870, on peut voir se dessiner avec quelque précision, d'une part l'image qu'ils nous présentent d'eux-mêmes, et d'autre part l'idée qu'ils se forment du pays où les a conduits la fortune des armes.

II

Ils nous fournissent d'abord de précieuses indications sur la valeur militaire de leur armée, la valeur morale de ceux qui la composent et enfin sur sa manière de faire la guerre.

Si l'Allemand ne montre pas toujours dans le malheur toute la dignité désirable, la modestie n'est pas sa vertu dominante lorsqu'il est triomphant. Il ne faut donc point trop s'étonner, ni d'entendre les chefs des troupes victorieuses rendre à leurs qualités un hommage enthousiaste et en partie mérité, ni de voir l'un d'eux s'exalter jusqu'à attribuer leurs succès à ce fait qu'elles représentent vis-à-vis de la France « une conception du monde plus élevée » *(eine höhere Weltordnung)* (1). C'est là un langage que nous avons entendu tout récemment dans la bouche de professeurs célèbres. Mais certains aveux involontaires échappés aux auteurs de ces fières déclarations, semblent de nature à en atténuer l'effet. — Le premier est celui de la surprise que semble leur procurer à eux-mêmes la facilité de leur triomphe. On connaît l'exclamation qu'arrachait ce sentiment à Schneider, au lendemain même de l'armistice : « Qui oserait nier, s'écriait-il avec un soupir de soulagement, que nous ayons eu un insolent bonheur? et que la masse des fautes commises par les Français l'emporte de beaucoup sur le nombre de nos succès mérités et de nos combinaisons heureuses? » Les officiers subalternes ne pensent pas autrement que le lecteur du roi de Prusse. En annonçant à sa femme la capitulation de Metz, Kretschmann note qu'il faut attribuer un événement aussi surprenant « à la grâce de Dieu bien plus qu'à l'art de la guerre (2). » En arrivant à Melun avec l'avant-garde bavaroise, Bauriedel ne revient pas de la stupéfaction que lui cause sa course rapide à travers la France : « Pour la première fois, dit-il, nous pûmes

(1) Kretschmann, p. 179.
(2) Kretschmann, p. 163.

faire boire nos chevaux dans la Seine. Qui eût prévu cela il y a deux mois! Bien peu de gens en Allemagne étaient assez hardis pour y songer. » Plus tard, lorsqu'il se rend à Versailles avec ses camarades, cette visite lui inspire une réflexion analogue à celle que la légende prête au doge de Gênes sous Louis XIV. Ce qui l'étonne le plus dans les splendeurs du château, c'est d'y voir des uniformes allemands (1). L'expression mille fois renouvelée de ces sentimens s'accorde mal avec la conscience d'une irrésistible supériorité.

Cette supériorité reconnue n'était pas d'ailleurs sans lacunes, ni sans inégalités. Elle tenait, d'après le témoignage d'un général expérimenté, vétéran des grandes guerres, aux qualités des officiers bien plus qu'à celles des soldats, issus d'un peuple qu'il définit lui-même comme « pas guerrier, à peine patriote, et seulement royal (2), » c'est-à-dire entraîné au métier des armes par discipline monarchique et dressage mécanique plus que par enthousiasme national. Et le corps d'officiers lui-même a-t-il toujours donné l'exemple du sentiment du devoir et de la constance dans l'effort? En décembre, à l'armée de la Loire, plusieurs d'entre eux déclarent ouvertement « qu'ils en ont assez de la guerre (3). » Lorsqu'elle se termine par l'armistice, le ressort de la discipline, fatigué peut-être par une tension ininterrompue de six mois, se relâche et fléchit au point de se briser. C'est parmi les gradés, même parmi les princes souverains, un assaut de sollicitations auprès du haut commandement pour obtenir un congé et revoir leurs familles ou leurs États, en abandonnant leurs corps. Cette hâte indécente produit sur les officiers restés fidèles au drapeau l'impression d'une fuite éperdue; ils se demandent plaisamment si l'on ne sera pas forcé de lever une nouvelle armée de recrues pour figurer les troupes victorieuses lors de la rentrée solennelle à Berlin (4).

S'il n'existe aucune institution humaine qui reste à l'abri de pareilles défaillances morales, il est du moins un mérite qu'il semblait difficile de contester à l'armée prusso-allemande : c'était la perfection de son organisation matérielle, le fonctionnement impeccable et automatique de ses services administra-

(1) Bauriedel, pp. 62 et 149.
(2) Von Müller, p. 149.
(3) Kretschmann, p. 228; Koch-Breuberg, p. 88.
(4) Kretschmann, pp. 336, 337 et 340.

tifs : intendance, santé ou ravitaillement. A cet égard elle a passé en 1870, surtout par comparaison avec l'armée française, pour un modèle impossible à égaler. Là encore, les témoignages des intéressés trahissent un sérieux écart entre l'histoire et la légende. Les soldats bavarois sont partis en campagne avec des effets usagés, qui tombent en loques aux premières intempéries, et leur donnent l'aspect aussi minable que les plus déguenillés de nos *moblots*. Certains contingens prussiens ne semblent pas mieux partagés. Lorsque le IIe corps, détaché du siège de Paris, accourt à marches forcées pour rejoindre Manteuffel et couper la retraite à l'armée de Bourbaki, il suffit de quelques étapes à travers les plateaux neigeux de la Côte d'Or pour détériorer l'équipement et mettre les bottes en lambeaux : si bien que beaucoup d'hommes les jettent pour les remplacer par des sabots de paysans. Et l'un de leurs chefs, le capitaine Krokisius, de se répandre en imprécations contre l'improbité des fournisseurs et la négligence coupable de l'intendance! Qui se serait attendu à retrouver dans le camp de nos adversaires ce scandale des « souliers à semelle de carton, » si souvent reproché, à tort ou à raison, au Gouvernement de la Défense nationale (1)? Sur le front même, des employés de l'administration militaire détournent pour leur usage particulier la plus grande partie des cadeaux que des âmes charitables envoient pour les soldats, ou même pour les blessés. Sous Metz, un inspecteur de lazareth trouve ainsi le moyen d'envoyer chaque jour à sa femme une somme qui varie entre 50 et 100 thalers. « De tels faits sont vraiment troublans, remarque à ce propos Kretschmann, qui nous révèle en même temps l'indifférence du corps médical à ces honteuses pratiques. Si je commande aujourd'hui à l'ambulance tant de bouteilles de vin et de saucisses pour les malades et que je m'y rende le lendemain, je constate qu'ils n'ont rien reçu. Mais, si je passe ensuite dans la chambre des médecins, je les trouve autour d'une table bien servie, le visage congestionné par le vin (2). » Voilà une confession à laquelle les débats d'un récent conseil de guerre prêtent un singulier intérêt d'actualité.

Les auteurs de souvenirs sur la guerre de 1870 nous renseignent plus complètement encore sur leurs nombreuses infir-

(1) Krokisius, pp. 104, 111 et 113.
(2) Kretschmann, pp. 131 et 149.

mités morales que sur leurs rares insuffisances militaires. De leurs aveux, tour à tour involontaires ou cyniques, ressortent avec netteté les traits distinctifs qui caractérisent et déparent leur conception de la dignité personnelle ou humaine : une insatiable gloutonnerie, l'amour du pillage et de la dévastation, une cruauté systématique envers les vaincus.

Dans tous les mémoires militaires, français ou étrangers, la question de l'alimentation tient une place que l'on serait au premier abord tenté de trouver excessive, si l'on ne se rappelait quelles difficultés elle rencontre et quelle importance elle présente en temps de guerre. On pardonne volontiers cette préoccupation constante au militaire en campagne, mais à la condition qu'elle ne devienne pas exclusive et que la recherche du pain quotidien ne se confonde pas dans son esprit avec l'obsession de la ripaille. Cette distinction semble échapper aux vainqueurs de 1870, car la plupart regardent comme leur unique souci de faire bombance aux dépens des populations envahies. A ce point de vue, le livre de Bauriedel est particulièrement caractéristique et peut être considéré comme l'épopée de la voracité germanique. Faute d'avoir pu combattre suffisamment sur les champs de bataille, où son régiment n'a fait que de rares apparitions, l'auteur signale sa valeur par des exploits culinaires dont il nous laisse la trop complaisante énumération. Il ne nous fait pas grâce d'un de ses menus, ne se rappelle ses garnisons éphémères de France que par les plats nationaux qu'il a appris à y déguster, et dont il célèbre les vertus en termes lyriques. Si l'on retranchait de ses souvenirs tout ce qu'il y défile de « fins dîners, » de « gigots de moutons » et de « pâtés de lapins » français, alternant avec des « poitrines d'oies fumées » poméraniennes, une bonne partie de son œuvre y fondrait, et ce serait dommage, car c'est la seule où il ait mis tout son cœur. On dirait, à l'entendre, lui et ses camarades, une bande d'affamés lâchés dans une cuisine de grande maison après un jeûne de plusieurs années (1). — Il va sans dire que les plaisirs de la table ont moins de prix encore à ses yeux que ceux de la boisson. Presque à chaque page reviennent sous sa plume l'expression et le récit de « beuveries colossales, meurtrières » *(kolossale, mörderische Kneipen)*, qu'il

(1) Bauriedel, *passim*, et notamment pp. 107, 120, 123, 134, 145, 154 et 157.

décore parfois du nom de « batailles terribles » *(furchtbare Schlachten)*, où le champagne, le vin rouge et les liqueurs forment un mélange supportable seulement pour un estomac allemand, et dont les occasions peuvent paraître parfois singulièrement déplacées. C'est ainsi que, la nuit de la reprise sanglante d'Orléans, après de durs combats de quatre jours, les officiers bavarois, entrés en ville à une heure du matin, se précipitent à l'hôtel Saint-Aignan, qu'ils ont appris à connaître pendant la première occupation, réveillent le sommelier endormi, vident une infinité de bouteilles de champagne et se livrent à un « sabbat de sorcières » dont ils ne sortent qu'au petit jour, dans un état d'ivresse complète : pendant ce temps, leurs troupes cherchent un gîte et leurs blessés couvrent par milliers les plaines neigeuses de la Beauce (1). Le plus surprenant dans le récit laissé par l'un des auteurs de ces agapes intempestives, ce n'est pas qu'il s'y soit laissé entraîner, c'est qu'il ait éprouvé le besoin de s'en vanter.

A défaut de la sobriété, au moins les Allemands se font-ils gloire d'une continence qu'ils se plaisent à opposer à la dissolution des mœurs latines. C'est peut-être la raison pour laquelle la plupart d'entre eux gardent sur ce sujet une discrétion qu'il convient d'imiter et qui fait paraître d'autant plus déplaisantes chez certains (notamment Tanera) d'assez lourdes allusions à de faciles conquêtes, ou même à des avances féminines repoussées. A voir toutefois avec quelle facilité leurs passions se débrident, lorsqu'ils en trouvent l'occasion, l'on peut se demander s'ils avaient pour les refréner d'autre raison que l'impossibilité de les satisfaire. C'est ce que tendraient à prouver les scènes scandaleuses qui se déroulent au Mans pendant l'occupation prussienne. Un industriel sans scrupules y a installé un café-concert, dont le personnel féminin se recrute dans un milieu facile à deviner, et dont la garnison forme l'unique clientèle. Kretschmann y va faire un tour, poussé par la curiosité, et il en revient chassé par le dégoût : « Les soldats, écrit-il à sa femme, représentaient la partie convenable du public, et les officiers, celle qui ne l'était pas. J'en ai vu un, du 6e hussards, dont les fiançailles venaient d'aboutir assez laborieusement avant la campagne, et qui se comportait d'une façon si malséante que j'en éprouvais de la

(1) Bauriedel, p. 120 ; cf. p. 66.

peine pour sa fiancée. Je me demande où certaines gens laissent leur honneur. Il y avait là également un major marié du même régiment que j'aurais volontiers jeté à la porte (1). »

Les auteurs de mémoires militaires semblent avoir apporté le même soin à se taire sur les innombrables actes de dévastation et de pillage qui signalaient partout le passage de leur armée. La crainte de justifier une réputation trop bien établie leur a imposé à cet égard une consigne de silence dont ils se sont rarement départis, et qui a été observée jusqu'à nos jours. On se rappelle l'accès de pudeur indignée que suscita, dans le public allemand, la lettre d'un général français qui, lors du premier jubilé de la guerre (1895), racontait dans le *Figaro* comment son château avait été déménagé par des officiers de la Garde. Mais il n'est pas de dénégations qui résistent à l'évidence, ni de secrets qui puissent être gardés par des milliers de personnes. Il suffit de quelques aveux significatifs pour faire tomber les unes et éclater les autres. On n'a pas à chercher longtemps pour en trouver. Kretschmann, passant devant le charmant château de Moncel, près Metz, raconte l'avoir vu « très vandaliquement dévasté » par les soldats, sous prétexte que le propriétaire en était absent (2). Plus tard il s'écriera, au spectacle de la rapacité croissante de ses compatriotes : « Je vois venir le moment où nous ferons la guerre pour de l'argent, comme de vrais lansquenets ! » Qu'ajouter enfin à l'éloquente description qu'il nous laisse de Sens, visitée avant lui par les Hessois ! « J'ai trouvé la ville incroyablement saccagée par nos frères d'armes. Deux officiers ayant rencontré daus la rue un civil à cheval, le firent descendre de sa monture, dont l'un s'est emparé, tandis que l'autre prenait la selle. Un officier d'état-major voulait faire ouvrir une armoire par son hôte, qui disait n'en pas avoir la clef ; comme celui-ci cherchait à l'empêcher de la forcer, il répondit à ses observations en l'étendant raide mort. De pareilles scènes vous dégoûtent de la guerre. J'ai dû expliquer aux habitans stupéfaits la différence qu'il y avait à cet égard entre Prussiens et Hessois. » La consolation était mince, et la différence minime. Lorsqu'elles parurent dans la première édition de l'ouvrage, ces révélations semblèrent tellement intempestives que l'éditeur se crut obligé, dans la

(1) Kretschmann, p. 296.
(2) Kretschmann, p. 81.

seconde, de les remplacer par une ligne de points : précaution bien inutile, puisqu'elles sont confirmées par le témoignage autorisé de Wilmowski (1).

De son côté, Bauriedel, retraçant l'aspect d'inutile dévastation d'une ferme de la Beauce où ses hommes n'ont passé qu'une nuit, croit atténuer l'horreur de ce spectacle par cette phrase stéréotypée, si souvent répétée par lui ou par d'autres : « C'est la guerre ! » Sentant toutefois ce que cette excuse présente d'insuffisant dans la circonstance, il la fait suivre d'une déclaration un peu inquiétante : « Dans la grande masse de l'armée allemande, écrit-il en propres termes, il y avait *par exception*, au milieu des caractères généreux et droits de nos braves soldats, des drôles de la pire espèce : c'est ainsi que je vis un jour à Brou un soldat du train prussien, se croyant inaperçu, s'amuser par pure rage de destruction *(aus lauter Zerstörungsluft)* à briser avec son sabre toutes les fenêtres du rez-de-chaussée dans la grande rue du village. » Il est permis de croire que, dans bien des cas, l'exception est devenue la règle, en vertu d'une transformation dont l'auteur nous livre le secret. Il raconte avoir vu dans la même localité un escadron de cuirassiers se ruer sur un fût de cognac « trouvé » et aussitôt défoncé, et se gorger de liqueur au point de ne plus pouvoir monter à cheval; ce qui lui suggère cette réflexion naïve : « Autant le Bavarois se montre débonnaire à jeun, autant il est impossible à tenir et sujet aux pires déréglemens lorsqu'il a bu (2). » Qui peut mesurer la part que ces accès de délire alcoolique ont eue dans les faits de pillage reprochés aux armées prussiennes, en 1870 comme en 1914 ?

Si l'Allemand semble mettre une sorte de pudeur à dissimuler les atteintes de ses troupes à la propriété, il n'éprouve nul scrupule à relater comme à commettre les plus graves violences envers les personnes : elles lui semblent une application légitime des lois de la guerre, telles qu'il les a formulées pour sa commodité, un moyen d'abréger la lutte par la terreur inspirée aux civils. En feuilletant les mémoires de vétérans de 1870, on n'a que l'embarras du choix entre les citations d'où ressortent l'existence et le renouvellement d'actes de cruauté systématiques et inutiles envers les habitans du pays. Sans

(1) Kretschmann, p. 141 de la première édition; Wilmowski, p. 35.
(2) Bauriedel, pp. 104 et 106.

rien ajouter au formidable dossier qu'a permis déjà de constituer la guerre actuelle, elles servent du moins à montrer combien est artificielle la distinction que l'on a voulu établir entre la modération relative des Allemands de 1870 et l'inhumanité voulue des envahisseurs d'aujourd'hui. En réalité, les seconds n'ont fait que mettre plus de science au service de plus de barbarie et que perfectionner les procédés d'intimidation imaginés par leurs pères; les uns et les autres se sont inspirés du même principe pour en tirer les mêmes conséquences. Ce principe, Kretschmann le formulait, bien avant von der Goltz et Bernhardi, en deux phrases d'une expressive concision : « La conduite de la guerre et la pitié représentent deux extrêmes inconciliables, » car « les Français ont avec les Juifs cette ressemblance qu'ils ne comprennent pas la douceur et la considèrent comme une faiblesse à exploiter (1). » De cette conception découlent naturellement les plus terribles conséquences pour les habitans des régions occupées et des villes investies.

Vis-à-vis des premières, l'incendie, l'amende et le meurtre deviennent des pratiques courantes pour châtier ou même prévenir les moindres simulacres de résistance. On a dénoncé tout récemment, comme une innovation de barbarie raffinée, les « pastilles incendiaires » trop souvent utilisées par les soldats allemands. Cette invention n'est en réalité pas nouvelle, elle n'a été que perfectionnée. A Arpajon, où ils se trouvent cantonnés en octobre 1870, les officiers de chevau-légers bavarois se montrent tout fiers d'avoir imaginé et distribué à leurs hommes des « allumettes » spéciales, formées de tiges de bois enduites de soufre et entourées de paille imbibée de pétrole; elles serviront à mettre le feu aux habitations au premier signal d'agression (2). Sur quels légers indices ces alarmes s'élèvent, c'est ce que montre un intermède comique aux tristesses de la guerre. Un vieux lieutenant de landwehr, arrivant de Bavière d'où il n'était jamais sorti, demande un billet de logement. A peine a-t-il pris possession de son gîte qu'il revient tout effaré, en annonçant que son hôte a mis le feu à sa maison pour le brûler vif... Vérification faite, on s'aperçoit que cette panique provenait de l'aspect d'un feu clair flambant dans une

(1) Kretschmann, p. 158.
(2) Bauriedel, pp. 82 et 87.

cheminée, dont l'usage est inconnu aux Allemands du Sud. On frémit en devinant quelles impitoyables représailles ont pu provoquer dans la Belgique actuelle des méprises analogues (1). C'est également au sort des prêtres belges que l'on songe en lisant la triste histoire de ce capucin, arrêté sans motif près de Metz, jeté en prison, malmené par les soldats et sauvé à temps d'une exécution sommaire par l'intervention d'un officier. Sa robe seule avait causé sa mésaventure, parce que dans les « romans de guerre » elle servait d'ordinaire de déguisement aux espions (2) !

Toutes les menaces n'aboutissent malheureusement pas à l'éclaircissement d'un malentendu, et c'est par centaines que l'on compte des villages rançonnés, incendiés partiellement ou décimés sous le prétexte qu'un fil télégraphique a été coupé ou un coup de feu tiré sur leur territoire par des franc-tireurs. Les innocens sont ainsi frappés avec les coupables, mais cette considération ne semble pas embarrasser les officiers allemands. Le seul étonnement qu'ils éprouvent, c'est d'entendre qualifier d'aveugle et de barbare ce mode de répression : « Voilà bien la logique française (3) ! » s'écrie l'un d'eux. A quoi un de ses collègues répond fort justement dans une lettre à sa femme : « On fusille sous le plus léger prétexte. Tu peux te douter que nous ne sommes pas tendres. Je n'ose pas trop dire mon avis, car on me tient pour trop doux. Mais je crois avoir raison. Pourquoi s'en prendre à une maison parce que des francs-tireurs se sont jetés dedans pour tirer sur nos troupes? On la brûle entièrement, et ce sont des habitans inoffensifs qui en pâtissent (4). » A la fin de la guerre, l'amende n'est même plus employée comme châtiment, mais comme moyen de chantage. Au quartier général de Versailles et à la table royale, on déclare ouvertement qu'il faut redoubler de rigueurs pécuniaires envers

(1) Bauriedel, p. 94.

(2) Kretschmann, p. 224. Cf. l'entrefilet paru tout récemment dans les journaux du soir : « Un moine autrichien arrivant d'Allemagne a raconté à un rédacteur du journal catholique hollandais *Tyd* ses impressions sur ce pays. — On regrette, a-t-il dit, dans les milieux catholiques allemands, que les régimens saxons et mecklembourgeois qui sont protestans aient été chargés les premiers d'envahir la Belgique. Les hommes n'avaient jamais vu un costume de prêtre. Ils se faisaient une idée très fausse de la puissance des curés en pays catholique. Cela explique leur regrettable attitude vis-à-vis du clergé. »

(3) Bauriedel, p. 72.

(4) Kretschmann, p. 194.

les villes occupées, notamment Rouen et Amiens, afin d'exaspérer chez les habitans le désir de la paix et de les amener à l'imposer au Gouvernement de Bordeaux. Inutile d'ajouter que cette proposition soulève l'enthousiasme de M. de Bismarck, qui la commente en ces termes : « Si nous ne pouvons tout garnir de nos troupes, nous enverrons de temps en temps une colonne volante vers les localités qui se montreront récalcitrantes, nous fusillerons, pendrons et brûlerons. Si cela arrive quelquefois, les Français finiront par devenir raisonnables (1). »

Les sévérités déployées à l'égard des régions envahies laissent deviner le traitement réservé aux villes investies. Les documens officiels ont assez clairement proclamé à cet égard la nécessité du bombardement comme moyen de hâter le « moment psychologique » où les souffrances des habitans seront plus fortes que la ténacité de la garnison. Ce qu'on pouvait espérer des auteurs de ces mesures inhumaines, c'est qu'ils ne se décideraient à y recourir qu'à contre-cœur, et comme à une dure extrémité militaire. Ce qui frappe au contraire dans leurs souvenirs, c'est la sorte de volupté intime qu'ils mettent à les appliquer. Tandis que Kretschmann regrette aimablement que l'on ne puisse tirer sur Paris 3 000 coups de canon par jour au lieu de 300, le roi Guillaume, tout imprégné pourtant des sentimens chrétiens dont ses lettres à sa femme contiennent l'encombrant témoignage, ne cache pas son impatience de voir commencer et activer le bombardement et ne cesse de presser à ce sujet l'impitoyable Moltke (2). C'est en sa présence que le pasteur Rogge, aumônier de la première division de la Garde et représentant du Dieu de pitié, prononce une éloquente homélie sur l'inopportunité d'une compassion déplacée envers les femmes et les enfans de Paris écrasés par les obus. Ce personnage vraiment évangélique trouva d'ailleurs l'inspiration si heureuse qu'il n'eut garde de la laisser tomber comme échappée à la chaleur de l'improvisation, et qu'il la recueillit pieusement dans ses Mémoires imprimés (3).

Pour compléter ce tableau des Allemands peints par eux-mêmes, il resterait à chercher ce qu'ils pensaient les uns des

(1) Wilmowski, p. 79; Busch, p. 424.

(2) Wilmowski, pp. 77 et 81; Kretschmann, p. 265.

(3) Rogge, *Aus sieben Jahrzehnten*, t. II, p. 231. On trouvera la citation et la référence dans von Müller, p. 197.

autres. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que les troupes d'invasion, au lieu d'être fondues par quarante-quatre années de vie commune en un tout homogène, formaient en 1870 des armées alliées, mais distinctes, séparées presque toutes par d'anciennes traditions particularistes, et dont les deux principales, celle de Bavière et celle de Prusse, étaient des adversaires de la veille. On trouve une première trace de ces rivalités persistantes dans l'empressement avec lequel les membres des divers contingens rejetaient sur leurs voisins les accusations qui pouvaient être adressée à la masse. Quant à leurs appréciations sur leurs frères d'armes, elles présentent ce mélange de servilisme et d'arrogance qui caractérise trop souvent les rapports de l'Allemand avec les nations étrangères. Les jeunes officiers bavarois ne cachent pas leur fierté de combattre en égaux à côté de leurs vainqueurs de 1866. Au moment de l'occupation, l'un d'eux, Tanera, invité, lors de son passage à Nancy, au cercle des officiers prussiens de la garnison, considère cet acte de camaraderie comme une insigne faveur, et le relate sur le ton de reconnaissance éperdue d'un domestique admis dans une maison étrangère à la table des maîtres. Les hommes, en revanche, restent rebelles à ce sentiment d'orgueil germanique, et les Prussiens ne font rien pour le leur inspirer. Le soldat Weidner, sortant de l'ambulance et placé à Versailles dans un convoi de convalescens originaires du Nord, se voit, en sa qualité de Bavarois, mis à l'écart ou servi le dernier dans les distributions, et il doit, malgré son esprit de discipline, adresser au chef de l'escorte d'énergiques remontrances pour ne pas être traité en Allemand de 3e classe (1). — La rigueur de ces procédés ne fait que traduire d'ailleurs les préventions des esprits. Jamais Saint-Simon, dans ses momens de verve, n'a employé contre ses ennemis personnels des expressions d'un dédain aussi écrasant que Kretschmann pour parler des Bavarois. « Tu ne peux t'en faire une idée, écrit-il à sa femme après Beaugency. Par troupes de trois à six, ils couvrent les routes après avoir quitté leur corps, jeté leurs fusils et s'être affublés de tous les oripeaux possibles et imaginables... Le grand-duc (de Mecklembourg, commandant de l'armée de la Loire) a télégraphié : « Les Bavarois sont un ballast inutile. » Il a dit à von der Tann en plein

(1) Weidner, *Kriegstagebuch eines Nürnbergers im K. b. 10e Inf. Regiment*, pp. 129 et 132.

combat : « F...-moi le camp, avec votre ramassis de gueux! » L'impression produite est déplorable, les officiers n'ont plus figure de chefs, et l'on va envoyer toute la bande à Orléans pour se refaire (1). »

A juger les Allemands de 1870 par ceux de nos jours, il semble que leurs rivalités locales eussent dû se dissiper et se perdre dans un irrésistible courant d'exaltation patriotique, lorsque la proclamation de l'Empire (18 janvier 1871) les réunit pour la première fois sous un même drapeau. Par les souvenirs des divisions qu'elle devait effacer, par les perspectives de grandeur qu'elle ouvrait pour l'avenir, la cérémonie de la Galerie des Glaces avait de quoi séduire les imaginations. Bien qu'elle eût été représentée comme la réalisation d'un rêve séculaire, elle fut loin pourtant de produire sur les intéressés une impression d'enthousiasme. Elle laissa indifférens les soldats des armées de province, tout entiers aux souffrances de la lutte contre les dernières résistances françaises. A Versailles même, elle ne parvint pas à dissiper la maussaderie d'humeur du principal héros de la fête. Fort préoccupé de la situation encore précaire de ses armées dans l'Est (2), beaucoup moins sensible à l'éclat de sa nouvelle dignité qu'au regret de faire passer en seconde ligne le titre héréditaire de sa maison, le roi Guillaume ne semblait pas éloigné de penser ce qu'écrivait crûment un de ses officiers : « Toute cette histoire d'Empire ne me dit rien qui vaille, et je reste *Royal Prussien* (3). » — Enfin, les petits princes allemands, entraînés dans le mouvement qui conduisait leur pays à l'unité, n'éprouvaient qu'une satisfaction mélangée à la perspective d'échanger leur indépendance souveraine contre une position subordonnée dans les cadres d'un Empire centralisé. Dans le dîner qui réunit le soir aux Réservoirs une foule empanachée de hauts personnages, l'un d'eux, le jeune prince Georges de Schwarzbourg, arrivé en retard, leur lança, en défaisant sa cuirasse, cette sonore apostrophe : « Eh bien! qu'en pensez-vous, *vassaux?* » La boutade ne fut pas relevée et jeta un froid dans la brillante assistance (4).

(1) Kretschmann, p. 216.
(2) Von Pfeil, p. 193.
(3) Kretschmann, p. 218.
(4) Von Pfeil, p. 193.

III

Les souvenirs des vétérans de 1870 n'ont pas seulement pour le lecteur français la valeur d'une autobiographie et d'une confession collective; ils présentent encore l'avantage de refléter les impressions laissées à leurs auteurs par le pays où les a conduits la guerre. Ceux-ci n'ont pu rester six mois en contact avec sa population et en lutte avec ses armées sans se former quelques idées précises sur les hommes et les choses de France.

Sur les choses, ils s'expriment avec d'autant plus de liberté que leur patriotisme n'est pas en jeu, et en des termes d'autant plus favorables qu'ils viennent pour la plupart de régions pauvres et ingrates, partagées entre les plaines sablonneuses de la Prusse et les plateaux arides de la Bavière, restées jusqu'alors étrangères, non seulement aux raffinemens du goût, mais encore aux habitudes de bien-être développées depuis par trente années de prospérité économique. Aussi tout est-il pour eux un objet de surprise admirative dans l'aspect extérieur de la France : ses rians paysages et ses grasses campagnes, l'air d'aisance de ses habitans, l'élégance de leurs intérieurs, et d'une manière générale l'apparence de richesse du pays. A chaque étape parcourue en terre ennemie, Kretschmann, peu suspect pourtant de partialité envers ses adversaires, s'extasie tour à tour sur les environs de Metz, qu'il compare à un « parc anglais, » sur la grande rue de Commercy, mieux bâtie et mieux pavée que Berlin, sur le château de Cirey, qui réalise à ses yeux l'idéal d'une résidence seigneuriale, sur la noblesse et la variété des sites des alentours du Mans, sur les splendeurs de Fontainebleau. Il n'est pas jusqu'au mobilier officiel des préfectures qui ne lui apparaisse comme un modèle de bon goût. « Il est visible, conclut-il avec un soupir, que ces gens ont beaucoup d'argent... C'est en France seulement qu'on apprend à connaître le luxe (1)! » Encore ses fonctions à l'état-major lui ont-elles valu de loger dans des quartiers de choix. — Bauriedel, moins bien partagé, ne cache pas sa stupéfaction de retrouver le même bien-être dans les classes inférieures de la société. Il est cantonné à Lieusaint dans une

(1) Kretschmann, pp. 188 et 190; cf. pp. 75, 90, 169, 174, 175 et 289.

grosse ferme dont l'aspect, écrit-il, « rendit de nouveau évident à mes yeux quel pays riche, inépuisable, est la France. Nos meilleures familles bourgeoises ne sont pas aussi confortablement installées que le fermier de Lieusaint, simple laboureur dont l'appartement contenait de superbes armoires à glace, des meubles d'acajou et des lits monumentaux (1). » On sait quel sentiment de respect presque religieux la cuisine française inspirait aux estomacs de ces hôtes d'un jour (2). Partout dans leurs lettres revient la même note admirative, l'expression de « romantique » ou d' « idyllique » appliquée aux moindres paysages et l'évocation du proverbe populaire qui résumait dans la vieille Allemagne l'idéal du bonheur matériel : « Vivre comme Dieu en France. » On devine quel effet cette brusque révélation d'une opulence inconnue jusqu'alors a dû produire sur des natures incultes, quelle poussée de convoitises elle y a provoquée, à quelles manifestations d'envie impuissante et à quels inexplicables actes de vandalisme elle a dû conduire!

Si les envahisseurs s'abandonnent sans arrière-pensée au charme des choses de France, leurs appréciations sur les hommes ne semblent pas inspirées par la même liberté d'esprit. Il faut, pour comprendre leurs dispositions à cet égard, se rappeler de quel poids pesaient sur leur jugement les souvenirs des guerres du premier Empire, la jalousie excitée par les succès éphémères du second, l'antagonisme de race et les haines nationales soigneusement entretenus dans leur pays par l'éducation ou la presse. Ils se gardent soigneusement de toute indulgence malsaine envers l'ennemi héréditaire et semblent, au moins au début, s'abstenir de chercher à le connaître pour ne pas risquer d'arriver à l'estimer. Les unes s'en tiennent à une condamnation sommaire, que leur semble exprimer le terme lourdement ironique de « grande nation, » employé à tout propos par antiphrase. D'autres, enfermés et raidis dans leurs préjugés, ne songent qu'à trouver dans les moindres incidens de la vie courante une occasion de les justifier. Kretschmann peut être considéré comme le type de ces intransigeans. « Peuple de singes et de fous, entièrement pourri, d'une impudence fabuleuse, où tout est mensonge, prétention, effronterie, où personne

(1) Bauriedel, p. 152.

(2) « Ce qu'est une poularde du Mans, s'écrie Kretschmann dans un accès de lyrisme (p. 295), un estomac allemand ne peut s'en faire aucune idée! »

n'est capable de dire un mot de vrai et de s'échauffer pour une idée (??), d'où le bon sens est absent, dont il faut à tout prix rabaisser la superbe (1)... » telles sont les aménités qui alternent avec les effusions sentimentales dans ses lettres à sa femme, auxquelles elles donnent parfois l'apparence d'une véritable anthologie d'injures nationales. Elles montrent par un exemple éclatant et heureusement assez rare l'esprit de magnifique incompréhension des mentalités étrangères qui a été si souvent signalé comme une lacune de la psychologie germanique.

Arrivée à ce degré d'aveuglement, la haine de la France relève de la pathologie et ne peut d'ailleurs représenter qu'une exception. Tous les collègues de Kretschmann ne présentent pas la même aptitude à rester fermés aux enseignemens de l'expérience. Leurs rapports constans avec la population française font peu à peu tomber leurs préjugés de la veille devant leurs impressions favorables du jour, en vertu d'une lente évolution dont il est curieux de suivre les progrès dans leurs témoignages.

Ils ne peuvent, en effet, malgré leurs préventions, rester toujours insensibles aux qualités sociables et aimables qui forment, par contraste avec la nature allemande, le fond du caractère national français. Ils notent avec une reconnaissance émue l'humanité des paysans qui ne refusent jamais leur assistance aux malades, aux blessés ou même aux traînards; le tact avec lequel les citadins rendent les honneurs funèbres à la dépouille des soldats ennemis décédés dans leur ville; l'instinct de sociabilité innée qui rend à beaucoup d'officiers le séjour chez des hôtes étrangers plus agréable que chez leurs propres compatriotes (2). Il n'est pas jusqu'à la légèreté proverbiale des Français qui ne trouve grâce aux yeux des plus cultivés : « Ne nous y trompons pas, avoue même Fontane dans un accès de franchise, rien n'est plus ennuyeux que la solidité toute seule et la conscience qu'on en a (3). » — Mais ce qui, dans ce voyage de découverte à travers la société française, les remplit d'une stupéfaction croissante et sans cesse renouvelée, c'est l'attitude des femmes. Ils s'attendaient, sur la foi de la légende ou du roman, à les trouver frivoles et coquettes, prêtes à se jeter par curiosité à la tête des vainqueurs. Elles se dérobent au contraire

(1) Kretschmann, pp. 75, 90, 98, 112, 119, 148, 206, 233, 262, 283, 328.
(2) Krokisius, pp. 92 et 102; Bauriedel, pp. 80 et 81.
(3) Fontane, I, p. 80.

à leurs avances et même à leurs regards, évitent avec eux toute relation, même banale, portent presque toutes des habits de deuil et observent une dignité de maintien qui se manifeste à tous les degrés de l'échelle sociale. A Saint-Denis, où la Garde prussienne est cantonnée pendant l'occupation et entretient, grâce à sa discipline, de bons rapports avec les habitans, les soldats se lamentent de n'avoir jamais pu trouver, comme autrefois à Potsdam, une bonne ou une cuisinière pour tromper la solitude de leurs promenades (1). A Orléans, les jeunes officiers perdent leur temps à chercher « certaines dames, » ce qui déroute toutes leurs notions sur la moralité française. Au Mans, ils donnent, après l'armistice, des courses de chevaux où ils espèrent voir venir les familles distinguées de la ville : aucune n'y paraît : « Je dois avouer, déclare à ce sujet Kretschmann, que cette réserve systématique et exclusive de la curiosité m'en impose d'autant plus qu'*on ne la trouverait pas chez nous* (2). » Cette dernière réflexion, qui revient comme un refrain dans ses lettres et dans celles de ses collègues, nous fait toucher du doigt un point douloureux pour l'amour-propre germanique. Dans plusieurs villes d'Allemagne, et notamment à Berlin, les dames de la société avaient témoigné aux officiers français prisonniers, réputés pour des modèles d'élégance et de bon ton, un empressement où la compassion n'avait que peu de part et dont les manifestations déplacées scandalisaient le roi Guillaume lui-même (3).

Au contact des populations envahies, certains officiers en arrivent ainsi à éprouver envers elles un sentiment qui ressemble à l'estime ou à la sympathie. Chez les uns, cette inclination naissante ne s'exprime pas sans critiques. Tel est par exemple le lieutenant d'artillerie Ubisch : cantonné à Croisset, près de la maison de Flaubert, et sollicité par son hôtesse de lui donner son impression sur la société française, il apprécie en termes sévères la corruption et le scepticisme des hommes, mais il fait un éloge dithyrambique des femmes, dont il loue, non seulement la réserve, mais le dévouement sans limites au pays et l'esprit de fraternité en face de l'invasion (4). Sur

(1) Von Pfeil, p. 283.
(2) Kretschmann, pp. 229 et 298; cf. pp. 201, 297, 299, 304; et Fausel, p. 112.
(3) Wilmowski, pp. 27 et 37; von Pfeil, p. 129; Krokisius, p. 307.
(4) Ubisch, p. 249.

d'autres, le charme de la France a opéré assez complètement pour qu'on puisse prononcer à leur sujet le mot de conquête morale. Fontane rencontre après l'armistice des officiers de chasseurs absolument enthousiasmés du pays et de ses habitans; il ajoute qu'ils sont loin de représenter une exception parmi leurs camarades. Plus tard, dans un restaurant de Sedan, il entend trois généraux prussiens, assis à un table voisine, échanger leurs vues sur la guerre actuelle, s'élever en termes très énergiques contre la légende qui représente la France comme en décadence, et pour réfuter cette assertion, rendre à son courage, à sa vitalité dans le malheur, à ses vertus même un hommage qui tourne à l'apologie sans réserves (1). Voilà une singulière illustration du vieil adage : *Græcia capta ferum victorem cœpit.*

Cette estime tardive ne s'explique pas seulement par l'attrait d'une aimable civilisation. L'Allemand a trop le culte de la force pour ne pas la respecter chez ses adversaires. Ce qui lui en impose, malgré lui, dans la France vaincue, c'est le ressort moral que révèle la ténacité de sa résistance. Le soir de Sedan, tous les officiers étaient persuadés que la nation manquerait à l'armée, comme l'armée avait manqué à la nation, et que la guerre était terminée. « Pour la première fois, écrit l'un d'eux, nous commîmes la faute de déprécier nos adversaires. Nous ne pouvions soupçonner qu'un jeune avocat méridional prendrait en mains les rênes du gouvernement, exciterait dans le peuple français un enthousiasme jusqu'alors inconnu et ferait sortir du sol des armées dont les chefs se rangeraient sous ses ordres. Sauver son pays était au-dessus de ses forces; mais malgré tant de disgrâces, il lui apporta la gloire. Si la France avait traité après Sedan, elle serait morte sans honneur. Son héroïsme malheureux a rempli le vainqueur d'admiration (2). » Il serait difficile de trouver sous une plume française un plus bel éloge de l'œuvre de la Défense nationale.

Ce jugement d'ensemble concorde d'ailleurs avec les réflexions de tous les combattans. La mort du curé de Bazeilles arrache à l'un d'eux, témoin de son héroïsme, cette exclamation : « Chapeau bas devant de tels hommes! et plaise au ciel qu'au jour du danger notre patrie allemande puisse en trouver de

(1) Fontane, II, pp. 48 et 65.

(2) Von Pfeil, p. 106.

pareils pour la défendre! » En parcourant le champ de bataille de Loigny, le même officier ne peut retenir l'expression de son admiration en trouvant des adolescens et des vieillards à cheveux blancs parmi les cadavres entassés au pied des retranchemens allemands (1). Quarante années enfin après la guerre, un ancien volontaire de 1870, devenu un éducateur de renom, et écrivant, pour ses élèves, ses souvenirs, tirait en ces termes la moralité de la dure campagne qu'il avait faite sur la Loire, d'Orléans au Mans : « Dans quelques ouvrages analogues à celui que j'offre au public, j'ai trouvé à l'égard des Français un ton dédaigneux que je ne puis approuver. Si l'on songe que pendant deux mois nous avons dû conquérir pied à pied, au prix de fortes pertes, chaque lambeau de terrain, que nous voyions chaque jour sortir du sol de nouvelles forces, que nous avions à combattre une armée faite de pièces et de morceaux, alors je me demande de quoi n'eût pas été capable cette armée, si elle avait eu à sa tête des chefs comme les nôtres... Qu'en 1870 maint mobile, las du combat, ait abandonné ses drapeaux, on ne peut le nier. Mais qui ne sait que dans les rangs prussiens se trouvaient aussi des âmes de lièvres ou des fils de famille et que la lâcheté est un vice international? Gardons-nous donc de ne pas estimer cette nation à sa juste valeur. Si jamais elle devait trouver de grandes idées pour l'animer et des chefs capables pour la conduire, nous n'en viendrions pas à bout si facilement (2). » Avertissement presque prophétique, si l'on songe qu'il a été écrit au lendemain d'Agadir, et presque à la veille de la guerre actuelle!

Il est enfin un dernier point sur lequel un lecteur français résiste difficilement à la tentation d'interroger les témoins allemands de 1870 : c'est la question de l'Alsace-Lorraine, qui allait pendant des années dominer la politique européenne et compromettre la solidité de l'édifice qu'elle était destinée à couronner. Les hommes dont le sang a servi à la poser, sinon à la résoudre, en ont-ils compris la portée? Se sont-ils fait illusion sur les sentimens des populations ramenées par force dans le giron de la patrie germanique? Ont-ils pu croire de bonne foi avoir travaillé à leur libération? A cet égard, leurs témoignages présentent une unanimité négative précieuse à enregistrer pour un

(1) Koch-Breuberg, pp. 38 et 76.

(2) Mattias (Adolf), *Meine Kriegserinnerungen*, Münich, 1911. Préface.

Français, impressionnante même pour un Allemand. Avant la guerre, la revendication de l'Alsace-Lorraine n'apparaissait comme un devoir national pour personne, et le nom même n'en était rappelé que par la vieille chanson de route fredonnée encore dans les régimens : *Oh, Strassburg, wunderschöne Stadt* (1)! Plus tard, quand les armées passent la frontière, au début des hostilités, la première chose qui frappe leurs chefs, c'est le contraste évident entre le langage et les sentimens des habitans de l'Alsace et de la Lorraine allemandes. Busch note leur « mine sombre, » von Müller constate, non sans mélancolie, qu'ils sont complètement francisés, et Wilmowski, dont les lettres reflètent les impressions du grand quartier général, déclare tout net que « plus on s'éloigne du Rhin, plus disparaît l'illusion que la province riveraine est encore allemande, parce qu'elle l'a déjà été autrefois (2). » Ces réflexions sont datées de Nomény, près de cette future frontière, dont, quelques jours plus tard (15 septembre), Bismarck dessinera sommairement le tracé sur une carte murale trouvée dans le château du sénateur Larabit, à Buzancy (3). Pendant la campagne, alors que les premiers bruits de paix commencent à circuler dans l'armée, Krestchmann avoue, avec un sens prophétique assez rare chez un gallophobe, n'être point partisan de vastes annexions, car, dit-il, « à quoi bon recommencer l'expérience, déjà faite si souvent, qu'il n'est pas avantageux de forcer à devenir Allemands des gens qui sont Français (4)? » — Après l'armistice enfin, quand les troupes victorieuses traversent de nouveau, pour rentrer dans leurs foyers, les provinces qui vont être annexées à l'Allemagne, elles y trouvent les sentimens d'attachement à la France plus vivaces que jamais, et comme exaspérés par la perspective d'une prochaine séparation. Fausel, conduit par son billet de logement chez le médecin de Rothau, entend la femme de son hôte lui adresser une harangue enflammée sur la fidélité éter-

(1) Von Pfeil, p. 7.

(2) Busch, p. 17; von Müller, p. 145; Wilmowski, p. 22.

(3) L'anecdote est racontée par Wilmowski, p. 52. Il serait curieux de savoir ce qu'est devenue cette carte, qui représente, avec un autographe de Bismarck, le premier témoignage tangible des intentions de l'Allemagne à l'égard de l'Alsace-Lorraine. D'après le colonel Laussédat (*La Délimitation de la frontière franco-allemande*), la fameuse « carte au liséré vert » ne fut en effet tracée qu'à la fin d'octobre, après la capitulation de Metz.

(4) Kretschmann, p. 190.

nelle de l'Alsace à son ancienne patrie (1). Bauriedel, de passage à Strasbourg, va rendre visite à une de ses relations d'avant la guerre. Son interlocuteur le reçoit avec courtoisie, mais refuse catégoriquement de se montrer en public en sa compagnie. Il lui raconte avoir subi récemment quelques heures d'emprisonnement pour avoir jeté son cigare à l'approche d'un officier prussien qui lui demandait du feu (2). C'est dans cette ville également que le docteur Cahn fait étape à son retour de Paris. Il y abrège son séjour et s'en éloigne au plus vite, indigné d'entendre les gens du peuple s'obstiner à répondre en mauvais français à ses questions en allemand (3).

Enfin Théodore Fontane, qui fait après l'armistice une enquête personnelle, conduite sans préventions, sur l'opinion publique des populations annexées, constate chez elles le même état d'esprit, dont il cherche à approfondir les causes. Autour de Metz, il écoute les habitans des villages de la banlieue protester avec force contre un changement de nationalité forcé, regarder vers Mars-la-Tour, restée française, comme vers la Terre Promise, et soupirer après le moment où ils pourront liquider leurs affaires pour venir s'y fixer. A Strasbourg, où la communauté de langue semblait à Fontane devoir rendre plus facile la résignation au fait accompli, il éprouve, le soir de son arrivée, une vive désillusion. Assis sur une terrasse de la place Kléber, il entend d'abord les clairons prussiens sonner le couvre-feu au milieu du silence général, puis il voit aussitôt après se former un cortège spontané de gamins et même d'adultes, qui parcourent les rues avoisinantes en sifflant les mélodies allègres de l'ancienne retraite française... Il songe avec mélancolie qu'il y a là un état d'âme plus fort que toutes les théories, que « les Strasbourgeois veulent rester Français, » et que la tâche la plus urgente du Gouvernement allemand doit être la conquête morale après la conquête matérielle du pays (4).

Comment cette œuvre de propagande pacifique est comprise par ceux qui en sont officiellement chargés, c'est ce que lui montre bientôt un épisode significatif. Il se rencontre en wagon

(1) Fausel, p. 147.
(2) Bauriedel, p. 159.
(3) Cahn, II, p. 305.
(4) Fontane, II, pp. 194-198, 292 et 299.

avec deux conseillers de préfecture, récemment arrivés du fond de la Prusse, et il les entend s'exprimer dans les termes les plus grossièrement méprisans sur leurs nouveaux administrés, se vanter d'avoir menacé de faire fusiller ceux qui répandent des bruits favorables à la France, et recommander à leur égard l'emploi d'une méthode qu'ils caractérisent d'un mot : *scharf anfassen* (empoigner solidement). En suivant sur le visage de deux notables indigènes, présens à l'entretien, l'impression de stupeur produite par ce langage déplacé, Fontane ne peut se défendre d'un douloureux pressentiment de l'avenir (1). C'était toute l'histoire future de la politique prussienne en Alsace dont cette scène lui présentait en raccourci une vision anticipée !

Le récit de ce petit incident n'est d'ailleurs pas le seul qui suggère entre le passé et le présent un involontaire rapprochement. Lorsqu'on dépouille les mémoires des vétérans de l'avant-dernière guerre, la comparaison avec leurs successeurs d'aujourd'hui s'impose à l'esprit comme une obsession. On retrouve, dans l'âme de tous, les mêmes instincts de brutalité et de grossièreté, retenus encore chez les uns par l'incertitude du succès final, épanouis et développés chez les autres par l'espérance de l'impunité ; l'emploi des mêmes méthodes de répression, que les premiers ont essayées en parvenus de la victoire, avec une timidité relative, et les seconds, appliquées en théoriciens de la violence, avec une inexorable rigueur ; le même mélange de haine aveugle et de sympathie forcée ou affectée envers cette France dont ils rêvent d'abaisser l'orgueil, mais dont ils ne peuvent s'empêcher de subir le charme. En 1914, les envahisseurs sont donc restés tels qu'ils s'étaient révélés en 1870 : d'une guerre à l'autre, leurs adversaires seuls ont changé, et, avec leurs adversaires, leur fortune.

ALBERT PINGAUD.

(1) Fontane, II, p. 300.

L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE

D'APRÈS LE LIVRE DE M. LE PRINCE DE BÜLOW

IV[1]

DE LA MISÈRE A L'APOGÉE

» Il faut, dit M. de Bülow, avoir vécu à l'étranger pour apprécier complètement ce que l'Allemagne et, en particulier, la Prusse possède dans le corps de ses fonctionnaires. Formé par de grands souverains et d'éminens ministres avec la précieuse matière de dévouement, de conscience, de goût du travail et de force de labeur que l'on trouve chez nous, ce corps a rendu d'incomparables services dans tous les domaines. Si le pays entre les Alpes et la Baltique, la Meuse et Memel, s'étend aujourd'hui comme un jardin bien tenu sous les yeux de l'Allemand rentrant dans sa patrie, nous le devons pour une grande part à notre corps de fonctionnaires. »

M. de Bülow connaissait les « défauts héréditaires » qui déparent les « qualités traditionnelles » de ce fonctionnarisme prussien; il souhaitait que ces admirables serviteurs de l'État eussent un coup d'œil plus juste, une pensée plus compréhensive, un jugement plus éclairé, surtout, un plus grand respect de la liberté et quelque humanité dans leurs rapports avec toutes les classes de la nation : « La rancune contre l'État, qui est coutumière en Allemagne, est presque inconnue en

(1) Voyez la *Revue* des 1er, 15 février et 1er juillet 1915.

Angleterre : c'est que, là-bas, on réprime sans pitié toute perturbation de l'ordre public ; mais on y évite avec un soin méticuleux les mesquines chicanes qui gênent la liberté et les aises des individus. » Mais combien ces petits défauts semblaient à M. de Bülow pardonnables, quand il considérait l'ensemble de l'œuvre et les résultats les plus certains, ou du moins les plus apparens ! Après quarante années d'existence, c'est l'empire du Hohenzollern et son administration à la prussienne qui lui semblaient avoir fait de l'Allemagne l'État le mieux tenu de l'Europe, le mieux aménagé pour les besoins de la communauté, sinon le mieux adapté aux aises et aux libertés des individus. Grâce à l'Empire, la pauvre Allemagne de 1871, qui nourrissait misérablement 41 millions d'habitans, était devenue en 1914 une terre de richesse et d'abondance, où 65 millions d'hommes semblaient trouver aisément leur vie, en étalant ce luxe, cet insoucieux gaspillage de l'argent et ces plantureuses habitudes de table qui les suivaient sur la terre étrangère. La *Statistique annuelle de l'Empire allemand, Statistisches Iahrbuch für das deutsche Reich,* offrait le merveilleux inventaire de ce progrès constant :

POPULATION DE L'EMPIRE (en millions d'habitans)

1871	1880	1890	1900	1910
41	45,2	49,4	56,3	64,9

En 1871, la population allemande était de même densité à peu près que la nôtre aujourd'hui : 75 habitans au kilomètre carré. En 1910, la sablonneuse, forestière et marécageuse Germanie d'autrefois atteignait et dépassait le chiffre moyen de l'Italie, mère des riches moissons : 120 habitans au kilomètre. Elle ne perdait presque plus d'émigrans : en 1881, 220 000 Allemands s'en étaient allés chercher pâture et se fixer au dehors; l'année 1912 n'en voyait plus partir que 18 000. De 1871 à 1894, l'émigration avait enlevé à l'Empire deux millions et demi d'affamés ou de mécontens, soit une moyenne annuelle de cent dix mille individus au moins; de 1894 à 1913, l'émigration ne prenait plus que 550 000 Allemands, — soit une moyenne annuelle de vingt-huit mille au plus, — et qui s'en allaient au dehors chercher moins à vivre qu'à placer les marchandises, les inventions et les capitaux de la mère patrie. Donc, soixante-cinq millions d'Allemands trouvaient dans

l'Empire et grâce à l'Empire un travail rémunérateur et tout leur saoul de grosse bière, de gros pain, de grosse viande. Quelle transformation de la vie humaine et même de la vie animale en ce pays béni du ciel! En 1871, une bonne part de l'Allemagne, de la Prusse surtout, — toute la Poméranie, par exemple, — n'était encore qu'une lande où 25 millions de bêtes ovines tondaient l'herbe courte sous les rafales de sable et de vent marin; dans l'Empire entier, 7 millions de porcs ne fournissaient que chichement à 41 millions de mangeurs de choucroute et de pommes de terre le lard quotidien, la côtelette hebdomadaire et les *delikatessen* des grands jours. Voici qu'en 1913, l'Empire n'avait plus que 6 millions de moutons; mais il avait 25 millions de bons gras porcs : la multitude des uns avait crû sans cesse à mesure que décroissait le nombre des autres, et le gros bétail avait suivi la même courbe ascendante, et toute la poulaille avait fait de même, et les chevaux et les chèvres avaient, de loin, emboîté le pas (1). L'Allemagne de 1913 saignait, bon an mal an, 23 millions de gros et de petits cochons, abattait 8 millions de bœufs, vaches et veaux, près de 4 millions de moutons et de chèvres et, loin d'exporter de la viande, elle achetait encore à l'étranger quelque cent cinquante mille porcs, du gros bétail pour 280 millions de marks, des jambons, lards et saucissons, des viandes frigorifiées ou conservées pour 220 millions, et du poisson d'eau douce ou de mer pour 130 millions, et du beurre, du fromage, des œufs, des graisses pour 600 millions au moins. Dans la période 1880-1885, elle n'avait guère importé plus de 300 à 400 millions de marks pour son alimentation annuelle; jusqu'en 1888, elle n'avait jamais dépassé 460 millions. Mais depuis 1889, quelle hausse continue, et par bonds!

IMPORTATIONS ALIMENTAIRES
(en milliers de marks, réexportations déduites)

1889	1894	1899	1904	1909	1912
829	1 023	1 250	1 433	1 662	2 155

Et quelle folle accélération durant les cinq années dernières!

(1) CHEPTEL DE L'ALLEMAGNE (en centaines de milliers de têtes)

	1873	1883	1892	1904	1913
Moutons	24,9	19,1	13,5	7,9	5,5
Porcs	7,1	9,2	12,1	18,9	25,5
Gros bétail	15,7	15,7	17,5	19,3	20,9

En 1913, c'est *deux milliards deux cents millions de marks*, que les Allemands payaient à l'étranger pour leurs comestibles de toutes sortes, non compris encore 170 millions pour le bétail vivant.

Les mœurs rustiques et la frugalité d'autrefois avaient disparu. Les pieds et tripes de cochon et les harengs continuaient de subvenir aux *delikatessen;* le hareng surtout était mis à la portée de toutes les bourses (1) : chaque Allemand, avant l'Empire, ne s'offrait guère que deux kilogrammes de hareng à l'année; il s'en offrait trois aujourd'hui. Mais les « fruits du Midi » arrivaient aussi par wagons pleins, et les cafés, cacaos, riz et épices affluaient dans les docks. En tableaux triomphans, le *Statistisches Iahrbuch* dénombrait ces produits exotiques, que la bonne vieille Allemagne ignorait ou ne pouvait pas se payer, et dont l'Empire faisait aujourd'hui une consommation grandissante (2).

Chaque Allemand, avant l'Empire, ne consommait guère que deux kilogrammes de café par an; en 1905, il en consommait trois. Chaque Allemand, avant l'Empire, ne consommait que quatre cents grammes de « fruits du Midi : » en 1912, il en consommait dix fois plus. Et pour le sucre : dix-neuf kilogrammes aujourd'hui, contre cinq kilogrammes à peine en 1871. Et pour la bière : les 33 millions d'hectolitres consommés en 1872 étaient devenus 67 millions en 1912; de 81 litres par tête, on était passé à 101 litres; si le Bavarois, qui en ceci menait la danse, ne buvait plus aujourd'hui que 238 litres, au lieu des 250 de 1871, si le Wurtembergeois, autre maître ès bière, ne buvait plus que 167 litres au lieu de 212, c'était peut-être que ces grands buveurs du Sud s'étaient mis au cidre et au vin avec un entrain qui compensait. L'étendue du vignoble allemand avait lentement, continûment décru; il ne couvrait

(1) CONSOMMATION DE HARENGS SALÉS (en milliers de tonneaux)

1866-1870	1886-1890	1906-1910	1913
506	1 139	1 245	1 294

(2) CONSOMMATION DE PRODUITS EXOTIQUES (en milliers de tonnes)

	Riz.	Café.	Cacao.	Fruits du Midi.
1866-1870	41	83	1	15
1886-1890	84	114	5	49
1906-1910	163	189	35	199
1913	239	164	51	298

plus guère que cent mille hectares; mais l'Allemagne, qui n'importait, il y a quarante ans, que 50 millions de kilogrammes de vin, en achetait aujourd'hui 130.

Derniers chiffres : l'orge, le seigle et la pomme de terre étaient pour l'Allemagne de 1871 le « pain quotidien; » le blé n'était alors accessible qu'aux riches. L'Allemagne de 1914 commençait d'être au régime du pain blanc. Elle avait doublé ou presque sa consommation de blé, sans diminuer, tout au contraire, sa consommation de seigle, d'orge et de pommes de terre :

CONSOMMATION PAR TÊTE (en kllogrammes)

	Seigle.	Orge.	Pommes de terre	Blé.
1879-84.	121	46	399	51
1889-94.	112	55	398	63
1899.	154	71	559	94
1904.	154	80	614	93
1909.	141	80	631	83
1913.	145	93	656	93

Au total, quelle progression ininterrompue, semblait-il, du bien-être, du bien manger et du bien boire! Et combien cette Allemagne régénérée par le sacrement impérial, méritait l'estime, l'admiration, l'envie de tout le genre humain! quelle prospérité, quelle puissance dans le présent! quelles perspectives, quelle sécurité d'avenir!... Pourtant, il était des pessimistes qui signalaient quelques indices fâcheux en ce splendide inventaire. Jusqu'en 1903, la consommation du blé était allée toujours croissant : depuis dix ans, elle avait fléchi; il en était de même pour le café, pour la bière, pour les harengs (1).

C'est en 1900 que l'Allemand avait consommé le plus de bière (118 litres par tête), en 1902 le plus de blé (100 kilogrammes), en 1902 le plus de harengs (4,06 kilogrammes), en 1903 le plus de café (3,08 kilogrammes). A partir de 1906, le *Statistisches Iahrbuch* avait dû ouvrir des colonnes spéciales aux chiens et aux

(1) CONSOMMATION PAR TÊTE

	Blé.	Harengs. (kilogrammes)	Café.	Bière (litres)
1902.	100	4,06	2,95	110
1907.	94	3,12	3,02	111
1912.	87	2,71	2,44	101

chevaux que la cherté de la viande amenait à l'abattoir, et, durant les cinq dernières années, l'Allemagne avait mangé d'autant plus de chevaux et de chiens qu'elle avait moins de bœufs, de vaches, de veaux et de chèvres à se mettre sous la dent : loin de croître suivant l'accroissement de la population, la consommation de la viande s'était ralentie, puis avait notablement décru en quantité et en qualité... L'Allemagne de 1913 n'avait-elle donc plus son appétit de 1904, ou n'avait-elle plus les mêmes moyens de le satisfaire ? Depuis 1910, elle ne connaissait pas la faim; mais elle ne pouvait plus s'offrir les mangeries, les beuveries et les ripailles des belles années 1898-1908; c'est en ces dix années 1898-1908 que le mangeur et le buveur allemand avait été le plus à son aise (1).

*
* *

Les pessimistes du dedans et les critiques du dehors attachaient quelque importance à ces signes funestes. Mais la masse des loyaux Allemands et la plupart des financiers et des économistes européens ne mettaient en question ni la solidité de cette puissance, ni la durée de cette richesse : pourquoi l'une et l'autre ne continueraient-elles pas de subsister et de grandir, aussi longtemps que subsisterait la cause dont elles n'étaient que les effets directs et naturels? Car cette prospérité de l'Allemagne impériale, il ne semblait pas douteux que l'Empire en eût été et en restât le facteur essentiel. Elle n'était venue qu'avec l'Empire. Elle semblait n'être venue que par lui : la « Renaissance de l'Empire allemand, » *Viedergeburt des deutschen Reichs*, avait été la renaissance de la vitalité nationale, et les panégyristes officiels découvraient que, dans toute l'histoire germanique, les deux phénomènes étaient toujours allés de pair, chaque renouveau de la splendeur impériale éclairant un splendide renouveau de la prospérité publique, et chaque éclipse de cette lumière vivifiante entraînant un refroidissement ou même

(1) CONSOMMATION DE VIANDE (en milliers de têtes)

	Chiens.	Chevaux.	Chèvres.	Veaux.	Gros bétail.
1905	6,2	147	435	5 336	2 717
1909	6,7	152	516	6 324	2 737
1912	8	179	474	5 327	2 678

un sommeil léthargique de l'énergie nationale; sans remonter jusqu'aux siècles du haut Moyen Age où pourtant il semblait bien que, déjà, il en avait été ainsi, on repérait depuis quatre siècles et demi cette concomitance.

Après les deux cents ans du Grand Interrègne et l'effroyable ruine qu'il avait value aux peuples allemands (1250-1440), les efforts des premiers Habsbourg avaient, durant près d'un siècle (1440-1520), relevé tout à la fois la puissance impériale et la richesse publique : sur le modèle des sciences, des industries et des entreprises italiennes, l'Allemagne de la Renaissance était devenue dans l'Europe d'alors ce que nous avons vu l'Allemagne du Hohenzollern redevenir dans notre Europe de 1900, sur le modèle des sciences, des industries et des mœurs anglaises et américaines. Même cause; mêmes effets : les moralistes de 1520 avaient tenu le langage que, mot pour mot, reprenaient les pessimistes de 1910, touchant le formidable appétit de bien-être, d'argent, de jouissances, de mangeaille et de luxe, qui travaillait et corrompait la vertueuse Germanie.

Le *Traité sur le Négoce et l'Usure* de Luther est de 1524 : « Les princes et seigneurs, s'ils veulent s'acquitter en conscience de leurs devoirs, doivent supprimer et punir les monopoles; les compagnies de trafic sont des gouffres de rapacité et d'impostures; tout l'argent du pays aboutit à leur réservoir; comment serait-il légitime, selon la justice et selon Dieu, qu'un homme en si peu de temps pût devenir si riche?... Ils se sont arrangés pour que tout le monde, excepté eux, soit exposé à la ruine. Les rois et les princes devraient mettre fin à de tels abus; mais on prétend qu'au contraire, ils s'y mêlent, en profitent et qu'on peut dire à l'Allemagne ce qu'Isaïe disait à son peuple : *Tes princes sont devenus les compagnons des voleurs* (1). » Ainsi parlait Luther trois cent quatre-vingt-dix ans avant que le prince Egon de Furstemberg, le plus intime ami de Guillaume II, se mêlât de devenir brasseur, hôtelier, entrepreneur de bâtisse, pour aboutir à la faillite que l'on sait et à la disgrâce impériale qui en fut la suite : tant il est vrai qu'en Allemagne, empereur et richesse arrivent ensemble et s'en retournent de même.

Ah! gémissaient les reconstructeurs d'histoire en chambre,

(1) J. Janssen, *L'Allemagne et la Réforme*, II, p. 446.

ah! si les Habsbourg du XVIe siècle avaient pu s'affranchir des princes et seigneurs, restaurer l'autorité impériale et donner à leur Allemagne cette réforme centralisatrice que réclamaient un Nicolas de Cusa et les autres théoriciens de la *respublica germanica!*... La savante, riche, entreprenante et confiante Allemagne eût pris sans doute, dans les nouveaux mondes, que l'humanité chrétienne était en train de découvrir, la place qu'Espagnols, Portugais, Français, Hollandais et Anglais allaient y tenir durant deux et trois siècles! de la mer du Nord et de la Baltique, la Hanse eût étendu son monopole vers l'Atlantique, le Pacifique, les océans de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique! Hambourg fût devenu dès 1550 ce que nous l'avons vue en 1910!...

Mais la réforme de Luther ayant assuré le triomphe de l'anarchie princière et la décadence, puis la disparition de l'autorité impériale, les libertés germaniques avaient ramené, avec le désordre intérieur et l'invasion étrangère, tous les désastres que Nicolas de Cusa, sans être un grand prophète, avait prévus : « Quand les princes auront détruit la puissance souveraine, disait-il, on arrivera nécessairement au désordre; personne ne sera plus en sécurité; les étrangers prendront notre place et se partageront ce qui nous appartient, et nous devrons porter le joug. »

L'Allemagne sans empereur avait vu ses champs ravagés, ses villes mises à sac, ses peuples décimés, ses ports, ses ponts, ses chemins abandonnés à la ruine ou ne servant qu'au rançonnement des riverains, son cheptel périodiquement détruit et l'incendie de la guerre civile ou étrangère se promenant toutes les dix années sur ses terres abandonnées de Dieu : après trois siècles (1525-1800) de meurtres et de pillage, qu'était-il resté de cette richesse allemande qui avait fait des Nuremberg, des Augsbourg et des Francfort les centres de la finance et du commerce européens? Au début du XIXe siècle, après trois cents ans d'éclipe impériale, Allemagne et misère étaient devenues compagnes de chaîne sous la courbache des princes indépendans.

Mais, de 1800 à 1870, on avait vu l'exacte contre-partie de cette période néfaste : chaque étape vers le rétablissement de l'unité impériale avait été une reprise de la prospérité publique. L'unification napoléonienne avait commencé de rendre la vie à

cette France allemande du Rhin, où la route, la loi et l'administration françaises avaient repeuplé les villes et remis les campagnes sous la charrue; de même, les paysans affranchis, les biens d'Église sécularisés, les douanes de l'intérieur abolies, les privilèges de castes supprimés, les communications et les échanges assurés, la police ridige, inquisitoriale, mais égalitaire, avaient ressuscité, malgré la lourdeur des impôts et du service militaire, l'Allemagne française entre l'Elbe et le Rhin. Puis les trois efforts successifs de l'unification prussienne, Zollverein (1828), Confédération du Nord (1866) et Empire (1871), continuant l'œuvre de Napoléon, en avaient doublé l'étendue et décuplé les résultats.

En mars 1226, quand l'empereur Frédéric II concédait aux Chevaliers Teutoniques le droit de conquérir la Prusse et d'en « civiliser » les habitans, il leur ordonnait d' « établir sur les plaines, les montagnes, les fleuves, les bois et la mer l'antique et sacré droit de l'Empire, » parce que « la terre elle-même est satisfaite sous la monarchie impériale. » C'est au pied de la lettre que l'on pouvait appliquer ces mots à l'Allemagne unifiée sous la monarchie bismarckienne. A coup sûr, l'hégémonie de Berlin n'avait pas satisfait tous les désirs de tous les peuples allemands. Mais elle satisfaisait tous les besoins de la terre allemande, et cela seul a toujours compté dans l'histoire germanique : quand l'empire de Charlemagne fut relevé par la dynastie saxonne des Othons, les vrais Allemands du Sud et de l'Ouest, que l'éducation carolingienne avait initiés aux douceurs de la loi romaine et de la civilisation franque, furent d'abord pleins de mépris et de répugnance pour ces Barbares du Nord, brutaux, insolens, puissans néanmoins par la méthode et par la fourbe, *barbaros, brutos, contumaces, arte doloque tamen callentes*; mais cette répugnance tomba bien vite et ce mépris fut sans révolte; dans les cœurs allemands, la résignation vient toujours avec le profit : « Le trait caractéristique du peuple français est de placer les besoins psychiques avant les besoins matériels, » écrivait M. de Bülow, qui admirait « l'humeur irréconciliable de la France » envers ceux qui lui avaient enlevé l'Alsace-Lorraine. Pas plus que le pouvoir des Othons, le pouvoir du Hohenzollern ne trouva nulle part en Allemagne d'humeur irréconciliable, parce qu'il sut toujours mettre les besoins matériels avant les besoins psychiques.

La seule proclamation de l'Empire, dans les fanfares de la victoire, fut comme un chant magique dont toutes les ardeurs, toutes les ambitions, tous les confians et agissans espoirs de l'Allemagne furent réveillés. Au musée municipal de Spire, on conserve pieusement, avec des trophées de nos défaites et quelques dépouilles de nos troupes, les bannières des sociétés, confréries et *Vereine* qui accueillirent en 1871 le retour des vainqueurs. Sur la bannière des savetiers, on lit :

Ist einst gross zur See unsere Macht,
Dann, stolzes England,
Gute Nacht!

Quand, sur la mer, aura grandi notre pouvoir,
Alors, fière Angleterre,
Bonsoir!

Dès 1871, les savetiers de Spire espéraient, croyaient, savaient que l'Empire restauré, ce n'était pas seulement le règne de la force germanique sur le Continent, l'éclipse de la France et de l'Autriche; c'était aussi l'extension du commerce germanique à travers le monde, et la ruine, le sommeil final de l'Angleterre : il a fallu quarante-quatre ans à certains Anglais pour découvrir, et presque trop tard, cette vérité qu'avait révélée aux peuples allemands l'éclair de la victoire. L'Allemagne de 1871 avait appris, dans ses manuels d'histoire, qu'à la ruine de l'Ancien Empire jadis, personne n'avait autant perdu que les gens de négoce et de métier, car les vieux Empereurs considéraient comme le premier devoir de leur charge de servir la gloire du vrai Dieu, mais le second, de protéger « les marchands de notre empire, » *mercatores nostri imperii*. C'est le même programme qu'adopta Bismarck et qu'il fit exécuter par le Hohenzollern : Guillaume II, en cela encore, ne fut que le continuateur des Hohenstaufen.

Bien avant d'être empereur, le Hohenzollern, électeur ou roi, avait toujours été préoccupé d'augmenter le nombre et les ressources de ses sujets. Dès l'origine, sa famille ne s'était tirée de la foule des seigneuries infimes et n'avait acquis son électorat que par l'argent, plus encore que par les armes ; puis, une politique de repeuplement, d'améliorations terriennes et de stricte économie avait semblé à ses Électeurs l'indispensable contre-partie de leurs ambitions militaires ; puis, pour tenir le

rang royal auquel une heureuse chance les élevait et pour étendre cette royauté sur tous les pays qu'ils convoitaient dans leur voisinage, ils n'avaient jamais oublié qu'il leur fallait beaucoup d'hommes et de quoi les nourrir et de quoi les entretenir et de quoi les armer et de quoi les payer. Ils s'étaient donc efforcés depuis deux et trois siècles de repeupler et de mettre en valeur leurs marais et leurs sables. Ils avaient pleinement réussi dans leur élevage de peuples domestiqués ou mis à la chaîne : chez les animaux, la domestication amène le plus souvent une multiplication de l'espèce, et Polybe signalait déjà l'absence d'enfans et la rareté d'hommes, ἀπαιδία καὶ ὀλιγανθρωπία, auxquelles aboutissent, d'autre part, les régimes de liberté démocratique.

Après 1871, l'extension du régime prussien à toutes les terres allemandes eut les mêmes résultats : de 1816 jusqu'en 1910, les peuples du royaume de Prusse ont continûment gardé le même accroissement rapide; mais, pour le reste de l'Allemagne, l'entrée en scène de la Prusse a marqué, à partir de 1864, un grand changement :

POPULATION DE L'ALLEMAGNE (en milliers d'habitans)

	1816	1864	1910
Prusse	13 709	23 582	40 165
Bavière	3 607	4 775	6 887
Saxe	1 194	2 337	4 807
Wurtemberg. . .	1 411	1 748	2 437
Bade	1 006	1 432	2 143
Totale.	24 833	39 392	64 926

ACCROISSEMENT ANNUEL POUR 100

	Prusse.	Bavière.	Saxe.	Bade.	Total.
1816-1864	1,14	0,58	1,40	0,74	0,96
1864-1910	1,16	0,80	1,57	0,88	1,09

Pourtant, ici encore, apparaissait un indice que les pessimistes ne manquaient pas de relever : si le troupeau des peuples prussiens avait, depuis l'Empire, conservé et même accéléré légèrement l'allure de son accroissement, les autres peuples allemands avaient accéléré la leur bien davantage. En outre, ce n'est pas à toutes les provinces de la monarchie prussienne que l'Empire semblait avoir profité : le détail des chiffres

montrait une différence très notable entre les anciens domaines du Hohenzollern et ses acquisitions plus récentes ou, pour prendre une limite géographique, entre ses provinces héréditaires au delà de l'Elbe et ses nouvelles provinces en deçà (1).

La Poméranie, vieille province de la monarchie prussienne, tombait de 1,55 à 0,39; la Westphalie, en deçà de l'Elbe, montait de 0,93 à 1,97. Le développement industriel de la Westphalie et de son bassin houiller était l'une des causes du phénomène. Mais le même développement industriel n'avait pas empêché la Silésie, au delà de l'Elbe, de tomber, en cette même période, de 1,23 à 0,86. Il semblait qu'en vérité, le régime prussien eût commencé, même avant 1871, d'épuiser en ses vieilles provinces les services qu'il était capable de leur rendre : un peu de liberté leur eût été plus profitable que beaucoup de caporalisme. En outre, l'Empire avait eu pour premier résultat d'ouvrir le reste de l'Allemagne à l'émigration plus fruste de ces provinces orientales : c'est par centaines de milliers que les ouvriers agricoles et industriels de la vieille Prusse avaient, depuis trente ans, passé de ce côté de l'Elbe pour demander du travail aux fermes du Hanovre et aux usines du Rhin. Ainsi l'Empire, — et c'était pour les pessimistes un sujet d'alarmes, — avait profité aux autres terres allemandes beaucoup plus qu'à cette terre de la Prusse, qui devait néanmoins subvenir aux besoins de l'Empereur et aux charges de l'Empire.

C'est qu'à ces Allemagnes de l'Ouest et du Midi, le Hohenzollern avait apporté ce qu'elles n'avaient pas connu depuis Charlemagne, ce que le régime napoléonien lui-même ne leur avait pas donné : une gérance des intérêts généraux. Après les quatre ou cinq siècles de l'ancien régime, dont les besoins du prince et les intérêts de la dynastie étaient la loi suprême, Napoléon leur avait procuré les bienfaits d'une administration régulière; après lui, pour se gagner le cœur de leurs sujets

(1) ACCROISSEMENT ANNUEL POUR 100

	1816-1864	1864-1910		1816-1864	1864-1910
Prusse orientale . .	1,43	0,34	Brandebourg. . .	1,26	1,57
Prusse occidentale.	1,64	0,67	Sleswig-Holstein.	0,75	1,05
Poméranie.	1,55	0,39	Hanovre.	0,37	0,92
Posnanie.	1,29	0,70	Westphalie . . .	0,93	1,97
Silésie.	1,23	0,86	Hesse-Nassau . .	0,77	1,02
Saxe prussienne . .	1,11	0,90	Prusse rhénane .	1,18	1,63

hétéroclites, chacun des gouvernemens, entre lesquels le Congrès de Vienne avait partagé de nouveau son Allemagne, s'était efforcé de suivre les erremens français dans le service des besoins individuels, locaux et régionaux, et, de 1815 à 1870, la plupart de ces gouvernemens particuliers, d'un esprit plutôt libéral et d'une honnêteté soigneuse, avaient travaillé de leur mieux au bien-être et au progrès de leurs États. Mais les efforts de ces petits souverains restaient limités aux frontières de leurs petits domaines; la défiance et la jalousie, sans parler des barrières douanières ni des différences de législation, de monnaies et de mesures, interrompaient ou supprimaient les communications de l'un à l'autre; le particularisme politique lésait grandement les intérêts généraux du commerce et de l'industrie et il ne pouvait en aucune façon les servir.

L'Empire, unifiant l'Allemagne, la dota d'une constitution qui ne supprima ni ces organismes, ni ces pouvoirs antérieurs : il ne leur enleva même aucune de leurs attributions pour la gérance des intérêts régionaux; il leur laissa l'étude des besoins locaux ou particuliers et le maniement des fonds que chaque État jugeait bon de consacrer à ces usages. Mais il leur surajouta un organisme fédéral qui eut le temps et le pouvoir d'étudier et de servir les besoins communs de la nation tout entière. Il y eut désormais une division rationnelle du travail administratif et législatif, qui donna aux efforts de tous les pouvoirs constitués leur plein rendement : le pouvoir central ne fut pas surchargé; la vie locale ne fut pas étouffée; chacune des grandes et petites régions continua de discuter et d'arrangor ses affaires, d'organiser son territoire, de rechercher et d'obtenir l'amélioration de son existence propre; chacune des capitales secondaires, restant un centre de décision plénière et d'autorité responsable, resta un centre de volonté, d'efforts et de progrès.

Voilà, à n'en pas douter, l'une des causes principales de la fortune allemande, de l'activité allemande tout au moins, durant les quarante années dernières : sur ce point, on ne saurait estimer trop haut le rôle de l'Empire dans le réveil économique de la nation, ni l'heureuse habileté de Bismarck dans sa combinaison de pouvoirs étagés. Si la France veut, après cette guerre, réparer au plus vite ses ruines de tout genre, rendre à ses provinces leur capacité et leur volonté de vivre, dégager son parle-

ment national et sa bureaucratie parisienne de l'effroyable surcharge d'affaires qui, de jour en jour, augmente notre paperasse et paralyse notre gouvernement, nous aurons beaucoup à prendre dans les exemples de l'Allemagne bismarckienne. Les assemblées impériales de Berlin étaient des Chambres de haute politique. Les assemblées royales, grand-ducales ou ducales de Munich, de Stuttgart, de Karlsruhe et d'ailleurs étaient surtout des Chambres d'affaires courantes, de commerce, d'industrie, d'éducation, d'assistance. Chez nous, tant que les grandes villes provinciales, Nancy, Lyon, Bordeaux, Lille, etc., ne pourront pas jouer ce rôle de capitales secondaires pour la tutelle et le développement des affaires régionales, Paris continuera d'être engorgé et sous la menace quotidienne d'une congestion périlleuse, tandis que, toujours appelée de toutes parts vers ce point unique, la vie désertera de plus en plus les extrémités, et même tout le reste du pays. Entre l'excès de centralisation à la française et l'excès de fédéralisme à l'américaine, Bismarck avait su ménager un équilibre qui permît à l'Allemagne de garder sa tête libre et ses membres dispos.

A ce premier bienfait, l'Empire en avait ajouté un second, et plus grand encore : il avait, pour la première fois au cours de l'histoire, doté la terre allemande d'un réseau de communications, d'un appareil circulatoire que le corps germanique d'autrefois n'avait jamais possédé.

*
* *

Ce fut pour les Allemagnes une innovation sans pareille. Elles acquirent après dix-neuf siècles ce que la domination romaine avait valu jadis aux autres terres de l'Occident. Dans la forêt gauloise jadis, Rome avait trouvé partout un solide terrain pour ses routes de pierre, et c'est par la route qu'elle avait imposé de ce côté du Rhin sa loi centralisatrice et l'unanimité de sa paix. Dans la Germanie du Danube et du Main, Rome avait pu frayer aussi, puis asseoir son passage et, jusqu'à la forêt du Harz, ouvrir les pays du Sud au commerce du monde. Ni dans cette Germanie du Sud, ni surtout en Gaule, les invasions et les ravages des Barbares n'effacèrent jamais du sol l'ouvrage des Romains; le Moyen Age et les temps modernes continuèrent de suivre ces chemins séculaires jus-

qu'au jour où l'ingénieur français du XVIIIe siècle et des temps napoléoniens reprit, avec de nouveaux matériaux et suivant d'autres profils, la besogne routière.

Mais au cœur du Harz, dans les ténèbres de la forêt Hercynienne, et, plus au Nord, dans la fangeuse et fluide « Plate Allemagne » des côtes, jamais la route romaine n'avait pénétré : après les malheureux essais d'Auguste et de Tibère, Rome avait dû renoncer à franchir le Rhin ; elle n'avait pas pu tirer ses avenues rectilignes dans ces massifs repliés, vallonnés, traîtreusement marécageux, ni fixer ses dalles sur ces boues en perpétuel écoulement, et, dix-huit siècles après Auguste, Napoléon avait été tout aussi impuissant à y établir ses chaussées : avant les chemins de fer, cette forêt et cette plaine allemandes n'avaient jamais connu les droites et solides routes humaines. Mais par la nature même de leur sol facile à remuer, par leur manque de reliefs abrupts, elles étaient comme destinées à porter aisément le rail et à laisser courir la locomotive. La voie ferrée devint pour elles, comme pour l'Amérique, le moyen principal de communication.

Avant l'Empire bismarckien, l'Allemagne du Zollverein avait déjà plus de kilomètres ferrés que la France de la même époque : 20 000 kilomètres. Mais l'Empire, durant les sept premières années de son existence (1871-1878), augmenta de 50 pour 100 la longueur de ce réseau pour les besoins de son unification politique et de son organisation militaire. Puis, — de 30 000 kilomètres en 1878, — le réseau s'allongea de 10 000 kilomètres encore durant les dix années suivantes (1878-1888), pour les besoins de l'industrie et du commerce qui commençaient, en tâtonnant, de conquérir le droit à la vie européenne. Puis, de 1890 à 1912, pour prendre leur essor mondial, l'industrie et le commerce demandèrent sans cesse de nouveaux kilomètres et les obtinrent : à la fin de 1912, l'Allemagne avait environ 63 000 kilomètres ferrés ; en quarante ans, l'Empire avait construit 43 000 kilomètres, triplé le réseau de 1870 et laissé bien loin derrière lui la France et ses 50 000 kilomètres d'intérêt général.

Solidité, multiplicité, simple et pratique agencement des voies doublées, triplées et quadruplées; vaste ampleur et commode agencement des stations, de leurs dégagemens et de leurs abords; kolossales et fastueuses constructions de gares, de

ponts, de *halls* et de quais; multitude de wagons et de locomotives; sécurité des voyageurs; sûreté des marchandises; discipline et honnêteté du personnel; ponctualité et régularité du service; aises, confort et propreté de tout le matériel; progrès constans dans la vitesse, l'éclairage, le chauffage et l'hygiène; soin du détail et compréhension de l'ensemble : rien ne manquait pour faire de ces chemins de fer d'État un chef-d'œuvre d'organisation et de rendement; si la route restait française et si les touristes du monde entier, ramenés sur nos routes par l'automobile et la bicyclette, reprenaient l'éloge de notre macadam et de nos ingénieurs, il semblait que l'Allemagne disputât et fût près de ravir à l'Angleterre et à l'Amérique la maîtrise du rail.

Cet empire militaire n'avait eu qu'à pratiquer en temps de paix ses règlemens de mobilisation; toutes les vertus et les défauts même de son caporalisme avaient tourné à son avantage; la route est fantaisiste, capricieuse, indulgente aux pires habitudes et aux plus soudaines lubies des individus; le rail, pour donner son plein travail, exige une discipline rigide et constante, et l'allure des trains doit être réglée comme un pas de parade. Chemins de fer et tempérament germanique étaient donc faits pour s'entendre; mais le régime prussien sut les accoupler au service du public. Le Rhin, cette ancienne « rue des prêtres, » devint sur chacune de ses rives une triple rue de locomotives et, de minute en minute, les sifflets et le tonnerre des convois assourdirent la plaintive Loreley (1). Sous les voûtes immenses de son *Hauptbahnhof*, l'Allemand de Cologne et de Hanovre, il y a vingt ans, ou de Munich et de Francfort,

(1) RÉSEAUX FERRÉS

		Allemagne.	Angleterre.	France.	États-Unis.
Milliers de kilomètres exploités	1895	45	34	36	290
	1910	59	37	40	386
Milliers de voyageurs par kilomètre	1895	315	»	294	68
	1910	607	»	417	138
Milliers de tonnes par kilomètre	1895	560	»	355	479
	1910	868	»	552	1 081
Locomotives (par 100 kilomètres)	1895	35	55	28	12
	1910	46	61	32	15
Wagons de voyageurs (par 100 kilomètres)	1895	69	124	71	12
	1910	97	140	75	12
Wagons de marchandises (par 100 kilomètres)	1895	727	1 862	743	418
	1910	981	2 091	861	551

il y a dix ans, ou de Hambourg et de Leipzig aujourd'hui, eut le droit de n'avoir que haussemens d'épaules pour nos ridicules petites gares de Paris, pour *leurs* « méprisables petites » stations de Londres. Hambourg se piquait déjà en 1906 d'avoir égalé New-York et Chicago en cette halle des voies, où les trains venaient s'aligner sur 130 mètres de large, en cette salle des pas-perdus, longue de 150 mètres, large de 25, haute de 30, plus vaste que notre Galerie des machines et dont le coût avait dépassé 80 millions de marks. Mais Leipzig voulut faire mieux encore : sa gare centrale, avec ses vingt-six voies bordées par quatorze quais de 12 mètres, eut 250 mètres de long sur 250 de large pour les seuls voyageurs; la poste et ses colis avaient une autre gare et les dépendances couvraient un hectare et demi : coût, 120 millions de marks.

Mêmes efforts et mêmes résultats pour la circulation postale et télégraphique. Il n'est pas de Français, ayant vécu, ne fût-ce qu'un jour, dans la moindre des villes allemandes, qui n'ait envié les hôtels, les livrées, les équipages, le grand air de ce service vraiment impérial. L'Allemagne, depuis quarante ans, avait fait en très grand pour ses postes ce que la France faisait en petit pour ses écoles primaires. Il n'était bourg de l'Empire qui n'eût son « palais postal, » et que dire des grandes villes? Même les casernes les plus orgueilleuses le cédaient à ces hôtels dont ceux d'Angleterre, qui l'emportaient encore par le luxe massif et confortable, n'égalaient pas le parfait et automatique aménagement : Hambourg a son Louvre des postes, aussi vaste que notre Louvre de Paris, mais combien mieux adapté à sa destination!

La nation allemande avait toujours été la plus écrivassière du monde : elle devint la plus « postière, » avec ses cinquante mille bureaux, ses sept milliards annuels de lettres et de cartes, ses trois cents millions de paquets. Prenant la peine d'écrire à ses correspondans de l'univers et la poste lui donnant chez elle les communications les plus rapides, elle usait moins du télégraphe à l'intérieur que l'Angleterre ou la France; mais elle se rattrapait au dehors en télégrammes internationaux; et si, dans le monde, elle était loin de posséder le même nombre et la même longueur de câbles sous-marins que l'Angleterre ou la France, elle comptait bien que la première guerre victorieuse rétablirait l'équilibre entre elle et les Anglais, en lui permettant d'annexer

le réseau français à son réseau germanique (1). Et la télégraphie sans fil lui donnait les moyens d'attendre.

Mais tout cela n'était rien encore : le grand œuvre de l'Empire avait été sur l'eau; les rivières et les fleuves, les mers et leurs rivages s'étaient réjouis plus encore que la terre elle-même de cette restauration de la monarchie impériale.

L'Allemagne vaincue devra servir de modèle à ses vainqueurs, s'ils veulent doter leurs peuples du plus économique et du plus puissant des moyens de transport : la batellerie d'eau douce. La route française et le rail anglais ont pu suffire à la vie économique des grands pays, quand l'industrie urbaine centralisait dans quelques faubourgs et dans quelques pays noirs les transformations de matières premières et, sur quelques marchés, le trafic des manufactures et des produits. Mais l'industrie nouvelle, pour mille raisons de commodité, de salubrité, d'indépendance et de main-d'œuvre, s'étend aujourd'hui loin des villes et des bourgs, en rase campagne, et l'agriculture nouvelle, poursuivant à son tour l'intensive et industrielle production, a besoin de trouver au long même de ses champs les machines, les engrais, le charbon et les matériaux que réclame cette transformation radicale; tout autant que la grande industrie, la grande agriculture a besoin désormais d'avoir, en temps voulu et en longs stationnemens, à proximité de ses fermes, les véhicules à grande capacité et de fret modique, pour le transport de ses animaux et de ses récoltes. Seule, la batellerie peut satisfaire ces besoins nouveaux; seule, elle peut charger et décharger, presque à l'impromptu et sans grands travaux d'art, tout le long de sa course.

L'Allemagne impériale fut la première des nations civilisées

(1) STATISTIQUE POSTALE ET TÉLÉGRAPHIQUE (à la fin de 1911)

	Allemagne.	Angleterre.	France.	Etats-Unis.
Bureaux de poste en milliers) .	50	24	14	93
Lettres et cartes (en millions) .	6 983	5 644	3 984	664
Paquets (en millions).	306	77	9	974
Lignes télégraphiques (en milliers de kilomètres).	279	99	161	»
Télégrammes annuels (en millions)	61	94	65	»
Télégrammes internationaux (en millions).	19,4	16	11	»
Câbles sous-marins (milliers de kilomètres).	44	290	80	46

à doter ses campagnes de cet outillage indispensable : elle fit de ses fleuves et de leurs affluens les distributeurs et les collecteurs de lourdes marchandises à travers tout le pays. De systématiques et énormes travaux élargirent et approfondirent le lit de ses rivières, en régularisèrent le cours et, par des canaux, en réunirent les bassins. Son commerce intérieur acquit un instrument dont, chaque année, les revenus se chiffraient par des centaines de millions économisés sur les transports.

La nature du sol, le relief et la pente générale du pays se prêtaient à cette pénétration des canaux et à cette circulation aquatique autant et mieux encore qu'à la circulation ferrée. Le climat de ces terres pluvieuses n'amaigrissait les rivières et ne les rendaient inutiles que durant quelques semaines de l'été. A travers les deux Allemagnes du Nord et du Midi, de la mer à la montagne, le Rhin, dompté et rectifié, portait bateaux et chalands jusqu'à la frontière suisse, l'Elbe jusqu'à la Bohême, l'Oder jusqu'au fond de la Silésie et jusqu'aux abords de la Pologne autrichienne, la Vistule et le Niémen jusqu'en terres russes. Sur le haut Oder, Kosel, à sept cents kilomètres de la Baltique, recevait ou envoyait, en 1912, plus de 16 000 bateaux et 3 millions et demi de tonnes de marchandises, et Breslau, quelque trente-cinq lieues plus haut, 10 ou 11 000 bateaux encore et 1 million et demi de tonnes. Sur le haut Elbe, Dresde recevait 7 ou 8 000 bateaux et près de 900 000 tonnes; de Dresde à l'embouchure, huit ou dix grands embarcadères fluviaux se continuaient par des quais, des appontemens ou de simples terre-pleins qui finissaient par se rejoindre; aux bouches mêmes, à Hambourg et Altona, le fleuve, à lui seul, amenait ou remportait plus de 82 000 bateaux et de 14 millions de tonnes. Pareille activité sur le Rhin : de la frontière hollandaise à la frontière suisse, tout son cours n'était plus qu'un port fluvial, à peine interrompu par les gorges profondes que couronnent les burgs en ruines : au bas, Duisbourg-Rührort, avec 75 000 bateaux et 25 millions de tonnes; au centre, Ludwigshafen-Mannheim, avec 31 000 bateaux et 9 ou 10 millions de tonnes; plus haut, le groupe de Strasbourg, avec 17 000 bateaux et 2 millions et demi de tonnes.

Depuis les temps lointains où le halage et le portage traversaient la forêt marécageuse, nombre de ces fleuves et rivières,

surtout dans la plaine du Nord-Est, étaient unis par des pistes de terre ou d'eau qui, durant les siècles derniers, avaient fait place aux canaux entre l'Elbe et l'Oder, entre l'Oder et la Vistule. Tous ces canaux agrandis et aménagés transformèrent les provinces prussiennes en une sorte de royaume aquatique, et la Marche brandebourgeoise, en un emporium central, dont les quais interminables et les bassins, toujours agrandis, rayonnaient autour de Berlin. Cet emporium berlinois, avec ses dix ou douze succursales de la proche périphérie, était devenu l'un des grands entrepôts du monde : à ne prendre que Berlin et Charlottenbourg, 63 000 bateaux y débarquaient ou embarquaient, en 1912, 7 millions de tonnes environ.

On avait rêvé d'impérialiser encore ce royal emporium, de l'unir à tous les fleuves de la terre allemande, comme il était uni déjà à tous les fleuves du royaume prussien, de pousser de l'Elbe au Weser, à l'Ems, au Rhin, ce « Canal d'Empire, » qui, désormais, eût parcouru toute la plaine nordique, depuis la frontière hollandaise jusqu'à la frontière russe. Mais les défiances et les intérêts rivaux de l'Allemagne occidentale refusèrent cette extension magnifique au trafic de Berlin : le Rhin et l'Ems seulement furent réunis par un tronçon de canal, qui donna au Rhin allemand l'accès de la mer allemande dans un port allemand, à Emden.

Cette navigation intérieure s'était constamment développée durant les trois dernières décades :

Nombre et tonnage.	1877	1887	1897	1907	1912
Milliers de bâtimens. .	17,6	19,9	21,9	26,1	29,5
Milliers de tonnes . .	1 377	2 100	3 370	5 914	7 394

Elle s'était constamment perfectionnée, en abandonnant le radeau, la voile et le halage pour le chaland ou le bac en métal, la vapeur et la traction mécanique. Sur les 20 000 bâtimens fluviaux de 1887, 1 200 à peine étaient mus par leurs propres moyens ; sur les 29 000 de 1912, il y en avait près de 4 500. Grâce à cette flotte intérieure, tout le pays, même les villages les plus éloignés des bassins houillers et des usines, obtenaient en quantité et à bas prix les lourdes matières, et le charbon ne manquait nulle part, et la construction en bois et en ciment armé était partout facile, et les petites et grandes usines recevaient les minerais exotiques, amenés par mer à l'embouchure

des fleuves, et les céréales et les farines affluaient dans les villes, et les betteraves vers les sucreries, et les sucres vers les raffineries et les marchés (1).

On sait, et de reste, quelle navigation maritime continuait cette batellerie fluviale, et les gigantesques travaux qu'avait exécutés l'ingénieur allemand pour aménager tous les ports de l'Empire, pour les outiller, pour rendre accessibles à toute heure leurs rives boueuses dans leurs bouches de fleuves marécageux, et les milliards dépensés en docks, en quais, en navires, en phares : les Allemands menaient depuis dix ans un tel bruit en Europe et dans le monde, au sujet de leur marine et de ses colossaux instrumens de commerce, que nul n'en pouvait plus ignorer. C'est en ces matières navales que l'influence de l'Empire et le rôle de l'Empereur lui-même avaient été le plus apparens : le *Statistisches Iahrbuch* ne manquait pas de remettre chaque année sous les yeux du public l'étonnante progression qui, depuis 1871, avait fait de l'Allemagne l'une des deux grandes puissances maritimes de l'Europe et du monde.

En 1871, une pauvre population de pêcheurs et de caboteurs possédait sur les deux mers germaniques, mer Baltique et mer du Nord, une flottille à voiles, dont le tonnage moyen ne dépassait guère 200 tonneaux, et cent cinquante bateaux à vapeur de 5 à 6000 tonneaux en moyenne : 35000 hommes en composaient les équipages intermittens, car nombre d'entre eux naviguaient quelques mois seulement chaque année et restaient à terre durant la mauvaise saison. De 1871 à 1913, la Baltique perdit sa flotte à voiles ; la mer du Nord ne garda la sienne qu'amoindrie ; au total, l'Allemagne de 1913 n'avait plus, en tonnage et en équipages, que le tiers environ de ses

(1) MARCHANDISES TRANSPORTÉES PAR EAU (en milliers de tonnes.)

	Charbons et cokes.	Minerais et métaux.	Matériaux de construction.
1911	23 000	13 000	16 500
1912	28 000	16 000	19 000

	Céréales et farines.	Sucres et betteraves.	Total.
1911	7 000	1 500	79 950
1912	8 500	2 200	93 469

anciens voiliers (1). Mais elle avait décuplé, et bien au delà, le nombre de ses vapeurs et l'effectif de leurs équipages, triplé leur tonnage et centuplé leurs affaires (2), en leur donnant une orientation et des destinations toutes nouvelles.

En 1871, la petite marine allemande, modestement confinée à son double rivage, ne cherchait guère plus à sortir de la mer du Nord que de la Baltique. Elle cabotait et pêchait en ce double aquarium fermé. Le monopole anglais l'enfermait dans la mer du Nord presque aussi étroitement que même la ceinture continue des rivages dans la Baltique. Si l'Allemagne eût voulu continuer de remplir son rôle historique, de garder sa destination naturelle d'intermédiaire entre l'Occident méridional et le Levant nordique de l'Europe, c'est dans la Baltique qu'elle eût organisé ses plus grands ports et renforcé son emprise commerciale. Mais, dès 1871, les savetiers de Spire entendaient s'ouvrir les océans mondiaux en renversant la barrière anglaise, et c'est vers la mer du Nord, vers la grandeur de Brême et de Hambourg que l'Allemagne impériale tourna ses plus grands efforts. Elle ne négligea pas la Baltique : elle y outilla quelques ports secondaires; elle exécuta même l'un de ses plus grands travaux, le *Canal des Deux-Mers*, le *Canal Empereur-Guillaume*, pour ouvrir, mais vers l'Occident, cette mer fermée; le trafic allemand dans la Baltique et le transit du

(1) Flotte allemande de commerce : Voiliers, 1 — milliers de bateaux; 2 — tonnage net en milliers de tonnes; 3 — équipages en milliers d'hommes.

	Mer Baltique.			Mer du Nord.		
	1	2	3	1	2	3
1871.	2,7	439	17	2,3	461	17,4
1881.	1,7	388	14	2,5	577	16,9
1891.	0,8	185	5,9	1,8	507	11,9
1901.	0,38	30	1,2	1,8	496	11,4
1913.	0,36	13	0,9	2	383	12

(2) Flotte allemande de commerce : Vapeurs, 1 ; — centaines de bateaux, 2 et 3 comme ci-dessus.

	1	2	3	1	2	3
1871.	0,7	10	0,9	0,7	71	3,7
1881.	2	55	2,3	2	160	6,3
1891.	3,7	149	4,7	5	574	17,5
1901.	4,5	192	5,8	9	1 155	30,9
1913.	5,6	301	7,5	15	2 354	56

Canal grandirent d'année en année (1). Mais un énorme écart s'établit entre le mouvement commercial de ces deux mers qui, pour l'Allemagne d'autrefois, avaient une égale importance. La capitale commerciale de la Baltique allemande, Stettin, avec ses succursales des bouches de l'Oder, ne recevait, en 1912, que 6 000 navires chargés de 2 millions de tonnes. Dans la mer du Nord, au contraire, Hambourg et ses succursales des bouches de l'Elbe en recevaient plus de 19 000, chargés de 14 millions et demi; Brême et ses succursales du Weser en recevaient près de 10 000, chargés de 4 millions et demi, et, sur les bouches de l'Ems jadis abandonnées, Emden voyait arriver 1 800 navires, grâce au canal de l'Ems au Rhin, qui en faisait un embarcadère de la Prusse rhénane.

*
* *

C'est à Hambourg, peut-être, que l'on pourrait le mieux étudier, en ses caractères et en ses méthodes, cette métamorphose de l'Allemagne impériale. Hambourg était la création la plus typique et la plus complète de cet effort vraiment colossal. Là, mieux que partout ailleurs, on en pouvait mesurer la continuité, la grandeur et la réussite. Mais là aussi, on en pouvait calculer sans peine et comme au premier regard les énormes frais, les charges toujours grandissantes, les bénéfices insuffisans, les revenus incertains et, pour tout dire, la douteuse solidité et la durée presque impossible. Hambourg avait crû démesurément et trop vite. Il est des croissances naturelles que

(1) Marine de commerce allemande; chiffres des entrées dans les ports allemands en *milliers* de navires et en *millions* de tonnes :

MOUVEMENT COMMERCIAL DANS LA BALTIQUE

	1874	1883	1893	1903	1912
Navires	29	26	28	38,9	50,7
Tonnes	3	4	5	6	9,7

MOUVEMENT COMMERCIAL DANS LA MER DU NORD

Navires	18	30,7	38,7	52	63,9
Tonnes	3,6	5,3	9,4	14,8	22,8

NAVIGATION DANS LE CANAL

	1896	1901	1906	1913
Navires	20	29	34	54,6
Tonnes	1,7	7	6	10

la force des choses et le développement normal de la vie imposent aux communautés et aux fondations humaines : l'industrie et le commerce anglais, les usines de Manchester et de Birmingham, les ports de Liverpool et de Londres ne s'étaient accrus, au long du XIXe siècle, que pour répondre aux demandes de la clientèle anglaise, aux exigences de l'humanité. La gigantesque grappe des docks hambourgeois n'avait pas fleuri et mûri au flanc de l'Allemagne comme un gros raisin de vendange sur un vigoureux cep de plein vent, ni même comme un beau fruit de table sur une treille protégée : ce n'était que l'un de ces produits de serre chauffés, forcés, qui font la gloire d'un dîner d'apparat et l'émerveillement des curieux et des convives; mais qui voudrait tirer son vin de telles merveilles risquerait fort de le payer très cher, et peut-être n'est-il pas au monde de royauté ni d'empire qui pût longtemps s'offrir le luxe quotidien d'une pareille boisson.

C'était la seule ambition impériale de régner sur les mers comme sur le Continent, d'imiter, d'égaler, de surpasser les Anglais, maîtres et seigneurs du commerce maritime, qui avait fait en moins de quarante ans cet Hambourg gigantesque que le monde émerveillé admirait en 1914. Durant quarante ans, de parti pris, de propos ininterrompu, on avait jeté, sans compter, les millions et les milliards dans les boues de l'Elbe, pour creuser et toujours agrandir des bassins qu'à coups de millions et de milliards, on peuplait de navires toujours plus nombreux et plus grands. Et l'on augmentait chaque année le nombre et le tonnage des monstres transocéaniques pour rendre insuffisantes leurs cages que l'on venait à peine d'achever. Et l'on multipliait ces cages, on les triplait de longueur et de largeur, on les doublait de profondeur, pour y loger les nouveaux monstres que l'on ne cessait de rêver et de construire toujours plus kolossaux.

Et jamais on ne voulait s'arrêter un instant pour souffler en cette course à la dépense, car toujours l'Angleterre était là qui tenait la tête et continuait de mener le train. De 1900 à 1912, le tonnage net des entrées dans les ports allemands (cabotage exclu) montait de 14 ou 15 millions à 25 ou 26 millions de tonneaux; mais, dans le même temps, le tonnage de la Grande-Bretagne montait de 49 millions à 76. La flotte allemande de commerce passait (1901-1913) de 3883 à 4850 navires

et de 2 millions de tonneaux à 3,2; mais la flotte anglo-écossaise passait (1900-1912) de 19 751 navires à 20 737 et de 9 millions de tonneaux à 12; et que devenait encore la comparaison, quand on opposait aux chiffres globaux de l'empire allemand les chiffres globaux de l'empire anglais, métropole, colonies et dépendances? Le drapeau britannique couvrait en 1900 35 000 bâtimens et 11 millions de tonneaux; en 1912, 40 000 bâtimens et 14 millions de tonneaux.

Hambourg devenait le plus grand port du Continent; ni le Havre ni Marseille, ni même Anvers et Rotterdam, ni Lisbonne, Gênes et Naples ne l'égalaient plus. Mais toujours Londres et Liverpool surpassaient Hambourg, et Cardiff et Newcastle l'égalaient presque :

TONNAGE DES ENTRÉES EN 1912 (en millions de tonneaux)

Hambourg.	Londres.	Liverpool.	Cardiff.	Newcastle.
13,5	18,7	15,1	11,4	10,9

Il fallait donc se remettre à creuser, à construire, à lancer, à armer; aux œuvres hydrauliques et navales, il fallait sans cesse ajouter leurs complémens terrestres, voies ferrées, tramways, tunnel sous la rivière, entrepôts, usines électriques de force et d'éclairage, escaliers automatiques, ascenseurs, grues ambulantes, porteurs roulans, lignes télégraphiques et téléphoniques. Le consul général d'Angleterre à Hambourg écrivait dans son rapport de 1913 : « Quand les docks de Köhlbrand seront achevés, vers le milieu de 1914, Hambourg sera probablement le port du monde le plus commode et le mieux équipé, *Hamburg will probably be the most commodious and best equipped port in the world* (1). » — Mais à quel prix revenaient cet équipement et cette commodité?

Le même consul calculait en 1908 que l'État de Hambourg, à lui seul, aurait bientôt dépensé, dans la rivière seulement, plus de 240 millions de marks; mais il renonçait à chiffrer les dépenses terrestres de ce même État, et celles des États voisins, de la Prusse surtout.

Cent cinquante millions au moins pour la gare centrale, ses dépendances et succursales; cent millions pour les voies ferrées,

(1) *Diplomatic and Consular Reports*, Annual Series, nº 5212, p. 43.

les railways électriques, les tramways de la ville et les petits ou grands chemins de fer des faubourgs; cent cinquante millions pour la voirie, la propreté, l'hygiène et l'extension des rues et des routes suburbaines; deux cents millions pour les bâtisses administratives, Hôtels de ville et des postes, Chambre de commerce, Palais de justice, Cour coloniale, etc.; deux ou trois cents millions pour les fondations scolaires et scientifiques, Instituts chimique, hydrographique, nautique, naval, Laboratoires, Cours de pêcheries, Observatoire, Université commerciale, Hôpital colonial, etc.; cent ou cent cinquante millions pour les élévateurs, machines et outillage des quais, des docks, des magasins généraux, pour les logemens et casernes d'émigrans, les locaux de police et de surveillance, les palais d'exposition, les salles d'échantillons et de vente... L'historien qui voudra, année par année, suivre et jauger ce fleuve des dépenses publiques toujours élargi, n'aura plus tard qu'à consulter les rapports admiratifs, quoique impartiaux, des consuls anglais. Un calcul simple, grossier même, en ne prenant encore que les évaluations les plus basses, lui donnera la charge annuelle que pareille entreprise mettait en ces années dernières sur le dos du public : l'État de Hambourg avait dépensé depuis quarante ans un milliard pour le moins en cette affaire; l'intérêt annuel à 5 pour 100 et l'entretien annuel à 20 pour 100 représentaient au minimum une charge annuelle de 250 millions, non comprises les améliorations et les innovations, lesquelles chaque année se chiffraient par une quarantaine d'autres millions; au total, c'est 300 millions de marks que cette merveille de Hambourg coûtait annuellement au contribuable.

Mais cela n'est rien encore : à cette mise de fonds du public, qui pourrait dire, même à quelques centaines de millions près, ce qu'il conviendrait d'ajouter pour la mise de fonds des particuliers? combien de centaines de millions pour la flotte des six ou sept compagnies de navigation dont Hambourg était le centre? combien d'autres centaines de millions pour leurs bâtisses et matériel, tant sur la place de Hambourg que dans le monde entier, pour leurs incessantes constructions nouvelles et sur terre et sur l'eau, et en Allemagne, et en Europe, et en Chine, et en Amérique?... Et par combien de centaines d'autres millions encore évaluer, même du plus loin, l' « impérialisation » de toute la vie hambourgeoise?

Car le même orgueil impérial, s'emparant de tous les Hambourgeois, les avait dégoûtés des humbles maisons, des modestes façades et de cette ville de briques où 260 000 habitans vivaient d'économie avant l'Empire. Il fallait y loger en 1910 un million d'Allemands impériaux. Sur mer, l'Angleterre était le modèle envié; sur terre, ce fut l'Amérique, New-York et Chicago. Les Hambourgeois et, à leur suite, tous les parvenus des autres villes impériales résolurent de planter sur le vieux sol pauvre de leur Germanie les mêmes étages de marbre, de granit et de fer qui s'étaient levés, comme une moisson brusquement, mais naturellement grandie, sur les riches et neuves terres transatlantiques. Et l'on voulut les aligner en mêmes files interminables le long des mêmes avenues spacieuses et ensoleillées, les aérer des mêmes grands parcs, les décorer des mêmes arbres et des mêmes fleurs, les équiper des mêmes chaufferies, sonneries, machineries élévatoires, canalisations d'eaux froide et chaude, conduites de lumière, de force et de parole, et en multiplier sans cesse la longueur et la hauteur, et les réunir d'une ville à l'autre par d'autres files de villas suburbaines, pourvues du même confort mécanique et végétal, avec la même apparence, sinon la même réalité de luxe et de richesse.

L'Allemagne a toujours été le pays de l'imitation : depuis qu'elle est entrée dans le courant de la civilisation universelle, elle a passé les siècles à copier la civilisation du jour, avec cette tare des copistes qui ne voient d'originalité que dans l'agrandissement ou la réduction et qui ne mettent leur orgueil que dans la multiplication ou la surcharge.

Durant le Moyen Age, pour imiter la France, elle s'était couverte de monastères, de cathédrales et de *burgs*, et elle avait tant et tant multiplié la mode française de l'ogive que l'ignorance des siècles suivans avait appelé « gothique » cette invention de l'Ile-de-France. La Renaissance l'avait ensuite, à la mode italienne, puis flamande, hollandaise et anglaise, chargée de maisons bourgeoises et de palais municipaux : elle était devenue comme une place de *Rathaus*. Puis, revenant à l'imitation de la France, elle n'avait vécu durant deux ou trois siècles que pour donner à chacun de ses grands et petits princes quelque Versailles, mais de plus vastes dimensions : elle n'était plus qu'une façon de parc princier, où les peuples asservis et

les bêtes apprivoisées broutaient autour d'innombrables *Residenz;* le moindre de ses principicules entreprenait d'éclipser notre Grand Roi ; les Munich, les Aschaffenbourg, les Ludwigsbourg, les Cannstadt, les Solitude, les Karlsruhe et les Mannheim du Bavarois, du Wurtembergeois, du Palatin et du Badois l'emportaient sur nos Trianon autant que la flèche d'Ulm l'emporte encore sur nos modestes clochers de Notre-Dame, et Napoléon demeurait étonné devant les interminables colonnades du prince-évêque de Würzbourg.

L'Allemagne du xxe siècle décide de se faire usinière, et la voilà copiant l'usine anglaise ou américaine, mais sur des proportions dignes d'elle-même et de l'Empire. Elle ne rêve plus pour la moindre de ses petites villes que cheminées sans nombre et sans mesure; elle en étale les faubourgs ouvriers par-dessus remparts, collines et marais ; elle borde ses routes et ses fleuves de fabriques ; elle troue de mines et de carrières ses plaines et ses monts ; elle extrait sa houille pour la brûler et la brûle pour en extraire de nouvelle ; elle fond, forge, coule, lamine, veut faire plus d'acier, et plus de fers bruts, et plus de fers ouvrés, et plus de canons, et plus de blindages, et plus de tôles, et plus de machines, et plus de locomotives, et plus de rails que n'importe laquelle des nations usinières de l'Ancien et du Nouveau Monde. Une seule vision l'hypnotise : la cheminée allemande par-dessus toutes les autres! Un effort continu l'accapare : l'enrôlement universel, obligatoire, de tous les bras disponibles dans cette armée industrielle à qui vont être imposées, pour la gloire de l'Empire, des victoires comparables à celles de l'autre armée impériale ; six millions de salariés industriels en 1882, onze millions en 1907. Elle a perdu toute conscience des aptitudes héréditaires de la race, des conditions naturelles du pays ; elle néglige tout calcul de prudence et de profit assuré ; elle n'a plus aucune inquiétude, aucune estime même de la supériorité des rivaux ; une seule pensée l'entraîne : la conviction que rien ne doit résister à l'assaut du peuple impérial et que, seule désormais, la volonté allemande peut mettre une borne à l'expansion de l'impérialisme allemand.

Et la voici commerçante, décidant non seulement de s'affranchir elle-même et chez soi du courtage qu'elle payait depuis trois siècles à tous ses voisins maritimes et continentaux, mais de leur rendre à tous la monnaie de cette exploi-

tation séculaire. Elle se met au comptoir, double, décuple le nombre de ses boutiques, bâtit d'immenses bazars, flanqués de gigantesques entrepôts, et cloisonne, vitre, grillage des bureaux, des guichets, des *Offices*, des *Caisses*, et lance des éclaireurs innombrables à l'espionnage, puis à la conquête de toutes les places du monde où l'on peut acheter et vendre. Elle achète tout ce qui se présente. Elle vend tout ce qui se demande. Elle a une tenace furie de faire des affaires et d'être le seul ou le plus grand faiseur d'affaires, et d'enlever, coûte que coûte, les fournisseurs ou les cliens d'autrui : désormais sa mission divine n'est-elle pas d'installer sur le monde le monopole de ce commerce allemand, qui est l'empereur désigné de l'humanité trafiquante ?

« Si nous voulons aller de l'avant sur le marché mondial, disait Guillaume II aux gens de Brême le 18 octobre 1893, nous devons tous avoir en tête la vieille devise de la Hanse : *Navigare necesse est, vivere non est necesse*, il n'est pas nécessaire de vivre, mais il est nécessaire de naviguer. » Le commerce allemand prend cette devise et la suit au pied de la lettre : sans plus s'inquiéter d'une vie normale, utile et heureuse, il veut chaque matin, coûte que coûte, lancer et mettre à flot quelques nouvelles combinaisons et même toutes les combinaisons possibles de placement, de troc, d'échanges et d'acquêts. En 1882, l'Empire recensait 1 340 000 salariés du commerce, — en 1907 3 340 000. Et comment dénombrer la multitude des Allemands ou fils d'Allemands répartis au dehors pour tenir dans tout l'univers la représentation de la *firme* germanique ? entre 1882 et 1907, cette multitude avait sûrement triplé et quadruplé; avant l'Empire, la philologique Allemagne fournissait l'Europe de *doktors-professors;* c'est de *clerks* et de commis voyageurs que, depuis vingt-cinq ans, elle inondait les pays civilisés et barbares.

Industrie et commerce, vers ce double travail, l'Allemand tournait désormais son effort tenace et orientait le plus grand nombre de ses innombrables fils. L'agriculture lui paraissait occupation démodée, presque indigne de bras impériaux et que l'on devait abandonner aux humanités primitives ou décadentes. Alors que, dans tout le reste de l'Europe occidentale, même en Grande-Bretagne, on pouvait constater un « retour à la terre, » l'Allemand s'en éloignait de plus en plus; du

moins, il se jetait avec un élan plus aveugle vers les affaires. L'Empire et ses 60 ou 65 millions d'habitans comptaient plus de commerçans et d'industriels que les États-Unis avec leurs 120 ou 125 millions. Spécialisée depuis un siècle en ce double genre de vie, auquel l'avaient irrésistiblement destinée sa situation géographique et sa composition géologique, l'Angleterre restait encore plus commerçante ; mais elle le cédait désormais en industrie. L'usine allemande et la *firme* allemande devenaient, sur le patron anglais ou américain, les créations *dernier modèle ;* l'Allemagne entière était pour les affaires la maison *the most commodious and best equipped in the world,* — mais à quel prix?

Ici, les centaines de millions ne sont pas l'unité; c'est par dizaines de milliards qu'il faudrait évaluer ce que l'Allemagne, gouvernemens et particuliers, a dépensé depuis quarante ans pour impérialiser sa vie économique, et toute évaluation de ce genre ne saurait être que fantaisiste : soixante ou quatre-vingts milliards, disent certains Allemands qui veulent faire ressortir le bas prix de cet effort admirable et le merveilleux rendement de leurs méthodes, de leur organisation, de leur discipline; cent cinquante, deux cents, trois cents milliards, disent certains autres, qui veulent étaler et gonfler la valeur présente de cet établissement germanique.

Pour un bilan presque fictif, restons aussi bas que possible; ne prenons qu'une moyenne de cent milliards et ne calculons encore l'intérêt de cette mise de fonds qu'à 5 pour 100 et l'entretien annuel de cette entreprise qu'à 20 pour 100 : c'était donc une rente à payer de 25 milliards qu'était la surcharge annuelle dont quarante années de griserie impériale avaient doté, au civil, l'Allemagne de 1914. Car l'Allemagne de 1871 n'avait pas le premier sou de ce capital, et les cinq milliards de l'indemnité française, loin de la munir d'argent disponible, avaient achevé de l'en démunir : tout ce qui n'était pas passé dans le règlement de la victoire ou dans le Trésor de guerre de Spandau, avait amorcé une folie de spéculations qui, durant les trois années 1872-1875, conduisait le nouvel Empire au bord de la faillite. De 1871 à 1914, l'Allemagne vécut toujours sur le crédit renouvelé, élargi, démesurément propagé, et jamais elle n'épargna pour amortir, au sens que nous donnons, nous autres gens d'Occident, à ces deux mots d'épargne et d'amortissement.

Nous ne croyons épargner, nous, qu'en retirant de la circulation intense et en mettant à l'abri, dans les eaux tranquilles d'un placement sans aléas, des sommes dont le capital nous devient presque tabou et dont nous ne nous permettons plus de toucher que les modestes intérêts. Et nous ne croyons avoir amorti, non seulement qu'après avoir éteint la dépense initiale et les dépenses subsidiaires d'une entreprise, par le remboursement intégral de toutes les sommes engagées, mais encore qu'après l'avoir munie d'une ceinture d'appareils flotteurs et sauveteurs qui la garantissent de tout échouage et de tout naufrage dans le présent et dans le plus lointain avenir : fonds de roulement, de garantie, de réserve, etc.

L'Allemand impérial n'a jamais épargné qu'en rejetant une part, une très modeste part de ses bénéfices dans le tourbillon. Ébloui par les statistiques des caisses d'épargne allemandes, tel de nos consuls nous prédisait en 1911 l'éclosion prochaine d'une Allemagne assagie, prudente, capitaliste, presque rentière déjà. Mais les fonds de ces caisses continuaient en vérité de rester mobiles : ils rentraient sans arrêt dans le courant le plus accéléré, par l'intermédiaire des banques industrielles et des emprunts locaux, tant et si bien qu'au long d'une même année ils pouvaient entrer, sortir, rentrer et ressortir encore pour figurer dix et vingt fois de suite sur les registres.

L'Allemagne, de même, n'a jamais amorti son impérialisation qu'en l'étendant : elle a cru assurer la durée et la stabilité de son œuvre géante, en la rendant chaque jour plus kolossale, en l'entourant d'œuvres nouvelles, qui feraient, pensait-elle, office de contreforts et d'arcs-boutans. Les bénéfices annuels passaient tout entiers à couvrir les intérêts du passif et les dépenses du présent : il fallait l'emprunt quasi annuel pour assurer la préparation ininterrompue d'un avenir toujours reculé. Chaque année, l'Allemagne industrielle et commerciale se lançait en de nouvelles dépenses, espérant amortir d'un seul coup, les années suivantes, quand la conquête du monopole mondial, l'empire universel des affaires lui donnerait toute liberté et toute facilité de gain. Mais les années suivantes, le monopole n'était pas encore venu : il fallait donc s'acquérir de nouvelles armes contre les rivaux qui n'avaient pas encore la sagesse de se résigner à cet empire de droit divin, — et donc dépenser, dépenser toujours, et remettre d'années en années,

de décades en décades, l'ère des bénéfices abondans, durables, et l'épargne solide, et l'amortissement global.

*
* *

Ajoutez l'un des traits de cette éternelle Allemagne : l'Empire fut toujours une charge écrasante pour ses détenteurs, peuples ou souverains, moins par la force militaire, l'habileté politique, l'activité et l'énergie qu'il exigeait d'eux que par le fardeau financier qu'il les forçait d'endosser avec la pourpre. L'histoire de l'Ancien Empire n'est qu'une suite de nations et de dynasties ruinées où l'Empereur le plus riche devient en quelques années un pauvre sire : Carolingiens, Saxons, Franconiens, Hohenstaufen, tous finissent dans le dénuement et quelques-uns dans la mendicité; les unes après les autres, chacune des grandes nations germaniques est courbée, brisée par le triple fardeau impérial. Car autrefois comme aujourd'hui, l'Empire impose à ses titulaires, peuples et souverains, une triple dette, qui les écrase.

Ils doivent en premier lieu réparer les désastres, l'incurie ou les déficits du passé, restituer à l'Allemagne ces jours légendaires et de bonne mémoire où, sous ses grands Empereurs de jadis, elle était heureuse, prospère et de tous enviée.

Ils doivent en outre porter le sceptre et la couronne avec le faste qui convient : ce n'est que dans l'or et la pourpre qu'ils doivent loger leur grandeur, et celle de leurs peuples. Le Germain d'autrefois n'apercevait la Rome des Augustes que nimbée d'or, tuilée d'or, plaquée d'or, et le Germanique du haut Moyen Age, même apanagé de l'empire d'Occident, continua de tourner son respect vers la Byzance dorée des Porphyrogénètes, jusqu'au jour où son Barberousse lui étala sur la rive rhénane cette Mayence, sinon d'or, du moins de bois doré, où tous les seigneurs laïques et ecclésiastiques de la terre allemande et les ambassadeurs du monde chrétien vinrent aux beaux jours de 1184 saluer la Majesté impériale : désormais, la splendeur de Barberousse a pesé comme un ruineux souvenir sur les épaules de tous ses successeurs.

Mais, — troisième devoir, et plus impérieux et plus coûteux encore, — c'est aux bénéfices reçus annuellement par chacun d'eux que les fidèles Allemands ont toujours mesuré la valeur de

la Majesté impériale et leur devoir de fidélité envers elle : au sens le plus strict du mot, chaque Allemand a toujours entendu être le bénéficiaire de l'Empire. Or, ni le sol, ni le sous-sol, ni la situation géographique de la terre allemande, ni les qualités spécifiques de la race ne se sont jamais prêtés à une extension indéfinie du bénéfice de chacun, à une multiplication quotidienne des bénéfices de tous : il a toujours fallu que l'Empire et l'Empereur se missent en quête de nouveaux domaines et de nouveaux profits aux dépens du voisin. Plus encore que l'idée impériale elle-même, ce sont les frais impériaux qui ont toujours obligé l'Empereur à poursuivre la domination et l'exploitation universelles.

Au long du millénaire qui sépara des Carolingiens les Hohenzollern, une seule dynastie, celle des Habsbourg, trouva le moyen de faire et de conserver sa fortune, tout en détenant durant quatre ou cinq siècles l'Empire; mais ce fut par la suppression plutôt que par la solution du problème impérial. Le Habsbourg soigna ses affaires. Mais il négligea celles de l'Allemagne. Par son faste doré et son apparat magnifique, il soutint le prestige de sa majesté aux yeux de tout l'univers; mais il laissa les ruines s'accumuler ou se remplacer sur toute la face de la terre allemande; sauf quelques-uns de ses domaines propres et de ses peuples héréditaires, son Allemagne fut l'État le plus mal tenu et le peuple le plus malheureux en une Europe où la bonne tenue des États et le bonheur des sujets étaient le moindre souci des souverains.

La faute n'en fut pas au Habsbourg seulement. Il aurait peut-être, tout comme un autre, travaillé au bénéfice de ses fidèles, si ses fidèles avaient consenti à faire la dépense de l'entreprise impériale : à la Diète d'Augsbourg de 1510, il représentait sagement à ses sujets que le maintien de l'Empire ne saurait aller sans leur secours et appui, car l'unité à l'intérieur et la domination à l'extérieur « nécessitent de grandes dépenses que Sa Majesté n'était plus en état de supporter seule, après tout ce qu'elle avait déjà fait pour l'Empire dans les campagnes passées et présentes. » Mais l'Allemagne du XVIe siècle refusa toute contribution; elle entendait que la seule majesté impériale fît les frais du profit commun.

L'Allemagne du XIXe siècle a mieux compris les nécessités de la vie : elle a consenti au Hohenzollern un budget impérial,

qui, très modeste d'abord, s'est enflé impérialement : sans trop regimber, l'Allemagne en a consenti le triplement, le quadruplement, le quintuplement, à mesure qu'en bénéfices sonnans, elle espérait en recueillir les fruits. Où sont les jours où le premier des Hohenzollern prenait l'Empire à forfait moyennant un revenu de six cents millions de marks? Il est vrai qu'en ces années 1875-78, l'Empereur, ne faisant pas ses frais, imputait au crédit de l'Empire un passif presque constant. Les années ont passé : le revenu multiplié n'a pas supprimé le passif; apparent ou masqué, il est resté de coutume; l'équilibre n'a jamais été assuré que par des recours aux prêteurs, et la dette impériale s'est enflée dans la même proportion que le budget :

Budget de l'Empire
(en millions de marks)

	1875	1885	1895	1905	1910
Revenus	571	593	1 224	2 005	2 943
Dépenses. . . .	634	614	1 239	2 068	3 024

Dette de l'Empire

1870	1875	1885	1895	1905	1910
485	120	551	2 201	3 323	5 016

En ce budget de trois milliards sept cents millions (1913), l'administration intérieure ne figurait que pour une centaine de millions; l'assistance sociale, l'instruction publique et tous autres travaux publics que les chemins de fer en étaient exclus; les dépenses militaires, navales, diplomatiques et financières montaient, à elles seules, à deux milliards huit cents millions. L'Allemagne de 1913 payait cette rente magnifique pour soutenir l'édifice de l'Empire bismarckien, dont la seule utilité était de la garantir contre tous les orages du dedans et du dehors et d'assurer son exploitation sur les territoires arrachés par la violence bismarckienne aux voisins du pourtour, sur l'Europe agenouillée devant l'hégémonie prussienne, sur le monde destiné à la conquête industrielle et commerciale de l'impérialisme allemand... Deux milliards huit cents millions sont une belle prime d'assurance.

Devant ce budget, les mêmes questions viennent à l'esprit que devant les somptueuses colonnades du prince-évêque de Wurzbourg. Quand Franz et Karl de Schönborn, les évêques sérénissimes, construisaient, de 1720 à 1744, ces 500 mètres de façades, percées de 947 fenêtres, divisées en 312 chambres,

pourvues de 25 cuisines, de 5 galeries royales, et enfermant sept cours, une église, d'innombrables escaliers et la Grande Salle de 26 mètres sur 16, avec son dôme juché sur 26 colonnes de stuc et décoré par Tiepolo, quelle était donc la richesse et quels étaient les revenus qui pouvaient soutenir un pareil train? quel rendement pour les peuples avaient ces fastueuses dépenses?

En ce budget impérial, on n'aperçoit que deux chapitres productifs : les chemins de fer et, surtout, les postes et télégraphes. Les postes et télégraphes, qui coûtaient 88 millions à l'Empire en 1872, lui en rapportaient une centaine : en 1913, 764 millions de dépenses lui valaient 842 millions de recettes. Ce chapitre s'était donc octuplé, et voilà, disent les Allemands, la meilleure jauge de l'activité économique que cet empire militaire avait infusée à toute l'Allemagne.

Qui voudrait nier ou dénigrer cette activité parlerait contre l'évidence, et même « activité » n'est pas le mot juste : c'est agitation qu'il faudrait dire. Mais l'écureuil, dans sa roue, et s'active et s'agite. Le problème n'est pas de savoir si l'Allemagne, depuis quarante ans, s'était ruée de toute son ardeur à l'entreprise économique et à la spéculation financière, comme naguère à la critique verbale, à la spéculation philosophique et à la rêverie musicienne, ou comme autrefois à la bâtisse princière et aux fureurs théologiques, ou, plus anciennement encore, au brigandage chevalier et aux expéditions romaines. En affaires, la quantité importe assurément; mais la qualité décide, et mieux vaut gagner beaucoup en remuant quelques millions que brasser de nombreux milliards en perdant si peu que ce soit sur chacun d'eux.

Or, c'est de quantité, de masse, non de qualité, de valeur, qu'en affaires aujourd'hui, comme en beaucoup de choses autrefois, les Allemands s'étaient avant tout préoccupés : faire plus grand qu'autrui, sur le modèle d'autrui, faire chaque jour plus complet à la dernière mode fut toujours à leur gré synonyme de faire bien et de faire beau, et peu leur importait ce qu'ils faisaient et où ils le faisaient, pourvu qu'ils le fissent par-dessus le voisin. Le *Deutschland über Alles* mériterait d'avoir toujours été leur chant national : d'autres peuples désirent le mieux pour eux-mêmes et pour les autres et regardent plus volontiers au-dessus d'eux, vers l'idéal, qu'au-dessous ou autour d'eux,

vers le concurrent; ils ne croient pas que l'on grandisse vraiment à se guinder sur des échasses; certains même se méfient toujours des échasses, instrumens fragiles et traîtres...

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, le palatin Charles-Théodore décida de se bâtir une résidence sans rivale en Allemagne et à l'étranger. Il voulut avoir à Schwetzingen, dans la plaine du Rhin, les plus beaux jardins du monde, encore plus français et plus forestiers que ceux de Versailles, avec des cascades, des rivières et des pièces d'eau qu'en cette proximité du fleuve, il était bien plus facile qu'à Versailles de maintenir toujours combles et limpides. Il voulut avoir, non seulement ses galeries et ses orangeries comme le grand Roi, mais encore une reproduction de toutes les merveilles architecturales qu'il avait admirées au cours de son voyage méditerranéen. Il érigea trois temples antiques, un Temple circulaire d'Apollon, un Temple double de Mercure, un Temple à fronton de Minerve. Devant la ligne ruinée d'un aqueduc romain, il dressa une Roche de Pan, un Obélisque de 45 pieds, cinq autres obélisques. Il peupla d'urnes et de statues les ombrages de ses bois sacrés. Toute l'antiquité en réduction fut comprimée en ce médiocre espace. Mais Charles-Théodore, qui était de son temps et voulait en être, se piquait aussi du savoir et du goût les plus modernes : il joignit à ses ruines un Temple tout neuf de la Botanique, une mosquée avec deux minarets de 140 pieds, et des ponts chinois, et des jardins à l'anglaise, et une volière à la persane pour ses oiseaux de prix, et des bains à l'italienne pour ses belles amies, et une salle de spectacle pour les tragédies de M. de Voltaire, car il n'y avait pas alors de résidence achevée sans la présence ou sans les dernières œuvres du plus grand des philosophes.

Quand Charles-Théodore eut dépensé des sommes fabuleuses pour un palatin de ce temps, on s'aperçut que Schwetzingen, enfoui dans les boues du marécage rhénan, à distance égale, mais également regrettable du fleuve coulant et de la fraîche montagne, était une bouilloire l'été, une glacière aux moindres froids, un nid de fièvres, de moustiques, de rats et de bêtes malpropres : à trois lieues dans l'Est, la vieille capitale Heidelberg, malgré les tristes souvenirs de la dévastation française, restait sur sa jolie rivière, à l'orée de sa noire forêt, au penchant de sa rose montagne, le plus sain, le plus charmant

des séjours; à six lieues dans l'Ouest, la nouvelle capitale Mannheim avait au bord du Rhin un immense château, tout battant neuf, tout stuqué de rococo, tout tapissé de gobelins, et dont les milliers de fenêtres s'ouvraient sur les splendeurs du couchant, sur la brise et sur la gaîté du fleuve.

Il fallut abandonner Schwetzingen, que la nature refusait à ces caprices de l'homme et rendre le pays à sa vocation irrésistible qui était de porter des asperges, et non des minarets. Le château a subsisté pour sauver de l'oubli la mémoire de Charles-Théodore. Mais loin des splendeurs princières, dont la mode d'hier avait affublé cette bonne Allemagne, et loin de l'agitation industrielle et commerciale dont la mode d'aujourd'hui l'enfièvre, Schwetzingen vit tranquillement, bourgeoisement, et, plus encore que de son château, s'enorgueillit de ses asperges.

Quand les Allemands de 1900 résolurent de planter sur leur domaine impérial la plus grande usine et la plus grande *firme* des temps nouveaux, quand ils voulurent reproduire chez eux toutes les merveilles utilitaires qu'ils avaient admirées au cours de leurs voyages mondiaux, peut-être auraient-ils dû méditer cette leçon de Schwetzingen. L'homme propose et souvent même impose à la nature ses projets et ses ambitions; mais quels que soient l'énergie de ses efforts, la discipline et la ténacité de ses méthodes et le bel agencement de ses calculs, à lui, c'est elle qui, toujours, dispose en fin de compte.

Depuis mille ans et plus qu'obstiné et toujours déçu en son rêve impérial, l'Allemand, pour acquérir la domination et l'exploitation universelles, s'efforce de dresser sur sa terre les systèmes politiques et sociaux qui ont fait la grandeur ou la prospérité des voisins, il semble que toujours le sol, les occupans, la solidité ou le succès se dérobent à chacune de ces entreprises successives, aussitôt qu'elle arrive à son achèvement. L'usine et la *firme* kolossales, qu'à peine nous avons vues terminées, ces gigantesques cheminées, poussées à miracle comme les minarets de Charles-Théodore, ces ports, ces voies ferrées, ces gares, ces canaux, cette flotte, où tant de milliards furent engouffrés, n'avaient pas donné à l'Allemagne de 1914 ce qu'elle en avait espéré, ce que la réussite du voisin lui avait permis légitimement d'en attendre : tout au contraire.

Partie de la misère avec l'Empire, l'Allemagne du XIXe siècle avait cru, sous la bannière impériale, marcher vers la richesse,

vers l'apogée de la fortune : elle avait salué dans les cris de joie l'aube de ce xxe siècle qui devait être son siècle, à elle, comme le xixe avait été celui de l'Angleterre et comme le xviie celui de la France... Dès 1904, elle sentait partout des craquemens de faillites : simple crise de croissance, dirent les médecins tant-mieux. Mais en 1908-1910, la crise renouvelée semblait aux médecins tant-pis d'origine congénitale, et l'Allemagne entière commençait à s'inquiéter de la longueur de cette marche et de l'éloignement toujours renouvelé du résultat. En 1914, elle se voyait approcher enfin, non pas de la richesse attendue si longtemps et si vaillamment poursuivie, mais de la ruine peut-être, tout au moins des difficultés angoissantes, et c'est pour éviter la chute que, brusquement, elle pensa liquider son bilan par une guerre victorieuse : les milliards sauveurs de l'indemnité française amortiraient d'un seul coup tout son passif; l'annexion des colonies françaises donnerait à son commerce et son industrie un domaine, une réserve immenses; le servage économique, où le traité de paix mettrait la France et la Belgique, avec leurs marchés, leurs chemins de fer et leurs ports, permettrait un nouvel accroissement de la marine germanique qui toucherait enfin aux jours rêvés par les cordonniers de Spire : *Ist einst gross zur See...*; la France vaincue en 1914, il suffirait de quelques années pour que vînt le tour de la « fière Angleterre... » Et l'Angleterre jetée bas, l'Allemand aurait vraiment l'empire de l'Europe et du Monde. Il ne resterait plus qu'à remettre en leur place le Tsar, s'il osait regimber, et Dieu, s'il avait quelques écarts de conduite. Mais le Tsar n'était-il pas depuis un siècle et demi l'allié, l'intime, le tuteur ou le pupille tour à tour du Hohenzollern! et les partages de la Pologne n'avaient-ils pas rivé Berlin et Pétersbourg à la même chaîne infrangible?... Et Dieu était plus sûrement encore « avec nous. » Si l'Allemand avait besoin de Dieu pour jeter bas les autres peuples et les mettre en servage, Dieu avait encore un plus grand besoin de l'Allemand pour faire régner partout la vertu et la loi. Car, seul, le fonctionnaire prussien pouvait faire de l'Europe un jardin bien tenu sous les regards de l'Éternel, l'Éden des temps nouveaux, où l'arbre de la Science ne porterait plus que des fruits salutaires.

VICTOR BÉRARD.

L'IDÉE DE LA MORT

ET

LE PRIX DE LA VIE

Célébrer le grand changement d'âme déterminé par la guerre dans la nation française est devenu une banalité. Mais le plus souvent les banalités sont des vérités. De fait, rien n'est plus vrai que la transformation subie. Un souffle de patriotisme farouche et d'abnégation sublime a passé dans toutes les poitrines. Des forces latentes se sont dégagées; des sacrifices héroïques, invraisemblables, ont été consentis, et le scepticisme frivole s'est mué en un saint enthousiasme. Une universelle volonté vers le bien inspire toutes les mentalités.

Nous ne voulons nullement faire ici le bilan de cette rapide évolution. Mais il est un point de psychologie sur lequel doit être appelée l'attention des rêveurs, et peut-être même des autres. Il s'agit de la forme que revêt à l'heure présente l'idée de la mort.

La mort! Le plus redoutable des problèmes qui aient jamais passionné les hommes, même les plus incultes, même les plus sauvages.

Aujourd'hui, à force de voir la mort de près, on a fini par reconnaître qu'elle n'est pas aussi terrible qu'on le croyait il y a peu de temps.

*
* *

Aux anciens, nos maîtres en toutes choses, la mort n'inspirait que peu d'épouvante. Alors les soldats qui marchaient à la

bataille plaisantaient volontiers sur leur destin, même quand ce destin paraissait un trépas assuré. « Ce soir nous souperons chez Pluton, » disait Léonidas aux Thermopyles.

Socrate, avant de boire la ciguë, conversait tranquillement, presque joyeusement, avec ses disciples, et le *Phédon* nous a gardé le souvenir de cette belle sérénité. Lorsque Criton lui demande quelques indications sur les mesures à prendre pour l'ensevelissement :

> Quels soins faudra-t-il prendre, ô maître, de ton corps?

Socrate, *avec un petit sourire railleur*, lui répond :

> Ainsi, mon cher Criton, malgré tous mes efforts,
> Tu prétends que Socrate est cette chair instable!
> Non! non! le vrai Socrate, il est insaisissable :
> Et, quand tu penseras le tenir en tes mains,
> Socrate aura quitté le peuple des humains!

Les Stoïciens, qui ne voulaient pas regarder la douleur comme un mal, traitaient la mort avec plus de dédain encore que la douleur. N'est-elle pas la nécessité inéluctable, en même temps que l'inviolable asile contre toutes tyrannies? Pourquoi se révolter de la condition commune? Être né, cela veut dire qu'on doit mourir un jour.

Pour les vieux Romains de la République, comme pour les grands Stoïciens de l'Empire, la crainte de la mort était de tous les sentimens humains le plus vil.

Épicure et son grand disciple Lucrèce arrivaient, quoique par des voies toutes différentes, aux mêmes conclusions que les Stoïciens. En des vers magnifiques, dont l'éloquence et la précision ne peuvent être surpassées, Lucrèce nous donne les puissantes raisons pour lesquelles la mort n'est nullement à craindre. Il s'adresse à l'homme qui, songeant à son trépas, s'inquiète et s'épouvante :

« Quelle absurdité! Pourras-tu être malheureux, quand tu ne seras plus?

Non miserum fieri qui non est, posse.

Pourquoi te lamenter sur ton sort futur, et t'indigner à l'idée que les oiseaux et les fauves déchireront ton corps, ou que tes

membres seront brûlés par la flamme ? Il n'est pas raisonnable, étant vivant, de pleurer sur sa propre mort.

Scire licet nobis nihil esse in morte timendum,
Qui possit vivus sibi se lugere peremptum?

« Alors en effet tu seras endormi dans une torpeur éternelle, en laquelle aucun regret ne pourra plus t'atteindre. Tu auras le silence et le repos. Qu'y a-t-il là de triste? Quelle plus grande sécurité que ce prolongé sommeil? »

Nec desiderium nobis nos attigit ullum,
Num quid tibi horribile apparet? Num triste videtur
Quidquam, nonne omni somno securius exstat?

Avant Lucrèce, Platon avait formulé ce raisonnement d'une manière irréprochable : « Ou tu es vivant, ou tu es mort. Si tu es vivant, rien à craindre de la mort, puisque, par définition même, tu possèdes la vie. Si, au contraire, tu es mort, tu ne seras plus là pour déplorer chose quelconque. On ne déplore que si l'on existe. Ce qui est privé d'existence ne peut ni regretter, ni craindre, ni espérer. »

On sait que cette logique, d'ailleurs absolument rigoureuse, a coûté la vie au malheureux Étienne Dolet. Il avait traduit l'*Axiochos* de Platon, où l'auteur grec disait, dans une des branches de son dilemme : « après la mort, tu ne seras plus rien du tout. » Encore que Dolet ne fût que traducteur, on lui fit un crime capital d'avoir nié l'immortalité de l'âme, ce qui le conduisit droit au bûcher.

Dans un cas comme dans l'autre, que l'on admette ou non une âme immortelle, la conclusion est la même; c'est que la mort est peu de chose.

Si l'âme survit à la décomposition de notre chair, si, comme toutes les religions l'admettent, il y a une Walhalla ou un Paradis dans lesquels le moi impérissable sera accueilli, la mort est un événement accessoire. La vie terrestre n'est qu'un passage, qui est très court et de peu d'importance ; de sorte que la fin de la vie ne termine rien, puisqu'elle ne termine pas la conscience. Donc, dans ce cas, pas de terreur.

Si au contraire avec notre dernier souffle le *moi* disparaît et s'anéantit dans un sommeil sans rêve et sans réveil, le *moi*

ne sera plus là pour formuler quelque regret. Alors, rien non plus n'est à craindre.

Ainsi, de quelque manière que l'on raisonne, soit comme Lucrèce, soit comme Mahomet et les Pères de l'Église, on peut regarder la mort en face, et sans trembler.

*
* *

Pourtant la Nature a fixé chez tous les êtres vivans une idée maîtresse, presque irrésistible : c'est l'horreur de la mort.

Il semble en effet que les êtres animés aient tous une tâche à accomplir, qui est de vivre, de croître, et de se multiplier à la surface de notre humble planète. Des myriades d'êtres respirent et ont respiré sans paraître avoir eu d'autre destination que de respirer le plus longtemps possible, en dépit des forces antagonistes, et des ennemis innombrables. Cette perpétuité de vie n'a pu se prolonger à travers les âges que parce que tout être vivant était possédé par l'amour de la vie, amour instinctif, tenace, intangible, qui précède tous les sentimens et qui survit à toutes les émotions, qui domine toutes les volontés, qui efface tous les désirs, qui débute avec le premier vagissement du nouveau-né et ne s'achève qu'avec le dernier soupir du moribond.

Pour combattre cet inflexible appétit de vie, les raisonnemens, même les plus ingénieux, seront à peu près sans force. Nous ne pouvons guère imaginer une société dans laquelle, par quelques syllogismes ou quelques dilemmes, même irréfutables, on aura persuadé à un individu que la vie ne vaut pas la peine d'être vécue et que la mort est un accident négligeable. Aucune logique ne pourra ébranler un sentiment universel, inhérent à notre existence animale, et puissamment établi par une hérédité de cent millions de siècles.

Tout de même, selon les mœurs du jour, et les conditions présentes, d'après les climats, les races, les littératures, ce frénétique amour de la vie est variable en intensité. Chez les Romains et les Grecs, la mort, *pallida mors*, semblait moins hideuse qu'elle ne le fut au Moyen Age, où elle était sinistrement représentée. Chez les Musulmans, les Chinois, les Japonais, elle est moins redoutée que chez les Occidentaux.

En Europe, avant la guerre tout au moins, on se faisait de la mort une idée épouvantable et sombre. Communément elle était déclarée le pire des malheurs. Notre sensibilité, devenue

maladive, s'était exaltée à ce point que nous ne la traitions plus avec la froide indifférence que, de vrai, elle mérite.

Mais, aujourd'hui que plusieurs millions d'hommes sont à chaque jour, à chaque heure, à chaque minute, en présence de la mort, toujours menaçante, grâce aux projectiles implacables qui pleuvent de toutes parts, la mort paraît une péripétie assez banale. Chaque soldat se répète le mot qui, dans un roman célèbre, fait du soldat polonais Bartek un héros : « On ne meurt qu'une fois ! » Et alors, sans fanfaronnade, mais sans frisson, gardant la prudence nécessaire au vrai brave, nos troupiers affrontent les plus sanglans combats sans se perdre en lamentations inutiles.

On a observé d'ailleurs la même sérénité aux heures des grands cataclysmes sociaux. Le danger grandit le courage. Pendant la Terreur, quand la guillotine était dressée sur les places publiques, ce n'était pas la terreur qui régnait, mais une sorte de résignation calme. Devant l'inévitable, les récriminations et même les larmes s'arrêtent.

En 1915, non seulement les soldats, mais encore ceux qui ne sont pas exposés aux bombes et aux balles, les mères, les pères, les épouses, les fiancées, les amis se sont fait une idée plus adoucie des périls que courent les êtres chers qu'ils adorent. Ils courbent la tête sous la nécessité. Certes oui. Mais ils comprennent aussi que la mort n'est pas le mal suprême. La vie a acquis un prix moindre. L'importance des existences humaines a diminué.

Pour prendre une comparaison qui, je l'espère, ne pourra froisser personne, il en est de nos idées sur la guerre meurtrière, comme des idées que se fait un joueur sur l'or.

Je suppose qu'on connaît le tapis vert d'une maison de jeu. Sur la table fatidique sont disposées des pièces d'or, parfois en masses épaisses; quelquefois des billets de banque, de gros billets, qui, selon les fantaisistes soubresauts d'une petite bille qui roule, passent d'un côté à l'autre. En quelques minutes toute une fortune se disperse à droite ou à gauche. Cet or, qui représente de longues heures, de longs jours, de longs mois épuisés à un patient travail, cet or a perdu en ce lieu toute sa valeur. Le joueur ne sait plus ce que représentent en réalité cent francs, ou cinq cents francs, ou mille francs. Sans hésiter il confie au hasard ce qui est le salaire d'un long effort.

De même, dans la guerre d'aujourd'hui, la notion vraie de la vie humaine s'efface, comme la notion vraie de la pièce d'or devant une table de jeu. La France met comme gigantesque enjeu du gigantesque conflit tous ses jeunes gens. Et elle les expose sur les champs de bataille sans en faire le compte, comme le joueur expose son or sur le tapis vert, en oubliant le labeur et le bonheur que tout cet or représente.

Quand, pendant la paix, nous apprenions qu'un sous-marin, avec quinze hommes d'équipage, avait coulé à pic, un long cri d'horreur s'élevait. Quoi ! quinze braves jeunes gens disparus, ensevelis aux profondeurs de l'Océan ! Quel désastre ! Quelle douleur ! Mais que ce matin nous venions à apprendre que, dans la conquête d'une tranchée ennemie, nous avons perdu quinze cents hommes, c'est-à-dire cent fois plus de morts que par l'effondrement du sous-marin, nous nous applaudirons du résultat obtenu, en oubliant presque le prix qu'il a coûté. La mort de quinze cents soldats, après que tant d'autres ont succombé, a décru en importance.

Pendant la bataille, le combattant voit tomber autour de lui ses camarades ou ses chefs avec une sorte d'insouciance ; et cette insouciance est héroïque, car il est exposé aux mêmes périls, et son tour va venir tout à l'heure. Mais la vie humaine lui apparaîtra, qu'il s'agisse de ses compagnons ou de lui-même, bien plus négligeable qu'en temps de paix, dans les conditions normales de réflexion et de sécurité.

On s'habitue à tout, à l'exil, à la douleur, à la pauvreté. Et j'oserai dire, encore que l'expression paraisse singulière, qu'on s'habitue à la mort.

*
* *

Quoique je ne sois ni un barbare, ni un stoïcien, ni un mystique, je m'imaginerais volontiers que cette indifférence peut se justifier.

Même pour les plus heureux parmi les hommes, la vie est lourde, faite de soucis plus que de joies, de craintes plus que d'espérances. Le bien-être général, du corps et de l'âme également satisfaits, cette *euphorie*, qui nous a souri à certaines rares heures de la jeunesse, est chose exceptionnelle. Que dire alors des malheureux qui languissent dans la maladie, ou s'étiolent dans la misère, ou sont dévorés par des passions

inassouvies, ou luttent durement pour conquérir le pain de chaque jour? A tous ceux-là, malgré les quelques maigres compensations, clairsemées, que le hasard est venu leur apporter, la mort est la délivrance suprême.

Dans des vers admirables, trop peu connus, Victor Hugo donne de cette délivrance un symbole saisissant.

Il suppose qu'il tient dans sa main un innocent petit oiseau qu'il a enlevé de sa cage, où le pauvret était prisonnier, et malheureux de sa prison. Au dehors, tout est printemps, épanouissement, joie :

O renouveau! soleil! Tout palpite, tout vibre,
Tout rayonne, et j'ai dit, ouvrant la main : « Sois libre. »
L'oiseau s'est évadé dans les rameaux flottans,
Et dans l'immensité splendide du printemps;
Et j'ai vu s'en aller au loin la petite âme
Dans cette clarté rose où se mêle une flamme,
Dans l'air profond, parmi les arbres infinis,
Volant au vague appel des amours et des nids,
Planant éperdument vers d'autres ailes blanches,
Ne sachant quel palais choisir, courant aux branches,
Aux fleurs, aux flots, aux bois fraîchement reverdis,
Avec l'effarement d'entrer au paradis...
Alors, dans la lumière et dans la transparence,
Regardant cette fuite et cette délivrance,
Et ce pauvre être, ainsi disparu dans le port,
Pensif, je me suis dit : « Je viens d'être la mort. »

La vie est bonne, certes : mais elle n'est pas assez uniformément bonne; elle nous réserve trop de surprises désagréables, et trop d'ennuis attendus pour que nous ayons le droit de la considérer comme un bien suprême, et le seul bien. On sera équitable pour la vie, et certainement très optimiste, en disant que la vie est un bien douteux.

Notre calme de 1915 est donc plus justifié que notre sensiblerie de 1913. Sachons, par quelque serein mépris de la mort, sortir de notre basse animalité, et vaincre cet instinct exclusif et violent, qui est la soif de vivre. Aimons la vie, source nécessaire de toutes les belles et bonnes choses, mais ne l'adorons pas d'un culte désordonné; car elle roule dans son cours précipité, et parfois fangeux, bien des douleurs et bien des larmes.

Surtout, ne sacrifions à aucune crainte ce qui est noble et ce qui est juste. De toutes les vertus nulle n'est plus nécessaire

que le courage. C'est la première, sans laquelle il n'y a plus rien. C'est celle qui convient le mieux à l'homme; c'est celle qui convient le mieux à la femme. La peur est, de tous les sentimens humains, un des plus abjects, et qui excite le moins de compassion. Et la peur, c'est le plus souvent un effarant amour de vivre.

Je ne parle ici que des jeunes hommes : car ceux-là seuls sont intéressans. Les autres, les hommes mûrs, et surtout les vieillards, s'ils attachaient quelque prix à la vie, seraient dénués de tout bon sens. Ils regrettent des biens qui ne les touchent plus.

Toute chose pour eux semble être évanouie.

La progressive et sûre destruction des organes les a tous frappés successivement, démolissant chacun d'eux pièce à pièce, lambeau par lambeau. Les cheveux blanchissent, la peau se ride, les muscles tremblent, la voix se casse, la vue se trouble, le rire s'éteint, l'intelligence baisse et passe au radotage. On devient une ruine, une loque. On n'a même pas à espérer que des sensations nouvelles vont, par quelque émotion imprévue, rafraîchir cette décadence. *Eadem sunt omnia semper.* Ce n'est que répétition de sensations jadis éprouvées. L'avenir ne réserve aux vieillards que du *déjà vu;* ce qui ôte, à ce court avenir, le principal attrait de toute humaine existence : la curiosité.

Vraiment oui ! pour les vieillards, même quand ils se peuvent repaître de souvenirs charmans, il est sot de se cramponner à la vie. Que ne disent-ils, avec La Fontaine (1) :

Il faudrait qu'à cet âge
On sortît de la vie ainsi que d'un banquet.

Banquet! Charmans souvenirs! Illusions d'autrefois! Hélas! pour combien de pauvres vieux la vie n'a-t-elle pas été un fardeau très lourd! Et, quand la mort frappe à leur porte, au lieu de dire : Encore! ne seraient-ils pas plus avisés de dire : Enfin!

(1) Pourtant le même La Fontaine s'est contredit d'une manière assez étrange : car il importait assez peu au bonhomme d'être conséquent avec lui-même. En effet, il remémore le mot de Mœcenas qui avait dit : « Pourvu que je vive, c'est assez, » et il trouve le mot *si beau* qu'il le met en note dans sa fable *La mort et le bûcheron,* avec une naïve admiration.

Cet état d'âme, qui devrait être celui de tous les vieillards, n'est triste que d'apparence : il est en réalité un grand apaisement.

Assurément, j'ai exagéré les désenchantemens de la vieillesse. Je connais le *De senectute* de Cicéron. On m'a dit que certains vieillards peuvent s'intéresser encore aux efforts des jeunes gens, à leur héroïsme, à leurs amours; on m'a assuré que les grands problèmes de la science et de la vie peuvent encore passionner l'esprit des vieux; on m'a affirmé que les choses peuvent alors se juger avec l'impartialité souriante d'un spectateur qui, de loin, voit se dérouler les scènes émouvantes, belles parfois, dont il lui est interdit d'être l'acteur trépidant. Oui! Peut-être. Tout de même, à mesure que l'âge avance, on devrait regarder la mort, qui est plus prochaine, avec plus de sérénité.

Et je crois bien que ceux-là seuls méritent d'être appelés du beau nom de sages.

*
* *

Comme notre psychologie, notre économie politique s'est modifiée profondément. Il se fait en ce moment un prodigieux gaspillage, non seulement d'or et de munitions, mais encore, — ce qui est tout de même plus important, — de vies humaines. Grâce à l'ardeur patriotique des combattans, la montagne de cadavres, qui s'élève en ce moment, monte beaucoup plus haut que celles qui furent oncques élevées par les orgies guerrières d'autrefois. On est bien au-dessous de la vérité en évaluant à huit millions le nombre des jeunes hommes que, de part et d'autre, cette sombre guerre a fauchés ou irrémédiablement mutilés déjà.

De savans économistes n'ont pas craint d'évaluer en une certaine somme d'argent le coût d'une vie humaine. Calcul qui paraît d'abord quelque peu brutal, mais qu'on a cependant, après les maîtres, le droit de faire. Admettons qu'un homme gagne, en moyenne, deux mille francs par an. A 5 pour 100 d'intérêt, le capital d'un adulte est donc voisin de quarante mille francs. Ainsi, les huit millions d'hommes tués ou estropiés représentent un capital de près de trois cent cinquante milliards. Voilà ce qu'ont coûté au monde, rien qu'en capital humain, les lugubres ambitions de François-Joseph et de Guillaume.

Cette somme inouïe, prodigieuse, invraisemblable, que nous

pouvons écrire sur le papier en alignant beaucoup de zéros à la suite d'un premier chiffre, notre imagination ne peut en mesurer l'étendue. Mais, si colossale qu'elle soit, elle n'est rien au prix de l'immense flot de douleur qui s'est déversé sur le monde.

N'insistons pas. Ce crime pèsera sur la conscience, — au cas où ils auraient une conscience, — de ceux qui en furent, de loin ou de près, les instigateurs.

Cependant il ne faut pas se laisser emporter par une indignation d'ailleurs parfaitement légitime, mais plutôt se demander si, au point de vue économique, la perte est irréparable, comme elle l'est au point de vue sentimental.

On connait le mot cynique de Napoléon, contemplant, au soir d'une bataille, le champ de carnage où s'était exercé son génie militaire : « Une nuit de Paris réparera tout cela! » Parole impie assurément, mais, dans une certaine mesure, vraie. Et, en effet, la Nature est d'une assez puissante fécondité pour remédier rapidement à ces grands désastres. Si les naissances étaient aussi nombreuses qu'elles pourraient l'être de par notre constitution physiologique, si les volontés conjugales, par leurs méprisables économies, ne venaient pas mettre d'odieux obstacles à la génération, alors une ou deux années suffiraient, non pour apaiser des douleurs inapaisables, mais pour précipiter dans la vie de nouvelles existences humaines, aussi abondantes que les existences sacrifiées.

A vrai dire, cette consolation, si c'est une consolation, n'est justifiée qu'en apparence. En effet, dans les batailles, dans les guerres, ce sont les plus braves soldats qui succombent. Il y a sélection, mais sélection à rebours. Ce ne sont ni les médiocres, ni les pires, mais les meilleurs qui tombent. Ceux qui ont péri étaient plus héros encore que les héros qui ont survécu. C'est comme si un ange exterminateur avait choisi, pour les anéantir, parmi les jeunes hommes de l'Europe âgés de vingt à quarante ans, ceux qui ont le corps le plus sain et l'âme la plus vaillante. C'est l'élite de vingt générations qui fut sacrifiée. Voilà le cruel : voilà l'irréparable.

*
* *

Ceux qui disparaissent ne sont pas à plaindre. Ils sont pieusement morts pour la patrie. Ils n'ont pas eu pendant des heures les supplices d'une longue agonie qui torture, ni pen-

dant des années les horreurs d'une longue maladie qui disloque. Mourir vite, fièrement, et dans l'ivresse d'un combat : c'est une destinée enviable.

Mais il n'y a pas seulement les combattans et les morts. On peut et on doit penser à ceux qui restent. Ceux qui partent sont heureux; les larmes sont à ceux qui survivent. De ceux-là, le deuil est affreux, barbare.

La mort d'une mère, ou d'un père, quoique la douleur en soit toujours très aiguë, est dans l'ordre naturel de notre infortunée condition humaine. Au contraire, la perte d'un enfant ou d'un jeune époux a quelque chose d'amer et d'inique. N'est-ce pas Euripide qui disait : « Les temps de la paix sont ceux où les fils pleurent les pères; les temps de la guerre, ceux où les pères pleurent leurs fils. » Et nous vivons, hélas! en ces temps inhumains.

Inclinons-nous devant ces douleurs. Comme à ces fleurs délicates que tout contact offense, il leur faut la pudeur du silence et de l'ombre. C'est presque un blasphème que de tenter une consolation.

Pourtant on nous permettra de conter une des vieilles légendes de la Grèce, belle peut-être, mais d'une beauté rude, austère, et même un peu cruelle.

Cérès, chaque année, descendait de l'Olympe pour visiter les demeures des mortels. Mais, comme elle dissimulait sa divinité, l'accueil qu'elle recevait n'était pas toujours bienveillant. Un jour cependant, elle fut reçue généreusement par un humble ménage de laboureurs, l'homme et la femme, des vieillards déjà. Et l'hospitalité de ces pauvres gens fut si cordiale que Cérès en fut touchée, et résolut de la récompenser. Le soir était venu : le soleil se couchait à l'horizon. Or, voici que, revenant de leur labour, apparurent deux grands garçons, joyeux et robustes, qui, fiers de leur travail terminé, entrèrent dans la cabane, et saluèrent, pleins de respect et de tendresse, leurs vieux parens. Alors Cérès, pour leur éviter les affres de la vie, comme récompense, les toucha du doigt, et soudain, sans souffrance, ils tombèrent morts, les deux beaux jeunes hommes, en pleine vigueur, en pleine santé, en pleine joie.

Heureux ceux qui meurent jeunes!

CHARLES RICHET.

REVUE DRAMATIQUE

LE THÉATRE DE JULES LEMAITRE

En lisant dans les journaux, le mois dernier, qu'un service anniversaire venait d'être célébré dans l'église de Tavers en souvenir de Jules Lemaître, j'ai éprouvé comme un remords de n'avoir pas encore payé ma dette au brillant et délicat écrivain de théâtre qui nous a trop tôt quittés. Se peut-il que j'aie laissé passer tout un an sans rendre hommage à l'auteur de *Mariage Blanc*, du *Pardon*, de *l'Aînée*? Mais dans l'angoisse qui nous étreint, parmi tant d'émotions communes et de tristesses intimes, nous ne savons plus comment nous vivons... De toute son œuvre, la partie que préférait Jules Lemaître, c'étaient ses comédies. Essayiste, critique de théâtre, romancier, chroniqueur, conférencier, écrivain politique, et partout l'égal des premiers, le métier d'auteur dramatique est celui auquel il a dû ses plus grandes joies. Je lui ai souvent entendu répéter que c'était pour lui un effort de prendre la plume quand il avait à exposer des idées, — effort qu'à vrai dire ne faisaient guère soupçonner le tour aisé de sa phrase et le naturel de son style; les mots venaient d'eux-mêmes, quand il s'agissait de faire dialoguer des personnages : le délicieux causeur leur prêtait toute l'agilité et toute la finesse de son esprit, et ce n'était pas plus difficile que cela. Pour moi, et si largement que je rende justice aux maîtres du théâtre d'aujourd'hui, je puis bien avouer qu'aucunes pièces ne m'ont causé un plaisir plus particulier, j'allais dire : plus personnel, que les meilleures comédies de Jules Lemaître. J'y trouvais si continûment répandues les qualités qui me sont le plus chères : la penétration morale, la justesse de l'observation, la délica-

tesse de l'analyse, la pureté du goût, la parfaite simplicité, sans rien de ce cabotinage qui trop souvent sert de rançon aux plus beaux dons de théâtre. Ce que j'en aimais encore, c'était l'originalité sans étalage et sans défi. Je les ai toutes entendues dans leur nouveauté avec ravissement; je viens de les relire d'ensemble et je n'y ai trouvé ni moins de grâce, ni moins de profondeur : je ne saurais en parler qu'avec tendresse de cœur. Faut-il m'en excuser ? Je n'abuse pas de la critique impressionniste, et si elle peut une fois m'être permise, ce doit être à propos de Jules Lemaître.

A la date où fut jouée *Révoltée*, en 1889, le théâtre traversait une crise de renouvellement. La formule à laquelle Augier et Dumas avaient dû leurs plus beaux succès semblait usée : en fait, Augier après *les Fourchambault* avait pris congé du public et Dumas se bornait à lui promettre *la Route de Thèbes* qu'il ne devait jamais lui donner. Sardou se confinait dans le genre historique. Meilhac et Halévy avaient cessé leur prestigieuse collaboration. Ceux qui allaient prendre la place de ces glorieux aînés n'en étaient qu'à leurs débuts, ou même n'avaient pas encore abordé le théâtre. M. Paul Hervieu n'avait pas fait représenter sa première pièce, *les Paroles restent*, ni M. François de Curel *l'Envers d'une sainte*, et M. Maurice Donnay n'était pas sorti du Chat Noir. M. Henri Lavedan n'était pas encore l'auteur du *Prince d'Aurec*, ni M. Brieux celui de *la Robe rouge*. Cependant il se faisait, dans la presse et ailleurs, un grand bruit de controverses dogmatiques et une abondante consommation de théories. L'un tenait pour la tranche de vie et l'autre pour le théâtre d'idées. Le Théâtre-Libre tentait l'effort le plus suivi auquel on eût encore assisté pour enlizer le théâtre dans la grossièreté. Et les cosmopolites, toujours à l'affût, s'évertuaient à amonceler sur notre scène les nuées des dramaturgies étrangères.

Dans quel sens allait s'orienter Jules Lemaître? Il n'était que de le demander à ces feuilletons qui faisaient alors, chaque semaine, la joie des lettrés. Car c'est au critique dramatique que nous devons l'écrivain de théâtre : il n'y a sur ce point aucune espèce de doute. On sait avec quelle facilité Jules Lemaître subissait l'influence des milieux qu'il traversait : obligé de fréquenter les théâtres par devoir professionnel, il en vint tout naturellement à écrire pour eux. Certes l'ancien normalien, deux fois traditionaliste par tempérament et par éducation, était le plus classique des hommes; mais il était aussi le plus épris de modernité, — je ne dis pas de parisianisme, quoiqu'il fût provincial. Le boulevard ne l'avait pas ébloui : au temps de sa

plus grande vogue, son village lui resta cher, et il ne cessa d'en aimer la douceur tourangelle. Entre les classiques, c'était au plus classique de tous qu'allaient ses préférences. Il avait écrit une thèse sur Corneille, et même une thèse latine; mais c'est Racine qu'il relisait. Il avait du goût pour Marivaux; mais pour Musset il allait jusqu'à l'adoration. Parmi les pages les plus exquises qu'il ait écrites, je mettrais, à côté de sa fameuse méditation sur ce vallon de Port-Royal où rêva l'enfance de Racine, sa Préface pour une édition des *Comédies et Proverbes*. Est-il besoin de dire le mépris que lui inspiraient les vaines combinaisons du pauvre Scribe et l'horreur qu'il éprouvait pour le mensonge du drame romantique? Chaque fois qu'il rencontre sur son chemin Émile Augier, il le salue pour son vigoureux bon sens et sa saine raison bourgeoise, avec une admiration où perce un brin d'ironie; mais il revient sans cesse à Dumas fils, dont les idées littéraires aussi bien que morales l'attirent et l'inquiètent, et dont, en s'en défendant, il subit la maîtrise. Au théâtre de Becque il reproche le convenu d'une amertume continue et sans nuances. Toutes ses complaisances vont à ce mélange unique d'observation, de fantaisie, d'esprit, d'ironie désabusée et indulgente qui est proprement la marque Meilhac et Halévy. Un mot encore. Dans les analyses qu'il faisait des pièces de théâtre, — et qui si souvent étaient plus intéressantes que les pièces elles-mêmes, — Jules Lemaître se plaçait aussi peu qu'il était possible au point de vue du métier. Que cela fût « du théâtre » ou non, cela lui était bien égal, pourvu qu'il y aperçût quelque rapport avec la vie. Il ne s'intéressait pas du tout aux mêmes choses que son bon maître Francisque Sarcey. Ce fut l'originalité de sa critique et cela en fit le prix. On n'y sentait ni le technicien, ni le spécialiste, mais l'honnête homme qui devant les spectacles de la scène songe à ceux de la réalité, se souvient, s'interroge et soumet les inventions de l'auteur au contrôle de son expérience. Une pièce très bien faite le laissait indifférent et même assez dédaigneux : il ne se sentait pas d'aise devant un ouvrage dramatique, même imparfait, qui avait attrapé un peu de la ressemblance humaine et posé quelque ingénieux cas de conscience. Car avant tout, et à la manière française, il était un moraliste.

On commence toujours par imiter. Dans le feuilleton où Lemaître critique présenta à ses lecteurs habituels la première pièce de Lemaître auteur dramatique, il leur confia qu'il était d'abord allé porter son manuscrit à Dumas fils et à Ludovic Halévy. C'était reconnaître une dette, car *Révoltée* devait beaucoup au théâtre de l'un

et de l'autre. Curieux de psychologie et soucieux de modernité, comme il l'était, Jules Lemaître avait été tenté de mettre à la scène, pour ses débuts, la dernière incarnation du sphinx féminin. Hélène Rousseau est une sorte de *Froufrou* transportée dans un autre milieu. Mais on ne fait pas une pièce de théâtre avec un portrait de femme, une comédie avec une étude de psychologie. Il faut un cadre à ce portrait, une intrigue autour de cette étude. L'auteur a donc imaginé que son héroïne est une enfant naturelle; au cours de la pièce il lui fait retrouver sa mère, son frère et toute sa famille. Même cette cascade de reconnaissances lui avait suggéré une scène sur laquelle il comptait beaucoup. Quand Hélène Rousseau découvre que Mme de Voves est sa mère, elle s'abstient de se jeter dans les bras de cette mère, retrouvée au bout de vingt ans, et de la couvrir de baisers entrecoupés de sanglots. Cette révélation la laisse froide. « Ainsi, vous êtes ma mère... C'était ma mère, cette dame qui m'appelait au parloir deux fois par an, une demi-heure chaque fois et qui ne s'est jamais trahie... » C'est tout ce qu'elle trouve à dire, et il est vrai qu'il n'y avait rien à dire qui fût d'une justesse plus tranchante et d'une logique plus impitoyable. Mais c'était la première fois que la voix du sang parlait un langage si dénué de lyrisme. La scène ne fit aucun effet. Ce n'est pas qu'elle fût manquée, mais c'est que certaines conventions sont de l'essence même du théâtre : on perd son temps à vouloir les supprimer, et d'ailleurs elles ne font de mal à personne.

Que la révoltée de la comédie moderne descende en ligne directe de la femme incomprise du drame romantique, cela n'est pas contestable, mais d'ailleurs n'enlève rien à la vérité du type. Ce qui caractérise l'âme moderne, c'est son inquiétude, c'est une sensibilité maladive et qui n'arrive pas à se satisfaire. Hélène Rousseau est jolie, intelligente, spirituelle, séduisante. Combien en est-il qui l'envieraient? Elle est orpheline, c'est vrai; mais les religieuses de son couvent ne lui en témoignent que plus de sollicitude, et c'est par là qu'elle intéresse d'abord le brave homme qui va s'éprendre d'elle et l'épouser. Ce Pierre Rousseau est un naïf. Il s'imagine que, lui devant tout, sa femme l'aimera uniquement. Or elle lui en veut de tout le reste, et de cela aussi. Elle lui en veut d'une santé morale qui l'irrite, et d'une supériorité intellectuelle qu'elle devine sans pouvoir vraiment l'apprécier. Accueillie dans un monde élégant, elle s'y sent humiliée, — quand elle devrait en être attendrie, — par le pauvre luxe dont l'entoure, à grand renfort de classes et de répétitions, son professeur de mari. L'Elsbeth de Musset, élevée par une gouvernante romanesque,

rêvait d'un prince de conte de fées, beau, bien fait, habile à tous les exercices du corps et de l'esprit. La forme moderne et réaliste du romanesque est le snobisme. La petite Mme Rousseau, femme d'universitaire, sera flattée dans sa vanité qu'un homme du monde fasse attention à elle. Ainsi elle glissera à la faute... Ce qui fait d'Hélène Rousseau une figure d'aujourd'hui et la distingue de ses aînées romantiques, c'est qu'elle n'est pas dupe d'elle-même. Elle ne se paie pas de grands mots. Elle se voit telle qu'elle est, ennuyée, curieuse, et déjà lasse des aventures ou l'entraînera son ennui. Elle se connaît, elle s'analyse, elle est d'une lucidité qui écarte tous les sophismes. Elle sait bien que sa révolte ne s'explique par aucune injustice particulière de la destinée. Placée dans d'autres conditions, elle serait quand même une révoltée. Elle est révoltée contre la vie et ses lois, contre la société et ses plus nécessaires exigences. Elle est révoltée par nature et par définition. Elle porte en elle le germe fatal. Mais elle en souffre : c'est son excuse. Jules Lemaître a voulu qu'elle fût à plaindre. Il nous a montré en elle une petite peste, parce qu'il est bon observateur ; mais il a quand même réclamé pour elle notre pitié, parce qu'il est bon.

Il n'est sévère qu'aux êtres dénués de vie intérieure, dépourvus de sincérité autant que de distinction morale, et qui baignent dans le mensonge comme dans leur atmosphère naturelle. Tel est le député Leveau. Jules Lemaître le déteste cordialement pour tout ce qu'il y a en lui de superficiel et de faux, de vulgaire et de forain. C'est l'homme des phrases creuses, des gestes grandiloquens, des attitudes théâtrales, toujours en veine d'enfler la voix, de forcer la note, de hausser le ton et de surenchérir, par nécessité de métier. Malin et roublard plutôt qu'intelligent, les idées qu'il développe avec une incontestable éloquence ne représentent pour lui que des effets oratoires : le sens lui en échappe. Les convictions dont il fait tant d'étalage et tant de bruit, ne sont pas les siennes, et pas même celles de ses électeurs. Gonflé de vent et gonflé de vanité, il est dans toute son horreur l'homme public : celui qui n'a rien en propre, ni sentimens, ni ambitions, ni un rêve, ni un idéal, mais chez qui tout vient du public et retourne au public. Un seul instinct au plus profond de lui-même : le besoin de jouissance. C'est l'unique ressort de son activité. Toute sa démagogie n'a été pour lui qu'un moyen de parvenir ; il aspire à s'en débarbouiller : il est la proie désignée pour une intrigante du grand monde. De Cléon à Rabagas, cette peinture du démagogue a été faite maintes fois, mais elle est toujours

à refaire. La preuve en est qu'à chaque époque on reconnaît dans le type de théâtre un modèle emprunté au monde politique contemporain.

En somme, ce que Jules Lemaître reproche au député Leveau, c'est d'être un abominable cabotin. Non du tout que cet homme de tant d'esprit, et d'un esprit si accueillant, fût, sans distinction et sans nuances, l'ennemi des cabotins ; au contraire, il les aime bien, mais quand ils sont chez eux, c'est-à-dire au théâtre. A la répétition générale de *Flipote*, l'auteur était dans la salle, riant de tout son cœur. C'est pour se divertir qu'il avait peint d'une main légère, avec une gaminerie amusée, ce monde spécial qu'il avait appris à connaître en travaillant pour lui. Chez les gens de théâtre, le cabotinage, à force d'être naturel, cesse d'être déplaisant et rejoint la sincérité. Ils se meuvent dans une perpétuelle illusion. Le moyen qu'ils ne jouent la comédie que pour les autres! Ils se la jouent à eux-mêmes, et de la même manière. Ils se composent un personnage de leur emploi. Chaque situation où ils se trouvent réellement engagés leur rappelle une situation de théâtre, dont elle semble la copie et y revient insensiblement. Leur mémoire ne les laisse jamais à court de répliques et de « mots. » Uniquement occupés de paraître et de faire semblant, ce souci de l'effet à produire entretient en eux une sorte de puérilité. On a noté la facilité qu'ont les enfans à vivre dans la fiction : ils naissent comédiens. Les comédiens restent enfans. Ce sont de grands enfans qui nous désarment par leur immense naïveté. *Flipote* n'est qu'une pochade, mais peinte d'après nature et enlevée avec bonne humeur. L'aventure de Flipote dévouée à son Leplucheux jusqu'à lui être fidèle, tant que ce pitre est salué par les sifflets du public, et qui le quitte dès que le succès a mis entre eux la jalousie, a toute la valeur d'un symbole. Mlle Anglochère, si décente dans son rôle d'entremetteuse, le ménage Rosimond (dans *le Député Leveau*) d'une respectabilité si parfaite, trop parfaite pour ne pas avoir été étudiée devant la glace, sont des types excellens. Bien sûr, l'ombre de Madame Cardinal et de ses « demoiselles » plane sur tout ce monde falot ; mais pour n'être pas entièrement originales, ces créations n'en sont pas moins savoureuses.

J'ai hâte d'arriver à la partie de ce théâtre où l'auteur a fait œuvre vraiment neuve et pour laquelle il ne doit rien à personne. Laissons donc de côté *les Rois*, pièce découpée dans un roman, très bien écrite, trop bien écrite, en phrases de livre, et qui est une tragédie politique en prose, un drame d'histoire moderne, tout plein de vues intéres-

santes et de remarques profondes ou subtiles, mais enfin une « grande machine. » Passons plus vite encore à côté de *la Bonne Hélène*, simple gaillardise qui en vaut une autre et ne vaut pas mieux. Mais *Mariage blanc* est un ouvrage de qualité rare et d'espèce singulière et qui atteste une exquise sensibilité. Vous vous souvenez de cette petite poitrinaire qui meurt lentement aux rives parfumées de la Côte d'Azur. Le mal a respecté sa beauté et l'a comme spiritualisée. Il en a fait un être diaphane et léger qui tient à peine à cette terre. Je ne crois pas qu'on ait jamais traduit en termes plus délicats, sans fausse sentimentalité, la poésie de la maladie. « Elle partira, n'ayant connu des hommes que ce qu'ils ont de plus pur et de meilleur, la sympathie sans désirs et la chaste pitié. La maternité ne la flétrira pas, ni la vieillesse. Elle s'évanouira comme le parfum d'une fleur et laissera au cœur de tous ceux qui l'auront rencontrée le souvenir d'une petite ombre charmante... C'est une jolie destinée, ça. » Triste destinée : mourir sans avoir vécu ! Simone rêve entre les pages de son livre et soupire avec la jeune fille antique : « Je veux bien mourir, ô déesse, mais pas avant d'avoir aimé... »

Vient à passer un original. M. de Tièvre est un homme de plaisir que le plaisir n'amuse plus. Pourquoi ne s'amuserait-il pas à faire un peu de bien ? Pourquoi ne donnerait-il pas à cette charmante et douloureuse petite Simone l'illusion qu'elle est une femme comme les autres et qu'elle a vécu toute la vie ? Telle est cette gageure d'un « mariage blanc » que M. de Tièvre se propose en toute sincérité de tenir. Et pourtant, cette bonne action de M. de Tièvre achèvera de tuer Simone et avancera l'heure de sa mort. Ah ! c'est que la nature a de terribles revanches et qu'elle se venge de ceux qui ont méconnu ses droits. On ne joue pas avec la vérité. On ne badine pas avec la force des choses. On ne se risque pas impunément aux sentimens quintessenciés et aux situations paradoxales. On veut faire l'ange et on n'est que de pauvres hommes... Une autre leçon se dégage encore de cette pièce la moins dogmatique qui soit et qui ne vise qu'à être gracieuse et touchante : c'est qu'on ne fait pas le bien par passe-temps de désœuvré et caprice de dilettante. Il y faut un apprentissage, une éducation, une disposition de tout l'être. Une bonne action ne fait pas la vertu : elle la suppose. M. de Tièvre était un homme de bonne volonté, mais il manquait d'habitude.

Le sujet de *Mariage blanc* était fort exceptionnel : celui du *Pardon* est un de ceux auxquels le théâtre est le plus souvent revenu et reviendra sans cesse. A l'époque romantique, le théâtre exaltait la

femme adultère ; puis, par réaction, il l'a abattue comme une bête malfaisante ; enfin, les mœurs s'adoucissant, il lui a pardonné. Mais pardonner, le peut-on, si même on le souhaite, et quand même on le devrait ? Le pardon véritable, non du bout des lèvres mais du fond du cœur, n'est-il pas au-dessus des forces humaines? Voici un homme que sa femme a trompé. Une amie s'entremet, rapproche les deux époux. La vie commune recommence et, le plus loyalement du monde, le mari, qui a « pardonné, » s'efforce de la rendre possible. Cependant, torturé par une blessure toujours cuisante, il torture celle qu'il avait promis d'épargner. Il l'accable de questions, d'allusions, de soupçons. Il en rougit, jure chaque soir de ne pas recommencer, et recommence le lendemain. C'est plus fort que lui. Tel est ce supplice à deux, cet enfer d'un ménage réconcilié... J'ai toujours pensé que la première partie du *Pardon* où la situation est posée comme je viens de le rappeler, est, pour la simplicité de la forme, comme pour la vérité de l'observation, quelque chose d'achevé.

Mais c'est pour la seconde partie que la pièce a été écrite, et c'est maintenant que la signification de l'œuvre va se découvrir. Entre l'amie et le mari une intimité s'est établie, toujours dangereuse entre une femme jeune, séduisante, et un homme qui a souffert par l'amour. Ce qui avait bien des chances d'arriver arrive. Ainsi les rôles sont renversés, et les honnêtes gens de la pièce sont devenus aussi coupables, plus coupables que la coupable. « Moi du moins, remarque judicieusement celle-ci, je ne m'étais pas fait une spécialité de la vertu, et ma faute ne se compliquait pas de fourberie. Mais toi, non seulement tu as trompé ton mari, comme moi, mais tu m'as trahie, moi, de la façon la plus odieuse et avec d'atroces raffinemens dans le mensonge. Au moment même où, avec des airs de miséricorde, ta vertu s'inclinait sur mon indignité, tu faisais cent fois pire que moi. » Ah ! qu'elle a raison ! Qu'elle honnit justement ces vertueuses personnes ! Mais ce à quoi elle ne réfléchit pas, dans sa juste colère, c'est que leur vilaine action la sauve et résout une question qui semblait insoluble. Maintenant qu'il se sait, lui aussi, faillible, ce mari, si malhabile à pardonner, va s'ouvrir à la pitié véritable : tous les obstacles au pardon vont disparaître comme par enchantement. « C'est maintenant que l'oubli est devenu possible. Ce n'est pas joli, va, le cœur d'un homme... Je n'ai plus le droit, à présent, d'être orgueilleux et dur avec toi. Nous sommes quittes. » Jules Lemaître tient que le seul pardon humainement possible s'explique non par la supériorité morale de quelques-uns, mais par l'égalité de tous dans

la faiblesse. Il fait du pardon non pas une libéralité de la vertu et de la bonté, mais la constatation de torts qui s'équilibrent... Seulement, ainsi expliqué, le pardon est-il encore le pardon? Et n'en serait-il pas plutôt cette parodie qui s'appelle la tolérance réciproque?

Nous touchons ici à la conception essentielle du dramaturge, comme à l'idée maîtresse du moraliste. Dans ses feuilletons, Jules Lemaître s'est livré maintes fois, avec une insistance significative, à un exercice ingénieux et d'apparence paradoxale, qui consiste à répartir entre les personnages d'une comédie l'éloge et le blâme, l'estime et le mépris, précisément au rebours des intentions de l'auteur. Dans *Maître Guérin*, il prenait la défense du père contre le fils, quoique le père fût un vulgaire usurier et le fils un beau colonel qui paraissait au dénouement avec les insignes de son grade. Dans *Monsieur Alphonse*, il n'allait certes pas jusqu'à réhabiliter monsieur Alphonse, mais il refusait toute sympathie à Mme de Montaiglin. Dans *l'Étrangère*, tandis que tout le monde s'accorde pour accabler le duc de Septmonts et le supprimer comme un simple vibrion, il se montrait sévère pour la duchesse de Septmonts. Et ainsi de suite. Il donnait cet exercice pour un jeu : « Montrer en étudiant les personnages d'un drame ce qu'il y a de fatalités dans les vices des méchans et ce qui se mêle de faiblesse à la vertu des bons, rapprocher de nous-mêmes ceux qui sont pires que nous et aussi ceux qui sont meilleurs... » N'était-ce qu'un jeu? Ce jeu ne cachait-il pas une théorie, celle qui, déjà esquissée dans *le Pardon*, va s'épanouir dans *l'Aînée*?

Avant de parler de cette comédie justement célèbre, je tiens à exprimer une réserve formelle. A la prendre au sens littéral, elle contient une satire du monde protestant. Or tout ce qui touche aux questions religieuses me paraît devoir être soigneusement écarté de la scène. Je m'en suis expliqué naguère en rendant compte du *Retour de Jérusalem*. Qu'il s'agisse des juifs ou des protestans, ou, comme dans certaines pièces d'Augier, des catholiques, en les ridiculisant sur le théâtre on est assuré de froisser les plus respectables et les plus profondes des convictions : on excède les droits de la littérature. Cela dit, il faut reconnaître que *l'Aînée* est le chef-d'œuvre de Jules Lemaître au théâtre et probablement un des chefs-d'œuvre de la comédie moderne. *Le Pardon*, sous sa forme souple et aisée, mais abstraite, ressemblait un peu trop à une démonstration philosophique. Les personnages, qui auraient pu s'appeler le mari, la femme, l'amie, n'étaient pas assez individuels. Le souffle était court. Il y a

dans *l'Aînée* une ampleur, une abondance de ressources, un relief, une verve et, pour tout dire, un ensemble de qualités éminentes que Jules Lemaître n'avait pas encore réalisé avec une telle intensité.

Oublions que ces Petermann, et ces Poupeloz, et ces Mikils sont les adhérens d'une confession religieuse. Ne nous attachons pas à leurs croyances ; ne voyons en eux, comme aussi bien l'a fait Jules Lemaître, que les puritains, — et il en est de toutes les paroisses, — les professionnels de la vertu orgueilleuse et de l'austérité intransigeante. Le pasteur Petermann est un très honnête homme, et c'est même un saint homme. Mais il y a des nécessités de situation. Il faut vivre et, quand on a six filles, il faut trouver six gendres, ce qui implique bien des concessions. C'est ainsi que l'austère pasteur a fait de sa maison une maison des amours, un temple du flirt. Il joue à la Bourse, quoique les Pères de la primitive Église aient interdit aux fidèles toutes les formes du commerce de l'argent. Il déteste le péché, certes, mais il redoute par-dessus tout le scandale. Comme le pharisien, il est sans merci pour la brebis égarée. Cependant quelque entorse vigoureuse qu'il donne à ses principes, il n'est jamais embarrassé pour trouver un prétexte qui sauve les apparences. Car les rigoristes sont ainsi : ils ne valent pas mieux que les autres, mais ils s'en font plus accroire. Ils ne sont pas meilleurs et ils sont plus durs. Le nom véritable de leurs vertus prétendues, c'est le plus souvent l'étroitesse de l'esprit et la sécheresse du cœur.

A côté de cette satire du rigorisme, il y a, dans *l'Aînée*, l'aînée, l'étude la plus poussée, la figure la plus touchante et la plus vraie qu'on doive à Jules Lemaître. Lia est la sœur aînée, celle dont le droit d'aînesse consiste à se dévouer et se sacrifier pour toute la famille. Pour les autres toutes les complaisances, à elle tous les devoirs, tous les héroïsmes : n'est-elle pas la raison même ? Nul ne s'avise que cette personne si raisonnable ait un cœur, elle aussi, et qu'elle puisse souffrir dans ce cœur meurtri. Une à une, ses sœurs se marient : elle est celle qu'on admire et qu'on n'épouse pas. Elle aime le pasteur Mikils, et s'en croit aimée. Elle a compté sans cette coquette de Norah, qui lui souffle son amoureux. Elle se résigne, elle se sacrifie au bonheur des deux jeunes gens. Ironie du sacrifice ! Norah trompe son mari, et ainsi par sa faute elle ridiculise, elle bafoue les scrupules et l'abnégation de son aînée. Une dernière humiliation attend la malheureuse Lia. Pour faire une fin, elle consent à épouser le vieux M. Muller : celui-là même lui échappe, car tel quel il peut faire un mari pour la plus jeune et la plus rouée des demoiselles

Pètermann. Aussi bien de quoi se plaindrait l'éternelle déçue, et n'a-t-elle pas pour elle sa vertu? « Ma vertu! Pour ce qu'elle m'a rapporté jusqu'à présent! Oh! je n'attendais d'elle aucun bénéfice spécial, mais je ne croyais pas non plus qu'elle me créerait un privilège à rebours, un privilège de malchance, ou qu'elle dispenserait les autres de justice à mon égard, et même de pitié... Ah! j'aurai été une bonne dupe dans la vie, convenez-en. » La duperie de la vertu, l'inutilité du sacrifice, c'est ce qu'exprime ce rôle avec une rare émotion. Lia continuera de se dévouer, parce que telle est ici-bas sa fonction, pour laquelle elle a été désignée par un décret nominatif de la Providence. Elle sera la vertu sans l'espérance et la bonté sans l'illusion.

L'Aînée, dans sa simplicité, est une grande comédie. *La Massière* est encore une œuvre de psychologie bien pénétrante et d'ailleurs à peine moins amère. Jules Lemaître y est revenu sur une question délicate dont il semble avoir été très préoccupé. Il y a dans la vie de l'homme un tournant dangereux, un passage où la nature a disposé ses pièges. Comment en sortir avec honneur? C'est le moment où l'homme qui n'est plus jeune éprouve le besoin d'un foyer, où celui que l'amour va quitter souhaite d'en goûter encore une fois l'enivrement : heure propice à toutes les défaillances. Par mesure préventive, Chambray, de *l'Age difficile*, s'est installé dans le ménage de sa nièce, et l'a parfaitement brouillé : cela par le seul effet de cette maladresse inhérente à l'âge que Pailleron appelait : l'Age ingrat. Le tort du bonhomme était d'être resté célibataire. « La vérité, dit-il, c'est d'être marié à vingt-cinq ans. » Le peintre Marèze s'est marié à vingt-cinq ans, c'est un laborieux, c'est un homme de foyer. Et voilà que, vers la cinquantaine, il court une aventure qui est tout près de faire de lui le rival de son fils! La forme la plus désobligeante de cet âge difficile nous est présentée dans *Bertrade*, où un vieux gentilhomme est sur le point d'épouser une drôlesse qui s'est retirée après fortune faite. Cette fois, le spectacle était pénible. La pièce fut froidement accueillie. Jules Lemaître ne donna plus rien au théâtre.

Il y avait dit, et de la façon la plus claire, tout ce qu'il avait à dire. Ce théâtre est-il celui d'un sceptique? On a longtemps reproché son scepticisme à Jules Lemaître. Mais il aurait pu répondre comme un de ses personnages, qui fait antithèse au député Leveau : « J'ai l'air de me moquer du monde, je ne sais pas pourquoi : par fausse honte, par timidité, par crainte d'exagérer et de surfaire ce que j'ai de bon en moi. Et au fond il y a un tas de choses auxquelles je crois,

mais là bêtement. » Dans ces comédies d'un faux sceptique, toute la sympathie va aux braves gens, aux simples de cœur : Pierre Rousseau, Mme Leveau, Mme Marèze, Lia. Les méchans ne sont pas des coquins, les coupables ne sont pas sans excuse. L'auteur fait la guerre à la sottise, à l'égoïsme et à la fourberie, mais surtout à l'orgueil et à la dureté. « Si on osait s'interroger, quels abîmes on découvrirait entre ce qu'on fait et ce qu'on professe, entre ce qu'on professe et ce qu'on croit, et quelles illusions sur les mobiles et sur la qualité morale de nos actes, et cela continuellement ! » Donc tâchons de nous tirer d'affaire, à peu près convenablement : pardonnons un peu aux autres, afin qu'il nous soit beaucoup pardonné !

Une idée domine tout ce théâtre, celle de la faiblesse humaine ; un conseil y revient sans cesse : indulgence et douceur. Tel en est le fond moral. On le situerait assez bien dans l'histoire de notre littérature dramatique en disant qu'il procède directement du théâtre d'Alexandre Dumas dont il est la contre-partie. Assuré d'être en possession de la vérité, Dumas la met en théorie et en formules : il soutient des thèses dont il attend la réforme de la société : il divise l'humanité en deux catégories : d'un côté ceux qui savent et de l'autre côté les autres. Chez Jules Lemaître ni thèse, ni raisonneurs ; pas de types absolus dans le bien ou dans le mal, mais des âmes complexes ; pas de partis pris impérieux, mais tout un jeu de nuances, une ressemblance aussi approchée que possible avec la nature. Délicates plutôt que fortes, mais si fines, d'une finesse si aiguë et pénétrant si avant dans l'humaine misère ! les meilleures de ses pièces auront leur place dans toute bibliothèque de lettré. Resteront-elles à la scène ? Les reprendra-t-on et entreront-elles au répertoire du « théâtre de genre ? » J'en ai la conviction, et je ne doute pas que plus tard, toutes différences gardées, on ne joue *Mariage blanc* ou *l'Aînée*, *le Pardon* ou *la Massière*, au même titre qu'une comédie de Marivaux ou un proverbe de Musset.

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

UN ROMAN DE GUERRE ANGLAIS

Love in War Time, a tale of the South Seas, par Ambrose Pratt, un vol. in-18, Londres, librairie Werner Laurie, 1915.

Un soir de la première semaine du mois d'août 1914, neuf habitans anglais de la petite île d'Upolu, dans l'archipel de Samoa, se trouvaient rassemblés chez le plus âgé d'entre eux, et le seul aussi qui possédât pour les recevoir une apparence de maison, au lieu des misérables chambres garnies qui servaient de logement aux autres membres du groupe. Il y avait là, dans le modeste *cottage* du vieux Billy Thomas, des hommes d'une origine sociale et d'une éducation infiniment diverses, depuis un ex-diplomate dégradé par l'ivrognerie jusqu'à un tondeur de moutons illettré « qui était venu à Samoa d'Australie, six ans auparavant, afin d'y passer quelques jours de vacances : » mais une longue habitude de détresse plus ou moins méritée leur avait fait oublier désormais ces anciennes différences, et voici maintenant que la brusque appréhension d'un danger commun achevait de les lier étroitement l'un à l'autre ! Ils venaient en effet d'apprendre que, leur patrie s'étant décidément alliée à la France et à la Russie contre l'Allemagne, les autorités allemandes de l'île avaient résolu de s'emparer d'eux au plus vite pour les transporter, comme prisonniers de guerre, dans une de leurs « bases navales » du Pacifique, — par crainte d'une prochaine apparition de la flotte australienne en vue de Samoa. Aussi leur joie fut-elle grande lorsque celui d'eux tous que d'ailleurs ils estimaient le plus à la fois pour son intelligence et son caractère, un jeune médecin que sa passion pour l'opium avait naguère contraint à se démettre d'un emploi régulier

dans la marine royale, leur offrit de les emmener avec soi, le lendemain matin, sur un petit bateau de commerce appartenant à un cousin de sa femme : car le fait est que le docteur Harrington s'était secrètement marié, durant l'après-midi de ce même jour, avec la fille d'un riche banquier (ou usurier) allemand d'Upolu, et la jeune femme l'avait supplié de la dérober au ressentiment de son terrible père en s'enfuyant avec elle dès l'aube suivante.

Le lendemain vers six heures, Harrington et sa femme, en arrivant au petit port d'Apia, virent les autres fugitifs anglais déjà installés dans la chaloupe qui devait les conduire jusqu'à la goélette du cousin de Lida. Le cousin en personne était venu à terre pour les accueillir; et Harrington ne laissa pas d'éprouver une surprise quelque peu désagréable en découvrant que ce proche parent de sa femme n'était pas, comme sa Lida elle-même et comme la mère de celle-ci, un indigène au teint élégamment olivâtre, mais bien un nègre du noir le plus pur, et, avec cela, presque tout à fait nu. Du moins le pauvre cousin Lupeta tâchait-il de son mieux à racheter cet excès de couleur en déployant les manières d'un parfait *gentleman*. S'étant avancé vers le médecin, il lui tendit la main et lui dit, dans un anglais absolument impeccable : « Ravi de vous voir, mon cher docteur! Ma jolie petite cousine m'a tout raconté, et je suis trop heureux de pouvoir mettre ma goélette à votre service, ainsi qu'à celui de vos compatriotes. Lida est en vérité la plus excellente fille que je connaisse au monde, et je ne saurais assez vous féliciter de votre bonne chance de l'avoir pour femme! »

En quoi le nouveau cousin d'Harrington ne se trompait point, car il y a longtemps que je n'ai pas rencontré, pour ma part, dans la littérature anglaise une figure féminine plus charmante, — je veux dire : avec un charme plus réel et vivant, — que cette humble héroïne du beau roman « colonial » de M. Ambrose Pratt, — si rayonnante de lumière et si parfumée de naïve tendresse que je ne puis m'empêcher de déplorer, seulement, qu'il ait plu à l'auteur de nous représenter cette fleur des « Iles » comme ayant dans ses veines des gouttes de sang « boche. » Mais autant il nous en coûte de devoir reconnaître en elle une fille de l'ignoble personnage que nous apparaît l'usurier Jacob Helf, autant nous avons de satisfaction à discerner comme un reflet de son exquise beauté intérieure dans les bons gros yeux du nègre Lupeta. Sans arrêt, durant toute cette journée de fuite hâtive de la goélette vers l'une quelconque des colonies anglaises les plus voisines, sans arrêt le propriétaire et capitaine de l'*Indui* se prodigue

en attentions délicates aussi bien à l'égard du jeune couple qu'à celui du reste de ses hôtes anglais. Et c'est lui encore qui, le matin suivant, s'en vient, avec une sollicitude discrètement paternelle, rassurer dans leur cabine ses jeunes cousins, qu'a brusquement réveillés un fort coup de canon. Quoi qu'il puisse arriver, leur dit-il, personne des passagers de l'*Indui* n'aura rien à craindre : ne sont-ils pas à bord d'un bateau américain, et lui-même, le capitaine Lupeta, ne possède-t-il pas des papiers bien en règle qui l'attestent citoyen des États-Unis?

Sur le pont de la goélette, où Harrington et sa femme se sont empressés de remonter, les autres passagers considèrent avec stupeur l'approche d'un grand paquebot dont l'aspect ni les allures n'ont rien de militaire, et qui, pourtant, doit sûrement avoir envoyé à l'*Indui* le coup de canon de tout à l'heure, car nulle autre ombre de bateau ne se laisse apercevoir à l'horizon. Mais l'ex-diplomate Maurice Blake a vite fait de deviner la clef du mystère. « Cette machine-là, docteur, — dit-il à Harrington, — c'est un bateau marchand capable de se transformer, à l'occasion, en un navire de combat! Ses canons sont cachés à l'arrière. Vous allez voir : elle va, de nouveau, se retourner à notre intention! Une machine allemande, naturellement : jamais nos paquebots, à nous, ne portent de canons. » Et bientôt, en effet, la « machine » se retourne, découvrant une paire de solides canons dressés à sa poupe, et fait signe à l'*Indui* d'avoir à s'arrêter. Puis une chaloupe se détache du navire, — dont on a récemment effacé le nom, — et les passagers de l'*Indui* voient venir à eux un groupe de dix étranges matelots avec un fusil en main et un sabre à la ceinture, sous les ordres d'un chef dont la tête massive semble bien, elle aussi, toute gênée d'avoir dû échanger son casque à pointe habituel contre la casquette blanche d'un officier de bateau marchand. N'importe : l'excellent Lupeta garde toute sa confiance dans l'immunité que lui vaudront ses papiers de citoyen des États-Unis. Les neuf Anglais, moins optimistes, s'efforcent, de leur côté, à se donner l'attitude « détachée » de libres voyageurs américains qui, se rendant de Pago Pago à Honolulu, ne soupçonneraient même pas l'existence d'une guerre.

Sur un mot de Lupeta, deux matelots indigènes préparèrent une passerelle pour les hommes de la chaloupe ; après quoi nous attendîmes, le cœur tremblant, dans un silence de mort. L'officier aborda le premier sur notre goélette, d'un pas rapide et pesant. C'était un petit homme trapu, avec une barbe blonde et un gras visage hargneux au nez épaté. Lupeta s'avança poliment vers lui ; et, au même instant, les six marins qui

venaient d'aborder avec leur chef se campèrent derrière celui-ci, le fusil levé.

— Je désire voir le capitaine de ce vaisseau ! dit l'officier, en excellent anglais.

— C'est moi qui suis à la fois le capitaine et le maître de la goélette ! déclara emphatiquement Lupeta. Et je demande, tout d'abord, à savoir de quel droit vous vous permettez d'arrêter en pleine mer un vaisseau américain ?

L'officier se borna à marmotter : « Oh ! oh ! un nègre ! » puis se mit à rire grossièrement. Sans accorder dorénavant la moindre attention à Lupeta, il nous regarda tous à la ronde, comptant à mi-voix en allemand, *ein*, *zwei*, *drei*, et ainsi de suite. Enfin il dit tout haut, en anglais :

— Neuf hommes blancs, sept indigènes, une femme blanche, et un nègre !

— Vous aurez à répondre de votre insolence, monsieur, s'écria Lupeta. Je suis Américain, et je vous ferai savoir...

L'Allemand fit un pas en arrière et grommela un ordre qui eut pour conséquence de faire abaisser sur nous les canons des six fusils des prétendus marins.

— Je n'ai pas de temps à perdre en bavardages inutiles ! reprit l'officier allemand, d'une voix ricanante. Allons, que tout le monde descende dans ma chaloupe ! Allons, un peu plus vite,... et toi d'abord, le vieux nègre ! Quoi ! qu'est-ce que c'est ?...

Un revolver claqua, et nous vîmes le pauvre Lupeta s'abattre sur le pont, la tête traversée d'une balle. L'effrayante soudaineté de la tragédie acheva de nous ôter tout reste de courage. Lupeta avait simplement levé le bras pour désigner son pavillon américain, par manière de protestation ; et voilà que déjà son cadavre gisait à nos pieds !

Il y eut un instant de profond silence, après lequel l'Allemand reprit, s'adressant à nous :

— Vous voyez, mes gaillards, que je ne plaisante pas ! Allons, espèce de racaille, vite dans la chaloupe, si vous tenez à votre peau !

... Notre voyage jusqu'au navire allemand ne doit pas avoir duré plus de quelques minutes. Une échelle nous servit à monter sur le pont de notre future prison, où nous eûmes ensuite à passer entre une double rangée de baïonnettes pour arriver jusqu'à une petite barrière, tout à l'avant, contre laquelle nous reçûmes l'ordre de nous ranger. Le capitaine était là qui se promenait de long en large, flanqué de deux jeunes officiers dont l'élégant uniforme nous faisait voir une coupe toute différente de celle de la longue redingote, usée et graisseuse, de leur chef. « Ces deux jeunes gaillards sont probablement des officiers de la marine de guerre — me murmura dans l'oreille Maurice Blake, debout près de moi. — De même aussi l'animal qui nous a faits prisonniers et qui a tué Lupeta n'a rien de commun avec l'équipage ordinaire du paquebot : mais celui-là appartient à une autre classe, et doit être, si je ne me trompe, un capitaine d'artillerie. Évidemment le paquebot vient d'être affecté depuis peu à une destination militaire. Son ancien équipage continue toujours encore à le diriger : mais le commandement est passé en de nouvelles mains. Il n'y

a pas jusqu'à l'ancien nom du bateau que l'on n'ait résolu d'effacer : mais tenez, lisez-le là-bas, sur cette bouée de sauvetage ! c'est le *Gronau !* »

Soudain, pendant que nous attendions d'être interrogés, l'un des jeunes officiers agita une sonnette ; et dès l'instant suivant notre bateau se remit en marche. Mais voilà que presque en même temps, le terrible fracas d'une explosion, bientôt suivie d'une seconde, faillit nous faire tomber à la renverse.

— Au nom du ciel, qu'est-ce qu'ils font encore ? balbutia Lida, qui n'avait pas cessé de se serrer tendrement contre mon épaule.

— Ce sont ces Allemands qui font feu sur l'*Indui !* répondis-je à mi-voix. Les scélérats veulent le faire couler, pour cacher leur crime. Allons, ma petite chérie, ne perds point courage ! Je serais trop désolé si ces brutes d'Allemands avaient le plaisir de voir pleurer une femme anglaise !

Cependant nos vainqueurs avaient encore tiré six autres coups de canon, après quoi ils remplirent l'air de leurs cris de triomphe. Ils avaient réussi à couler la petite goélette de bois au prix de huit obus de gros calibre ! Les indigènes capturés avec nous continuaient à gémir pitoyablement : mais tous mes compagnons et moi-même échangions des regards résignés, en haussant les épaules. Déjà notre première frayeur s'était passée, et déjà, surtout, nous commencions à nous sentir le cœur plein d'un profond mépris pour les Allemands.

Bientôt les prisonniers anglais voient apparaître sur le pont et s'avancer vers eux, en compagnie d'un groupe de jeunes officiers, le véritable chef du paquebot « militarisé. » Le commandant von Oppel est un homme d'environ cinquante-cinq ans, haut et maigre, avec des yeux d'un bleu pâle, un nez d'oiseau de proie, un menton nettement découpé, et une longue moustache vernie aux pointes hardiment relevées. « Flanqué de ses satellites, il marcha jusqu'au rebord du pont d'un pas vif et régulier, comme un automate mû par un ressort, puis tourna comme sur un pivot, et promena sur nous son regard de métal. » En vain les infortunés fugitifs de Samoa se risquent timidement à alléguer, eux aussi, leur prétendue nationalité américaine : le commandant von Oppel les menace simplement de leur appliquer l'article du code militaire prussien qui punit de mort ce genre de mensonges.

— Sachez, leur dit-il, que nous n'ignorons rien de ce qui vous concerne ! Les moindres détails de votre existence à Samoa et de votre fuite d'hier me sont connus. Je pourrais vous faire tous fusiller, si cela me plaisait ; et croyez bien que, si je vous épargne la vie pour l'instant, c'est uniquement parce que vous êtes des gaillards solides, et que l'Allemagne a de l'ouvrage en réserve pour des hommes de votre sorte !

Les prisonniers sont enfermés dans un étroit espace de l'entre-pont, où le manque d'air, la nourriture infecte, et la crainte perpétuelle des coups de fouet ou de botte de leurs geôliers ne tardent pas à les rendre malades. Malades ou non, d'ailleurs, force leur est de s'employer chaque jour, pendant de longues heures, à balayer le pont et les corridors du bateau. « Que si l'un de nous s'arrêtait un moment, fût-ce même sous l'influence irrésistible du mal de mer, une corde à nœuds s'abattait aussitôt sur ses épaules. Notre souffrance était, pour nos gardiens, une source merveilleuse de divertissement. Ils ne se fatiguaient pas de se complimenter l'un l'autre de la vigueur des coups qu'ils nous administraient; et je garderai toujours dans l'oreille le bruit de leurs rires épanouis chaque fois que l'un de nous, vaincu par la douleur ou la crainte, s'humiliait devant eux. »

Un jour, enfin, la patience du docteur Harrington s'épuise. Indigné du traitement scandaleux que lui-même et ses compagnons se trouvent contraints de subir, avec cela furieux d'avoir été séparé de sa Lida, qu'il ne lui a plus été donné de revoir depuis leur arrivée à bord du bateau, il ne résiste pas au désir d'exprimer nettement à ses geôliers le mélange de mépris et de haine amassé dans son cœur. Sa « rébellion » lui vaut, naturellement, la perspective d'avoir à comparaître devant une « cour martiale ; » et déjà le pauvre garçon, dans la cellule où on l'a enfermé, se prépare bravement à affronter la mort, lorsqu'il est soudain distrait de ses méditations par le bruit d'une fusillade prolongée, avec une « Babel de cris où s'entremêlent des vociférations d'indigènes et toute sorte de jurons en langue allemande. » Puis le bateau, qui s'était brusquement arrêté, reprend sa marche, la rumeur s'apaise par degrés, et Harrington voit surgir, au seuil de sa cellule, l'un des jeunes officiers du bord, qui lui ordonne de monter sur le pont. Dans le grand salon de l'arrière, un autre des jeunes officiers qui escortaient d'ordinaire le commandant von Oppel est étendu sur une table, la poitrine à nu, et tout baigné de sang.

— Docteur Harrington, s'écrie le commandant, voici de l'ouvrage pour vous, et je vous serai reconnaissant de vous y mettre sans retard ! Mon neveu, que vous voyez là, vient d'être blessé. J'ai bien peur, *ach! mein Gott!* que sa vie nous échappe ! Franz, mon enfant, reviens à toi !

Ce Franz se trouvait être l'unique médecin allemand du bord ; et la blessure qu'il a reçue va sauver, providentiellement, la vie de son jeune confrère anglais. Délivré de ses menottes, comblé de sourires

et de remerciemens par le commandant, Harrington obtient, en outre, la précieuse faveur de revoir librement sa jeune femme; et c'est de la bouche de Lida qu'il apprend le motif de la fusillade entendue, tout à l'heure, dans sa cellule. La vérité est que le paquebot, suivant une pratique familière aux navires allemands, s'est arrêté en vue de l'île de Lafaïti, avec l'intention de s'emparer d'une poignée d'indigènes pour les emmener dans une colonie où l'on avait besoin d'un renfort de travailleurs. Il avait donc annoncé, par des signaux, qu'il désirait acheter des provisions; et aussitôt une cinquantaine d'habitans de l'île étaient venus dans quatre barques chargées de poisson, de bananes, et d'autres fruits. Mais les Allemands avaient voulu aller trop vite en besogne : au lieu d'attendre que la troupe entière de ces indigènes fussent montés à bord, ils avaient pris possession de tout le contenu, vivant ou inanimé, de la première barque, sur quoi les trois autres, devinant le piège, s'étaient mises en devoir de regagner le port. Ce que voyant, les Allemands, enragés de l'échec de leur entreprise, n'avaient pu s'empêcher de tirer du moins sur ces misérables qui leur filaient entre les mains; et c'est en réponse à leurs coups de fusil que certain chef indigène avait lancé tour à tour, sur les assaillans, trois flèches dirigées avec un art si habile qu'elles avaient tué deux soldats prussiens et blessé grièvement le jeune Franz von Oppel.

Chaque jour, maintenant, le médecin anglais a de longs entretiens pleins de cordialité avec le vieux commandant et son jeune neveu. D'un ton d'assurance imperturbable, les deux Allemands lui confient leur certitude d'une victoire finale de leurs armes; et il n'y a pas jusqu'à leur marine de guerre qui ne leur paraisse appelée à triompher, tôt ou tard, de la flotte ennemie. « Votre marine va s'agiter çà et là dans l'orageuse mer du Nord, nous bloquant et nous implorant de sortir pour nous faire tuer. Mais la marine allemande sourira et attendra, — je veux dire : les gros navires, car jour et nuit nos sous-marins, au contraire, se glisseront hors des ports pour poser des mines et pour torpiller vos vaisseaux, de telle sorte qu'à la fin votre flotte sera si affaiblie et si fatiguée, et si profondément démoralisée, qu'elle deviendra une proie facile pour nos forces toutes fraîches. »

C'est également aux confidences de ses deux nouveaux amis que Harrington doit de connaître le caractère et l'objet du voyage du *Gronau*. Le paquebot changé en navire de guerre a reçu pour mission de recueillir le plus nombre grand possible de « travailleurs, » volontaires ou surtout contraints, qu'il devra conduire dans un certain port

mystérieux désigné discrètement du seul nom de *X-Motu* (ou Port-X), et appelé de plus en plus à servir de « base navale » à toute la marine militaire allemande du Pacifique. Et voici qu'en effet, après de longues journées de traversée pendant lesquelles le bateau ne s'arrête, de temps à autre, que pour recommencer plus heureusement sa tentative « civilisatrice » de l'île Lafaïti, Harrington a l'extrême surprise de le voir s'engager dans un étroit chenal ouvert au centre d'une île qui, du dehors, semble être absolument inculte et déserte; après quoi se découvre à ses yeux émerveillés, abritée dans une baie profonde à l'intérieur de l'île, une « véritable Venise du Pacifique, » — une cité secrète et déjà florissante que l'Allemagne a soudain fait jaillir de terre, avec une respectable ceinture de forts et une ample rade où stationnent tout à l'aise, en compagnie d'un croiseur et d'une canonnière, une cinquantaine de bateaux de commerce allemands de toutes dimensions. C'est le X-Motu dont parlaient volontiers, avec un mystère mélangé d'orgueil, les officiers du *Gronau;* et à peine le paquebot y a-t-il jeté l'ancre qu'aussitôt le pauvre Harrington se trouve à même d'observer, bien contre son gré, un nouvel aspect de l'âme allemande.

Car le fait est qu'aussi longtemps que le commandant militaire du *Gronau* et ses subordonnés avaient eu besoin de l'assistance professionnelle du médecin anglais, il n'y avait pas d'attentions ni de faveurs qu'ils ne fussent prêts à lui accorder. Non contens de le traiter lui-même beaucoup plus en ami qu'en prisonnier, et non contens de réprimer stoïquement, devant lui, les désirs qu'éveillait en eux l'élégante et sensuelle beauté de sa jeune femme, ils avaient poussé leur complaisance envers lui jusqu'à se relâcher sensiblement de leur rigueur à l'endroit de ses compagnons de captivité, — ou du moins à l'endroit de ceux d'entre eux qui demeuraient vivans, car plusieurs avaient succombé aux terribles épreuves des premiers jours. Mais à présent, tout cela va s'évanouir d'un seul coup, « comme un trop beau rêve. » Les Allemands n'ont plus besoin de la science du médecin anglais, et, au contaire ils ont grand besoin des bras vigoureux de ses compatriotes, sans compter leur espérance de pouvoir se gagner, de gré ou de force, l'amitié de la belle Lida après qu'ils seront parvenus à la séparer définitivement de son mari. Si bien que, dès l'arrivée du paquebot dans la rade de X-Motu, le commandant von Oppel et son neveu se hâtent de disparaître, abandonnant leur médecin et ami de la veille aux rudes mains d'un de leurs collègues qu'ils affectaient à l'ordinaire de tenir pour indigne de leur société, — le terrible

capitaine Greiben, celui-là même qui avait sommairement « expédié » l'infortuné Lupeta.

— Allons, qu'on remette les menottes à cette misérable canaille d'Anglais ! s'écrie le capitaine. Et toi, — s'adressant à Harrington, — tâche désormais à filer droit, car c'en est fini de tes jours de splendeur !

Au même instant, une rumeur triomphale se répand à travers tout le pont du *Gronau* : « Le Kronprinz a défait les Anglais et les Français dans une bataille de quatre jours, sur les bords de la Meuse ! Namur et Mons se sont rendues, l'ennemi est partout en pleine déroute. La France entière est à nous ! » Ivres d'orgueil et de joie, les soldats que le capitaine Greiben a chargés de garder le « misérable Anglais » se jettent férocement sur lui, et bientôt un groupe nombreux de leurs compatriotes leur viennent en aide pour assommer le prisonnier. Celui-ci subit enfin le châtiment, trop longtemps retardé, de sa « rébellion, » pendant que sa femme et ses six amis d'Upolu sont emmenés à terre Et lorsque, trois jours après, Harrington retrouve assez de forces pour se lever du grabat où on l'a déposé, dans un recoin de l'entrepont du *Gronau*, déjà le paquebot s'est remis en marche, allégé de tout le personnel militaire qu'il a transporté à X.-Motu. Un « hasard » opportun, et sans doute prévu, a délivré le commandant von Oppel de l'obligation de continuer au médecin anglais les marques d'une reconnaissance dorénavant inutile.

Je ne puis songer, malheureusement, à suivre le jeune héros de M. Ambrose Pratt dans toute la série ultérieure de ses aventures. La place me manque pour résumer avec un peu de détail, en particulier, le récit que nous fait l'auteur anglais de la fin tragique du *Gronau*, coulé par une mine allemande qu'un coup de vent a décrochée de l'endroit où elle aurait dû attendre le passage de l'escadre australienne. Mais surtout je regrette de ne pouvoir pas mettre encore sous les yeux du lecteur quelques-unes de ces vivantes et savoureuses figures d'Allemands qui surgissent quasiment à toutes les pages du livre, toujours dessinées avec un mélange singulier d'indulgence ironique et de pénétration. Voici, par exemple, le cuisinier d'un autre navire de guerre, le *Brandenburg*, à bord duquel Harrington se trouve accueilli de la manière la plus affectueuse, après le naufrage du *Gronau*, — ayant imaginé de se faire passer pour un jeune patriote allemand d'Amérique ! Ce cuisinier Blümer est un « massif et pâteux Hanovrien, aussi bon enfant qu'il était gras, » et sans autre défaut qu'un manque total de scrupules moraux. « Sa théorie de la guerre

était des plus simples. Elle consistait à soutenir que l'Allemagne s'était vue forcée de faire la guerre parce qu'il lui fallait, à tout prix, s'enrichir tout de suite. Trop longtemps elle avait été pauvre, trop longtemps elle s'était résignée à regarder patiemment de quelle façon les Anglais se régalaient de tous les fruits de la terre. Ayant échoué dans son long effort pacifique pour arracher à l'Angleterre une part de son butin, il ne lui restait plus maintenant d'autre moyen que de recourir à la force brutale. Car, selon Blümer, une nation avait l'unique devoir de tâcher à s'enrichir par n'importe quels moyens. L'Angleterre possédait, actuellement, d'immenses richesses : mais était-elle en état de les garder? Toute la question se résumait là; car si l'Angleterre n'était pas en état de garder sa richesse, elle n'avait aucun droit d'empêcher l'Allemagne de la lui enlever; et si l'Allemagne était en état de l'enlever, elle serait criminelle de manquer à le faire. — Mais aussi vous pouvez être bien sûr qu'elle n'y manquera pas! — concluait invariablement l'excellent Blümer, en me frappant sur l'épaule. »

Ou bien voici un couple de planteurs saxons, les Libau! Installés depuis dix ans dans une île du Pacifique, au milieu d'une population à peine déshabituée de longs siècles de cannibalisme, les Libau semblent vraiment partager toutes leurs pensées entre le développement de leur plantation et la ferveur, quelque peu ridicule, de leur propagande évangélique. Lorsque le naufrage du *Gronau* les contraint à quitter leur île pour se réfugier à X-Motu, ils rassemblent une dernière fois leurs ouvriers indigènes et leur prêchent éloquemment le respect des saintes doctrines qu'ils leur ont enseignées. Mais avec tout cela ces vertueux apôtres étaient surtout, eux aussi, des agens politiques. Leur tâche principale avait été d'organiser et d'entretenir, dans leur île, un de ces postes de télégraphie sans fil qui « rattachaient directement avec Berlin l'amiral chargé du commandement de nos forces navales et coloniales dans l'Océan Pacifique du Sud. » Et le planteur Libau explique fièrement à Harrington qu'il lui a été donné de mener à bien sa tâche patriotique. « Nous avions reçu l'ordre de ne pas abandonner la station avant le 12 septembre, et c'est à quoi nous avons réussi. Oui, en vérité, vous pouvez vous rassurer pour ce qui nous concerne! La perte du *Gronau* est assurément regrettable : mais Dieu a permis que ce désastre ne risquât pas de nuire au succès du plan allemand! » Et comme Harrington lui demande pourquoi l'Allemagne leur a fixé comme dernière limite la date du 12 septembre, l'ex-planteur et convertisseur lui révèle que, vers cette date, l'Allemagne a prévu une victoire décisive de ses armes aux portes de

Paris, qui suffirait désormais à lui garantir la maîtrise des mers.

En réalité, toutefois, le « plan allemand » aboutit à un échec complet, dans tout le Pacifique ; et à la fin du roman, M. Pratt nous montre même la destruction de la « base navale » de X-Motu, bombardée par une escadre japonaise qui ne tarde pas à « réduire la fière cité naissante en un monceau de ruines. » Harrington, à ce moment, a retrouvé sa chère Lida, et ses six compagnons de misère lui ont dû d'être remis en liberté. Il y a ainsi, dans tout le livre de M. Ambrose Pratt, un élément romanesque plein de vie et d'action, et j'ai dit déjà le charme inoubliable de la gracieuse figure de femme dont il a plu au romancier anglais de faire l'un des deux personnages dominans de son récit. Mais rien de tout cela n'a de quoi nous attirer aujourd'hui aussi vivement que la précieuse « actualité » politique, — ou plutôt historique, — du livre, la peinture éminemment colorée et mouvante qui nous y est offerte du rapide écroulement des efforts et des rêves « coloniaux » de l'Allemagne dans l'Océan Pacifique. Impossible de souhaiter un témoignage à la fois plus instructif et d'une véracité plus manifeste que celui de ce romancier, probablement Australien d'origine, mais auquel Stevenson lui-même, en tout cas, aurait envié sa connaissance familière du décor et des mœurs, de toute la vie et de toute l'âme indigène de Samoa. Et la conclusion qui ressort le plus nettement de ce témoignage est, en quelque sorte, l'inaptitude foncière de l'Allemagne à se créer jamais un empire colonial solide et durable, malgré son aplomb et sa fourberie, — ou plutôt précisément en raison de cette fourberie et de tout ce qui s'y joint d'irrémédiable sottise, sous la forme d'une incompréhension « congénitale » des hommes et des choses de l'étranger. Par où se découvre à nous, une fois de plus, ce défaut de la pensée allemande dont je parlais ici l'autre jour ; et M. Ambrose Pratt s'est chargé de nous prouver, une fois de plus, qu'une nation qui « expédie » de la façon qu'on a vue d'inoffensifs citoyens américains de l'espèce de Lupeta, une nation qui recrute des travailleurs pour ses « bases navales » par le procédé employé à l'égard des habitans de l'île de Lafaïti, une nation qui semble se complaire à entretenir partout, autour de soi, une terreur fondée sur la haine et toujours accompagnée d'une nuance de mépris, qu'une nation comme celle-là ne saurait mériter d'être tenue pour « l'une des grandes nations intellectuelles du monde. »

L'initiateur et principal collaborateur du livre anglais sur la *Cul-*

vre allemande dont je parlais ici le 15 juillet, M. le professeur Paterson, nous envoie d'Édimbourg une longue lettre où il s'efforce de prouver que le livre susdit n'est pas, comme je l'aurais affirmé, une « apologie passionnée » de la pensée et de l'art allemands, mais bien une étude impartiale, « calmement objective, » de la « contribution de l'Allemagne aux tâches supérieures du monde civilisé. » L'éminent professeur me paraît s'être trompé, de son côté, sur le sens et la portée véritables du reproche que je me suis permis d'adresser au volume : en fait, j'ai surtout estimé que le moment était mal choisi, pour des écrivains anglais ou français, d'apporter aujourd'hui à une étude de ce genre une « impartialité calmement objective, » et que les auteurs du recueil auraient pu sans inconvénient attendre, tout au moins, la fin de la guerre pour nous rappeler que ces Allemands qui sont en train de se comporter à notre égard comme des bêtes sauvages se trouvent être, avec cela, « un des grands peuples de l'histoire, combinant en soi une partie des attributs intellectuels et esthétiques des anciens Grecs avec la sagesse pratique des anciens Romains. » Mais il sied que le lecteur puisse apprécier par soi-même la justesse de la protestation de M. Paterson, — sans compter que le texte de celle-ci renferme, parmi d'autres passages également significatifs, l'aveu très touchant d'une ombre de regret qu'éprouve, dorénavant, le professeur écossais au souvenir de son excès d'indulgence envers une race « qui paraît bien avoir conservé, dans son caractère, un énorme héritage de la brutalité des âges de barbarie. » Je serai seulement forcé d'ajourner au mois prochain la traduction et la publication de ce texte complet de la lettre, l'ayant reçue trop tard pour qu'il me fût possible de l'ajouter, par manière de *post-scriptum*, à ma présente chronique.

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'empereur de Russie vient de prendre le commandement de ses armées, qu'il avait confié au début de la guerre au grand-duc Nicolas. On sait avec quelle supériorité celui-ci s'est acquitté de sa mission : l'Empereur a tenu à le reconnaître dans la noble lettre qu'il lui a écrite pour l'en relever. L'opinion générale est que le grand-duc a fait tout ce qu'il pouvait faire avec les ressources dont il disposait. Le commandement de l'armée du Caucase lui a été donné et il continuera, sur un nouveau théâtre, à rendre de précieux services à son pays. Mais l'Empereur a cru que, dans les circonstances difficiles que la Russie traverse, il était de son devoir de payer de sa personne et de donner au commandement suprême le maximum d'unité et d'autorité. Sa résolution produira dans toute la Russie une impression profonde. Nul ne se méprendra sur les intentions qu'elle révèle, et, au surplus, il a tenu, dans un télégramme qu'il a adressé au Président de la République, à manifester la solidarité de plus en plus étroite qui doit exister entre toutes les armées vouées à l'œuvre commune. Il l'a fait sous la forme la plus délicate en exprimant « les vœux les plus sincères pour la grandeur de la France et la victoire de sa glorieuse armée. » A quoi M. Poincaré a répondu : « Je sais qu'en prenant elle-même le commandement de ses héroïques armées, Votre Majesté entend poursuivre énergiquement jusqu'à la victoire finale la guerre qui a été imposée aux nations alliées. Je lui adresse, au nom de la France, mes vœux les plus chaleureux. » Cette volonté de vaincre coûte que coûte et en dépit de tous les obstacles, l'Empereur n'a pas cessé de l'exprimer ; jusqu'ici toutefois il ne l'avait fait qu'en paroles ; il était bon de leur donner la consécration d'un acte décisif, ne fût-ce que pour décourager définitivement les espérances dont se berçait hier encore l'Allemagne d'arriver à une paix séparée. Il y a

peu d'apparence, on en conviendra même à Berlin, que l'empereur Nicolas ait pris le commandement de ses armées, pour faire non pas la guerre, mais la paix : et il y a peu d'apparence aussi qu'il eût pris ce commandement, s'il n'avait pas une confiance absolue dans le dénouement.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que, depuis quelques jours, l'empereur Nicolas a fait connaître à ce sujet son sentiment que rien n'a pu ébranler, que tout, au contraire, a fortifié. Le 2 septembre, il est venu présider la séance d'inauguration des conférences auxquelles il a donné pour objet l'unification des mesures de défense nationale. Le discours qu'il a prononcé à cette occasion, très simple, très digne, très ferme, témoigne une fois de plus de la manière dont il comprend son devoir et dont il dicte le leur aux autres. « Les corps législatifs que j'ai, a-t-il dit, convoqués dans la présente session, m'ont donné fermement, sans la moindre hésitation, la seule réponse qui soit digne de la Russie, réponse que l'attendais et qui est de poursuivre la guerre jusqu'à la complète victoire : je ne doute pas que telle soit la voix du pays russe tout entier. » L'Empereur a raison de ne pas en douter, car la Russie donne en ce moment un merveilleux spectacle Elle reconnait qu'elle n'était pas prête à la guerre ; elle accuse, non sans véhémence, l'administration, la bureaucratie, de n'avoir pas rempli son devoir, et elle fait un effort vigoureux pour réparer les négligences qui l'ont mise près de sa perte. Dans la séance dont nous venons de parler et où le ministre de la Guerre s'est fait entendre après l'Empereur, M. Koulomzine, président du Conseil de l'Empire, et M. Rodzianko, président de la Douma, ont tenu à leur tour le langage le plus énergique. Ils ont protesté de la volonté du pays d'aller jusqu'au bout, et M. Rodzianko a ajouté qu'il était « résolu à briser à jamais les odieuses chaînes allemandes. » Mais c'est surtout à la Douma que cette volonté s'exprime avec le plus de force. La tribune retentit de discours imprévus où l'on sent éclater tout un arriéré de sentimens trop longtemps comprimés. Ces sentimens ne sont pas exempts d'amertume ; ils sont comme chargés de critiques, de reproches, d'objurgations, de condamnations, autant que les nuages peuvent l'être d'électricité. Il y aurait danger à vouloir en étouffer l'expression, mais rien de tel ne se produit et la Russie éprouve un vrai soulagement à pouvoir dire enfin ce qui lui pesait sur le cœur.

La Russie, disons-nous, car ce n'est pas seulement à la Douma qu'on parle librement, c'est partout. D'un bout à l'autre du pays, toutes

les assemblées locales se sont réunies pour exprimer leurs vœux et en entamer la réalisation. Jamais mouvement n'a été plus spontané ni plus étendu. Toutes les molécules sociales sont entrées en fermentation; sans s'être donné le mot, elles ont toutes répété le même; du mot elles sont passées à l'acte et on a vu se dessiner des organismes nouveaux au moyen desquels le pays, soucieux de ses destinées, a résolu de pourvoir directement aux nécessités de l'heure présente. Les bonnes volontés ont été innombrables, ce qui n'a rien d'étonnant, mais ce qui l'est davantage, c'est l'ordre qui a présidé à toutes ces initiatives, l'esprit d'organisation qui s'y est manifesté et les résultats déjà obtenus. On a militarisé un grand nombre d'usines, on en a fait d'autres et, par une improvisation rapide, on a commencé à créer ce matériel de guerre dont l'insuffisance a été la cause des échecs que l'armée russe, après avoir si bien débuté, a tout d'un coup éprouvés en Galicie et en Pologne. L'ancienne administration ayant fait faillite, on s'est mis à l'œuvre pour en créer une nouvelle où l'activité serait plus grande, mieux ordonnée, et où le contrôle ne sera plus une vaine apparence. Un vieux mot latin demande : *Quis custodiet custodes ipsos ?* Qui gardera les gardes eux-mêmes ? Sous l'ancienne administration russe, on pouvait demander qui contrôlerait les contrôleurs eux-mêmes. Ils seront désormais mieux choisis et auront une autre conscience de leur responsabilité. Alors un grand mal social, dont nous voyons aujourd'hui les conséquences militaires, sera sans doute guéri.

On pourrait croire, d'après ce qui précède, que la Russie est en révolution, mais le mot serait ici mal appliqué, et c'est évolution qu'il faut dire. Sans doute l'administration, la bureaucratie passe un mauvais moment, et la Russie n'est pas le seul pays où elle est plus ou moins malmenée. Ses règles surannées, ses routines obstinées suffisent à la paix, mais non pas à la guerre, et surtout à une guerre qui ressemble si peu à celles d'autrefois. Là est l'explication de la secousse qui s'est produite dans toute la Russie; mais si elle a ébranlé beaucoup de choses qu'on croyait inébranlables, elle a encore fortifié l'autorité souveraine et la confiance qu'elle inspire. Tout le monde s'est tourné vers l'Empereur. Il n'a pas manqué à ce qu'on attendait de lui. Comprenant la gravité des circonstances et la nécessité d'y pourvoir, sans perdre un moment, avec des moyens nouveaux, bien loin d'enrayer le mouvement, il s'est appliqué à le diriger et en a pris la tête. A côté des formes vieillies, destinées à se transformer ou à disparaître, il en a lui-même adopté ou créé d'autres

comme ces conférences formées en vue d'unifier la défense nationale qu'il vient de présider et auxquelles il a tenu le langage le plus viril. On en a vu quelques traits : la conclusion mérite encore plus d'être citée. « Nous avons, a-t-il dit, une grande tâche devant nous ; nous y concentrerons tous nos efforts, soutenus par le pays entier. Laissons de côté pour le moment toute autre préoccupation, quand même elle serait grave, quand même elle concernerait l'État, si elle n'est pas essentielle dans le moment présent. Rien ne doit distraire nos pensées, notre volonté, nos forces du but maintenant unique qui est de chasser l'ennemi de nos frontières. Dans ce dessein, nous devons avant tout assurer le complet équipement militaire de notre armée active, ainsi que des troupes convoquées sous les drapeaux. Cette tâche vous est désormais confiée, Messieurs : je sais que vous consacrerez toutes vos forces, tout votre amour pour la patrie à son accomplissement. Au travail, avec l'aide de Dieu. »

Ce sont là des paroles réconfortantes. La force du pays en ce moment est dans cet échange de confiance qui va de lui au souverain et du souverain à lui. En dépit de ses échecs provisoires, la Russie a été admirable sur les champs de bataille : peut-être l'est-elle encore davantage dans l'immense effort qu'elle fait sur elle-même pour se mettre à la hauteur de sa tâche. Ici et là, elle aura désormais son empereur à sa tête : où ne le suivrait-elle pas ?

Nous avons dit qu'en notifiant à M. le Président de la République sa prise de possession du commandement de ses armées, l'empereur Nicolas avait voulu rendre plus manifeste leur solidarité avec les nôtres : c'est à une pensée du même genre qu'a obéi le général Joffre dans la visite qu'il vient de faire à l'état-major italien, où il a été présenté au roi Victor-Emmanuel. Quelque nécessaire que soit en France la présence permanente de notre généralissime, on a pensé avec raison qu'il pouvait faire en Italie un voyage rapide pour apporter à nos amis et alliés, sous la forme qui devait leur être le plus sensible, l'expression de notre sympathie. Depuis qu'ils sont entrés en guerre, les Italiens ont fait de la bonne besogne. Rien chez eux n'a été livré au hasard : ils ont agi avec une méthode dont les résultats semblent infaillibles. L'honneur principal en revient au roi Victor-Emmanuel qui laisse la plus grande liberté d'action au général Cadorna et a certainement bien placé sa confiance. Quant aux troupes italiennes, elles sont admirables d'élan quand on leur permet de s'y livrer, de patience lorsqu'on les y condamne, et toujours de hautes vertus militaires.

Après s'être quittés, le général Joffre et le général Cadorna ont échangé des télégrammes qui témoignent du souvenir qu'ils conservent l'un de l'autre. Quant à la France et à l'Italie, jamais elles ne se sont senties plus unies qu'en ce moment, chacune combattant pour la reprise de provinces qui lui appartiennent et aussi, comme l'a si bien dit le général Joffre, « pour la liberté et la civilisation. »

Les relations des États-Unis et de l'Allemagne continuent à subir les épreuves les plus imprévues. Il faut que M. Wilson ait une angélique patience pour s'en accommoder comme il l'a fait jusqu'ici; il semble pourtant commencer à la perdre. On accuse nos orateurs parlementaire de croire qu'ils ont fait beaucoup lorsqu'ils ont prononcé un discours et recueilli des applaudissemens, alors que le lendemain il n'en reste rien et que tout est à recommencer. Peut-être M. Wilson a-t-il, lui, plus de confiance qu'il ne convient dans l'efficacité de ses notes juridiques. Après en avoir élaboré une, il en attend tranquillement l'effet, qui ne se produit pas toujours et, ici encore, tout est à recommencer. M. Wilson recommence donc, et on se demande, avec une curiosité mêlée d'inquiétude, combien de temps ce jeu de raquette durera entre lui et le gouvernement impérial. Certes, quand il est enfin sorti des circonlocutions polies où il s'attarde quelquefois, M. Wilson trouve des formules parfaites pour énoncer les principes du droit des gens et en affirmer toute la force; il y en ajouterait encore si c'était possible; mais, ce travail une fois terminé, il se repose, pour laisser à la Wilhelmstrasse le loisir de travailler à son tour, — et les choses continuent d'aller comme devant.

Cependant, il y a quelques jours, on a pu croire que les choses allaient prendre une allure nouvelle. M. Wilson avait notifié au gouvernement impérial que si une nouvelle violation du droit des gens coûtait la vie à un citoyen américain, il regarderait le fait comme constituant un acte délibérément inamical. Après quoi, il a déposé sa plume et il a attendu les événemens. Au lieu d'une réponse par écrit qu'il espérait sans doute, il a été réveillé un matin par un télégramme annonçant que l'*Arabic* avait été torpillé sans avertissement préalable et que, parmi les victimes, il y avait deux Américains. On se demandait ce qu'il allait faire : écrire encore, ou agir. Le cas de l'*Arabic* avait un caractère de récidive si offensant qu'on ne voyait guère le moyen d'en sortir comme des précédens; peut-être une note n'y suffirait-elle pas; peut-être faudrait-il renoncer à

enrichir d'une nouvelle consultation les futurs traités du droit des gens et serait-on obligé d'en venir à un acte, si atténué fût-il. L'honneur était engagé. On s'en est rendu compte à Berlin où on ne veut rompre avec l'Amérique qu'à la dernière extrémité et si on ne peut plus faire autrement, mais où on préfère continuer la conversation inoffensive qu'entretiennent les notes échangées. On sait d'ailleurs qu'en Allemagne l'opinion n'est pas tout à fait unanime sur l'opportunité de la guerre maritime, telle qu'elle a été inaugurée en février dernier. Le gouvernement lui-même est divisé à ce sujet, et M. de Bethmann-Hollweg, qui a déjà quelques autres remords sur la conscience, se demande quelquefois si cette guerre est bien utile. Mais l'amiral de Tirpitz ne partage pas ce doute et le parti pangermaniste, dont il est un des plus brillans coryphées, se livre à de véritables accès de rage lorsqu'on met la chose en question. La lecture de ses journaux est à cet égard infiniment instructive; la brutalité de la race s'y donne libre carrière ; on y déclare que l'Allemagne éprouverait une humiliation profonde, si les sous-marins ne continuaient pas d'assassiner des femmes et des enfans sans se préoccuper de leur nationalité. A quoi servent ces attentats, on ne se le demande pas, car, si on le faisait, on s'apercevrait tout de suite qu'ils ne servent à rien. Et nous ne parlons pas seulement de ceux que commettent les sous-marins. Imaginez pour un moment que les Allemands n'aient pas accumulé les cruautés, les barbaries, les destructions de monumens qui les ont déshonorés, leur situation militaire serait exactement la même, et leur situation morale beaucoup meilleure. Il est impossible que cette pensée ne vienne pas quelquefois à l'esprit de ceux d'entre eux qui ont encore conservé la faculté de réfléchir, et alors ils ont peut-être des insomnies tourmentées.

Quoi qu'il en soit, on a pu croire un jour que M. de Bethmann-Hollweg l'avait emporté sur l'amiral de Tirpitz, champion de la manière forte, et, ce jour-là, le comte Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne à Washington, est venu faire à M. Lansing, ministre américain des Affaires étrangères, une communication qui ne ressemblait pas aux précédentes. Aussi y a-t-il mis quelque embarras et, rentré chez lui, a-t-il éprouvé le besoin de préciser davantage et par écrit. C'est le texte même de ses instructions qu'il a fait parvenir à M. Lansing. « Les paquebots, y lit-on, ne seront pas coulés par nos sous-marins sans avertissemens et sans que des mesures soient prises pour assurer la sécurité des vies des non-combattans, à la condition qu'ils n'essaient pas d'échapper ou d'offrir de la résistance. » La lettre du comte

Bernstorff ajoutait que cette politique avait été décidée par son gouvernement « avant que se produisît l'incident de l'*Arabic*. » Singulière observation. M. Lansing a pu se demander à quoi servait-il que le gouvernement allemand changeât de politique et donnât à ses sous-marins d'autres instructions, si c'étaient toujours les anciennes qui étaient suivies. Mais, en fait, ni le gouvernement, ni l'opinion ne se sont demandé rien de tel en Amérique. On a cru y avoir cause gagnée et la joie a été très grande. On ne s'est même pas arrêté à la pensée que le gouvernement allemand n'accordait qu'une partie de ce qui lui avait été demandé. Cette partie était incontestablement la principale : on a pu croire que, plus tard, elle emporterait le reste. S'il y a eu dans quelques journaux un peu d'incertitude sur le jugement à porter, un peu d'incrédulité, de défiance même, la satisfaction l'a emporté de beaucoup, car personne ne désirait un conflit avec l'Allemagne : et M. Wilson a eu toute l'apparence d'avoir obtenu un succès diplomatique très appréciable. Fabius Cunctator avait triomphé.

Nous disons l'apparence d'un succès parce que la suite ne devait pas pleinement confirmer l'impression optimiste du premier moment. A peine le comte Bernstorff avait-il fait sa démarche que l'*Hesperian* sautait. Passe pour l'*Arabic* ; on admettait que le sous-marin qui l'avait torpillé n'avait pas encore reçu les nouvelles instructions du gouvernement. Mais plus on s'éloignait du moment, antérieur au torpillage de l'*Arabic*, où le gouvernement impérial disait avoir changé de politique, plus il était difficile d'accepter la même explication comme valable, si un fait du même genre se renouvelait. Et c'est ce qui est arrivé. L'*Hesperian* est un paquebot qui, parti de Liverpool, se dirigeait sur Montréal. On ne pouvait donc pas, non plus d'ailleurs que l'*Arabic*, le soupçonner de porter de la contrebande de guerre. Il avait à bord 250 hommes d'équipage et 350 passagers. Attaqué, sans le moindre avertissement préalable, au Sud-Ouest de la côte d'Irlande, il a eu le temps de pourvoir à la sûreté de l'équipage et des passagers, à l'exception de 33 malheureux qui ont disparu. Dans le nombre, il y avait, dit-on, un Américain. L'émotion a été profonde en Amérique, On s'est demandé si le gouvernement impérial avait été de bonne foi dans ses promesses, ou si, au contraire, il ne se jouait pas du Cabinet de Washington. Il avait pu constater, d'après la joie causée en Amérique par la démarche du comte Bernstorff, la vivacité du sentiment pacifique : qui sait s'il n'en a pas tiré la conclusion qu'il pouvait encore, sans

trop de danger, se permettre un nouvel exploit ? Nous sommes curieux de voir quelle explication il en donnera. Peut-être dira-t-il, — les journaux allemands en émettent déjà l'hypothèse, — que l'*Hesperian* est venu butter contre une mine anglaise ; mais les passagers sont unanimes à parler d'une torpille. Ou encore que le paquebot a essayé d'échapper ou a offert quelque résistance ; mais alors, on s'apercevra que la facilité d'invoquer un pareil prétexte permettra toujours aux sous-marins allemands de faire ce qu'ils voudront. Peut-être enfin se contentera-t-on, à Berlin, de déplorer que le commandant du sous-marin allemand n'ait pas reçu en temps opportun les nouvelles instructions de l'amirauté ; mais s'il était déjà difficile de le croire pour l'*Arabic*, il le sera encore bien plus pour l'*Hesperian*. La vérité est qu'avec une nation et un gouvernement qui ont fait du mensonge un instrument habituel de politique et de guerre, on n'aura jamais de sécurité. Au surplus, nous avons vu que les Allemands font le mal pour le mal, indifférens à l'horreur qu'ils inspirent, pourvu qu'on les craigne : ils le font du moins toutes les fois qu'ils le peuvent sans danger pour eux.

Ceci nous conduit à parler de la lettre que M. Balfour a écrite à un de ses correspondans, et où il donne une autre explication de la nouvelle politique maritime du gouvernement impérial, à la supposer sincère et si elle n'est pas l'expédient d'un jour. M. Balfour ne croit nullement et nous ne croyons pas plus que lui qu'on soit revenu à Berlin à des sentimens plus humains. M. de Bethmann-Hollweg lui-même n'a-t-il pas dit dans son dernier discours qu'il était guéri de toute sentimentalité ? Mais il ne faut faire le mal que lorsqu'il est utile et M. Balfour ajoute qu'on ne le fait que lorsqu'on le peut. L'Allemagne le peut-elle encore ? C'est la question qu'il pose. « Il est vrai, dit-il, que de nombreuses personnes inoffensives, femmes et enfans, aussi bien des hommes de pays neutres que de pays belligérans, ont été dévalisés et tués grâce à ces nouvelles méthodes de guerre. Toutefois, les innocens n'ont pas seuls souffert : les criminels ont aussi payé le prix de leurs crimes ; certains ont été faits prisonniers de guerre. Mais, en raison même de la nature des sous-marins, il doit souvent arriver qu'ils entraînent leur équipage vers une mort certaine. Voilà ce qui explique le changement de la diplomatie allemande envers les États-Unis. D'aucuns se demandent pourquoi la destruction du *Lusitania*, avec une perte de vies de plus de douze cents femmes, enfans et hommes, fut saluée dans l'Allemagne tout entière par des cris de triomphe, tandis que la destruction de l'*Arabic* fut

accueillie par un silence mélancolique. Est-ce parce que, entre les deux faits, les États-Unis sont devenus plus forts et l'Allemagne plus faible ? Est-ce parce que l'attitude de M. Wilson s'est modifiée? Est-ce parce que les argumens du secrétaire d'État américain se sont faits plus persuasifs ? Est-ce parce que l'opinion allemande s'est enfin révoltée contre des cruautés sans frein ? Non. La raison est ailleurs : on la trouvera dans le fait que les auteurs responsables de la politique des sous-marins ont eu le temps d'en mesurer les effets et que les exploits que nous qualifiions seulement de crimes en mai, apparaissent en septembre comme une lourde faute aux yeux des Allemands. »

M. Balfour est aujourd'hui premier lord de l'amirauté, c'est-à-dire ministre de la Marine du Royaume-Uni : l'opinion qu'il émet a donc une autorité particulière. Il n'hésite pas à dire que leurs sous-marins n'ont pas tenu ce que les Allemands s'en promettaient et que les pertes qu'ils ont éprouvées de ce chef ont été « énormes, » tandis que le tonnage de la marine marchande britannique est aujourd'hui plus élevé qu'avant la guerre. Voilà donc à quoi a abouti l'effort des Allemands au moyen des sous-marins, de quelques cruautés qu'ils paient entouré, et cela explique qu'après avoir joui de la faveur impériale pendant dix-huit ans, ce qui n'est arrivé à aucun autre ministre, l'amiral de Tirpitz l'ait subitement perdue. Le vrai, que M. Balfour laisse clairement entendre, est que les Allemands ont perdu, sans résultat appréciable, un grand nombre de sous-marins. Comment ? Ils ne le savent pas plus que nous. Beaucoup, beaucoup plus qu'on ne le dit, sont partis qui ne sont pas revenus, et dont on n'a plus de nouvelles. La mer a ses hasards, et ses profondeurs sont insondables. Le sous-marin est exposé à bien des périls. Il y a, — qu'on nous passe le mot dans un sujet aussi sérieux, — il y a quelque chose de comique dans l'anxiété avec laquelle un journal allemand se demande ce qu'est devenu l'U_{27}, qui est parti en course et n'est pas rentré. Ce doit être encore, ajoute-t-il, un « crime anglais, » et il se demande si ce n'est pas l'*Arabic* qui a coulé le sous-marin. On voit que, dans ce cas, l'*Arabic*, qui était un navire de commerce, a changé son caractère et mérité d'être coulé lui-même. Du petit au grand, c'est la même préoccupation qui porte le gouvernement allemand à soutenir que la Belgique avait la première violé sa neutralité et que, par conséquent, elle avait mérité son sort.

Et après l'Allemagne, voici que l'Autriche a des difficultés avec

l'Amérique, mais les deux font la paire, et d'ailleurs l'Allemagne se trouve aussi impliquée par son attaché militaire dans le nouvel incident qui s'est produit. L'Autriche a un ambassadeur à Washington, et cet ambassadeur se livre à des manœuvres qui, pour n'être pas aussi sanguinaires que celles de l'Allemagne, ne sont pas moins misérables: elles le sont peut-être encore plus. Cet ambassadeur, le docteur Dumba, a confié à un journaliste de guerre, le capitaine Archibald, qui se rendait en Europe, une lettre à faire parvenir au ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, le baron Burian. L'ambassadeur d'une puissance belligérante viole la neutralité du pays qui lui donne l'hospitalité en chargeant un citoyen de ce pays, muni d'un passeport régulier, de commissions politiques auprès de son ministre. Ce n'est toutefois pas en cela que consiste la plus grande gravité de son affaire, c'est dans le texte même de sa lettre qui a été saisie en Angleterre, au moment où M. Archibald y débarquait. Le docteur Dumba ne proposait rien moins au baron Burian, s'il consentait à lui fournir pour cela les fonds nécessaires, de fomenter des grèves dans de grandes usines américaines qu'il spécifiait, afin d'y arrêter pendant plusieurs mois ou du moins d'y ralentir le travail. Il se faisait fort d'y réussir. Dès lors, ces usines se trouveraient dans l'impossibilité de fournir aux Alliés, français, anglais, etc., le matériel de guerre qu'ils avaient commandé et qu'ils attendaient. Le devoir le plus strict d'un ambassadeur est de ne pas se mêler aux affaires intérieures du pays où il est accrédité: son caractère diplomatique, qui lui assure tant d'autres avantages, le lui interdit. Il doit, plus que personne, respecter les lois de ce pays au lieu de les violer. Que dire dès lors de cet étrange docteur Dumba qui n'hésite pas à demander de l'argent à son gouvernement pour fomenter, par la corruption, des troubles en Amérique et y porter personnellement atteinte à la liberté du travail? Nous ne saurions dire si un cas aussi scandaleux est tout à fait unique, mais nous n'en connaissons pas d'analogue. On serait surpris si l'ambassade allemande n'avait pas été mêlée en quelque manière à cette intrigue : aussi l'a-t-elle été. A la correspondance du docteur Dumba dont M. Archibald s'était chargé, s'ajoutaient quelques lettres du capitaine de Papen, attaché militaire allemand. L'ensemble de la correspondance et le fait qu'elle était confié au même intermédiaire montraient que les deux hommes étaient d'accord et manœuvraient de conserve. Le docteur Dumba, dans un passage de sa lettre, le dit d'ailleurs formellement. Jamais abus de confiance n'a été plus effrontément commis sous le couvert de l'immunité diplomatique; jamais

violation de la neutralité américaine n'a été mieux caractérisée.

M. Lansing n'a pas perdu de temps pour demander des explications au docteur Dumba et on ne devinerait jamais celles qui lui ont été données : il en a été si étonné et si ému qu'il a rompu l'entretien pour en faire part à M. Wilson. M. Dumba a expliqué que, dans les usines dont il s'était fait fort d'interrompre le travail avec de l'argent, il y avait des Autrichiens, et qu'il était incontestablement en droit de les détourner, moyennant indemnité, d'un travail qui devait profiter aux ennemis de leur pays. Une telle excuse aggravait la responsabilité de M. Dumba au lieu de l'atténuer. Il n'y avait plus qu'un parti à prendre et M. Wilson l'a pris aussitôt. Point n'était besoin, cette fois, de faire une enquête préalable ni de rédiger une note savante : la lettre de M. Dumba était un témoignage irrécusable contre lui. Le gouvernement américain a jugé qu'un tel ambassadeur était désormais « inacceptable » et l'a fait savoir à Vienne. On ne saurait qu'applaudir à la promptitude de cette démarche et à la résolution qu'elle manifeste. Mais le docteur Dumba est-il le seul coupable et l'affaire n'aura-t-elle pas une suite?

Pour en revenir à l'explication fournie par l'ambassadeur, que faut-il penser de ces ouvriers qu'il a dit être ses compatriotes et auxquels il s'est arrogé le droit de donner des directions? Sont-ils vraiment restés sujets autrichiens? Non sans doute: autrement, et à supposer, comme c'est probable, que la plupart d'entre eux aient encore l'âge militaire, ils auraient dû rallier le drapeau et être aujourd'hui au front. Mais on peut croire qu'il n'en est rien et que si ces ouvriers sont d'origine autrichienne, ils sont devenus sujets américains. On en a eu, en Amérique, depuis le commencement de la guerre, des preuves fréquentes et frappantes, que les citoyens d'origine germanique sont demeurés foncièrement germains. Ils forment aux États-Unis une colonie compacte qui est une sorte d'État dans l'État et quand il s'agit d'obéir à l'autorité américaine ou à celle de l'ambassadeur d'Allemagne ou d'Autriche, ce problème de casuistique est déjà tout résolu dans leur conscience. On se rappelle le mot du fabuliste :

> Laissez-leur prendre un pied chez vous,
> Ils en auront bientôt pris quatre.

Même quand ils sont chez vous, les Allemands et les Autrichiens ont la prétention d'être chez eux; ils y sont en vertu du droit supérieur de leur race et ils suivent de préférence à toute autre les influences qui

leur viennent de ce qu'ils n'ont pas cessé de regarder comme leur vraie patrie. On a remarqué souvent la force d'assimilation qu'a l'Amérique sur les étrangers qu'elle hospitalise et dont elle fait bientôt des Américains; cette force d'absorption s'arrête aux Allemands ; ils restent Allemands et continuent de chanter en eux-mêmes : « L'Allemagne au-dessus de tout! »

Avant la guerre, il y en avait partout; ils s'insinuaient, on les accueillait. Si leur gouvernement avait laissé la paix durer quelques années de plus, ils auraient dominé le monde par des moyens beaucoup plus sûrs que ceux auxquels l'empereur Guillaume a eu finalement l'imprudence de recourir. Les questions que soulève leur présence en si grand nombre en Amérique sont délicates et la discrétion nous empêche de les traiter ici. Tout ce que nous en dirons est que, depuis un an, les Américains se sont aperçus qu'ils ne connaissaient pas très bien les Allemands et ont appris à les mieux connaître. Quelle que soit sa patience, on sent une irritation grandissante dans les froides notes de M. Wilson et cette irritation est encore plus grande dans un pays qui a l'esprit prompt et l'âme chaude. Certes, l'Amérique est pacifique, elle l'est profondément et la guerre qui se déchaîne aujourd'hui sur l'ancien monde n'est pas de nature à modifier chez elle un sentiment aussi légitime ; il semble toutefois qu'elle commence à se lasser d'être prise pour théâtre d'incidens qui se renouvellent sans cesse, sans ménagemens pour ses intérêts, non plus trop souvent que pour sa dignité. Puissance neutre, elle entend jouir de tous les droits de la neutralité; puissance souveraine, ce n'est pas de sa part une exigence excessive de vouloir être maîtresse chez elle et de n'y tolérer aucune intrusion qui porte atteinte à sa souveraineté.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

JEUNE FILLE[1]

DEUXIÈME PARTIE[2]

VIII

Il y a du « monde à dîner » ce soir. Je vérifie les bouquets; c'est mon rôle. J'aime infiniment trier les fleurs encore fraîches, couper les tiges, les alléger des feuilles flétries, des pétales fanés, refaire les touffes ou mettre en valeur une seule fleur exilée dans des vases appropriées au dernier aspect de leur beauté. Ensuite, avec des bottelées nouvelles, je compose des gerbes vivantes, nuancées et jeunes. Je voudrais ainsi dans mes sentimens et ma vie, pouvoir choisir, élaguer, ordonner, arracher de moi tout ce qui n'est plus frais, tout ce qui n'est pas beau, et toujours, toujours, sentir croître et grandir en moi-même un épanouissement perpétuel, enchanté.

Ma récompense, une fois mon travail terminé, ce sont les complimens de maman. Certes, elle y apporte de l'indulgence : « Quelle artiste, cette petite fille! où a-t-elle pris ce sens des couleurs! ce bouquet est un chef-d'œuvre. » Je dois dire que j'en réussis parfois d'assez jolis. C'est que je connais si bien chaque coin, chaque meuble! Je sais l'angle sombre qui réclame des corolles pâles, la place ensoleillée où de joyeuses et vives couleurs flambent si gaiement; la place de maman qui doit être embaumée, le portrait de grand'mère devant lequel doivent être offertes les fleurs qu'elle préférait, selon la saison;

(1) *Copyright by* Gérard d'Houville.
(2) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

et, près de la pendule, dans une verrerie fragile, quelques petites fleurs mystérieuses en hommage au temps inexorable.

Avant dîner, j'arrange la table avec des anémones de toutes les couleurs; c'est charmant, avec les porcelaines diaphanes, l'argent, le cristal, le linge. Cela me donne du mal, par exemple, à cause de cette petite poudre noire que ces stupides coquettes de fleurs ont adoptée pour se charbonner le cœur. — Ah! les idées de beauté des fleurs et des femmes! — Vous comprenez, madame? il ne faut pas que ce fard léger vole sur la nappe blanche. Mais c'est fait, et bien fait. Les fenêtres ouvertes sur le jardin sont toutes bleuâtres, la fraîcheur mystérieuse du soir entre dans la pièce prête, parée, et qui semble attendre.

Je m'assieds dans un fauteuil et je contemple mon ouvrage avec satisfaction et mélancolie. Je songe : de qui va-t-il se composer, ce « monde à dîner? » De vieux amis qu'on connaît bien, comme toujours. Ça n'a pas l'air gentil, ce que je dis là, et pourtant j'aime beaucoup les vieux amis. Mais comme ce serait drôle si, à leurs places, s'asseyaient des invités « tombés des nues? » Jupiter, ou Stendhal, ou l'impératrice Joséphine, ou des Marsiens, ou même sans être si prétentieuse le gentil monsieur du Pré-Catelan? (A propos, où est-il ce soir, le monsieur du Pré-Catelan?...) Mais voilà! vœux superflus! ce ne sera pas. A droite de maman s'assiéra un vieux illustre poète, à gauche un célèbre philosophe, en face ce sera notre abbé Flipon entre un romancier à la mode et votre servante. Enfin des gloires, quoi! Seulement, ce soir, je me sens très jeune, pas ambitieuse et une immense envie de m'amuser. Donc pour moi : soirée manquée. Tout à l'heure, la salle à manger me plaira bien moins; les lumières auront chassé cette pénombre où je m'attarde, les fenêtres se refermeront sur l'aimable nuit et ses senteurs noires; les rideaux tirés empêcheront d'entendre les rêves heurter à la vitre; les fauteuils complétés par des humains qui les alourdiront ou leur tapoteront le bois, les fauteuils auront un aspect banal, utile, et non ces formes de contes fantastiques que, vides et béans, ils prennent dans l'obscurité environnante. Le dîner exhalera son fumet; on parlera, on mangera, et cette table dressée ne me paraîtra plus attendre le festin des fées pour le baptême du fils de l'enchanteur.

On dira : « Madame est servie... » et les nains qui déjà

entre-bâillaient les portes n'oseront plus entrer et fuiront dans les allées du jardin ; les fées ne descendront pas de leurs chars ailés qui étaient sûrement les premiers aéroplanes; le magicien téléphonera qu'il est souffrant et le fils de l'enchanteur ne sera pas baptisé !

. . . . . .

Voyons, suis-je assez bête ! Si on lisait ce cahier, on me trouverait bien absurde et bien petite fille avec toutes ces idées ridicules ! Seulement, il faut encore que j'ajoute ceci : c'est que j'ai terriblement peur de demeurer toujours la même jusqu'à l'âge le plus avancé. Je me sens une imagination inguérissable.

Cependant, il n'est que sept heures, on ne dînera que dans une heure et demie et peut-être passée. Je monte chez maman. On vient de lui apporter une robe neuve, et elle l'essaye avant de s'habiller pour dîner.

La robe vient de chez Pomadour, le couturier à la mode, et devant la haute glace de son cabinet de toilette, maman attentive, sérieuse, contemple son charmant reflet tout vêtu de gris. A ses pieds, épinglant un pli, une jeune fille à genoux surveille d'en bas l'effet hardi et gracieux de la jupe ; c'est la « jupière » de maman qui vient toujours lui passer ses toilettes finies : Claire Larigo dite Lariguette. Je l'aime beaucoup.

— Bonjour, Lariguette !

— Bonjour, mademoiselle Juliette...

— Comment allez-vous ce soir, petite Claire ? J'aime bien cette robe de cendre, jolie maman ; vous m'y faites l'effet du phénix s'apprêtant à renaître...

— On ne renaît pas comme cela, dit maman dans un sourire.

— Ah ! c'est bien vrai ! soupire la petite voix faubourienne de Claire.

— La vie ne va donc pas, Lariguette ?

Je me suis assise à terre, « en tailleur, » auprès d'elle et je la regarde en riant.

Elle est charmante, Lariguette ; elle a, dans toute la pureté de son incorrection aguichante, espiègle et hardie, le type de Paris, de la jolie fille née dans les faubourgs et que pare une grâce tellement innée, une sorte de distinction si secrète qu'elle n'est jamais déplacée ni embarrassée en aucun lieu.

Elle a les cheveux châtains envolés en mousse légère, le

teint d'un rose pâle et de beaux yeux gris retroussés comme son nez fripon, insolent et gai, « un nez fait pour qu'il y pleuve, » dit-elle ; peut-être : mais alors, pour qu'il y pleuve de l'or fin, car cette Danaé parigote est un petit morceau de roi.

Sa belle bouche rouge aux larges dents saines se relève aussi avec une fossette dans une joue et un grain de beauté sur l'autre ; de sorte que tout son clair visage semble retroussé par une perpétuelle bonne humeur, toute sa beauté se chiffonne et froufroute. Fraîche, mais sans l'éclat des campagnardes, elle porte sur son visage rond la douceur des tons de Paris, de ses ciels, de ses eaux, de ses nuages. Elle est nuancée, la beauté de Lariguette, comme un joli matin de juin au bord de l'Oise ou de la Seine.

Son petit corps agile et robuste bien que fluet est, dit-elle, gros « comme deux liards de beurre. » Mais il est souple, élégant, désinvolte, cambré. Lariguette s'habille d'un rien, se coiffe de même et semble toujours neuve et parée ; elle est gaie d'habitude et vive ; sa voix franche est un peu acide comme certains petits vins aigrelets qu'on boit bien frais sous les tonnelles. Lariguette est tendre et courageuse. Tout enfant, elle a travaillé pour nourrir sa vieille maman infirme. Cette vieille mère est morte, et Claire vit maintenant avec sa non moins vieille tante qui, je crois, n'est pas agréable ni commode. Voilà plusieurs années que maman a connu Lariguette chez Pomadour, où peu à peu cette Lariguette monte en grade... Et j'ai de la tendresse pour elle.

J'ai répété, car elle ne voulait pas répondre :

— Alors, Lariguette, la vie ne va pas?

— Pas très fort, mademoiselle. Mais ne parlons pas de moi. Je suis seulement un peu fatiguée. Dame ! on n'a pas souvent de vacances. Parlons de vous. Quand vous occuperez-vous de la fameuse robe pour le grand bal ?

— C'est vrai, s'exclame maman. Mais on a le temps. Mme de Léris le remet en juin.

— Je vous vois dans du tulle, mademoiselle, du tulle rose... et pas un modèle de la maison, une forme exprès pour vous, créée pour vous.

Debout, mais d'un bond moins vif que d'habitude, elle trace autour de moi, d'un doigt d'artiste, une arabesque imaginaire.

Et je vois que ses beaux yeux sont cernés et que son visage fait pour la joie est tout pâli, tout obscurci de tristesse.

— Allons, au revoir Claire, dit maman. Voilà des chocolats pour vous; vous savez, ceux que vous aimez... au caramel... Dites bien à Mme Irma que ma robe est très réussie, que j'en suis enchantée.

— Oh! madame, vous êtes trop gentille! Merci bien. Est-ce que vous vous déciderez, madame, pour « Péché mortel? »

— Qu'est-ce que c'est que ça?

Et mes yeux s'arrondissent.

— Une nouvelle robe de soir... un bijou!

— Oui, dit maman, rêveuse et que le miroir reflète maintenant demi-nue, si jeune dans ses dentelles et son corset soyeux, oui... une robe damnablement jolie. Imagine-toi un damas d'argent...

Et puis, caressant son sourcil d'un doigt distrait, elle se tait, s'étire et pense à autre chose.

Moi, je dégringole l'escalier derrière Lariguette, dont le visage changé m'inquiète un peu.

— Pas malade, Claire? Il faudrait vous soigner... Je suis à votre disposition, vous savez. Je vous mènerai chez le médecin de maman...

— Non, non! Merci! ce n'est pas la peine, refuse-t-elle avec une sorte d'effroi. Ce n'est rien... ça ne se soigne pas. Merci, mademoiselle.

— Si ce sont des ennuis d'argent, Lariguette, j'ai des économies...

Nous arrivons à la grille du jardin. Il fait sombre, une lanterne oscille et dans sa flamme intermittente je vois les beaux yeux pleins de larmes.

— Non plus, non plus... Voyez-vous, j'ai seulement de la peine...

Et plus prompte que les mots, elle prend ma main, la porte à sa bouche et se sauve à travers la nuit.

De la peine! est-ce que ça devrait être permis! à son âge...

En vain je l'appelle :

— Claire, Claire! Lariguette! Écoutez, Claire...

Nulle réponse et dans le silence la sonnette de maman tinte. Elle sonne Victorienne. C'est vrai, il faut s'habiller pour recevoir ceux que maman appelle sa ménagerie intime

et que plus respectueusement je nomme « les chers vieillards. »

Pourquoi cette détresse dans les yeux de Claire? Elle est jeune, robuste, jolie, libre, elle gagne bien sa vie, elle a, dit Pomadour, un avenir superbe dans le royaume de la mode, tant elle possède de goût, de grâce et d'imprévu varié dans l'imagination; d'habitude, elle est toujours gaie, solidement gaie...

Oh! je voudrais que tous les êtres que j'aime et qui me plaisent soient contens, soient heureux et satisfaits de leur joie!

Claire, petite Claire... ça me fait du chagrin.

IX

Toutes cinq, Jamine, Angelise, Ninette, Ninon et moi, sous la garde sans vigilance de miss Bonbon, nous revenons du cours de Littérature.

Nous traversons les Champs-Élysées qui sont ravissans de printemps; connaissez-vous ce coin, ouvrant sur la noire avenue Gabriel, ce coin de pelouses et de parterres où, près d'une grande vasque, sombre et débordante du bruit de l'eau, s'épanouit le rapide miracle du magnolier tout en fleurs?

Nous faisons un détour pour aller saluer le bel arbre : il est tout épanoui, et bien que tour à tour pâlement mauve ou rosé, d'un ensemble somptueusement blanc. La brise n'agite même pas ses lourds pétales; il est immobilisé dans sa splendeur qui doit durer si peu de jours.

— Oh! dit Jamine, bel arbre, tu es un peu triste! Ce que tu voudrais, c'est pouvoir marcher à la rencontre d'un autre arbre en fleurs aussi beau que toi; et, comme vous êtes parés pour une noce, vous iriez vous marier dans la forêt. Le cèdre vous bénirait et ensuite vous vivriez sans bouger comme il sied aux arbres, mais l'un près de l'autre et très heureux.

— Tu crois, Jamine, que c'est parce qu'il est amoureux qu'il se fait si beau?

— Mais voyons, quand les fleurs s'épanouissent, vous savez bien qu'elles veulent avant de se flétrir perpétuer leur beauté; donc, c'est par amour, puisque ces deux choses sont étroitement confondues, dit doctement Ninon.

— Mais non, nous ne savons pas! Ah! notre éducation est bien loin de se terminer! Ne trouvez-vous pas, dit Angelise, que quelques leçons sur l'amour et la maternité nous seraient bien

plus utiles qu'un cours de littérature, et même d'histoire?

— Sans compter que ces cours de littérature et d'histoire nous dégoûtent des jeunes gens d'à présent... Aussi la sage Perrette n'y vient-elle pas. Mais allez donc être contente de vos amis quand on vient de vous décrire lord Byron, Alfred de Musset, Shelley, Lamartine, le beau Buckingham, Louis XV, Boufflers, que sais-je... Pendant quatre jours au moins personne ne peut plus nous paraître intelligent ni séduisant, ni spirituel...

Et Jamine rit comme une folle.

— Voyons, chère miss Bonbon, — et Ninon lui prend gentiment le bras, — qu'en pensez-vous? N'aimeriez-vous pas nous conduire à des conférences sur l'amour?

— *Schoking!*

Et la pauvre miss Bonbon, épouvantée, avale tout rond et de travers un des éternels suçons acidulés auxquels elle doit son sobriquet devenu son nom.

— Mais c'est très convenable, au contraire. On nous apprend bien la botanique. Pourquoi nous cache-t-on tout le côté vivant de l'amour qui doit être notre vie?

Et Ninon d'un doigt adroit rappelle à l'ordre une mèche échappée du coquillage en chignon sur son oreille droite.

— Ne rougissez pas, miss Bonbon! — Je la console car elle me fait un peu de peine, elle qui n'a jamais su rien de l'amour et du bonheur. — Ne rougissez pas! Nous allons aller chez Colombin prendre du thé. Voilà qui est sérieux, hein!

— Oh! s'écrie Ninette se retournant tout d'un coup, que je voudrais, aussi, être ce monsieur qui passe.

On vient de nous lire des extraits de *Fantasio*.

— Tu voudrais être un jeune homme, alors? C'est déjà un regret de Juliette.

— Oui, un jeune homme : pour être amoureux de moi. Si j'étais le monsieur qui passe, un monsieur charmant, je m'aimerais moi Ninette, je me ferais la cour à moi Ninette, car je me plais beaucoup, vous savez, mes chères, il n'y a même que moi qui me plaise complètement.

— Ah! tu te plais! eh bien, tu en as une chance.

Angelise prend l'air songeur.

— Je me plais, tu me plais, nous nous plaisons...

Nous sommes, c'est vrai, très gentilles à voir; jupes courtes, petits pieds, jolis visages frais sous les chapeaux simples, nous

nous tenons par le bras et, ainsi réunies et entrelacées, imperturbablement nous occupons toute la largeur de l'allée.

Et tous les gens qui passent nous regardent en souriant.

— Des cours sur l'amour... reprend Ninon; ne confondons pas avec les cours d'amour qui ne réunissaient autrefois que des gens déjà experts en cette matière. Des cours sur l'amour par des professeurs intelligens, hommes ou femmes, ce serait très bien, car enfin jamais nos mères ne nous en touchent un mot, si j'ose dire; on croirait que cela les gêne.

— Des professeurs intelligens! Mais si, tout intelligens qu'ils soient, ils n'ont jamais été amoureux, que pourront-ils bien nous dire?

Angelise secoue ses boucles sombres.

— Et s'ils étaient lourds, pédans? s'ils nous dégoûtaient de ce qu'ils nous racontent, s'ils ne savaient pas nous rendre le sujet intéressant? soupire Jamine.

— Je les en défie bien; c'est impossible!

— Tout de même, pense un peu; un très vieux type ou une bonne vieille dame nous disant d'un air agréable : « Aujourd'hui, mesdemoiselles, nous parlerons du baiser... »

Cinq grands éclats de rire en chœur.

— Incorrigible Ninon!

— Eh bien! dit Ninette d'un ton secret, moi, quand j'étais petite, ma bonne m'a tout expliqué, tout raconté, tout révélé... *oui, tout!* en grands détails...

— Bah! dit Ninon, c'est trop fort! et tu m'as caché cela jusqu'à présent?

— Laisse-moi parler... Oui, ma bonne m'apprit des choses très étranges et qui me parurent comiques. Mais elle venait de la campagne et je pensai que, dans son pays, cela différait sans doute des coutumes de Paris...

— Et puis? et puis?

— Et puis... j'oubliai tout. Je voulus instruire une petite camarade de catéchisme très curieuse et réveillée; je fis parade de ma science et, au moment d'expliquer, pffft!!! plus rien. Je ne profite jamais d'aucune leçon... alors...

— Oh! cette Ninette, quelle sournoise! Mais regardez, mesdemoiselles, si la place de la Concorde n'est pas admirable ce soir.

Car le soir mauve et bleu, le soir printanier, descend sur

la ville et de ses écharpes pâles caresse et enveloppe les vieilles pierres. Les contours s'adoucissent, les nuances se fondent, un accord délicat s'établit entre le ciel, la terre, et les premiers feuillages, l'eau du fleuve, les monumens et les quais ; l'obélisque aigu est rose, les fontaines sont moins sombres, les façades presque bleues et le ciel, le doux ciel mauve et mélancolique est de la couleur d'une lettre d'amour.

Jamine me prenant à l'écart invente à mi-voix cette petite strophe pour l'heure du thé :

Chez Colombin à l'heure où la nuit tombe,
Tous les pigeons rejoignent les colombes
Et Colombine est auprès d'Arlequin ;
Chacun roucoule et chacune chatoie
En picorant le gâteau de la joie
Chez Colombin.

. . . . . .

Le thé, son odeur, sa vapeur, c'est un hommage, un encens au dieu chinois de cinq heures ; car chaqne heure a son dieu ; notre réveil est dû à la farce que nous fait un malicieux faune, et le soir est une déesse pensive et qui rêve, voilée.

Donc, autour du thé, pas de verbiage, mais une religieuse gourmandise ; autour des tasses, des toasts fumans, nous parlons d'autre chose et, soudain timides, maintenant que l'air pur n'emporte plus nos folles paroles, nous abandonnons tacitement ce sujet qui nous intéresse si fort. Et je n'ai pas dit tout ce que je pense. Je crois que nous connaissons d'instinct presque tout l'amour. Je crois que le silence autour des jeunes filles gardé sur l'amour, est nécessaire et beau, car ainsi, comme une fleur cachée, ce sentiment de l'amour grandit lentement jusqu'au jour où il sera prêt à vivre, à éclater comme ces corolles mystérieuses qui ne s'épanouissent que tous les vingt ans. Les paroles le détruiraient. Car, déjà, toutes petites, nous avons notre « vie d'amour. » Oh ! nos poupées, nos chers jouets, pour nous vivans, et plus que vivans : magiques ; nos coins préférés à la campagne, nos fleurs, nos animaux familiers, nos vieilles bonnes, nos amies ! Quelle intensité de tendresse dépassera celle que mon enfance ressentit pour ma jolie maman ! Oh ! ses genoux où j'étais blottie, son parfum, la douceur de ses bras ! « Prends-moi sur tes genoux, maman ! » Et c'était le

délice et le songe. Il me semblait alors que mon arbre favori, tout en fleurs, me serrait dans ses branches embaumées, ou que le ciel bleu s'entr'ouvrait pour ma joie...

Et anéantie, rentrée pour ainsi dire dans le délice de ne pas encore exister, je rêvais sur son cœur, m'endormais bercée.

L'amour... Oh ! qu'elle m'agaça, une compagne de cours, mariée l'an dernier, — lorsque je la revis chez maman en visite, — par son air important, dédaigneux qui signifiait lorsqu'elle m'adressait la parole : « Nous ne pouvons plus nous entendre ; il faut avoir passé par là... »

Elle m'agaça. Je comprends bien que je ne connais pas tous les amours, mais je sais que je possède sa plus pure essence. Toutes les roses commencent par être des boutons clos, scellés comme des cœurs secrets n'ayant encore jamais aimé ; et cependant ce sont des roses avec tous leurs pétales et aussi tous leurs aromes. Ainsi, au fond le plus mystérieux de moi-même, je sens déjà tous mes parfums.

X

Le jardin est en fleur...

L'aubépin tout rose minaude, telle une dame qui a bien mis son fard, auprès du prunier blanc, poudré à frimas. La glycine a des grappes maladives ; les marronniers sont d'un vert neuf, le petit gazon, dru, luit sous l'averse en éventails des arrosoirs.

Les étroites plates-bandes serpentent, invraisemblablement bleues de myosotis et un ruban d'azur semble ainsi réunir et nouer tout le petit jardin.

Mais sa splendeur, sa beauté sans égale, c'est mon lilas.

Il jaillit en fusées à la fois délicates et puissantes, en tous sens, avec vigueur, avec joie. La force de la saison éclate dans les nœuds de ses branches, et la profusion de ses thyrses. Il est tout en aigrettes, en plumes, en panaches, d'un mauve bleu ou violet ; ses fleurs sont robustes, gonflées, embaumées. Tout entier il n'est qu'un grand bouquet, une gerbe folle, immense, à la fois touffue et légère avec des ombres et des pâleurs et des violences de ton alternées. Au crépuscule, il s'éteint, il devienl bleuâtre comme si un peu de l'azur du jour restait en lui, et puis gris comme une fumée, une vapeur d'où sortira peut-être une déesse : car la jeunesse printanière habite

ses rameaux ; je la sens répondre à la mienne lorsque j'approche ma joue des fleurs fraîches. J'adore mon lilas.

L'an dernier, mon lilas en fleur fut témoin d'une petite scène bizarre. Maman avait fait faire son portrait par un vieux peintre espagnol fort célèbre qui s'appelle Salvator Pourpa. Il jouait ravissamment de la guitare et offrit d'apprendre à Angelise et moi à en jouer et à chanter des airs espagnols. Il vint plusieurs fois. Un jour, Angelise souffrante, je fus seule avec lui. Il joua et chanta mieux que jamais. L'odeur du lilas paraissait le griser, l'enivrer. La guitare appuyée à son genoux baissé, son beau regard levé vers le mien, il rajeunissait au mouvement de la chanson. J'admirais la main agile et si sûre, le long des cordes tendues et la résonance profonde et douloureuse du creux instrument féminin. Avec une puissance contenue, une ardeur qui brûle en dessous, il murmurait une mélodie à la fois molle et gutturale et dont les cordes paraissaient tressaillir avant même d'être effleurées. Les mots harmonieux, inconnus et bizarres de la langue étrangère semblaient peu à peu devenir les mots du seul pays de l'amour et les gémissemens de la guitare se prolongeaient dans mon cœur.

Je ne sais quel charme m'envahissait d'une vague impression passionnée. Salvator Pourpa me regardait en chantant. Il n'était plus vieux ; la magie des syllabes et des sons rajeunissait sa bouche ; ses rides s'effaçaient et ses cheveux argentés le paraient comme les frimas du prunier blanc.

Il me regardait, et debout près de mon lilas odorant, enivrant, je mordais les thyrses violacés comme une petite chèvre ensorcelée.

Alors Pourpa se leva d'un bond ; le bel instrument repoussé parut se briser et mourir dans une détente si brusque qu'elle m'arracha presque un cri. Il marcha vers moi, me prit dans ses bras, baisa à plusieurs reprises mes cheveux et mes joues ; surprise, je le laissais faire et je voyais ses yeux pleins de larmes. Il arracha le lilas que je tenais, il le mordit à son tour, le déchira, l'éparpilla avec une sorte de furie, puis il retomba assis sur le banc en sanglotant tout bas :

— Ah ! ma jeunesse ! ma jeunesse !

Je voulus malgré mon embarras lui parler, le consoler ; mais il me repoussa doucement, ramassa la guitare, prit son chapeau et partit sans me dire une autre parole.

Il n'est jamais revenu.

Et jamais je n'ai raconté cette petite histoire à maman ni à personne. Je n'ai pas très bien compris, mais j'ai senti une grande détresse dans les baisers de ce vieil homme charmant. Et je ne veux pas qu'on le blâme ni qu'on se moque de lui.

Quelquefois maman dit : « C'est très drôle ! Qu'a donc pu devenir Salvator Pourpa ? Il ne vient plus, il n'écrit plus ! En quoi avons-nous pu lui déplaire ? »

Alors je fais signe à mon lilas de lui garder le secret.

XI

Maman me plaît.

Elle est en ce moment jolie, jolie, jolie ! J'aime beaucoup sortir avec elle, seulement il est entendu que je ne fais pas de visites ; c'est du temps par trop perdu. Au Bois, nous nous en allons quelquefois ensemble, moi d'un pas allègre, elle, plus paresseuse. Un tout petit peu plus petite que moi, elle est bien plus belle ; elle marche mystérieusement et elle ressemble à la nuit.

On la regarde beaucoup et je ne me sens plus alors aucune espèce d'importance.

Elle m'a conduite chez Pomadour, car elle me veut très bien nippée pour mon grand bal.

Les sœurs Pomadour ! Quel endroit de conte de fée !

Tout de suite, — de même qu'à l'église une sorte de ferveur et de mysticisme presque physique vous pénètre dès l'entrée, avec toute l'ombre et la fade odeur de cire et d'encens, et la brume invisible des prières, — tout de suite une sorte de coquetterie, de folie magnétique et transmise de femme à femme en s'exaspérant, s'empare, dès le seuil, de votre raison.

Cela sent les parfums et les odeurs d'étoffe, la chaleur féminine, les fleurs...

Que de jolies femmes ! des « premières » aux mannequins, des secondes vendeuses aux clientes... (tout de même, par-ci, par-là, quelques vieilles excentriques plutôt réussies).

Et c'est vraiment très conte de fée : j'y reviens, car je me souviens de cette légende, — est-elle d'Hoffmann ou d'Andersen ? — où un Roi se promène magnifiquement nu pendant que

toute la Cour le complimente sur ses beaux habits; c'est que l'on a décrété que, seuls les imbéciles, ne sauraient pas voir ses splendides atours. N'est-ce pas cela, la mode? Et dans cette fastueuse et singulière maison, n'allons-nous pas toutes être la proie d'un analogue et malicieux sortilège? J'en ris tout en nous plaignant. Nous sommes chez une Circé qui nous transformera, non en bêtes grognantes, mais à son seul gré en apparences nouvelles, imprévues et délicieusement baroques. Que de pièges dans tous ces miroirs se renvoyant mille reflets, mille lumières, mille errans fantômes diversement parés! Que de tentations aux plis de ces soies, au nuage de ces gazes, aux flots de ces tulles, que de redoutables enchantemens dans ces enroulemens, ces déploiemens, ces étoffes lourdes ou légères, ces rubans, ces dentelles, ces chiffons multicolores, paradisiaques et diaboliques? O Ève, Ève! créatrice de la toilette, on vous devrait bien un magasin de couture avec cette enseigne : A la feuille de figuier... Car le serpent aux conseils enjôleurs et perfides fut le premier des couturiers.

Ainsi donc se termine l'éducation d'une jeune fille : par le premier bal qui exige la première « vraie » robe.

Alors, pendant des années, on lui a péniblement appris à grands renforts de gouvernantes, de professeurs et de catéchisme, tout ce que l'on a pu de raison, sagesse, modération, mesure : le goût du travail, le sérieux de l'intelligence, le dédain des frivolités, toutes choses si difficiles à acquérir; puis ensuite, on s'évertue pour que, bien vite, elle oublie tout cela, une fois cette fameuse éducation finie. Évidemment, il y a plusieurs éducations... Laquelle est la bonne? L'âge de raison se vit à sept ans; l'âge de déraison dure bien jusqu'à la cinquantaine. Maman a naturellement commandé la fameuse robe « Péché mortel, » mais j'ai résisté à « Fleur d'innocence, » « Orages d'Avril » et autres jeunes pousses. Je voulais voir Claire Lariguette. Mais elle n'était pas là et j'en fus préoccupée.

. . . . . .

Hier, le temps si chaud, si bleu, nous fit organiser en quelques coups de téléphone notre premier tennis de la saison, à Puteaux.

Toutes, nous étions là; c'est si charmant cette arrivée, ce passage galant sur l'eau moirée, cet embarquement pour la joie! Et c'est toujours si tableau de Watteau, si mascarade

amoureuse, la moindre réunion sous les grands feuillages de la campagne de Paris!

On dirait que les paysages parisiens font, moins que les autres, partie de la nature, et sont plus près des hommes; le voisinage immense et mystérieux de la vaste ville les instruit; sans répit, les fumées et les nuages racontent dans le vent aux feuilles et aux fleurs mille sombres ou passionnées histoires. Aussi le moindre rameau est-il alourdi de confidences, chaque feuille est-elle prête à bavarder pour peu qu'on l'en prie.

J'étais lasse. Assise dans un fauteuil de paille, j'ai regardé jouer mes amies, songeuse. Pourquoi, en ce moment, y a-t-il, en moi, des choses que j'écoute sans les comprendre? Le vent agitait les feuillages. Tout près de moi, maman si jeune, Mesdames de Léris et de Gimeuil, d'une folle élégance, causaient intarissablement. Je contemplais les joueurs et les joueuses vêtus de souples et blanches flanelles, j'admirais leurs mouvemens nets, rapides, la robuste grâce de Perrette, la flexibilité de Jamine, la force de Jimmy et la promptitude de Maurice.

Comme c'est grec, un jeu de tennis! Certaines attitudes, une jambe pliée, un bras tendu, un torse renversé, un bond précis, m'évoquent des photographies que je connais de bas-reliefs et de statues...

Les « dames » bavardent toujours et continuent à goûter; elles goûteront jusqu'au dîner, comme d'habitude. De-ci de-là, du fond de ma béatitude pleine de réflexion, j'entends des phrases et, entre autres, celle-ci qui m'étonne et que Mme de Léris prononce à mi-voix :

— Évidemment, vous me trouvez insensée... C'est que, être heureux est si difficile, que les sages y renoncent et que ceux qui y parviennent ou tentent ardemment d'y parvenir, passent pour des fous... Mais pourtant...

Puis des chuchotemens autour de la table en désordre.

Angelise, Ninette et Ninon poursuivent du bout taquin de leurs ombrelles une petite grenouille jaune au bord d'un ruisseau où des nénuphars sont posés comme un service à thé pour les naïades.

Déjà le soir descend, précocement doux, et une ronde lune d'or au-dessus du tennis se lève.

Je crie :

— Hé! Jamine, vois-tu ta balle là-haut?

Elle rit et, d'un bond gracieux, semble vouloir atteindre l'astre.

Ah! Jamine, que tu es charmante, si charmante que rien ne m'étonnerait de toi! Par exemple, tu aurais pu renvoyer la lune à quelque grand joueur te guettant dans l'espace, cela ne m'aurait pas surprise du tout. Ou bien, si, dans ton élan, tu étais montée jusqu'au ciel, pour m'apprendre, une fois redescendue sur terre : « Le Bon Dieu m'a embrassée sur les deux joues et m'a dit : Retourne jouer... » cela m'aurait paru tout simple, tout naturel et infiniment plus vraisemblable que beaucoup de choses...

Mais l'air se fait plus frais; l'on part, et je sens que j'attendais quelque chose ou quelqu'un qui n'est pas venu. Pourquoi?

Sur le bac qui nous conduit à l'autre rive, Jimmy, jetant mon manteau sur mes épaules, me dit lentement :

— Mais que regardez-vous sous ces arbres, Juliette? Qui cherchez-vous?

Et je ne sais pas lui répondre. Mais Ninette sauve la situation en demandant avec une exquise stupidité :

— Pourquoi donc se sent-on toujours content lorsqu'on est dans une île?

XII

Angelise, prête à sortir avec moi, a répondu une fois à maman qui lui demandait : « Où allez-vous aujourd'hui, chérie? — Madame, je vais voir mon amant... »

Et ma pauvre maman, très scandalisée et très effarée, nous a regardées avec des yeux ronds qui nous ont fait bien rire. L'amant d'Angelise est un portrait; le portrait d'un jeune homme en noir qui s'ennuie au Louvre. De temps à autre, Angèle nous emmène au Musée et reste de longs instans en face de l'image de cet homme adoré.

Elle dit :

— Je sais que c'est avec lui que j'aurais été heureuse, que c'est lui qui devait m'aimer. Si déjà nous ne nous sommes pas connus, si je n'ai pas vécu près de lui une vie antérieure de laquelle je me souviens lorsque je regarde ce visage, c'est dans une existence future que je le rejoindrai, que nous serons enfin réunis.

Cette folie d'Angelise me fait songer que l'amour est chose bien mystérieuse et si, dans cette vie présente, nous ne rencontrons jamais l'homme que nous devons aimer, que nous sommes faites pour aimer, qu'advient-il de nous? Devons-nous aller d'espoir en espoir, d'erreur en erreur, de tristesse en tristesse?

***

J'ai dit à Jamine :

Je voudrais n'avoir dans ma vie qu'un seul sentiment, qu'un seul amour et qui, sans fin, se renouvellerait et renaîtrait de lui-même comme un très vieux rosier qui porte toujours de jeunes roses. Il y a quelque chose de redoutable à penser que la vie nous change, nous oblige à changer de cœur et de visage, et change aussi ceux-là que nous aimons. Je voudrais être heureuse, mais je voudrais rester sous les ailes du même bonheur. Est-ce que c'est possible?

***

Jamine m'a dit :

— On ne le revoit pas souvent, ton Inconnu...

Petit hasard, cher dieu plein de malice, exauce-moi, veux-tu? C'est un peu long de rester des semaines sans voir quelqu'un que l'on n'avait déjà auparavant jamais vu...

Car la vie passe et je serai peut-être vieille demain matin.

***

L'âme de Jamine a des fraîcheurs de source. En moi aussi, à mon réveil, tout est frais, pur, fluide... mais mon obscure limpidité me charme et me fait peur.

***

Je déteste ces mots : convenable,... inconvenant. Je déteste la niaiserie, mais j'aime le mot pureté; comme il est profond, comme il est clair, comme il ressemble à Jamine!

Pureté : cela ne signifie pas ignorance, bêtise; c'est un lac prêt aux beaux reflets, un azur prêt aux grands coups d'ailes... et ça n'a pas besoin d'être convenable.

***

Ce qui m'empêche quelquefois de me rapprocher de certains êtres, c'est que je n'ose et ne sais pas leur parler; j'ai peur des

mots. Ainsi l'autre soir j'avais dans mon cœur une infinie tendresse pour Claire; je ne sais quoi m'empêcha de l'exprimer comme je l'aurais dû et voulu. Il y a, et je le sens quelquefois très fort, quelque chose d'invisible entre moi et les autres; cela arrête, entrave mon élan vers eux et la vie. Comment faire pour franchir cela?

*
* *

Jamine, ô claire Jamine, tu es le miroir de notre jeunesse...

*
* *

J'ai le « potin » en horreur. Or, vous pensez bien que dans mon petit milieu on « potine; » bien moins qu'ailleurs certes et pas trop méchamment, mais enfin par-ci par-là ce sont tout de même des petits racontars et de petites suppositions sur les uns et sur les autres.

Angèle affirme cavalièrement : « Je me moque du qu'en-dira-t-on. » Et je voudrais pouvoir répondre : « Moi aussi. » Mais ce ne serait pas tout à fait vrai. Certes, je m'en moque en ce sens que je ne m'en occupe pas et n'en suis pas influencée, mais je le redoute quand même.

Je le redoute parce que, à force de dire, de répéter, de se confier, de se chuchoter des petites histoires sans importance sur celui-ci ou sur celle-là, on finit par créer une vérité fausse à côté de la vérité vraie et cela me fait très peur et me donne l'impression du diable. Car ce qui est prononcé commence à vivre comme si c'était *vrai* d'une vie malfaisante, sournoise.

Cela m'effraie.

Cela me fait songer aussi à la façon dont j'existe dans le cœur ou la pensée de mes amis, dans la mémoire des gens qui passent, dans l'esprit des autres. Autant d'apparences de moi qui n'ont peut-être aucun rapport avec moi-même, avec l'âme de moi-même... Et l'on est ainsi différent, épars, à travers les êtres. Avouez que c'est effrayant. J'aime mieux n'y plus penser, D'ailleurs, quand j'étais enfant, j'avais d'autres terreurs. Je prenais ma petite tête dans mes mains et je songeais éperdument : « Pourquoi suis-je moi? »

*
* *

J'ai retrouvé sur ma table à écrire cette petite pièce de vers que Jamine a gribouillée, un jour de mars dernier, pour s'amuser.

Je lui ai demandé : « Pour qui as-tu fais ça? — Mais naturellement pour personne... a-t-elle répondu en riant : c'est une petite histoire romanesque...

. . . . . .

...Monsieur, j'ai lu vos vers et votre cœur me plaît;
Et c'est pourquoi je veux vous voir. Des Tuileries
Aimez-vous la terrasse et ses orangeries?
Dimanche, et même si le temps est triste et laid,
Je serai là; vers cinq heures; l'instant où l'ombre
Se promène à son tour à pas légers et lents
Comme les miens, sur la terrasse des Feuillans,
Quand du jardin sans fleurs je suis la rose sombre.
Venez. Je vous invite à voir mourir le jour
Délicieusement, dans la Seine moirée;
Il est doux de connaître une femme ignorée,
Pour laquelle on n'a pas d'amitié, ni d'amour.
Monsieur, je suis très jeune et très folle, mais sage,
Mes cheveux sont très blonds et je n'ai pas seize ans;
Je vous reconnaîtrai à vos yeux séduisans...
Les jets d'eau seront blancs dans le noir paysage
Des arbres sans bourgeons et des balustres nus,
Les nuages légers auront l'air de voilettes
Le soir aura le goût des froides violettes,
Et, gentil, vous rirez à mon nez inconnu.
J'aime tout ce qui tente et tout ce que l'on n'ose,
Aussi je vous invite, ô jeune homme étranger,
A venir ce dimanche, avec moi partager
Un coucher de soleil, comme une tarte rose.

— Tu comprends, — dit-elle, — ce n'est pas gentil de ne jamais penser à tous les aimables personnages qui existent sans que nous les connaissions. C'est pourquoi, à l'un d'eux, j'ai fait cette invitation bizarre... un jour il acceptera peut-être...

Et elle rit.

C'est singulier... Elle a pensé cela. Et moi, le jour de mon anniversaire, j'ai rencontré un de ces aimables inconnus faits pour nous plaire...

Ne le reverrai-je jamais?

XIII

Après déjeuner, maman et moi nous prenons le café dans le jardin en fumant des cigarettes. Il fait frais, léger et doux,

les petites tasses jaunes sont jolies sur la table au napperon de dentelle; une guêpe tourne autour du sucrier, et maman balance dans un *rocking-chair* sa forme claire vêtue d'un doux peignoir fleur de pêcher.

— Maman, j'ai des tas de choses à vous dire; je ne sais par où commencer.

— Par la fin ou le commencement, mon vieux, et cela reviendra au même.

— Bien. D'abord, puis-je promettre à Jamine de passer une partie d'août et septembre chez elle à Kervenargan ?

— Tu le peux. Si je n'y vais pas, je te laisserai y aller sans moi.

— Et sans miss Bonbon. Vous lui donnerez vacance.

— Entendu.

Elle secoue la cendre de sa cigarette et, d'un petit mouvement de pied, elle accélère le balancement renversé du fauteuil.

Elle a la tête en arrière, les yeux levés et les grandes feuilles du marronnier lui font des signes qu'elle ne comprend pas.

— Maman, vous ne savez rien de Lariguette, depuis l'autre jour? Elle était si triste et semblait malade. Que peut-elle avoir?

— Qui sait? Quelque peine de cœur...

— Comme vous dites cela légèrement! Mais ce doit être terrible une peine de cœur!

— Je ne sais pas du tout, dit maman dans un rire un peu mélancolique.

— Je lui ai écrit... elle ne m'a pas répondu... Je voudrais la voir, lui parler; elle me confierait sans doute ses ennuis...

— Ses ennuis sont peut-être déjà passés...

— Eh bien, maman, je ne le crois pas, car elle a des yeux qui ont du cœur.

Maman rit et d'un mouvement lent enroule sa robe autour de ses jambes.

— Mon vieux garçon, ce n'est pas une phrase à mettre dans un devoir de style...

— D'accord; mais vous comprenez bien ce que votre vieux garçon veut dire?

Je suis debout derrière elle; sournoisement je la prends par le cou et dans cette inconfortable pose, je la balance.

— Mais tu m'étrangles, méchante enfant!

Je la délivre; je baise ses cheveux épais et, la cigarette aux doigts, je m'offre un tour de jardin.

— Un papillon! un papillon! un Vulcain immense à taches orangées...

Maman a nerveusement tressailli.

— J'ai cru que le feu prenait au jardin...

— Pas le feu, chère madame; mais il y vole une petite flamme; regardez-la... tout près de nous, sur le troène... ah! il s'envole; retournez-vous vite... dans le lilas... pffft... parti...

— Juliette, tu es toute décoiffée...

— Belle Marianne, dans l'ensemble de l'univers, cela n'offre aucune importance. Vous n'aimez pas assez les papillons. Moi, lorsque j'en vois un, mon cœur bat comme si un de leurs frères prisonnier en moi-même tentait de s'évader pour voler à sa rencontre. Mon cœur bat, comme si le papillon aperçu était un vivant message; je sais que les signes de ses ailes sont des mots écrits à mon intention, et, quand il me fuit sans que je les aie encore déchiffrés, je suis toute triste, car je ne saurai pas, une fois de plus, quelque chose de très mystérieux, de très important, dont voulait m'avertir une fée, un magicien, un dieu secret...

Dans la plus gentille moue, maman m'offre entre ses lèvres rondes une cigarette intacte, et je m'empresse, fidèle à mon rôle de jeune fils, de craquer une allumette et de présenter la flamme que je vois danser et luire comme un lutin bizarre dans les yeux demi-clos et dorés de maman.

Je souffle le feu grandi; je m'assieds sur un petit tabouret canné aux pieds de la jolie dame.

— Que tu vas être mal, mon chéri!

— Ne vous inquiétez pas; j'aime assez me macérer... Maman, hier, à Puteaux, j'ai entendu par hasard une phrase de Mme de Léris sur les fous et les sages; et de cette phrase il résultait que vous la trouviez folle de courir après un bonheur... Cela m'intrigue, figurez-vous.

— Ah! tu as entendu cela? — Le ton de la voix de maman semble un peu contrarié.

— Oh! vous savez, si c'est trop indiscret, n'en parlons plus; oubliez ma question et excusez-moi...

Un petit silence.

— Eh bien! je te confierai ce secret, dit maman très douce, parce que j'ai en toi une confiance infinie; je te sais tout à fait

gentleman... Voici : Mme de Léris, depuis bien des années, n'est pas heureuse avec son mari; elle veut le quitter, et Mme de Gimeuil et moi nous l'en dissuadons de toutes nos forces, à cause de ses filles. Il va sans dire que tu ne dois pas souffler un mot de cela à Ninette et Ninon...

Je pose sur les genoux maternels mon menton, et je lève des yeux très étonnés vers le visage incliné de Marianne :

— Et puis... c'est tout ?

— Comment « tout..., » Juliette ?

— Elle croit que, lorsqu'elle aura plaqué M. de Léris, — qui entre parenthèses est un vieux farceur, vous savez, maman, nous n'en doutons pas, même entre jeunes filles, — elle croit que ce sera le bonheur parfait, idéal, absolu ? Je ne la juge pas tout de même tellement bête, bien qu'elle le soit un peu.

— Tu m'amuses, Juliette ; eh bien ! je te ferai la confidence entière... En effet, ce n'est pas tout... Elle voudrait... elle voudrait... se remarier...

— A son âge ! Comme c'est drôle ! Avec deux grandes filles...

Maman prend dans ses paumes tièdes mes joues, et, les yeux dans mes yeux, dit tristement :

— A son âge... Mais pourquoi pas ? J'ai le même âge, Juliette...

Je me sens confuse, incommensurablement. Seul, ce long adverbe stupide peut donner une idée de ma confusion.

— Enfin, maman... vous comprenez... Je voulais dire... que... enfin, que je croyais l'amour une affaire de printemps.

— Tu es une gentille gamine que j'adore, mais tu ne sais rien de la vie ; c'est exquis, le printemps, et je lui reconnais presque tous les droits... Mais il y a du soleil et des fleurs et des fruits en été, en automne... et quelquefois, même en hiver, la lumière joue sur la neige.

— Je vous adore, maman...

De nouveau, dans l'instable fauteuil, elle se renverse ; elle réfléchit.

— N'ayez pas l'air si sérieux, maman, et ne vous préoccupez pas des projets de Mme de Léris ; qu'elle aille au diable... si ce diable lui plaît...

— Tu plaisantes... mais si Ninette et Ninon devaient en souffrir...

— Ninette et Ninon ? Jamais de la vie ! Elles trouveront

cela romanesque et charmant, et je ne sais pas du tout pourquoi la maman ne se remarierait pas avant ses filles ; ce serait bien plus dans l'ordre des choses...

— Enfin, Juliette, si tu étais à la place de tes amies....

— Et vous à la place de leur mère... Ce ne serait plus du tout pareil. Oh ! mais non ! fichtre non ! Moi, je vous adore, je viens de vous le dire, je le répète : vous êtes ce que j'aime le plus au monde. Tandis que Ninette et Ninon ont pour leur mère une petite tendresse bien tranquille, un de ces sentimens qui sont de tout repos pour les familles.

— Cela n'empêche pas que je blâme un peu Germaine ; même si ses filles sont trop gaies et trop légères pour souffrir, elle, leur mère, devrait les préférer à tout être, penser avant tout à leur bonheur.

— Mais leur bonheur, maman, les séparera peut-être de leur mère. Voyez-vous, tout bien réfléchi, laissez Mme de Léris être follement heureuse, puisqu'elle le veut, puisqu'elle le peut...

D'un bond je m'installe sur les genoux de maman et, sous notre double poids, le grand fauteuil à bascule subitement s'immobilise.

« Marianne ! que tu dois en avoir des amoureux !... »

Ah ! ne croyez pas que j'ai prononcé ces mots... Je les ai pensés ; plus, je les ai dits en moi-même. Je ne sais quelle timidité m'empêcha de les exprimer tout haut. Ah ! si j'avais encore ma chère bonne-maman, je ne me gênerais pas avec elle ! Je lui dirais très bien : « Ma grand'mère, racontez-moi un peu vos histoires d'amour, qui sont déjà devenues des histoires du bon vieux temps. »

Et je suis sûre qu'elle me les raconterait, en s'excusant dans un sourire.

Et, plus elle aurait été aimée, plus je l'aimerais, ma bonne-maman. Aucun de ses sentimens, ressentis ou inspirés, n'aurait su me porter ombrage.

Mais maman !

Cette idée ne m'était encore jamais venue que si belle et jeune encore on pouvait, ou devait l'aimer. Les mamans sont les mamans, voyons, et pas des femmes comme les autres. Ma maman à moi est à moi... Je ne veux pas qu'on l'aime !

Mme de Léris est une évaporée. Maman n'a aucun point de ressemblance avec elle, Dieu merci ! sauf le même âge...

O maman! voilà que, brusquement, moi si fière de votre beauté, de votre grâce, je vous souhaite des cheveux blancs, un dos voûté, des rides, pour que personne n'ait plus jamais l'idée de vous aimer, sinon moi...

Et puis, qui pourraient-ils bien être, les amoureux de maman? Les « chers vieillards? » Ça, je sais depuis toujours qu'ils ont tous pour maman un « grain » plus ou moins accentué; d'ailleurs, je ne peux de cela ni m'inquiéter ni me sentir jalouse... En fait de flirts!!!

Alors? Alors, je suis une chimérique, une absurde enfant.

Et, sur les belles joues de maman appliquant deux gros baisers de bébé, je la quitte.

Et je vais cueillir les pensées nouvelles pour offrir une botte ronde et fraîche de ces fleurs, par elle jadis tant aimées, au portrait de bonne-maman.

XIV

— Bonjour, notre abbé!

— Bonjour, mes ouailles!

Notre cher abbé Flipon, surpris en pleine sieste, décroise ses mains qui voudraient se joindre sur son ventre rond, ses jolies grasses et douillettes mains de prélat; de la droite, il esquisse un geste : pour chasser le sommeil, les rêves, ou bien nous bénir gentiment?

Jamine et moi, de chaque côté du profond fauteuil où l'abbé se béatifie, nous contemplons avec attendrissement sa tonsure lisse et rose.

Il soupire : « Laissez-moi m'éveiller, mes petits anges... »

Il est ravissant, l'abbé Flipon!

Nous l'aimons plus encore que nous ne le respectons, car toujours il nous a gâtées depuis notre naissance comme un bon grand-père; il nous a baptisées, il nous a fait faire notre première communion... Camarade fraternel de la jeunesse de grand'mère, il n'est pas pour nous monsieur l'abbé Flipon, curé de telle paroisse, auteur de beaux ouvrages sur l'histoire de l'Église, mais « notre abbé » que nous connûmes en même temps que nos nourrices et qui joua avec nous à colin-maillard dès que nous sûmes marcher.

De moyenne taille, il est si gras, si rond, si potelé, qu'il

croise à peine ses bras courts sur son estomac et qu'il paraît petit ; il roule un peu en marchant sur ses jolis pieds toujours chaussés avec une parfaite coquetterie ; son gros bon ventre le précède, présentant, bien en évidence, la rangée de boutons de sa soutane, et il aurait, ma foi, l'air d'un abbé de fabliau ou de comédie, s'il n'avait pas une figure de saint et des yeux, des yeux bleus, des yeux célestes où la pureté, l'innocence, la bonté de son âme naïve se reflètent comme un bel azur, dans un lac jamais troublé.

Ses joues rasées sont rondes et un peu flasques, car il est très vieux ; il n'a plus guère de dents, — l'argent du râtelier souvent mis à part s'en va toujours chez les pauvres, — et sa bouche rentre; mais son front large, son nez droit et fin ont une grande noblesse, et les plus délicieux cheveux d'argent bouclés, qui feraient la gloire d'une coquette, auréolent le visage si bon et si calme et retombent en anneaux sur son large cou grassouillet.

Quant à sa voix, elle n'a rien de l'onction que l'on prête à la voix des prêtres; elle garde toute la verdeur, toute la pétulance de la jeunesse. Sa charité est infinie. Non seulement il prodigue tous les biens matériels qu'il possède, mais encore tout le trésor de sa gaieté intarissable; je crois que dans son quartier non seulement il n'y a pas de pauvres, mais, non plus, pas de gens tristes.

Il habite au fin fond d'Auteuil, rue Saint-Junipère, un bout de pavillon assez délabré, mais charmant d'imprévu, au bout d'un long jardinet humide et vert, où poussent des pieds-d'alouette et des salades, des capucines et des choux. Son mobilier n'est jamais le même, car il donne ou vend, pour les besoins de sa charité, les pièces qui le composent, et que renouvelle tant bien que mal la sollicitude de ses pénitentes; mais tout est d'une propreté scrupuleuse, brillante, miroitante. En ce moment, je remarque au-dessus du miroir un étrange portrait de jeune femme d'il y a quarante ans et je vois que le fauteuil où l'abbé s'éveille est une bergère de satin bleu pâle, du dernier galant.

— Qui vous a donné cela, notre abbé?

Tout à fait d'aplomb à présent, il se frotte les yeux avec malice.

— Tu n'es qu'une petite curieuse; mais tu le sauras tout de même; c'est une ancienne élégante, qui, peut-être, dans sa

jeunesse, fut un peu trop coquette,... enfin une dame qui fut très en vue dans son beau temps et dont tu ne sauras pas le nom. Elle vint me voir un jour où mon salon était vide. J'avais tout vendu, même la gravure de sainte Catherine qui ornait mon miroir; alors elle m'a envoyé quelques petits objets, dont ce portrait en souvenir; tout cela, d'ailleurs, ne me restera pas ici bien longtemps.

Je ris. Et Jamine rit aussi.

— Pourtant, — et l'abbé se lève et défripe sa soutane d'un doigt savant, — ma chatte blanche apprécie beaucoup la bergère bleue,... et elle y fait si bien... si bien... J'attendrai pour vendre ce meuble que Moutte ait eu ses petits.

— Encore des petits?

— Mais oui, mais oui! Elle prend au mot le conseil des Écritures : croissez et multipliez... En ce moment elle se promène au jardin.

En effet, dans les étroites allées on voit ondoyer, majestueuses ou promptes, des formes blanches : dame Moutte et ses deux fils aînés d'une splendeur légère et neigeuse. L'abbé donne en général tous les petits chats mais n'a pu se séparer de ces deux-là si parfaitement réussis : Riquet,... Oursinet.

Dame Moutte se reconnaît à la rondeur élargie de ses flancs, à sa démarche lasse, appesantie.

— Notre abbé, nous venons vous enlever, tout bonnement.

— Bah! dans un char de feu tel le prophète Élie?

— Point; dans un bon petit fiacre découvert — car je sais que vous détestez les taxi-autos — et vous allez, si vous le voulez bien, nous mener promener sur les rives de la Seine.

Sur les bords fleuris
Qu'arrose la Seine
Cherchez qui vous mène,
Mes chères brebis...

chantonne l'abbé d'un air très gaillard.

— L'abbé, nous ne vous avons pas vu depuis trop longtemps.

— C'est juste!

— Miss Bonbon est dans sa famille; donc personne pour nous promener, car maman fait mille courses... Alors nous vous avons choisi...

— Vous m'avez élu...

— Pour nous offrir une fête, mon petit abbé, une fête... parce qu'il fait beau à en danser et que le bon Dieu nous punirait de ne pas profiter d'un si beau jour...

— Voilà qui est bien dit, — constate joyeusement notre ami, — je suis à vous, mes chérubins, mes dominations, mes trônes... Un seul instant... que je fasse mes recommandations à Prude... Prude? Prude? Es-tu là?

Prude, ou Prudence, gouvernante de l'abbé depuis des temps sans nombre, apparaît, si vieille et si belle à la fois, et si mystérieusement cassée, qu'elle semble avoir laissé son fagot à la porte, et connaître les fées.

— Prude! et l'abbé lève son index autoritairement, n'oublie pas le goûter des chats! Soigne bien la Moutte. Songe qu'elle va avoir des petits et nourris-la bien, Donne-lui aussi du lait. Fais-la rentrer avant la nuit et laisse-la s'installer dans le fauteuil bleu... S'il vient des quêteurs... tu sais où est l'argent. Ne lésine pas. Nous n'avons rien, mais nous sommes riches puisque toujours Dieu pourvoit à tout... et au delà... Mes amours, je suis à vos ordres.

Et nous voilà partis, gais comme pinsons.

Le petit fiacre cahote; l'abbé recommande au cocher de ne pas aller trop vite : Ne nous pressons pas, l'ami... le ciel est toujours au bout.

Nous nous faisons toutes petites pour lui laisser bien de la place. Il se prélasse entre nous deux et hume joyeusement l'air si tiède, la brise, l'odeur de l'eau; et le ciel tendre rit dans ses yeux.

Les feuillages pleins de soleil font de sombres dessins changeans sur les berges qu'ils ombragent. L'eau lente passe doucement; et de grosses péniches noires glissent toutes lourdes comme si elles apportaient la prochaine nuit. A l'ancre, de profondes barques bercent leurs vieux rêves. Des bateaux-mouches filent par-ci par-là, pressés dans leur si long sillage comme une dame qui laisserait traîner sa robe en fuyant; les reflets des nuages, des jolis nuages se bousculent au milieu de tout cela et ils semblent dire aux coques, aux étraves, aux quilles des bateaux, aux chaînes et aux cordes des chalands obstruant le miroir du fleuve : Laissez-nous passer, voyons! laissez-nous passer!

Mais voilà le paysage triste des banlieues, les hautes cheminées,

les fumées errantes, les maisons dont les fenêtres sont des yeux qui pleurent, les talus usés comme des fonds de culottes que la nature, mauvaise ménagère, n'a pas rapiécés.

— Cher abbé, n'allons pas par là...

Fouette cocher! l'on retourne un peu sur ses pas, car j'ai aperçu au passage une tonnelle, sous la tonnelle des tables claires et n'est-ce pas, comme dit Jimmy : « Il fait soif. »

— Vous voulez bien qu'on goûte, dites, notre abbé?

Nous voilà donc sous la tonnelle. Le cocher boit un bock et, en remerciement, nous déclare que son cheval n'en peut plus, qu'il n'aime pas le paysage, et qu'il s'en va à ses affaires.

— Allez, mon ami, dit l'abbé philosophiquement; nous finirons bien par revenir, l'un portant l'autre; quand le ciel est si bleu, quand les feuilles sont si vertes, est-ce qu'on a besoin d'un petit fiacre noir? Goûtez, mes petites filles, moi, je vous regarderai. On est très bien ici; c'est joli, cette « pergola; » on s'y sent joyeux comme en Italie.

Pas de thé dans l'établissement, ni lait frais; mais du pain, de la confiture; l'abbé n'aime pas la bière et l'eau peut n'être pas saine; alors, un verre d'un bon gentil vin, commun mais pimpant...

Renversé sur sa trop petite chaise, tenant son verre dans le soleil, et l'ombre d'une feuille sur la joue, il se réjouit de notre joie et, avec attendrissement, il nous regarde mordre dans nos belles tartines, sur lesquelles s'étale une fraîche confiture de fraises couleur de rubis. Puis, au cri vif d'une hirondelle, il lève les yeux vers le ciel.

— Ciel de Paris, dit-il en souriant, n'es-tu pas le plus beau ciel du monde? Voyez-vous, mes petites filles, c'est sûrement dans ce ciel-là que je mériterai d'habiter après ma mort. Car je l'ai tant aimé! Vous pourrez faire de beaux voyages, mais, nulle part, vous ne verrez des soirs aussi beaux que les soirs de Paris, ni de plus gracieux nuages, ni des couchans plus nuancés, plus splendides...

En effet, le charme du soir nous environne; le soleil flamboie en se dissolvant dans l'air d'or, et des nuages d'un gris pâle s'étirent comme les courtines d'une alcôve préparée au repos. Des cris aigus d'hirondelles transpercent l'air plus subtil. L'abbé admire à présent les nervures d'une feuille de la tonnelle, d'une clématite étiolée.

— On ne remercie jamais assez le bon Dieu, dit-il, pour tout ce qu'il nous a donné. Bien souvent l'on a tort quand on n'est pas heureux... Mais il se fait tard, mes filles. Il va vous falloir reconduire votre vieux berger jusqu'à son bercail.

Et nous voilà repartis, mais cette fois-ci à pied, le long des rives crépusculaires.

Le ciel est rose ; une poussière dorée danse et rôde ; l'eau s'assombrit et dans l'air plus froid toutes les odeurs se font nocturnes.

Jamine tient l'abbé par le bras droit ; moi, je le tiens par le bras gauche et quelquefois il s'appuie un peu parce qu'il est bien fatigué.

En longeant la palissade d'un terrain vague, nous dérobons au passage un léger rameau d'arbre en fleur. L'abbé le passe dans sa ceinture ; de fragiles pétales parsèment sa robe noire.

— Monsieur saint François, dit-il pour s'excuser, aimait bien les fleurs.

Mais, malgré tout ce qui trompe la longueur du chemin, ce chemin commence à nous sembler à tous trois un peu interminable... Les premières lueurs s'allument, des réverbères louches clignotent et tout devient triste, anxieux, dans l'obscurité grandissante ; le paysage semble avoir changé, et ce qui nous paraissait charmant nous devient inconnu, presque un peu hostile.

— Qu'est cela ? dit Jamine. Voyez-vous ? Regardez, mon abbé ! Regarde, Juliette !

— Où ? interroge l'abbé Flipon soudain moins las.

— Mais... tout près de l'eau.

En effet, à mesure que nous avançons plus vite, nous distinguons sur la berge un groupe qui nous paraît funèbre : une femme étendue et, près d'elle, deux ouvriers, un gardien de la paix.

Nous courons vers eux, le cœur serré, et nous entendons des sanglots très faibles, très tristes ; une pauvre douce voix qui gémit :

— Il fallait me laisser... il fallait me laisser... demain, je n'aurai peut-être plus le courage...

— Mais, l'abbé, je connais cette voix !

Je m'élance, j'écarte les hommes étonnés, je m'agenouille près de la pauvre forme prostrée.

— Lariguette ! Claire ! que t'est-il arrivé ?...

Mais, pour de bon, la voilà qui s'évanouit. Et c'est bien Claire.

Alors, les braves gens nous expliquent : elle allait se jeter dans la Seine. Ils passaient. Ils ont couru; ils l'ont retenue. C'est tout. Ce n'est pas long. C'est affreux.

Tout en mouillant son front avec de l'eau qu'on nous apporte, tout en tapant dans ses mains, en la ranimant de notre mieux, nous expliquons que nous la connaissons, que nous nous chargeons d'elle, que nous allons l'emmener.

Le brave sergent de ville s'offre à nous chercher une voiture; les ouvriers pressés, voyant qu'on n'a plus besoin d'eux, s'excusent, reprennent leur chemin.

Et Claire, ma pauvre petite Claire, a rouvert les yeux.

Ainsi, pendant qu'insouciantes, joyeuses, nous écoutions notre vieil ami exprimer la joie simple d'un beau jour, sous une treille au bord de l'eau, pendant que nos cœurs étaient clairs, sans soucis, sans craintes, à quelques pas de nous, parmi ces mêmes arbres, sous ce même ciel, au milieu de ces choses qui nous étaient accueillantes, riantes, douces, Claire suivait à son tour le chemin parcouru par nous dans la gaieté, et tout lui parlait d'horreur, de désespoir et de ténèbres!

— Lariguette! Ma petite chérie...

— Comment, mademoiselle Juliette; vous!

Ses yeux de nouveau chavirent; ce sont trop de secousses pour sa pauvre tête, trop d'inattendus pour son pauvre cœur qui voulait mourir.

— Ne parlez pas, chérie; je vous emmène; plus tard, vous nous direz tout... Mettez votre tête contre moi... Allez-vous mieux?...

— Dieu vous bénisse, ma pauvre chère enfant, dit simplement l'abbé Flipon.

Cependant, les ténèbres grandissent; maman va joliment s'inquiéter et la mère de Jamine! Celle-ci, un doigt sur ses lèvres, écoute :

— La voiture! Enfin!

Le bruit rassurant du moteur et des roues s'enfle, se rapproche, grandit, et quand l'auto avec ses lanternes brillantes apparaît, ronfle, stoppe, nous nous sentons délivrés d'une angoisse que nous ne nous avouions pas, mais que nous ressentions tous... De gentils mercis au sergent de ville, et en route!

— Au plus près; chez moi, ordonne l'abbé Flipon.

Et Jamine dit l'adresse.

Nous sommes serrés tous quatre les uns contre les autres; je baisse les vitres pour que l'air achève de ranimer Lariguette; elle soupire et pleure encore; ses larmes tombent sur mes mains; sans rien dire, je l'embrasse et sur mon épaule je la presse si tendrement.

— Nous arrivons, dit notre abbé. Pouvez-vous descendre, ma petite fille, ou voulez-vous que je vous porte?

— Merci, monsieur l'abbé! je vais bien mieux.

— Vite, — dit l'abbé à Prude accourue, effarée, — une bonne boule d'eau chaude et un lit blanc pour cette petite fille-là.

Pendant que Prude et Jamine se dépêchent de préparer le lit, l'abbé confectionne un grog bouillant et je reste auprès de Claire. Elle est retombée dans sa prostration, dans son mutisme; sa main presse ma main nerveusement.

— Tout est prêt, annonce Jamine, je vais à la poste téléphoner à maman et à ta mère qui doivent nous croire mortes...

Le bureau est si proche que je la laisse aller; j'aide Claire à se déshabiller; j'enlève ses souliers, ses bas, je la frictionne, je la couche.

Elle dit seulement :

— Oh! mademoiselle! mademoiselle Juliette!

Puis, quand elle est couchée, dorlotée, réchauffée, que l'abbé est revenu près de nous, elle s'assied soudain sur les oreillers et raconte d'une voix nette et calme :

— Monsieur l'abbé, mademoiselle, je ne suis pas digne de votre intérêt. J'avais un ami que j'aimais, je croyais qu'il m'épouserait. Il m'a quittée; je vais avoir un enfant. Ma tante m'a mise à la porte. Je sais bien que je n'ai besoin de personne pour gagner ma vie. Mais ma meilleure camarade vient de partir en Amérique, dans la mode... Personne pour m'encourager, m'écouter; je me suis sentie si seule, si seule... si abandonnée... j'ai voulu mourir...

Je pense : Quoi! ces choses arrivent! elles sont possibles!

— Mourir! dit l'abbé, et quand vous alliez avoir un petit enfant!

— Pour beaucoup, monsieur l'abbé, dans des conditions pareilles, c'est plus lourd encore à porter, parce qu'on est méprisée...

— Méprisée! et qui donc se croit le droit de vous mépriser, ma chère fille? Vous avez souffert; vous êtes mère et vous êtes malheureuse... Donc, plusieurs fois sacrée...

— Monsieur l'abbé...

Mais l'abbé détachait de la tenture de la chambre une image; une image qui, seule de tant d'anciens objets dispersés, restait, elle, toujours là...

Il la mit dans les mains de Claire et il sortit de la chambre. C'était une Sainte Vierge au front voilé, tenant un Jésus dans les bras...

— Oh ! mademoiselle Juliette, dit Claire faiblement.

Sa jeune tête roula sur mon épaule et de nouveau elle pleura.

— Ma chérie, dis-je tout bas, tu ne seras plus seule. Je réponds de maman. Tu habiteras chez nous. Je serai la marraine de ton gosse et nous t'aimerons tant que tu ne seras plus malheureuse.

Elle m'étreignit fortement; son joli visage redevint ce qu'il était autrefois, retroussé, rieur, mutin.

— Faut plus pleurer, murmura-t-elle, retrouvant son accent faubourien. Lariguette! c'est pas un nom pour avoir du chagrin...

Confiante, rassurée, elle mit ses bras autour de mon cou et soupira :

— Je vous ai toujours aimée.

Et je m'aperçois seulement que le lit où repose Lariguette est un délicieux et ridicule lit de damas azur, du même goût un peu trop galant que la bergère... Et je ne peux m'empêcher de rire au fond de moi en songeant qu'il vient probablement de chez la même « coquette » repentie.

On frappe à la porte un coup éperdu. C'est Prude, ahurie, son tablier dénoué.

— Monsieur l'abbé? Où est monsieur l'abbé?

— Il n'est plus là depuis un instant.

— Je le cherche partout! C'est que la chatte... la chatte blanche... elle fait ses petits sur le beau fauteuil bleu... Je l'avais bien dit... Je n'ose pas la déranger sans permission. Je serai grondée... Si c'est pas malheureux! Monsieur l'abbé? monsieur l'abbé?...

— Viens voir, crie de loin Jamine... Viens! Ils sont tout

blancs, avec une petite huppe noire au milieu du front ! De vrais amours ! des amours !

Du coup, Lariguette, oubliant toute angoisse, s'écrie à son tour :

— Oh ! qu'ils doivent être mignons ! Je voudrais les voir...

Dominant ces clameurs, je reconnais la voix de maman, car maman arrive en hâte, un manteau jeté sur sa robe d'intérieur, et l'abbé Flipon la guide à travers le jardin...

Les portes se referment...

Au bout d'un assez long instant où sans doute le cher abbé a tout expliqué à maman et a été mis lui-même au courant des aventures de sa chatte, j'entends qu'il prodigue des encouragemens à dame Moutte, d'une voix tendre et paternelle :

— Oui, ma belle... encore un... Allons ! prends courage... Ce sera le plus beau...

J'entre-bâille la porte à nouveau pour voir les chatons et peut-être la façon dont ils viennent au monde...

Je vois maman, les bras au ciel, qui s'écrie :

— Mais, mon pauvre abbé ! mon pauvre abbé ! est-ce là une journée pour des jeunes filles ?...

Sans cesser de caresser la chatte blanche, gisante sur les coussins bleus, l'abbé répond d'une voix douce :

— Mais, Marianne, je ne suis pour rien dans tout cela... pour rien du tout... N'y vois, mon enfant, que les desseins de la divine Providence.

XV

Lariguette, installée chez nous, s'occupe du linge et des robes. Elle a retrouvé son courage et presque sa belle humeur. Il est entendu qu'elle accepte notre hospitalité, et, cet été, celle de Jamine à la campagne, jusqu'après ses couches. Ensuite toutes nos mères se cotiseront pour « l'établir, » de façon qu'elle puisse travailler tout en gardant son enfant auprès d'elle. Elle rêve déjà aux robes de bal dont elle veut se créer une spécialité. Bien sûr, d'ici deux ans, on ne sera pas à la mode si l'on ne porte pas un modèle de chez Lariguette.

Pour commencer, elle n'a voulu laisser à personne l'honneur de me confectionner ma fameuse robe de bal. Je ne l'avais

pas encore commandée chez Pomadour. J'en ai donc confié le soin à Claire ; avec quelle tendresse elle manie les tulles, choisit les tons, essaie des effets de manches et d'écharpes, assortit des fleurs !

— Je vous veux, dit-elle, jolie comme une reine.

Et ma robe est terminée ; ma robe est un chef-d'œuvre et le bal a lieu demain.

*
* *

Demain...

Plus qu'une nuit à passer et une journée, avant l'heure féerique. Je n'ai jamais vu un vrai bal ; j'ai dansé dans quelques matinées, cet hiver, à des leçons de danse organisées en sauteries, à de petites soirées de charades et de musique.

Mais une fête ! une vraie fête ! une grande fête !... Jamais je n'ai vu cela. Vais-je m'amuser ? Vais-je être heureuse ? Ou bien cela sera-t-il manqué pour moi, comme un bal costumé de mon enfance ? Je m'en étais promis une telle joie ! Et puis, lorsque j'y fus, le cœur battant sous mon corsage de Pierrette, je me disais seulement avec une mélancolie qui m'empêchait de m'amuser, irrémédiablement : « A quoi bon ! l'heure passe ; la journée avance ; cela va finir ; c'est presque fini... »

J'espère, à mon âge avancé, avoir assez de raison, pour savoir jouir du plaisir qui passe.

Me voici dans ma chambre ; maman m'a dit : « Surtout, dors bien.., pour être fraîche demain et aussi belle que possible.

Mais je ne peux pas dormir ! je ne peux pas. Le miroir me renvoie ma forme blanche, mes yeux brillans, mes cheveux défaits ; le miroir reflète aussi une forme rose soigneusement étalée sur deux fauteuils : ma robe !

Car je l'aime tellement, ma robe, ma robe de bal, que je n'ai pas voulu, cette nuit, me séparer d'elle. Il faut que nous nous connaissions afin que demain soir elle soit tout à fait mon amie et me pare encore mieux.

Elle est en tulle de deux tons de rose délicieusement enroulé sur un dessous de satin blanc nacré ; couleur de ces petits nuages qui se culbutent au ciel pendant les soirs d'été, elle ressemble aussi à ces premiers amandiers en fleur, si légers, si fins, si frais.

Par-ci par-là, quelques pavots roses la ponctuent du sombre imprévu de leur cœur noir, leur cœur qui rappelle mes cheveux obscurs; et c'est une trouvaille de Lariguette. Elle avait d'abord mis des roses pompons, puis des touffes d'aubépines; rien ne la contentait. Elle disait : « Ce n'est pas tout à fait vous... » Puis, ravie des jolis pavots, elle affirmait joyeuse :

— En voilà qui n'endormiront personne...

Elle rêve, ma robe rose; par instant, elle tressaille sous le vent faible qui respire ce soir; ma robe rose n'est pas encore tout à fait vivante, mais se sent prête à exister, à plaire, à mourir. Bonsoir, ma robe rose! Bonsoir; dormez bien; voulez-vous? dormez pour que nous soyons belles.

Chère robe, dans vos plis d'aurore que m'apportez-vous? A jamais dorénavant, vous voilà liée à moi-même, à mes joies présentes, à mes souvenirs futurs; ce que je vais goûter, ce que je vais connaître, portera vos couleurs pour toute ma vie.

Je suis émue, vous savez...

Je dépose un petit baiser sur une manche, bien légèrement.

Mes bas roses sont pliés, l'air sage, et les étroits souliers de satin assorti ont des talons d'une impatience et des bouts d'un curieux! Où irons-nous? semblent-ils me dire, vers qui marcherons-nous? vers quoi courrons-nous?

Bonsoir, souliers; bonsoir, petite robe; et venez à mon secours, pavots au cœur noir, car je ne peux dormir...

***

Je ne peux pas dormir, décidément, et j'aurai les yeux battus, je serai laide. Mes lumières sont bien éteintes, mais par la fenêtre ouverte, les volets que toujours j'écarte, car j'aime, en dormant, me sentir au sein de l'ombre naturelle, entre sur un rayon de nuit une odeur de jasmin.

C'est que c'est juin, tout parfumé, tout alourdi de fleurs, tout tiède, le premier mois de l'été, la jeunesse de la belle saison.

Comme il sent bon, ce petit jasmin! Et pourtant il est si grêle; il grimpe agilement à ma fenêtre; on dirait une échelle verte pour un Roméo.

Roméo ce soir, c'est le parfum...

Chaque fleur en bouton est comme un étroit flacon de jade

rempli d'essence, que la corolle charnue, en s'épanouissant, va renverser.

Je ne peux rester au lit ; je vais à la fenêtre. Oh ! comme il fait doux ! Tout est en velours et il y a des étoiles... des étoiles pointues comme les fleurs du jasmin blanc.

Un doux susurrement nocturne... un frémissement de feuillage... le silence... au loin l'aboiement d'un chien... On se croirait très loin, très loin... à la campagne...

Je m'appuie au rebord de la fenêtre. Il fait si bon... le sommeil va venir, je crois. Le doux parfum s'exalte et vers moi monte, et il me semble que sur ma bouche entr'ouverte la nuit de juin, la grande nuit de juin pose un furtif, un obscur baiser plein de promesses et d'aromes.

. . . . . .

Et je m'endors heureuse... heureuse... heureuse, le cœur plein d'amour pour la nuit de juin.

*
* *

Ah ! savez-vous comment je me suis réveillée ?

J'entendais pépier, chanter, gazouiller dans mes rêves ; certes je perçois toujours dans un demi-sommeil, à l'aube, le réveil jaseur et limpide de tous les oiseaux du jardin. Mais, cette fois-ci, c'était plus proche, plus menu, plus impérieux : un impertinent moineau était entré dans ma chambre.

Quand j'ouvris les yeux, je le vis qui se faisait des grâces devant le miroir de la cheminée ; puis, ouvrant ses courtes ailes, il vint au pied de mon lit se poser, remuant sa petite tête et me regardant de ses yeux brillans : « Cuic cuic... » Il semblait absolument me dire, tant il était drôle : « Bonjour, ma vieille... tu ne t'attendais pas à celle-là... »

« Cuic cuic... » il repart et volète ; ne t'en va pas, coquin de moineau ! Attends le petit déjeuner, je te donnerai des miettes... Mais...

Je saute de mon lit et je vais vite examiner ma belle robe rose ! Pourvu que ce petit visiteur n'y ait rien déposé d'incongru ! Non. Tout est bien, tout est parfait, tout est charmant ; il fait beau ; les fleurs du jardin semblent heureuses ; mon miroir est rempli de jour ; l'ami moineau est un porteur de joyeuses nouvelles... et je me sens tout d'un coup si gaie que, en chemise,

je tourne et je danse en chantant comme une folle : Tralalala la... Trala lala la...

. . . . . .

XVI

Que je voudrais pouvoir raconter ce premier bal à ma chère bonne-maman, car il me semble que je ne saurai jamais me le raconter à moi-même.

N'a-t-il duré qu'un bref instant? ou toute une éternité lumineuse? Je ne sais plus.

Nous sommes arrivées, maman et moi, de bonne heure; mes amies aussi; maman portait la plus délicieuse robe noire et qui contrastait fort bien avec ma robe rose. Jamine en blanc, Ninon et Ninette en bleu, Perrette en cerise, Angèle en jaune très pâle, toutes, elles étaient charmantes et leurs robes les habillaient à ravir.

Ces immenses salons démeublés, étincelans de lumière, agrandis de hauts miroirs, embaumés de gros bouquets, ouvraient les perspectives ignorées d'un pays encore inconnu : contrée où l'on attend la joie.

Où sont les bonheurs sans nombre? les époux? les tendres amis? les rois? les reines? les fées? les enchanteurs? N'est-ce pas eux que l'on attend? Quand vont-ils venir? Seront-ils bientôt là? Quelle singulière chose que les arrivans soient tout simplement des « gens du monde, » des gens de tous les jours et de tous les soirs, des gens n'ayant en somme, pour la plupart, aucun intérêt.. Il me faut des présences merveilleuses dans ce décor inhabituel.

D'abord je me suis amusée, car avant l'affluence et le brouhaha, dans cette demi-solitude étincelante, mes amies et moi nous avons retouvé nos flirts, nos danseurs, et nous avons dansé tout à notre aise dans ces vastes pièces aérées et au son d'un orchestre excellent.

Mais je n'aime pas beaucoup la danse, excepté avec Jimmy parce qu'il danse très bien, connaît ma façon de danser et que j'ai confiance dans ses mouvemens; je me laisse conduire. Avec les autres je me raidis; ils m'agacent; et je danse mal.

Cher Jimmy! comme il a aimé ma robe. Pourquoi, — ceci

en passant, — les femmes sont-elles si touchées quand on aime leurs robes ?

Donc j'ai commencé par m'amuser, mais peu à peu la nouveauté de cet agrément s'effeuilla et, au lieu de me sentir grisée par les complimens, le succès, le plaisir, soudain une grande détresse s'abattit sur mon cœur comme un bel oiseau aux ailes brisées.

Une foule nombreuse remplit maintenant les salons chauds, trop lumineux; ah ! pas un coin d'ombre ; pas un aspect de grâce et de mystère ; un éblouissement implacable, des femmes trop parées, des parfums puissans, des bouquets lourds construits par des mains de fleuriste, un buffet somptueux, des sucreries échafaudées et des boissons servies par des laquais si massifs ; une richesse implacable, écrasante, au milieu de laquelle chacun s'évalue réciproquement et la musique même, cette enchanteresse, trop proche, trop vibrante, trop stridente, déchire et fatigue sans charmer.

Et les êtres, parmi cette atmosphère crue, violente et sans ombres, les êtres, les hommes et les femmes, les jeunes gens et les jeunes filles, comme ils apparaissent secrets, apprêtés, armés de ce qui les pare, dissimulés, différens de leur vérité profonde, énigmatiques, mystérieux !

Ils me font peur.

Tous les yeux cherchent une chose fuyante et qu'ils ne peuvent apercevoir ; le grand tournoiement de tous ces vertiges de danse essaie de trouver un chemin... vers où ? vers quoi ? sans y parvenir jamais.

Et je ne sais pourquoi, comme dans mon enfance, je songe violemment à la mort. Et j'ai envie de crier au milieu de cette fête, que nous sommes tous réunis là, nous les vivans d'une heure, pour tâcher d'oublier que nous devons mourir.

Jimmy se plaint de mon silence et de mes yeux sombres ; il me dit des choses tendres et précises que je n'écoute pas. Je songe aussi à d'autres petites choses; par exemple que M. et Mme de Léris, qui vont se séparer un jour, bientôt, ont l'air des meilleurs amis du monde ; que le père de Jimmy et de Perrette danse avec une jeunesse inouïe ; que Perrette ne quitte pas l'aviateur Gavarrez, fort beau du reste ; que nos jeunes mamans sont souvent plus belles, plus séduisantes, plus attirantes que leurs filles et qu'on leur fait beaucoup la cour... et qu'elles

dansent... Mme de Kervenargan, la mère de Jamine, qui n'est plus jeune du tout, elle, est une des seules mamans à cheveux blancs, avec une toilette grave, un air indulgent aux autres, indifférent à elle-même.

Dans mon cœur, subitement, un autre courant passe, emporte mes pensées. Hier, dans l'attente de ce soir, fut ma vraie gaieté, mon vrai plaisir. Mais je viens de comprendre tout à coup l'attrait irrésistible et poignant d'une fête : il y circule des promesses de bonheur; et nous y venons, comme on travaille dans une mine à la recherche du diamant, pour tenter de les découvrir et de nous en emparer.

Nous y venons à la rencontre des choses inconnues. Dans chaque bal le destin, certainement, invite à danser l'un ou l'une ou l'autre... Ce n'est pas le tour de tous... Mais si l'on était celui ou celle-là...

C'est pourquoi le bal masqué doit être le bal type, le bal véritable, celui où se glissent le mieux, sous le masque, la chance, le hasard, le sort : peut-être l'amour.

Voilà que j'ai dit le mot qui tourbillonnait en moi-même au gré des rythmes divers, des valses compliquées, des « too step » onduleux, des tangos houleux et mélancoliques, des danses bizarres...

Tout à l'heure un squelette givré me semblait prolonger les stalactites des lustres. A présent, saisie d'une langueur brusque, je cherche involontairement, dans les yeux de ceux qui passent, le regard de l'amour.

Mais je suis auprès de Jimmy qui m'aime et peu à peu cela me devient gênant, insupportable.

— Jimmy, il faut que vous soyez gentil et que vous dansiez avec Jamine; elle manque un peu d'entrain ce soir. Tout à l'heure, elle m'a confié : « Je pense que je ne suis pas assez vieille pour m'amuser au bal... »

— En revanche, Angèle danse d'un air fort passionné: la frivole Ninette ne se divertit pas moitié autant que la raisonnable Ninon; quant à Perrette, elle semble vouloir battre un record.

— Allez vers Jamine.

— J'y vais pour vous plaire, bien que je l'aime beaucoup. Cela m'ennuie de vous quitter même un instant. A tout à l'heure...

A regret il s'éloigne, et furtive pour qu'il ne me voie pas, pour que maman non plus ne s'élance pas en me criant : « Tu vas attraper froid..., » je me glisse de groupe en groupe, de porte en porte, de galerie en galerie, jusqu'au jardin.

On l'avait oublié ce jardin, malgré les lampions de couleur qui se balancent dans ses arbres. Mais, heureusement, la plupart de ces lanternes sont éteintes par un petit vent capricieux. O charme, ô paix de la nuit! Calmes délices de l'ombre! C'est un jardin sans fleurs, très parisien : de grands marronniers, une pelouse carrée; une vasque d'eau, seule entourée de roses trémières; des allées de gravier; des bancs de pierre. Sur l'un d'eux, heureuse de la solitude et des demi-ténèbres, je m'assieds.

Enfin! je me retrouve moi-même; je ne suis plus cette fantasmagorie qui portait mon visage, mon nom, ma robe. Mon cœur s'apaise; mon front se rafraîchit; d'ici, les fenêtres illuminées donnent à la demeure en fête l'aspect d'un palais de songe; il suffit d'un peu de nuit et d'éloignement pour que les choses trop réelles s'embellissent de cette poésie mélancolique sans laquelle rien ne plaît, même à ma gaieté.

La musique assourdie retrouve sa magie et sa mélancolie mystérieuse. Je suis bien, je sens que je dois être là; et seule, éloignée du bruit et de la griserie du bal, je commence seulement à en sentir tout l'attrait et la multiple ivresse.

Mais quelqu'un vient! Ah! ce n'est pas de chance! Je vais être obligée de parler si je le connais! Et je le connais certainement, puisqu'il vient à moi.

— Enfin! je vous retrouve, Juliette...

Il s'assied près de moi sans embarras; il me tend la main; je vois, je reconnais son visage bien que je ne l'aie vu qu'un matin dans un jardin clair.

Comment n'étais-je pas sûre de le revoir un jour? Cela devait arriver, tôt ou tard, inexorablement. N'en étais-je pas sûre?

C'est Lui! et c'est tout simple. Ma beauté, ma joie, mes indécisions de ce soir, tristesse et excitation, mon attente, mon repos, mon rêve et, depuis un instant, ma certitude prennent un sens, ont une raison toute naturelle. C'est Lui; en somme je l'attendais.

— Vous ne semblez pas très satisfaite de me revoir, petite veuve en rose. Ah! j'en ai connu des jeunes filles! j'en ai parcouru des bals plus ou moins blancs, des fêtes plus ou moins

« chic! » Vraiment vous n'êtes pas très mondaine. Je vous ai bien cherchée, mon enfant, et je me suis bien souvent traité d'imbécile pour ne vous avoir pas suivie, — c'eût été plus simple! — jusqu'à votre porte, ce matin d'avril où vous étiez tellement jolie... mais pas encore autant que ce soir...

Alors comme ses yeux implorent une parole, je ne trouve à lui dire qu'un mensonge :

— Savez-vous que je vous avais déjà presque oublié...

— Vous m'avez oublié, petite Ève? Vous avez oublié ce jardin matinal et solitaire, où nous nous rencontrions tout à coup, comme le premier homme et la première femme, dans le paradis du premier printemps? Eh bien, moi, je n'ai pas oublié, et tour à tour, je me réjouissais de savoir votre nom, ou bien je m'en blâmais; Juliette, nom charmant; mais qu'importe, puisque vous étiez pour moi la jeunesse, et peut-être...

Il n'acheva pas et je rougis.

Il reprit :

— Est-ce bien moi, ce soir, tout auprès de vous, dans l'ombre? Je vous regardais depuis si longtemps; vous ne quittiez pas ce grand jeune homme dont je me sentais devenir jaloux. Et puis tout à coup vous l'avez renvoyé, et vous vous êtes levée d'un petit air mystérieux; de loin je vous ai suivie;... et... me voilà.

Comme c'est étrange! il me semble que je le connais depuis toujours; que je l'ai connu enfant.

— Je voulais me faire présenter à vous, mais vous fuyiez, vous sembliez me fuir de salle en salle... alors je me présente tout seul. Bonsoir, Juliette aux yeux doux.

Je me sens redevenir gaie, malgré mon alanguissement, ma surprise...

— Eh bien! tout réfléchi, — et je lui ris au nez dans la nuit, — je suis contente de vous voir. Mais ne me trouvez-vous pas très vieille depuis ces deux mois passés... presque trois mois... un siècle!

— Je vous trouve... en somme je ne sais pas comment je vous trouve. Je vous ai trouvée; c'est l'essentiel. Juliette, je ne vous quitte plus.

— Mais quelle idée avez-vous eue de me chercher ainsi, monsieur? Et je prends un petit air flatté qui voudrait être négligent.

— Parce que vous avez... voyons, comment vous expliquer? Il y a une expression stupide : le coup de foudre ; ce n'est pas cela tout à fait, mais cette expression, ces mots vous aideront à comprendre ce que je veux dire : vous avez été le brusque éclair qui, tout d'un coup a précisé en moi des choses nouvelles... Je souffrais encore d'un grand chagrin pourtant passé ; je n'aimais plus la vie ; et voilà qu'à votre lueur j'ai plongé jusqu'au fond des espérances inconnues. Comprenez-vous, petite fille? J'étais las de ce que je croyais être. A partir de ce matin où je vous vis, je me suis senti un autre ; un autre que je préfère. Je ne me suis dit tout cela « qu'après ; » mais d'abord, en un instant, je l'ai senti sans le comprendre. Vous avez illuminé mon âme... Alors, éperdument, j'ai marché vers mon flambeau...

Il se tait ; je rêve ; il rêve. Que l'air noir est ami, comme le vent est doux ! Avec ce doux vent tout autour de nous joue et rôde je ne sais quoi de délicieux.

Légèrement, j'ai posé ma main sur la main qu'une fois encore on me tendait.

— Comment puis-je, ai-je dit en hésitant, être ainsi capable de ce que vous m'expliquez? Ainsi, il y a en moi une lumière qui, à mon insu, resplendit sur les autres âmes? Il y a en moi des forces que je ne connais point et que les autres subissent... Cela me plaît et me fait peur.

— Enfant charmante ! Que de fois je me suis redit tous les mots de notre si court entretien, remémoré toutes vos attitudes, tous vos petits airs de candeur hardie, tous vos gestes! Ah! Juliette, j'ai tellement pensé à vous que vous devez bien me connaître... Juliette retrouvée, il faut me permettre de rester là. Mais dites un peu, qu'est-ce que vous faites dans la vie?

— Moi? Je suis une jeune fille en rose très frivole et très enfantine ; aussi m'a-t-on menée au bal pour m'y forcer à réfléchir, ainsi qu'un Père du désert, à la mort, à la vanité des apparences qui passent.

— Vrai? vous pensiez à cela sur ce banc? C'est donc un vieux philosophe que j'ai rencontré sans le savoir au Pré-Catelan?

— Non. Sur ce banc, je songeais à l'amour.

— Vous l'attendiez?...

— Oh! non, monsieur, pas du tout! Je suis trop bien élevée;

et puis je n'aime pas attendre. Mais vous, dans cette même vie... qui êtes-vous ?

— J'ai fait de l'aviation autrefois, avec Gavarrez, qui m'a présenté ici ce soir et qui, entre parenthèses, m'a l'air près de partir pour le septième ciel avec cette gentille Américaine. Ensuite, j'écris des livres et je chasse des grosses bêtes.

— Vous n'êtes pas poli, monsieur le chasseur, de me dire cela après m'avoir tant poursuivie.

— Je vous ai poursuivie comme une sournoise petite biche... Mais, d'habitude, je ne chasse que les sangliers dans les vieilles forêts de mon vieux pays.

— Connaissez-vous la Biche au bois?

— Je crois bien... mais restez ce que vous êtes, petite biche! Ne vous transformez pas..., je vous en supplie à genoux.

— Pour que je me transforme, il faudrait que par vous je sois blessée, comme dans le conte. Mais, dites-moi : aimez-vous les livres de bonne-maman, puisque vous écrivez des livres?

— C'est ce qu'on appelle une « colle... » Mademoiselle Juliette du Pré-Catelan, puis-je savoir d'abord comment se nomme Madame votre grand'mère?...

— Eh bien! monsieur le chasseur de sangliers et de biches, puisqu'il nous faut savoir nos noms, puisque nous ne pouvons pas rester inconnus l'un à l'autre, puisque nous ne sommes plus Adam et Ève, rentrons dans l'évidence et dans les salons hideux de lumière... Dites-moi vite comment l'on vous appelle et venez, je vous prie, que je vous présente à maman.

. . . . . .

GÉRARD D'HOUVILLE.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LES SOCIALISTES ALLEMANDS

L'INTERNATIONALE ET LA GUERRE

L'un des caractères les plus frappans de la guerre actuelle c'est le rôle qu'y jouent les classes ouvrières organisées et leurs représentans. Des ministres socialistes et travaillistes siègent au gouvernement en Belgique, en France, en Angleterre, tandis qu'en Allemagne les socialdémocrates, sans revêtir aucun caractère officiel, se sont faits les missionnaires secrets de l'impérialisme auprès des neutres. Vanité des résolutions humaines! les socialistes aspiraient à exercer une action toute contraire : ils se flattaient d'être assez forts et assez unis pour empêcher la guerre d'éclater, et ils se trouvent maintenant engagés consentans dans les hostilités, en conflit violent les uns avec les autres. Le fait dément l'idée, la conduite réfute le dogme. Soumettre à la pierre de touche de la réalité les doctrines si répandues de l'Internationalisme ouvrier, tel est le but de cette étude.

I

Du 23 au 29 août 1914 devait se réunir à Vienne le Xe Congrès de l'Internationale depuis sa reconstitution en 1889. Les délégués du monde entier se proposaient d'y célébrer le cinquantième anniversaire de cette association mondiale, fondée à Londres le 28 septembre 1864 sous les auspices de Karl Marx : elle ne vise à rien moins qu'à établir, sur les ruines de la société capitaliste et militariste, l'égalité politique et sociale de tous les hommes et la fédération pacifique de tous les peuples.

Infime société secrète vers 1848, puis, à la fin de sa première phase, de 1864 à 1873, composée de cadres sans troupes nombreuses et sans finances, elle compte aujourd'hui, dans ses diverses sections de Yokohama à San Francisco, de Buenos Ayres à Petrograd, plus de trois millions de membres affiliés, disposant de près de neuf millions d'électeurs et de quatre cents députés dans les divers Parlemens. Aux partis politiques se rattachent des syndicats riches et puissans dont la fédération internationale englobe cinq millions de membres. Les Allemands apportent à l'Internationale le plus fort contingent : la socialdémocratie a longtemps fourni à ses filiales, dans les autres pays, des subsides, des formules, une direction, une tactique. Tant qu'il a vécu, Marx eût pu dire : « l'Internationale, c'est moi ! »

Karl Marx a prétendu substituer au socialisme idéaliste et humanitaire des Français de 1848, un socialisme scientifique et réaliste fondé sur l'observation des faits. D'après sa *Conception matérialiste de l'histoire*, que l'on pourrait définir une sorte de Darwinisme appliqué aux sociétés humaines, tout le drame de l'histoire se concentre dans une lutte incessante, tantôt ouverte et tantôt cachée, entre possédans et non-possédans, oppresseurs et opprimés, pour la conquête des biens matériels et de leurs moyens de production. Si les formes de cette lutte varient, le but reste le même : *Eadem sed aliter*.

La société contemporaine, industrielle et capitaliste, née de la découverte de la vapeur, crée le sentiment international chez les prolétaires déracinés, enrégimentés dans les vastes usines. Ils prennent conscience du prétendu appauvrissement et de l'espèce de servage auxquels les condamne la concentration capitaliste, sous tous les régimes, monarchistes ou républicains. La communauté de leurs intérêts de classe, toujours en souffrance, les unit et les enchaîne comme un anneau de fer, en face d'un ennemi commun, la bourgeoisie capitaliste, conçue elle aussi comme un bloc. Contre elle, dans tous les pays, sous toutes les latitudes, la classe prolétarienne doit lutter sans relâche, jusqu'à ce qu'elle puisse substituer la propriété collective à la propriété privée, source de toutes les inégalités, de toutes les guerres, de tous les maux qui affligent les sociétés.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous par-dessus les frontières dans une grande alliance fraternelle, combattez vos

oppresseurs, substituez la lutte de classe aux guerres entre les nations, » c'est là le cri de ralliement inscrit en lettres flamboyantes sur le rouge drapeau de l'Internationale.

L'internationalisme forme donc le caractère essentiel de ce mouvement émancipateur du prolétariat. Dans le célèbre *Manifeste communiste* de 1847, devenu la grande Charte du monde ouvrier, Marx et Engels écrivaient : *Le prolétaire n'a point de patrie*, en ce sens qu'il doit considérer comme son ennemi l'État politique, officiel et guerrier, avec sa souveraineté, ses lois, son armée, sa légitimité, au service des ambitions d'une dynastie et d'une bourgeoisie insatiable, l'État issu de la conquête et visant à conquérir, à asservir les autres peuples. — Mais, sous un autre aspect, l'internationalisme n'est pas anti-national : les socialistes distinguent la nation, création artificielle de la politique et des traités, et la nationalité naturelle de langue, de race, de culture. Ils protestent contre l'oppression des nationalités ainsi conçues (par exemple la Pologne, la Finlande, l'Arménie). Quand ils disposeront du pouvoir, les prolétaires se constitueront en nations libres et autonomes. En même temps que l'antagonisme des classes disparaîtra celui des États ; avec l'exploitation de l'homme par l'homme, cessera l'exploitation d'un peuple par un autre peuple. Les Républiques socialistes, fédérées entre elles, apporteront au monde les bienfaits de la paix. Les socialistes admettent qu'aucune de ces républiques ne sera plus ardente, plus avide des biens de la terre, plus peuplée que sa voisine. Afin d'atteindre ce résultat, il s'agirait de régler la natalité, tâche encore plus ardue que de fixer la production.

Jusqu'à ce que les internationalistes aient réussi à pacifier la société future, dans la présente, le militarisme et la guerre opposent le pire obstacle à la délivrance des prolétaires. Le militarisme écrase le travailleur, le budget des armemens absorbe les sommes énormes qui pourraient être ajoutées à son bien-être, et sur lui repose le plus lourd fardeau des guerres qui font s'entre-tuer les prolétaires au profit des États capitalistes, en quête concurrente des débouchés et des territoires. Tenter de faire obstacle à la guerre est donc par excellence un acte anti-capitaliste et anti-gouvernemental. L'action concordante et concertée contre la guerre est l'œuvre essentielle de l'Internationale.

Dans l'adresse inaugurale de sa fondation rédigée par Karl

Marx, les prolétaires sont incités à surveiller très étroitement l'action diplomatique de leurs gouvernemens : « Si l'affranchissement des travailleurs demande, pour être assuré, leur concours fraternel, comment peuvent-ils remplir cette grande mission si une politique étrangère, mue par de criminels desseins et mettant en jeu les préjugés nationaux, répand, dans des guerres de pirates, le sang et l'argent du peuple? »

En attendant qu'ils puissent empêcher les guerres, les prolétaires sont obligés de les subir, d'y participer. Cette participation devient un devoir s'il s'agit d'une guerre défensive. Toutes les classes ont le même intérêt pressant à défendre leur pays contre la dévastation et le joug de l'étranger. Les socialistes estiment que le meilleur moyen d'assurer cette défense consiste dans la substitution aux armées permanentes des milices nationales, qui effacent toute distinction entre citoyens et soldats, arment le peuple et désarment ses maîtres, protègent à la fois le territoire et les libertés publiques, les mettent à l'abri d'une invasion et d'un coup d'État. (Vaillant.)

Quant aux guerres offensives, les socialistes les condamnent en principe. Mais les Pères de l'Église internationale, Marx et Engels n'avaient que raillerie pour le pacifisme : ils font appel à la force « accoucheuse des sociétés. » Les guerres du XIXe siècle ont eu pour conséquence de grands changemens politiques dans un sens favorable au progrès de la démocratie; comment Marx et Engels n'eussent-ils pas approuvé celles qu'ils jugeaient utiles à la Révolution future?

Lassalle et Marx, les deux fondateurs du parti socialiste allemand, longtemps séparé en deux sectes rivales, différaient toutefois sur cette question si importante. Ardent apôtre du socialisme d'État et de l'hégémonie prussienne, en étroite affinité avec Bismarck, qui l'appréciait fort, Lassalle regardait l'Autriche comme la principale ennemie : il écrivait en 1859 que la Prusse devait déclarer la guerre au Danemark et annexer le Schleswig-Holstein. Il était tué en duel en 1864. La même année, au meeting de Londres où les ouvriers français et anglais jetaient les bases de l'Internationale, Marx prêchait la croisade contre la Russie tsariste. Il dénonçait « cette puissance barbare dont la tête est à Pétersbourg et la main dans tous les Cabinets de l'Europe, » comme le danger le plus menaçant pour la démocratie sociale. Seule l'assistance du Tsar permettait à l'abomi-

nable gouvernement des Junkers de se maintenir. Les social-démocrates allemands sont toujours demeurés fidèles à cette haine contre les Moscovites, méprisés à titre de race inférieure, et ils se sont étudiés à la répandre dans les partis socialistes des autres pays.

Lassalle jugeait qu'une guerre offensive dirigée contre la France, même sous le régime de Bonaparte, serait un malheur pour la civilisation. Marx, au contraire, lorsque éclata la guerre de 1870, écrivait le 20 juillet à Engels : « Les Français ont besoin d'être rossés. » Il s'applaudissait de cette guerre parce qu'elle achèverait l'unité de l'Allemagne, et la centralisation de l'État aurait pour conséquence celle du prolétariat. Par la doctrine et l'organisation, la classe ouvrière allemande se montrait bien supérieure aux Français, et sa prédominance dans l'Internationale prouverait la supériorité de la théorie marxiste sur la pensée confuse de Proudhon.

Au Reichstag de l'Allemagne du Nord, les deux députés marxistes Bebel et Liebknecht s'abstenaient de voter les crédits de guerre. Ils n'allèrent pas jusqu'à les refuser, car c'eût été justifier « l'agression criminelle de Bonaparte, » tandis que les lassalliens, Schweitzer et Hasenclever, accusés par les marxistes de « paroxysme national, » avaient approuvé guerre et crédits. Mais la chute de l'Empire, après Sedan, mettait à peu près d'accord les deux clans socialistes. Bebel et Liebknecht saluaient avec joie la jeune République française et demandaient pour le peuple français une paix honorable, une paix sans annexion. Ils prédisaient, avec Marx et Engels, que l'incorporation à l'Allemagne de l'Alsace-Lorraine amènerait fatalement l'alliance de la France et de la Russie. Ils expièrent par deux années de forteresse leur protestation courageuse.

Grâce à cette attitude, l'union entre socialistes allemands et français n'était pas troublée par la guerre. La Commune achevait de la cimenter. Du fond de son exil de Londres, Marx saluait en elle l'ébauche d'une dictature terroriste de la classe prolétarienne.

Mais la première Internationale ne pouvait survivre à la guerre et à la réaction provoquée par la Commune. La rivalité de Marx et de Bakounine en présageait la fin. Dans ses *Lettres à un Français*, Bakounine stigmatisait le pire ennemi de la démocratie, l'Empire allemand : il opposait le socialisme

libertaire et fédératif au socialisme teutonique, centralisateur et caporalisé, tandis que Marx prétendait démasquer Bakounine, agent du panslavisme.

Ce ne fut que dix-huit ans après, au Congrès de Paris, en 1889, que la seconde Internationale parvint à se reconstituer. A son deuxième Congrès de Bruxelles, en 1891, l'action contre la guerre était mise à l'ordre du jour. Cette même année, Engels, l'Éminence grise de Karl Marx, écrivait de Londres : « Dans l'intérêt de la Révolution européenne, il est nécessaire pour les socialistes allemands de combattre de toutes leurs forces la Russie et ses alliés, quels qu'ils soient. Si la République française se mettait au service de S. M. le Tsar, les socialistes allemands devraient la combattre avec passion, et ils le feraient. En face de l'Empire allemand, la République française peut représenter la Révolution bourgeoise. Mais en face de la République d'un Constans, d'un Rouvier et même d'un Clemenceau, particulièrement en face de la République au service du tsar russe, le socialisme allemand représente absolument la Révolution prolétarienne. » Engels prophétisait à rebours : le socialisme allemand devait s'enchaîner, dans la prochaine guerre, à l'impérialisme capitaliste.

Grâce à la majorité dont ils disposaient dans l'Internationale, les Allemands, au Congrès de Paris, en 1900, et à celui d'Amsterdam, en 1904, imposaient aux socialistes français, en voie de se rallier à la République radicale, comme le prouvait le *cas Millerand*, une attitude de guerre vis-à-vis de la démocratie bourgeoise. Mais la paix internationale devait être fortifiée par l'engagement imposé aux élus du parti, dans tous les Parlemens, de voter contre toute dépense militaire, contre tout accroissement de la flotte. En manière de protestation contre la guerre russo-japonaise, on vit les délégués socialistes des deux pays belligérans, Plekhanow et Katayama, se tendre la main à la tribune : leur geste théâtral soulevait des applaudissemens frénétiques.

La question des obstacles à opposer à la guerre menaçante excitait au plus haut point l'antagonisme entre Français et Allemands au Congrès de Stuttgart, en 1907. Hervé, antipatriote outrancier à cette date, Vaillant, Jaurès, impatientés de s'entendre toujours jeter à la tête, dans leur lutte contre le militarisme national, le patriotisme teuton, voulaient obtenir des

Allemands l'engagement ferme et précis de tenter une grève insurrectionnelle au moment d'une mobilisation. La discussion, des plus orageuses, dut avoir lieu à huis clos. Appuyés par les guesdistes, les Allemands rallièrent le Congrès à une vague formule, d'après laquelle « les ouvriers des pays concernés et leurs représentans devront faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre d'éclater, selon l'acuité du combat de classe et d'après la situation politique générale. »

« Si cependant la guerre était déchaînée, ils devraient tenter d'en hâter la fin et mettre toute leur ardeur à se servir de la crise politique et économique déterminée par la guerre pour se délivrer de la domination capitaliste. »

Le Congrès de Copenhague (1910) précisait la résolution de Stuttgart. Le bureau socialiste international, dont le siège est à Bruxelles, et qui représente, dans l'intervalle des Congrès, le pouvoir exécutif permanent de l'Internationale, était chargé, en cas de menaces de guerre, de convoquer les délégués de ses sections et de concerter une action commune. Le Congrès ajournait en même temps aux calendes grecques une nouvelle proposition de Keir Hardie et de Vaillant qui, au lieu d'une grève généralisée, proposaient l'arrêt de travail dans les arsenaux et les industries indispensables à la guerre.

Les socialistes français saluaient la victoire électorale des socialistes allemands, en 1912, comme le gage d'une paix assurée, cela bien à tort, car les quatre millions de voix qu'ils venaient d'acquérir les obligeraient à tenir de plus en plus compte du sentiment national. Cependant, Scheidemann, vice-président du Reichstag, accourait à Paris célébrer ce triomphe avec les camarades français. Il s'écriait à la salle Wagram : « Il n'est plus possible de tenter une aventure guerrière entre Allemands et Français; la guerre ne peut plus éclater, elle n'éclatera jamais ! »

La crise balkanique déterminait les socialistes à se réunir à Bâle, en novembre 1912. L'antagonisme entre l'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre, compromettait au plus haut point la sécurité de l'Europe. Par ses élus dans les parlemens, l'Internationale devait exiger un accord entre la France, l'Allemagne et l'Angleterre qui réduirait les armemens et ébranlerait la puissance du tsarisme : cette alliance rendrait impossible une attaque de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie.

Sous les voûtes de la cathédrale de Bâle, du haut de la chaire sacrée, Jaurès, au nom de l'Internationale et de la France, déclarait la paix à l'Europe. Mais les cloches pacificatrices de Bâle sonnaient plutôt comme un tocsin aux oreilles des socialistes attentifs et observateurs. A la fin de 1912, M. Andler, dans deux articles publiés par *l'Action nationale*, notait ses impressions d'un voyage en Allemagne. Le ton des journaux du parti, lors du coup d'Agadir et pendant les négociations marocaines, l'avait vivement frappé. Une revue, les *Sozialistische Monatshefte*, des brochures et des livres prouvaient quel écho le pangermanisme rencontrait dans la socialdémocratie. Les citations les plus probantes révélaient un nouvel esprit, celui « d'un socialisme d'affaires, militariste et colonial, teutomane et détrousseur. » Les classes ouvrières étaient représentées comme solidaires du capitalisme, solidaires de la politique d'armemens, défensive en principe, offensive, s'il le faut. Les ouvriers étaient intéressés à la victoire de l'Empire, au maintien de la dynastie régnante. Bebel n'avait-il pas dit : « L'Empereur est au-dessus des partis. »

M. Andler constatait la force de ce courant néo-lassallien dans la jeune génération, sans qu'il fût possible d'établir la ligne de démarcation entre ceux qui adhéraient à ces idées et ceux qui restaient fidèles aux principes du marxisme international. Il s'attirait de la part de Bebel le plus violent démenti. Mais les socialdémocrates donnaient à ses articles une première confirmation, en votant, le 3 juillet 1913, l'impôt extraordinaire sur la richesse, destiné à renforcer considérablement l'armée allemande ; ils justifiaient leur vote par des raisons spécieuses. Quel avertissement plus péremptoire pouvaient-ils donner aux socialistes français ?

Ceux-ci n'ignoraient pas la gravité du danger créé par la situation européenne. Mais Jaurès, plein de confiance optimiste, pensait que chaque jour écoulé consolidait la paix. Lui et ses amis se flattaient d'y travailler en combattant avec acharnement la loi de trois ans, en proposant d'y substituer les milices purement défensives qu'Engels jugeait impuissantes en face de l'armée de métier. Dans l'intérêt suprême de la paix, Jaurès et M. Sembat exigeaient la dénonciation de l'alliance russe, l'abandon de l'idée de revanche, le renoncement à l'Alsace-Lorraine, le rapprochement avec l'Allemagne, sans réfléchir que c'eût

été un encouragement de plus pour l'Allemagne à attaquer la Russie, et à soumettre l'Europe à un joug intolérable.

Dans son livre, publié en 1913, sous ce titre humoristique : *Faites la paix, sinon faites un roi*, M. Sembat raillait impitoyablement ces décrets de mobilisation des forces ouvrières votés par les congrès socialistes, alors qu'on n'indiquait ni ne possédait les moyens de les exécuter ; néanmoins le Congrès des unifiés, réuni à Paris du 14 au 18 juillet, discutait encore une vaine formule de grève *simultanée*, non pour empêcher la mobilisation, mais afin d'obliger les gouvernemens à recourir à l'arbitrage. Cette motion devait être présentée au Congrès international de Vienne : la question de l'*impérialisme* figurait également au programme et allait recevoir en fait une solution diamétralement opposée à celle qu'en espéraient les crédules parmi les futurs congressistes.

Quatre jours après, le 22 juillet, l'Autriche adressait son ultimatum à la Serbie.

II

Les événemens se succédaient dès lors avec une telle rapidité que le *Bureau socialiste international* ne pouvait réunir, à Bruxelles, avant le 29 juillet, les délégués des sections nationales, après que celles-ci eurent commencé une agitation intense pour le maintien de la paix.

Dans le courant de juillet, le *Vorwaerts*, journal officiel des socialistes allemands, publiait de nombreux articles contre le militarisme. Il ne faisait que continuer la violente campagne de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg dénonçant les scandales de Krupp, le trafic que faisaient de leur influence certains généraux, la cruauté de la discipline et les suicides dans l'armée. L'ultimatum austro-hongrois était condamné plus sévèrement par les socialistes allemands et autrichiens que par ceux des autres pays. Le 23 juillet, avant que l'ultimatum ne fût connu, le *Vorwaerts* parlait de signes de danger de guerre. Le 24, il s'indignait contre l'Autriche. Le 25, le comité directeur de la Socialdémocratie, dans un manifeste, blâmait énergiquement l'attentat de Sarajevo, mais protestait avec non moins de force contre la provocation de l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Le gouvernement allemand était rendu responsable non de

l'ultimatum, mais de la décision que prendrait l'Autriche, car il pouvait agir sur elle et assurer la paix. Le comité directeur prenait, en terminant, le ton démagogique : « Il ne faut pas qu'une goutte de sang allemand coule pour cette cause ; il ne faut pas que le prolétariat serve de chair à canon aux classes qui l'exploitent. »

Une campagne de meetings s'organisait en même temps dans les grandes villes et les centres industriels ; les orateurs étaient acclamés au cri de : *A bas la guerre! Vive la fraternité des peuples! Vive l'Internationale!* Le 28 juillet, un cortège socialiste se heurtait à Berlin, *Unter den Linden*, à une manifestation patriotique, et le sang coulait. Le gouvernement avait toléré cette campagne, comme s'il avait à cœur de témoigner de ses intentions pacifiques : il prévenait hypocritement les socialistes de prendre garde, par leurs manifestations, d'encourager les tendances belliqueuses de la Russie.

Privés de toute liberté de mouvement, soumis à la censure, le parlement ne siégeant pas, les socialdémocrates autrichiens protestaient contre un système de gouvernement qui faisait violence à la volonté populaire. Ils se prononçaient contre l'agitation des grands serbes, mais l'Autriche pouvait obtenir satisfaction autrement que par la guerre. A ce manifeste manquait toutefois la signature des membres tchèques et polonais de la socialdémocratie autrichienne, qui faisaient cause commune avec leurs frères slaves de Serbie.

Tout à l'opposé des Allemands et surtout des Autrichiens, les socialistes français non seulement jouissaient de toute liberté, mais ils n'étaient pas sans influence sur la majorité et le ministère. Les élections de mai avaient considérablement grossi leurs effectifs, porté le nombre de leurs députés à 101, celui de leurs électeurs à 1 400 000, succès que Jaurès attribuait à leur opposition à la loi de trois ans. Ils pressaient le gouvernement de redoubler d'efforts pacifiques, d'empêcher la Russie de chercher un prétexte d'agression dans la défense des intérêts slaves. Ils appelaient en même temps les citoyens français à une intense agitation contre « l'abominable crime qui se prépare. »

Rapprochée des unifiés dans un commun effort, la Confédération générale du Travail lançait à son tour un appel aux syndicats : « La volonté nationale était plus puissante que les traités secrets, elle pouvait empêcher une guerre européenne qui serait

un attentat contre la classe ouvrière, une diversion sanglante et terrible à ses revendications. » Le manifeste de la C. G. T. rappelait, sans les préciser, les décisions des Congrès (touchant la grève générale) : l'agitation devait s'étendre jusqu'aux communes rurales.

Aucun mouvement de grève ne pouvait être tenté isolément, sans un accord préalable avec les camarades allemands et autrichiens. Jouhaux, secrétaire de la C. G. T., renouvelait auprès du représentant des syndicats allemands la vaine tentative de Griffuelhes, lors du conflit marocain. Une entrevue avait lieu à Bruxelles, le 25 juillet, entre Jouhaux, Legien, député au Reichstag et secrétaire des *Gewerkschaften* centralisés, et Mertens, secrétaire des syndicats belges. A la question pressante de Jouhaux : « Que comptez-vous faire pour mettre obstacle à la guerre qui se prépare... Êtes-vous résolu à tenter un mouvement? » Legien s'obstinait à ne pas répondre. Jouhaux en conclut qu'il n'y avait rien à attendre des Allemands.

En Angleterre, les mineurs du Pays de Galles étaient prêts à suspendre le travail, en cas de guerre, si l'on pouvait obtenir cet arrêt des autres pays; ils demandaient la convocation d'un congrès international des ouvriers des mines. De même que les ouvriers du Continent, les Trade-Unionistes, le *Labour party* et les partis socialistes, très hostiles à la Russie, exaltaient la paix : et, en cas d'attaque contre la Serbie, ils exigeaient la neutralité de l'Angleterre.

De grandes grèves d'un caractère politique et social troublaient la Russie au commencement de juillet, et rappelaient le soulèvement révolutionnaire de 1905. A Petrograd, 120000 ouvriers désertaient les usines et commençaient à dresser des barricades. La menace de guerre, bien loin d'amplifier le mouvement, contribua à l'éteindre. Les émeutiers cédèrent la place aux patriotes.

Les socialistes et les syndicalistes italiens excitaient le peuple à se préparer aux résolutions les plus viriles afin de détourner le malheur d'un conflit sanglant, de coopérer à l'abréger, à le localiser, si l'on ne pouvait l'empêcher. Ils exigeaient, dès le 15 juillet, que l'Italie se détachât de la Triplice, qu'elle conservât la neutralité : « aucun pacte écrit par des couronnés ne pourrait pousser le peuple italien à prendre les armes pour écraser un peuple libre. »

Il s'agissait de coordonner un mouvement d'ensemble susceptible d'intimider les gouvernans. Le 29 juillet, le jour même où la Russie décrétait une mobilisation partielle, au lendemain de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, les membres les plus marquans de l'Internationale, délégués par douze de ses sections adhérentes, se réunissaient à Bruxelles, à la nouvelle Maison du Peuple, sous la présidence de Vandervelde.

Le Dr Adler prit le premier la parole, au nom des socialistes autrichiens, à la séance secrète du matin : son discours causa la déception la plus vive et suscita d'ardentes discussions lorsqu'il déclara que la guerre contre la Serbie était très populaire en Autriche, qu'il serait très difficile de résister à l'entraînement, que tout ce que pouvait faire le parti socialiste autrichien c'était de préserver la classe ouvrière de l'infection patriotique et de tâcher de maintenir ses organisations. — Rosa Luxembourg, déléguée de la Pologne, affirma que le Kaiser savait déjà que les socialdémocrates lui créeraient des difficultés. Jaurès demanda au fondé de pouvoir des socialistes allemands, Haase, de vouloir bien préciser leur action : celui-ci répondait qu'à Berlin, à Hambourg, dans toutes les villes d'Allemagne, des foules immenses étaient prêtes à s'insurger contre la guerre, une agitation intense gagnerait aussitôt « les casernes et les administrations de l'État. » Le soir même, à une réunion publique au cirque de Bruxelles, où se pressaient toutes les classes de la société, et où les orateurs français, allemands, russes, hollandais, occupèrent la tribune, Haase s'écriait que l'ultimatum prouvait que la guerre avait été préméditée. « Les bourgeois français et allemands désirent l'intervention, qu'ils prennent garde à la révolution prolétarienne. » Comme le remarque un socialiste, M. La Chesnais, auteur d'une intéressante brochure à laquelle nous empruntons ces détails (1), Haase parle de la responsabilité de la bourgeoisie allemande, mais il passe sous silence celle du gouvernement : et il atténue celle de la bourgeoisie germanique, en la partageant fraternellement avec la bourgeoisie gauloise. L'artifice est ingénieux. Jaurès, au nom de la France, prononça sa dernière harangue pour la paix du monde. Il accusait l'Autriche et l'Allemagne, il

(1) *Le groupe socialiste du Reichstag et la déclaration de guerre.* Armand Colin.

se portait garant des dispositions pacifiques du gouvernement français. La France ne se laisserait pas entraîner dans le conflit par une interprétation plus ou moins arbitraire des traités : « nous ne connaissons qu'un traité, celui qui nous lie au genre humain. » Il faudrait répudier l'alliance russe, si la Russie prenait l'offensive. La France doit garder sa liberté d'action, assurer le succès de la médiation proposée par l'Angleterre. Toute intervention de la Russie contrarierait ce généreux dessein. Jaurès, remarque très justement M. La Chesnais, acceptait trop facilement le parallélisme de position de la Russie et de l'Allemagne à l'égard de l'Autriche... « Attila est au bord de l'abîme, mais son cheval hésite et trébuche encore... » Et avec sa puissance d'illusion habituelle, Jaurès se félicitait des bagarres de Berlin qui servaient la cause de l'humanité. — Le *Vorwaerts*, traduisant, d'après le journal socialiste de Bruxelles, le discours de Jaurès, altérait le passage où il affirmait les dispositions pacifiques du gouvernement français qui devenaient simplement celles de la masse de la population.

Dans une séance du matin, le 30 juillet, les délégués, après avoir rapproché au 9 août la date du Congrès International qui se réunirait non plus à Vienne, mais à Paris, résumaient dans un manifeste, avant de se séparer, leurs déclarations solennelles. « Je vois encore, a dit M. Vandervelde, je reverrai toute ma vie, penché sur ce document, Haase les bras autour de Jaurès renouvelant par ce geste l'alliance contre la guerre qu'ils avaient proclamée dans la réunion de la veille. » Ils différaient pourtant d'opinion sur un point essentiel. D'après un récit de M. Vaillant (1), Haase affirmait à Jaurès que le Kaiser voulait la paix, que le gouvernement de Berlin n'avait pas eu connaissance, avant l'envoi, du texte de la note autrichienne à la Serbie, que seule une cour de l'Allemagne du Sud avait été exactement informée. Alors Jaurès, sachant enfin à quoi s'en tenir sur le jeu de l'Allemagne, répondait que cette version était impossible à admettre, attendu que lui Jaurès (directement ou indirectement, sur ce point les souvenirs de M. Vaillant ne sont pas très nets) tenait d'une personne touchant de près à l'ambassade d'Allemagne à Paris que « de graves événemens allaient survenir. »

(1) *L'Humanité* du 22 novembre.

Les délégués socialistes rentraient à Paris le cœur plein d'espoir, persuadés « que cette crise se dénouerait comme les autres, » qu'il serait possible d'organiser solidairement le prolétariat devant l'abominable menace. En permanence au Palais-Bourbon, les 30 et 31 juillet, les députés socialistes multipliaient leurs démarches auprès du président du Conseil, le pressaient d'agir sur la Russie, heureux d'apprendre que selon leurs vœux, pour achever de marquer que la France restait sur la défensive, nos troupes se tiendraient à huit kilomètres de la frontière.

Le 31 juillet au soir, la balle d'un fanatique frappait mortellement Jaurès, au moment même où la déclaration de guerre adressée par l'Allemagne à la France allait changer le cours de ses sentimens et les circonstances l'appeler à des destinées nouvelles. Il succombait, première victime de cette conflagration européenne, dont il croyait conjurer le péril, aveuglé par son optimisme, se fiant à la force de l'Internationale, au progrès humanitaire, à la vertu de la persuasion, au souffle d'une éloquence maîtresse, pour subjuguer l'éternel instinct prédateur dont la guerre est la forme sanglante.

III

Dans toutes les sections de l'Internationale l'opinion semblait unanime contre la guerre. Mais nulle part on ne passait des paroles aux actes. La propagande extra-parlementaire ne pouvait aboutir à rien : les faits allaient justifier les Allemands toujours hostiles à la grève générale anti-guerrière comme à la plus dangereuse des utopies. Comment obtenir, en effet, la simultanéité de mouvement, sans laquelle une grève séparée serait trahison, lorsque la déclaration de guerre abaisse un rideau de fer entre ceux qui se veulent concerter, et que, dans chaque pays, la mobilisation noie les socialistes au milieu du flot agité et excité des recrues? au moindre signe de rébellion tout réfractaire serait passé par les armes.

Il restait aux socialistes la ressource d'exercer leur action dans les Parlemens. Ils s'y trouvent partout en minorité. Mais on faisait confiance à la socialdémocratie allemande. Ses députés au Reichstag n'allaient-ils pas renouveler la protestation véhémente de Bebel et de Liebknecht, en juillet 1870? et leurs cent onze voix, expression du tiers du corps électoral allemand,

pèseraient d'un tout autre poids sur les décisions impériales.

Le langage du *Vorwaerts*, leur journal officiel, annonçait ce noble geste, La guerre y était présentée comme *offensive* de la part de l'Autriche et le gouvernement allemand rendu responsable des décisions de son alliée (27 juillet). Le pire danger venait non pas de la Russie mais de l'Autriche. L'Autriche ne pouvait, à moins de préméditation, se refuser à l'arbitrage proposé par l'Angleterre (28 juillet). L'Angleterre et la Russie n'ayant pu assurer la suspension des hostilités autrichiennes « l'empereur d'Allemagne, en secouant sa toge, va dégager la paix ou la guerre. Sa responsabilité est effrayante (30 juillet). » Ceux qui, en Allemagne, poussent à la guerre accusent la Russie, le *Vorwaerts* la défend : les politiques réalistes ne doivent pas oublier l'amitié intime qui unit la Russie à la Serbie. Il ne faut pas laisser l'Autriche heurter, sans le plus léger ménagement, la politique du Tsar, défenseur de la Serbie. La mobilisation autrichienne a précédé : la Russie mobilise partiellement, et, grâce à cette mobilisation, le parti militaire à Berlin prend la haute main et soutient que l'Allemagne doit répondre en attaquant. Le *Vorwaerts* réfute cet argument : la mobilisation russe est lente, les Russes prennent simplement des mesures de sauvegarde, sans caractère de provocation. On peut continuer à négocier (31 juillet).

Ce même jour, les délégués allemands, à leur retour de Bruxelles, trouvaient l'Allemagne soumise à l'*état de guerre menaçant*, autrement dit à l'état de siège, et, après avoir protesté à Bruxelles contre l'aveu d'impuissance des socialistes autrichiens qu'exprimait le docteur Adler, ils confessaient, dans un manifeste, la même détresse : vainement ils avaient tenté d'arrêter les classes dirigeantes, les règles rigoureuses de l'état de guerre atteignent avec une effrayante sévérité le mouvement ouvrier, que les ouvriers se montrent prudens, qu'ils ne compromettent pas leurs organisations... Cette guerre sera la dernière.. Manifeste que M. La Chesnais résume excellemment en ces termes : « Pas de bêtises, soyons bien sages, il faut subir ce qu'on ne peut empêcher. »

La question des crédits allait se poser à la séance du Reichstag, le 4 août. Dans un entretien, M. de Bethmann-Hollweg avait reconnu que leurs principes interdisaient aux socialistes de les voter. Le 1er août, un membre du comité directeur,

Müller, accompagné du secrétaire belge du B. S. I., Huysmans, se présentait inopinément devant le groupe socialiste des parlementaires français, réunis dans une salle du Palais-Bourbon. Il accourait de Belgique en automobile et avait eu peine à trouver son chemin. Il tint aux camarades français le langage suivant aussitôt traduit : Une guerre défensive est seule légitime, mais, dans le cas présent, il est malaisé de savoir quel est l'agresseur et vain de rechercher les responsabilités que se partagent tous les États, puisque le régime capitaliste en porte seul toute la culpabilité. L'Internationale doit imposer son idéal de paix. Il ne peut être question de voter les crédits : il s'agit de choisir entre un vote négatif ou l'abstention. — Les socialistes français acceptèrent la seconde hypothèse, mais refusèrent de s'engager : l'unité de geste des deux côtés de la frontière n'était possible que si les circonstances étaient identiques. Müller en convint, en ajoutant que l'acceptation des crédits était chose impossible, et il reprit aussitôt la route de l'Allemagne.

En dépit de ces affirmations, à Berlin, le 3 août, de longues et passionnées controverses, agitèrent le groupe socialiste parlementaire. A gauche, Karl Liebknecht, Haase, président de la fraction, Ledebour, Weill, en tout quatorze députés, soutenaient que le refus des crédits militaires était de règle dans le parti, qu'on était mal instruit des conditions où s'engageait la guerre, résultat d'un système que la socialdémocratie avait énergiquement combattu. Accorder les crédits, c'était se mettre en contradiction avec soi-même et créer une grande confusion dans l'Internationale.

Le Centre et la Droite socialistes, au nombre à peu près égal d'une quarantaine de députés de chaque côté, inclinaient en sens contraire. Au Centre, Bernstein et ses amis jugeaient que les socialistes n'avaient pas le droit de se séparer de l'ensemble de la nation menacée par l'absolutisme russe. La Droite, avec le docteur David, Wolfgang Heine, pour ne citer que les plus connus, acceptait franchement la collaboration de classes pleine et entière : du moment que le pays est en guerre, il ne subsiste plus de partis. Les socialistes doivent sans réserve associer leur action à celle du gouvernement.

Dans la chaleur de la discussion, la Serbie, cause primitive du conflit, était oubliée. La majorité tirait argument de la mobilisation russe (bien que le *Vorwaerts* en eût démontré le

caractère défensif), ainsi que des dépêches d'après lesquelles, à l'Est et à l'Ouest, les soldats ennemis avaient pénétré sur le sol allemand. Or le *Vorwaerts* du 3 août laissait entendre qu'on savait à quoi s'en tenir sur la prétendue agression du front occidental et sur les bombes lancées au-dessus de Nuremberg par les aviateurs français.

Les députés socialistes finirent par décider que les crédits seraient votés à l'unanimité. Haase offrit sa démission de président, qui ne fut pas acceptée. Il consentit, par discipline, à lire la déclaration du groupe qu'il désapprouvait, à voter contre sa conscience, à se renier lui-même.

Du haut de la tribune du Reichstag, le 4 août, Haase déclarait donc, au nom de son parti, que cette guerre était le résultat de l'universelle politique impérialiste, — universalité fort commode, alors que cet impérialisme était le fait de l'Allemgne. — Les socialistes allemands avaient toujours travaillé avec les frères de France au maintien de la paix. — A cette évocation des socialistes français, les applaudissemens éclataient sur les bancs de la fraction ; les Allemands proclamaient leur accord avec les camarades d'outre-Vosges, juste au moment où ils s'en séparaient, remarque M. La Chesnais. — Sous la menace d'invasion, continuait Haase, les socialistes n'ont pas à se prononcer sur la raison d'être de la guerre. L'existence de l'Allemagne est liée à l'anéantissement du despotisme russe, du tsarisme, qui a les mains rouges du sang de nos meilleurs enfans. — Le 3 août, on lisait pourtant dans le *Vorwaerts* que la Russie était un foyer non plus de réaction, comme au temps de Karl Marx, mais de révolution, qu'il fallait laisser aux Russes le soin de l'accomplir car rien ne pouvait plus réjouir le Tsar que de voir la socialdémocratie discréditer le socialisme en se faisant complice de l'agression allemande.

Haase terminait en disant qu'une fois la sécurité du pays garantie, les socialistes demanderaient à la première occasion une paix favorable, c'est-à-dire une paix sans annexion, qui rende possible l'amitié entre peuples voisins. Les souffrances de la guerre en éveilleraient l'horreur et gagneraient les peuples à l'idéal de paix du socialisme. Pour ces motifs, les députés socialistes votaient la demande des crédits de guerre.

La violation du territoire belge, avec indemnité, avait été annoncée par M. de Bethmann-Hollweg avant la suspension de

la séance. Les socialistes ne pouvaient rien changer à leur déclaration : mais pas un ne protestait.

Combien vaine, hypocrite et vide était la prétention des socialdémocrates de justifier leur vote par l'ignorance des conditions dans lesquelles s'engageait la guerre. Ils mentaient à tout leur passé. Julian Borchardt, auteur d'une brochure : *Avant et après le 4 août*, écrit qu'à cette date les socialistes ont abdiqué, que, s'ils ont eu raison ce jour-là, tout ce qu'ils enseignaient depuis quarante ans n'était que fausseté et duperie. Haase lui-même fera plus tard le *mea culpa* de son parti : « Nous n'avions ni l'intention, ni la possibilité de tenter la grève des masses. Mais accepter les crédits équivalait à une déclaration de faillite. »

A quels mobiles attribuer cette conversion foudroyante? De purs socialistes allemands qu'ils étaient encore le 31 juillet, d'après M. La Chesnais, les socialdémocrates se sont révélés, au 4 août, les simples hommes de l'instinct national. Ils obéissaient sans doute à divers mobiles, à la crainte des électeurs, à la peur des représailles. Les grands syndicats exercèrent sur eux une pression formidable. Ils redoutaient de voir leurs journaux supprimés, leurs imprimeries confisquées, leurs maisons du peuple fermées, leurs organisations dissoutes, leurs dirigeans sous les verrous.

Cet acquiescement solennel à l'impérialisme causait à l'étranger une immense déception. Bebel et Liebknecht s'étaient déclarés jadis contre la guerre lorsque la France attaquait l'Allemagne, et cette fois c'est l'Allemagne qui attaque, qui foule aux pieds les traités, et les socialdémocrates approuvent et suivent. Ils tranchent le lien de cette Internationale qu'ils dirigent et régentent depuis un quart de siècle, ils transgressent les lois qu'ils ont décrétées.

Même défection de la part des socialistes autrichiens. Le Reichsrath n'étant pas convoqué, ils n'eurent pas à se prononcer sur les crédits, mais nul doute qu'ils n'eussent imité les Allemands. Ainsi que le *Vorwaerts*, leur journal l'*Arbeiterzeitung* recommandait d'abord une justice élémentaire à l'égard de la Serbie, critiquait l'ultimatum. Mais dès que la question serbe tourne à la guerre européenne, il attaque la Russie et se rallie à l'impérialisme avec enthousiasme.

Combien nette au contraire fut la conduite des socialistes français à la Chambre, au moment de la déclaration de guerre.

De même que les Allemands, ils étaient divisés au début. L'opinion dominante faisait retomber sur l'Allemagne la principale responsabilité : il dépendait d'elle d'arrêter l'Autriche. Mais l'aversion pour la guerre était si marquée que quelques-uns inclinaient au refus des crédits; d'autres penchaient vers l'abstention. Une minorité considérait l'acceptation comme obligatoire. La guerre une fois engagée, et dès que furent connues les intentions de l'Allemagne d'attaquer par le Luxembourg et la Belgique, le parti socialiste, devant le scrutin, se retrouvait unanime et à l'unisson de toute la Chambre.

On a reproché aux socialistes français leur alliance avec le tsarisme comme une inconséquence non moins répréhensible que celle des socialdémocrates et du militarisme prussien. On oublie l'essentiel : la France était attaquée.

A une réunion du parti, les députés expliquèrent leur vote. M. Vaillant relevait le drapeau de Blanqui, avec sa devise, *la Patrie en danger*, parlait du devoir de défendre la civilisation et la République. M. Jean Longuet, le petit-fils de Karl Marx, rappelait l'exemple des volontaires de 93 qui apportaient la paix aux peuples et ne faisaient la guerre qu'aux rois. Il ne s'agissait pas, disait M. Sembat, de satisfaire des désirs de vengeance chauvine, de défaire l'unité de l'Allemagne, de détruire la culture allemande. Si, après la victoire, on voulait dépecer l'Allemagne, si les Cosaques se proposaient de détruire ses célèbres universités, la France ne le permettrait pas. A l'Alsace-Lorraine serait laissé le choix de revenir à la France ou de former un État libre. M. Sembat et d'autres, après lui, ont répété que les Français combattaient non le peuple allemand, mais sa caste militaire, son gouvernement semi-féodal; comme si les militaristes, les intellectuels, le peuple, la grande majorité des socialistes ne faisaient pas cause commune.

Uni au gouvernement pour repousser la proposition allemande de traverser la Belgique, le Comité central du parti belge lançait un manifeste signé de Vandervelde, Brouckère, Wauters, et conçu en ces termes : « Peut-être la Belgique sera-t-elle appelée à défendre la neutralité de son territoire contre la barbarie militariste, en même temps que la cause de la démocratie et des libertés politiques de l'Europe. Les camarades sauront comment se comporter en présence du danger. Ils doivent se souvenir qu'ils appartiennent à l'Internationale

ouvrière, adopter toute mesure compatible avec la défense individuelle, mais se montrer fraternels et bons. » On verra bientôt comment les camarades allemands, dont les rapports avec les Belges avaient été jusque-là si intimes, ont répondu à ces avances humanitaires.

En Angleterre, les partis socialistes sont bien loin de présenter le même accord qu'en France et en Belgique. Le *British socialist party*, — analogue aux guesdites, organisation restreinte, qui ne compte aucun membre à la Chambre des Communes, et dont Hyndman est l'un des chefs les plus écoutés, — avait pris parti, dès le début, pour le gouvernement et les Alliés. Tandis que Keir Hardie, prédicant écossais, leader de la secte rivale, l'*Independent labour party*, obsédait les Congrès de ses motions de grève anti-militaire, M. Hyndman, seul dans l'Internationale, se déclarait pour les armemens; il ne concevait pas d'autre moyen de tenir l'Allemagne en échec.

Au début de la guerre, Keir Hardie et ses 20 000 adhérens, qui forment l'aile gauche du *Labour party*, puissante organisation politique et parlementaire des Trade-Unions, Henderson secrétaire de ces Unions, appelé depuis à un poste ministériel, Ramsay Macdonald, président du groupe travailliste à la Chambre des Communes, se prononçaient contre toute participation de l'Angleterre au conflit européen sur le point d'éclater. « Le peuple n'est pas consulté, disaient-ils en substance. Les faits démontrent que les classes dominantes veulent nous allier activement au despotisme russe. Ce serait le fléau du monde. Les monstrueux temps de pillage et de massacre sont passés. A bas la domination de classe, à bas la guerre! » Le 2 août, un grand meeting de protestation remplissait Trafalgar Square. Les mineurs de Cardiff décidaient de ne pas fournir de charbon à la flotte. En Allemagne, ils eussent été aussitôt arrêtés et fusillés.

A la Chambre des Communes, les orateurs du parti travailliste reprochaient vivement à sir Edward Grey sa diplomatie secrète, le système d'alliances qui conduisait à la guerre, tout en reconnaissant ses derniers et suprêmes efforts pour maintenir la paix : les engagemens avec la France et la Russie, allaient plus loin que la Chambre n'en avait été instruite. Mais, l'envahissement de la Belgique une fois connu, les représentans des Trade-Unions se ralliaient aussitôt au gouvernement.

Seul l'*Independent Labour party* s'obstinait dans son pacifisme.

Jamais en Russie l'opinion n'avait semblé aussi unanime qu'au moment de la mobilisation. Les révolutionnaires réputés les plus irréconciliables ennemis du tsarisme devenaient les fervens apôtres de la défense nationale, à la stupéfaction des Allemands. Dans une lettre ouverte au peuple suédois, publiée par un journal de Moscou, le célèbre anarchiste et homme de science Pierre Kropotkine se révèle le plus déterminé des patriotes russes. Quelles que soient ses idées pacifistes et internationalistes, il irait, écrivait-il, n'était son grand âge, se battre au front russe ou français, défendre la cause de la civilisation anglo-latine contre l'Attila moderne qui lance sa soldatesque sur l'Europe. Depuis longtemps, il prévoyait cette guerre : à son dernier séjour en France, il conseillait à ses amis d'abandonner la résistance contre le service de trois ans. Il rappelait l'exemple de Bakounine s'efforçant, dans ses *Lettres* prophétiques *à un Français*, de soulever l'opinion contre la Prusse. Le triomphe de l'Allemagne marquerait, en Europe, l'avènement de la plus dure réaction. « Les idées de liberté se réaliseront en Russie : un retour au régime antérieur à 1905 ne saurait se concevoir. Le programme de l'autonomie des nations sera exécuté, et le principe fédératif introduit sur la carte de l'Europe. »

Pour d'autres raisons que le prince Kropotkine, le marxiste russe Plekhanow exprime le même sentiment belliqueux contre l'Allemagne, et, au rebours de Marx, il justifie son nationalisme par le matérialisme historique, par des considérations tirées uniquement de l'intérêt économique du prolétariat. Les traités de commerce, imposés par les agrariens allemands, entravent en Russie le développement de la production. L'essor industriel qui suivra la guerre sera favorable aux ouvriers.

En revanche, nombre de révolutionnaires russes à l'étranger ont pensé saisir, dans la guerre, une occasion favorable de combattre le tsarisme, dussent-ils, par là même, favoriser indirectement la cause de l'Allemagne. Animés du même esprit, la demi-douzaine de députés socialdémocrates qui siégeaient à la Douma persévéraient dans leur opposition irréductible. A la séance du 8 avril, un de leurs orateurs déplorait « le bain de sang dont les classes dominantes, de tous les pays, sont responsables. Les prolétaires ne disposent pas des moyens de mettre une fin prochaine aux horreurs de la guerre, mais

cette poussée de la barbarie sera la dernière. » Après avoir réclamé une amnistie pour les délits politiques, revendiqué une politique libérale vis-à-vis de la Pologne, de la Finlande, protesté contre toute guerre d'expansion, les socialdémocrates quittaient la salle des séances au moment du vote. En octobre, ils refuseront les crédits pour la continuation de la guerre. Vainement Vandervelde leur enverra une lettre pressante, leur expliquera le caractère véritable de la lutte où se joue l'avenir de la démocratie et des libertés de l'Europe. Ils refuseront tout appui au gouvernement, se plaindront des rigueurs de l'état de siège et demanderont la réunion d'une convention (1).

Divisé en nationaux et internationaux, le parti socialiste russe est d'ailleurs désorganisé, impuissant. En Russie, la classe ouvrière touche de bien plus près aux paysans que partout ailleurs. Ceux-ci ont foi en leur tsar, protecteur des Slaves opprimés par l'Autriche.

A l'exemple des Russes, les deux députés socialistes serbes à la Skoupschtina, malgré le guet-apens autrichien, persévéraient dans leur opposition, tandis que nous avons vu les socialistes tchèques se séparer de leurs camarades autrichiens et épouser la cause des frères serbes. Le député Laptschewitsch reprochait au gouvernement de Belgrade d'avoir brisé l'alliance balkanique, d'avoir toléré les Comités secrets qui ont conduit à la guerre et fait de la Serbie un tremplin pour la Russie et pour la France. Ils ne refusaient pas les crédits nécessaires a la défense du pays, mais étaient opposés à l'adresse de confiance au roi et à ses ministres.

Ainsi, tandis qu'à la veille des hostilités toutes les sections de l'Internationale étaient unanimes contre la guerre, nous trouvons les mêmes sections dans les Parlemens, à peu d'exceptions près, votant les subsides militaires. L'unité d'action s'est reproduite en sens inverse. Les deux camps affirmaient qu'il s'agissait d'une guerre défensive. Nul n'était l'agresseur. Il n'y avait d'opposition que chez les pacifistes à outrance de l'*Independent Labour party* et les quelques députés russes et serbes.

Ceux-là, se demande Bernstein (2), étaient-ils donc plus

(1) Cinq des membres de la Douma ont été arrêtés à Pétrograd le 5 novembre, sous l'inculpation de complot contre la sûreté de l'État et exilés en Sibérie.

(2) *Die Internationale der Arbeiterklasse und der europæische Krieg.* Tubingen, 1915.

fidèles aux principes, plus idéalistes, plus courageux que les autres? Leur attitude dogmatique et isolée tenait seulement à la faiblesse, au petit nombre de leurs adhérens. Dans les pays, tels que l'Allemagne, la France, l'Autriche, la Belgique, où les socialistes forment de grands partis parlementaires, possèdent un fort contingent de députés, attirent par conséquent de larges couches d'électeurs, l'oligarchie dirigeante s'imprègne nécessairement de la mentalité des foules. L'impossibité de persévérer dans l'intransigeance de secte est la conséquence fatale du parlementarisme : les succès électoraux entraînent l'adaptation forcée. En 1870, Bebel et Liebknecht représentaient 124 000 électeurs. En 1914, les socialistes allemands en comptent quatre millions et quart. C'est là, non pas une excuse à leur défection, mais une des raisons qui l'expliquent.

IV

Les socialistes belges, français, anglais, allemands, ne se sont pas contentés de mêler leurs votes à ceux des partis bourgeois, lorsqu'il s'est agi de pourvoir aux frais de la guerre : nous les voyons abandonner la lutte de classe pour la collaboration de classe, enfreindre en Belgique, en France, en Angleterre, le dogme international qui répudie la participation ministérielle, et en Allemagne prêter au Kaiser le concours le plus dévoué.

Dès le commencement d'août, le président du bureau socialiste international, Vandervelde, répondait à l'appel du roi des Belges : il entrait, comme ministre d'État, dans le Cabinet catholique de M. de Broqueville, en même temps que M. Paul Hymans, chef du parti libéral. Vandervelde avait toujours fait preuve du plus pur patriotisme, il s'était déclaré partisan de la politique coloniale et du service militaire obligatoire. D'un zèle inlassable, d'une éloquence entraînante, il dénonçait aux États-Unis, à l'Angleterre, la barbarie allemande, il parcourait les tranchées en prédicateur de campagne, cherchait à rallier, en Angleterre et en Russie, les socialistes dissidens, et tentait, en même temps, de rapprocher les membres disjoints de l'Internationale ouvrière, chimérique entreprise dont il dut bientôt constater l'échec.

En France, au début des hostilités, des ouvertures avaient été faites aux unifiés ; on leur offrait de participer à un gouver-

nement de défense nationale. Approuvés par le parti, Guesde et Sembat acceptèrent le 26 août, quand le péril devenait pressant. Il ne s'agit pas de gouverner, disait Guesde, mais de combattre l'incendie qui menace de dévorer la maison que nous occupons avec d'autres et dont nous hériterons un jour.

Les syndicalistes les plus ardens se déclaraient prêts à tous les sacrifices qu'exigeait le salut de la patrie. Le prolétariat français était acquis, sans arrière-pensée, à cette cause sacrée entre toutes.

Les idées pacifistes ont poussé, en Angleterre, des racines plus profondes que partout ailleurs. Le sol anglais, dans les temps modernes, n'a jamais été foulé par l'envahisseur. Le 3 août, John Burns et deux autres ministres libéraux donnaient leur démission : Burns, ancien ouvrier, sans fortune personnelle, renonçait ainsi à un traitement annuel de 120 000 francs, plutôt que de collaborer à une politique guerrière. A l'extrême gauche socialiste, Keir Hardie se prononçait, dès l'origine, contre la campagne des enrôlemens volontaires et dans de nombreux meetings ouvriers il poussait à la grève si dangereuse des industries militaires. Les socialistes français tentaient en vain de le détourner de cette sorte de trahison, tandis que le *Vorwaerts* portait aux nues cette inébranlable fidélité aux principes de l'Internationale. Mais les deux millions de trade-unionistes secondaient de toutes leurs forces l'action gouvernementale et fournissaient à l'armée des recrues par centaines de mille. L'aristocratie du travail allait rivaliser sur les champs de bataille avec l'aristocratie de naissance. L'un des leaders les plus influens des Trade-Unions, Henderson, nommé d'abord membre du Conseil privé, est entré, en même temps que le chef du parti conservateur, M. Balfour, dans le Cabinet remanié de M. Asquith.

Les socialdémocrates allemands ont apporté au gouvernement impérial un concours simplement officieux, mais non moins dévoué. Depuis le 4 août, ils ne pouvaient plus alléguer l'ignorance : leur cheval de bataille, c'était la lutte engagée contre le tsarisme. Le langage du *Vorwaerts* à l'égard de la Russie changeait du blanc au noir. Dans des articles qu'il a depuis amèrement regrettés, Bernstein énumérait tous les griefs de l'Allemagne contre l'empire des tsars depuis plus d'un siècle. Il s'agissait maintenant de régler les comptes. Le nouveau thème développé par le *Vorwaerts*, c'est que la Russie est

seule responsable. La Russie a empêché l'idée de revanche de s'assoupir en France. Si, dans la guerre actuelle, l'Allemagne a dû porter ses premiers coups contre la Belgique et contre la France, c'est par nécessité stratégique, parce que les chefs militaires compétens en ont décidé ainsi. Il faut le déplorer comme « une effroyable fatalité. »

Après la prise de Mons et de Charleroi, le *Vorwaerts* écrit : « Aucun autre État n'a, comme l'Allemagne, mis toutes ses forces, non seulement les matérielles mais les intellectuelles, au service de l'organisation militaire. De même que l'Allemagne dispose de la meilleure organisation syndicale et politique, elle a aussi le meilleur appareil de guerre et de *domination*, *Herrschaftsapparat*. A cela s'ajoute la supériorité de la technique et la prépondérance de notre grand peuple. » C'est la thèse de l'Allemand *Surpeuple*, *Deutschland über alles*, la devise même de l'Impérialisme. Ces lignes n'eussent pas été déplacées dans la *Kreuzzeitung*. Comment s'étonner, après cela, que le *Vorwaerts* soit autorisé dans les casernes. Il a fait sien le mot d'ordre impérial : « Il n'y a plus de partis, il n'y a que des Allemands. » L'*Arbeiterzeitung* de Vienne, dirigé par le Dr Adler et le Dr Austerlitz, dépasse le *Vorwaerts :* « Un seul cri s'échappe de toute poitrine germanique : *A Paris ! à Paris !* »

Des combats décisifs vont se livrer. Si la France est vaincue, elle est obligée de reconnaître la supériorité de l'Empire allemand. Et le *Vorwaerts* offre par anticipation à la France une paix séparée, une paix « honorable, » comme Bismarck à l'Autriche en 1866, sans annexion de territoire. Vaincue, la France abandonnera la Russie et s'alliera avec l'Allemagne. « Il serait effrayant de penser que la Russie, même défaite, puisse rester l'arbitre de l'Europe... » alors que ce rôle, sous-entend le *Vorwaerts*, revient de droit à l'Allemagne.

Le même journal (28 août) fonde les plus grandes espérances sur le ministère qui vient de se constituer en France. « Les camarades socialistes, écrit son rédacteur, ne seraient jamais entrés dans le gouvernement, si la guerre était destinée à secourir le tsarisme. Pour eux c'est l'indépendance nationale qui est en jeu. Même les ministres radicaux ne sauraient se solidariser avec le slavisme et le moscovisme. Si l'entente avec la France se réalise, la liberté de la Pologne est assurée et aussi l'écrasement de la Russie. » — Ainsi la France battue

trahira son alliée. — La Convention de Londres, l'engagement pris par la France, l'Angleterre et la Russie de ne pas signer une paix séparée, la glorieuse bataille de la Marne du 5 au 12 septembre, ruinèrent ces grandes espérances.

Plus révélatrice encore apparaîtra la conduite des socialistes allemands, durant leur passage à travers la Belgique écrasée et martyrisée. Pas un blâme dans leurs journaux sur les crimes de Louvain et d'ailleurs, excusés à titre de justes représailles, de nécessité imposée par la guerre « capitaliste. » D'ailleurs les Alliés commettent aussi des excès.

Sous l'uniforme de soldats, de sous-officiers, voire d'officiers, les socialdémocrates font partie de l'armée d'invasion. *L'Humanité* a publié le récit d'une visite à Anvers de quelques-uns des plus notoires, auxquels les Belges refusèrent de tendre la main. Le député Wendel s'était, avant la guerre, cantonné dans la polémique antimilitariste ; au Reichstag, il avait reproché à la diplomatie allemande sa servilité à l'égard de l'Autriche, poussé le cri de : *Vive la France!* Noske, député de Chemnitz, brillait parmi les revisionnistes (réformistes) combatifs. Le docteur Koster était l'un des principaux rédacteurs de l'*Hamburger Echo*, organe de la droite socialiste. Ils engageaient les ouvriers belges, et particulièrement les employés des P. T. T., à reprendre le travail, en leur promettant la faveur des autorités allemandes. Ceux-ci préféraient recourir à leurs conseillers municipaux, à leurs échevins, plutôt qu'aux représentans des massacreurs et des incendiaires. Nous abrégeons le récit d'une conversation suggestive entre un socialiste belge et le camarade Koster, en présence du camarade Noske. « Vous n'aviez qu'à nous laisser passer, disait Koster, vous eussiez été indemnisés, assurés d'obtenir le suffrage universel, nos lois de protection et d'assurance ouvrières... Vous noua reprochez notre offensive, mais si la Russie ne voulait pas la guerre, c'est qu'elle n'était pas prête ; encore quelques années, et elle nous aurait attaqués... » Son interlocuteur lui répond : « La guerre est l'œuvre du militarisme prussien, que vous, socialdémocrates, combattiez en temps de paix, et on se demande ce qui serait advenu si les camarades français avaient pu mettre obstacle à l'alliance russe, alors que vous reniez tous vos principes... » — Koster ne peut comprendre la résistance des Belges, assez naïfs pour préférer au bien-être matériel, à

leur sécurité, à leur vie même, la liberté et l'honneur national : « *L'honneur*, c'est *de l'idéologie bourgeoise*, dont les socialistes n'ont que faire ! » s'écrie Koster ; il explique aux camarades belges que l'Internationale ne peut tenir en temps de guerre. « Le matérialisme historique enseigne que le développement du prolétariat est lié à la prospérité économique. Donc, les socialistes allemands doivent se placer du côté du gouvernement qui défend l'existence même du pays contre les attaques de l'Angleterre, de la France et du despotisme russe. »

Si les Allemands avaient remporté une victoire immédiate, l'unanimité n'aurait pas été troublée dans le parti. Mais l'arrêt de l'invasion, la prolongation de la guerre, l'incertitude du succès devaient élargir les divergences entre les tendances diverses dans le parti.

A la séance du Reichstag du 2 décembre, une nouvelle déclaration des socialistes, lue par Haase, répondait à une seconde demande de crédits. Elle exprimait une bien timide réserve concernant la violation de la Belgique et du Luxembourg, se bornait à constater que « les faits connus ne suffisaient pas à justifier le point de vue du chancelier... » Chaque peuple avait droit à son intégrité, sans quoi de nouvelles guerres étaient en germe. Les troupes ennemies menaçaient encore les frontières de l'Allemagne. Mais, aussitôt la sécurité obtenue, il faudrait mettre fin à la guerre, de façon à rendre possible l'amitié entre peuples voisins... — Déclaration impeccable du point de vue internationaliste, mais, selon Bernstein, jugée trop académique.

La crise de la théorie et de la tactique, survenue au début de la guerre, s'étendait au sein du parti. Dans la fraction parlementaire, l'opposition s'était élevée de quatorze à dix-sept membres, sans qu'elle transpirât au dehors. Mais, au 2 décembre, Karl Liebknecht faisait bande à part : il votait seul contre les crédits. Une lettre remise au président du Reichstag et écartée par celui-ci expliquait son vote. Le texte en a été publié à l'étranger. Liebknecht dénonçait la guerre comme une entreprise capitaliste, impérialiste, bonapartiste, afin d'arrêter le mouvement ouvrier. Les gouvernemens allemand et autrichien l'avaient préparée dans l'obscurité du demi-absolutisme et de la bureaucratie secrète. Il protestait contre le mépris des traités et la dictature militaire. La socialdémocratie portait le joug de l'impérialisme et collaborait à son œuvre homicide,

voilant sa servitude sous le nom de défense nationale. Les socialistes veulent une paix rapide et sans conquête, qui mette fin à la guerre dévastatrice.

Traité par les journaux de la droite socialiste de « froid doctrinaire, » Liebknecht était blâmé par ses collègues à une forte majorité. A cette même séance, en un frappant contraste, une grande couronne mortuaire occupait la place vide du docteur Frank, l'un des chefs socialistes les plus respectés, exalté nationaliste, engagé volontaire, malgré son âge, et tombé à Baccarat. Un ministre de Bade était allé en personne offrir ses condoléances au journal socialdémocrate du grand-duché.

Les députés de la fraction, le 20 mars, sanctionnaient de leurs voix, pour la première fois, le budget de l'Empire, refusé jadis régulièrement, selon la règle impérative du parti, parce qu'il contenait les crédits militaires, accepté cette fois pour la même raison.

Pour la première fois également, une protestation s'élevait des bancs de la minorité contre la façon de conduire la guerre. Ledebour, qui avait donné sa démission de membre du comité directeur, s'élevait contre le général Hindenburg donnant l'ordre de brûler trois villages russes pour un village allemand dévasté. Liebknecht s'écriait au milieu du tumulte : « C'est de la barbarie ! » Ledebour qualifiait d'odieuses les mesures concernant l'emploi obligatoire de la langue allemande dans la vie civile, en Alsace-Lorraine et en Schleswig. Mais si Ledebour tenait ce langage, c'est qu'il jugeait d'une détestable politique de s'aliéner ainsi des populations définitivement incorporées à l'Allemagne. Car la question d'Alsace-Lorraine a toujours été envisagée dans le parti socialdémocrate, depuis 1871, comme une affaire qui ne concerne que les Allemands. En 1913, le Congrès d'Iéna demandait qu'une constitution républicaine soit octroyée aux Alsaciens-Lorrains, mais dans le cadre de l'Empire. Bernstein se déclarait partisan d'un plébiscite, persuadé qu'il serait favorable à l'Allemagne, tant la majorité des Alsaciens-Lorrains était acquise à la culture allemande. La mise hors du parti de Georges Weill, député socialiste de Metz, en janvier, coupable de s'être engagé dans l'armée française, n'est pas moins probante que la conduite du député de Mulhouse, Emmel, rival des héros de Saverne, lorsqu'il dénonçait dans la *Mülhaüser*

Volkszeitung les conseillers municipaux suspects de sympathies françaises, arrêtés depuis et emprisonnés.

Les critiques de Ledebour, sur le ton cassant qui lui est habituel, étaient aussitôt désavouées, à la tribune, par Scheidemann. Ledebour avait été chargé de protester simplement contre la suppression des langues nationales. Ce qu'il ajoutait de son cru n'engageait que lui.

L'opposition s'était renforcée : un député, Ruehle, s'associait à Liebknecht, en votant contre le budget, et encourait la même désapprobation pour offense à la discipline. 27 autres députés s'abstenaient, presque le tiers des élus.

La trève, l'union sacrée était désormais rompue, non seulement au Reichstag, mais entre socialistes. Le discours de M. de Bethmann-Hollweg, le 28 mai, achevait d'élargir cette rupture. Le chancelier de l'Empire ne faisait que confirmer les paroles retentissantes du roi de Bavière sur le but de la guerre et les intentions de l'Allemagne à l'égard de la Pologne et de la Belgique, alors qu'au début de la guerre, M. de Bethmann-Hollweg avait répudié toute idée d'annexion.

En réponse à ce discours paraissait un manifeste signé par les trois hommes les plus considérés, sinon les plus écoutés de la socialdémocratie, Kautsky, l'incarnation même de l'orthodoxie marxiste, Haase, président de la fraction du Reichstag, et Bernstein, l'ancien chef des revisionnistes ou réformistes. Bernstein avait déjà exposé le changement d'idées qui s'était opéré en lui, à mesure que la guerre changeait d'objet. Primitivement dirigée, à son sens, contre l'absolutisme russe; elle visait surtout, maintenant, les Puissances libérales et démocratiques de l'Ouest. Il y avait lieu de s'effrayer pour l'avenir d'un conflit économique avec l'Angleterre. Bernstein souhaitait une victoire, mais il appelait de tous ses vœux une paix qui amenât la reprise des relations entre peuples civilisés et entre socialistes. Et tel est pareillement l'esprit du *Manifeste des trois :* il ne s'agit plus d'une guerre de défense, à laquelle tous les socialistes sont acquis, mais d'une guerre de conquête destinée à engendrer de nouvelles guerres. Rien n'est comparable à ce carnage, à cette cruauté des temps barbares unie aux ressources les plus raffinées de la civilisation. Un devoir impérieux commande donc au parti socialiste et à ses élus d'établir une ligne de démarcation entre eux et les partis bour-

geois, de mettre fin à la trêve nationale, de garder leur indépendance à l'égard du gouvernement et de lui faire entendre le désir de paix qui s'est emparé du peuple. « On veut bien, disait le Manifeste, nous demander nos voix pour les crédits, mais sur d'autres questions importantes, où est notre garantie qu'on nous consultera? »

Cette démonstration pour la paix était encore appuyée par une lettre ouverte de deux cents « hommes de confiance » du parti, fonctionnaires de syndicats, rédacteurs de journaux, parmi lesquels figurent neuf députés au Reichstag et trois au Landtag de Prusse et qui ont recueilli par la suite un grand nombre de signatures. La *Lettre ouverte* blâme encore plus énergiquement que les « trois » la politique opportuniste inaugurée le 4 août. « L'adoption de la trêve nationale est une croix sur la tombe de la lutte des classes. » Ceux-là encourent la plus grave responsabilité qui entraînent le parti sur ce terrain glissant. Les masses écrasées attendent de leurs députés qu'ils réclament la fin d'une lutte terrible...

Au nom de la majorité, le comité directeur répondait officiellement, le 26 juin, dans le *Vorwaerts* au *Manifeste des trois* et à la *Lettre ouverte*. Le parti n'a aucune raison de changer l'attitude adoptée le 4 août. Il était nécessaire de se mettre au service de la patrie quand les Cosaques du Tsar traversaient la frontière, pillant et brûlant. Bien qu'opposés à toute annexion, les socialistes doivent accorder leur aide au gouvernement jusqu'à ce que la guerre ait une issue heureuse. En combattant pour l'indépendance nationale, ils préparent pour l'avenir le terrain indispensable à la lutte de classe. Les socialistes condamnent les horreurs inséparables de la guerre, mais point de façon unilatérale (absolution commode de la sauvagerie teutonne). Aujourd'hui, alors que la situation créée par la bravoure des armées allemandes lui semble favorable, le comité directeur s'adresse à la bonne volonté du pouvoir et à l'effort de pression du prolétariat pour que l'Allemagne prenne l'initiative de négociations qui mettent un terme à la guerre sanglante. — Mais l'obstacle est venu des socialistes anglais et français, alliés du Tsar, qui ont rompu tout lien avec les camarades allemands, refusé de se rendre à l'appel du bureau socialiste international transféré en Hollande, et mis à néant tout projet d'accord général et d'entente pour la paix, car la majorité en Angleterre et en

France est favorable à une continuation de la guerre jusqu'à ce que l'Allemagne soit complètement vaincue.

On remarquera l'ambiguïté de cette demande officiellement adressée par les représentans autorisés du parti socialiste au gouvernement impérial d'engager des négociations pour la paix. Elle est destinée à satisfaire à la fois les internationalistes, puisqu'elle exprime le même vœu que Haase, Kautsky et Bernstein, — et les nationalistes, puisqu'elle proclame que les socialistes français et anglais mettent à néant ces intentions pacifiques et visent à la destruction de l'Allemagne. Le manifeste officiel ne peut qu'abuser les socialistes à l'étranger sur la lassitude de l'Allemagne.

Les socialistes français dont l'entente s'est maintenue, malgré certaines fédérations départementales, infectées de pacifisme et d'internationalisme, ont répondu en votant une résolution discutée et finalement adoptée à l'unanimité par leur conseil national, le 15 juillet. Ils rappellent que, même de l'aveu des Allemands, l'agression est venue de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Ils saluent l'éveil de la conscience socialiste telle que la révèlent le *Manifeste des trois* et la *Lettre ouverte*, écartent toute politique de conquête, mais exigent la reconnaissance du droit des nations, libres de disposer d'elles-mêmes, de retourner vers la mère patrie dont elles ont été brutalement séparées, et proclament la nécessité d'aboutir à la défaite du militarisme prussien.

La lettre des « trois » et le compromis imaginé par le comité directeur de Berlin a soulevé les contradictions et les critiques des membres de la Droite socialdémocrate, et de leurs journaux les plus influens, le *Hamburger Echo*, la *Chemnitzer Volksstimme*, le *Volksblatt für Anhalt*, etc. Ils répondent à Bernstein que si la guerre d'anti-russe est devenue anti-anglaise, c'est toujours la même guerre. « L'ennemi se trouve politiquement là où il se trouve économiquement. » En s'alliant au tsarisme, la France et l'Angleterre ont perdu le droit de se nommer des démocraties. — Les uns, toutefois, écartent plus ou moins sincèrement les annexions; les autres, tel Peus, se déclarent franchement annexionnistes : dans l'évolution actuelle, les petites nations sont une anomalie appelée à disparaître.

Cet esprit de la Droite, dont la formule se résume en ceci qu'il faut se montrer Allemand avant d'être socialiste, s'exprime

clairement dans un discours prononcé à Stuttgart par Wolfang Heine et empreint du plus pur loyalisme, et dans une brochure de Kolb, *la Socialdémocratie au Carrefour*. Il y a, disait Heine, nécessité pressante à se rapprocher du gouvernement, à mesure que la situation devient plus dangereuse. Il ne s'agit plus de *Doktorfragen*, de spéculations sur la République ou la Monarchie. L'armée c'est le peuple. On doit avoir confiance en l'Empereur, sa volonté pacifique est indéniable. Dans le passé, il a deux fois déjà sauvé la paix. Toute la nation est solidaire. La démocratie socialiste doit donc se tenir aux côtés de l'Empereur. Les travailleurs sont liés à l'État, malgré son insuffisance. Si l'industrie allemande était détruite, les ouvriers souffriraient plus que les patrons.

Les idées de Heine, avec des nuances, sont aussi celles des Fischer, des Südekum, des Bartels, des Braun, des Molkenbuhr, des Pfannekuch, des Scheidemann. Ce socialisme de gouvernement, très répandu dans les États du Sud, en Bavière, dans le duché de Bade, où il a déjà fait ses preuves, s'est toujours, depuis Lassalle, avec Vollmar et tant d'autres, maintenu dans le parti en opposition à l'internationalisme intransigeant des purs marxistes tel qu'il s'exprime par une nouvelle protestation dite des *nonante*. L'issue de la guerre décidera laquelle des deux tendances l'emportera sur l'autre. Dans le présent, les votes du Reichstag prouvent que la forte majorité socialdémocrate, favorable au gouvernement, n'est guère entamée.

L'autorité dont disposent actuellement les socialistes à visées impérialistes leur vient des grands syndicats ouvriers. Karl Legien, secrétaire de la Commission générale des *Gewerkschaften*, député de Kiel, combat énergiquement, aux côtés de Heine et de Scheidemann, la campagne de Liebknecht et de ses amis.

D'après la théorie matérialiste qui ramène toute l'histoire à la lutte des intérêts économiques, une paupérisation croissante et universelle des masses, résultat fatal de la concentration capitaliste, les conduit, dans tous les pays industriels, à l'internationalisme. Mais l'évolution capitaliste est loin de suivre uniformément le cours que lui avait tracé Karl Marx. Au lieu de s'appauvrir, une nombreuse élite ouvrière voit son bien-être s'accroître à mesure que le capitalisme se développe, non sans doute d'une façon rigoureusement proportionnelle et par la force

même des choses, mais par l'organisation, la lutte bien conduite sous la direction de chefs prudens et habiles. Ce n'est qu'à partir de 1890 que les syndicats, en Allemagne, ont commencé à accroître leur part de profits dans la production nationale, part qui s'élevait en 1914 à 75 millions de marks de capital et 75 millions de recettes pour la dernière année. Si le patriotisme n'y suffisait pas, l'intérêt le plus positif les conduit naturellement au nationalisme. Bien loin de songer à une grève au moment de la déclaration de guerre, comme les ouvriers anglais, les travailleurs syndiqués d'Allemagne ont envoyé, à la veille du 4 août, aux députés socialistes lettres sur lettres, par lesquelles ils leur enjoignaient de ne pas voter contre les crédits de guerre, tant ils redoutaient de voir anéantir toute l'œuvre méticuleuse de leur bureaucratie, leurs édifices fermés et leurs fonctionnaires sur le pavé.

Les dirigeans, Legien, Otto Hue, Paul Umbrest, les journaux des syndicats, et, au premier rang, leur organe officiel le *Correspondenzblatt* ont toujours combattu très vivement les internationalistes purs, Liebknecht, Ruehle, Rosa Luxembourg, Mehring, « comospolites sans racines, aventuriers politiques, élégans littérateurs et savans livresques, qui croient que les masses n'attendent que leur signal pour se mettre en branle, » alors qu'ils n'ont aucune qualité pour parler au nom des unions syndicales et qu'ils devraient être exclus du parti socialiste. Les journaux syndicaux ont blâmé le *Manifeste des trois*, en opposition avec le caractère de l'action ouvrière. Celle-ci témoigne en majorité d'un caractère réactionnaire et belliqueux dans le sens impérialiste. La classe des travailleurs, disent ses porte-paroles, sent la nécessité de changer d'attitude envers le militarisme, elle a un intérêt vital à briser pour toujours les entraves que le capital anglais apporte à l'industrie nationale et au commerce allemand. Une défaite porterait un coup fatal au développement des unions. — La prise d'Anvers fut célébrée comme une victoire syndicale, comme un gage de la future annexion de la Belgique. Et l'esprit des soldats est souvent pire que celui des chefs. En dépit de l'éducation que les socialistes se vantent de donner à la classe ouvrière, à Gand, à Bruxelles, les Belges furent obligés de fermer le restaurant coopératif et les salles de réunions aux camarades syndiqués sous l'uniforme allemand qui, pleins d'arrogance, discutaient avec

eux, et leur réclamaient, par une atroce plaisanterie, le *viaticum* ou secours de route auquel les ouvriers de passage ont droit en vertu des conventions internationales.

Les socialistes intransigeans ne cachent pas le désappointement que leur a causé cet état d'esprit, après les déclarations si radicales du congrès syndicaliste de Munich, au commencement de 1914. Ils s'aperçoivent que la lutte de classe qu'on rabâche aux ouvriers depuis quarante ans n'est, pour la plupart, qu'un vernis superficiel. L'élite ouvrière ne demande qu'à collaborer avec les autres classes, elle se laisse leurrer par des promesses de réformes : sans traditions révolutionnaires, dirigée vers un idéal d'aisance de petits bourgeois, elle ne représente pas, d'après eux, les sentimens vrais des masses prolétariennes, qui, par centaines de mille au front des armées, sauront prendre leur revanche, la guerre achevée.

En attendant, les syndicats sont devenus les appuis du gouvernement pour la politique en général et pour l'organisation intérieure. Du mois d'août au 31 octobre, les caisses syndicales n'avaient pas fourni moins de 12 776 940 marks de frais de chômage, et 2 935 505 marks de secours de famille. Les grands personnages de l'État, ministres, premier bourgmestre de Berlin, président du Reichstag et de la Chambre des Seigneurs de Prusse, chef de la trésorerie impériale, sont allés les remercier en corps à la Maison des syndicats et des coopératives, la Maison rouge, comme on l'appelle. L'introducteur de ces hauts personnages n'était autre que le député socialiste Südekum, l'un des agens les plus actifs de la Chancellerie de Berlin auprès des neutres.

V

Les socialistes ont partout l'oreille des classes populaires. Habiles à mettre en œuvre toutes les influences, les Machiavels de la Wilhelmstrasse n'avaient garde de négliger ces auxiliaires dévoués, propres à créer à l'étranger des courans favorables à l'Allemagne. Ils se servirent d'eux, dès le début de la guerre, les chargèrent d'entraîner l'Italie, l'alliée récalcitrante.

Des émissaires du parti socialdémocrate autrichien, quelques semaines après l'ouverture des hostilités, avaient cherché des entretiens secrets près des socialistes milanais, qui refusèrent d'entrer en pourparlers avec eux. Par une coïncidence maladroite,

Südekum, le Brummel de la socialdémocratie, jadis célèbre dans le parti par l'élégance et la variété de ses cravates multicolores, le même Südekum qui avait accompagné la princesse Louise de Saxe dans sa fuite en automobile hors de ses États, s'était rendu à Rome, en septembre, afin de justifier la conduite des socialistes allemands et de faire comprendre aux Italiens ce qu'était le tsarisme.

Mais nul, en Italie, n'ajoutait foi à l'audacieuse affirmation des Allemands se disant entraînés dans une guerre défensive. L'opinion avait été révoltée du mépris des traités et des horreurs belges, des villes rasées, des œuvres d'art détruites, des otages massacrés. Elle jugeait, dès les premiers jours, que l'Allemagne, non la Russie, était à l'heure présente l'ennemie du repos et du paisible développement de l'Europe, que la Russie était moins agressive, moins pénétrée d'esprit militaire que l'Allemagne; le socialiste italien della Seta fit le procès des Allemands, leur opposa l'exemple des unifiés en France, et Südekum en fut pour ses frais de toilette et d'éloquence.

Les socialistes italiens étaient divisés en partisans de la neutralité et apôtres de l'intervention aux côtés des Alliés. Promoteur ardent d'une action contre l'Autriche, M. Mussolini quittait la direction de l'*Avanti* et fondait un journal, *Il popolo d'Italia*, destiné à cette propagande. Après l'entrée en campagne de la Turquie, les socialistes internationalistes se rendirent compte qu'ils n'étaient pas assez forts pour empêcher l'Italie de prendre part à la guerre. La *Confederazione del lavoro* et les députés socialistes écartèrent toute tentative de grève au moment de la mobilisation. Le parti se bornait à une protestation platonique.

Nous retrouvons Südekum, en Suède, puis en Roumanie, où il s'était rendu soi-disant pour quelque affaire de pétrole, entretenant, dans un restaurant de Bucarest, les camarades roumains des avantages et des bienfaits d'une alliance allemande.

En Hollande, Müller, membre du comité directeur, notre ancienne connaissance du Palais-Bourbon, assurait les camarades hollandais que le gouvernement impérial ne songeait nullement à toucher à l'indépendance de leur pays, et à imposer des rapports *qui ne seraient pas dans leur propre intérêt*. Mais les Allemands ont une singulière façon d'agir pour l'avantage d'autrui. Par prudence, les députés socialistes hollandais soutiennent les

ministres et votent en majorité les crédits militaires, estimant qu'une armée forte est encore la meilleure des assurances contre la guerre.

Au contraire la poignée de théoriciens qui forment le parti socialiste bulgare refusent tout subside à leur gouvernement. Le capitalisme, la propriété privée étant, d'après eux, les causes fondamentales de la guerre, ils sont disposés à accorder aux Allemands les circonstances atténuantes.

Fermement attachés à une politique de paix, les socialistes de tous les pays neutres, la Suisse, les États scandinaves, l'Espagne, les États-Unis, ont beau être travaillés par des émissaires du Kaiser, ils estiment, de l'aveu même de Bernstein, que la juste cause n'est pas du côté de l'Allemagne...

Nous avons cherché à esquisser les effets de la guerre sur les différens partis socialistes et sur les rapports de ces partis avec leurs gouvernemens respectifs. Dans une prochaine étude nous exposerons les relations de ces mêmes partis socialistes les uns avec les autres, leurs tentatives de renouer le lien international et d'exercer pour la conclusion de la paix une influence qui s'est révélée totalement impuissante à la maintenir.

JEAN BOURDEAU.

LE MOIS HISTORIQUE DE L'ITALIE

MAI 1915

En arrivant à Rome au mois de juin de cette année, quelques jours après la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche, le voyageur déjà familier avec la ville eût été tenté, au premier abord, de ne rien trouver de changé à la physionomie romaine. Dans les rues, sans doute, beaucoup plus de mouvement qu'il n'est accoutumé durant la saison chaude, beaucoup plus d'uniformes surtout, des uniformes regardés, salués avec une patriotique fierté par les passans : sous la tenue de campagne vert-olive, si sobre, si nette et d'une allure si militaire, on se désignait surtout les enfans des *terre irredente*, tel le fils du podestat de Fiume, accouru en Italie, avec tant d'autres de ses compatriotes, pour combattre l'Autriche et aider à la délivrance du sol natal... Et cette vie prolongée et animée de la Rome d'été, d'ordinaire plus nonchalante, n'était pas dans la rue seulement. Parmi les représentans de la société romaine, le voyageur rencontrait aussi plus de visages connus qu'il n'est de règle au temps des chaleurs. Les Romains, cette année, ont sacrifié leurs vacances, ou les ont fort abrégées. Ils ont voulu se sentir réunis près du devoir, près des nouvelles aussi. Ils ont voulu, autant que possible, vivre en commun ces mois de guerre, ces jours d'émotion. Je citerai ce grand ami de la France, résolu à rester voisin du Tibre « jusqu'à la victoire, » et qui, pour la première fois de sa vie, passera l'été dans son palais, admirable retraite d'ailleurs, où l'accueil est d'un

charme incomparable, et si riche en livres et en œuvres d'art que l'on y braverait sans crainte et même avec plaisir toutes les ardeurs du soleil de Rome...

Cependant, à observer de près la ville, on y remarquait vite un certain nombre de symptômes plus dignes d'attention et plus nouveaux. Évidemment, un grand courant avait passé en laissant de sensibles traces. L'œil découvrait, par exemple, dans maintes ruelles, souvent jusque sur les murailles de grandes voies fréquentées, des inscriptions, des *graffiti* à la mode de l'antiquité et qui vouaient à l'exécration tels et tels hommes politiques. C'étaient encore, dans les kiosques à journaux et chez les marchands de cartes postales et d'estampes, des dessins, des caricatures, où les mêmes personnalités étaient représentées de la manière la plus cruelle ou la plus injurieuse. En revanche, à toutes les devantures, portraits du Roi et de la famille royale, portraits de M. Salandra et de M. Sonnino, portraits des chefs militaires : le général Cadorna, vénéré au delà des Alpes autant que l'est chez nous le général Joffre ; le duc des Abruzzes, aimé pour son audace et pour son esprit, et parce qu'il incarne l'espoir que la nation a mis dans sa marine, le grand rêve adriatique et méditerranéen de l'Italie. N'oublions pas, surtout, les innombrables portraits de M. Gabriele d'Annunzio, chantre de cette guerre de délivrance et d'expansion... De nos jours, le Capitole et la roche Tarpéienne ont été transportés chez le libraire. Et ce Capitole, le peuple de Rome y fait monter ceux qui ont pris l'initiative de la rupture avec la Triplice. Cette roche Tarpéienne, il en précipite ceux qui ont soutenu le parti de la neutralité... Ainsi, pour l'étranger qui entrait à Rome, commençaient déjà, avant toute enquête, à s'éclairer les événemens dont la capitale, le mois précédent, avait été le théâtre, ces manifestations dont le télégraphe nous avait donné des comptes rendus succincts, insuffisans, un peu confus.

Enfin, si les habitans de la ville conservaient toujours cette dignité et cette gravité romaines que rien ne semble capable d'émouvoir, un peu d'observation permettait de découvrir que de grandes passions venaient d'agiter les esprits. La tempête apaisée, des rides paraissaient encore sur l'onde. Le soir, sur les places, la coutume du Romain est de s'assembler, de « faire forum. » Ces temps-ci, on sentait le forum vibrant de luttes récentes. Un cri, une rumeur, un incident de la rue, — étranger

suspect, soupçonné d'espionnage, ou pessimiste rudement sommé de ne plus répandre ses propos alarmans, — et aussitôt la vague populaire avait tendance à se reformer...

Tous ces phénomènes de la vie superficielle de la cité se groupaient, s'illuminaient, prenaient un sens très fort lorsque l'on découvrait bientôt que, dans la réalité des choses, Rome, au cours des dernières semaines, venait de se comporter en véritable capitale, cœur et cerveau de tout un peuple, et de vivre les journées les plus décisives par lesquelles elle eût passé depuis qu'elle sert de siège au gouvernement de la nouvelle Italie.

*
* *

Massimo d'Azeglio écrivait, en cette année 1859 qui offre, à certains égards, bien des rapports avec les jours que nous vivons, ces lignes familières à l'un de ses amis français : « On criera à l'ambition de Victor-Emmanuel, c'est tout simple; le plus malin y serait pris. Et pourtant, moi qui connais le Roi,... si vous saviez comme cela me fait rire de me figurer Victor-Emmanuel dévoré d'ambition ! Non, tout cela n'expliquerait rien. Il n'y a qu'à admettre qu'il y a des entraînemens inévitables, des antagonismes comme des affinités voulus par la nature des choses, et qu'à de certains momens, de grandes rénovations s'accomplissent : comment ? pourquoi ? parce qu'elles sont dans le cœur, dans l'esprit de tout le monde. »

Ces lignes ont été écrites voilà plus d'un demi-siècle. Et l'explication psychologique que Massimo d'Azeglio trouvait alors aux événemens dont il était le témoin, au mouvement qui poussait l'Italie à accomplir une étape de plus vers son unité, cette explication, aujourd'hui, est encore valable et juste. Non, certes, ce n'est pas l'ambition qui a conduit Victor-Emmanuel III à la guerre, et ce mobile est aussi loin du roi d'Italie qu'il l'était de son aïeul, simple roi de Sardaigne. Victor-Emmanuel III est un prince consciencieux, réfléchi, modéré, incapable de se décider par d'autres raisons que celles de la sécurité, de l'intérêt et de l'honneur de l'État dont il est le chef. Et si, durant les journées de mai 1915, lorsque tout un peuple se tournait vers lui, recourait à son arbitrage suprême, si le Roi a pris alors les décisions et prononcé les paroles qui

annonçaient la guerre, c'est parce qu'il a su, — de même que le premier roi d'Italie, — comprendre les aspirations du pays et se faire l'interprète des sentimens qui, selon l'expression de Massimo d'Azeglio, se trouvaient dans le cœur et l'esprit de chacun.

Ainsi le drame de conscience nationale qui s'est joué à Rome nous montre déjà ses deux protagonistes : le Roi d'une part, le peuple de l'autre. Mais il a eu divers acteurs encore. Ces acteurs, nous allons les voir apparaître à mesure que se déroulera la tragédie qui s'est dénouée le 24 mai par la rupture solennelle avec l'Autriche.

Le ministre des Affaires étrangères que M. Salandra, en succédant à M. Giolitti, avait tenu à laisser en place, était mort, après une courte maladie, le 16 octobre 1914. C'était une personnalité très complexe, un peu mystérieuse, que celle du marquis de San Giuliano. Aujourd'hui, les Allemands aimeraient le faire passer pour un « tripliciste » convaincu et absolu. Ils déplorent à grand bruit sa disparition, et le comte Reventlow est allé jusqu'à écrire, en ces temps derniers, que les interventionnistes italiens n'avaient pas reculé devant les poisons des Borgia pour supprimer le ministre qui faisait obstacle à la guerre contre l'Autriche. C'est le type des fables énormes que les Allemands, dans leur déception et leur délire, ne cessent d'inventer depuis un an, tant à l'usage de leur public qu'à l'usage des neutres. En réalité, le marquis de San Giuliano (qui a succombé, est-il besoin de le dire ? à une crise d'urémie nettement caractérisée) n'avait pas joui toujours de cette faveur ni de cette confiance de la part de l'Allemagne. Il y a dix ans, la presse germanique l'attaquait avec violence pour avoir délégué à la conférence d'Algésiras le marquis Visconti-Venosta, ce grand seigneur toujours animé de sympathies pour la France, et qui vient de mourir au moment où s'accomplissait son idée. Le marquis Visconti-Venosta devait, en effet, largement contribuer à retourner contre l'Allemagne la conférence si brutalement exigée par le gouvernement impérial. Il devait ébaucher là-bas une ligue de résistance européenne contre les prétentions allemandes à l'hégémonie, — cette coalition diplomatique que le prince de Bülow feignait d'appeler avec dédain la « constellation très surfaite d'Algésiras, » et qui n'en est pas moins devenue la Quadruple-Entente d'aujourd'hui... Plus

tard, le marquis de San Giuliano encourut encore les colères de la presse allemande lorsque la campagne de Tripolitaine fut décidée et la guerre déclarée à la Turquie. En revanche, toutes les faveurs de l'Allemagne étaient pour lui lorsqu'il signait le renouvellement de la Triple-Alliance, par exemple, ou lorsqu'il prononçait son grand discours-programme du mois de février 1913, qui semblait annoncer une extension de la Triplice, jusque-là purement continentale, aux questions maritimes, et promettre une collaboration de l'Italie avec l'Allemagne et l'Autriche dans la Méditerranée.

En somme, la longue gestion des affaires extérieures de l'Italie par le marquis de San Giuliano, son ministère abondant en événemens et fertile en résultats, avaient eu pour principe une sorte d'équilibre tenu entre les Empires du Centre et la Triple-Entente. A cette balance, correspondait et devait naturellement correspondre la déclaration de neutralité de l'Italie proclamée dès le 3 août 1914. Mais, au milieu de cette politique, la pensée profonde du marquis de San Giuliano ne se laissait pas aisément définir. On peut même croire qu'il ne lui déplaisait pas de donner de lui-même une impression énigmatique. Avait-il adapté à la situation de l'Italie moderne en Europe la fameuse « versatilité réfléchie » des anciens ducs de Savoie ? Avait-il voulu pratiquer une politique de ménagemens et d'attente en raison des orages qu'il voyait grossir ? Le fait est que son intelligence semblait répugner aux décisions sans appel et aux résolutions irréparables. Des hommes qui l'ont connu dans l'intimité affirment même que le fond de la pensée de ce gentilhomme sicilien était le scepticisme, un esprit d'examen et de doute appliqué tour à tour à toutes les forces qui se trouvent en présence dans l'Europe contemporaine : la neutralité italienne répondait parfaitement à des dispositions de cette nature. Et, si rien n'autorise à préjuger que le marquis de San Giuliano eût persisté jusqu'au bout dans son point de vue initial, qu'il n'eût pas fini par prendre la voie dans laquelle devait entrer son successeur, par se ranger du côté des Alliés pour faire respecter avec eux l'équilibre européen que menaçait l'agression des Empires du Centre, il n'en est pas moins vrai que, jusqu'à sa mort, l'Italie a strictement gardé, vis-à-vis des belligérans, l'attitude de neutralité où elle avait déclaré se tenir au début de la guerre générale. La France, en

particulier, ne saurait oublier la loyauté avec laquelle ce parfait gentilhomme aura observé la parole que, dès le 1er août, il avait tenu à porter lui-même et spontanément à notre ambassadeur.

Chose singulière : le successeur de M. de San Giuliano arrivait à la Consulta avec un tempérament, un caractère très différens du sien, mais avec des idées qui passaient pour beaucoup plus arrêtées. « Tripliciste, » M. Sonnino avait la réputation de l'être en prenant la direction des Affaires étrangères. Mais M. Tittoni, ambassadeur d'Italie à Paris, n'avait-il pas été, lui aussi, autrefois, désigné comme un « tripliciste » à toute épreuve? Le duc d'Avarna, ambassadeur d'Italie à Vienne, n'était-il pas le très bienvenu à la Cour de l'empereur François-Joseph? M. Bollati n'avait-il pas été salué à son arrivée à Berlin, en novembre 1912, comme un « partisan des traditions de la Triple-Alliance et un sincère ami de l'Allemagne, » ainsi que l'écrivait la *Gazette de Francfort?* C'est pourtant cet état-major diplomatique qni a rompu une alliance de trente ans avec les deux Empires germaniques et introduit l'Italie dans la guerre aux côtés de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

Pendant la maladie et quelque temps après la mort du marquis de San Giuliano, M. Salandra avait dirigé par intérim les Affaires étrangères. Un instant, on crut qu'il s'en chargerait d'une manière définitive. Quelque tentation qu'il en ait pu avoir, quelques suggestions qui lui eussent été apportées (car déjà l'astre de M. Salandra commençait à grandir), le président du Conseil préféra conserver le portefeuille de l'Intérieur. Au surplus, les événemens mûrissaient. La guerre européenne s'étendait à l'Orient par les provocations que la Jeune-Turquie germanisée multipliait envers la Triple-Entente, et l'Italie se voyait appelée à envisager la sauvegarde de ses intérêts dans cette Méditerranée orientale où elle a tant de projets d'avenir. Une tendance de plus en plus forte se manifestait dans l'opinion publique en faveur d'une préparation de l'Italie à toute éventualité. Au cœur du gouvernement lui-même, des divergences de vues s'accusaient certainement aussi, car, au commencement du mois de novembre 1914, M. Salandra apportait la démission du ministère au Roi. Et celui-ci, après quelques conversations avec les chefs des groupes parlementaires, char-

geait de nouveau M. Salandra de composer le Cabinet. Dans cette combinaison, mise rapidement sur pied, on remarquait tout de suite que le général Zupelli, partisan résolu d'un renforcement de l'armée, restait au ministère de la Guerre, tandis que M. Rubini, dont l'opposition aux dépenses militaires n'était un secret pour personne, abandonnait les Finances, où M. Carcano le remplaçait. Quant à M. Salandra, il optait définitivement pour l'Intérieur. Enfin, M. Sonnino était appelé à la Consulta.

On rapporte que le prince de Bülow, au cours de ses pénibles négociations avec M. Sonnino, redoutable adversaire, se serait écrié un jour, feignant une bonne humeur qui cachait mal son dépit : « Dans un pays de bavards, j'ai affaire au seul homme qui ne parle pas. » En effet, M. Sonnino, qui d'ailleurs, quand il le veut, sait fort bien parler, possède un flegme tout britannique, ce qui ne saurait surprendre étant donné ses origines. Il est curieux de se représenter aujourd'hui que son entrée à la Consulta avait tout d'abord déçu, en Italie, les élémens nationalistes et les élémens de gauche, déjà partisans d'une politique énergique d'intervention contre l'Autriche et l'Allemagne, et que sa réputation de « tripliciste » alarmait. M. Sonnino laissa dire. Il se laissa traiter de sphinx. Pendant tout le mois de novembre, il observa les événemens, il étudia au point de vue italien la situation européenne. Le 9 décembre, par la dépêche au duc d'Avarna sur laquelle s'ouvre le *Livre vert*, il introduisait la politique de l'Italie dans une voie nouvelle, en exigeant de l'Autriche qu'elle respectât l'article VII du traité de la Triple-Alliance, article qui prévoyait le cas où l'Autriche-Hongrie troublerait l'équilibre des Balkans, et fondait l'Italie à réclamer des compensations pour elle-même... Dès ce moment, on allait à la rupture et à la guerre. Le sort en était jeté.

On peut dire que la rédaction, hautement prévoyante, extrêmement habile, de cet article VII aura été déterminante pour la politique de l'Italie en 1915. A plus de trente ans de distance, les négociateurs italiens de la Triple-Alliance avaient réservé l'avenir de leur pays, ménagé sa liberté, en insérant dans le traité cette clause résolutoire, qui assurait d'avance le bon droit de l'Italie dans ses difficultés futures avec le gouvernement de Vienne, qui lui procurait le moyen de rompre juste-

ment et honorablement avec ses anciens alliés. Ce texte, dont la portée avait été si bien calculée, dont l'effet devait être si sûr, fait penser aux plus fameux exemples de ce genre que renferme l'histoire des traités. Il vaut le célèbre *moyennant* de la paix des Pyrénées, qui avait permis à Louis XIV d'en finir avec le dessein d'Espagne. Il vaut le : *alors et dans ce cas* dont l'empereur Léopold, au début des guerres de la Révolution, disait qu'il était sa loi et ses prophètes. Ainsi l'article VII aura été la loi et les prophètes de M. Sonnino.

*
* *

Cependant, M. Sonnino avait agi suivant les indications que la politique intérieure et l'opinion publique avaient données à M. Salandra et à lui-même. La haute régularité et la modération de sa procédure apparaissent par les étapes qui ont conduit à l'intervention italienne.

Le 3 décembre 1914, le ministère reconstitué se présentait devant les Chambres, et M. Salandra prononçait un grand discours-programme qui laissait pressentir que l'Italie était sur le point de suivre une ligne nouvelle. Aux applaudissemens de l'assemblée, M. Salandra affirmait que le premier devoir du gouvernement devait être « le souci vigilant des futures destinées de l'Italie dans le monde. » Et, développant sa pensée, il montrait qu'à aucun moment dans l'histoire l'avenir de tous les peuples n'avait été plus gravement engagé, les problèmes du lendemain posés plus impérieusement. « La neutralité proclamée librement et loyalement observée, s'écriait le président du Conseil, ne suffit pas à nous garantir des conséquences du bouleversement immense qui prend chaque jour plus d'ampleur et dont il n'est donné à personne de prévoir la fin. Sur les terres et sur les mers de l'ancien continent, dont la configuration politique est en train de se transformer, l'Italie a des droits vitaux à sauvegarder, des aspirations justes à affirmer et à soutenir; elle a sa situation de grande Puissance à maintenir intacte; bien plus, elle doit faire en sorte que cette situation ne soit pas diminuée par rapport aux agrandissemens possibles des autres États. Il suit de là que notre neutralité ne devra pas rester inerte et molle, mais active et vigilante, non pas impuissante, mais fortement armée et prête à toute éventualité. »

Ces paroles étaient accueillies avec chaleur par la Chambre qui, pour accentuer ses sentimens, envoyait son salut à la Belgique. Elles étaient accueillies avec enthousiasme par l'opinion publique qui, tout de suite, y avait vu l'annonce et le gage de l'intervention. Comme le disait, en quittant la séance, M. de Felice, député socialiste réformiste, « ces déclarations signifiaient la guerre. » On ne put s'y tromper en Europe. Et la presse allemande, le lendemain, reproduisait sans un mot de commentaire le discours de M. Salandra.

Cette grande séance parlementaire devait porter sur-le-champ deux contre-coups extrêmement remarquables.

D'abord la mission du prince de Bülow comme ambassadeur extraordinaire à Rome, mission annoncée et démentie à plusieurs reprises, devenait aussitôt certaine et officielle. Le gouvernement impérial accusait singulièrement les soucis que lui causait l'attitude de son ancienne alliée en considérant qu'il ne fallait pas un moindre personnage que l'ancien chancelier pour tenter de résoudre la difficulté italienne. Ce rappel à l'activité d'un homme d'État tombé en disgrâce était, en effet, hautement significatif. Nul n'ignorait que Guillaume II eût gardé une sérieuse rancune contre celui qu'il nommait autrefois son « fidèle Bernard, » qu'il avait fait prince après le coup de Tanger, mais dont la présence lui était devenue odieuse depuis les célèbres « journées de novembre, » où le chancelier avait affecté de prendre le souverain sous sa protection après lui avoir infligé un désaveu et un blâme publics. Aussi, en chargeant M. de Bülow de cette mission délicate, Guillaume II, dit-on, faisait ce double calcul : « Si Bülow réussit, et dans mon personnel diplomatique je ne vois que lui qui soit capable de réussir, le bénéfice sera pour mon Empire et pour moi. S'il échoue, c'est que tout autre doit échouer à sa place. Son échec le diminuera et ma vengeance sera plus complète. » Cependant le départ du prince de Bülow pour Rome était salué avec des cris de joie par les journaux allemands, et les *Dernières Nouvelles de Munich*, avec un mauvais goût parfait, parlaient d'un « coup de canon diplomatique de 420. » A quoi un organe nationaliste de Rome répliquait avec rudesse : « Philippe de Macédoine disait que toute forteresse peut être conquise par un âne chargé d'or. Il paraît que l'âne chargé d'or serait arrivé à Rome voilà quelque temps, mais la forteresse de la politique italienne n'est pas

tombée. Aujourd'hui l'Allemagne veut employer des moyens plus modernes et plus perfectionnés avec le mortier diplomatique de 420 représenté par M. de Bülow, mais l'Italie n'est pas une forteresse belge. » Ainsi, avant même que le prince de Bülow fût de retour dans sa villa Malta, le malentendu surgissait, les susceptibilités nationales italiennes se trouvaient, — et à juste titre, — en éveil. Viciée dans l'œuf, la mission de l'envoyé extraordinaire était immanquablement vouée à l'échec.

L'autre incident déterminé par le discours de M. Salandra garde encore aujourd'hui un caractère mystérieux.

M. Salandra, le vendredi, avait exposé son programme. Le samedi, M. Giolitti prenait la parole au milieu de l'attention générale. Quelles déclarations allaient tomber de la bouche de l'homme le plus puissant de l'Italie, chef du gouvernement pendant de si longues années, toujours considéré comme maître de revenir au pouvoir à son heure?... Or M. Giolitti ne venait pas dire seulement qu'il soutiendrait M. Salandra de son vote. Il apportait une révélation grave, à savoir qu'au mois d'août 1913, l'Autriche avait averti le gouvernement italien qu'elle préparait déjà une action offensive contre la Serbie. Et, d'accord avec M. Giolitti, le marquis de San Giuliano avait fait répondre à Vienne qu'il se refusait à voir un *casus fœderis* dans une guerre déclarée par l'Autriche à la Serbie, et que, par conséquent, l'Italie, laissant le gouvernement austro-hongrois libre d'agir à ses risques et périls, observerait la neutralité.

Cette déclaration de l'ancien président du Conseil apportait un renfort à la thèse de M. Salandra. En même temps, elle accablait l'Autriche-Hongrie dont la préméditation se trouvait établie formellement. Mais peut-être la presse de la Triple-Entente étendit-elle alors les paroles de M. Giolitti dans un sens un peu différent de celui que cet homme l'État avait entendu leur donner. En lisant le compte rendu de la séance de Montecitorio, quelques observateurs avaient déjà conçu un doute. N'avait-on pas commis une légère méprise sur la véritable pensée de M. Giolitti? Des témoins avaient remarqué l'insistance toute particulière avec laquelle l'orateur avait ajouté que le refus opposé par l'Italie à l'invitation de l'Autriche n'avait nullement troublé les relations amicales entre les deux Puissances alliées. Dès lors, n'était-on pas autorisé à se demander si M. Giolitti n'avait pas voulu suggérer à la Chambre

et à l'opinion publique cette idée que la Triplice, ayant survécu à l'incident de 1913, devait survivre également à la déclaration de neutralité de 1914? C'est du moins l'hypothèse qui se présenta tout de suite à l'esprit de quelques-uns, hypothèse que l'attitude prise dans la suite par M. Giolitti est, jusqu'à un certain point, venue appuyer.

Cependant, fort de l'approbation de la Chambre, puissamment soutenu par l'opinion publique, le ministère Salandra se mettait au travail. L'œuvre de préparation militaire redoublait d'activité et d'ardeur. M. Sonnino entamait avec le Ballplatz les négociations qu'il devait conduire avec une inébranlable fermeté jusqu'au terme, tandis que le prince de Bülow, dans sa villa fleurie de roses, mettait en action toutes les ressources de son esprit, tous ses moyens d'influence pour retenir l'Italie sur la pente, sans soupçonner, — et telle a été son erreur la plus lourde, — qu'il allait de la sorte alimenter lui-même le soulèvement national contre l'ingérence étrangère dans les affaires du pays.

*
* *

Le *Livre vert* constitue un document à la fois politique et psychologique. C'est, dans le style sévère et mesuré de la diplomatie, un dialogue où apparaissent deux états d'esprit. Au comte Berchtold a pu succéder le baron Burian; à un grand seigneur un peu las, un peu détaché, un magnat hongrois plus actif et plus âpre : la conversation garde la même allure, et c'est toujours M. Sonnino qui la conduit. En vain la diplomatie allemande s'efforce-t-elle d'intervenir, de jeter des ponts, de chercher des moyens termes. Du côté italien, il y a une volonté inflexible, une clarté de vues qui écarte tous les pièges, rend toutes les ruses inutiles, décourage les arrière-pensées de duperie. Du côté austro-hongrois, sous les habiletés auxquelles le négociateur a recours, on sent une résignation, un fatalisme devant la rudesse de l'attaque. L'Autriche a l'impression que louvoyer ne lui servira de rien : à gagner du temps, tout au plus. Elle a compris, dès la première note apportée par le duc d'Avarna, que son vieux duel avec le Piémont reprenait, qu'une quatrième rencontre armée était inévitable. « L'Italie et l'Autriche ne peuvent être qu'alliées ou ennemies. » Le mot

célèbre de Nigra se lit en marge de toutes les dépêches du *Livre vert*. Le comte Berchtold, le baron Burian se défendent, rompent et parent, mais subissent le jeu de leur rude adversaire. Le prince de Bülow, qui voudrait être le directeur de ce combat diplomatique, s'efforce de détourner les coups droits. Mais le prince de Bülow propose et c'est M. Sonnino qui dispose.

Le 4 mai, le duc d'Avarna, d'ordre du ministre des Affaires étrangères, laisse entre les mains du baron Burian la communication, en français, qui met le point final à des négociations de cinq mois et qui notifie au gouvernement austro-hongrois que, son point de vue et celui du gouvernement italien étant inconciliables, « il est inutile de maintenir à l'Alliance une apparence formelle qui ne serait destinée qu'à dissimuler la réalité d'une méfiance continuelle et de contrastes quotidiens. » C'est la rupture. Toutefois ce n'est pas encore la guerre. Au prince de Bülow, humilié de son échec, il reste un dernier, un fragile espoir : celui que l'Italie, au moment suprême, reculera devant la gravité de l'acte. Il compte sur l'événement extérieur ou intérieur qui modifiera les dispositions du gouvernement et du peuple italien. Et il redouble alors d'activité occulte. D'innombrables conciliabules ont lieu à la villa Malta où, chaque nuit, pénètrent, comme des conjurés, des visiteurs mystérieux, trahis seulement par le ronflement des automobiles, dont s'étonnent les habitans du paisible Pincio...

Le prince de Bülow recourt à tous ses talens, à sa connaissance approfondie de la carte parlementaire et financière de l'Italie : ne sait-il pas insinuer avec à-propos qu'il est à demi italien par son mariage et par ses goûts? Il s'est, en effet, allié à la famille de ce Minghetti, précurseur de la Triplice, qui, dès 1873, avait conduit Victor-Emmanuel II à Berlin et à Vienne... Le prince de Bülow a le tort, grave pour un politique, il a le travers, bien allemand, de se nourrir à l'excès de souvenirs historiques. Que ne regarde-t-il davantage autour de lui? Voici que monte le flot du sentiment populaire. Déjà quelques bagarres ont eu lieu, ici et là, entre « neutralistes » et « interventistes, » ces Gibelins et ces Guelfes de la nouvelle Italie. Mais le parti de l'intervention croît tous les jours en force. La dénonciation de l'alliance avec l'Autriche n'est pas encore officielle : elle est devinée, pressentie. Par une curieuse rencontre, cet événement, connu seulement de quelques hommes

d'État et de quelques diplomates, se trouve coïncider avec le « Sacre des Mille, » avec les fêtes organisées à Gênes en l'honneur de Garibaldi : commémoration qui venait juste à point pour surexciter le sentiment national.

Sur le rocher de Quarto, d'où, le 5 mai 1860, Garibaldi et ses compagnons étaient partis, — Cavour fermant les yeux avec complaisance, — pour leur aventureuse expédition de Sicile, on attendait de tous côtés que fussent proclamés les destins de l'Italie nouvelle. Le mot que se murmuraient les Génois, cinquante-cinq ans plus tôt, le « *partono stanotte* » qu'ils s'annonçaient joyeusement en parlant des Mille, c'est à l'armée italienne, devenue l'une des grandes armées de l'Europe, avec ses millions de soldats, qu'il s'appliquait cette fois-ci. Le grand départ semblait prochain. Le Roi, les ministres étaient attendus à Quarto, d'où ils devaient en faire l'annonce solennelle. Et, mettant fin à son exil volontaire, un poète italien revenait dans sa patrie pour ne pas manquer cette heure. M. Gabriele d'Annunzio avait déclaré qu'il ne rentrerait que le jour où l'Italie se réveillerait. Se doutait-il alors du rôle que les événemens lui réservaient dans ce réveil ? Savait-il que, du rocher de Quarto, lui aussi devait partir pour des aventures ?...

On peut dire que, durant cette journée de fête, tandis qu'on ignorait encore que la rupture avec l'Autriche fût un fait accompli, tout le peuple italien, l'Europe, le monde entier, avaient les yeux fixés sur la roche historique. Là, pensait-on, serait proclamée l'entrée de l'Italie dans la guerre... Avec quels sentimens partagés fut accueillie la nouvelle que ni le Roi ni les ministres n'assisteraient à la cérémonie, on se le rappelle encore, les uns craignant un recul dont se félicitaient les autres. Tout de suite, pourtant, la dépêche d'excuse du Roi mettait les choses au point. Il suffisait de savoir lire pour interpréter justement ce message. Peut-être ne contenait-il pas de mot aussi éclatant que le célèbre *grido di dolore* par lequel l'aïeul de Victor-Emmanuel III, dans une circonstance semblable, avait ému toute l'Europe. Mais le Roi révélait sa pensée et son dessein en évoquant, précisément, la mémoire de son aïeul et en associant au souvenir du « galant homme, » et le souvenir de celui qui, le premier, avait « préconisé l'unité de la patrie, » et celui de ce « capitaine des Mille, » parti « de la rive célèbre de la mer ligurienne, avec une audace immortelle,

vers un sort immortel. » Victor-Emmanuel II, Mazzini, Garibaldi : cette trinité hardiment rapprochée par le Roi, c'était le symbole du *Risorgimento* qui réapparaissait, c'était la quatrième guerre de sa libération et de son extension nationale promise à l'Italie. Il était impossible de s'y tromper. Aussi un grand journal de Milan, favorable à l'intervention, définissait la situation en imprimant cette simple ligne : « Quarto ne marque pas une fin, mais un commencement. »

Personne ne l'avait mieux compris que le prince de Bülow. Renseigné jour par jour sur la marche des négociations de M. Sonnino, il avait vu s'évanouir l'une après l'autre ses espérances. Il avait brûlé ses dernières cartouches dans une audience du Quirinal où, peut-être, — ce point n'est pas encore éclairci, — il avait apporté au Roi une lettre autographe de Guillaume II, suprême adjuration d'un ancien allié. M. de Bülow, à partir de ce moment-là, ne pouvait plus se faire d'illusions : sa mission avait échoué. Avec son expérience des choses et des hommes, il est douteux qu'il ait trouvé de fortes raisons d'espérer dans l'incident même qui était sur le point de survenir et qui semblait pouvoir tout remettre en question. Et s'il n'a pas voulu quitter la partie sans avoir tenté jusqu'au bout la fortune, bien des mots qu'on rapporte de lui laisseraient conclure qu'il ne croyait plus au succès.

Pourtant, ce n'était pas un effort négligeable que tentaient les derniers partisans de la neutralité, au lendemain de Quarto. Le jour où M. Giolitti quitta sa villa de Cavour pour se rendre à Rome, — c'était le 7 mai, — toute l'opinion publique italienne, avec son sens si aigu de la politique, comprit qu'une péripétie décisive allait s'accomplir.

Loin du pouvoir, d'où il s'était, quelques mois avant la guerre, retiré volontairement, M. Giolitti passait pour être resté la personnalité la plus influente de toute l'Italie. L'homme d'État qui avait engagé la campagne de Tripolitaine, donné à son pays le suffrage universel, régné sur le Parlement où sa main puissante avait fondu les partis et laissé survivre une seule majorité, la majorité giolittienne, — cet homme d'État pouvait-il parler sans qu'il fût plus que probable qu'il serait entendu? Pouvait-il montrer le désir de reprendre le pouvoir sans que le pouvoir dût immédiatement lui être remis? Est-ce qu'il n'avait pas, en somme, délégué le gouvernement à

M. Salandra comme à un lieutenant qu'il se proposait de remplacer lorsque la charge deviendrait trop lourde et demanderait le retour du vieux pilote? Et puis, c'était le Piémont, le Piémont militaire et loyaliste, que représentait M. Giolitti, où M. Giolitti était maître, c'était le Piémont, cœur de la monarchie, qui semblait venir avec lui à Rome, se présenter au Parlement et au palais royal... A tenir compte de tous ces élémens, la démarche de M. Giolitti, de qui l'on connaissait les doutes sur l'attitude la meilleure à observer par l'Italie, pouvait sembler capable d'arrêter net l'intervention.

Il importe d'ailleurs de se représenter de sang-froid les raisons pour lesquelles M. Giolitti était mal disposé à accepter l'idée de la guerre. Sa thèse tenait en un mot : le *parecchio*, un mot qui n'a été si impopulaire que parce qu'il entraînait un sens diminutif et que l'état d'esprit le plus général, en Italie, noblement ambitieux, tourné vers la grandeur et l'expansion nationales, était hostile aux combinaisons et aux marchandages (1). M. Giolitti voyait la situation comme un homme positif, économe, qui n'aime pas le jeu, qui écarte le risque, qui se dit qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras, surtout lorsque, pour l'avoir, il faut courir toutes les incertitudes d'une guerre, exposer de précieuses existences, payer les frais d'une campagne. Plus d'une fable de notre La Fontaine, plus d'un proverbe de Cervantès eussent peut-être, sur ce point, donné raison à M. Giolitti. Mais il y avait dans son cas autre chose encore : M. Giolitti appartient à une génération déjà ancienne, qui a vu les commencemens de l'Italie nouvelle, qui a connu l'ère des difficultés et qui, naturellement, incline à la modération et à la prudence. Pour ces calculateurs, les propositions de l'Autriche étaient plus qu'acceptables, elles étaient tentantes. « Prenons donc ce qu'on nous donne pour rien, pensaient-ils. Si ce *parecchio*, ce quelque chose qui paiera notre neutralité, n'est pas tout à fait ce que nous pouvons désirer de mieux, il aura du moins l'avantage de n'avoir coûté ni une goutte de sang italien, ni un sou de notre trésor... » Aussi M. Giolitti comptait-il, le jour où la discussion viendrait devant la Chambre,

(1) *Parecchio* est un terme qui s'emploie surtout dans le langage piémontais. On l'a traduit en français par « quelque chose. » Le vrai sens serait plutôt « un certain nombre de choses, » et même, étant donné le caractère familier de l'expression : « pas mal de choses. »

l'emporter aisément, avec son autorité, son prestige, sa dextérité de grand parlementaire. Quant à l'opinion publique, il ne la faisait pas entrer dans ses calculs. C'est pourquoi on le vit écarter comme d'importuns et négligeables murmures les cris : *A bas le parecchio!* poussés à Turin sur son passage par quelques étudians. A Rome, pourtant, il devait retrouver, à sa vive surprise, ces manifestations singulièrement grandies et chaque jour grossissantes. Le public avait eu l'intuition très nette que posée, telle quelle, devant la Chambre, la question serait certainement résolue dans un sens contraire à ses vœux, que l'ancien président du Conseil, au premier signe, retrouverait sa vieille et fidèle majorité. Ce serait une sorte de retour de l'île d'Elbe parlementaire. L'arrivée de M. Giolitti à Rome provoquait donc aussitôt une émotion, une agitation considérables. Et l'on allait assister à ce spectacle étrange : l'homme naguère le plus influent, le moins discuté de toute l'Italie, le dictateur aux mains robustes qui avaient pétri si longtemps la vie publique italienne, mis en échec, pour la première fois, par un mouvement populaire, dont la direction serait prise par un poète, — chose peut-être, celle-là, plus imprévue, plus extraordinaire encore, la dernière, à coup sûr, à laquelle s'attendît M. Giolitti, accoutumé à ne compter qu'avec la psychologie des assemblées et les usages du régime représentatif.

Le 12 mai, M. Gabriele d'Annunzio arrivait à Rome par un train du soir. La ville était déjà surexcitée par les rumeurs des derniers jours, par les bruits qui couraient de toutes parts au sujet des « intrigues neutralistes » et de la « conjuration parlementaire. » Les Romains avaient pris hautement parti pour la guerre et pour M. Salandra. La présence de M. Giolitti à Rome les alarmait et les irritait. En vain M. Giolitti, dans une lettre publique à la *Tribuna*, affirmait-il qu'il n'était jamais entré dans ses intentions de renverser le ministère et qu'il s'était borné à répondre à une convocation du Roi et du président du Conseil lui-même, avec lesquels il devait avoir des entretiens sur la situation générale : il n'y a pas lieu, sur ce point, de mettre en doute la loyauté de M. Giolitti. Malheureusement pour lui, il avait des amis, une clientèle, et même il trouvait des partisans de circonstance, beaucoup moins modérés, beaucoup moins circonspects, et qui le compromettaient comme à plaisir. En l'espace de quelques jours, M. Giolitti se

trouvait être devenu le prisonnier de son parti. Son point de vue d'homme d'État, pesant avec soin, avec scrupule, le pour et le contre de l'intervention italienne, disparaissait dans le tumulte créé par le grand conflit de deux idées, de deux passions opposées. M. Giolitti se trouvait débordé. Rome traversait de ces heures où le vent de la popularité et de l'impopularité souffle où il veut, capricieusement, parfois au hasard. Très vite, il souffla en tempête. Aucune explication n'avait plus de chance d'être écoutée. Guelfe ou Gibelin, on se trouvait classé sans recours, et les noms propres devenaient des drapeaux. Pareil à Farinata degli Uberti, M. Giolitti aura pu se poser la question douloureuse : « Pourquoi ce peuple me hait-il ? »

Cependant le même phénomène portait M. Gabriele d'Annunzio à la tête de la foule favorable à l'intervention. Qu'un lettré subtil, un poète savant, un écrivain d'un esthétisme raffiné, inaccessible au vulgaire, soit devenu un tribun, un excitateur des masses, c'est un des traits les plus remarquables de cette période agitée, un de ceux qui seront retenus par l'histoire. L'Italie est, dans le monde moderne, une des terres privilégiées où ces métamorphoses restent possibles, où la littérature est mêlée à la vie, où chacun est accessible au lyrisme, le porte à fleur de peau. Il faut penser à Lamartine en 1848 pour trouver un précédent à ce rôle joué par la poésie dans un grand mouvement politique : encore les poèmes de Lamartine faisaient-ils, comme ses discours, appel aux sentimens les plus généraux, on pourrait dire aux lieux communs du cœur, tandis que chez M. d'Annunzio, tout est docte, même le langage des passions, même l'expression du patriotisme et du loyalisme. Partout ailleurs qu'en un pays méditerranéen, M. Gabriele d'Annunzio eût paru voué à jamais à l'incompréhension de la foule, destiné à la tour d'ivoire...

Le 12 mai, première soirée de contact avec Rome, cent cinquante mille personnes étaient venues l'accueillir. M. d'Annunzio, du balcon de l'hôtel Regina, — en face du palais de la Reine mère qui, de ses fenêtres, assistait à ce spectacle, — avait prononcé un discours pareil à ses discours du Quarto et de Gênes, harangue sonore, où le nationalisme était nourri de poésie classique et d'histoire, où les souvenirs du *Risorgimento* et les mots célèbres des chefs et des soldats garibaldiens étaient mariés à des vers de Dante. Le premier

discours de M. d'Annunzio aux Romains n'avait qu'un thème : le patriotisme. C'est par la force des événemens que les discours suivans allaient prendre des touches plus violentes, des accens de guerre civile...

*
* *

Quelles manœuvres, quelles menaces, quelles influences auront été mises en jeu au dernier moment pour tenter d'empêcher l'intervention de l'Italie? C'est une histoire encore mystérieuse dans les détails, mais dont les grandes lignes sont fort claires. M. Giolitti se sera-t-il rendu compte que sa présence à Rome avait, à tout le moins, entretenu une équivoque, donné un point d'appui et un argument aux neutralistes, les avait mis à même d'exercer une pression sur le gouvernement et les milieux parlementaires? Le parlement devait se réunir le 20 mai pour décider de la paix ou de la guerre. En faisant courir avec insistance le bruit que la majorité de la Chambre, toujours « giolittienne, » n'accepterait pas la guerre, en mettant en avant le nom et l'autorité de M. Giolitti, on troublait le monde politique, on affaiblissait le ministère, on détruisait d'avance l'effet des décisions que le président du Conseil devait faire connaître. Il ne semblait pas du tout certain qu'il y eût à la Chambre une majorité pour la rupture avec l'Autriche et l'intervention armée. Un peu d'intimidation exercée sur le Cabinet, un peu de chantage sur la Chambre : et le « neutralisme » pouvait se flatter d'enterrer par un vote les résultats obtenus en six mois de diplomatie par M. Salandra et M. Sonnino.

Cependant, à la grande déception des « conjurés, » leur plan devait être percé à jour, les événemens prendre une tournure bien différente de celle qu'ils avaient espérée. Comme il arrive à tous les hommes politiques qui voient échouer des calculs de cette espèce, les partisans de la neutralité avaient compté sans le grand air du dehors. Ils avaient élaboré une combinaison de couloir, conforme à la nature des choses parlementaires. Ils avaient attendu, de la part de M. Salandra, une acceptation pure et simple de la rencontre qu'ils lui avaient fixée. Ils n'avaient oublié qu'un point : c'est que, jusqu'au 20 mai, M. Salandra avait le temps d'agir, de se créer une

situation qui lui permît de s'imposer au Parlement en s'appuyant sur des forces étrangères au Parlement. En une semaine, en effet, la face des choses allait se retourner à l'avantage du ministère qui, jouant avec hardiesse, ne craignait pas de faire appel au sentiment public.

Le 13 mai, la nouvelle avait couru, prenant d'heure en heure plus de force, que M. Salandra, devant l'opposition neutraliste, allait renoncer au pouvoir. L'émotion montait dans Rome et, le soir, la même foule qui, la veille, avait acclamé M. d'Annunzio, se trouvait rassemblée sous ses fenêtres et réclamait de nouveau sa parole. Le poète obéit au vœu de la foule. Mais combien son accent avait changé depuis la veille! Ce discours, il en a donné le texte dans le recueil « d'oraisons et de messages » qu'il a intitulé : *Per la piu grande Italia.* Il l'a publié au chapitre de « la loi de Rome, » sous ce titre, d'un Tite-Live un peu romantique : « Harangue au peuple romain en tumulte. » On pensera, en effet, en lisant cette page, aux jours les plus tumultueux que, dans sa longue histoire, ait traversés la Ville éternelle.

Compagnons, — s'écriait le poète,— ce n'est plus le temps de parler, mais d'agir; ce n'est plus le temps des discours, mais des actes, et des actes romains.

Si l'on regarde comme un crime le fait d'inviter les citoyens à la violence, je me vanterai de ce crime, je le prendrai sur moi seul..,

Écoutez-moi. Entendez-moi. La trahison aujourd'hui est manifeste. Nous n'en respirons pas seulement l'horrible odeur : nous en sentons déjà tout le poids ignominieux. La trahison s'accomplit à Rome, dans la cité de l'âme, dans la cité de vie! Dans notre Rome, on tente d'étrangler la Patrie avec une corde prussienne... C'est à Rome que s'accomplit cet assassinat. Et si je suis le premier à le crier, et si je suis le seul, demain vous me tiendrez compte de ce courage. Mais peu m'importe !...

Écoutez. Nous sommes sur le point d'être vendus comme un vil troupeau. Sur notre dignité humaine, sur la dignité de chacun de nous, sur le front de chacun de nous, sur le mien comme sur le vôtre, comme sur celui de vos fils, sur celui de vos enfans à naître, il y a la menace d'une marque servile. S'appeler Italien, se sera porter un nom qui fera rougir, un nom qui fera se cacher de honte, un nom qui brûlera les lèvres.

Il n'est pas difficile d'imaginer l'effet que des paroles aussi enflammées devaient exercer sur une foule dont les nerfs étaient soumis depuis longtemps à de si rudes épreuves. Il y avait, dans ce discours, comme des ardeurs de guerre civile, et ce

furent bien des manifestations de guerre civile qui éclatèrent le lendemain, lorsque la démission du ministère Salandra fut officiellement connue. « La guerre ou la révolution, » ne craignirent pas de dire alors deux députés interventionnistes, les honorables Pais et Faustini, en s'adressant à la foule. Les signes avant-coureurs d'un soulèvement populaire se montrèrent en effet. Chose remarquable : depuis le début de la guerre générale, c'était la première fois qu'on voyait se produire dans une capitale européenne un mouvement d'opinion profond, la première fois que des comités insurrectionnels se formaient, que des barricades menaçaient de se dresser (il en fut ébauché dans la via Viminale). Et, grand signe des temps, il ne s'agissait pas de proclamer la République ou la Commune, mais de protester contre une majorité parlementaire trop disposée, au gré du peuple, à accepter les propositions, à subir la pression d'un ambassadeur étranger.

On s'est mal et insuffisamment représenté, de loin, la violence de ces « journées. » On s'est mal rendu compte de la passion qui avait soulevé Rome, immédiatement suivie de toutes les grandes villes d'Italie. Montecitorio, à un moment donné, fut envahi par la foule. Et si les manifestans, peu familiers avec les détours du Parlement, ne s'étaient égarés dans les couloirs de la Chambre, d'où la police réussit à les faire sortir, s'ils étaient arrivés d'un élan jusqu'à la salle des séances, il est difficile de prévoir les scènes qui se seraient passées. A travers les rues, cependant, avait commencé une véritable chasse aux neutralistes notoires : c'est miracle, peut-on dire, que le sang n'ait pas coulé. Reconnus, plusieurs hommes politiques furent hués, menacés, dégagés à la fin par les carabiniers, mais à grand'peine. Bientôt, le gouvernement, qui avait attentivement veillé à la sécurité de tous, allait conseiller à M. Giolitti, pour le bien général, dans l'intérêt de l'ordre, de regagner sa villa piémontaise. Quant aux députés neutralistes les plus gravement impopulaires, ils devaient, sur l'avis de la sûreté générale, passer la nuit qui précéda la séance du 20 mai, non pas à leur domicile, mais dans un hôtel qui fait face à Montecitorio : ils n'eurent ainsi, pour se rendre à la Chambre, sans reprendre contact avec la foule hostile, qu'à traverser la petite place, fermée à toutes ses issues par des détachemens de police protecteurs.

Pour comprendre l'état d'esprit de la population romaine, il faut se rappeler qu'aux dernières élections, le suffrage universel venait de s'y partager entre les nationalistes, — parti nouveau-né, à la fois réactionnaire, démagogique et doctrinaire, — et les démocrates traditionnels, héritiers de Garibaldi et de Mazzini, représentans de l'idée irrédentiste, champions de l'achèvement de l'unité italienne. Toutes les forces de la capitale, tous ses élémens intellectuels et moraux, son élite aussi bien que sa masse se trouvaient ainsi orientés dans la même direction. Les nationalistes-impérialistes de l'*Idea Nazionale*, qui se flattent de bannir toute sentimentalité de la politique, de se placer au seul point de vue de l'intérêt national italien, parlaient le même langage passionné que les écrivains du *Messaggero*, libres penseurs et unitaires à l'ancienne mode. Une sorte de comité de salut public s'était même formé où les chefs de ces deux camps, les rédacteurs de ces deux organes se rencontraient, se concertaient, songeaient, peut-être, si les choses devaient aller plus loin, à une action politique commune. Pendant quarante-huit heures, il y a eu en puissance, à Rome, à Milan, dans dix autres centres d'Italie, l'équivalent de certaines journées révolutionnaires de la période du *Risorgimento*. Impatience de l'intervention étrangère, sommation au gouvernement de respecter les traditions nationales italiennes, jusqu'au cri fameux : « Dehors les barbares! » rien n'a manqué à ces recommencemens de l'histoire.

L'émotion, l'indignation, la colère de Rome furent portées à leur plus haut point, dans la soirée du 14 mai, par une nouvelle harangue publique de M. d'Annunzio. Les accusations directes, les renseignemens précis que le poète apportait dans ce discours en faisaient un acte politique d'une haute portée, après lequel des mouvemens décisifs de l'opinion publique ne pouvaient manquer de se produire. Voici, d'ailleurs, traduits en français pour la première fois, les passages capitaux de cette philippique. Érigeant la foule en tribunal, l'orateur lui parlait en ces termes :

Nous sommes assemblés ici pour juger un crime de haute trahison et pour dénoncer au mépris et à la vengeance des bons citoyens le coupable, les coupables.

Ce que je vous dis ici, ce ne sont pas des paroles d'enflure, c'est la qualification précise d'un fait avéré.

Le gouvernement italien, celui qui, hier soir, a remis sa démission entre les mains du Roi, avait aboli, le 4 mai, à la veille du *Sacre des Mille*, le traité de la Triple-Alliance. Ce traité, il l'avait déclaré, en ce qui concerne l'Autriche, caduc et nul. De cette formule même, je puis affirmer l'exactitude ; je répète : caduc et nul.

Le gouvernement d'Italie, celui qui, hier soir, a remis sa démission entre les mains du Roi, avait, en conséquence, pris des accords précis avec un autre groupe de nations, engagemens graves, définitifs, renforcés d'un échange de plans stratégiques, d'un projet d'action militaire combinée.

Telle est la vérité, la vérité indéniable. De ces faits, j'ai eu communication certaine avant de quitter la France où des officiers de notre état-major et de notre marine étaient déjà arrivés et s'étaient mis au travail.

Donc, d'une part, il y avait un traité aboli; de l'autre, un accord réalisé. D'une part, l'honneur du pays revendiqué; de l'autre, l'honneur du pays engagé.

La *fusion magnanime* telle qu'elle a été augurée à Quarto allait s'accomplir. Les discussions se calmaient. La nécessité idéale avait raison de toutes les misères politiques. L'armée était vaillante et confiante. Des exemples de vertus civiques commençaient à resplendir sur le tumulte apaisé. Le bon ferment faisait déjà lever la masse inerte.

Et voici que l'effort douloureux de mois et de mois est interrompu par une agression imprévue et vile. Cette agression est inspirée, excitée, aidée par l'étranger. Elle a pour auteurs un homme d'État italien, des membres du Parlement italien en commerce avec l'étranger, au service de l'étranger, pour avilir, pour asservir, pour déshonorer l'Italie au bénéfice de l'étranger.

Cela est patent, cela est indéniable. Écoutez. Le chef des malfaiteurs, dont l'âme n'est qu'un froid mensonge articulé de souples astuces, de même que le triste sac du poulpe est muni d'adroits tentacules, le conducteur de la basse entreprise connaissait l'abolition de l'ancien traité. Et il connaissait la constitution du nouveau, l'un et l'autre conclus avec le consentement du Roi.

Donc, il trahit le Roi, il trahit la patrie.

Contre le Roi, contre la patrie, il sert l'étranger. Il est coupable de trahison. Et ce n'est pas là une manière injurieuse de m'exprimer, ce n'est pas un abus de style polémique, mais la réalité, mais la vérité, selon la forme la plus notoire de ce crime.

Voilà ce que nous devons démontrer au pays, ce que nous devons imprimer dans la conscience de la nation.

Écoutez. Écoutez. La patrie est en danger. La patrie est sur le point d'aller à sa perte. Pour la sauver d'une ruine et d'une ignominie irréparables, chacun de nous a le devoir de se donner lui-même tout entier et de s'armer de toutes les armes.

Un ministère formé par le signor Bülow ne semble pas avoir l'approbation du roi d'Italie. Mais, gras ou maigres, les serviteurs du signor Bülow ne se résigneront pas.

Tant qu'ils ne seront pas emmurés dans leurs basses officines, ils cher-

cheront à empoisonner la vie italienne, à contaminer parmi nous toute chose puissante et belle.

Pour cela, je le répète, tout bon citoyen doit être un soldat contre l'ennemi de l'intérieur ; tout bon citoyen doit le combattre sans trêve, sans quartier. Si même le sang doit couler, ce sera du sang béni, comme celui qui est versé dans les tranchées.

Le Parlement italien se rouvrira le 20 mai... Et le 20 mai est l'anniversaire de la prodigieuse marche de Garibaldi, la marche sur le Parc de Palerme.

Cet anniversaire, célébrons-le en fermant l'entrée du Parlement aux valets de la villa Malta et en les repoussant vers leur hypocrite patron.

Et, dans le Parlement italien, les hommes libres, affranchis des laides promiscuités, proclameront la liberté et l'achèvement de la Patrie.

Qu'on juge de l'émotion que devait produire sur la foule un tel langage, appuyé par des révélations aussi émouvantes, d'un caractère en même temps aussi insolite, sur les dessous du conflit européen : la place publique redevenait le forum où les affaires de l'État étaient exposées aux citoyens... Ainsi, le nom, l'honneur de la nation étaient en jeu. Non seulement l'accomplissement des destinées nationales risquait d'être arrêté par l'intervention étrangère, mais encore les engagemens de l'Italie envers d'autres Puissances ne seraient pas tenus. C'était la servitude, c'était l'humiliation, et l'opinion publique en était touchée au point le plus sensible. Au cours de ces journées ardentes et tumultueuses, l'idée nationaliste, lentement préparée depuis dix ans, développée déjà par l'expédition de Libye, fit un bond immense. Combien de forces morales, de courans intellectuels, de traditions peut-être inconsciemment nourries, combien de sentimens contraires, de velléités jusqu'alors obscures émergèrent et réalisèrent leur conjonction à ce moment-là! La fierté du citoyen romain, — qui, de nos jours, n'a pas vainement relevé dans sa vie municipale le symbole du S. P. Q. R., — s'unissait aux souvenirs du *Risorgimento* et à la claire notion que possède l'Italie contemporaine de ses droits et de ses devoirs de grande Puissance. Quelle erreur, quelle fausse note, quelle lourde faute, de la part du prince de Bülow, de n'avoir pas compris que sa mission extraordinaire, l'importance de son personnage, les allées et venues, si suspectes, de la villa Malta, devaient justement alarmer les susceptibilités du peuple italien,

encore si près des souvenirs de la domination étrangère! Ce sentiment de la dignité et de l'indépendance nationales, sentiment si puissant, si déterminant dans cette crise de mai 1915, a trouvé d'ailleurs en M. Guglielmo Ferrero un interprète qui a su en mettre en relief le caractère historique, de même que M. d'Annunzio l'avait lyriquement traduit.

« Le prince de Bülow, » écrivait dans le *Secolo* l'éminent historien, « le prince de Bülow a tenté de renverser un gouvernement légal qu'il savait inaccessible à ses propositions. Ce sont là des méthodes dont la diplomatie allemande se sert à Constantinople et à Téhéran, et dont elle se servait à Fez avant que le Maroc fût placé sous le protectorat de la France. L'ambassadeur qui aurait fait dans une capitale européenne quelconque ce que M. de Bülow a fait à Rome aurait dû être rappelé immédiatement sur la demande de la Puissance auprès de laquelle il était accrédité. Cette crise formidable devra décider à la face du monde si l'Italie est disposée à tolérer que la diplomatie allemande la traite comme la Turquie, la Perse et le Maroc, et ne fasse pas de distinction entre Rome et Byzance. »

Ce n'est qu'au dernier moment que le prince de Bülow aperçut l'étendue de son imprudence et de sa faute. Comme on apprenait à la villa Malta que la foule venait de se livrer à une manifestation de sympathie devant le palais Farnèse, acclamant la France, acclamant la Triple-Entente, acclamant notre ambassadeur, M. Camille Barrère, le grand ouvrier de l'accord franco-italien, quelqu'un, pensant peut-être faire plaisir à l'ancien chancelier de Guillaume II, s'écria que ces démonstrations populaires étaient sans valeur, qu'il ne s'agissait que d'une plèbe sans idées ni conscience, à qui des agens provocateurs avaient distribué de l'argent. Mais se retrouvant homme d'État, et dissipant les illusions de son entourage, le prince de Bülow se contentait, dit-on, de répondre à ces propos légers, et de l'accent le plus grave :

— Ne croyez pas qu'un peuple se lève pour quelques deniers. Ce qui anime l'Italie, c'est une grande passion nationale, et c'est contre nous que cette passion l'a dressée...

***

A ce moment, où l'émotion populaire atteignit le plus haut

degré, on vit le drame approcher du dénouement en suivant, si l'on peut ainsi dire, les règles classiques. L'Italie était à un carrefour, elle avait à choisir entre deux politiques. Et qui restait maître de ce choix, qui serait l'arbitre supérieur? D'un mouvement naturel, la foule se tournait vers l'une des collines de Rome, celle où s'érige le palais royal. C'est à l'héritier de ceux qui avaient fondé l'Italie moderne que le peuple demandait de traduire le sentiment national. C'est en lui qu'il plaçait toute sa confiance. Ainsi, par le mécanisme strictement constitutionnel de la démission du ministère, la crise avait pour conséquence de laisser face à face l'opinion publique et la monarchie. Sûr du sentiment populaire, M. Salandra ne l'était pas moins, peut-être, du sentiment royal. En mettant ces deux forces en contact, son habile et opportune retraite sauvait tout.

L'« appel au Roi : » ainsi pourrait se nommer la dernière phase de ces journées romaines. Et le Roi auquel en appelait le peuple, c'était le successeur des Charles-Albert et des Victor-Emmanuel II, des rois-soldats qui avaient conduit l'Italie à la grandeur. Y avait-il à douter un instant que leur héritier du xxe siècle hésiterait à suivre leurs traces? Les princes de la maison de Savoie ont d'abord des traditions militaires. Ils portent dans leurs veines un sang guerrier et ils se sont retrouvés soldats, chefs de guerre, à toutes les grandes dates de leur histoire. En outre, depuis une centaine d'années, il est une idée qui est devenue consubstantielle à leur race, qui n'a pas cessé d'animer et de diriger leur politique : c'est l'idée italienne, l'idée d'une plus grande Italie. Cette idée a trouvé, pourrait-on dire, son tabernacle dans la maison de Savoie. comme elle y a trouvé ses serviteurs. La maison de Savoie, à son tour, puise dans cette idée sa popularité et sa force. Cette idée a été son titre à la couronne d'Italie. Elle continue de constituer sa grande raison d'être. Comme le disait encore M. Sonnino dans le *Livre vert*, comme il chargeait, au mois de février, M. Bollati de le représenter à Berlin : « La monarchie de Savoie trouve sa plus robuste racine dans la personnification des idéalités nationales. » Et cela, Guillaume II, mieux qu'un autre, aurait dû le comprendre : les Hohenzollern n'ont-ils pas eu des destinées toutes pareilles à celles des Carignan-Savoie? La Prusse, par eux, n'a-t-elle pas joué en Allemagne le même rôle que le Piémont en Italie?...

En 1848, aux origines du *Risorgimento* et dans le journal célèbre qui en avait pris le nom, Cavour, alors tout bouillant de jeunesse, avait écrit ces lignes restées fameuses : « Quand sonne l'heure de la libération, laisser s'arrêter cette heure serait une lâcheté! Ce ne serait pas une belle et grande politique, mais une politique mesquine qui, sans nous mettre à l'abri des périls qui subsisteraient, couvrirait la nation d'ignominie et ferait peut-être écrouler le trône antique de la monarchie savoyarde au milieu de l'indignation des peuples frémissans. » Ces lignes, vieilles de près des trois quarts d'un siècle, ont été réimprimées pendant les journées de crise de mai 1915 : à travers les années, la parole de Cavour n'avait rien perdu de sa vigueur. La maison de Savoie se trouvait ramenée à l'une de ces grandes dates historiques qui se représentent pour elle de génération en génération, et c'était pour Victor-Emmanuel III comme pour toute l'Italie qu'une heure solennelle avait de nouveau sonné.

Ainsi que son aïeul Charles-Albert, à qui s'adressait l'adjuration de Cavour, Victor-Emmanuel III aurait pu prendre pour devise : « J'attends mon astre. » Depuis quinze ans que la mort d'Humbert Ier l'avait appelé au trône, quelle occasion avait eue le successeur du Roi « galant homme » et du *re buono* de manifester ses idées et son caractère? Aucune. L'occasion, soudain, se présentait avec éclat. Le Roi, à ce croisement des destinées de son pays, devait agir à la fois comme souverain constitutionnel et comme souverain traditionnel. Il avait à résoudre une crise de Cabinet impliquée dans une crise nationale. D'une part, il devait décider comme représentant du pouvoir exécutif dans un régime parlementaire. De l'autre, le vœu public, la poussée populaire l'investissaient d'un mandat infiniment plus vaste que celui de consulter des hommes politiques et de distinguer les volontés de la Chambre pour la constitution d'un ministère. C'est de l'initiative et de la responsabilité suprêmes dans la question paix ou guerre que le sentiment général chargeait Victor-Emmanuel III. Car la formule « le Roi règne et ne gouverne pas » n'a jamais été très bien comprise des peuples. Du moins, en temps de crise, ont-ils toujours tendance à se tourner vers le chef de l'État, à attendre, sinon à réclamer de lui, des décisions et des actes. On raconte que, pendant une des journées les plus chaudes des manifes-

tations du mois de mai, la foule s'étant rassemblée devant le Quirinal, un des représentans de la municipalité romaine fut reçu au palais et que ce bref dialogue eut lieu entre le Roi et l'édile :

— Vous venez avec tout le peuple? avait demandé Victor-Emmanuel III.

Un peu incertain du sens de la question qui lui était posée, croyant peut-être y discerner un blâme, le prince X... s'empressa de répondre :

— C'est pour la grandeur de Votre Majesté.

— Pour la grandeur de la nation, repartit vivement le souverain.

C'est dans l'esprit le plus national, en effet, que le Roi a rempli les deux parties du rôle qui lui était dévolu. Mais, témoignant d'une rare souplesse, ce sont des méthodes bien différentes qu'il a employées dans chacune.

Pour la résolution de la difficulté ministérielle, Victor-Emmanuel III s'est montré politique consommé. On lui attribue cet aphorisme qui résume son expérience personnelle : « Quand les ministères sont forts, la couronne peut être faible, et quand les ministères sont faibles, c'est la couronne qui doit être forte. » M. Giolitti, dont les ministères avaient eu autrefois une vitalité exceptionnelle, n'a pas dû, en effet, dans ses conversations avec le Roi, pendant les journées critiques de 1915, retrouver l'atmosphère des temps anciens. Et le Roi ayant achevé le tour des ministrables, les ayant laissés partir convaincus que la seule politique à faire était celle de M. Salandra, leur ayant démontré que, si M. Salandra s'était retiré, c'était par désintéressement personnel, pour prouver qu'il ne recherchait pas la gloire d'attacher son nom à la guerre, — cela fait, le Roi avait déblayé la place, liquidé la difficulté parlementaire, et il ne lui restait plus qu'à rappeler au pouvoir les hommes qui avaient dénoncé l'alliance autrichienne et conclu un accord avec la Triple-Entente.

Ainsi, par un véritable chef-d'œuvre, le Roi avait traduit constitutionnellement le vœu populaire. Sans courir les risques d'une dissolution et d'élections nouvelles dans un pays troublé, en face de la plus grave des crises européennes, il avait mis fin au conflit qui menaçait d'opposer le Parlement et l'opinion publique. En sorte que le monde politique doit à Victor-

Emmanuel III une solution honorable du conflit, un apaisement dont plus d'un parlementaire sent aujourd'hui le prix. L'Italie lui doit la décision qui ouvre tout l'avenir à la nation italienne, l'oriente vers ses plus grandes destinées. Le Roi a repris les traditions de sa maison. Il a été ce qu'on attendait de lui : un Savoie. Pour le pays, il a été le guide, le chef, le roi, et, dans le sens le plus romain du mot, le dictateur. Son prestige personnel est désormais immense. La dynastie n'aura jamais été plus forte, mieux assise, plus populaire dans la péninsule. Et, de nouveau, imitant l'exemple de Mazzini et de Garibaldi, des républicains patriotes se sont, par raison d'intérêt national, ralliés à la monarchie.

Un homme politique italien d'une grande expérience, qui a occupé de hautes charges dans son pays, nous disait avoir remarqué que nulle part, en Italie, on n'avait poussé le cri de : « Vive la guerre! » aussi longtemps que le gouvernement ne s'était pas prononcé. La guerre était dans les vœux de la nation. Mais, comme l'armée elle-même, la nation attendait le mot d'ordre royal, le commandement du chef suprême. Ce que traduisaient avant tout les manifestations populaires, c'était la fierté nationale blessée par l'intervention allemande, c'était l'indignation causée par le sentiment insupportable que des influences étrangères tentaient de peser sur la politique de l'Italie. Les observateurs ont été frappés, en effet, par la force avec laquelle, pendant ces journées d'émotion, l'idée de trahison s'était emparée de l'esprit public. Il faudra se souvenir qu'on disait à Rome, en mai 1915, « Bülow et Macchio, » à peu près comme on disait « Pitt et Cobourg » à Paris en 1793. Voici, d'ailleurs, un trait qui s'ajoutera à ceux que nous avons déjà cités : on a pu voir, dans la grave journée du 15 mai, les employés des ministères manifester, en corps, en faveur de M. Salandra. Que des fonctionnaires n'aient pas craint de faire éclater leurs sentimens et de se compromettre (jusqu'à maltraiter matériellement certains hommes politiques), ce serait, dans tous les pays du monde, un très grand symptôme. C'est un des signes de l'émotion profonde que la parole de Victor-Emmanuel III est venue soulager.

*
* *

Le peuple italien n'est pas médiocrement fier de l'énergie

qu'il a déployée dans ces circonstances. « La crise européenne a montré d'une part des peuples qui ont répondu à une provocation; d'autre part, des peuples qui ont aveuglément suivi leur gouvernement agresseur. Tous ont accepté une situation créée à leur insu ou imposée par la force des choses. Nous seuls, en accord avec notre gouvernement et notre roi, nous seuls avons voulu *notre* guerre. » Ainsi dit-on en Italie, et non pas à tort. C'est, en effet, il ne faudra pas l'oublier, un mouvement populaire puissant et profond qui a poussé l'Italie à intervenir. Et ce mouvement a trouvé, pour le diriger, une dynastie nationale, pour l'exalter un poète. En même temps, des hommes politiques de la haute valeur de M. Salandra et de M. Sonnino, d'une ampleur de vues et d'une droiture qui n'auront jamais été dépassées, auront eu, durant ces jours décisifs, la charge du gouvernement. C'est une page de son histoire dont l'Italie aimera à se souvenir. C'est une sorte de préface et de préparation à sa guerre nationale qui mérite une admiration élevée, et qui est de l'augure le plus heureux pour la cause des Alliés, à laquelle l'Italie a apporté son concours, et dont la cause italienne ne se distingue pas.

JACQUES BAINVILLE.

L'URGENCE

DE

DÉVELOPPER NOS EXPORTATIONS

I

La reprise des affaires, dont tout le monde parle et que même l'optimisme officiel annonce de temps en temps comme un fait acquis, restera un vain mot tant que les exportations languiront dans le marasme actuel.

Les statistiques récemment publiées nous font connaître qu'en avril dernier, nous avons eu, sur avril 1914, un déficit d'exportation de 323 millions de francs, à peine inférieur à la moyenne des trois mois précédens (324 millions) et tant qu'il en sera ainsi, tant que nous achèterons au dehors sans vendre, nous nous appauvrirons et les affaires ne reprendront pas.

Or, s'il pouvait s'agir, au début de la guerre, de nous emparer, par nos exportations, d'une partie des débouchés de l'Allemagne, la question est aujourd'hui autrement pressante. Plus nous allons, plus il est clair que la résistance économique set un des facteurs primordiaux de la victoire, et, pour résister économiquement, il faut que nous réalisions notre avoir, il faut que nous développions nos exportations.

Les difficultés d'exporter sont grandes; la production est entravée; les transports sont ralentis et très onéreux lorsqu'ils empruntent la voie maritime; les capitaux manquent, de même les concours bancaires, et rien de cela ne peut être rapidement

amélioré. Mais il est au pouvoir du Gouvernement d'accorder au commerce d'exportation et de lui accorder tout de suite, les extensions qu'il sollicite pour le régime des entrepôts et en particulier les zones franches qui ont considérablement aidé les Austro-Allemands par Hambourg, Brême, Trieste et Fiume à conquérir les marchés extérieurs.

La question est déjà ancienne. On peut dire que les facilités fiscales douanières et spécialement les zones franches ont pour but de permettre à notre pays de participer à un commerce international qui se fait aussi bien sans son concours qu'avec sa participation et qui, fait sans lui, est jusqu'à un certain point fait *contre* lui.

Toute disproportion entre les développemens d'États voisins produit une rupture d'équilibre au détriment du plus faible, et il en est peut-être encore plus ainsi en cas de développemens économiques inégaux, qu'en cas de développemens territoriaux non équivalens.

Nous venions immédiatement après l'Angleterre, en 1860, au point de vue de l'importance du commerce extérieur, et nous occupions alors le deuxième rang. Depuis, nous sommes tombés au quatrième rang, après l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis, sous le rapport du chiffre total des échanges ; et au quatrième rang, après l'Angleterre, la Belgique et la Hollande, si le chiffre du commerce extérieur est calculé par tête d'habitant.

Or, nous répétons que s'affaiblir dans le mouvement des échanges équivaut à s'affaiblir au point de vue territorial, et se laisser devancer d'un certain chiffre de milliards dans le commerce international peut être, dans une certaine mesure, assimilé à la perte d'un ou de plusieurs départemens, ou du produit de leur richesse.

Si l'on a pu s'endormir dans la quiétude qui, malheureusement, a présidé à cette décroissance et qui seule l'a permise ; la guerre nous a fort brusquement et complètement réveillés. Les mesures prises contre les Austro-Allemands et leurs biens nous ont permis d'apprécier la place prise chez nous par nos voisins de l'Est, en raison des moyens d'action que leur fournissait leur développement économique. Les filiales chez nous de leurs grandes entreprises constituaient une véritable puissance à leur service ; les concessions minières obtenues par eux équiva-

laient à l'abandon à leur profit d'une de nos anciennes petites provinces : Comtat Venaissin ou Angoumois, et les ententes de leurs industriels avec les nôtres nous soumettaient à leur contrôle. Beaucoup de leurs produits nous manquent, même pour leur faire la guerre, et les moins attentifs de nos concitoyens doivent maintenant reconnaître que du défaut déquilibre entre les extensions d'affaires allemandes et le développement de nos entreprises françaises, résultait une lente et sûre conquête du marché français par les Allemands.

La réaction s'est faite, peut-être plus rapide et violente qu'efficace, mais enfin elle s'est faite. Allons jusqu'au bout de cette réaction et étudions les moyens de reprendre notre ancien rang, sans quoi, *après avoir coupé*, nous négligerions de *recoudre*.

L'importance du commerce intérieur dépend de notre activité et du chiffre de notre population ; il n'en est pas de même de l'importance de notre commerce extérieur, qui est fonction du plus ou moins de facilités que nous donnons aux échanges et dont le mouvement de progression ou de recul est plus géométrique qu'arithmétique. Avec un commerce extérieur prospère, on participe au développement de tous les peuples et on a une marine marchande toujours grandissante ; avec un commerce extérieur en recul, on s'affaiblit peu à peu, et on devient, dans un temps donné, la proie de voisins entreprenans.

Si le développement du commerce extérieur est en tout temps une nécessité aussi pressante que le maintien des frontières, on peut dire qu'en ce moment c'est une nécessité *urgente*.

Les besoins créés chez nous par la guerre nous ont fait recourir à tous les marchés du monde pour combler les lacunes de nos approvisionnemens en denrées de consommation, en métaux et en produits fabriqués, et le change international se ressent de ces achats sans compensation suffisante. La livre, le dollar gagnent, et la peseta, l'humble peseta, sur laquelle le franc avait toujours fait prime, gagne aussi.

Cette situation constitue un avertissement dont nous aurions tort ne pas tenir grand compte. On dit que la chaîne *casse* et que, par la rupture de quelques-uns des fils qui le composent, le câble *avertit*. Les changes nous avertissent, à leur manière, qu'il ne faut pas acheter au dehors plus que nous n'avons les

moyens de payer. Or, en ce moment où l'exportation sur place des grands magasins parisiens est réduite à néant, et où les payeurs étrangers de coupons font grève un peu partout, nous n'avons que deux moyens de régler nos achats à l'extérieur : en or, ce qui ne nous mènerait pas loin, ou en produits d'exportation, ce qui, avec des sorties importantes, non seulement équilibrerait les changes, mais les ramènerait aux taux favorables pour nous auxquels ils se maintiennent dans les pays où nous sommes plus vendeurs qu'acheteurs.

Les pouvoirs publics semblent bien s'apercevoir de cette nécessité, et la constitution de la Commission chargée d'étudier les moyens de développer les relations commerciales entre la France et la Russie est une manifestation de leur sollicitude à cet égard. Malheureusement, l'infériorité des pouvoirs publics est bien grande par rapport à l'initiative privée, et la forme sous laquelle se manifeste aujourd'hui la sollicitude du gouvernement en est une preuve de plus. Le poète provençal Méry disait que si le bon Dieu avait nommé une commission pour le créer, le monde serait encore dans le chaos et, sans vouloir médire d'une commission qui paraît au contraire devoir donner en résultats de vitesse et d'importance tout ce qu'un pareil effort peut produire, il nous sera bien permis d'affirmer que tous les débouchés mondiaux méritent de l'attention et que, dans la lutte économique, il en est de même que dans la lutte armée. Il faut savoir se fier à l'initiative intelligente du négociant français comme au *débrouillardisme* du soldat français, et le développement de leur action individuelle est encore la meilleure garantie du succès. Des philosophes de l'école de Molière pensent que le meilleur médecin est celui qui agit le moins, ce qui réduit les chances qu'il a d'entraver le travail de la nature, et nous inclinons à penser de même, que, si l'État laissait notre commerce aussi libre d'agir qu'il l'était il y a cinquante ans, nos exportations auraient vite repris l'importance qu'il est non seulement utile mais urgent de leur assurer.

Le dogmatisme de l'État propose généralement à notre exemple l'imitation de celui de nos voisins qui a le mieux réussi, tandis que notre action personnelle nous ramène aux traditions que nous avons eu le tort d'abandonner, qui ont fait notre fortune et qui sont adéquates à la mission économique

de notre pays, résultant plus qu'on ne le croit de sa situation géographique.

Si l'on veut bien jeter les yeux sur une carte d'Europe et même sur une mappemonde, on constatera que la France est un carrefour, le centre d'un X dont les branches se dirigent au Nord-Est vers les Pays-Bas, la Scandinavie et toutes les nations septentrionales de l'Europe ; au Sud-Est vers l'Italie, le Levant, l'Égypte, les Indes, l'Extrême-Orient ; au Nord-Ouest vers l'Angleterre et l'Amérique du Nord ; au Sud-Ouest vers l'Espagne, l'Afrique et l'Amérique du Sud. De tout cela, il résulte que notre pays, baigné par quatre mers, est admirablement placé pour constituer le plus formidable marché de distribution qui se soit vu.

Il en est tellement ainsi que le courant qui fait passer par la France les marchandises étrangères, allant vers les pays étrangers, n'a pas pu être enrayé par la guerre aux échanges que nous faisons plus ou moins ouvertement depuis une quarantaine d'années et, d'une façon très nette et très résolue, depuis environ vingt-cinq ans.

On appelle *commerce général* la totalité des achats et des ventes au dehors d'un pays déterminé et *commerce spécial* ses achats destinés à la consommation nationale et ses ventes portant sur des produits de son cru ou nationalisés par le paiement des droits de douane. Il s'ensuit que la différence entre le commerce général et le commerce spécial représente ce qui ne fait que *passer* dans le pays, ce qui, venant du dehors, et appelé à se consommer au dehors, n'est que *tangent* au pays.

Le régime protectionniste qui, pour réserver la consommation nationale à la production nationale, charge de gros droits les marchandises étrangères, et qui, hanté de la pensée de leur concurrence aux produits nationaux, multiplie les formalités douanières, pour écarter autant qu'il est en lui les produits étrangers de notre territoire, devrait avoir à peu près supprimé depuis vingt-cinq années cette différence entre le commerce spécial et le commerce général représentant la valeur des produits étrangers qui ne font que traverser notre sol. Eh bien, telle est la résistance qu'opposent les pays aux impulsions qui vont à l'encontre de leur fonction propre, de leur mission, que non seulement cette différence n'a pas été annihilée, mais qu'elle s'est largement maintenue au cours des dernières années.

Alors que l'Allemagne avait la progression ci-après de son commerce général et de son commerce spécial :

	Commerce général en millions de marks	Commerce spécial en millions de marks.	Excédent du commerce général sur le commerce spécial. Millions de de marks.	Pourcentage.
1906. . .	15 554,8	14 380,9	1 173,9	7,55
1907. . .	17 012,9	15 389,2	1 423,7	8,5 3/4
1908. . .	15 324,8	14 062,6	1 262,2	8 1/4
1909. . .	16 314,1	15 121,1	1 193	7,9
1910. . .	17 614,8	16 408,8	1 106	6 1/4
1911. . .	19 153,9	17 812,1	1 341,8	7
1912. . .	21 256,3	19 648,2	1 608,1	7,6

la France conservait les différences résultant du tableau suivant :

	Commerce général en millions de francs.	Commerce spécial en millions de francs.	Excédent du commerce général sur le commerce spécial. Millions de francs.	Pourcentage.
1906. . .	13 918,6	10 892,7	3 025,9	21,85
1907. . .	15 130,7	11 819,1	3 311,6	21,9
1908. . .	13 800,7	10 691,2	3 109,5	22,05
1909. . .	15 338,8	11 962,2	3 374,6	22
1910. . .	17 207,5	13 407,1	3 800,4	20,9
1911. . .	17 822,1	14 142,7	3 679,4	20,9
1912. . .	19 117,5	14 953,4	4 164,1	21,8

Qu'est-ce à dire ? sinon que l'Allemagne, par des mesures qui méritent une étude approfondie, s'assimilait tout ce qu'elle recevait, ce qui lui permettait de faire face à son exportation avec des produits nationaux ou nationalisés; tandis que la France, condamnée par son régime à ne travailler qu'en vue de ses propres besoins, était tout de même amenée à livrer passage sur son sol à une quantité de produits étrangers représentant le 22 pour 100 environ de son commerce total.

Y a-t-il lieu de s'affliger de cette persistance en France du transit international? Certes non, car le travail seul est un trésor, a dit notre fabuliste, et ce qui traverse la France n'en sort pas sans lui laisser des bénéfices; mais ces bénéfices pourraient être sensiblement accrus, si, au lieu de livrer simplement passage à cette marchandise provenant de l'étranger à travers notre pays, nous *touchions* à ces produits ; si, en les manipulant nous les améliorions; si nous profitions de la manipulation pour y

incorporer, à leur avantage et au nôtre, le plus possible de ce que nous produisons nous-mêmes ; et si, travaillant à développer ce mouvement au lieu de nous efforcer de le restreindre, nous nous appliquions à transporter nous-mêmes le plus possible de ces matières premières, à l'importation ; et le plus possible, à l'exportation, des produits transformés et manipulés. Cela ne peut se faire largement qu'en entrepôt de douane ou en zone franche, et voici la question des zones franches posée.

II

Les marchandises étrangères, appelées à être en définitive consommées par l'étranger, ne peuvent séjourner en France qu'à l'entrepôt de douane, c'est-à-dire sous la surveillance de la douane, dans les locaux dont cette administration a une des clefs, si l'entrepôt est *réel*, ou chez l'entrepositaire assujetti à divers contrôles, si l'entrepôt est *fictif*. La caractéristique du régime des entrepôts, aussi bien réel que fictif, est le crédit des droits fait par l'État, crédit dont la marchandise reste le gage, ce qui exige une surveillance constante, des formalités continues et compliquées, le respect du conditionnement de la marchandise et, en définitive, la réexportation de cette marchandise sans qu'on ait pu la toucher, la manipuler, l'améliorer ; c'est-à-dire sans qu'on ait pu profiter des occasions de bénéfices signalées plus haut.

Il y a bien une autre combinaison qui s'appelle l'*admission temporaire*. L'admission temporaire (1) permet à l'industriel français de prendre chez lui la marchandise étrangère sans en payer les droits, de la manipuler et de la réexporter après qu'elle a subi une certaine mise en œuvre, de sorte qu'il est autorisé à réexpédier non pas la marchandise qu'il a reçue mais ce qu'il a produit avec cette marchandise ; de la farine par exemple avec du blé admis temporairement, ou du sucre raffiné pour du sucre brut ; mais cette combinaison, qui atteint exactement le but proposé plus haut à notre activité pour la marchandise étrangère traversant la France avant d'être consommée

(1) Le lecteur voudra bien pardonner les détails techniques dans lesquels nous sommes obligés d'entrer et que nous réduisons au strict nécessaire, non sans crainte qu'on ne nous accuse d'être incomplet, parce que nous négligeons de parti pris toutes les particularités trop arides.

à l'étranger, et qui permettrait de n'en rechercher aucune autre si elle était généralisée, est au contraire l'objet des méfiances les plus vives de la part des promoteurs de notre régime économique actuel. Ils l'ont limitée à un nombre très faible d'articles, qui ne peut bénéficier d'aucune adjonction sans une décision du Parlement, et ils n'ont touché depuis vingt-cinq ans à l'admission temporaire, pour les articles qui figurent sur la liste des produits en bénéficiant, que pour réduire l'élasticité de la combinaison et par suite ses avantages.

Il ne faut donc pas penser à l'admission temporaire pour atteindre le but proposé de manipuler et de transformer le plus possible la marchandise étrangère et il faut en arriver à la zone franche, que nous allons maintenant définir un peu plus largement qu'au début.

La zone franche ou port franc est un espace de terrain ou d'eau, ou d'eau et de terrain, exterritorialisé au point de vue douanier, où les marchandises étrangères entrent sans payer les droits et d'où elles sortent sans formalités lorsqu'elles vont à l'étranger. A l'intérieur de la zone franche, les produits peuvent être manipulés et même détruits, leur emploi n'est pas contrôlé par la douane, au point de vue fiscal. Cette administration se borne à veiller à ce que les produits étrangers à destination de la zone franche y entrent bien, c'est-à-dire à empêcher qu'ils ne soient introduits en contrebande sur le territoire douanier. De même à la sortie, la douane se borne à constater que les marchandises provenant de la zone franche ne s'arrêtent pas sur le territoire douanier et qu'elles sont réexpédiées à l'étranger. Elle peut profiter de ce double contrôle pour exercer sa mission de police économique et empêcher toute infraction à la loi des fraudes de 1905.

La zone n'est pas fermée aux produits du cru, au contraire, puisqu'il s'agit de rendre la manipulation en France des articles étrangers aussi fructueuse que possible et puisque l'incorporation de produits nationaux aux produits étrangers constitue à la fois un débouché pour la production nationale et une amélioration des articles étrangers faite pour en développer la demande au dehors. Mais la liberté la plus entière est laissée aux négocians qui travaillent en zone franche d'employer ou non des produits nationaux et, s'ils en emploient, la proportion n'est fixée que par les convenances de coût et de qualité.

Le but est, on se le rappelle, de profiter du passage de la marchandise étrangère à travers la France pour l'y améliorer le plus possible. Il faut donc l'y arrêter, ce qui ne se fait pas sans frais, et, dès lors, il faut prendre garde de n'ajouter à l'opération aucune surcharge de nature à détourner le courant qui fait passer cette marchandise par la France,

La liberté des manipulations, l'absence de formalités, la rapidité, le bon marché des opérations dû à la réduction et même si possible à la suppression des formalités, sont les traits caractéristiques de la zone franche ; et tout ce qui concerne cette zone doit être décidé conformément au principe directeur qui l'a fait créer.

Faut-il ouvrir beaucoup de zones franches? Il faut en créer partout où un courant de marchandises étrangères peut, en passant à travers le territoire, donner lieu à des manipulations intéressantes pour le territoire et pour le produit. Nice trouve de l'intérêt à manipuler certains parfums en zone franche. Pourquoi ne le ferait-elle pas?

L'étendue de la zone franche, son outillage, son emplacement, dépendent de son utilité et les usagers devront être toujours à même d'en payer le coût. Dès lors, quel inconvénient y a-t-il à les multiplier? Il est parfaitement exact que la pluralité des grands ports n'est pas un avantage, parce qu'un grand port exige un outillage, des voies terrestres et fluviales d'accès et de dégagement, et que la concentration des marchandises, en attirant les navires, produit le bon marché des frets; mais les considérations électorales peuvent susciter des ports non viables, ce qui doit mettre en garde le législateur, tandis que les zones franches, se créant aux frais des intéressés, par l'intermédiaire des Chambres de commerce d'après le projet de loi gouvernemental résultant de l'accord du rapporteur et du ministre du Commerce en date du 15 janvier 1907, ou à l'aide de n'importe quelle combinaison, il importe peu que les zones franches soient plus ou moins nombreuses. Celles qui n'auront pas assez d'aliment pour vivre s'élimineront d'elles-mêmes et l'expérience ne sera pas très coûteuse. La seule condition essentielle est la surveillance douanière aux abords de la zone, et le coût de cette surveillance doit, comme tous les autres frais entraînés par l'établissement et le fonctionnement de cette institution, rester à la charge des intéressés.

Les mêmes principes d'utilité publique décident si la zone franche doit être commerciale, commerciale et industrielle, ou essentiellement commerciale et accessoirement industrielle. Il s'agit toujours de faire, en zone franche, ce qui ne peut pas être fait en territoire douanier et ce qui, toutefois, peut se faire à l'étranger sans notre concours, c'est-à-dire, nous l'avons vu, partiellement contre nous.

Il est impossible, vu le monopole de l'État, de fabriquer des allumettes sur le territoire douanier. Pourquoi faut-il abandonner la fourniture en allumettes des débouchés d'exportation aux pays étrangers, ou à l'Algérie ; et ne pas fabriquer des allumettes en zone franche ? Il est impossible d'en apercevoir la raison. Nous ne sommes pas de ceux qui veulent empêcher nos colonies d'exercer leur activité dans toutes les voies légitimes, mais nous estimons aussi que la même liberté doit être laissée à la Métropole et que les très louables efforts faits par l'Algérie pour acclimater sur son territoire la fabrication des allumettes chimiques ne doivent pas nous empêcher de nous livrer à cette industrie, si nous y trouvons intérêt et si nous pouvons le faire sans porter atteinte au monopole existant, — toutes réserves faites au point de vue de la légitimité et des avantages de ce monopole.

Ce qui est vrai pour les allumettes l'est aussi pour les tabacs, les cigarettes, dont nous avions autrefois un grand débouché à l'exportation, débouché que le monopole nous a fait perdre et que les zones franches seraient à même de nous rendre en partie.

La construction des navires, leurs réparations, peuvent aussi s'interdire ou se faire en zone franche suivant que les navires français peuvent ou ne peuvent pas se construire ou se réparer à l'étranger. Il n'est pas équitable qu'un constructeur en zone franche bénéficie pour les navires construits par lui des avantages qui sont, pour le constructeur en territoire douanier, la rançon et la compensation des charges spéciales qu'il subit ; mais il n'est pas non plus avantageux à notre pays qu'on ne puisse pas faire sur son territoire ce qu'on a toute liberté de faire hors de France, quitte à traiter, à la francisation ou au retour sur le territoire douanier, le navire, construit ou réparé en zone franche, comme on accueillerait le navire construit ou réparé à l'étranger.

Nous lasserions bien inutilement l'attention de nos lecteurs si nous voulions examiner successivement tout ce que nous perdons actuellement et qui pourrait être fait en zone franche : nous nous bornerons à citer trois exemples typiques.

« Jadis, la côte occidentale d'Afrique puisait dans les stocks entreposés à Bordeaux les bois du Nord dont elle avait besoin. C'était d'autant plus naturel que beaucoup de comptoirs établis dans nos colonies africaines sont la propriété de firmes bordelaises.

« Le tarif douanier de 1892 nous enleva ce trafic.

« Théoriquement, il doit sembler que nous aurions pu, grâce au régime de l'entrepôt fictif, éviter les droits de douane sur les bois à réexporter et, par conséquent, nous trouver en face d'une situation non modifiée. Malheureusement, ce palliatif n'est qu'apparent, il ne peut être réalisé dans la pratique.

« Celles de nos colonies que baigne l'Atlantique ne possèdent pas de scieries. On ne peut donc leur envoyer uniquement des bois dans l'état où nous les recevons nous-mêmes ; ce débouché réclame au contraire, en majeure partie des madriers dénaturés, c'est-à-dire refendus en planches, chevrons et liteaux. J'ajoute que ces débitages, variant suivant les besoins du moment, ne peuvent s'effectuer qu'à l'époque de l'embarquement.

« Or, les règlemens de l'entrepôt fictif n'admettent pas ces transformations sans l'acquittement des droits.

« Devant cette impossibilité où nous mit le régime protectionniste de soutenir sur des bases normales la concurrence étrangère, nous assistâmes alors à ce lamentable spectacle : des maisons *françaises* contraintes, pour alimenter des colonies *françaises*, d'aller s'approvisionner à Hambourg.

« La lutte nous était interdite ; nous dûmes nous incliner.

« Le courant d'affaires ainsi détourné fonctionnait depuis quelques années déjà au profit de nos adversaires, lorsqu'une occasion se présenta pour les importateurs bordelais de se remettre sur les rangs. Il s'agissait cette fois d'exécuter exceptionnellement une fourniture strictement composée de madriers *non refendus ;* nous paraissions, en conséquence, pouvoir lutter à armes égales avec les Allemands, les droits de douane n'ayant pas en l'espèce à jouer.

« Hélas ! il nous fallut renoncer à cette affaire, et non point

pour des motifs inhérens au commerce des bois, mais parce que nous devenions victimes de la situation générale que je vous ai déjà exposée. Le déplacement des courans de fret nous avait mis dans un état d'infériorité insurmontable; qu'on en juge :

« Les Allemands pouvaient expédier leurs bois de Hambourg à Grand-Bassam à raison de 18 fr. 75 le mètre cube par la Woermann Linie. Il nous fallait, pour les mêmes articles et malgré que le trajet de Bordeaux à Grand-Bassam soit plus court, payer à la Compagnie des Chargeurs-Réunis un fret de 33 francs. Nous étions donc handicapés de 14 fr. 25 par mètre cube, ce qui représentait environ 20 pour 100 de la valeur de la marchandise.

« D'où provenait cet obstacle? Uniquement de la perte d'un courant suivi dans nos exportations et du déclin de notre commerce extérieur (1). »

Voit-on la progression géométrique du développement des affaires pour Hambourg et du déclin pour la France? La zone franche eût porté remède à la chinoiserie qui empêche de scier des bois à l'entrepôt fictif, c'est-à-dire de permettre à la marchandise étrangère de payer, à son passage en France, un tribut intéressant à la main-d'œuvre nationale.

Autre exemple : il y a six ou sept ans, une très forte hausse des oléagineux fit offrir en Europe des produits jusqu'alors inconnus. De ce nombre fut la graine de *Soja Hispida*, sorte de haricot mandchou, que Chinois et Japonais consomment après une première trituration et sous forme de fromage, à des prix fabuleux de bon marché. On s'avisa que ce produit contenait 10 pour 100 d'huile et quelques sacs en furent envoyés pour essai à Marseille, grand marché des oléagineux. A l'arrivée, la douane classa *le Soja* ou *la Soja* (le genre est indéterminé) parmi les légumes et exigea un droit de 3 francs par 100 kilogrammes qui, pesant exclusivement sur le 10 pour 100 d'huile contenu par cette marchandise, la grevait de façon à en empêcher l'emploi. On remontra à la douane son erreur : en y mettant le temps voulu et après avoir suivi toute la filière admi-

(1) E. Camentron, *Comité d'études du Port franc*, 2, rue Guillaume-Brochon, Bordeaux. Rapport sur les zones franches. 26 février 1915. Cet excellent rapport, que nous aurons d'ailleurs encore l'occasion de citer, fourmille d'exemples aussi, probans, et nous engageons vivement nos lecteurs à s'y reporter.

nistrative, on obtint la classification du *Soja* parmi les fruits oléagineux. Seulement, dans l'intervalle, le Parlement avait remis en question la franchise des graines oléagineuses. Le débat était ardent entre les partisans des droits sur les graines oléagineuses et ceux qui soutenaient que les matières premières devaient être exemptes de droits, et les défenseurs de l'huilerie, pour sauver du désastre l'*arachide* et le *sésame*, articles très importans, acceptèrent des droits sur certaines graines, parmi lesquelles le soja. Voilà de nouveau ce produit grevé et hors d'emploi.

Il ne s'agissait pourtant que de triturer en France une marchandise dont le rendement en huile et en tourteaux était pris par l'étranger, et on sollicita pour le soja le bénéfice de l'admission temporaire. Cet avantage fut obtenu, mais dans les délais qui s'imposent en France pour qu'une décision administrative de ce genre soit rendue; et quand le soja put enfin se triturer en France, la chose était devenue complètement impossible parce que l'Angleterre et l'Allemagne avaient profité de notre inaction et que Liverpool et Brême avaient pris le quasi-monopole de ces affaires. Plus de cinq cent mille tonnes de soja nous avaient échappé, et les huiliers marseillais trouvaient auprès des débouchés étrangers de leur industrie un concurrent de plus dans le soja, qu'ils auraient dû être eux-mêmes en état d'offrir à leur clientèle.

Si la zone franche avait existé en France, lors de la première apparition du soja, elle aurait permis de travailler ce produit, et elle aurait conservé à notre pays un courant d'affaires gigantesque que notre formalisme seul en a détourné, puisqu'on a en définitive accordé aux importateurs du soja tout ce qu'ils demandaient. Malheureusement, *on y a mis le temps*, et c'est un facteur de plus en plus précieux en affaires.

Troisième exemple : notre industrie de la confiserie et de la chocolaterie a fait à la Chambre de commerce de Marseille la déposition suivante :

« La zone franche est, entre tous les systèmes proposés, celui qui rendrait aux industries d'alimentation ayant le sucre, le cacao et les amandes comme matières premières principales, leur ancienne prospérité. Dans ces industries, les déchets de fabrication sont très importans, les *inversions* sont constantes.

« Pour les amandes et les cacaos, les déchets d'émon-

dage et de décorticage, la perte par évaporation, atteignent jusqu'à 30 pour 100 du poids facturé; pour les fruits confits, perte également sur les noyaux, pépins, tiges et peaux de fruits, perte aussi par évaporation.

« Dans la zone franche, les déchets ne sont plus une perte aussi forte, d'où réduction du prix de revient et, comme conséquence, notre industrie de confiserie et de chocolaterie, qui a été la première du monde et s'est laissé distancer de plusieurs points par l'Italie, l'Autriche, l'Angleterre et même la Suisse, pourrait reprendre sa place. »

A un moment donné, cette industrie avait obtenu de créer un entrepôt de fabrication à l'entrepôt réel à Marseille; mais ce fut encore une des exigences de l'entrepôt qui compromit le résultat obtenu; les manipulations étaient permises, les déchets contrôlés, et les sous-produits ressortis étaient exonérés des droits; les pertes de sucre par inversion étaient prévues, mais l'entrepôt ajoutait à tout cela une condition ressemblant au *veto* de la vieille fée oubliée au baptême du Prince Charmant, elle interdisait formellement de *faire du feu* dans les locaux affectés à ces opérations, et, comme il est impossible de cuire des fruits sans feu, tout le travail administratif qu'on avait fait fut perdu : l'industrie de la confiserie et de la chocolaterie continua à voir la clientèle étrangère et même la clientèle française consommer des bonbons anglais et des chocolats suisses!

La zone franche remédie aux maux occasionnés par notre formalisme administratif : elle est aussi l'autel préparé pour le Dieu inconnu, c'est-à-dire, en matière économique, la combinaison mécanique, chimique de demain, et le produit à découvrir. A notre époque, chaque jour voir éclore une combinaison nouvelle, et c'est vraiment trop *pede claudo* que notre réglementation suit le progrès commercial. La zone franche offre aux innovations un moyen d'application immédiat.

Il suffit, semble-t-il, des exemples cités pour commenter les principes en vertu desquels l'intérêt général de notre pays, supérieur aux intérêts particuliers, commande qu'on puisse faire en zone franche ce qu'on peut faire à l'étranger, quitte à prendre toutes les précautions voulues pour que rien de ce qui se fait en zone franche ne puisse usurper la place spéciale réservée au produit national. En un mot, il faut que tout ce

qui s'y fait reste dans la marge du commerce général sur le commerce spécial, en ne profitant d'aucun des traitemens de faveur réservés aux produits du commerce spécial, à raison des charges qui sont imposées à ce dernier.

III

On sait que la zone franche (ou le port franc) n'est pas une combinaison théorique, qu'elle a existé et qu'elle existe. Un rapide coup d'œil sur la franchise dans le passé et le présent est nécessaire à l'étude complète de cette institution (1).

A toute époque, le commerce a eu besoin de liberté et les franchises spéciales dont jouissaient les foires ont beaucoup aidé au succès de ces rendez-vous commerciaux et à l'activité des transactions qui s'y faisaient. Encore aujourd'hui, l'achat d'un cheval en foire exonère le vendeur des responsabilités pour certains vices rédhibitoires qu'il encourait pendant un délai déterminé si la vente était faite hors foire. Le mot forain veut plutôt dire hors des règlemens que hors du territoire ou qu'étranger; car les foires se tenaient dans le royaume et non pas seulement sur ses frontières et étaient fréquentées par des nationaux et des étrangers, tandis que toutes les transactions qui s'y faisaient échappaient à l'étreinte rigoureuse des règlemens.

L'histoire économique du port de Marseille est le récit des réactions de la liberté des transactions contre les difficultés administratives et surtout contre les obligations fiscales et leur cortège de formalités.

La plus célèbre des réactions est due à l'initiative de Colbert, qui fit rendre par Louis XIV en 1669 l'édit de franchise du port de Marseille. Le territoire de la ville bénéficiait de la franchise comme le port et, à sept kilomètres du centre de la cité marseillaise, s'élève une petite chapelle encore appelée *Notre-Dame de la douane* parce que le poste où se dédouanaient les marchandises marseillaises entrant sur le territoire douanier était aux environs de cette chapelle. La franchise du port et du territoire de Marseille a peut-être un peu nui au développement administratif de la ville qu'elle maintint en quelque sorte à

(1) Voyez *Ports francs d'autrefois et d'aujourd'hui*, par Paul Masson. Hachette et Cie, Paris, 1904.

l'étranger; mais, tout compte fait, elle a grandement aidé à la prospérité de notre premier port méditerranéen et, qui le croirait? elle a surtout favorisé la création à Marseille de nombreuses industries (1).

La Révolution supprima la franchise que Napoléon fut fort enclin à rétablir, limitée au port ou à une zone. La Chambre de commerce de Marseille définissait, en l'an XIII, l'institution à rétablir en ces termes :

« Un port franc est une ville hors la ligne des douanes; c'est un port ouvert à tous les bâtimens de commerce sans distinction, quel que soit leur pavillon ou la nature de leur chargement.

« C'est un point commun où vient aboutir, par une sorte de fiction, le territoire de toutes les nations. Il reçoit et verse de l'un à l'autre toutes les productions respectives, sans gêne et sans droits. »

Et le ministre d'État Chaptal, serrant de plus près le sujet, écrivait à cette époque :

« Si l'on ménage, dans une ville maritime et à côté de son port, une enceinte entourée de fossés ou de murs, isolée comme un lazaret, remplie de magasins comme l'enclos d'une foire, que les négocians puissent fréquenter librement, mais où personne ne sera admis à habiter; que l'embarquement ou le débarquement puissent se faire directement; que, du côté de la ville, il n'y ait qu'une issue avec un bureau de perception pour le passage des marchandises entrant dans la consommation et une poterne pour l'aller et la venue des commerçans et des gens de service; si ces issues, qui s'ouvriront au jour et se fermeront à la nuit, sont gardées avec soin, on pourra laisser le négociant recevoir, emmagasiner, manipuler ses marchandises, les expédier par mer en franchise. le tout sans formalités ni registres.

« Hors de cette enceinte et à la sortie de l'enclos par la porte de l'intérieur, tout suivra l'usage ordinaire. On paiera les droits et l'on se conformera aux lois et règlemens, comme si les marchandises arrivaient pour être consommées.

(1) Nous croyons utile cette remarque, car on considère généralement la protection comme avantageuse à l'industrie, et l'histoire économique marseillaise à toute époque prouve que c'est la liberté des transactions qui a provoqué la création du plus grand nombre des industries ou développé leur prospérité.

« Tout semble concilié par ce plan. L'intérêt du commerce est rempli, le négociant n'est plus contrarié dans aucune de ses opérations; l'étranger ne peut demander ni plus d'aisance ni plus de liberté: il trouve les magasins ouverts tous les jours, il peut y acheter, vendre, débarquer, recharger, former à son gré ses assortimens.

« L'État ne sacrifie aucune partie de l'impôt, la perception en devient plus facile; il profite même de l'accroissement des recettes que produit un commerce animé, l'affluence des étrangers et la prospérité de la ville.

« L'administration des douanes n'a qu'une enceinte à garder; la police ordinaire suffit dans ce système; elle n'est plus chargée d'ouvrir un compte pour chacun des nombreux entrepôts, ni de salarier une nuée de commis pour vérifier et recenser les marchandises dans les magasins ou pour en ouvrir les portes sur la demande des négocians. Les objets déposés dans le quartier franc sont pour elle comme s'ils n'existaient pas : elle n'est tenue qu'à garder soigneusement deux portes; elle n'a à craindre qu'une contrebande de poche, facile à réprimer. »

On ne saurait mieux préciser. Le ministre plaidait ainsi auprès de la Chambre de commerce la cause du bon sens, et il ajoutait de nombreux exemples du succès de ces institutions à l'étranger et en France : à Gènes et à Dunkerque, dont la *Ville haute* jouissait de la franchise; à Malte, Jersey. Guernesey et Héligoland. Le programme était défini dans ses grandes lignes et arrêté dans ses détails. Il est vraiment fâcheux que la Chambre de commerce de l'époque, tout à ses rêves de rétablis sement de la franchise intégrale, telle qu'elle était jadis ressortie de l'édit de Colbert, ait refusé l'inappréciable présent que voulait lui faire le clair génie de Napoléon, dont nous sommes aujourd'hui réduits à envier à ce point de vue le libéralisme économique.

Un essai du rétablissement de la franchise eut lieu à la Restauration (loi du 16 décembre 1814), mais il s'agissait toujours de la franchise intégrale, et, à un moment où Marseille, épuisée par la guerre maritime, avait besoin de s'orienter vers le trafic national, il ne réussit pas. On le remplaça, en vertu de l'ordonnance du 10 septembre 1817, par des facilités exceptionnelles d'entrepôt, qui donnèrent les meilleurs résultats tant que

la concurrence internationale fut plus ou moins somnolente et auxquelles, même pendant un certain temps, la politique libre-échangiste de l'Empire permit de n'avoir que faiblement recours.

Au dehors, les villes libres allemandes jouissaient jadis de la liberté commerciale autant que de la liberté politique. Quand elles entrèrent dans le Zollverein, elles stipulèrent le maintien de leurs franchises commerciales pour une partie de leur port et ainsi naquirent les ports francs de Hambourg et de Brème en 1888. Copenhague trouva intérêt à ouvrir une zone franche en 1891, Trieste et Fiume, comme les villes d'Allemagne, obtinrent en 1891 également des dépôts francs ou des points francs, en remplacement de leur port franc. Gènes, qui avait pour ainsi dire toujours plus ou moins joui de la franchise, a acquis, par application de la loi du 6 août 1876, un « *dépôt franc.* »

En France, la substitution du régime protectionniste au régime libre-échangiste devait remettre en honneur les zones franches, sans lesquelles l'exportation est entravée au delà de toute mesure par les formalités inhérentes à l'application d'un tarif élevé et portant sur de nombreux articles, et ce sont les promoteurs mêmes de la loi de douane de 1892 qui apprécièrent les premiers que le nouveau régime ne pouvait pas se passer des zones franches.

La Société pour la défense du commerce de Marseille, organisme actif et puissant, a affirmé en toutes circonstances que son président de 1896, M. Henry Estier, avait été engagé par M. Henry Boucher, ministre du Commerce dans le Cabinet Méline, à chercher du côté des zones franches les apaisemens dont avait besoin l'exportation.

« Abandonnez l'espoir de faire revenir la Nation au libre-échange, » disait alors le ministre, « et recherchez les palliatifs qui peuvent vous permettre de conserver votre exportation malgré le régime actuel qui est définitif. Au premier rang de ces palliatifs, figurent les ports francs et, si vous les demandez, nous sommes disposés à tout faire pour vous aider à les obtenir. »

M. Charles-Roux, alors député de Marseille, indiqua dans ses rapports de 1896 et 1897 sur le budget du Commerce, quels services pouvait rendre le rétablissement des ports ou zones franches et, dès 1898, trois propositions de loi, dues à l'initiative de MM. Louis Brunet, Joseph Thierry et Antide Boyer, furent

déposées sur le bureau de la Chambre des députés, qui en renvoya l'étude à la Commission du commerce et de l'industrie. M. Alexis Muzet, député de la Seine, président de cette Commission, obtint qu'une délégation allât visiter les ports francs septentrionaux et ceux de la Méditerranée et il fit, au retour de ce voyage d'enquête, un rapport magistral, encore utile à consulter aujourd'hui. Malheureusement, ce rapport, qui figure aux annexes du procès-verbal de la séance du 6 juillet 1901, avait été déposé après la fin de la législature, et les propositions de loi rapportées étaient caduques.

Marseille, d'où partait surtout l'agitation relative aux zones franches, ne put admettre ce guillotinage sec, et une délégation de toutes les assemblées départementales et locales et de la totalité des syndicats commerciaux et industriels du grand port, vint présenter ses revendications à cet égard à M. Loubet, président de la République, à M. Combes, président du Conseil et aux ministres intéressés du Commerce, des Travaux publics, de la Marine et des Finances. La délégation, reçue par le président de la République le 15 novembre 1902, obtint le succès le plus complet qu'elle pouvait souhaiter, puisqu'un projet de loi, signé par les ministres compétens, fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés, le 5 avril 1903.

Les zones franches, qui paraissaient à ce moment très près de leur réalisation, n'en furent jamais plus loin.

Une savante tactique parlementaire, déployée par les adversaires de cette institution, réussit, malgré deux rapports aussi favorables et aussi complets que possible de M. Ch. Chaumet, député de la Gironde, à écarter le projet de loi de la discussion publique de 1904 à 1910 et à le faire mettre définitivement de côté à cette dernière date, à l'aide d'une résolution favorable à l'extension du régime des entrepôts, sans que partisans et adversaires aient pu s'affronter et échanger leurs vues à la tribune.

Le projet de loi gouvernemental étant refusé, il existe une proposition de loi tendant à l'établissement de zones franches; elle a été déposée, le 10 juillet 1914, par M. Bergeon, député des Bouches-du-Rhône, et ses collègues, MM. Lenoir, Candace, Émile Favre, Lefol, Diagne, Auguste Girard et enfin Frédéric Chevillon, député des Bouches-du-Rhône, tué glorieusement depuis à l'ennemi. Cette proposition de loi reproduit textuel-

lement le projet de loi présenté au nom du gouvernement le 4 avril 1903, amendé par deux fois à la suite des rapports de M. Chaumet et dont le texte définitif arrêté à la suite du dernier rapport de M. Chaumet, en date du 15 janvier, a été formellement accepté au nom du gouvernement par M. Dubief, alors ministre du Commerce.

Rien de plus facile pour le gouvernement que de faire sien ce texte déjà accepté par lui autrefois et de le présenter aux votes du Parlement. Aucune difficulté matérielle ne s'y oppose, toutes les enquêtes sont faites.

Nous croyons savoir que les oppositions possibles arrêtent seules l'administration supérieure et le gouvernement. Si les opposans éventuels voulaient bien faire à l'intérêt général le sacrifice de leurs préventions et seulement consentir à une tentative de réacclimatation en France d'une institution qui y a existé et réussi avant d'aller profiter à nos rivaux d'hier, nos ennemis d'aujourd'hui, cette abnégation de leur part entraînerait l'adhésion du gouvernement qui pourrait en quarante-huit heures, s'il le voulait bien, soumettre au Parlement un texte définitif pour l'établissement des zones franches.

IV

Le plus ou moins de valeur des oppositions à la zone franche doit être examiné en toute impartialité, bien que ces oppositions soient surtout caractérisées par la force d'inertie, par le vide fait devant l'action des promoteurs de cette institution et qu'il soit très difficile de discuter avec le silence.

Ces adversaires silencieux, ces étrangleurs muets des zones franches sont exclusivement protectionnistes et cela ne s'explique pas. Ce sont les protagonistes de la loi de douane de 1892 qui ont désigné cette question à l'attention d'une société qui n'avait pas perdu l'espoir, en 1896-1897, de revenir à un régime général plus favorable aux échanges ; et on se demande comment les partisans d'un système qui admet *a priori* que les articles nationaux, aux prises avec la concurrence chez eux des produits similaires étrangers, ont besoin d'être protégés, ne se considèrent pas comme contraints, par la logique, à conclure que ces mêmes articles ont besoin de bénéficier pour l'exportation de l'égalité avec leurs concurrens; et qu'à défaut de

protection contre des concurrens pourvus de zones franches, les vendeurs de ces articles ont droit à la simple égalité que leur conférerait l'établissement en France de cette institution.

On se demande comment un système qui tient à réserver aux produits nationaux le marché national et qui le fait à l'aide de droits élevant le coût de toutes choses, ne comprend pas qu'il doit vivifier le commerce national par les bénéfices recueillis dans le commerce international.

Le commerce national n'est que la répartition en un nombre de parts indéfiniment variables comme grosseur proportionnelle, d'un gâteau dont le volume total et la valeur globale ne sont pas modifiés par la répartition; tandis qu'en prenant part au commerce international, nous pouvons augmenter notre patrimoine et, en subissant, comme nous l'avons fait, l'emprise allemande, nous pouvons le diminuer.

On ne comprend pas comment des hommes d'État peuvent être indifférens aux progrès ou à la décadence de notre marine marchande et comment ils peuvent désirer la maintenir ou la faire progresser, sans lui assurer du fret par l'activité des échanges avec le dehors.

Il s'ensuit que si les zones franches n'étaient pas demandées par les intéressés, elles devraient, comme à l'origine, être suggérées par les protectionnistes, dont l'œuvre ne peut être viable que si le commerce extérieur français est sauvegardé, et elles ne devraient pas avoir de plus fermes et plus actifs défenseurs. Or, c'est le contraire qui se produit et, après avoir fait une opposition de principe irréductible, tout à fait injustifiée, aux zones franches, les protectionnistes se rabattent sur des questions de détail.

La zone franche, disent-ils, n'est pas une panacée, elle n'a eu qu'une influence très secondaire sur le développement du port de Hambourg, et l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, n'ont pas de zones franches...

Il est évident que les pays, à régime libéral, qui sont tout entiers des zones franches, n'ont pas besoin de ces institutions; et nous verrons plus loin que toutes les forces allemandes étant orientées vers l'expansion économique, la suppression des formalités dans quelques espaces restreints allemands ne donnait qu'un bien petit appoint à la force de propulsion germanique. Toute l'administration de ce pays tendant à faciliter le

commerce d'exportation, à le *pousser* même aux affaires, on n'y avait pas les mêmes raisons qu'en France de chercher à se mettre à l'abri de l'onéreuse ingérence d'une organisation douanière formaliste et tracassière ; mais ce motif d'opposition se retourne contre ceux qui le mettaient en avant, car si, dans cette situation, l'Allemagne a jugé tout de même utile de maintenir les zones franches, on doit penser combien elles nous sont utiles à nous qui, de tout le vaste système protectionniste allemand, n'avons retenu que la combinaison malthusienne de l'élévation des droits et de l'augmentation des précautions contre l'importation, sans nous arrêter devant la conséquence fatale de la réduction de la consommation et par suite de l'élévation proportionnelle des frais généraux qui augmentent les prix de revient et diminuent les bénéfices.

Ce malthusianisme sacrifiant à la quiétude de la production les intérêts nationaux de l'exportation est la caractéristique de l'opposition faite aux zones franches. Les industries à établir en zone franche ne pourraient-elles pas nuire à celles qui sont établies en territoire douanier? Voilà la grande objection.

Conseiller à l'industriel établi en territoire douanier, pour y produire des articles demandés par la consommation intérieure, de doubler sa première usine d'une autre manufacture, établie en zone franche pour y produire des articles à exporter, paraît exorbitant à l'adversaire des zones franches, qui s'arrête plutôt à la pensée d'empêcher l'industrie en zone franche de naître, pour que l'acheteur d'exportation n'ait pas de fournisseur en zone franche et soit obligé de s'adresser à l'industriel travaillant en territoire douanier.

C'est appliquer à l'étranger le raisonnement dur, mais logique, dont les conséquences s'imposent au consommateur national ; mais c'est aussi oublier que le consommateur étranger n'est pas un prisonnier et qu'il a toute faculté de prendre sur un point étranger, pourvu de zones franches, ce que la France se refuse à lui offrir. Cette conception nous a fait peu à peu devancer par quatre peuples de plus dans la voie du développement des affaires extérieures et nous a rendu la proie de ceux que nous nous étions déshabitués à affronter, en nous mettant à l'écart des combinaisons de concurrences.

Cette négation de parti pris des facteurs du commerce général, ou plutôt de la partie du commerce général représentée

par les affaires d'exportation, éclate dans les oppositions aux zones franches, à l'appui desquelles aucun motif n'est donné. Dieu sait si elles sont nombreuses!

Nous sommes amenés, à notre grand regret, à constater que plusieurs Chambres de commerce sont tombées dans cette erreur.

La Chambre de commerce d'Angoulême dit :

« Cette assemblée, considérant que la création dont il s'agit lui paraît devoir être nuisible aux intérêts généraux du commerce et de l'industrie du pays, a émis un avis défavorable à l'adoption dudit projet par le Parlement. »

C'est une opinion, mais les motifs sur lesquels elle se fonde ne sont pas donnés.

De même pour la Chambre de commerce de Péronne, « qui a émis à l'unanimité des membres présens un avis absolument défavorable. »

Sans dire pourquoi.

La Chambre de commerce d'Amiens a donné une raison ; mais cette raison ne tient pas. Elle a considéré que :

« Des établissemens industriels seraient certainement fondés par des étrangers dans les zones franches, et que cette concurrence produirait les effets les plus désastreux pour les industries similaires, » ce qui l'amenait à « protester énergiquement contre la proposition de loi. »

On se demande pourquoi les établissemens en zone franche seraient fondés par des étrangers plutôt que par des Français et pourquoi les lois qui s'opposent à l'établissement des Sociétés étrangères en France ne s'appliqueraient pas en zone franche, On se le demande avec d'autant plus de raison que le projet de loi gouvernemental, resté sur le bureau de la Chambre de 1905 à 1910, prévoyait expressément, par son article 5, que les concessions industrielles en zone franche « ne peuvent être faites qu'à des Français, à des Sociétés ayant dans leur Conseil d'administration et de surveillance une majorité de citoyens français, ou à des étrangers admis à fixer leur domicile en France. »

C'est tout ce qu'on pouvait attendre sous ce rapport d'une loi rédigée en 1903 (1).

Certes, le développement en France des intérêts allemands

(1) Les oppositions citées des Chambres de commerce d'Angoulême, Péronne et Amiens remontent à cette époque.

et la colonisation d'exploitation allemande qui en a été la conséquence, sont faits pour donner à cet argument une terrible force d'actualité; mais il faudrait encore que cet argument portât, et, avant de se demander si les zones franches françaises auraient été surtout exploitées par des étrangers, — supposition qui n'est guère flatteuse pour notre initiative, — et si cela n'aurait point donné un appoint à la pénétration allemande en France, il conviendrait de se demander si le manque d'institutions libérales douanières en France n'a pas tout autrement contribué à nous rendre tributaires économiquement de l'Allemagne et, par suite, à augmenter le nombre des Allemands établis en France. Dans ce cas, ce serait le nationalisme économique, qui s'est toujours opposé à l'institution des zones franches, qui nous aurait valu l'invasion économique allemande et nous aurions un peu suivi la politique de Gribouille, en nous jetant à l'eau dans la crainte d'être mouillés. Sans aller jusque là, on peut penser que les tenans d'un régime qui, après vingt années de pleine application, a engendré une situation où l'on trouve partout l'Allemand, n'ont pas le droit de faire à cet égard un procès de tendances à une institution qui, par sa nature, ne justifie en rien ces suspicions.

La même tactique a été employée pour la contrebande et les sophistications.

Les zones franches seront des foyers de contrebande et de sophistication, ont dit les Chambres de commerce d'Amiens, de Béthune, de Cholet et de Clermont-Ferrand, sans donner aucune preuve de cette allégation.

Examinons séparément ces deux griefs, dont on ne s'explique pas la liaison. La contrebande est l'entrée en fraude sur le territoire douanier de la marchandise étrangère, sans la reconnaissance de la marchandise et sans le paiement des droits. Quelle idée se fait on de la vigilance et de la dignité de nos douaniers, pour penser qu'ils ne parviendraient pas à surveiller quelques kilomètres de grilles ou de fossés formant les limites des zones franches: eux qui défendent les abords de la totalité de nos frontières, autrement propices à la contrebande, par suite du voisinage de l'étranger, et en raison de la configuration des lieux? Nous croyons que l'honneur du corps de nos douaniers est plus mis en cause qu'un intérêt économique par cet argument, et nous laissons à nos vaillans agens du fisc, qui ont

montré partout, et quelquefois au péril de leur vie, combien ils avaient à cœur de défendre les intérêts de l'État, le soin de prouver l'inanité de cet argument.

Venons-en aux sophistications. La zone franche de Hambourg est un centre de sophistications, disent les adversaires des zones franches. Nous ne demanderions pas mieux que de prendre une fois de plus les Allemands en flagrant délit d'une tactique dégradante; mais, hélas! il faut déchanter à cet égard et n'admettre que sous beaucoup de réserves la matérialité des faits de sophistication de la zone franche de Hambourg.

Nous citerons, sans aller plus loin, ce paragraphe d'un rapport aussi exact que documenté, auquel nous avons déjà eu l'occasion de nous référer, que M. Camentron, secrétaire du Comité d'Études du port franc de Bordeaux, a rédigé pour ce Comité, et que ce groupement a adopté le 26 février 1915 :

« Voulez-vous me permettre, messieurs, de vous rappeler le fait que nous citait, il y a une quinzaine de jours, notre président? Un Danois à qui il est apparenté disait : « En Danemark, nos aimons bien vos vins de Bordeaux, mais à la condition qu'ils soient passés par Hambourg, où on sait très bien, en les alcoolisant, les arranger selon nos goûts. »

Ceci a été dit à Bordeaux, dans la capitale des vins, à des gens à même de contrôler le fait; et non seulement le fait a été cité, mais l'ensemble des faits dont cet exemple marquait le caractère, car le rapporteur concluait :

« Cela nous paraît évidemment une hérésie; mais, en matière d'affaires surtout, on doit forcément s'habituer à voir les choses non point comme elles devraient être, mais, hélas! comme elles sont. »

Il n'y a aucun intérêt à déprécier quand même nos adversaires et leurs méthodes, et bien des débouchés se seraient définitivement fermés aux vins bordelais et à tous les vins, si la zone franche de Hambourg n'avait pas fait à cet article une propagande dont nous avons eu le plus grand tort de nous désintéresser nous-mêmes.

Toutes réserves faites sur l'exagération des imputations de sophistications reprochées à Hambourg, on doit constater en outre que ces sophistications, quand elles avaient lieu, n'étaient pas spéciales à la zone franche de Hambourg, et M. Chaumet, député de la Gironde, dans son rapport sur le projet de loi

gouvernemental relatif aux zones franches, cite un article de M. René Dollet, paru dans la *Revue politique et parlementaire*, dont il extrait cette phrase :

« Ces falsifications ne sont nullement le résultat de la franchise du port ; on les ferait, on les fait aussi bien, lorsqu'il y a quelque avantage, sur le territoire douanier. »

Et les faits nous obligent bien à constater que notre territoire douanier n'a, sous ce rapport, rien à envier aux Allemands.

La loi de 1905, dite de la répression des fraudes, n'a pas, que nous sachions, été faite pour réprimer les fraudes de la zone franche qui n'existait pas ! Nous nous garderions bien, dans l'intérêt de la bonne réputation au dehors des produits français, de reproduire les objurgations des promoteurs de cette loi, objurgations qui ont bien souvent retenti d'une façon très fâcheuse à l'Extérieur. Quand nous déclarions à la tribune parlementaire qu'on était, en France, saturé de vins et de spiritueux frelatés, l'Étranger ne retenait qu'une chose de ces affirmations : la condamnation en bloc de tous les vins et spiritueux français. Nous ne nous étendrons donc pas sur ce triste sujet, mais il nous suffit de citer la loi, les règlemens d'administration publique qui l'ont rendue applicable, et l'organisme puissant créé au ministère de l'Agriculture, afin d'assurer sa mise en pratique, pour montrer que sophistications et zones franches font deux ; que le territoire douanier a, hélas ! fait tout ce qu'on pouvait faire en matière de fraude, et qu'il est dès lors mal venu à imputer à une institution inexistante ce qu'il a pratiqué jusqu'à l'épuisement des combinaisons de sophistications. Il y a lieu, en outre, de penser que l'organisme qui a su venir à bout de la fraude sur le territoire douanier saura bien la prévenir dans des espaces restreints où n'auraient accès et d'où ne sortiraient que des marchandises dont la douane et les agens de la répression des fraudes pourraient contrôler la légitimité.

V

Nous avons constaté que des marchandises d'une valeur totale de quatre milliards environ traversant annuellement notre territoire, nous aurions intérêt à les faire séjourner un

peu en France, à les y manipuler en vue de les améliorer, et d'y incorporer le plus possible de produits français; en un mot de mettre à profit notre situation géographique tout à fait exceptionnelle, pour nous réserver certains avantages économiques.

Mais il est admis en matière de lutte que celui qui se contente de parer, de profiter des faiblesses de l'adversaire, n'est pas en aussi bonne posture et n'a pas autant de chances de succès que celui qui joint à la défensive la plus serrée les avantages de l'offensive ; et nous voudrions, après avoir fait ressortir les bénéfices de la zone franche au point de vue de ce qui *passe* sur notre territoire, montrer les services qu'elle peut nous rendre pour aller prendre au loin notre part des transactions mondiales. M. Daniel Bellet constatait dernièrement ici même (1) que, sur un mouvement d'importation de soixante millions de marks à Tsing-Tao, dont une vingtaine de millions revenait aux Japonais et une dizaine de millions chacun à l'Allemagne, aux États-Unis et à l'Angleterre métropolitaine et coloniale, la France ne figurait, au titre de ses importations directes, que pour un chiffre de moins de *quarante mille francs*.

Ceci est tout à fait caractéristique ; la France exporte ce qu'elle a en trop, ce dont ses voisins ont besoin, ce que son domaine colonial exige et enfin au loin ce qu'*on lui demande*, et un pays nouveau, qui ne lui demande rien, est un pays ignoré par elle.

Il ne faudrait pas à cette occasion répéter une fois de plus que notre commerce est trop timide, qu'il ne voyage pas, qu'il ne se conforme pas au goût de la clientèle, qu'il ne fait pas de crédit; car c'est à l'aide de l'erreur qui fait prendre ces *effets* pour des *causes* que nous ne réagissons pas depuis quarante années comme il le faudrait pour reprendre notre rang.

Le peuple qui, de 1880 à 1910, a acquis sur toute la surface du globe un domaine colonial immense, ne mérite pas le reproche d'être casanier.

La nation qui a élevé en peu de temps à trois milliards de francs le chiffre annuel du commerce extérieur de ces pays hier encore inexistans, et qui a obtenu ce résultat malgré des diffi-

(1) *Tsing-Tao et la ruine de la culture allemande.* Daniel Bellet, *Revue* du 1er mars 1915.

cultés économiques françaises, plus pénibles à vaincre que les difficultés matérielles de colonisation et de mise en valeur, ne manque ni de souplesse ni d'ardeur.

Le pays qui a prodigué son épargne à tous ceux qui la lui ont demandée, même sans garanties, peut affirmer que le crédit à faire au dehors ne l'effraie pas, s'il a des chances de récupérer ce qu'il avance,

Nous répétons : il s'agit d'effets et non de causes ; si nous ne nous déplaçons pas, c'est que nous avons constaté par des voyages que nous n'avions rien à offrir d'une façon permanente ; si nous ne faisons pas de crédit, c'est que nous ne pouvons, pour nos marchandises soumises à des fluctuations de cours purement nationales et souvent hors de prix, nous adresser au dehors qu'à une clientèle de second et même de troisième ordre, qui ne nous inspire qu'une confiance limitée ; nous ne nous conformons pas aux goûts de la clientèle, parce que la rigidité de nos combinaisons douanières nous l'interdit, quand il s'agit de marchandises étrangères à offrir aux mêmes prix et dans les mêmes conditions que l'Étranger. Il n'y a qu'une cause à tous ces effets : notre régime économique tout à fait hostile à l'exportation.

Nos lois de douane ont pour but avoué d'élever le prix des objets en France et elles ont pour conséquence de réduire pour nos industriels le stimulant de la concurrence, ce qui a son effet sur la qualité ; dès lors, nos marchandises ne peuvent pas lutter au dehors contre les produits dont la concurrence nous effraie au dedans ! De cette inaptitude à la concurrence, découle peu à peu le manque de relations directes avec les anciens débouchés et la suppression des services nationaux de navigation. Les quelques affaires qui nous restent en produits de luxe nous permettent seulement de donner du fret aux navires étrangers faisant escale chez nous, et déjà cette situation nous rend tributaires de l'Étranger ; mais, comme il ne s'agit que de produits de luxe, à la moindre crise dans les débouchés lointains (et elles y sont fréquentes), les relations s'espacent, et bientôt il nous faut, pour les reprendre, aller au dehors : à Liverpool, à Anvers, à Hambourg, chercher les navires qui ne trouvent plus intérêt à venir chez nous. Ce jour-là, nos produits se dénationalisent et peu à peu le contact se supprime tout à fait entre les marchés anciens d'exportation et les nôtres ; pour

les marchés nouveaux, cette situation empêche les relations de naître, et tout est dit.

Il n'y a qu'un moyen de prendre ou plutôt de reprendre notre part de l'exportation sans toucher à notre régime économique ; il n'y a qu'une façon pour nous de joindre, en matière d'exportation, l'offensive à la défensive : c'est de nous mettre en mesure d'exporter les produits étrangers, en y incorporant peu à peu la quantité de nos produits que les circonstances, les cours et les goûts de la clientèle permettent d'y ajouter.

Les articles à l'aide desquels nous alimentons actuellement notre exportation (mais qui ne l'arrêtent pas sur la pente menant à la dénationalisation, puis à la paralysie, parce qu'ils ne conviennent à nos débouchés que pendant leur période de prospérité) : la soierie, les modes, les articles de Paris, la librairie, reprendront leur place dans notre exportation, dès que nous aurons pu rétablir cette exportation en la faisant porter sur un article véhicule des autres, sur un *article de trouée*, de pénétration, susceptible de réserver du fret à nos armateurs et pour lequel nous ayons une réputation universelle. une renommée séculaire, fortement appuyée sur une production nationale considérable, et dès lors à l'abri des imitations et des concurrences déloyales.

Le vin est ce produit. On veut bien reconnaître au dehors que le vin est le produit français par excellence, et cependant aucune exportation n'a plus souffert de notre régime économique que l'exportation des vins. Nous exportions 3 981 000 hectolitres de vin en 1873, époque à laquelle nous faisions les vins français avec tous les vins du monde, et nous avons exporté en 1913, dernière année normale, 1 316 671 hectolitres au commerce spécial.

En plein phylloxera, de 1881 à 1890, nous exportions une moyenne de 2 488 500 hectolitres par an, et, depuis 1894, malgré des prix extrêmement réduits qu'aucun pays producteur n'a connus, nous n'avons pas pu reprendre notre ancien rang. Les entrepôts spéciaux où se faisaient les coupages de vin dans certains ports ont été supprimés en 1899 et la moyenne annuelle, de 1900 à 1914 toujours décroissante, n'a été que de 1 727 595 hectolitres.

Et pendant ce temps-là, Hambourg, qui appliquait résolument notre ancienne pratique du coupage, devenait une prove-

nance de vins d'exportation! Il n'est que temps de profiter de la situation actuelle pour lui enlever cette spécialité jusqu'à un certain point contre nature en ces parages et qui, en nos mains, donnerait des résultats autrement considérables, nous faisant largement dépasser les chiffres d'exportation de 1873.

La nécessité absolue pour prendre sur tous les marchés du monde une place définitive et destinée à toujours grandir est de disposer *constamment* de la meilleure qualité d'un produit déterminé au meilleur marché. En pouvant recevoir en franchise tous les vins et en les manipulant en zone franche, avec notre incontestable maîtrise dans cette industrie, nous sommes en mesure de toujours offrir la meilleure qualité de l'année, au meilleur prix, et il nous faut cela d'une façon permanente, car l'exportation demande de longs délais pour s'implanter et se développer.

Le marché français exerce sur tous les pays vinicoles une telle attraction qu'ils délaisseront sans hésiter, pour venir vers nous, leur clientèle d'exportation. L'Italie a encore très nettement marqué ce mouvement, il y a deux ans. Les vins italiens, espagnols, grecs, turcs, commencent toujours par se tourner vers nous, les années de grande production, et ils ne s'exportent directement au loin que lorsque nous ne les accueillons pas. Nous avons tout intérêt à favoriser cette tendance, qui nous rend les arbitres du prix du vin dans le monde et qui nous réserve un bénéfice sur une fourniture qui se fait actuellement sans nous.

Nous avons eu cette année une forte récolte et des prix bas, et l'exportation était pour nous une nécessité urgente. Que de raisons de commencer tout de suite! mais il n'est possible de faire les frais de voyages lointains et les efforts de tout genre exigés par la propagande au dehors qu'à la condition d'être assuré contre un revirement des cours à bref délai, c'est-à-dire d'être mis par la zone franche en communication avec tous les pays producteurs et, par suite, à l'abri des fluctuations purement locales.

Nous nous sommes un peu étendus sur le vin en zone franche parce que cet article est bien à nous, parce qu'il chiffre comme tonnage, parce qu'il peut constituer tout de suite pour notre pays l'*article de trouée*, le produit véhicule dont disposent les pays exportateurs et qu'il serait pour la

France ce que le charbon est pour l'Angleterre, le coton et le pétrole pour les États-Unis, le café pour le Brésil et le nitrate pour le Chili, c'est-à-dire un moyen d'emprise mondiale dont il est impossible de se passer lorsqu'on veut exporter.

VI

L'extension du régime des entrepôts et l'institution des zones franches peuvent se réaliser du jour au lendemain, car ce sont des réformes mûres, au sujet desquelles on a procédé à toutes les études et à toutes les consultations voulues. Si le Parlement éludait encore cette question, malgré son urgence, ce serait une preuve que la crise actuelle ne lui aurait rien appris, et il faudrait en pareil cas en appeler au pays en lui montrant, par les résultats du passé, ce qu'il a à craindre de l'avenir.

Nos voisins de l'Est ont compris le protectionnisme dans le sens du développement de tous leurs moyens d'action, pour arriver à la domination économique, puis politique ; et nous l'avons involontairement appliqué, nous, dans le sens le plus propre à faciliter leurs succès. Ce système consistait pour eux à perfectionner leurs transports à l'intérieur, tant terrestres que fluviaux, de façon à permettre aux marchandises lourdes d'aller sans grands frais d'un bout à l'autre de l'Allemagne et même, dans certains cas, pour faciliter l'exportation sans frais aucun, car ils étaient remboursés ; à créer un armement national qui a obligé tous les peuples du monde à compter avec la marine marchande allemande ; à organiser chez eux le crédit de la façon la plus remarquable et à jalonner le monde des succursales de leurs banques ; à faire précéder partout l'exportateur allemand par l'armateur et le banquier allemands, qui ouvrent les voies à l'exportateur, facilitant sa besogne et diminuant ses risques ; à spécialiser chez eux toutes les industries, de façon que chacune arrivât au maximum de perfectionnement technique et de bon rendement ; à grouper les producteurs en syndicats ou en cartels et à leur permettre d'obtenir ainsi, par une légère majoration des prix de vente à un groupe de soixante-dix millions de consommateurs, des primes d'exportation permettant d'aborder les marchés à conquérir et d'y vendre à perte tout le temps nécessaire à

l'annihilation des concurrences; tout cela servi par une diplomatie profondément convaincue de la nécessité de seconder les intérêts commerciaux et industriels allemands. Avec un pareil luxe de concours gouvernemental utile, nos voisins auraient pu se passer de facilités d'entrepôt et de zones franches, mais ils étaient bien trop avisés pour laisser de côté un seul moyen de prépondérance sur les marchés d'exportation, et l'Allemagne jouissait de *six* sortes d'entrepôt et des zones franches les plus libérales du monde, à l'aide desquelles Hambourg était devenu un point de production de vins !

Pendant ce temps, comment se traduisait notre protection à nous pour les marchandises? S'est-elle jamais autrement exercée que par des élévations de droits qui réduisaient la consommation et, par suite, élevaient la proportion des frais généraux de nos fabricans? Les répercussions les plus avantageuses de ce système, dans les compartimens de la métallurgie et de la filature, ont été le groupement des intéressés, mais toujours en vue du marché français et pour lui vendre leurs produits de plus en plus cher. Un seul mot résume ce système, le malthusianisme, et une seule conséquence, l'élévation des prix jusqu'au point où l'obstacle des droits de douane cesse de jouer. Cela seul suffisait à nous livrer économiquement à nos voisins, car, en pareil cas, pourquoi produire, avec des frais généraux élevés, ce que le fabricant allemand était toujours disposé à nous vendre à un taux relativement bas, surtout si l'on voulait prêter l'oreille à ses suggestions d'entente permettant de revendre à prix élevés ? Et ceci nous menait au dernier stade de l'emprise économique définitive, industrielle, commerciale et même territoriale, qui n'a été que dessinée, mais qui l'a été assez fermement pour nous éclairer.

Faut-il rappeler que, dans son discours à la séance de la Chambre des députés du 11 mars 1915, M. le garde des Sceaux a déclaré qu'il y avait à cette date environ 8 000 maisons austro-allemandes sous séquestre en France, et n'a-t-on pas constaté que les mises sous séquestre ont continué depuis, faisant tous les jours découvrir de nouveaux enchevêtremens d'intérêts où domine l'Allemagne? Est-il nécessaire de citer toutes les acquisitions territoriales faites, les concessions obtenues, les détentions de titres ou les productions réservées allemandes, pour les bassins miniers de Meurthe-et-Moselle

et du Calvados? Devons-nous, à titre d'exemple, indiquer que, pour les colorans, c'était le 90 pour 100 de la consommation mondiale qu'avait réussi à accaparer l'Allemagne, en faisant converger tous ses efforts vers le bon marché et la perfection de la production, la conquête des débouchés et l'annihilation des concurrences? Pour cet article, l'emprise sur le marché français, à l'aide de *dix* filiales allemandes signalées en France, est typique. Voilà où nous étions appelés à en venir pour tous les produits et pour tous les modes d'activité, parce que nous ne réagissions pas et que nous nous enlizions tous les jours davantage dans le malthusianisme.

Les grandes banques déclaraient, par l'organe de leurs plus éminens représentans, que l'industrie française ne leur inspirait aucune confiance et ne devait pas compter sur leur concours. La marine marchande nationale, anémiée par notre guerre aux échanges et par la protection onéreuse de l'État, était d'autant plus faible qu'elle participait de plus près à l'œuvre de son protecteur, qu'elle lui était plus intimement associée (tandis que, malgré des conditions législatives et administratives défavorables, elle arrivait à prospérer dans les services où l'État n'avait pour ainsi dire aucune part). Les campagnes, appliquant le malthusianisme à la production du blé, ensemençaient de façon à se tenir un peu au-dessous de la consommation nationale, pour s'assurer le plein avantage du droit de sept francs. Tous les argumens étaient bons pour empêcher l'importation du bétail étranger soit sur pied, soit congelé ou réfrigéré; les travaux publics étaient partout menés à petite allure, quand ils n'étaient pas arrêtés, comme dans nos colonies : les chemins de fer continuaient à partir exclusivement de Paris ou à y aboutir; et le miracle de nos facultés de résistance économique, au cours de la guerre actuelle, est égal à celui de notre mobilisation parfaitement opérée, malgré les divagations antérieures antimilitaristes.

Celui qui, par ses fonctions, est amené à jeter un coup d'œil général sur la situation des affaires est frappé des conséquences stérilisantes du malthusianisme français dans tous les compartimens du travail national que le protectionnisme devait vivifier. Les banques paralysées par suite de leurs préférences exclusives pour les placemens étrangers; la production industrielle française, resserrée sur quelques points et d'ailleurs

quantitativement inférieure, même sans l'invasion, pour les tissus, les vêtemens de laine et de coton, les sacs et emballages, etc., aux besoins de la nation armée; une marine insuffisante, de façon qu'en réquisitionnant le 60 pour 100 de la flotte française, l'État n'a tout de même pas ce qu'il lui faudrait pour ses mouvemens maritimes; dans les ports, aucune installation suffisante pour recevoir les marchandises qui s'importent et qui sont pourtant inférieures aux nécessités; pas d'usines de réfrigération, pas même d'entrepôts de viande réfrigérée si ce n'est en vue du transit, et encore? Une consommation nationale non accoutumée à ces adjuvans de l'alimentation et à qui on les offre dans les plus mauvaises conditions; un manque d'expansion et par suite d'organisation au dehors qui rend les achats à l'extérieur plus difficiles et plus onéreux!

Le protectionnisme a fait de nos forces économiques ce que l'anti-militarisme avait fait de nos forces militaires et a encouru l'apostrophe célèbre à Varus .. Il n'est que temps de réagir!

Il faut le faire comme on l'a accompli sur le terrain militaire, par l'action, par le travail, et on reconnaîtra notre souci de ménager les intérêts nationaux engagés dans les combinaisons protectionnistes lorsque nous demandons simplement que le protectionnisme se complète et se *démalthusianise* à la fois par le correctif des zones franches qui l'accompagne partout, sauf en France.

Mais nous demandons que ce correctif nécessaire intervienne immédiatement, en raison de deux considérations maîtresses.

La première est que si les négociations économiques qui termineront la guerre trouvent les zones franches instituées et en cours de fonctionnement, elles en tiendront compte et la partie de la production française dont les zones franches sont appelées à permettre l'écoulement en bénéficiera; tandis que si leur établissement est renvoyé à la paix, il faudra faire pour leurs produits de nouveaux accords qu'on ne voit pas très bien venir se surajouter après coup aux grands traités économiques de la fin de la guerre.

La deuxième et dernière considération est l'absolue nécessité d'exporter tout de suite, pour rétablir un certain équilibre entre nos importations et nos exportations. Au mois d'août 1914,

nous avions un déficit d'importation de 53 pour 100 et un déficit d'exportation de 49 pour 100 sur le même mois de 1913 ; c'est-à-dire que les unes et les autres s'équilibraient à peu près. Depuis, le mouvement s'est poursuivi ainsi :

	Déficit d'importation. p. 100.	Déficit d'exportation. p. 100.
Septembre	75	75
Octobre	70	71
Novembre	65	70
Décembre	53	65
Janvier et février	43	61
Mars	20	53
Avril	5	55

Avec les importations d'État, nous sommes certainement arrivés à des excédens d'importation sur les mois correspondans des exercices antérieurs et il est urgent de développer nos exportations.

L'homme d'État émérite qui préside actuellement à la gestion de nos finances, M. Ribot, travaille à atténuer la défaveur des changes par des émissions au dehors de Bons du Trésor, mais ces émissions sont limitées et ne font que retarder le paiement de la dette. Il faudra toujours en arriver au paiement en or ou en marchandises, et y arriver à un terme relativement court.

Faisons donc ce qui peut, tout de suite, faciliter les exportations, et en bon rang figure, à cet égard, comme efficacité et possibilité de réalisation immédiate, l'institution des zones franches.

ADRIEN ARTAUD.

EN ARGONNE

LA BATAILLE DANS LA FORÊT

11-15 janvier. — Depuis une dizaine de jours notre corps d'armée, fatigué par les violens combats qu'il vient de livrer dans les Flandres, sur les bords de l'Yser et dans la région d'Ypres, est au repos entre Montdidier et Amiens.

Au sortir des Flandres boueuses, cette contrée sèche, nette, riante, sur les confins de la Picardie et de l'Ile-de-France, nous fait l'effet d'un vrai paradis.

Voici donc des bourgs et des villages qui ne reçoivent pas leur part quotidienne d'obus, des maisons que le bombardement n'a pas éventrées, de bons lits où l'on dort d'un heureux somme sans presque entendre le canon. Et surtout voici les belles routes de France, larges et bien assises, où deux et trois voitures peuvent passer de front sans risquer de verser. C'est peut-être à ses belles routes que le Français tient le plus.

Nous nous doutons bien que notre repos sera de courte durée.

Mais sur quelle partie du front va-t-on nous « appliquer? » Dans les environs de Reims où nous avons été déjà? Dans la région de Châlons, en Alsace? Tous les faiseurs de pronostics, ont beau jeu. A quoi bon cependant se creuser la cervelle quand il est si simple d'attendre? Un de ces jours, une de ces nuits arrivera le petit télégramme qui lèvera tous les doutes...

Le télégramme est arrivé. Il nous envoie à la ...e armée, dans l'Argonne. L'embarquement des troupes commence aussitôt.

Quelques-uns de nous feront le trajet en automobile. Je pars un des premiers pour préparer le cantonnement.

Compiègne, Villers-Cotterets, Châlons, Sainte-Menehould. On m'y indique notre cantonnement provisoire : un peu au Nord de Revigny.

C'est l'armée du Kronprinz qui a « opéré » dans cette région.

En ce qui concerne l'incendie des villages, le cambriolage et le pillage des maisons, il convient d'accorder une mention toute spéciale à cette armée. Dans la très jolie demeure qu'on m'indique, la plus belle du village, rien, à l'exception des meubles les plus lourds, n'a été laissé. Les Allemands, talonnés par nos soldats, n'eurent pourtant pas le temps d'incendier les maisons elles-mêmes ainsi qu'ils le firent à Sommeilles, à Sermaize, à Clermont, dans presque tous les villages de la contrée. Ce n'est point que l'envie leur en manquât. Au moment de la retraite, ils appréhendent le maire, et le font garder baïonnette au canon dans la mairie : « Demain matin, quand nos soldats seront tous partis, lui disent-ils, vous serez fusillé et le village brûlé. »

Pendant la nuit heureusement, les Français arrivent, ce qui sauve la commune et son premier magistrat.

Notre corps d'armée a la mission de défendre, depuis l'Aisne un peu en amont de Servon, une ligne qui coupe en deux le bois de la Grurie et s'étend jusqu'au delà du Four-de-Paris. Nous allons être en pleine forêt d'Argonne.

Je pars en avant pour reconnaître les gîtes. Il a neigé la nuit précédente, la campagne est toute blanche et les chemins bien mauvais.

Sainte-Menehould. — Dans la ville grouillante de soldats, un court arrêt à l'hôtel de Metz : vieille auberge autrefois très réputée, sur la grande route de Paris à Metz; vieille cuisine dont les amples dimensions et les cuivres innombrables évoquent postillons, maîtres de poste et les voyages du temps jadis.

Nous descendons la vallée de l'Aisne jusqu'à La-Neuville-au-Pont. Le village est bien médiocre, mais le portail de l'église est si joli : c'est une délicate façade Renaissance, un de ces merveilleux bijoux qu'on est très étonné et si heureux de découvrir dans des coins perdus et reculés de la province française.

Le front que nous occupons part de l'Aisne, au gué de Melzi-

court, un peu en amont de Servon, se dirigeant droit vers l'Est. Il coupe la route de Servon à Vienne-le-Château et pénètre à cet endroit dans le bois de la Grurie, avec des saillans et des rentrans, jusqu'à la Fontaine-aux-Charmes, qui se trouve au milieu de ce bois. A partir de là, il s'infléchit vers le Sud, coupe le ruisseau de la Fontaine-aux-Charmes, à environ un kilomètre de la Harazée. Ici un nouveau coude. La ligne s'infléchit une fois encore vers le Sud, jusqu'à trois cents mètres seulement du Four-de-Paris. Elle se dirige ensuite vers l'Ouest, dans le bois Bolante.

Avec ses innombrables « saillans » et « rentrans, » cette ligne est toute en dents de scie. C'est là justement ce qui doit la rendre si difficile à défendre!

Les officiers des corps d'armée que nous venons relever nous donnent une foule de renseignemens sur notre nouveau secteur. Ces renseignemens se résument en ceci : « La tâche sera rude. Nous sommes en présence d'un adversaire admirablement outillé pour cette guerre sous bois, enhardi par quelques succès partiels et désireux coûte que coûte de poursuivre sa progression. »

C'est le XVIe corps (Metz), un des meilleurs et, incontestablement, des mieux entraînés de l'armée allemande qui se trouve en face de nous.

Nous avons eu affaire à la Garde, durant la bataille de la Marne au marais de Saint-Gond et, un peu après, devant Reims; dans la région d'Ypres, au XVe corps (Strasbourg). Ce dernier corps et celui de Metz sont à beaucoup d'égards supérieurs à la Garde.

Le général commandant le XVIe corps est von Mudra, un sapeur très versé dans la guerre de mines. Il a à sa disposition quantité de pionniers.

Tous les dix jours, à peu près, les Allemands, après l'avoir soigneusement préparée par des travaux de sape, font une violente attaque sur l'un de nos secteurs.

Tels sont les renseignemens que nous donnent des hommes qui vivent ici, depuis quatre mois. La besogne dont on nous charge promet donc d'être assez malaisée.

Je profite des deux premières heures que j'ai de libres pour aller voir, non loin d'ici, le général Gouraud, qui a été blessé ces temps derniers.

Rien de plus délicieux que la route de Sainte-Menehould à Clermont par les Islettes. Elle coupe, dans sa largeur, la grande forêt. En haut de la descente, vers la dépression de la Biesme, la vue est ravissante sur les croupes arrondies de l'Argonne et les lointains tout boisés.

Je trouve le général, tout seul, dans la jolie maison qu'il occupe. Chacun de ces villages d'Argonne a sa gentilhommière qui appartient le plus souvent aux descendans des maîtres-verriers.

Le général Gouraud a été atteint d'une balle au cours d'un combat très violent livré par sa division, le mois dernier.

Par un extraordinaire hasard, la balle est passée entre le bras et le corps, effleurant deux artères, sans en toucher aucune. C'est la chance merveilleuse de ceux qu'a marqués de son empreinte la Fortune, parce qu'ils sont promis par elle à de hautes destinées.

Bien qu'il ait un peu de fièvre et qu'on soit obligé, de temps à autre, de le « charcuter, » comme il dit, le général n'a pas voulu quitter son commandement.

Il est lui aussi devant un adversaire qui lui laisse peu de tranquillité.

Les Allemands multiplient leurs attaques. Mais on leur tient tête, jusqu'au jour où on les repoussera.

Quel beau regard plein de limpidité et de mâle énergie! Quelle belle tête de soldat. Je songe, en le quittant, à ce qu'on disait d'un des grands généraux de Napoléon :

« Les gens devenaient braves rien qu'en le regardant! »

Un peu de neige est tombée hier. Il a gelé la nuit dernière. Ce matin, le ciel est clair, le soleil brille. Nous partons à cheval de La Neuville vers la Harazée. On passe à Moiremont. On redescend en longeant la forêt dans la vallée de l'Aisne à Vienne-la-Ville. A quinze cents mètres plus loin, on quitte cette vallée pour celle de la Biesme, qui coupe en deux du Nord au Sud, puis de l'Est à l'Ouest, la grande forêt de l'Argonne. Vienne-le-Château, très pittoresque village, d'aspect forestier et montagnard. La jolie petite rivière le traverse en bouillonnant. Juché sur un piton qui domine, le vieux château qui barrait la vallée. C'était ici un des fameux « défilés de l'Argonne. » Un kilomètre plus loin, la Harazée. Nous revenons en coupant droit à travers la forêt. En dehors des sentiers et des layons,

elle offre partout des fourrés très épais, presque impénétrables.

L'humidité de cette forêt est proverbiale. Les sources jaillissent tout en haut des pentes; la terre argileuse et gluante retient toutes les eaux. Les chemins deviennent rapidement impraticables. Les soldats y pataugent effroyablement, s'enfonçant jusqu'à la cheville. Il est indispensable, si l'on veut passer, d'aménager partout des pistes faites de rondins, disposés à la suite les uns des autres. Les tranchées à peine creusées sont inondées aux trois quarts. Les soldats sont obligés de les vider sans relâche, avec des seaux, des pelles, voire des plats et des gamelles, comme dans un canot qui ferait eau.

C'est là que, depuis plusieurs mois, jour et nuit, on se bat avec un acharnement incroyable.

Les obus et les balles finissent, à la longue, par déchiqueter les arbres, par hacher, une par une, les branches. Les troncs prennent, par endroits, l'aspect de moignons.

L'étroite vallée de la Biesme marque une dépression profonde, comme une faille dans l'Argonne. Mais cette dépression n'est pas la seule, tant s'en faut. De tous les côtés, en tous sens, s'ouvrent des ravins très étroits, aux flancs abrupts. Les gens du pays les appellent des *barribans*. Ils offrent un obstacle insurmontable à quiconque veut, en dehors des sentiers, cheminer dans les bois.

19 janvier. — Voilà six jours que nous sommes ici. Les Allemands ont tenté aujourd'hui trois attaques sur nos positions. Dans le secteur Ouest, un gros *minenwerfer* explose dans nos tranchées et les bouleverse. Aussitôt une colonne ennemie se précipite sur notre première ligne et parvient à prendre pied dans le secteur d'une compagnie. Notre compagnie de réserve se porte immédiatement à la rescousse et reprend tout le terrain perdu, sauf en deux endroits. Après déjeuner, notre attaque recommence et l'on reconquiert la totalité de la tranchée. Les Allemands y avaient déjà apporté quantité de sacs de ciment pour organiser sans retard la position qu'ils nous avaient enlevée.

Dans le secteur de droite, les Allemands font exploser deux fourneaux de mines devant le parapet d'une de nos tranchées, en un point nommé le saillant de Marie-Thérèse. Mais

notre infanterie remplit aussitôt les rebords des entonnoirs et nos sapeurs rétablissent prestement la position.

A dix-huit heures, nouvelle attaque sur le front de la Fontaine-aux-Charmes. Le feu de notre infanterie, le barrage de notre artillerie, réussissent à arrêter net les Allemands une première fois. Ils reviennent à la charge : leurs soldats lançant des grenades et des pétards arrivent jusque dans nos tranchées. Un corps à corps s'engage. Ils sont entièrement repoussés...

Cet après-midi, près de Moiremont, le général passe en revue un bataillon qui revient de la première ligne. Les effectifs sont au complet, l'aspect des hommes des plus satisfaisans. Un grand nombre de soldats interrogés font tous d'excellentes réponses. La nourriture, disent-ils, continue à être très bonne. On touche tous les jours du vin.

— Les hommes, me dit un capitaine, ne se demandent plus, comme il y a deux mois, quand finira cette guerre. Ils sentent, ils savent qu'elle sera longue et ils en ont pris leur parti.

20 janvier. — Deux avions allemands, faute d'essence, sont venus atterrir dans nos lignes. L'un d'eux était monté par un capitaine très intelligent, sortant de l'Académie de guerre. Il y avait un autre officier et deux sous-officiers. Chose curieuse, mais qui, à la réflexion, s'explique à merveille, le moral était chez eux en proportion inverse du grade et de l'intelligence. Les sous-officiers croyaient, sans aucune réserve, à toutes ces histoires dont le gouvernement et la presse germanique nourrissent la crédulité de leur peuple : écrasement prochain et total des Russes; puis retour d'Hindenburg avec ses armées pour écraser la France à son tour. L'autre officier marquait un peu moins de confiance. Mais le moins confiant de tous, était le capitaine breveté. Au cours de l'interrogatoire officiel, il ne répondit pas grand'chose, mais il se montra beaucoup moins réservé dans une conversation familière, à bâtons rompus. Comme on lui disait que l'état-major allemand allait sans doute entreprendre contre nous quelque grande offensive, il répondit sans hésiter : « Bah! à quoi cela nous mènerait-il? »

On lui disait encore : « Le XVIe corps de Metz, qui est en face de nous, doit apparemment être très fatigué. Est-ce qu'on ne va pas le remplacer?

« — Le remplacer? — répliqua-t-il, — *mais avec quoi?* »

On lui parla ensuite de la bataille de la Marne. Rien de plus intéressant que son opinion là-dessus. Les Allemands, en présence de notre rapide retraite, nous croyaient entièrement défaits, battus, perdus. Notre arrêt subit, notre brusque offensive, quand s'engagea la grande bataille, furent pour eux comme un coup de massue. C'est chose des plus logiques et des plus naturelles, d'après lui, que la marche vers le Sud-Est de von Klück, négligeant pour quelques jours Paris, afin de se porter contre notre armée. Il s'agissait d'en finir avec nos troupes, de frapper contre elles quelque grand coup. Après quoi, l'on aurait Paris comme on voudrait. Mais il se trouva que cette armée, que l'on croyait en pleine déroute, se redressa à la minute voulue et battit les Allemands. Ces derniers, lorsqu'ils sont sincères, ne reviennent pas encore de leur stupeur, de leur effarement. Au fond, ils n'ont jamais rien compris et ne comprendront jamais rien à la psychologie, au tempérament des autres peuples, et surtout du peuple français...

Un lieutenant du génie a été tué aujourd'hui. Au cours de leur dernière attaque, les Allemands, parvenant un instant à prendre pied dans notre tranchée, avaient tout de suite creusé un boyau pour la réunir à leurs ouvrages. Ce matin de bonne heure, le lieutenant était parti pour placer ses travailleurs. Tout d'un coup, au débouché d'un boyau, il se trouve nez à nez avec un soldat allemand qui l'abat d'un coup de fusil.

Il y a en cet endroit, comme en bien des points de notre ligne, un labyrinthe inextricable de tranchées. Les plus expérimentés s'y perdent. Il arrive qu'à tout instant, Allemands et Français, séparés par quelques mètres seulement les uns des autres, se trouvent subitement face à face.

22 janvier. — Une très grosse attaque, qui nous prouve à quel point la terrible réputation de l'Argonne est justifiée.

C'est le type même de l'attaque, telle que la font ici les Allemands, avec leurs procédés habituels, leurs armes particulières, leur technique perfectionnée et leur savante organisation.

Au Nord de la fontaine de la Mitte, notre ligne offre un saillant très prononcé, qu'on appelle le saillant de *Marie-Thérèse*. Pourquoi l'appelle-t-on ainsi ? Je n'ai pas pu arriver,

malgré mes investigations, à le savoir au juste. L'explication qu'on m'a donnée le plus souvent est qu'on se trouvait tout près d'un pavillon habité par un garde-chasse dont la fille portait ce nom-là. Je donne l'explication pour ce qu'elle vaut. Les premiers occupans dès le milieu de septembre, après la bataille de la Marne, ont baptisé, d'après leur fantaisie, la plupart de ces endroits où ils avaient à se battre. Et ces noms sont restés.

Tant il y a que le saillant de Marie-Thérèse est terriblement convoité par les Allemands. Ils peuvent l'attaquer de trois côtés à la fois, ce qui en rend la défense assez malaisée.

Aujourd'hui donc, vers dix heures, les Allemands, qui avaient poussé des têtes de sape le plus près possible de nos tranchées, émergent brusquement, chacun des assaillans, sans armes, tenant en mains deux grosses bombes qu'il lance sur nos soldats. Profitant du moment de désarroi qui s'ensuit, un bataillon attaque l'ouvrage de Marie-Thérèse sur trois côtés à la fois. Une de nos compagnies est commandée par un lieutenant qui, dans l'acharnement de la mêlée, devient subitement fou. Le cas s'est produit quelquefois au cours de cette guerre. Tous nos mitrailleurs sont tués. Nos soldats sont refoulés dans la tranchée voisine tenue par une compagnie d'un autre régiment. Ils y jettent, comme on pense, une certaine confusion. Le mouvement de repli se propage. Les Allemands parviennent en quelques points jusqu'à la deuxième ligne. On les contre-attaque immédiatement avec des troupes de relève qui se trouvaient tout près de là.

La nouvelle de cet incident nous arrive vers le milieu de la journée. Le général commandant le corps d'armée donne l'ordre d'engager s'il le faut toutes les réserves, mais de rétablir la situation à tout prix.

Une contre-attaque s'exécute à deux heures avec un bataillon de chasseurs qu'on pousse à gauche du saillant. Il arrive à nos tranchées de première ligne et les réoccupe en partie. Mais il est refoulé violemment par une nouvelle attaque allemande faite avec des troupes fraîches.

Une troisième contre-attaque a lieu le soir sous les ordres du commandant M... ; une autre dès le lendemain matin. Nous n'arrivons à reprendre après une lutte terrible qu'une partie de nos positions. Les unités, très enchevêtrées, se cramponnent au

sol. On organise rapidement cette nouvelle ligne. Les Allemands, malgré leurs efforts, ne feront plus un pas en avant.

On s'est battu toute la journée, toute la nuit, à coups de bombes, de pétards, de grenades, à la baïonnette, au couteau, à la pelle, à la pioche, avec un acharnement et une furie qu'on ne soupçonne pas.

Un radiogramme des Allemands annonce qu'ils nous auraient pris quatre mitrailleuses et deux cent cinquante prisonniers.

Il y a en réalité trois mitrailleuses complètement abîmées et hors d'usage; une centaine de prisonniers qui sont tous des blessés, à l'exception de quelques sapeurs surpris dans leurs trous de mines.

L'attaque est soigneusement préparée à l'avance, avec une minutie extrême et dans tous ses détails. Les colonnes qui doivent riposter à nos contre-attaques se tiennent toutes prêtes. Les hommes savent tous ce qu'ils ont à faire : il y a les lanceurs de bombes et de grenades, les pionniers chargés de sacs de ciment, de fascines, pour organiser immédiatement la tranchée conquise. Dix minutes après l'assaut, cette tranchée est déjà mise en état de défense.

25 janvier. — Dans cette guerre de tranchées, qui devient de plus en plus une guerre de siège, trois choses surtout assurent l'inviolabilité du front, rendent une attaque bien difficile, presque impossible à mener à bonne fin. Ce sont : 1° le barrage d'artillerie ; 2° les défenses accessoires, réseaux de fils de fer et autres obstacles variés ; 3° le flanquement des feux, mitrailleuses et fusils.

Étant donnée la forme du terrain où nous opérons et surtout l'extraordinaire proximité des lignes adverses, ces trois choses sont beaucoup plus difficiles à réaliser ici qu'ailleurs.

En beaucoup d'endroits, les tranchées allemandes et françaises ne sont qu'à dix ou vingt mètres les unes des autres. Sur certains points, elles se touchent presque. C'est une fusillade perpétuelle de jour et de nuit. On se lance des grenades et des bombes. Comment, dans ces conditions, pourrait-on installer des réseaux de fils de fer ? La nuit, les fusées éclairantes dont les Allemands font une très grande consommation exposeraient nos soldats à recevoir des coups de feu exactement comme en plein jour.

Dans l'impossibilité où l'on est de faire mieux, on se borne à jeter en avant des tranchées ce qu'on appelle des *réseaux Brun*, qui ne constituent pas, loin de là, un obstacle infranchissable.

Il est très malaisé, pour ces mêmes raisons, d'obtenir le flanquement des feux. Quant au barrage d'artillerie, la forêt très touffue, les fourrés, la nature accidentée du sol et aussi la proximité des lignes ennemies en diminuent considérablement l'efficacité.

Et cependant, presque toujours, ces admirables virtuoses que sont nos artilleurs viennent à bout de ces difficultés.

Le barrage d'artillerie finit tout de même par s'établir. On n'imagine pas l'ingéniosité des moyens auxquels on a recours pour cela. Quelquefois ce sont des canons placés à quelques kilomètres les uns des autres qui battent des secteurs séparés à peine par quelques mètres. Les observateurs d'artillerie restent en permanence dans les tranchées de première ligne. Au moindre mouvement, à la moindre agitation remarqués dans les lignes ennemies, un coup de téléphone ; quelques secondes après, une pluie d'obus s'abat sur ces lignes. Les Allemands, qui commençaient à montrer leurs casques à pointe, s'empressent de rentrer dans leurs trous. Que d'attaques ont été de la sorte arrêtées, coupées net dès la première minute! Notre 75 fait l'office du chien de garde, qui aboie, qui mord dès qu'il entend le premier bruit suspect.

L'admirable artilleur qu'est le colonel B..., dont la riche imagination est toujours prête à fleurir en trucs de métier, en ruses de guerre, en stratagèmes, a même inventé toute une série de barrages et de tirs. Il y a ce qu'il appelle le *barrage à pattes*, employé contre les cheminemens supposés de l'adversaire, sur les sentiers où il a coutume de passer. Il y a le tir de punition, le tir d'amorce, etc., etc.

L'artillerie allemande tire considérablement moins que la nôtre. Elle fait en ce moment de grosses économies. Agit-elle ainsi par nécessité, ou bien réserve-t-elle ses obus et ses canons pour de meilleures occasions ?

Il se peut que les Allemands passent, eux aussi, par une crise de munitions. Ne nous laissons pourtant pas aller à des espérances qui nous vaudraient des déceptions. N'oublions pas qu'ils sont le premier peuple industriel du monde !

26 janvier. — Cette guerre dans l'Argonne est une guerre toute spéciale et qui ne ressemble à aucune autre. Elle a ses méthodes particulières, ses engins originaux.

On se sert peu du fusil. On fait, en revanche, une terrible consommation de grenades et de bombes. Des grenades, il y en a de toutes les variétés : celles qui s'allument par le frottement, celles auxquelles on met le feu par une mèche, celles qui détonent par le choc comme les engins des anarchistes.

Même variété en ce qui concerne les lance-bombes. Les Allemands en sont pourvus abondamment. Chacune de leurs compagnies, dans l'Argonne, en possède quatre petits et un gros. Nous en avons aussi, et de tous les calibres, des *Célerier* qui sont faits avec des douilles d'obus, d'autres beaucoup plus gros. L'un de ceux-ci lance un terrible projectile que nos soldats ont baptisé le « poupon. » C'est plaisir de le voir cheminer dans les airs vers les tranchées allemandes, où il explose avec un épouvantable fracas, projetant à dix mètres de hauteur des morceaux de terre, d'énormes blocs de pierre et parfois aussi quelques bras, jambes ou troncs des Allemands qui se trouvaient par là. Les Boches poussent alors d'affreux cris, car, au rebours des nôtres, ils n'ont pas la douleur silencieuse.

La profusion, la variété de ces armes sont cause que les soldats, dans les tranchées, n'ont pas une minute de repos. Le seul moyen d'ailleurs d'empêcher les attaques de l'ennemi, c'est de ne lui laisser aucune tranquillité. Le général commandant le corps d'armée donne constamment ses ordres dans ce sens. Il importe de le harceler sans répit, de gêner, de bouleverser ses travaux, de déranger tous ses plans. A-t-il commencé quelque tête de sape ? Pendant la nuit, quelques-uns de nos soldats, d'audacieux gaillards qui sont souvent des volontaires, bondissent dans ces sapes et les font sauter à la mélinite avec ceux qui les creusent.

La guerre de mines, comme on pense, ne chôme pas. Leurs sapeurs et les nôtres sont sans cesse occupés à creuser des galeries, à pousser en avant leurs travaux. Quelle joie quand on peut arriver, sans que l'éveil ait été donné, jusque sous les positions ennemies! Le fourneau de mine est préparé. Un beau jour, tout saute en l'air, la tranchée et ses occupans.

Mais il arrive assez souvent que la mine est éventée. Les sapeurs de la partie adverse lui donnent alors *le camouflet.*

Dans ces combats corps à corps, le fusil, la baïonnette, à cause de l'étroitesse des tranchées et des boyaux, ne peuvent être d'un bien grand secours. Il faudrait des armes plus courtes, la hache, le sabre d'abordage ou le briquet de nos aïeux. Les soldats allemands sont presque tous armés de coutelas. Les nôtres demandent des revolvers. On leur en donne dans la mesure du possible. On leur donne aussi des grenades, des pétards qu'ils portent accrochés à la ceinture.

Nous voici revenus à la guerre telle qu'on la faisait il y a des siècles. J'ai lu, le printemps dernier, l'ouvrage si intéressant de M. Gustave Schlumberger sur le siège de Constantinople. Les combats que se livrent Français et Allemands dans l'Argonne ne diffèrent pas sensiblement de ceux qui mettaient aux prises, sous les Longues Murailles, Grecs et Turcs!

29 janvier. — Juste une semaine après la violente attaque sur notre division de droite, une attaque plus violente encore se produit sur la division de gauche.

Ce matin, vers cinq heures, je suis réveillé par une très forte canonnade, une des plus fortes que j'aie entendues depuis notre arrivée.

Il fait très froid. Le thermomètre est descendu pendant la nuit jusqu'au-dessous de neuf degrés. Mais le soleil est étincelant et le ciel radieux. Nous partons à cheval vers Vienne-le-Château, par le chemin de gauche qui évite Moiremont. Entre Vienne-la-Ville et Vienne-le-Château, quelques obus de 77 éclatent tout près de nous, dans les prés.

Comme nous arrivons au village, le colonel commandant l'artillerie de la division nous dit : « Je donne l'ordre de faire tirer sur nos tranchées de première ligne que nous avons été obligés d'évacuer. » C'est assez grave. Que s'est-il donc passé?

Comme une des brigades opérait sa relève, vers six heures trente, l'ennemi a dirigé sur la première ligne un bombardement très vif à coups de lance-bombes, tandis qu'il exécutait un violent barrage d'artillerie sur la zone arrière. Il faisait en même temps sauter à la mine tout un saillant de nos lignes. C'est toujours de cette manière, on le voit, qu'il prélude à ses attaques. Il lance tout de suite après, sur le front de trois bataillons, une attaque massive en lignes de sections par quatre, avec accompagnement de fifres et de tambours. Notre bataillon

de droite est refoulé et son chef blessé. Le bataillon du centre paraît avoir été submergé, enveloppé et presque entièrement détruit. La gauche de la brigade voisine perd, par suite de ce brusque recul, une partie de ses tranchées de première ligne.

Le général commandant la division prend immédiatement les dispositions nécessaires. Le général commandant le corps d'armée lui donne toutes les forces disponibles. Trois contre-attaques sont organisées aussitôt. Les deux premières ne dépassent pas le ravin appelé le ravin des mitrailleuses. La troisième enlève une tranchée ébauchée par l'ennemi ; mais elle est arrêtée par des fils de fer apportés déjà par les Allemands.

Une nouvelle contre-attaque est déclenchée vers la fin de la journée. Elle est, elle aussi, arrêtée devant un fourré impénétrable. Le commandant du corps d'armée ordonne qu'on profite de la nuit pour s'organiser solidement sur la deuxième ligne de défense. Cette ligne présente sur la première de gros avantages : elle est beaucoup plus solidement construite et elle possède des flanquemens. La forêt étant éclaircie en cet endroit, notre artillerie pourra beaucoup plus facilement exécuter ses tirs de barrage.

Deux renseignemens très sûrs, qui nous parviennent le lendemain, nous donnent une idée de l'acharnement de ce combat. Les soldats allemands avaient été au préalable consciencieusement enivrés. « Ils puaient l'alcool à plein nez, » m'ont répété nombre de nos soldats. La chose ne fait aucun doute et elle a été remarquée bien des fois ici. Parfois même l'alcool est remplacé par l'éther.

Le bataillon, enveloppé dès le début, s'est défendu toute la journée dans ses boyaux, ainsi qu'une partie de la nuit. Les hommes se sont fait tuer jusqu'à leur dernière cartouche. Le nombre des prisonniers valides a été extrêmement faible. Le commandant du bataillon, blessé tout au commencement, aurait dit à son agent de liaison : « Allez immédiatement rendre compte au colonel. Nous autres, nous crèverons ici ! »

On voit, par ces attaques endiablées des Allemands, toute l'ardeur d'offensive, tout le mordant dont ils font preuve dans l'Argonne. Ils se dépensent en efforts tenaces, méthodiques, extrêmement violens.

A quoi tendent ces efforts ? Car enfin, jusqu'à présent, leurs plus heureux coups de main ne leur font guère gagner plus de quelques centaines de mètres.

Leur état-major porte visiblement le plus vif intérêt à ces opérations dans la forêt. Il a paru récemment, dans la *Gazette de Francfort*, un long article publié plus tard en brochure : *der Krieg in Argonwald.*

Tous les succès allemands y étaient relatés, avec quel grossissement et quelle exagération je n'ai pas besoin de le dire ! Le vieux feld-maréchal comte Hæseler vit dans un petit village non loin d'ici, d'où il suit, avec une extrême attention, et sans doute aussi conseille les opérations. Le Kronprinz, qui commande l'armée qui nous fait face, a son quartier général à Stenay. Ne faut-il pas, pour des raisons dynastiques, lui procurer quelque succès à tout prix?

Il y a, me semble-t-il, des raisons locales et générales qui expliquent ces grands efforts. Après leur poussée dans la Woëvre (fin septembre) qui les rendit maîtres de Saint-Mihiel, les Allemands purent se flatter, un instant, de l'espoir d'investir Verdun. Ils tentèrent donc, à l'Ouest de cette place, le même coup qu'ils venaient de réussir à l'Est. Une série d'attaques dans la forêt d'Argonne ou sur ses lisières leur permettraient, croyaient-ils, de prendre pied sur la voie ferrée qui relie Sainte-Menehould à Verdun. A ce moment-là, l'investissement de cette citadelle serait chose très avancée.

Ils s'obstinèrent d'autant plus dans ces projets que les premiers combats dans l'Argonne paraissaient tourner à leur avantage. Leur supériorité d'outillage et d'organisation leur procurèrent tout d'abord des succès. Ils avaient des pionniers en très grande abondance. La place de Metz, toute voisine, leur fournissait tout le matériel nécessaire.

Mais, en dépit de ces efforts, leur avance, depuis quatre mois, a été insignifiante. Sainte-Menehould sera pour eux un objectif aussi impossible à atteindre que Calais ou Paris.

1er février. — Cet après-midi les Allemands font exploser de gros fourneaux de mines sur le saillant de Bagatelle, à la limite de nos deux secteurs. Tandis que les deux ailes de notre ouvrage s'effondrent dans les entonnoirs, une troupe ennemie fait irruption dans le centre. Il n'y avait là aucune défense accessoire. Les réseaux de fils de fer étaient impossibles à tendre, cet endroit-là étant sans cesse battu par les feux.

La contre-attaque aurait dû se faire immédiatement. Un

certain retard se produit, le bataillon de réserve mettant un peu trop de temps à se rassembler.

Plus nous allons et plus nous nous rendons compte de l'indispensable nécessité qu'il y a à avoir les réserves à une toute petite distance et toujours prêtes.

2 février. — Comme je rentrais de la Croix-Gentin, ce soir, vers cinq heures, le lieutenant M... m'apprend une bien triste nouvelle. Un de nos meilleurs camarades, le capitaine Boiteux, vient d'être tué net par une balle dans la tête, tandis qu'il faisait une tournée d'inspection dans une tranchée de première ligne. C'est au brusque passage d'un créneau qu'il a été atteint. Les Allemands ont des tireurs d'élite uniquement occupés à tirer sur nos embrasures dès qu'ils observent le moindre mouvement. Quel admirable officier nous perdons là : svelte et sec, une fine et jolie tête brune, passionné pour le service, alerte et plein d'entrain, toujours en mouvement, toujours prêt aux missions les plus difficiles. Il avait trente-quatre ans et il sortait de l'École de guerre. Il était marié, père de trois fillettes. Que de fois le soir, après qu'il rentrait de ses tournées, tout couvert de boue, nous nous attardions en longues causeries. Puis tout d'un coup : « Maintenant, mon cher, je vous quitte. Avant de me coucher, il faut que j'écrive à ma femme ! »

On vient de ramener son corps. Tout à l'heure, on l'a étendu sur un lit, dans une pauvre et triste chambre décorée en toute hâte avec quelques couronnes de feuillage et deux ou trois drapeaux. Il est étendu tout habillé, le crâne enveloppé de linges, le visage découvert, son képi, troué par les balles, posé sur sa poitrine.

Quelques bougies éclairent timidement ce lieu. Deux soldats, baïonnette au canon, immobiles, montent la garde. Agenouillé au pied du lit, un prêtre brancardier lit les prières dans son missel. Un officier, à tour de rôle, veille son camarade, qui, dans cette demi-obscurité, paraît simplement endormi !

3 février. — Le moral des Allemands.

Rien ne serait plus dangereux que de nous faire des illusions sur notre ennemi. Mieux vaut, à tous égards, voir la réalité telle qu'elle est. Le moral des Allemands continue à être très haut. Leurs soldats se battent admirablement. Lorsqu'ils sont cernés, très souvent ils aiment mieux se faire tuer que de se rendre.

Cependant, les lettres qu'ils reçoivent de chez eux trahissent chez ceux qui les ont écrites une confiance beaucoup moins grande que dans les premiers mois. Les signes de découragement et de lassitude se multiplient. Les femmes surtout se plaignent amèrement de la longueur de la guerre, de la cherté des vivres, etc.

10 février. — Nous allons ce matin à Vienne-le-Château, puis à la Harazée. Comme nous y étions vers neuf heures et demie, une attaque très violente se produit sur le saillant de Marie-Thérèse. L'ennemi fait sauter à la mine une partie de nos tranchées et précipite aussitôt dans la brèche des forces considérables. Les premiers rangs sont formés comme toujours d'hommes armés de grenades et de bombes. Derrière eux s'avancent de grosses masses. Les Allemands parviennent à occuper une partie de notre ligne. Notre bataillon de réserve, qui intervient immédiatement, les contre-attaque et arrête net leur avance. D'autres contre-attaques sont exécutées dans la journée et reprennent une partie du terrain perdu.

La mêlée, cette fois encore, a été terrible. Les Allemands, qui pour la plupart avaient été enivrés, ont massacré les prisonniers. De ce fait les témoignagees abondent, des témoignages irréfutables. Un officier, un adjudant et deux soldats ont affirmé sous serment la chose suivante : ils ont vu deux des nôtres entourés d'un groupe d'Allemands qui les ont d'abord désarmés. Un moment après, ces hommes ont été abattus à coups de revolver.

11 février. — Après la prise d'une mitrailleuse allemande, l'autre jour, le général commandant la division offrit aux Chasseurs du xe bataillon la somme de deux cents francs, la prime habituelle accordée par le Grand Quartier Général. Or, l'un des chasseurs qui avait pris la mitrailleuse lui répondit : « Merci, mon général! nous voulons bien nous faire casser la g..... pour le pays, mais pas pour de l'argent! »

Et il refusa la somme.

C'était un petit paysan de Lorraine pour qui deux cents francs représentaient une fortune.

12 février. — Il y a dans cette forêt d'Argonne des coins tout à fait délicieux : des vallées pleines de fraîcheur au fond

desquelles les ruisselets gazouillent, des sous-bois où se joue la lumière, des collines aux formes harmonieuses, de petits étangs où les grands arbres viennent mirer leurs branches.

Et tous ces jolis endroits, ces ruisseaux, ces fontaines, portent les noms les plus jolis du monde : le Bois de la Viergette; le Ruisseau des Emerlots; la Fontaine la Houyette (est-il rien de plus délicieux que ce vieux mot français?), la Fontaine-aux-Charmes, la Fontaine-Madame.

Quant à la longue crête qui constitue comme l'épine dorsale de cette forêt, son nom est évocateur des chasses d'antan. des meutes, des piqueurs, des cerfs forcés après des randonnées furieuses : elle s'appelle *la Haute Chevauchée.*

12 février. — Un régiment de Territoriaux, arrivé dernièrement, comprend un certain nombre de bûcherons du Morvan. Comme ils bivouaquent en pleine forêt, les Morvandiaux, trouvant à portée de main du bois en abondance, sont en train de se confectionner de merveilleuses cabanes. Ce travail paraît les intéresser très vivement.

Près d'uns ferme, les coloniaux, eux, ont édifié un véritable village nègre : toute une suite de huttes aux toits pointus comme on en trouve au Soudan, et dans les pays tropicaux. Ils ont construit au centre une jolie petite chapelle, une chapelle en miniature qui fait l'effet d'un joujou d'enfans. Au-dessus de la porte, une inscription latine :

REGINÆ VICTORIÆ, PILOSI MILITES
x^e INF. COLON. ÆDIFICARUNT HANC ECCLESIAM.

11 février. — Vers midi, les Allemands, en colonnes par quatre sur un front de 3 ou 400 mètres, prononcent une attaque en masse contre notre bataillon, au Nord de l'ancien saillant de Marie-Thérèse.

Arrêtés en tête par un feu d'infanterie, battus en queue par l'artillerie, les quatre colonnes sont rejetées, laissant de nombreux cadavres sur le terrain.

A treize heures, notre artillerie commence la préparation d'une attaque qui se déclenche à quatorze heures.

Deux compagnies du xe bataillon de chasseurs s'élancent sur les positions ennemies. Accueillis par une vive fusillade et un

feu violent de mitrailleuses qui, cachées derrière les arbres, échappaient aux coups de notre artillerie, l'attaque ne peut pas progresser longtemps. Un détachement cependant parvient jusqu'à un boyau avancé d'une cinquantaine de mètres, tout au contact de l'ennemi et s'y cramponne obstinément.

12 février. — Devant le bataillon de droite de notre division de gauche à l'Est de Bagatelle, nous faisons sauter à la mine une sape allemande. Les Allemands attaquent des deux côtés de la route de Bagatelle; ils repoussent nos guetteurs et progressent dans les tranchées de gauche. Trois compagnies viennent aussitôt renforcer notre ligne de défense de ce côté-là; à vingt et une heures, après avoir détruit des barrages faits de sacs à terre derrière lesquels les Allemands se sont murés, nos troupes réoccupent toute notre ligne et replacent où ils se trouvaient nos postes de surveillance.

Sur les fronts de la division de droite, des bombes allemandes font sauter un dépôt d'explosifs, dans les tranchées dites de Blanleuil (crête entre le ravin Sec et le ravin de la Fontaine-Madame). Un barrage d'artillerie arrête aussitôt toute tentative d'attaque. Toute la nuit, l'activité reste très grande de part et d'autre, surtout du côté du Four-de-Paris. Dans le secteur central, nous progressons d'environ cent cinquante mètres.

14 février. — Partout, mais surtout vers Marie-Thérèse, l'ennemi manifeste une grande activité. Nous gênons son travail par ses bombes et ses pétards, cherchant partout, conformément aux instructions du général commandant le corps d'armée, à reprendre la supériorité morale sur l'adversaire et, dès qu'il sera possible, l'initiative des attaques.

16 février. — Notre artillerie appuie la division de gauche du corps voisin qui est aux prises dans la région de Bolante avec une forte attaque ennemie.

Différens coups de main heureux sont exécutés dans la nuit contre des sapes allemandes. Il semble que l'ennemi devienne moins agressif.

Les rôles changent peu à peu. Les Allemands, grâce surtout à leur supériorité d'outillage, à leur grand nombre de pionniers, étaient arrivés à prendre un certain ascendant. Or, ils sont en

train de le perdre. Nos lignes de défense sont plus solidement organisées et les barrages d'artillerie bien établis partout. La surveillance de nos officiers, de nos hommes ne se dément pas un instant.

Il en résulte que la plupart de leurs attaques (et Dieu sait s'ils en font) échouent.

Tantôt les Allemands, après un jet de bombes et de grenades sortent, en formations serrées, de leurs tranchées. En quelques secondes, une pluie d'obus, de balles, s'abat sur eux. Les voilà obligés de regagner bien vite leurs trous, non sans laisser un grand nombre des leurs devant les parapets.

D'autres fois, ils s'avancent à la sape afin de diminuer pour leurs troupes le chemin à parcourir. Mais ces sapes sont de véritables tombeaux pour ceux qui les creusent. Nos soldats, en effet, ne cessent pas d'y jeter des bombes qui tuent tous les occupans.

Il s'établit ainsi sur tout notre front une activité incessante, une infatigable vigilance qui, de plus en plus, détruisent dans leur germe tous les projets d'offensive des Allemands.

On comprend toute la tension d'esprit, toutes les fatigues qui sont par là même imposées à nos troupes et à leurs chefs. Dans les tranchées de première ligne, les soldats sont jour et nuit sur le qui-vive. Ils restent dans la boue, dans l'eau. soumis à une fusillade, à un jet de projectiles continu. Imaginez ce qu'est cette existence.

Le sifflement des obus et des balles fait, dans la forêt, une musique étrange, fantastique. Dans ces étroits ravins, les moindres bruits se répercutent avec une amplitude et une sonorité inaccoutumée. Les troupes de réserve devant être aussi près que possible de la première ligne, les soldats ne peuvent guère se reposer davantage. Quant aux cantonnemens de repos, ils sont presque tous soumis, cela va sans dire, à un assez violent bombardement.

Mais qu'importent toutes ces fatigues et ces dangers? Le moral de nos hommes n'en demeure pas moins admirable. C'est quelque chose de miraculeux, de sublime, devant quoi il faudrait se mettre à genoux! Songez que, même les jours où il n'y a pas de combat important, les pertes en tués et blessés se chiffrent assez souvent par centaines.

J'assistais l'autre jour à la revue d'un régiment qui revenait

des tranchées. Par une pluie froide, les hommes, crottés jusqu'au menton, avaient une attitude étonnante. Ils étaient jeunes presque tous, extraordinairement jeunes. Des visages imberbes, mais une attitude si martiale et les regards si résolus !

Je me souviens notamment d'un de ces Marie-Louise de l'Argonne, un petit caporal tout jeunet qui attirait l'attention par sa fière contenance. Le général s'arrêta devant lui pour l'interroger. « C'est le meilleur bombardier du bataillon, dit le commandant. Il n'a pas son pareil pour lancer les grenades. Il est ici depuis trois mois; à la première occasion, nous le faisons sergent. » Vraiment, on pourrait dire d'eux ce que l'*Autre* disait de ses conscrits : « L'honneur et le courage leur sortaient par tous les pores. »

Beaucoup des officiers qui les commandent sont d'ailleurs aussi jeunes qu'eux. Il nous est arrivé dernièrement tout un lot de sous-lieutenans constitués par les admissibles à Saint-Cyr. Ils arrivaient pleins d'entrain et d'élan, prêts à se donner de tout leur cœur, de toute leur âme, à leur mission.

Il n'est pas rare de voir, de-ci de-là, briller la croix d'honneur sur une de ces poitrines de vingt ans. Certains de ces officiers ont déjà reçu deux ou trois blessures. Ce sont des vétérans, riches d'expérience et pleins de leçons. Les soldats ont pour eux un respect mêlé d'admiration.

Quel début dans l'existence, quelle magnifique entrée dans la vie! Les plus doux rayons du soleil levant ne sont rien à côté de ces premiers rayons de la gloire pour un cœur de vingt ans. C'est un soldat, Vauvenargues, qui l'a dit!

17 février. — C'est aujourd'hui le jour fixé pour l'offensive, sur notre gauche, dans la région des Hurlus. Notre corps d'armée a pour mission d'entretenir, sur tout son front, une activité très grande, afin que les Allemands ne puissent distraire d'ici aucune troupe. Une très violente canonnade se fait entendre toute la journée vers l'Ouest. Notre division de droite exécute toute une série d'opérations. Elle essaie de faire sauter un blockhaus allemand situé sur la rive droite du ruisseau de la Fontaine-aux-Charmes. Tout ce qui n'est pas détruit par l'explosion est canonné à bout portant par une pièce de 65 qui tire à quatre cents mètres.

Vers dix heures, nous faisons exploser une mine sous une tranchée allemande dans la région du Four-de-Paris. Une section d'un bataillon de chasseurs saute dans l'entonnoir et pousse jusqu'à la ligne suivante.

Une forte contre-attaque allemande débouche aussitôt en colonnes par quatre; elle refoule légèrement nos élémens et parvient jusqu'à la tranchée qu'a bouleversée l'explosion. Mais, prise sous les feux de l'infanterie et de l'artillerie, elle recule bien vite, laissant beaucoup de morts sur le terrain.

Mais c'est sur la croupe Blanleuil que nous avons préparé notre principale attaque. Tous les détails en ont été soigneusement réglés. Trois fourneaux de mines sont chargés depuis quatre jours sous les positions de l'ennemi. Les bataillons qui donneront l'assaut se sont reposés. Les hommes ont été exercés au lancement des bombes.

Ces troupes sont réparties en trois échelons :

1° Une compagnie qui a pour mission de sauter sur l'ouvrage aussitôt après l'explosion, de le dépasser et de pousser en avant le plus loin possible.

2° Une compagnie chargée de soutenir la première et d'organiser la position acquise.

3° Un bataillon pour nourrir l'attaque et exploiter le succès.

Chaque colonne d'assaut est précédée de lanceurs de bombes; puis des chasseurs baïonnette au canon; des sapeurs du génie porteurs d'outils et de sacs à terre; enfin, une mitrailleuse.

A huit heures, le feu est mis et les fourneaux de mines explosent sous les tranchées allemandes; l'un d'eux fait éclater en même temps une mine qui avait été préparée par les Allemands. Au même moment, l'artillerie exécute un tir de barrage à l'arrière des positions de l'adversaire et bat violemment les points d'où l'ennemi pourrait flanquer les positions attaquées.

Deux minutes après, débouchent des boyaux, dans lesquelles elles sont formées, les trois colonnes d'assaut enlevées par les chefs de section, marchant en tête et encouragés par le commandant qui mène l'attaque. Celui-ci, un soldat magnifique, debout sur le parapet, la canne à la main, indique à chacun du geste le point où il doit se porter. Les colonnes bondissent sur l'ouvrage ennemi, y pénètrent par trois points et tuent tous les

Allemands qui s'y trouvent : en tout une centaine d'hommes dont les cadavres restent dans la tranchée. On fait quatre prisonniers et on s'empare d'une mitrailleuse qui est ramenée et conservée.

A huit heures trente, la tranchée ennemie est occupée sur une longueur de 350 mètres au moins.

Les quatre chefs de section sont hors de combat, mais l'élan est donné et une partie des troupes dépasse la tranchée de première ligne, se jette dans les boyaux et arrive jusqu'aux tranchées de deuxième ligne.

Elles sont remplies d'Allemands et elles contiennent en abondance des dépôts de bombes et de munitions.

Nous y pénétrons un instant, mais, violemment contre-attaqués par plusieurs colonnes débouchant des boyaux en arrière, nous ne pouvons nous y maintenir; nous rentrons dans la tranchée de première ligne allemande que nous venons d'enlever.

Cette tranchée est profonde, étroite au sommet, évasée au fond, précédée d'un parapet très bas face à nos lignes, mais surélevé d'autre part vers l'arrière, ce qui empêche les nôtres de tirer sur les lignes allemandes, et qui permet à l'ennemi de s'abriter sur le bord même de la tranchée, au cours des contre-attaques.

Cependant, les détachemens du génie commencent à mettre en défense les entonnoirs ; ils constituent avec des sacs à terre des barrages aux extrémités de la tranchée occupée, aux débouchés de boyaux.

Le deuxième échelon est venu renforcer la première compagnie dans l'ouvrage conquis. Deux de nos mitrailleuses sont déjà en position ; l'une d'elles prend sous son feu une troupe d'Allemands qui s'avancent à découvert et la fauche en un instant. L'ennemi les contrebat avec violence ; une partie des servans sont tués ou blessés sur leurs pièces.

Les Allemands reprennent leurs contre-attaques en accentuant les efforts sur notre droite ; leurs jets de bombes incessans rendent notre position intenable.

Le commandant de l'attaque a déjà fait renforcer le front par deux compagnies du troisième échelon ; une troisième compagnie est rapprochée immédiatement en réserve. Les tranchées et boyaux sont occupés autant qu'ils peuvent l'être.

D'ailleurs, le terrain entre notre première ligne et la tranchée prise ne permet pas un plus grand déploiement de forces. Il est inextricable, couvert d'abatis et de chevaux de frise.

Notre dernière compagnie apporte du matériel, sacs à terre, bombes et grenades qu'elle fait passer aux combattans.

L'ennemi renouvelle sans cesse ses attaques en utilisant des boyaux; il parvient à se glisser au milieu de notre ligne. Il est chaque fois repoussé. A partir de midi, il bat très violemment la ligne occupée, nos première et deuxième lignes avec du 77, du 105 percutant et des *Minenwerfer*. Le terrain est bousculé, nos tranchées très endommagées. Le bataillon qui garde en arrière notre première ligne de défense subit des pertes, sans sortir de ses tranchées (cinquante-trois blessés, une vingtaine de tués).

Entre treize heures trente et quatorze heures, sur notre droite, les Allemands lancent une contre-attaque en masse et à la baïonnette : elle est brisée par notre fusillade. Mais, peu après, ils reviennent à la charge et poussent par tous les boyaux convergens, jetant les explosifs par paquets. Le jet de bombes devient de plus en plus violent, particulièrement sur la droite, où tous les chasseurs sont l'un après l'autre mis hors de combat.

Vers seize heures trente, cette partie de tranchée est perdue, ses défenseurs tués. Le commandant, depuis le matin, se dépense sans compter ; debout sur le parapet, il crie : « Hardi, les chasseurs ! Tenez ferme ! » Il tombe frappé d'une balle au front.

Le général commandant la division donne l'ordre d'amener un autre bataillon en réserve et de lancer ce qui reste du bataillon en contre-attaque. Mais ce nouvel effort ne peut s'effectuer, tant en raison de l'encombrement du terrain que par suite du manque de bombes.

L'ennemi prend alors de flanc l'autre partie de la tranchée ; il y attaque nos troupes, homme par homme, par un jet de bombes ininterrompu. Nos soldats mettent deux heures à faire deux cents mètres en perdant environ 40 pour 100 de leur effectif. Peu à peu, la tranchée occupée se vide et nous nous replions sur nos positions. Le général commandant la division donne l'ordre de se consolider sur notre front et d'y tenir solidement.

Notre artillerie n'a cessé d'appuyer l'infanterie. Toutefois, à

certains momens, elle n'a pu produire tout son effet, en raison du rapprochement des deux lignes adverses.

Le génie a fourni à chaque colonne d'attaque les élémens chargés de mettre la tranchée ennemie en état de défense; toute la journée, il a exécuté ses travaux sous un feu violent qui les démolissait sans cesse.

La lutte a été magnifique : chaque pouce de terrain n'a été perdu, peut-on dire, que par la mort de son défenseur. Il n'y avait plus de bombes, il n'y avait presque plus de munitions, et le ravitaillement ne pouvait se faire par les ailes, qui étaient débordées et battues de flanc, ni par le centre où le boyau était encombré. Une compagnie de chasseurs s'est battue, pendant deux heures, avec les fusils et les munitions des Allemands, avec leurs bombes non éclatées qu'on leur relançait.

Une fois de plus s'est ainsi affirmée la nécessité de doter nos troupes de grenades pratiques et sûres en quantité suffisante pour qu'elles puissent les dépenser sans compter.

Toutes les unités engagées tant pour l'attaque et la conservation du terrain conquis que pour le maintien de nos positions à Blanleuil et sur les autres points du front, se sont montrées, toute la journée, admirables de courage, d'audace, de ténacité. Les officiers ont fait noblement tout leur devoir.

Les Allemands ont certainement subi des pertes très considérables, que tous affirment supérieures aux nôtres.

18 février. — Cette nuit, vers trois heures, les Allemands ont tiré leurs premiers obus sur le village où nous nous trouvons.

Le sifflement bien connu m'a réveillé. Personne au demeurant ne s'est levé. Il faisait noir. il faisait froid : deux excellentes raisons pour ne pas bouger. Il n'y a eu aucun mal, sauf quelques chaises et des assiettes cassées dans une popote des officiers.

20 février. — A Châlons, où je reste deux heures, j'assiste au défilé de quatre ou cinq cents prisonniers allemands, faits la veille dans la région de Perthes. Ils passent dans la grande rue, solidement encadrés de territoriaux baïonnette au canon. Le populaire est très excité. La plupart de ces soldats m'ont paru d'une qualité physique nettement inférieure à tout ce que

j'avais vu jusqu'ici : jambes cagneuses, épaules voûtées, corps malingres, bref toutes les variétés du déchet humain.

Où sont les magnifiques prisonniers de la Garde que nous faisions dans la région de Reims? De solides gaillards, vigoureux, bien plantés, donnant la pleine impression de la jeunesse et de la force!

27 février. — La bataille des Hurlus continue sur notre gauche. Ce matin, pendant que nous galopons sur les hauteurs du Mont-Yvron, nous entendons le fracas de la canonnade toute proche. Par Maffrécourt, on atteint ces hauteurs qui se déploient en arc de cercle. Le sol y est sec. Au lieu de l'Argonne fangeuse et boueuse, c'est déjà le terrain crayeux de Champagne. On domine, du côté Nord, le village et le château de Hans, où Attila et Brunswick s'arrêtèrent, ainsi que le rappelle une inscription. Au Sud, c'est le village et la colline de Valmy, sur laquelle se dresse la colonne commémorative de la bataille. Elle a grand air, cette colonne, très visible de tous les points de l'horizon. Le cœur de Kellermann s'y trouve, et l'on a gravé sur la pierre la phrase célèbre de Gœthe : « De ce lieu, de ce jour date une ère nouvelle de l'histoire du monde, et vous pourrez dire : J'y étais. »

Nous sommes sur le terrain même où se livra cette bataille, qui marque un grand événement historique, beaucoup plus qu'un grand événement militaire.

L'armée de Brunswick ayant forcé les défilés de l'Argonne (ces Thermopyles de la France, comme le disait sans trop d'exactitude Dumouriez), faisait face à l'Allemagne et tournait le dos à Paris. C'était tout le contraire pour l'armée de Kellermann. Tout se borna en somme à une violente canonnade. Décontenancé par l'aspect martial et la fière attitude des troupes révolutionnaires qu'il s'attendait à mettre en fuite dès les premiers boulets, Brunswick n'osa pas poursuivre la lutte. Dans cette auberge de la Lune (grande route de Sainte-Menehould à Châlons), où ils passèrent la nuit qui suivit la bataille, Gœthe a raconté le découragement qui s'empara des chefs de cette armée. Il pleuvait depuis huit jours. Les bagages s'étaient perdus dans les boues. Un gîte détestable et un souper absent. La tâche de forcer la France révolutionnaire leur apparut comme une entreprise de plus en plus hasardeuse...

Les descendans actuels de Brunswick y mettent plus d'obstination. Nous n'en aurons que plus de mérite à les faire déguerpir.

2 mars. — Notre supériorité, notre ascendant sur l'ennemi s'accentuent; nous prenons de plus en plus l'initiative des attaques. Si les Allemands s'avisent d'attaquer à leur tour, leurs efforts se dépensent presque tous en pure perte.

Notre succès, ici comme ailleurs, est une affaire de patience, de ténacité et d'énergie.

Le violent combat qui vient de se livrer aujourd'hui à Blanleuil en fournit une nouvelle preuve. Devant cette position, l'ennemi se montre depuis quelques jours très actif. La possession de cette croupe doit lui permettre d'agir d'enfilade et très efficacement sur notre saillant de Bagatelle. Il cherche sans cesse à progresser et réussit à pousser ses travaux d'approche jusqu'à une vingtaine de mètres de nos tranchées.

Il bat constamment et violemment notre première ligne avec ses canons de 77 et de 105 rapprochés à courte portée. Il y lance de nombreux explosifs et les bouleverse en beaucoup d'endroits, nous obligeant à un travail incessant pour les maintenir en état.

Le 1er mars, au point du jour, ce bombardement redouble. De plus, l'ennemi canonne les arrières de la position avec du 105. Tout fait présager une attaque.

A ce moment, notre première ligne est occupée par un bataillon, en arrière duquel se trouve, en réserve de secteur, un autre bataillon.

A la demande de l'infanterie, notre artillerie exécute un tir de barrage en avant de nos tranchées.

D'autre part, le général commandant la division donne l'ordre à deux autres bataillons de se porter sur la Harazée. Enfin, la région du Four-de-Paris étant, elle aussi, très violemment canonnée, une brigade occupe sans délai la ligne de la Biesme.

Vers sept heures quinze, trois mines explosent sous nos tranchées, creusant un profond entonnoir au centre de notre ligne, et deux plus petits à droite et à gauche. Les parapets sont bouleversés, beaucoup des nôtres ensevelis; la fumée n'est pas encore dissipée que l'ennemi a déjà pénétré dans les enton-

noirs en lançant des bombes ; il les occupe et cherche à gagner de proche en proche les tranchées attenantes.

Des deux compagnies qui se trouvent en première ligne, les quatre officiers et beaucoup de sous-officiers sont, dès le début, mis hors de combat.

Nos élémens de deuxième ligne, qui n'ont pas eu le temps de déboucher de leurs boyaux, ne peuvent qu'arrêter de leur feu les assaillans ; ceux-ci s'infiltrent de toutes parts, pendant qu'un combat corps à corps continue dans les portions de tranchées non bouleversées.

De nombreuses troupes de renfort arrivent derrière les Allemands; mais découvertes, en partie, elles sont battues aussitôt par notre artillerie, nos mitrailleuses et arrêtées, à plusieurs reprises, dans leur progression.

Une partie du premier bataillon est submergée par la vague allemande.

L'ennemi, à peine a-t-il pris pied dans nos tranchées, qu'il les retourne aussitôt contre nous avec une rapidité surprenante, poussant derrière ses troupes d'attaque de nombreux travailleurs porteurs de sacs à terre, de rondins et de boucliers, dont ils revêtent la position conquise.

A force d'énergie, nous parvenons cependant à les arrêter. Notre compagnie de droite se maintient dans sa position, coûte que coûte.

Immédiatement lancé en contre-attaque, un de nos bataillons contient les Allemands, puis les refoule légèrement.

Un autre est à proximité, prêt à s'engager; mais le terrain est violemment battu par les feux de l'ennemi, mitrailleuses, fusils, canons (77 et 105) venant de face et d'écharpe. Les communications, les travaux de défense sont presque impossibles.

Le général commandant la division renouvelle l'ordre de tenir les positions à tout prix. Il prescrit en même temps de préparer une nouvelle contre-attaque qui se fera au début de la nuit. Une compagnie du génie lui prêtera son concours.

Les Allemands, sur leur gauche, canonnés sans arrêt par notre artillerie, ne peuvent recevoir, de ce côté, aucun des renforts sur lesquels ils comptaient.

Mais, à leur droite, ils réussissent à en amener quelques-uns par le ravin de Fontaine-Madame, malgré le feu de nos mitrailleuses.

Cependant l'artillerie de la division procède à la préparation minutieuse de notre contre-attaque; elle reçoit l'appui très efficace de plusieurs batteries de la division voisine.

Le bataillon désigné pour cet assaut nocturne fait procéder à toutes les reconnaissances nécessaires; il reçoit un copieux approvisionnement en bombes et grenades. A la nuit tombante, les compagnies sont placées face à leurs objectifs.

A dix-huit heures cinquante, l'artillerie commence un bombardement très vif des positions ennemies, suivi à dix-neuf heures de tirs d'efficacité pour démolir les flanquemens.

A ce moment, éclate un violent orage accompagné d'une tempête de neige. Notre attaque n'en est pas moins lancée. Au coup de sifflet, nos soldats se lèvent d'un bond et se ruent à la baïonnette sur l'ennemi, malgré des feux violens, aux cris de : « Hourra! — En avant! »

Du premier élan, une compagnie réussit à pénétrer sur plusieurs points jusqu'à la deuxième ligne; gagnant de proche en proche, elle s'étend peu à peu dans la tranchée en la déblayant à la baïonnette. Le combat se poursuit pendant plus de quatre heures dans la tranchée de première ligne et dans le boyau où se sont barricadés les ennemis; il faut gagner du terrain pied à pied, démolissant les barrages élevés par l'ennemi, débarrasser la tranchée de nombreux cadavres qui l'encombrent et l'organiser au fur et à mesure de la progression.

Nous parvenons à reprendre presque la totalité de nos positions. Ce que conserve l'ennemi est tout à fait insignifiant. Nous trouvons, dans nos tranchées reconquises, un nombreux matériel allemand : outils, sacs à terre, boucliers que nous utilisons aussitôt, sans oublier quantité de fusils et de cartouches.

Nos troupes se sont admirablement comportées. Les jeunes soldats sont allés à l'assaut avec un héroïque courage. Le commandant du corps d'armée les en félicite dans un ordre général. La lutte a été acharnée. Il n'y a eu de part et d'autre presque aucun prisonnier. Nous en avons fait quatre en tout, deux grièvement blessés, deux autres légèrement. D'après ce qu'ils racontent, il n'y aurait eu que deux Français prisonniers, tous deux gravement blessés.

Les pertes des Allemands ont été certainement très fortes.

On a retrouvé plus d'une centaine de cadavres sur le terrain. Leurs troupes en arrière sont restées un certain temps en formation dense sous le feu de notre artillerie et de nos mitrailleuses. D'autre part, d'après l'interrogatoire des prisonniers, le tir sur les tranchées allemandes a été extrêmement efficace.

J'ai rencontré ce matin un commandant qui venait de passer six jours dans les tranchées de première ligne, en un endroit où la lutte est particulièrement acharnée. Il avait l'air hébété, comme un homme qui a reçu sur le crâne un choc violent dont il n'est pas encore remis. Il parlait d'une voix éteinte, en brouillant quelque peu les paroles. « Je vous demande pardon, me disait-il. C'est curieux : je ne trouve plus mes mots. »

Pendant le combat du 1er mars, au moment où les Allemands se sont emparés de notre tranchée, cinq de nos soldats sont demeurés terrés dans le fond obscur d'un boyau. Lorsque les nôtres reviennent, ils se montrent. Mais, dans l'obscurité, on les prend pour des Boches, et on leur tire dessus. Le sergent est tué. Alors les quatre survivans se terrent de nouveau. Par-dessus le parapet ils jettent plusieurs bouts de papier enroulés autour de cailloux : « Nous sommes Français, ne tirez donc pas sur nous. » Et ils signent de leurs noms en indiquant leur section, leur compagnie.

On les accueille à bras ouverts. On les sustente. Ils étaient aux trois quarts morts de faim.

Toutes nos batailles dans l'Argonne marquent le triomphe de l'effort et de la volonté. C'est à force d'énergie et de ténacité que nous obtenons nos succès. Il en a été ainsi durant toute cette guerre. Mais la chose est plus vraie ici qu'ailleurs.

Les Allemands nous avaient pris hier une tranchée. Nous la leur reprenons aujourd'hui, et nous leur prenons en outre une portion de la tranchée voisine avec une mitrailleuse. Il n'y a qu'un seul prisonnier.

APREMONT.

LA RÉADAPTATION

DES

SOLDATS MUTILÉS ET AVEUGLES

A LA VIE UTILE

I

Parmi les multiples problèmes que la guerre pose chaque jour d'une manière plus instante à nos esprits et dont elle laissera la charge écrasante à la société de demain, celui de l'utilisation des soldats mutilés et aveugles est particulièrement attachant. La modique pension que l'État versera à nos glorieux défenseurs ne saurait nous acquitter envers eux. Il nous faut, pour que notre gratitude ne soit pas trop lourde à porter, que, dans la plus large mesure possible, ils soient mis en état de s'assurer une vie active et utile, la seule qui apporte à l'homme les satisfactions morales nécessaires à l'âme comme le pain au corps. Il nous faut qu'ils puissent garder leur place au foyer, avoir la direction de leur famille et, s'ils ne peuvent toujours subvenir à ses besoins, du moins ne pas lui être une charge. Il ne s'agit pas seulement de dettes individuelles que nous devons acquitter, il y a là une nécessité sociale. Déjà, dans bien des domaines, à la campagne surtout, les bras manquaient en France. Après la guerre, les obus et la mitraille auront tellement diminué notre puissance de production qu'il serait criminel de laisser en friche par négligence une partie quelconque des forces nationales.

Des rapports très documentés ont été présentés sur la question à la Société de médecine publique par M. le docteur

Borne, à l'Académie de médecine par M. le docteur Mosny, et, plus récemment, en ce qui concerne spécialement les soldats aveugles, par M. le docteur Bazy. Avec l'école de réadaptation de Lyon et quelques autres œuvres du même genre, nous sommes entrés dans la voie des réalisations. Personne n'a le droit d'ignorer ce qui peut se faire et ce qui doit se faire, parce que chacun de nous, directement ou indirectement, peut collaborer à cette partie de la tâche commune. Il y a là un état d'esprit à créer dans le public.

M. le docteur Borne distingue trois catégories de blessés : les hommes atteints d'impotence fonctionnelle curable, les mutilés aptes dès maintenant à la rééducation, et les invalides.

Il a été fait beaucoup déjà pour la première catégorie. Les services de santé militaire n'avaient, semble-t-il, rien prévu pour elle, et, au début de la guerre, on se contentait de renvoyer ces impotens fonctionnels dans leurs foyers. Rien ne pouvait leur être plus dangereux : privée de soins, leur impotence tendait naturellement à devenir chronique. Aujourd'hui, dans chaque région militaire, des établissemens de mécanothérapie et de massothérapie ont été fondés, qui fonctionnent de moins en moins imparfaitement. C'est de ces établissemens qu'ils sont justiciables. Théoriquement désormais les malades de cette première classe sont ou rendus à la santé, ou assimilés à la seconde catégorie ; avec le temps, un temps parfois assez long à la vérité, ils doivent retrouver la liberté de leurs organes ankylosés, l'exercice de leurs fonctions interrompues, et redevenir aptes à la rééducation.

Pour la seconde catégorie, qui se trouve ainsi enrichie, il importe de bien nous pénétrer de cette idée que les mutilés sont capables de travaux beaucoup plus variés et plus finis que nous ne sommes habitués à le considérer en France. Bien que ce soit chez nous, semble-t-il, qu'a germé la pensée généreuse de réadapter les mutilés à la vie utile, c'est hors de France surtout qu'elle a d'abord été appliquée. En Allemagne, au cours du XIXe siècle, des établissemens ont été fondés à Munich, à Stuttgart, à Nowawes, à Hambourg. Mais l'établissement le plus célèbre, l'établissement modèle par excellence, est celui de Copenhague, qui, fondé en 1872, est pourvu aujourd'hui d'un budget de plus de trois cent mille francs. Une clinique permet de soumettre les candidats à un examen minu-

tieux après lequel sont retenus ceux-là seuls qui présentent les aptitudes physiques nécessaires à un enseignement professionnel approprié à leur situation. Pour les enfans, une école donne une éducation primaire jusqu'à la quatorzième année. Des ateliers nombreux sont ouverts aux adultes. Un *Heim* met à leur disposition une nourriture saine et à bon marché. 80 pour 100, paraît-il, de ces mutilés et infirmes parviennent, après leur sortie de l'établissement, à se faire des journées d'ouvriers valides. La Scandinavie semble être la terre d'élection de l'œuvre de réadaptation, et l'on trouve des ateliers similaires en nombre très élevé, eu égard à la faible densité de la population, à Stockholm, à Karlskrona, à Christiania, à Helsingfors, à Gothenbourg. A Saint-Pétersbourg, une institution analogue a facilité la rééducation d'un grand nombre de soldats mutilés après la guerre de Mandchourie. En Belgique, l'établissement de Charleroi est justement connu. A Paris, on peut visiter les ateliers si intéressans des Frères de Saint-Jean-de-Dieu, 223, rue Lecourbe, où quatre cents mutilés et infirmes reçoivent une instruction intellectuelle et professionnelle, et qui donnent des résultats très remarquables. Le directeur, le Révérend Père Jean-Paul, m'a donné l'assurance que beaucoup de ses anciens élèves parviennent à se faire une situation enviable. L'établissement ne peut généralement pas suffire à toutes les demandes d'emploi qui lui parviennent chaque année.

Nous avons donc derrière nous déjà un vaste champ d'expérience. Il ne s'agit pas d'innover, ou fort peu, et quand, au mois de décembre dernier, l'actif maire de Lyon, M. Herriot, ouvrit dans sa ville le premier atelier pour nos soldats mutilés, il n'eut qu'à recueillir l'enseignement des faits pour décider que des métiers très variés seraient enseignés aux élèves. Beaucoup de travaux sans doute sont inaccessibles aux manchots, pour lesquels il faudrait réserver les postes de facteurs et de gardiens. Cependant, pour ne parler que des métiers manuels, ils réussissent bien dans le brochage, la reliure, la fabrication des jouets en bois. D'ailleurs, avec les manchots, l'élément essentiel est l'équation personnelle, surtout la volonté persévérante de l'infirme, qui crée d'individu à individu de grandes diversités entre les facultés d'adaptation. Chez les Frères de Saint-Jean-de-Dieu, un professeur, amputé des deux bras, avec

un moignon de 10 centimètres à l'épaule gauche et un moignon de 15 centimètres au coude droit, parvient, au moyen de sa main droite munie d'un pouce articulé, à se passer de toute aide pour manger, pour s'habiller, et dans tous les soins de la vie journalière. Il écrit même fort bien et l'on prétend qu'il est le meilleur dessinateur de la maison. Quant au mutilé des membres inférieurs, une seconde de réflexion suffit à montrer qu'il dispose encore d'une grande faculté d'agir. Pourquoi un amputé d'une jambe, ou même des deux jambes, ne serait-il pas tailleur, cordonnier, vannier, menuisier, ébéniste, relieur, bourrelier, ferblantier, mécanicien, dessinateur, fourreur, bijoutier, que sais-je encore (1)? Plusieurs de ces métiers sont effectivement enseignés, avec succès, à l'école de Lyon (2). Une section d'horticulture y a été ouverte voici trois mois, — à la vérité peu recherchée puisqu'elle ne compte encore que 8 élèves, — et M. le docteur Mosny observe que la viticulture, l'arboriculture, l'aviculture, l'apiculture, qui ne réclament qu'une mobilité restreinte, pourront, selon les régions, constituer de précieux débouchés. Pour les plus instruits, des cours de comptabilité ont été organisés où l'on enseigne la dactylographie et la sténographie. Ils étaient suivis au 15 septembre dernier par 65 élèves sur 192 que comptait alors l'École. Ces apprentis seront secrétaires d'hôtel, caissiers, employés de bureau, fonctionnaires, représentans de commerce. Et ici les manchots ne souffrent pour ainsi dire d'aucune infériorité. Ceux mêmes qui n'ont conservé que le bras gauche apprennent très vite à en tirer les mêmes services que d'un bras droit.

L'École, qui pressent les préjugés possibles du public, se propose de faire de ses apprentis des ouvriers de choix. A

(1) Chez les Frères de Saint-Jean-de-Dieu, un tailleur, amputé des deux membres inférieurs, actionne parfaitement sa machine à coudre au moyen de ses jambes articulées.

(2) La cordonnerie est particulièrement recherchée, parce que c'est une profession absolument sédentaire, et qui, à la différence de la taillerie, trouve sa place même au village. Elle permet à nos blessés cultivateurs, qui sont en grand nombre, le retour dans leur pays. Pour 50 apprentis cordonniers, il y avait le 15 septembre dernier à Lyon 18 tailleurs, 12 papetiers-brocheurs, 18 menuisiers, 21 fabricans de jouets. On peut voir sur l'école de Lyon l'intéressante brochure du docteur Carle, *les Écoles professionnelles de blessés* (préface de M. Ed. Herriot.. Le directeur de l'École, M. Basèque, autrefois attaché à l'École de Charleroi, m'a très obligeamment renseigné sur la situation présente de l'établissement, qui est maintenant réparti en deux groupes scolaires : 1° 41, rue Rochais; 2° 26 chemin de Tourvielle, Point-du-Jour.

l'entrée, des médecins apprécient les capacités des candidats à la rééducation. Plus tard, ils surveillent la parfaite adaptation des appareils de prothèse (bras et mains surtout), qui doivent être dans certains cas enrichis de dispositifs particuliers appropriés aux métiers et aux habitudes personnelles. Un enseignement intellectuel subsidiaire, qui a un peu le caractère d'un enseignement postscolaire, est donné à quelques-uns parallèlement à l'enseignement professionnel, aux comptables surtout, parmi lesquels il en est qui, en vue de la représentation commerciale, apprennent l'anglais et même le russe. On sait l'extrême importance de l'hygiène et des exercices physiques pour les corps mutilés : des récréations en plein air sont ménagées aux internes après chaque repas, et pour leur permettre d'entretenir ou de reconquérir l'agilité de leurs mouvemens, des jeux sont mis à leur disposition.

Suivant l'excellent exemple donné par Lyon, une quinzaine d'écoles ont été récemment ouvertes à nos mutilés, dont l'une, celle de Saint-Maurice, qui compte actuellement 135 apprentis, dépend du ministère de l'Intérieur. Mais ce n'est là qu'un point de départ. Il faut que de nombreux établissemens semblables soient fondés dans toutes les régions militaires. Je dis nombreux, non pas seulement parce qu'il y a intérêt à ne pas imposer aux mutilés la nécessité de s'éloigner outre mesure des leurs, non pas seulement parce que certaines professions de caractère local pourront y être enseignées avec profit, mais encore parce qu'il importe que dans ces écoles le nombre des apprentis soit peu élevé. Un enseignement qui s'adresse à des anormaux doit être, autant qu'il est possible, un enseignement individuel. Il est essentiellement une conversation à deux. Il consiste dans la transmission d'une masse de petits procédés empiriques, variables avec le genre et le degré de la mutilation, par lesquels le mutilé supplée au défaut de ses organes. Il se complète d'encouragemens nécessaires, et suppose une confiance réciproque, une sorte de communion intime entre le maître et le disciple. Pour ces raisons les Frères de Saint-Jean-de-Dieu, de même que les directeurs de l'établissement de Copenhague, ont reconnu la supériorité des maîtres mutilés et infirmes, souvent plus dévoués à leur tâche, qui conduisent leurs disciples à travers des obstacles expérimentés par eux, les fortifient par leur seule présence qui est un exemple, et leur

épargnent l'humiliation, presque toujours très sensible à un mutilé, de sentir leur infériorité. L'organisation de ces écoles régionales, en aussi grand nombre que les exigeront la cruauté et la durée d'une guerre sans précédent, est un devoir qui incombe à l'État, le créancier naturel des dettes qu'aucun membre de la société ne peut désavouer, ou à ses substituts, le département et la commune.

Quant aux blessés de la dernière classe, celle des invalides, l'État ne pourra que les hospitaliser. Seulement il importe, par humanité autant que dans l'intérêt de la collectivité, que cette dernière catégorie soit réduite le plus possible. Entre l'invalide impuissant à tout travail, et le mutilé capable de prétendre à un salaire intégral, bien des degrés sont à distinguer. Et chaque homme devra conserver par le travail la part de dignité et d'indépendance que le sort lui aura laissée. Les ateliers dont nous avons parlé jusqu'à présent seront, bien entendu, des ateliers d'apprentissage seulement. Aussitôt formé, l'ouvrier les quittera. Ils disparaîtront le jour où y auront passé tous les mutilés de la guerre qui en auront manifesté le désir. Mais, contrairement à M. le docteur Mosny, je crois que, à côté et au-dessous de ces ateliers d'apprentissage, il y aurait place, au profit des plus déshérités, pour des ateliers permanens, qui assureront en tout temps un travail rémunéré, majoreront légèrement les salaires quand leur modicité risquera de décourager, se doubleront de cantines à bon marché, en somme créeront, à l'abri des heurts de la concurrence vitale, un milieu un peu artificiel, le seul où beaucoup d'infirmes puissent déployer utilement leur activité. Nous avons chez nous le modèle de pareils établissemens. Visitons les ateliers fondés par M. Marsoulan à Montreuil-sous-Bois et, à Paris, rue Compans et rue Planchat, ateliers où le Conseil général de la Seine et le Conseil municipal de Paris entretiennent près de cinq cents ouvriers infirmes ou estropiés. On y pratique avec succès le cannage, la serrurerie, la fabrication des nattes en jonc, des tapis en alfa, des liens pour l'agriculture, la reliure surtout. L'originalité de la maison est dans l'organisation du travail par équipes d'ouvriers qui, diversement mutilés, se complètent les uns les autres à la manière de l'aveugle et du paralytique. De la sorte, chacun s'attachant à telle part de la tâche qui convient à son infirmité, les facultés de tous, même des

plus impotens, peuvent être mises à profit. A l'atelier de reliure, par exemple, la vérification des pages, qui demande du soin mais point de force physique, sera confiée à un vieillard; le massicot pourra être manié par un amputé d'un bras, tandis que l'endossure reviendra à un amputé d'une jambe. Le salaire minimum est de 1 fr. 25 par jour, et le salaire moyen de 1 fr. 50. Un tiers des ouvriers environ touche le salaire minimum, un second tiers le salaire moyen, un dernier tiers se partage des salaires moins maigres qui peuvent, très exceptionnellement, monter à 3 francs. Malgré la pauvreté de ces résultats, je ne saurais dissimuler que le coût de l'entreprise est élevé; d'après le rapport de 1911, que j'ai entre les mains, pour 481 ouvriers les dépenses sont montées cette année-là au total de 363 000 francs, et les recettes à 231 000 seulement. La différence a été à la charge du Conseil municipal jusqu'à concurrence de 10 000 francs et du Conseil général de la Seine pour 142 000, soit 152 000 francs, environ 316 francs par ouvrier. C'est là une assistance coûteuse assurément. Et elle le serait davantage sans doute si les administrations publiques ne fournissaient le travail et ne dispensaient ainsi la direction du plus grand des soucis, celui de l'écoulement des produits. Mais n'oublions pas que pour les malheureux qui peuplent ces ateliers, nous n'avons le choix qu'entre cette forme d'assistance et l'hospitalisation; or l'hospitalisation à Paris est évaluée à 1 200 francs par an, et, par conséquent, sans parler du profit moral qui est inappréciable, nous enregistrons encore une économie de près de 75 pour 100. N'oublions pas surtout que si, pour qui n'a rien, un salaire de 1 fr. 25 par jour est dérisoire, et que si l'on ne parvient qu'à force d'une prodigieuse ingéniosité et d'aumônes déguisées, — cantines d'un bon marché extrême, don de vêtemens usagés, — à permettre à son bénéficiaire de joindre les deux bouts, pour le mutilé qui touchera sa pension d'État et qui vivra le plus souvent en province, le même salaire, n'étant plus qu'un complément de ressources, deviendra un appoint très appréciable.

Ce n'est pas tout, au reste, que d'avoir des ateliers d'apprentissage et des ateliers permanens pour invalides, il faudra les faire fréquenter. Je voudrais qu'il fût possible de subordonner le versement de la pension à cette condition que le mutilé donnera la somme de travail dont il est encore capable. Je ne

méconnais pas tout ce qu'il y a de révolutionnaire dans cette proposition, ni les difficultés d'exécution, d'ailleurs surmontables, qu'elle soulèverait. Je regrette qu'elle porte atteinte au caractère sacré de la dette que la société a contractée envers ses défenseurs. Peut-être n'y porte-t-elle atteinte qu'en apparence, puisqu'elle tend au profit du créancier autant ou plus qu'au profit du débiteur; et puis l'intérêt social l'exige peut-être. Songeons à toutes les tentations qui vont assaillir demain nos mutilés. Ils rentrent chez eux : ils vont prendre un peu de repos avant de se remettre au travail. Ne l'ont-ils pas bien gagné? La petite pension le permettant, presque fatalement le repos se prolongera plus qu'on ne l'avait d'abord prévu. Ils hésiteront à s'éloigner de nouveau si rapidement de la famille. L'oisiveté les engourdira. L'habitude du cabaret les guettera. Avec une blessure de la guerre la mendicité peut-être sera fructueuse. Elle tient l'homme dans des tenailles aussi fortes que la boisson. J'ai connu des cas de nostalgie de la rue aussi tenaces que peut l'être le besoin de l'alcool ou celui de la morphine. M. le docteur Mosny dit très justement que parmi les mutilés ceux-là seuls devront être rééduqués qui consentiront à l'être, et il pense que 10 pour 100 au plus auront à la fois la capacité et la volonté de travailler. Nous devons tout faire pour nous prémunir contre un résultat aussi déplorable. Il faut à tout le moins qu'impitoyablement les délits d'ivresse et de mendicité suspendent, et, après récidive, suppriment le droit à la pension. Nous voulons sauvegarder la dignité de ceux que leur héroïsme exposera demain. Jamais encore la question ne s'était posée sous la forme angoissante qu'elle prend.

Maintenant que nous savons que cette guerre sera très longue et qu'elle fera un peuple de mutilés, le problème se présente ainsi : voulons-nous laisser se constituer dans nos villes et nos campagnes une population de mendians et d'ivrognes, et cela aux dépens de ceux d'entre nous auxquels nous avons le plus d'obligation, et pour lesquels nous voulons que nos enfans gardent au cœur une admiration inaltérée?

Il faut espérer que des mesures seront prises pour nous garantir contre une plaie sociale qu'il serait vite trop tard pour guérir. Mais sur ce point sans aucun doute l'opinion publique et la bienfaisance privée peuvent beaucoup. D'abord il appartiendra aux particuliers et aux sociétés privées d'encourager de

toute façon le travail des mutilés. Sans doute les ateliers d'apprentissage se chargeront, dans la plus large mesure qu'ils le pourront, du placement de leurs ouvriers respectifs. Ils n'y parviendront toutefois qu'avec l'actif concours des chambres de commerce, des syndicats patronaux et ouvriers, des représentans des grandes industries. Quand les circonstances le permettront, sauf le cas d'indications contraires, chacun de nous devra considérer comme un devoir de donner la préférence à l'ouvrier mutilé de la guerre sur son concurrent valide. Ne craignons point l'exagération dans ce sens : nous aurons fort à faire pour contre-balancer le préjugé contraire et pour décider nombre de patrons, toujours timides, à faire choix de collaborateurs mutilés. Il faudra même donner aux plus habiles et aux plus intelligens les moyens de s'établir comme patrons, Une caisse de prêts vient d'être instituée à cet effet par M. Bourlon de Sarty, directeur de l'Association pour l'assistance aux mutilés pauvres. Elle a besoin de recevoir des donations et surtout des prêts désintéressés. Plus encore, il faudra qu'elle serve de modèle à de nombreuses créations similaires, car la décentralisation la plus grande s'impose en pareille matière : pour prêter utilement, il faut connaître le débiteur. Si par tous ces moyens le public vient ainsi en aide aux travailleurs mutilés, et s'il s'ingénie à rendre leur effort productif, il aiguillonnera singulièrement les hésitans.

Il a plus à faire. Le prodigieux effort financier que nécessite la guerre paralyse en ce moment les initiatives en matière d'œuvres sociales. Le devoir patriotique nous interdit de demander à l'État de distraire des ressources destinées à la défense nationale les sommes importantes que nécessiterait la création d'ateliers d'apprentissage en nombre suffisant. Il ne pourra que plus tard faire face à ses obligations. Et pourtant, tout délai est un danger. La période critique pour le réformé qui quitte le corps, c'est celle où il reprend contact avec la vie, où il rentre dans un milieu peu disposé à le croire encore apte au travail, où de nouvelles habitudes se contractent. Aussi est-il essentiel que le plus possible des œuvres privées se substituent provisoirement à l'État pour assurer des apprentissages durant cette période transitoire. Souvent, si elles ne créent pas des ateliers, elles pourront obtenir de petits patrons qu'ils acceptent de recevoir des apprentis mutilés. Ils se feront par là peu à

peu à l'idée de les garder ensuite comme ouvriers. Sans doute, dans ces organisations de fortune, l'infirme ne trouvera pas toujours réunies les conditions de patience, de bienveillance chez le maître, de compétence à la fois médicale et professionnelle que son état rend désirables ; mais le temps gagné est un avantage si considérable qu'il faudra souvent passer outre.

Surtout, chacun peut dans sa sphère aider le mutilé à vouloir travailler. Combien de fois avons-nous tous eu le cœur serré depuis treize mois à la vue d'un réformé qui quittait l'hôpital, qui se jetait dans une vie toute nouvelle, ignorant de ce qu'il ferait demain, de l'accueil que lui réserverait le monde, insouciant bien souvent au bord d'un mystère plein de menaces ! Leur crânerie à eux est encore de l'abnégation ; mais nous les suivons, nous, par la pensée, anxieusement penchés sur leur avenir, que nous cherchons à épeler dans les ténèbres. Ils partent trop souvent sans que toute notre sollicitude leur apporte autre chose qu'un réconfort matériel ou moral bien passager. Et pourtant, nous pourrions beaucoup pour eux en orientant vigoureusement leurs pensées vers des résolutions d'action. En particulier, les infirmières dans les ambulances et les hôpitaux pourraient avoir une influence très efficace en rendant aux mutilés confiance dans les facultés qui leur restent et qu'ils sous-estiment le plus souvent, en les instruisant des diverses branches d'activité qui s'ouvrent encore à eux, en s'informant du milieu individuel qui est le leur, afin de les aider à en tirer le meilleur parti possible en vue de leur réadaptation. La guerre semble mettre les âmes comme en état de pression et, pour un temps, épanouir chez beaucoup de nos blessés les meilleures tendances qui souvent sommeillaient pendant la paix. Ce moment où l'homme sent en soi quelque chose qui le dépasse, où l'estime et la sympathie qu'il lit dans les yeux qui l'entourent le rehaussent à sa propre vue, c'est celui qui est le plus favorable à la préparation dont je parle. Et ces touchantes correspondances qui s'établissent souvent entre le blessé et sa bienfaitrice de l'ambulance pourraient être fort avantageusement utilisées à entretenir et à faire fructifier le germe que des conversations auraient déposé dans les volontés. Elles se feraient même plus fréquentes et plus persévérantes si elles s'étoffaient ainsi d'une mission précise, bien que discrète.

Il est malaisé d'ailleurs de formuler des préceptes généraux en pareille matière : ce sont essentiellement des questions d'espèce. Il me sera possible d'être plus précis en parlant d'un cas déterminé que je connais mieux que les autres, celui des soldats aveugles (1).

II

Ils sont très nombreux. Jamais aucune guerre n'avait fait autant d'aveugles. Je ne dis pas absolument parlant, ce qui va de soi, mais même proportionnellement au nombre total des mutilés. Cela se conçoit sans peine : dans le combat de tranchées, c'est à la tête le plus souvent, au moment où elle émerge, que le soldat est blessé. Aucune statistique complète n'existe encore, que je sache ; mais certainement, pour la seule France, le nombre des soldats aveugles dépasse déjà de beaucoup quinze cents.

Je ne dirai pas que le soldat aveugle est la plus misérable des victimes de la guerre : le public n'est que trop porté à le penser sans qu'on le lui dise. Il m'appartient d'observer plutôt que, à mon avis, puisqu'il peut se refaire une vie active, il est moins à plaindre que nombre de malades à jamais impotens. Mais c'est à la condition expresse qu'on lui donne le moyen de se refaire une vie active. Comment ne pas avouer que le choc moral auquel il est soumis est le plus brutal de tous, que l'infirmité qui s'abat sur lui bouleverse son moi et impressionne ceux qui l'entourent plus qu'aucune autre infirmité? La brisure entre hier et demain chez lui est totale. J'ajoute que l'aveugle est de ceux qui ont le plus à se plaindre de l'insuffisance de leur pension, de ceux par conséquent pour lesquels le problème de la subsistance se posera avec le plus d'acuité. Plus est grande l'incapacité de travail provenant de la mutilation, plus la pension est insuffisante, car elle ne croît pas dans la même proportion. Le borgne recevra une pension annuelle de 600 francs ; celle de l'aveugle sera de 975. Or, le borgne n'a presque rien perdu de ses facultés de travail. Il n'est presque

(1) Voir sur cette question la brochure publiée par l'Association Valentin Haüy (9, rue Duroc, Paris) sous ce titre : *Les soldats aveugles et leur réadaptation à la vie utile.*

pas de profession qu'on ne puisse exercer avec un seul œil (1), et tous nous connaissons des borgnes qui occupent de très belles situations sociales. Récemment, un médecin faisait remarquer que, même pour tirer, il n'est besoin que d'un œil, et il proposait de renvoyer les borgnes au front. Le dommage presque exclusif subi par le borgne consiste en ceci qu'il est plus qu'aucun autre menacé de cécité, et, sauf des cas fort rares, il ne serait guère lésé si on ne lui accordait provisoirement aucune pension, mais seulement des droits à faire valoir le jour où la cécité surviendrait. L'aveugle, au contraire, est obligé presque toujours de renoncer à son ancienne profession; il lui faut faire un apprentissage compliqué, qui ne le conduira jamais qu'à de très maigres salaires. Ses gains sont considérablement diminués, ses dépenses considérablement accrues. Supposons maintenant que, en outre de ses deux yeux, l'aveugle ait perdu un bras, ou même deux, — et il y a des exemples de pareilles infortunes, — Il sera devenu incapable de toute réadaptation, obligé de se faire servir à chaque minute; et pourtant, c'est à peine si sa pension sera majorée de 200 francs.

Encore, dans bien des cas, l'écart entre la pension du borgne et celle de l'aveugle a-t-il failli être beaucoup moindre. En vertu de la loi de 1831, toujours en vigueur, dans les premiers mois de la guerre les conseils de réforme devaient assimiler nombre d'aveugles aux borgnes. Souvent, en effet, un œil seul était enlevé, l'autre avait perdu une partie de sa puissance de vision ou même sa vision entière, mais restait intact en apparence. Or la loi ne permettait de faire état que des lésions oculaires visibles à l'œil nu. Celles-là mêmes qui étaient visibles à l'ophtalmoscope n'entraient pas en ligne de compte, et les oculistes, qui déterminaient avec les méthodes modernes le degré de vision de l'œil malade, n'avaient pas le droit de s'en souvenir au moment du classement dans les cadres de réforme. Heureusement le décret du 24 mars dernier, sauvegardant à la fois les intérêts des victimes et ceux de l'État, a stipulé des indemnités provisoires proportionnelles à la diminution de la puissance de vision, et qui, après deux ans, se transforment en pensions viagères si le mal s'est révélé incurable. Cet

(1) Au plus, peut-on dire qu'il serait imprudent au borgne d'exercer *sans lunettes préservatrices* quelques métiers tels que ceux de mineur, verrier, métallurgiste, lamineur, cantonnier, etc.

exemple montre combien sont surannés les textes qui régissent encore la matière. Nous avons été surpris avant de les avoir adaptés aux conditions que devaient dicter l'atrocité des guerres modernes, l'augmentation des salaires et du coût de la vie, et les progrès de l'ophtalmologie. Le critérium qui s'impose à nous aujourd'hui, c'est celui qui a été adopté pour les accidens du travail : la diminution de la capacité de travail ; et il implique, pour que l'État puisse faire face à ses obligations envers les grands blessés dont le nombre est si considérablement plus grand et l'entretien tellement plus coûteux qu'autrefois, une réduction, dans certains cas, des petites pensions au profit des grandes. Dans un service, j'ai constaté le passage de cinquante borgnes pour un aveugle. Mon champ d'expérience a été trop limité pour que j'accorde à cette proportion de cinquante contre un une grande autorité, mais supposons-la exacte, bien que selon toute apparence elle soit encore au-dessous de la réalité : on voit immédiatement tout ce que, en réduisant légitimement la part des borgnes, on pourrait faire pour les aveugles, et surtout pour les aveugles privés de leurs bras. D'ailleurs c'est une refonte bien autrement générale de la loi de 1831 qui serait désirable. Mais elle ne saurait avoir d'effets rétroactifs, et trop d'attentes seraient déçues par une répartition équitable si elle ne créait pas en même temps un impossible surcroît de charges.

Mais pour nos blessés cette préoccupation du lendemain ne viendra que plus tard. Au début, le choc moral est causé tout naturellement par la privation de la lumière. Les médecins sont obligés, dans la plupart des cas, de cacher la vérité au blessé, de lui donner à croire que le mal sera passager. Ils savent que, par une franchise intempestive, tel de leurs confrères a provoqué des suicides. Ils ne s'y risquent pas. Le soldat aveugle que vous abordez à l'hôpital presque toujours est persuadé que, dans quelques mois, six mois au plus, le moins malade de ses yeux sera guéri et qu'il reprendra sa vie où il l'a laissée. Il se cramponne à cette conviction avec une sorte de fièvre, et si de prime abord vous lui proposiez, comme viatique pour cette période d'attente, de lui enseigner la lecture des aveugles, bien souvent il repousserait votre offre avec une sorte d'horreur instinctive : tout ce qui le rapproche en imagination de l'aveugle, tout ce qui pourrait glisser un doute secret dans son esprit, le trouve

ombrageux et défiant. Du moins, c'est le cas le plus ordinaire, car bien entendu les réactions individuelles sont très variées : tel aveugle, un jeune homme de vingt-neuf ans, que je viens de trouver tout contre le fourneau de sa cuisine, assis dans un confortable fauteuil démesurément rembourré de coussins, paraît bien être à cette place cloué depuis sept mois déjà qu'il est rentré de l'hôpital. On n'a pas pris de ménagemens pour lui apprendre son sort, à lui, mais il semble bien que le verdict de l'oculiste soit tombé sur une masse inerte qui n'a pas réagi. Depuis son retour, le curé du village lui a bien dit que les aveugles lisent et écrivent à leur manière, qu'ils apprennent des métiers; mais il n'y croit guère, et cela ne l'intéresse pas d'ailleurs. Il fume là sa pipe du matin au soir et demande seulement qu'on ne lui parle pas de travail. Il est en voie de s'épaissir et de s'enlizer dans une indolente torpeur. Cet autre, qui a au contraire une conscience aiguë de sa situation, n'a pas été la dupe des bienveillans mensonges du médecin; il continue pourtant à parler de temps en temps de sa guérison, pour donner courage à ceux qui l'entourent, et pour écarter les explications pénibles; pour lui, il a puisé dès le début dans ses convictions religieuses une sérénité dont on croirait la nature humaine à peine capable. Entre ces deux points extrêmes, hébétement et résignation philosophique ou religieuse, selon le degré de lucidité de conscience et d'énergie morale de chacun, tous les états intermédiaires se rencontrent, en passant par le désespoir. Il faut approcher avec prudence, tant qu'on ignore de quel métal est faite l'âme à laquelle on apporte le réconfort.

Je transcris ici quelques notes de visiteuses que l'Association Valentin Haüy a adressées à des soldats aveugles, et qui ont judicieusement analysé les procédés que d'instinct elles mettent en pratique à leur chevet.

« 1° Nous évitons toujours, avec n'importe quelle personne privée de la vue, d'employer le nom, le qualificatif d'aveugle : nous nous servons de périphrases : « qui n'y voit pas, qui a mal aux yeux. » Cela nous semble moins brutal, moins directement évocateur de toutes les épreuves qui tiennent à la cécité... Quand l'intéressé lui-même, plus familiarisé, ne s'effraye plus du mot et le dit le premier, alors c'est différent : j'appelle un chat un chat... Car il nous paraît encore que, s'il faut autour de ces chers êtres souffrans beaucoup de tact, des cœurs à la fois

maternels et amis, il ne faut pas moins de virilité, et il convient de les exciter au courage, en leur montrant bien qu'on les croit courageux et pleins de force d'âme.

2° Dès que nous l'avons pu et que sa santé l'a permis, nous avons fait promener notre petit brigadier. Il faut prouver pratiquement à ces jeunes gens, hier indépendans et vigoureux, libres de leurs mouvemens, qu'ils ne sont pas, désormais, obligés de vivre sédentairement comme des vieillards : les conduire avec assurance pour qu'ils aient confiance, et les faire marcher d'un bon pas, pour les rendre le plus possible à la vie normale... L'exercice pour eux, quand il est possible, c'est peut-être la meilleure distraction, parce qu'elle détend à la fois le physique et le moral.

3° Leur faire la lecture... Chaque dimanche, les plus beaux articles de l'*Écho de Paris*, choisis parmi les plus élevés, les plus galvanisans, les plus nobles, étaient lus pendant des heures, dans la cour de l'hôpital, en variant, en soulignant sans en avoir l'air, ce qui était propre à grandir le blessé devant lui-même.

4° Quant à la manière de lui apprendre l'étendue de son malheur, cela dépend beaucoup de la nature du blessé, qu'il faut bien observer. P... savait qu'il était aveugle depuis le premier jour, et très vite, quand nous avons compris qu'il ne croyait pas à l'espoir qu'on lui donnait avec la phrase fatidique : « En attendant que vous y voyiez,... » nous avons apporté avec quelle hésitation, quel tremblement, la plaquette et l'alphabet ! Lorsqu'il a eu saisi le maniement du poinçon et le génie de la méthode, il nous a dit simplement : « Maintenant, je ne m'ennuierai plus. » Et, à force de lui parler des autres blessures, des amputés des deux bras par exemple, il s'est estimé plus heureux qu'eux... Pour V..., on fit le contraire. Nul ne prit la responsabilité, autour de lui, de lui apprendre son malheur, et nous avons continué la même méthode pendant des mois. Le Braille a été présenté comme distraction passagère, mais, au bout des dix premières lettres, notre élève n'a pas voulu aller plus loin, sans découragement, mais parce qu'il jugeait l'étude inutilisable pour lui plus tard... Entre les trois ou quatre métiers qu'il compte faire, sans apprentissage régulier, quand il aura retrouvé l'indépendance qu'il prise plus que tout, il compte faire marcher un métier de tissage pour gaze de

pansemens. Nous tâcherons de rester en relation avec sa famille, au cas où, déçu, il voudrait faire autre chose et aurait besoin d'aide. Pour le moment, c'est un entêté, et, Dieu merci, il souffre de sa cécité bien moins que trop d'autres.

5° Un point sur lequel il convient, à notre avis, de revenir et d'insister avec infiniment de délicatesse, c'est que les aveugles ne sont pas du tout des infirmes, qu'ils le seront incomparablement moins que les blessés qui reviendront de la guerre avec des maladies organiques ; qu'ils peuvent vivre heureux comme tout le monde et se marier... Encore une nuance que nous observons toujours : quand nous voulons leur faire connaître un objet, nous le plaçons exactement dans leurs mains en disant : « Voyez, » et non « touchez, » ayant observé que les aveugles emploient presque toujours eux-mêmes le verbe « voir. » Enfin, en tout, par tous les moyens, les rendre à la vie normale, éviter de décrire imparfaitement, avec des gestes qu'ils ne peuvent saisir, par exemple : « C'était grand comme ça, » mais dire, pour qu'ils aient immédiatement une idée juste de ce dont on leur parle : « C'était haut comme une table, large comme les deux mains. » Cela semble puéril, mais, quand on se met à leur place, comme l'on juge autrement, comme l'on veut à tout prix qu'ils ne sentent pas leur grande épreuve par ses petits côtés! Aussi rien n'est plus à éloigner d'eux que la sympathie banale des imbéciles qui croient qu'on est sourd parce qu'on n'y voit pas et s'adressent aux personnes qui conduisent l'aveugle comme s'il ne pouvait répondre lui-même. »

On ne doit pas attendre que l'aveugle ait consenti à sa cécité pour lui parler de la lecture et de l'écriture Braille, de la machine à écrire, du guide-main Wagner surtout, l'appareil le plus facilement accepté et qui permet à l'aveugle de continuer à faire sa correspondance au crayon ou au stylographe. Après un peu de répugnance, on parvient à faire accepter toutes ces méthodes de travail, soit pour leur curiosité, soit à titre de distraction provisoire. Le premier pas fait, — c'est le seul qui coûte, — leur extrême facilité leur donne l'attrait d'un jeu. En même temps, il faut habituer le nouveau venu dans les ténèbres à tirer parti des ressources qui lui restent. Avec les natures indolentes, c'est là une aride partie du programme : le précepte général est de ne pas agir pour l'aveugle, mais de l'aider à agir. Ne lui apportez pas tel objet qui est dans la chambre et

dont il a besoin, mais donnez-lui des indications qui lui permettent d'aller le chercher. Du même coup, il apprendra à s'orienter dans la pièce et assurera ses mouvemens. Toutes les formes d'activité manuelle qui font l'éducation du toucher en même temps qu'elles détournent l'attention de l'aveugle de ses pensées noires sont à rechercher. Il faut le convier à jouer aux dominos, aux cartes, aux dames, enhardir ses voisins de lit à faire des parties avec lui. On a judicieusement recommandé de l'inviter à rouler lui-même ses cigarettes, excellent exercice pour assouplir ses doigts. Très vite il doit s'habiller entièrement seul et vaquer sans aide à tous les soins qu'exige sa toilette, se promener sans guide dans sa maison et son jardin, et se rendre utile par mille petits services : couper le pain à table, scier du bois, mettre le vin en bouteilles, faire les lits, etc. Surtout, ne truquez pas la vie à son usage : ne mettez pas les objets sous sa main afin de lui donner l'illusion de les avoir trouvés. Non seulement vous l'empêchez ainsi d'échapper à cette dépendance qui, à tout prendre, est la grande détresse de l'aveugle, mais encore vous pensez bien qu'il aura tôt fait de démasquer votre jeu, et alors vous nourrirez en lui sa défiance de soi par cette confession de son impuissance qu'il pensera vous avoir arrachée, sa défiance aussi envers ceux qui l'entourent, si pénible pour quiconque est à la merci d'autrui ; vous lui infligerez surtout l'humiliation d'être traité en enfant ou en impotent. Au contraire, ingéniez-vous sans ostentation à l'occuper et à lui demander des services pour lui donner le sentiment qu'il est bon encore à quelque chose. Mais aucune pratique n'est efficace comme la rencontre d'un aveugle intelligent et adroit qui persuade, tout en parlant d'autre chose. Contre un préjugé qui a sa source dans la sensibilité, la logique des meilleurs argumens ne peut pas grand'chose; c'est l'imagination du malade qu'il faut travailler, qu'il faut assiéger d'un jeu de représentations favorables. Même si le premier contact est pénible, les heureux résultats ne tarderont guère en général à se manifester.

Cette réadaptation à la vie courante prépare progressivement la rééducation professionnelle. Dès le début, nous l'avons entretenu des métiers, de l'activité des aveugles, afin de rendre moins atroce cette idée de la cécité qu'il faut acclimater peu à peu dans sa pensée. La causerie sur ce sujet, cependant, n'aura chance d'aboutir à des résultats pratiques que le jour où le

malade se sera avoué à lui-même qu'il court au moins quelque risque de « rester aveugle. » Les perspectives que nous pourrons lui ouvrir alors ne sont, hélas! pas bien engageantes. Ne les embellissons pas, pour ne pas ménager de déceptions. Il est trop tard à trente ans, ou même à vingt, pour entreprendre des études musicales qui demandent une oreille jeune et de longues années d'écolage, trop tard même, bien souvent, pour apprendre l'accordage des pianos. Il faut se contenter d'un apprentissage relativement court, et, dès lors, ce sera soit la brosserie, soit le rempaillage et le cannage des chaises, soit la fabrication des balais de sorgho ou des tapis-brosses, qui feront le lot du plus grand nombre, tous métiers à salaires bas (1 fr. 50 à 3 fr. par jour au maximum, quand la marchandise s'écoule sans difficulté). Ce sont, en effet, des métiers faciles, par conséquent encombrés, et l'ouvrier aveugle, surtout quand la cécité est survenue à l'âge adulte, travaille beaucoup plus lentement que son concurrent clairvoyant. J'espère que la matelasserie et la cordonnerie vont, elles aussi, devenir en France des professions d'aveugles. Toutes deux ont donné de bons résultats à l'étranger, la cordonnerie surtout au Danemark, la matelasserie en Écosse et en Angleterre. Leur acclimatation présente quelques difficultés dont il faudra triompher : la réparation de la chaussure, — je ne parle pas de sa fabrication, que la concurrence des usines rend insuffisamment rémunératrice, — a le défaut d'exiger, comme la vannerie, passablement d'adresse et un long apprentissage ; quant à la matelasserie, elle suppose, pour être pratiquée avec succès par les aveugles, la création, à la porte des villes, d'ateliers où la réfection des matelas se ferait en grandes quantités. Le matelassier aveugle ne peut pas, en effet, sans le secours d'un clairvoyant, se transporter, selon notre coutume, de cour en cour, dans des lieux qui lui sont inconnus, pour travailler à domicile. Du moins sommes-nous en droit, d'ores et déjà, d'espérer que ceux qui exerçaient ces métiers avant la guerre pourront s'y tenir avec profit.

On conseille aux cultivateurs, dans la plupart des cas, de faire de même. Ils seront mis en rapport avec des aveugles qui, entourés de beaucoup d'aide, naturellement, trouvent moyen de se rendre vraiment utiles dans les travaux de la campagne, et qui leur communiqueront le fruit de leur expérience. Les succès obtenus par des aveugles dans certaines branches de ces

travaux, notamment dans l'élevage de la volaille et dans l'apiculture, ont été suffisans pour que des écoles américaines et anglaises aient inscrit l'enseignement agricole à leurs programmes. Je viens de visiter un soldat aveugle, qui, sans aucun conseil pour le guider, a repris sa place dans une grande ferme où il était domestique depuis dix ans. Sans doute, maintenant que ses deux orbites sont vides, beaucoup de ses anciennes occupations lui sont inaccessibles, mais il trait les vaches, — accompagné d'une personne qui trait d'autres vaches auprès de lui; — il a entièrement le soin de l'écrémeuse, — fonctionnement et nettoyage; — il étrille les chevaux, s'occupe des lapins, des pigeons, des poulets. Comme il rend en outre des services dans la maison, allumant les feux, essuyant la vaisselle, faisant les lits, etc., ses patrons m'assurent qu'il n'est aucun moment de la journée inoccupé. Il va sans dire pourtant qu'un aveugle ne peut pas normalement espérer gagner sa vie à la campagne comme journalier ou comme domestique; il faut qu'il soit dans sa famille et assuré de concours bienveillans.

Les mieux doués auront chance de trouver une activité plus rémunératrice dans le commerce, dans le massage ou dans la dactylo-sténographie. Sans doute, un aveugle ne saurait guère tenir seul une maison de commerce; mais, s'il est bien secondé, son activité peut y être tout à fait fructueuse, et, pour peu que des caisses de prêt généreusement pourvues leur en facilitent l'accès, je ne vois pas pourquoi, d'ici à quelques années, un bon nombre de nos petites boutiques de mercerie ou d'épicerie, de préférence dans les villages, ne seraient pas tenues par des aveugles de la guerre mariés, ou vivant avec une mère ou une sœur. Cette activité se joindrait fort bien à l'exercice d'un des métiers précédemment indiqués, qui, tous, à l'exception de la fabrication des tapis-brosses et de la matelasserie, permettent le travail dans la famille.

Pour le massage, dont M. le docteur Fabre a prouvé par son exemple et par celui de ses élèves tout ce que les aveugles peuvent en attendre en France, bon nombre de nos militaires frappés de cécité présenteront assurément les qualités, d'ailleurs peu communément réunies, qui sont nécessaires à son exercice : culture suffisante, toucher délicat, santé robuste, manières affinées, physique point défiguré, conversation agréable; toutes

ces conditions doivent être exigées du candidat, si l'on veut qu'au profit de tous, le corps des masseurs aveugles maintienne l'excellente réputation qu'il était en voie de s'acquérir dans le monde médical et dans la clientèle. Le succès dépendra du bon choix des sujets. Quant à la profession de dactylo-sténographe, — déjà exercée par un aveugle, — elle offre cet intérêt de pouvoir tenter particulièrement nos officiers. Les résultats espérés de ce côté dépendent de la réalisation d'une machine adaptée aux conditions de travail des aveugles, machine dont, malheureusement, la guerre a interrompu la construction, au moment même où elle en faisait sentir plus vivement le besoin. Rien n'empêche que, quand il sera en mesure non plus seulement d'écrire à la vitesse de la parole, ce qui déjà est réalisé par la *sténophile Bivort* à l'usage des voyans, mais encore de relire ce qu'il aura écrit dans ces conditions, un aveugle puisse recueillir des conférences, des sermons, des plaidoyers; qu'il puisse, dans des administrations ou dans de grandes maisons de commerce, avoir la charge de la correspondance, qu'il noterait à la sténographie, sous la dictée, pour la reporter ensuite en dactylographie.

Là encore, un choix rigoureux parmi les candidats est nécessaire. Ce soin et cette compétence qu'exige l'orientation rationnelle des aveugles tard venus à la cécité dans les nouvelles voies qui s'ouvrent à eux nous invitent à nous féliciter de la centralisation relative des services qui ont assumé la tâche de leur réadaptation. Trois organismes principaux, à l'heure actuelle, sont à signaler.

Le ministère de l'Intérieur a aménagé une annexe des Quinze-Vingts, rue de Reuilly, où actuellement cent quarante soldats aveugles sont internés et rééduqués. Ils y reçoivent les leçons de maîtres, aveugles pour la plupart, parmi lesquels nous sommes heureux de constater la présence de quelques maîtres de l'Institution nationale des jeunes aveugles auxquels leur expérience assure une grande autorité. On ne saurait trop louer l'initiative qu'a prise là M. Brisac, le directeur de l'Assistance et de l'Hygiène au ministère de l'Intérieur. Il importait que, dès le début, les pouvoirs publics marquassent leur volonté de venir en aide à une catégorie de nos grands blessés, que la guerre avait si cruellement éprouvés, et nul abri n'était pour eux plus indiqué que cet établissement des Quinze-Vingts qui

évoque à nos pensées sept siècles de bonté française, et qui, pressant sa marche pour mettre sa bienfaisance au pas de notre siècle, de maison hospitalière se fait enfin atelier d'apprentissage.

Pourtant la tâche est trop lourde pour que d'ores et déjà le concours très large des œuvres privées ne soit pas indispensable. On parle d'établir deux cent cinquante à trois cents lits à Reuilly. Il faudra nécessairement de deux choses l'une, ou qu'une faible partie seulement des soldats aveugles y soient admis, ou que chacun y demeure un temps très insuffisant pour achever sa rééducation. L'Association Valentin Haüy, qui depuis vingt-six ans qu'elle a été fondée par un aveugle est venue en aide déjà à plus de dix mille aveugles, s'est immédiatement mise à l'œuvre avec une patriotique ardeur. Elle fait visiter les soldats aveugles par les correspondans et les amis qu'elle a un peu partout, qui se chargent de les réconforter et de leur apporter l'alphabet Braille et toutes les méthodes spéciales dont elle dispose ; elle mettra à leur portée le trésor des quarante mille volumes qui composent sa bibliothèque en points saillans; grâce à de généreuses donations, elle entreprend à ses frais des apprentissages, à Paris et en province. La compétence unique de son nombreux personnel nous assure que sa tâche sera remplie au mieux des intérêts de ses pupilles.

Enfin la Société des Amis des soldats aveugles a été fondée voici quelques mois, sous la présidence de M. Vallery-Radot, en vue de compléter l'œuvre des Quinze-Vingts et de l'Association Valentin Haüy. La présence à son comité, en qualité de secrétaire, du directeur de la maison de Reuilly, manifeste l'étroite collaboration des deux œuvres. La Société se définit elle-même « une grande œuvre adjuvante, » destinée à s'occuper des cas d'espèce, de la partie individuelle de l'assistance, celle qui relève essentiellement des œuvres privées, à replacer l'aveugle dans son milieu, à le suivre chez lui. Son but, identique en somme à celui de l'Association Valentin Haüy, mais spécialisé aux seuls aveugles de la guerre, est de « faciliter à ses protégés l'apprentissage ainsi que l'exercice d'un métier, et même la fondation d'un foyer. » Nous n'avons garde de lui reprocher de faire double emploi. Pourvu que les œuvres qui travaillent au même but aient soin de s'entourer des compétences nécessaires pour mener à bien une tâche aussi délicate, de coordonner étroi-

tement leurs efforts, il ne saurait y avoir trop de centres d'action ni trop d'appels de fonds.

En outre de ces trois organismes, quelques initiatives seraient à signaler. Au nom de généreux amis que la France compte aux États-Unis, le *Comité franco-américain pour les aveugles de la guerre*, présidé par une bienfaitrice très connue des aveugles de New-York, se propose de venir en aide à une classe particulièrement intéressante de nos officiers et soldats frappés de cécité, ceux qui, en raison de leur culture intellectuelle, doivent chercher pour leur activité un débouché autre que les métiers manuels. A Lyon-Villeurbanne, un atelier d'apprentissage a été ouvert par les soins de M. le maire Herriot. Tout ce qui existe en fait d'institutions d'aveugles est prêt à collaborer à la tâche commune avec un entier dévouement. Les aveugles de France ont connu une nouvelle et suprême détresse de leur infirmité, le jour où, sans eux, tous leurs compagnons d'âge sont partis pour la frontière, où ils se sont sentis inutiles à défendre la Patrie et la civilisation auxquelles ils doivent tant de fois plus que les autres. La seule consolation qu'ils sachent à cette douleur, est de tendre les bras aux malheureux qui ont perdu leurs yeux pour les protéger, de leur faciliter la tâche, si difficile, de se refaire une existence toute nouvelle à un âge où la vie a déjà marqué son pli. Les nouveaux venus seront les privilégiés dans la grande famille qui les accueille avec amour et gratitude. Eux du moins pourront se dire que, s'ils n'ont plus leurs yeux, ils les ont donnés pour une grande cause, qu'ils en ont fait le sacrifice volontaire.

P. VILLEY.

REVUE LITTÉRAIRE

CHRONIQUES DE LA GUERRE (1)

L'honneur est le même, dit Salluste, à faire les exploits ou à les raconter. Eh ! non. Salluste essaye de donner le change à son regret Parmi les écrivains qui auront passé les durs mois de la guerre à commenter les événemens, il n'en est pas un qui ne s'incline, et fût-il le plus illustre, devant le plus humble des combattans. Aucun chef-d'œuvre de littérature ne vaut le chef-d'œuvre d'activité qu'une mention de trois lignes à l'ordre du jour de l'armée glorifie, et ne vaut la blessure d'un soldat. Salluste, aussi bien, ce n'est que le travail de la guerre civile qu'il avait quitté; son ambition seule le tourmentait et il la consolait de son mieux : laissons ce drôle de garçon qui, avec une intelligence admirable, eut l'âme d'un garnement.

Quelques-uns de nos écrivains, à l'arrière, accomplissent très noblement leur devoir modeste et utile en devenant les guides ou les sages compagnons de l'opinion publique, soumise à tant d'épreuves. Plusieurs d'entre eux ont beaucoup d'influence ; et si, au gré de Forain, les civils tiennent, louons l'âme française, forte et vaillante, louons aussi ses mainteneurs, ses camarades persuasifs, ses conseillers de patience et de courage.

Le 5 octobre de l'année dernière, quand on apprit, au matin, la mort du comte de Mun, ce fut, dans toute la France, dans toutes les classes de la société, je ne veux pas dire dans tous les partis, — car il

(1) *La guerre de 1914, Derniers articles d'Albert de Mun* (Édition de *l'Écho de Paris*) ; — *L'Ame française et la guerre, I. L'Union sacrée*, par Maurice Barrès (Émile-Paul, éditeur) ; — *Les Commentaires de Polybe*, 1re et 2e séries, par Joseph Reinach (Bibliothèque-Charpentier).

n'y en avait plus, s'il y en a, — mais dans tous les milieux, un chagrin ; qui ne l'a senti ? et l'on s'y connaissait alors, en fait de chagrin. Les gens les plus divers, les malins et les naïfs, les plus résistans et les plus dolentes, éprouvèrent une espèce de désarroi douloureux, parmi tant de douleurs, à la pensée que leur manquerait le réconfort quotidien de ses articles et, pour ainsi parler, de ses lettres, tant ses articles semblaient s'adresser à chacun de ses lecteurs avec une telle intimité de sympathie, avec une étonnante justesse d'amitié. Je ne sais si jamais écrivain, publiciste de tous les jours, est allé si loin dans la foule, y a gagné ce crédit, cette confiance, en quelque sorte, filiale. *L'Écho de Paris* a réuni en un volume les *Derniers articles d'Albert de Mun ;* relisons-les : nous y retrouverons et nos angoisses des premiers temps de la guerre, angoisses qu'il a endurées jusqu'au martyre, et le secret de cette véritable communion qu'il avait su établir entre tous ses compatriotes et lui.

Certes, il était un grand orateur et, dans sa prose, où l'on ne remarque pas une habileté particulière, un art très subtil des sons et des tours, on entend la voix même de son éloquence. On aperçoit le geste. On aperçoit et l'on entend l'homme qui parle ; on dessinerait son attitude et l'on noterait ses accens. Mais il ne s'agit point d'éloquence, d'art ou d'habileté. Ce n'est point par là que M. de Mun, pendant les mois d'août et de septembre 1914, parvint jusqu'à l'âme de la patrie inquiète : c'est tout uniment par la spontanéité du cœur. Le cœur : il faudra, vingt fois, répéter ce mot.

Son premier article est daté de Roscoff, 28 juillet : « La guerre !... » On travaillait aux champs ; la moisson commençait et l'on n'était en peine que de savoir si le temps serait bon pour la récolte. Soudain, la guerre ! « On vient à moi, on m'interroge. Comment cela est-il arrivé ?... » Il ne l'ignore pas. Depuis deux ans, il regarde monter l'orage, il le regarde s'accumuler et devine que les gros nuages ne tarderont pas à crever ; il annonce « l'heure décisive. » La Russie n'abandonnera pas les Slaves des Balkans ; alors éclatera le conflit des Germains et des Slaves. Nous, la France, nous aurons à choisir, dans cette alternative, l'infamie ou la guerre. Donc, c'est la guerre, n'est-ce pas ?... Paris, 2 août : « L'heure n'est plus aux longs articles écrits dans le silence et la réflexion. Chaque jour, autant que je pourrai, je noterai ici les battemens de nos cœurs... » Et il se met à la besogne... « Si j'entends bien l'écho des âmes... » Il l'entend bien : deux sentimens s'y démènent, colère et fierté ; colère contre l'Allemagne

brutale et fourbe, fierté de la France debout. Ces deux sentimens s'exaltent, quand l'Allemagne, violant la neutralité belge, se montre plus scandaleuse qu'on n'avait cru et quand la France dépasse sa glorieuse renommée par son entrain, sa fougue belliqueuse, par la prompte réussite de sa mobilisation, par son élan discipliné, par l'unanimité de son espoir. Ah ! ce n'est pas comme en 70 : cette petite phrase revient sans cesse, acharnée, heureuse, à l'esprit de qui se souvient. Le 15 juillet 1870, le jeune lieutenant de Mun, dans la petite cour du quai d'Orsay, attendait la décision parlementaire. Le capitaine de garde sortit et, agitant son képi, cria : « La guerre est déclarée ! » Une clameur d'enthousiasme : les officiers saluent la guerre. Puis défilent les députés, le front bas, soucieux, doutant que la nation les approuve. Non, le 4 août 1914, ce n'est pas cela ; ce n'est pas ce prélude hésitant, gauche et comme gêné : c'est toute la nation, sûre de soi ! Jour après jour, l'ancien combattant de l'autre guerre consulte ainsi sa mémoire, se débat contre les analogies amèrement, les écarte, les chasse et triomphe aux belles différences, à la nouveauté de l'aventure, au contraste radieux. « En 1870, à pareil moment... » Les corps d'armée, de Thionville à Strasbourg, s'éparpillaient ; l'ennemi se concentrait... « Et, d'abord, ne parlons plus de 1870 ! Rien, dans ce que nous voyons, n'y ressemble... » N'en plus parler ? Cette hantise ne le quitte pas... « J'étais à Metz ; nous allions partir pour la frontière... » Et, partout, le désordre. Aujourd'hui, toute la machine est bien réglée. En 1870, la mobilisation se fit, tant bien que mal, assez vite. Il fallait prendre l'offensive : et l'on perdit son temps. Cette fois, l'offensive, sans retard. « Mulhouse est pris ! Comprenez-vous, à ces trois mots, quel coup au cœur, pour nous, les vieux, les vaincus de 1870 ?... » Et il célèbre cette aurore de la revanche. Pourtant, il frissonne ; et il craint de céder à des illusions, aux mêmes illusions « qui nous perdirent en l'année terrible. » Du calme : « Il faut apaiser mon vieux cœur, trop prompt à bondir. Il est vrai, soyons sages et gardons la mesure... » Pendant la semaine des victoires imprudentes, Altkirch, Mulhouse et Colmar entrevu, il se réprimande ; il se refuse, comme il peut, les délires de l'allégresse et il prêche le discernement : « Si je donne des conseils, je m'exhorte moi-même... » Il ne traite pas autrement son lecteur et lui-même : son lecteur et lui, c'est tout un ; c'est la France en alarme. Alors, il ose admonester son lecteur, comme lui-même il se raisonne et, aux momens où les déceptions se préparent dans la crédulité universelle, dire : « Ce sera dur ! ne nous flattons pas... » et,

aux momens où peu s'en faut qu'on ne croie tout perdu, à la fin d'août et au début de septembre, dire : « Nous les tenons ; c'est la victoire !... » Son article du 1er septembre est un acte de divination. L'armée allemande fonçait sur Paris ; elle bousculait tous les obstacles ; battue à Guise, elle passait pourtant et marchait à grandes journées : qu'est-ce qui l'arrêterait ? Seulement, avant de foncer sur Paris, elle n'avait pas détruit notre armée. On murmurait : « C'est 1870 qui recommence... » Pas du tout ! répliquait M. de Mun ; en 1870, quand les Prussiens se dirigèrent sur Paris, notre armée était mi-enfermée dans Metz, mi-écrasée à Sedan. « Inébranlable confiance, » écrivait-il le 31 août ; le 5 septembre : « Qui peut douter ? » et, tout de même, on pouvait douter, mais il ne le permettait pas ; et, le 8 septembre, quand l'ennemi s'éloigne de Paris : « J'en étais sûr ! »

Les argumens d'une telle foi sont nets et bien déduits, de qualité stratégique ; mais une telle foi est surtout un phénomène d'inspiration : la pensée fervente a des pressentimens, des visions que sa ferveur lui suggère. Ce n'est pas la sûreté de sa science militaire qui valut à M. de Mun ses fidèles et la joie de ne les avoir point abusés : le cœur de la France battait en lui. Battait à grands coups : il le dit et il le répète. Le cœur de la France qui était aux armées : « Ah ! comme je vis avec vous, comme je sens vos cœurs battre, mes camarades... On dirait qu'au fond de nos cœurs retentit le bruit lointain du canon !... » Et le cœur de la France qui, à l'arrière des armées, écoute, épilogue et souffre : « On a l'âme dans un étau, c'est bien sûr ; et les poignées de main qu'on échange en disent plus que toutes les paroles. Mais pas de vaines émotions ! surtout pas de vains discours. Je m'en veux presque d'écrire : en un tel moment où l'angoisse étrangle la gorge... » C'est au lendemain de Morhange et quand nos armées de Lorraine ont dû se replier sur Nancy. Dans la douleur commune, le langage se fait plus familier, plus bref. Il est plus familier, plus bref encore et comme entrecoupé d'émoi, quand nos armées sont à la poursuite de l'ennemi, après la Marne : « Comment dire ? quels mots trouver ? Ils sont en pleine retraite ; et sur la gauche, entre Reims et Soissons, cette retraite, c'est une déroute. Écoutez : leur cavalerie semble épuisée... Ah ! il faut s'imaginer cela... Depuis six jours... » Sur la ligne de l'Aisne, les Allemands s'arrêtent et interrompent notre poursuite : « Maintenant, il faut souffler, comme nos troupes, et nous reprendre un peu... » Quelques jours passent. « De nouveau, c'est l'attente, longue et pesante... » Deux jours encore : « La bataille se poursuit ! En ces quatre mots tient, cette

semaine encore, toute notre vie. Et vraiment, c'est une épreuve indicible, pour le cœur et pour l'esprit. Tout frémit en nous, l'inquiétude et l'espoir... » Et puis encore un jour : « La bataille de l'Aisne continue... » Et l'on use sa patience. Mais : « Je vois des gens qui recommencent à douter... » Cela, c'est défendu ; et M. de Mun chapitre ces mécréans : il se chapitre lui-même. Non qu'il doute : mais il a besoin de veiller sur soi, d'éconduire les tentations. Il a cru que la bataille de l'Aisne serait un épisode de la déroute allemande. Or, la guerre de tranchées s'organise; des longueurs!... Il attend, à la fin de septembre, « ce qui ne peut plus beaucoup tarder, » la retraite des Allemands sur la Meuse, et bientôt sur le Rhin. « Cette attente est horrible. Il y a, loin du champ de bataille, une torture morale que ne connaissent pas ceux qui ont l'âpre soutien de l'action... » 28 septembre : « Puisqu'il faut attendre encore et endurer le tourment de l'interminable bataille... » 30 septembre : « Je voudrais parler de la bataille. Je ne le peux pas... Attendons. » 4 octobre : « Il faut être sage, contenir à deux mains son cœur... » Depuis des semaines, il comprimait son cœur, il enfermait son cœur sous la triple cuirasse des bons raisonnemens, de la foi volontaire et de la patience, plus pareille à un cilice qu'à une cuirasse; et, la nuit du 4 octobre, son cœur s'est rompu, de battre avec une telle violence, de battre pour toute la France, trop fort, dans une seule poitrine. Sa confiance, aux dernières lignes de son œuvre mâle et valeureuse, n'a point faibli. Mais sa hâte... Sa hâte ? Il attendrait encore. Et il est mort d'avoir assumé tout l'espoir et toute la crainte dont palpitait la nation.

Quelques jours avant la déclaration de la guerre, M. Maurice Barrès publiait, sous ce titre *Dans le cloaque*, les notes qu'il avait prises pendant les séances d'une fameuse commission d'enquête. Le terrible petit volume ! Une satire ? Non : la vérité, l'horrible vérité de ce cloaque pestilentiel où s'étaient agitées des ambitions, des cupidités, des lâchetés, des vilenies et d'où montait une odeur infâme. Soudain, voici l'*Union sacrée*. Le petit volume se terminait par ces mots : « Le ministère n'est même pas tombé, mais il y a une plus grande ruine suspendue au-dessus de nos têtes : l'énorme masse du système parlementaire qu'un souffle peut jeter par terre. » Et le chapitre s'intitulait : « la pourriture des assemblées. » Soudain, le premier chapitre du volume nouveau raconte la journée du 4 août 1914, « le jour sacré, » — « belle et bonne journée, de tous points parfaite, sommet de la perfection parlementaire. » Le petit volume dévoilait

une tare dans la vie française, débandait une plaie, la montrait à nu : et l'*Union sacrée*, c'est l'image de la santé française. Guérison subite, résurrection, miracle de la guerre : la France était malade; et elle va bien ! La guerre l'a sauvée. Quel remède ! Pire que le mal ? Un remède qui guérit ne mérite pas cette injure. Mais l'effroyable remède, personne n'aurait eu l'audace de le choisir et de l'appliquer, et non pas même Déroulède qui disait, dans sa mélancolie : « On ne voit jamais ce qu'on désire trop ; quand je serai mort, il y aura la guerre ! » M. Barrès ajoute : « Je n'ai jamais souhaité (ce que pouvait faire un soldat comme Déroulède) les terribles leçons de la bataille ; mais j'ai appelé de tous mes vœux l'union des Français autour des grandes idées de notre race. » Donc, il fallait la guerre. Il ne fallait pas la vouloir : et nous ne l'avons pas voulue. Les destins nous la devaient : nous avons accepté le cadeau fatal, formidablement lourd à porter.

Cette vivacité, cette alacrité de l'émoi, qui donnent à la chronique de M. de Mun tant de charme prime-sautier, l'attrait le plus saisissant, d'autres caractères les remplacent dans la chronique de M. Barrès. Un orateur est exubérant ; le poète qui lui succède, plus retiré, ne se livre point avec cette facilité. Il n'est pas moins sensible et animé d'une ardeur moins chaude. Le même feu, qui répand là ses larges flammes et les agite, couve ici, fait plus secrètement son ravage et a de brusques éclats magnifiques : dans ses momens les plus cachés, il gronde sourdement et l'on n'ignore pas sa présence. Toute l'œuvre de M. Barrès, à la bien considérer, reçoit des événemens actuels sa consécration. L'idéologie aventureuse de ses premiers ouvrages et de sa jeunesse, s'il l'a volontairement restreinte, ramenée vers lui, — vers lui et vers ses morts, — confinée dans un espace plus étroit, mais approfondie, pour ainsi parler, dans le temps, ne lui a-t-il pas imposé la même loi rigoureuse à laquelle, d'un seul coup, la guerre a soumis toute la pensée française. Il assiste à ce prodigieux phénomène : la France, hier éparpillée, qui rentre chez elle, qui retourne à la conscience de soi, connaît son énergie ancienne, et aux séduisantes erreurs de la curiosité préfère la discipline de ses incontestables certitudes ; la France qui a fait, d'un bond, sous la blessure imprévue, le chemin, le même chemin qu'il a lui-même lentement parcouru sous l'incitation de la tristesse et de la raisonnable rêverie. C'est le chemin salutaire, l'unique chemin de la sagesse ; et la patrie, devenue sage, est sur le chemin du salut. Les stances de la consolation personnelle s'agrandissent; elles sont un hymne pour accompagner la patrie dans la tribulation qui la conduit à ses fins augustes. Cette

chronique de la guerre, c'est une poésie ardente, encourageante, craintive, attentive à ses chants, à l'heure opportune, et qui, parfois se mêle au tumulte, et qui parfois rejoint le silence, et qui à toutes les étapes, sonne juste et sonne beau, pour la victoire, ou l'attente et l'effort, ou la gloire et le deuil. Premiers jours de la guerre; et le 10 août : « C'est un paysage matinal, un ciel d'or, d'argent et d'azur... » La diane, on dirait, dans la pureté de l'air! « Août 1914! Sur les coteaux, le clairon retentit; au milieu des vignes et des bois, le drapeau tricolore s'avance. Les fers de l'Alsace sont rompus. Déroulède, nous sommes à Mulhouse ! Vive la république française!... La marche en avant continue. Nous tenons la revanche. Le mot pendant quarante-trois ans répété, fatigué, quasi discrédité, que nous étions fous de maintenir, que nous eussions été mille fois plus fous d'abandonner, il est devenu un fait. Revanche, ce matin, c'est un mot tout neuf, tout rayonnant de vérité, de joie et de gloire. » La chance tourne; il faut que nos armées se replient, de sorte qu'on ne sait plus et qu'on pose des questions. « Combien de temps durera la guerre? » C'est le moins qu'on veuille demander. Alors, le thème du chant n'est plus cette allégresse d'un matin d'été : ce serait la douleur. Mais non : arrière la douleur; plutôt la haine! « Ils voudraient être le fléau de Dieu, le marteau qui martèle le monde. Des barbares, voilà leur prétention. La barbarie d'Attila, qu'ils prétendent renouveler, était quelque chose de spontané, de trop puissant qui débordait. Mais que des élèves d'université, des petits commerçans, des ouvriers socialistes... Ah! l'âme allemande, nous la pesons à sa valeur. Ces gens qui veulent nous marcher dessus, ce sont de lourdes bottes, mais remplies de crottin. » La haine de ces barbares ; et l'immense amour de la patrie menacée : ainsi, l'âme évite la langueur. Ce n'est pas certes la langueur qui l'accable, pendant ces lumineuses journées d'août, si claires et lugubrement chargées de mystère, si violentes sur la ligne de bataille, si mornes ailleurs : « le grand soleil, cette attente, cet ennui, quelle effroyable simplification de la vie française! » Aux premiers jours de septembre, après le départ du gouvernement, des Chambres, des uns et des autres, Paris est au plus fort de son péril, une citadelle en butte aux hordes qui approchent. « Parisiens, ne voyons pas le seul drame de notre ville. Montons sur les murailles et sur les tours de la cité et plus haut encore. Examinons par les yeux de l'esprit le vaste champ de bataille où l'univers se heurte pour notre juste cause. Alors nous crierons victoire! » Puis, le 7 septembre : « Parisiens, félicitons-nous. On raconte qu'à Blois, au Mans, dans

Orléans, à Bordeaux, on s'écrase pis qu'un jour de mardi gras. Nous avons bien de la chance de rester dans notre ville... » La vaillance tourne à la bonne humeur. Il y a presque de la gaîté, pour annoncer, un jour, que deux hirondelles, sans faire le printemps, sont tout de même venues prendre l'air de Paris. Ces deux hirondelles : M. Briand, M. Sembat. « Ça nous change des Taubes. J'espère qu'ils s'en vont satisfaits de la grande ville et qu'ils le diront là-bas. Nos Bordelais peuvent revenir. Le communiqué du jour est parfait. Paris les attend avec le sourire... » Et, le lendemain : « La victoire ! Joffre a lâché le mot. Le mot que nous attendions depuis quarante-quatre ans. » Nous avons lu, à leur date, ces lignes dans le journal ; nous les retrouvons dans le livre, nous les reconnaissons : notre mémoire les a gardées, les a liées au souvenir des épisodes et du sentiment dont elles sont la formule indélébile. Et si l'on cherche ce qui leur confère cette qualité emblématique, c'est leur exactitude assurément, c'est aussi leur rythme ; c'est à la fois leur justesse et leur poésie, enfin ce lyrisme de la réalité qui est la marque de cet écrivain. Nul écrivain n'est plus véritablement un poète et, cependant, un réaliste. Il ne quête pas la beauté dans le vague et n'a point exilé l'idéal hors du monde. Il prend la beauté dans le monde ; ou il la lui imposerait. Et, si jamais la réalité fut belle, fut toute chargée d'idéal et fut de la poésie toute prête, à portée de la main, c'est durant ces mois d'histoire où les splendides vertus travaillaient contre terre, où l'héroïsme sanctifiait le sol et où les plus divines pensées, entre elles l'espérance, fleurissaient sur la boue et sur le sang du combat.

La littérature était assez tranquille ici-bas et en notre pays, lorsque la guerre a éclaté. Subitement, ce qui nous enchantait n'existe plus ; il nous devient difficile d'imaginer un instant de l'avenir où nous plairait encore le jeu subtil et anodin des phrases et des mots, le jeu d'autrefois. « Écrivains, déchirez la page interrompue ; poètes, abandonnez votre chanson, fût-ce au milieu d'une strophe, et si fort qu'elle ressemble à votre âme. Jetez même un adieu rapide à votre cœur d'hier. En revenant du Rhin, vous serez montés si haut, avec des ailes si fortes, que vous surpasserez tous vos rêves, comme l'aigle survole le rossignol. » Je ne sais quelle nouvelle littérature inventera pour de tels lendemains, cette jeunesse victorieuse : comptons sur elle et sur son vivant génie. Je ne sais pas non plus combien des écrivains d'hier, et de ceux qui nous ont le mieux divertis, auront sans désastre passé la tempête qui bouscule tout et arriveront aux plages nouvelles, capables de chanter la nouvelle chanson. Plusieurs seront

vieux, qui semblaient jeunes : aèdes fatigués, ou démodés, et qu'on éconduira. Celui qui, dans la tempête, aura continué de chanter, de la même voix, seulement plus exaltée par sa véhémence, et dont la voix, dès aujourd'hui, s'accorde à l'immense clameur, celui-là aura fait le voyage périlleux et abordera sans dommage. Ainsi l'auteur de *la Colline inspirée* et de ces pages où les péripéties de la guerre ont leurs images pathétiques. Il n'a point eu à modifier sa manière. Le portrait de Charles Péguy, — « petit homme barbu, paysan sobre, poli, circonspect, défiant, doué du sens de l'amitié, bien campé sur la terre et toujours prêt à partir en plein ciel; » — le portrait d'Albéric Magnard, — « chacun selon son pouvoir! Joffre les chassera de France; Albéric Magnard balaye le devant de sa maison; — le sonneur d'angélus là-bas, vers les Vosges, — « c'est un confrère, cet homme obscur qui fait un si charmant bruit dans le noir; que dit-il ce gazetier du ciel, ce journaliste dans les nuages? il fait un bruit qui me relie avec mes premières années; » — les paysages lorrains, « je connais ces nuages bas d'octobre, cette atmosphère ouatée, cette demi-obscurité dès les trois heures; — l'automne en Lorraine, l'automne en France et dans les âmes, — « l'espérance flotte dans la brume d'automne, au-dessus des ruines; » — ces poèmes en prose peinte et musicale ne feraient point de disparates dans *les Déracinés*, dans *les Amitiés françaises* et dans *Colette Baudoche*. Tout frémissant de la passion présente, l'art est le même; il frémissait déjà et s'apprêtait à frémir davantage. Il est accordé à la vie de la France, dont il a médité l'infortune, rêvé la renaissance, aimé l'orgueil fidèle et dont il suivra les destinées, bientôt heureuses, désormais sublimes.

Après l'éloquence de M. de Mun et la poésie de M. Barrès, voici, avec les *Commentaires de Polybe*, et pour l'entretien des courages civils, de la critique, de la stratégie, l'étude quotidienne des nouvelles et leur philosophie. Polybe l'ancien fut l'un des plus intelligens parmi les historiens de l'antiquité; il excellait à débrouiller les événemens, à y démêler le hasard et l'efficacité des résolutions humaines; il triomphait à diminuer la portion du hasard et à montrer, dans les meilleures réussites de la volonté, la récompense de la précaution. M. Joseph Reinach, Polybe du *Figaro*, n'a pas mal choisi son pseudonyme : et Polybe l'ancien ne désavouerait pas Polybe le jeune.

Au jour le jour, les communiqués officiels nous informent assez bien : les communiqués de chez nous, ceux d'Angleterre et de Belgique, ceux d'Italie et de Russie, ceux de Serbie et de Montenegro. Il

y a aussi les bruits qui courent : dédaignons-les, car il ne mentent pas toujours et l'on n'est point assuré d'attraper rien de vrai, en prenant le contre-pied de ce qu'ils annoncent. Il y a les renseignemens diplomatiques. L'information ne manque pas, certes ; mais il s'agit de ne pas s'égarer dans une telle abondance. D'abord, il s'agit de savoir lire et non de ne pas lire entre les lignes : qui pourrait s'y résoudre? du moins, il importe de lire entre les lignes sans folie, sans la fureur de se bouleverser ou de se créer des chimères trop aguichantes. Il importe de comprendre ; et ce n'est jamais si facile : comment faire, si nous avons l'esprit tout alarmé?

Comprendre! Polybe s'est promis de nous y aider. Premièrement pour nous secourir, il sait la géographie : il la savait avant la guerre! Les noms de villes et de rivières de la Pologne, de la Galicie et même de la Bukovine ne le troublent pas. Et, les noms, ce n'est rien ; mais il sait l'importance militaire d'une petite localité. Les communiqués ont de la précision, quelquefois : ils n'ont pas beaucoup de relief et, rapides, ils mettent quasi tout sur le même plan. Notre Polybe est le maître de la perspective ; il éloigne ceci, approche cela et substitue à l'énumération sèche ou à l'inventaire des menus faits quotidiens leur ressemblance : un communiqué assez plat, il vous le montre dans le stéréoscope. Il sait l'histoire; il a tout lu. Il a étudié toutes les guerres, celles de l'antiquité, celles des temps modernes, depuis la guerre de Troie jusqu'à la guerre des Balkans. L'expédition des Dardanelles ne le prend pas au dépourvu : — le prince des Crétois Idoménée disait à Mérionîs... Quand les armées belges se retirent dans le camp retranché d'Anvers, ne vous effrayez pas : Hérodote raconte que la Pythie de Delphes conseilla une manœuvre de ce genre aux Athéniens lors de l'invasion des barbares. La bataille des Thermopyles éclaire, le 8 août, la bataille de Liége ; et la bataille d'Alésia explique, au mois de novembre, la bataille de l'Aisne. Au mois de janvier, lorsque les profanes guettent la « décision, » la déclarent lente à venir et, de leurs vœux, hâtent le général en chef, Polybe leur traduit un chapitre de Tite-Live où, dans sa troisième Décade, ce Latin vante Fabius, dit le Temporiseur. Et, pour les gens pressés encore, au neuvième mois de la guerre, Polybe consulte le maréchal de Saxe, lequel, après Fontenoy, disait : « Je sais que tel bon bourgeois de Paris, logé entre son rôtisseur et son boulanger, s'étonne que je ne fasse pas faire dix lieues par jour à mon armée ! » Les avertissemens les plus vifs, Polybe les emprunte à Napoléon. La prodigieuse variété des guerres impériales fournit des réponses à tous les

problèmes; et les paroles de l'Empereur répandent de la lumière. L'Empereur disait à Gourgaud : « Pour être bon général, il faut savoir les mathématiques, cela sert en mille circonstances à rectifier les idées; mais un général ne doit jamais se faire des tableaux : c'est le pire de tout. » Eh bien! remarque Polybe, l'empereur allemand, généralissime des forces allemandes et autrichiennes, n'a-t-il point cette manie de se faire des tableaux? Il s'est vu entrer dans Paris, en triomphe; il s'est vu franchir le Pas de Calais comme Xerxès a franchi l'Hellespont; et il s'est vu entrer dans Moscou : à ces divers tableaux que lui fabriquait son orgueil, il a sacrifié des armées.

Polybe écrit chaque jour et sous le coup des événemens : il en saisit la nouveauté. Mais la sagesse de Polybe consiste à dominer la surprise et à ne point permettre qu'un petit fait, qui paraît grand parce qu'il vient de se placer tout juste devant nos yeux, offusque la vue de l'ensemble. Fabrice del Dongo, dans *la Chartreuse de Parme*, est à Waterloo : il n'apprit que plus tard qu'il avait assisté à une grande bataille. Fabrice qui n'a vu qu'un petit coin de la mêlée, voilà le héros que Polybe nous engage à ne pas imiter. Polybe nous déroule l'immense carte et nous défend de regarder tout uniment quelques taillis dans la forêt d'Argonne. Il y a, oui, la Harazée, Saint-Hubert et les Courtes-Chausses; mais il y a toute la ligne de Nieuport à Belfort, toute la ligne de Czernowitz à Riga, et le Caucase, et la presqu'île de Gallipoli, et le Trentin, le Triestin, l'Afrique et les autres parties du monde où les colonies allemandes passent aux mains des alliés. Qu'est-ce à dire? Un succès par ici compense un échec ailleurs : sans doute; mais on ne veut d'échec nulle part. Enfantillage! Polybe ne nous invite pas seulement à un vain calcul de compensations : il nous somme d'être attentifs à ce qu'il appelle « le rythme de la guerre. » Qu'est-ce que le rythme de cette guerre? Exemple : telle de nos offensives, celle de Champagne, a donné des résultats; elle n'a pas donné tous les résultats que put escompter l'impatience des badauds. Or, le bilan de cette offensive, on ne l'établit pas en évaluant le nombre des kilomètres carrés que nos troupes ont repris : cette offensive a retenu obstinément sur le front occidental des armées allemandes que les Russes avaient besoin de ne pas recevoir à ce moment. De même, à un autre moment, une offensive russe ou leur défensive acharnée occupe l'ennemi et nous laisse le loisir d'une préparation très urgente. Les Russes ne travaillent pas de leur côté, nous du nôtre et les Italiens du leur : l'effort de tous est concerté. L'effort de nos soldats en Artois ou dans les Vosges a une répercussion très

importante sur tout le champ de bataille qui s'étend de la Baltique à la Méditerranée et de la Pologne à la Picardie. « Ce rythme de la guerre, c'est l'une des grandes raisons de notre certitude mathématique et absolue de la victoire, » dit Polybe. Et ce rythme de la guerre, il nous le fait sentir avec une habileté impérieuse. Que de fois n'a-t-il pas, de cette façon, délivré son lecteur d'une obsession mesquine et d'un tourment de prisonnier!

Il lui arrive de se tromper ; et les notes, au bas des pages, dans le volume, corrigent les fautes principales. Ces notes sont bien émouvantes : elles signalent plusieurs de nos illusions passées, plusieurs de nos déceptions. Illusions et déceptions que Polybe, non plus que nous, n'a point esquivées toutes, à l'époque où, selon le mot de M. Lavisse « de trop grandes espérances ont été données prématurément » et où chacun de nous se forgeait des espérances peu raisonnables. Polybe était, avec toute sa lucidité, l'un des Français que l'anxiété ne laissait pas calmes. Je crois qu'il s'est trompé moins que personne ; et que de choses il a bien appréciées, que de choses il a bien devinées! Les erreurs que l'on n'évite pas, si elles vous détournent de la vérité un peu de temps, peuvent être aussi des chemins plus longs et difficiles vers la vérité ; l'erreur n'est pas nécessairement le contraire de la vérité. Par les sentiers de ses illusions et à travers quelques déceptions, la France allait à la victoire : Polybe avait raison de lui montrer la victoire, de loin et au delà des chemins de traverse.

Le 30 août 1914 — et l'on se souvient de ces jours ! — Polybe écrivait : « Quiconque, imposant silence aux angoisses de son cœur, sait regarder devant soi d'un œil clair, sent croître en lui la certitude toujours plus forte de la victoire finale... L'ennemi est perdu ! » Le 30 août!... Ce 30 août, l'ennemi n'était pas loin de Paris. Le lendemain, M. de Mun s'écriait : « Eh bien ! oui, j'ai toujours confiance, pleine et robuste confiance! » Et M. Barrès : « Quand aujourd'hui nous manquerait, demain, le plus proche demain nous va apporter la victoire ! » Ainsi l'éloquence, la poésie et la stratégie étaient d'accord pour affirmer une même foi, paradoxale et merveilleusement véridique, la même foi qui n'admet aucun doute et qui refuse comme une impiété l'incertitude à l'égard des destinées françaises.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

LES EXPLOSIFS BRISANS

Après avoir examiné celles des substances explosives qui servent à la propulsion des projectiles, autrement dit les poudres, il nous reste, pour achever cette brève incursion dans la chimie guerrière, à étudier l'autre grande catégorie d'explosifs : les explosifs brisans.

Lorsque le chimiste anglais Reid prétendait naguère que le coton n'entre pas dans la fabrication des obus explosifs, il n'avait en vue que la charge d'explosif que le projectile emporte avec lui ; il oubliait en revanche, — singulière distraction chez un technicien aussi averti, — que l'obus est attaché à une cartouche contenant la poudre qui le propulsera et qui, elle, nous l'avons vu, a comme constituant essentiel le coton. Aujourd'hui, il n'y a plus lieu de signaler que pour mémoire cet oubli étrange, puisque la campagne de lord Ramsay a porté ses fruits, et que le coton est maintenant contrebande de guerre.

Les explosifs brisans ne servent pas seulement au chargement des obus percutans lancés par les canons. Dans la guerre navale, ils gonflent les flancs des sournoises torpilles. En outre ce sont eux qui donnent tant d'efficacité à tous les projectiles étranges lancés à la main ou par de bizarres engins renouvelés de l'antique : bombes, grenades, pétards, torpilles aériennes, que la présente guerre a multipliés et dont le rôle actuel n'est guère moins important que celui des balles et des obus. Ce sont les explosifs brisans, enfin, qui jouent le rôle essentiel dans la destruction des travaux d'art, — ponts, chemins de fer, etc., — et dans la fantastique lutte de sape et de mine qu'on se livre sous terre de tranchée à tranchée, et où quelques secondes

d'avance ou de retard, un bruit entendu à propos, un cordeau détonant audacieusement allumé résolvent dans un sens ou dans l'autre le dilemme doublement shakspearien qui sert aujourd'hui de devise à tous les sapeurs : sauter ou faire sauter, *that is the question*.

Quels sont les principaux explosifs brisans employés des deux côtés de la barricade à ces différens effets : c'est ce que je voudrais examiner brièvement, — en me gardant soigneusement d'effleurer tous les perfectionnemens encore inconnus de nos ennemis... sinon par leurs effets, que nous avons apportés depuis quelques mois dans ce domaine.

*
* *

Au début de l'artillerie, aux temps idylliques et bucoliques où les batailles n'alignaient que quelques quarterons de soldats, et où le sort des empires ne se décidait que par la mort de quelques milliers d'hommes, — ce qui nous paraît bien ridicule aujourd'hui, — les boulets lancés par les canons étaient de grosses masses pleines ou creuses, mais qui n'agissaient que sur les objets situés exactement sur leur parcours. L'idée de faire éclater ces boulets en les remplissant de poudre, ne vint que bien après. Ce fut le temps des boîtes à mitraille, lesquelles faisaient déjà d'assez joli travail, puisqu'on rapporte qu'à la bataille de Kesseldorf, en 1742, chaque coup d'une batterie autrichienne mit hors de combat 70 hommes.

Pendant une grande partie du siècle passé, on a cherché à charger les projectiles creux lancés par les bouches à feu avec des explosifs brisans tels que la nitroglycérine, la dynamite (nous rappellerons dans un instant leur composition), et surtout le fulmicoton sec. Tous ces corps étaient des explosifs très brisans, parcourus dans un temps très court par l'onde explosive et fournissant instantanément toute leur puissance. Malheureusement tous ces corps donnèrent lieu à de nombreux déboires à cause de leur sensibilité au choc, qui produisait des éclatemens prématurés. Le choc produit au moment du départ du projectile suffisait souvent à amorcer la charge portée par lui, et à le faire éclater dans l'âme du canon, détruisant celui-ci et tuant les servans. Pendant longtemps, la poudre noire seule présenta des garanties suffisantes pour le chargement des projectiles. Mais elle est, comme nous l'avons vu, un explosif fusant et non percutant : elle brûle et ne détone pas.

Pour augmenter l'efficacité des projectiles, il fallait trouver le moyen de les charger d'un explosif brisant assez peu sensible pour

que le choc du départ ne le fasse pas exploser et qui pourtant détone à son arrivée au but. On croyait alors, (et on le crut jusqu'aux travaux de M. Turpin), que le pouvoir brisant d'un explosif est essentiellement lié à sa sensibilité au choc. On tenta donc de diverses manières de tourner la difficulté, et sans grand succès d'ailleurs : On essaya par exemple de mettre dans l'intérieur de l'obus des petites fioles de verre renfermant l'une de l'acide nitrique fumant, l'autre un combustible liquide. Le choc produit au départ du projectile brisait ces fioles, les liquides se mélangeaient alors par suite de la rotation de celui-ci (produite comme on sait par les rainures du canon) en formant l'explosif qui éclatait au moment du choc contre le but. On a essayé aussi d'ajouter du camphre à la dynamite pour diminuer sa sensibilité, et diverses substances au fulmicoton. D'autre part, pour amortir le choc au départ, on diminua la vitesse initiale, on essaya aussi toutes sortes d'amortisseurs spéciaux ; on divisa la charge de poudre propulsive dans des boîtes formant une multitude de compartimens, etc.

En fait, tous ces essais ne donnèrent pas de résultats satisfaisans et ils furent d'ailleurs complètement éclipsés par la découverte de la mélinite.

*
* *

Nous avons vu déjà pour quelles raisons, à la fois théoriques et pratiques, on est conduit à former la plupart des corps explosifs par la combinaison de l'acide nitrique avec les carbures d'hydrogène.

Parmi ceux-ci, il en est de particulièrement intéressans qui dérivent de la distillation du goudron de houille. Le goudron de houille, qui est lui-même un sous-produit des usines à gaz et des fabriques de coke métallurgique, donne lorsqu'on le distille systématiquement une série d'huiles légères dont on extrait finalement divers hydrocarbures et notamment le *phénol* En traitant le phénol par l'acide nitrique on obtient le *trinitrophénol* ou *acide picrique*. Celui-ci est un solide qui se présente en cristaux jaunes, amers, solubles dans l'eau, fondant à environ 125°. La solution aqueuse de ce corps est employée couramment comme remède contre les brûlures, ce qui ne l'empêche pas, comme nous allons voir, d'être terriblement homicide lorsqu'on le verse sous forme de mélinite dans le ventre de nos obus. Il en est de cette substance comme du collodion, qui tantôt lorsqu'il entre dans la composition des poudres sert à blesser les hommes, et tantôt en chirurgie sert à guérir et fermer leurs blessures. Étrange dualité, qui

illustrait déjà le sabre de M. Prudhomme et prouve une fois de plus que les choses ne valent point par elles-mêmes, mais seulement par l'usage qu'on en fait... Mais j'allais oublier que ce n'est point l'heure de philosopher.

Donc l'acide picrique est fabriqué ainsi que nous venons de voir. Ce corps était dès longtemps connu. Les traités techniques ne le rangeaient même point d'une manière générale parmi les explosifs, sous prétexte qu'il ne contenait point assez d'oxygène. C'est lui pourtant qui devait nous donner la fulminante, la terrible, la triomphante mélinite.

Mais il me faut d'abord ouvrir à ce propos une parenthèse : dans la combustion d'un hydrocarbure, qui caractérise généralement une explosion, l'hydrogène et le carbone qui constituent ce corps sont tous deux plus ou moins brûlés par l'oxygène en formant, le premier de l'eau, H^2O, le second du gaz carbonique CO^2, ou de l'oxyde de carbone CO, ou même seulement du noir de fumée C, selon que la combustion en est complète, incomplète ou nulle. Or on a cru longtemps que, pour donner toute sa puissance, un explosif devait être à combustion complète, c'est-à-dire renfermer assez d'oxygène pour que tout son hydrogène soit transformé en eau et tout son carbone en gaz carbonique.

Cette opinion était erronée et voici pourquoi : Il faut un poids deux fois plus grand d'oxygène pour brûler complètement un gramme de carbone (en formant du gaz carbonique CO^2) que pour le brûler incomplètement (en formant de l'oxyde de carbone CO). Or les volumes de gaz CO^2 ou CO ainsi formés sont égaux. Donc *à ce point de vue* la puissance explosive dégagée par un poids donné d'oxygène est plus grande, dans le cas de la combustion incomplète, que de la combustion complète. D'autre part, et en revanche, la chaleur dégagée par la formation de gaz carbonique est plus grande que celle d'un même volume d'oxyde de carbone, et cette chaleur plus grande dilate davantage les gaz produits. Donc, *à ce second point de vue* la combustion incomplète dégage moins de puissance explosive que la combustion complète. De ces deux points de vue antagonistes il résulte que les choses doivent varier suivant les circonstances, et qu'en tout cas, *a priori*, tous les facteurs de la puissance explosive ne sont pas augmentés par une combustion complète.

C'est ainsi qu'il s'est trouvé que l'on avait tort de considérer l'acide picrique comme un mauvais explosif sous prétexte que son défaut d'oxygène ne pouvait lui assurer qu'une combustion incomplète, et un

des mérites de M. Turpin est d'avoir attiré l'attention là-dessus.

Je m'excuse auprès de mes lecteurs de ces développemens un peu techniques. Mais il me semble qu'on doit mieux goûter l'élégance d'une construction nouvelle, — celle-ci fût-elle une découverte chimique, — lorsqu'on a aperçu d'abord l'agencement délicat des échafaudages par quoi elle fut édifiée.

Les chimistes pour pallier le défaut, soi-disant préjudiciable, d'oxygène de l'acide picrique recommandaient de le mélanger avec des oxydans (chlorate ou nitrate de potasse, oxydes divers), ou d'en former des sels, ou picrates, par combinaison avec les alcalis. Malheureusement, ces mélanges étaient extrêmement dangereux, très instables, très sensibles au choc.

Quant à l'acide picrique on n'avait jamais songé à l'employer comme explosif d'abord, nous l'avons vu, pour la raison théorique de son défaut d'oxygène, ensuite parce qu'il était extrêmement peu sensible aux actions physiques et absolument indifférent au choc. On peut, par exemple, écraser sans aucun danger une caisse d'acide picrique sous un marteau pilon.

Cette insensibilité avait fait considérer l'acide picrique comme un corps non explosif. C'est elle précisément qui attira sur cette substance l'attention de M. Turpin, et le grand mérite, la grande découverte de cet inventeur est d'avoir trouvé le moyen d'amorcer convenablement et à coup sûr l'explosion de ce corps.

M. Turpin reconnut d'abord que l'acide picrique pouvait être fondu sans danger et en grande masse, puisque sous cette forme il devenait tellement insensible au choc qu'une capsule de fulminate de mercure de 3 grammes en brisait les blocs sans les jamais faire détoner. Il constata au contraire que l'on pouvait faire détoner au moyen d'une capsule de fuminate de l'acide picrique en poudre et que celui-ci amorçait alors l'explosion de l'acide fondu. Il fut amené à construire ainsi le détonateur à acide picrique pulvérulent qui est aujourd'hui l'organe essentiel de l'explosion des obus à mélinite, — car la *mélinite* est essentiellement formée d'acide picrique. Son nom lui vient de sa couleur jaune et de son apparence lorsqu'il est fondu et qui rappelle celle du miel.

Avec la mélinite nous nous trouvions munis d'un explosif brisant d'une telle valeur que la puissance de nos projectiles s'en est trouvée du coup décuplée. Ce progrès immense provenait d'une part de la stabilité énorme du nouvel explosif et de son insensibilité au choc nécessitant un amorçage spécial de toute sécurité ; cette insensibilité

permet de manipuler les obus explosifs sans aucun danger. En outre la faculté de fondre la mélinite par grandes quantités et sans danger (1) permettait de la couler dans les obus à pleine densité de chargement, ce qui produisait un maximum de puissance. D'autre part, la grande vitesse de propagation de l'onde explosive dans la mélinite qui est de plus de 6 000 mètres par seconde et sa constitution chimique lui assurent une explosion extrêmement brisante dont les effets sont foudroyans.

Sous l'action de la mélinite qu'il contient, notre petit obus explosif de 75 est brisé en plusieurs milliers de fragmens aigus dont chacun possède encore à plusieurs dizaines de mètres un pouvoir de pénétration suffisant pour causer des hémorragies foudroyantes dans les organes qu'il traverse.

Il va sans dire que l'on a perfectionné par divers mélanges le chargement de nos obus à la mélinite. Mes lecteurs me pardonneront... ils me sauront gré, de ne leur donner sur ce sujet aucune indication. — C'est ainsi que l'on est arrivé avec nos petits obus de campagne à produire ces effets de destruction formidables qui ont maintes fois terrifié nos ennemis. Ainsi que je l'ai déjà expliqué récemment au cours de mes notes sur le 75, ces effets sur les organismes humains sont dus non pas seulement aux éclats d'obus projetés par l'explosion, mais aussi, sans qu'aucune blessure apparente soit produite, par les variations prodigieusement brusques de la pression de l'air causée au voisinage du point de chute et qui font éclater les vaisseaux des individus situés dans le voisinage et les tuent sans les blesser.

***

Avec l'invention de la poudre B, avec celle presque simultanée de la mélinite, la France s'est trouvée pendant plusieurs années dans un état de supériorité absolue au point de vue balistique. Rien ne prouve mieux la sincérité et la loyauté de ses intentions pacifiques, que le fait de n'avoir pas profité alors de cette incontestable supériorité.

Comme il arrive toujours tôt ou tard dans le domaine des inventions militaires, comme il est arrivé pour la poudre B, les nations étrangères n'ont pas tardé à fabriquer des explosifs brisans analogues à la mélinite et amorcés par des procédés analogues à ceux qu'avait

(1) Il faut naturellement éviter d'élever la température très au-dessus de celle qui correspond à la fusion de la mélinite et qui est d'environ 125°. Vers 300° en effet la mélinite explose spontanément, et c'est parce que la décomposition des poudres B avariées avait amené les soutes aux munitions du *Liberté* à cette température que le cuirassé a sauté.

créés Turpin. C'est ainsi que l'Angleterre emploie aujourd'hui la *lyddite*, qui est très analogue à notre mélinite.

Quant à l'Allemagne, elle charge, ainsi que plusieurs autres pays, ses obus explosifs au moyen du trinitrotoluène ou trinitrotoluol, qui est, comme nous allons voir, un très proche parent de la mélinite.

Le trinitrotoluol (ou trinol comme l'appellent par abréviation nos ennemis) est au toluol ce que le trinitrophénol ou acide picrique est au phénol, c'est-à-dire qu'il est dérivé par nitrification du toluol, qui est lui-même, comme le phénol, un dérivé par distillation des huiles légères du goudron de houille.

Le trinitrotoluol est un corps cristallisé, incolore, fondant à 82° environ. Il est fabriqué actuellement en Allemagne surtout à l'usine *Carbonit* à Schlebusch, près de Cologne et aux usines Allendorff à Schœnbeck-sur-Elbe. Lorsque nos escadrilles de bombardement étendront un peu leur rayon d'action, elles ne devront pas oublier ces objectifs de choix.

Les propriétés du trinol sont analogues à celles de l'acide picrique; pourtant il est d'un amorçage beaucoup plus difficile. C'est à cela sans doute qu'il faut attribuer en partie les nombreux ratés des obus explosifs allemands. En outre, il est absolument certains, — mes lecteurs n'attendent point de moi que je leur en donne les raisons, — qu'à charge égale, les obus explosifs allemands sont beaucoup moins efficaces que les nôtres.

Il est très probable que les matières premières nécessaires à l'intense fabrication actuelle de trinol en Allemagne, et qui sont l'acide nitrique et le goudron de houille, ne doivent pas être en quantités très rassurantes pour nos ennemis. En ce qui concerne l'acide nitrique, nous avons déjà examiné la question. Pour le goudron de houille, une information récente parue dans la presse nous a ouvert des horizons bien suggestifs : elle nous annonce qu'une note officielle du gouvernement allemand recommande dans un but patriotique à ses sujets de brûler le moins possible de houille et de faire leur cuisine sur les réchauds à gaz.

A priori, cette intervention de la sentimentalité patriotique dans l'élucubration du pot-au-feu pouvait paraître étrange, même en un pays où pour trouver des « délicatesses » on en est réduit à fréquenter l'étal des charcutiers. Mais, à la réflexion, tout s'explique : en leur recommandant la cuisine au gaz, le gouvernement allemand entend faire participer les petites nièces de Marguerite et de Dorothée au chargement des obus explosifs. En effet, en brûlant du gaz au lieu de

houille, la germanique cuisinière fournit à son pays, grâce à la distillation de l'usine à gaz, du toluol. Elle lui fournit en même temps de l'acide nitrique, puisqu'on sait fabriquer aujourd'hui celui-ci au moyen des sels ammoniacaux qui sont un autre produit des usines à gaz. Heureuse Gretchen! tandis qu'elle fait mijoter la maigre pitance à laquelle les méchans Anglais l'ont condamnée, elle doit songer que si elle ne s'en engraisse guère, un juste orgueil gonflera du moins son cœur sentimental. Qu'importe si sa cuisine laisse son ventre creux, puisqu'elle remplira le ventre insatiable des lourds obus. Pauvre, pauvre gouvernement qui en est réduit déjà à de telles ressources!

*
* *

Il n'y a pas aujourd'hui que nos canonniers pour déverser sur l'ennemi des projectiles explosifs. A cet égard les fantassins ne leur cèdent pas et on a vu reparaître parmi eux, munis d'engins terribles et bruyans, ces preux surannés aux noms galans et fiers qui sonnent comme le clair métal : les grenadiers, les bombardiers.

Ce n'est point l'heure ni l'endroit de dire comment sont agencés les fruits meurtriers à l'écorce d'acier, bombes, pétards, grenades, mines aériennes, dont tous ces braves arrosent les Teutons d'en face. Ce qu'on peut dire parce que tout le monde le sait, c'est que, parmi les explosifs dès longtemps connus dont sont chargés ces engins, il faut citer comme les plus employés la poudre noire, la mélinite et la cheddite.

Des deux premières, nous avons donné déjà quelques notions. Quant à la *cheddite*, elle était depuis longtemps utilisée dans l'industrie. Son nom lui vient du village de Cheddes, dans les Alpes, où elle a été d'abord fabriquée en grand.

Dans les considérations générales par lesquelles nous avons inauguré ces chroniques sur les substances explosives, nous avons remarqué que les supports les plus communs et du meilleur rendement de l'oxygène, étaient le chlore et l'azote, et que par conséquent les composés nitriques ou chlorés devaient être parmi les constituans des explosifs en général. Les poudres et explosifs que nous avons examinés jusqu'ici étaient tous à comburant nitrique. La cheddite au contraire est à comburant chloraté.

Dès la découverte du chlorate de potasse (qui entre parenthèses et comme tant d'ingrédiens homicides est aussi un agent médicinal), la facilité d'explosion et la puissance des mélanges formés par ce corps et les corps combustibles amena des tentatives multiples pour fabri-

quer des poudres où le chlorate était substitué au nitrate. Toutes ces tentatives aboutirent sans exception à des explosions désastreuses qui jetèrent un discrédit complet sur l'emploi du chlorate. Parmi ces accidens, l'un des plus fameux faillit coûter la vie à Berthollet et à Lavoisier. Cependant, lorsque la fabrication par électrolyse des alcalis (soude et potasse) permit d'envisager la production, à très bas prix, des chlorates, on reprit ces essais de divers côtés avec d'autant plus d'ardeur que les poudres chloratées sont extrêmement puissantes. On avait établi d'ailleurs que l'instabilité des poudres chloratées dépendait surtout du choix des combustibles de ces poudres et le soufre de la poudre noire était spécialement à incriminer. En fin de compte, un chimiste anglais, M. Street, trouva moyen de domestiquer le chlorate si redouté en le mélangeant à un corps gras (en principe l'huile de ricin) et en lui adjoignant des corps combustibles appropriés. C'est ainsi qu'on est arrivé à constituer les cheddites qui sont des explosifs puissans et moins sensibles au choc que les dynamites par exemple. Je dis *les* cheddites, car il en existe de différentes compositions correspondant à des proportions variables de leurs constituans et à des usages variés.

La fabrication à bon marché des chlorates étant aujourd'hui réalisée très facilement par l'électrolyse, on conçoit que notre Dauphiné constitue une région très favorable pour cette fabrication, grâce à ses chutes d'eau qui fournissent l'électricité à très bas prix.

***

Parmi les substances qui sont aujourd'hui employées concurremment avec les précédentes pour les besoins de la guerre, après avoir eu déjà maint emploi dans les industries de la paix, nous citerons pour terminer la dynamite et ses succédanés, qui servent particulièrement pour faire sauter les galeries de mines et les ponts.

La dynamite a d'ailleurs eu un emploi en quelque sorte intermédiaire entre ses usages militaires et ses usages industriels, à l'époque pas très éloignée où Ravachol et ses naïfs imitateurs anarchistes prétendaient imposer leurs conceptions sociales à la France à l'aide de bombes chargées de l'ingénieux produit de Nobel. On ne saurait s'étonner de leur insuccès, lorsqu'on voit aujourd'hui l'Empereur teuton, malgré des moyens infiniment plus puissans, et qui procèdent d'ailleurs d'une mentalité analogue, ne point réussir pourtant à persuader le peuple français de la justesse de ses désirs.

L'élément, agissant de la dynamite est la nitroglycérine, qui dérive

par l'acide nitrique de la glycérine, comme l'acide picrique dérive du phénol, et comme le trinitrotoluol dérive du toluol. La glycérine est d'ailleurs, comme chacun sait, un résidu des fabriques de savons et de bougies.

C'est une bien curieuse histoire que celle de la dynamite. La nitroglycérine, découverte en 1847, par l'Italien Sobrero, était un liquide tellement irritable qu'elle explosait au moindre choc, presque au moindre contact. Elle approchait presque à cet égard du fulminate de mercure, que le frottement d'une barbe de plume suffit à faire détoner, et qui, si les poètes se préoccupaient autant d'exactitude que de sentiment, remplacerait certes, dans leurs métaphores. la timide sensitive qui n'a, à côté de lui, qu'une sensibilité bien grossière.

Pour en revenir à la nitroglycérine, le Suédois Alfred Nobel, à la suite de son père, entreprit de la rendre, malgré son instabilité, applicable aux mines et aux travaux publics. Mais les catastrophes qui se produisirent lors de son emploi, et dans les endroits où on la fabriquait et où on l'entreposait, coûtèrent la vie à tant de personnes, que les gouvernemens finirent par en interdire l'emploi et le transport. Malgré cela, Alfred Nobel ne se décourageait pas. Un jour, un peu de nitroglycérine ayant coulé d'une tourie fêlée, se répandit dans la sorte de terre siliceuse dont on se servait pour préserver les touries contre les chocs et qu'on nommait « Kieselguhr. » Nobel remarqua que la nitroglycérine s'était complètement incorporée au « Kieselguhr » en formant une sorte de mortier, qui pouvait être manipulé sans danger. tout en laissant à la nitroglycérine toute sa puissance. La dynamite était trouvée.

Ce qui est très curieux, c'est que le Kieselguhr, qu'un hasard singulier avait ainsi signalé au regard ingénieux de Nobel, est une terre siliceuse et poreuse, formée en réalité par les carapaces fossiles de myriades de petites algues, précisément de diatomées dont le microscope montre les formes élégantes et florales. En devenant fossiles, ces petits animaux ont perdu leur substance organique ; seule leur carapace siliceuse a subsisté, et leur agglomération a fourni une substance extrêmement poreuse et capable d'absorber de grandes quantités de liquides pouvant aller jusqu'à 80 pour 100 de son poids. On trouve en beaucoup d'endroits, et notamment en Auvergne, des gisemens importans de cette terre d'infusoires. Étrange destinée que celle de ces petits êtres morts il y a des milliers de siècles, et dont la cuirasse minuscule a servi aujourd'hui à creuser des tunnels monstrueux sous les Alpes, et à séparer, par des chocs plus puissans que

ceux des tremblemens de terre, les deux Amériques ou l'Asie de l'Afrique.

Singulière destinée aussi, celle de cet Alfred Nobel qui, ayant créé un outil formidable et capable de bouleverser la surface terrestre, vrai levier d'Archimède, a voulu que du moins sa fortune fût consacrée aux arts de la paix, et a institué ce prix, tombé on ne sait comment dans la cassette du chimiste Ostwald, — chimiste, ou plutôt alchimiste, qui veut tenter l'impossible transmutation des âmes libres en esclaves, — ce prix qui a servi à payer peut-être les pastilles incendiaires de Senlis et de tant d'innocentes et douces cités.

A vrai dire, ce n'est pas seulement des engins de paix qu'a créés Nobel. Les dynamites-gommes, découvertes par lui en incorporant à la nitroglycérine un fulmicoton spécial, sont plus puissantes encore que l'ancienne dynamite. La *cordite* anglaise, qui est la poudre propulsive de nos alliés, est une dynamite-gomme. Les Allemands ont employé aussi des dynamites-gommes.

En créant ces substances terrifiantes, — mais moins terrifiantes, heureusement, que notre mélinite et nos poudres, — Nobel était de ceux qui espéraient que de l'excès même des moyens de destruction sortirait l'impossibilité de s'en servir. On sait ce qu'il est advenu de cet espoir :

> ... Belle Lilis, on désespère
> Alors qu'on espère toujours...

En somme, c'est bien la chimie qui est la vraie déesse, la moderne Bellone, de cette guerre. C'est elle qui propulse dans les airs l'acier coupant et le cuivre lourd. C'est elle qui, tout le long de cet étroit ruban de terre où du Jura à la mer s'arc-boutent nos espoirs, fait chanter dans le ciel l'essaim bruissant et mortel des projectiles aux ailes métalliques.

La chimie étend aujourd'hui d'une façon sinistre, en plantant parmi ses cornues la sombre faux de Thanatos, sa mission qui est, disent les manuels, de *décomposer les corps :* les corps bruts de la nature minérale comme aussi les beaux corps si souples des jeunes guerriers.

CHARLES NORDMANN.

REVUE MUSICALE

UNE *JEANNE D'ARC* ITALIENNE — CHANTS PATRIOTIQUES FRANÇAIS

Jeanne d'Arc, mystère en quatre parties; poème de M. Luigi Orsini, musique de M. Enrico Bossi. — La messe en l'honneur de Jeanne d'Arc, de Gounod. — Chants patriotiques, de MM. Camille Saint-Saëns, Pierre Lasserre, Xavier Leroux, et d'Albéric Magnard.

Nous avons plus d'une raison d'estimer et de remercier M. Giovanni Tebaldini, maître de chapelle de la cathédrale de Lorette. Sans parler de ses œuvres personnelles, qui sont loin d'être sans mérite, il a publié naguère une intéressante édition de la *Rappresentazione di Anima e di Corpo*, le drame sacré d'Emilio del Cavaliere. Nous en avons alors entretenu nos lecteurs (1). Aujourd'hui, tout en préparant pour l'avenir, — un avenir lointain peut-être, mais sûrement vengeur, — une grande composition pour chœurs et orchestre, l'*Inno ai martiri*, le musicien d'Italie nous envoie, de la part d'un de ses compatriotes et confrères, M. Enrico Bossi, la partition, récente et considérable, d'une *Jeanne d'Arc*. Qu'elle soit la bienvenue en France, la *Jeanne d'Arc* italienne, « à cette heure tragique où l'âme latine, ivre de joie et de larmes, prend son essor vers les siècles à venir. » Étrange coïncidence et, peu après, contradiction plus singulière encore : l'Allemagne fut la première, sinon la seule, à accueillir, avec une sympathie dont ses journaux prodiguèrent les témoignages, une œuvre qui glorifiait l'héroïne française. Et cela se passait, non pas en des temps très anciens, mais il y a moins de deux ans (février 1914),

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1913.

presque à la veille de l'agression sauvage et de cet attentat sacrilège contre la cathédrale de Reims, dont une année entière ne devait point épuiser l'horreur. Encore une fois, les gazettes d'outre-Rhin ne ménagèrent point alors leurs éloges. Un éditeur d'Allemagne, et non d'Italie, publia l'ouvrage. Aujourd'hui, quand nous lisons la partition, quand il arrive qu'au-dessous du texte italien, — que dis-je, au-dessus — nos yeux rencontrent les paroles allemandes, que nos lèvres, par mégarde, les prononcent, les uns en gardent comme une ombre funeste, et les autres on ne sait quel goût de cendre et de mort.

M. Bossi lui-même a bien voulu nous informer que son œuvre était sur le point, quand éclata la guerre, d'être exécutée à Paris. Et savez-vous sous quel patronage? Il paraît que Jeanne d'Arc aurait eu pour marraine Mme Yvette Guilbert. L'auteur nous apprend aussi qu'il a conçu *Jeanne d'Arc* comme une œuvre de concert, analogue, par la forme et par la destination, à la *Damnation de Faust*. Il estime enfin que la rapide succession des épisodes aurait pu comporter un accompagnement ou des illustrations cinématographiques. C'est trop d'ambition, ou plutôt, et bien au contraire, trop de modestie. Ne mêlons pas les genres, surtout les genres inégaux. Poésie et musique nous suffisent et se suffisent aussi.

Le poème de *Jeanne d'Arc* a pour auteur M. Luigi Orsini. Il se divise en quatre parties (dont un prologue) et douze tableaux. Le prologue (en quatre tableaux) se passe à Domrémy. Après une introduction pastorale et populaire (chansons et danses autour de l'Arbre des fées), sainte Marguerite et sainte Catherine d'abord, puis saint Michel archange, apparaissent à Jeanne, lui révèlent sa mission divine et lui commandent de se mettre en chemin. Première partie : une halte guerrière, à Blois, et, tout de suite après, l'entrée triomphale à Orléans. Ici peut-être, fût-ce dans un raccourci d'épopée, on aurait souhaité moins de hâte, un progrès plus égal, plus de préparations et de développemens. Viennent maintenant « la chevauchée sur Reims, » « le couronnement » et « le songe de Jeanne, » intermède symphonique. Enfin la troisième et dernière partie commence par une courte scène, — assez insignifiante, — où le duc d'Alençon annonce au peuple la capture de Jeanne; puis c'est la prison de Rouen et le bûcher avec l'obligatoire apothéose.

Dans son ensemble, ce poème a l'avantage d'être court et le défaut d'être sommaire, incomplet aussi. Des vides, çà et là, s'y font sentir. Il y manque les transitions et les ménagemens. On voudrait qu'il eût, avec autant de brièveté, plus de substance et plus de tenue. Quant

à la langue, — celle au moins que parle Jeanne, — on regrette de n'y point trouver la franchise et la vigueur, le robuste bon sens et par-dessus tout la simplicité, qui fait si profondément humaine et si française, en même temps que surnaturelle et mystique, l'âme de notre Pucelle. Oyez plutôt cette plainte, ou cette complainte, de la prisonnière : « Dans le jardin de Gethsémani, Jésus lui aussi pleurait, et, plein d'angoisse, il cachait un frisson dans son cœur. Mais ses larmes silencieuses, les plantes les buvaient, et les astres y reflétaient la compassion des cieux. Mais moi qui, toujours vigilante, ai vécu dans ma foi ; moi, pauvre aile de colombe, égarée sur des abîmes obscurs, je n'ai pas de fleurs pour pleurer l'heure de mon agonie, je n'ai pas d'astres qui resplendissent au-dessus de mon angoisse. » Est-ce ainsi que Jeanne se plaignait, et pleurait ! Et non seulement la vérité de l'histoire, mais celle même (car elle existe) de la poésie et de l'imagination, peut-elle souffrir, sur les lèvres d'une Jeanne d'Arc, cette abondance de paroles recherchées et fleuries !

La recherche nous paraît être aussi le défaut général et le plus sensible, — à la lecture du moins, — de la partition. Très travaillée, très raffinée, la musique de M. Bossi ne redoute et d'ailleurs n'évite rien autant que de sembler vulgaire ou même banale. Elle courait pourtant certain risque de l'être, les sujets religieux et militaires prêtant deux fois à de trop faciles effets : cortèges et processions, hymnes d'église, refrains et sonneries de guerre. Le musicien d'Italie n'a pas donné sur cet écueil. Sa musique n'est jamais triviale, ou voyante, ou, si vous préférez, criarde. Au contraire, les délicats en aimeront la discrétion, la réserve et le recueillement. C'est au dedans, et non point au dehors, qu'ils en iront chercher, et trouver, le caractère et le charme. Musique intérieure, intime, cette musique est même trop souvent ténue et subtile. Loin de s'imposer tout de suite, elle se cache et se dérobe d'abord. Elle a des aspects, des expressions furtives, passagères, et qu'il faut surprendre. Cela n'est pas très italien, du moins italien d'aujourd'hui. Et cela n'étant ni long, ni lourd, on y reconnaît encore moins la marque de fabrique allemande, la dernière. Il se peut que l'influence debussyste ne soit pas étrangère à l'inspiration de certaines pages, trop ingénieuses, trop frêles et presque maladives. D'autres, solides et saines (surtout l'épisode du couronnement), feraient plutôt songer — et ce souvenir nous plaît davantage — à tel ou tel chœur religieux du *Boris Godounow* de Moussorgsky. L'ensemble, encore une fois, nous paraît pécher par un excès de raffinement, pour ne pas dire de maniérisme et de préciosité. Non, « *ce n'est*

pas ainsi que parle la nature, » ni même ainsi qu'elle chante et qu'elle s'exprime par la musique, par les divers élémens de la musique : mélodie, harmonie ou déclamation lyrique. C'est dans l'harmonie surtout, dans la formation des accords et dans leur succession, que se manifeste un parti pris constant de recherche, une crainte et comme une horreur continuelle de la simplicité. Le chromatisme y sévit sans cesse. L'altération tonale ou modale y est de règle et donne au style général de l'œuvre un caractère, fastidieux à la longue pour l'oreille et pour l'esprit même, d'incertitude et de flottement. La pastorale du début, la chanson de Jeanne, de couleur ancienne, peut bien nous séduire un instant par de fines dégradations et par ce que les peintres appellent d'insensibles « passages ; » mais, dès le dialogue de Jeanne avec saint Michel, autant il y a, dans les révélations, dans les injonctions de l'archange, de franchise, de droiture et d'éclat héroïque, autant les réponses de Jeanne, qui devraient être la naïveté même, en sont tout justement le contraire et nous déroutent, comme accent, comme intonation, par je ne sais quoi de laborieux, d'artificiel et d'alambiqué. La scène de la prison, plus que toute autre, nous donne cette impression d'apprêt, d'embarras et de malaise. Rien d'aussi contourné que l'introduction d'orchestre (une ritournelle de hautbois, pas davantage), sinon la complainte de Jeanne, que la dite ritournelle, après l'avoir annoncée, accompagne. On a peine à suivre ici la voix. Constamment elle hésite entre des notes douteuses, et quand elle se décide, c'est généralement pour les plus bizarres, que nulle relation, nulle affinité naturelle n'attire et ne rassemble. Rien de franc, de clair et de simple. Rien qui soit vraiment une mélodie, c'est-à-dire une ligne chantante, dont une pensée logique, un sentiment sûr ait choisi, groupé les sons et dessiné le cours. Il manque à ces pages capitales, ou qui devraient l'être, la sincérité, la flamme, et le souffle qui l'avive, le mouvement et l'élan généreux, en un mot, ou plutôt en deux mots, que Maurice Barrès a trouvés naguère pour définir l'éloquence d'Albert de Mun : « La spontanéité du cœur. »

Mais il s'en faut que le maniérisme soit toute la manière du musicien de *Jeanne d'Arc*, et nous n'eussions point signalé son œuvre pour y trouver seulement à redire. Plus d'un épisode ne saurait être jugé sur la simple lecture. On ne peut ainsi que deviner la grâce, la vivacité, le brio des rondes enfantines, chantées et dansées autour de l'Arbre des fées, et qui forment une espèce de *scherzo* symphonique et choral. Orchestre et chœurs sont plus nécessaires encore pour donner, sinon l'idée, au moins la sensation — qui doit être extrême-

ment forte — de la « *Chevauchée sur Reims.* » Contentons-nous d'en constater l'originalité rythmique, par où cette course à la gloire se distingue, à première vue, de la « course à l'abîme » de la *Damnation de Faust* et de la wagnérienne chevauchée des Walkyries. Pour le reste, l'analogie, ou la filiation, est évidente : même continuité, même opiniâtreté de mouvement, même fougue et même furie, mêmes effets de cris et d'onomatopées. Aussi bien, à ne la considérer que du point de vue dramatique, l'invention de cette scène, ou de ce tableau, nous paraît heureuse. Dans une composition où domine l'esprit de mysticisme et d'intériorité, elle introduit un élément extérieur, un ferment d'action, d'action véhémente, tumultueuse même. Et cela n'est pas mauvais pour animer la composition générale, pour en assurer, par la diversité même, l'équilibre et l'harmonie.

Si nous trouvons le plus souvent trop vagues et trop fuyans les discours de Jeanne, ceux de saint Michel ont une autre consistance. A la bonne heure, voilà de la fermeté, de la franchise et de la précision, des phrases musicales droites comme l'épée de l'archange et brillantes comme elle. Très épisodique, insignifiante même, la scène aux environs de Blois ne finit cependant pas mal. Avec un tendre regret, Jeanne salue une dernière fois les plaines, les coteaux et les bois. (Au fait, pourquoi ces adieux à Blois seulement, et non pas, d'abord, à Domrémy ?) Mais soudain, s'arrachant à sa tristesse : « En avant, » s'écrie-t-elle, « en avant, pour le grand nom du Seigneur Dieu ! » Sans rien d'inopiné, le mouvement n'en est pas moins juste, rapide, entraînant. La scène suivante (l'entrée à Orléans) forme un excellent tableau musical, et le meilleur de tous après celui du couronnement. Elle a lieu, cette entrée, aux sons d'une marche d'abord mystérieuse, inquiète même, et qui semble douter encore de l'approche de la libératrice, mais qui peu à peu se rassure, et finit par se mêler, hardie et joyeuse, au chant du *Veni Creator*. En tout, partout ici, la musique risquait d'être banale. Elle a su ne l'être en rien et nulle part. Ici Jeanne enfin a trouvé pour son oraison et son action de grâces des accens de piété mystique sans doute, presque d'extase, mais dont le sens profond et l'expression pénétrante ne viennent que d'un naturel parfait et d'une absolue simplicité. Quel caractère, quel style, quelle vérité le musicien d'Italie n'aurait-il pas donnés à la figure de l'héroïne française, s'il l'eût fait plus souvent parler, chanter, prier ainsi !

Heureusement il a retrouvé pour elle cette attitude et ce langage dans la scène la plus remarquable de l'œuvre, « le couronnement. »

Là non plus, rien de trivial; une belle ordonnance, du sérieux, de la tenue et de la dignité. Pas de grands éclats, aucun tapage et nulle emphase; avec beaucoup d'ampleur et de plénitude, beaucoup de sobriété. Encore une marche, et fort éloignée aussi d'être vulgaire : marche religieuse, recueillie, où les trompettes jettent çà et là, sans les prodiguer, des touches brillantes. Choral et symphonique, l'ensemble sonore se développe avec ampleur, avec aisance, quelquefois avec de chaudes effusions à l'italienne, à travers des tonalités opulentes et de savoureuses modulations. Le passage de Jeanne est salué d'abord sans cris, sans bruit, par un murmure, plus touchant, d'admiration, de respect et d'amour. Après que l'archevêque a prononcé la formule du sacre, la Pucelle prend la parole et, cette fois encore, cette fois surtout, elle parle comme elle devrait parler toujours. Son hommage à Dieu d'abord, ensuite au prince, est une délicate cantilène, où chaque mot, chaque note respire la simplicité, la modestie et la pureté. La mélodie en est bien conduite. Calme, lente, et je dirais volontiers contemplative, elle suit, au-dessus de pieux et mystiques accords, son cours, ou plutôt son vol paisible et gracieux. De puissantes polyphonies l'avaient précédée; maintenant elle s'enchaîne avec des concerts nouveaux, et qui n'ont pas moins de grandeur. Un ensemble ainsi composé, soutenu ainsi jusqu'au bout, n'est pas d'un musicien ordinaire. « Œuvre extrêmement noble, d'une élévation peu commune, » nous écrivait M. Tebaldini. De telles pages, les plus belles de la partition, lui donnent pleinement raison. Si l'Allemagne les admirait hier, quel accueil et quelle sympathie aujourd'hui ne doivent-elles pas attendre de la France ! Il est vraiment digne et juste, il est équitable et salutaire, et nous pouvons en être fiers, qu'elles soient dédiées, ces pages éloquentes, vengeresses, à la cathédrale de Reims, à ces pierres désormais deux fois nôtres, deux fois consacrées, par des siècles de gloire et par un an déjà passé de martyre.

Merci donc au musicien d'Italie. Il est regrettable que, pour la mémoire de notre Jeanne, notre musique à nous, moins bien inspirée que notre statuaire, ait fait si peu jusqu'à présent. Ce n'est presque rien, ou rien, que l'opéra de Mermet, et que la partition de Gounod, écrite il y a quelque quarante années sur un drame de Jules Barbier, ou plutôt autour de ce drame, car elle ne se composait que de hors-d'œuvre assez pauvres et ne pénétrait pas au fond du sujet, encore moins au cœur de l'héroïne. Mieux vaut, beaucoup mieux, de Gounod aussi, la messe en l'honneur de Jeanne, exécutée autrefois dans la basilique du sacre : messe *a cappella*, de style archaïque ou pales-

trinien tout entière, à l'exception de l'introduction, demeurée justement fameuse, et du *Benedictus*. Celui-ci, très mélodique, tout à fait dans le style et même un peu trop suivant la formule du maître, ne laisse pas de surprendre, mais de charmer, « *comme une fleur poussée aux fentes d'un vieux mur.* » Le prologue au contraire est grandiose, admirable de simplicité et de puissance. Par ces qualités mêmes, il a quelque chose de commun avec le superbe début de *Mors et Vita* : « *Ego sum resurrectio et vita.* » Il est seulement plus décoratif, et devait l'être. N'oublions pas et ne laissons pas oublier que Gounod fut, maintes fois, l'architecte de ces nobles édifices classiques, de ces larges et solides ordonnances, aux lignes pures, aux étages harmonieux. Les plans sont ici distribués entre un groupe de trompettes et trombones, d'une part ; d'une autre, les grandes orgues, d'une autre enfin, les chœurs. Que les trois élémens alternent, ou qu'ils se mêlent, égale est la beauté de leur union et celle de leur vicissitude. Il est certain que dans une église, pourvu qu'elle soit immense, les instrumens de cuivre seuls ont la portée, le caractère et la majesté qu'il faut pour s'allier avec l'orgue et les voix et pour leur répondre. Les trois forces, combinées ou successives, selon leurs ressources et leur style respectif, se partagent ici les effets, tous les effets, de puissance et même de douceur. Il va de soi que la puissance l'emporte. Ainsi, religieuse et guerrière, au seuil d'une œuvre qui célèbre nos gloires les plus saintes, notre musique éleva naguère ces magnifiques propylées, cet arc de triomphe sonore. Dieu nous fera la grâce, à Reims même, d'y passer ou d'y repasser un jour.

On se demande et même on nous demande souvent ce que sera notre musique après la guerre. Plus librement, plus hardiment nôtre, il faut l'espérer. Certaine, qui se donnait pour nationale, cessera de nous abuser, ou de nous trahir. En tel ou tel « maître » soi-disant français, nous reconnaîtrons peut-être le disciple, ou le serviteur, du dernier des grands allemands. D'ici là, notre musique de guerre, j'entends : née de cette guerre, est peu de chose. Elle est quelque chose pourtant. En musique encore plus qu'en poésie, le genre patriotique est un genre difficile. Des musiciens y ont échoué, voire des musiciennes. Dans un certain nombre d'hymnes ou de chansons, dédiées à des patriotes illustres, ce qu'il y a de mieux, c'est la dédicace. Pourtant quelques pièces vocales, des *lieder*, comme on hésite à les nommer, témoignent déjà que la musique française a bien mérité de la patrie.

« *Vive la France !* » Sous ce titre et sur des paroles qu'on voudrait

plus éloquentes, voici, de M. Saint-Saëns, une marche, un chant belliqueux et populaire (1). Le style du maître s'y retrouve en maint détail : dans la fuite d'une harmonie banale, ou dans l'emploi d'une autre, un peu sèche, mais vigoureuse; dans le soin d'éviter, aux tournans, ou plutôt, la phrase ayant de la carrure, aux angles de la mélodie, la platitude d'une désinence ou d'une modulation.

Critique littéraire, essayiste, juste et sévère historien du romantisme français, dans un livre qui fit beaucoup de bruit, et de bien, romancier même à ses heures, M. Pierre Lasserre est connu de tous. Critique musical, sous le pseudonyme de Jean Darnaudat, qu'il honore presque autant que son nom véritable, nous ne l'estimons pas moins. Nous lui savons gré d'être, en musique aussi, un classique, un sage, de saisir entre les choses de notre art, entre les œuvres et les époques, les rapports nécessaires ou les lois, enfin et surtout de rattacher la musique, au lieu de l'en abstraire, comme font tant d'autres, aux modes généraux de la pensée, aux grandes disciplines de l'esprit. Et voici que M. Lasserre vient de publier, — pour quelques-uns, — deux « *Chants de guerre,* » dont il est à la fois le poète et le musicien (2). Pourquoi cette publication restreinte? Elle fait voir, croyons-nous, trop de discrétion et de modestie. Il ne s'agit point ici de chansons, moins encore de romances, mais plutôt de poèmes lyriques. Le premier a pour titre : « *C'est la guerre,* » en trois mots qui reviennent obstinément, non comme un refrain, mais comme une réponse, la pièce formant un dialogue, (et non des couplets), entre deux voix ou deux groupes de voix. Le premier chœur se compose de ces gens qu'on appelait encore l'an dernier de certains noms : « pacifistes, » ou autres, qui n'ont plus de sens aujourd'hui. A leurs camarades qui s'en vont bravement, gaiement, jeunes hommes des villes ou des campagnes, ils exposent leurs lâches, leurs honteuses raisons de rester. Et les partans, pour toute réponse : « *C'est la guerre !* »

Peu à peu, le débat s'élargit et s'anime avec une verve, une chaleur, une éloquence, où la musique a plus de part que la poésie. A certaine peinture du pays natal, de la terre et du ciel de France, évoqués pour les retenir, les soldats répliquent par une évocation en quelque sorte identique et contraire. Mieux inspirés, ils attestent les mêmes spectacles, les mêmes beautés, mais héroïques, mais conseillères d'héroïsme, et signifiant pour eux, au lieu de la douceur de vivre,

(1) Durand, éditeur, Paris.
(2) Édités par l'auteur, à Paris.

le devoir et la gloire de mourir. Il y a là comme un retour, un renversement dramatique, dont une musique vraiment inspirée a bien rendu la force et la grandeur. On pourrait lui reprocher, à cette musique, un peu d'incorrection et d'embarras, ici de la gaucherie, ailleurs de la dureté, quelque chose enfin qui semble trahir par momens un amateur plutôt qu'un maître ouvrier. Mais ces négligences de style ou de grammaire sont de celles que l'idée ou le sentiment général nous permet, bien plus, nous conseille de négliger elles-mêmes.

La seconde composition de M. Lasserre a pour sujet la veillée pensive d'un officier auprès de ses hommes endormis. Il songe, et d'abord, ne fût-ce qu'un moment, à l'heure douteuse de l'aube, il doute. Avec des accens inquiets, avec des frissons d'angoisse, il interroge l'avenir et le destin de la patrie. Tout dans la musique : le chant, la déclamation, la couleur tonale et jusqu'à l'âpreté de certaines harmonies, tout donne à cet interrogatoire le caractère d'une mystérieuse et sombre émotion. Mais bientôt il se ressaisit et se rassure, le jeune chef. Il entend venir à lui des sonneries lointaines, sur un rythme, avec un accent déjà presque victorieux. Ses soldats, à ses pieds, dorment toujours. Quelques minutes encore, il contemple et bénit leur sommeil, il rêve avec eux leurs rêves. Soudain voici l'alerte, et l'attaque, et le combat. La musique elle-même y court, s'y précipite, et la scène s'achève par un vigoureux, un entraînant appel aux armes. Encore plus que l'élan, ou l'assaut final, j'aime la méditation qui précède. On pourrait y retrouver, — sans nulle autre analogie d'ailleurs que celle de la situation, — une réminiscence ou mieux un commentaire, actuel et bien fait pour nous toucher aujourd'hui, de ces deux vers chantés jadis, avec une tendre mélancolie, un matin de bataille également, par le Rodrigue de Massenet :

Que l'ange du sommeil effleure de son aile
Les fronts déjà promis à l'ange de la mort !

Ainsi les chants de M. Lasserre évoquent les deux aspects et comme les deux faces de la guerre. Ils traduisent avec la même vérité les sentimens, les passions adverses qui se partagent notre âme : notre haine contre nos ennemis, et pour nos frères, pour nos héros, notre sollicitude, notre piété et notre amour.

Un autre de nos musiciens, M. Xavier Leroux, doit à la guerre aussi quelques inspirations pures. Dans l'album que ne manqueront pas de former ses mélodies patriotiques (1), nous pouvons déjà marquer cer-

(1) Choudens, éditeur, à Paris.

taines pages. L'une a pour texte les fameuses strophes de Victor Hugo : « *Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie.* » Ce n'est pas la meilleure, malgré l'émotion qu'on éprouve à l'entendre chanter par M. Delmas derrière un cercueil drapé des trois couleurs. Et pourquoi, sur la feuille de couverture, avoir ainsi changé le titre, et le premier vers, qui cesse alors d'en être un : « A ceux qui *glorieusement* sont morts pour la patrie. » Aurait-on craint la piété de l'adverbe original? Non, paraît-il. On nous a seulement affirmé qu'à la vitrine et pour la vente, « *glorieusement* » faisait mieux. Alors!...

En quelques-uns de ces chants patriotiques, nos chants nationaux, *Marseillaise* et *Chant du Départ*, ont naturellement leur place et leur rôle. Rappelés et fondus à propos, l'un et l'autre donnent une fière allure à certain pas de charge de M. Leroux encore : « *En avant!* » (paroles de Paul Déroulède). Le cri n'est pas facile à lancer, d'un élan qui soit à la fois musical et dramatique. Chaque fois qu'il revient (et combien de fois!) M. Leroux a su le bien jeter, sur un rythme accéléré, sur d'éclatantes sonneries, sur de rudes et riches accords.

Dans la *Lettre de Jean-Pierre* (poésie de M. Jean Richepin), vous trouverez un exemplaire fort aimable, spirituel et sentimental avec goût (genre Botrel), de correspondance militaire :

Payse, j' vous écris sans plume,
Sur un nuag' qui passe au vent.
Il vous dira z en arrivant
Que j' pense à vous comm' de coutume.
Ran! plan! plan! les gars en avant!
J' m'appell' Jean-Pierre et j' suis vivant.

Ainsi de suite, un peu longtemps peut-être, en des couplets relatant chacun un épisode de guerre. J'avoue mon faible pour le dernier vers et pour sa façon de réunir, en deux affirmations qui d'ailleurs n'ont rien de contradictoire, la signature et les nouvelles de la santé du signataire. Et puis les deux thèmes, celui des couplets et celui du refrain, l'un mineur et mélancolique, l'autre majeur et martial, s'enchaînent et s'opposent bien, le second venant à point relever le premier et faire oublier, par un certificat de vie, les récits de bataille et de péril de mort.

Alsace enfin, par l'idée et par la forme poétique, par le style de la mélodie, par la distinction constante et la profonde expression des accords arpégés qui l'accompagnent et l'enveloppent, par le sombre et pathétique éclat d'une péroraison imprévue, *Alsace* est une très noble, très émouvante élégie. De tels accens honorent M. Xavier

Leroux. Ah! que nous voilà loin d'*Astarté!* Comme elle nous élève, cette guerre, et comme elle nous purifie!

Defunctus adhuc loquitur. Il fait mieux que parler, il chante, et plus haut que tous les vivans, le mort héroïque, oui le nôtre, à nous musiciens, que fut Albéric Magnard. L'heure est passée où l'on pouvait discuter la question de savoir s'il était ou non, par l'ensemble de son œuvre, « un maître de l'école française. » L'auteur d'une seule, ancienne et superbe chanson, d'un *Rhin allemand* (1) dont nous ne savons pas la date et dont nous ignorions jusqu'ici l'existence, devient, pour aujourd'hui, l'un des maîtres, non seulement de la musique, mais de l'âme de la France. De son âme, et de sa raison aussi. Double est la beauté de ce chant. Il est d'abord une composition régulière, ordonnée et classique. Il est encore, peut-être davantage, une effusion brûlante. Pour reprendre les mots de Barrès, il possède au plus haut degré « la spontanéité du cœur, » ou plutôt c'est de là qu'il procède, qu'il jaillit. Et le premier jet en est comparable au fameux et caractéristique début de *la Marseillaise.* Elles aussi, les premières notes de ce *Rhin allemand*, c'est de bas en haut qu'elles s'élancent, c'est sur le premier temps qu'elles frappent et, pour être du mode mineur, comme toute la chanson du reste, l'*ictus* et l'*arsis* n'en ont pas moins de puissance. Sans relâche, sans défaillance, un souffle unique enflamme chaque strophe jusqu'à la fin. Que dis-je, aucune strophe, la dernière exceptée, ne finit. Sur la dominante, chacune s'arrête, un moment à peine. Suspendue, sans pour cela qu'elle soit inachevée, elle s'enchaîne aussitôt avec la strophe suivante, et toutes forment ainsi comme un courant, ou plutôt un torrent continu, mais non pas monotone, grâce à la véritable symphonie pour piano qui non seulement accompagne le chant, mais, sans l'altérer jamais, le renouvelle toujours. Sous les deux premiers couplets, c'est le fracas des armes, la charge, les sonneries haletantes et les galops enragés *(Les pieds de nos chevaux marqués dans votre sang.)* Ensuite voici des éclats et comme des hachures de *la Marseillaise.* D'elles-mêmes, la mélodie nationale et l'autre s'accordent, se trouvent naturellement sœurs par l'enthousiasme et le transport sacré. Plus loin encore, quand la poésie en appelle, pour témoigner de nos victoires, aux jeunes filles d'Allemagne, *(Elles nous ont versé votre petit vin blanc)*, l'orchestre, car vraiment c'en est un, s'égaie et rit. Sur le motif de la chanson, il jette, il pique une fugue

(1) Choudens, éditeur, à Paris.

légère, dans la manière de Bach, lorsque Bach a de l'esprit. Plus que spirituelle, gamine, avec une pointe de fatuité, notre musique ne rappelle et ne vante ici que de galantes aventures. Elle le peut sans honte. Mais la leur, à ces misérables, comment osera-t-elle un jour célébrer leurs attentats ignobles, ou seulement s'en souvenir !

Le ton change avec les deux strophes finales. Déclamée autant que chantée, l'avant-dernière prend une allure majestueuse et grave. Sur de longs et profonds accords, au lieu de courir, de voler comme tout à l'heure, les paroles insistent, les notes pèsent, lourdes et comme grosses de colère. Une dernière fois enfin, le piano, plus fortement encore, énonce à son tour la mélodie presque tout entière. Mais avant qu'elle ne s'achève, la voix la lui dispute, la lui reprend, et, la portant soudain plus haut que jamais, elle en frappe la cime d'un suprême et vraiment terrible coup.

Dirons-nous maintenant les qualités purement spécifiques d'une telle œuvre ! On en pourrait vanter la trame serrée, le style harmonique solide et comme intense, le détail à la fois pathétique et pittoresque. Certes ce n'est pas seulement aux circonstances que cette musique doit d'être belle. Elle en reçoit pourtant un surcroît de beauté. Quel « moment, » aurait dit Taine, quel « moment » que cette guerre, et que cette mort ! Héros, deux fois héros, national et domestique, Albéric Magnard, on le sait, est tombé sur le seuil de sa porte, pour défendre à la fois son pays et son foyer, pour l'amour de sa maison autant que de sa patrie. Que nous importe à présent toute autre musique du musicien, et que jadis peut-être elle ait pu nous déplaire ! Dans l'ordre même de notre art, l' « union sacrée » nous rassemble et nous réconcilie. Il faut que cette page au moins, de ce mort, vive à jamais dans nos mémoires et qu'elle ait sa place dans nos anthologies, comme une fleur immortelle et rouge de sang.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La Bulgarie arme; elle mobilise. Contre qui? Malgré des explications et des démentis, personne ne doute que ce soit contre la Serbie. Et armer contre la Serbie, c'est armer contre les Alliés. La Bulgarie et son roi nous ont causé trop de surprises pour pouvoir nous en causer encore de nouvelles : avec eux, il faut s'attendre à tout. L'attitude subite qu'ils viennent de prendre a causé seulement parmi nous un grand scandale. La Bulgarie doit tout à la Russie, beaucoup à l'Angleterre, et nous osons croire qu'elle doit aussi quelque chose à la France : ce sont les seules Puissances qui ont servi ses intérêts avec désintéressement et quelquefois même au détriment des leurs ; il serait plus difficile de dire ce qu'elle doit à l'Allemagne et surtout à l'Autriche ; quant à la Turquie, c'était hier le maître, le tyran, l'ennemi dont elle n'aurait jamais secoué le joug odieux sans les concours qu'elle a trouvés en Russie et dans l'Europe occidentale. Compter sur la reconnaissance des gouvernemens et des peuples a toujours été duperie, mais en toutes choses il y a une mesure : l'intérêt bien entendu en met une même dans l'ingratitude. C'est ce dont le roi Ferdinand ne paraît pas se douter. La leçon si méritée qu'il a reçue en 1913 n'a pas suffi à l'éclairer : il ne croit pas plus aujourd'hui qu'hier aux revanches de la morale. Au lieu de faire oublier la lourde faute qu'il a commise, sa seule préoccupation est de se venger de ses conséquences. Une occasion s'est offerte de les effacer à l'amiable et il n'a tenu qu'à lui d'en profiter : il a préféré recourir à la duplicité et à la force, moyens d'action qui se sont montrés une première fois insuffisans et qui pourraient bien l'être aussi une seconde. C'est son affaire : songeons à la nôtre. Les circonstances exigent de notre part, nous voulons dire de la part des Alliés, des résolutions rapides et des actes immédiats.

Le roi Ferdinand a trouvé dans M. Radoslavof un ministre digne de lui : maître et serviteur semblent avoir été faits l'un pour l'autre par une nature prévoyante. Jusqu'à ces derniers jours, on ne voyait que le ministre, il occupait seul le devant de la scène ; mais on se doutait bien que le Roi était tout près, dans la coulisse, et qu'il faisait mouvoir le personnage. Pendant quelque temps, il avait paru ne plus s'occuper de son gouvernement d'une manière directe et personnelle. Le coup brutal qui l'avait frappé en 1913 l'avait comme assommé. Mais sa pensée n'était nullement endormie ; il rongeait son frein et attendait son heure. Pendant ce temps, M. Radoslavof faisait figure de ministre dirigeant. Dans quel sens dirigeait-il, c'est ce qu'il était, à première vue, assez difficile de distinguer. Son application consistait à couvrir son jeu, à brouiller les cartes, à dire successivement blanc et noir, quand, même, il ne le disait pas à la fois. Il faisait alors ses confidences à des journalistes et ne leur cachait pas qu'il poursuivait conjointement deux négociations difficilement conciliables, l'une avec la Porte pour obtenir d'elle la concession territoriale du chemin de fer de Dédéagatch, l'autre avec les Alliés pour obtenir d'eux la Macédoine et Cavalla : son idéal, évidemment, aurait été de prendre des deux mains. Son art assez grossier était celui du maquignon qui marchande d'un côté pour se faire offrir une surenchère de l'autre. Et pour agir sur tous, il faisait valoir très haut la valeur de l'armée bulgare, qu'il disait reposée, réorganisée, bien encadrée, solidement armée, toute prête à l'action. Contre qui, c'est la seule chose qu'il ne disait pas et il déclarait même assez volontiers qu'il ne le savait pas encore, mais il ajoutait que la Bulgarie ne resterait sûrement pas neutre jusqu'au bout et qu'elle interviendrait au bon moment. Il parle aujourd'hui de la neutralité comme de la politique permanente de la Bulgarie : tel n'était pas alors son langage. On a pu croire depuis, — et c'est une opinion très soutenable, très vraisemblable même, — que tout cela n'était qu'un jeu et que M. Radoslavof, ou plutôt que le roi Ferdinand, avait sa résolution prise depuis longtemps. Plusieurs indices donnent à penser que ses engagemens avec les Puissances du Centre sont d'assez vieille date. Il avait éprouvé de l'autre côté des déceptions qui lui avaient été amères, au sujet par exemple d'un emprunt qu'il a voulu faire en France, au printemps de 1914, et qui lui a été refusé. On a dit que nous avions eu tort de ne nous être pas prêtés à cet emprunt et nous l'avons cru. A voir cependant l'usage qu'a fait la Porte de celui que nous lui avons concédé, on se demande si nous n'avons pas été plus

prudens avec la Bulgarie qu'avec elle et la pensée reste hésitante. Quoi qu'il en soit, le roi Ferdinand a eu, ou a cru avoir des griefs contre nous et son ressentiment de l'échec de 1913 en a été augmenté et envenimé. Il a incliné de plus en plus vers l'Allemagne, et sans doute a-t-il fixé alors les bases de ses engagemens futurs.

Nous ne nous chargeons d'ailleurs pas de percer le mystère de sa pensée et de la négociation qui s'en est suivie. Le résultat seul nous est connu : la Porte a cédé à la Bulgarie une portion de territoire d'une étendue modeste, mais d'un intérêt considérable, puisqu'elle contient tout un faubourg d'Andrinople. On comprend que la Bulgarie ait été alléchée. L'a-t-elle été jusqu'au point d'aliéner sa liberté, il est difficile de le croire ; mais il l'est encore plus d'admettre que le territoire concédé ait été un don gratuit. On a pourtant essayé de nous le persuader. On a assuré à Sofia que la Bulgarie n'avait rien promis pour l'avenir et que la concession qui lui avait été faite était la simple rémunération de la neutralité qu'elle avait observée jusqu'alors : mais c'était demander à la crédulité humaine plus qu'elle ne peut accorder et personne n'a ajouté foi à une allégation aussi puérile. Faut-il donc choisir obligatoirement entre l'une ou l'autre de ces deux assertions, que la Bulgarie n'a pas pu se vendre pour si peu de chose et que la Porte n'a pas pu le lui donner pour rien ? En y regardant bien, elles ne sont opposées qu'en apparence ; elles peuvent être vraies toutes les deux. La Porte n'a certainement pas cédé sans compensation la rive droite de la Maritza et la Bulgarie est entrée résolument dans une politique dont nous ne connaissons que le premier acte, politique qui comporte pour elle, avec des engagemens que nous ignorons, des profits ultérieurs à joindre à ceux d'aujourd'hui, — si toutefois, comme nous l'espérons bien, des événemens qu'elle n'a pas prévus ne viennent pas à la traverse. Ce qui donne à penser que la situation n'est pas encore tout à fait mûre pour la Bulgarie, ou du moins qu'elle ne l'était pas il y a peu de jours, c'est qu'on s'est, à Sofia, appliqué à gagner du temps. On a amusé et berné pendant quelques jours la Quadruple-Entente sur la question de savoir si le traité avec la Turquie était signé, ou simplement convenu et paraphé. L'attention donnée à ces détails accessoires a généralement pour but de la détourner d'objets plus importans ; mais cette fois le but a été manqué, tout le monde a compris qu'on était en face d'une situation définitive.

Les Puissances alliées avaient néanmoins une dernière démarche à faire et, bien que les chances de succès en fussent très faibles, il fallait

la tenter. On sait, et nous venons d'ailleurs de le rappeler, que, fidèle au principe qu'il convient d'avoir plusieurs cordes à son arc, la Bulgarie a négocié en même temps avec la Porte et avec nous. La Porte et derrière elle l'Allemagne prétendaient alors ne lui demander que sa neutralité : les Alliés lui demandaient davantage, à savoir son intervention à leur côté. La Bulgarie ne disait pas non, mais comme prix de son concours, elle revendiquait toute la partie de la Macédoine que le traité de 1913 a attribuée à la Serbie : puis Cavalla, Drama et Serès qui appartiennent à la Grèce. Quelle que fût l'énormité de ces demandes, les Alliés sont entrés en pourparlers avec la Serbie et la Grèce pour en obtenir les concessions que la Bulgarie exigeait, moyennant de larges compensations qui leur seraient attribuées ailleurs. Des efforts de persuasion ont été faits à Athènes et à Nich. Dans la première de ces deux villes, le résultat en a été négatif : la Grèce a déclaré nettement qu'elle ne céderait rien. Dans la seconde, il a été plus favorable : après la première et bien naturelle protestation de la Serbie, la raison politique l'a emporté chez elle; M. Pachitch a été autorisé par la Chambre à faire les concessions nécessaires, et il les a faites dans une mesure qui n'est pas encore complètement connue, mais qu'on sait avoir été généreuse. Il ne s'en faut pas de beaucoup que la Bulgarie ait tout obtenu : si elle l'avait voulu, si elle le voulait encore aujourd'hui, la Macédoine serait à elle. Elle avait, à la vérité, une dernière prétention ; les promesses les plus formelles ne lui suffisaient pas ; elle demandait à occuper tout de suite les régions concédées. Il aurait fallu qu'à cette défiance si nettement avouée, les Alliés répondissent par une confiance sans mémoire et sans prévoyance, pour se prêter à cette nouvelle exigence. Le roi Ferdinand leur a appris qu'on ne saurait avec lui prendre trop de précautions et, puisqu'il demandait des garanties, on était en droit de lui en demander également. Le rendre plus fort contre la Serbie avant d'être bien sûr qu'il n'abuserait pas de cet avantage aurait été, de la part des Alliés, une imprudence dont on avait tort de les croire capables. Ils ont proposé une autre combinaison, à savoir d'occuper eux-mêmes la partie concédée de la Macédoine pour la remettre, le jour du règlement général, à ses possesseurs définitifs. Les ministres des Puissances alliées à Sofia ont demandé une entrevue à M. Radoslavof et lui ont fait leurs offres. Qu'on se rappelle que c'est M. Radoslavof lui-même qui avait demandé ce qu'on lui apportait. Les concessions obtenues étaient telles que, si la Bulgarie était encore libre, si elle n'avait pas pris ailleurs des

engagemens définitifs, elle devait les accepter sans hésitation. M. Radoslavof a demandé le temps de réfléchir ; mais les événemens se sont précipités et ils ont été autrement clairs que ne l'avaient été jusqu'alors les propos du ministre bulgare et qu'ils ne l'ont été depuis. Ceux qui avaient encore quelques doutes sur ses intentions, ou plutôt sur celles du roi Ferdinand, ont été désabusés.

Ils auraient pu d'ailleurs l'être plus tôt, car, à certains symptômes, il était difficile de se tromper sur le but poursuivi par le gouvernement bulgare. C'est ainsi que le général Fitchef avait été remplacé par le général Savof au commandement général de l'armée. Les deux personnages sont connus. Le premier, homme réfléchi, pondéré, ennemi des aventures, ne se serait certainement pas prêté à une politique d'agression injustifiée : il s'y était refusé en 1913. C'est pourquoi on l'a remplacé par le second qui, après avoir joué un rôle honorable dans la guerre contre la Turquie en 1912, a compromis son nom en se faisant, après cette guerre, l'instrument du roi Ferdinand dans l'attaque perfide de la Serbie et de la Grèce. Depuis lors, le général Savof vivait dans une disgrâce apparente, toujours à la disposition du Roi quand il jugerait à propos de sortir lui-même de l'inaction pour quelque entreprise hardie, où les mêmes moyens que par le passé produiraient peut-être de meilleurs effets. Le retour du général Savof a paru être celui d'un oiseau de mauvais augure : tout le monde y a vu une intention qui commençait à ne plus se dissimuler. Quelques jours plus tard, M. Radoslavof recevait une députation chargée de lui remettre un mémoire des Arméniens odieusement persécutés en Turquie, traqués et massacrés comme au plus beau temps d'Abdul-Hamid. Ces malheureux, le sachant bien avec la Porte, sollicitaient son intervention auprès d'elle en vue d'adoucir leur situation effroyable : démarche un peu imprévue, qui montre l'idée qu'on se fait en Orient des rapports de la Bulgarie et de la Turquie. Ces ennemis d'hier et de tous les temps sont considérés comme étant devenus les meilleurs amis du monde. M. Radoslavof ne les a pas détrompés, mais, au lieu de parler d'eux et de l'intérêt que mérite leur infortune, il a profité de l'occasion pour faire savoir au monde que le traité bulgaro-turc, s'il n'était pas encore signé, était déjà appliqué et il a décrit minutieusement les territoires concédés en ajoutant qu'ils étaient dès ce moment occupés. On ne nous dit pas si les Arméniens ont été particulièrement touchés de cette nouvelle, dont on leur donnait la primeur; ils étaient venus pour autre chose ; mais ils ont dû partir convaincus que M. Radoslavof pouvait tout à Con-

stantinople et qu'ils ne s'étaient pas trompés en sollicitant sa généreuse assistance. L'avenir montrera ce qu'il en est. Quoi qu'il en soit. le lien d'intimité qui attachait la Bulgarie à la Porte était apparu avec évidence et M. Radoslavof lui-même en avait fait étalage.

Il y a une opinion en Bulgarie : elle ne peut pas toujours se manifester par les voies normales, mais elle profite, dans les momens graves, de tous les moyens pour s'exprimer. L'opposition parlementaire aurait voulu le faire à la tribune et elle a tenté récemment une démarche pour obtenir la réunion du Sobranié, mais on ne l'a pas écoutée : M. Radoslavof a trouvé, avec raison d'ailleurs, qu'il était plus facile et plus commode de gouverner sans avoir à rendre des comptes à la Chambre et au pays. Que le pays soit contraire à une politique qui risque de le mettre en conflit avec la Russie libératrice et l'expose aux pires hasards, c'est ce que tout le monde croit et M. Radoslavof plus que personne, puisqu'il refuse de convoquer l'Assemblée. Il se serait empressé de le faire s'il avait été sûr d'y avoir la majorité. La demande de l'opposition n'a donc pas eu de suite ; ce que voyant, l'opposition est allée, comme on dit, droit au fait; elle savait où est le vrai pouvoir, c'est là qu'elle s'est adressée ; négligeant les vaines formes, elle a demandé une audience au Roi, qui la lui a accordée le 17 septembre. Diverses versions ont circulé sur ce qui s'est passé dans cette entrevue d'un caractère peut-être unique dans l'histoire ; il nous est difficile de dire quelle est la plus exacte, on ne le saura que plus tard ; nous nous en tenons à celle que le journal *Le Temps* a reçue de son correspondant à Sofia.

Le roi Ferdinand a entendu la vérité, ce qui n'arrive pas tous les jours aux rois, et à lui moins qu'à un autre, car, autoritaire et impatient de toute critique, il est dangereux de lui faire obstacle. Mais les représentans de l'opposition bulgare n'ont écouté ce jour-là que leur conscience. Ils ont parlé l'un après l'autre. M. Malinof, le leader démocrate, a exprimé le premier la pensée de tous en demandant la réunion du Sobranié et la constitution d'un ministère de coalition très large, où tous les partis seraient représentés. Après lui, M. Stamboliski, le leader agrarien, a déclaré que la politique suivie par M. Radoslavof mettait en péril la sécurité nationale et amènerait certainement des troubles, et il a ajouté que, « si le pays tenait pour responsable de l'aventure du 16 juin 1913 la couronne et le gouvernement, pour une nouvelle catastrophe il ne tiendrait responsable que le Roi. » Ce souvenir de 1913 était dans tous les esprits, pesait sur tout les cœurs. M. Tsanof, le leader radical, qualifia le fait de « folie

criminelle : s'il se renouvelait aujourd'hui, a-t-il dit, ce serait un crime prémédité. » M. Guéchof et M. Danef se sont exprimés avec beaucoup plus de modération dans les termes, mais avec non moins de fermeté dans le fond. Quand ils ont eu fini, le Roi a pris la parole à son tour : « Messieurs, a-t-il conclu, j'ai écouté attentivement tous vos conseils et vos menaces. Je les transmettrai à mon président du Conseil et lui demanderai d'en prendre acte. » Après quoi, eut lieu une conversation d'un caractère moins solennel, où le Roi s'entretint plus familièrement avec chacun des représentans de l'opposition. Il demanda à M. Guéchof pourquoi M. Stamboliski avait pris un ton menaçant. M. Guéchof répondit : « Il prend dans le palais la liberté de parole qu'il n'a pas trouvée dehors. » Il est fâcheux, en effet, d'avoir à dire à un roi des vérités aussi dures ; il vaudrait mieux pouvoir les dire dans une assemblée ; mais que faire si on en ferme la porte? A la demande de la réunion du Sobranié, M. Radoslavof a répondu par un acte sans exemple dans l'histoire parlementaire de tous les pays et qui est la plus sanglante injure qu'on ait jamais faite à une opposition : il a convoqué dans la salle des séances de l'assemblée les seuls députés ministériels, les autres ont été exclus. Il a donné alors les explications qu'il a voulu à ses fidèles dont le nombre s'est accru de la personnalité giratoire de M. Ghénadief, qui passe alternativement d'un parti à un autre, toujours en quête d'un portefeuille et entraîne avec lui une fraction du parti stambouloviste. Cette pseudo-réunion du Sobranié a été un simulacre sans portée. Qu'est-ce qu'une assemblée ainsi épurée et tronquée? Peu importe ce qu'on lui a dit, puisqu'il n'y a pas de contradiction possible. Le Roi seul a entendu le pour et le contre ; il a pu voir quels sentimens profonds il blessait dans le cœur de ses sujets ; il ne saurait ignorer que sa politique n'est pas celle du pays. C'est une politique imposée dont lui seul portera la responsabilité. Dans une autre version que celle du *Temps*, M. Stamboliski lui aurait déclaré qu'il en répondrait « sur sa tête. » A quoi le Roi a répliqué : « Songez surtout à la vôtre. » Nous aimons à croire qu'un propos aussi vif a été inventé, mais, pour avoir été inventé, il faut qu'il corresponde à un sentiment qui ne l'est pas.

Ce sont là des choses qui ne regardent, en somme, que la Bulgarie et qu'elle aura à liquider avec son Roi lorsque les événemens seront accomplis. Quant à nous, nous avons à nous placer à un autre point de vue, celui de notre intérêt et de l'intérêt de l'Europe dans la crise psésente. Nous ne pouvons ici, en ce moment, qu'indiquer à très

grandes lignes le tableau qui se déroule devant nos yeux. La retraite des Russes vers l'Est continue dans les conditions que nous avons déjà notées : elle est aussi satisfaisante qu'une retraite peut l'être. Sans doute la victoire serait préférable, et de beaucoup ! Mais une retraite bien conduite n'en présente pas moins le grand avantage de réserver l'avenir ; elle en ménage, en conserve toutes les chances et tient la porte ouverte aux revanches qu'il est toujours permis d'espérer. Cela est permis surtout quand on connaît la cause du mal et qu'on a la certitude d'y porter remède. Tout le monde travaille aujourd'hui en Russie à fournir à de vaillantes armées le matériel de guerre qui leur a si cruellement fait défaut, et il nous revient de partout que cet immense effort collectif a déjà produit des résultats fort appréciables. Nous avons parlé du réveil spontané qui a eu lieu d'un bout à l'autre du pays et qui a mis en mouvement toutes les bonnes volontés. Un incident s'est produit sur lequel nous ne voulons pas insister, d'autant plus qu'il est réparable et sera bientôt réparé : la Douma a été suspendue pour deux mois. Quelques paroles imprudentes y avaient été prononcées ; comment aurait-il pu en être autrement ? Mais l'assemblée, dans son ensemble, n'avait pas mérité cet acte de défiance. Le travail n'en continue pas moins avec une merveilleuse intensité. En attendant d'avoir les armes qui lui manquent encore, l'armée fait un excellent usage de celles qu'elle a. Obligée d'évacuer Vilna, ce qui était prévu depuis quelques jours, on se demandait si elle l'avait fait à temps et si elle ne serait pas victime du mouvement tournant au moyen duquel le maréchal de Hindenburg cherchait à l'envelopper. On avait remarqué à l'Est, sur la ligne de retraite, la présence inquiétante d'un gros corps de cavalerie. L'armée russe a manœuvré habilement et une fois encore elle a échappé aux prises de l'ennemi. Bien plus, et non pas seulement sur un front mais sur tous, elle se défend en attaquant et elle remporte partout des avantages très réels. Il s'en faut de beaucoup que le but poursuivi par les Allemands soit atteint, ou près de l'être ; aucune des armées russes n'a été détruite ; toutes continuent de tenir la campagne ; toutes seront demain plus nombreuses qu'elles ne le sont aujourd'hui ; bientôt l'hiver travaillera à leur profit.

Les Allemands le sentent et, sans qu'ils renoncent à la poursuite des armées russes, leurs préoccupations se portent aussi d'un autre côté. La situation de la Turquie les inquiète, surtout depuis que la Roumanie s'est résolue à interdire sur son territoire le passage de la contrebande de guerre qui était destinée à la Porte et alimentait sa

résistance. La bonne volonté de la Bulgarie ne suffit pas : pour arriver en Turquie avec abondance, il faut que les objets qui y sont importés traversent la Roumanie. L'obstruction faite par celle-ci paraît avoir décidé l'Allemagne à chercher un autre point où faire une trouée. Où le trouver ? En Serbie. Depuis longtemps déjà ce projet hantait les têtes allemandes, mais comme un projet d'avenir, et il ne s'y était pas encore précisé. Il y mûrissait toutefois et si l'Allemagne n'en a pas encore commencé la réalisation, elle la prépare comme une éventualité sérieuse à laquelle elle donne ses soins. Ses journaux en parlent avec enthousiasme. Il y a quelques jours, des canons, non plus seulement autrichiens, mais allemands, ont tonné sur le Danube : ils bombardaient Semendria, sans faire grand mal, il est vrai, mais ce n'est pas ce qu'ils se proposaient : ils annonçaient simplement l'ouverture prochaine d'une nouvelle campagne et toutes les imaginations allemandes en ont retenti. On parle couramment d'établir une chaussée militaire qui, partie de Berlin, irait jusqu'à Constantinople. Alors l'Europe, traversée en diagonale, subirait sans révolte possible l'hégémonie teutonne, et de Constantinople il n'y aurait qu'un saut à faire pour mettre le pied en Asie. On y trouverait de grands travaux déjà poursuivis sur un vaste parcours, qui permettraient d'atteindre le golfe Persique, à moins qu'on ne préférât se détourner du côté de l'Égypte, y recommencer une seconde expédition qui réparerait l'échec de la première et jetterait la puissance anglaise haletante au pied des Pyramides ou du Sphinx. Les imaginations allemandes, éblouies par des succès dont elles ne distinguent pas le caractère provisoire, ne connaissent plus aucun obstacle.

Mais il faut traverser la Serbie, ce qui n'est peut-être pas aussi aisé qu'on paraît le croire dans la fumée des brasseries berlinoises. Si l'armée serbe a été éprouvée sur tant de champs de bataille, elle s'y est en même temps durcie et aguerrie et, quelque réduite qu'elle soit, elle est encore aujourd'hui une des meilleures de l'Europe. Elle a fait ses preuves contre l'armée autrichienne; elle ne reculera devant rien. Traverser la Serbie n'est donc pas une entreprise où l'on puisse se jeter à la légère. Il est vrai qu'il y a au Nord-Est, entre le Banat de Temesvar et la Bulgarie, un étroit territoire serbe qui n'a que 70 ou 80 kilomètres, moins peut-être, et dont la brièveté peut tenter les armées allemandes. Malheureusement le pays est montagneux, d'un abord difficile : la défensive y a de grands avantages. Mais, arrivé au bout, on serait en Bulgarie, c'est-à-dire en pays ami; on y respirerait largement et on irait à Constantinople sans

coup férir. Les Bulgares aideraient les Allemands à passer et les Turcs les recevraient à bras ouverts. Cependant ce n'est pas de ce côté de la Serbie qu'a eu lieu la canonnade allemande : c'est plus à l'Ouest, à Semendria, à l'embouchure de la Morava. S'il est plus long, le chemin serait peut-être plus facile le long d'une rivière. Mais le projet allemand est-il à la veille de son exécution? Quelques personnes en doutent; d'autres, plus nombreuses, hésitent à croire que la canonnade de Semendria soit une simple démonstration : si elle n'est suivie de rien, la déception sera grande en Allemagne. D'autre part, les aviateurs qui surveillent la frontière serbe affirment que, aussi loin que la vue s'étend, on n'aperçoit encore aucune armée allemande et qu'il n'y a rien derrière les canons de Semendria. Il sera plus prudent de ne pas s'y fier; ce qui n'est pas vrai aujourd'hui peut l'être demain. Nous savons bien le peu de crédit que mérite la parole d'Enver pacha : il faut cependant relever celle qu'il a prononcée devant ses troupes, en présence du duc de Mecklembourg qui venait de les voir manœuvrer et presque de les passer en revue. Enver a affirmé que cette présence même était la preuve qu'une armée allemande était en marche vers la Turquie. Il ne l'avait pas inventé, et certainement le duc de Mecklembourg le lui avait dit : en tout cas, il ne l'a pas démenti.

On comprend maintenant quel avantage serait pour l'Allemagne l'intervention de la Bulgarie contre la Serbie : il n'est pas douteux qu'elle l'ait sollicitée et qu'elle ait promis de la payer. Le caractère moral du roi Ferdinand n'a pas résisté à cette sollicitation et à ces promesses : aussi, le lendemain du jour où a eu lieu son entrevue avec les représentans de l'opposition, la mobilisation de l'armée bulgare a-t-elle été ordonnée par décret : elle a commencé aussitôt. C'est la réponse du Roi à la demande qui lui avait été faite de réunir le Sobranié et de constituer un ministère national. L'émotion a été vive et devait l'être, non pas que l'événement fût imprévu, mais il posait des questions dont la solution devait être immédiate. M. Radoslavof s'est empressé de dire qu'il n'avait pas la moindre intention d'attaquer la Serbie, mais que, en présence des événemens qui se préparaient et qui pouvaient mettre en cause la sécurité de la Bulgarie, il avait jugé indispensable de passer de la neutralité pure et simple à la neutralité armée. Et c'était toujours la neutralité. Après les épreuves auxquelles la Bulgarie a soumis la crédulité de l'Europe, personne ne croit plus à sa bonne foi. Le roi Ferdinand, doublé de M. Radoslavof, ne saurait obtenir aujourd'hui un atome de

confiance. Leurs paroles ne comptent plus, leurs actes seuls pèsent dans la balance et ils pèsent en ce moment d'un poids très lourd. L'impression, en France, est qu'on a perdu beaucoup de temps et qu'on serait inexcusable d'en perdre encore : nous aimons à croire que cette impression n'est pas seulement la nôtre et qu'elle est aussi celle de nos Alliés. Le jugement de l'histoire serait sévère pour nous si nous ne faisions pas tout ce qu'il faut pour empêcher l'écrasement de la Serbie, à laquelle nous devons beaucoup et qui, depuis le commencement de la guerre, a toujours été docile à nos conseils. Sur les champs de bataille, elle a dépassé nos espérances. Mais aujourd'hui si, de la menace, les Allemands et les Bulgares passaient à l'exécution, comment pourrait-elle résister seule au double assaut qui lui serait livré? Elle succomberait, et sa catastrophe entraînerait pour les Alliés des conséquences si graves qu'ils se doivent à eux-mêmes d'en écarter à tout prix l'éventualité. La Grèce a trop d'intelligence politique pour n'avoir pas compris tout de suite que le contre-coup des événemens qui se préparent, s'ils s'accomplissaient conformément aux desseins germano-bulgares, la frapperait elle-même en pleine poitrine. Elle a d'ailleurs un traité avec la Serbie qui l'oblige à venir au secours de celle-ci si elle est attaquée par la Bulgarie. L'obligation est formelle ; nous avons eu néanmoins le regret de la voir contester depuis quelques jours par la presse qui fait opposition à M. Venizelos, et même pas M. Théotoky, ministre de Grèce à Berlin, sous prétexte qu'il n'y a engagement pour la Grèce que si la Serbie est attaquée par la Bulgarie seule et non pas à la fois par la Bulgarie et par d'autres Puissances : étrange et lâche sophisme que la presse favorable à M. Venizelos dénonçait comme contraire, non seulement à l'intérêt, mais à l'honneur de la Grèce.

Devant le fait accompli de la mobilisation bulgare, il semble bien que ces divisions aient disparu. M. Venizelos a proposé à son tour un décret de mobilisation à la signature du Roi et le Roi l'a signé. N'exagérons rien, c'est là seulement une mesure de précaution ; elle a probablement pour objet d'arrêter la Bulgarie au seuil même de l'aventure où elle s'engage et il est possible qu'elle produise cet effet; mais elle le produira plus sûrement encore si des mesures encore plus efficaces sont prises par les Alliés. Nous regardons aussi du côté de la Roumanie : elle est le principal auteur du traité de Bucarest, elle s'est moralement engagée à le faire respecter. Sans doute ce traité n'est pas une œuvre intangible et immuable, mais ce n'est pas par la force qu'elle doit être modifiée. La Roumanie a d'ailleurs d'autres raisons

de se prémunir contre toutes les éventualités possibles, maintenant qu'elle est d'accord avec les Alliés sur la part qui doit lui revenir après la victoire commune. Sans doute elle ne pouvait pas agir seule, dans l'état d'isolement où l'avait provisoirement placée la retraite des Russes ; mais elle ne serait plus seule si le feu prenait aux Balkans. La Bulgarie arme, la Grèce arme, les Alliés ne resteront certainement pas des spectateurs inactifs du nouveau drame qui se prépare. Tant pis pour ceux qui, après avoir laissé échapper de bonnes occasions, ne se tiendraient pas prêts à profiter de celles qui peuvent encore se présenter demain.

Ce n'est pas à nous, à cette place, qu'il convient de faire un plan de campagne politique, et encore moins militaire. Bornons-nous à répéter que les heures sont précieuses et qu'elles passent vite. Le moment est venu de prendre à notre compte le langage que l'opposition bulgare a fait entendre au roi Ferdinand, avec le coefficient de sévérité qui résulte de notre force. Il faut toujours se garder d'adopter une attitude qu'on n'est pas matériellement à même de soutenir ; mais les moyens d'action ne manquent pas aux Alliés. Ils sont maîtres de la mer Égée et de la Mer-Noire. Enfin ils ont dans les Dardanelles une armée puissante, qui y a été envoyée pourquoi? pour atteindre Constantinople et amener par là, dans les Balkans, une situation politique dont nous aurions à tirer parti. Ce double but, nous devons continuer de le poursuivre avec une fermeté inébranlable; seulement il y a plusieurs chemins pour y aboutir. Nous avons pris le plus difficile parce que nous respections la neutralité de la Bulgarie; mais, si elle en sort elle-même, et elle en est déjà sortie par sa mobilisation, peut-être aura-t-elle simplifié notre tâche et les destinées s'accompliront autrement que nous ne l'avions prévu.

En attendant, les échos de l'Artois et de la Champagne se renvoient le bruit d'une canonnade qui est un peu plus sérieuse que celle de Semendria.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

JEUNE FILLE[1]

TROISIÈME PARTIE (2)

XVII

Si vous avez vu, quelquefois dans vos rêves, ou, au souvenir de très anciens contes, dans l'imagination de votre mémoire, un vieux manoir croulant sous les fleurs et les siècles, ombragé d'arbres centenaires, environné d'un enclos dont l'abandon fut le mélancolique et incomparable jardinier, un manoir moitié ferme et repaire de chouans, moitié nid de fées et de fantômes, si mystérieux qu'il en est plus lointain, et que l'on se demande comment l'on a pu arriver jusqu'à lui, car il semble réfugié non seulement au fond des bois, mais au fond du passé inextricable ; si vous avez évoqué ou imaginé cette demeure, vous n'avez pas pu l'oublier, car vous avez vu dans vos rêves le manoir de Kervenargan.

Sous les sculptures effritées et noircies des armoiries de pierre, dans les fentes du granit, les ouvertures de l'étroite tourelle délabrée, les fenêtres ogivales du sombre grenier, logent le chat-huant et l'orfraie, et, la nuit, on entend leur voix, ainsi que le triste cri d'appel des petites chouettes amoureuses. Mais, le jour, on ne voit pas les sombres oiseaux, ni les énigmatiques chauves-souris pendues tête en bas dans les coins d'ombre ; le jour, les immenses toiles d'araignée qui datent de la Belle au Bois dormant, deviennent dans le gai soleil des rosaces

(1) *Copyright by* Gérard d'Houville 1915.
(2) Voyez la *Revue* des 15 septembre et 1er octobre.

d'argent pour les cathédrales immatérielles, et perdent leurs tons gris de vieux suaires; le matin, toutes les lézardes du vieux manoir, sa vétusté, sa décrépitude, sont cachées par la floraison des chèvrefeuilles et des roses ; le toit, où s'ouvrent quelques crevasses, est inégal et vert, car les puissans rameaux des vieux rosiers l'enserrent ; les fleurs éclosent jusqu'aux fumeux orifices des cheminées, et les pigeons hésitent à se poser parmi ces branches épineuses et se cherchent un chemin tout au bord de la gouttière souvent remplie par les pluies.

Quand il pleut, le vieux petit manoir devient misérable; quand la lumière ne le pare plus, il semble un pauvre mendiant implorant la charité du soleil; il se ratatine en ses haillons de verdure pour, de nouveau, le beau temps revenu, surgir hors des loques rejetées du brouillard marin et du filet gris de la monotone ondée, fleuri et chenu comme un vénérable monarque sous sa couronne et, tout enlacé de jeunes roses humides, faisant songer au bon roi Mark ensorcelé par son Yseult.

Par les soirs de clairs de lune, tout transformé par leurs magies, le vieux manoir est féerique ; et l'on sent que cet aspect-là est son aspect véritable ; il est alors le rendez-vous des lutins, des fées, des gnomes, de tout ce peuple surnaturel qui erre dans les chemins creux de Bretagne et sur les landes infinies et nocturnes; il devient le décor de tous les beaux contes auxquels nous savons croire encore ; et nous sommes sûres que ces profondes fenêtres en forme de cœur sont faites depuis des jours sans nombre, pour que la jeunesse penchée y guette, anxieuse, si, au loin, n'arrive pas l'amour.

Une allée obscure et touffue de grands chênes conduit à son portail branlant, mais qui paraît la porte du jour à l'orée de cette avenue si noire ; et le jardin, où tournent à grand'peine un ou deux chemins, est une profusion de fleurs, de fleurs sauvages et de fleurs autrefois cultivées, dont l'espèce se prolonge et redevient plus près de la nature ; quelquefois aussi on y ajoute, — la maîtresse du lieu ou la fermière, — quelques graines, quelques plants nouveaux.

Ce jardin est un bouquet vivant, changeant, abondant et frais ; les herbes folles parmi les corolles épanouies agitent leurs grelots ou leurs aigrettes ; la mousse étend ses tapis verts jusque sur les degrés disjoints d'un petit perron, abrité de clé-

matites ; les grandes ronces vous arrêtent au passage ; les parfums sauvages attirent le vol bourdonnant des frelons, des guêpes d'or et des abeilles vives ; les papillons, modestes ou superbes, y palpitent parmi la splendeur des tournesols aux grands visages étonnés, des roses trémières qui ont toujours l'air de s'arrêter après un long pèlerinage, des capucines au velours creux et chaud, amies des bourdons bruns, des pois de senteur prêts à s'envoler, des mélilots, des saponaires, des reines-des-prés aux blanches ombelles, des menthes et des mauves, des cloches, ouvertes ou profondes, des gueules-de-loup et des belles-de-nuit. Par endroits, les héliantes s'entassent et font des paquets de soleil ; les pourpiers, les œillets d'Inde, l'amarante échevelée, les zinnias tachetés, les ancolies s'emmêlent aux pavots légers, aux phlox mous, aux hémérocalles ; aux pieds des rosiers blancs en touffes désordonnées, des rosiers jaunes où rêvent les scarabées, se pressent en désordre le réséda, la gaillarde flammée, les gerbes d'or, les marguerites, les balsamines de soie rayée, les scabieuses géantes, les liserons renversés où le premier matin vient boire, les dahlias simples ou ruchés, ou pointus, la sauge éclatante et le pâle aster, quelque agapanthe bleu ; puis les baies pourprées et vernissées des boules-de-neige et des aubépins courant en collier épais tout au long des buissons ou y suspendant leurs grappes lourdes, les rougissantes vignes vierges délicates comme des pétales, et tant de fleurs très simples dont je ne sais pas les noms, forment à ce manoir une ceinture enchantée, cependant qu'un vétuste puits coiffé de roses regrette que son trop souterrain miroir ne reflète pas toute cette beauté.

De vieux noyers, aux formes nobles et profondes, ombragent ces murs dont l'apparent écroulement est d'une solidité de roc ; plus loin, des châtaigniers larges et noueux étalent sur les prés leurs ombres trapues, et, plus loin encore, ce sont les bois, les bois si chers à Jamine où rêvent les cèdres bleus, les chênes sauvages, les grands hêtres, et enfin la route où, de temps en temps, un pin parasol solitaire, au tronc rouge, au faîte étalé, étire dans l'air salé sa spongieuse ramure et paraît tout nocturne dans le jour clair, sur l'horizon d'azur marin.

Plus loin encore, il y a les champs de blé noir, aux tiges de corail, aux fleurs pâles, et les landes... les landes à l'éternelle toison de serpolet et de thym, mais que Septembre a déjà

fleuries de bruyères roses et mauves, d'ajoncs d'or vif à l'infini... et toujours, au delà des landes comme au bord de la route, entre les ramures, au bas de la pente des prés ou de la déclivité des pans de forêts, la mer, la grande mer, la mer éclatante et bleue, écumante à la pointe des caps et des récifs, ou molle et pure et berceuse de clartés au creux des baies et de ces anses aux plages plates où l'on peut s'abriter au fond des vastes grottes aux parois polies.

J'aime ce vieux manoir où est née ma Jamine, ce manoir au seuil duquel la familière poésie a posé son pied et souri en repliant ses ailes ; car la voyageuse divine n'arrête pas son vol aux portes des trop riches et trop belles demeures; il faut être humble et doux, il faut être un peu pauvre pour qu'elle vienne jusqu'à vous et prodigue ses trésors mystérieux : ses beautés aux vieilles pierres, ses secrets à la solitude et ses chansons au silence.

J'aime aussi ce pays, ce grand pays de mélancolie, où l'on se sent si loin, si loin, dans un autre climat, au milieu d'une race si différente qui parle un langage étranger, une race à la fois hautaine, rêveuse et robuste. Les femmes aux coiffes ailées y interrogent toujours l'horizon, attendent toujours quelqu'un qui n'est pas encore revenu ou qui ne reviendra jamais ; les sentiers guettent les pas des fées; les vieux granits songent aux antiques sacrifices; les chênes pleins de gui rêvent aux cultes morts ; le chèvrefeuille aux mains de gnomes espère que l'enchanteur lui rendra bientôt sa forme première; et les tombes même attendent leurs trépassés, car vous lisez sur presque toutes les pierres : « Perdu en mer... Perdu en mer... »

Merlin n'est pas loin, ni le fantôme sournois de Viviane, ni le roi Arthur et ses chevaliers aux prouesses légendaires; la funeste fille du roi Graalon, la belle Dahut, crie encore au fond des tempêtes; la ville d'Ys sommeille sous les flots, et, par les soirs purs, on entend sonner ses cloches.

Chaque fontaine est magique ; on y jette des anneaux, on y boit son destin, on y voit des présages ; toutes les sources sont amoureuses et toutes les fiancées y trempent leurs bouches; tous les mendians sont jeteurs de sort ; et, dans les cimetières, la passion s'évoque autant que le trépas ; car toutes les légendes veulent que, jusqu'au chant du coq, la jeune morte puisse aller revoir son ami ; mille lieux n'appartiennent qu'aux fantômes;

tous les contes sont tendres et funèbres ; la mort et l'amour, partout, errent, enlacés comme la beauté et la tristesse de cette contrée, tour à tour éclatante sous le soleil ou de la plus terne, de la plus éteinte tristesse sous ses brouillards et ses pluies, de la plus morne, douce et pénétrante grisaille sous ses ciels bas, ses nuages vastes, ses ciels pâles, infiniment voilés...

La douleur d'amour de Tristan, — dont une île ici porte le nom, — son exaltation pathétique ou misérable, sa passion, sa tendre torture, son tourment fidèle et qui vainc la mort, semble avoir imprégné toute la province celtique et l'avoir façonnée à son image. La Bretagne taciturne, tout entière, têtue, mystique, mystérieuse, songe à la mort et à l'amour, et rien, ni la violence des tempêtes, ni les irrésistibles forces du grand vent qui vient de la mer, ne pourra disperser ses rêves.

C'est un beau pays pour y vivre une jeunesse passionnée, un doux pays pour être belle, un tendre pays pour une veille de bonheur; car la jeunesse et l'amour sont, eux aussi, tout en légendes, en mystères et en attentes; je croyais le connaître, ce pays; bien souvent j'y suis venue, mais j'y découvre un sens nouveau; je le comprends pour la première fois peut-être, car je suis heureuse ; mais je ne sais pourquoi je ne me sens plus aussi gaie ; une tristesse délicieuse, un trouble profond m'habitent; je me sens loin de ce que j'étais, inhabituelle, désorientée... Je ne reconnais plus mon cœur...

XVIII

Je ne reconnais plus mon cœur...

Pourquoi ?

Est-ce que c'est cela, l'amour ?

Je suis toujours un peu « moi, » mais en même temps « une autre ; » et cette autre, je ne la connais pas encore ; elle m'étonne, elle m'intimide, elle m'effraie ; volontiers je lui dirais : « Laissez-moi donc un peu tranquille, s'il vous plaît ; je voudrais bien pouvoir comme autrefois courir dans les bois et les landes, avec Jamine, sans souci, sans souvenirs, sans espoirs, les cheveux au vent et les pieds rapides, cueillant des fleurs, poursuivant les papillons et rêvant sans tristesse au bord de la mer et de la nuit, sœur des animaux et des plantes, naturelle et sans pensées, dilatée dans la belle vie

ainsi qu'une algue dans son onde, enfin jeune et vivante avec sérénité... »

Ce n'est plus cela. Je suis heureuse et sombre.

L'autre nuit, en regardant les étoiles, j'ai si longtemps pleuré ! Mais ne me punis pas, ma tristesse ! Ce que je t'ai dit n'est pas vrai ; reste avec moi, car je t'adore...

XIX

Je ne voudrais pas songer tant à lui...

De quel droit vient-il ainsi régner sur mes pensées? Voilà bien peu de mois il m'était inconnu. Maintenant, je sais son nom, et ce nom, Robert Bourgueil, bien ordinaire pourtant, me paraît le plus important du monde ; comme il m'écrit quelquefois, je guette le facteur et mon cœur bat ; enfin, je me sens presque autant séparée de lui que de ma chère maman.

Et je ne peux pas m'en empêcher ; c'est ainsi et il faut que je le subisse ; comme je suis très indépendante, j'ai, là contre, des impatiences et des colères suivies de soumissions résignées ; se sentir ainsi hantée par l'existence d'un autre être, quel effrayant et singulier mystère ! Quelle légende est plus magique, quel charme plus enivrant et plus mortel?

Quand je m'y serai tout à fait abandonnée, sans doute goûterai-je un grand repos, un grand bienfait. Il sera près de moi et j'avouerai : « Eh bien ! oui... » Je dirai ce qu'il attend que je lui dise : « Je vous donne ma vie... » Ces mots de roman, ces mots de banalité, ces mots convenus prennent un sens dangereux et maléfique...

Je vous donne ma vie... Est-ce bien cela? non ; je vous la donne parce que, peu à peu, au long des jours et des nuits, vous vous en êtes emparé malgré moi ; j'étais joueuse et hardie, et l'imprévu de l'amour, l'agrément du désir m'ont charmée. Et maintenant, le sortilège agit et triomphe ; mon cœur bat pour vous, mon imagination est devenue une demeure pour votre âme ; vous pouvez me donner le bonheur, peut-être... Seriez-vous capable, c'est-à-dire auriez-vous aussi le pouvoir de me faire du chagrin?

Ah ! je ne veux pas ! je ne voudrais pas.

XX

Inlassablement, je pense à ces derniers jours de juin, à ce beau juillet poudreux et doré, à cette première quinzaine d'août passée à Paris pour *lui*, car de jour en jour et au grand étonnement de maman, je remettais ce départ pour Kervenargan jadis tant souhaité, afin de rester quelques jours encore avec *lui*.

Ce mois de juin, qu'il fut beau! Je ne me sentais encore ni triste, ni hésitante, ni troublée. Robert Bourgueil, à la suite du bal des Léris, vint souvent rue Louise-Labé, profitant de l'autorisation que maman lui en avait donnée. Ah! qu'il fut donc charmant et que de prestiges il a trouvés pour me plaire dans son esprit et son cœur! Pourquoi, tout de suite, ne lui ai-je pas laissé voir que, moi aussi, j'étais prête à l'aimer? Un puissant instinct de coquetterie, j'allais dire de préservation, me faisait de jour en jour éviter les paroles décisives, et je répondais à ses tendresses par des gaietés. C'est que je ne l'aimais pas, sans doute, et que c'était son amour à lui que j'aimais. Aussi je me sentais heureuse, contente d'être aimée et de m'embellir de toute la certitude de ma puissance nouvelle.

Maman ne s'aperçut pas de tout ceci et ne me posa aucune question; et... je ne lui dis rien. Pourquoi? Je ne sais, mais je ne lui ai pas dit non plus que Jimmy m'avait demandée en mariage. Je l'adore, Marianne; mais il faut que je lui épargne des réflexions inutiles. Combien cela l'ennuierait, de prendre une responsabilité, de me donner des conseils..., etc.! Elle est un peu mon enfant; je l'habitue s'il le faut aux choses importantes; mais l'importuner d'avance, à quoi bon? Je la traite comme la délicieuse petite fille qu'elle ne cessera jamais d'être; je ne lui cache pas les choses, je les lui épargne... et puis, j'hésite aussi un peu à lui dire : Je suis aimée... Il me semble que cela la vieillira peut-être, lui fera jeter un regard sur les années écoulées, l'attristera... Car elle m'aime plus que tout, mais que voulez-vous, comme toutes les femmes, elle est humaine.

Jamais un mois de juin ne fut plus splendide; jamais les jardins de Paris, du Bois et des environs, ne furent plus fastueux, plus lourds de fleurs, plus somptueusement parés. Nous

fîmes de belles promenades ; Jamine revenait les bras alourdis de thyrses comme les midinettes du dimanche, et certaine avenue de marronniers roses qui mène indirectement à notre rue fut si fleurie, si fleurie, si fleurie, que lorsque les pétales tombèrent, le sol entier fut fardé d'un délicat pastel, où nos petites ombres figuraient des diables noirs pareils à ceux qui dansent au flanc dérougi des antiques poteries étrusques.

Et Jamine voyant à regret, comme moi, finir ces beaux jours, composa dans une de ces promenades un petit poème en l'honneur de juin, un soir qu'il avait plu et où des fleurs s'étaient effeuillées :

La pluie a fané les troènes
Le long du petit chemin vert,
Et le mois de juin n'a plus l'air
D'être le page de la Reine.

Las ! il ne tient plus à la main
Son sceptre d'aubépine rose;
Il n'a plus son chapeau de roses
Ni son justaucorps de jasmin.

Il n'a plus ses habits de fête,
Dont le muguet fait le lampas,
Ni ses aigrettes de lilas,
Ni ses souliers de violettes...

Il part, emportant sur son poing
Le rossignol noir que j'adore,
Mais qui n'a pu m'apprendre encore
Les chansons que je ne sais point...

Il part sans pleurer, l'infidèle !
Mais, sous son grand manteau de fleurs,
On voit saigner un peu son cœur,
Transpercé de cris d'hirondelles...

Robert Bourgueil a aimé ces vers enfantins, et c'est pourquoi je les épingle ici...

Les hirondelles en effet, innombrables et bruyantes, tournoyaient le soir autour de la ville ; leurs cris vifs s'entrecroisaient dans l'air rose et quand, au crépuscule, dans quelque ruelle solitaire, un chanteur ambulant à la voix éraillée laissait traîner le long du couchant une chanson sentimentale et populaire : « Le temps des cerises » ou « Mon bel ange aux ailes d'or, » une langueur infinie s'emparait de moi et, inconsciem-

ment, je voulais du bonheur..., du bonheur, et aussi de la joie...

Et, ces soirs-là, comme s'il avait senti que je l'attendais, Robert Bourgueil venait nous voir.

Le 14 Juillet, il voulait m'emmener à la revue à laquelle je n'ai jamais assisté, mais maman ne voulut pas; elle jugea que je serais trop fatiguée; alors, nous sommes seulement allés voir le retour des troupes, car je vais les saluer tous les ans, je n'y manquerais pour rien au monde; j'adore nos petits soldats.

On les attend dans l'avenue ombreuse où les mères portent les enfans « pour mieux voir; » on a chaud, on s'impatiente, et l'on entend de-ci, de-là : « Ils ont peut-être pris un autre chemin, ils ne viendront pas..., Julot, reste tranquille, ou tu ne verras pas les militaires... Ce qu'il tape, le soleil!... Passez donc, ma petite dame... Tiens, le tambour... la musique... » car l'oreille au guet perçoit tout à coup la sonnerie lointaine. Le bruit régulier se rapproche, monte, grandit, se fait de plus en plus distinct, pendant qu'éclate la claire et retentissante musique des cuivres au-dessus des grondemens rythmés des tambours. Les voilà! les voilà... les voilà... Les premiers rangs de soldats tout neufs, tout vernis, tout pimpans, apparaissent, arrivent, passent, et le monde entier semble devoir retentir de leur piétinement magnifique. Ils passent, ils passent; il y en a encore, il y en a toujours; ils marchent innombrables, si beaux, si gais, si fiers; allègres, joyeux, chamarrés, dans l'éclatement clair des fanfares et le roulement martelé des gros tambours grondans, ils passent, ils passent. Et on les aime, on les admire, et on voudrait le leur crier; car du même pas, s'il le fallait, on sent bien qu'avec la même joie ils iraient à la mort, à la bataille... Ils passent... Ah! on sent qu'ils sont tout ce qu'il y a de vif, de beau, de véhément, d'ardent, dans la resplendissante jeunesse; ils sont l'élan plein de bravoure vers la vie et le danger, vers l'héroïsme, le combat; ils sont la force française à la conquête de la gloire... et, martelant tout le matin clair du bruit puissant et sourd de leurs pas et de la musique rythmée de leurs cuivres, ils semblent marcher vers quelque but étincelant et, par cette avenue matinale où on les acclame, aller tout droit vers un soleil qui, sans nul doute, est la victoire.

Robert Bourgueil a passé toute la journée du 14 Juillet

avec nous sous prétexte « qu'il y a trop de monde dans les rues, que le 14 Juillet on ne peut pas sortir. »

Douce journée dans le salon aux volets demi-clos, dans la pénombre estivale! Angelise a chanté, des amis et des amies sont venus, et j'ai le souvenir d'un délicieux ennui supprimant la notion du temps.

Le soir, après dîner, disséminée en plusieurs voiturées, la compagnie partit pour voir les illuminations, et peut-être un bout de feu d'artifice; j'ai la mémoire d'une heure émouvante, singulière et noire.

Le long des quais presque déserts, des alternances d'ombre absolue et de longs feux multicolores. On passe; il fait frais, humide; l'odeur du fleuve élargit l'ombre; les arches des ponts sont des gouffres bleus. Les façades sont fantomatiques. Là-bas, les tours de Notre-Dame se dressent comme deux hibous sublimes. Personne... Est-ce donc une fête? On ne sait pour qui, assourdi, monotone, s'obstine dans la nuit cet aigre refrain de valse.

Et puis, au coin d'une place, avec la force subite des musiques fausses, rauques, criardes, les cordons de lumière éblouissent de feux verts et bleus; les lampions orangés semblent danser aussi au-dessus du bal qui tournoie; une odeur de sueur et de vin, de poussière et de gaz entre dans les narines... On passe; les sons faux s'éteignent avec la fulgurance des clartés fausses dont ils sont le complément inévitable, et de nouveau c'est la berge nocturne, le défilé des noirs monumens immobiles, l'odeur sombre de l'eau...

Au coin d'un pont, arrêt, pour contempler une fusée, un feu de Bengale, quelques lueurs d'un « bouquet » de feu d'artifice lointain. Une comète en zigzag, un éclair phosphorescent, montent très haut dans le beau ciel nocturne; un grand jet lumineux retombe élargi, puis dispersé en pluie d'étincelles errantes, se perd, s'anéantit au milieu des pâles étoiles, et l'ombre ensuite paraît plus intense.

Robert Bourgueil me dit tout bas :

— Quand un grand éclair illumine ainsi votre petit cœur obscur, n'y voyez-vous pas mon nom écrit en belles lettres brillantes? Quant à moi, il m'a semblé que le ciel entier, comme une large affiche de l'amour, portait en lettres de feu : « Juliette..., je vous aime. »

« Juliette, je vous aime... » Ah! je savais bien qu'il m'aimait; il me l'avait donné à deviner, ou fait comprendre de mille façons; mais ces mots charmans dans leur précision infinie, il ne me les avait pas encore prononcés, et ils chantent toujours dans ma mémoire...

« Juliette, je vous aime... »

Il me les répéta, ces mots, lorsque, descendus au prochain bal en plein air, nous ne résistâmes pas au plaisir de danser, l'un contre l'autre, aux sons des flonflons populaires. « Juliette, je vous aime... Juliette, m'aimerez-vous? »

Et pendant que la Valse brune, canaille et douce, nous enveloppait de son tournoiement voluptueux et criard, je lui ai dit : « Pas encore... laissez-moi le temps... je ne veux pas répondre tout de suite.., plus tard je crois que je vous aimerai... »

Pourquoi cette réponse? Je me méfiais du trouble de l'heure, de la sensation étrange et nouvelle, de la molle nuit d'été enivrante, bien que citadine et poussiéreusement noire...

Je me souviens que, pendant cette courte scène, Jamine valsait cahin-caha avec un beau petit soldat raide et respectueux; je voyais passer sa robe blanche, je n'en croyais pas mes yeux.

— Tu le connais? lui demandai-je, lorsque nous fûmes remontés en voiture.

— Moi? jamais de la vie, dit-elle innocemment, mais ce soir, chaque petit soldat a droit à des faveurs exceptionnelles... C'est leur fête, et quand on danse avec l'un d'eux on danse avec la France...

Moi qui n'avais pas beaucoup de souvenirs, j'en ai maintenant; il me semble que chaque jour m'en fait un bouquet plus lourd que ne m'en composaient autrefois des années.

. . . . . .

Puis Jimmy est parti pour le voyage d'affaires depuis si longtemps décidé; il était triste, préoccupé. Il m'a dit : « Soyez heureuse, chérie, c'est mon vœu le plus cher; je serai toujours votre ami, quoi qu'il arrive... Mais tâchez de m'aimer, si vous pouvez, un jour... Chut! ne me répondez rien... au revoir... Je suis anxieux, mais, quand même, j'ai confiance dans un avenir que vous ne savez pas...

Et son départ m'a fait de la peine, car il est mon ami; si

un autre que lui en ce moment m'avait aimée, je l'aurais détesté; mais Jimmy, j'ai confiance en lui.

Peu à peu, toutes mes amies se sont dispersées dans des villégiatures variées, et moi seule, je suis restée, attendant, pour rejoindre Jamine à Kervenargan, le départ de maman pour les eaux.

Et enfin, le jour des adieux est venu. Robert m'a dit : « Vous ne voulez toujours rien répondre? Vous voulez réfléchir, petite folle! C'est détestable, la réflexion... et ne vous leurrez pas d'illusions... La réflexion n'est pas du tout faite pour vous, ni vous pour elle. Vous ne vous entendrez pas.

— Je vais m'habituer à l'idée de l'amour...

— Quelle étrange petite fille! J'y suis tout habitué, pour ma part.

— Oui. Mais vous avez trente-cinq ans, monsieur mon ami; j'en compte dix-sept; il m'est permis d'être indécise encore... Je souhaitais ardemment l'amour; il est venu, j'ai peur.

— Au fond, vous me trouvez trop vieux... voilà toute l'histoire.

— Trop vieux? j'adore votre âge...

Bourgueil a souri et, saisissant mes deux mains, m'attirant à lui :

— Vraiment? vous adorez mon âge? mon âge seulement?

Mais je résistais, me dégageais, m'enfuyais avec une pirouette; et il soupirait : « Elle a douze ans! J'aime une petite fille de douze ans! »

Alors, revenue près de lui, je promettais, soumise et sage : — Je grandirai... je vieillirai... à la fin de septembre, je serai toute bonne à marier...

— Que dira votre mère? votre trop jeune mère?

— Maman? elle sera d'abord un peu triste. Il ne faut pas le lui dire encore; et il ne faudra pas que nous la laissions toute seule, elle ne saurait pas exister sans moi trop longtemps.

— Cependant, vous partez bien pour Kervenargan, et elle pour les eaux de Royat?

— Elle part avec notre abbé Flipon : et puis elle sait que la séparation ne sera pas longue; mais me quitter pour toujours... c'est impossible

— Nous ferons ce que vous voudrez.

— Et vous l'aimerez bien?

— Oui, petite chérie, je l'aimerai bien.

Quand je me suis trouvée dans le train avec Larignette, voilà que je me suis senti un gros chagrin. Pourquoi suis-je partie? Il aurait mieux valu suivre maman à Royat, car, là, Robert aurait, en somme, pu très bien venir...

Mais Jamine qui m'attend? Mais Lariguette à qui j'avais promis de l'emmener? Je ne pouvais la laisser à Paris toute seule et la conduire ailleurs qu'à Kervenargan... impossible! Elle est ronde comme une boule, et il paraît que c'est gênant, à ce que dit maman; moi, j'avoue trouver cela aussi naturel que de voir grossir une pomme.

La joie de Jamine, le plaisir de Lariguette, le cher vieux manoir, les arbres, le jardin, le familier paysage, rien d'abord ne m'a consolée, et puis j'ai fini par trouver une sorte de douceur à cette séparation; les lettres si jolies et si tendres de mon ami me charment. Je pense à lui bien plus que lorsqu'il était là. J'étais alors comme protégée contre moi-même par sa présence... Maintenant qu'il est loin, il me semble plus proche; de jour en jour, je l'aime davantage; il n'est pas là, et je suis à lui tout entière. J'en souffre, je suis triste, mais heureuse; et je ne sais plus, dans ces longs jours vides, me refuser à penser à lui... toujours à lui... Son expérience amoureuse devait se douter de cela, et c'est pourquoi il m'a laissée partir avec l'amour dans mes bagages...

XXI

D'abord, nous avons eu des visites; Angelise et puis Yvon, le jeune marin, le frère de Jamine, venu de Brest pendant un congé de quelques jours avant le départ du bateau sur lequel il sert.

Nous avons profité de leur séjour pour jouer des charades. Il n'y a pas longtemps encore, c'était un de nos plaisirs favoris; mais mes anciens plaisirs favoris me paraissent fort ternes depuis tous ces nouveaux événemens; était-ce autrefois de l'enfantillage, ou bien maintenant ai-je vieilli?

Néanmoins, je me prête encore de bonne grâce à nos vieilles fantaisies; nos charades sont variées : vers, prose, chansons, rien n'y manque; quelquefois, lorsqu'il nous faut

encore un acteur, nous allons quérir le fils de la fermière, le gros Yannik, frère de lait de Jamine; notre joie est de l'affubler d'oripeaux étranges et de lui confier les rôles de commère : il est ravissant; notre public, composé de Mme de Kervenargan et de Lariguette que nous forçons à descendre de sa chambre, s'augmente alors de la grosse fermière, qui, respectueusement, debout contre la porte, rit aux larmes, même lorsque ça n'est pas drôle du tout.

Ce n'est pas gentil de ma part ; les autres années, rien ne me paraissait plus charmant, plus enviable que notre intime réunion dans le coin perdu de ce pays que j'adorais; aujourd'hui, je ne comprends plus comment j'ai pu m'y plaire, bien que j'aime toujours Jamine de tout le meilleur de mon cœur.

Angelise aussi est triste, songeuse; Yvon pensif.

Yvon m'a dit :

— Tu n'es plus la même, Juliette? Pourquoi? Tu n'es plus si gaie; tu sembles lointaine. D'ailleurs, moi-même, je trouve Kervenargan très mélancolique cette année.

— C'est que tu pars, Yvon.

— Oui, pour deux ans ou dix-huit mois, sans doute. Quand je reviendrai, tu seras mariée. Figure-toi que cela me peine.

— Cela me peine aussi de ne pas te voir pendant si longtemps.

— Si j'avais été seulement un peu moins jeune, Juliette, j'aurais tant voulu que tu m'aimes...

— Tu n'es qu'un grand fou, petit Yvon.

— Eh bien! oui, si tu veux, bien fou; mais peut-on s'empêcher de rêver des folies?... Si je te forçais à m'attendre... si je te jetais un « sort? »

Nous nous parlions, assis au rebord de la fenêtre du salon ouverte sur la nuit; un petit grillon bruissait; un vent tiède aérait les noirs feuillages, les étoiles palpitaient doucement, et toute l'odeur du jardin nocturne nous montait au visage.

— Te souviens-tu, Juliette, d'un beau soir de l'été dernier, ou tu m'as embrassé dans l'ombre?

— Yvon, je me souviens; tu étais près de moi et je t'ai donné un baiser parce que la nuit sentait bon.

— La nuit sent bon, Juliette...

— Mais, tu sais, Yvon, ce baiser, je l'aurais aussi bien donné à Jamine.

— Pourtant, j'y ai pensé souvent... si souvent.

— Petit Yvon, ne sois pas triste.

Ah! le parfum des roses ; le soudain, le violent regret d'être si loin de ce qu'on aime.

Pourquoi! pourquoi!

— Je vais partir pour si longtemps! Veux-tu m'embrasser, Juliette?

— Yvon, je ne peux pas... et pourtant j'ai pour toi une grande, une fraternelle tendresse.

— Tu ne veux pas? tu ne peux pas? Puisque c'est un adieu...

Son bras cherche ma taille, et doucement je le repousse.

— Yvon, je vais t'avouer ce que je n'ai encore dit à personne et même pas tout à fait à Jamine : j'ai un ami que j'aime... il m'aime... Je ne peux pas t'embrasser. Mais, n'aie pas de chagrin...

— Adieu, Juliette, sois heureuse.

Et, sur mes mains, avec ses lèvres, une larme.

Petit Yvon! Jimmy...

J'ai un peu de peine.

Oh! vous! aimez-moi bien, s'il vous plaît, mon amour...

XXII

Angelise, Yvon partis, je me trouve de nouveau presque heureuse dans ma quasi-solitude avec Jamine.

Lariguette, alourdie et gaie, coud tout le jour en chantant les petites choses cocasses et attendrissantes de sa layette. Elle dit, rieuse : « Ce que c'est joli la vie, tout de même... Et dire que je voulais me payer une stupide mort en « fait-divers! » et que je n'aurais pas connu la Bretagne... »

Mme de Kervenargan reçoit ses fermiers, arpente ses domaines, visite et soigne les pauvres, va à l'église, range, ordonne, écrit à ses nombreux enfans, tricote et brode. Jamine et moi nous sommes libres ou plutôt nous serions libres comme autrefois si mon cœur et si mes pensées n'étaient pas loin de moi.

Le désaccord de ma vie actuelle et de ma vie intérieure me trouble et me tourmente.

Je ne devrais pas être ici; je devrais être au bout du monde,

dans le Paradis terrestre, avec l'homme que j'aime et qui m'a choisie.

Je parle de lui avec Jamine; il lui plaît, mais elle ne le trouve pas assez jeune. Elle dit : « Je voudrais aimer quelqu'un qui n'ait pas un si long passé; j'aurais peur de tous ces souvenirs d'amour, je serais jalouse...

Moi, je ne suis pas jalouse; même pas du préseut. Je crois tout ce qu'il me dit dans ses lettres. Jamais je ne songe : « Que fait-il? Qui voit-il ? A qui parle-t-il? Pense-t-il bien à moi seule, de l'aube au soir et du soir à l'aube?

Lui, par exemple, dans ses lettres est un peu jaloux. La présence d'Yvon l'a tourmenté. Sans doute, je n'imagine pas la jalousie, parce que je n'ai encore jamais aimé, et lui, construit-il la sienne avec ses expériences passées? Cela seul m'est un peu douloureux, très peu.

Il n'a pas quitté Paris. Maman y est revenue. Elle doit venir me rejoindre ici d'un jour à l'autre. Robert va la voir souvent; il lui parle de moi; et puis il aime ma maison, mon jardin, mon fantôme. Cela m'est doux. Dès que maman sera venue et qu'elle sera restée ici deux semaines, comme tous les ans, je repartirai avec elle, j'irai retrouver mon ami, mon bel ami, mon doux ami...

Hier, en revenant des bois, j'ai aperçu le facteur et couru afin d'avoir plus vite mes lettres... Il me les a lancées au vol en riant. J'ai reconnu cette écriture jadis ignorée, et dont les signes sont devenus déjà pour moi les hiéroglyphes du bonheur. C'étaient deux lettres du bel ami et je suis retournée dans la forêt pour les lire ; Jamine à mes pieds tressait une guirlande; les arbres lisaient indiscrètement par-dessus mon épaule, et je songeais à la forêt d'Orlando où les billets d'amour poussent dans les branches, feuillets blancs parmi les feuilles vertes.

Aujourd'hui, les lettres furent de maman, de Perrette : un courrier matrimonial. Perrette nous annonce son mariage avec l'aviateur Gavarrez; elle est au comble de la joie, elle exulte, elle vit en plein ciel (c'est le cas de le dire); la lettre de maman me transmet... Non! je vous le donne en cent! une demande en mariage du père de Perrette!! Le mariage de sa fille lui redonne sa liberté et il veut m'épouser, moi! Oui. Moi...

Tous ces parens ont évidemment le diable au corps! Mme de Léris... ce vieux papa... Me voyez-vous belle-mère de Perrette

et Jimmy! La seule chose drôle, c'est que je plaise tant à toute cette famille.

Maman m'écrit : « Je te le dis parce que je le dois, mais, sans te demander ton avis, j'ai déjà laissé entendre à M. Styrenson, que je te juge infiniment trop jeune pour songer à te marier; les mariages précoces ne sont pas réussis; on ne sait pas à qui ni à quoi l'on s'engage; tu es une enfant, bien que sérieuse pour ton âge; je veux te garder encore longtemps, longtemps, ma petite fille; je veux que tu profites de ta belle jeunesse, libre, insouciante, joyeuse, heureuse. L'amour et le mariage sont encore trop lourds pour tes petites épaules; ce serait fou de te livrer déjà à des fantaisies si définitives! Quant à moi, je ne suis pas du tout assez vieille pour devenir grand'mère... »

La fin de cette lettre me tourmente un peu et même beaucoup: il faudra pourtant que je finisse, petite Marianne, par vous confier mes projets, s'ils se précisent, mon amour, si c'est vraiment l'amour. Est-ce que cela va vous faire de la peine? Pour tout au monde, je ne le voudrais point... Mais que de soucis nos parens nous causent! Je relis sa lettre. Tiens, pourquoi n'y a-t-il pas un mot sur Robert Bourgueil? Cela doit au moins sembler singulier à maman qu'il vienne si souvent puisque je ne suis plus là?

Il doit lui parler de moi... Elle va deviner qu'il m'aime... S'il allait ne pas lui plaire?

Ah! Seigneur! devenir amoureuse, ça ne contribue pas à vous faire passer un été agréable...

XXIII

Les roses, les dernières roses enguirlandent ma fenêtre; elles entrent chez moi quand j'ouvre les volets, et, le soir souvent, je trouve devant la croisée un petit tapis de pétales...

Mais les plus belles, les plus nombreuses de toutes, ce sont celles qui fleurissent sur le toit; il y en a plus encore qu'en été; elles nous tentent, car nous ne pouvons les atteindre, elles font de grosses touffes blanches, pourpres et blondes sur l'azur bleu; Jamine dit : « Elles ne sont pas pour nous... elles sont trop près du ciel... »

Jamine dit aussi : « Leur moment le plus doux, c'est au printemps, quand, pour leur plaire, le rossignol chante. »

Comme je suis toujours à Paris au printemps, je n'ai jamais entendu, à mon âge, chanter ce rossignol qui a une si grande réputation.

J'interroge Jamine, afin de savoir d'elle, si franche, si cette réputation n'est pas usurpée.

Elle répond :

— Je ne sais. Ils ont tous l'air d'avoir la même voix et de chanter les mêmes choses, mais, en réalité, ce n'est pas vrai ; et puis je crois qu'un seul rossignol ne chante pas toujours non plus pareillement ; et puis aussi je ne l'écoute pas toujours de la même façon. Il y a des soirs où je ne fais pas attention à lui : il y a des nuits où son chant semble un jeu, chaque note lancée vers le ciel comme pour percer une étoile... Il y a des heures où j'ai cru le comprendre... il pleurait les tristesses futures ; et moi aussi, alors, j'ai pleuré...

***

Mme de Kervenargan brode, brode, brode. Assise à la croisée de la grande salle, Mme de Kervenargan brode sans fin. Quelquefois elle tire des fils longs sous des points à jour, ou entrelace les lacets de la dentelle. Que faites-vous là, madame de Kervenargan ? Est-ce un voile de noces ? Est-ce une robe de mariée ?

Elle passe son aiguille agile dans le canevas du blanc filet, et, de reprise en reprise, elle crée des fleurs et des animaux, des rinceaux et des feuillages et jusqu'à des rois couronnés. Qu'est cela, madame de Kervenargan ? Sont-ce les apparitions de l'avenir ? ou des projets pour le givre du prochain hiver, afin qu'il imite sur vos vitres les fantaisies que vous créez, vos fougères et vos colombes ?

Mme de Kervenargan brode, brode, brode ; mille petits trous festonnés ajourent la toile sous ses doigts ; ou bien des corolles en relief bombent sur l'étoffe. Quelle histoire mystérieuse écrivez-vous ainsi en lettres blanches ? Chaque arabesque est-elle un souvenir ? ou, avec le brin de coton soyeux, coupez-vous le fil de vieilles peines oubliées ?

Mme de Kervenargan brode, brode, brode ; autour des nappes si blanches, au bord des draps si longs courent sans fin ses doigts précis, ses doigts agiles... Je n'aime pas vous voir ainsi...

pliez ces lins blafards et tristes... Il me semble que vous brodez un suaire, madame de Kervenargan...

***

Je m'en veux de me laisser aller à de brusques et rêveuses mélancolies. Jamine s'en attriste sans me le dire et ses beaux yeux étonnés s'inquiètent.

Je suis heureuse pourtant.

Alors, qu'est-ce que j'ai?

Ce matin, en ouvrant ma fenêtre j'ai trouvé ce billet épinglé à une feuille de rosier, par Jamine qui est ma voisine. Au billet s'enroulait une vrille aux fleurs épanouies de ces volubilis d'un indigo si frais qu'ils semblent taillés dans un peu de ciel.

Le jardin vous appelle, éveillez-vous, ma mie.
Hier, vous étiez triste et de cœur incertain ;
Mais aujourd'hui l'aurore à rire vous convie,
Car tout doit être heureux par un si beau matin.
Au nom de la clarté, je vous fais des promesses :
Tout sera gai, charmant, céruléen et pur...
Et voici, pour y boire à la fraîche jeunesse,
Ce bleu volubilis qui déborde d'azur.

***

Je ne sais pourquoi j'ai demandé à Lariguette :

— Quand ton enfant naîtra, si tu veux je préviendrai son père...

Étonnée, elle a refusé en riant sans embarras et sans tristesse.

— Voyez-vous, mademoiselle Juliette, à quoi bon? J'ai réfléchi à tout cela une fois pour toutes et je suis décidée à oublier. J'ai été folle et bien bête de m'imaginer, même un instant, que ce pauvre garçon pourrait m'épouser... J'ai compris, en y pensant depuis, que certaines choses ne sont vraiment pas possibles. Voyez-vous, c'était un « homme bien... »

Elle a de ces mots, Lariguette !

***

Sur un grand massif, groupé par le hasard, de dahlias simples, viennent beaucoup de papillons.

Ils sont jolis, ces dahlias plats ; ils font songer aux monnaies

d'un ancien royaume; blanc d'argent, jaune d'or; les pourprés figureront les sous : les sous des rois.

Sans doute leur pollen est-il plus sucré, plus délectable qu'un autre, car les papillons de toutes les espèces viennent tous les matins à la même heure, comme de ponctuels et brillans officiers aux différentes chamarrures, s'attabler à ce festin.

Pendant de longs momens Jamine les guette; elle frotte sur ses doigts les étamines et les pistils poudrés d'or et, quand un papillon lui plaît tout particulièrement, patiente, adroite, astucieuse, elle tend vers lui sa main.

Les papillons blancs et les petits bruns et dorés et les vulcains, qui tous se ressemblent, les apollons, les morios, et les petits bleus si nombreux et même les grands jaunes, et les dorés ourlés de brun et les verts qui se mêlent aux feuilles, se méfient.

Jamine prétend que c'est parce qu'elle les confond et n'adresse par conséquent pas ses avances au même personnage.

Mais un grand paon de jour, un de ces vastes papillons merveilleux, veloutés et couverts de figures géométriques, comme on en aperçoit peu dans la plus belle saison, revient chaque matin; son espèce est trop rare pour qu'il ne soit sûrement pas le même. Il vient sucer le pollen de la petite main devenue fleur, la petite main qui jamais sur lui ne se referme.

Peut-être qu'il s'apprivoise.

Et, ce matin, j'ai vu, par ma fenêtre, Jamine qui, du massif de dahlias, avec des précautions infinies, venait sur la pointe des pieds, vers la maison, le bras levé dans le soleil, la main tendue...

A mesure qu'elle approchait, je distinguais son visage anxieux et charmé, ses yeux attentifs, sa bouche entr'ouverte; et ses cheveux si blonds se mélangeaient à la clarté, car elle évitait l'ombre, ennemie des papillons de flamme.

Elle semblait danser et flotter dans le matin bleu comme une immatérielle petite fée; elle venait, elle venait et, pour ne pas la troubler, je n'osai lui rien dire.

Ses pas légers dans l'escalier... J'entr'ouvre ma porte :

— Vois! dit-elle, triomphante, émue, ravie.

Sur son index, posé les ailes étendues, le beau papillon splendide, rêve.

Nous l'admirons en retenant nos souffles. Jamais nous n'avons contemplé d'aussi près un vivant papillon, si bien vu ses quatre astres et ses demi-lunes, ses bruns veloutés, ses cha-

toiemens de saphir, ses contours si purs, quadruplement échancrés. Et quand nous en sommes rassasiées :

— Adieu, l'ami..., soupire Jamine. Elle étend sa main près des roses, dans le grand jour de la fenêtre. Les ailes étincelantes se soulèvent, hésitent, battent un instant, se referment, se rejoignent sur la splendeur des joyaux cachés... Et puis... il n'est plus là... et nous voyons encore son ombre sur le pavé de ma chambre que déjà il nous a quittées, il a disparu.

Je murmure : « Il ressemble à une chimère... »

— Tu vois, dit Jamine en m'embrassant, on peut apprivoiser son rêve... Mais il faut savoir ne pas le garder longtemps.

*
* *

Dans la cuisine de la ferme, nous regardons respectueuses, en silence, la bonne fermière nous confectionner des crêpes de blé noir, ces crêpes si fines, si légères, si transparentes, qu'on les nomme crêpes de dentelles...

Les vieux bahuts bretons et leurs faïences à ramages autour de nous luisent; au fond, le lit se cache sous ses courtines paysannes; nous sommes assises sur de petits bancs polis, les coudes sur la table étroite et longue.

Dans la haute cheminée large et profonde, flambe un feu clair de fagots secs, et, devant ces flammes joyeuses, une grande et ronde plaque de fonte est fixée, inclinée, et ressemble à l'éclipse d'un astre.

La fermière est accroupie devant la plaque avec laquelle ses reins puissans, sous la vaste jupe froncée, semblent vouloir rivaliser de rondeurs; elle puise dans un grand pot avec une cuillère creuse, et, d'un geste cabalistique, elle laisse couler sur la plaque chaude, voie lactée ruisselant sur la planète noire, une sorte de crème légère, qu'elle étale, reprend, soulève et jette sur un plat, dès qu'elle est transformée en un transparent réseau rond, savoureux et doré : la crêpe!

Nous les roulons et nous les mordons, gourmandes, partageant le régal avec Lariguette et le bon Yannik, et puis nous buvons, dans des bols peints de fleurs criardes, soit du cidre frais qui mousse, soit un lait froid d'un beau blanc bleu.

*
* *

L'autre soir, nous étions assises au jardin quand un petit

crapaud vert sauta tout d'un coup sur les genoux de Jamine.

Moi, voyant cette forme sombre peser brusquement sur la jupe claire, j'ai d'abord crié. Mais Jamine, regardant les beaux yeux d'or avant de secouer sa robe, a dit sérieusement : « Bonsoir, prince, comment vont les fées? »

*
* *

Il a suffi d'un jour et d'une nuit de pluie pour que, dans les prés, les crocus allument leurs petites veilleuses mauves, pour que dans les bois s'assemble et surgisse le peuple falot des champignons.

Il y en a de toutes les couleurs et de toutes les formes; verdâtres, gris, beiges, rouges, fauves, orangés, ou d'un jaune pâle, par couples inégaux ou famille réunie, ils évoquent, je ne sais pourquoi, les nains. Des petits gnomes semblent avoir parfois aplati le faîte de certains de ces cryptogames en y asseyant la partie la plus féerique de leur personne... Mais ceux-ci sont des parapluies pour les fées; ceux-là des chapeaux chinois pour les écureuils; d'autres, bien larges et bien plats, entourés d'un cercle de leurs pareils minuscules, font penser à la Table ronde et aux sièges de ses chevaliers.

Les savoureux champignons roses luisent comme le nez froid de l'aurore d'automne.

Les plus jolis ont des dessous plissés si finement, à la japonaise; et quelques-uns sont spongieux, encore tout humides des ondées qui les firent naître, tout prêts à débarbouiller le museau matinal du lièvre ou du lapin.

Il y en a de friables et d'élastiques, de mous et de cassans; de creux gardant encore en leur coupe la pluie ou la rosée, de bizarrement convexes, évasés en toits de pagodes...

Le bon cèpe marron dit : « N'ayez pas peur, je ne suis pas empoisonné... » Mais nous ne le cueillons pas et nous le laissons, pour que les nains, s'ils partent en voyage, puissent s'y tailler de beaux petits sacs souples et lustrés.

XXIV

Le dimanche, nous allons à la messe dans la plus voisine petite ville de pêcheurs.

Elle est posée au bord de la mer comme un goéland gris,

et ses ruelles étroites dévalent jusqu'à son port plein de barques, sous le dôme aérien des filets séchant d'un toit à l'autre toit.

Elle sent la saumure, le varech, la rogue, et retentit du bruit sec et claquant des galopades de sabots sans nombre; les beaux pêcheurs s'y cambrent dans leurs tricots et leurs suroîts et les femmes, jolies sous leurs fichus à pointe, la bavette du tablier de soie étalée sur la robe lourde et noire, ont des coiffes en forme d'ailes, qui voudraient toujours s'envoler au vent.

Et la ville, à peine posée au bord de l'eau, les filets frissonnant aux toits, les barques au port, et même les vieillards qui, le long du quai, attendent l'heure où le retour de la pêche amoncellera sur les dalles de grands tas d'argent ondoyant; et les voiles sur l'horizon et les coiffes blanches sur les cheveux des filles, tout semble vouloir partir, s'en aller en pleine mer...

A la messe, on tousse, on prise, on crache, on prie; cela sent le tabac, la sardine et l'encens, le cierge et le sel ; par un vitrail ouvert, le vent, toujours le vent, tourne les pages de l'Évangile et le bon prêtre, lui aussi maritime, a peut-être déjà célébré la messe au fond de l'eau dans les églises d'Ys.

Au sortir de la messe matinale, on va se promener en barque sur la baie tranquille. Les colorations les plus étonnantes se jouent dans les vagues irisées... On va plus loin, on longe de longues plages unies déroulées comme des tapis d'Orient aux doux tons écrus et soyeux; on admire la forme pure du mont Menez-Hom qui borne la baie, ses lignes dignes de la Grèce, et sa cime opaline ondulant moelleusement sur le ciel.

A l'horizon palpitent les voiles rousses, les voiles bleues; quelques autres sont blanches, et je me dis : « Est-ce le ciel, est-ce la mer, qui sur cette page blanche, un instant déroulée, écriront une histoire ? »

A la fin d'août déjà, nous avons assisté à quelques-uns des beaux Pardons. Jamine aime ces étranges assemblées, leur pittoresque religieux et barbare, leur mélange de ripaille et de piété.

Moi, j'ai goûté aussi leur saveur brutale et mystique, violente et sacrée; là, dans tous leurs plus beaux atours, leurs costumes somptueux et rudes, se retrouvent les vieilles et les vieux, les amoureux et les amoureuses; on mange sous les tentes, on boit

sur les tombes du cimetière qui entoure chaque église. On ne sait si les morts ne sont pas mêlés aux vivans; les costumes n'ont pas changé; les types sont immuables, les habits pareils à ceux des siècles passés et je ne sais quelle ivresse mélancolique s'empare du fervent ou du rêveur, cependant que les mendians hideux parés de leurs infirmités dévoilées, de leurs laideurs et de leurs maux impudiques, psalmodient près des fontaines, aux porches des chapelles, au bord des sépulcres et, sur leurs genoux sanglans font le tour des églises noires.

Pardon marin, des saintes et des sirènes! Je revois l'immense procession déroulant le long de la mer son flot vivant, au pied des dunes qu'un vent irrésistible dévastait. Tous les costumes se fondaient dans des noirs et des ors d'une tristesse âpre et superbe. Au vaste souffle du large, les grandes bannières solennelles, lourdement haussées par les gars forts et pieux, oscillaient, claquaient, se gonflaient, flottaient... Mme de Kervenargan nous dit ce jour-là : « Le passé, voyez-vous, ressemble à cette procession déjà longue; les heures sont si pressées les unes contre les autres qu'on ne distingue plus leurs visages; seules les bannières, les oriflammes, ondoient au-dessus de la foule anonyme et sévère, ponctuent de souvenirs éclatans l'uniformité, or ou noire, de la multitude des jours. »

Le Pardon dans la forêt, plus resserré, plus secret, plus intime, me plut davantage. Longuement, j'ai rêvé au bord d'une fontaine où je voulais évoquer le visage de mon amoureux; clocher de granit, église toute moussue sous les vieux arbres puissans et sombres, je pense encore à vous; je pense à la vieille pécheresse qui fumait sa pipe sur un tombeau, aux soûleries autour de la source vénérable, mais surtout je pense aux gars poursuivant leurs « douces » sous les ombrages; je les enviais; j'appelais mon ami; je ne sais quoi de païen flottait ce jour-là sous le soleil, animait les feuillages... Dans mes souvenirs, je vous appelle : le Pardon de Daphné.

La rustique voiture et les bons vieux chevaux nous firent accomplir bien des pittoresques courses, mainte excursion à travers la campagne charmante et mélancolique; les cloches tintaient dans la brume; au crépuscule, toute la nostalgie bretonne oppressait l'âme et, obéissant à des superstitions sacrées, nous descendions au coin d'un calvaire au milieu de quelque immense, interminable et ténébreuse allée de chênes, pour

prier un instant le soir de nous rendre bientôt le soleil et un beau lendemain rayonnant de joie.

Puis, à pied, avec Jamine et Yannik comme guides, nous avons erré sur les landes d'automne, les grandes landes si belles et si tristes d'où l'on voit sur la mer des couchans si beaux! Étendues d'or et d'améthystes : bruyères, ajoncs, clartés, nuages, vos couleurs mélangeaient le ciel et la terre, l'air et l'eau; un vent salubre emplissait nos bouches; nos manteaux claquaient autour de nous, et je me retournais au bord de l'espace pour murmurer dans le tourbillon sauvage : « Pourquoi n'êtes-vous pas là? Pourquoi?... »

Un jour, nous avons voulu visiter le vieux manoir de Kerdanet, encore plus ruiné que le « nôtre. » Seuls, les fermiers l'habitent; il achève de mourir, à la fois ruine et métairie, dans un paysage pastoral où, au milieu des prairies, s'élève, près d'une croix et d'une fontaine, une chaire de granit; il semble qu'un saint François aimerait y venir prêcher, quand le soir tombe, les herbes folles et les sérieux feuillages.

Kerdanet... Un grand courant de mystère circulait dans les salles délabrées où nous introduisit la métayère; partout les araignées tissaient; quelques fauteuils d'étoffes anciennes montraient des dorures ternies, des lampas déchirés; à des patères obscures, pendaient des robes oubliées, tout parlait de départ et de larmes; et dans la demi-obscurité des salles poussiéreuses, on se sentait le cœur étreint d'un regret sans cause.

Dans l'une de ces salles désertes et pourtant comme habitée par ses pâles ténèbres, sur une sorte de balcon intérieur à la rampe ajourée, galerie légère à l'escalier demi-détruit, un rouet abandonné, un rouet qui semblait grand d'être si solitaire, rêvait immobile dans la pénombre.

Ah! qui fit tourner votre fuseau et votre roue! Quelle invisible petite Parque enroula à cette bobine nue les jours de ceux qui vécurent ici et qui ne sont plus?

Êtes-vous, vieux rouet, un présage? Êtes-vous là pour nous avertir que le lin de la jeunesse est bien promptement filé... Êtes-vous là pour nous parler de l'heure où nul rouet ne filera plus pour nous, où nulle toile ne nous vêtira plus?

O vieux rouet, tournes-tu la nuit sous le pied d'un fantôme. Que fais-tu là? Pourquoi restes-tu si seul? Pourquoi nous es-tu apparu? Et que vas-tu filer pour nous demain, ô vieux rouet

mystérieux : des langes pour l'enfant de Claire? des voiles d'épousées pour nous? du bonheur? ou de la tristesse...

J'ai eu froid, j'ai eu peur; j'ai emmené Jamine; j'ai couru avec elle dans le soleil. Elle est montée dans la chaire de granit; elle a agité ses manches, et, penchant la tête, elle a dit : « Ma chère sœur, ne soyez pas en peine; imitez les fleurs et les herbes fraîches et toute la terre attentive à plaire au Seigneur. Acceptez la mélancolique nuit; elle est bienfaisante, car de son obscure rosée renaît le matin rosissant! Ne vous croyez pas triste. Dans les feuillages, les oiseaux dorment; ainsi en vous-même se taisent les voix joyeuses... Mais ne vous croyez pas triste; ce n'est que le soir. »

Mais malgré ce sermon charmant, au retour sur la route sans ombrages, tout à coup, un grand pin, s'élargissant sur le soir d'or, me sembla un noir nid géant où couvait la tristesse.

XXV

Quand même, les jours passent; bientôt je reviendrai. Je n'attendrai pas maman, si elle tarde encore. Je veux dire à Jamine que je meurs d'impatience, et que, puisque Robert Bourgueil ne peut venir ici, je veux retourner à Paris.

Il ne peut venir; Mme de Kervenargan n'invite personne dans ce vieux nid délabré; seules, les intimes amies de sa fille ont le privilège d'y résider; et puis, elle ne connaît pas Robert; elle l'a vu à peine. Jamine vient toujours à la maison sans sa mère, qui, sévère et lointaine, ne sort presque jamais.

Je veux partir... Je veux quitter la maison de la Belle au Bois; vais-je y dormir autant qu'elle dormit, alors que le prince est déjà venu et qu'il n'attend qu'un signe de ma part pour me donner le baiser du réveil, de l'éveil au vivant amour?

Mais que nos dernières heures de tendre amitié passées ensemble dans ce pays émouvant, où l'on se sent vivre d'une autre vie, et comme dans un autre âge, très lointain, que ces dernières heures soient douces.

Je ne veux plus être inquiète, tourmentée, étrange. Je veux redevenir gaie, retrouver ma joie éclatante, cette joie qu'il me semble avoir oubliée sur ce banc en forme de tombe, dans le jardin noir des Léris, le soir du bal; ma joie perdue comme un petit carnet magique où j'avais inscrit le nom de tous les

plaisirs et de toutes les insouciances; alors, je ne sais plus leurs noms; je ne peux plus les appeler à mon secours.

Nous avons reçu une folle lettre où Ninette et Ninon, se passant la plume ou le stylo, ont écrit chaque phrase à tour de rôle.

Elles nous racontent les élégances de Biarritz et le double flirt avec Maurice, — ce philosophe précoce et brodant des coussins entre deux systèmes, — qui leur fait tout simplement la cour à toutes les deux, séparément.

Seulement, comme il croit les jeunes filles secrètes et sournoises, il n'avait pas prévu qu'elles se raconteraient en riant, chaque soir en se couchant, les péripéties de ce flirt.

De sorte qu'un beau jour, ayant déclaré positivement sa flamme à Ninon, elle lui répondit : « Vous vous trompez, je ne suis pas Ninette. » Il courut vite chez celle-ci et s'attira cette réplique : « Me prenez-vous pour Ninon? »

Ça lui apprendra à être si sot. Quand on courtise deux femmes à la fois, la seule excuse qu'on puisse avoir, c'est qu'elles soient différentes. Mais vraiment, deux jumelles ! Il ne mérite pas d'indulgence. Voilà ce que c'est que de mépriser l'intelligence des petites filles.

*
* *

Dans la bibliothèque, en attendant le déjeuner, pour l'heure duquel, ce jour-là, chose inouïe, nous ne sommes pas en retard, nous sommes assises très gravement dans de grands fauteuils de tapisserie, et, tout en composant des bouquets de baies couleur de corail, nous contemplons de loin les livres.

Un savant petit rayon de soleil court le long des reliures fauves et pourprées et semble désigner à notre attention les titres, les noms...

— Tu vois, dit Jamine, il y a là dedans beaucoup de livres pas convenables; maman ne connaît même pas leur existence. J'aurais pu les lire, si j'avais voulu. Mais tout de suite, les ayant ouverts, en ayant lu quelques pages, j'ai compris que ce n'était pas des histoires pour moi, et je les ai refermés. Bien vite, je les ai remis sagement à leur place.

« Et puis, il y a aussi tous les livres que je ne peux pas comprendre, parce que je ne connais pas assez la vie, et que cette idée de la vie qu'ils contiennent pourrait m'empêcher

d'accueillir plus tard une réalité différente. Alors, je ne les lis pas non plus. J'attends de vieillir, de savoir, de pouvoir juger.

« Mais... j'ai tous les poètes...

« Les poètes, vois-tu, Juliette, on les comprend à tout âge; la vraie poésie est toujours naïve et pure; c'est une divine enfance sans fin de l'imagination et de l'âme.

« ... Et puis, ils n'emploient pas le mot « compendieusement. » Je l'ai découvert, figure-toi, ce mot, dans un dictionnaire, par hasard, et il veut dire : court, bref. Fi ! le vilain, qu'on le retranche de la langue française. »

*
* *

Il est venu un vieux pauvre, tout courbé sous sa besace; ses longs cheveux d'argent tombaient sur ses épaules voûtées, et il ne semblait pas triste d'être vieux ni d'être pauvre.

Jamine l'a fait asseoir sur un banc, près de la porte, et elle lui a servi à déjeuner.

Rien n'était joli comme de voir son filial empressement. En riant, elle versait de haut le bon cidre pour que la mousse s'enfle et monte; elle taillait le pain, remplissait à nouveau de soupe le grand bol.

Et pendant qu'il mangeait, elle ouvrit la besace mystérieuse, contenant peut-être des sortilèges de sorcier ; elle y glissa des petits paquets, du lard, du pain, des sous, du linge, des chaussettes bien tricotées, et, pour finir, elle enguirlanda de verveine le rond chapeau breton aux crasseux rubans de velours.

Le vieillard souriait, indulgent, et, avant de reprendre sa route, il étendit sa main noire et noueuse sur la petite tête blonde et prononça les mots inintelligibles d'une secrète bénédiction.

Jamine le regarda s'en aller, de son bâton tapant la route.

— Un soir, dit-elle, il arrivera sans s'en douter à la porte du ciel; c'est parce qu'il le cherche toujours qu'il erre ainsi de porte en porte, de ferme en manoir, de village en bourg; ce soir-là, qui sait si je ne lui ouvrirai pas encore la porte, l'ayant reconnu à son vieux chapeau tout couronné de fleurs?

*
* *

Dans le pré, aux plus noueuses branches du plus gros des

vieux châtaigniers, nous avons fait suspendre solidement par Yannik une belle escarpolette.

Nous nous y tenons debout toutes les deux, Jamine et moi, et peu à peu, du mouvement de nos corps réunis et renversés, nous imprimons aux cordes et à la planchette un irrésistible élan.

Nous voyageons ainsi dans l'air, au delà des feuillages, goûtant à la fois l'ivresse de notre double rythme, la joie du mouvement dans l'espace, et, parfois aussi, une petite peur délicieuse.

Quand Jamine est fatiguée, elle s'assied seule sur la rustique balançoire, et moi debout derrière elle, tout doucement je la balance.

Elle me guide de sa petite voix :

— Envoie-moi jusqu'à la grosse branche... Non! non! C'est trop fort... Arrête. Maintenant, si tu peux, lance-moi bien loin, jusqu'à ce petit nuage...

Et quand l'oscillation diminue et enfin cesse, en se levant, Jamine sent craquer, sous son pied étonné de retrouver le sol, les feuilles sèches et les premières châtaignes.

*
* *

Elle aime passionnément les bois, et surtout ce coin où nous allons toujours passer la matinée, et que j'appelle le bois d'Orlando.

Il y a là tout un rond-point de cèdres séculaires; les uns semblent argentés par un perpétuel clair de lune, les autres sont presque bleus; l'un d'entre eux, d'un gris doux et suave, est son arbre préféré; ses premières branches sont si basses et si bien étalées que, toute enfant, elle pouvait déjà s'asseoir dans l'arbre paternel; un petit creux du tronc accueillait juste à la hauteur voulue les livres, le goûter, la poupée; Mme de Kervenargan l'appelle encore : le cèdre de Jamine.

— Vois-tu, me confie Jamine, quand j'étais toute petite, je m'imaginais le paradis comme un bois plein de fleurs, et le bon Dieu comme le plus vaste et le plus vénérable des arbres. Dans sa ramure immense, au lieu d'oiseaux, volaient, se posaient, nichaient, chantaient les anges sans nombre aux ailes de toutes les couleurs; à ses pieds, des myriades de fleurs représentaient les élus et l'embaumaient de parfums à sa louange

divine... Mais des petites fleurs de la nature : les simples, les humbles, celles que j'aime, celles dont les hommes n'ont pu modifier la forme et la couleur, et qui sont arrondies comme la lune, ou découpées en pointes comme les étoiles.

***

Jamine a peur des étoiles.

Cependant elle croit que, parmi les astres, il y en a un où vivent d'une existence véritable les plus chers et les plus charmans héros des livres qu'elle a le plus aimés. Elle a choisi, dit-elle, ou bien reconnaît entre toutes, cette étoile, et elle tend vers elle son si petit doigt, en disant d'une voix mystérieuse : « Celle-là!... »

***

Si elle a peur des étoiles, elle adore le clair de lune.

Chaque soir où la grande clarté nacrée vient se promener dans le jardin en y traînant sa belle robe de lumière, nous allons toutes deux à sa rencontre, et nous flottons délicieusement, plus que nous n'errons, sous les arbres noirs, et dans l'atmosphère de nacre et d'argent diaphane et pure.

Nous nous asseyons sur le petit perron aux degrés disjoints; des saponaires roses poussent entre les pierres, et leur douce odeur nous environne. La clématite blanche est fanée, mais les houppes d'argent de sa vieillesse luisent sous les rayons blancs, ainsi que des cheveux de fée.

La marche où je suis assise est plus haute que celle où Jamine se repose.

Hier, doucement, Jamine a renversé la tête sur mes genoux.

J'ai contemplé longtemps ses beaux yeux mystérieux, cet inoubliable visage où toute la jeunesse, en souriant, semble rêver...

— Juliette, dit-elle doucement, il te faut partir, il est temps; si ta mère ne vient pas te chercher, tu peux très bien t'en retourner avec Lariguette. Je n'aurai pas de chagrin. Bientôt je reviendrai aussi... Je le persuaderai à maman.

— Jamine! Petite chérie...

Et je me récite dans mon cœur la lettre reçue ce matin et lue une fois de plus dans le bois d'Orlando.

« Juliette, il y a près d'un mois que vous êtes partie... Il faut

revenir ou que j'aille vous rejoindre, car je ne peux plus me passer de vous. Revenez vite, petite fille; je suis angoissé de vous sentir si loin... il *faut* que vous reveniez. »

Près d'un mois seulement que nous sommes séparés! Est-ce possible? N'y a-t-il pas un an, cent ans, dix siècles? Jamais je n'ai si lentement vécu, jamais je ne me suis sentie ainsi vieille de souvenirs, de pensées, de rêves, d'espoirs, de craintes...

— Petite Jamine, je partirai... je partirai... parce que je crois bien que je l'aime...

Elle a soupiré doucement et fermé les yeux. Sa main a pressé ma main, puis elle a tressailli à la voix de Mme de Kervenargan.

— Rentrez, mes enfans, voyons; il fait froid, il est tard.

— Oui, maman; et plus bas à mon oreille : Ne te semble-t-il pas qu'assises sur ces marches, nous attendons inconsciemment quelque chose ou quelqu'un? J'attends... j'attends... depuis quelques jours, j'attends sans cesse, je ne sais pas qui va venir.

XXVI

Le feu a brusquement éclaté dans la forêt. Depuis deux jours et deux nuits les fermiers, les paysans d'alentour, venus à notre aide, abattent des troncs, creusent de longues tranchées, tâchent d'arrêter la force sournoise de l'incendie.

Mais dans cette terre mélangée de tourbe il couve encore, et, par moment, saisissant l'arbre aux racines, il éclate, surgit, crépite, et l'arbre torturé, crispant ses branches, semble implorer de l'homme fraternel un secours qui ne vient pas.

Ou bien, quand le vent passe et, en l'emportant la ranime, les pluies d'étincelles communiquent la flamme, de feuillages en feuillages, les rameaux s'embrasent d'un démoniaque et brûlant automne, et les grands pins surtout, devenus des torches immenses, flambent dans un craquement, un pétillement démesuré, sinistre... Et le bois d'Orlando est menacé.

Jamine éperdue, épouvantée, se mêle aux travailleurs; elle les interroge sans fin, elle guette les progrès mauvais, elle suppute les chances favorables, elle tremble pour ses grands cèdres, elle implore Dieu et les dieux.

La nuit, plusieurs fois, malgré les défenses et la surveillance de sa mère, elle a réussi, à peine vêtue, à retourner dans la

forêt. Je la suis, épouvantée, la suppliant de rentrer, de revenir à la maison avec moi. J'arrive à grand'peine à la couvrir d'un manteau, d'un châle. Elle ne me voit pas, ne m'écoute pas, et, tordant ses petites mains, murmure :

— O mes arbres! mes chers arbres! mes arbres bien-aimés!

Et elle pleure de grosses larmes.

. . . . . .

Depuis hier, Dieu soit loué! cet incendie est arrêté; le bois d'Orlando n'a pas trop souffert. Mais que de splendides victimes! que de vieux arbres magnifiques calcinés, ou sacrifiés! Jamine a pris froid; elle est couchée, fiévreuse et lasse.

*
* *

Jamine est morte.

Je ne le savais pas, mon Dieu, qu'on mourait si vite et que l'on pouvait mourir à notre âge. Je pensais bien souvent à la mort, mais qu'elle pût être si proche, ah! cela, je ne le savais pas.

Je ne le savais pas, mon Dieu, qu'un être si délicieux et si tendre, si paré de promesses divines, n'était pas protégé par vous entre tous les êtres et ne serait pas, plus qu'un autre, miraculeusement sauvé. Je ne savais pas qu'il suffit d'une nuit, d'un jour, d'une heure, pour passer si doucement et si naturellement du royaume de la vie à ce noir exil de la mort...

Qu'a-t-elle eu? de quoi est-elle morte? Le vieux médecin, venu d'ailleurs trop tard, n'a pas su le dire. Il a prononcé tour à tour les mots d'anévrisme et d'urémie, déploré un mal jusqu'alors inaperçu et ne se révélant que lorsqu'il n'est plus temps de le combattre. Mais qu'importe! Elle n'est plus. Son heure inexorable avait sonné dans le temps qui ne respecte ni l'enfance, ni la jeunesse. Quelques convulsions, une détente légère, une petite main serrant plus fort la mienne et une douce tête tendue vers mon visage, immobilisant soudain son regard toujours étonné, sa petite bouche toujours entr'ouverte.

Oh! si simplement, si simplement!

Je ne te savais pas si simple, grande Mort!

*
* *

Dans le plus obscur de moi-même, je le sentais que nous

allions vers les ténèbres, je le sentais que nous marchions vers un instant funèbre ; n'étais-je pas de jour en jour envahie d'un grandissant et subtil malaise, d'une tristesse sans cause et pourtant si puissante ! Ce qu'il y a au fond de chacun de nous d'inexploré, d'informulé, de plus savant que nous-mêmes, connaissait ce qui allait s'accomplir et s'efforçait de me le confier.

Jamine...

Je n'ai pas quitté sa dépouille blonde ; de mes mains pieuses je l'ai parée ; et j'ai couvert son lit de fleurs.

Le pauvre Yannik qui l'aimait tant a demandé à la voir une fois encore. Et quand il est entré dans la chambre, il apportait l'odeur des bois, l'odeur chaude des étables, des sarmens mouillés, de la terre automnale ; toute la vie agreste, animale, robuste, saine et puissante semblait entrer avec lui dans cette chambre de mort.

Il tenait dans ses bras toutes les dernières roses, les plus belles, qu'il avait réussi à couper au plus haut du toit, celles-là dont Jamine disait un jour : « Elles sont trop près du ciel. »

Elles couvrent maintenant ses petits pieds immobiles.

Je l'ai veillée la dernière nuit ; une dernière fois, — car sa mère, effondrée, malade, avait dû se retirer, — une dernière fois, je fus seule avec elle, avec mon amie, ma sœur choisie par mon cœur, ma petite âme si douce et si claire.

Une dernière fois...

Par la fenêtre ouverte, le clair de lune déclinant entrait dans la chambre et éclairait son visage ; ce visage devenu indifférent à ma douleur, ces chers yeux qui m'ont tant souri, éloignés de mes yeux.

Petite Jamine ! mon enfant ! as-tu pu croire que ces dernières semaines je t'ai moins aimée ? T'ai-je fait de la peine, mon enfant ! As-tu cru que mon amour m'éloignait de toi !

Ah ! j'allais tout te confier, Jamine ! Je ne pouvais plus lutter contre ce sentiment qui montait en moi et voulait en s'épanouissant jaillir hors de mon âme... J'allais tout te dire, ma chérie ; mes hésitations, mes bonheurs, mon doute et ma certitude. A qui confierai-je mon amour, Jamine, puisque tu n'es plus là !

Tu étais pour moi toute l'amitié avec sa douceur, à la fois

discrète et confiante; même si je ne te disais pas, tu devinais; et tu ne m'interrogeais pas, puisque tu comprenais toutes choses.

Tu étais le plus charmant, le plus délicieux de ma vie... L'amitié ne pourra plus m'apparaître que sous la forme d'une enfant voilée de noir, et portant ton deuil à jamais.

***

Mon amie! je n'ai rien pu pour toi; je te parlais, je me cramponnais à ton dernier instant de vie, je voulais te forcer à remonter de l'ombre, vers le jour, vers la jeunesse. Mais toi, si vibrante à toutes les voix, tu n'écoutais plus et tu me quittais, solitaire, indifférente.

Toi, douce à ma joie, bonne à ma peine, tu t'en allais de moi.

Et j'étais là, robuste, forte, prête à te donner ma vigueur, mon souffle, mon âme. Et je ne pouvais rien pour toi.

Oh! Jamine, est-ce que tu ne vas plus sourire! Tu n'es pas morte! Tu es trop petite pour être morte. Ce n'est pas vrai! Je ne veux pas!

***

Te souviens-tu? Tu ne voulais pas mourir sans avoir aimé, Jamine! Et voilà que tu t'en vas sans que l'amour humain t'ait fait signe de sa grande aile. Mais tous ceux qui t'ont vue ne t'ont-ils pas chérie, adorée? Ton doux cœur n'était-il pas formé que d'amour?

Tu as aimé toutes choses; et toutes les choses de la nature t'aimaient et mystérieusement à ton être étaient liées. Les fleurs t'aimaient, les papillons, les oiseaux, les animaux, les arbres, les herbes humbles. Quand tu marchais sur un chemin, les pierres elles-mêmes semblaient te regarder passer; et le doux vent dans les ramures disait aux feuilles, et dans le ciel disait aux nuages : La voilà... la voilà...

***

Oh! notre gaieté! notre insouciance! notre joie... Il a suffi d'un souffle froid et la plus lumineuse des créatures s'est éteinte.

***

Au matin, avant qu'on ne me la prenne, qu'on ne me

l'emporte pour toujours, comme chaque jour l'aube est née, l'aurore s'est faite rose, la rosée a perlé sur l'herbe et les oiseaux ont chanté.

Le soleil a inondé d'or et de gaieté la petite chambre; un grand papillon est entré, a tournoyé un instant, s'est posé sur les roses et s'est envolé dans l'azur.

Une abeille a rôdé et, sur la vitre, un moment bourdonné.

Et puis les parfums du matin sont venus, mouillés, verts et frais.

Le soleil, une dernière fois, sur sa chevelure...

*
* *

Mme de Kervenargan marche sans fin sur la terrasse; elle semble venir du fond des plus vieilles douleurs, impuissante Hécube aux longs voiles, errant sur les remparts déserts.

Elle ne parle pas, elle ne pleure pas, elle ne comprend pas.

Nos pauvres mères!

Elles ne peuvent nous protéger contre la maladie ni nous défendre de la mort. En vain, entre nous et la douleur, elles étendent leurs mains suppliantes; elles ne peuvent rien... Brutalement, le destin les écarte et de nous s'empare. Personne ne peut rien.

XXVII

Dans la nuit qui a suivi l'enterrement de Jamine, l'enfant de Claire est né. Claire ne l'attendait que dans plus de six semaines et souhaitait faire ses couches à Paris; mais, bouleversée par l'angoisse, l'inquiétude et le chagrin, elle a mis au monde beaucoup trop tôt ma petite filleule.

Mme de Kervenargan, malgré sa fatigue et sa douleur, toute la nuit avec la brave fermière, l'a assistée, et au matin, quand elles m'ont permis d'entrer, j'ai vu Lariguette me sourire du fond de son lit en me désignant auprès d'elle, sur un oreiller, une chose, une drôle de chose, toute enveloppée de langes, et toute robuste et vivace, malgré sa naissance précoce : une petite fille...

Elle vivra très bien; elle est bien constituée, elle est très vigoureuse pour un petit bout d'enfant aussi pressé de commencer la vie.

A genoux près du lit, à genoux, comme auprès du lit de Jamine, je les contemple : la mère et l'enfant. Ah ! qu'elle est petite ! Il faudra lui faire un berceau ; qu'elle est petite et toute rouge encore et ouvrant déjà de grands yeux troublés. Elle me surprend ; elle m'émeut.

Il y a du soleil dans les cheveux de Claire ; par la fenêtre entre et rôde une abeille ; les oiseaux chantent ; les parfums de la matinée pénètrent jusqu'à nous, avec le vol lourd d'un grand papillon.

Et il y a encore des roses...

Claire, si lasse, avec respect, avec timidité touche de temps en temps le bras ou la joue de sa fille comme pour s'assurer que sa fille est bien toujours là. Claire sourit, malgré toute notre détresse ; Claire semble heureuse et ravie d'orgueil, comme si l'enfant qu'elle vient de mettre au monde ne devait jamais connaître à son tour la douleur et la mort.

Dans un coin d'ombre, Mme de Kervenargan, assise les mains jointes, pleure.

Toute l'impérieuse vie recommence...

Mon Dieu ! je ne comprends pas.

***

Maman est venue. Maman a passé ici quelques jours avec notre abbé.

Maman bouleversée et triste, un peu souffrante, très fatiguée du voyage, m'a le premier soir inquiétée. Mais quelle douceur de pleurer dans ses bras comme lorsque j'étais petite ! « Ah ! maman ! j'ai bien du chagrin... »

Elle fut douce, elle fut si tendre ; mais une fois trois jours passés, elle m'a dit avec hâte : « Nous partons... »

— Nous partons, maman ? Mais c'est impossible. Allons-nous laisser ainsi Lariguette toute seule, avec cette pauvre vieille femme désespérée ; et, elle-même, Mme de Kervenargan, puis-je l'abandonner dès maintenant ? Elle m'a dit hier encore : « Reste un peu, veux-tu ? reste encore ; Jamine t'aimait tant... » Et ses fils, les deux fils qui ont pu venir à grand'peine, sont déjà repartis au loin...

— Oui ; — et maman s'impatientait, nerveuse, avec la mine d'un enfant prêt aux larmes ; — oui, je sais bien que tu as raison ; je sais bien que ce n'est pas gentil... mais je me sens

mourir ici, de tristesse... Je ne peux supporter ce vent, cette pluie; l'humidité me rend malade; et ce vieux manoir, ces soirées sombres... tout m'épouvante. Je ne peux rester. Non, vois-tu, Juliette, je ne peux pas rester. Et puis notre Flipon n'a pas congé... il faut qu'il revienne à sa cure; je veux partir avec lui. Je sais ton bon cœur, ma petite fille, et je ne veux pas le contrarier. Si tu le veux, toi, reste encore.

— Oh! maman! déjà tout un mois sans vous! C'est trop triste...

— Alors je resterai, encore une semaine... pour toi, mon amour; mais ne m'en demande pas davantage; je tomberais malade ici à mon tour, je le sens. Tout est trop affreux, tout est trop terrible...

Il m'a fallu la distraire de mon mieux de la douleur de tous; m'éveiller la nuit parce qu'une souris avait gratté sous son lit; et, avant de me coucher, taper les murs avec une grande gaule, afin de l'assurer que décidément les chauves-souris ne dormaient point dans les coins d'ombre et dans les embrasures des fenêtres.

La petite nouvelle-née met entre nous tous un lien; quand on est trop malheureux, on va la voir; elle serre déjà dans son poing le doigt qu'on lui tend; et elle regarde, avec un air d'interrogation stupéfaite, tous ces visages et la lumière, et le petit Jésus suspendu à ses rideaux.

Notre abbé reste auprès d'elle toutes les heures qu'il ne consacre pas à Mme de Kervenargan. Il s'installe près de cette grossière barque qui sert de bercelonnette, dans le pays, aux petits enfans; il croise les mains sur son ventre et il admire le bébé avec une tendresse ingénue.

Un soir, où Claire sommeillait, je me suis assise aux pieds de l'abbé, près du berceau, et j'ai pleuré tout bas dans l'ombre.

— Ah! notre abbé, ai-je sangloté malgré moi, vous souvenez-vous? Vous souvenez-vous de cette promenade de printemps et du retour chez vous avec Lariguette? Vous souvenez-vous de cette aventure à la fois si saugrenue et si simple? de cette douleur si vite transformée en douceur, grâce à vous, grâce à la jeunesse... Comme Jamine était tendre et gaie! Et maintenant elle est morte, et voici une nouvelle petite enfant... Ah! mon abbé, pourquoi? pourquoi? Je ne peux m'habituer... je ne peux pas comprendre. Pourquoi toute cette douleur?

Pourquoi sommes-nous séparées alors que nous nous aimions tant? Ah! notre abbé, ce n'est pas juste! Dieu n'est pas bon...

Les yeux de notre abbé, ses beaux yeux d'un si bel azur se sont tout voilés de larmes, il a mis la main sur mon front :

— Dieu, dit-il, veut qu'on accepte...

Mais je secouais la tête, farouchement.

XXVIII

Maman est partie en compagnie de notre abbé. Elle est partie avec fièvre, avec hâte, elle est partie presque avec plaisir. Pauvre petite Marianne! elle n'est pas faite pour le chagrin.

Et voici mon retour à moi encore retardé... Certes je pourrais revenir; mais en retrouvant tout ce que j'aime, mon remords d'abandonner cette pauvre vieille maman en deuil s'apaisera-t-il? Et puis-je ainsi, sans regarder derrière moi, m'en aller égoïstement vers la joie?

La joie... Y aura-t-il encore de la joie?

J'ai écrit souvent à mon ami; je lui ai dit toute ma peine; pour la première fois, je lui ai laissé voir toute ma petite âme; je me réfugie en lui, afin qu'il protège ma douleur; pour la première fois, sans penser à lui plaire, tout simplement, tout tristement, je me confie.

Le matin j'accomplis des pèlerinages; je revois tous les chemins, tous les prés, tous les lieux que Jamine aimait; et je songe avec une tristesse toujours renouvelée : « Là elle était près de moi; là elle cueillit cette fleur... là elle me dit telle parole, elle fit ce geste... elle a ri. »

Ah! je ne savais pas assez quel était mon privilège et mon bonheur de vivre ainsi près d'elle; cela me semblait si naturel, si simple, si habituel et familier... Maintenant, je sais que sa douce présence était un merveilleux bienfait, puisque ce bienfait m'est repris et que sa vie, puisque sa vie n'est plus, était un trop court miracle.

Ah! je ne comprends plus les choses; et moi qui croyais pouvoir tout saisir! moi qui croyais connaître la vie!

Voici le vieux mûrier près de la fontaine. Que de fois elle en a cueilli les fruits et taché ses doigts et tenté de les laver dans l'eau claire... Les taches ne disparaissaient pas et nous décla-

mions en roulant des yeux terribles les phrases de lady Macbeth, ou les terreurs de la femme de Barbe-Bleue... Ah! mon Dieu! que de fois...

Voici le figuier géant aux larges feuilles ombrageant un puits sans seau et sans poulie; un puits abandonné et tout tapissé de fougères. Nous nous asseyions sur la margelle et, cueillant les longs fruits mûrs fendus et tout poissés de miel, à nous deux, nez à nez, nous mangions la même figue; le fruit, séparé en deux parties, tenait encore à son pédoncule; et c'était à qui de noux deux accomplirait le mieux et le plus rapidement une opération si difficile.

Voici la source, cachée sous les herbes sombres et que domine une pierre aux inscriptions indéchiffrables, maintenant tombeau des jours joyeux. Là, bien souvent, l'été, lorsque nous avions chaud, nous venions boire. Jamine puisait un peu d'eau dans le creux de ses mains, et j'y buvais quelques gouttes fraîches. Toujours l'eau sournoise s'échappait des doigts joints, et Jamine soupirait, confuse : « Comme il est difficile de désaltérer qui l'on aime!... »

Seule, à présent, j'ai laissé, de mes mains, l'eau couler sur cette pierre funéraire.

Jamine!...

— Ah! vous ne savez pas comme elle était gentille quand, les cheveux au soleil, les pieds dans des sabots, elle allait jeter du grain à toutes ses petites poules affairées, ou traire maladroitement une jeune vache bretonne, tachetée et trapue!

Vous ne savez pas! Quand elle était toute petite, bien plus délurée, avancée et savante que moi, elle me révélait toutes choses. Qui donc lui avait appris si tôt le nom des plantes, des fleurs, des arbres? Elle les avait toujours sus, de même qu'elle avait toujours su lire et aussi écrire; elle n'était pas plus « haute que ça » lorsqu'elle jetait par la fenêtre des billets doux « au Prince Azur. »

Elle inventait des jeux si drôles! Elle me contait de si ingénieuses histoires et de si beaux contes! Il y eut un très long roman que nous reprenions lorsqu'on s'ennuyait. On inventait aux mêmes personnages des histoires nouvelles pour me plaire, car je les aimais, et elle, en avait assez. Alors, un jour elle m'avoua que « Persil frit » et « Passiflore » avaient décidément disparu au cours d'un voyage dans la lune et qu'elle ne

possédait plus sur eux aucuns renseignemens. Je ne m'en suis jamais consolée.

Elle savait toutes les légendes du pays breton et de belles petites chansons si tristes pour bercer les poupées.

Comme elle aurait aimé la fille de Claire! comme elle l'aurait bercée, dodelinée, gâtée!

Sa douceur, sa bonté l'auréolaient d'une grâce câline et reposante; tout ce qu'elle possédait, elle en faisait don, et puis, elle disait, les mains ouvertes : « J'aime être pauvre. »

Pourquoi nous avoir quittés si vite, ô mon enfant?

Pourquoi nous dépouiller de toi?... C'est sans toi qu'on est pauvre.

XXIX

Le bois d'Orlando! les cèdres préservés de l'incendie! Aurai-je le courage d'aller jusque là? J'en ai si peur!...

Un matin pourtant, malgré moi, mes pas m'y ont conduite. Les arbres préférés de Jamine sont intacts et, à l'abri de certains rochers, sous certains arbres, on ne voit pas la partie du bois dévastée par le feu; on peut croire que tout est encore comme autrefois.

Là je m'assieds; je me souviens, je pleure. Chaque matin passé auprès d'elle, et désormais disparu pour toujours, semble se fondre à l'heure présente; et de tous les bonheurs détruits, se construit, se forme, s'augmente et se précise ma douleur.

Comme autrefois le vent rôde dans les feuillages; les oiseaux chantent; le ciel est bleu. Les feuilles d'automne volent plus loin, apportant au sol labouré, dans leur couleur et leur contour, le souvenir minuscule des flammes. Ici les cèdres sont toujours bleuâtres, gris, argentés, la terre est feutrée de leurs aiguilles courtes et sèches; l'écureuil, dernière torche, saute de cime en cime, et dans l'odeur forestière se mêlent le goût et le bruit lointain de la mer, comme autrefois.

Sur mes genoux, voici que j'éparpille un bouquet dénoué, des fleurs cueillies au hasard le long des prés et du chemin. Comment est-ce qu'on les appelle?

Une à une je me les nomme et je les laisse retomber à mes pieds; je tiens la dernière d'entre elles : une petite clochette automnale, si pâle, si fragile...

— Jamine, dis-moi son nom ?

Oh! j'ai parlé! j'ai parlé tout haut comme si ma vivante amie auprès de moi rêvait ainsi qu'autrefois, en mordillant d'un air étonné une petite feuille ou une longue herbe...

O Jamine, n'es-tu plus là?

Mais tout à coup voilà que j'ai compris le lointain murmure de la mer, le frémissement des feuillages, la voix du vent, le cri du grillon, le chant des oiseaux, le battement de leurs ailes et l'ondulation des herbages et jusqu'au parfum de ces agrestes fleurs.

— Je suis là, chuchotaient-ils ; c'est moi, Jamine ; si j'ai disparu à tes yeux mortels, je ne suis pas partie loin de toi. A chaque instant, je renais, je respire. Invisiblement, je suis là. Tu me gardes. Je t'environne. Je te parlerai dans la nuit; je te sourirai à l'aurore. Je m'assiérai près des grands feux, à tes chers pieds, comme autrefois. Quand tu te croiras seule, ô mon amie, et que tu interrogeras le silence, songe à moi avec tout ton amour : je serai là.

« Je te reviens à travers le vent, à travers le soleil ou l'ombre; dans tout ce qui te sera beau, j'apparaîtrai; mes cheveux par toi tant aimés frémissent dans les souffles qui passent. Je prie pour toi dans la lumière, et jamais je ne t'abandonne. Je suis toujours gaie, Juliette; ne pleure plus. Reconnais-moi. »

Autour de moi, la nature, la grande nature résignée acceptait l'automne ; les arbres, obéissans aux secrètes lois, teignaient de pourpre leurs feuillages; une pomme écailleuse tomba d'un cèdre sur le sol mou, un oiseau s'enfuit; au ciel, voguaient de beaux nuages. Des larmes plus douces emplissaient mes yeux et l'obscur sentiment d'une présence sacrée m'apportait, malgré la révolte de mes sens réels, une consolation mystérieuse. La tête penchée vers la terre, je ne croyais plus à la tombe : sans savoir, je comprenais une parcelle de tout l'incompréhensible où nous errons. Jamine m'était revenue. Jamine ne m'a pas quittée... Et, depuis ce matin, je le sais, je le sens au plus profond de moi-même, petite sœur, toujours tant aimée, j'ai perdu ton apparence passagère, mais ton âme ne manquera jamais à mon âme, mais ton cœur, ton cher cœur, n'a pas quitté mon cœur.

GÉRARD D'HOUVILLE.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

MOMMSEN

ET

LA MENTALITÉ ALLEMANDE

Parmi tous les domaines de l'activité intellectuelle, un de ceux où l'esprit allemand s'est appliqué avec le plus d'ardeur et d'obstination, un de ceux aussi où il a exercé jusque chez nous la plus profonde influence, est sans conteste celui des études relatives à l'antiquité gréco-romaine. Philologues, archéologues, historiens, juristes, tous nos savans, depuis plus d'un demi-siècle, ont été sur ce terrain les tributaires des maîtres d'outre-Rhin : les uns ont accepté leur autorité avec une dévotion béate, les autres ont rechigné contre elle, mais il n'en est guère qui ne l'aient subie. Or, que cette érudition allemande tant respectée ait eu ses mérites et rendu des services, qu'elle ait été laborieuse, patiente, souvent ingénieuse, quelquefois neuve et féconde, il n'est pas question ici de le nier ; mais qu'elle ait conservé, parmi beaucoup de qualités, sa marque ou sa tare originelle, qu'elle soit restée « allemande » au sens le plus propre du mot, c'est ce qu'on a peut-être trop fréquemment oublié, et ce que nous voudrions montrer par un exemple. Pour cela, négligeant les érudits de date récente et de moindre envergure, nous remonterons jusqu'à l'un des chefs de chœur les plus incontestables, jusqu'à l'auteur de l'*Histoire romaine*, Théodore Mommsen en personne; nous essaierons de faire voir en quoi il représente, en quoi, sans doute aussi, il a contribué à former cette mentalité germanique moderne que nous avons trop bien appris à connaître.

Est-il besoin de déclarer qu'il n'entre dans notre pensée aucun dessein de dénigrement systématique envers lui? Ses compatriotes nous ont fait beaucoup de mal; lui-même, il y a quarante-quatre ans, a déversé, sur cette France qui l'avait si bien accueilli, les plus basses et les plus haineuses calomnies, et, s'il vivait encore, on peut penser qu'il aurait signé d'un cœur allègre le manifeste des quatre-vingt-treize intellectuels : ce n'est pas une raison pour que nous nous jugions autorisés à rabaisser son talent. Il vaut mieux laisser à nos ennemis le privilège de cette intransigeance déloyale. On peut, en France, haïr sans cesser d'être juste. Nous reconnaissons donc toute la valeur de Mommsen, l'infatigable énergie de son labeur, la sûreté presque infaillible de sa documentation, sa compétence dans les branches les plus diverses de la science historique, l'originalité pénétrante de ses vues, l'âpre vigueur de son style. Nous savons, mieux que personne, qu'il n'est pas de question d'histoire romaine sur laquelle on ne doive le consulter avant tout autre. Et nous souscrivons volontiers aux éloges que lui ont décernés, chez nous, les spécialistes les plus qualifiés. Avec l'un d'eux, nous voyons en lui « la plus haute autorité philologique de l'Allemagne. » Nous ne refusons pas de le saluer, avec un autre, comme « un fondateur d'empire, l'*imperator unicus* de cette science du monde romain qu'il a soumise, pour sa gloire et celle de sa nation, à l'hégémonie allemande. » Mais n'est-ce pas une raison de plus pour examiner en quel sens s'est déployée cette action dont nous sommes loin de méconnaître la profondeur? Toute « hégémonie, » et en particulier toute « hégémonie allemande, » n'est pas toujours et partout bienfaisante : il se pourrait que, tout en étant pour les historiens de métier un guide incomparable, Mommsen eût travaillé pour sa part à répandre dans l'esprit public en général quelques-unes des notions essentiellement germaniques dont nous sentons aujourd'hui la dure étreinte. L'historien, en lui, se double d'un polémiste passionné ; souvent, le récit du passé lui sert à prêcher, pour le présent, des doctrines auxquelles il tient de toute son âme. Nous avons donc bien le droit, sans incriminer ses découvertes ou ses opinions historiques, de scruter les conceptions morales et sociales qu'il y a mêlées. Plus il a été puissant comme savant, plus la philosophie politique qui se dégage de ses livres a fait de bruit et de besogne,

plus elle a pu causer de mal, et plus enfin il nous importe d'y rechercher l'empreinte laissée par l'âme de son peuple.

On ne nous objectera pas sans doute que Mommsen n'est pas un Allemand authentique. Son origine danoise ne l'a pas empêché, — pas plus que son contemporain le maréchal de Moltke, — d'être aussi « germanisé, » et même « prussianisé, » que possible. C'est en Allemagne qu'il a vécu, écrit et professé; c'est l'Allemagne qui a bénéficié de sa renommée, et elle s'est reconnue en lui avec une docile gratitude. Nous ne nous arrêterons pas non plus à ses dissentimens avec le gouvernement de son pays adoptif. Qu'il ait été chassé de l'Université de Leipzig pour des motifs politiques, qu'il ait été plus tard condamné pour des articles d'opposition, qu'il se soit fait tantôt l'admirateur fanatique de Bismarck et tantôt son critique implacable, peu nous importe, en vérité. Mommsen a été un de ces « libéraux, » si nombreux là-bas, qui immolent aisément la liberté au maître de l'État, lorsque celui-ci leur promet de quoi rassasier leur appétit de domination ethnique. Il l'a bien montré en 1870, comme ses successeurs en 1914. Au fond, sur l'essentiel, Mommsen est d'accord avec les Bismarck, les Moltke et les autres ouvriers de l'impérialisme allemand. A sa manière, et dans un autre ordre d'idées, il collabore à la même tâche, il y apporte le même esprit, il poursuit le même idéal, et nous nous en convaincrons bientôt, pour peu que nous regardions de près, tout d'abord sa méthode, ensuite et surtout sa morale.

I

Sa méthode est très allemande. Elle offre de curieuses analogies avec celle que nous voyons appliquée par nos voisins dans des genres fort divers, en industrie comme en tactique : elle en a les qualités, elle en a aussi les lacunes. Elle est, avant tout, précise et complète. De même qu'un homme d'État allemand ne se lance pas dans une entreprise diplomatique, financière ou militaire, sans en avoir prévu, étudié, discuté les détails les plus minutieux, de même Mommsen n'aventure pas une affirmation qui ne s'étaie sur des faits ou des textes minutieusement colligés et contrôlés. Et de même encore que l'exécution d'un plan allemand implique les élémens les plus

hétérogènes, qu'une guerre, par exemple, fait appel à tout, depuis la finance jusqu'à la chimie (en passant par le journalisme et l'espionnage), de même, dans la base solide qui supporte l'histoire de Mommsen, entrent les matériaux les plus dissemblables : chronologie, ethnographie, linguistique, science du droit, science de la religion, épigraphie, archéologie, philologie, numismatique, que sais-je encore ? D'ailleurs, cet amas gigantesque n'est pas le moins du monde confus. Il est entendu (et le professeur Ostwald nous l'a redit assez haut, en cas que, par hasard, nous l'eussions oublié), il est entendu que l'Allemagne possède par excellence le « génie de l'organisation. » Mommsen l'a, en effet, et à un double titre, non pas seulement pour lui, mais pour les autres. L'empereur Guillaume II l'a célébré comme « un inégalable organisateur d'entreprises scientifiques. » On pense si l'éloge a du prix, en un pays où tout se fait en commun, — jusqu'aux besognes que les « races inférieures » en sont encore à accomplir individuellement, telles que l'assassinat, le viol et le cambriolage ! — Sérieusement parlant, on ne peut que savoir gré à Mommsen d'avoir prêché, préparé et dirigé, — fût-ce quelquefois avec un despotisme de sous-officier prussien, — tant de publications collectives : recueil des Inscriptions latines, recueil des Monnaies anciennes, recueil des Monumens historiques de la Germanie, etc. Et, dans ses propres œuvres, il a montré le même don de classer et de coordonner les richesses amoncelées. Dans son *Histoire romaine*, dans son *Droit public de Rome*, il n'y a ni trous ni doubles emplois : chaque texte est utilisé à sa place et à son heure, là où, par le voisinage d'autres textes, il acquiert le plus de valeur probante. La documentation de Mommsen, — qu'on nous pardonne cette obsédante métaphore ! — c'est une armée bien rangée, bien équipée, bien ravitaillée, impeccable et formidable. Seulement...

Seulement, à ce prodigieux mécanisme, il manque pourtant deux ou trois choses essentielles, qu'il vaut la peine de noter parce qu'ici encore s'avère la conformité entre les tendances de Mommsen et celles de sa nation. Les Allemands, — il est devenu banal de le dire, — manquent de psychologie, à telles enseignes que ce défaut, heureusement pour nous, a presque suffi à contre-balancer l'effrayant avantage que leur donnait leur préparation matérielle. Autant ils saisissent d'une puissante

étreinte les réalités tangibles, autant celles du monde moral, plus déliées et fuyantes, échappent à la grossièreté de leur toucher. Ils ont beaucoup plus « l'esprit de géométrie » que « l'esprit de finesse. » Il y a un peu de ce vice chez Mommsen. Non qu'il ne soit aucunement psychologue : qui ne se rappelle les beaux portraits qu'il a tracés des Gracques, de Sylla, de Pompée, de César, portraits vigoureusement enlevés, hauts en couleur, donnant l'impression de la vie ? Mais prenons bien garde que ce sont des portraits d'individus supérieurs, relativement modernes, sur qui les renseignemens abondent, et dans l'âme desquels un écrivain du XIXe siècle peut entrer sans trop de peine. Au contraire, s'il s'agit de personnages plus anciens, et surtout de masses d'hommes plus anciennes, plus « primitives, » plus différentes de nous, on peut craindre que son tact psychologique ne soit un peu court. Il fait revivre avec force les états d'âme où dominent l'intelligence, la volonté, la passion consciente et sûre d'elle-même : mais la vie mentale des foules et des simples, cette vie confuse et voilée, et pourtant si riche, la vie de l'impulsion instinctive et de l'émotion subconsciente, dirons-nous qu'il ne la pénètre pas ? La vérité est qu'il ne s'y intéresse pas. Écoutons ce que dit un autre historien, bien français celui-là, et psychologue infiniment subtil : « La recherche des origines suppose un esprit philosophique, une vive intuition de ce qui est certain, probable ou plausible, un sentiment profond de la vie et de ses métamorphoses, un art particulier pour tirer des rares textes que l'on possède tout ce qu'ils renferment en fait de révélations sur des situations psychologiques fort éloignées de nous... L'intelligence des états obscurs, antérieurs à la réflexion claire, est la conquête intellectuelle du XIXe siècle. » C'est Renan qui explique ainsi pour quelle raison, après avoir conduit son *Histoire des origines du Christianisme* jusqu'à la complète formation de l'Église, il l'interrompt lorsque l'Église est devenue un tout nettement organisé, conscient de soi, évoluant en pleine lumière. Voilà ce que Mommsen n'aurait certes pas écrit, et voilà ce qu'il n'a jamais pu comprendre. « Mais pourquoi, disait-il avec impatience, pourquoi Renan abandonne-t-il l'histoire du Christianisme au moment où elle cesse d'être mystérieuse ? » Cette boutade atteste bien la différence de deux méthodes, ou plutôt, comme eût dit Sainte-Beuve, de deux « familles d'esprits, » peut-être

de deux mentalités nationales. Mommsen, très capable de « construction » psychologique, l'est beaucoup moins de « divination ; » et, comme la plupart des gens, ce qu'il ne sait pas faire, il le déclare inutile, insignifiant, inexistant.

De là provient le mépris qu'il affiche, par réaction contre la génération romantique, pour les traditions légendaires. « Elles ressemblent, dit-il, à ces feuilles si desséchées, que nous avons peine à croire qu'elles aient jamais pu être vertes. Ne perdons point notre temps à écouter le bruit du vent qui les soulève. » Les plus célèbres de toutes, celles qui ont laissé dans la mémoire du peuple romain la plus durable empreinte, lui semblent des puérilités superflues. Le récit de la trahison de Tarpéia n'est qu'un « agréable roman, » et, pour éliminer la légende de Brutus, il lui suffit de noter qu'elle contredit je ne sais quel article de la constitution ancienne de Rome. Que veut-il donc qu'on étudie à la place de ces mythes pour atteindre la plus antique culture des Latins? leurs « institutions pratiques dans les matières du droit, » leurs rites religieux, leur « économie domestique et agricole. » Fort bien ; ces élémens en quelque sorte matériels de la civilisation sont gros de renseignemens sur l'état d'un peuple : mais ses croyances fabuleuses ne le font-elles pas connaître dans son fonds le plus intime? n'ont-elles pas été, à la fois, le produit de ses facultés créatrices et l'aliment premier de son intelligence et de son imagination? Au lieu de les écarter du pied, sous prétexte que leur contenu historique est trop mince ou trop défiguré, n'est-il pas plus sage de les recueillir pieusement, de les interpréter, non pas comme des documens de faits, mais, ce qui est bien plus précieux, comme des documens d'âmes? C'est ainsi que les a prises Renan ; c'est ainsi que les prennent les historiens modernes, anglais et français, de l'école anthropologique. On connaît assez le parti qu'un Tylor ou un Frazer ont su tirer des mythes : ils en déduisent maintes hypothèses, parfois aventureuses, mais en tout cas suggestives; l'étude attentive des légendes les mène à retrouver quelque chose de très délicat et d'infiniment respectable, les balbutiemens rudimentaires de la conscience et de la pensée humaines. Avec moins d'impatience ou d'intransigeance, Mommsen aurait pu faire une œuvre analogue ; pour lui aussi, les « feuilles desséchées » auraient pu reverdir en une somptueuse frondaison, s'il ne les avait systématiquement rejetées.

Les temps primitifs de Rome ne sont pas d'ailleurs les seuls pour lesquels il ait été desservi par ce qu'il faut bien appeler son étroitesse de jugement. Dans toute l'histoire de la période républicaine, il méconnaît trop souvent l'importance primordiale du facteur religieux. Voici par exemple la division topographique de Rome sous Servius Tullius : Mommsen déclare que c'est une réforme purement laïque, — six cents ans avant notre ère! — alors que les chapelles des Argées dans chaque quartier, et les autels des Lares dans chaque rue, proclament bien haut l'intention de mettre sous la protection des dieux les diverses circonscriptions territoriales, et qu'au surplus cette intention est en parfait accord avec les tendances générales de cette époque. — Voici, un peu plus tard, les efforts obstinés du patriciat pour barrer aux plébéiens l'accès des hautes charges : Mommsen n'y veut voir qu'orgueil ou égoïsme de caste, et nullement l'effet de préventions religieuses : or tout, dans l'antiquité, nous montre les actes de la vie publique strictement liés aux rites traditionnels, et tout nous montre aussi ces rites accessibles aux seules familles nobles; quoi qu'en dise Mommsen, un patricien, en laissant un plébéien devenir consul, croyait encore moins se dépouiller d'un droit que se rendre complice d'un sacrilège. — Plus tard encore, Mommsen rencontre Scipion l'Africain, avec ses visions nocturnes dans lesquelles les dieux viennent lui prédire l'avenir, et qui lui donnent tant de confiance en lui-même et tant de prestige sur la foule. L'historien allemand ne reconnaît là qu'un simple charlatanisme, à peu près comme celui que les « philosophes » du XVIIIe siècle attribuaient aux fondateurs de religions : « Scipion était bien loin, dit-il, de croire naïvement avec la masse à l'origine divine de ses révélations, et trop adroit pour vouloir la désabuser. » C'est bien vite dit : qui de nous peut savoir dans quelle mesure, chez un Romain du temps des guerres puniques, la foi sincère, l'enthousiasme mystique, se mêlait au calcul? — En général, Mommsen tend à restreindre le rôle de la religion dans la société romaine, ce rôle qu'au contraire Fustel de Coulanges et ses disciples ont si bien mis en lumière, et qu'on ne saurait exagérer, s'il est vrai que toutes les institutions des peuples anciens ont été comme enveloppées pendant très longtemps d'une atmosphère religieuse. A ce point de vue, on est tenté de trouver juste le mot sévère de Gaston

Boissier : « Mommsen a vécu toute sa vie avec Rome, mais il ne l'a pas comprise. » Disons simplement qu'il en a compris l'organisation matérielle, politique, juridique, militaire ou commerciale, mais beaucoup moins bien l'âme profonde et secrète. Et ne nous en étonnons pas trop : le sentiment religieux, le plus obscur de tous en même temps que le plus puissant, est tel qu'on ne peut le comprendre, à moins d'une intuition très fine, quand on ne l'éprouve pas.

Nous touchons ici à ce qu'il y a de plus défectueux dans l'intelligence psychologique de Mommsen, à son manque d' « objectivité. » Les Allemands, comme on sait, font un prodigieux abus de ce mot; mais la chose leur est bien étrangère. Chacun de nous a évidemment une certaine peine à sortir de soi pour comprendre les façons de penser qui lui sont étrangères, mais ce qui est difficile aux autres hommes est à peu près impossible à nos voisins : leur maladresse n'a pas d'autre cause, leur maladresse dans la vie privée et aussi leur maladresse diplomatique, leur inaptitude à se mettre, si l'on ose dire, « dans la peau » d'un Anglais ou d'un Belge, d'un Français ou d'un Américain. Cette espèce d'égoïsme intellectuel, inséparable de l'égoïsme proprement dit, Mommsen n'en est pas dépourvu. Il entre malaisément dans les raisons de ceux qui ne pensent pas comme lui. En cela, il est aux antipodes de Sainte-Beuve, qui, sceptique et sensuel, nous a pourtant laissé de l'austérité janséniste les portraits les plus vrais et les plus respectueux. Mais pourquoi citer Sainte-Beuve? Chez nous, même les écrivains à système savent sentir et aimer ce qui ne cadre pas avec leurs théories personnelles. Taine, que ses doctrines d'art poussaient bien plus vers Skakspeare ou Balzac que vers notre littérature classique, n'en a pas moins dépeint avec une délicatesse exquise la grâce mesurée d'un Racine ou d'un La Fontaine. N'attendons pas de Mommsen de pareils miracles de sympathie critique. Non seulement il a pour certains personnages de l'histoire des préférences passionnées, ce qui est fort naturel, mais, envers ceux du camp adverse, il reste impitoyablement fermé. Il les condamne d'un mot, sans le moindre effort pour se rendre compte de leurs motifs plausibles. Il est césarien : c'est son droit. Mais on voudrait qu'il essayât de lire dans l'esprit des ennemis de César. On voudrait qu'il comprît comment Caton a pu s'attacher obstinément aux traditions

républicaines, aux principes de liberté aristocratique, aux formes constitutionnelles, par point d'honneur et par fidélité au passé, sans être pour cela un « fou » ou un « Don Quichotte. » Devant les tergiversations de Cicéron entre César et Pompée, il est commode de rire : mais de deviner pourquoi un esprit honnête et clairvoyant, au milieu d'une situation très embarrassée, s'est senti à la fois attiré et repoussé par chacun des deux partis, pourquoi il a tant tardé à se décider, et pourquoi, à la fin, il s'est décidé en tel sens plutôt qu'en l'autre, ne serait-ce pas plus équitable, plus humain, et plus véritablement scientifique? Un de nos orateurs socialistes les plus spirituels disait un jour : « Chaque fois que je discute avec un adversaire, je suis tenté de lui donner raison contre moi. » Voilà une tentation dont Mommsen n'a jamais dû avoir à se défendre! Il inclinerait plutôt à croire que tous ceux qui se sont rangés dans un parti hostile au sien sont des coquins ou des niais : se mettre à leur place, même pour une heure, exigerait une abnégation trop difficile pour un homme d'une aussi forte personnalité.

L'impuissance à sortir de soi se traduit encore chez lui par une autre habitude, celle de rapprocher sans cesse le passé du présent, comme s'il ne pouvait oublier les préoccupations actuelles. Les allusions contemporaines, dans l'*Histoire romaine*, sont nombreuses et célèbres; elles ont été souvent raillées. Il en est, à vrai dire, de fort légitimes : lorsque Mommsen compare le secours prêté par les Gaulois à Hannibal à celui que les Polonais ont apporté à Napoléon, ou lorsqu'il dit qu'il y a eu entre les nobles et les chevaliers les mêmes rapports qu'entre les lords et les négocians de la Cité de Londres, il ne se sert de l'histoire moderne que comme d'un moyen pour définir plus clairement les faits anciens. Mais parler de Scharnhorst à propos d'Hamilcar Barca, de Joseph II à propos d'Antiochus Épiphane, de Coblentz à propos des sénateurs pompéiens « émigrés » en Épire, assimiler Pompée à La Fayette et à Dumouriez (qui, au surplus, diffèrent assez l'un de l'autre), c'est abuser d'analogies superficielles. Si ce n'était qu'un tic de narrateur, cela serait amusant, rien de plus. En réalité, cette manie provient de ce que Mommsen, tout en traitant des choses d'autrefois, songe à celles d'aujourd'hui. Toujours, il a devant les yeux la société actuelle, avec ses problèmes et ses luttes; il veut agir sur elle,

alors même qu'on pourrait le croire tout occupé de la société romaine. Son histoire est une œuvre de propagande autant que de science : *scribitur ad probandum, non ad narrandum*, eussent dit les Latins. Il a une doctrine, qu'il ne peut ni ne veut oublier. Cette doctrine, — pour reprendre le mot de Bossuet sur le jansénisme de l'*Augustinus*, — elle est partout et nulle part. Elle n'est exposée en aucun endroit d'une façon systématique, mais elle est sans cesse présente et vivante. C'est à elle que l'œuvre doit son animation, sa portée, son captivant intérêt, — et aussi, croyons-nous, son influence néfaste : c'est elle qu'il nous faut essayer de définir.

II

Le premier article du *credo* de Mommsen, c'est qu'il y a dans l'histoire de l'humanité des peuples supérieurs, des peuples élus, seuls chargés de gouverner et de diriger les autres. *Humanum paucis vivit genus*, ce vers célèbre de Lucain pourrait être sa devise, si par *pauci* on entendait, non seulement les individus, mais les races d'exception. Il n'aime pas les nations d'importance secondaire : quand il est obligé de les étudier, il les examine avec une sorte d'impatience dédaigneuse, et s'y attarde le moins qu'il peut. Lorsque, au contraire, la lutte historique vient à se concentrer entre deux ou trois États de premier ordre, lorsque le drame n'a plus que des protagonistes sans comparses, il ne peut retenir un cri de joie. Écoutons-le au moment où il aborde le récit des guerres de Rome contre Pyrrhus et contre Carthage : « A cette heure solennelle, les nations que la faveur des dieux et leurs hautes aptitudes ont placées chacune à la tête du monde environnant, vont se rapprocher et se heurter; de même qu'à Olympie ceux qui avaient vaincu dans les premières épreuves étaient réservés pour une seconde joute plus sérieuse, de même, dans cette vaste arène où sont en jeu les destinées de l'univers, Carthage, la Macédoine et Rome vont entrer en lice. » On sent ici, non seulement le soulagement du narrateur, heureux de voir la trame des événemens se simplifier, mais plus encore l'allégresse d'un homme qui aime à n'avoir sous les yeux que des champions d'élite.

A vrai dire, cette croyance à la mission spéciale de races privilégiées n'est pas propre à Mommsen. Elle se retrouve chez

beaucoup d'historiens du XIXe siècle, chez des Français aussi bien que chez des Allemands, et Renan l'a formulée avec la plus expresse netteté quand il a écrit : « Il n'y a vraiment dans le passé de l'humanité que trois histoires de premier intérêt, l'histoire grecque, l'histoire d'Israël, l'histoire romaine. Ces trois histoires réunies constituent ce qu'on peut appeler l'histoire de la civilisation, la civilisation étant le résultat de la collaboration alternative de la Grèce, de la Judée et de Rome. » Mais, entre Renan et Mommsen, il y a une différence profonde. Renan, à l'égard des peuples supérieurs, éprouve une sorte de respect pieux et reconnaissant, qui ne l'empêche point de se pencher avec sollicitude sur des races moins glorieusement partagées : on se rappelle de quelle tendresse il a enveloppé l'humble race celtique. Mommsen, quand il constate la prééminence des grands peuples, en parle avec je ne sais quel orgueil agressif, comme s'il s'associait lui-même à leur hégémonie. Quant aux nations plus faibles, non seulement leur disparition ou leur assujettissement ne lui cause aucun regret, aucune pitié, mais il y prend un plaisir de conquérant. Il mentionne, parmi les spectacles les plus intéressans de l'histoire, « l'anéantissement des races mal douées ou incultes sous l'alluvion de celles qui sont marquées au coin d'un plus haut génie. » Dans la gigantesque bataille des peuples qui est le destin de l'humanité, il est de toute son âme avec les vainqueurs contre les vaincus, avec les maîtres contre les esclaves.

Ces maîtres, ces vainqueurs, ces peuples élus, qui sont-ils? Mommsen nomme quelque part, comme dominant toute l'histoire ancienne, Thèbes, Carthage, Athènes et Rome. Ailleurs, il indique les deux races les plus importantes dans l'histoire, celle des Araméens et des Indo-Germains, et ajoute que, très probablement, toutes deux remontent à une commune origine. Sous le nom d' « Araméens, » il semble bien entendre, non pas les Hébreux, qui sont pour Renan et tant d'autres un des peuples conducteurs du genre humain, mais plutôt les Phéniciens et les Carthaginois : divergence significative, car les Hébreux n'ont eu qu'une influence religieuse, toute spirituelle et impalpable, tandis que Tyr et Carthage ont régné par l'argent et l'épée, ont créé des comptoirs, des colonies, des provinces, et la prédilection de Mommsen ne va pas aux royaumes qui ne sont pas de ce monde. Mais au fond, Hébreux et même Phéni-

ciens restent pour lui au second plan; il n'y a qu'une race vraiment prépondérante, la race aryenne ou indo-germanique, celle à laquelle est confiée par les destinées « la fortune morale de l'humanité. » C'est là, comme on sait, une idée très répandue de l'autre côté du Rhin, chez les contemporains et les successeurs de Mommsen. Un bon historien ou sociologue, en Allemagne, tient pour dogme incontesté qu'il n'y a de vrais hommes que les Aryens, — et de vrais Aryens que les Allemands.

Sur ce dernier point, Mommsen n'est pas aussi explicite. Son *Histoire romaine* n'allant pas jusqu'à la fin de la République, il n'a pas eu beaucoup d'occasions de parler de ses lointains ancêtres; mais le peu qu'il en a dit suffit pour laisser entrevoir en quelle estime il les tient. Il vante « les formes poétiques, les naïves et suaves images qui sont la parure de leurs anciennes coutumes, et qui sont demeurées inconnues au droit romain archaïque. » Il ne dissimule pas leurs dissensions intestines, qui les ont souvent affaiblis dans leur lutte contre Rome : mais ces dissensions viennent de ce qu'ils sont encore à un degré imparfait de civilisation, au lieu que celles des Gaulois tiennent à un vice radical de caractère. Les peuples de la rive gauche du Rhin, les Nerviens et les Trévires, lui semblent trop énergiques pour pouvoir être de simples Gaulois : s'il ne déclare pas formellement, il insinue qu'ils doivent descendre de tribus germaniques. Des historiens plus hardis iront plus loin, et installeront rétrospectivement les Germains, dès l'époque de César, dans le pays entre Rhin et Argonne. Mommsen n'a pas encore la monomanie de l'annexion historique. Il ne revendique pas pour la Germanie les grands hommes de tous les pays. Pourtant, en traçant le portrait de Sylla, il s'arrête avec complaisance (par hasard, sans doute) sur les détails physiques qui apparenteraient aux Germains le farouche dictateur. « L'œil bleu, les cheveux blonds, le visage d'une singulière blancheur, mais rougissant au moindre mouvement de l'âme... » Sylla a plus l'air d'un Germain que d'un Italien; c'est la « superbe bête de proie blonde. » Nous ne savons si quelque élève de Mommsen, frappé de ces « signes de race, » a réclamé Sylla pour son compatriote. Nous y consentirions volontiers : avec son ironie macabre et sa cruauté méthodique, Sylla mérite bien d'être Allemand. Quoi qu'il en soit, pour ce qui est des Germains authentiques, Mommsen les appelle (et ceci en dit

fort long) « les ennemis-nés et les égaux du monde gréco-romain. » Il est évident qu'à ses yeux, ils sont, dès la plus lointaine antiquité, voués à une mission grandiose.

Il s'en faut bien qu'il traite les Gaulois avec autant de faveur. Il esquisse leur portrait dès qu'ils entrent en contact avec Rome, au ve siècle avant notre ère, et ce portrait n'est pas flatté. Il leur reconnaît de la bravoure, une imagination brillante, mais il leur reproche leur esprit anarchique. « Il leur manque la profondeur du sens moral et le caractère politique... Leur unité nationale n'a point de lien qui la resserre. Dans leurs cités, on ne rencontre ni concorde, ni gouvernement régulier, ni sentimens civiques, ni esprit de suite... Bons soldats, mauvais citoyens, ils ébranlent tous les États sans en fonder un seul. » Il les retrouve, deux cents ans plus tard, dans la Gaule transalpine, au moment de la conquête de César. Ont-ils progressé? Ils ont plutôt décliné : « ils ont perdu les rudes vertus des peuples primitifs, ils n'ont pas acquis les privilèges réservés aux peuples chez qui l'idée morale pénètre les âmes et les remplit. » C'est qu'ils sont réfractaires aux leçons de l'expérience.

Et ici, Mommsen s'en donne à cœur joie de frapper sur les Celtes. Il aperçoit en eux tous les défauts de leurs descendans les Irlandais, de « Paddy, » comme il se plaît à dire ironiquement. « Les Celtes aiment le cabaret et la rixe; » ils sont vantards, bavards, curieux et « gobe-mouches; » prêts à se lever en bandes à la voix du premier chef venu, ils sont « incapables du solide courage, qui ne connaît ni les témérités ni les faiblesses. » Ils n'ont su, et ceci est leur crime impardonnable, atteindre « ni puissante organisation militaire, ni discipline politique. » Et Mommsen conclut par ces mots impitoyables : « Dans tous les temps, dans tous les lieux, vous les voyez toujours les mêmes, faits de poésie et de sable mouvant, la tête faible et le sentiment vif, avides de nouveautés et crédules, aimables et intelligens, mais dépourvus du génie politique : leurs destinées n'ont pas varié; telles elles furent autrefois, telles elles sont de nos jours. » — « Dans tous les temps, dans tous les lieux... » Notons bien cette condamnation sans appel. Il est clair que les Irlandais sont là pour les Français, et Paddy pour Jacques Bonhomme (1)!

(1) Mommsen a bien soin, à l'appui de ses jugemens défavorables sur les Gaulois, de citer l'autorité d'un écrivain français, auquel il n'emprunte

Mommsen ne fait même pas grâce au plus noble des Gaulois d'alors, à Vercingétorix. Il lui impute à crime ses plus belles vertus. Dans un parallèle, d'ailleurs savoureux, entre Hannibal et lui, il regrette que le chef gaulois ait gâté ses dons supérieurs par un désintéressement intempestif. « Trop de chevalerie messied à l'homme, à l'homme d'État surtout (saluons au passage cette profession de foi d'un germanisme ingénu : M. de Bethmann-Hollweg ne dirait pas mieux). Il y eut de la chevalerie chez le roi arverne, et non de l'héroïsme, à dédaigner de s'enfuir d'Alésia quand toute la nation comptait sur lui. Ce fut le chevalier, non le héros, qui se donna en victime, alors que le dévouement restait stérile... N'est-ce pas là le trait distinctif de la nation celte? Son plus grand homme ne fut qu'un preux! » Quelle tare! Et comme on conçoit que l'Allemagne moderne s'applique à mériter le moins qu'elle peut un tel reproche!

Ce portrait satirique des anciens Gaulois, où il est impossible de ne pas voir des allusions à leurs arrière-petits-fils (1), est-il ressemblant? Plus d'un, chez nous, le croit, et s'en console. « Quoique ce jugement n'ait pas été fait sans malice, écrit bien finement Gaston Boissier, il faut l'accepter sans rancune. S'il est triste de songer que nos défauts sont si anciens et que le temps a été si impuissant à nous en corriger, on éprouve aussi une certaine joie à savoir qu'il y avait des Français longtemps avant qu'il y eût une France. » C'est peut-être trop de résignation. En fait, on peut penser que Mommsen se trompe sur plus d'un point. Il se trompe sur Vercingétorix, qui, par sa tactique savante, par ses efforts pour concentrer et discipliner tous ses concitoyens, par sa résolution froide et réfléchie de « faire le désert » devant l'ennemi, par son habile retraite sur Gergovie et sa tenace résistance dans Alésia, paraît bien avoir été tout le

naturellement que les lignes les plus sévères. C'est le procédé constant de nos ennemis : toutes les fois que l'un de nous parle un peu durement de notre peuple, on peut être sûr que son opinion sera recueillie outre-Rhin, et répétée, et amplifiée.

(1) Rappelons que toutes ces pages ont été écrites avant 1870. M. Jullian dit que l'hostilité de Mommsen contre la France fut « beaucoup plus superficielle qu'on ne le croit. » Soit, s'il ne s'agissait que de pamphlets composés pendant la guerre, à un moment où la passion surexcitée peut entraîner à des intempérances de langage. Mais un jugement porté dans un grand ouvrage d'histoire, à tête reposée, et au milieu de la paix, mérite d'être pris plus au sérieux. En réalité, il semble bien que Mommsen ait toujours eu, sinon la haine, au moins le mépris de la France, quoiqu'il ne l'ait pas toujours exprimé aussi crûment.

contraire d'un paladin aventureux. Il se trompe sur l'inaptitude des Gaulois à l'organisation politique : n'y a-t-il pas quelque paradoxe à refuser ce don au peuple qui, le premier avec l'Angleterre, dans l'Europe moderne, est arrivé à former un État uni et centralisé, alors que les autres se débattaient dans le chaos ? Il se trompe enfin sur la vraie nature de notre mentalité : il n'en voit que l'extérieur, comme beaucoup d'étrangers du reste; ce qu'il y a de mobile et de léger à la surface, il croit que c'est toute l'âme celte; le dessus brillant, la « mousse, » lui cache les vertus solides et sérieuses que notre race possède tout au fond d'elle-même, — qu'elle oublie parfois un peu trop de montrer, — mais qu'elle retrouve, grâce à Dieu, le jour où elle en a besoin. Mommsen a ici la vue faussée par cette insuffisance de pénétration psychologique dont nous avons parlé, et aussi par son désir de trouver à critiquer dans un peuple qu'il n'aime pas.

Cette antipathie se traduit encore, d'une manière plus indirecte, par le dédain qu'il témoigne à la littérature latine : comme on l'a si bien dit, « en la frappant, c'est nous qu'il croit atteindre. » Convaincu, non sans raison, que les classiques français sont les continuateurs directs des écrivains de Rome, il est très sévère pour ceux-ci, et surtout pour ceux qui ont excité chez nous la plus vive et la plus constante admiration, pour Cicéron et pour Virgile. Il place l'*Énéide* au même niveau que la *Henriade*, et quant à Cicéron, il l'exécute avec une verve féroce, le réduisant à n'être qu'un avocat, un médiocre avocat, dépourvu de conviction et de passion, ou encore un feuilletoniste, « une nature de journaliste dans le pire sens du mot. » A la littérature latine prise dans son ensemble, il en veut de n'être pas originale : jamais elle n'a eu « la fraîcheur de la nationalité; » elle n'est qu'une production « de serre chaude, » aussi éloignée de celle des Grecs « qu'une orangerie d'Allemagne peut l'être d'une forêt d'orangers de pleine terre en Sicile. » Ici encore, on pourrait se demander si Mommsen n'est pas dupe des apparences : il serait aisé de lui prouver que les écrivains romains ont été bien plus préoccupés qu'il ne le pense des choses de leur pays, et par suite bien plus personnels; l'*Énéide*, tout imitée qu'elle est dans la forme de l'*Iliade* et de l'*Odyssée*, n'en est pas moins par son esprit une œuvre éminemment nationale. Mais Mommsen tient à immoler, en fait

de poésie, les Latins aux Grecs et les Français aux Allemands. « Il n'a été donné qu'aux Grecs et aux Germains de s'abreuver aux sources jaillissantes des vers et à la coupe d'or des Muses. » Voilà donc les Français, — et avec eux sans doute tous les peuples néo-latins (1), — découronnés du prestige littéraire : ils n'ont pas plus le sens de l'art que le sens de l'État.

N'allons pas supposer qu'en plaçant si haut les Grecs, à côté de ses chers Germains, Mommsen entende leur vouer une admiration sans réserve. S'il emploie au sujet d'Homère, de Sophocle et de Platon des formules respectueuses, assez banales d'ailleurs, il juge bien rudement Euripide, et quand il arrive aux Grecs de l'époque hellénistique, il a pour eux autant de mépris que pour les Français. Qu'il s'agisse de littérature, de morale, de philosophie ou de politique, il les regarde comme absolument dégénérés de leurs ancêtres. « Poésie de manœuvres, sans génie original, épopées hybrides, symptômes maladifs d'un siècle de décadence, » ainsi qualifie-t-il les œuvres alexandrines. « Existence ingénieuse et brillante, » mais « légèreté déplorable et extravagance puérile, » ainsi définit-il l'une des plus florissantes colonies de la Grande-Grèce, la célèbre Tarente. La Grèce proprement dite n'est pas mieux partagée : Mommsen n'est pas de ceux qui, en songeant à son passé, s'attendrissent sur son esclavage; il proclame que Rome a très bien fait de supprimer son « indépendance vaine et vide » et son « esprit de vertige hâbleur et pernicieux. » Contre les infiltrations du génie grec à Rome, il ramasse les vieux lieux communs qui ont traîné chez tous les déclamateurs latins : « le charme dangereux de la culture hellénique, » « la corruption de l'esprit et du cœur, » « le philtre de la spéculation philosophique, qui, tourné et gâté, se change en un trop sûr poison, » « l'oisiveté malsaine et déréglée, » et, bien entendu, par contraste, la résistance obstinée de Caton, qui vaut à lui seul « plus de cent Socrates. » Vers la fin de son histoire, il semble devenir plus équitable pour l'influence grecque; il félicite César de lui avoir fait une large place dans son système de gouvernement; il prononce à ce

(1) Aux Italiens, Mommsen ne reconnaît guère que le talent de la rhétorique, de la mise en scène dramatique, de l'improvisation. Il avoue qu'ils ont un certain goût de la beauté plastique, pourvu qu'elle apparaisse à leurs sens, et non pas à leur âme seule. En musique, il leur attribue uniquement une « facilité prodigieuse aux fioritures de virtuose. » Au fond, il ne voit en eux que des « mandolinistes. »

propos le mot d' « empire italo-hellénique. » Mais bien vite il revient à ses sarcasmes habituels contre les Grecs abâtardis, favoris ou valets des grands seigneurs romains, dont se prolonge la « liste répugnante. » Somme toute, la Grèce a fait à Rome plus de mal que de bien, et elle lui en aurait fait bien plus encore si l'âme latine n'avait été pourvue d'une solide vigueur, irréductible à toutes les perversions amollissantes.

Les Romains, voilà enfin le peuple selon le cœur de Mommsen, le peuple fort et fier. Ou, pour mieux dire, il y a suivant lui deux dons éminens, le génie artistique et le génie politique, celui-ci encore plus précieux que celui-là. Les Grecs ont eu le premier, les Romains le second; les Germains possèdent et posséderont de plus en plus l'un et l'autre; les Français ne connaissent ni l'un ni l'autre. Attachons-nous donc à l'histoire de Rome : nous y verrons ce que Mommsen attend d'un peuple d'élite, l'idéal qu'il propose à ses concitoyens, et qui d'ailleurs concorde à merveille avec leurs tendances les plus profondes.

III

Avant tout, un peuple supérieur doit se ramasser, se concentrer en lui-même. L'unité est sa première vertu. Les Phéniciens, si remarquables par leur sentiment de race et leur amour de la patrie, ne savent pas s'agglomérer en un seul État, et c'est pour cela qu'ils sont voués à disparaître. Tout au plus Carthage fait-elle exception, en essayant de condenser dans « la virile unité de sa puissance » toutes les énergies défensives de la famille phénicienne. Les Étrusques, les Samnites, les Gaulois, tombent également victimes de leur manque de cohésion. Rome, au contraire, dès les premiers temps de son progrès, doit son triomphe à la fusion parfaite de plusieurs cités médiocres en une seule plus grande. Ce n'est pas, dit Mommsen, une pensée qui lui appartient en propre, et il cite l'exemple d'Athènes en Attique, les efforts des Ioniens en Asie Mineure au temps de Thalès. « Mais Rome poursuivit l'idée de l'unité avec une persistance, une logique et un bonheur qu'on ne retrouve nulle part. » Remarquons bien, pour que cette apologie de l'unification prenne tout son sens, que Mommsen n'y voit pas seulement un moyen de faire régner entre les divers cantons ou les diverses tribus l'ordre et la paix, mais aussi, mais surtout,

une condition nécessaire pour exalter les aspirations de la race. « Il n'appartient qu'à un État centralisé d'éprouver des passions puissantes et de poursuivre l'extension méthodique de son territoire. » Il y a des races qui rêvent de s'unir tranquillement, harmonieusement, sans menacer les autres, sans rien désirer que de jouir de leur fraternité enfin reconquise. Ce n'est pas sur ce modèle idyllique que Mommsen conçoit la formation des nationalités. Qu'il parle des villes latines absorbées par Rome, ou qu'il songe aux principautés germaniques englobées par l'empire allemand, la concentration ne lui apparaît que comme la préface de la conquête extérieure : ce qu'il prêche, c'est l'unité, mais l'unité dans la lutte et pour la lutte.

Bien entendu, la nation ainsi formée aura d'elle-même une conscience jalouse, intransigeante, fanatique. Mommsen est de ceux qui arriveraient presque à rendre odieuse la sainte vertu du patriotisme parce qu'ils la confondent avec ce qui n'en est que la grossière caricature, de ceux qui imaginent, entre la patrie et l'humanité, je ne sais quelle antithèse sacrilège qui, par bonheur, n'existe pas. Il le dit à propos de la culture grecque, de celle que les anciens appelaient du beau nom d'*humanitas*, et qu'il accuse d'avoir tué l'esprit national du Latium. Il l'insinue encore dans un curieux parallèle entre le druidisme et la religion catholique. « La Gaule n'était plus loin d'être un État d'Église, avec son pape et ses conciles, ses immunités, ses excommunications et ses tribunaux spirituels. Seulement, à la différence de l'Église moderne, loin de se mettre en dehors de la nation, la constitution druidique restait profondément nationale. » Nul doute que pour Mommsen la différence ne soit à l'entier avantage de la religion druidique : Teutatès, comme le « vieux Dieu » allemand, est le Dieu d'un seul peuple; Jésus a le tort d'être le Dieu de tous les hommes! Cette conception du patriotisme, conception étroite et impie, est bien celle qui sévit de l'autre côté du Rhin; ce n'est pas la nôtre, grâce au Ciel! La nôtre se résume dans les beaux vers de Sully Prudhomme :

> Je tiens de ma patrie un cœur qui la déborde,
> Et plus je suis Français, plus je me sens humain;

plus éloquemment encore, elle s'exprime à l'heure actuelle par le sacrifice de tant de braves gens qui meurent sans renier la

fraternité, — humanitaire ou catholique, peu importe, — et sans la séparer du dévouement le plus héroïque et le plus tendre pour le pays natal.

Triomphant de l'esprit de canton, et garanti contre l'esprit cosmopolite, le génie national du peuple élu doit encore annihiler toutes les divergences individuelles. Jamais l'effacement des personnalités, l'assujettissement de chacun à tous, n'a été édicté plus impérieusement que chez Mommsen. Lorsqu'il se contente de préconiser l'abnégation volontaire, lorsqu'il vante, chez ses Romains, « la science du sacrifice de soi en vue de l'utilité commune, et le renoncement au bien-être actuel en vue du bonheur à venir, » il ne fait guère que répéter les belles leçons des moralistes anciens, des Cicéron et des Tite-Live, et tous les gens de cœur ne peuvent qu'être de son avis. Malheureusement, la formidable idole de l'État, qui, dans sa doctrine, est douée d'un appétit gigantesque, ne peut trouver suffisantes ces offrandes spontanées ; elle ne sollicite pas la soumission, elle l'impose. Mommsen approuve que la loi romaine érige en principe la toute-puissance de la cité, et son intervention incessante dans le droit privé, dans les testamens, dans les contrats. Il juge très salutaire l'autorité absolue déférée aux censeurs, et, s'il est porté par là « quelque atteinte à l'indépendance des personnes, » il s'en console vite. Il estime même que le gouvernement romain a été trop mou, en tolérant, par exemple, le franc parler des poètes comiques. On pense bien, après cela, que liberté de conscience, liberté de parole, liberté de la presse, et autres fadaises du libéralisme moderne le touchent fort peu. Au contraire, il remarque avec joie que les révolutions, à Rome, n'ont discuté que les formes du gouvernement, mais qu'elles n'ont jamais désarmé « le droit suprême de l'État, » ni revendiqué contre lui « les soi-disant droits naturels de l'individu. » Cette tyrannie de la cité, cette discipline que Mommsen appelle « une règle de fer, » il la croit nécessaire à l'unité et au développement de la nation. Si, une ou deux fois, il paraît admettre que Rome a trop cher payé sa grandeur collective par la perte des libertés individuelles, c'est une faiblesse dont il se repent bientôt. D'habitude, il proclame que l'abdication des citoyens n'est rien, si elle a pour conséquence la suprématie de la cité. — Sans vouloir réhabiliter contre Mommsen un individualisme anarchique très pernicieux, nous nous demandons s'il n'y a

pas quelque excès dans ses conclusions, et tout d'abord quelque confusion dans ses prémisses. Il ne distingue pas assez le moyen et le but. Il est très vrai que la fin de toutes nos actions, dans un État cohérent, doit être l'intérêt du corps social dont nous sommes les membres. Mais, pour atteindre cette grandeur commune, est-il nécessaire d'annihiler les énergies personnelles? Ne vaut-il pas bien mieux les exalter, afin d'obtenir, au lieu d'une obéissance automatique, une coopération vivante? plus consciente, leur activité ne sera-t-elle pas plus efficace? plus libre, leur sacrifice ne sera-t-il pas plus méritoire? La devise de Mommsen semble être : « rien par l'individu et rien pour lui ; » la vraie formule serait plutôt : « tout pour la société, mais tout par l'individu. » Ici Mommsen commet la même erreur de raisonnement que tout à l'heure. Entre l'individu et la nation, comme entre la patrie et l'humanité, il élève une antinomie absolue, alors qu'il est possible de trouver une juste conciliation. Mais il est trop Allemand pour ne pas se hâter de trancher, d'une main brutale, les problèmes qu'il faudrait un peu de patience pour résoudre ; — trop Allemand pour laisser vivre ce qui peut restreindre un tant soit peu, même en apparence, l'omnipotence de l'État ; — trop Allemand enfin pour ne pas préférer la sujétion mécanique à la discipline volontaire, si belle pourtant, si douce au cœur des hommes libres, et, par là même, si féconde.

Cet État monstrueusement absorbant, sous quelle forme va-t-il exercer son pouvoir? Mommsen est très dur pour les deux modes de gouvernement qu'on a coutume d'opposer l'un à l'autre, pour la démocratie et l'aristocratie. Il traite de haut la plèbe romaine. Quand il est de bonne humeur, il l'appelle « une foule honnête de paysans » (mais en prononçant ce mot « honnête » avec le rire sarcastique que l'on devine), et s'amuse de ses meneurs, « radicaux aux croyances bornées, » « agitateurs pourvus de tout l'attirail de l'emploi, manteaux râpés, barbes ébouriffées, cheveux flottans, grosses voix de basse-taille ; » quand il est en colère, il stigmatise « ce prolétariat hideux, gangrené jusqu'à la moelle, niais ou pervers, grimaçant la souveraineté populaire. » La seule chose peut-être dont il lui sache gré, c'est d'avoir fourni à César un prétexte, une étiquette pour faire sa révolution. Mais ce n'est pas seulement à Rome qu'il juge désastreux le gouvernement du peuple par le peuple.

En tout pays, il faut craindre « la vanité et la sottise républicaines, » car « tout est possible dans les États où l'assemblée populaire gouverne. » Les choses ne vont pas mieux là où elle ne gouverne pas. Le sénat romain, qui a frappé d'admiration Polybe, Bossuet et Montesquieu, n'en impose pas à Mommsen. Quand la noblesse est la maîtresse, comme après la tentative des Gracques, il affirme qu'elle réalise l'idéal du mauvais gouvernement; quand elle est menacée par les attaques des révolutionnaires et qu'elle se résigne, il raille son abdication volontaire ; quand elle résiste, il l'accuse de se livrer à des « colères stupides, » de se cramponner à des « vieilleries usées et rouillées. » Et cette fois encore, à travers une aristocratie déterminée, c'est l'aristocratie en général qu'il vise. Il lui découvre deux défauts graves : d'abord, une étroitesse de sentimens qui est « l'apanage de toute caste noble, » et qui l'empêche de s'adapter aux circonstances, d'évoluer, de se réformer ; ensuite, une nonchalance timide qui la détourne des grandes entreprises extérieures. Égoïste au dedans, lâche au dehors, l'aristocratie est donc, pour un peuple d'élite, la pire incarnation qu'on puisse rêver. Mommsen résume ses griefs en disant que « l'histoire du césarisme a tracé de l'aristocratie moderne une critique plus amère que ne saura jamais l'écrire la main de l'homme. » — C'est ainsi que, dans ce conflit qui a divisé si longtemps les nations anciennes, entre la noblesse et le peuple, Mommsen, arbitre impartial à la manière du chat de La Fontaine,

Met les plaideurs d'accord en *frappant* l'un et l'autre.

Les raisons de cette sévérité à deux tranchans sont bien aisées à reconnaître. Il y en a qui tiennent aux circonstances contemporaines. On a dit spirituellement que Mommsen « poursuivait dans l'aristocratie romaine les hobereaux de la Prusse, » obstacles en ce temps-là à l'absolutisme bismarckien ; on pourrait dire aussi que, dans la démocratie latine, c'est le radicalisme français qu'il hait et qu'il raille. Mais surtout Mommsen est amené à ces violences par la logique intime de son système. Entre les mains d'un sénat ou d'un parlement, comme entre celles d'une assemblée populaire, le pouvoir s'émiette et s'annule. Pour que l'énergie de conquête et de gouvernement, privilège des fortes races, soit toujours tendue au plus haut degré, il faut qu'elle soit tout entière condensée dans un cerveau unique. Après que

l'État a absorbé tous les cantons et tous les individus, il doit, pour perfectionner son œuvre, s'absorber à son tour dans un chef, qui en soit la synthèse visible, et qui en centralise toutes les aspirations aussi bien que toutes les puissances. S'il est permis de parler le langage de Nietzsche, — de ce Nietzsche dont la pensée présente avec les doctrines mommséniennes de remarquables affinités, — le « surpeuple » doit s'achever en un « surhomme. »

Nous voici maintenant en présence de la forme politique la plus belle selon Mommsen, la forme « monarchique, » ou plutôt césarienne. Il a pour maxime que « les hommes ordinaires sont destinés à servir, et que jamais ils ne regimbent contre leur lot, pourvu qu'ils se sentent sous l'œil de leur maître. » L'essentiel, c'est que ce maître en soit bien un, dans la forte acception du terme. Car Mommsen, précisément parce qu'il est passionné pour le césarisme, est impitoyable pour les maladroits qui en essaient de pâles contrefaçons. L' « immoralité » de la conduite de l'aîné des Gracques (le mot est de Mommsen) n'est pas d'avoir fait appel à la violence, c'est d'être resté à mi-route dans la révolution qu'il a tentée et qui devait aboutir normalement à l'établissement d'un pouvoir personnel. « Il n'a jamais eu l'ambition d'être roi, dit-on; à le justifier ainsi, on ne fait que l'accuser davantage. » Plus audacieux, Marius et Cinna sont cependant trop dépourvus de résolution : l'un tremble d'être compromis par les violences effrontées de ses partisans, voudrait tout ensemble tirer profit du crime et s'en laver les mains; l'autre, porté à la toute-puissance par le caprice du hasard plutôt que par un effort réfléchi de sa volonté, ne sait pas en user, se comporte « comme un roi fainéant. » Quant à Pompée, c'est le plastron favori de Mommsen, qui ne se lasse pas de lui asséner des moqueries formidables sur sa gaucherie empesée, sa perplexité mal déguisée sous des affectations de gravité solennelle, sa timidité, son incorrigible indécision, et qui lui concède tout juste l'envergure d'un « bon caporal. »

En regard de ces médiocres, Mommsen élève très haut ceux qui sont allés jusqu'au bout de leurs désirs et de leurs chances : d'abord Caius Gracchus, qui, bien moins naïf que son frère, a eu la conscience complète de ce qu'il faisait, est devenu « usurpateur de propos délibéré, » et a vraiment « fondé la tyrannie, la monarchie napoléonienne, absolue, anti-féodale,

anti-théocratique. » Puis Sylla : car, très indifférent aux dénominations politiques, Mommsen se soucie peu que le « tyran » s'intitule aristocrate ou démocrate, pourvu qu'il soit bien et dûment tyran, et Sylla lui paraît le légitime successeur de Caius Gracchus, l'authentique précurseur de César. Il aime chez lui la décision froide et tenace, l'ironie, « l'énergique mépris pour le formalisme constitutionnel; » il l'absout volontiers de ses cruautés, simples mesures de guerre nécessitées par la situation ; il loue même « la franchise et la modération relative de ses actes, » enfin, — avec cette sérénité dans le paradoxe qu'affichent souvent les intellectuels d'outre-Rhin, et qui fait douter s'ils sont d'énormes inconsciens ou de monstrueux pince-sans-rire, — il le rapproche expressément... de Washington. Voilà beaucoup d'enthousiasme : Mommsen, cependant, n'en dépense pas tant pour Sylla qu'il ne lui en reste plus encore pour César. Ah! celui-là, c'est « le grand homme, l'homme complet : » son historien, confondu, s'avoue découragé par la beauté parfaite du modèle dont il ne peut donner qu'une idée affaiblie. César a tout pour lui. Il est « né souverain : » il n'y a que les « maniaques » comme Caton, ou les « girouettes » comme Cicéron, pour ne pas sentir son ascendant. Séduisant et passionné, il garde néanmoins une tête lucide, un esprit « positif et réel, » réfractaire à la poésie (ce qui est une supériorité de plus). Mommsen exalte, non seulement ses très réels mérites de chef d'État et de chef d'armée, mais aussi des vertus plus contestables, sa bonté, son désintéressement. S'il osait lui adresser une critique, ce serait tout au plus celle de n'avoir pas assez fait appel à la force matérielle, d'avoir cru qu'il pourrait fonder une monarchie sans se servir de l'armée comme base principale. Mais cette légère tache se perd dans le rayonnement de sa gloire, d'une gloire telle que Mommsen ne peut la contempler sans pleurer de tendresse : « César est le type de l'homme d'État qui renonce à la faveur du siècle en vue des bénédictions de l'avenir... Devant la grandeur de son œuvre, tous s'inclinent sans distinction d'époque ni d'école. Du moment qu'ils savent apprécier les merveilles de l'humanité, ils sont tous émus, ils le seront toujours, jusqu'à la consommation des temps futurs. » N'objectons pas que la domination césarienne, sous sa forme parfaite, n'a pas duré longtemps. Mommsen sait bien que les vrais « monarques » sont rares, un à peine en

mille années : il n'y a qu'un César dans l'histoire de Rome, et César n'a régné que deux ans. Mais, si brève, l'apothéose du pouvoir personnel n'en est que plus fulgurante. Son triomphe de quelques heures paie avec usure des siècles de lente, pénible et convulsive préparation, des siècles aussi de décadence et d'agonie. Le césarisme selon Mommsen, comme « le grand aloès à la fleur écarlate » dont parle le poète,

Ayant vécu cent ans, n'a fleuri qu'un seul jour.

Qu'importe, si la fleur est éblouissante ?

Ce n'est pas ici le lieu de discuter la doctrine mommsénienne de la dictature. Il est même superflu de montrer tout ce qu'il y a d'insolemment germanique dans cette adoration de l'absolutisme, dans ce culte effréné de la force, dans ce mépris du droit et de la liberté. Ce que nous voulons noter seulement, c'est la profonde cohésion de son système. Un lien indissoluble unit sa conception du gouvernement intérieur et sa théorie de l'expansion nationale. S'il investit son « monarque » d'une autorité sans limite et sans contrôle, s'il brise devant lui toutes les résistances, s'il concentre en sa main la vitalité de tout un peuple, c'est afin que cette vitalité, ainsi ramassée, s'assujettisse le reste du monde. Plus encore que « césarienne, » la politique de Mommsen est « impérialiste, » dans le double sens du terme, car ce n'est pas pur hasard, si le même mot désigne à la fois le pouvoir absolu d'un homme dans l'État et le pouvoir absolu d'un État dans l'univers. Mommsen, du moins, ne sépare pas les deux notions. En ceci encore il est bien Allemand. Les Germains de son temps, et plus encore ceux du nôtre, sont ce qu'étaient la plupart des Romains à l'époque de Sylla ou de César : ils acceptent d'être asservis chez eux pour être les maîtres chez les autres, tous, même les soi-disant « intellectuels, » « libéraux, » ou « révolutionnaires, » sont vite domestiqués, dès qu'on les gorge de conquêtes. Il y a des nations dont l'ambition est plus fière, qui ne veulent renoncer ni à la liberté au dedans, ni à la prépondérance au dehors : de celles-là, s'il en avait eu l'occasion, Mommsen aurait sans doute parlé avec beaucoup de dédain. Le peuple fort qu'il conçoit et qu'il décrit dans son histoire n'a pas à s'embarrasser de pareils soucis. Plus simplement, il se fait esclave, afin de devenir tyran, réalisant à sa façon le mot de Tacite, *omnia serviliter pro domina-*

tione. Nous avons vu jusqu'où peut et doit aller l'esclavage : voyons comment s'acquiert et s'exerce la domination.

IV

Nous disons bien « domination, » et non pas seulement « prépondérance, » car Mommsen n'entend pas qu'un peuple supérieur puisse se contenter d'étaler le prestige de son génie, ou de diriger, par une influence librement acceptée, les nations qu'il entraîne dans son orbite : il lui veut une autorité effective, irrécusable. « La simple hégémonie, dit-il à plusieurs reprises, ne peut longtemps durer; elle devient toujours une souveraineté absolue. » Les États qui ne comprennent pas cette vérité, qui s'arrêtent à mi-chemin dans leur œuvre d'assujettissement, ne remplissent ni tout leur droit, ni même tout leur devoir. Là réside une des différences qui séparent Carthage de Rome, et qui la rendent inférieure. Elle n'a pas su ou pas voulu assimiler complètement les nomades de Libye, les « dénationaliser, » les changer en Phéniciens ; entre autres choses, elle leur a laissé leur idiome, au lieu que les Romains ont presque partout « étouffé » les langues indigènes. Mommsen préfère évidemment cette conduite : supprimer la langue et la nationalité des races conquises, n'est-ce pas un des premiers articles du programme de tout bon Allemand ? A Rome même, il y a eu des hommes d'État qui voulaient se borner à exercer sur les peuples vaincus cette sorte de protectorat que les anciens appelaient du nom de « clientèle : » c'est, dit Mommsen, une politique insoutenable, et Rome a eu bien raison d'y renoncer. Il parle en termes grandiloquens de la loi qui veut « que tout peuple constitué en État absorbe tôt ou tard les peuples voisins restés mineurs, que toute nation civilisée s'assimile celles qui sont intellectuellement au-dessous d'elle. » Il y a là une loi universelle, pour ainsi dire physique, comme celle de la gravitation. On voit toute la portée de ce principe : il sanctionne la thèse de l'impérialisme militant; il affirme le droit naturel des peuples d'élite à s'assujettir les races inférieures, ou prétendues telles; il autorise déjà ces rêves de domination « mondiale » qui ont suscité tant d'entreprises grandioses, et qui ont provoqué aussi tant de maux et de crimes.

A vrai dire, reconnaissons-le loyalement, Mommsen n'excuse

pas ces crimes, — pas tous, — sous le prétexte qu'ils servent à une fin nécessaire. Il a, contre beaucoup de violences et de perfidies, les paroles de réprobation qu'on peut demander à un historien honnête homme. Il flétrit comme il convient les « odieuses injustices » de Rome envers les cités du Latium, son attitude « déloyale » dans le conflit entre Carthage et les Numides, ses « procédés indignes » en Orient, ses rigueurs et son manque de foi envers Syracuse. C'est sur un ton de mépris probablement sincère qu'il rapporte la fameuse maxime de Philippe de Macédoine, — laquelle pourrait être tout aussi bien de Frédéric II ou de quelque autre, — qu'un roi n'est tenu ni par sa parole ni par la morale (1). Il appelle quelque part des siècles « épouvantables » ceux où l'on n'observe pas les lois de la guerre. Il écrit enfin ces lignes, auxquelles la conduite de ses compatriotes a donné depuis un démenti d'une ironie cruelle, mais qui n'en expriment pas moins un sentiment digne de respect : « L'antiquité n'a jamais connu ces relations pacifiques et amicales de nation à nation, persistant au milieu des querelles réciproques, qui semblent de nos jours le but principal du progrès civilisateur. Alors point de milieu : il fallait être le marteau ou l'enclume. » Sachons louer, pour imprévue qu'elle soit sous la plume d'un écrivain allemand, cette apologie du droit international.

Mommsen plaide aussi quelquefois la cause de l'humanité. Lorsque, après la seconde guerre punique, Scipion l'Africain est accusé par une coterie d'avoir manqué à son devoir en laissant vivre Carthage, Mommsen prend la défense de ce grand homme en termes éloquens : « Nous n'avons nul droit, nul motif, de suspecter sa détermination. Il n'obéit pas à l'impulsion de passions mesquines : il suivit simplement les généreux penchans de sa nature. Il ne voulut ni de l'abus inutile, ni des odieux excès de la victoire. N'était-ce pas attenter à la civilisation que de renverser brutalement une de ses colonnes? Les temps n'étaient pas encore venus où les hommes d'État de Rome devaient se faire les bourreaux des nations voisines. » De même, racontant l'histoire de Mithridate, bien qu'il l'admire

(1) Il est vrai qu'il ajoute tout de suite : « Philippe fit si crûment parade de ses opinions malsaines, qu'on les tourna contre lui et qu'elles devinrent souvent le principal obstacle à ses plans. » Faut-il en conclure que Mommsen blâme, chez le roi de Macédoine, plus encore l'excès de franchise que l'absence de scrupules?

fort en général, et qu'il vante chez lui « la vertu puissante de la haine, » il ne peut s'empêcher de se récrier devant le fameux décret qui ordonna d'un seul coup le massacre de cent mille Romains en Asie Mineure. « Non, la sentence de mort lancée d'Éphèse ne fut qu'un acte d'aveugle et bestiale vengeance! S'il s'y est attaché je ne sais quelle fausse apparence de sauvage grandeur, c'est une illusion créée par les perspectives colossales de la toute-puissance d'un sultan d'Orient. » Belles paroles, qu'il faut livrer aux méditations des âmes éprises de « sauvage grandeur, » et qui nous touchent d'autant plus chez Mommsen qu'elles ne sont peut-être pas tout à fait d'accord avec la direction habituelle de sa pensée.

Car, il faut bien le dire, en dépit des jugemens que nous avons tenu à rappeler, il serait téméraire de faire de Mommsen un apôtre du droit et de l'humanité. Même lorsqu'il condamne des actions perfides ou cruelles, on peut supposer parfois qu'il ne les censure pas pour des raisons exclusivement morales. Une des déloyautés qu'il critique le plus vivement est celle de César envers les Germains; le massacre d'une tribu barbare, en pleine trêve, lui paraît une violation du droit des gens, et il trouve que le sénat fait bien de le blâmer. Mais c'est qu'il s'agit des Germains; dès lors, César lui-même n'est plus au-dessus des lois de la justice. S'il s'agissait d'autres ennemis, Mommsen y regarderait à deux fois avant de donner gain de cause à Caton contre César. — Rome a soutenu, au mépris du droit, les Mamertins contre Messine et les Mercenaires contre Carthage; du point de vue de l'équité, les deux fautes sont pareilles, et pourtant, Mommsen est très indulgent pour la première et très sévère pour la seconde : pourquoi? est-ce parce que Carthage est une bien plus grande cité que Messine? Plus tard, quand Rome décrète en même temps des mesures de rigueur contre trois villes grecques, Mommsen lui pardonne la destruction de Thèbes et de Chalcis, tandis qu'il appelle celle de Corinthe « une tache sombre dans les annales de la République : » serait-ce parce que Corinthe était seule une capitale florissante? Les crimes changeraient-ils de nature suivant le degré de puissance des victimes? On peut le craindre en vérité. L'esprit allemand n'est que trop enclin à considérer comme un principe indiscutable que seuls les forts ont droit de vivre : envers les faibles, on peut tout se permettre; comptent-ils? existent-ils?

Cette disposition se trahit sans fausse honte dans ce que Mommsen écrit à propos de la Ligue Achéenne. Lorsque la Ligue repousse fièrement l'intervention de Rome dans les affaires de la Grèce, en répondant : « Pourquoi vous occupez-vous de Messène? est-ce que nous nous occupons de Capoue? » Mommsen juge ce défi « impertinent, » parce que les Achéens ne sont pas assez puissans pour le maintenir avec chances de succès. « Rien de plus beau que le courage, dit-il sarcastiquement, — quand l'homme et la cause ne sont pas ridicules! Certes, dans la haine des Grecs contre tout protectorat, il y avait bien au fond quelques nobles sentimens. N'importe! tous ces grands airs patriotiques des Achéens ne sont, devant l'histoire, que sottise et grimace. » Je ne sais plus quel personnage de comédie prétendait qu'on devait être au moins millionnaire pour avoir le droit d'être honnête homme : de même, aux veux de Mommsen et de ses concitoyens, il faut avoir des milliers et des milliers de soldats pour se payer le luxe de parler d'honneur et d'indépendance. Les petits peuples, loin d'être à plaindre, sont « ridicules » quand ils se mêlent, sans avoir de ressources matérielles suffisantes, de défendre leur liberté : ridicules, les Athéniens du temps de Démosthène et les Achéens du temps de Lycortas; ridicules, les Serbes et les Belges.

Nous voici ramenés à cette adoration de la force que nous avons constatée dans les opinions de Mommsen sur le gouvernement intérieur des États, et qui se manifeste également dans ses sentimens en matière de politique internationale. On ne peut citer ici tous les endroits où elle apparaît : il y en a trop. D'un bout à l'autre de son livre, en déroulant le long récit des victoires, des conquêtes et des rigueurs de Rome, Mommsen laisse percer le plaisir qu'il prend à voir ce peuple qui sait si bien user de toute sa puissance pour l'asservissement des faibles, sans attendrissemens ni scrupules. Il est de cœur avec les Romains, non seulement parce qu'ils sont braves ou parce qu'ils sont disciplinés, mais plus encore peut-être parce qu'ils sont résolus à être les maîtres, et à faire tout ce qu'il faut pour cela. Il les aime de ne pas se confondre avec ceux « pour qui la morale est en politique autre chose qu'un vain mot; » il les aime d'oser, — lorsqu'ils réclament, par exemple, l'extradition d'Hannibal, — « mettre de côté la politique de sentiment; »

il les aime d'être en toute circonstance les champions inflexibles de la force, sans trop s'inquiéter du droit.

Et là où la force toute seule ne réussirait pas, elle peut, elle doit appeler la ruse à la rescousse. « La nécessité n'a pas de loi, » « on s'en tire comme on peut, » ce n'est pas Mommsen qui a prononcé ces célèbres formules, mais on en retrouve l'esprit dans plus d'une de ses réflexions. Il faut l'entendre apprécier la trahison par laquelle les Mamertins se sont rendus maîtres de Messine : « Il siérait mal à l'historien d'atténuer en quoi que ce soit l'odieux de leur attentat; toutefois, qu'on ne l'oublie pas, le Dieu de l'histoire n'est pas le Dieu qui venge les crimes des pères sur les enfans jusqu'à la quatrième génération. Condamnez ces hommes, si vous êtes appelés à juger la faute du prochain! Pour moi, je ne puis pas ne pas reconnaître qu'il y avait là le germe du salut de la Sicile. » C'est au nom de cette théorie utilitaire si commode qu'il excuse, tantôt un stratagème des Romains contre les Grecs, que les Romains eux-mêmes ont nommé une « ruse indigne, » tantôt la duplicité du sénat dans les négociations qui ont terminé la dernière guerre punique et préparé la chute de Carthage. Lorsque les Tarentins, en pleine paix, et à la faveur d'un grief imaginaire, se jettent sur la flotte romaine, il déclare, il est vrai, que « cette lâche agression ne s'explique que par la suprême sottise et la suprême mauvaise foi d'un gouvernement de démagogues, » — comme si les démocraties avaient le privilège des attaques brusquées! Mais attendons les raisons qu'il donne à l'appui de sa sévérité. « Si les hommes d'État de Tarente ont armé contre Rome, ils n'ont fait que ce qu'ils auraient dû faire depuis longtemps. Si même, au lieu de se placer sur le terrain solide des nécessités politiques, ils ont préféré invoquer une question de forme, l'histoire ne leur en fera pas un grave reproche : la diplomatie a toujours regardé comme au-dessous de sa dignité de dire simplement la simple vérité. Mais il fallait être fou et barbare pour attaquer par surprise une flotte qu'on pouvait aussi bien sommer de rebrousser chemin. » D'où il semble bien résulter que ce qui l'émeut dans la conduite des Tarentins, c'en est plutôt l'inopportune maladresse que la foncière injustice.

Pour l'injustice commise à propos et avec succès, il a coutume d'être très condescendant : les exemples en sont innombrables; nous n'en citerons que deux, caractéristiques entre tous. — Dans

la seconde guerre de Macédoine, il nous montre le gouvernement romain amené à la rupture avec Philippe par des motifs de pur intérêt, embarrassé seulement de trouver un *casus belli* à mettre en avant. « Il lui en fallait un, pour l'opinion publique, quoique lui-même, dans sa politique profonde, attachât assez peu d'importance à l'exposé régulier des motifs de la guerre. » Ceci revient à dire qu'il faut de l'équité pour le peuple, en trompe-l'œil, pas davantage; et c'est peut-être ce qui nous expliquera les contradictions que nous avons pu relever chez Mommsen en ce qui touche la morale internationale : quelquefois il se place au point de vue de l'opinion courante, du préjugé qui appelle mensonge un mensonge, et perfidie une violation des lois ou des sermens; quelquefois il parle la langue des dirigeans, des forts et des sages, infiniment élevés au-dessus de l'honnêteté vulgaire. — L'autre passage, qui vaut d'être médité, est la réflexion qui suit le récit de la fameuse bataille des Fourches Caudines. On se rappelle les faits : l'armée romaine sauvée de la destruction au prix d'un traité déshonorant, le sénat refusant de ratifier le traité, mais se gardant bien de ne pas utiliser l'armée ainsi rendue. Dans l'antiquité, cette décision avait soulevé des discussions de casuistique, dont on retrouve l'écho dans Tite-Live. Plus hardi, Mommsen n'hésite pas à approuver le sénat. « Humainement et politiquement parlant, les Romains, à mon sens, n'encourent ici aucun blâme. Toute nation tient à honneur de déchirer avec l'épée les traités qui l'humilient. Comment donc l'honneur aurait-il pu commander aux Romains d'exécuter un pacte conclu par un général malheureux, sous la contrainte morale des circonstances? » Hélas! les concitoyens de Mommsen n'ont que trop entendu cette leçon, ou plutôt ils sont vite devenus plus savans que leur maître; ce qu'ils déchirent avec l'épée, ce ne sont pas seulement les traités qui les humilient, ce sont tous ceux qui les gênent. Là est le progrès accompli depuis un demi-siècle. Dans le vieil exemplaire où nous sommes en train de relire l'ouvrage de Mommsen, un lecteur, quelque ancien élève de notre chère et glorieuse École Normale, — de cette École qui paie à cette heure avec tant d'héroïsme sa dette à la France, — n'a pu s'empêcher de laisser par écrit la marque de son indignation : « Du moment qu'on n'acceptait pas le traité, dit-il, il fallait renvoyer l'armée aux Fourches Caudines. » Si Mommsen avait

pu lire l'annotation de son contradicteur inconnu, il serait sans doute parti d'un grand éclat de rire : renvoyer l'armée! quel manque de sens politique! voilà bien la naïveté velche! — Sainte naïveté, naïveté précieuse, s'il est vrai que c'est elle qui conserve intactes, malgré quelques fanfaronnades de scepticisme, les plus pures vertus de la race! La conception de l'honneur qui se révèle dans cette note marginale ingénue, est celle qui, au jour du besoin, créera des prodiges de courage et d'abnégation. L'adolescent qui n'a pu lire sans protester l'apologie de la déloyauté par l'historien allemand, mourra, s'il le faut, pour lutter contre la déloyauté allemande.

Grâce à la force et à la ruse combinées, voici enfin établie la domination du peuple supérieur. Quel usage en va-t-il faire? Beaucoup de penseurs estiment que les usurpations des conquérans se légitiment par le bonheur qui en résulte pour les nations conquises. C'est un des argumens dont on se sert le plus pour justifier l'omnipotence romaine : déjà Cerialis, chez Tacite, fait briller aux yeux des Gaulois tous les biens qu'ils doivent à l'autorité impériale, la paix, l'ordre, la sécurité; et les panégyristes modernes de l'empire romain en ont surtout exalté l'action civilisatrice. Cette idée n'est évidemment pas étrangère à Mommsen : il rappelle le soulagement que le nouveau régime a procuré aux populations de l'Asie Mineure, si constamment flagellées par leurs anciens monarques; il félicite Rome d'avoir moins pressuré ses sujets que ne l'avait fait Carthage; il reconnaît qu'elle les a encore trop exploités, qu'elle leur a fait subir des taxes iniques, que la condition des provinces a été désastreuse sous la République; il loue César d'avoir amélioré le sort des vaincus. Tout cela laisse supposer qu'il assigne aux États victorieux un rôle de tutelle bienfaisante. — Ce n'est pourtant pas ce côté de leur activité qu'il met le plus en lumière. Le devoir qu'il leur prêche avant tout, c'est le devoir qu'ils ont envers eux-mêmes, celui de faire respecter leur autorité. « La morale et la justice commandent à celui qui tient les rênes, ou de quitter le pouvoir, ou de forcer les sujets à la résignation, en les menaçant de tout l'appareil d'une supériorité écrasante. » Tous les vainqueurs ne comprennent pas cette obligation sacrée, et il fait bon voir comment Mommsen morigène ceux qui s'y dérobent. Pyrrhus a péché en se laissant détourner de ses desseins par les doléances des Lucaniens et des Samnites : « il faut

être d'une nature de fer pour accomplir de telles entreprises; il faut, dans l'intérêt du but, rester sourd à la compassion. » Rome a péché aussi en se montrant trop bonne, surtout envers le misérable peuple grec. Ce philhellénisme dans lequel entrent à la fois le respect pour les gloires de la Grèce et la pitié pour ses malheurs, est une des faiblesses que Mommsen a le plus de peine à tolérer chez les hommes d'État latins. La tentative de Flamininus pour rendre la liberté aux cités helléniques lui semble une fantaisie chimérique on ne peut plus dangereuse. Certains historiens ont cru y démêler une manœuvre pour diviser les Grecs : « absurde invention de philologues s'érigeant en politiques, » dit aimablement Mommsen. Non, Flamininus a été sincère, les Romains ont été sincères, et là est leur crime. Mommsen, qui les aurait loués d'une perfidie, ne peut admettre leur générosité. Heureusement, c'est un chagrin qu'ils lui donnent rarement. D'habitude, ils exercent toutes les « rigueurs nécessaires, » et même quelques-unes de superflues; ils étouffent tous les fermens de révolte, ce que Mommsen nomme, par un charmant euphémisme, « obéir aux besoins de la justice romaine. » La justice sans épithète vaudrait mieux, mais elle n'est bonne que pour les faibles.

Ce n'est pas à dire que Mommsen conseille aux forts de faire ostentation de leur dureté. Ils peuvent être barbares, mais ils ne doivent pas s'afficher comme tels. Sylla a manqué à cette règle d'hypocrisie nécessaire. « Il n'a pas seulement assis sa domination sur les plus terribles abus de la force; il a, dans le cynisme de sa franchise, affecté d'appeler les choses par leur nom. Il a ainsi gâté sa cause sans remède dans l'opinion des faibles de cœur. C'est une grande faute en politique d'étaler à tel point le mépris de tout sentiment humain. » Il est plus adroit d'ouater son autorité de bienveillance, tout en prenant soin d'en faire sentir, de temps à autre, l'armature solide. César paraît bien avoir possédé dans la perfection cet art difficile. Mommsen reproduit avec enthousiasme ses paroles aux Alexandrins révoltés et vaincus : « Il leur montre leur cité ravagée par la guerre, leurs riches magasins à blés, leur bibliothèque, une des merveilles du monde, et tous leurs grands édifices détruits lors de l'incendie de la flotte; il leur ordonne de ne songer désormais qu'à cultiver les arts de la paix et qu'à panser les blessures qu'ils se sont faites. » L'admirable discours

il ne serait pas déplacé dans la bouche d'un César moderne entrant à Ypres ou à Louvain! Tout y est : la pitié hypocrite pour les maux qu'on a soi-même causés; l'effort pour rejeter sur les victimes la responsabilité de leurs souffrances (c'était si simple! elles n'avaient qu'à ne pas se défendre!); et, par-dessus tout, ce mélange de bonhomie affectée et de rudesse impérieuse. Ne nous y trompons pas en effet. Pour Mommsen, on peut être doux à la surface, on gagne même souvent à l'être, mais l'essentiel est d'être ferme, ferme jusqu'à la brutalité, jusqu'à la cruauté, si cela est nécessaire. On doit apporter à l'exercice de la domination le même esprit sereinement impitoyable qu'à sa conquête. Et ainsi, toute l'œuvre de Mommsen nous crie les deux préceptes où se résume la morale de sa race : « Soyez forts » et « soyez durs. »

V

Telles sont les « leçons » qui se dégagent de l'histoire romaine étudiée par le plus grand des érudits Allemands. Elles ne ressemblent guère à celles que puisaient dans la lecture de Tite-Live et de Salluste les écrivains de l'ancienne lignée française, les Bossuet et les Rollin, les Montesquieu et les Rousseau. Elles auraient fort scandalisé l'excellent M. Chotard du *Livre de mon ami*, et son naïf disciple qui versait, en contemplant les vertus latines, des « larmes délicieuses. » Sont-elles bien, ces rudes et âpres leçons, en parfait accord avec les faits réels? Mommsen n'a-t-il pas simplifié à l'excès le développement du peuple romain en le réduisant à l'évolution du génie impérialiste tant au dedans qu'au dehors de la cité? n'a-t-il pas, sinon embelli, du moins accentué sans mesure les traits caractéristiques de ses deux modèles, Rome et César? On peut se le demander, mais, pour le moment, la question ne nous importe pas beaucoup. Ce que nous faisons ici, c'est une étude de morale politique, non une discussion d'histoire ancienne.

A supposer en effet que le tableau tracé par Mommsen de la grandeur romaine soit rigoureusement exact, on peut prendre, devant ce tableau, des attitudes très diverses. On peut, tout en reconnaissant l'énormité de la domination latine, en maudire la violence oppressive : tel notre cher et noble Sully

Prudhomme, méditant sur les ruines du Colisée, et refusant de s'incliner devant une grandeur qu'à tort ou à raison il jugeait immorale :

> Ces hommes étaient forts! Que m'importe, après tout?
> Quand même ils auraient pu faire tenir debout
> Un viaduc allant de Rome à Babylone,
> A triple étage, orné d'une triple colonne...,
> Je ne salûrais pas la force sans l'amour!

On peut aussi pardonner à Rome les abus qu'elle a commis, en songeant à l'ordre qu'elle a fait régner, à son profond sentiment juridique, à la majesté de la « paix romaine : » c'est l'idée éloquemment traduite, dans une très belle page de la *Multiple Splendeur*, par M. Émile Verhaeren, qui admire la force, certes, mais qui est trop de son pays pour vouloir lui immoler le respect de la justice et des lois. Au contraire, exalter l'impérialisme romain, non pas en dépit, mais à cause de sa dureté brutale, aimer la force, sans se soucier de l'usage bon ou mauvais qu'on en peut faire, pour la seule beauté de son déploiement intense, voilà ce à quoi répugnent les esprits de formation française, voilà ce à quoi Mommsen tend constamment, et voilà par où il rejoint les plus illustres représentans du moderne esprit germanique. Son œuvre est, dans l'ordre historique, l'équivalent de celle de Bismarck en diplomatie, de Moltke en stratégie, de Nietzsche en métaphysique. Elle fait partie intégrante de la moralité allemande dans la seconde moitié du XIXe siècle. Nous n'avons pas prétendu dire autre chose.

Nous en avions plusieurs motifs, et d'abord le désir de fournir une donnée de plus pour résoudre un des problèmes les plus discutés à l'heure où nous sommes. En présence de l'effrayant débordement de fanatisme barbare auquel nous assistons, bon nombre de nos contemporains se demandent avec angoisse si c'est bien le fond de l'âme germanique qui se révèle ainsi, ou si par hasard nous ne la voyons pas dans une crise passagère. A cette question, l'examen des théories mommséniennes nous aide à répondre, et par malheur dans le sens le plus pessimiste. Non, le mépris du droit, l'indifférence à la valeur morale des moyens, la passion de la force, ne sont pas des accidens momentanés dans l'Allemagne d'aujourd'hui, puisque déjà, il y a

cinquante ans, ces symptômes étaient reconnaissables dans les écrits de l'un de ses plus grands historiens (1). Il y a là un vice de constitution, qu'il faut avoir le courage de reconnaître, quoi qu'il en coûte à notre générosité.

Mais Mommsen n'est pas seulement un des témoins de cet état d'esprit, il en est aussi un des artisans. Rappelons-nous combien il a eu de lecteurs, combien il a formé de disciples. En Allemagne, bien plus encore que chez nous, les études anciennes comptent parmi les élémens primordiaux de l'éducation nationale. Tous les gens un peu cultivés s'y forment en grande partie par la connaissance de l'antiquité gréco-romaine. Or, cette connaissance, c'est à Mommsen qu'ils la doivent ; la vision de Rome, telle que Mommsen la dépeint, — de Rome égoïste et dure, et d'autant plus admirable, — cette vision a puissamment concouru à façonner leurs consciences. On voit, dès lors, à quel point il a pu agir sur l'esprit public, et en quel sens. Assurément, nous ne voulons pas jurer que, s'il eût vécu jusqu'en 1915, il eût approuvé la conduite de ses compatriotes : nous n'en savons rien. Nous disons seulement que cette conduite dérive, pour une large part, des idées qu'il a propagées. Il y a, dans l'enseignement de tout professeur, de tout érudit, des conséquences insoupçonnées, mais réelles ; et ici, ces conséquences sont d'autant plus logiques que Mommsen, nous croyons l'avoir assez montré, ne se prive jamais de proposer ou d'imposer ses propres opinions, radicales et tranchantes. Par là, nous avons le droit d'estimer que son œuvre historique est une des « sources » d'où découle le fleuve tumultueux et fangeux de l'impérialisme germanique. Il fallait bien, n'est-il pas vrai ? lui en marquer notre reconnaissance.

Enfin les Allemands ne sont pas les seuls lecteurs de Mommsen. Français, Anglais, Italiens, Suisses, Américains, tous ceux qui s'occupent des choses latines sont plus ou moins ses élèves. Peut-être n'était-il pas superflu de ramener leur attention sur la doctrine morale, ou immorale, qui circule du

(1) Nous ajouterons « et de ses hommes les meilleurs. » Car ceux qui ont connu Mommsen rendent hommage à ses vertus privées, qui furent « exquises, » paraît-il. Sur quoi nous craindrions peut-être de l'avoir calomnié, si nous ne nous rassurions en pensant que nous nous sommes attaché à envisager seulement le penseur, et non l'homme. Au surplus, nous savons trop que, chez nos voisins, la moralité personnelle se concilie sans peine avec l'égoïsme national le plus effréné.

commencement à la fin de son livre, pour qu'ils s'appliquent à distinguer en lui le polémiste de l'historien, et que, tout en profitant de sa science, ils se défient de ses idées.

C'est là tout ce que nous demandons. Nous ne réclamons aucunement qu'on cesse de le lire, ni de le placer au rang qui lui est dû. Ce n'est pas que, si nous voulions lui opposer des gloires françaises, nous en fussions embarrassés. Il se peut que nous n'ayons pas eu, au XIXe siècle, un Mommsen, mais nous en avons eu beaucoup plus que la monnaie. Par exemple, avant lui, Victor Duruy avait fort bien aperçu la raison d'être de la conquête romaine et celle du gouvernement impérial : seulement, l'apologie qu'il en a faite est bien plus mesurée, et, si l'on ose dire, plus honnête que le panégyrique exubérant de Mommsen. Duruy ne se croit pas autorisé à cacher les fautes des héros ou des nations qu'il aime, encore bien moins à les présenter comme autant de merveilles. Surtout il est si loin de vouloir faire servir l'histoire à la démonstration d'une thèse politique, qu'ayant, tout prêt à paraître en 1849, un volume où il parle élogieusement de César et d'Auguste, il l'ajourne exprès, pour ne pas avoir l'air de soutenir le parti bonapartiste : il n'y a guère de plus bel exemple de respect pour la dignité de l'histoire. — On sait, d'autre part, quelles controverses notre excellent maître Gaston Boissier a engagées avec Mommsen, défendant contre lui la sincérité de Cicéron et l'héroïsme de Caton d'Utique. Il faut se donner le plaisir, après les derniers volumes de l'*Histoire romaine*, de relire *Cicéron et ses amis*. C'est une tout autre érudition, pas moins précise que celle de l'écrivain allemand, mais plus alerte, plus spirituelle, moins hantée par des préoccupations tendancieuses, plus équitable par conséquent, et pénétrant plus avant dans l'intelligence des réalités morales. En ce duel, l'artillerie légère française a très souvent et très joliment eu le dessus. — Et enfin, plus original que Duruy, plus profond que Boissier, Fustel de Coulanges a exercé sur les études romaines une influence qui ne le cède en rien à celle de Mommsen. Posant en principe que le véritable objet de l'histoire est l'âme humaine, il cherche à retrouver les sentimens fondamentaux de cette âme, mais à les retrouver tels qu'ils furent, même et surtout ceux qui sont les plus dissemblables de nos modernes états de conscience, et que Mommsen a tant de peine à saisir. Il poursuit cette recherche pour elle-

même, sans y glisser aucun parti pris de secte, de culte, ni de nation. « Nous voudrions, écrit-il, voir planer l'histoire dans cette région sereine où il n'y a ni passions, ni rancunes, ni désirs de vengeance. Nous lui demandons ce charme d'impartialité parfaite qui est la chasteté de l'histoire. » Ce noble dessein, l'auteur de *la Cité antique* l'a fidèlement rempli; et le calme hautain de sa pensée, la lucidité imperturbable de son analyse, la gravité sobre de son style, forment un heureux contraste avec les violences passionnées de son rival germanique. — Quels que soient donc les mérites de Mommsen, il y a certes beaucoup plus de probité chez Duruy, de finesse chez Boissier, de vraie intelligence chez Fustel. D'une pareille confrontation, la science française ne sortirait pas abaissée.

Mais, encore une fois, il ne s'agit pas d'établir des préséances, ce qui serait puéril, ni d'entamer une gloire légitime, ce qui serait injuste. Nous n'en voulons qu'à Mommsen chantre des surhommes et des surpeuples, à Mommsen avocat de la force, de la perfidie et de la dureté, à Mommsen précurseur de l'immoralisme nietzschéen et de l'impérialisme allemand. Cette séparation entre la science et la politique, qu'il n'a pas su ou pas voulu établir, nous nous attacherons à l'observer en relisant son œuvre. Et nous admirerons en lui le professeur d'histoire romaine, — mais nous détesterons le professeur de brutalité germanique.

René Pichon.

LES DERNIÈRES ANNÉES

DE

LA DICTATURE DE BISMARCK

(NOTES ET SOUVENIRS)

1887-1890

II[1]

DE GUILLAUME Ier A GUILLAUME II

I

Dans la journée du 7 mars 1888, des bruits alarmans touchant la santé de l'empereur Guillaume Ier se répandaient dans Berlin. A la fin du même jour, le télégraphe les transmettait dans toutes les capitales. L'état du vieux souverain, depuis longtemps si précaire, s'était subitement aggravé et à ce point qu'il semblait que sa vie ne tînt plus qu'à un fil. Déjà, à plusieurs reprises, des bruits analogues avaient été mis en circulation. Mais la vigueur que, quoique nonagénaire, conservait le vieillard les avait toujours démentis. Cette fois, les inquiétudes paraissaient plus justifiées. Partout se créait la conviction qu'il ne pouvait plus être sauvé. « La lame a usé le fourreau, disait-on ; maintenant l'usure est complète. La catastrophe, si souvent annoncée et si souvent conjurée, est inévitable. »

Les médecins confirmaient ce pronostic.

Le 8 mars, ils laissaient entendre que le malade ne passe-

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

rait pas la journée ; vers le soir, on disait qu'il était mort ; plusieurs membres du corps diplomatique communiquaient la nouvelle à leur gouvernement. Elle fut d'ailleurs démentie presque aussitôt par les familiers du palais. On sut par eux qu'à neuf heures, l'Empereur était encore vivant. Ils racontaient même qu'il n'avait pas perdu connaissance et conservait aux approches du trépas assez de lucidité pour avoir pu s'occuper des affaires de l'Empire. Il avait signé deux ordonnances que lui présentait le prince de Bismarck : l'une prorogeant la session du Reichstag, la seconde déléguant provisoirement à son petit-fils, le prince Guillaume, quelques attributions exécutives qui lui étaient promises depuis longtemps et qui lui permettraient de pourvoir à certaines nécessités gouvernementales urgentes, si le kronprinz Frédéric, non encore revenu de San Remo, y était retenu par l'état de sa santé. On ajoutait qu'en donnant à son petit-fils cette marque d'affection et de confiance, l'Empereur lui avait fait entendre les plus sages conseils en vue de son règne qu'il jugeait prochain, la maladie de l'héritier présomptif de la Couronne faisant craindre qu'il ne ne la portât que peu de jours. Il lui avait particulièrement recommandé de rester en bons rapports avec l'empereur de Russie.

Enfin, le mourant avait encore témoigné de son énergie morale et de sa sollicitude paternelle en ordonnant au chancelier de rappeler immédiatement le prince impérial, non qu'il espérât vivre assez pour le revoir, mais parce qu'il jugeait nécessaire que ce malheureux malade fût mis à même de recueillir effectivement sa succession, s'il le pouvait, aussitôt que le trône serait vacant (1).

Ces détails, qu'on se répétait anxieusement, augmentaient l'émotion générale, et les gens ne pouvaient retenir leurs larmes en apprenant qu'à plusieurs reprises, on avait entendu le vieux souverain évoquer d'une voix expirante l'image de son fils absent et voué à une mort prochaine.

— Pauvre Fritz ! Pauvre Fritz ! murmurait-il.

(1) A propos de ce rappel, on a raconté que Bismarck le signifia au kronprinz dans un télégramme d'une brutalité révoltante. Mais il n'existerait de ce fait, à ma connaissance, aucune preuve positive, si ce n'est le récit verbal d'un diplomate qui prétendait en tenir le détail de l'impératrice Frédéric. J'en parlerai à la fin de ce récit.

Au même moment, le prince de Hohenlohe, à Strasbourg où il se trouvait alors, faisant allusion dans son journal à l'état lamentable du kronprinz, qui imprimait à la mort de Guillaume Ier un caractère quasi tragique, écrivait : « Nous pourrions bien avoir deux empereurs à enterrer en même temps. »

La crainte que trahissaient ces propos était prématurée : ce n'est qu'à trois mois de là que Frédéric III, fils et successeur de Guillaume Ier, devait le suivre au tombeau. Mais elle hantait tous les esprits et suggérait un peu partout des réflexions et des raisonnemens d'où résultait la preuve qu'au moment de régner, le prince que la mort de son père appelait au trône était considéré comme un obstacle au développement de la grandeur allemande. Puisque ses jours étaient comptés et puisque son règne n'aurait pas de durée, n'était-il pas regrettable « qu'il ne se fût pas décidé à mourir plus tôt » ou que, tout au moins, il eût refusé d'abdiquer? Sa mort précédant celle de son père, la couronne eût passé sur la tête de son fils, le prince Guillaume, dont la jeunesse, l'intelligence, l'ambition non dissimulée promettaient un règne long et heureux.

Toutefois, les pessimistes objectaient qu'à peine âgé de vingt-huit ans, cet héritier était encore bien jeune et bien inexpérimenté pour présider aux destinées de l'Allemagne; la possibilité de son avènement prématuré engendrait, parmi ceux qui le connaissaient et lui attribuaient plus de défauts que de qualités, les plus vives appréhensions.

A la date du 6 mars, alors que se posait la question de savoir si le successeur de Guillaume Ier s'appellerait Frédéric III ou Guillaume II, le haut fonctionnaire Gneist, l'un des trois conseillers que la sollicitude de l'Empereur avait attachés à la personne de son petit-fils pour l'initier à l'art de gouverner, faisait part à l'ambassadeur de France des difficultés que lui créait, pour l'exécution de sa tâche, l'ignorance de son élève. L'ambassadeur lui ayant dit que, dans le rôle de mentor qui lui était dévolu, il pourrait rendre à la cause de la paix d'éminens services, Gneist répondait :

— C'est vrai, mais le terrain, je dois l'avouer, n'est pas bien propice pour cette semence. Le prince Guillaume manque d'idées générales. On l'a trop tôt spécialisé. En dehors de ses obligations régimentaires, on l'a initié au fonctionnement des

ministères sans vues d'ensemble. C'est une éducation complète à refaire en trois conférences par semaine. Ajoutez que le prince Guillaume, comme ceux qui ont été adulés dès leur jeunesse, croit tout savoir avant d'avoir rien appris. Si l'on réussit à leur inculquer quelques connaissances, ils se hâtent de les oublier comme un bagage inutile. Pour eux, la vie est facile, et ils n'aiment pas à se donner de peine.

Ce que pensait Gneist, la majorité des gens de cour et l'élite intellectuelle de l'Empire le pensaient aussi. On pouvait tout espérer du futur Empereur, mais également tout craindre. On se rassurait cependant en se disant qu'il professait pour la personne du prince de Bismarck un véritable culte, qu'il se faisait gloire de subir son influence et de suivre ses conseils. Il aurait donc, pour guider ses premiers pas dans la carrière impériale, si elle s'ouvrait prématurément devant lui, un conseiller investi de sa confiance, circonstance d'autant plus rassurante que, depuis près de trente ans, ce conseiller gouvernait, et, en constituant l'unité allemande, en avait assuré la grandeur.

L'Allemagne aurait donc eu tout à gagner à l'avènement de Guillaume. Mais Frédéric s'étant obstiné à vivre malgré les pronostics médicaux et refusé à abdiquer, rien ne pouvait l'empêcher de recueillir la succession paternelle et de devenir empereur, perspective grosse de périls si, comme l'espéraient les ennemis du prince de Bismarck, il préludait à l'exercice du pouvoir souverain en se privant des services du chancelier. En quelles mains tomberait la direction du gouvernement, si le chancelier en était dépossédé? Quelles qu'elles fussent, seraient-elles assez vigoureuses, assez habiles pour tenir les rênes de l'État et pour continuer à le guider à travers les complications de la politique intérieure et de la politique internationale? L'influence de l'impératrice d'hier, la vieille Augusta, et de l'impératrice de demain, Victoria, princesse d'Angleterre, toutes deux notoirement hostiles à Bismarck, pourrait-elle faire surgir du milieu de leurs créatures un homme capable de le remplacer et d'assister efficacement un souverain dont une maladie incurable épuisait les forces, paralysait la voix et énervait la volonté?

Cette question, depuis que la maladie du kronprinz s'était déclarée, montait aux lèvres des gens de cour, à la faveur des

intrigues que déchaînait l'hypothèse de la disgrâce prochaine de Bismarck. Elle s'était imposée déjà à l'esprit de Guillaume Ier. Chez son petit-fils, le futur Guillaume II, elle avait excité au plus haut degré cette hâte de régner qu'on a vue si souvent se trahir chez les jeunes héritiers de couronnes, quand se prolonge indéfiniment le règne du prince auquel ils doivent succéder. C'est pour la résoudre qu'en des circonstances dont l'histoire n'a pu pénétrer et ne pénétrera sans doute jamais le secret, Frédéric, au mois d'avril 1887, à son retour d'Ems, avait été indirectement invité par son père et par son fils, et vainement d'ailleurs, à renoncer à la couronne, et qu'en novembre de la même année, le prince Guillaume, à l'instigation du chancelier, ne craignait pas, comme nous l'avons dit, d'aller à San Remo renouveler sa démarche, sans y mettre les mêmes formes discrètes et respectueuses que la première fois, ce qui déterminait entre sa mère et lui une scène douloureuse, à la suite de laquelle ils allaient rester brouillés. C'est enfin dans le même dessein et avec l'espoir d'être plus heureux que son jeune maître, dans cette négociation contre nature, qu'à la fin de février 1888, le présomptueux Herbert de Bismarck partait pour Londres, chargé, disait-on, de convertir la reine d'Angleterre à l'idée d'une renonciation de Frédéric au trône.

Toutes les cours européennes avaient eu vent de ce drame de famille et, dès ce moment, on n'y parlait plus du prince Guillaume que comme d'un fils ingrat dont les conseils de Bismarck avaient empoisonné l'âme et surexcité les ambitions. Mais on savait aussi que ces diverses tentatives étaient restées sans résultat et que la volonté de succéder à son père demeurait, chez le kronprinz Frédéric, d'autant plus inébranlable qu'elle se fortifiait de celle de sa femme, non moins résolue que lui à régner sur l'Allemagne. On allait jusqu'à prétendre que, si elle tenait à ce que son mari portât la couronne, ne fût-ce qu'un jour, c'était afin de pouvoir, une fois impératrice, se venger du chancelier dont elle avait eu tant à se plaindre depuis que son mariage l'avait fixée à la cour de Berlin.

En prêtant à cette princesse d'aussi bas calculs, on la calomniait. Elle n'était pas femme à sacrifier l'intérêt de l'Empire à l'assouvissement de ses rancunes. Peut-être, avant que la maladie de son mari eût été constatée et déclarée mortelle, s'était-elle flattée, d'accord avec lui, de l'espoir de se débar-

rasser d'un homme dans lequel ils ne pouvaient voir qu'un ennemi. Mais, si tel avait été son dessein, elle n'y pensait plus depuis que l'état de son cher malade s'était aggravé. S'illusionnant encore au point de ne pas désespérer de le sauver, elle voulait qu'il régnât. Mais, non moins soucieuse de ne pas laisser le fardeau du pouvoir peser trop lourdement sur ses épaules, elle était résignée au maintien en fonctions du chancelier, considéré comme le seul homme d'État d'Allemagne capable d'assister efficacement l'Empereur et de pourvoir à son insuffisance.

Et cependant, que de griefs elle aurait eu le droit d'alléguer contre le tout-puissant ministre! Ne l'avait-il pas gravement offensée d'abord comme épouse en incriminant les opinions humanitaires et libérales du kronprinz et en s'en faisant une arme pour mettre le vieil empereur en défiance envers son fils et envers elle-même; ensuite comme mère, en poussant le prince Guillaume à se révolter contre ses parens, en s'opposant au nom de la raison d'État au mariage de la fille chérie du ménage Frédéric avec le prince Alexandre de Battenberg, frère du gendre de la reine d'Angleterre, mariage ardemment souhaité par ces jeunes gens et par leur famille; comme princesse impériale, enfin, en tenant sur elle des propos malveillans, presque injurieux, dont la Cour faisait des gorges chaudes?

Ne disait-il pas d'elle, d'un accent qui trahissait le mépris :

— C'est une Anglaise! Elle préfère son pays au nôtre!

Ne lui reprochait-il pas d'utiliser au profit de l'Angleterre, contrairement aux intérêts de l'Allemagne, l'ascendant qu'elle exerçait sur son mari, renouvelant contre elle un reproche qu'il avait maintes fois formulé contre l'impératrice Augusta? Ne devait-on pas croire qu'il les haïssait également l'une et l'autre lorsqu'en parlant à son confident Maurice Busch, il les accusait d'être pour leur époux « un embarras et un fléau? » En 1885, l'Empereur étant gravement malade, c'est à elles qu'il impute la responsabilité de son état. « Il était déjà souffrant lorsqu'elles ont eu l'heureuse inspiration de l'emmener en voiture à la messe. » S'il a pris froid, c'est donc leur faute. Du reste, Bismarck ne parle de ces deux femmes qu'avec irritation. La princesse impériale n'ignore pas qu'elle et sa belle-mère sont l'objet de son ressentiment parce qu'elles ont osé maintes

fois désapprouver sa politique et encourager le kronprinz dans les critiques et les blâmes dont elle est l'objet de sa part.

Le conflit entre le ménage Frédéric et Bismarck, dont nous évoquons les détails, datait de loin. Dans les papiers du chancelier qui ont été livrés à la publicité, on peut lire, à la date du 30 juin 1863, une lettre très dure et très véhémente que lui adressait le prince, qui n'était encore que prince royal de Prusse et dans laquelle il lui reprochait de ne pas appliquer loyalement la Constitution du pays et d'être « pour la couronne un conseiller dangereux. » Peu de temps avant, à Dantzig, dans une tournée d'inspection militaire, le prince royal, répondant à une allocution du bourgmestre de la ville, avait déclaré publiquement qu'il n'approuvait pas la politique suivie par son père. Devant le scandale provoqué par cette déclaration, le roi Guillaume avait exigé qu'elle fût rétractée. Mais le prince royal s'était refusé à tout désaveu. Peu après, sa lettre avait paru dans divers journaux. A cette occasion, Bismarck, dans un mémoire au Roi, mettait en cause la princesse Victoria en l'accusant d'avoir livré la lettre à la presse britannique pour « affirmer son opposition au gouvernement du pays, tirer parti de l'incident de Dantzig et de l'émotion qu'il avait causée, et créer un mouvement populaire autour de son mari. »

La suite du mémoire constituait pour les jeunes époux une leçon humiliante dont ils devaient garder longtemps le souvenir. Il pèsera désormais sur leurs relations avec le chancelier, et, bien que, par la suite, elles se soient en apparence améliorées, surtout à l'époque des grandes guerres entreprises par la Prusse de 1864 à 1870, elles sont caractérisées par la vivacité sans ménagement avec laquelle Frédéric, dans sa correspondance avec Bismarck, blâme parfois sa marche politique. C'est ainsi par exemple qu'en 1864, au moment où la Prusse, de concert avec l'Autriche, attaque le Danemark, le prince, en écrivant au ministre prussien instigateur de cette guerre, n'hésite pas à lui laisser voir qu'il a deviné la duplicité dont le Cabinet de Berlin fait preuve envers son allié le Cabinet de Vienne et qu'il la trouve blâmable.

« J'ai cru comprendre que vous aviez quelque vue secrète, quelque idée d'agrandissement prussien. Laissez-moi vous donner brièvement mon opinion, à savoir que de tels projets

faussent toute notre politique allemande et nous préparent des complications avec l'Europe. *Ce ne serait pas la première fois que la Prusse chercherait à mettre dedans les autres et qu'elle n'aboutirait qu'à rester entre deux selles.* »

Il est évident que ces deux hommes ne pouvaient s'entendre et on comprend aisément qu'ils ne se fussent jamais entendus. Plus tard, les griefs réciproques que nous avons énumérés avaient aggravé cette incompatibilité d'humeur. Mais, tandis que Bismarck formulait les siens avec un déchaînement de railleries, de remarques acerbes, voire de colère, ceux du kronprinz et de sa femme affectaient le plus souvent la forme d'une indifférence hautaine et du mépris. Ce fut pire lorsqu'ils purent constater que le chancelier profitait de son influence sur leur fils pour le détacher d'eux et qu'il employait à cette œuvre abominable sa propre famille que le jeune Guillaume ne quittait plus. La maison des Bismarck était devenue sa maison. Il y trouvait dans la personne du chancelier un professeur et un conseiller, dans celle de la princesse une mère, et dans celle d'Herbert de Bismarck un compagnon de plaisirs.

Cette situation, qui infligeait un démenti douloureux aux espérances qu'ils avaient fondées sur ce fils, déchirait leur cœur. Pour mesurer la profondeur de cette blessure, il faut se rappeler ce qu'en 1871, alors que le quartier général prussien était encore à Versailles, le kronprinz Frédéric écrivait dans son journal :

« Guillaume a aujourd'hui treize ans. Puisse-t-il grandir pour devenir un homme capable, honnête et loyal, un véritable Allemand prêt à continuer ce qui a été commencé! Le Ciel soit béni! Il existe entre lui et nous des relations simples, cordiales et naturelles que nous chercherons à conserver, afin qu'il puisse toujours nous considérer comme ses plus vrais et ses meilleurs amis. Quelle effrayante pensée que celle des espérances qui reposent sur la tête de cet enfant! Et quelle responsabilité est la nôtre envers le pays pour une éducation que des considérations de famille, des questions de rang, la vie de la Cour à Berlin et tant d'autres circonstances tendent à rendre si difficiles! »

Dans ce fragment d'un journal intime rendu public vingt ans plus tard, alors que son auteur venait d'expirer, on devine,

à travers les manifestations de son fougueux germanisme et des ambitions prussiennes, tout ce que sa femme et lui attendaient de cet enfant adoré, choyé, et qui grandissait alors dans une atmosphère de tendre sollicitude. Mais, ce qu'ils en attendaient ne pouvait se réaliser qu'à la condition qu'il leur continuerait la confiance filiale dont il leur donnait alors tant de preuves. Or, c'est cette confiance qu'avec un cynisme infernal Bismarck avait perfidement sapée et lentement détruite. Comment les infortunés parens auraient-ils pardonné au chancelier les ravages opérés par lui dans l'âme de leur fils et combien, à l'avènement de Frédéric III, ils eussent été dans leur droit et dans leur rôle, en chassant du pouvoir l'artisan de leur malheur! Mais, nous l'avons dit, tel n'était pas leur dessein. Ils mettaient l'intérêt de l'Empire au-dessus de leur ressentiment, et, cet intérêt exigeant la présence du prince de Bismarck à la tête des affaires, ils étaient résolus à l'y maintenir.

Le chancelier le savait. Il était averti de leur résolution depuis le commencement de 1886. A cette époque, il l'avouait à Maurice Busch.

— Depuis que l'Empereur est gravement malade et approche de sa fin, disait-il, le kronprinz me traite avec les plus grands égards. Il comprend que le moment arrive où il va falloir qu'il se jette à l'eau et nage pour son propre compte. Il espère me garder et, effectivement, je resterai probablement à ses côtés. Mais il faudra que nous prenions ensemble quelques petits arrangemens.

Disons pour n'y pas revenir que ces petits arrangemens n'existèrent jamais. La mort rapide de Guillaume Ier et l'éloignement de Frédéric au moment où il devenait empereur ne lui permirent pas de conférer avec le chancelier sur les conditions de son maintien au pouvoir. Il n'y eut de conditions posées ni d'un côté ni de l'autre. Il était tacitement convenu que, jusqu'à nouvel ordre, il n'y aurait aucun changement dans l'orientation de la politique allemande et qu'on s'en tiendrait à celle qu'avait pratiquée Guillaume Ier dans les dix dernières années de son règne. C'en était assez pour satisfaire Bismarck, pour lui permettre d'attendre tranquillement la mort prochaine de Frédéric III et l'avènement de Guillaume II. Ce double événement devait, à l'en croire, se produire à brève échéance. A supposer que, jusque là, quelques atteintes fussent portées à sa

puissance dictatoriale, il saurait patienter dans l'attente du moment où son impérial élève, devenu le maître, la lui rendrait entière et complète.

Ainsi, tandis que l'Empereur agonisait et qu'autour de son lit, les ennemis de Bismarck nourrissaient l'espoir de voir disparaître le chancelier, celui-ci, assuré de conserver ses fonctions sous le nouveau règne, assistait impassible et railleur aux agitations des courtisans qui, pour la plupart, croyaient à sa chute prochaine, encore qu'il parût invraisemblable que Frédéric III, étant donné son état de santé, fût disposé à se séparer d'un collaborateur dont l'influence était prépondérante en Allemagne.

II

A la lumière des événemens résumés dans les pages qui précèdent, on peut se figurer les propos qui s'échangeaient dans Berlin, à la Cour et à la ville, durant les heures qui précédèrent la mort de Guillaume Ier. L'incertitude du lendemain, en ce qui touchait les intérêts dynastiques, troublait les esprits et ce qui dominait, — on ne saurait trop le constater, — c'était la crainte que, le nouvel Empereur étant condamné par les médecins, son règne ne fût une période de troubles et n'eût pour effet de paralyser les affaires, qui ne sauraient prospérer que sous un gouvernement fort et durable.

Pendant ce temps, Guillaume Ier s'enfonçait de plus en plus dans la tombe. Durant la nuit du 8 au 9 mars, il se débattait encore entre la vie et la mort; mais, au petit jour, il entrait en agonie et, à huit heures trente, on annonçait officiellement qu'il venait d'expirer. « La consternation est universelle, » télégraphiait-on de Berlin à Paris, On apprenait, quelques heures plus tard, que l'empereur Frédéric, en recevant à San Remo la nouvelle de la mort de son père, s'était mis en route pour rentrer en Allemagne. Ce retour inattendu soulevait des questions angoissantes : Pourrait-il supporter le voyage? Arriverait-il vivant? On annonçait d'autre part qu'au lieu de se rendre directement à son palais de Charlottenbourg où tout était prêt pour le recevoir, il s'arrêterait à Leipsig pour s'y reposer. Les ministres étaient invités à l'y rejoindre dans la journée du

lendemain. Il désirait s'entretenir avec eux avant de rentrer à Berlin.

La veille de ce jour, le chancelier reçut plusieurs membres du corps diplomatique, venus pour lui apporter leurs condoléances à propos de la mort de l'Empereur. L'ambassadeur de France, M. Jules Herbette, le trouva souffrant, étendu sur une chaise longue, mais constata une bienveillance de parole presque exceptionnelle et une verbosité abondante. Après un échange de politesses, le chancelier se lança dans un discours qui mérite d'être acquis à l'histoire, ne serait-ce que parce qu'il démontre que, sous le règne qui commençait, il espérait être aussi fort qu'il l'avait été sous celui qui venait de finir :

— Je constate une fois de plus, dit-il, combien il est difficile surtout à un homme malade comme moi de se consacrer aux devoirs de la Cour en même temps qu'aux grandes affaires de son pays. Depuis trois jours, je suis sur pied et cela augmente l'enflure des jambes dont je souffre au-dessous des genoux. Si mon nouveau maître devait être trop exigeant, je ne pourrais y suffire. Il a aujourd'hui une fantaisie assez bizarre. Comme les médecins lui défendent de s'occuper d'affaires au delà d'une certaine heure, il désire voir demain ses ministres, non pas à Charlottenbourg, mais à Leipsig. Ce sera pour moi une grande fatigue, mais je ne m'y soustrairai pas, de peur qu'il n'y ait quelque *friction* entre le nouveau maître et quelques-uns des ministres qu'*il* ou qu'*elle* n'aime pas.

C'était dit sur ce ton de familiarité qu'il prenait volontiers quand il était en veine de confidences, ou voulait convaincre son interlocuteur qu'il n'avait pas de secrets pour lui. Il reprit ensuite d'un accent plus grave :

— En réalité, nous entrons dans un règne ou plutôt dans un interrègne féminin de quelques mois. Au fur et à mesure que le kronprinz s'est affaibli, il a abdiqué toute indépendance. Je ne saurais admettre cependant la dislocation du Cabinet que je préside. J'aimerais mieux me retirer avec mes amis. Déjà l'avènement de la princesse Victoria grise les Anglais. Ils me pressent de changer d'attitude dans la question bulgare et de lâcher les Russes. Je n'y consentirai jamais; ce serait une trahison. Je travaille sincèrement et utilement au maintien de la paix. On m'accuse parfois d'être un poids qui étouffe l'Europe. J'ai plutôt conscience d'être un éventail qui la fait respirer. Ce

n'est pas en adversaire, mais en ami qu'on peut empêcher la Russie de faire un coup de tête. Avec le système contraire, en écoutant les passions anglaises, on irait à grands pas à la guerre et vous pouvez être sûr que je ne m'associerai pas à cette politique.

Après cette déclaration révélatrice des desseins pacifiques qu'il lui convenait de professer ce jour-là, il couronna son monologue par l'éloge du prince Guillaume.

— Je serais beaucoup plus tranquille avec lui, bien qu'on lui reproche d'être bouillant et emporté. Je crois bien qu'on lui ferait plaisir en l'attaquant. Mais je lui ai montré que le suprême bon sens lui commandait de ne pas attaquer lui-même et il n'attaquerait pas.

Ce langage, s'il avait eu pour but de convaincre l'ambassadeur de France des sentimens pacifistes du prince Guillaume et de l'influence que Bismarck exerçait sur lui, ne lui apprenait rien qu'il ne sût déjà. Il ne pouvait se tromper quant à la sincérité, si bien jouée qu'elle fût, de ce pacifisme de commande qu'il savait aussi fragile qu'intermittent. Le 3 février précédent, à la suite du vote par le Reichstag d'une loi militaire, il écrivait :

« Il ne faut pas oublier que les idées pacifiques du prince de Bismarck ne reposent pas sur des principes permanens, mais sur des considérations temporaires d'intérêt allemand. Le vieil empereur et le prince impérial disparus, qui sait si, au lieu de lutter contre le courant belliqueux, le chancelier ne s'y abandonnera pas pour conserver son crédit auprès du nouveau souverain ? Malgré ses efforts pour rassurer l'opinion en Allemagne et hors de l'Allemagne, le prince Guillaume est par tempérament un homme d'action et un homme de guerre. Ses tendances se manifestent dans les plus petits détails de la vie quotidienne. Sur un de ses portraits photographiés qui se trouve chez le comte Radolinski, maréchal de la cour de son père, on lit cette maxime : *Oderint, dum metuant.* »

Presque à la même date, le 8 février, un toast porté dans un banquet par le prince Guillaume semble confirmer les appréciations du diplomate français. Ce toast tend à rassurer l'opinion en Allemagne ; mais l'homme d'action, l'homme de guerre se révèle dans sa parole et y met malgré tout une note menaçante :

« En chevauchant durant les grandes manœuvres à travers les plaines du Brandebourg, j'ai compris à la vue de ses champs florissans, de ses industries en pleine activité, où était la véritable base du bien-être du peuple et du travail fécond. Je vois bien que le grand public, et plus spécialement celui de l'étranger, m'impute des idées guerrières faites de légèreté et d'amour de la gloire. Dieu me préserve de cette légèreté criminelle ! Je repousse ces accusations avec indignation. » Voilà l'hymne à la paix ; mais voici tout aussitôt le correctif, c'est-à-dire le geste théâtral de la main gantée de fer : « Pourtant, messieurs, je suis soldat et tous les Brandebourgeois sont soldats, je le sais. C'est pourquoi, laissez-moi terminer par ce mot que, le 6 février, notre grand chancelier a jeté au parlement qui, ce jour-là, a offert la grande image d'une représentation populaire, marchant la main dans la main avec le gouvernement et j'appliquerai plus spécialement au Brandebourg ces vigoureuses paroles : Nous, Brandebourgeois, ne craignons que Dieu et rien que Dieu au monde. »

Inutile et inopportune, puisque la paix n'était pas menacée, cette bravade avait été inspirée par Bismarck. Il s'évertuait alors à faire savoir que l'Allemagne, quel que fût son empereur et bien qu'elle ne voulût pas la guerre, resterait sur le qui-vive, toujours en armes, prête à écraser ses ennemis. Il daignait reconnaître qu'en France, par suite de l'élection de Sadi Carnot à la présidence de la République, gage de paix pour l'Europe, la situation était devenue « moins explosive » que l'année précédente ; il se montrait plein de confiance dans la parole de l'empereur de Russie, qui avait affirmé ne pas vouloir la guerre, encore qu'on l'eût vu récemment, dans un dîner de fiançailles, se lever, son verre à la main, et boire à la santé du prince Nicolas de Montenegro, « le seul allié sincère et fidèle que comptât la Russie parmi les souverains de l'Europe. »

— Mais, observait le chancelier, dans ses entretiens avec les membres du corps diplomatique, les excitations de la presse radicale en France, et les membres du parti panslaviste en Russie exigent que l'Allemagne soit prête à toutes les éventualités. Si la France nous déclarait la guerre, la Russie sans doute ne s'en mêlerait pas. A l'inverse, la France se joindrait certainement à une attaque de la Russie. La force de l'Allemagne est donc la meilleure garantie du maintien de la paix.

Pour finir et comme pour démontrer combien entre ses mains était précaire cette garantie, il ajoutait :

— Mais la paix repose sur l'intérêt de l'Allemagne et cet intérêt peut changer.

On voit, par ces propos que nous recueillons dans des documens diplomatiques encore inédits, qu'à la veille d'un changement de règne, le chancelier raisonnait comme un chef de gouvernement sûr du lendemain. Il avait en effet la promesse du kronprinz Frédéric et il ne doutait pas de la loyauté de cette promesse ni de son exécution. Le kronprinz l'avait faite; l'empereur Frédéric la tiendrait.

Toutefois, on aurait tort de croire qu'il eût poussé la résignation jusqu'à être prêt à abdiquer entre les mains de son ministre. Si celui-ci s'était flatté de cet espoir, il allait être détrompé et se convaincre que, dans le corps débile et ravagé du nouvel empereur, la volonté restait ferme et entière et qu'il aurait assez de force pour l'imposer. Bismarck en ressentit les effets, dès leur première rencontre à Leipsig où, sur l'ordre du souverain, il était venu l'attendre avec tous les ministres.

Elle eut lieu le 11 mars. Ce jour-là, sous deux formes différentes, la volonté impériale se manifesta. Ce fut d'abord au profit du ministre de la Justice Friedberg. Il dirigeait l'administration judiciaire depuis le mois de juin 1878. A cette époque, au lendemain de l'attentat de Herr doctor Nobiling sur la personne de Guillaume Ier, qui faillit en mourir, le prince impérial avait été nommé régent de l'empire, son père étant empêché momentanément de gouverner l'État. En cette qualité, il avait pris d'importantes mesures, malgré l'opposition qu'y faisait parfois le chancelier, c'est à lui notamment que revenait l'honneur d'avoir renoué avec Rome les relations qu'avait brisées la funeste campagne du Culturkampf. Mais il ne s'en était pas tenu là; par ses soins, divers changemens avaient été opérés dans le personnel gouvernemental. Jurisconsulte réputé, Friedberg était un de ses amis et il l'avait associé, quoique Juif, au gouvernement, en dépit de Bismarck à qui cette nomination déplaisait, et qui, depuis, se promettait bien de révoquer l'intrus quand la régence prendrait fin. Cette échéance venue, Bismarck ayant voulu donner suite à son dessein, l'Empereur s'y était refusé par égard pour son fils. Friedberg avait conservé son poste. Mais le chancelier s'était vengé sur lui

de sa déconvenue en s'opposant tous les ans au 1er janvier à ce qu'il reçût le grand cordon de l'Aigle noir, auquel, d'après les usages de la Cour, il avait tous les droits.

C'était un des griefs de Frédéric contre le chancelier. Il le lui prouva le 11 mars 1888, lorsque, maître du pouvoir depuis vingt-quatre heures, ses ministres se présentèrent devant lui. En voyant Friedberg au milieu d'eux, il l'appela d'un geste affectueux et, détachant le grand cordon dont lui-même s'était paré en vue de cette réception officielle, il le lui passa au cou, bien loin de se douter, d'ailleurs, que ce témoignage de faveur serait bientôt payé d'ingratitude et qu'après sa mort, Friedberg figurerait parmi ses plus perfides calomniateurs.

Le même jour, le chancelier subit une autre humiliation. Avant de partir pour Leipsig, il avait préparé pour le soumettre à l'approbation de son nouveau maître un projet de manifeste au peuple allemand. Resté seul avec lui, il voulut le lui lire. L'Empereur ne lui en laissa pas le temps. Il prit le manuscrit qui lui était présenté et, le déposant sur son bureau sans y regarder, il en donna un autre, écrit de sa main, au chancelier en disant :

— C'est celui-ci qui doit être publié sans retard.

Bismarck, que l'Empereur avait eu la malice de laisser debout pendant l'audience, s'inclina silencieux. Peut-être avait-il été tenté de se plaindre qu'un programme de gouvernement eût été dressé sans son avis. Mais, en jetant les yeux sur le manifeste impérial, il venait d'y voir qu'il y était qualifié « premier serviteur de l'État » et, dans ce témoignage éclatant de confiance, il trouvait la preuve que son pouvoir n'était pas ébranlé. Cependant, dès ce moment, et bien qu'il eût dit à l'ambassadeur de France qu'il ne laisserait pas disloquer le ministère qu'il présidait, il avait dû consentir à sa dislocation. L'Empereur avait exigé, en effet, la démission du ministre de l'Intérieur Puttmaker. Ce personnage, en fonctions depuis 1882, était l'âme damnée du chancelier, son Éminence grise, le complice des intrigues nouées par lui pour obtenir dans le Reichstag, même à prix d'argent, des votes favorables à sa politique. Pour cette cause ou pour d'autres, Frédéric III ne voulait pas le laisser dans le poste important qu'il occupait. Bismarck dut invoquer la raison d'État pour obtenir que le remplacement de Puttmaker fût retardé de quelques semaines, bien qu'il eût

offensé personnellement l'Empereur en oubliant volontairement ou non dans la note officielle, destinée à faire connaître la mort de Guillaume Ier, de faire allusion à son successeur. Lorsqu'on lui avait demandé la raison de cette omission, il avait répondu :

— J'ignorais quel titre il plairait à Sa Majesté de prendre.

Il resta au pouvoir jusqu'au 11 juin. Ce jour-là, le chancelier donna un grand dîner en son honneur (1). C'était trois jours avant la mort de Frédéric III, de telle sorte que, si les échos du scandale causé par cette inconvenance arrivèrent jusqu'à lui, ils le trouvèrent hors d'état de s'en indigner. Mais il n'en fut pas de même de l'Impératrice : elle ressentit cruellement l'injure et d'autant plus que le chancelier faisait répandre que si Puttmaker avait dû quitter le pouvoir, c'est grâce à l'ascendant impérieux qu'elle exerçait sur son mari, allégation mensongère contre laquelle, quelques semaines plus tard, en recevant le prince de Hohenlohe, elle protestait avec indignation.

Nous en avons assez dit pour faire comprendre en quelles circonstances troublantes commençait ce nouveau règne dont tout le monde disait qu'il ne durerait pas. On ne saurait donc trop admirer le courage et la résolution avec lesquels le souverain s'élevait à la hauteur de sa tâche. Pour juger de son caractère, nous possédons deux documens précieux : son propre Journal publié après sa mort et les confidences faites par Bismarck à Maurice Busch. Mais ces documens sont contradictoires. Si l'on s'en tient aux appréciations du chancelier, le prince aurait été un être incohérent et bizarre, dépourvu de sens pratique, livré pieds et poings liés à « son Anglaise, » et il l'aurait prouvé notamment lors des négociations qui eurent lieu à Versailles en 1871 entre la Prusse et les États d'Allemagne en vue de la constitution de l'Empire. Mais tout est-il vrai dans les faits que raconte Bismarck? Il a si souvent menti au cours de sa longue carrière qu'on peut se demander si, lorsqu'il évoquait devant son confident, avec un air de dépit et de

(1) Je tire ce détail d'un attachant volume : *Un Jeune Empereur*, par Harold Frédéric, traduit de l'anglais par J. de Clesles (Perrin et Cie, éditeurs, Paris, 1894). D'autre part, il y a lieu de mentionner que, d'après le prince de Hohenlohe, le bruit courait à Berlin que Bismarck voulait se débarrasser de Puttmaker et qu'en prenant sa défense, il avait joué une comédie destinée à rejeter sur l'Empereur la responsabilité de la destitution.

rancune, des souvenirs vieux de quinze et vingt ans, il ne les dénaturait pas? Comment, par exemple, ajouter foi à ses insinuations lorsqu'il laisse entendre que, pendant la guerre franco-allemande, Frédéric livrait à l'Angleterre, par l'intermédiaire de sa femme, les secrets militaires et politiques de la Prusse? Ce soupçon si gravement injurieux n'est-il pas en contradiction avec les sentimens exprimés par le kronprinz dans son Journal? Ne s'y révèle-t-il pas libéral et tolérant, ardent patriote, incapable d'une trahison aussi noire que celle dont Bismarck semble l'accuser?

Dans le fragment de ce Journal que nous avons cité plus haut, Frédéric nous est apparu animé d'une tendre sollicitude pour son fils, désireux de l'élever dans les voies de la modération et de la justice et d'être pour lui un ami fidèle et un conseiller sage et sûr. Il n'est pas moins digne d'éloges quand il expose les principes dont il s'inspirera pour gouverner ses peuples.

« Je doute, écrit-il alors, que la loyauté nécessaire au libre développement de l'Empire existe et je crois qu'elle ne se verra qu'à l'heure nouvelle que fera surgir mon avènement. Je serai véritablement le premier prince qui paraîtra devant son peuple après s'être honorablement et sans réserve déclaré pour le régime constitutionnel. »

A ces idées contraires à la politique du chancelier et dont celui-ci s'irritait quand le kronprinz les exprimait devant son père, trop complètement Hohenzollern pour y voir autre chose qu'une atteinte à l'autorité souveraine, l'empereur Frédéric était resté fidèle. On l'aurait vu les mettre en pratique si la maladie n'avait paralysé ses intentions et ne l'eût condamné à laisser ses ministres gouverner librement en son nom. Mais quand il monte sur le trône, il est déjà mourant. Pour la première fois, on va voir un monarque prussien régner sans gouverner. Quinze jours après son avènement, il n'est plus que l'ombre de lui-même. Son existence ne semble se prolonger que grâce aux soins attentifs et vigilans dont l'entoure la tendresse de sa femme.

Intrépide et malgré tout confiante, ne voulant pas se rendre à l'évidence, elle le défend contre la mort. A Charlottenbourg où ils sont installés, leur vie s'écoule comme dans une chambre de malade. L'Empereur ne quitte la sienne que pour aller

s'asseoir dans son cabinet de travail dont les croisées s'ouvrent sur un parc, qu'en cette année 1888, et bien qu'on soit au mois de mars, l'hiver finissant laisse encore couvert de neige. Parfois, un rayon de soleil brille sur cette blancheur. Mais plus souvent, les brumes des ciels du Nord l'assombrissent et privent le malade de l'air du dehors. D'ailleurs, il le redoute; c'est en vain qu'on l'excite à aller le respirer quand la température se radoucit.

C'est dans ce cabinet qu'il reçoit ses ministres et les personnes à qui il accorde audience. Presque toujours, l'Impératrice est présente; elle s'en excuse en alléguant la nécessité de soutenir la conversation. Si elle peut échanger un mot avec le visiteur, elle demande, anxieuse, comment il trouve son mari. Quant à lui, c'est à peine s'il parle. Ce qu'il veut dire, il l'écrit sur une ardoise; ou encore il approuve d'un signe de tête. Lui exprime-t-on les vœux qu'on forme pour le rétablissement de sa santé, il sourit mélancoliquement comme s'il était certain qu'elle ne peut se rétablir. Le 24 mars, le prince de Hohenlohe, après une visite à Charlottenbourg, écrit qu'en voyant l'Empereur, il a dû faire effort pour refouler ses larmes : « Il me faisait l'effet d'un martyr. En réalité, il n'y a pas au monde de martyre comparable à cette mort lente. Tous ceux qui l'approchent sont pénétrés d'admiration devant cette courageuse et muette soumission à l'inévitable destin qu'il prévoit d'ailleurs clairement. Je l'ai vu hier probablement pour la dernière fois. »

Cette situation tragique, le spectacle de cette lente agonie auraient dû, semble-t-il, désarmer le prince de Bismarck. Mais, loin de désarmer, il devenait de plus en plus agressif. Les diplomates étrangers accrédités à Berlin mentionnaient dans les rapports qu'ils adressaient à leur gouvernement que la campagne du chancelier contre l'impératrice Victoria devenait de jour en jour plus acharnée et plus implacable. Il se plaignait, à tout propos et sans raison d'ailleurs, de l'intervention de « l'Anglaise » dans les affaires de l'État. Ses plaintes formulées devant des tiers étaient reprises par les journaux à ses gages. Ils en venaient aux invectives dans des articles calomnieux où étaient exposés les prétendus périls auxquels « une politique de femme » exposait les intérêts de l'Allemagne. L'Empereur lui-même, indirectement accusé de subir l'influence de l'Impé-

ratrice et de ne prendre aucune décision sans la consulter, était, de ce chef, critiqué et raillé sous les formes les plus perfides. La campagne de presse se doublait et s'envenimait d'une campagne de salons, dirigée cette fois contre l'honneur de l'épouse. On mettait en doute sa fidélité conjugale ; on allait jusqu'à désigner, comme son favori, le comte Seckendorf, maréchal de la Cour.

Les défenseurs de l'Impératrice, tous ceux dont l'excès de son infortune et cette guerre au couteau n'avaient ébranlé ni la fidélité ni le respect, constataient avec horreur que le chancelier qui, d'un mot, aurait pu couper court à ces infamies, ne faisait rien pour les arrêter, et qu'en feignant de les ignorer, il les laissait courir. Dans une lettre privée, écrite de Berlin à cette époque, à propos de ces incidens, on lit : « Il veut se prémunir contre une prolongation très improbable de l'existence de Frédéric et mater toutes les résistances. Non content d'avoir fait ajourner le mariage Battenberg, il veut un renoncement écrit et signé. Personne n'ose résister à ce despotisme.

A la faveur du prestige dont l'auréole son omnipotence, il promène tour à tour par toute l'Europe des espérances de paix et des craintes de guerre. Au général Billot, venu à Berlin pour représenter la France aux obsèques de Guillaume Ier, à Ferdinand de Lesseps, qui est en ce moment l'hôte de l'ambassadeur de la République et l'objet des flatteuses attentions de la Cour, il tient un langage rassurant. Il dit à Lesseps :

— J'ai toute confiance en votre caractère comme en votre jugement, et nous nous entendrons toujours. Je ne désire que le maintien des bons rapports entre les deux pays. La guerre n'éclate jamais comme un coup de foudre. Elle est toujours précédée de dissentimens graves dont je ne vois pas trace dans le présent, et qui, je l'espère, ne se produiront pas dans l'avenir. En tout cas, nous travaillerons ensemble à les prévenir comme à les éteindre.

Mais, avec le roi Carol de Roumanie, que le désir de rendre hommage à l'Empereur défunt a conduit dans la capitale prussienne, c'est une autre chanson. Il lui parle de la guerre comme d'une chose inévitable :

— De Moltke croit qu'elle aura lieu dans quelques mois; je ne suis pas de son avis; mais, dans deux ans, nous n'y échapperons

pas. Au reste, nous sommes d'accord pour penser qu'elle nous viendra par la Russie, et que la France ne laissera pas la Russie entrer seule en lutte contre l'Allemagne. Aussi nos opérations militaires sont-elles combinées en vue d'une double campagne.

Le monarque roumain quitte Berlin en proie aux plus sombres pressentimens. On en constate de pareils un peu partout. L'imminence de la mort de Frédéric III et de l'avènement de son fils paraît à tous les yeux augmenter les chances de guerre. Si la guerre est impossible, — et Bismarck en convient, — tant que vivra Frédéric III, il en sera tout autrement après sa mort. On remarque encore que jamais le chancelier ne fut plus nerveux, plus ombrageux, plus irritable qu'en ce moment, où cependant sa puissance est devenue inébranlable et où il est si visiblement le maître de l'Europe. Il suffit que certains journaux osent prévoir que, sous le règne qui commence, il sera plus discuté et moins influent que sous celui qui finit, pour qu'il fulmine contre les auteurs de ces suppositions.

— Ce sont des envieux, s'écrie-t-il. En Allemagne, l'envie est le vice national.

Ce jour-là, il dit la vérité.

III

Après nous être efforcé de montrer le prince de Bismarck tel qu'il fut durant la période émouvante dont nous résumons les péripéties, il nous faut maintenant revenir au prince Guillaume, subitement rapproché du trône par la mort de son grand-père, et qui n'en était plus séparé que par l'existence de son père agonisant.

Il vient d'entrer dans sa vingt-neuvième année. Officier dans la garde impériale, il a épousé, en 1880, la princesse Augusta-Victoria de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Augustenbourg, et quatre fils grandissent autour de lui. Lorsque, à travers les circonstances qui caractérisent en ce moment la vie nationale, il regarde au delà du présent, il ne peut se dissimuler que l'heure est proche où il régnera. Il en est convaincu depuis le jour où, du vivant de Guillaume Ier, il a appris de la bouche des médecins allemands que son père était atteint d'une maladie qui ne

pardonne pas. Les querelles qui se sont élevées d'abord entre eux et le praticien anglais Mackensie, lequel, contrairement à l'avis de ses confrères, soutient qu'elle n'est pas incurable, n'ont pas ébranlé sa conviction. Il en a voulu à sa mère d'avoir mis en doute le diagnostic de la Faculté berlinoise et d'avoir recouru aux lumières du plus illustre représentant de la Faculté britannique. Il a suspecté la sincérité de Mackensie et l'a soupçonné de s'être fait le complice de la princesse impériale, qui proclame partout qu'on exagère le mal et que son mari a devant lui de longs jours, grâce aux soins qu'elle lui prodigue. Puis, Mackensie a dû se rendre à l'opinion des Allemands. Au mois de septembre, appelé dans le Tyrol, où le kronprinz a passé l'été, il l'a engagé à s'établir pour l'hiver sur la Rivière de Gênes.

Frédéric a commencé par résister, en alléguant « qu'il était obligé de se réacclimater au climat de Berlin, » pour le cas où il y serait rappelé par la mort de son père. Il tenait aussi à ne pas laisser sans surveillance le prince Guillaume, dont la popularité dans l'armée et dans l'aristocratie prussienne grandit de jour en jour, et qui ne néglige rien pour l'entretenir. Frédéric a été contraint de faire litière de ces considérations. Il est parti pour San Remo, d'où on l'a vu revenir empereur, mais les pieds déjà dans la tombe.

Le nouveau kronprinz ne serait digne ni de ses ancêtres, ni de la brillante destinée qui lui est promise, s'il ne se préparait pas à gouverner en s'initiant autant qu'il le peut aux questions que, une fois le maître, il aura mission de résoudre. Si, par impossible, il était tenté d'oublier ce qu'il doit à l'avenir qui l'attend et de réduire son rôle à celui d'un spectateur désintéressé, les flatteries et les hommages dont il est l'objet le rappelleraient à son devoir. Bismarck le tient au courant de tout ce qui touche au gouvernement, les ministres et les hauts fonctionnaires le consultent, les diplomates étrangers lui prodiguent leurs hommages. Les envoyés de Léon XIII, Galimberti et Merry del Val, le traitent, nous dit M. Georges Goyau, « comme une façon d'empereur. » Hohenlohe, au milieu des difficultés que lui crée Bismarck dans son gouvernement d'Alsace-Lorraine, va les lui soumettre, et, à propos de l'introduction des passeports dans les provinces annexées, l'entendra lui dire « qu'il faut traiter les Français par la violence. » Dans ce jeune

homme qui sera empereur demain, tout le monde salue humblement le soleil levant, et n'a que compassion pour le malade de Charlottenbourg, soleil en train de s'éteindre, et qui se couche dans un ciel nuageux et obscur. Comment le futur souverain ne se laisserait-il pas griser par les témoignages de soumission et de servilisme que chaque jour lui apporte?

En les interprétant comme une invitation à s'immiscer de plus en plus dans les actes du gouvernement, il n'outrepasse pas ses droits d'héritier de la couronne. On ne peut lui reprocher de se préparer à régner, puisque la place qu'occupe son père sera bientôt vacante.

Mais, en ces sortes de choses, il y a la manière, et celle du jeune Guillaume est détestable. Il ne perd aucune occasion de désapprouver les actes impériaux; il fait profession de leur être hostile; il les critique publiquement, s'ils sont en contradiction avec la volonté du chancelier, envers lequel il témoigne d'une affection enthousiaste, offensante pour son père, car, envers celui-ci, il semble n'avoir que de la pitié, une pitié qui se manifeste sous une forme dédaigneuse; il s'impatiente de ne pas voir disparaître celui qui en est l'objet.

Le 1er avril, anniversaire de la naissance du prince de Bismarck, il va de bonne heure lui porter ses souhaits, et, par un raffinement de flatterie, il s'invite à dîner pour le soir. A la fin du repas, il lève son verre et prend la parole.

« L'Empire, dit-il, est comme un corps d'armée qui aurait perdu son chef sur le champ de bataille et qui verrait son nouveau commandant grièvement blessé. Dans une passe aussi critique, les cœurs des quarante-six millions d'Allemands ne peuvent que se tourner avec espoir vers le drapeau et le porte-drapeau en lequel ils ont placé toute leur confiance. Le porte-drapeau est notre illustre, notre grand chancelier. Qu'il nous conduise ! Nous le suivrons ! Puisse-t-il vivre longtemps ! »

Ce *speech* n'était pas destiné à la publicité; c'est l'indiscret Maurice Busch qui nous l'a conservé. Mais de quelle inconscience témoignent ses paroles, de quel oubli des convenances et du devoir filial ! En consacrant ainsi l'omnipotence du chancelier, en le proclamant nécessaire au salut de l'Empire, Guillaume dénonçait l'impuissance de son père et se faisait le complice de ceux qui, à l'exemple d'Herbert de Bismarck, représentaient

l'empereur Frédéric « comme un fainéant, » condamné par la maladie au silence et à l'inaction et qui n'était pas à sa place sur le trône. Au mois de février précédent, lors de son voyage à Londres, le fils du chancelier n'avait-il pas poussé le manque de respect jusqu'à oser dire au prince de Galles, le futur Édouard VII, « qu'un empereur incapable de discuter était incapable de régner ? » En racontant ce trait à Hohenlohe, huit jours après la mort de Frédéric III, l'Impératrice veuve ajoutait « que la crainte seule de nuire aux relations des deux pays avait empêché son frère de jeter cet impertinent à la porte. »

Ce qui aggravait aux yeux du prince de Galles le propos qu'il venait d'entendre, c'est qu'il savait que le comte Herbert vivait dans l'intimité du kronprinz et qu'on pouvait supposer qu'en se prononçant aussi cavalièrement sur l'Empereur, il avait exprimé l'opinion de Guillaume. Il y a lieu de faire remarquer en passant qu'à cette époque, le fils du chancelier avait lassé tout le monde par ses allures hautaines, par ses prétentions, sa suffisance, sa légèreté dans l'exercice de ses fonctions de secrétaire d'État, et la désinvolture avec laquelle il traitait les plus grands personnages de l'Empire, voire le maréchal de Moltke, sur lequel on l'avait vu tenter de prendre le pas dans une réception diplomatique.

Quant au kronprinz, on peut se demander si, lorsqu'il multipliait envers le prince de Bismarck tant de marques de confiance et d'admiration, il était sincère ou tout au moins sans arrière-pensée. A la cour de Berlin, quelques personnes en doutaient, en se fondant sur divers faits peu importans en apparence, mais qu'elles jugeaient significatifs.

« Ils font bon ménage aujourd'hui, disait-on ; mais en sera-t-il de même lorsque le prince Guillaume sera empereur et lorsque la volonté du chancelier voudra prévaloir sur la sienne ? »

En attendant, Bismarck jouissait avec une complaisance non dissimulée de la faveur du kronprinz et y puisait la certitude de la durée de son pouvoir de plus en plus consolidé. C'est de bonne foi qu'il se croyait indispensable. « Quel serait le résultat, s'il s'en allait ? » — « Son départ n'ouvrirait-il pas la porte à toute les extravagances ? » Ces questions reviennent à tout instant dans ses entretiens et autorisent à penser qu'après avoir considéré comme un devoir patriotique de ne pas aban-

donner un empereur mourant, il s'était convaincu que le même devoir l'obligeait à rester auprès du successeur afin de le faire profiter de son expérience. N'était-ce pas un bienfait pour l'Empire qu'il eût gagné la confiance de ce jeune prince, à qui la mort de son père pouvait imposer d'un moment à l'autre la lourde charge du gouvernement ? Le chancelier était en droit de se féliciter qu'en une aussi grave occurrence, ce qu'il appelait le devoir fût d'accord avec l'ardent désir dont il était possédé de ne pas descendre du faîte où l'avait porté une invraisemblable fortune, de ne pas se dépouiller de cette dictature dont il tirait orgueil et que dénonçait la princesse impériale lorsqu'elle disait de lui :

— Cet homme est un nouveau Cromwell.

Devenue impératrice, résignée à tolérer sa présence et à le laisser gouverner, puisque son concours était indispensable, elle dissimulait son ressentiment et ne s'exprimait plus sur lui avec la même liberté qu'autrefois. Elle le ménageait pour ne pas envenimer une haine dont elle avait tant souffert et dont son époux eût été la victime plus encore que par le passé. Mais elle n'en souffrait pas moins cruellement, et lui avec elle, en voyant leur fils tombé au pouvoir de cet intraitable ennemi. Chaque témoignage de faveur donné par le kronprinz à Bismarck était pour ses parens un coup de poignard. La vie familiale des Hohenzollern a été à cette époque enveloppée de trop de mystère pour qu'on puisse se flatter d'en dévoiler les péripéties sans s'exposer à travestir la vérité. Il en est qui échappent à l'Histoire parce qu'elles n'ont eu d'autre témoin que des personnages intéressés à les taire ou à les faire oublier. Mais il a été alors de notoriété publique qu'à maintes reprises, l'Empereur et l'Impératrice ont adressé d'amers reproches à leur fils, pour l'affectation qu'il mettait à frayer avec les Bismarck, et à recevoir d'eux, avec une bruyante reconnaissance, des témoignages de dévouement. Il n'est pas douteux qu'il a protesté contre ces reproches d'un accent de révolte. On le disait à Berlin, et il semble bien qu'on disait vrai. Il est au moins certain qu'à la Cour, deux camps s'étaient formés, le camp de Charlottenbourg et le camp de Schloss. A Charlottenbourg, résidait l'Empereur. A Schloss, c'est-à-dire le palais de Marmor, à Potsdam, résidait le prince Guillaume. Les deux résidences étaient bien en réalité deux camps ennemis, deux forteresses rivales, armées

en guerre. Quoiqu'il convienne de n'accueillir qu'avec réserve les rumeurs qui s'en échappaient, on ne saurait les passer complètement sous silence, alors que leur vraisemblance est établie par ce fait que, depuis la scène qui s'était déroulée à San Remo, à la veille de la mort de Guillaume Ier, son petit-fils était brouillé avec sa mère et que cette situation se prolongea jusque vers la fin d'avril.

A cette date, la reine d'Angleterre était arrivée à Charlottenbourg. Elle venait prêter à sa fille, dans les douloureuses circonstances que traversait celle-ci, son assistance maternelle et tenter de la réconcilier avec son fils. Elle passa deux jours auprès d'elle et s'entretint à plusieurs reprises avec lui. On a raconté qu'il s'était d'abord conduit de manière à la convaincre qu'il ne lui portait pas des sentimens meilleurs que ceux qu'il portait à ses parens. Mais ce récit est dépourvu de preuves, tandis qu'il est certain que lorsque, quarante-huit heures plus tard, elle partit pour rentrer à Londres, la mère et le fils étaient réconciliés. Il est vrai que la Reine, étant allée à Berlin, avait vu le prince de Bismarck et que, peut-être, il n'était pas étranger au rapprochement. Il reconnaissait après son départ qu'elle s'était « très bien comportée, » et en effet, en causant avec lui de l'opposition qu'il avait faite au mariage de la princesse Victoria avec le prince de Battenberg, elle lui avait donné raison.

— Je l'ai dit à ma fille, avait-elle ajouté. C'est très bien de ne pas oublier sa patrie et de lui faire avoir autant d'avantages qu'on peut. Mais elle ne doit pas oublier qu'elle a besoin de l'attachement des Allemands et que son devoir est de tout faire pour se le gagner.

Marie-Thérèse d'Autriche n'eût pas parlé autrement à Marie-Antoinette et on peut supposer que Bismarck, ravi de l'appui que lui apportait la reine d'Angleterre pour résoudre une question depuis longtemps fertile en embarras et en querelles, lui aurait exprimé sa gratitude en poussant le kronprinz dans les voies de la réconciliation. Reste cependant la question de savoir si cette réconciliation était sincère. Il est permis d'en douter lorsqu'on lit dans un rapport diplomatique le récit d'une scène violente entre la mère et le fils, dont le palais de Charlottenbourg aurait été le théâtre, peu de temps après le séjour de la reine Victoria. L'Impératrice ayant reproché au kronprinz de se

conduire déjà comme si son père était mort et le kronprinz ayant répliqué avec insolence, elle l'aurait menacé « de le faire interner à Custrin. »

— Faites, ma mère, aurait-il répondu ; mais, dès que je serai le maître, je vous embarquerai pour l'Angleterre.

Dans ces paroles, on devine l'inspiration des Bismarck. Peut-être le chancelier avait-il rappelé au prince Guillaume qu'un siècle plutôt, la princesse Louise-Ulrique de Prusse, sœur de Frédéric II et reine de Suède, s'était vue, après la mort de son mari, éloignée de Stockholm par son fils Gustave III devenu le maître et qu'antérieurement, Louis XIII avait agi de même envers sa mère, Marie de Médicis. Guillaume II ne serait donc pas le premier souverain qui aurait mis fin par un ordre d'exil à des difficultés suscitées contre lui dans sa propre famille. D'ailleurs, dans la maison de Hohenzollern, on en avait vu bien d'autres et les drames d'intérieur n'étaient pas chose nouvelle. Seulement, dans celui que nous racontons, c'est l'ambition du chancelier qu'on trouve comme mobile. On peut sans craindre de se tromper lui attribuer la responsabilité de tout ce que le futur empereur fait de répréhensible. Si ce n'est pas lui qui en est l'instigateur, c'est son fils Herbert qu'il ne désavoue pas. Le père et le fils sont d'accord pour enguirlander Guillaume, pour encourager ses velléités belliqueuses. Sans doute le chancelier se promet de mettre plus tard le holà à une politique d'aventure. Mais, pour le moment, il ne songe qu'à flatter son disciple, car, ce qui lui importe avant tout, c'est de se maintenir dans sa confiance afin de consolider inébranlablement son propre pouvoir. Il feint de lui céder en tout et pour tout, même lorsque, dans son for intérieur, il ne l'approuve pas. Il veut le mettre dans l'impossibilité de se passer de lui, quitte, lorsqu'il sera son ministre, à lui résister au nom de la raison d'État.

Les preuves sont nombreuses de ces calculs ténébreux. Lorsque, au mois de mai, il montre les dents à la France et à la Russie en faisant, contre toute vraisemblance, courir des bruits de guerre, il joue une comédie que cependant certaines gens prennent au sérieux. Hohenlohe écrit dans son Journal : « Bismarck veut à tout prix conserver ses fonctions sous le règne du kronprinz actuel. Il lui avait déclaré, il y a quelques mois, qu'il lui offrait ses services, à condition qu'il ne veuille pas

la guerre. A l'heure qu'il est, dit Bleichrœder, il resterait même au prix de la guerre. Les tracasseries de ces derniers temps étaient une concession faite au futur Empereur et à ses conseillers militaires. » Herbert de Bismarck, « une calamité pour l'empire » et le général de Waldersee sont les plus entreprenans de ces conseillers. Leur influence sur le prince Guillaume n'est pas moins funeste que celle du chancelier, encore qu'elle s'exerce avec une moindre habileté que la sienne. Ils le poussent à la guerre. Le chancelier n'arrête pas leur effort, étant convaincu qu'elle est impossible tant que Frédéric III sera vivant et qu'il n'y a aucun danger à laisser la cour et la ville en parler avec persistance. Elles en parlent beaucoup en effet, non sans mêler à leurs alarmes de vives critiques qui se résument ainsi : « On n'a pas le droit de faire la guerre simplement parce qu'on est mieux armé que ses adversaires. »

Tant d'agitation et tant d'intrigues n'étaient pas faites pour adoucir l'agonie de Frédéric III. Mais en fut-il informé et dans quelle mesure? Les ombres qui enveloppent son règne de trois mois s'épaississent davantage aux approches de sa mort. Cependant, quand on songe à la tendre sollicitude que lui prodiguait sa femme, on est naturellement conduit à penser qu'elle s'est ingéniée à empêcher d'arriver jusqu'à lui les informations susceptibles de rendre plus douloureux et plus amers ses derniers momens. Au commencement du mois de juin, il avait quitté le château de Charlottenbourg pour s'installer au Nouveau Palais, à Potsdam, résidence somptueuse construite à grands frais par Frédéric II, aussi remarquable par son architecture que par la beauté de son parc tracé à travers les forêts royales. C'est là que Frédéric III était né, qu'il avait longtemps vécu et qu'il voulait mourir. En y arrivant, il conçut le désir d'en changer le nom et décréta que désormais le Nouveau Palais s'appellerait *Friedrichskron*, — couronne de Frédéric, — circonstance qui serait dépourvue d'intérêt historique, si elle ne fournissait un nouvel exemple du peu de respect de Guillaume II pour la mémoire et la volonté de son père. A peine empereur, il rendra au Nouveau Palais son ancienne dénomination. C'est tout ce que nous savons positivement de ce qui s'est passé à la veille et au lendemain de la mort de l'Empereur survenue le 15 juin.

Quant à l'événement lui-même, il ne nous apparaît qu'à travers des versions contradictoires. D'après Bismarck, le

mourant, quelques instans avant de rendre l'âme, lui a pris la main et l'a mise dans celle de l'Impératrice auprès de qui le chancelier serait resté durant plusieurs heures après le décès, afin de l'assister dans sa détresse. Mais Hohenlohe nous donne un récit très différent. D'après lui, peu de jours avant la mort de l'Empereur, le chancelier est venu le voir ; il était très ému. Il a fini par dominer son émotion et s'est retiré en disant « qu'il n'avait pas le temps de faire de la politique de sentiment. » Hohenlohe nous apprend aussi que la veuve ayant fait dire à Bismarck qu'elle désirait le voir, il avait répondu qu'il ne pouvait aller chez elle, étant tenu de se rendre auprès de l'Empereur son maître. Peut-être n'y a-t-il là que des bruits de cour et faut-il considérer de même cette autre rumeur d'après laquelle l'Impératrice se serait hâtée de mettre ses diamans en sûreté en les envoyant à l'ambassade d'Angleterre. Il est remarquable que, dans ces récits, il n'est pas question du prince Guillaume, ni d'aucun membre de la famille impériale. En revanche, ils sont tous d'accord pour constater qu'à peine l'Empereur mort, le château avait été entouré d'un cordon de troupes et qu'on n'avait plus su ce qui s'y passait.

Ainsi se terminait le drame qui se jouait à Berlin depuis que s'était déclarée la maladie de Frédéric. Son fils n'en sortait pas grandi. Dans toutes les cours sa conduite était jugée sévèrement. A celle d'Angleterre, elle avait depuis longtemps excité l'indignation, et le prince de Galles, à l'ordinaire circonspect et modéré, exprimait la sienne en termes violens. Peu de jours avant les obsèques de son beau-frère, auxquelles il devait assister, il était l'hôte du roi Carol de Roumanie à Sinaïa. Située dans un vallon verdoyant, au sein des montagnes, à une centaine de kilomètres de Bucarest, cette jolie petite ville est la résidence d'été de la cour roumaine. Elle contient dans son enceinte le château de Pelès, décoré du nom de château royal, bien que ce ne soit qu'un vaste chalet où habite le Roi et le château de Pelisot, destiné au prince héritier. Durant le séjour que fit le prince de Galles auprès du roi Carol, il ne lui cacha pas le « sentiment de dégoût » que lui inspirait son neveu. Telle était sa colère qu'il craignait de ne pouvoir, une fois à Berlin, en contenir l'éclat et s'empêcher de donner à Guillaume la leçon qu'il méritait. Le Roi eut beaucoup de mal à le calmer.

— Dans l'état où je vous vois, lui dit-il, vous feriez peut-être mieux de renoncer à votre voyage. Il serait fâcheux et grave que le futur roi d'Angleterre se brouillât avec l'empereur d'Allemagne (1).

Le prince de Galles entendit raison, et sa colère s'apaisa au moins extérieurement; mais, longtemps encore, elle devait gronder en lui. Quelques semaines plus tard, étant à Vienne, et ayant appris que son neveu allait y venir, il en partit à l'improviste, afin de ne pas le rencontrer.

Est-il téméraire de supposer que lorsque, à une époque encore plus rapprochée de nous, il concevra le projet d'opposer, à la Triple-Alliance, la Triple-Entente, le souvenir des événemens de 1888 ne sera pas étranger à l'orientation nouvelle qu'une fois en possession de la couronne britannique, il entend imprimer à la politique mondiale?

Parmi ces événemens, il faut compter la proclamation que Guillaume II, le jour même de la mort de son père, adressait à l'armée allemande. On se rappelle que l'évocation des gloires ancestrales y tenait la plus grande place. « Nous nous appartenons l'un à l'autre, moi et l'armée, y était-il dit; nous sommes créés l'un pour l'autre, et nous resterons fermement et inséparablement unis, qu'il plaise à Dieu de nous donner le calme ou l'orage. » C'est presque un cri de guerre dont l'écho retendira désormais dans l'Histoire comme une prédiction pour l'avenir. Le message adressé, trois jours plus tard, au peuple allemand était d'un accent plus modéré. L'Empereur promet « d'être un prince juste et clément, d'entretenir la piété et la crainte de Dieu, de protéger la paix, de veiller au bien de son pays, d'être le soutien des pauvres et des malheureux et le fidèle gardien de la justice, » promesse rassurante assurément, mais qui ne corrigea qu'à demi l'effet produit par le caractère guerrier du premier manifeste.

A l'heure où l'Allemagne prenait connaissance des paroles impériales, on procédait à Berlin aux funérailles de Frédéric III. Celles de Guillaume Ier avaient été entourées de pompe et presque

(1) Dans la communication qui m'a été faite relativement à cet incident et de la source la plus autorisée, il est dit que le roi de Roumanie, ayant dissuadé le prince de Galles d'aller à Berlin, celui-ci suivit ce conseil. Il y a là une erreur. Le futur roi d'Angleterre était à Potsdam le 22 juin, huit jours après la mort de son beau-frère. Hohenlohe raconte à cette date que ce même jour il est allé le voir : « Il ne me cache pas que la grossièreté de la famille Bismarck, père et fils, l'horripile. »

théâtrales. Celles de son fils furent surtout remarquables par leur simplicité, comme si les organisateurs avaient voulu détourner l'attention publique de ce malheureux prince et le faire oublier.

Enfin, le 25 juin, avait lieu l'ouverture de la session du Reichstag. L'Empereur s'y montra devant les représentans de son peuple, casque en tête, son uniforme couvert du manteau de pourpre des chevaliers de l'Aigle-Noir. Rois et roitelets de la Confédération germanique étaient groupés autour de lui et, à son immense auditoire, il jeta des paroles de paix. Mais ce n'est pas seulement sur lui que se portaient les yeux de la foule accourue pour le voir et pour l'entendre. Ils allaient aussi au prince de Bismarck, debout sur les marches de ce trône dont les Hohenzollern lui étaient redevables. Il était là, « rajeuni de dix ans, » plus grand et plus populaire que les plus populaires et les plus grands, presque l'égal de l'Empereur, tant il était fort de son influence sur lui et du prestige que lui avaient assuré les services rendus à l'Empire. En cette heure solennelle on peut lui appliquer le mot du poète : il marche vivant dans un rêve étoilé. Mais sa puissance l'aveugle. Il ne s'aperçoit pas que la voie lumineuse sur laquelle il avance triomphant est en déclivité et qu'elle conduit à l'abîme. Il nous reste à raconter comment il y fut précipité.

ERNEST DAUDET.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

PENDANT

LA GRANDE GUERRE

La guerre qui sévit depuis le mois d'août 1914 a fait sentir ses effets dans le monde entier. Les neutres, aussi bien que les belligérans, en ont éprouvé le contre-coup, de façon d'ailleurs très diverse : les uns souffrent dans leurs intérêts économiques ; d'autres, au contraire, bien que voyant, sous certains rapports, les transactions ralenties, ont trouvé dans la fourniture d'approvisionnemens, d'armes, de munitions, d'équipemens qu'ils ont pu faire à des nations engagées dans la lutte, un élément important d'activité pour leur commerce et leur industrie. Tel est le cas des États-Unis de l'Amérique du Nord.

Nous nous proposons d'exposer sommairement la situation économique de ce pays à la veille des hostilités, de décrire les premiers effets produits par la déclaration de guerre sur les marchés américains, de montrer comment, sous l'influence des besoins européens provoqués par la prolongation de la campagne, les demandes des belligérans sont devenues de plus en plus nombreuses et importantes et ont provoqué, de l'autre côté de l'Atlantique, tout au moins dans certaines branches de la production, une activité intense. Nous traiterons en détail le côté financier du problème. Cette étude sera d'autant plus opportune que l'année 1914 a été marquée par une transformation du régime bancaire des États-Unis et l'année 1915 par

des mouvemens extraordinaires du change entre eux et l'Europe.

I. — SITUATION ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS A LA VEILLE DE LA GUERRE

Depuis la campagne contre l'Espagne, qui se termina en 1898 par l'annexion de Porto-Rico et des Philippines et l'établissement du protectorat américain sur la République cubaine, les États-Unis poursuivaient leur développement pacifique, qui dépasse en rapidité et en intensité celui de toutes les communautés du monde. Il s'explique par la richesse d'un sol qui fournit des récoltes dont la valeur moyenne atteint près de 9 milliards de dollars par an (1), par la variété et la puissance de gisemens houillers, pétrolifères et métalliques qui permettent au pays de suffire à tous ses besoins et d'exporter des quantités considérables d'huile, de minerais et de métaux aussi bien que de produits agricoles, par l'activité et l'énergie d'une population qui s'augmente annuellement de plus d'un million d'immigrans (2). Quelques chiffres donneront une idée de la puissance d'une production qui, pour bien des matières, place les États-Unis au premier rang. La population continentale, d'après le recensement de 1910, était de 92 millions d'âmes, dont 43 dans les villes et 49 dans les campagnes. Les centres urbains, là comme dans le reste du monde, se peuplent beaucoup plus vite que les autres : leur taux d'accroissement est trois fois plus rapide. On estime que la valeur du domaine rural a doublé de 1900 à 1910, passant de 20 à près de 41 milliards de dollars; dans ce total, la terre figure pour 29, les bâtimens pour 6, l'outillage pour 1,

(1) Les sommes d'argent mentionnées au cours du présent article, sauf indication contraire, expriment des dollars américains. Le dollar est une monnaie d'or valant intrinsèquement 5 francs 18.

(2) Voici les chiffres d'immigrans des trois dernières années (en milliers d'individus) :

	1912.	1913.	1914.
Hommes	530	808	798
Femmes	308	390	420
Totaux	838	1 198	1 218

Les listes de classement par origine ne comprennent pas moins de 40 nationalités diverses. Il est curieux que la guerre n'ait pas ralenti le courant d'immigration; d'autre part, bien que beaucoup d'hommes appelés à servir sous les drapeaux belligérans aient quitté les États-Unis en 1914, le chiffre des émigrans a été inférieur en 1914 à celui de 1913, 303 000 au lieu de 308 000.

le cheptel pour 5 milliards. La valeur des récoltes de 1914, prises à la ferme, était estimée comme suit :

Maïs	2672	millions de dollars.
Blé.	878	—
Foin	780	—
Avoine	500	—
Pommes de terre . .	199	—
Seigle.	37	—
Orge	106	—
Sarrasin	13	—
Coton.	520	—
Tabac.	1034	—
Laine.	36	—
Total	6775	—

Pour ces onze articles seulement, on arrive à près de 7 milliards de dollars. D'autres chiffres donneront une idée de la puissance industrielle de la Confédération : elle produit plus d'un demi-milliard de tonnes de charbon, alors que le Royaume-Uni et l'Allemagne en fournissent chacun 275 millions, la France 40 millions. On estime les réserves américaines de charbon à 3 quatrillions de tonnes, celles de minerai de fer à 80 milliards de tonnes, la surface des terrains pétrolifères à 8 850 milles (soit 23 000 kilomètres carrés), celle des terrains contenant du gaz naturel à 10 000 milles, soit 26 000 kilomètres carrés. La production de cuivre est d'un demi-million de tonnes, à peu près la moitié de la production mondiale, celle du plomb est de 400 000 tonnes, celle du zinc de 275 000, celle d'aluminium de 20 000. Les États-Unis sont riches en métaux précieux : ils fournissent à peu près le cinquième de l'or et le cinquième de l'argent annuellement extraits des entrailles du globe. La production de fonte a été, en 1912, de 30 millions de tonnes et celle d'acier de 24 millions. Pour le pétrole, les États-Unis sont au premier rang avec la Russie : ils ont extrait, en 1911, 220 millions de barils. La surface des 160 forêts qui ont été proclamées nationales sur le territoire continental de la République s'élève à 159 millions d'acres; en y ajoutant celles de l'Alaska et de Porto-Rico, on arrive à 185 millions, équivalant à 75 millions d'hectares. En matière d'usines, on en comptait, en 1909, 208 000 employant 6 600 000 ouvriers.

Un des rares points faibles des États-Unis est leur marine marchande qui, au moins en ce qui concerne les navires destinés aux relations extérieures, ne se développe pas. C'est ainsi que, dans toute l'année 1914, il n'a été construit chez eux que 1 151 navires jaugeant 316 000 tonnes. Dans la même année, sur une entrée de 40 millions de tonnes dans les divers ports maritimes, il n'y en avait que 5 millions, le huitième, sous pavillon américain; 20 millions étaient sous pavillon anglais. Les navires nationaux ne transportent que le dixième des exportations et des importations par mer. Le recrutement des équipages est très difficile.

Mais ceci n'a pas empêché le développement rapide du commerce. Tout d'abord, au sein de cette population qui égale celles de la France, de l'Angleterre et de la Belgique réunies, sur le territoire d'une confédération aussi vaste qu'une bonne partie de l'Europe, des échanges nombreux se poursuivent sans interruption. Ce sont les Américains eux-mêmes qui sont les principaux consommateurs de ce qui sort de leur sol et de leurs manufactures. Les salaires sont élevés; les ouvriers et les fermiers habitués à une vie très large. C'est ainsi que l'exportation du blé américain qui, il y a une quarantaine d'années, jouait un rôle important dans l'alimentation européenne, diminue d'année en année. En 1902, les États-Unis exportèrent 75 millions de quintaux de céréales; en 1911, 24 millions. La France, de son côté, ne leur en demande presque plus : au lieu d'importer une moyenne de 10 millions de quintaux, comme ce fut le cas de 1871 à 1900, elle n'en a importé que 3 millions de 1901 à 1910. Au point de vue des objets manufacturés, la demande intérieure va sans cesse en augmentant : c'est ainsi que le chiffre des automobiles en service dépasse, pour un seul État, celui des voitures qui circulent en France. Il s'élève pour le pays à deux millions. Dans le nombre figurent, en majorité, des véhicules de luxe, en sorte que des critiques assez vives ont été formulées contre cette dépense somptuaire. Nous n'en parlons que pour mettre en relief l'un des innombrables indices de la richesse publique. Celle-ci a été évaluée à 5 ou 600 milliards de francs. Des recensemens très détaillés *(census)* ont lieu à des intervalles réguliers et fournissent de précieux renseignemens.

Le commerce extérieur des États-Unis est très important,

bien que représentant peu de chose par rapport au commerce intérieur; on aura une idée du volume de celui-ci en constatant que le mouvement de la navigation sur les cinq grands lacs : Érié, Huron, Ontario, Michigan, Supérieur, s'est élevé à 35 millions de tonnes en 1914. Il est impossible de connaître le total du commerce intérieur : celui du commerce extérieur est en progression à peu près régulière. D'une façon générale, les exportations dépassent les importations de marchandises : les écarts entre ces deux chiffres forment l'objet constant de l'attention des financiers et des hommes d'État américains, parce qu'ils ont des effets multiples sur l'ensemble de la vie économique du pays. En voici la marche depuis le commencement du xxe siècle (en millions de dollars). Les années vont du 1er juillet au 30 juin.

	Importations.	Exportations.		Importations.	Exportations.
1900 . . .	850	1 394	1908 . . .	1 194	1 860
1901 . . .	823	1 487	1909 . . .	1 311	1 663
1902 . . .	903	1 381	1910 . . .	1 556	1 744
1903 . . .	1 025	1 420	1911 . . .	1 527	2 049
1904 . . .	991	1 460	1912 . . .	1 653	2 204
1905 . . .	1 117	1 518	1913 . . .	1 813	2 465
1906 . . .	1 226	1 743	1914 . . .	1 893	2 364
1907 . . .	1 434	1 880	1915 . . .	1 674	2 768

Pour les douze mois ayant pris fin le 30 juin 1915, les importations des États-Unis se sont élevées à 1 674 millions, et leurs exportations à 2 768 millions de dollars; l'excédent de ces dernières a donc été de 1 094 millions. Les importations sont en diminution de 219 millions sur l'année précédente : celles venues de France ont reculé de 64 millions, celles d'Allemagne de 98, celles d'Angleterre de 40 seulement. Les exportations ont augmenté par solde, de 414 millions, à raison de 190 pour la France, 315 pour le Royaume-Uni, 110 pour l'Italie, 64 pour la Suède, 31 pour la Hollande, 30 pour la Norvège. Elles ont diminué de 326 millions vers l'Allemagne; mais celle-ci a dû recevoir la majeure partie des marchandises qui constituent l'excédent d'importation de certains pays neutres par rapport à 1913-1914. La moitié de l'augmentation des exportations américaines consiste en objets d'alimentation.

Nous verrons plus loin quelles ont été les conséquences financières de ces mouvemens. Dès maintenant, nous devons

faire remarquer qu'ils ont constitué les États-Unis fortement créanciers de l'Europe, de la France en particulier. Cet effet a été d'autant plus sensible que la compensation qu'amènent en temps ordinaire les dépenses effctuées, de ce côté-ci de l'Océan, par les voyageurs n'a presque pas joué, la guerre ayant retenu chez elles la plupart des familles qui venaient régulièrement passer dans l'Ancien Monde une partie de la belle saison.

Nous ne saurions entrer ici dans la description de l'industrie américaine, qui embrasse une variété considérable de domaines. Elle est remarquable sous plusieurs rapports, par l'énormité des entreprises, par le développement, poussé jusqu'à ses dernières limites, du machinisme et des outils mécaniques : on cite des usines où d'immenses appareils, mus par l'électricité, sont mis en mouvement, réglés et surveillés par une demi-douzaine d'ouvriers. Avec leur hardiesse de conception et leur rapidité d'exécution coutumières, les Américains ont été amenés à centraliser les diverses branches d'une industrie, à grouper sous une même direction le plus grand nombre possible d'établissemens similaires, à réunir dans une seule main la production, le transport et la vente d'un objet. C'est ce que fit par exemple le célèbre Rockefeller pour le pétrole. La puissance ainsi concentrée éveilla la jalousie des pouvoirs publics, qui prirent ombrage et mirent en mouvement l'arsenal judiciaire et législatif pour combattre ces magnats, dont l'empire s'étendait principalement aux chemins de fer. L'histoire des réseaux, de leur formation, de leurs rivalités, de leurs ententes, forme une des pages les plus intéressantes de celle de la civilisation moderne. Nous ne pouvons ici qu'en évoquer le souvenir. Aujourd'hui, les fusions de compagnies, qui paraissaient, à un moment donné, devoir répartir entre un tout petit nombre d'entreprises colossales la totalité du réseau américain, ne sont plus possibles. Plusieurs compagnies ont été contraintes d'abandonner le contrôle de lignes dont elles s'étaient rendues maîtresses. Elles subsisteront dans leur forme actuelle, à moins que l'étatisme ne gagne les États-Unis à leur tour, et que, dans cette démocratie remuante, où, pendant longtemps, l'initiative privée était souveraine, nous n'assistions au rachat, par la Confédération, des sociétés particulières.

Les États-Unis devraient cependant être reconnaissans aux

chemins de fer de la part qu'ils ont prise au développement national. C'est eux qui ont ouvert à la colonisation les immenses territoires du Centre et de l'Ouest. En bien des cas, les voies ferrées ont précédé les routes; aujourd'hui encore, beaucoup d'États sont mieux partagés sous le rapport des premières que sous celui des secondes. La longueur du réseau est de 252 000 milles, c'est-à-dire plus de 405 000 kilomètres. La recette nette annuelle d'exploitation est d'environ 955 millions de dollars, soit, au change de 5 francs 18, 4 946 millions de francs, ou 12 210 francs par kilomètre. Au début, les chemins de fer reçurent de la Confédération d'énormes concessions de terrains (155 millions d'acres en vingt-deux ans), qui devaient leur permettre d'organiser la colonisation à mesure qu'ils posaient leurs rails. Depuis 1886, il n'en a plus été accordé.

La situation des compagnies, très brillante à une certaine époque, a cessé de l'être depuis que le renchérissement de la vie, l'élévation des salaires, la hausse des matières premières, ont réduit l'écart qui séparait les recettes brutes des frais d'exploitation. Il semblerait logique qu'en présence de ce fait, les tarifs fussent relevés. Mais les compagnies se heurtent ici à l'autorité fédérale, qui, par l'organe d'une Commission constituée en 1887, s'efforce d'imposer de plus en plus sa volonté aux chemins de fer, dont les concessions originaires émanent des États particuliers. Les transporteurs américains ne se plaignent pas de l'élévation, mais de l'inégalité des tarifs. Non seulement la Commission du commerce entre États, *Interstate Commerce Commission*, — tel est son titre officiel, — s'oppose en général aux relèvemens, mais elle est en lutte constante avec les compagnies, pour les empêcher de s'étendre, de grouper plusieurs réseaux, d'accorder des dégrèvemens à leurs cliens importans, pour leur interdire de posséder et d'exploiter des charbonnages, des usines. Dans les derniers temps toutefois, la situation est devenue si notoirement mauvaise pour beaucoup de chemins de fer, que la Commission leur a permis de hausser légèrement certains tarifs. Mais cela est encore bien insuffisant. Une des preuves de la situation médiocre dans laquelle se trouve cette grande industrie est le nombre considérable de wagons, près de 300 000, qui sont en ce moment inemployés. Les recettes des quatre groupes importans ont présenté la marche suivante au mois de mai des trois

dernières années (millions de dollars); la diminution est de près d'un cinquième en deux ans :

	1913.	1914.	1915.
Nord-Ouest.	23	19	15
Sud	18	17	16
Sud-Ouest.	13	12	11
Ouest Central.	17	15	16
Total.	71	63	58

D'autre part, le coefficient d'exploitation, c'est-à-dire la proportion des frais aux revenus bruts, est énorme. La Compagnie Wabash, pour l'année close le 30 juin 1914, a dépensé 88 pour 100 de ses recettes, en sorte que le bénéfice net représente moins de 1 1/2 pour 100 du capital. Une pareille situation démontre la nécessité d'un remède. Il est évidemment très difficile d'obtenir que les autorités sanctionnent un relèvement de tarifs; mais quand la prospérité d'une des principales industries du pays est liée à cette réforme, on peut espérer qu'elle s'imposera. Il faut compter néanmoins avec la politique et les politiciens, dont l'influence est grande aux États-Unis, et qui n'ont pas cessé de manifester leur hostilité vis-à-vis des grandes organisations industrielles, des chemins de fer en particulier.

En vue d'arriver à une fixation de tarifs qui seraient en rapport avec le capital à rémunérer, le Congrès a chargé, par la loi du 31 mai 1913, la Commission du Commerce entre États de lui faire un rapport « sur la valeur des propriétés que détiennent ou dont se servent les transporteurs en commun. » Le Congrès demande à être renseigné sur le coût d'établissement, et aussi sur la somme qu'il faudrait dépenser aujourd'hui pour des installations similaires. Il veut connaître la valeur que représentent les domaines, le prix originaire des terrains, bâtimens, droits de passage, sans tenir compte des plus-values survenues. Il désire qu'il soit fait un état séparé des propriétés que possèdent les entreprises de transport, mais qui ne sont pas nécessaires à l'exercice de leur industrie. Le simple énoncé de ce programme indique les difficultés de la tâche : il montre en même temps quelles sont les préoccupations du législateur américain. On se souvient de la déclaration retentissante faite par M. Roosevelt lorsque, au cours de sa présidence, il affirma

que les capitaux employés à l'établissement des voies ferrées devaient recevoir une rémunération légitime. Si la Commission arrive à mettre sur pied le rapport que lui a demandé la Chambre des représentans, elle aura fourni les matériaux essentiels à la solution du problème, tel que l'a posé devant l'opinion publique l'avant-dernier président républicain.

La Corporation de l'acier *(United States Steel Corporation)* est la société métallurgique la plus puissante des États-Unis. Elle produit à peu près les deux cinquièmes du fer et de l'acier de toute la Confédération. Son carnet de commandes et ses recettes sont un des baromètres qui permettent de juger la situation du pays. En juin 1915, le chiffre de ses affaires, qui était tombé à 1 million de dollars au mois de janvier précédent, s'est élevé à 11 millions. Elle avait, à cette date, des commandes pour 4 600 000 tonnes et travaillait aux dix-neuf vingtièmes, c'est-à-dire presque au plein de sa capacité maximum. Cette vive reprise était due à la fois aux ordres venus d'Europe pour les Alliés et à ceux que lui transmettent les compagnies de chemins de fer indigènes, particulièrement ceux de l'Ouest, à qui l'*Interstate Commerce Commission* a récemment accordé de légers relèvemens de tarifs, les mettant ainsi dans une meilleure situation financière et les encourageant à faire quelques dépenses de premier établissement.

Un autre facteur qui a contribué au relèvement de la Corporation de l'acier est l'arrêt rendu au mois de juin 1915 par la Cour fédérale de Trenton, qui a proclamé la légitimité de son organisation. La Corporation avait été attaquée par le gouvernement, comme beaucoup d'autres sociétés ayant cherché à grouper des affaires similaires; elle était accusée d'accaparement. La poursuite était faite en vertu d'une loi connue sous le nom de loi Sherman, votée en haine des groupemens désignés en France du nom de *trusts*, bien qu'ils soient, en général, loin de répondre à la définition précise de ce mot. Dès 1911, sous la présidence de M. Taft, l'*attorney general*, qui correspond dans une certaine mesure à notre ministre de la Justice, avait institué des poursuites et essayé d'obtenir, par la seule menace de l'action judiciaire, la dissolution volontaire de la Corporation. M. Pierpont Morgan, son fondateur, s'y opposa énergiquement et déclara qu'elle était constituée sur des bases différentes du *Standard Oil* et de la *Tobacco Company*, qui

avaient dû entrer en liquidation et distribuer à leurs actionnaires une partie des titres de sociétés qu'elles avaient en portefeuille. La Cour de Trenton a reconnu que des combinaisons comme celles de la Corporation de l'acier sont légales, du moment où elles n'apportent aucune entrave au commerce et ne cherchent pas à établir un monopole. Depuis son origine en 1901, cette entreprise a augmenté ses affaires de 40 pour 100, tandis que, parmi les huit fabriques d'acier qui lui font concurrence, il n'en est pas une qui ait progressé de moins de 63 pour 100; l'une d'elles, la fameuse *Bethlehem Steel*, dont il a été si fort question depuis quelque temps, a accru sa production dans la proportion de 3772 pour 100!

Aujourd'hui les concurrens de la Corporation produisent les trois cinquièmes de l'acier qui se fabrique aux États-Unis, tandis qu'ils n'en fournissaient que la moitié en 1901. Le juge Buffington, qui a rédigé le rapport, déclare que la Corporation a beaucoup fait pour développer l'exportation à l'étranger et qu'elle y a réussi, non pas en prenant la place d'autres industriels américains, mais en ouvrant des marchés auparavant fermés aux États-Unis. Elle a été jusqu'à organiser une ligne de bateaux à vapeur qui transportent ses produits dans les régions du Nord-Ouest de l'Amérique Septentrionale.

La question des trusts n'a pas cessé de préoccuper le gouvernement américain. Le commissaire des corporations a été chargé d'étudier les effets des décisions judiciaires qui sont intervenues. C'est pour répondre à ce vœu qu'il vient de publier son rapport sur l'industrie du tabac, dans lequel il croit pouvoir conclure que, depuis la dissolution de la Compagnie dite *Tobacco Trust*, la concurrence s'est manifestée avec plus d'activité. Il en donne comme preuve l'augmentation du volume des affaires de certaines sociétés, autrefois englobées dans le trust et qui opèrent aujourd'hui indépendamment de lui. Mais peut-être cette indépendance est-elle plus apparente que réelle; peut-être est-ce d'accord avec l'ancienne direction que le changement a eu lieu. D'autre part, les frais d'expédition et de publicité se sont accrus. L'auteur d'une étude sur la question estime que, contrairement à ce que pense le commissaire des corporations, on pourrait trouver, dans les chiffres publiés par lui, des argumens pour affirmer que, sous le régime du trust, de ce que les Américains appellent la combinaison, les frais

étaient moindres qu'aujourd'hui et que, par conséquent, le public pouvait être servi à meilleur compte.

L'idée de surveiller l'activité des citoyens et de s'ingérer dans des affaires qui, à première vue, semblent se prêter aussi peu que possible à une intervention gouvernementale, hante les cerveaux de beaucoup de politiciens américains. Une des manifestations les plus curieuses de cet état d'esprit s'est produite à la fin de 1914 dans le Colorado, où un certain nombre de citoyens, par voie de pétition, avaient demandé que les journaux fussent déclarés « entreprises d'utilité publique » *(public utilities)*. Un amendement à la Constitution de l'État aurait transformé en fonctionnaires les directeurs, rédacteurs et employés, à quelque titre que ce soit, des périodiques de toute nature. Le referendum populaire rejeta cette belle idée par 91 426 voix contre 35 752 : mais n'est-il pas singulier de constater que, dans ce pays de liberté, il ait pu se trouver une minorité aussi forte pour envisager un projet de ce genre?

II. — LE BUDGET

Le budget fédéral ne donne qu'une idée incomplète des finances américaines, car les services dont la gestion est confiée aux autorités de Washington sont en nombre limité. Les États particuliers ont conservé, en vertu de la Constitution, tous les pouvoirs qui n'ont pas été expressément conférés au Président et au Congrès qui siège à Washington, dans le district fédéral : ils ont chacun leur gouvernement, leur législature, leur budget, leurs fonctionnaires. Le pouvoir fédéral s'exerce par le Président, qu'élit le peuple tous les quatre ans, par une Chambre des représentans nommés au suffrage universel proportionnellement au chiffre de la population ; par un Sénat composé de 96 membres, c'est-à-dire autant de fois 2 sénateurs qu'il y a d'États admis dans le sein de la Confédération. A cet égard, il y a égalité absolue entre eux. Le petit État de Delaware, qui compte 200 000 habitans, élit 2 sénateurs comme l'État de New-York, l'État Empire, avec ses 10 millions d'habitans. Les affaires étrangères, l'armée, la marine, les douanes, sont les seuls objets réservés à l'autorité fédérale : mais ce domaine n'a pas cessé de s'élargir; la tendance, en Amérique comme en Europe, étant de centraliser, on voit tous les jours l'action de Washing-

ton gagner en importance et réclamer des sommes croissantes pour l'extension de ses services.

Les ressources fédérales, pendant longtemps, consistaient uniquement en droits d'importation et en taxes indirectes sur quelques objets de consommation, notamment l'alcool et le tabac. Elles étaient d'ailleurs amplement suffisantes. Si on jette un coup d'œil sur le résultat des budgets américains depuis l'origine, c'est-à-dire en remontant à l'année 1791, on voit que le nombre des années en déficit est très faible par rapport à celui des exercices qui ont laissé des surplus. Ceux-ci ont atteint des chiffres qui pourraient rendre rêveurs les ministres des finances de la vieille Europe. En 1880, 68 millions; en 1881, 101: en 1882, 145; en 1883, 132; en 1884, 104 millions de dollars. Jusqu'en 1890, l'année se solde régulièrement par un boni qui oscille aux environs de la centaine de millions. Ce fut alors que certains hommes d'État et un groupe nombreux d'industriels se plaignirent amèrement de ces excédens. Parmi les emplois tout indiqués des milliards qui remplissaient les coffres du Trésor se trouvaient en effet les dégrèvemens, et, en premier lieu, celui des taxes douanières. Mais ceci ne faisait point l'affaire des protectionnistes, qui cherchèrent à écarter la menace suspendue sur leurs têtes et créèrent de nouveaux chapitres de dépense plutôt que d'abaisser les barrières qui s'opposaient à l'entrée des produits étrangers. C'est ainsi que le chapitre des pensions aux victimes de la guerre civile augmentait à mesure que le nombre des titulaires diminuait. D'ailleurs, des charges nouvelles ne tardèrent pas à se présenter : la guerre de Cuba en 1898, puis les travaux du Canal de Panama firent pencher le plateau de la balance du côté des déficits. Après avoir presque entièrement amorti la dette considérable qu'ils avaient contractée lors de la guerre de Sécession, les États-Unis empruntèrent de nouveau. Ils établirent aussi des taxes destinées à subvenir en partie aux frais de la guerre contre l'Espagne. Mais le développement des recettes normales fut si rapide que la plupart des impôts de guerre de 1898 purent être supprimés au bout de deux ans.

Quelles qu'aient été d'ailleurs les fluctuations de leur politique financière, les États-Unis sont aujourd'hui, parmi les grandes nations du monde, celle qui a de beaucoup la dette la plus faible, non pas seulement en proportion de sa population

et de sa richesse, mais d'une façon absolue. Au 30 juin 1914, la dette à intérêt se composait des capitaux suivans :

	Millions de dollars.	p. 100.	
(A)	118. . .	4	remboursables en 1925.
(B)	64. . .	3	— en 1918.
(C)	646. . .	2	— à partir de 1930.
(D)	84. . .	2	— en 1926 et 1928.
(E)	50. . .	3	— en 1961.
(F)	5. . .	2 1/2	— 1 an au plus tôt, 20 ans au plus tard après l'émission.
	967 dont le service annuel n'exige que 23 millions.		

Les emprunts (D) et (E) ont été créés pour fournir des fonds aux travaux du Canal de Panama. L'emprunt (F), dont le montant est variable, est destiné à être remis aux déposans de la Caisse d'épargne postale qui désirent employer tout ou partie de leur avoir à l'acquisition de fonds fédéraux. On leur délivre à cet effet des obligations 2 1/2 pour 100, qui sont remboursables, au gré de la Confédération, dès la fin de la première année qui suit la date de leur création et, au plus tard, vingt ans après. Il est intéressant de remarquer qu'il n'a été emprunté, pour les travaux du Canal de Panama, que 134 millions, alors qu'il avait déjà été dépensé de ce chef 382 millions à la date du 30 juin 1914. La différence a été couverte au moyen d'excédens budgétaires.

La comptabilité publique américaine fait état, au chapitre de la dette, des billets émis par le Trésor qui ne portent pas intérêt et qui sont remboursables à vue. Elle inscrit au même chapitre les dépôts faits par les banques nationales et les monnaies divisionnaires que le Trésor doit toujours être prêt à échanger contre de la monnaie à force libératoire. Voici le détail de ce passif :

346	millions	de billets émis en 1862-1863.
1081	—	de certificats d'or (lois de 1863 et 1900).
491	—	de certificats d'argent (loi du 28 février 1878).
2	—	de billets du Trésor (loi du 14 juillet 1890).
15	—	dus par le Trésor aux banques nationales du chef de leurs dépôts destinés au rachat de leurs propres billets.
7	—	de monnaies divisionnaires.
1942	millions au total.	

Gardons-nous de croire que ce montant de près de 2 milliards de dollars représente une dette à découvert. Les certificats d'or, qui en constituent plus de la moitié, ne sont autre chose que la représentation d'une quantité de métal équivalente qui repose dans les caisses de la Trésorerie; les 491 millions de certificats d'argent ont pour contre-partie 491 millions de dollars d'argent frappés en vertu de la loi Bland de 1878 et qui sont tenus dans les mêmes serres, à la disposition des porteurs de billets qui voudraient les réclamer. Les 346 millions de billets, émis lors de la guerre de Sécession et que l'on désigne du nom de *greenbacks* (les dos verts), sont représentés par l'encaisse métallique du Trésor, dont une partie est immobilisée, jusqu'à concurrence de 150 millions, pour gager directement cette partie de la circulation, et dont le reste se trouve dans les fonds libres du gouvernement. Au 30 juin 1915, les 1 942 millions de dollars portés au chapitre de la Dette sans intérêt étaient couverts par une encaisse de 1 885 millions. Le découvert est donc insignifiant. La dette réelle totale des États-Unis est d'environ 1 milliard de dollars, soit 5 200 millions de francs, 52 francs par tête d'habitant, alors qu'en France, à la fin de 1915, elle atteindra sans doute 1 500 francs, fardeau trente fois supérieur à celui qui pèse sur les épaules des Américains.

Les chiffres de la dette sans intérêt, à l'exception de celui des *greenbacks*, varient constamment, par suite des remboursemens de billets présentés au Trésor et de l'émission par lui de nouvelles coupures en représentation de l'or ou des pièces d'argent qui lui sont apportés.

Le budget fédéral a ressenti le contre-coup des événemens européens. Plus du tiers de ses recettes provient des recettes douanières, des droits sur les importations : la diminution de celles-ci entraînait forcément un déficit dans les rentrées budgétaires. Le gouvernement y a pourvu en faisant voter, le 22 octobre 1914, des taxes extraordinaires *(emergency revenue act)*, qui sont estimées devoir fournir 54 millions à l'exercice 1914-1915 et 44 millions à l'exercice 1915-1916. La loi du 22 octobre 1914 a augmenté de moitié l'impôt sur la bière, établi de nouveaux droits sur les vins, imposé à raison d'un pour mille le capital des banques, édicté un droit de patente pour les courtiers de diverses catégories, les propriétaires de théâtres et de cirques, les fabricans et marchands de tabac. Un

grand nombre d'actes sont soumis au droit de timbre, perçu au moyen de l'apposition de timbres mobiles : les obligations fédérales, municipales, provinciales, en sont exemptes. Les objets de parfumerie acquittent un droit dont la perception est constatée par l'apposition de vignettes.

Le tableau ci-dessous rapproche les chiffres de trois budgets : ceux de 1914 représentent les entrées et les sorties effectives ; ceux de 1915 et de 1916 les estimations faites pour ces deux années.

Millions de dollars.

RECETTES	Effectives	Prévues		DÉPENSES	Effectives	Prévues	
	1914.	1915.	1916.		1914.	1915.	1916.
Douanes.	292	220	240	Services civils . .	171	189	196
Revenu intérieur (accise)	308	305	305	Guerre	173	168	176
Taxes extraordinaires de 1914.	»	54	44	Marine.	139	140	143
Impôt sur le revenu	71	80	85	Service indien. .	20	21	10
Ventes de terres domaniales. . .	3	3	3	Pensions.	174	169	166
Divers.	60	66	58	Dette publique (intérêt)	23	23	23
Déficit.	»	10	»	Canal de Panama.	34	28	24
Total. . .	734	738	735	Total. . .	734	738	735

D'une année à l'autre les variations sont insignifiantes. Les prévisions de recettes faites pour 1915 et 1916 étaient incertaines à cause de la guerre. Il convient de remarquer que les comptes du service postal, qui se balancent par à peu près 300 millions de dollars à l'entrée et à la sortie, ne sont pas compris dans le tableau ci-dessus.

Nous connaissons aujourd'hui le résultat de l'année financière close le 30 juin 1915 : elle s'est soldée par un déficit. Les chiffres des recettes et des dépenses réelles se sont écartés des prévisions. Au cours de l'exercice, le revenu intérieur, grâce en partie aux nouveaux impôts établis en 1914, s'est élevé à 336 millions contre 308 l'année précédente. La taxe sur les sociétés et le revenu a donné 79 millions contre 71. Les revenus divers ont fourni 71 millions. Le total de cette catégorie a été de 486 millions. Mais les douanes n'ont rapporté que 209 millions au lieu de 292 : il faut remonter jusqu'en 1899 pour trouver

une recette aussi faible. Cette diminution est d'ailleurs due en grande partie aux abaissemens de tarifs édictés en octobre 1913 : car le volume des importations ne s'est pas sensiblement contracté. On sait qu'une des premières lois que le président Wilson fit voter après son arrivée au pouvoir fut celle qui établit une nouvelle échelle de droits.

Le total des recettes a été de 695 millions contre 734 l'an dernier. Les dépenses se sont élevées à 760 millions, d'où un déficit de 65 millions, dû pour moitié environ aux dépenses du Canal de Panama. Les dépenses publiques ont plus que doublé depuis 1897. Les États-Unis n'ont pas échappé à cette loi de progression qui s'est fait sentir chez presque toutes les nations civilisées. Ils ont eu jusqu'ici le mérite de faire face aux augmentations de dépenses en élevant les impôts et non pas en empruntant.

Si la Confédération a maintenu sa dette dans des limites modestes, il n'en a pas été de même des États particuliers. Celui de New-York, par exemple, doit aujourd'hui près de 150 millions de dollars, ce qui, pour 10 millions d'habitans, représente une charge de 15 dollars ou 80 francs par tête. La méthode d'emprunter est souvent défectueuse. Dans un rapport présenté le 26 juillet 1915 à la convention constitutionnelle d'Albany, capitale de l'État de New-York, M. Stimson préconise le système français des obligations remboursables par tirages annuels, répartis sur la période d'amortissement. Les États américains, comme la Confédération elle-même, ont pour habitude de contracter des emprunts remboursables en bloc à une date fixe. Dans ce cas, ou bien ils ne prévoient rien pour l'amortissement, ce qui a l'inconvénient d'exposer les générations futures à se trouver en face d'une lourde dette sans savoir comment elles la rembourseront ; ou bien ils constituent, dès l'origine, un fonds d'amortissement, qui est géré séparément et qui fait en général ressortir la charge réelle de l'emprunt à un chiffre bien plus élevé que le taux nominal auquel il a été contracté. M. Stimson se livre à cet égard à des calculs intéressans, qui démontrent que des sommes considérables auraient été économisées par l'État de New-York, s'il avait eu recours à l'émission d'obligations amortissables au moyen d'une annuité constante, d'après le système employé par les compagnies de chemins de fer français.

Les dettes des municipalités ont aussi suivi une progression rapide. La ville de New-York emprunte à jet continu, ce qui s'explique par l'extension prodigieuse de cette métropole économique, qui a englobé il y a quelques années une ville de 800 000 âmes, Brooklyn : elle compte aujourd'hui 5 300 000 habitans et peut à bon droit s'appeler le *greater* (plus grand) New-York. A l'exemple de beaucoup d'États modernes, elle a une dette flottante considérable ; elle émet des bons à court terme qui, jusqu'à l'année dernière, trouvaient facilement accès dans les portefeuilles européens.

III. — MONNAIE ET BANQUE

Le système monétaire des États-Unis repose sur l'étalon d'or qui, après de nombreuses vicissitudes, a été consacré définitivement par la loi du 14 mars 1900. Pendant la guerre de Sécession, le pays avait été au régime du papier-monnaie, qui perdit, à un certain moment, la moitié de sa valeur, mais qui, aussitôt la paix rétablie, ne tarda pas à remonter au pair. De 1878 à 1893, les partisans du bimétallisme firent des efforts désespérés pour introduire le métal blanc dans la circulation américaine. Deux lois fameuses, celle dite de Bland en 1878 et celle de Sherman en 1890, ordonnèrent l'achat, par le Trésor fédéral, de quantités énormes de métal blanc. Mais, devant la perturbation que cette politique avait jetée dans toute l'économie du pays, le Congrès annula ses votes antérieurs et mit fin, en octobre 1893, à une orgie monétaire qui avait coûté des centaines de millions au Trésor et menacé de déprécier le dollar par rapport aux monnaies étrangères. Désormais l'unité est le dollar-or, qui correspond intrinsèquement à 5 francs 18 de notre monnaie.

L'or peut être frappé en quantité illimitée, tandis que l'argent ne peut l'être que par le gouvernement, qui est autorisé à mettre en circulation, pour un montant maximum de 50 millions, des pièces divisionnaires. Pendant la période que nous venons de rappeler, il avait été créé plusieurs centaines de millions de dollars d'argent, d'une teneur de fin correspondant à 16 fois le poids du dollar d'or. Ces pièces ont encore force libératoire : elles reposent presque toutes dans les caisses du Trésor et sont représentées par des certificats qui circulent à l'égal des autres monnaies fiduciaires.

En dehors des billets du gouvernement, que nous avons énumérés en parlant de la Dette publique, existent des billets de banque de deux catégories, ceux des banques nationales et ceux des banques fédérales de réserve. Les banques sont extrêmement nombreuses aux États-Unis, où elles jouent un rôle actif. L'usage des chèques est très répandu : l'Amérique est le pays où la proportion des paiemens effectués sous cette forme est la plus forte. Les dépôts des particuliers dans les différentes catégories d'établissemens dépassent 19 milliards de dollars, soit 100 milliards de francs, si on prend le dollar au pair de 5 francs 18, et de 114 milliards, si on le compte au change de 6 francs, coté passagèrement au mois de septembre 1915.

La circulation fiduciaire se compose de 346 millions de dollars de *greenbacks*, c'est-à-dire de billets du gouvernement, dont l'origine remonte à la guerre de Sécession; de certificats d'or émis par la Trésorerie en représentation de l'or qui lui est déposé, de certificats d'argent délivrés par elle en échange de dollars d'argent qui lui sont remis. Il n'est d'ailleurs plus frappé de ces dollars, ce qui fait que le chiffre des certificats d'argent reste à peu près stationnaire : depuis une dizaine d'années, il oscille entre 470 et 484 millions. La seule partie de la circulation fiduciaire qui soit élastique est celle qui émanait jusqu'ici des seules banques nationales et qui, depuis la loi du 23 décembre 1913, est également alimentée par les douze banques fédérales de réserve.

Dans le système des banques nationales, institué il y a un demi-siècle, la garantie directe des billets était constituée uniquement par des rentes de la Confédération. Il en résultait que c'était le volume de la Dette publique qui gouvernait celui de la circulation, et non pas les besoins des échanges. Une fois la totalité des titres de rente disponibles immobilisés par les banques nationales, celles-ci ne pouvaient plus augmenter d'un dollar le chiffre de leurs billets. Cette observation, à elle seule, condamne le système; le vice en est apparu à maintes reprises. Lors de la dernière crise, en 1907, le gouvernement a été jusqu'à émettre un emprunt, alors qu'il n'avait aucun besoin d'argent, uniquement pour fournir aux banques des titres qui pussent leur servir à gager une augmentation de leurs billets. En 1908, une loi, connue sous le nom de *Vreeland-Aldrich Act*, autorisa les banques nationales à se grouper, dans

de certaines conditions, pour fonder des *associations de circulation* et émettre des billets gagés, non plus par des obligations fédérales, mais par du papier de commerce ou d'autres valeurs. C'était la première fois que ce principe, qui est admis par toutes les banques d'émission européennes, faisait son apparition dans la législation américaine.

Au 30 juin 1914, la circulation des 7 525 banques nationales qui existaient alors s'élevait à 722 millions de dollars, exclusivement garantis par des rentes fédérales. Deux mois plus tard, le 12 septembre, elle atteignait 918 millions, grâce à l'émission extraordinaire de billets autorisée par la loi de 1908. A cette date, l'actif des banques comprenait des valeurs diverses qui gageaient les billets non couverts par les fonds d'État. C'était la partie de la circulation qui formait en quelque sorte la transition vers le nouvel état de choses organisé par la loi de 1913. Celle-ci institue douze établissemens appelés banques fédérales de réserve, dont les banques nationales ont été invitées à devenir actionnaires. Ces banques nationales, dites alors *Member banks*, ont le droit de se faire escompter des effets de commerce par les banques fédérales : celles-ci leur remettent des billets qu'elles obtiennent elles-mêmes de la Trésorerie fédérale contre le dépôt de 40 pour 100 en or du montant réclamé. Les banques fédérales ont, comme les banques nationales, le droit d'émettre des billets gagés par des rentes ; elles sont même tenues de racheter annuellement un minimum de 25 millions de ces titres aux banques nationales. Le but de cette disposition est de faire disparaître graduellement la circulation de ces dernières, qui se verront ainsi retirer le seul fondement sur lequel elles l'appuyaient.

Voyons comment les choses se sont passées depuis le début de la guerre. A ce moment, la place de New-York était fortement ébranlée par les ventes considérables de titres américains venant d'Europe, qu'elle avait dû absorber, et par les grosses exportations d'or qui en avaient été la conséquence. Depuis le 31 juillet 1914, la Bourse était fermée. Le 3 août, le secrétaire de la Trésorerie annonça qu'il mettait 100 millions de dollars de billets à la disposition des banques ; le 4 août, le Congrès autorisa la délivrance de ces billets même aux banques nationales qui avaient une circulation inférieure à 40 pour 100 de leur capital, c'est-à-dire ne remplissant pas la condition exigée par

la loi de 1908; il permit aux banques de porter leur circulation à 125 (au lieu de 100) pour 100 de leur capital et réserve : la limite de 500 millions fixée pour le total des billets à émettre en vertu de la loi de 1908 fut abrogée. Le 31 octobre 1914, il avait été formé 44 associations de circulation par 2 102 banques nationales. Le 30 novembre, il avait été créé pour 383 millions de dollars de billets en vertu de la loi Aldrich Vreeland. Rappelons ici que les banques, auxquelles ces billets sont délivrés, paient un impôt à raison de 3 pour 100 l'an pour les trois premiers mois. Le taux s'élève ensuite d'un demi pour 100 par mois jusqu'à un maximum de 6 pour 100.

Parallèlement, la Chambre de compensation de New-York avait émis, comme lors des crises précédentes, des certificats gagés par des titres que déposent les banquiers faisant partie de la Chambre. Ces certificats leur servent de monnaie et leur permettent de régler leurs comptes entre eux sans avoir besoin de recourir au numéraire ni aux billets. Le chiffre maximum de l'année a été atteint le 15 octobre 1914 : il circulait alors 125 millions de dollars de certificats. Dès le 28 novembre suivant, ils avaient tous été remboursés. Il en fut ainsi dans les autres grandes villes, où l'on avait eu recours au même procédé : au mois de décembre, tous les certificats avaient été retirés. On peut les considérer, eux aussi, comme l'une des monnaies fiduciaires des États-Unis : chaque fois qu'une crise a éclaté, ils ont fait leur apparition.

D'autre part, les émissions de billets fédéraux de réserve ont commencé : au mois de juillet 1915, le total en atteignait 83 millions de dollars. On a remarqué que les banques fédérales n'avaient, à la même date, escompté que pour 36 millions d'effets, et l'on s'est demandé pourquoi la circulation ne s'était pas tenue dans les mêmes limites, puisque la loi semble ordonner que les billets ne seront délivrés que pour permettre aux banques de pratiquer l'escompte : les billets émis contre dépôt d'or font, dans une certaine mesure, double emploi avec les certificats d'or émanant de la Trésorerie. La loi exige que les billets remis aux banques fédérales soient couverts par une encaisse d'or égale au moins à 40 pour 100 de la circulation. Si l'encaisse venait à tomber au-dessous de cette proportion, la banque aurait à payer une taxe, qui croît proportionnellement au déficit : elle est de 1 pour 100, si l'encaisse tombe à 35, de 4

si elle tombe à 30 et progresse jusqu'à 20 pour 100, à mesure que la couverture métallique diminue.

Il paraît probable que, dans une période plus ou moins brève, mais qui ne dépassera sans doute pas vingt années, la circulation des banques nationales aura disparu pour faire place à celles des banques fédérales de réserve. Dans cet intervalle, ces dernières auront racheté les fonds d'État qui servent actuellement de couverture aux billets des banques nationales, et elles auront augmenté régulièrement l'émission de leurs propres billets, gagés par l'or et les effets de commerce. C'est ainsi que s'effectuera le passage de l'ancien système, condamné par l'expérience, au régime nouveau, assis sur les bases qui ont assuré la prospérité de la plupart des banques d'émission modernes, tout en leur permettant de rendre au public de leurs pays respectifs les plus grands services. En attendant, il ne semble pas que les diverses catégories de billets existans dépassent les besoins de la circulation américaine. Le conseil fédéral de réserve demande même que la loi Aldrich-Vreeland soit maintenue en vigueur au delà du terme auquel elle a été une première fois prorogée. Il estime que cette ressource est bonne à conserver aussi longtemps que la réorganisation n'est pas achevée.

La nouvelle loi a rendu disponibles à peu près le tiers des sommes que, sous l'ancienne législation, les banques étaient tenues d'immobiliser, près d'un demi-milliard sur un milliard et demi de dollars. Cette somme peut désormais être employée en escompte et en avances et augmenter d'autant ce que les Américains appellent le pouvoir bancaire de leur pays, dont le développement a été aussi remarquable sous ce rapport que sous d'autres. Le tableau ci-dessous résume les principaux chapitres des bilans publiés par les établissemens à un demi-siècle de distance (en millions de dollars). Leur nombre était de 1466 en 1866, de 26765 en 1914. Ce dernier chiffre comprend les banques nationales, les banques d'épargne, les banques organisées conformément aux lois des États particuliers. Pour avoir une vue d'ensemble complète, il faudrait pouvoir y joindre les bilans des maisons de banque particulières : mais comme celles-ci ne publient pas leur situation, on en est réduit aux conjectures pour évaluer notamment le montant de leurs dépôts : il est certainement élevé et permet de porter à une vingtaine de

milliards la somme actuelle des dépôts de banque aux États-Unis.

ACTIF	1863.	1914.	PASSIF	1863.	1914.
Escomptes et avances.	648	15 340	Capital.	405	2 132
Titres.	180	5 584	Réserves	»	2 277
Dû par les autres banques.	97	2 872	Billets en circulation.	238	722
Espèces métalliques.	46	1 177	Dépôts du Trésor. .	»	66
Billets d'État.		462	Dépôts particuliers.	393	18 517
			Dû aux autres banques.	100	2 705
Totaux. . .	971	25 435	Totaux. . .	1 136	26 419

Un des buts poursuivis par certains partisans de la nouvelle organisation était d'enlever à la place de New-York le rôle prépondérant qu'elle joue dans la banque américaine, et de donner une influence plus grande à d'autres centres. Il ne semble pas que, jusqu'ici, ce déplacement ait été opéré. A la fin du premier semestre de 1915, le total de l'encaisse or des douze banques fédérales était de 246 millions, tandis que les seules banques de New-York en détenaient pour 364 millions. De plus, 108 millions du premier chiffre appartenaient à la Banque fédérale du district de New-York, ce qui réduit à 134 millions l'or détenu par les Banques fédérales de province et porte à 472 celui du métal accumulé à New-York; la part de la métropole commerciale est en réalité de près de quatre fois celle du reste du pays.

C'est sur le marché de l'escompte que l'influence des banques fédérales de réserve est destinée à se faire surtout sentir, et c'est là, en effet, qu'il y avait le plus à faire aux États-Unis. Les crises de 1893 et de 1907 ont été dues en partie aux difficultés qu'éprouvaient alors les négocians à se créer des disponibilités immédiates, c'est-à-dire à transformer leurs lettres de change en espèces ou en billets. Désormais ils pourront le faire dans une bien plus large mesure, et cela à des taux que les banques de district s'efforceront de maintenir à des niveaux modérés. Les banques fédérales n'appliquent pas, comme la Banque de France, un taux uniforme à tous leurs escomptes. Le Conseil fédéral de réserve édicte des taux variables selon les districts et aussi selon les échéances. C'est ainsi

qu'à New-York, en août 1915, les effets à moins de dix jours s'escomptaient à 3, ceux à moins de soixante jours à 4, à moins de quatre-vingt-dix jours à 4 et demi, à plus de quatre-vingt-dix jours à 5, tandis que, pour ces derniers, qui sont principalement du papier agricole, le taux était de 6 pour 100 à San Francisco.

Le changement apporté dans l'organisation bancaire par la nouvelle loi a paru si important que le Conseil fédéral de réserve *(Federal reserve Board)* n'a pas attendu l'expiration de sa première année d'existence pour rendre compte de ses opérations. Dès le 15 janvier 1915, il a soumis au président de la Chambre des représentans, à Washington, un rapport sur ce qu'il a fait depuis son entrée en fonctions, à la date du 10 août 1914. Ce fut le 2 novembre que les anciennes banques, devenues actionnaires des douze banques fédérales de réserve, furent appelées à effectuer le premier versement sur leurs actions, et le 16 novembre que celles-ci ouvrirent leurs guichets. A la même date entrèrent en vigueur les prescriptions de la nouvelle loi en ce qui concerne les réserves des banques nationales. Le premier effet a été de rendre libre une partie des encaisses des banques et de faire apparaître dans leurs bilans un excédent de disponibilités. Dans son rapport annuel du 7 décembre 1914, le fonctionnaire fédéral qui porte le titre de contrôleur de la circulation rappelle comment les réserves doivent être désormais réparties :

1° Les banques des villes à réserve centrale doivent avoir en caisse 18 pour 100 de leurs dépôts « à demande, » c'est-à-dire ceux qui sont exigibles à moins de trente jours, et 5 pour 100 de leurs dépôts à terme, c'est-à-dire à plus longue échéance ; de cette encaisse, elles doivent remettre les 7 dix-huitièmes à la Banque fédérale du district, et conserver par devers elle 6 dix-huitièmes ; les 5 dix-huitièmes restant peuvent être, à leur choix, dans leur caisse ou dans celle de la Banque fédérale.

2° Les banques des villes à réserve doivent avoir en caisse 15 pour 100 de leurs dépôts à vue et 5 pour 100 de leurs dépôts à terme. Elles doivent conserver 5 quinzièmes, remettre 6 quinzièmes à la Banque fédérale ; elles peuvent agir comme elles l'entendent pour les 4 quinzièmes restant.

3° Les banques qui ne rentrent dans aucune des deux premières classes doivent avoir une encaisse égale à 12 pour 100

de leurs dépôts à vue, 5 pour 100 de leurs dépôts à terme. De ce total, 4 douzièmes resteront dans leurs propres caisses, 5 douzièmes dans celles de la Banque fédérale du district; 3 douzièmes seront, à leur choix, dans l'un ou l'autre endroit.

Le Conseil fédéral de réserve insista auprès des banques pour qu'elles payassent en or la partie des réserves qu'elles avaient à remettre entre les mains des banques fédérales et pour qu'elles adoptassent une politique d'escompte de nature à venir en aide aux intérêts généraux du pays. Avant le 15 novembre, les douze établissemens reçurent 227 millions de dollars : ils se trouvèrent ainsi en possession de leur premier moyen d'action, à l'époque où les exportations américaines redevenaient actives. Les taux d'escompte, fixés d'abord par le Conseil entre 5 et demi et 6 et demi pour 100, furent abaissés vers la fin du premier semestre de 1915.

Le rôle que les nouvelles banques auront à jouer est l'objet des préoccupations de leurs administrateurs et du Conseil de réserve. Celui-ci considère qu'elles ont deux écueils à éviter : elles ne doivent pas borner leur intervention aux époques de crise, bien que l'un de leurs devoirs essentiels soit de venir en aide à la communauté financière lorsque les temps sont difficiles; d'autre part, il ne convient pas qu'elles agissent comme les banques ordinaires et cherchent simplement à réaliser des bénéfices. Elles ont une mission d'ordre public à remplir. Pour y réussir, elles devront ne jamais se désintéresser du marché monétaire, y pratiquer des opérations même en temps ordinaire, s'efforcer, par une politique judicieuse, de prévenir les crises; lorsque celles-ci éclatent, les banques fédérales auront à employer toutes leurs forces pour les abréger et les atténuer: elles sont les dépositaires d'une partie des réserves bancaires du pays; elles doivent en faire le meilleur usage possible. A de certains momens, il conviendra qu'elles escomptent largement; à d'autres époques, une restriction du crédit s'imposera. Elles auront à régulariser le marché en temps ordinaire, à lui venir en aide aux heures critiques : pour le faire avec succès, elles seront constamment en contact avec lui.

Le système fiduciaire américain avait été jusqu'ici incohérent; il était né des circonstances politiques, et non pas d'un plan économique mûrement étudié. Les premiers billets d'État eurent pour origine les besoins du gouvernement lors de la

guerre civile ; les banques nationales, créées à la même époque, étaient obligées d'acquérir des fonds fédéraux pour gager leur circulation. Des deux côtés, il s'agissait de pourvoir aux dépenses publiques, en procurant des ressources au Trésor. A ces types primordiaux sont venus s'en ajouter d'autres : dans l'ordre des billets d'État, les certificats d'argent, les certificats d'or, enfin les billets de 1890 qui n'ont eu qu'une existence éphémère ; dans la classe des billets non gouvernementaux, les certificats des chambres de compensation, qui ont reparu à des intervalles plus ou moins réguliers, les billets extraordinaires des banques nationales, institués en 1908, et, en dernier lieu, ceux des banques fédérales, dont le rôle est destiné à grandir d'année en année. Ce n'est qu'après un demi-siècle de tâtonnemens et d'expériences de toute nature que les États-Unis se sont décidés à organiser un système rationnel, conforme à la pratique des principaux États européens. L'avenir nous dira s'il a pu s'implanter solidement et devenir assez fort pour se substituer peu à peu à l'ordre de choses préexistant.

IV. — EFFETS DE LA GUERRE AUX ÉTATS-UNIS

Bien que l'autre hémisphère fût épargné par la guerre, les conséquences économiques en semblèrent, au premier moment, devoir être aussi graves pour l'Amérique que pour l'Europe. Le secrétaire de la Trésorerie, en présence de la panique qui s'était emparée des principaux marchés de la Confédération, déclara aussitôt qu'il leur viendrait en aide, et se rendit à New-York, où il conféra, le 2 août 1914, avec les principaux banquiers de cette ville. Le 4 août, il fit voter par le Sénat et la Chambre des représentans la loi qui donnait des facilités nouvelles pour l'émission de la circulation extraordinaire prévue par l'acte de 1908.

En même temps, le marché des changes était en pleine déroute ; le dollar perdait de 5 à 10 pour 100 de sa valeur par rapport au franc et à la livre sterling ; les matières premières et les céréales destinées à l'exportation s'accumulaient dans les ports de l'Atlantique et du golfe du Mexique ; les chemins de fer refusaient d'opérer de nouveaux transports vers Baltimore, la Nouvelle-Orléans et Galveston, c'est-à-dire les principaux ports d'exportation. Le 7 août, la Trésorerie publiait la décla-

ration suivante : « Il est d'un intérêt vital pour le pays de trouver des navires qui puissent embarquer les céréales et le coton, et de rétablir le marché des changes. Une conférence entre banquiers et armateurs est convoquée à cet effet pour le 14 août. » La réunion eut lieu sous la présidence du secrétaire du Trésor, Mac Adoo.

L'une des caractéristiques de la crise, aux États-Unis comme en Europe, fut alors l'accumulation de la monnaie dans les banques et chez les particuliers. Le crédit se resserrait et les taux d'intérêt montaient à un niveau anormal. Le secrétaire de la Trésorerie avertit les banques qui grossissaient sans nécessité leurs réserves qu'il leur retirait les sommes qu'il avait en dépôt chez elles. Le secrétaire de la Trésorerie est autorisé par la loi à confier aux banques, contre garanties, les fonds disponibles du gouvernement. Il a fait usage de cette faculté en maintes circonstances, particulièrement aux heures des crises : le fait de rendre des capitaux à la circulation au lieu de les immobiliser dans les caisses publiques améliore naturellement la situation du marché monétaire. En 1907, les sommes ainsi réparties entre les banques nationales ont atteint près de 400 millions. Le 24 septembre 1914, M. Mac Adoo télégraphia aux surintendans des affaires de banque dans chacun des États de l'Union pour leur demander de l'aider dans son action tendant à prévenir la thésaurisation et à empêcher la restriction du crédit.

A la même heure, les Américains qui voyageaient en Europe éprouvaient les plus grandes difficultés à se procurer les sommes dont ils avaient besoin pour rentrer chez eux. Le gouvernement américain se chargea de leur faire parvenir la contre-valeur des montans qui lui seraient versés ; il envoya 1 500 000 dollars d'or en Europe par le navire de guerre *Tennessee*.

Un autre domaine sur lequel le gouvernement intervint est celui de l'assurance maritime. Le 2 septembre 1914, une loi du Congrès autorisa la création d'un bureau d'assurance de risques de guerre qui, d'accord avec la Direction des Douanes, a rendu de grands services : grâce à lui, de nombreux navires américains ont pu accomplir des traversées, qui autrement n'eussent pu avoir lieu, les assureurs particuliers ayant refusé d'en couvrir les risques.

Au moment où la hausse des changes étrangers inquiétait le plus vivement l'Amérique, le Conseil fédéral de réserve et le secrétaire de la Trésorerie se mirent d'accord, le 4 septembre, pour convoquer les représentans des chambres de compensation des villes où sont établies les banques « à réserve » et leur soumettre deux questions : ils leur demandèrent à combien se montaient les sommes dues par les États-Unis à l'Europe et quelles étaient les meilleures mesures à adopter pour en opérer le règlement. On arriva à la conclusion que la dette s'élevait à 500 millions de dollars, payables en plusieurs mois. Comme premier remède, on décida de constituer un fonds d'or de 100 millions de dollars, qui fut promptement réuni par l'intermédiaire des diverses chambres de compensation. Il suffit d'en exporter le dixième, soit 10 millions, pour régulariser le change et faire disparaître la prime du franc et de la livre sterling. Toutefois, la solution ne paraissant pas définitive, le secrétaire de la Trésorerie pria le gouvernement anglais d'envoyer des représentans afin de rechercher un remède plus efficace. Sir M. George Paish et Basil P. Blackett se rendirent à Washington, où une conférence eut lieu, le 23 octobre, entre eux, le secrétaire de la Trésorerie et le Conseil fédéral de réserve. D'autres réunions suivirent, auxquelles assistèrent des banquiers venus des principaux centres financiers des États-Unis. Peu à peu la situation s'améliora, si bien que, le 7 janvier 1915, on annonça officiellement qu'une action du gouvernement ne semblait plus nécessaire : dès cette époque, le dollar était coté au pair de la livre sterling et du franc.

Un autre domaine sur lequel le gouvernement crut devoir intervenir fut celui du coton, principale ressource des États du Sud. Le 26 août 1914, une conférence réunit à Washington le secrétaire de la Trésorerie, le Conseil fédéral de réserve, des représentans des producteurs et des marchands de coton, des banquiers et des directeurs de chemins de fer des États intéressés. On sait que les trois cinquièmes du coton américain se vendent à l'étranger. La récolte de 1914 s'annonçait comme particulièrement abondante : les Bourses étaient fermées des deux côtés de l'Atlantique, la livre de coton tomba à 5 cents (26 centimes), cours inférieur au prix de revient. On décida de former un fonds destiné à fournir des avances aux détenteurs de coton ; les banques de New-York y contribuèrent pour 50 millions, les

chambres de compensation des États non producteurs de coton pour 50 et les banques des États producteurs de coton pour 35 millions. Ces 135 millions étaient d'ailleurs loin de représenter la seule ressource mise à la disposition des États cotonniers. La Trésorerie avait déposé dans les banques des États du Sud 27 millions ; elle leur avait fourni 68 millions de billets de la circulation extraordinaire, elle aurait pu leur en donner encore 150 millions; de ces divers chefs, près d'un quart de milliard était disponible. En outre, les banques de New-York avaient avancé à celles du Sud 40 millions de dollars. Peu à peu les exportations de coton reprirent un cours presque normal : ce qui ne fut pas envoyé en Allemagne et en Autriche fut dirigé vers des pays neutres, d'où il est d'ailleurs à supposer qu'il a trouvé un chemin jusque dans les empires du Centre de l'Europe.

Les tableaux douaniers publiés à cet égard sont instructifs. Ils ne laissent pas de doute sur la facilité avec laquelle nos ennemis ont pu s'approvisionner d'une matière indispensable à la fabrication des explosifs. Aussi l'Angleterre et la France se sont-elles enfin décidées, au mois d'août 1915, à déclarer le coton contrebande de guerre absolue, c'est-à-dire que leurs navires saisiront tous ceux qui transportent cette marchandise, quitte à indemniser les propriétaires des cargaisons.

Au début de l'année 1915, les menaces un moment suspendues sur le Nouveau-Monde étaient écartées. Le calme renaissait dans les esprits aussi bien que sur les marchés financiers et commerciaux. A mesure que le caractère de la lutte apparaissait et que la durée s'en prolongeait, les Américains virent s'ouvrir pour eux de multiples occasions d'exercer leur activité et de trouver, dans les fournitures à faire aux belligérans, des compensations au ralentissement de certaines industries dont les débouchés se rétrécissaient.

C'est surtout vers la France et l'Angleterre que les exportations ont pris, au cours de l'hiver et du printemps 1915, une allure qu'on peut qualifier de vertigineuse ; elles l'ont conservée au cours des mois d'été, dont l'influence est apparue d'une façon saisissante dans la cote des changes français et anglais, qui sont tombés aux cours les plus bas qui aient jamais été pratiqués : à Paris le dollar a été payé jusqu'au delà de 6 francs; à Londres on n'obtint à un certain moment que moins que

4 dollars et demi pour une livre sterling, alors que le pair est de 4 dollars sept huitièmes.

Le tableau suivant indique le mouvement des échanges des États-Unis avec la France, l'Angleterre, le Canada et la Russie, au cours des années fiscales qui se sont terminées les 30 juin 1914 et 1915 (en millions de dollars).

COMMERCE AMÉRICAIN AVEC

		1915.	1914.
la Grande-Bretagne. . .	Exportations	911	594
	Importations	256	294
	Excédent d'exportations. . .	655	300
la France	Exportations	369	159
	Importations	77	141
	Excédent d'exportations. . .	292	18
le Canada	Exportations	300	344
	Importations	159	160
	Excédent d'exportations. . .	141	184
la Russie	Exportations	37	30
	Importations.	3	21
	Excédent d'exportations. . .	34	9
les quatre pays réunis .	Exportations	1 619	1 127
	Importations	496	616
	Excédent d'exportations. . .	1 123	511

Ces quatre pays, au cours du dernier exercice, ont importé 1 123 millions de dollars de marchandises de plus qu'ils n'en ont vendu aux États-Unis, alors que, pour les douze mois précédens, l'écart n'avait été que de 511 millions. A eux seuls, ils ont absorbé plus que l'excédent total des exportations sur les importations américaines, qui, pour l'année fiscale 1915, a atteint 1 094 millions de dollars.

Ce n'est pas seulement l'accroissement du commerce extérieur qui accuse la prospérité américaine. Les chiffres des transactions enregistrées par les chambres de compensation, l'un des principaux baromètres de l'activité des affaires, sont en progrès : les mois de juin et de juillet dépassent les époques correspondantes de 1914 : près de 15 milliards de dollars contre 14 1/2, soit 3 pour 100 de plus qu'en 1914 et 10 pour 100 de plus qu'en 1913. A la Bourse de New-York, les transactions ont porté sur une quantité double de celle de l'an dernier, 14 millions d'actions au lieu de 7 ; pour les sept premiers mois, 76 millions au lieu de 45 en 1914. Il est vrai qu'en

1901 il s'était négocié 192 millions d'actions au cours de la même période : mais nous sommes loin de ces époques de spéculation à outrance. Le nombre des faillites en juillet a légèrement dépassé celui de 1914; toutefois, le total du passif reste inférieur au chiffre de l'an dernier. Il faut d'ailleurs reconnaître que l'activité industrielle est surtout due aux commandes de guerre, accordées souvent à des fabricans dont ce n'est pas la spécialité et qui ont transformé leur outillage en vue de travaux avec lesquels ils ne sont pas familiers. La hausse violente qui pousse les cours des actions de certaines entreprises est dangereuse et prépare sans doute à la Bourse de cruels réveils : un publiciste autorisé de *Wall Street* compare le mouvement actuel à un tourbillon destiné à engloutir les cliens et les intermédiaires imprudens.

Le résultat de l'énorme excédent des exportations a été de renverser la position des changes étrangers. Alors qu'au cours du second semestre de 1914, le dollar était déprécié par rapport au franc et à la livre sterling, c'est le phénomène contraire qui s'est manifesté cet été. Le dollar n'a cessé de monter : il a valu près de 6 francs de notre monnaie, c'est-à-dire qu'il a été coté à environ 15 pour 100 de prime. Alors qu'il y a douze mois, les notabilités financières américaines se réunissaient pour rechercher les mesures propres à rétablir l'équilibre et à payer les dettes américaines en Europe sans exporter de trop grandes quantités d'or, c'est notre ministre des Finances et le chancelier de l'Échiquier qui confèrent pour étudier le problème des remises à faire par la France et l'Angleterre aux États-Unis. Des délégations de banquiers français et britanniques ont traversé l'Océan pour résoudre la difficulté sur place. Bien que nous soyons préparés, ainsi que nos alliés, à expédier de l'autre côté de l'Atlantique des sommes très importantes de métal jaune (on parle de 2 à 3 milliards de francs) pour solder nos achats, il est évident que ceux-ci ne se maintiendront à la même échelle, que s'ils se règlent, en partie tout au moins, au moyen d'ouvertures de crédit consenties par les États-Unis; en d'autres termes, il faut que les Américains se décident à souscrire des obligations du Trésor anglais et français, s'ils veulent continuer à nous vendre leurs produits. Nous ne doutons pas d'ailleurs que de toute façon l'équilibre se rétablisse ; l'arrivée de quantités considérables d'or à New-York fera vraisemblablement

monter les cours des valeurs locales et permettra aux Européens qui en possèdent de les réaliser dans des conditions favorables. Ces ventes procureront des remises et feront baisser le dollar en Europe.

D'autre part, nombre de publicistes anglais ont affirmé qu'avec un léger effort, il serait facile aux consommateurs britanniques de réduire leurs achats de beaucoup d'objets importés. Il semble qu'en dépit de la guerre, les particuliers, non seulement n'aient pas restreint leurs dépenses, mais, sous certains rapports, les aient augmentées. De toute façon, il est du plus haut intérêt de suivre ces évolutions qui ne se sont jamais produites avec une ampleur pareille et qui démontrent, d'une façon saisissante, la justesse des théories sur le change enseignées par les économistes.

Si des expéditions d'or se poursuivent d'Europe vers les États-Unis, il ne faut pas oublier que l'année 1914 avait été le témoin d'un courant en sens contraire, et qu'au 30 juin 1915, l'excédent net des importations d'or aux États-Unis, pour les douze mois écoulés, n'était encore que de 25 millions de dollars. Ne nous effrayons pas de voir quelques milliards de métal jaune passer d'un hémisphère à l'autre. Ces réserves, constituées en temps de paix, sont destinées à être employées en temps de guerre. Nous ne doutons pas un seul instant qu'aussitôt le calme ramené dans le monde, l'ancien ordre de choses réapparaîtra, et que l'agriculture, l'industrie et le commerce français redresseront la balance des échanges en faveur de notre pays.

V. — CONCLUSION

La guerre qui se poursuit depuis quatorze mois a touché les États-Unis moins que toute autre nation du globe. Si, au début, elle a amené une perturbation du change dans un sens qui leur a été défavorable et provoqué une dépréciation passagère du dollar, l'équilibre n'a pas tardé à être rétabli, et la balance à pencher de l'autre côté. Les exportations de matières premières et d'objets fabriqués, suspendues pendant les débuts de la campagne, n'ont pas tardé à reprendre avec une intensité croissante. Les douze mois de l'exercice financier américain 1914-1915 qui, à trente jours près, coïncident avec la première année de guerre, ont été marqués par un excédent d'exportations vers

l'Europe qui n'avait encore jamais été atteint. En même temps, les voyageurs qui, en temps ordinaire, dépensent, bon an, mal an, des sommes importantes de ce côté de l'Atlantique, restaient chez eux : les remises de fonds que leurs banquiers leur expédiaient pendant leur séjour à Paris, à Londres, en Italie, firent défaut. La difficulté pour les Alliés de payer leurs achats en Amérique s'en accrut d'autant.

Comment la situation économique se présentera-t-elle au cours des mois à venir? Il est difficile de se prononcer à cet égard sans envisager en même temps le côté politique de la question. Car, bien que l'Amérique ne soit engagée par aucune alliance ni par aucun intérêt direct dans la lutte qui se poursuit, elle s'est trouvée atteinte par les meurtres répétés d'un certain nombre de ses nationaux, dont les corsaires teutons se sont rendus coupables.

Vis-à-vis des défis allemands aussi bien qu'en face des folies révolutionnaires mexicaines, le président Wilson a suivi une politique de temporisation, difficile à comprendre pour des Européens, et même pour bon nombre d'Américains. Voilà un an que M. Théodore Roosevelt a proclamé le devoir pour les États-Unis, signataires de conventions internationales, de les faire respecter par ceux qui les violent outrageusement. Nous ignorons la tournure que prendront les événemens. En attendant, le fait que, au milieu de cette conflagration, l'Amérique est restée neutre, a permis à sa banque, à son industrie et à son commerce extérieur de se développer, alors que ceux des belligérans étaient plus ou moins paralysés. Non seulement ses banques sont activement occupées à ouvrir des succursales dans les diverses Républiques de l'Amérique latine; non seulement elle est venue prendre sur certains marchés la place que les grandes nations exportatrices étaient temporairement forcées d'abandonner, mais elle approvisionne les belligérans de matières premières, d'objets fabriqués, d'armes, de munitions de toute sorte. Il en résulte une accélération de l'enrichissement de la grande République, qui se traduit en particulier par des arrivages d'or destinés à payer les marchandises expédiées au dehors.

Quel sera l'effet de cette invasion de métal précieux, de laquelle certains Américains s'effraient, comme ils s'effrayaient il y a une vingtaine d'années des excédens budgétaires, dont ils déploraient la persistance? En remplissant d'une façon exces-

sive les canaux de la circulation, ces milliards pourront amener une hausse des prix et provoquer des excès de spéculation. Mais il est plus facile de se garer d'une abondance de ressources que de suppléer à celles qui feraient défaut. Nous ne saurions être très inquiets sur le sort de nos amis *Yankees*, écrasés sous le poids de nos lingots. Nous pensons que ces arrivages de numéraire auront un double résultat : ils permettront aux Français et aux Anglais, possesseurs de titres américains, de les réaliser dans de bonnes conditions; ils inciteront les capitalistes d'outre-Atlantique à nous prêter de l'argent, c'est-à-dire à acquérir les rentes que nous sommes disposés à leur vendre. Il y a un demi-siècle, lors de la guerre de Sécession, le président Lincoln émettait, pour se procurer des ressources, des obligations 6 pour 100 qui furent souscrites en grandes quantités à Paris et à Londres. Aujourd'hui, où nous menons une guerre, dont l'issue en notre faveur n'est pas moins importante, pour l'humanité, que ne le fut, pour elle, la victoire des Fédéraux en 1865, il est naturel que les Américains nous soutiennent, en nous confiant leurs fonds comme nous le fîmes alors. Ils ont, eux aussi, l'occasion de faire un excellent placement, en acquittant une dette de reconnaissance et en travaillant pour la civilisation. Pour ceux qui redoutent, à tort ou à raison, l'irruption de notre or à New-York, c'est une manière de détourner en partie ce courant et de retenir sur les rives de la Seine et de la Tamise les espèces dont on n'a plus besoin sur celles de l'Hudson. De nombreux monumens ont été élevés à Washington et à La Fayette par les deux Républiques qui se tendent la main à travers l'Atlantique. La statue de la Liberté, œuvre d'un Français, se dresse fièrement à l'entrée de la rade de New-York. Si nos amis ne sont pas encore disposés à suivre le chemin que leur indique leur ancien président Roosevelt, ils jugeront tout au moins qu'une alliance économique plus intime doit être scellée entre nos pays : il leur est facile d'accomplir ce qui reste à faire à cet égard en souscrivant à l'emprunt qui vient d'être conclu et qui leur donne la signature de la France et de l'Angleterre.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

THÉODORE KÖRNER ET LA PRUSSE

LA FIN DU PARNASSE

I. — LE PLAN DE CAMPAGNE

Lorsque l'année avant cette guerre, revenant de Pologne, je visitai pour la première fois la ville de Dresde, elle me semblait encore vivre en marge de l'esprit nouveau, de cette poussée qui avait déchaîné sur l'Allemagne la brutale impatience des appétits matériels et, sur ses voisins, le fléau de son arrogance. A ma surprise, je trouvai là encore un peu de ce ton de distinction et d'élégance discrète que les voyageurs y avaient connu dans le passé et qui avait fait de cette ville un séjour de prédilection pour la société anglaise comme jadis pour les Français.

En dirigeant ma promenade dans les allées de la terrasse de Brühl, je découvris au tournant d'un chemin, à demi caché par des arbres, un monument en marbre qui soulignait cette impression, celui d'un homme en qui s'incarnait miraculeusement tout ce que la nouvelle Allemagne avait combattu, renié et dénaturé, tout ce qu'elle avait profané et méconnu. On voyait là l'image d'un grand vieillard aux cheveux longs, assis sur un banc rustique, son visage rasé tout illuminé de douceur attentive, tourné vers le mirage de la nature en fête. C'était Ludwig Richter, l'artiste populaire d'une Germanie d'avant les guerres, un ouvrier de l'Idéal dont on peut dire que, s'il n'existait

pas, nous n'eussions pas connu toutes lea ressources imaginatives de ce passé musical, ni toute l'étendue du crime de la Prusse envers la culture véritable. Car l'œuvre de Richter représentait, cela est à peine croyable, une naïveté presque enfantine, la touchante humilité devant Dieu et devant les hommes; un amour profond pour la créature, pour le chef-d'œuvre d'une nature pastorale, pour le chef-d'œuvre des petites villes sonores de cloches et fleuries de géraniums, enfin l'horreur de la guerre et de la violence !

Et cet homme n'était pas une exception. Tout un ensemble de productions dans l'Art et la Poésie témoigne d'un état d'âme semblable au sien. Aujourd'hui, cela nous semble un conte de fée. Et pourtant cela fut. Cet homme n'est pas une fiction. Cette période a réellement existé et, doublant les regrets de ceux qui la connurent, son souvenir rend plus abominable encore ce que nous voyons maintenant.

Le monument de Richter me parut abandonné dans le silence de sa retraite, couché discrètement dans l'écrin vert des buissons. Nul passant autre que moi ne s'y arrêtait, et nulle fleur ne se fanait à ses pieds. Les dernières générations ayant encore vécu dans le sillage de ces inspirations avaient rendu cet hommage à la mémoire d'un fantôme. Mais les générations actuelles courent vers un autre monument, « le Défi cyclopéen, » qui, dans la plaine de Leipzig, menace le ciel de son faux archaïsme et la France de son symbole provocant.

Par un hasard qui rendait plus saisissant encore le contraste entre ce passé et le présent, mes premières courses me conduisirent bientôt à l'autre bout de la ville, devant une école bâtie dans un gothique d'acier où se forgeait l'avenir pangermanique. Si la paix souriait dans les lilas sur la terrasse de Brühl, la guerre régnait ici. Son socle couvert de fleurs et de couronnes récemment déposées, un autre monument perpétuait la mémoire d'un homme que les enfans ne devaient jamais perdre de vue, et qui devait être la hantise de leurs rêves : Théodore Körner, le poète de vingt ans, mort pendant la campagne de 1813. La statue, une des plus belles de Dresde moderne, montrait l'auteur de *la Lyre et l'Épée* drapé dans son manteau et pressant sur son cœur l'épée des chasseurs noirs : elle glorifiait en cet adolescent la poésie de la guerre.

A mesure que j'avançais dans les rues, la figure de ce

Théodore Körner, multipliée à l'infini dans les vitrines, s'amplifiait en une manière de saint national. Il était, si j'ose dire ainsi, devenu pour les générations récentes la Jeanne d'Arc de l'Allemagne. La statue le représentait avec le même regard levé au ciel, le même geste fervent de l'épée, et cette juvénilité, cette religion de la Patrie rendue manifeste trahissaient l'intention du peuple allemand d'opposer cette figure à celle de la grande Lorraine. Mais, s'il a été le barde du soulèvement contre Napoléon, Théodore Körner n'a rien délivré, et son nom, rapidement connu, est retombé après Waterloo dans le demi-oubli auquel devait le condamner un talent de circonstance, qui n'avait encore apporté à la littérature allemande que des promesses.

C'est le centenaire de Leipzig et déjà le sourd mouvement belliqueux des dernières années, auquel la France n'avait pas toujours prêté une oreille assez attentive, qui avait exhumé cette grande vedette de 1813. Voyant l'importance que le culte körnérien avait pris, je m'aperçus bientôt à la lumière des documens nouveaux que la vie brève de ce héros se haussait, malgré son caractère individuel, à une démonstration exceptionnellement plastique de l'action prussienne sur le génie pacifique d'une race. Aussi ai-je pensé que l'histoire morale de cette sanglante aventure, que l'empoisonnement graduel d'un peuple par le caporalisme se montrait dans cette seule existence bourgeoise avec un relief qui méritait notre attention.

*
* *

Le mépris d'abord caché, puis découvert, dans lequel la nouvelle Allemagne tenait son passé avant 1870, non seulement nous l'ignorions totalement en France, mais les bruyantes glorifications de ses grands hommes auxquelles elle se livrait nous entretenaient dans l'idée qu'elle célébrait ce passé avec exagération.

Pour l'étonnement de quelques voyageurs attentifs, ce mépris se manifestait pourtant de mille façons. La littérature politique faisait ressortir que l'Europe avait aimé l'Allemagne d'autrefois pour la seule raison de son anémie. Il est instructif de voir dans quels termes les nouvelles couches parlent de leur gloire pacifique :

« Plus nous semblions, disent-ils, déserter la lutte des peuples pour les biens de la terre et plus nos voisins, heureux

de cette *stagnation dans l'intangible*, nous abandonnaient les lauriers des luttes métaphysiques et des ambitions purement spirituelles. Déjà, depuis plus d'un siècle, notre peuple, condamné à l'inaction par son morcellement, avait traîné sa vie inutile dans une sorte de léthargie, béatement enseveli dans l'édredon de ses rêveries et couché dans la misère de ses mesquineries politiques. Ses songes creux de citoyen du monde, toléré et inoffensif, l'enfonçaient chaque jour plus profondément dans la puérilité de ses chansons de nourrice. Tandis que l'élite de la nation goûtait l'indépendance et la sécurité d'une telle existence et célébrait la paix, le front dans le ciel et les pieds dans des fleurs, les masses populaires s'accommodaient de ces étroites traditions et s'endormaient dans l'inaction. L'enthousiasme factice de nos sphères supérieures pour les idées françaises de liberté, n'était, à vrai dire, que dilettantisme et, au fond, une *cause étrangère* à laquelle elles ne s'intéressaient que par le fait de leur désœuvrement. Bientôt dégoûtés et désillusionnés, ces hommes retombaient dans l'indifférence politique et dans la mélancolie. Les invasions mêmes ne les dérangèrent pas dans leur quiétude. Celui dont la chemise brûlait littéralement sur le corps se lamentait bien sur le destin cruel, mais en fin de compte il l'acceptait, résigné depuis longtemps à la souffrance et à la patience devant la force brutale. »

Ce qui fut dans l'histoire un titre à la sympathie, ce je ne sais quoi d'infiniment doux et profond qui avait séduit le monde et dont le monde s'était nourri, ils le tournaient en dérision. La Prusse est venue : les voies lui avaient été préparées.

Elle s'est attaquée au particularisme qu'elle combat depuis 1813 par tous les moyens avec un zèle de propagande, sournois ou bruyant selon les occasions. Le particularisme, ce robuste sentiment si naturel et si spontané pour la province, pour ses traditions, pour son dialecte, pour un tout harmonique, la Prusse officielle le dénonce au mépris et à la suspicion publique : à l'entendre, « il apporte des fleurs et des fruits empoisonnés. » C'est-à-dire : le Prussien doit estimer « pardessus tout au monde » sa province à lui, la Prusse, mais les autres États doivent considérer la leur comme le lambeau négligeable d'un grand corps et ne plus aimer que la « grande patrie » dont la Prusse est la tête. Cette tranformation, la

Prusse y travaillait sourdement avec son génie tenace et froid. La proie était facile. La vieille Germanie était demeurée en 1813 aussi sotte et bénévole que pendant le siècle de Léon X et aussi *bonne à faire*, selon l'expression épistolaire d'un cardinal émissaire du Pape pendant les transactions secrètes avec les réformateurs. Et pourtant, même des amphithéâtres universitaires de l'extrême Nord, de Königsberg où Kant professait, des avertissemens d'une grande noblesse partaient encore. « Honorer et protéger la dignité de l'homme même parmi les plus humbles, » voilà les vaines maximes qui devaient aboutir au sac de la Belgique. Les poètes de l'époque classique allemande avaient essayé de développer « l'anoblissement de l'homme intérieur. » Ce n'était pas l'affaire de la Prusse. Dès 1813, des agens actifs auprès de la Cour faisaient ressortir devant le Roi *l'extrême urgence de canaliser le lyrisme dans des voies déterminées par le Gouvernement*, d'encourager les poètes guerriers et de réveiller dans le peuple les vieux songes de la magnificence impériale du Moyen Age, afin de le préparer à l'unification dans un puissant empire.

Et voilà où nous revenons à l'objet de cette étude : la main-mise sur un poète exalté qui exalte la Prusse militaire. Il fallait à tout prix persuader aux plus vaillans que l'État prussien était leur espoir et leur protecteur naturel, ainsi que déjà il avait transformé le génie pacifique des Humboldt en un génie *agissant*. C'était inviter à la prison les muses qui, depuis Gœthe, étaient venues visiter le pays.

Le projet, fort noble en apparence, était de restaurer dans la nation un mot qu'on disait avoir été oublié par elle, et ce mot était : Honneur. Mais il ne devait s'appliquer et avoir une signification que par la docilité envers l'État prussien. Le reste ne devait plus exister. Un historien prussien, Treitschke, avec une conviction presque comique, écrit que « tout ce que ses compatriotes exprimaient dans la presse, dans les discours et dissertations, gagnait immédiatement une forme poétique, et ainsi était née la *plus belle poésie politique* dont aucun peuple pouvait se vanter ! »

Les conseillers de Frédéric-Guillaume III firent le siège de leur roi. Assez sceptique d'abord, il se laissa bientôt persuader que le sentiment lyrique « devait être étroitement noué à la cause publique et que la sécurité du trône reposait sur lui... »

Ce que Novalis fait dire au héros d'un de ses drames devint bientôt une réalité : « Les guerres nées d'une violente haine de race sont les seuls vrais poèmes. » La guerre et la haine étaient devenues la poésie tout entière et un poète-soldat était « un ambassadeur de Dieu. » Les Allemands ont toujours témoigné, dit Gœthe avec sa finesse ironique, « à des talens qui ne faisaient que promettre une dévotion particulièrement fervente. » C'est celle qui se réveilla, l'année avant la guerre actuelle, pour Théodore Körner.

*
* *

L'Allemagne vivait depuis près de cent quarante ans dans l'ignorance de ce qu'elle devait à la culture française; elle n'avait retenu de ses rapports avec la France que la dévastation du Palatinat dont elle se souvenait avec obstination. En réalité, on ne saurait assez dire combien sa dette était grande. La révocation de l'édit de Nantes donna à la Prusse 70 000 Français auxquels le Grand-Électeur désigna tout de suite le cadre de leur activité. Mais cette élite, amenant dans ces sables l'acquis séculaire de son génie créateur, régénéra le rouage entier de la vie sociale, l'armée et l'administration, les sciences, les arts, les métiers. Cette œuvre immense tira le Nord germanique de sa primitive barbarie, et l'esprit et les mains françaises jetèrent ainsi les premières bases de la Prusse dont le développement rapide ne s'explique point sans ce concours.

Mais dans le reste de l'Allemagne, dans la Saxe du Centre et dans le Sud, une autre France devait jeter, dès l'aurore du XVIIIe siècle, de fortes racines. Cette atmosphère de sensibilité et d'épicurisme dans l'insouciance, tantôt romantique, tantôt philistine de la vieille Allemagne, on ne pourrait la concevoir sans le marrainage des grâces françaises. Tant que cette Allemagne-là, tout en conservant son caractère propre, vécut sous le charme spirituel de la France, elle demeura aimable et inoffensive. La douceur des mœurs latines avait filtré dans la société. La Prusse seule, avec sa violente individualité, pouvait détruire ces influences.

Le sort de la famille dont nous allons nous occuper subit exactement le même cours que le pays tout entier. En trois générations tout s'est accompli. D'esprit national, on n'en connaissait point. On ne vivait que d'intimités dont les portes étaient

grandes ouvertes à l'étranger. On ne vivait que de respect admiratif pour les beaux fruits du voisin et on greffait les arbres du pays de ses plus savoureuses essences. On vivait avec les latinités sur un pied de vénération sentimentale et ce que d'une part les humanités apportaient en clartés par les voies universitaires, la passion romantique pour l'Italie le faisait pénétrer dans ces cercles patriarcaux en élans et en lyrisme.

Voyons d'abord le grand-père Körner : il est encore un produit de la scolastique. Professeur de théologie, hirsute malgré la rigidité de sa perruque à marteaux, il est une manière de mandarin grave et épais. On pourrait dire que sa science marchait à plaisir dans le labyrinthe des disputes aussi stériles que violentes, si le mot « plaisir » était en quelque circonstance applicable à une manière d'être aussi solennelle. Mais la culture française avait traversé le Rhin et atteint la dure écorce de cette cime figée : le magister de l'orthodoxie a un fils qui sera touché par les grâces. A dix-sept ans déjà, ce fils libère son esprit du pesant et pédant ascétisme du toit paternel. Il découvre le sens de la sociabilité française. Les conversations sur l'art et la beauté ne lui semblent plus être des occupations superflues ou criminelles qu'on doit fuir, mais des moyens d'ennoblir ses goûts et d'élever ses habitudes. C'est lui, ce Christian Gottfried Körner, qui va devenir enfin l'ami des plus grands esprits d'alors, un centre du libéralisme le plus éclairé, et enfin le père de ce fils « glorieux » qui se jettera dans les griffes de l'aigle prussien.

En 1778, le jeune Christian, agrégé de l'Université, se mit à fréquenter une maison bien faite pour le charmer. Il nous faut la décrire. Quelques années auparavant, le jeune Gœthe, avide de tout savoir, avait souvent gravi ses escaliers de bois vermoulu pour y recevoir, dans une mansarde haut perchée, les premières leçons de gravure au burin d'un honnête homme nommé Stock. Celui-ci avait deux filles: Dora, l'aînée, habile artiste, les plus beaux yeux du monde, un peu contrefaite, pas assez cependant pour ne rendre point éperdument amoureux d'elle un Parisien, Louis-Ferdinand Huber, peintre estimé, qui avait apporté de sa ville natale la passion éclairée des arts et l'élégante sensibilité des lettres. Minna, la cadette, avait une âme musicale et attendrie dans un corps char-

mant, ce qui disposa en sa faveur le cœur de Christian G. Körner. Elle devait être la mère de Théodore, cet enfant de sa douleur éternelle ; mais Christian commença par tourner pendant quatre ans des sonnets discrets et désespérés à la manière d'Arvers, sans oser demander la main de cette Minna et il vécut ainsi dans cette bonne maison d'artistes, toute sonore de musique, avec la perpétuelle terreur que son père ne découvrît cet aimable commerce. La mort de l'honnête veuve Stock qui laissa les filles orphelines, décida enfin le fils timoré à affronter la majesté paternelle. Ce fut une chose affreuse. Le Théologien, frémissant sous sa perruque à marteaux, refusa indigné en appelant la jolie fille du graveur une *mamsell*, ce qui pour lui était le comble de l'injure. Christian, ne se déclarant point vaincu, essaya alors d'attendrir son père en lui offrant pour sa fête le portrait de sa fiancée. C'était un tableau délicieux de Graff, un des peintres les plus réputés de l'époque, d'où les grands yeux de velours sombre, un sein ému semblaient demander grâce à l'inexorable bourgeois. Mais la conception de l'enfer avec ses diaboliques séductions hantait alors si bien le cerveau du vieil homme, qu'en un mouvement barbare de moine ascétique il saisit son rasoir et lacéra l'image. La détachant du cadre, il jeta la toile dans un coin de son cabinet en criant qu'on ne s'avisât plus jamais d'outrager ses bonnes mœurs avec des visions aussi impudiques. Le projet fut encore une fois remis, car la volonté paternelle était un oracle et les jeunes malheureux, tantôt séparés, tantôt réunis furtivement, continuèrent à espérer. Mais un nouveau venu dans le cénacle de cet humble Parnasse créa une si puissante atmosphère, que l'on oublia pour un moment les rigueurs de la théologie. Ces quatre amans de la maison Stock, enthousiastes des temps nouveaux annoncés par la France et que promettaient les *Brigands* de Frédéric Schiller, adressèrent de loin à ce dernier un hommage collectif plein d'ardeur débordante. Le poète, que la Convention nomma plus tard citoyen d'honneur de la République, répondit spontanément à cet appel, et Christian édifia déjà, dans les premiers rapports épistolaires avec Schiller, un monument à l'Amitié qui, dans le courant idéaliste de l'Allemagne d'alors, n'était point une exception. Körner attendait de cette conception de l'amitié les plus heureux résultats et il ne fut point déçu avec un tel homme. « Chacun des amis, écrit-il,

devra mûrir et élever l'autre dans l'incessant et joyeux exercice du meilleur, dans le mépris de toute préoccupation bassement intéressée, dans la noble générosité des idées dont la France intellectuelle donne l'exemple pour libérer le monde. » Schiller traqué, malade, pauvre et désemparé avait écouté l'appel de ces amoureux inconnus et était entré dans leur existence et dans leur cœur en acceptant bientôt l'hospitalité de Christian Körner. Dans le pavillon d'un domaine de vigne, qu'il possédait, près de Dresde, le fils du superintendant logea le poète qui comptait ces jours parmi les plus heureux de sa vie. C'est là qu'il composa « l'Hymne à la Joie » qui inspira Beethoven pour sa Neuvième symphonie. Les jours passèrent dans l'enchantement fertile du travail. Le soir, la musique de chambre alternait avec des causeries et des lectures. Quel cadre minuscule, au fond d'une vigne, dans un logis dont la harpe et le clavecin étaient le seul luxe! Mais voilà le secret de la vieille Allemagne frugale.

Sur ces entrefaites, le superintendant, sous son énorme bonnet de nuit à rubans violets, rendit l'âme derrière les rideaux de son lit à baldaquin, dans une dernière grimace à l'adresse des temps dévergondés. Les fiancés purent alors convoler en justes noces, et jamais patience ne fut mieux récompensée.

Dresde à ce moment vivait encore du dernier reste de sa magnificence polonaise. Le divin Canaletto, qui y avait vécu longtemps, en avait noté les aspects et tracé les contours avec une précision de procès-verbal. Elle était toujours une *école de bon ton français et un bastion avancé contre le Moscovite.* Les palais, les églises se dressaient partout dans l'aimable rococo que la fin du siècle avait assagi et auquel l'intimité avait ajouté un charme idyllique. La ville était toute hérissée de tours et les cloches invitaient les citoyens à prier sous des lustres de Venise. Des jardins géométriques, tracés par des mains expertes, répandaient au printemps le parfum des fleurs et l'odeur des buis, le bruit des fontaines et des jeux aquatiques. Au bas des terrasses de rocaille coulait le fleuve calme et beau entre ses rives verdoyantes.

Dans cette atmosphère de sérénité naquit Théodore Körner, le 23 septembre 1791. Mais une fatalité singulière le fit débuter dans le monde par un parrainage désastreux. Son père avait connu à Carlsbad, en 1788, un ambassadeur du roi de Prusse à la Cour

de Dresde, le comte de Gessler, qui, pressé de se concilier un milieu aimable où son action politique pouvait être utile, se glissa dans cette famille qui avait des relations nombreuses en tenant l'enfant sur les fonts baptismaux. La marraine fut Dorothée, duchesse de Courlande. C'est par ce parrain prussien, ce patriote de la Délivrance, cet ennemi naturel de la France, que Théodore devait recevoir sa première empreinte en dehors de l'influence paternelle.

Gessler était un petit homme tout en angles et en crêtes pointues qui s'agitait sans cesse en des tics nerveux d'une notoire agressivité. Son visage large et plat était couturé de cicatrices et troué comme une écumoire de marques de la petite vérole. Mais ce dernier détail pouvait passer pour négligeable en un temps où tout le monde était grêlé. Ses yeux lançaient autour de lui des feux inquiétans de sarcasme et de froide ironie. Dans la conversation comme dans sa correspondance il jouait au jeu de massacre, et son esprit évoquait des images, lui suggérait des comparaisons diaboliques et des arabesques tortueuses qui dissimulaient la méchanceté de son âme et les recoins de sa malice acerbe. Il maniait à merveille l'art de faire l'étourdi, le frivole, le gouailleur qui se gaussait de tout, alors même que sa haine contre d'invisibles ennemis bouillonnait dans sa poitrine étriquée jusqu'à l'étouffer. Nul ne savait se dominer mieux pour cacher une émotion ou une rancune et aussi pouvait-il se démener comme « un broyeur de fer » et inspirer la terreur. C'était un personnage bien sympathique.

Les historiographes du patriotisme prussien, qui veulent contre toute évidence faire Gessler blanc comme neige, disent que ces noirceurs cachaient un cœur d'or et une sensibilité exquise, mais nul n'est tenu à le croire. Néanmoins, il s'occupa assidûment de son filleul et le façonna, ainsi qu'on va le voir, à sa manière.

Théodore grandit sans frein, gâté par ses parens et sa sœur aînée. Celle-ci d'une douceur patiente devint souvent victime de sa violence précoce. Par une faveur exceptionnelle du sort, la famille, passant de longs momens chez Schiller à Weimar où Gœthe faisait également des séjours, le gamin eut le privilège de vivre ainsi dans l'intimité journalière de ces deux grands esprits et on attendait des prodiges de l'exemple immé-

diat qu'il devait en recevoir. Mais ces hôtes illustres semblent avoir décliné la mission de le former, car Schiller dit au père dans une lettre assez fraîche « qu'il désire avant tout ne rien déranger dans la nature de cet enfant, car ce qui ne croît pas naturellement, il ne cherche point à le planter... »

Tandis que la sœur Emma, tout en jouant encore à la poupée, copiait avec assez d'adresse des tableaux de maître dans la galerie du Grand Électeur, son frère ne revélait encore de dispositions à aucun travail. Plus tard, peut-être déjà sous l'influence du parrain prussien, il montra quelques préférences pour les mathématiques, et détesta les langues étrangères et particulièrement le français, ce qui pouvait alors passer à Dresde pour une monstruosité. Le père, confiant, généreux toujours, trop indulgent souvent, comprenait pourtant avec sa vive intelligence qu'il a affaire à forte partie. « Il éveille, écrit-il à Mme Schiller en parlant de son fils, peu de sensations agréables chez les gens de notre entourage. » Aux éducateurs qui changent souvent, — aucun ne consent à perdre sa peine auprès de cette nature offensive et virulente, — le jeune Théodore ne prête jamais la moindre attention non plus que le moindre respect. Il se moque d'eux, de leur prudence défensive, rédige contre eux des pamphlets, les choisit comme souffre-douleur, les rend ridicules en prose et en vers. On ne sait plus ce qu'on doit lui donner à lire, car il dédaigne tout. Un portrait de lui à l'âge de douze ans le montre avec un geste enflé et faux de petit bonhomme « qui s'en fait accroire. » Déjà il est déclamateur. Sa guitare en bandoulière, il voudrait aussi faire le troubadour et mettre à mal le féminin. Ces dispositions ne l'empêchent pas d'adresser à Dieu des dithyrambes, notamment à l'occasion des fêtes chrétiennes. Tandis que sa famille vit dans la dignité sans ostentation religieuse, il agit déjà comme un barbare et accapare le ciel pour lui seul. C'est une manière de voir de la Prusse militaire, que son parrain approuve.

La famille, elle, demeure dans son songe idyllique ; chaque jour davantage elle devient le centre intellectuel de cette belle ville et sous son toit affluent les artistes, les penseurs, les poètes, pour y jouir d'une hospitalité riche d'âme et de cœur. Mozart était venu sous ce toit en 1789 et y avait séjourné pendant une grande semaine. Il y avait joué au clavecin avec une fantaisie et un brio délicieux. On l'avait fêté, il avait tenu tout le

monde sous le charme de son génie et de ses sourires. C'est que, dès la première heure, il s'était senti comme chez lui dans la tendresse naturelle de ces esprits, ardens au beau, et de ces très braves gens. Tard dans la nuit, les improvisations musicales succèdent aux éblouissans entretiens sous le feu des bougies de cire qui coulent lentement sur le lustre mat du clavecin. Mozart se sépara avec peine de ce logis si doux, de ce temple de l'intelligence et y laissa un souvenir « aussi mélodieux que le son d'une flûte d'argent. » Dora Stock, délaissée par son fiancée, Huber, qui s'était jeté dans la Révolution, fit du musicien un portrait qui demeure comme le plus véridique de tous ceux qui survécurent de ces temps enchanteurs. Dora Stock trouva ainsi dans son art une consolation à une vie sentimentale ruinée.

La bataille d'Iéna poussa le prince Électeur de Saxe dans les bras de Napoléon, que tout le monde saluait comme un libérateur. Celui-ci attribua au prince le duché de Varsovie et les fêtes dès lors se succédèrent dans tout le pays en l'honneur de l'Empereur avec un sentiment unanime de soulagement après les humiliations que l'arrogance outrecuidante de la Prusse politique et militaire n'avait cessé d'infliger à la Saxe plus faible et plus cultivée.

Dans la maison de Christian Körner, on fêta la suzeraineté française. Le père de Théodore représentait pleinement une nation qui jusqu'alors avait trouvé son bonheur loin de la politique, dans les domaines de l'Art et des Idées générales. Il assiste à la gloire française avec sympathie et aux agitations de Berlin avec une indifférence qui, cent ans plus tard, exaspère les Allemands modernes. Pour lui, les besoins de la société, de l'État et de la Nation étaient commandés par les besoins de l'individu. C'était là une opinion que l'élite de la vieille Allemagne ne discutait même pas. Par société, elle entendait le commerce fertile entre gens de même culture, des échanges spirituels fondés sur un unanime désir de perfectionnement. Plus que jamais, la maison de Dresde était devenue l'oasis des caravanes pacifiques qui se sauvaient des déclamations belliqueuses.

Mais l'infiltration prussienne s'accomplissait en même temps et comme toujours avec méthode. Les espions, les émissaires de Berlin étaient partout, travaillant sournoisement l'opinion. Le salon de Christian Körner, ami de Gœthe, était particulière-

ment visé et on envoya sous les auspices les plus rassurans deux officiers prussiens, précepteurs militaires de jeunes princes, le baron Pfuel et le seigneur Ruhle de Lilienstern, tous deux assez insinuans et rusés pour n'éveiller aucune méfiance. Ils firent de si bel ouvrage qu'ils rentrèrent après 1815 en Prusse comblés d'honneurs... Ils furent les éducateurs tantôt visibles, tantôt occultes de Théodore. Ils déformèrent au profit de leurs ambitions son cerveau déjà exalté qui promettait un brillant avenir de prosélytisme poétique.

Sorti de l'âge ingrat, le jeune homme entre dans celui de l'ingratitude. Il n'est pas bon. Il fait peu de cas des sacrifices et des dévouemens qui se multiplient autour de lui. Déjà il s'aime avec exagération, recherche les adulations et, sous des aspects chevaleresques que le romantisme de son temps lui suggère, il fait le spadassin, gâté et flatté par tout un essaim de jeunes filles, amies de sa sœur, si douce et si modeste. Il court de l'une à l'autre avec des élans qui s'arrêtent vite. Pendant que cette jeunesse, dans le salon aux cretonnes pastorales, est réunie autour de la grosse tarte et du café au lait du goûter, ou, le soir, autour du clavecin, pendant que les bras nus entourent les guitares enrubannées et que des voix claires chantent les romances à la mode, le futur héros fait irruption dans la pièce, poursuit les bergères de ses galanteries, en quête d'un baiser, puis il sort de sa poche quelque chanson, tour à tour libertine et exaltée, à l'adresse des Augustine, des Thérèse, des Henriette, ou tout simplement à Éros. Il a quinze ans, mais il chante déjà les blancheurs neigeuses qui brillent sous le linon léger, les frôlemens d'une main délicieusement fine sur ses joues enflammées. Cet adolescent est perverti déjà; il est l'enfant dégénéré de ces parens qui, arrivés à l'apogée de la culture, produisent le révolté. A quoi bon le couver, lui montrer les plus beaux exemples, orner son esprit, l'entraîner dès le berceau dans l'éblouissement des âmes supérieures? Par une fatalité fréquente, il descend rapidement les échelons lentement gravis par les générations précédentes. Il jette quelques feux vite éteints, donne des promesses stériles et de chute en chute tombe, s'éloigne à jamais du logis où brûlait la lampe de l'amour familial.

En sa destinée de riche héritier, Théodore représente bien celle de l'Allemagne moderne tout entière. Docte et omniscient,

il s'exerce au mépris de son voisin, il est immodéré dans le plaisir, il est gaspilleur et agressif. Il se moque des grands hommes du passé, de Schiller même. Il parodie le monologue de sa Jeanne d'Arc : « Les adieux au verger paternel » dans un pamphlet qui le libère, pense-t-il, définitivement du genre noble de ce temps. Ayant enfin choisi sa carrière, il entre comme étudiant à l'École des mines de Freiberg, non loin de Dresde, dans la Suisse saxonne. Là il mène la vie ordinaire des universitaires, tire des bordées et imagine des bonnes fortunes qu'il n'a pas vécues. Le goût du travail s'effaçait graduellement chez lui. On s'en préoccupait dans la maison si probe et déjà si déçue lorsque, dans le courant de l'été 1808, l'armée française prit de nouveau, en alliée, possession de la ville. La municipalité recommandait aux habitans avec la plus grande insistance de recevoir les Français non pas avec froideur, mais *comme des frères.* La population s'acquitta de cette mission avec tout son zèle et Christian Körner, inquiet et violemment projeté hors de son rêve étoilé et de sa sérénité de musique de chambre, souffrait moralement des temps nouveaux, tout en détestant un courant d'esprit que la Prusse cherchait à propager, qui fomentait déjà et qui tendait à exalter exclusivement la guerre et la haine.

A ce moment en effet, le duché, envahi partout, était terrorisé par l'arrivée de deux corps francs, qui furent en quelque sorte les ancêtres des Hussards de la Mort de la guerre actuelle, bien qu'ils existassent déjà sous une forme moins dangereuse au temps de Frédéric II. Mais leur hardiesse, leur méconnaissance des lois de guerre, leur sauvagerie légendaire les désignent bien comme les dignes précurseurs de ces troupes de cavalerie qui, en une pénétration foudroyante, devaient semer l'effroi et la ruine dans la Belgique de 1914. Le plus tristement célèbre fut le *Corps noir de la Vengeance* du major von Schill. Christian Körner avait horreur du furieux esprit de parti qui détraquait les cerveaux faibles et redoutait de terribles excès de cet incendiaire et de ses bandes déchaînées. Bientôt elles firent leur entrée à Dresde, suivies par l'armée autrichienne qui, elle aussi, entendait être reçue en amie et ménageait la ville avec le dessein de la mater en douceur. L'approche du roi Jérôme chassa les Autrichiens qui fuyaient toujours et revenaient sans cesse.

Étouffant dans le petit cadre de son existence, Théodore se

lassa bientôt de l'École des mines et rechercha un champ plus vaste, plus propice à l'éclosion d'une passion que ses parrains avaient semée dès son enfance dans cette âme avide. C'est à Leipzig, plus entamé par le courant de haine, qu'il trouva un terrain favorable à ses ambitions. Nous ne savons pas tout dans la vie de Théodore, mille choses nous échappent dans l'orientation de sa destinée ; mais ces lacunes prouvent l'intervention occulte d'émissaires mystérieux, chargés de gagner à leur cause les nouvelles couches pour les éloigner des milieux tièdes qui s'accommodaient du régime particulariste. Ce qui en soi peut nous paraître fort légitime, l'unité d'un peuple et son désir de secouer le régime étranger, devenait entre les mains de la Prusse un admirable prétexte pour l'édification de ses seuls intérêts avec le concours des petits États.

Dans le labyrinthe des combinaisons que bâtissent les peuples pour asservir leurs voisins, on perd souvent de vue le lent et patient entraînement des foules, toujours attentives aux chansons et aux beaux rêves. Pour échapper à une servitude guerrière, ils tombent dans une servitude pacifique et sont tout étonnés un jour de se sentir prisonniers d'intérêts étrangers qu'ils découvrent trop tard. Telle aventure se prépara pour les petits États dans la Prusse dont les flots d'éloquence magnanime versaient sur les pauvres égarés les raisons toujours supérieures d'une coalition. Les villes universitaires, réceptacles des énergies et des impatiences, étaient un excellent terrain de culture pour ces projets, et Théodore Körner y fut certainement très sensible.

En effet, dès l'arrivée du jeune étudiant, il fut fêté et écouté. Dans la parade quotidienne de cette soldatesque universitaire, il crie sans cesse en prose et en vers des grands mots et des grands sentimens. Les lettres à ses amis, — à ses parens il écrit rarement, — sont remplies de ses actes héroïques, et aussi du récit de ses vulgaires polissonneries, agrémentées et comme constellées des mots : *honneur*, *droit*, *liberté*, *fidélité*, *courage* et *force*. C'est une burlesque mêlée d'intempérance et de déclamations. Avec un grand sérieux, les historiographes de Th. Körner disent de cette période véhémente de leur héros qu'elle était *l'école préparatoire de son sacrifice passionné à la Patrie*. Soit, mais la survivance des mœurs barbares dans les Universités allemandes dont ils ne parlent pas, explique les mœurs

de la race, et ce voisinage étroit de la science et de la brutalité rituelle des corporations éclaire ce foyer persistant de sauvagerie où se préparait l'avenir.

La famille, à Dresde, ces braves gens si doux, si éclairés de vraie culture, sont désolés. Son amour pour le fils unique n'empêche pas le père de lui montrer le gouffre. Ses lettres peuvent, dans leur généreux avertissement, passer pour des chefs-d'œuvre de sagesse et d'intelligence paternelles. « Reste fidèle, lui écrit-il, à un idéal qui a fait ses preuves, et ne cours pas à ta perte dans l'engouement pour la violence. Je te conjure de ne pas descendre avec ton entourage, mais cherche à l'élever à toi, à ces vraies joies dont la maison paternelle fut illuminée et que ton enfance déjà pouvait partager. »

C'est un dernier et douloureux appel de la vieille Allemagne de Schiller et de Mozart. Il demeura sans réponse. Théodore tombe chaque jour davantage dans la brutalité des excès et des duels. Il se moque de tout et de tous. Le Sénat, effrayé du scandale permanent des tueries, décide enfin son arrestation pour une condamnation sévère. Il vient de se battre et est couché au fond de son alcôve avec une blessure à la tête. Mais les camarades le préviennent, le font lever et lui proposent la fuite à la faveur d'un déguisement.

Durant deux jours encore, il se cache pour épuiser le prestige de sa situation dangereuse et jouir de son état dramatique. Enfin, à l'aube du troisième jour, il saute dans une berline préparée par ses amis prussiens, l'épée et le luth pendus à ses côtés et la blessure mal guérie bandée par un foulard noir. Un de ses camarades et complices est pris et condamné à huit ans de prison, pendant que lui s'évade heureusement et court tout droit à Berlin, où il arriva dans la soirée du 25 mars 1811.

*
* *

La famille Körner fut atterrée par cette aventure et effrayée de ses conséquences. Théodore était bien loin à présent des rêves pacifiques qu'on avait forgés pour son avenir, et on le voyait glisser rapidement à quelque catastrophe. Encore que le père s'imaginât avoir conservé une parcelle d'autorité sur lui, ce fut en réalité le parrain, le comte Gessler, toujours embusqué derrière sa feinte brusquerie de caporal, qui dirigeait de plus en plus les destinées de Théodore. Muni de lettres pour

d'éminens Berlinois, parmi lesquels Schleiermacher, il fit son entrée dans cette capitale, qui n'était guère alors plus grande qu'une préfecture, avec toutes les apparences romantiques du « cruel ambitieux. »

Berlin était la modeste ville plate et sèche de la Mark et tout le charme qu'elle pouvait avoir, c'est la France qui le lui avait donné à travers les cent cinquante ans pendant lesquels elle avait régné sur les esprits. En dehors du quartier français qui existait encore en entier avec ses constructions aimables et sobres, l'art officiel de Frédéric II s'en était toujours alimenté, tantôt sous l'inspiration directe de nos artistes, tantôt sous celle des intermédiaires italiens ou allemands entre les mains desquels les formes si pures sortaient déformées déjà, mais encore agréables dans leurs lignes capricieuses. Avec le tournant du siècle, ce cachet s'était perdu peu à peu, et on espérait dès lors tout de la Grèce et de Rome à qui on empruntait sans discernement des temples et des palais faits pour le beau ciel méditerranéen. Ces bâtisses élevées avec économie s'attristèrent bientôt sous les brumes et, loin d'infuser un sang plus noble à ces tristes rues, tracées à travers les sables des anciens maraîchers, elles confirmaient l'étranger dans l'impression que ce sol ingrat resterait toujours dénué d'imagination originale.

Parmi ce maigre lot d'antiquité et de France, les soldats et les fonctionnaires défilent sous les péristyles ou bien ils se tiennent raides et compassés à l'ombre des corps de garde, présentent les armes ou les dossiers et fument leurs pipes en attendant que les aigles se déploient et que les tambours roulent administrativement vers le combat.

Tout ce qu'on voyait venait du dehors, jusqu'au sol sur lequel on marchait. Tributaire des choses les plus élémentaires, nécessaires à la vie d'un peuple, on avait apporté l'humus végétal, desséché les marécages, fait venir les pierres, toutes les essences de plantes, arbres, graines, légumes, et on vivait ainsi dans la perpétuelle dépendance du voisin pour tous les besoins matériels d'abord, spirituels ensuite. Les Français de la Révocation de l'Édit de Nantes avaient humanisé ces barbares, instruit ces illettrés dans toutes les sciences et dans leurs arts et métiers, y compris ceux de la guerre, et il n'est pas téméraire de dire que c'est un peu la France militaire qui prêta

à la Prusse ses premières armes contre elle-même. Ainsi la ville de Berlin, en ces temps, ne représentait en aucune manière un type national et germanique ; elle ne possédait pas davantage, contrairement à ce qui a été dit partout, le droit de revendiquer quoi que ce fût au nom de l'Allemagne ; ses salons ne reflétaient que des lumières reçues de l'étranger, ses rues n'étalaient que des formes qu'il lui avait empruntées et des biens prêtés.

Le principe pédagogique de la Prusse était dans le programme développé par Frédéric Jahn. Ce fils des marécages de la Mark, simple instituteur d'une école de garçons à Berlin, *papa Jahn*, comme on l'appelait familièrement, est vénéré comme une des grandes gloires de la Prusse. A le voir de près, sans parti pris aucun, sa physionomie ne manque point d'intérêt, car il devint l'ami et l'éducateur de Théodore. Ce n'était pas le professeur de gymnastique, mais une espèce de prophète demi-inculte et demi-dogmatique, qui affichait un mépris théâtral pour tout ce que l'affinement des mœurs latines et la culture supérieure des esprits avait alors amené de douceur et d'aménité dans la rudesse des pays du Nord. Il était proprement l'ancêtre de la barbarie scientifique... Dans les cinq dernières années avant la guerre de 1914, ce ne fut pas sans une secrète inquiétude que je constatai durant mes voyages en Allemagne la réapparition dans les modes de ce col de chemise s'ouvrant sur les poitrines nues, cette tenue de papa Jahn, qui, portée par la jeunesse du peuple et de la petite bourgeoisie, avait déjà pour moi une signification supérieure à un simple caprice de mode. Pour le réveil du peuple, disait papa Jahn, « ce peuple en bonnet de nuit qui ronflait sous ses édredons » et rêvait encore amour régional et tendresse amollissante de clocher, il n'existait rien de meilleur que l'effort musculaire sévèrement réglé. » C'est toute la Prusse dans sa caricature spartiate. Des milliers de jeunes gens se précipitaient sur le Pré-aux-Lièvres, aux environs de Berlin, derrière les basques de la redingote flottante

Théodore Körner, conquis par ce courant, allait devenir un lieutenant de ce capitaine de gymnastique lorsqu'une maladie le ramena au bercail de Dresde où l'attendait toujours, avec sa sollicitude sans borne, la famille aux douces mœurs d'autrefois, heureuse de le dérober à des influences néfastes. L'enfant prodigue qui avait goûté aux fièvres de Berlin trouva sa ville

natale assommante, un mesquin village et affreusement arriéré. Il se plaint du régime de tempérance auquel on le soumet, car il est certainement alcoolique et sa jeunesse s'est déroulée dans la double ivresse des sensations violentes et des liqueurs fortes.

Le père alors le dirige vers Vienne où, au bord du Danube bleu, il oubliera peut-être la culture Jahnienne. On a flatté ses ambitions lyriques, on compte sur cette verve pour le détourner de l'atmosphère de haine et de vulgarité qui menaçait si gravement toutes les belles espérances de jadis. « Il est indispensable, écrit le père, que l'esprit de mon fils reçoive désormais des notions supérieures et des idées plus larges. » Cette lutte obstinée, entre le père et le fils qu'il voudrait arracher au matérialisme jouisseur et belliqueux, s'amplifie chaque jour. D'un drame de famille, ce conflit bondit peu à peu à un grand drame social, à une synthèse du gigantesque combat que la Prusse va livrer au vieil individualisme germanique. Cette fois pourtant, le fils se laisse persuader sans peine.

Tout de suite il comprit l'avantage d'avoir obéi à son père. Berlin, qu'il avait considéré comme le centre du monde, lui apparut maintenant à peine sorti de sa boue de petite ville, tandis qu'il voyait dans Vienne l'antique souveraine du Saint Empire romain. C'était en vérité une ville délicieuse, à la fois imposante et joyeuse, populaire et patriarcale. La Cour la plus aristocratique de l'Europe lui prêtait du lustre. Théodore s'y plut, y fit des pièces de théâtre, y fut joué avec succès sur la scène impériale et s'éprit d'une comédienne. Le voici fiancé, fêté dans la paix, ami de Beethoven. Mais l'année 1813 s'approche : le comte Gessler lui rappellera bientôt que Berlin a besoin de son talent pour soulever les masses contre Napoléon.

Copieusement chargé de lettres de Humboldt pour des chefs militaires, Théodore repartit dans de rapides étapes jusqu'en Silésie sans toucher son pays paternel. Un soir enfin, le 18 mars, il aperçut le poteau de la frontière et, à l'aspect de l'aigle prussien, sa verve poétique s'arracha en un dernier effort des liens qui l'avaient enchaîné à l'Allemagne pacifique. Assis sur une borne du chemin, il composa une chanson d'un goût outré pour le noir volatile. Ainsi se termina la période de formation dans la brève vie du « héros national. »

II. — L'ORIGINE DE LA GUERRE DE DÉLIVRANCE

Le futur héros arrive dans la sombre ville de Silésie au moment où les routes, déjà encombrées de milliers de gens de toute espèce, n'étaient plus qu'un fleuve mouvant qui coulait vers les faubourgs de Breslau. Piétons et cavaliers, voitures à échelles bondées de paysans de tout âge, chevaux chargés de lourds paquetages improvisés, portant deux hommes en croupe, adolescens accompagnés de leurs mères et sœurs, marchant dans la boue du dégel, se dirigeaient vers la capitale. Au bord des fossés, des marchands ambulans trafiquaient sous des bâches, passaient des boissons, du lard et des miches de pain aux pèlerins exténués. D'interminables cortèges s'engouffraient sous les portes aux murs rébarbatifs. Toute une humanité hétéroclite, mélange invraisemblable d'aventuriers étrangers, de hobereaux au masque demi-slave, de laboureurs, de bourgeois des cités maritimes, disparaissait derrière les guichets, surveillée par les grenadiers prussiens, qui, assis près de tambours plats ornés d'aigles, comptaient les arrivans en fumant leurs pipes. Des ouvriers mineurs dans leurs blouses noires et des fils de famille le corps bien pris dans un dolman à brandebourgs, la grosse casquette dans la nuque sur les cheveux blonds tombant sur les épaules, s'associaient à ce défilé singulier et saluaient au passage le nouveau drapeau déployé, strié d'une croix de fer, qui claquait au vent aigre de mars devant le corps de garde. Dans les groupes, des hommes circulaient, lançant des mots d'ordre, organisant on ne savait trop quoi. Des mineurs racontaient que leurs camarades travaillaient pour ramasser la somme nécessaire à leur équipement militaire et envoyer leur contingent à la cause sacrée. Par masses compactes, des professeurs d'Université en tête, les étudians ivres marchaient chantant des hymnes et brandissant leurs rapières. Assez longtemps, disaient-ils, leur sang fraternel avait coulé en de stériles querelles, il était temps qu'ils le versassent pour de justes causes. Les savans les entraînaient, bottés, crottés, la houppelande flottant sur leurs épaules de bureaucrates de la philosophie. Philistins à lunettes, ils avaient ouvert les portes des amphithéâtres pour laisser passer le flot des patriotes, fatigués d'apprendre et impatiens de cogner. Les fiancées des

étudians, entraînées parfois par l'ardeur commune jusqu'aux portes des casernes marchaient dans les rangs avec les jeunes recrues, les bras enlacés, chargées de leurs sacs de cuir et portant à défaut de fleurs des branches de maigres pins piquées dans les rubans de leurs bonnets. Ce n'étaient pas des Marguerites de l'épopée gœthéenne, mais des filles décidées au combat et qui donnaient leurs amans avec une véhémence guerrière.

A voir l'étrange vision de ces flots d'humanité serrés, allant vers un seul point et vers un seul but dans la tempête d'un soulèvement général, nous ne nous demandons plus vers qui se dirige ce mouvement formidable sous ce ciel hostile et bas qui roule des nuages de plomb par-dessus les flèches aiguës des tours : nous refuserions de croire ceux qui voudraient nous persuader que ces gens n'avaient point un ennemi commun et un but précis.

Eh bien! non. Ils n'avaient pas de but précis, ni d'ennemi commun.

Mais alors, ce n'est donc pas pour anéantir Napoléon, pour chasser les Français, que tout ce peuple mêlé accourait en armes, tout vibrant d'action et d'esprit de combats? Non. Les panégyristes allemands eux-mêmes vont faire l'aveu et prouver à quel point le secret et l'incertitude planaient sur ce peuple, éternel et aveugle instrument entre les mains astucieuses de l'élite prussienne. J'emprunte à l'historien Charles Berger l'étonnante confession suivante : « *Sans même savoir d'une façon précise contre qui on allait les lancer, des milliers de volontaires avaient suivi l'appel du pays.* »

Quel singulier mystère! Les menées secrètes, les calculs à longue portée du gouvernement prussien se devinent déjà dans leur forme sournoise. On avait réussi à former un corps franc de chasseurs uniquement recruté parmi les *étrangers* fortunés et pouvant payer leur équipement et leur entretien et on les avait assemblés en leur disant qu'en eux se matérialisait le mieux la grande idée de la fidélité au Roi, qui n'était pas leur Roi, et de l'amour de la patrie, qui n'était pas leur patrie! Cette région étrangère se prêtait avec enthousiasme à cette substitution. Le major de Lutzow, Polonais d'origine, rassembla ce corps qui devait faire impression sur les aventuriers étrangers par le double prestige du nom : *la bande de la Vengeance*, et de la couleur noire qui devait exprimer « le deuil de la servitude

subie. » Tout visait ainsi l'effet à produire. L'armée régulière prussienne, prudente, voulut bien reconnaître ce corps franc, mais sous réserve de le désavouer devant l'ennemi, dans le cas où il commettrait des actes sans gloire. C'était là une confraternité d'armes bien précaire, qui acceptait leurs réussites et repoussait leurs défaites.

Lorsque Théodore Körner pénétra dans la ville de Breslau bondée de patriotes, avec son cheval de guerre, il se dirigea, selon les indications précises qu'il avait reçues, vers l'auberge du *Sceptre d'Or*. En l'absence d'un uniforme universitaire qu'il n'avait plus le droit de porter, ayant été expulsé des Facultés, et voulant tout de même frapper les foules par son arrivée, il avait endossé sa blouse noire d'élève de l'École des mines. C'est sous ce sombre habit qu'il comptait rencontrer dans ce cabaret le chef de la bande Lutzow, qui avait établi là son bureau de recrutement. Sur le seuil où l'on se pressait, il aperçut des jeunes gens au visage animé et qui se précipitaient dehors comme subitement enflammés de quelque délire sacré. Il y entra à son tour et ne fut pas peu étonné d'apercevoir derrière une table, entourée d'officiers et de soldats, non pas la figure martiale du capitaine franc, mais une jeune femme ravissante, aux yeux noirs brillant des plus vives séductions. Debout, le buste bien pris dans un corsage à brandebourgs, penchée sur les arrivans, la bouche engageante, les bras tendus, elle recevait les engagemens et faisait signer les volontaires fortunés sur un grand registre après s'être bien assurée de leurs ressources pécuniaires. Cet appât, qui guettait les jeunes gens au fond de cette auberge comme une araignée d'or guette les mouches dans son filet, n'était rien moins que la femme du major Lutzow, la belle comtesse d'Ahlefeld. Le major avait dépêché son épouse à la *pêche aux goujons*, comptant sur les charmes de ce singulier sergent d'enrôlement pour ensorceler les hésitans. Le succès un peu équivoque de cette réclame vivante fut considérable. On y alla pour voir. On vit, on fut convaincu. Pour la cause sacrée, tous les moyens n'étaient-ils pas nobles et purs? Personne ne songea à s'en choquer et les affaires marchèrent avec rapidité.

Le bouillant Théodore fut transporté d'ardeur à la vue de cette voluptueuse Bellone. Dans la salle, assis à de longues tables, il vit des étudians criant et chantant. Quelques-uns

l'appelant par son nom le reconnurent, témoins des temps où il était leur compagnon de fête et de ripaille.

Au fond de la pièce, à la table d'honneur, présidait, dans le tumulte des chants et des hurlemens, un grand vieillard sec, au visage hirsute, le front découvert, les yeux durs sous les broussailles épaisses. Une longue barbe blanche et frisée tombait sur sa tunique noire. C'était Papa Jahn, le brutal éducateur et l'âme du mouvement. Il avait endossé l'uniforme des *Chasseurs de la Vengeance* et surveillait l'arrivée des enfans de sa haine. Ce n'est pas sans malaise que nous voyons parmi ces échevelés une figure française fort sympathique, le baron Toussaint de Charpentier, un savant minéralogiste qui était accouru pour voir ce mouvement et qui connaissait Théodore Körner depuis sa maison paternelle. Ce dernier eut hâte de se déguiser en chasseur romantique, et bientôt on l'aperçut devant les yeux enthousiastes de la belle Mme de Lutzow dans sa tenue noire, le pantalon long et des guêtres de même couleur. Sa noire crinière bouclée à la Titus fait une toison rebelle à son front entêté. Le comique voisine avec le tragique. Le menton, engoncé dans l'énorme col noir de sa tunique, jaillit de ce carcan que rejoignent les courts favoris à la mode philistine. Une paire de pistolets, une corne à poudre, un poignard sur la poitrine, une épée au côté complètent l'équipement auquel va se joindre la carabine.

Ainsi armé jusqu'aux dents, il part le même jour avec une troupe du corps franc. Ce n'était ni un régiment ni des bataillons, mais bien des bandes désordonnées qui, en chantant et au bruit des fanfares et des tambours, quittaient les faubourgs pour s'installer provisoirement dans un camp, près du village de Zobten où ils devaient s'entraîner pour la guerre.

Dès l'arrivée au camp, des procédés singuliers de réclame entretiennent l'ardeur. On jette par les fenêtres, sur des soldats qui défilent, de longs papiers verts et rouges sur lesquels on lit une chanson entraînante. Les camarades se mirent à la chanter et elle devint le premier lied de marche des Vengeurs. Elle était de Théodore Körner.

Le 27 mars, à Rogau, eut lieu la bénédiction solennelle du corps franc. C'était à la tombée de la nuit. Qu'on s'imagine un crépuscule glacial tombant sur la plaine humide et boueuse. Une église qui, de loin, semble une grange au grand toit, aux

angles secs, sans clocher et sans ornement. De longues fenêtres coupent les murs, et un portail cintré montre une lourde porte paysanne à ferrures grossières. Pourtant, l'observateur attentif s'aperçoit que, même dans ce coin hospitalier, quelques formes françaises, dégénérées certes, ont pénétré jusqu'à ce temple. Un rien, un rappel de rococo de village, mais un peu de France tout de même, ne fût-ce que pour affirmer dans ce foyer de haine l'empreinte obstinée qu'elle avait laissée sur les plus lointaines contrées de la Germanie.

Ce lieu à peu près inconnu, laid, misérable et triste, a pourtant la plus haute importance pour l'histoire de la France et de l'Allemagne. De ce fruste monument de Rogau partit en réalité le mouvement qui, tantôt enflé dans la lutte ouverte, tantôt endormi dans une longue période de 1813 à 1870, aboutit enfin à l'immense conflagration européenne des jours présens.

Là, plus de mille jeunes hommes, étudians et ouvriers, s'engouffrent, s'écrasent, couverts de leurs manteaux noirs. L'édifice est à peine éclairé. Quelques chandelles fument sur l'orgue. C'est tout. Leur vacillement s'agite derrière les balustres découpés de la tribune où se tient l'organiste. Des lueurs fauves et incertaines courent à travers l'atmosphère étouffante. La salle se remplit sans cesse dans un mystérieux cliquetis d'armes; de courts tressaillemens des éperons s'entre-choquent sur les dalles; des lumières rapides comme des éclairs se fixent un instant sur les poignées des sabres.

L'orgue poussiéreux, aux longs tuyaux ternis, se met à souffler, à peiner, et soudain, en une clameur formidable, ébranlant l'édifice et emplissant les voûtes crépusculaires, le choral de Luther : *Une solide forteresse est notre Dieu*, roule, tel un tonnerre, de toutes ces gorges rauques, non pas sur le ton somnolent des paisibles dimanches bourgeois, mais sur le rythme de combat que la Réforme avait propagé dans sa période de violence, lorsque le tocsin sonnait et que les ruisseaux des villages étaient pleins de sang.

Toute la nuit les cris et les chants retentirent dans cette église et autour de ce village parmi les chevaux qui attendaient sous la pluie l'heure du départ, le long des grandes routes désolées. Enfin, à l'aube, après la bénédiction des armes, les corps francs se mirent en mouvement. Les habitans, debout au milieu de la chaussée, se découvrirent, et bientôt les masses

serrées de cette soldatesque disparurent à l'horizon, comme un long serpent noir entre les squelettes des arbres dénudés.

Théodore Körner est dès lors complètement acquis à la cause. Le succès de ses poésies guerrières dans le rang de ses camarades d'armes l'a grisé, au point que la Prusse n'a plus qu'à le laisser courir, instrument aveugle entre les mains de ses protecteurs. Il était devenu le grand fournisseur du hennissement national. *Qui court si vite dans la nuit sombre?* chante-t-il dans un *lied* célèbre en imitant le rythme de la chevauchée fantastique du Roi des Aunes. *Qui court si vite dans la nuit sombre? C'est la chasse de Lutzow, sauvage et téméraire...* Bientôt dans toute l'armée, au feu du bivouac, pendant les marches et pendant l'assaut, les soldats enivrés chantaient ce chant brutal. Comme la Prusse se réclamait chaque jour davantage du peuple spartiate, elle disait qu'à la patrie un nouveau Tyrtée était né en Théodore Körner.

Son exaspération contre les Français ne lui suffit pas. Il se retourne en même temps contre ses propres compatriotes, les Allemands du Centre et du Sud et les traite de lâches, de misérables traîtres et laquais sans honneur et sans âme, qui se cachent derrière leurs poêles et se bouchent les oreilles. « Quand viendra l'heure de notre mort sublime, vous crèverez, s'écrie-t-il, en tremblant sous vos édredons. » On n'ose dire le reste...

En d'innombrables anathèmes et insultes rimées, il traîne toute cette Allemagne dans la boue. Les Allemands eux-mêmes sont assez perplexes entre leur souci constant de conserver au héros la noblesse de sa ligne et celui de dérober aux nouvelles couches ce qu'il disait sur la mollesse de leurs anciens. Le pauvre père, honteux de cette production, a atténué dans les éditions postérieures de *La Lyre et l'Épée* les blasphèmes et les vandalismes de son fils. C'est la période la plus violente du *poète de la délivrance.* Il était de ces êtres privilégiés par maints dons de la nature et prédestinés à salir sans cesse leur propre bien. Ils souillent ce qu'ils ont édifié. On part pour les aimer et ils sèment la haine. On veut les respecter et ils engendrent le mépris. Tel serait le sentiment de l'Allemagne elle-même envers son dieu, le barde Théodore Körner, si la raison d'État ne lui commandait point d'oublier toutes ses défaillances et de couvrir toutes ses tares.

Mais la fin du héros approche à grands pas et, par une grâce de la destinée dont on ne saurait assez le féliciter, sa production poétique retrouve *in extremis* je ne sais quelle dignité religieuse. On dirait que l'ange de la mort l'a frôlé déjà de son aile et a purifié ses lèvres d'où s'étaient échappées des vipères.

*
* *

Le 25 août, le major Lutzow reçut l'ordre d'organiser avec son corps et cent cosaques une de ces chevauchées qui devaient irriter et harceler les ennemis, à la manière russe, dans un incessant va-et-vient de razzias et de fuites. Le soir du même jour, le corps atteignit encore un village nommé Gottesgabe (Don de Dieu) à trois lieues de Schwerin. On résolut d'y faire le bivouac pour la nuit. C'était une contrée plate, coupée de marais et de beaux groupes d'arbres. Au fond d'un petit parc s'isolait une de ces monotones demeures du Nord, une maison de seigneur mecklembourgeois entourée de ses terres. Lutzow, son aide Körner et d'autres officiers y portèrent leur billet de logement et furent reçus par les hobereaux avec l'empressement de loyaux sujets.

Théodore Körner, après le repas, se leva de table et demanda aux châtelains s'il y avait un clavecin dans la maison. On lui répondit affirmativement et on guida les chasseurs noirs avec deux chandelles dans une vaste salle garnie de quelques mauvais tableaux. Le poète posa les flambeaux à droite et à gauche de l'instrument, l'ouvrit et, tandis que ses compagnons se couchaient sur les divans, il se mit à chanter avec sa véhémence habituelle ses chansons de guerre.

Les hôtes s'étaient retirés discrètement devant les cosaques, en bonnet de fourrure malgré la chaleur de l'été, et qui traînaient à travers les longs couloirs des paillasses et des paquetages avec les crochets de leurs courroies. Les compagnons avinés chantaient en chœur les refrains, lorsque soudain un silence se fit et Théodore Körner, cherchant dans sa mémoire un chant qu'il avait composé ce jour-là et noté au crayon sur son carnet, se mit à frapper quelques accords. Alors, avec une solennité inaccoutumée, il commença la dernière veillée de sa vie avec son dernier chant. C'est celui même qui demeura sa

gloire et que des millions de poitrines chantèrent pendant cent ans comme un chant national :

Oh! épée à mes côtés,
Que veut la joyeuse flamme
De ta lame trempée...

Dans sa hantise romantique il la compare à l'épousée impatiente de se donner à lui :

C'est la veillée nuptiale dans l'attente d'une bataille où il est sûr de trouver la mort. L'épée le presse de la prendre et de fêter avec elle leurs noces sanglantes. Il lui parle d'abord sur le ton passionné d'une volupté contenue, qui dans un chuchotement précipité promet des caresses pour l'aube naissante quand la trompette sonne au camp et que les tambours roulent sur la plaine endormie. Alors seulement il veut l'étreindre et partir avec elle dans l'ivresse de la mêlée sous le grand ciel qui s'illumine le matin. « Reste encore, supplie-t-il, bientôt nous irons chevaucher ensemble dans le beau jardin d'amour où les roses rouges brillent dans les sombres haies de leur éclat de sang et de pourpre. » Les minutes s'enfuient, hallucinantes et fébriles, derniers dons d'une vie que la grande faux guette pour la moisson funèbre. Enfin l'aurore vient, la victoire couronnée de fleurs sourit dans les buées déchirées de l'horizon. Partout la lumière chasse les ténèbres, inonde la terre qui attend et qui espère. « Holà, crie-t-il. Viens, viens, ma douce fiancée d'airain! Hors de ta prison! Comme il fait beau à l'air libre sous le rayon nuptial! » Il la prend dans ses bras, saute sur son coursier et les voilà qui chevauchent vers la mort certaine. « Viens! répète-t-il dans l'extase de l'heure suprême, je ne te laisserai pas! Avec toi je veux goûter la joie du combat, avec toi j'irai jusque vers la tombe toute proche et tu me mèneras à la fin vers l'autre maison paternelle, maison de gloire et d'immortalité! Vois comme les flammes jaillissent du sol, comme la flamberge lance des étincelles. Hourrah! hourrah!... »

La chanson est finie, les chandelles tremblent sur le vieux clavecin. Leur flamme vacillante courbe ses pointes au gré du souffle nocturne. Le long des murs, les spirales qui montent et tourbillonnent jusqu'aux cintres mêlent leur tourment aux âcres fumées de la tabagie soldatesque. Par momens, les cosaques traversent la pièce en marchant avec une maladresse

zélée sur la pointe de leurs lourdes bottes. Le chant s'achève. Le son des cordes en une longue vibration meurt lentement dans le coffre du clavecin. Le barde de la délivrance se dresse alors, long et mince comme un grand cygne noir, dans l'attente de l'aube sanglante. Les chandelles projettent son ombre démesurée sur les rideaux que gonfle le vent de la nuit, puis, en un dernier soubresaut d'agonie, les mèches s'affaissent sur le lit brûlant de leurs larmes répandues.

Et voici venir son dernier jour. A deux heures du matin, des cavaliers pénètrent dans la pièce et annoncent que des détachemens ennemis campent dans des villages voisins, endormis dans la sécurité. Les hommes se précipitent dehors, montent à cheval, partent sur la route au petit trot. L'aurore luit au loin et frôle déjà la vaste plaine. En chemin, des paysans font des signes et racontent que depuis la nuit un transport de vivres est en marche vers Schwerin, trente-huit voitures gardées seulement par une compagnie de fantassins français.

Lutzow prépare son guet-apens. De trois côtés à la fois on devait tomber sur la colonne. Un bois de sapins proche couvrait les positions. Il commanda aux cosaques de s'y cacher, d'y attendre l'ennemi et de se jeter sur lui dès qu'il serait à la portée des fusils. Les Russes partirent donc en avant, agiles sur leurs petits chevaux, mais arrivèrent trop tard pour atteindre le bois. Le plan de l'embuscade étant manqué, les corps francs durent attaquer franchement. Les conducteurs des équipages eurent le temps de se sauver en partie dans les fourrés. Les cavaliers s'y précipitèrent pour les en déloger et d'arbre en arbre, dans les fouillis, les cavaliers noirs pourchassèrent les Français.

Théodore Körner, un des premiers, s'était jeté dans les bois. A ce moment, Lutzow, amplement satisfait de sa proie et heureux d'avoir mis en fuite les conducteurs qui avaient abandonné leur convoi sous le poids du nombre, jugea inutile de pousser plus loin l'aventure. Il fit sonner le rassemblement, mais le barde dans sa furie d'extermination se jeta toujours plus loin au fond des bois, sabrant les hommes qui voulaient échapper. A ce moment, un coup partit derrière un arbre. Une balle traversa le cou de son cheval blanc et le frappa lui-même au ventre. Un camarade courut à lui et arriva juste à temps pour l'entendre crier : « J'ai mon compte! Mais ça ne fait rien!... » A cet instant, il tomba de cheval et son sabre, — sa

sanglante épousée, — glissa de ses mains défaillantes. Il était mort.

La Prusse et plus tard l'Allemagne firent croire au populaire que cette fin fut sublime. On laissait libre cours à son imagination patriotique pour qu'elle peignît avec les couleurs les plus éclatantes la bataille où le poète chargeant l'ennemi serait tombé en héros. En vérité, et sans vouloir diminuer en rien ce que sa vie véhémente contenait de sincérité respectable, la mort de Körner manque de poésie. C'était une embuscade, on était tombé sur trente-huit voitures de vivres conduites par une poignée d'hommes qui ne se méfiaient pas. Ce sont les hasards de la guerre. Quel flot de paroles, quel abus de grands gestes et de grands sentimens pour aboutir à cette fin sans beauté ! On avait bravé le monde, abandonné les siens, renié toutes les promesses fleuries de la vie normale. On en avait appelé sans cesse à Dieu qui devait tout approuver et tout bénir...

Et cela se termine par un acte de *Raubritter*. L'aube était pourtant belle. C'était une atmosphère pleine de tragique attente. Et voilà qu'on est déçu. C'était donc pour cela, cette veillée funèbre, cette dernière chanson sur la fiancée de fer?

Le major Lutzow est hautement satisfait. « Riche était la proie, » s'écrie un historien avec une prodigieuse inconscience, « mais on y a mis le prix !... »

On s'empressa autour du poète tombé. Quelques camarades le portèrent à travers les taillis, au bord de la route. Un chirurgien arriva et constata la mort. Alors on se mit en route avec le butin. On chargea le cadavre sur une des voitures françaises et par de longs détours, pour éviter une rencontre de l'ennemi, tout le cortège arriva à Wobbelin, le quartier général du corps franc. Il était neuf heures du soir. Dans la maison d'un garde forestier on porta la dépouille de Théodore Körner et dans un réduit étroit en planches on l'exposa sur un lit couvert de paille. Bientôt des compagnons arrivèrent avec des feuilles de chêne et se mirent à en faire des guirlandes à la manière antique pour les attacher autour du mort. Tout le monde dormait déjà dans le camp et dans le village. On sonna l'alarme et tous les soldats du corps accoururent pour voir une dernière fois l'Orphée qui les avait charmés. Chacun apporta dans ses bras des branches vertes et les fleurs qu'on avait vues

briller dans les ténèbres, au fond des jardinets des paysans et sur les rebords de leurs fenêtres. Derrière eux les lanternes s'allumaient. En hâte on venait voir le beau jeune homme qui entraînait les soldats avec ses chants populaires.

Un Français réfugié, devenu prussien, un huguenot, nommé Olivier, qui se trouvait parmi eux, traça sur son cahier les traits du mort.

Le lendemain de ce jour, le 27 août, les obsèques eurent lieu dans le bruit sourd des tambours. Le long serpent noir qui était parti de la petite église de Silésie sous la pluie glacée de mars, se retrouva sous le soleil, plus sinistre encore dans la lente marche funèbre. En route, un général prussien, de passage avec son état-major, rencontra la troupe et s'informa du nom du mort. Il descendit alors de cheval et suivit le convoi à la tête des chasseurs noirs jusqu'à une place en plein champ ou deux chênes bicentenaires se tenaient à vingt pas l'un de l'autre, comme il était d'usage autrefois, afin que les moissonneurs profitassent de leurs ombres. Des branches fortes comme des arbres pendaient très bas. C'est sous cette puissante ramure qu'on avait creusé la tombe. Des salves d'honneur, des coups de canon ne furent point tirés à cause de la proximité de l'ennemi. Mais, pendant la descente du cercueil, tout le corps des *Bandes de la Vengeance* entonna tout à coup le *lied* de combat : « C'est la chasse de Lutzow sauvage et téméraire... » dernier cri barbare qui passait sur le front de ce filleul de la Prusse.

Le pays dont il avait si bien servi les rancunes déplora la disparition de son héros avec l'intensité dont son tempérament d'acier était capable, c'est-à-dire avec son froid lyrisme. Il ne s'affaiblit pas en sanglots, mais il raisonne, il pèse le pour et le contre des conséquences, le mérite, l'opportunité du sacrifice, et c'est toujours le cerveau mathématique et glacé que nous retrouvons, même à ces heures de deuil national, dans ce pays des Hussards de la Mort.

Ainsi se comporta le savant W. de Humboldt, qui semble avoir été un des plus actifs déformateurs de ce cerveau mal équilibré. Pendant son séjour à Vienne, il surveille de loin l'évolution du poète et intervient toujours au moment décisif pour l'arracher de l'idéal paisible et musical et le rejeter vers celui de l'extermination.

Dans une première lettre, il parle de l'événement à sa femme,

et dans des termes d'ailleurs fort justes il blâme les gens pusillanimes : « Un talent, disent-ils, ne doit pas s'exposer. On ne peut pas parler d'une façon moins digne du talent et surtout d'un poète. Le vrai talent et la vraie supériorité résident précisément dans leur caractère et ils en reçoivent leur sève. Ce qui ne porte pas cette marque de personnalité est plat et insignifiant. Les anciens n'éprouvèrent jamais autrement ces choses et Eschyle eût trouvé fort singulier si quelqu'un se fût avisé de vouloir l'empêcher de combattre à Marathon, sous prétexte qu'il pouvait ajouter quelques trimètres à son œuvre. Car voici précisément ce qu'il y a de plus noble chez l'homme, c'est qu'il est audacieux avec lui-même quoi qu'il arrive et qu'il peut librement jouer son existence. »

Puis un peu plus tard, il se découvre tout à fait, il se permet déjà, non pas en public, mais dans son domestique, c'est-à-dire, en catimini, de dire ce qu'il pense de ce grand poète national : « Plus je songe à lui, dit le madré personnage, avec une prodigieuse ironie, et plus je le félicite d'avoir fini ainsi. Par cette bénédiction publique qui lui en est échue, ce Körner, qui dans la vie n'avait pas encore trouvé l'équilibre, se façonne peu à peu en une figure parfaite. S'il avait survécu, son côté magique se serait perdu en quelque chose de tout à fait médiocre, sort qu'il eût partagé avec beaucoup de ses semblables. L'évolution de sa verve poétique vers la vraie beauté demeure douteuse pour nous et la fraîcheur de la jeunesse s'en serait allée. »

Alors, pouvons-nous ajouter avec le savant, que serait-il resté de ce Dieu national? La balle du brave pioupiou français qui défendait son convoi de vivres lui donna l'immortalité.

Que devient dans ce drame la famille Körner et le clavecin de Mozart qui dormait dans le logis des Grâces? La ville natale de Théodore était demeurée obstinément fidèle aux Français. Napoléon la considérait comme le dernier rempart du loyalisme et au moment où la famille ignorait encore la mort de l'enfant prodigue, — le 6 septembre, — elle fêtait le court et dernier séjour de l'Empereur dans la capitale des rois de Pologne. Ce fut plus de deux mois après que les parens, angoissés de ce long silence, apprirent que leur fils n'était plus, le 17 novembre, le jour de la capitulation de la ville devant les alliés victorieux. Toute la famille s'était sauvée à l'approche des Prussiens dans un domaine qu'elle possédait à quelques lieues de Dresde. C'est là qu'une lettre de Parthey leur communiqua le rapport,

d'un chasseur noir qui accidentellement parlait de la mort de Théodore. Le gouvernement prussien ne s'était même pas préoccupé de faire connaître cette fin aux survivans.

Ce fut l'effondrement définitif de la malheureuse famille. La Prusse leur avait tout pris. Il ne restait plus à ces épaves de la vieille Allemagne qu'à « vivre sans espoir et sans joie dans la monotonie des jours, » comme écrit la mère à Charlotte de Schiller. Le clavecin sur lequel Mozart avait joué demeura dès lors muet pour toujours et vide le fauteuil des grands poètes qui avaient aimé la France et admiré Napoléon.

L'Allemagne de 1813 comme celle de 1870, toujours jalouse de sa gloire intégrale, s'ingénia à nous dérober toutes les tares de ses grands hommes. La mémoire de Théodore Körner fut de celles qu'il importait avant tout de garder contre les indiscrétions. Dans une remarquable discipline, les écrivains allemands passèrent donc sous silence la plupart des écarts qui auraient aliéné au poète la sympathie de la majorité rigoriste, en même temps qu'ils surent transformer son action publique en une série de sublimités que nous avons examinées sous leur jour véritable et où ne demeure debout qu'une seule chose : la redoutable révélation d'une influence occulte, destinée à attirer à elle et à exploiter tous les talens au profit d'un but de tyrannie politique et militaire, profondément hostile à toutes les libertés qui ont édifié la culture universelle.

La crise sociale et morale que j'ai essayé de décrire à travers la destinée d'une famille n'est rien à l'égard de celles dont nous avons, depuis, été les témoins, mais elle découvre le foyer de haine d'où sortit un mouvement d'une immense portée, la lutte contre le spiritualisme latin, qui commença déjà au seuil du XVIe siècle, tantôt étouffée par les événemens, tantôt enrayée par la robuste vie imaginative d'individualités supérieures. Cette vie imaginative se civilise sous l'heureuse influence de la France latine, rebondit encore, même après 1813, en une prodigieuse éclosion lyrique et musicale, pour mourir enfin écrasée sous le coup des événemens de 1914, qui ne nous permettent plus d'espérer d'ici longtemps un retour de l'âme germanique vers son noble passé, ce royaume spirituel de la paix, ruiné à jamais par son impitoyable ennemie, la Prusse.

FERDINAND BAC.

ÉMILE NOLLY

(CAPITAINE DÉTANGER)

Cette année, l'Académie française a décerné le grand prix de littérature à Émile Nolly, pseudonyme adopté par le capitaine Détanger, de l'infanterie coloniale, glorieusement tué à l'ennemi. L'Académie a ainsi consacré une belle œuvre et une belle vie. Voici quelque temps déjà, je saluais le brillant début de cette œuvre, *Hiên le Maboul* et *la Barque annamite*, romans remarquables, accueillis avec intérêt, mais non peut-être avec toute la faveur qu'ils méritaient. Le lieutenant Détanger m'écrivit pour me remercier. D'Indo-Chine il était passé au Maroc où il *faisait colonne*. Je lui répondis. Une correspondance amicale, suivie, commença dès lors entre nous. Nous ne nous connaissions pas, mais nous devinions que des questions parallèles retenaient notre attention et sollicitaient notre ardeur. Dans les lettres qu'il m'adressait, d'étape en étape, de cantonnement en cantonnement, il exhalait ses enthousiasmes, et, parfois, ses impatiences, ses vivacités. Par-dessus tout, je sentais dans ces lignes hâtivement tracées sous la tente la passion de servir la France, d'en faire connaître, d'en faire aimer au loin le souple et tutélaire génie. Un jour viendrait, — ce jour Nolly l'annonçait avec certitude, — où, à l'appel de la mère patrie, de récens enfans accourraient et, serrés autour de notre drapeau, s'opposeraient utilement avec nous à la ruée formidable du Barbare.

Le lieutenant Détanger passa capitaine, revint à Paris. Nous nous vîmes, puis nous nous liâmes tout à fait. J'allais souvent lui rendre visite au ministère des Colonies où il était officier

d'ordonnance. Nous avons vécu là quelques bonnes heures, à causer ensemble dans le charmant vieil hôtel de la paisible rue Oudinot.

En 1913, je regardai Détanger coopérer à la préparation de la revue qui, d'Asie et d'Afrique, amena, le 14 juillet à Longchamp, spahis et tirailleurs, superbe évocation de la grandeur de notre empire colonial.

Dans la foule, plus nombreuse que de coutume, empressée à contempler le défilé pittoresque où ces troupes exotiques se mêlaient à nos troupes métropolitaines, qui mesurait alors exactement l'importance du concours dont ces auxiliaires devaient nous fournir bientôt, sur notre propre sol, la preuve irrécusable? D'ailleurs, en dépit des incidens multiples, malgré les avertissemens réitérés d'esprits clairvoyans, qui pensait, à part soi, que le péril dût fondre si prochainement sur nous?

L'année d'après, en plus des ouvrages qu'il se préparait à publier, Nolly m'entretenait de son désir d'exhumer un dossier, en partie inédit, feuilleté par lui dans les archives du ministère, où éclate, prodigieuse d'ampleur, de pénétration, d'ingéniosité, l'intelligence de Dupleix, attachante, sublime figure, incarnation suprême et complète des dons colonisateurs conférés à notre race.

Dans les premiers jours de juillet 1914, devant me rendre moi-même au Maroc, j'allai demander à mon camarade quelques renseignemens. Nous nous serrâmes la main. Je partis. Nous ne devions plus nous revoir. Ce n'est donc pas sans une émotion particulière que je relis son œuvre, son œuvre si vibrante, si perspicace, si pleine d'enseignemens et de pressentimens féconds. Pour l'apprécier tout à fait sainement, plus d'impartialité vaudrait mieux sans doute. Mais pour démêler, pour commenter une pensée, la sympathie, l'affection, les souvenirs d'efforts communs sont aussi de précieux guides. C'est en m'aidant de leur appui que j'essaierai de rappeler les traits principaux de cette œuvre, de cette physionomie de soldat et d'écrivain.

*
* *

Hiên le Mabou parut vers la fin de 1908. Une courte mais délicieuse préface de M. André Rivoire présentait l'auteur au public. En lisant le manuscrit, M. Rivoire avait été, disait-il, « frappé et séduit par la force et la délicatesse des

impressions. la netteté quasi photographique des paysages, les grâces d'un style toujours harmonieux, à la fois original et simple. » Il nous promettait aussi *Heures khmères*, pages de Nolly demeurées jusqu'ici inédites. M. Rivoire annonçait qu'elles seraient quelque jour « un régal de lettrés et de délicats. » Espérons que ce jour ne tardera plus désormais.

Pour nous en tenir à *Hiên le Maboul*, rien ne saurait mieux exprimer les séduisantes qualités de forme de ce roman que le jugement de son premier parrain littéraire.

Hiên le Maboul est un simple soldat de la 11e compagnie du 1er régiment de tirailleurs annamites. Bûcheron arraché par le service militaire à son village de Phuôc-Tinh, né à la lisière de la grande forêt d'Annam, son enfance n'a connu d'autres horizons, d'autres travaux, d'autres plaisirs que ceux de la forêt où il coupait des bambous. Son oreille en perçoit, en différencie les mille rumeurs confuses : aboiemens furtifs et contenus du tigre en chasse que de moins exercés que Hiên prendraient pour ceux d'un chien ; bramement des cerfs arrêtés auprès des mares lointaines; cris des singes se poursuivant dans les ramures ; chants des coqs sauvages ; froissemens produits par les panthères qui rampent dans l'herbe, par les faisans, les paons qui se lèvent et se perdent sous le dôme impénétrable des feuilles. Son œil n'a pas de peine à discerner les prunelles vertes d'un python collé à une branche et identique à elle. Hiên sait les plantes, les arbres, les essences utiles, précieuses, les sucs nuisibles ou bienfaisans, les bêtes de la brousse et des eaux. Mais il ignore les hommes, les femmes, la civilisation. L'approche des humains, des Européens surtout, le frappe de terreur, paralyse ses facultés. « A vingt ans, il se présente comme une sorte de géant maigre, aux yeux égarés, à la chevelure inculte, aux gestes maladroits, et l'opinion se confirmait qu'il était fou : Hiên le Maboul. » Que va devenir Hiên le Maboul au 1er régiment de tirailleurs annamites ? Il y sera d'abord extrêmement malheureux. Empêtré dans son équipement, dans son uniforme, sourd à une langue qu'il ne comprend pas, transporté dans un monde effarant et mystérieux, il dépérit. Pétrifié par la crainte, il prend le parti de devenir complètement inerte, passif, d'autant plus qu'il est brutalisé par l'adjudant Pietro. Celui-ci ne voit, en effet, dans les indigènes « que des singes à mater. » Pour comble de misère,

Hiên tombe amoureux de Maÿ, la fille du sergent Cang, jeune personne au corps bronzé de statuette, pleine de charmes, mais, en dépit de son âge encore tendre, déjà perfide, sournoise, énigmatique, et qui témoigne d'un goût immodéré pour les colliers d'or travaillés au poinçon, pour les tuniques de soie. Hiên se sent pauvre, laid, maladroit. Les regards de Maÿ ne s'attarderont pas sur lui. Elle a la coquetterie de le provoquer néanmoins, mais pour avoir ensuite le plaisir de le dédaigner, de lui faire sentir son néant. Entre les mépris de Maÿ et les coups de matraque de l'adjudant Pietro, Hiên, devenu rapidement par surcroît le souffre-douleur des hommes de son escouade, se met à désespérer complètement de tout. Il songe à déserter, à s'enfoncer dans les profondeurs de la forêt amie où nul ne saura le reprendre, quand, soudain, sa situation change de face. Un lieutenant que les tirailleurs appellent l' « Aïeul à deux galons, » revenu d'une mission de topographie dans la brousse, prend le commandement de la 11e compagnie. Les procédés de Pietro, les argumens frappans, sont abolis. L' « Aïeul à deux galons » parle annamite ; il écoute les tirailleurs, connaît leurs rites, leurs légendes, leurs ménages, leurs secrets. Les petits soldats jaunes l'adorent, le révèrent. Ce n'est pas seulement un « mandarin à galons, » c'est un tout-puissant, c'est un bienfaisant Génie, un Aïeul. Quand il est présent, les fournimens reluisent, les jarrets et les bonnes volontés se tendent, les crosses sonnent pendant les maniemens d'armes, les talons frappent le sol en cadence à l'exercice ; au tir, de nombreuses balles criblent les cibles. On cite la 11e compagnie comme une compagnie d'élite. Quand l'Aïeul repart, de nouveau la désolation s'étend sur la 11e compagnie. Elle retourne à son état passif, morne, douloureux, quelconque et même sourdement anarchique.

L' « Aïeul à deux galons » s'intéresse à Hiên, le dégrossit, l'initie au métier des armes. Peu à peu, Hiên devient un tirailleur modèle, d'un dévouement absolu, touchant pour son chef. Naturellement, celui-ci fiance Hiên à Maÿ. Que Maÿ préfère ensuite promptement au sauvage bûcheron un élégant mulâtre comptable au Sanatorium, que Hiên se pende de désespoir, là ne réside pas l'intérêt principal de l'œuvre. Il se trouve dans la transformation particulière de Hiên le Maboul par l'Aïeul à deux galons et dans la métamorphose plus générale de la 11e com-

pagnie par un chef qui sait la comprendre et la manier. On a beaucoup écrit sur le rôle de l'officier. En dépit des pages et des phrases prodiguées, souvent très belles, souvent très justes, l'ensemble du public ne lui accordait qu'une médiocre attention. Les circonstances actuelles le placent en relief devant les plus aveugles. En réalité, il n'existe peut-être pas de rôle plus passionnant ni plus haut. Le rôle de l'officier colonial qui apporte le génie de sa race, qui l'associe au génie d'une autre race, — génie tout particulièrement aiguisé quand il s'agit de la race jaune, — et obtient un concours en vue d'un idéal supérieur, apparaît magnifique entre tous. On ne saurait trop le célébrer, l'analyser. C'est le but, c'est la leçon de livres tels que *Hiên le Maboul*, leçon qu'il ne faut se lasser de répéter, de mettre en lumière. Quelles pages plus émouvantes que celles du retour de l'Aïeul parmi ses tirailleurs ou encore celles des souhaits le jour du Têt (Nouvel an chinois)! Et l' « Aïeul à deux galons » se dit que « dans ces Annamites, prétendus fourbes et paresseux, il a rencontré de merveilleux ouvriers, gais, alertes, actifs, dont l'entrain imperturbable l'a réconforté dans les minutes de découragement. Il se rappelle les pages amères que des écrivains ont consacrées à cette race perfide, abritée derrière l'éternelle ironie et l'éternel sourire de ses yeux bridés, incapable de dévouement et d'attachement. Il est fixé là-dessus désormais... Ce qu'ils font aujourd'hui pour lui, ne le feront-ils pas demain, avec le même courage, pour son remplaçant, pourvu que celui-ci soit bon et juste? »

*
* *

Hiên le Maboul est un roman très fin, très profond, qui analyse le tirailleur exotique enrôlé sous notre drapeau. *La Barque annamite* est un autre roman qui se propose une étude plus ample : celle du peuple annamite sous le protectorat français. Le titre primitif de l'ouvrage était *les Aïeux et les Vivans*. Il exprimait le sentiment complexe de ces populations travaillées tout ensemble par le culte de leurs traditions et le spectacle de la civilisation occidentale nouvellement importée parmi elles. Neuâ, vieillard à l'esprit meublé de légendes, fervent observateur des rites, modèle de ferveur familiale, n'est occupé qu'à se concilier les bonnes grâces des Génies invisibles qui, d'après sa croyance, entourent, surveillent chacun des

hommes, et, selon les actions de ceux-ci, déchaînent ou apaisent les élémens, appellent les calamités sur l'impie, font croître la prospérité du juste. Une pensée surtout obsède Neuâ : rendre les devoirs sacrés à ses ancêtres morts. Jusqu'ici, il ne l'a pu. Dans sa jeunesse, il a été obligé d'abandonner précipitamment leurs tombes lorsqu'il s'est enfui au temps de la « grande épouvante, » de la guerre des Pavillons Noirs. Les efforts de Neuâ, ses économies de pauvre sampanier, ne tendent qu'à un but : posséder un sampan, — barque annamite surmontée d'une paillotte, — posséder un sampan à lui qui lui permettra de retourner vers le Haut Pays, de remonter le Fleuve, de retrouver les tombes de ses pères, des pères de ses pères, là où il les a laissées autrefois. Il leur rendra alors les honneurs funèbres, aux dates consacrées, selon les rites prescrits. Hoc, fils de Neuâ, prendrait plus aisément son parti de laisser les tombes à leur sort. Il ne parle guère, mais aux mots qui lui échappent, on devine que d'autres problèmes le sollicitent. Attentif, il observe le monde nouveau qui s'agite sous ses yeux, le monde des Occidentaux, des Langsa, selon la dénomination qui leur est donnée par les indigènes.

Hoc n'ignore pas les événemens qui ont changé si considérablement la constitution de l'Extrême-Orient. Une haine sourde contre l'étranger l'anime. Fils soumis, travailleur muet et sobre, très épris de sa femme Thi-Teu, volontiers il se confinerait dans son labeur de sampanier et dans son bonheur conjugal. Mais bientôt celui-ci est troublé. Neuâ et Hoc sont parvenus, en rassemblant leurs économies, à faire construire un sampan. Ils s'apprêtent à voguer vers les Hauts Pays. Toutefois Neuâ est trop vieux pour peser longtemps sur les rames, et Hoc n'a point d'enfans qui puisse l'aider dans cette tâche. La famille se décide à adopter l'adolescent Tao, vagabond de bonne mine, rencontré par hasard sur la plage où il a été abandonné par une jonque chinoise. Tao est Annamite. Il témoigne d'un cœur ingénu, généreux, reconnaissant. Il résiste aux tentations que la vie ne lui épargne pas. Neuâ se plaît à façonner son esprit et à voir dans cet orphelin un disciple, un petit-fils qui, le jour venu, saura rendre à sa dépouille mortelle les honneurs que lui-même rêve de rendre aux mânes de ses aïeux. Par malchance, Tao, à son insu, se trouve fort au goût de Thi-Teu, femme de Hoc, et Thi-Teu n'aspire bientôt qu'à prouver ses sentimens à un si

agréable compagnon de voyage. L'honnête Hoc, supplicié par la jalousie, devra se décider, avant d'avoir atteint le terme de la navigation entreprise, à abandonner le sampan, entraînant avec lui son épouse pour la soustraire à cette passion funeste. Le vieillard et le jeune homme poursuivront seuls leur route vers la rive de leurs rêves. Mais ce sampan qui s'en va de la baie d'Along aux pentes du Bao-Daï, gagnant le haut pays de Lang-Son, ne nous révèle pas seulement son minuscule univers, les tourmens et les espoirs qu'il abrite sous sa paillotte. Parti de Port-Courbet, il aborde à Quang-Yen, puis à Haïphong, à Pha-Laï que les Français appellent Sept-Pagodes, puis encore à Lam. Que d'êtres différens sont rencontrés par les sampaniers et prêtent à leurs commentaires! Ils sont souvent mêlés à des scènes caractéristiques, soit qu'ils se risquent en tremblant dans les villes de pierres et de briques édifiées par les conquérans langsa, soit qu'ils se trouvent parmi leurs frères indigènes qui bavardent en mâchant du bétel dans les misérables restaurans enfumés des bords du Song-Chang, soit qu'ils rendent visite à un notable dans la région où commence le Haut Pays. Depuis la grève de Hongaÿ où il est construit jusqu'aux eaux boueuses du Song King Thaÿ qu'il fend en remontant vers le Nord, le sampan de Neuâ, — la barque annamite, — sert de moyen pour faire défiler sous nos yeux les populations du Tonkin et nous les présenter en un tableau d'une animation, d'une variété, d'une couleur étonnantes. Voici Minh, le hûyen incrédule qui a envoyé son fils s'instruire dans les écoles des Occidentaux, le majestueux Chinois Van Chéong, revêtu de sa houppelande en soie bleu pâle, riche, à l'occasion déférent envers les Esprits Invisibles quand son commerce lui permet ce loisir, Bùu, l'orfèvre bavard et fripon, le barbier Canh, Duong le constructeur de sampans, Co-Haï la courtisane, le vieux Doï (sergent de tirailleurs), les « messiés civils » et les mandarins militaires langsa. Tous ces personnages, harmonieusement agencés, bougent, s'expriment, parlent, discutent, agissent avec un naturel, une vérité simple et profonde qui donnent au lecteur l'impression de la vie même, et au critique, — du moins il me semble, — le sentiment du comble de l'art. Au risque de paraître emporté par un enthousiasme excessif, j'avoue que *la Barque annamite* évoque pour moi le souvenir d'ouvrages que je considère comme des chefs-d'œuvre, par exemple les merveilleux

livres de M. Louis Bertrand sur les races des côtes méditerranéennes, ou ceux du prodigieux, de l'incomparable peintre de l'Inde, du grand Kipling. Oui, *la Barque annamite*, avec quelque chose de moins puissant certes, de moins fort, me fait parfois, me fait souvent songer à *Kim*.

On discute souvent, et l'on peut discuter à l'infini, sur ce qui constitue ou non un roman. Plusieurs écrivains n'attachent à l'intrigue passionnelle qu'une importance secondaire. Pour eux, la passion doit conserver dans le livre la place qu'elle occupe dans la vie. L'amour gouverne rarement à lui seul toute une existence ou tout un groupe d'existences. N'étant pas toute la vie, il ne saurait être tout le livre. L'œuvre d'imagination, sous la réserve d'une documentation soigneuse, peut donc viser à n'être qu'un artifice commode, un procédé d'une ressource, d'une souplesse extrêmes. Des confrères qui ne sont pas en général des romanciers, qui le sont parfois cependant, objectent : Que n'écrit-on alors des notes de voyage, des études dépourvues de fiction, des études géographiques, ethnographiques, historiques, militaires, coloniales? Mais à ces études il manquerait le jeu, l'articulation, le mouvement même de la vie, précisément ce qui fournit au lecteur l'illusion qu'elle se produit sous ses yeux, en un mot ces qualités qui le font s'écrier : C'est cela; ce doit être cela. Albert Sorel, ce maître, cet historien si intensément psychologue sentit bien la valeur de ces raisons lorsque, parvenu au soir de son âge, il enferma dans des contes exquis intitulés : *Vieux habits, vieux galons*, des nuances, une philosophie des hommes et des événemens qu'il avait tirées de ses dossiers, *qu'il sentait vraies*, mais qu'il était impuissant à exprimer par de rigoureuses, par de strictes études historiques.

On voudra bien excuser ces quelques réflexions en apparence étrangères à *la Barque annamite*, mais qui, selon moi, aident à en comprendre la portée. Il est toujours difficile de peindre un milieu, des personnages, une société, une population avec naturel, avec mouvement, avec vérité, avec art. Il s'agit non seulement d'observer, mais ensuite d'ordonner, de construire ses observations. Il faut en des types généraux recréer la vie qu'on vient de disséquer sur des exemples particuliers. Cette difficulté, très grande déjà, quand elle provient de personnages parmi lesquels nous vivons toujours, s'accroît extrê-

mement quand le romancier s'attaque à des mentalités, à des civilisations si différentes des nôtres. Nolly a osé cette périlleuse tentative et me paraît y avoir réussi. Ce que j'admire en lui, plus encore peut-être que son art, pourtant si fin, c'est son instinct, son intuition des indigènes, sa sollicitude pour leurs mœurs, leurs religions, leur compréhension des événemens, des hommes et des choses, son ambition de connaître, de sonder leur cerveau et leur cœur. Cela, c'est un signe de race. De Dupleix à Lyautey, c'est le signe de la grande lignée coloniale française. Cela, c'est beaucoup plus que de la littérature. Parce que des milliers d'officiers et d'administrateurs, — qui tous n'écrivirent pas, ne s'exprimèrent pas, — pensèrent, agirent comme Nolly, mus par un penchant séculaire de l'esprit, une multitude d'hommes, dont la couleur n'était pas la nôtre, est venue se faire tuer généreusement, presque avec joie, pour la défense de nos frontières envahies.

Hiên le Maboul et *la Barque annamite* représentent, si l'on peut dire, la première manière de Nolly. Ce sont des œuvres amoureusement finies, écrites avec soin et simplicité, harmonieuses de contour et de phrase, d'une philosophie un peu étrange, assez amère, d'une libre fantaisie morale, troublantes parfois à cause de la persistance du sourd pessimisme qu'elles recèlent.

Je n'ai pas insisté autant que je l'aurais dû sur leurs descriptions : paysages, marchés, fêtes, agglomérations cochinchinoises ou tonkinoises. Ces descriptions sont délicieuses, d'une plasticité élégante, exacte et sobre.

*
* *

Nolly possédait les plus heureux dons à la fois d'intelligence et d'exécution. Ses deux premiers romans en témoignent. Ils lui acquirent un cercle de lecteurs qu'on eût vraiment souhaité moins restreint. De nombreux admirateurs devaient le goûter lorsqu'il appliqua ses facultés à un sujet plus familier au public et que, devenu officier d'un bataillon sénégalais, il tira de ses notes de campagne *Gens de guerre au Maroc*. Une sensibilité aussi vive, aussi tendue que la sienne le prédisposait à tout enregistrer autour de lui, excellemment et comme automatiquement. De fait, ces croquis pris sur le vif, au jour le jour, ont une saveur intense. Néanmoins, ils ne lui suffirent

pas, — et ceci vient à l'appui de ce que j'avançais tout à l'heure à propos du mode même du roman, — ils ne lui suffirent pas pour exprimer complètement le Maroc, puisqu'il jugea ensuite nécessaire, pour dessiner certaines existences, certains côtés, certains dessous, certains bas-fonds, mêlés d'autre part à des héroïsmes et à des énergies, de les mettre en œuvre par un roman, *le Conquérant*, dont plusieurs silhouettes s'annoncent déjà, s'amorcent, si l'on peut dire, dans *Gens de guerre au Maroc*.

Mais aux amateurs de notations directes, dépouillées de toute verve imaginative, *Gens de guerre au Maroc* offre un morceau de choix. La beauté, la justesse des descriptions, tour à tour poussées avec vigueur ou alanguies de rêve, de charme, traversées de frissons subtils, ont enchanté tous ceux qui les ont lues. Les ouvrages, les ouvrages de maîtres, abondent sur ces pays de féerique lumière. Sitôt qu'on y pense, les pages de Loti et de Fromentin, pour ne prononcer que deux noms très célèbres, se lèvent dans les mémoires et rendent sévères pour les audacieux qui se résolvent à marcher sur leurs traces. Tout en gardant son accent propre, bien à lui, Nolly procède, je trouve, tantôt de l'un, tantôt de l'autre de ces deux inimitables devanciers qu'il est si difficile, je ne dis pas de surpasser, bien entendu, mais de jamais égaler.

Comme eux, il a vu la dune rougeâtre aux contours tremblans dans l'air qui vibre et brûle, les roches rutilantes sous le poudroiement d'or du soleil en fusion, les cités éclatantes, aux toits plats en terrasse, tentatrices pour qui les aperçoit au loin en cheminant dans la fournaise de sable et contemple, ébloui, la ceinture de leurs murailles aux tons chatoyans et les minarets de leurs mosquées, envie leurs ruelles fraîches, pleines d'hommes et d'animaux grouillant, criant, se bousculant devant les marchands graves assis, impassibles, dans leurs niches.

Comme eux, il a décrit les jardins enchantés où, étendu sous les végétations folles, sous les arbres en fleur, l'on écoute, béat, le bruit de l'eau qui coule dans les vasques. Comme eux il a tressailli à ces musiques étranges qui s'élèvent soudain, un soir, dans un quartier écarté de ville arabe, derrière des cloisons impénétrables à l'Européen, au roumi ; comme eux, il a été ému par ces chants bizarres en qui toute la douleur humaine semble enclose et qui s'exhalent dans la nuit au ronflement étouffé des tambourins, aux trilles discrets des flûtes.

Cependant, il ne s'est pas borné là. Si captivantes, si aiguës que nous paraissent ses sensations d'œil et d'oreille, nous nous attachons davantage à ses sensations de soldat, lorsqu'il nous fait par exemple suivre avec lui les marches, une après-midi de sirocco, alors que la colonne, râlant de soif, pliant sous le poids du « barda, » la chair meurtrie par les cuirs racornis des courroies et des chaussures, poursuit néanmoins sa route dans une chaleur d'étuve; lorsque, dans l'obscurité, nous partageons les subites alertes; lorsqu'il nous rend si exactement la psychologie de l'homme et de l'officier pendant le combat, passage qu'il faut retenir parce qu'il diffère d'une façon notable des tirades conventionnelles dont véritablement on abuse : « Au feu comme pendant la marche, la bête domine, et le cerveau obéit à ses suggestions. Les anxiétés sont d'ordre essentiellement physique, et c'est plus tard seulement, l'esprit redevenant le maître, que leur mesquinerie étonne et déconcerte. Durant l'action, elles règnent despotiquement, uniquement. Il ne subsiste chez le combattant, et particulièrement chez le fantassin, que des réflexes professionnels et ces obsessions de la soif, de la faim, de la fatigue. Le danger, la gloire, qui s'en occupe? » Et pourtant, qui mieux que Nolly a connu le troupier, lui a rendu hommage? Qui a mieux su le dessiner d'un trait sûr, profond, pittoresque, caractéristique? Chasseur d'Afrique, goumier, spahi, lignard, légionnaire, colonial, tirailleur, convoyeur kabyle, tringlot, il a fixé chacun d'eux sur les feuillets de son journal de marche, non seulement avec la silhouette, le maintien, la mentalité qu'il tient de sa race, mais encore avec les empreintes qu'il a reçues, dans l'arme où il sert, des officiers qui ont présidé à son éducation, à sa formation militaire. Tout le long de son œuvre, de Hiên le Maboul, Annamite, au Sénégalais Samba Dialo, Nolly s'est constamment appliqué à éclairer cette action du chef sur les subordonnés, à en démontrer des exemples typiques, principalement en ce qui concerne les troupes indigènes. « Français bien connaisse manière, » lui déclare un jour son ordonnance, le Sénégalais Samba Dialo, soudain illuminé, émerveillé par la compréhension de cette aptitude qu'ont nos compatriotes à tirer des troupes solides, et souvent incomparables, des diverses régions du globe où se trouvent nos colonies. Mais Nolly a également salué d'un éclatant témoignage le soldat de notre pays, dont nul autre, proclame-t-il,

ne surpasse les qualités. Mesurant la tâche accomplie par les *Gens de guerre au Maroc*, il s'écrie :

« A ceux qui ne savent pas ce que vaut l'épée de la France, parce qu'ils ne l'ont jamais vue frapper de la pointe et du tranchant, à ceux qui doutent, nous disons, nous qui avons *vu*, nous qui sommes *sûrs :* Ayez confiance ! L'arme que vous nous avez remise, nous l'avons éprouvée; nous nous portons garans de sa précellence... Un jour, elle fera merveille, pour que demeure éternelle la patrie du Beau et du Bien. Haut les cœurs ! »

*
* *

Haut les cœurs ! Tel est le principe du roman que Nolly publia dans *le Figaro*, après avoir remporté un vif, un franc succès avec son livre *Gens de guerre au Maroc.* Ce nouvel ouvrage s'appela d'abord *A plein cœur ;* puis, paru en volume, il s'intitula *Le Chemin de la Victoire.* Il portait en épigraphe une éloquente exhortation du vicomte E.-M. de Vogüé, généreux, fécond penseur, ardent à ranimer les énergies défaillantes, dans l'œuvre de qui tant de coloniaux, — et non des moindres, — se plaisent souvent à chercher des directives : « Singulier conseil, et bien inutile, ce semble, à donner aux hommes : Vivre ! Pourtant, c'est celui qu'il faut répéter aux enfans quand nous les assemblons pour leur communiquer ce dernier mot de notre sagesse : « Vivez, vivez à plein cœur; ce jeu ne va pas sans dangers, sans erreurs, sans souffrances; mais tout est moins funeste que la peur de la vie, le sombre mal des siècles de décadence. »

Le sujet du *Chemin de la Victoire* se résume en quelques lignes. Pierre Jarrier, jeune sous-lieutenant d'infanterie coloniale, dès son début dans la vie militaire, influencé par des lectures mal digérées, est rebuté par l'existence de garnison qu'il mène. Il veut quitter le service. Peut-être même n'a-t-il pas cette velléité ; il n'en a aucune ; il n'a que des dégoûts. Pardessus tout il éprouve l'horreur de l'effort. Désigné pour la Cochinchine, contraint de se mettre à la tâche, une mentalité nouvelle s'élabore en lui et la beauté de l'*OEuvre*, de l'œuvre entreprise par ses anciens et par ses camarades, lui apparaît. Aidé des excellens conseils que lui prodigue l'un de ses aînés, le lieutenant Louis Chambert, il devient un véritable officier et

un homme. Entre temps, il lui arrive des aventures sentimentales quelconques. Bientôt il se fiance à une charmante orpheline, Alice Delorme, mais, à ce moment précis, un nouvel ordre l'expédie au Tonkin où il est grièvement blessé dans un combat contre les pirates. Fort heureusement il ne meurt pas. Il reçoit la croix de la Légion d'honneur et se marie avec Alice Delorme. Tout finit pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Ce dénouement d'une souriante aménité surprend, déconcerte par son aménité même, surtout quand on l'oppose à la philosophie des premiers romans de Nolly. Vraisemblablement, séduit par la vertu de l'énergie, il a voulu cette fois prôner la splendeur de l'effort, crier la noblesse du métier des armes, spécialement celle du rôle de l'officier colonial, à de jeunes générations qu'il sentait menacées par l'appât d'une existence facile exigeant le minimum de travail et promettant le maximum de plaisir. Soucieux d'attirer des disciples dans une carrière qu'il aimait, il était de ceux qui suivaient, angoissés, attentifs, la diminution inquiétante du nombre des candidats à nos écoles militaires. Si l'on veut sainement apprécier combien ses appréhensions étaient fondées il suffit de lire les conseils donnés jusqu'à la veille de la guerre actuelle par des maîtres distingués à des élèves cherchant une direction pour la vie. Trop souvent ces conseils étaient nettement défavorables aux carrières militaires. M. Villey, professeur à la Faculté des lettres de Caen, a publié à cet égard des pages bien suggestives d'une haute, d'une vaillante franchise. Nolly, déterminé à réagir contre un courant qu'il voyait clairement s'étendre, a pris le parti, dans *le Chemin de la Victoire*, de montrer une réussite, croyant par là gagner plus d'adeptes à sa cause. Je ne sais s'il persuade très complètement son lecteur de ce qu'il veut lui donner à entendre. Il peut arriver, cela s'est vu, que les efforts opiniâtres d'un officier ne soient pas couronnés par le succès. Le contraire se voit aussi, heureusement, comme dans *le Chemin de la Victoire*. Néanmoins, la beauté supérieure de la vocation militaire ne réside pas dans le succès plus ou moins complet de celui qui s'abandonne à ses hasards. Elle apparaît surtout dans celui qui, n'étant pas récompensé selon ses mérites, persévère dans son état, y demeure attaché et, en dépit de ses amertumes secrètes, continue ses services avec le même inlassable dévouement. Telle est la leçon immortelle que Vigny a

tirée du capitaine Renaud, l'officier à la canne de jonc, de *Servitude et Grandeur militaires*. Nolly a visiblement hésité devant cette morale stoïque, qui est la vraie, et qu'il connaissait bien pourtant. Sans doute il jugeait avec raison qu'elle serait peu goûtée par la majorité des lecteurs, à l'époque où il écrivait. Le présent est héroïque non seulement dans ce qu'on sait, mais souvent aussi dans ce qu'on ne sait pas. La mentalité naturelle, le tempérament foncier de la France ont de nouveau surgi. L'avenir saura, du moins il faut l'espérer, dégager ces exemples et les méditer comme il convient. Mais il y a deux ou trois ans, ne l'oublions pas, la situation des auteurs était tout autre. Nolly s'est adapté tant bien que mal à une ambiance qu'il subissait, sans en partager ni les erreurs ni les illusions.

Les critiques, qui avaient généralement observé un discret silence sur les premiers romans de Nolly, élevèrent la voix quand parut *le Chemin de la Victoire*, et, la plupart, sans indulgence. Négligeant les idées généreuses, utiles, qui communiquaient un intérêt réel à cette œuvre, ils s'attardèrent à relever des négligences d'écriture, évidemment fâcheuses, mais qui n'ôtaient à l'ouvrage ni sa valeur, ni sa signification.

L'un de ces critiques tenait Nolly pour un romancier incapable. *Hiên le Maboul* et *la Barque annamite* répondent à cette assertion hâtive. Un autre se gaussait, non sans esprit d'ailleurs, du besoin d'apostolat qui incitait les officiers à écrire, parfois si incorrectement. De plus, leur idéalisme lui semblait tout particulièrement plaisant. Ce dernier critique doit moins sourire de cela aujourd'hui. Comme tout le monde, mieux, j'en suis convaincu, que tout le monde, mis en présence des événemens, il s'est pénétré de la nécessité de certaines idées, et sans nul doute, à cette heure, il sait gré à ceux qui les professèrent, ces idées, qui les proclamèrent, quand elles n'étaient pas encore à la mode. Si, selon une opinion assez admise, les idées mènent le monde ou tout au moins contribuent à sa marche, il ne saurait être indifférent ni déplacé que, de temps à autre, les officiers écrivent.

Les amis de Nolly eux-mêmes doivent reconnaître cependant, avec la sincérité qui est la marque de la véritable affection, qu'au *Chemin de la Victoire* manque le fini harmonieux, la langue sûre et musicale de *la Barque annamite*, cette sorte de chef-d'œuvre. J'y reviens. Il faut me pardonner. Il y a dans

le Chemin de la Victoire quelque chose de hâtif, d'entassé, de mal dégrossi. La faute est moins imputable à l'auteur qu'à son temps. De nos jours, dès qu'un auteur voit luire le succès sur son nom, il lui faut produire, produire encore, produire à tout prix, fournir ce que j'appellerai « le livre par an. » Rien n'est plus nuisible à l'art, qui demande, qui exige du soin, de la réflexion et de la lenteur dans le travail. A ce point de vue, la vogue si méritée de *Gens de guerre au Maroc* exerça sur le talent de Nolly une mauvaise influence. Peut-être aussi, averti par le pressentiment mystérieux que j'ai connu chez tant de soldats approchant de leur terme, sentait-il que les jours lui étaient déjà comptés. Il voulut semer au plus vite les idées qui le tourmentaient et ne trouva plus le loisir de modeler, autant qu'il eût désiré, leur forme.

*
* *

Avant qu'elle n'ait été éditée en volume, nous ne parlerons pas ici de la dernière œuvre de Nolly, *le Conquérant*. Pour moi, je l'avais du reste annoncé en commençant, je n'ai pas agi en critique autant qu'il eût fallu. Je connaissais, j'aimais le capitaine Détanger. J'admirais profondément Nolly. Sa mort augmente les sentimens que j'éprouvais pour lui. Elle rehausse également la portée de son œuvre. Le colonel Péroz, vétéran de notre épopée coloniale, rédigeant dans la retraite, après seize campagnes de guerre, l'origine de son premier départ, ne pouvait s'empêcher de sourire quand il évoquait Louis Veuillot, qui, commodément assis dans son fauteuil, lui avait prêché les aventures et lui avait ouvert cette route incertaine. Ce sourire, les futurs lecteurs de Nolly, — ils seront nombreux, je l'espère, — n'auront pas à le réprimer. Le capitaine Détanger n'est pas une victime du hasard aveugle des combats. Entre toutes les vies, entre toutes les morts, il avait élu celles-là par un libre choix de sa volonté et de son cœur. Elles lui ont été accordées. Son titre le plus indiscutable à l'attention de l'avenir demeurera non pas seulement d'avoir écrit une belle œuvre, mais de l'avoir vécue, d'avoir été réellement l'homme de son œuvre.

AVESNES.

LES ILLUSIONS PERDUES

DE

DEUX GERMANOPHILES[1]

Il y a quinze mois, l'Allemagne comptait quelques amis, et beaucoup d'admirateurs. Elle est en train de perdre les uns et les autres. En voici deux dont il est opportun d'entendre les déceptions et de recueillir le témoignage.

*
* *

Le premier est un Luxembourgeois, et un Luxembourgeois catholique. Membre du Comité permanent des Congrès eucharistiques internationaux, commandeur de l'Ordre pontifical de Saint-Sylvestre, ancien député, bourgmestre de Clervaux et industriel de carrière, chef réputé et influent du parti catholique luxembourgeois, M. Émile Prüm était, avant la guerre, un fervent de la culture allemande, et, par ses relations, comme par ses sympathies, il se rattachait étroitement au grand parti du Centre. Chose curieuse, et triste d'ailleurs, et qui devrait donner à réfléchir à quelques-uns de nos compatriotes, il était antifrançais par catholicisme, et la politique scolaire et anticléricale du premier ministre, M. Eyschen, lui paraissait une fâcheuse importation française, qu'il se donnait pour mission de combattre avec ardeur.

Survint la guerre. Le Luxembourg apprit à connaître à ses dépens le mépris des « chiffons de papier » et les bienfaits de

(1) *La conversion d'un catholique germanophile*, par M. René Johannet, 1 vol. in-16. Paris, Bibliothèque des ouvrages documentaires; — *J'accuse!* par un Allemand, 1 vol. in-8. Paris, Payot.

la « Kultur » voisine. Quelques précautions que prissent ses nouveaux maîtres, ils ne purent lui cacher entièrement ce qui se passait en Belgique et en France. Il connut, par expérience et par ouï-dire, les délices de l'occupation et de la guerre allemandes. M. Émile Prüm vit, observa, s'informa, compara : il fut vite désabusé. Sa haute conscience de catholique s'indigna, se révolta contre les enseignemens de l'Évangile selon Bernhardi et von der Goltz. Comme il est bien naturel, il éprouva le besoin de donner publiquement les raisons de sa révolte et de sa déconvenue. Et il les donna dans une « lettre ouverte » qui, publiée d'abord dans deux journaux luxembourgeois de langue allemande, au mois de mars dernier, fut, peu après, éditée séparément sous forme de brochure...

Mais l'Allemagne veillait. A sa requête officieuse, la police luxembourgeoise s'empressa de saisir la brochure de M. Prüm. De plus, tandis que le destinataire de la lettre intentait à son auteur un procès « pour injures, » le gouvernement luxembourgeois intentait au même M. Prüm une autre action judiciaire, sous prétexte que sa « lettre ouverte » « exposait l'État à des hostilités de la part d'une Puissance étrangère. » M. Prüm s'est défendu avec vigueur et habileté devant le juge d'instruction de Diekirch. Nous ne savons trop comment s'est terminée cette odieuse et ridicule « querelle d'Allemand. » Les Luxembourgeois auront d'intéressans souvenirs à nous conter après la guerre.

Revenons à l'opuscule de M. Prüm. Il était intitulé : *la Conduite allemande des hostilités en Belgique et les instructions de Benoît XV, Lettre ouverte à M. M. Erzberger, député au Reichstag.* Ce Mathias Erzberger, dont l'abbé Wetterlé, qui le connaît trop bien, a tracé dans *la France de demain* un vigoureux et vivant portrait, est cet ancien instituteur wurtembergeois qui, entré au Reichstag en 1903, ambitieux, remuant, laborieux d'ailleurs et intelligent, mais vénal et sans grands scrupules, est devenu assez vite une manière de personnage, et le porte-parole du parti du Centre. C'est lui que Guillaume II, il y a quelques mois, a délégué à Rome, pour y renforcer, dans les milieux catholiques, l'action coûteusement inutile du prince de Bülow : le Kaiser, comme chacun sait, aujourd'hui, a « ses » catholiques, comme il a « ses » socialistes, et les héritiers de Windthorst n'ont plus rien à lui refuser. Peut-être aurait-il pu mieux choisir que « ce gros garçon trapu, large d'épaules et

joufflu, » ineffablement vulgaire, pour intriguer au Vatican. Mais en temps de guerre, comme d'ailleurs en temps de paix, on n'y regarde pas de si près à Berlin pour ce qui est des diplomates. En tout cas, la « lettre ouverte » de M. Émile Prüm ne pouvait être adressée à un personnage plus copieusement représentatif des nouvelles tendances du Centre catholique.

Verba volant. Il est difficile aujourd'hui, fût-on même « empereur d'Europe, » d'empêcher la lettre imprimée de circuler à travers le monde. Quelques exemplaires de la brochure de M. Prüm ont dû échapper à la saisie officielle. L'un d'eux est tombé entre les mains d'un jeune publiciste français, M. René Johannet, auquel nous devions déjà de curieuses études sur Charles Péguy, sur Georges Sorel et sur Romain Rolland. M. Johannet s'est empressé de traduire ce précieux factum; il a joint à sa traduction un certain nombre d'éclaircissemens, de commmentaires et de documens qui en rendent la lecture plus intéressante et plus profitable. Grâce à lui, l'affaire Prüm est sortie du cercle étroit et mystérieux où les catholiques allemands auraient bien voulu l'enfermer, et elle est en train de faire le tour de la presse européenne. Il n'y aura que nos ennemis pour s'en plaindre.

Car elle est fort piquante, la lettre du bourgmestre de Clervaux, et j'imagine que le bouillant député au Reichstag a dû être de bien méchante humeur en la lisant. On y apprend chemin faisant des choses très suggestives et que, ce me semble, nous ignorions. On sait, par exemple, toutes les violences dont les prêtres et les religieux belges ont été l'objet de la part des troupes allemandes. Il s'agissait de les justifier aux yeux des Allemands eux-mêmes. On fit circuler, — et « les feuilles catholiques d'édification se sont tout particulièrement distinguées » dans cette campagne « dont l'histoire ne nous offre aucun exemple, » — toute sorte d'anecdotes mensongères concernant les provocations sanguinaires dont le clergé belge se serait rendu coupable à l'égard de l'armée d'invasion. Or, il arriva qu'en plus d'une localité allemande, la population protestante, excitée par ces abominables inventions, fit retomber sa fureur sur des compatriotes catholiques; et l'on cite, entre autres, tel curé de l'Eifel qui fut « confiné trois jours dans une étroite chambrette et accablé de mauvais traitemens. » Résultat bien imprévu d'une campagne de presse trop parfaitement conduite!

M. Prüm est justement indigné de la conduite de l'Allemagne à l'égard du Luxembourg sans doute, mais surtout de la malheureuse Belgique. La violation de la neutralité belge, les innombrables crimes de droit commun commis par les troupes allemandes sur la population civile, en particulier sur le clergé, et qu'il paraît fort bien connaître, trouvent en cet honnête homme un juge sans défaillance. Et il n'a pas de peine à montrer que ces procédés de guerre sont en contradiction formelle, absolue avec les principes chrétiens nettement rappelés par le pape Benoît XV dans son allocution consistoriale du 22 janvier 1915. Allant au fond des choses, il voit avec raison, dans la manière allemande de concevoir et de pratiquer la guerre, une véritable régression, un retour à la barbarie, ou, pour mieux dire, au *paganisme*. A ses yeux, l'auteur responsable, le théoricien de ce néo-paganisme, c'est Nietzsche, dont la philosophie violemment antichrétienne et profondément immoraliste a fait, dans l'Allemagne contemporaine, d'innombrables adeptes. La guerre que nous voyons se dérouler depuis plus d'un an, c'est, proprement, la guerre à la Nietzsche.

Mais ce qui, plus que tout le reste, scandalise M. Prüm dans les événemens actuels, c'est l'attitude du Centre, et, d'une manière générale, des catholiques allemands. Quoi! les héritiers de Ketteler, de Mallinkrodt, de Reichensperger, de Windthorst, — « ces chevaliers, jadis, et ces défenseurs du droit et de la justice, » — n'ont pas une parole de désapprobation pour tous ces crimes, pas un instant ils ne songent à dégager leur responsabilité! Ils ne se sont pas contentés de « laisser passer dans un silence pour ainsi dire absolu » l'allocution consistoriale du 22 janvier; ils hurlent avec les loups, ils font leur partie dans ce concert de malédiction et de haine. Ils ont « approuvé sans restriction » la violation des neutralités belge et luxembourgeoise. Pratiquement, il n'y a aucune différence entre leur conception et la conception nietzschéenne de la guerre. C'est Erzberger qui écrit dans *le Tag* : « Plus impitoyable et plus cruelle est la guerre, et plus elle est humaine, parce que, de cette façon, elle aboutit plus vite à une fin satisfaisante... A la guerre, *la plus grande absence de scrupules*, si l'on y va intelligemment, coïncide en fait avec la plus grande humanité. Quand on est en situation d'anéantir Londres par un procédé que l'on a, *cela est plus humain que de laisser un*

seul de nos camarades allemands perdre son sang sur le champ de bataille, car une telle cure aussi radicale amène la paix au plus vite. » Quoi ! anéantir Londres ! Et c'est un catholique qui parle ainsi, un député au Reichstag, un leader du Centre ! Et pas un de ses coreligionnaires ne le désavoue ! Et pas un d'eux ne se souvient de l'accueil que les Jésuites allemands, bannis de l'Empire d'Allemagne, ont trouvé dans tout l'Empire britannique ! Quelle « aberration morale ! » Assurément, depuis Windthorst, le parti dont il avait été la plus pure gloire a bien changé. « Il ne faut maintenant regarder le Centre que comme un parti allemand interconfessionnel, purement nationaliste. » Mais qu'il en fût venu à ce degré d'abaissement et de servilité, — et d'immoralité antichrétienne, — c'est ce qu'on n'aurait pu concevoir avant la guerre. Et puisque aucun catholique allemand ne se lève pour désavouer les paroles impies de Mathias Erzberger, il faut qu'un catholique d'un autre pays proteste contre ces déclarations « effroyables, » pour l'honneur même et le bon renom du vrai catholicisme...

Tel est le ton, telle est la substance de la lettre ouverte de M. Prüm à M. Erzberger. Elle est d'un brave homme et d'un homme brave. Il faut souhaiter que le petit livre de M. Johannet soit traduit en plusieurs langues et se répande à l'étranger, parmi les neutres. Et si, traduit en italien, il trouvait de nombreux lecteurs dans les milieux du Vatican, je n'y verrais, pour ma part, nul inconvénient.

*
* *

Il faut souhaiter aussi qu'un autre livre, plus significatif encore, puisqu'il est d'un Allemand, et, selon toutes les apparences, d'un Allemand authentique, soit lu non seulement chez les neutres mal informés ou flottans encore, mais en Allemagne. Il est d'ailleurs à présumer que, dans ce dernier pays, plus tard, après la guerre, l'ouvrage provoquera des commentaires passionnés et amèrement approbatifs. En attendant, on l'y discute brièvement, et l'on essaie d'en discréditer l'auteur, sur l'identité duquel on ne paraît pas d'accord, mais auquel, chose assez curieuse, personne ne semble refuser la nationalité allemande.

L'auteur anonyme de *J'accuse!* — un titre qui nous rajeunit un peu, — a cru remplir, en publiant son livre, « un devoir patrio-

tique. » Il a pris pour épigraphe deux vers d'une chanson des étudians allemands :

> Celui qui sait la vérité et ne la dit pas
> Est vraiment un pitoyable drôle.

Il estime qu'en faisant connaître à ses concitoyens la vérité qu'il croit posséder, il leur rend le plus grand service qu' « un patriote allemand » puisse rendre à son pays. Il veut réveiller l'Allemagne égarée du sommeil trompeur où ses dirigeans la maintiennent à dessein; il veut « provoquer un revirement salutaire. » Son livre, achevé au mois de février dernier, a été publié d'abord en allemand à Lausanne; il a été récemment traduit en français. Je ne sache pas d'ouvrage dont la lecture soit aujourd'hui pour nous aussi involontairement réconfortante.

C'est que d'abord, quel qu'en soit l'auteur, ce livre est fort loin d'être du premier venu. Esprit très cultivé et très informé, de tendances libérales, et peut-être socialistes, aussi peu « Prussien » que possible, à ce qu'il semble, connaissant l'étranger, où il paraît avoir assez longtemps séjourné, presque aussi bien que son propre pays, de tournure peut-être plus positiviste qu'idéaliste, mais honnête, sincère, et se vantant justement d' « appeler un chat un chat, » il sait rapprocher les faits, critiquer les textes, discuter les documens historiques ou diplomatiques; sa dialectique est vigoureuse; il a du bon sens, de l'esprit, de la verve; il sait écrire enfin (1); en un mot, c'est un excellent avocat et un excellent publiciste. Quel dommage qu'il ne soit pas au Reichstag, et qu'il ne puisse donner la réplique à M. de Bethmann-Hollweg!

La thèse qu'il soutient est que la guerre actuelle est un « crime, » — crime contre l'humanité et crime contre la patrie allemande, — et que de ce crime effroyable l'Austro-Allemagne seule est responsable. Rien de plus contraire, comme on sait, à la thèse germanique officielle, d'après laquelle la guerre d'aujourd'hui aurait été « imposée » à l'innocente et pacifique Allemagne par la belliqueuse et jalouse Triple-Entente.

Que la France ne soit pas responsable de la guerre, c'est ce que l'auteur de *J'accuse!* a d'autant moins de peine à établir que cette vérité, au fond, n'est guère contestée, même en Alle-

(1) Le livre *J'accuse!* vient d'être inscrit au programme de l'agrégation des jeunes filles.

magne. La France, d'après lui, depuis vingt ans, avait complètement renoncé à la « revanche, » et ne demandait qu'à vivre en paix avec tous ses voisins, et en particulier avec l'Allemagne. Si, depuis une dizaine d'années, les relations entre les deux peuples ont été plus d'une fois tendues, la faute en était toujours à l'Allemagne qui se vengeait par des coups de force des constantes maladresses de sa lamentable diplomatie.

Pas plus que la France, la Russie ne souhaitait et ne voulait la guerre. Des intérêts divergens, des souvenirs communs de famille et d'histoire, de bonnes relations économiques et intellectuelles, tout semblait devoir maintenir les deux Empires voisins en bonne intelligence. Prétendre le contraire, c'est travestir la vérité : « confusion des esprits indescriptible, océan de mensonges et de falsifications, qui est malheureusement teint de rouge, et menace de submerger complètement notre bonheur et notre bien-être. »

Et enfin, pour ce qui est de l'Angleterre, celui de tous ses ennemis que l'Allemagne hait de la haine la plus vivace, comment soutenir sérieusement qu'elle ait provoqué et machiné la guerre? Et l'auteur de *J'accuse!* rappelle en quelques pages très nourries et très persuasives les efforts véritablement inlassables faits par l'Angleterre aux divers congrès de La Haye, et en dehors de ces congrès, pour assurer la paix, pour régler l'arbitrage, pour limiter et diminuer les armemens, pour se rapprocher de l'Allemagne; et l'Allemagne, toujours, repoussant ces avances, ou tâchant de les exploiter à son profit, ou faisant avorter, par son opposition systématique et hargneuse, toutes les tentatives, même les plus anodines, pour soustraire à la force brutale les rapports internationaux.

Et la conclusion de tout ceci est que, de toutes les grandes Puissances engagées dans le présent conflit, les deux seules qu'on puisse accuser de l'avoir délibérément préparé sont l'Autriche et l'Allemagne.

Ce qui donne à cette conclusion le caractère d'irréfutable démonstration, c'est l'examen impartial et complet des faits et des pourparlers qui ont immédiatement précédé l'ouverture des hostilités. L'auteur de *J'accuse!* se livre à cet examen et le poursuit avec une conscience critique, une rigueur logique difficiles à surpasser. Des différentes publications diplomatiques, — et du *Livre Blanc* et du *Livre Rouge* eux-mêmes, — il extrait les

preuves irrécusables de la bonne volonté conciliante, de la modération, de la patience, du désir obstiné de la paix dont les nations alliées ont fait preuve, et, en même temps, de la brutalité inouïe, du cynisme et de la mauvaise foi que les deux Empires complices n'ont cessé de manifester au cours de la crise. Et comme il n'a pas peur des mots, il dispense l'éloge ou le blâme avec la plus savoureuse franchise. Parlant de sir Édouard Grey et des efforts proprement héroïques qu'il a déployés pour conjurer l'issue fatale, il dira : « Ses efforts ont été vains, mais son mérite d'avoir, avec un zèle infatigable, avec prudence et énergie, travaillé au maintien de la paix, restera éternellement dans l'histoire. » « Quels types brillans que ces frères Cambon ! » s'écriera-t-il encore, et il avouera que « la lecture du *Livre Jaune* est une vraie jouissance pour le gourmet littéraire. » A propos de l'attitude de l'Autriche à l'égard de la Serbie : « Un avocat marron aurait honte de recourir, dans un procès roulant sur une bagatelle, aux finasseries que l'Autriche a trouvées pour motiver son mécontentement de la réponse serbe. » A propos des soi-disant scrupules qu'aurait eus l'Allemagne à agir auprès de son alliée pour la retenir sur la pente qui conduisait à la guerre : « Tout cela n'est que mensonge et tromperie. » Et il n'hésitera point à déclarer que « l'Allemagne est maîtresse en toutes sortes d'hypocrisies. »

Mais c'est surtout en parlant de la Belgique que la verve indignée de cet honnête homme se donne librement carrière. La façon dont, après coup, l'Allemagne essaie de se disculper d'avoir violé la neutralité belge, en déclarant que la Belgique l'avait violée la première, lui paraît une monstruosité morale. « La manière, écrit-il, dont l'Allemagne cherche à se défendre me fait penser *à celle d'un brigand* qui tenterait de s'excuser en alléguant que sa victime était une canaille, et qu'elle avait dérobé le bien dont il l'a dépouillée. » Comme il a voyagé à l'étranger, il sait comment l'on y juge à cet égard le crime de l'Allemagne. « Rien, affirme-t-il, ne nous lavera de ce reproche, et plus nous noircirons après coup notre victime, plus le jugement du monde sera accablant pour nous. » Et il cite, en l'approuvant, le mot sanglant et définitif du poète suisse Carl Spitteler : « *Après coup, pour se blanchir, Caïn a noirci Abel.* Égorger la victime était bien suffisant. La calomnier ensuite, c'est trop. »

C'est trop, en effet. Mais le « loup » allemand n'a même pas le courage et la franchise de sa violence : il aime mieux incriminer l'agneau.

Si encore, — écrit le patriote de *J'accuse!* — si encore nous étions assez loyaux pour avouer notre indicible forfait!... Cela aurait encore quelque chose de fascinant, de grandiose... Un Rinaldo Rinaldi, un Richard III, un César Borgia sont des monstres, mais ils sont grands dans leur genre, et ils éveillent l'admiration comme chaque type d'homme parfait en soi. Mais nous, ah! que nous sommes petits! Chez nous, dans des écrits et des discours, nous prêchons la conquête et l'hégémonie mondiale, — naturellement entre initiés! — et aux yeux du peuple aveugle et de l'étranger, nous sommes ceux qui ont été attaqués et surpris, les victimes de perfides ennemis.

Menace et défense, voilà le mot d'ordre. Assurément, *le détrousseur de grands chemins est, lui aussi, en un certain sens, menacé et en état de défense*, quand, après avoir attaqué le voyageur, il s'aperçoit tout à coup que des hommes bien armés viennent au secours de celui qui paraissait seul. Lui aussi, combat pour sa liberté et son existence, à la vie et à la mort. C'est dans ce sens que l'Allemagne se trouvait, elle aussi, en état de défense.

Par quelque biais donc qu'on envisage la question, « l'Allemagne est coupable d'avoir, conjointement avec l'Autriche, suscité la guerre européenne ; » et seules, ces deux Puissances sont coupables d'avoir déchaîné sur le monde pareille calamité. Et l'auteur de *J'accuse!* peut conclure avec tristesse, mais avec assurance : « *Jamais un plus grand forfait n'a été commis dans l'histoire du monde, jamais un forfait commis n'a été nié avec plus de sang-froid et d'hypocrisie.* »

Cette guerre effroyable, qu'aucune considération morale ne saurait justifier, peut-elle au moins se justifier dans l'ordre de l'intérêt politique ou économique? — Pas le moins du monde, répond l'écrivain allemand. Les biens pour lesquels nous prétendons combattre, nous les possédions déjà. Notre indépendance nationale? Mais personne ne la menaçait. Notre « culture? » Mais elle n'était pas menacée davantage. Notre « place au soleil? » Mais nous l'avions largement, et, depuis 1870, surtout depuis l'avènement de Guillaume II, elle était plus brillante que jamais. Et ici, l'auteur trace, — d'après Bernhardi lui-même, — un rapide, mais suggestif tableau de l'extraordinaire prospérité matérielle de l'Allemagne contemporaine. A ceux qui, ne la jugeant pas suffisante, réclament des colonies, il répond, invoquant l'exemple de la France, que les colonies

ne sont pas toujours un signe ou une cause de puissance économique, et que d'ailleurs les vraies colonies allemandes, ce sont, — hélas! nous l'avons trop bien vu depuis la guerre, — ce sont... « la France, la Russie, l'Angleterre, l'Italie, l'Amérique, le Brésil, l'Argentine. » Dira-t-on que « l'Allemagne est vraiment trop petite pour nourrir sa population croissante ? » Erreur encore, puisque le nombre des émigrans va en décroissant, tandis que le nombre des immigrans va croissant. « *Depuis quinze ans, il est supérieur à celui des émigrans : l'Allemagne est en voie de devenir un pays d'immigration.* » Il est donc faux, absolument faux que la guerre actuelle soit motivée par de sérieuses raisons politiques ou économiques. C'est une guerre de conquête, une « guerre impérialiste. »

C'est dire, d'après le publiciste allemand, que l'Allemagne, prise dans son ensemble, n'est point responsable de la guerre que son gouvernement a déchaînée. La guerre mondiale serait l'œuvre abominable du parti pangermaniste qui a réussi à imposer sa volonté aux dirigeans de la politique allemande et à duper le pays tout entier. Sans innocenter complètement l'Empereur, l'auteur de *J'accuse!* lui témoigne une relative indulgence : il veut voir dans ses télégrammes au Tsar, dans les fluctuations de sa diplomatie des traces de ses irrésolutions, de ses luttes intérieures. Il réserve toute sa sévérité, et même tout son mépris, pour M. de Bethmann-Hollweg, dont il relève sans pitié les multiples contradictions, les grossiers sophismes, les déclarations mensongères, et qu'il accable sous la supériorité du « géant Bismarck. » — Il y aurait certes beaucoup à dire sur la moralité politique de Bismarck, dont les « géniales manœuvres » ont été si rarement marquées au coin de la bonne foi. Qui sait s'il n'y a pas plus d'honnêteté foncière dans les maladresses et même dans les mensonges de son modeste successeur? En tout cas, un Français saura toujours gré à ce dernier de sa fameuse phrase sur le « chiffon de papier, » et, dans son dernier discours au Reichstag, de sa condamnation de la politique de l'équilibre européen. Si M. de Bethmann n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Où il semble difficile aussi de donner raison à l'auteur de *J'accuse!* c'est dans son effort pour distinguer entre l'Allemagne pacifique, « la grande majorité » du pays, selon lui, et l'Allemagne belliqueuse. Il s'appuie, pour le prouver, — ou pour

l'affirmer, — non seulement sur sa connaissance personnelle des milieux allemands, mais encore sur les remarquables rapports français publiés dans le *Livre Jaune*. « On doit, dit-il, les tenir pour exacts, et même admirer leur analyse aiguë de l'état des choses en Allemagne. » Mais ce qui ressort de ces rapports, notamment des très belles lettres de M. Jules Cambon et de l'admirable *Note sur l'opinion publique en Allemagne, d'après les rapports des agens diplomatique et consulaires*, c'est d'abord que le parti de la paix, inorganique, « passif et sans défense contre la contagion d'une poussée belliqueuse, » est de moins en moins nombreux et épouse de plus en plus les rancunes, les préjugés et les convoitises des pangermanistes. Notre attaché militaire à Berlin ne note-t-il pas, dès 1913, que tel article, virulent et inconvenant, de la *Gazette de Cologne* contre la France « correspond à un sentiment réel, à une colère latente ? » D'autre part, car le propre de la guerre est précisément de faire éclore et de manifester des sentimens latens, qu'avons-nous appris, qu'avons-nous vu depuis que la guerre est déclarée ? Y a-t-il un seul catholique, un seul socialiste allemand qui ait protesté, au début, contre la violation de la neutralité belge ? Par le fameux manifeste des *Quatre-vingt-treize*, n'est-ce pas toute la pensée allemande qui s'est solidarisée avec le militarisme prussien ? Par les lettres ou papiers saisis sur les prisonniers ou sur les morts, nous savons que ce ne sont pas seulement des femmes de la dernière catégorie sociale qui réclamaient à leurs pères, frères ou époux, de l'or, des bijoux ou des dentelles. Des femmes d'officiers sont venues dévaliser en Lorraine des maisons françaises ; des officiers supérieurs ont pris part à de véritables pillages, et d'innombrables wagons sont depuis quinze mois partis pour l'Allemagne emportant le profitable produit des infatigables rapines allemandes. Nous savons quels cris unanimes d'enthousiasme ont accueilli le torpillage du *Lusitania*, et nous demandons combien, aujourd'hui encore, il se trouverait de justes en Allemagne pour désapprouver l'annexion de la Belgique. Assurément, ce n'est point en Bavière qu'il faudrait les chercher, dans cette Bavière dont le roi, récemment, réclamait avec insistance de si larges « compensations » territoriales et économiques. Et enfin, l'on n'a pas oublié le copieux programme de « revendications » qu'au mois de mai dernier l'Union des Agriculteurs , l'Union des Paysans, le

Groupement provisoire des associations chrétiennes des paysans allemands, l'Union centrale des industriels allemands, la Ligue des industriels, l'Union des classes moyennes, en un mot, toute l'Allemagne laborieuse exposait au docile chancelier de l'Empire. Ce ne sont pas les seuls *junkers* qui, là-bas, à Berlin, se livrent au jeu puérilement barbare et bien allemand de planter des clous dans la tête « colossale » d'Hindenburg. Non, non, quoi qu'en dise l'auteur de *J'accuse!* toute l'Allemagne, dans le « crime » qu'il dénonce, est solidaire de son gouvernement. L'Allemagne tout entière a voulu la guerre actuelle. Toute son histoire en témoigne, la guerre est pour elle « une industrie nationale. » Guerroyer, c'est-à-dire tuer et piller, elle a cela dans le sang, si l'on peut ainsi dire. L'Allemagne, comme son Empereur, en déchaînant la guerre, a obéi à un vieil instinct héréditaire.

Et assurément, quand elle sera vaincue, nous pouvons nous y attendre, elle protestera de son innocence. Elle essaiera de nous attendrir en criant : « Kamerad! » et en déclarant, le livre *J'accuse!* en mains, qu'elle a été trompée par ses gouvernans. Comme si les peuples n'avaient pas les gouvernemens qu'ils méritent, et comme s'ils n'étaient pas jamais trompés que par eux-mêmes! Pour accueillir comme il conviendra ces protestations tardives, il suffira de nous demander combien de voix se seraient élevées pour les faire entendre dans une Allemagne victorieuse? Que l'on calcule combien d'Allemands, depuis quarante-quatre ans, ont désapprouvé l'annexion de l'Alsace-Lorraine, ou la falsification de la dépêche d'Ems (1). La vérité est qu'il y a toujours eu dans l'âme allemande un fonds de brutalité et de voracité qui faisait souvent craquer le mince vernis de bonhomie, de vague idéalisme, dont il était recouvert. Grisé par ses victoires, par la réussite de sa fortune matérielle, par les théories de ses philosophes, par les discours de son Empereur, le peuple allemand s'est cru le peuple élu de Dieu pour « organiser » l'univers. Grisé à son tour par son

(1) L'auteur de *J'accuse!* lui-même, dans son admiration, peut-être excessive, pour le « géant » Bismarck, — dont Guillaume II est le continuateur, plus qu'on ne le veut bien dire, — ne désavoue pas ces deux actes, bien qu'il reconnaisse que l'annexion de l'Alsace-Lorraine « n'a valu jusqu'ici à l'Allemagne que des difficultés, et aucun avantage. » Et il condamne lui aussi, tout comme M. de Bethmann-Hollweg, mais au nom de théories pacifistes, le système de l'équilibre européen.

peuple, Guillaume II s'est laissé convaincre qu'il n'avait qu'à le vouloir pour obtenir l'empire du monde. En déchaînant la guerre, il a libéré tous les vieux instincts de sa race qui sommeillaient chez les uns et qui, chez les autres, se traduisaient en formules âprement impérialistes. Il n'aurait point brusquement réalisé l'unanimité de 70 millions d'hommes, si cette guerre de proie n'avait pas répondu aux aspirations héréditaires de tout un peuple.

Ces tristes constatations, on ne peut demander à un Allemand de les faire, eût-il même la liberté d'esprit dont témoigne l'auteur de *J'accuse!* Pour leur donner d'ailleurs tout leur poids, il aurait fallu insister longuement sur la manière dont l'Allemagne a conçu et pratiqué la guerre qu'elle avait allumée. L'écrivain allemand en a-t-il eu obscurément conscience? A-t-il senti que, s'il descendait au détail des faits et des pratiques de guerre, il serait amené à aggraver le cas de ses compatriotes, à rendre plus lourdes leurs responsabilités collectives, et, par une sorte de pudeur patriotique bien excusable, a-t-il voulu abréger son réquisitoire? Le fait est qu'après avoir longuement parlé du « crime » allemand et des « antécédens du crime, » il passe très rapidement sur « les conséquences de l'acte, » à savoir sur la guerre elle-même. Il a sans doute reculé devant le dénombrement des innombrables violations du droit des gens dont l'Allemagne officielle et le peuple allemand se sont rendus coupables depuis quinze mois; il lui en eût coûté d'avouer que son pays s'est déshonoré par une série d'actes qui nous reportent à la barbarie primitive. Mais toute sa discrétion ne l'empêche pas de citer et de commenter tristement un article du *Jauers'che Tageblatt* où, sous le titre de : *Un jour d'honneur pour notre régiment, 24 septembre 1914*, un sous-lieutenant raconte les effroyables traitemens que ses soldats ont infligés aux blessés français. Il s'indigne que ces hauts faits, qui ont eu l'approbation admirative du prince Oscar de Prusse, soient célébrés « comme des actes héroïques louables » et soient « reproduits à la place d'honneur dans la feuille du district. » Et il ajoute : « Il est possible qu'on ait commis des brutalités dans l'autre camp : lorsque la brute est déchaînée dans l'homme, il ne faut pas s'étonner des brutalités qu'il commet; *mais j'ai vainement cherché dans la presse étrangère la publication d'* « *exploits* » *héroïques comme ceux-là...* » Voilà,

n'est-il pas vrai? un aveu qu'il n'est pas inutile de recueillir.

Nous ne suivrons pas maintenant l'auteur de *J'accuse!* dans ses considérations finales qui tiennent de la prophétie, ou de la rêverie. S'il ne croit pas à la victoire allemande, que « la brillante stratégie de Joffre, *le Moltke français,* » a rendue impossible, il ne croit pas davantage au triomphe des Alliés, et il s'accommoderait volontiers d'une sorte de paix blanche qui laisserait toutes choses en l'état. Il rêve aussi pour l'avenir d'une « alliance pacifique des peuples libres. » Mais comme il se rend fort bien compte qu'un pareil accord est impossible avec un État qui, comme l'Allemagne, « viole ses engagemens » et qui, d'ailleurs, « au point de vue politique, *n'a pas dépassé le niveau des hommes des bois,* » il appelle de ses vœux, pour son pays, une réforme politique qui lui permette de prendre sa place dans le chœur de « l'humanité civilisée. » Et c'est, peut-être à son insu, pour hâter cette réforme, qu'il a cru devoir charger le gouvernement allemand de tous les « crimes » de l'Allemagne; et c'est, en tout cas, pour la précipiter, qu'il a écrit son livre. Hélas! il nous faudra bien des livres comme celui-ci pour nous prouver que l'Allemagne n'a jamais cessé d'être une nation sensée et pacifique.

En attendant, la brochure de M. Émile Prüm et le livre *J'accuse!* constituent, chacun dans son genre, un formidable réquisitoire contre l'Allemagne, un réquisitoire dont les auteurs ne sauraient être accusés de prévention pour la cause adverse, et un réquisitoire tel qu'on n'en saurait même concevoir un semblable dirigé contre l'un quelconque des Alliés. Voit-on M. Prüm formulant d'aussi graves accusations, fût-ce même contre la France anticléricale, qu'il n'aime pourtant guère? Et voit-on surtout un Français, un Russe, un Anglais ou un Italien écrivant le livre *J'accuse!* contre le gouvernement de son pays? Et, s'il en est ainsi, Russes, Anglais, Italiens et Français ont le droit de dire aux autres peuples, spectateurs impartiaux et neutres de la grande lutte qui met aux prises deux civilisations différentes, ou plutôt la civilisation même et « la grande Barbarie : » « Comparez, jugez, et choisissez. »

VICTOR GIRAUD.

REVUE DRAMATIQUE

LE THÉÂTRE INDÉSIRABLE

J'appelle ainsi le théâtre que nous désirent nos pires ennemis, celui qu'ils se sont efforcés par tous les moyens de cultiver chez nous et qui doit disparaître de la scène française, balayé par la guerre et par son grand souffle purificateur. Qu'un tel théâtre se soit développé en des proportions singulières, c'est un fait dont quelques-uns se sont alarmés, auquel beaucoup ont assisté avec insouciance, mais que nul n'a contesté. Bien entendu, il ne s'agit pas de faire à l'ensemble de notre production dramatique, telle qu'elle se présentait à la veille de la guerre, un procès de tendances, et c'est une idée qui ne peut venir à l'esprit de personne. Mais, à côté d'œuvres fortes ou légères, qui sont l'honneur ou la grâce de notre scène, et qui, en ces dernières années, ne lui ont pas fait défaut, nous en avons eu d'autres qui ont brillamment réussi et dont chaque succès était un échec pour le pays. Un théâtre qui abaisse le niveau moral d'un peuple en flattant ses instincts les moins nobles et le discrédite en colportant sa caricature, sous prétexte de peindre ses mœurs, aurait dû crouler sous les sifflets. Mais on ne sifflait plus, au théâtre ni ailleurs; et, au théâtre comme ailleurs, notre longanimité était sans limites. Une cruelle expérience nous en a révélé le danger. Elle nous a fait apercevoir, dans une illumination soudaine, sous quelles formes multiples se poursuivait chez nous une œuvre de désorganisation dont bénéficiait l'étranger. Dans cette vaste entreprise, le théâtre indésirable faisait sa partie. C'est pourquoi, estimant avec beaucoup de Français qu'il importe de prendre dès maintenant nos

sûretés contre lui, j'essaierai de donner ici son signalement, à toutes fins utiles.

L'occasion m'en est fournie par un volume qui vient de paraître : *Le théâtre de demain* (1). MM. Guillot de Saix et Bernard Lecache ont posé à un certain nombre de personnes qualifiées cette question : « Quel sera le théâtre de demain? » Ils publient les réponses qui leur ont été envoyées. Est-il besoin de faire remarquer, puisque MM. Guillot de Saix et Bernard Lecache en conviennent tout les premiers, que la question, telle qu'ils l'ont posée, est mal posée, et faute d'un peu plus de précision, ne comporte pas de réponse? Ce que sera le théâtre de demain, nul n'en sait rien et n'en peut rien dire : cela dépend de trop de conditions dont nous ne pouvons encore mesurer l'influence, et pour cause. Quand même nous aurions en mains toutes les données du problème, il resterait à compter avec cette coquetterie que met la réalité à déjouer nos prévisions. Allons-nous, à peine les hostilités terminées, assister, comme plusieurs nous en menacent, à une surproduction de vaudevilles? La France aujourd'hui si grave, si noblement recueillie, dont l'attitude fait l'admiration du monde, va-t-elle être prise d'un immense fou rire et d'un incoercible besoin de se désopiler la rate? Aura-t-elle, au contraire, repris le goût des œuvres sérieuses, des pensées fortes et élevées? Encore une fois, nul n'en peut rien savoir et tout ici n'est que vaine hypothèse.

Il ne s'ensuit pas que la question soit sans intérêt et sans portée. Et d'abord, je m'élève de toutes mes forces contre le doux fatalisme de quelques-uns parmi les correspondans de MM. Guillot de Saix et Bernard Lecache. D'après ces esprits transcendans, la crise terrible que traverse la France n'aura sur les tendances de notre littérature dramatique aucune action, car les plus grands événemens de l'histoire générale ne modifient pas l'histoire littéraire, et en tout cas nous n'y pouvons rien. Ils l'affirment, mais ils se trompent. Quand il serait vrai que ni les guerres de l'Empire, ni la guerre de 1870, n'ont influé sur notre scène, comment tirer de ces « précédens » une conclusion qui s'applique à la guerre actuelle ? Pour la première fois, le pays tout entier a été atteint : unanime dans l'effort et dans le sacrifice, il a été tout entier à l'épreuve et à l'honneur : au lendemain de la guerre, il n'y aura presque pas une famille en France qui ne soit en deuil et qui ne vive dans la pensée de ce deuil glorieux. Mais il n'est aucunement

(1) Guillot de Saix et Bernard Lecache *Le théâtre de demain*, 1 vol. (Éditions de « La France »).

exact que les crises de notre histoire aient été sans effet sur le renouvellement de notre littérature. De la Révolution et de l'Empire est sortie l'éclosion lyrique de 1830. Nos désastres de 1870 se sont traduits, au théâtre comme dans le roman, par le naturalisme et le pessimisme de 1885. Ceux qui ne constatent pas de changement, c'est qu'ils ne regardent pas assez longtemps. Ils comptent par années, quand il faudrait compter par périodes. L'opérette du second Empire continue de se trémousser dans une France à peine échappée à l'invasion étrangère et à la guerre civile ; oui, mais c'est qu'il ne suffit pas d'une année pour transformer l'atmosphère d'une littérature : même au théâtre, on ne procède pas par changemens à vue. Cette fois encore, les fournisseurs attitrés de notre scène y reparaîtront à peu près tels que nous les avons connus : ils continueront d'y apporter les mêmes habitudes d'esprit que par le passé, — car ils sont le passé, et déjà combien lointain ! Mais derrière eux une autre génération se prépare dont l'âme intacte s'emplit silencieusement d'émotions, de spectacles, de sentimens profonds, douloureux, sublimes, riche matière d'où le temps pourra faire jaillir un art vraiment nouveau. C'est en elle que nous mettons toutes nos espérances : peut-être, dans l'histoire des lettres, portera-t-elle le nom de la « génération de 1930. »

Ne laissons pas dire que nous ne pouvons rien pour elle, excuse commode à qui ne veut rien faire. En attendant l'heure encore éloignée de son éclosion, nous pouvons tout au moins lui faire la place nette. Prétendre que nous soyons réduits à assister en spectateurs impuissans aux transformations de la littérature, faire dépendre uniquement d'un principe interne le développement des genres, c'est être dupe des mots et réaliser une abstraction. Les genres n'existent pas en eux-mêmes : ce qui existe, ce sont les idées et les sentimens de ceux qui écrivent, en accord avec les idées et les sentimens de ceux pour qui ils écrivent. Comment expliquer le mouvement artistique, si l'on néglige ce qui en est le facteur essentiel : le goût, les désirs, les aspirations, la volonté du public ? Chaque fois qu'une nouvelle forme d'art vient à se produire, elle était depuis longtemps réclamée par la société dont elle traduit le rêve, qui la portait en elle et qui la reconnaît. Les discussions théoriques en précisent l'image. Tout au moins servent-elles à consommer la ruine des formes vieillies, à débarrasser le terrain des débris qui l'encombrent et risquent d'étouffer les jeunes pousses. Dès le XVIIIe siècle, la tragédie était morte : il restait à la tuer. Ainsi en est-il pour certaines

parties du théâtre d'hier. Si nous ignorons ce que sera le théâtre de demain et si nous hésitons sur ce qu'il devra être, nous savons à n'en pas douter ce qu'il ne doit plus être.

Il ne doit plus être consacré exclusivement aux petites drôleries de l'adultère. C'est un point sur lequel tout le monde s'accorde avec une touchante unanimité : il n'y a qu'un cri. Nous en avons assez et plus qu'assez, nous sommes saturés, écœurés des pièces, ou plutôt de *la* pièce sur le sempiternel ménage à trois. Car c'était toujours la même pièce, arrangée, retapée, raccommodée, rapetassée et toujours plus vieille à chaque rajeunissement, plus usée et montrant davantage la corde. De là cette impression de monotonie et de déjà vu qu'on éprouvait si souvent au théâtre. La toile se levait, et d'abord on concevait quelque espoir; mais voici que le sujet de la pièce se dessinait; il était celui que vous savez : c'était à pleurer. De là aussi ce peu d'intérêt que présentaient tant de pièces, cette pauvreté d'idées, cette indifférence à tout ce qui occupe, inquiète, alarme, enthousiasme une société. A l'alcôve se limitait leur univers. Vous me direz : « C'est la tradition, nous sommes en pays gaulois. » Quelle erreur ! Cette importance que nous attachons à l'adultère est précisément au rebours de notre tradition. C'était la règle, en pays gaulois, de n'en pas faire tant d'affaires. On en riait, entre hommes, on s'en gaudissait entre bons raillards, on se régalait de détails cyniques et de mots crus. Après quoi, et le juste cours donné à une gaieté déshonnête, on parlait d'autre chose. Au théâtre, nous ne parlons pas d'autre chose. Cela date des romantiques. Ils ont été admirables pour tourner au drame les situations qui jusque là semblaient surtout comiques, et changer, pour peu qu'ils eussent du génie, *l'École des Femmes* en *Hernani* et *les Précieuses ridicules* en *Ruy Blas*. Ils venaient de découvrir la passion : ils en mettaient partout. C'est avec eux que le drame d'adultère s'est emparé de notre scène, qu'il a transformé notre comédie, envahi et faussé tous les autres genres. Le romantisme a passé, l'adultère est resté. Tour à tour élégant, sentimental, ironique, triste ou gai, il est devenu le tout de notre scène, pour la plus grande commodité des auteurs, dispensés de se mettre enfr ais d'invention, et pour le plus grand détriment de notre art dramatique, condamné à repasser sans cesse dans la même ornière.

Le malheur est que beaucoup de gens nous jugent sur notre théâtre. Qu'ils y mettent de la bonne volonté, cela est possible. Qu'ils s'empressent d'accueillir le témoignage qui nous est défavorable, je n'en doute pas et j'y reviendrai. Il reste que ce témoignage qui nous

accuse est le nôtre : ce sont les Français peints par eux-mêmes. A voir que dans la plupart des pièces écrites chez nous, représentées devant nous et applaudies par nous, les maris sont uniquement occupés à tromper leurs femmes et les femmes à tromper leurs maris, les étrangers peuvent croire que la vie de foyer n'existe plus dans notre pays et qu'il n'y a plus d'honnêtes femmes en France. Il est vrai seulement qu'il n'y en a guère sur notre théâtre.

Nous avons des peintres de mœurs pleins de talent, qui se sont fait une spécialité de peindre exclusivement les mauvaises mœurs. Je sais bien ce qu'ils pourraient répondre : que la comédie s'est, de tout temps, attaquée aux travers et aux vices, et qu'ils font leur métier d'auteurs comiques. N'a-t-on pas imaginé, ces jours-ci, pour excuser une reprise de *l'Assommoir*, de la présenter comme un épisode de la lutte contre l'alcoolisme? Rendons-leur cette justice qu'ils ne recourent pas à d'aussi piètres argumens. Ils avouent, — dirons-nous : de bonne grâce? — que, s'ils peignent les mauvaises mœurs, c'est qu'elles sont plus faciles à peindre que les autres, le spectacle de la vertu n'ayant par lui-même rien d'excitant, et qu'elles amusent davantage le public. Donc ils s'appliquent à ces tableaux de corruption : ils soignent, ils raffinent, ils fignolent.

Les deux dernières nouveautés en ce genre ont été le « théâtre violent » et le « théâtre morbide. » Pour ce qui est du premier, la genèse s'en explique d'une façon curieuse, à laquelle peut-être n'a-t-on pas fait assez attention. Le vieux mélo, celui qui jadis fit les beaux jours du boulevard du Crime, est passé de mode, et le détestable drame policier ne l'a remplacé qu'en partie. Mais les genres ne meurent pas, ils se transforment. Le mélodrame a reparu dans un autre cadre et sous un autre costume. Il a emprunté le décor de la comédie, et ç'a été toute la différence. Nous avons retrouvé tout son personnel, escrocs, forbans, faussaires, tricheurs, voleurs et assassins, avec la mentalité, les gestes et le langage spéciaux à ce gibier de potence. Seulement, tandis qu'autrefois on nous les donnait pour ce qu'ils étaient, rôdeurs et chourineurs, on nous les présente maintenant comme gens du monde. On les a tirés des bas-fonds où ils grouillaient, pour les faire émerger à la surface la plus brillante. Ils étaient le rebut de la société, ils en sont devenus la fleur. Cette transposition est un audacieux défi à toute vraisemblance et à tout bon sens ; mais elle prête à des effets faciles : dans un milieu de vie élégante, découvrir soudain des mœurs que désavoueraient les crocheteurs, cela saisit par la vivacité et l'imprévu du contraste. Cela secoue les

nerfs. On n'est pas ému, mais on est remué, bousculé, assommé. On a la sensation d'être pris à la gorge, ce qui, d'ailleurs, pour les personnages de ce théâtre, est un geste familier.

Encore le théâtre à coups de poing se borne-t-il à nous choquer par sa brutalité. L'air qu'on respire dans le théâtre morbide est littéralement un danger pour la santé publique. Que l'extrême civilisation ait ses tares; qu'elle engendre, soit par l'abus du bien-être, soit par l'excès de complication et par le surmenage de notre vie inquiète, une sorte d'épuisement nerveux, c'est un phénomène bien connu. Il fournit les maisons de santé d'une clientèle généralement riche ou aisée. C'est cette clientèle qui a débordé sur notre théâtre. Détraqués, névrosés de tout sexe et de tout âge, dilettantes à la recherche de sensations rares, blasés à la poursuite de la secousse qui réveillera leurs sens engourdis, malades de la volonté, anormaux, excentriques, ceux des sentimens pervertis et ceux des jouissances paradoxales, victimes innocentes de fatalités héréditaires, ou coupables meurtriers d'eux-mêmes et auteurs responsables de leur propre déchéance, opiomanes et morphinomanes, asthéniques et neurasthéniques, vicieux et maniaques, ils se sont échappés de leurs lugubres asiles pour envahir nos scènes les plus pimpantes. Or tandis que, dans la vie réelle, ces pauvres êtres sont, le plus souvent et autant que possible, enfermés, au théâtre on nous les montre en liberté. Et tandis que, dans les livres de pathologie, l'étude que leur consacre le spécialiste se défend par la sévérité de l'exposé technique, le théâtre entoure, orne, embellit leur cas de tout son prestige et de toutes ses séductions. Grave imprudence pour le moins, s'il est vrai que chacun de nous porte en soi un germe de folie auquel il ne manque, pour se développer, qu'une occasion ou un encouragement.

Je ne dirai rien des théories, qui parfois se sont cyniquement étalées à la scène, tout ce qui est doctrine exposée *ex professo* n'ayant ici qu'une importance secondaire. Les petites anarchistes que nous avons vues, ces années dernières, s'avancer vers le trou du souffleur, pour y clamer qu'elles voulaient vivre leur vie, ont généralement semblé ridicules encore plus qu'odieuses. C'est par son atmosphère morale qu'un théâtre exerce son influence, par l'esprit partout répandu, qui court sous le dialogue, s'insinue à la faveur d'une réplique heureuse, et parfois se résume en une formule savamment préparée. Cet esprit, dans les plus parisiennes de nos pièces, est celui d'un égoïsme foncier, d'autant plus irréductible qu'il est plus tranquille. Il n'est ni compliqué, ni inquiet; il n'a rien de commun

avec cet individualisme agressif qui, dans le drame ibsénien, élève contre la société la revendication de l'idéal. Il ne procède d'aucune philosophie : il est d'ordre uniquement pratique. Il consiste à demander à la vie le maximum de jouissances contre le minimum de sacrifices. Prendre son plaisir pour règle souveraine, s'y attacher avec un doux entêtement, écarter tout ce qui pourrait contrarier, troubler, gêner cet épicurisme convaincu, s'abstraire de tout souci qui aurait le bien d'autrui pour objet, fuir toute responsabilité, craindre tout effort, déployer mille ressources et jusqu'à de l'énergie pour protéger sa mollesse, son insouciance et sa veulerie, tel est le programme.

Le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'il manque d'élégance. Il nous a valu de tristes héros. Il y a quelques années, les réformateurs du théâtre ont violemment réclamé contre le rôle du « personnage sympathique. » Leur protestation a été entendue, leur souhait a été réalisé et au delà. On ne peut songer sans un peu de honte à ce qu'est devenu le type du jeune premier, du Don Juan, du séducteur aimé de toutes les femmes. De Scribe à Augier, la comédie du XIXe siècle avait pris pour enfant gâté le fils de famille libertin, mais honnête, l'irrésistible propre à rien, mauvais sujet mais bon cœur. Je ne le défends pas; seulement, celui qui l'a remplacé me le fait regretter. Car il ne vaut pas mieux et il est plus déplaisant. Il a les mêmes défauts, sans rien qui les lui fasse pardonner. Jamais un mot qui vienne du cœur, jamais un mouvement désintéressé, jamais un sentiment chevaleresque. Toutes les femmes raffolent de lui, c'est leur affaire. A leurs brutales et brèves liaisons faut-il encore appliquer les vieux mots d'amour et de trahison ? Dans la comédie nouveau style, on se « prend » et on se «plaque. » Car la qualité des sentimens se traduit par celle des manières et du langage. Naguère, assure-t-on, le théâtre fut l'école de la politesse : les jeunes gens y allaient pour compléter leur éducation, pour apprendre de quel air on se présente dans un salon, sur quel ton il convient de parler à une femme, de quelles fleurs s'enguirlande une déclaration qui veut se faire accepter. Élégances désuètes et galanterie d'antan, qu'a remplacées l'art de traiter les femmes comme elles le méritent.

A s'abaisser ainsi et descendre parfois jusqu'à la trivialité, le dialogue a-t-il gagné en naturel? Toute la question est de savoir où vous prenez vos modèles. Quelques-uns vont les chercher jusque sur les boulevards extérieurs : nous avons eu des pièces entièrement écrites en argot. Ce qui est infiniment regrettable, c'est que par

le voisinage elles influent sur les autres. Des comédies, charmantes par ailleurs, sont émaillées de termes que jadis les honnêtes gens laissaient aux poissardes. Un exemple entre mille. Dans la préface de *l'Étrangère*, pour prouver qu'au théâtre suggérer vaut mieux que dire, Alexandre Dumas cite un effet de scène créé par Frédérick Lemaître. C'était dans *Kean*, à l'instant où pressé d'entrer en scène, parce que le public s'impatiente, Kean répond à l'avertisseur : Qu'est-ce que ça me fait, à moi? « Que faisait Frédérick à ce mot-là? Il prenait une chaise, il la brisait sur le sol, et il s'écriait : Qu'est-ce que ça me f... ait, à moi? De l'inquiétude que, pendant une demi-seconde, le public avait eue que l'acteur prononçât le mot qui lui venait aux lèvres, du soulagement qu'il éprouvait à ne pas l'avoir entendu, il résultait un effet immense que non seulement le mot vrai n'eût jamais pu atteindre, mais qui eût été en sens contraire. Là où il y eut applaudissemens, il y aurait eu sifflets et sifflets mérités. » Le mot que Dumas père, fabricant de romans populaires et de mélodrames, n'osait pas mettre sur les lèvres d'un acteur, il n'est plus de scène aujourd'hui où on ne le prononce en toutes lettres; est-ce lui qui a gagné en dignité? est-ce le dialogue qui a perdu en distinction?

Drames, comédies et vaudevilles de l'adultère, pièces de mauvaises mœurs, de mauvaises manières, de mauvais langage et de mauvais ton, comment ce théâtre indésirable s'est-il introduit chez nous? Avec quelles complicités et à la faveur de quels encouragemens? Il n'est pas très difficile de le deviner. L'adage de droit, *Is fecit cui prodest*, a toujours son application. A ce propos, on commet couramment une grave méprise. Ceux mêmes qui s'élèvent avec le plus de vigueur contre l'influence étrangère au théâtre, se bornent à rappeler, avec un dépit justifié, mais naïf, que nous avons joué les pièces des Hautpmann et des Sudermann et qu'ils nous en ont récompensés en signant le manifeste des intellectuels. Mais leurs *Tisserands*, leurs *Hannele Mattern* et autres plates productions, quelque bruit qu'on ait fait autour d'elles, n'ont eu qu'un nombre de représentations infime. L'influence même des pièces d'Ibsen sur notre littérature dramatique a été à peu près nulle. Ce n'est pas de cette manière, c'est par d'autres procédés beaucoup plus efficaces, plus subtils et plus sûrs que s'exerce la mainmise de l'étranger sur notre scène. J'en appelle à l'expérience récente de tous les amateurs de théâtre. Combien de fois n'ont-ils pas constaté que leurs voisins de loge ou de fauteuil, et surtout dans les salles les plus à la mode, parlaient toutes les langues, hormis le français? Cette foule cosmopolite, qui vient

à Paris pour s'amuser et, rentrée chez elle, nous dénigrer tout à son aise, est plus maîtresse dans nos théâtres que nous-mêmes. Elle dépense sans compter; c'est elle qui est cause de la folle augmentation du prix des places ; elle a ainsi expulsé peu à peu la clientèle française qui se recrutait en majorité dans la classe moyenne où l'on est forcé à l'économie. Elle compose, en grande partie, ce « public payant » dont les auteurs, les directeurs et même les critiques ne parlent qu'avec respect, et dont il est convenu que les décisions sont sans appel. Elle fait le succès parisien. Reste à décrocher le succès mondial. Car une pièce est un article d'exportation : si elle ne part pas pour son tour du monde, l'affaire est manquée. Nous aurons beau la porter aux nues : le suffrage qui compte est celui de l'agent théâtral exotique. Donc elle va, après en avoir déjà subi à Paris le contrôle, retrouver l'opinion étrangère à l'étranger. Pour la contenter, elle n'a qu'un moyen : la refléter. Quand nous nous plaignons, comme je le faisais tout à l'heure, que nos pièces influent sur la façon dont nous jugent les étrangers, nous sommes bons princes. C'est ce jugement qui par avance a influé sur des pièces destinées à lui être soumises. Nos ennemis et quelques neutres sont intéressés à croire que la France est dégénérée : ils vont aux pièces qui peignent une France telle qu'ils la souhaitent. Je crois que sur ce sujet, — et il domine toute la question, — la vérité a été dite par M. Gomez Carrillo qui, dans le *Théâtre de demain*, tient l'emploi de paysan du Danube, quoique espagnol. « Mais c'est vous, écrit-il, messieurs les auteurs dramatiques, qui avez forcé les étrangers à croire à une France sans grandeur. Maintenant même, en pleine épopée, dans le moment le plus sublime peut-être et assurément le plus héroïque de l'histoire de votre pays, quand le cœur de la nation palpite du même élan magnifique, je ne vois que le théâtre qui continue à tâcher de faire voir une France où, pour mériter la Légion d'honneur, il faut, avant tout, avoir une jolie femme. Car n'oubliez pas que *Jalousie* de M. Sacha Guitry est une pièce de 1915 et que bientôt elle fera le tour du monde, pour montrer aux hommes d'Amérique, d'Afrique et d'Asie ce que c'est que la France du temps de la guerre. » Il se peut que M. Gomez Carrillo aime beaucoup la France : assurément il n'aime pas nos auteurs dramatiques. Il les tient pour incorrigibles. Il affirme que la dure leçon d'aujourd'hui aura été pour eux non avenue, et qu'ils recommenceront comme par le passé. Nous verrons bien.

Au lendemain de la guerre, nous serons entre nous. Bien sûr les

hôtes suspects recommenceront à rôder et tâter le terrain pour tâcher d'y reprendre pied. Mais nous ferons bonne garde. Le souvenir du péril récent nous aura fait reprendre conscience de nous-mêmes. J'ai le ferme espoir que désormais le public saura se défendre et qu'il connaîtra sa force. Car tout dépend de lui : d'où vient qu'au lieu de faire la loi, il la subisse? Mais si le Français est difficile à gouverner, à coup sûr, ce n'est pas au théâtre. On l'exploite, on le gêne, on le vexe de mille manières : c'est l'homme battu et content. Depuis la buraliste sans aménité qui lui tend son coupon comme on envoie un paquet de sottises, jusqu'à l'ouvreuse qui réquisitionne impérieusement le chapeau des dames, tous le traitent en ennemi. Il a la passion du théâtre : il se résigne. La pièce qu'il est enfin admis à entendre est-elle, d'un bout à l'autre, une dérision de tout ce qu'il respecte, n'espérez pas de lui un mouvement de révolte. Il sort de là ahuri, mécontent, un peu honteux... et prêt à revenir : plutôt que de rester chez lui, il accepte tout ce qu'on veut bien lui donner. Que ce public français, si intelligent, si fin, d'un goût si délicat, se soit laissé faire si docilement, c'était encore un effet de l'universelle nonchalance qui nous gagnait. Mais nous avons été à une rude école. Nous avons rappris, à nos dépens, que tout se tient. Un peuple qui a reçu un si terrible avertissement, serait bien coupable si, à l'avenir, il ne se montrait pas plus exigeant sur la qualité de ses plaisirs.

A nous critiques de l'y aider, en le renseignant. Avouons-le, c'est une partie de notre tâche que nous n'avons pas toujours remplie comme il aurait fallu. Nous redoutions par-dessus tout d'encourir le reproche de pédantisme et de sévérité excessive : nous préférions pécher par excès d'indulgence. Nous craignions tantôt de blesser une amitié, et tantôt de froisser une vanité. Ainsi nous avons donné l'exemple de la complaisance : le public n'a fait que suivre. Quand il trouve, sous la plume d'écrivains chargés de le guider, l'éloge d'une ineptie, que voulez-vous qu'il fasse? Il écarquille les yeux, comme le spectateur de la fable qui voyait bien quelque chose, mais ne distinguait pas très bien. Or, à exercer notre métier avec plus de franchise, sinon de rudesse, ce n'est pas seulement au public que nous rendrions service, mais autant, pour le moins, aux auteurs; nous leur prêterions aide et assistance ; nous les défendrions, car ils ont besoin d'être défendus, — contre eux-mêmes d'abord, comme tout le monde, — et ensuite contre une puissance redoutable, oppressive, tyrannique et bien moderne : l'argent.

Ils sont des écrivains, partant des artistes : et ils trouvent devant

eux, au-dessus d'eux, des industriels qui, bon gré mal gré, les entraînent dans leurs combinaisons! C'est un grand scandale. Je sais beaucoup de gré à M. Maurice Donnay de le signaler en termes véhémens. « Je me prononce nettement, dit-il, contre toute œuvre dramatique où apparaît le seul souci de l'argent à gagner, soit de la part de l'auteur, soit de celle du directeur; contre le théâtre d'affaires, contre ce théâtre vicié et corrompu par le besoin de paraître et le désir de bénéfice acquis à n'importe quel prix, qui furent le grand mal de ces derniers temps. Et je conclus en souhaitant que le théâtre de demain ne soit pas considéré comme une simple entreprise financière. » Telle est cette plaie de l'argent qui corrompt l'art comme les mœurs. L'entrepreneur de spectacles impose à l'auteur de fâcheuses concessions. Une réclame savamment organisée obsède le public. L'écrivain a cette humiliation de voir son œuvre vantée comme le dernier produit pharmaceutique et recommandée au client par les mêmes procédés que n'importe quelle marchandise. A ce mal qui allait chaque jour grandissant nous n'apercevions pas de remède. La guerre est survenue. Dans les conditions économiques toutes nouvelles où se trouvera la société, les affaires de la spéculation théâtrale iront mal. Ce n'est pas de ces affaires-là que nous encouragerons la reprise.

Est-il besoin de dire, après cela, que nul ne songe à imposer au théâtre une esthétique morose et à gêner sa liberté? La critique n'est pas la censure. Bien plutôt le théâtre aura besoin d'être élargi. Il est frappant de voir, en effet, à quelle étroitesse il était arrivé, à force de tourner toujours dans un même cercle qui allait sans cesse en se rétrécissant. Combien de genres il avait laissé périr, et de combien de ressources il s'était privé! Hors de l'actualité, il ne connaissait pas de salut. Abandonné le genre historique qui, sous les noms de tragédie ou de drame, avait si longtemps défrayé notre scène et auquel un Sardou avait fini par se consacrer entièrement. Disparu le genre romanesque, qui nous transporte pour un soir dans un monde moins imparfait que le nôtre, où une humanité meilleure bénéficie de chances plus heureuses. Si encore cet exil du rêve et cette proscription de la fantaisie avaient profité à l'observation! Rien n'est mieux dans le sens de notre tradition que la comédie de mœurs. Mais on s'était déshabitué de l'observation directe : la plupart des fantoches que nous voyions s'agiter sur notre scène n'avaient rien à nous apprendre sur nous-mêmes et sur une société où ils n'avaient pas vécu; ils avaient été fabriqués de toutes pièces d'après les der-

nières conventions usitées entre cour et jardin ; la peinture fidèle de la réalité avait cédé la place à un poncif désenchanté et amer. Tragédie historique, comédie romanesque et comédie de mœurs, toutes ces formes de l'art dramatique sont chez nous nationales. Quant à la comédie simplement comique, amusante, plaisante et dont l'unique objet est de nous arracher pour un temps à nos soucis, elle sera toujours la bienvenue ! Tout ce que nous lui demandons, c'est que le rire y rende un son bien français. Aujourd'hui, en pleine tourmente, on joue *la Cagnotte* et *Bébé :* nul n'y trouve à redire. Combien de pièces, plus récentes, dont la reprise serait un scandale ! Nous ne proscrivons pas la gaieté, pourvu qu'elle soit franche et saine.

La santé ! Le pays l'a reconquise : que sa littérature, elle aussi, y renaisse ! Qu'elle revienne aux qualités qui lui ont valu si longtemps un succès dont elle pouvait être fière : l'élévation des sentimens, la générosité des idées, mais aussi le goût, la politesse de l'esprit, la délicatesse du langage ! Comme le remarque très justement M. Adolphe Brisson, au cours de la Préface qu'il a mise au *Théâtre de demain*, « si l'autorité des dramaturges français fut incontestée, si leur gloire a rayonné en tous lieux, ce n'est pas uniquement parce qu'ils ont produit de belles œuvres, mais parce que ces œuvres apportaient au monde l'expression d'une vie morale supérieure. » C'est cela même. Il ne s'agit pas d'infliger au public un théâtre moralisateur, mais de restituer à notre scène la dignité qui est celle de notre vie et de notre culture françaises. Depuis quatorze mois, nos enfans et nos frères luttent pour sauver de la destruction et conserver à l'humanité cette culture directement visée par la ruée des Barbares. N'acceptons pour nôtres que les œuvres qui en reproduisent l'image ! Répudions un art qui trahit notre idéal ! Dans tout ce qui dégrade, abaisse, corrompt, reconnaissons un esprit qui ne souffle pas de chez nous, et refusons d'accueillir l'hôte indésirable !

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

LES MÉTHODES PÉDAGOGIQUES ALLEMANDES JUGÉES PAR UN PROFESSEUR ANGLAIS

The Soul of Germany, par Thomas F. A. Smith, 1 vol. Londres, 1915.

Il n'y a guère plus d'un siècle que l'Allemagne s'est dégagée de l'état de servage ; et c'est pour une race aussi manifestement éloignée de sa pleine maturité que l'on a édifié un ample système d'instruction publique, chargé de l'approvisionner d'une foule de connaissances diverses, sans aucun égard pour l'aptitude propre de l'individu à recevoir et à s'assimiler ces connaissances. Tout Anglais comprend d'instinct combien il serait insensé de vouloir donner l'éducation de notre collège d'Eton et de notre Université d'Oxford au premier venu des enfans de nos villages ou de nos faubourgs : or, c'est là, bien exactement, ce qu'a fait l'Allemagne depuis près d'un siècle pour la masse entière de ses enfans. L'édifice de son appareil pédagogique est à la fois trop somptueux et trop lourd pour ses fondemens ; et le résultat en est que toute la nation allemande, individuellement et collectivement. se trouve aujourd'hui souffrir d'un excès de science, faute pour elle d'avoir le « caractère, » la force d'âme personnelle, qui serait nécessaire pour y faire contrepoids. Ou bien encore, suivant une expression familière anglaise, toute l'Allemagne d'aujourd'hui se trouve souffrir d'une « enflure de tête. »

Ces quelques lignes forment la conclusion d'une très intéressante série de chapitres consacrés par un éminent professeur anglais, M. Thomas Smith, à la peinture des nouvelles méthodes pédagogiques d'outre-Rhin ; et je dois ajouter que bien peu de témoignages avaient autant de chances de nous apparaître dûment autorisés, en semblable matière, que celui de cet ancien étudiant d'Oxford devenu ensuite *privat docent* de littérature anglaise à l'Université d'Erlangen, où il n'a point cessé d'observer de très près, et par le dedans, la vie

intime de l'école allemande à tous ses degrés. De telle sorte que force nous est de croire M. Thomas Smith lorsqu'il nous affirme, — ou, pour mieux dire, nous prouve, — que nulle autre école ne pouvait être mieux faite que celle-là pour stimuler, au fond de l'âme allemande, les plus graves défauts naturels de la race, et notamment ceux de ces défauts qui ont valu déjà depuis un an, à nos agresseurs, la cruelle série de déboires que l'on sait. Car si l'auteur anglais a négligé de nous apprendre jusqu'à quel point il est vrai que c'est au maître d'école prussien qu'est revenu jadis le principal mérite de la victoire de Sadowa et de celle de Sedan, du moins nous montre-t-il assez clairement qu'une très grosse part de responsabilité ne saurait manquer de revenir à ce même maître d'école dans la préparation de l'inévitable défaite allemande de 1915, — ou de l'année prochaine.

Et quant aux griefs relevés par M. Thomas Smith contre ce personnage, comme aussi contre ces incarnations supérieures du maître d'école que sont le professeur de collège et le professeur d'université, un seul mot suffirait pour les résumer : qu'elles s'adressent à l'enfant, au collégien, ou à l'étudiant, toujours les méthodes pédagogiques allemandes tâchent (et réussissent) à les transformer en autant de machines. Infatigable à détruire chez eux les moindres germes de spontanéité intellectuelle ou morale, tandis que d'autre part il ne néglige rien pour y développer le penchant inné qui, de siècle en siècle, pousse toute âme allemande à l'obéissance, toujours et par tous les moyens le maître d'école de là-bas poursuit la réalisation de son unique objet, qui consiste à fournir de rouages souples et dociles un immense appareil collectif, — la fameuse « organisation » de l'Empire allemand.

C'est assez dire que, tout d'abord, le souci de l'aménagement extérieur de ces rouages ne saurait manquer de tenir sa place, et une place considérable, dans le programme de l'enseignement public allemand à ses diverses étapes. De l'école primaire à l'université, le jeune Allemand se trouve contraint d'acquérir toute espèce d'habitudes qui, plus tard, régleront sa conduite parmi les circonstances qu'il devra traverser. Et il n'y a pas même jusqu'à l'ornementation des rouages qui n'ait préoccupé les auteurs du programme : n'est-ce pas à elle qu'ils ont pourvu, notamment, sous la forme de cette minutieuse et étrange « politesse » que nous nous souvenons d'avoir toujours vue marcher de pair, dans la vie allemande, avec les procédés de la « barbarie » la plus « primitive ? » Combien de fois je me suis étonné,

pour mon compte, du spectacle d'un pareil mélange de grossièreté et de « civilité, » par exemple chez des voyageurs allemands qui dans mon wagon, après avoir écarté d'un haussement d'épaule l'humble protestation d'une dame qu'ils asphyxiaient sans pitié de l'âcre fumée de leurs cigares, se prodiguaient entre soi, avec maints gestes surannés, d'obséquieuses formules de courtoisie ou de vénération ! Mais c'est que, pour leur attitude à l'égard de la dame inconnue, ces modèles parfaits de leur race n'avaient trouvé à s'inspirer que de leur propre cœur, où personne jamais ne s'était avisé d'introduire aucun élément de véritable « culture, » délicate et « humaine, » tandis que leur attitude à l'égard des personnes de leur connaissance leur avait été enseignée naguère, une fois pour toutes, sur les bancs de l'école et sur ceux du collège, par un groupe d'impérieux et sévères professeurs. J'ai lu quelque part l'histoire plaisante d'un indigène de je ne sais plus quelle île qui avait fort surpris l'un de nos compatriotes par sa manière de parler notre langue. Ce brave homme n'y employait absolument que des mots commençant par une quelconque des douze dernières lettres de notre alphabet ; et cela parce que, jadis, les hasards d'un naufrage l'avaient mis en possession du second et dernier volume d'un dictionnaire français. Si bien qu'il avait appris tous les mots à partir de la lettre L ou M, mais ignorait complètement les mots contenus dans le tome premier de son dictionnaire. Semblablement il en est de toute la nation allemande, à ce point de vue de la politesse, dont il y a une moitié qui lui est familière et une autre moitié qu'elle ne soupçonne point, faute pour elle d'en avoir été instruite par ses premiers maîtres. Ou plutôt, les deux cas se ressembleraient, si le malheur ne voulait pas que le morceau de notre politesse enseigné aux Allemands fût, à beaucoup près, le moins important, et ne servant en somme qu'à mieux accuser l'absence totale, chez eux, de cette seule « civilité » authentique dont les règles ne se laissent pas enfermer dans un « manuel » scolaire !

Sous le rapport d'une politesse toute superficielle, — nous dit très justement M. Thomas Smith, — et pour ce qui est, par exemple, de savoir donner des coups de chapeau, frapper aux portes avant d'entrer, se tenir tête nue en présence d'un supérieur, etc., le jeune garçon allemand peut « rendre des points » à l'un de nos écoliers anglais : mais combien ce dernier apparaît mieux pourvu d'une autre politesse, celle-là plus « intérieure, » qui consiste à témoigner de sentimens délicats, à montrer des égards sincères vis-à-vis de l'aîné et du compagnon, vis-à-vis des autres hommes en général ! Car il s'en faut bien que les formes extérieures

révèlent toujours les mobiles du dedans; et chaque jour j'ai vu, en Allemagne, la jeune fille faire sa révérence, l'écolier abaisser humblement sa casquette presque au ras de terre, le soldat saluer avec la rigidité d'une figure de bois, tout cela suivi bientôt d'une grimace de haine ou de mépris, dès qu'avait disparu toute crainte d'être découvert. Toujours, chez les Allemands, le signe de respect accordé par l'élève au maître est simplement l'effet d'une « consigne » inflexible, et non pas un hommage au caractère du maître; toujours le salut obséquieux du soldat s'adresse à l'uniforme du chef, et non pas à l'homme qui en est revêtu.

Le « signe de respect, » *Ehrenzeichen*, est un mot écrit en grosses lettres sur tous les chemins de la vie de l'Allemand. A l'école, on lui apprend à faire emploi de ce signe jusqu'à un véritable degré d'abaissement servile; après quoi, ses années de service militaire lui en inculquent l'habitude plus tristement encore. Pas de symbole plus frappant de la sévère et pointilleuse réglementation qui caractérise la vie allemande, accoutumant la race à établir une séparation profonde entre cette vie extérieure et celle du dedans. Le dehors doit toujours être absolument « correct : » mais aussi l'Allemand moyen ne s'inquiète-t-il pas de ce qui se trouve caché derrière cette surface, non plus que ne s'en inquiètent les maîtres qui président à sa formation. A l'école primaire tout de même que, plus tard, au régiment, ces maîtres se bornent à exiger que l'élève ou le soldat leur accorde scrupuleusement les marques extérieures du respect qui leur est dû : mais c'est chose bien rare qu'ils s'efforcent, si peu que ce soit, d'inspirer le respect par le moyen de leurs propres qualités personnelles.

L'auteur anglais nous décrit ensuite quelques-unes des manifestations les plus comiques de cette « politesse extérieure » dont s'imprègne tout Allemand dès son entrée à l'école primaire. Il nous raconte de quelle façon lui-même, au début de son séjour en Allemagne, avait failli prendre au sérieux les complimens dont on l'accablait, jusqu'au jour où il s'était aperçu de tout ce qui se cachait, derrière eux, d'indifférence totale pour le mérite propre du *Herr Professor*. C'est de la même façon qu'un de mes amis se flattait ingénument d'avoir obtenu tour à tour, pendant ses voyages en Allemagne, chacune des qualifications honorifiques dont se sert le plus volontiers la « platitude, » — ou la « flagornerie, » — d'outre-Rhin. Dans sa jeunesse, portiers d'hôtel et voisins de table à la brasserie s'étaient tacitement mis d'accord pour l'appeler *Herr Doktor;* après quoi une courte période d'élégance mondaine lui avait valu de devenir, communément, *Herr Baron;* et c'était enfin du titre de *Herr Professor* qu'il s'était entendu saluer durant son dernier passage à travers l'Allemagne. Inutile d'ajouter que mon ami n'avait droit à aucune de ces « distinctions, » et n'avait absolument rien fait pour se les attirer;

mais comment empêcher l'Allemand de satisfaire à la fois son besoin inné de « classement » social et cet autre besoin, plus puissant encore, de sa nature qui le porte à vouloir se gagner la faveur du prochain en s'agenouillant, quasiment, devant lui ? Un jour, pourtant, mon ami avait tenté un effort pour l'en empêcher. A certain maître de restaurant bavarois qui, désireux peut-être de se singulariser, avait pris l'habitude de l'appeler *Herr Graf*, il avait déclaré qu'il n'était nullement « comte, » et n'éprouvait nul plaisir à être gratifié de ce titre ; sur quoi, le Bavarois s'était incliné humblement, la mine repentante, et puis, le lendemain, il avait accueilli mon ami en l'appelant *Herr Baron !*

Mais en même temps qu'il travaille ainsi à la rendre agréable par le moyen de cette politesse dont il l'orne au dehors, le maître d'école allemand travaille surtout à façonner et à assouplir la jeune « machine » humaine qu'il a reçu mission d'offrir à son pays ; et l'un des procédés principaux qu'il y emploie est toujours, comme je le disais, de substituer à la volonté libre et personnelle de l'élève un nombreux appareil d'habitudes qui le dispenseront de sentir ou d'agir par lui-même, tout au long de sa vie. Dès le début et jusqu'au terme dernier de son enseignement, il lui présente celui-ci sous l'espèce d'une suite continue d'ordres formels et indiscutables, sans jamais faire appel à autre chose en lui qu'à ce même instinct de docilité et comme d'humiliation extérieure de soi dont je parlais il y a un instant. Une absence complète de collaboration de la part de l'élève : tel est bien, je crois, le trait distinctif du système pédagogique allemand. « Tu dois ! » le système entier repose sur ce seul mot. Écoutons encore, là-dessus, le précieux témoignage de M. Thomas Smith :

L'enfant *doit* aller à l'école, il *doit* apprendre, il *doit* être docile et rangé ; bref, il *doit* obéir. L'État allemand est un père plein de rigueur. Au lieu de raisonner avec son enfant, il se borne à lui dire : « Tu dois aller à l'école, car c'est par là que tu deviendras un bon citoyen pour mon plus grand profit, — et pour le tien propre, par-dessus le marché ! Tu dois servir dans l'armée, afin de te trouver à même de me défendre ! Tu dois mourir pour moi, si je veux que tu le fasses !

Quant au cœur de l'enfant, il est encore moins consulté et moins apprécié que sa tête, dans ce grand système entièrement fondé sur l'obéissance. C'est au point que, si nous en croyons M. T. Smith, la grande majorité des enfans d'outre-Rhin conservent, de leur séjour à l'école, un souvenir à peine moins amer que celui qu'ils rap-

porteront ensuite de leur séjour à la caserne. Nulle trace d'intimité, ou même simplement d'entente familière, entre le professeur et ses jeunes élèves. Un jour, à Erlangen, l'un des professeurs du « gymnase » racontait avec indignation à l'écrivain anglais de quelle manière ses élèves, pendant une promenade, s'étaient cotisés pour lui offrir une bouteille de vin du Rhin, destinée à remplacer le pot de bière qu'ils voyaient sur sa table. L'austère pédagogue ne s'était pas contenté de refuser le cadeau : il avait accompagné les donateurs auprès du marchand qui leur avait vendu la bouteille, et avait contraint celui-ci à leur en rendre le prix. Le fait d'inviter un élève à sa table suffirait pour discréditer un maître allemand, sinon même pour compromettre sa carrière future. « Tu dois ! » Il faut qu'aux yeux de l'enfant le maître apparaisse comme la rigide et lointaine incarnation de cet ordre fatal, imposé par l' « organisation » allemande à chacun de ses rouages.

Comme exemple de ce fonctionnement « machinal » de la pédagogie d'outre-Rhin, M. Thomas Smith nous décrit l'enseignement de la religion, tout au moins dans les écoles qu'il lui a été donné d'observer. « Chaque enfant a son catéchisme ainsi qu'un petit livre d'histoire biblique, tous les deux approuvés par l'autorité scolaire. Dans le catéchisme, les différens versets s'accompagnent de l'interprétation de Luther, en lettres plus petites ; et il faut que l'enfant apprenne par cœur aussi bien ce commentaire que le texte lui-même. Pareillement, les récits et discours de la Bible sont introduits de force dans sa jeune mémoire. Nul moyen pour le maître de songer à donner jamais sa propre interprétation, ni bien moins encore à solliciter celle de ses élèves : l'Église et l'État allemands ne sauraient admettre que l'erreur ou l'hérésie risquât de se glisser dans leur troupeau ! C'est la religion découpée en tranches, réduite à un système où les merveilleux récits héroïques, la simple foi et la splendide poésie de l'Ancien Testament, comme aussi l'attrait personnel du Christ et la sublime beauté de sa doctrine, dépouillés de tout leur pouvoir, ne réussissent qu'à ennuyer, au lieu de l'enflammer, l'imagination juvénile. Quoi d'étonnant si, vers l'âge de quatorze ans, les enfans du peuple quittent l'école avec une conception erronée des véritables valeurs, qui ne tarde pas à les rendre victimes des doctrines d'athéisme et d'envie et de haine assidûment prêchées par le grand parti *social-démocrate?* Quoi d'étonnant si toujours désormais, pour leur imagination atrophiée et « militarisée, » la religion apparaît comme quelque chose d'inutile et de suranné,

quelque chose de bien inférieur aux notions positives de l'arithmétique ? »

Jede Selbsthilfe ist strengstens verboten, « il est strictement défendu à l'élève d'essayer jamais de se tirer d'affaire par soi-même. » Ne croirait-on pas vraiment reconnaître le principe fondamental de la pédagogie allemande tout entière dans cet article du Règlement officiel des écoles primaires et secondaires d'outre-Rhin? En réalité, cependant, l'article signifie simplement qu'il est défendu à l'élève de répondre « par soi-même » aux injures ou aux coups qu'il pourrait recevoir de ses camarades. Injurié ou battu, l'élève est tenu de confier à ses maîtres le soin de le venger, ou bien, en d'autres termes, il est tenu de dénoncer le camarade dont il prétend avoir à se plaindre; et le fait est que M. Thomas Smith nous assure n'avoir jamais rencontré nulle part des habitudes de dénonciation aussi constantes, — ni non plus aussi approuvées et encouragées, — que chez les élèves de l'école allemande à ses divers degrés. En quoi, d'ailleurs, nous n'avons guère de peine à le croire : car où donc, si ce n'est à l'école et au collège, les Allemands auraient-ils trouvé l'occasion de s'instruire de tous les secrets de cet espionnage dont eux-mêmes se font gloire aujourd'hui comme d'une très précieuse vertu nationale? A côté de l'élève qui dénonce son camarade par rancune privée, il y a celui qui le dénonce par « sentiment du devoir; » et celui-là est loué par ses maîtres comme un digne serviteur de l' « organisation » allemande. Il accomplit efficacement son rôle de rouage, au profit de l'énorme appareil dont le fonctionnement collectif doit être l'unique souci de tout bon professeur; et qu'importe au professeur, après cela, si de telles pratiques de dénonciation ont pour conséquence de profaner et de corrompre à peu près inévitablement l'âme individuelle, le « dedans, » de l'élève? C'est avec une indifférence profonde qu'à cent reprises des maîtres allemands, questionnés par M. Thomas Smith, lui ont avoué les progrès quotidiens du mensonge et de l'hypocrisie dans le cœur des jeunes garçons confiés à leur garde.

Impossible pour nous, disait l'un de ces maîtres, d'attacher désormais la moindre signification à la parole d'honneur des collégiens, lorsque, par exemple, nous leur demandons s'ils font partie de l'une de ces sociétés secrètes dont le nombre s'accroît parmi eux d'année en année. Et figurez-vous que, même, les nouveaux statuts de ces sociétés secrètes, — fondées à l'imitation des « corps » d'étudians, — admettent volontiers une clause expresse suivant laquelle

l'élève, interrogé, ne doit pas avoir scrupule de donner mensongèrement sa parole d'honneur. « Dès le moment où l'existence de la société se trouve connue des autorités scolaires, — est-il écrit dans cette clause, — la société ainsi découverte cesse d'exister ; et l'ex-membre qui déclare sous serment n'en pas faire partie dit, en somme, une chose qui se trouve être vraie. »

Voilà qui laisse bien loin derrière soi les « restrictions mentales » reprochées autrefois à l'école d'Escobar ! Et M. Thomas Smith nous signale encore maints autres exemples analogues de la dépravation qu'il a vue se propager et s'accroître dans les cœurs des collégiens allemands, sous l'influence directe de méthodes pédagogiques trop peu soucieuses de tout ce qui pouvait se passer au « dedans » de ces cœurs. Mais surtout, je le répète, l'erreur du maître d'école et du professeur allemands a été de supposer qu'un peuple de machines, — si parfaites qu'ils arrivassent à les fabriquer, — aurait de quoi tenir tête victorieusement à d'autres nations ennemies composées d'hommes libres et vivans, d'hommes capables de « se tirer d'affaire par soi-même. » Que ce maître d'école et ce professeur aient préparé pour la guerre présente, en plus d'innombrables espions de tout ordre, des armées de massacreurs d'enfans et de brûleurs d'églises, il n'y a rien là que leur propre conscience, sans doute, ni celle de leurs compatriotes ne s'avisera jamais de leur reprocher : mais que répondront-ils lorsque, — demain ou l'année prochaine, — leurs anciens élèves les accuseront de les avoir exposés à la plus honteuse défaite en leur mutilant l'âme ainsi qu'ils l'ont fait? « C'est à vous plus qu'à personne autre, leur diront-ils, que nous devons notre échec ! En nous interdisant toute initiative, en accoutumant nos cerveaux et nos cœurs à recevoir docilement des « consignes » destinées à nous tenir lieu de nos jugemens personnels, en nous écrasant sous la série de vos : *Tu dois !* et en ne vous souciant jamais que de notre « dehors, » vous nous avez fatalement désarmés vis-à-vis d'adversaires sur lesquels, par miracle, l'emprunt de vos méthodes pédagogiques n'avait pas encore eu le temps d'exercer la même action ! Si bien que les rouages sans vie que nous étions devenus par votre faute ont rencontré devant eux de vrais êtres humains ; et, du même coup, toute notre puissante « organisation » nous a été inutile, comme un canon de siège qui n'aurait personne pour le mettre en œuvre ! » Oui certes, c'en est bien fini, désormais, de la légende du maître d'école préparant les victoires du Michel allemand !

***

J'ai promis, le mois passé, de publier aujourd'hui le texte complet de la lettre adressée au directeur de la *Revue* par le professeur Paterson, en réponse à mon article sur un volume où M. Paterson lui-même et un groupe de ses collègues étudiaient l'histoire des modes différens de la *Civilisation allemande*. Voici donc cette lettre, traduite aussi fidèlement qu'il m'a été possible :

Monsieur le directeur,

Je fais appel à votre courtoisie pour obtenir de vous la permission de rectifier le jugement porté par M. de Wyzewa, dans une récente livraison de votre *Revue*, sur le livre anglais intitulé *la Civilisation allemande*.

Votre collaborateur décrit ce livre comme renfermant une apologie passionnée de la civilisation allemande. En réalité, comme je l'ai indiqué dans ma préface, le livre est une tentative impartiale pour apprécier la manière dont l'Allemagne a contribué aux tâches supérieures du monde civilisé; et le résultat dominant de l'enquête ainsi ouverte est que la vérité se trouve à mi-chemin entre les opinions défavorables émises pendant le cours de la présente guerre et les prétentions énoncées volontiers par les Allemands eux-mêmes dans leur récent « accès de mégalomanie. » M. de Wyzewa ne parle pas de plusieurs passages du livre où sont signalées les limites du génie allemand, et où mes collaborateurs notent des indices de la décadence du caractère national allemand pendant les cinquante dernières années (1). Il est vrai que les auteurs du recueil reconnaissent pleinement la suprématie allemande en matière de philosophie aussi bien qu'en matière de musique : mais, dans l'article sur *l'Art allemand*, le professeur Baldwin Brown se demande si l'Allemagne a le droit d'être appelée une race artistique (2), et M. Sadler, dans son article sur *l'Éducation allemande*, exprime l'opinion que le système fameux de la pédagogie allemande doit être considéré comme un avertissement plus encore que comme un exemple. Qu'il me soit permis également de citer cet extrait de ma propre étude sur la *Théologie allemande :*

« Pendant les quarante dernières années, c'est à peine si l'Allemagne a produit un poète ou un romancier dont le nom soit connu à l'étranger. Dans les arts, particulièrement, il semble que son inspiration ait subi de nos jours une crise de défaillance. En philosophie, le déclin est manifeste depuis la rigueur morale de Kant et l'élan majestueux de Hegel jusqu'au pessimisme cynique de Schopenhauer, et plus encore jusqu'au

(1) M. Paterson me permettra-t-il d'ajouter que ces « passages » sont extrêmement rares, et ne se trouvent guère que dans les chapitres consacrés à l'*Education* et à la *Théologie?* (T. W.)

(2) Ce qui n'empêche pas M. Baldwin Brown de nous déclarer que « les Allemands ont créé de grandes choses dans tous les arts, » et de terminer même son chapitre par un éloge enthousiaste de la peinture religieuse d'un maître munichois de notre temps. (T. W.)

niveau où Hæckel s'est vu saluer comme un philosophe et Nietzsche comme un prophète. En théologie, les hommes et les œuvres de la période récente nous font voir, au total, les traits caractéristiques de ce que les Allemands eux-mêmes ont coutume d'appeler des épigones, — c'est-à-dire d'une génération succédant à des héros et se bornant à suivre leur trace. »

Certes, j'adhère entièrement à l'affirmation que « les Allemands ont creusé une empreinte, — et souvent une empreinte très profonde, — dans tous les domaines de la vie et du travail de l'esprit humain. » Mais, à la lumière de ce que je viens de dire, l'on verra qu'il est injuste de représenter notre livre comme un panégyrique passionné et partial de la nation allemande.

Je regrette seulement que le livre n'ait pas contenu un chapitre consacré au *Caractère allemand.* Dans son esquisse, calmement objective, de l'*Histoire des Allemands*, le professeur Lodge parle de la dégénérescence morale qui les a conduits, de nos jours, « à dédaigner les obligations des traités, à fouler aux pieds un voisin plus faible qu'ils étaient tenus de défendre, et à pratiquer la guerre avec une brutalité cynique, sans tenir compte des longs efforts de la civilisation. » Dans mon propre article, j'ai noté combien il était curieux que « la même race eût produit des exemples classiques de la brute là plus grossière et de l'idéaliste à l'âme la plus haute et au cœur le plus chaud. » Que si j'avais écrit mon article six mois plus tard, j'aurais encore ajouté que je ne m'étais point douté, jusque là, du nombre des brutes survivantes parmi les 62 millions d'Allemands, et que décidément je commence à reconnaître que, malgré quinze siècles de contact avec la civilisation, il reste au fond du caractère allemand un héritage considérable de l'ancienne brutalité des âges barbares.

Mon principal motif pour souhaiter l'insertion de la présente lettre dans votre *Revue* est mon désir d'effacer une impression qui risquerait de résulter de l'article de M. de Wyzewa, et qui consisterait à croire que l'Écosse se montre tiède pour la poursuite de la guerre. Il y a dans notre pays des divergences d'opinions touchant le rôle joué par l'Allemagne dans l'histoire de la civilisation : mais l'unanimité est complète quant à notre devoir envers nous-mêmes et envers nos Alliés dans le conflit où nous avons été jetés par l'arrogance et l'avidité de l'Allemagne. Aucune autre région de la Grande-Bretagne n'a plus cordialement approuvé notre participation à la guerre que l'Écosse, qui garde fidèlement le souvenir de son ancienne amitié avec la France, et se réjouit de revivre l'ancienne fraternité d'armes, dans l'effort commun pour résister à un agresseur criminel.

Cette attitude patriotique des Écossais est également celle des auteurs du recueil sur la *Civilisation allemande ;* et ceux d'entre eux qui ont des fils en âge de servir les ont donnés de grand cœur pour la défense de la cause sacrée. L'un de ces écrivains écossais que M. de Wyzewa assimile à la clique insignifiante des pacifistes a l'espoir de visiter bientôt Neuve-Chapelle pour y voir l'endroit où l'un de ses fils a été tué, et de monter sur la colline des Flandres où un autre de ses fils a reçu une grave blessure. A quoi je puis ajouter que le Sénat de l'Université d'Édimbourg, — à laquelle se rattachent plusieurs des collaborateurs du recueil, — s'est trouvé unanime à prier le premier ministre de prendre toutes les mesures nécessaires

pour une poursuite heureuse de la guerre, sans compter que, même sous le régime présent du service volontaire, une foule d'étudians et de jeunes maîtres de l'Université ont répondu à l'appel de leur pays ainsi que des Alliés de celui-ci.

Je suis, monsieur le directeur, votre bien fidèlement

W. P. PATERSON.

La lettre qu'on vient de lire exprime des sentimens si louables, et de tous points si conformes aux nôtres, que j'aurais été heureux de pouvoir me borner à la mettre simplement sous les yeux du lecteur, en laissant à celui-ci le soin de me disculper des reproches qui s'y trouvaient contenus à mon adresse. Mais comment ne pas relever, tout au moins, la grave erreur commise par l'éminent professeur écossais touchant le sens et la portée véritables d'un article où je n'ai nullement songé à l'accuser, non plus que ses collaborateurs, de s'être livrés à « une apologie passionnée de la civilisation allemande ? »

Qu'il me soit donc permis de rappeler, en deux mots, le contenu de l'article, ou plutôt de la seule partie de cet article qui se rapportait expressément au recueil publié sous la direction de M. Paterson! J'y citais, en commençant, le texte même de la préface du recueil, où, après avoir signalé et déploré la tendance nouvelle des Allemands à se croire une race infiniment supérieure aux autres, M. Paterson écrivait ce qui suit :

Aussi n'est-il pas étonnant que, dans les conditions présentes, un tel effort de l'Allemagne à proclamer sa prééminence ait donné lieu chez nous à une tempête d'indignation et de railleries. Si fort est le ressentiment actuel de nos compatriotes que l'inanité des prétentions germaniques est devenue un thème populaire dans nos journaux, et que, même, des noms honorés ont bien voulu prêter l'appui de leur autorité à une théorie suivant laquelle, dans les domaines de l'art, de la littérature, et de la science, l'Allemagne n'aurait joué qu'un rôle de second plan. Mais pour compréhensible que soit, humainement, une telle attitude, est-elle pour le moins aussi injuste et déraisonnable que les ambitions énoncées par l'Allemagne dans ses pires accès de mégalomanie. Sans l'ombre d'un doute possible, les Allemands sont un des grands peuples de l'histoire, combinant en soi une partie des attributs intellectuels et esthétiques des anciens Grecs avec la sagesse pratique des anciens Romains ; et très riche a été leur contribution au trésor commun de l'humanité civilisée. Ils ont laissé leur empreinte, — et souvent une empreinte très profonde, — dans tous les départemens supérieurs de la vie et de l'œuvre de l'esprit humain. L'objet du livre que voici sera, précisément, d'offrir au public anglais un compte rendu quelque peu détaillé de ce que l'Allemagne a ainsi accompli dans les sphères principales de l'activité humaine, — avec un effort constant, de la

part des auteurs, à estimer la valeur de cette « contribution » de l'Allemagne sans l'ombre de prévention ni de parti pris.

Après quoi je demandais timidement à M. Paterson et à mes lecteurs si le moment leur semblait bien choisi pour un tel examen « impartial » de la « riche contribution des Allemands au trésor commun de l'humanité civilisée. » Je leur demandais si « dans les circonstances présentes, » l'erreur consistant à ne pas apprécier suffisamment cette « contribution » leur apparaissait vraiment assez dangereuse pour exiger qu'un groupe de savans d'outre-Manche se missent aussitôt en devoir de la rectifier. Bien loin de reprocher au recueil écossais de « renfermer une apologie passionnée de la civilisation allemande, » j'aurais été tenté plutôt de lui reprocher d'être trop « calmement objectif, » de ne pas vouloir apporter « l'ombre de prévention ni de parti pris » à l'étude des mérites intellectuels et esthétiques d'une race qui, vers le même temps, ne se faisait pas faute de nous témoigner un mélange de mépris et de haine.

Voilà, bien au juste, ce que je disais, il y a trois mois, du recueil inspiré par M. Paterson ; et l'on ne m'ôtera pas de l'idée que l'honorable professeur écossais est aujourd'hui tout proche de penser comme moi, touchant l'opportunité de son entreprise. Maints passages de l'éloquente lettre qu'il nous envoie me semblent attester qu'il ne juge plus aujourd'hui la civilisation allemande de la même façon qu'il y a six mois, ou du moins que les défauts de cette civilisation le frappent désormais beaucoup plus vivement qu'alors. Changement qui, d'ailleurs, n'aurait rien de surprenant, ni d'exceptionnel : car le fait est que, à en juger par le ton des journaux et des livres anglais, c'est comme si la Grande-Bretagne tout entière, ces mois derniers, avait décidément achevé d'ouvrir les yeux sur le vrai caractère des compatriotes du comte Zeppelin. Et certes, quelle qu'ait pu être jadis l'opinion d'un certain nombre de professeurs écossais, personne de chez nous ne s'aviserait à présent de soupçonner leur noble et glorieuse patrie de « se montrer tiède pour la poursuite d'une guerre » dont l'issue prochaine marquera, — nous sommes dorénavant tous d'accord à le proclamer, — le triomphe bienheureux de la « civilisation » sur la « barbarie ! »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Il y a quinze jours, après avoir parlé de la situation des Balkans, nous disions que le canon tonnait en Champagne : notre armée en effet venait d'y reprendre l'offensive. La gravité des événemens d'Orient est sans doute très grande, si grande même qu'on ne saurait l'exagérer, mais personne ne doute que la décision de la guerre se produira sur le front occidental, et c'est pourquoi tous les regards s'y portent. Le spectacle est réconfortant. Nous avons brillamment enlevé en Champagne la première ligne de défense de l'ennemi et nous l'avons rejeté sur la seconde, où on se bat encore aujourd'hui. La muraille allemande a été renversée sur une longueur de vingt-cinq kilomètres et nos soldats se sont aussitôt emparés du terrain perdu par l'ennemi. Ils s'y sont fortifiés depuis et ont repoussé toutes les contre-attaques. Enfin, ils ont sérieusement entamé la seconde ligne allemande. Que la victoire ne soit pas encore complète, nous le voulons bien, mais elle n'en est pas moins très importante. Ce premier avantage est pour nous un gage d'avenir. La bataille de Champagne a ouvert une nouvelle phase de la guerre : on y a vu que, si la ligne de défense allemande était difficile, elle n'était cependant pas impossible à percer, en dépit des assurances et des prédictions contraires de l'état-major ennemi.

La bravoure de nos soldats a été admirable et nous en dirons autant de celle des soldats anglais. L'armée anglaise s'est couverte de gloire. Elle a manœuvré avec autant de sûreté qu'elle a combattu avec entrain et a montré à nouveau les hautes qualités militaires qui, dans l'histoire, ont illustré ses devancières. Les armées anglaise et française se sont vraiment appuyées l'une sur l'autre, ont collaboré intimement, ont poursuivi le même but et l'ont à peu près atteint. Il ne reste plus qu'à continuer un travail bien commencé. Les Allemands défendront

leur seconde ligne comme la première, c'est-à-dire bravement ; mais l'élan de nos troupes ne se ralentira pas non plus. Nous n'en dirons pas davantage aujourd'hui, puisque nos opérations, qui sont en bonne voie, ne sont pas encore terminées et nous nous bornerons à constater que les Allemands eux-mêmes reconnaissent nos succès ; ils se contentent d'en diminuer la valeur. Qu'est-ce, disent-ils, qu'une brèche de vingt-cinq kilomètres sur une muraille qui en a huit cents ? Et si une première ligne a été enfoncée, n'en reste-t-il pas une seconde et une troisième ? Soit : ce que nous avons fait n'est qu'un commencement, mais c'était peut-être le plus difficile.

Parmi les morts allemands restés sur le champ de bataille et parmi les prisonniers, on a trouvé des soldats qui revenaient de Pologne. Cela prouve deux choses : d'abord que les Allemands s'attendaient sans doute à notre offensive, ensuite qu'ils commencent à ralentir, sinon encore à suspendre celle qu'ils poursuivaient en Russie. Qu'ils s'attendissent à notre offensive, on n'en saurait douter : nous avons accumulé sur certains points de notre front des troupes en nombre trop considérable pour qu'on ait pu mettre complètement à couvert le secret de l'opération. Les Allemands ont senti venir le coup qui les menaçait et, pour y faire face, ils ont rappelé à la hâte une fraction des troupes qu'ils avaient sur le front russe. En outre, l'expédition qu'ils entament en ce moment contre la Serbie les a obligés à en porter une autre de ce côté : d'où on peut conclure que nos alliés russes seront prochainement allégés d'une partie au moins de la pression qui s'exerçait sur eux. Ce sera la récompense du merveilleux déploiement d'énergie qu'ils ont fait depuis quelques mois et qui, aux yeux de l'histoire, compensera leurs pertes en Galicie et en Pologne. La retraite russe, avec les péripéties diverses, souvent angoissantes, toujours héroïques et glorieuses qui l'ont accompagnée, sera une des plus belles pages militaires qui aient été écrites. A plus d'une reprise, pourquoi ne pas l'avouer ? la crainte est entrée dans notre esprit. Les Allemands, eux aussi, manœuvraient avec une science militaire remarquable et avec une audace qui leur a plus d'une fois réussi ; mais l'armée russe a déjoué leur habileté par la sienne et, si on songe à la différence qu'il y avait entre les moyens d'exécution, on sent où a été le principal mérite et où doit se porter la principale admiration.

Les derniers succès russes tiennent aujourd'hui l'armée allemande en arrêt et il y a lieu de croire que, l'hiver aidant, elle s'arrêtera elle-même ou plutôt se détournera d'un autre côté : mais duquel ? Si elle

desserre l'étreinte dans laquelle elle a essayé d'étouffer la Russie, son effort se portera ailleurs : mais où ? Nous venons de voir que quelques-uns de ses soldats, hier encore en Pologne, combattent aujourd'hui contre nous en Champagne. Enfin, ce que nous annoncions il y a quinze jours se réalise : les Allemands sont entrés en Serbie. Et cela nous ramène aux Balkans. Un drame nouveau s'y engage. Il a eu en Grèce un contre-coup immédiat : à la mobilisation bulgare a répondu la mobilisation hellénique. La Grèce s'en tiendra-t-elle là ? Le pourra-t-elle longtemps? M. Venizelos a porté sur l'avenir un regard prévoyant et, une fois de plus, il a tenu le langage d'un homme d'État véritable : mais il a trouvé de nouveau devant lui l'opposition du Roi comme un obstacle, et il a donné sa démission. C'est ce dont nous avons à parler et nous tâcherons d'y mettre un peu d'ordre.

On a critiqué beaucoup notre politique à l'égard de la Bulgarie. La critique est aisée, surtout après coup. On reproche à notre gouvernement d'avoir perdu un temps précieux auprès du roi Ferdinand, qui devait en fin de compte se tourner contre nous et qui, peut-être, était depuis longtemps déjà engagé avec nos adversaires. Mais que ne dirait-on pas, si, cédant par avance à la fatalité des événemens, il n'avait rien fait pour retenir la Bulgarie avec nous, ou pour essayer de le faire ? Cela n'a pas réussi, nous le savons de reste maintenant, mais ne fallait-il pas le tenter? On dit que nous avons inquiété la Serbie, la Grèce, la Roumanie, en leur demandant de faire des concessions qui devaient leur être pénibles, et dont la suggestion leur est restée sur le cœur, même lorsqu'elles ne l'ont pas suivie. Dans toute politique, il y a des inconvéniens ; mais, pour en juger justement, il faut les comparer à ceux qui seraient résultés d'une politique contraire. Pouvions-nous, en face d'une Allemagne qui multipliait les promesses à la Bulgarie, nous abstenir vertueusement d'en faire aucune, pour ne désobliger personne ? Nous avons nous-même approuvé qu'on agît sur la Grèce pour obtenir d'elle la cession éventuelle de Cavalla et, en parlant ainsi, nous avons eu le regret de contrister très vivement nos amis d'Athènes, car la Grèce voulait bien prendre, mais elle ne voulait rien céder, ce qui est d'ailleurs un sentiment très naturel. Tout cela appartient au passé : l'attitude de la Bulgarie nous en a libérés pour toujours. Advienne que pourra. Nous aurions voulu épargner aux Balkans des commotions nouvelles. Nous avions rêvé, nos alliés avaient rêvé avec nous de rétablir l'union balkanique sur les bases de l'équilibre. L'entreprise était difficile,

à cause des haines profondes, des jalousies invétérées, des préventions irréductibles, enfin des prétentions contraires qui divisent les pays balkaniques. Cependant, une fois, pour un court instant, l'union s'était faite : fallait-il donc désespérer qu'elle se refît jamais? La Russie, l'Angleterre et la France ont tenté l'impossible et y ont échoué. La politique allemande a été la plus forte : sait-on pourquoi? C'est qu'au lieu de faire appel à ces sentimens d'union qui n'existent pas dans les âmes balkaniques, elle a fait appel aux sentimens de haine et de jalousie réciproques qui n'y existent que trop, et qui étaient, en Bulgarie surtout, à l'état aigu. Oh ! ce sont des moyens d'action très puissans que ceux dont l'Allemagne a usé. Les conseils soufflés à l'oreille du roi Ferdinand devaient entrer sans obstacle dans son esprit perverti par une ambition effrénée et y faire de grands ravages. Tout compte fait, l'Allemagne devait réussir mieux que nous.

A quoi bon raconter comment les choses se sont passées? Ce sont d'assez petits détails dont l'histoire ne s'embarrassera guère. Le roi Ferdinand et son premier ministre, M. Radoslavof, ont manqué absolument, dans leurs procédés, d'originalité et d'invention : ils ont servilement copié les Allemands qu'ils regardent comme de grands maîtres et ont fait du mensonge un emploi qui est devenu un peu puéril, depuis qu'il ne trompe plus personne. On n'a pas tardé à s'apercevoir qu'ils ne cherchaient qu'à gagner du temps pour atteindre l'heure d'agir, qui devait sans doute concorder avec l'arrivée des forces austro-allemandes sur le Danube. Jusque là, le gouvernement bulgare a amusé le tapis au moyen de ce que Bismarck avait appelé autrefois des négociations dilatoires. Mais la mobilisation de l'armée a déchiré tous les voiles. M. Radoslavof a essayé cependant de s'envelopper encore d'un dernier nuage : il a mis en avant le mot de neutralité armée. Cette neutralité aurait pu être parfaitement correcte ; mais, au point où on en était, qui pouvait y croire ? Tout le monde a compris que la mobilisation était le premier acte de la guerre. Les Alliés ne pouvaient plus prendre au sérieux les explications de M. Radoslavof sans encourir quelque ridicule. Il fallait agir et le faire vite.

On l'a senti en même temps à Paris, à Londres, à Pétrograd et à Rome ; mais, dans la rapidité avec laquelle on a procédé, il est peut-être fâcheux qu'on ne se soit pas mis d'accord tout de suite sur l'attitude et sur le langage commun à adopter. Pendant que, à Pétrograd et à Paris, on rédigeait, pour les adresser à la Bulgarie, des ultimatums catégoriques, sir Edward Grey prononçait à Londres,

devant la Chambre des Communes, un discours qui semblait appeler tendrement le gouvernement de Sofia à la résipiscence et lui laisser la porte ouverte à la réconciliation. « Non seulement, disait-il, il n'y a en Angleterre aucune hostilité contre la Bulgarie, mais il existe au contraire parmi nous un sentiment traditionnel de sympathie pour le peuple bulgare. Aussi bien, tant que la Bulgarie ne fera pas cause commune avec les ennemis de la Grande-Bretagne et de ses alliés, il ne saurait être question d'employer l'influence ou les forces britanniques dans un sens préjudiciable aux intérêts bulgares. Tant que la Bulgarie n'adoptera pas une attitude agressive, nos relations amicales avec elle ne seront pas troublées. » Ce discours, qui retardait sur les événemens, a jeté partout, mais particulièrement à Athènes, quelque incertitude, quelque inquiétude même dans les esprits. On n'y a pas, au premier moment, assez remarqué la phrase principale, qui est celle-ci : « Mais si la mobilisation bulgare devenait l'occasion pour la Bulgarie d'assumer une attitude agressive aux côtés de nos ennemis, nous sommes préparés pour accorder à nos amis des Balkans l'entier appui dont nous disposons, de la manière qui leur conviendra le mieux, de concert avec les Alliés, et cela sans restriction ni spécification. » Quoi de plus explicite, de plus net, de plus ferme? Il n'y avait aucune équivoque dans la pensée de sir Edward Grey et celle qui avait pu se produire ailleurs devait être bientôt dissipée. Les propositions, les offres que les Alliés avaient faites à la Bulgarie ont été formellement retirées. Au surplus, les ultimatums adressés au gouvernement bulgare par la Russie et par la France étaient fort clairs. Un peu différens dans la forme, mais identiques dans le fond, ils signalaient la présence d'officiers allemands dans l'armée bulgare, donnaient à la mobilisation son vrai caractère, sommaient le gouvernement de Sofia de revenir sur ces deux mesures et déclaraient que, si satisfaction immédiate ne leur était pas donnée, les ministres russe et français quitteraient la Bulgarie avec tout le personnel de leurs légations. Les ministres anglais et italien n'ont pas remis d'ultimatum au gouvernement bulgare; mais, ce qui est tout comme, ils ont adhéré à ceux de leurs collègues. Ni les uns, ni les autres ne s'attendaient à ce que le gouvernement bulgare répondît d'une manière satisfaisante et, en effet, il s'est contenté d'émettre un nouveau mensonge, à savoir qu'il n'y avait pas d'officiers allemands ou autrichiens en Bulgarie. Les ministres de la Quadruple-Alliance ont aussitôt quitté Sofia et le ministre de Serbie en est parti avec eux.

A Athènes, l'impression a été vive. Les Grecs ont l'esprit trop

délié pour n'avoir pas compris que les ambitions affichées par la Bulgarie étaient pour eux une menace : aussi la mobilisation bulgare a-t-elle été aussitôt suivie de la mobilisation hellénique. La réponse s'est faite, comme il convenait, du tac au tac. Il y a eu malheureusement par la suite des divisions sur la portée de la mesure, mais la mesure elle-même a été prise au milieu d'un consentement général, et ceux qui connaissaient mal les dessous de la politique ont pu croire que M. Venizelos était pleinement d'accord avec le Roi. Le discours qu'il a prononcé alors était plein de tact et de mesure. Après avoir indiqué le sens de la mobilisation grecque, garantie d'une neutralité armée qui répondait à une neutralité armée, sans impliquer nécessairement, ni d'une part ni de l'autre, un but agressif : « Toutefois, a-t-il dit, malgré ces assurances mutuelles, la situation doit être considérée comme grave. Une mobilisation générale amène, avec le système moderne des armées nationales, un ébranlement profond dans la vie économique et sociale d'un pays, impose de colossales dépenses, et ne peut se prolonger sans entraîner des conséquences redoutables pour la paix. Ces dangers sont beaucoup plus grands quand un des pays mobilisés ne dissimule pas qu'il ne juge pas acceptable le *statu quo* territorial établi par les traités conclus entre lui et ses voisins. Je ne dis pas cela pour dépeindre la situation sous des couleurs plus sombres qu'elles ne le sont réellement, mais je n'ai pas le droit de dissimuler au pays le véritable état des choses, car si tous, en Grèce, nous souhaitons ardemment la paix, je sais aussi avec quel esprit d'incomparable abnégation le peuple grec en armes est prêt à défendre son intégrité ainsi que les intérêts vitaux du pays, et à s'opposer à toute tentative d'un État balkanique quelconque tendant à créer en sa faveur une situation prépondérante qui marquerait la fin de l'indépendance morale et politique des autres. » M. Venizelos concluait en exprimant l'espoir que la prompte démobilisation en Bulgarie amènerait la fin de cette situation tendue. A peine avait-il fini de parler, au milieu des applaudissemens, que M. Gounaris, son prédécesseur, se levait pour déclarer qu'il approuvait absolument son langage. L'harmonie était donc générale, ou semblait l'être. Et cependant, pour qui allait au fond des choses, le discours de M. Venizelos présentait déjà la guerre comme inévitable, puisque personne ne pouvait douter que la Bulgarie ne démobiliserait pas, que, tout au contraire, elle attaquerait la Serbie, enfin que ses ambitions consistaient précisément à établir sa prépondérance dans les Balkans. Si les Balkans ne s'unissaient pas contre l'ennemi commun,

ils en seraient un jour prochain la victime. Le discours de M. Venizelos exprimait déjà toute sa pensée : néanmoins il a passé et, par la bouche de M. Gounaris, le Roi y a donné son adhésion.

Ce bel accord ne devait pas durer, il était plus apparent que réel. Depuis le retour de M. Venizelos au pouvoir, les hostilités contre lui n'avaient pas désarmé et la majorité dont il disposait à la Chambre n'était pas pour lui, comme on n'a pas tardé à le voir, une garantie suffisante de stabilité. Les événemens marchaient, la Quadruple-Entente avait rompu avec Sofia, on annonçait l'arrivée prochaine d'une armée austro-allemande sur le Danube, la guerre devenait imminente. Quelle devait être l'attitude de la Grèce? Pouvait-elle, devait-elle rester dans la neutralité armée lorsque la Bulgarie en sortait et, au surplus, n'avait-elle pas un traité d'alliance avec la Serbie? Nous avons dit un mot de ce traité dans notre dernière chronique ; bien que le texte n'en ait pas été publié, le sens en est connu ; il impose une obligation formelle à la Grèce dans le cas où la Serbie serait attaquée. Mais attaquée par qui? C'est ici que des exégètes ingénieux sont survenus et ont déployé, dans toute sa subtilité, l'art byzantin d'interpréter les textes. Ils ont tourné et retourné en tous sens celui du traité et en ont donné des interprétations diverses qui ne méritent pas toutes d'être rapportées ici, mais dont la principale est la suivante : — Le traité a été fait en vue d'une guerre à laquelle des élémens balkaniques seraient seuls à prendre part. Si donc la Serbie est attaquée par la Bulgarie seule, il n'est pas douteux que la Grèce doive voler à son secours, et elle ne manquera pas à ce devoir. Mais si, à côté de la Bulgarie, il y a l'Autriche et l'Allemagne, et on pourrait par hypothèse y concevoir la présence d'autres Puissances encore, soutenir que la Grèce est tenue de se mettre du côté de la Serbie est dire qu'elle s'est condamnée aveuglément à un suicide. Aussi le traité n'a-t-il pas un sens aussi étendu. La Grèce est alliée de la Serbie contre une autre Puissance balkanique : rien de moins, mais rien de plus. — Telle est la thèse que soutiennent d'adroits commentateurs. Ce n'est pas celle de M. Venizelos. Interrogé sur la politique générale du gouvernement : — Je considère, a-t-il dit, les obligations de l'alliance avec la Serbie comme toujours valables et je les respecterai tant que j'aurai l'honneur et la charge de gouverner le pays... Suivant le traité, les deux nations doivent se défendre mutuellement contre toute attaque d'un tiers. La violation du traité d'alliance serait un acte déshonorant. D'ailleurs, pour sa propre sauvegarde, la Grèce est tenue de respecter ses engagemens. Et si la

fatalité nous amène en face d'autres nations que la Bulgarie, nous ferons à nouveau ce que l'honneur commande. Telle est la politique du gouvernement, approuvée par la nation aux élections dernières. — Ces paroles de M. Venizelos ont déchaîné la tempête. Tous les chefs de l'opposition ont pris successivement la parole et l'ont accusé de conduire le pays à une guerre désastreuse. Il s'est vaillamment défendu, combattant pied à pied et n'abandonnant rien de sa pensée. — La preuve, a-t-il dit, que les intérêts de la Grèce ne sont pas du côté des Puissances centrales est que, de ce même côté, sont la Bulgarie et la Turquie. — Et il n'a pas hésité à déclarer que, confiant d'ailleurs dans le succès final de la Quadruple-Alliance, c'est de son côté que la Grèce devait se ranger. Ce langage avait toute la clarté désirable; on a même reproché à M. Venizelos d'y en avoir mis. Il l'a certainement fait après réflexion et de propos délibéré. Sentant ce qu il y avait d'un peu faux dans une situation ministérielle où il n'était pas tout à fait libre, il a voulu en sortir par un coup de loyauté. Mais ses adversaires l'attendaient là et l'assaut contre lui a commencé avec rage. La discussion a été longue, ardente, passionnée : elle a duré toute une nuit, depuis cinq heures du soir jusqu'à cinq heures du matin. En fin de compte, M. Venizelos a obtenu un vote de confiance. La majorité lui est restée fidèle, et, si les règles du gouvernement parlementaire avaient été respectées, il aurait dû conserver le pouvoir C'est alors que le Roi s'est déclaré contre lui, ce qui est assurément une démarche incorrecte de la part d'un souverain constitutionnel. Une fois de plus, M. Venizelos a été obligé de donner sa démission pour cause de dissentiment avec la couronne. Au point de vue intérieur, cela ne regarde que les Grecs. Au point de vue international, les Alliés n'ont à prendre conseil que de leurs intérêts.

Une crise ministérielle, dans un moment comme celui-ci, est une chose grave, et dont la gravité s'accroît, si on songe que l'homme qui disparaît provisoirement a la valeur et l'importance de M. Venizelos; mais il semble bien, à voir la rapidité avec laquelle il a été pourvu à son remplacement, que le coup était prévu et qu'on y avait pourvu par avance. La constitution du nouveau ministère était sans doute toute faite dans la coulisse : on ne s'est d'ailleurs donné aucune peine pour l'imaginer, car on a pris, sans y regarder de plus près, tous les anciens présidens du Conseil. Ce bouquet ministériel est composé de fleurs qui ont pu être brillantes autrefois, mais qui sont aujourd'hui plus ou moins fanées. Tous ces hommes sont, faut-il dire adversaires ou ennemis de M. Venizelos ? On peut choisir le terme qu'on voudra:

le second est sans doute le plus juste, car on est adversaire d'une politique et ennemi d'une personne. Représentans des anciens partis et surtout des anciens abus, les membres du nouveau Cabinet en veulent beaucoup plus à M. Venizelos de sa politique intérieure que de sa politique extérieure ; ils se sont coalisés contre lui parce qu'il était devenu pour eux tous un obstacle. On sait à quel degré d'abaissement ils avaient fait ou laissé tomber la couronne elle-même, lorsque M. Venizelos est survenu et a donné à la Grèce et à la couronne elle-même un nouveau prestige.

Mais, encore une fois, tout cela est l'affaire des Grecs ; la nôtre est ailleurs. Nous sommes heureux de dire que le président du Conseil, M. Zaïmis, échappe à la plupart des reproches qu'on peut faire à ses collègues. Après sa première démission, c'est lui que M. Venizelos avait désigné au Roi comme étant le plus apte à lui succéder : s'il avait été consulté de nouveau, il aurait sans doute donné aujourd'hui la même indication. M. Zaïmis n'a que de bons sentimens pour la Quadruple-Entente et on peut croire qu'il le témoignera dans la mesure du possible. On est satisfait de penser qu'il a pris le ministère des Affaires étrangères. Au moment où nous écrivons, il est à la veille de faire entendre à la Chambre sa Déclaration ministérielle. Le bruit court qu'il ne dira rien du traité avec la Serbie, ni de l'interprétation à lui donner, et peut-être fera-t-il bien, puisque c'est le meilleur moyen de réserver l'avenir que personne aujourd'hui ne se hasarderait à prophétiser. Nous parlons de l'avenir immédiat, car, pour nous, comme pour M. Venizelos, le dénouement de la guerre ne fait pas de doute. Mais qui pourrait prévoir par quelles péripéties nous devrons encore passer ? La Grèce a voulu garder sa liberté entière et elle l'emploie aujourd'hui à conserver sa neutralité. Soit, mais nous serions surpris si elle pouvait maintenir cette attitude jusqu'au bout. M. Venizelos a raison de croire que les intérêts primordiaux de l'hellénisme sont engagés dans la grande lutte qui se poursuit, et ce n'est habituellement pas par l'abstention qu'un pays en voie de croissance réalise ses aspirations légitimes et accomplit ses destinées. La Bulgarie l'a compris, et ce n'est pas ce que lui reprochera l'histoire : ce sera d'avoir, sous l'impulsion d'un roi étranger, ambitieux, vaniteux, méconnu les vrais amis de la Bulgarie, manqué à ses traditions et couru des aventures qui, si même elles tournaient comme il l'espère, assureraient la grandeur d'un autre et sa propre vassalité.

En attendant, quelle est la situation pour les Alliés, et notamment

pour nous ? Nous ne séparons pas notre cause de celle des autres ; mais, sur un point particulier, nous avons pris les devans avec cette générosité parfois imprudente de la France, qui n'écoute que son cœur. Nous avons débarqué un premier détachement à Salonique. Salonique appartenant à la Grèce, il n'est pas douteux que, dans la correction des principes, nous ne pouvions pas en disposer sans son consentement ; mais ce consentement, pouvions-nous le demander à un gouvernement neutre qui tient à conserver au moins les dehors de la neutralité ? Nous aurions beaucoup embarrassé le Cabinet d'Athènes si nous l'avions mis en demeure de se prononcer. Il y a, comme l'a dit le cardinal de Retz, des droits opposés qui ne s'entendent jamais mieux que dans le silence. M. Venizelos était encore au pouvoir lorsque nous avons débarqué à Salonique ; il a protesté, mais il a dit lui-même à la Chambre qu'il ne l'avait fait que pour la forme, et nous sommes convaincu que le gouvernement qui lui a succédé, sur ce point, aurait suivi la même conduite. Quelle que soit l'interprétation qu'on donne au traité qui unit la Grèce à la Serbie, et quand bien même la première voudrait s'abstenir jusqu'au bout, elle ne saurait trouver mauvais que nous venions au secours de son alliée. Que les intérêts des deux pays soient solidaires, c'est l'évidence même. En travaillant pour la Serbie, nous travaillons pour la Grèce, et même pour l'hellénisme dans la plus ample acception du mot. M. Venizelos, qui l'entendait ainsi, l'a fait entendre à la Chambre dans le discours qu'il a prononcé devant elle et dont nous avons déjà fait quelques citations. Il a donné lecture des lettres échangées entre le ministre de France et le gouvernement hellénique, puis il a ajouté : — Il est inutile de dire que le gouvernement, outre la protestation qu'il a formulée, ne compte pas prendre de mesures matérielles pour s'opposer au passage de l'armée anglo-française qui accourt à l'aide de nos alliés serbes menacés par les Bulgares. De telles mesures, dans les conjonctures que crée actuellement la guerre européenne, dépasseraient celles que nous imposent les obligations de la neutralité appréciée avec bonne foi. — Il n'est donc pas douteux que nous avons débarqué à Salonique sans avoir en aucune manière manqué à nos devoirs envers la Grèce : c'est son premier ministre qui le déclare. Avons-nous besoin de dire que ce n'est pas l'opinion du gouvernement allemand ? Il a protesté auprès de la Grèce contre la tolérance dont elle s'est rendue coupable à notre égard, et les journaux qu'il inspire écrivent avec le plus grand sérieux qu'après avoir fait tant de bruit de la violation de la neutralité de la

Belgique, nous n'avons pas hésité à violer celle de la Grèce. Quand cela serait vrai, ce ne serait pas à eux à s'en plaindre ; mais la neutralité de la Grèce ne ressemble en rien à celle de la Belgique ; elle n'a pas un caractère permanent; elle n'est pas le résultat de traités internationaux qui portent notre signature; nous ne l'avons nullement garantie. Quand l'Allemagne nous a déclaré la guerre, nous n'avons pas eu la sottise de dire qu'elle violait notre neutralité. Il n'y a aucune analogie entre des cas aussi divers. La Grèce seule pourrait ici nous adresser un reproche et nous verrions alors ce que nous aurions à faire : quant à la protestation du gouvernement allemand, si fin connaisseur en matière de neutralité, il est permis d'en rire et de passer outre. Nous n'en parlons qu'à titre de curiosité.

Ce qui est plus sérieux, c'est notre situation en Serbie. Dès que la mobilisation bulgare a été connue et qu'il a été impossible de s'illusionner sur les intentions dans lesquelles elle avait été faite, la presse française a dit, dans l'impétuosité de son premier mouvement : Trêve de paroles, passons aux actes, il n'y a pas un moment à perdre pour aller au secours de la Serbie ! Et assurément elle avait raison, mais n'aurait-elle pas dû ajouter qu'avant de débarquer à Salonique, il fallait s'entendre avec nos Alliés sur la participation que chacun d'eux prendrait à une expédition nouvelle qui ouvre un nouveau front à notre activité commune? On n'en a rien fait, et nous nous sommes engagés seuls en Serbie avec un très faible effectif. Les Anglais n'ont pas tardé à nous y rejoindre ; mais que font les Italiens et les Russes? On n'en sait rien. Pourtant chaque jour la situation se développe et il semble bien que, si nous avons prévu les événemens, ce qui est douteux, nous nous y sommes insuffisamment préparés. Pour le moment, la situation est la suivante. Les Bulgares n'ont pas encore bougé : en revanche, les Austro-Allemands ont bombardé Belgrade et s'en sont emparés. Ce n'est pas un fait d'armes bien glorieux ; il ne préjuge en rien la suite des opérations. Belgrade a été bombardé et rebombardé à maintes reprises. La ville a été occupée, puis évacuée par les Autrichiens. Elle est comme en bordure de la Serbie. Dès le commencement des hostilités, le gouvernement serbe, ne s'y sentant pas en sécurité, l'a quittée pour se rendre à Nich. Qu'elle soit occupée de nouveau par l'ennemi, le fait n'a pas en soi grande importance militaire : il prouve seulement que la campagne contre la Serbie est commencée. Les Bulgares observent, attendent : ils ne jugent pas les Austro-Allemands assez engagés pour s'engager eux-mêmes. Les Serbes sont encore trop forts. Se rappelle-t-on, dans *La*

Tempête de Shakspeare la scène où Caliban demande à Stéphano de le débarrasser de Trinculo et lui dit : « Bats-le d'abord comme plâtre, et puis, un moment après, je le battrai moi aussi. » C'est la politique de la Bulgarie : laissons-lui-en l'honneur.

Mais, certes, la situation des Serbes est critique, placés qu'ils sont entre deux feux et appuyés par des amis trop peu nombreux encore pour leur prêter un concours efficace. Les questions qui se posent sont complexes et il n'y a aucune exagération à les qualifier de redoutables. Il s'agit pour nos alliés et pour nous de ne pas dégarnir les fronts sur lesquels nous nous battons avec des succès encore incomplets, et cependant de prêter main-forte à la Serbie qui soutient la même cause que nous et dont le sort est étroitement solidaire du nôtre. Que faire et dans quelle proportion nos forces doivent-elles être distribuées ici et là? Où sont pour nous le premier intérêt et le premier devoir? Comment pouvons-nous tout concilier ? Ce n'est pas ici que nous pouvons le dire : il faudrait, pour s'y risquer, disposer de renseignemens qui nous manquent jusqu'ici. Les Chambres partagent l'émotion générale, mais elles n'ont pas imaginé le meilleur moyen de la calmer : on a parlé de nouveau de séance secrète au Luxembourg, pendant qu'au Palais-Bourbon quatre grandes Commissions se réuniraient pour former une sorte de quadruple-extrait de parlement et entendre le gouvernement à huis clos. Celui-ci ne s'est pas prêté à cette mise en scène, qui ressemblait trop à une mise en demeure, et, ne voyant pas plus d'inconvénient à s'expliquer devant six cents personnes que devant cent cinquante, il a préféré la première procédure. Qui l'en blâmerait ! Il y a quelque chose de dérisoire à confier mystérieusement un secret à cent cinquante députés, en leur recommandant de ne pas le dire aux autres, qui ont autant qu'eux le droit de le connaître. Les explications du gouvernement sont prochaines : on les connaîtra sans doute quand paraîtra cette chronique. Tout ce que nous pouvons dire est qu'il faudra autre chose encore que des paroles pour dénouer une situation délicate et faire face à d'angoissantes difficultés.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-NEUVIÈME VOLUME

SEPTEMBRE — OCTOBRE

Livraison du 1er Septembre.

Pages.

Le Sens de la mort, dernière partie, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française. 5

Le Problème de la houille, par M. L. DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences 50

L'Éternel champ de bataille. — II. Impressions d'enfance, par M. Louis BERTRAND. 79

La France a l'Exposition de San Francisco, par M. A. DE LAPRADELLE. . 109

Les dernières années de la dictature de Bismarck (Notes et souvenirs), 1887-1890, par M. Ernest DAUDET. 126

Le Soudan égyptien, par M. Pierre ARMINJON. 158

Les Iles de la côte allemande, par M. Charles ROPE 190

Revue littéraire. — Récits de combattans, par M. André BEAUNIER. . . . 203

Revue scientifique. — La Poudre, par M. Charles NORDMANN. 215

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 227

Livraison du 15 Septembre.

Jeune Fille, première partie, par Gérard D'HOUVILLE. 241

La Bataille de l'Yser, avec une carte, par M. Pierre NOTHOMB. 286

L'Historien de « l'Empire libéral, » par M. André BEAUNIER. 330

Un glorieux Centenaire. — Marignan, par M. le marquis Jacques DE DAMPIERRE 357

Impressions de guerre allemandes en 1870, par M. Albert PINGAUD. . . . 371

Pages.

L'Éternelle Allemagne, d'après le livre du prince de Bülow. — IV. De la misère a l'apogée, par M. Victor BÉRARD. 396
L'Idée de la mort et le prix de la vie, par M. Charles RICHET, de l'Académie des Sciences. 434
Revue dramatique. — Le Théatre de Jules Lemaitre, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 445
Revues étrangères. — Un roman de guerre anglais, par M. T. DE WYZEWA. 457
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 469

Livraison du 1er Octobre.

Jeune Fille, deuxième partie, par Gérard D'HOUVILLE. 481
Les Socialistes allemands. — L'Internationale et la guerre, par M. Jean BOURDEAU, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 523
Le Mois historique de l'Italie. — Mai 1915, par M. Jacques BAINVILLE. . 559
L'Urgence de développer nos exportations, par M. Adrien ARTAUD. . . . 588
En Argonne. — La Bataille dans la forêt, par APREMONT. 623
La Réadaptation des soldats mutilés et aveugles a la vie utile, par M. Pierre VILLEY. 652
Revue littéraire. — Chroniques de la guerre, par M. André BEAUNIER. . 674
Revue scientifique. — Les Explosifs brisans, par M. Charles NORDMANN. 686
Revue musicale. — Une *Jeanne d'Arc* italienne. — Chants patriotiques français, par M. Camille BELLAIGUE 697
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 709

Livraison du 15 Octobre.

Jeune Fille, troisième partie, par Gérard D'HOUVILLE. 721
Mommsen et la mentalité allemande, par M. René PICHON. 762
Les dernières années de la dictature de Bismarck (Notes et souvenirs), 1887-1890. — II. De Guillaume Ier a Guillaume II, par M. Ernest DAUDET. 799
Les États-Unis d'Amérique pendant la grande guerre, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Academie des Sciences morales et politiques 829
Théodore Körner et la Prusse. — La Fin du Parnasse, par M. Ferdinand BAC. 862
Émile Nolly (Capitaine Détanger), par AVESNES. 894
Les Illusions perdues de deux Germanophiles, par M. Victor GIRAUD. . . 909
Revue dramatique. — Le Théatre indésirable, par M. René DOUMIC, de l'Académie française 923
Revues étrangères. — Les Méthodes pédagogiques allemandes jugées par un professeur anglais, par M. T. DE WYZEWA. 935
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 947

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 53069.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 526 490